



NAZIONALE
B. Prov.
BIBLIOTECA
V
700
NAPOLI
VITT. EM. III

35-8-5

BIBLIOTECA PROVINCIALE

Armadio
K

Palchetto
u

Num ° d' ordine 3

40-8-6

B. Prov

IV

700-702

119

~~4~~

12-1~~4~~

OEUVRES
DE
CAPEFIGUE.

IMP. DE HAUMAN ET C^e. — BELTOWSK, GEBANT
Rue du Nord, n^o 5.

15814

OEUVRES
DE
CAPEFIGUE.



L'EUROPE

PENDANT LE CONSULAT ET L'EMPIRE DE NAPOLEON.

TOME I.

Bruxelles.

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE.

HAUMAN ET C^o.

1840 . 1

11

LETTRE

SUR

LA PÉRIODE DE NAPOLEON.



Je vais écrire l'histoire de la reconstruction du pouvoir en Europe, les annales de ce gouvernement énergique, de cette administration puissante, dont le souvenir protège encore aujourd'hui la société agitée. Je vais retraire les quinze années épiques qui commencent au 18 brumaire et se terminent aux champs funèbres de Waterloo; je quitte les grandes batailles du moyen âge, les croisades des nobles chevaliers; mais je demeure au milieu de temps fabuleux, car j'ai des prouesses à conter aussi merveilleuses que les exploits des paladins dans les vieilles chroniques de Charlemagne.

La génération de l'empire s'éteint; bien des années déjà se sont écoulées depuis que, pour la dernière fois, le canon retentit sous les aigles d'or; un long gémissement de peuple répond aux souvenirs de la patrie aboissée sous une double invasion. Les fautes de Napoléon furent nombreuses, et pourtant jamais mémoire n'a laissé de si longues traces, jamais météore n'a brillé d'un si vif éclat, et, à mesure que les temps s'éloignent, cette époque paraît à nos yeux comme une légende des vieux temps héroïques.

Un point de vue plus sérieux que celui des batailles se révèle à nous quand on touche le gouvernement de Napoléon; c'est l'unité de ses œuvres, la persévérance de ses plans immenses pour régir et conduire les masses. L'empire a étendu ses lois sur 45,000,000 d'hommes dont il a grandi l'intelligence; son territoire embrassait les riches cités et les populations diverses depuis Hambourg jus-

qu'aux bouches du Cattaro; Venise, Rome, Amsterdam, ont vu les abeilles d'or sur l'azur de leur écusson; l'Espagne, le Portugal, l'Italie et l'Allemagne ont subi les lois de son système fédératif.

A l'intérieur, sa législation a été dominée par une idée organisatrice et son administration tellement énergique, que tout s'agitait sous sa main; l'histoire de Napoléon est celle de la restauration des idées de gouvernement. Ce règne fut une réaction forte et rapide contre les molles doctrines politiques et administratives que l'assemblée constituante avait semées dans le monde. Général, consul, empereur, Bonaparte n'a jamais eu qu'un but, celui d'une centralisation formidable des intelligences et des faits pour les tourner au profit de l'autorité souveraine. Il ne lutta pas contre la révolution en chevalier errant, avec de petites lois et de petites passions; il la dompta vigoureusement; il l'épura comme Héracle avait nettoyé les écuries d'Angias, pour ensuite faire servir toutes ses forces à la constitution de son empire, et c'est en cela peut-être qu'il diffère de la restauration. Les Bourbons ne surent pas satisfaire et dominer les hommes de la révolution, et ils en favorisèrent les doctrines; Napoléon se servit des hommes et tua les doctrines. Bonaparte fit le 18 brumaire et brisa l'assemblée qui résistait à ses volontés; la restauration émança la tribune et la presse qui l'ont tuée par la parole.

L'admirable supériorité de Napoléon fut de comprendre toute la force qu'il pouvait tirer des mœurs

caractères et des intelligences trempées de fer qu'avaient produits la convention et les comités ; il les abissa, les éblouit, les conduisit en esclaves derrière son char, et sa volonté eut tant de prestiges, qu'il put changer en courtisans les conventionnels eux-mêmes ; l'empereur orna leur tête de la couronne de comte, il posa dans leurs armoiries les vieilles tourelles ; il fit des nobles de ceux qui avaient jeté la tête des gentilshommes à l'échafaud : il mit le manteau de pourpre sur les sans-culottes, ardens puritains de l'école des comités ; il fit trouver en face de Fouché et de Merlin, les Montmorency et les Noailles dont trois générations avaient été traînées dans la fatale charrette. Au conseil d'État, Napoléon fit siéger, sur le même fauteuil de veilleurs, le proscripteur et le proscriit, les thermidorien et les amis de Robespierre, les déportés de fructidor et ceux qui les avaient exilés à Sinnamary ; M. Portalis et M. Treilhارد, M. Malouet et M. Réal. Son gantelet de fer pesa tellement, qu'on eût dit qu'il avait aplati le crâne de ces hommes pour leur arracher la mémoire du passé, et qu'il avait dépossédé leur cœur de toute autre émotion que le dévouement à son service. Comme complètement à son œuvre, Napoléon plaça la rude main de ses généraux dans la main blanche et délicate des jeunes filles de nobles maisons ; les fils glorieux du serf déshéritent les maris des châtelaines.

Cette force de gouvernement, cette puissance de volonté est, selon moi, bien plus merveilleuse que l'histoire des conquêtes et des victoires du grand capitaine. Le génie de Napoléon avait hérité des admirables armées de la république ; il eut autour de lui des lieutenants du premier mérite, des administrateurs vigoureux. Ces armées débordèrent sur le monde, et quoi d'étonnant avec de tels hommes ! Comme l'Océan, la conquête eut son flux et son reflux ; si l'aigle vola sur toutes les capitales, deux fois l'Europe en armes vit les tours de Notre-Dame. Il y a dans la vie militaire de Napoléon autant de fantes que de merveilles ; à côté d'Austerlitz et d'Iéna, il faut placer les campagnes d'Espagne et de Russie, deux millions d'hommes sacrifiés sans résultats. Je ne sache pas de règne dans l'histoire moderne qui ait plus agrandi les principales puissances de l'Europe aux dépens de notre influence : l'Autriche, depuis le traité de Campo-Formio, s'est assuré l'Adriatique, Venise, la Dalmatie, une plus large possession en Pologne et en Italie. La Prusse s'est accrue de plus de quatre millions de sujets et possède toute la navigation du Rhin ; il n'a tenu qu'à elle de s'emparer

des villes anseatiques que lui offrait Napoléon comme il lui donnait le Hanovre, par haine de l'Angleterre. C'est à ses traités avec l'empereur des Français que la Russie doit la Finlande qui lui donne la Baltique, et c'est dans l'entrevue d'Erfurth que furent dessinés les vastes projets du cabinet de Saint-Petersbourg sur la mer Noire et Constantinople. Parlerai-je de l'Angleterre qui doit à la révolution française et à l'empire l'agrandissement immense de ses colonies dans l'Indoustan, Malte, les îles Ioniennes, le cap de Bonne-Espérance, Ceylan, riches possessions désormais liées à son commerce ? Il n'est pas jusqu'au royaume de Piémont que la chute de Napoléon n'ait grandi jusqu'à lui donner une importance maritime.

Qu'on ne parle donc pas des conquêtes de l'empire ; elles furent brillantes, rapides, mais elles ont été trop chèrement payées ; nous avons eu beaucoup de gloire, mais aussi que d'affronts il a fallu essuyer ! La convention eut la force de préserver le territoire, l'empire vit deux fois l'étranger sur nos places publiques, et les chevaux des Baskirs bravaient les dalles de nos palais. La république avait légué à Napoléon la frontière du Rhin, la plus belle armée du monde ; tête aventureuse, l'empereur les joua dans les hasards de la guerre ! Je sais qu'on a beaucoup parlé de trahison ; une cause, même lorsqu'elle s'abandonne, accuse toujours la trahison d'autrui ; en politique, il y a quelque chose de plus fort, c'est la ruine que prépare la lassitude des esprits ! Quand le consul fit tout pour la France, elle vint à lui dans sa confiance ; mais, quand l'ambition dévorante de l'empereur rougit mille champs de bataille, lorsque la conscription devint une sorte de coupe réglée de 300,000 hommes, que voulez-vous alors ? Ce ne furent pas les hommes qui abandonnèrent Napoléon ; mais le pays, mais le commerce, les populations souffrantes, la France accablée de plaies, la liberté épiorée, que la gloire ne consolait plus.

La première époque du consulat que je vais décrire est destinée à pénétrer dans la belle œuvre de Napoléon : la reconstruction du pouvoir ; et c'est à ce point de vue que cette intelligence est supérieure. Le premier consul se pose comme l'unité dans la multitude ; il s'élève comme le seul représentant de la souveraineté du peuple, il est la magnifique idée qui vient réunir autour de lui toutes les autres, l'étoile du ciel qui brille dans le chaos pour le salut de tous. L'époque est à lui, parce qu'il personnifie l'époque ; les sociétés se donnent à qui sait les protéger ; c'est un poète mystérieux

dont la grande voix est dans l'instinct des masses quand vous voyez un homme bien haut et qu'il y reste, croyez que cette nature forte et étrange n'appartient pas à l'ordre vulgaire.

Ainsi fut Bonaparte sans doute, car tout se plaça sous son épée à l'époque consulaire. La France le suivait depuis longtemps en Italie, en Égypte, et quand il tenta le 18 brumaire le temps était fini pour la république; on était avide d'un pouvoir fort; la France voulait constituer l'unité gouvernementale, sans laquelle il n'y a pas de vastes projets réalisables.

Deux puissantes physionomies semblent préoccuper la pensée de Napoléon, ce sont celles de César et de Charlemagne; le laurier des empereurs ceint son front, et il étudie l'histoire de Rome, ses arcs de triomphe, ses cirques, ses aqueducs immenses, ses voies, ses patientes légions et ses centres gigantesques: il donne tout cela pour exemple à ses soldats, il semble leur dire: « Nous n'avons rien fait encore pour nous égaler à ces préteurs qui passaient des montagnes glacées de la Calédonie sous le brûlant soleil de la Syrie. » Napoléon ne visite point Rome, lui, le voyageur à pas de géant; on dirait que c'est dans la crainte de se trouver trop petit à ce triste et grandiose aspect. S'il donne le titre de roi de Rome au fils bien-aimé de ses espérances, c'est qu'il espère à sa mort être digne des Césars, et qu'il pourra lui léguer un empire qui s'étendra du Niémen aux colonnes d'Hercule, des monuments, de larges chemins suspendus sur les Alpes, des temples de marbre aux tables d'or et des obélisques de granit!

La destinée de l'empire occidental de Charlemagne préoccupe aussi Napoléon d'une activité non moins brûlante: il suit sans cesse la trace du conquérant, en Espagne, en Italie, et chez les Saxons; la vieille couronne des rois lombards déposée à la Monza se rattache à son front; il visite Aix-la-Chapelle, la ville antique. Comme Charles-Quint, il contemple le vaste tombeau de Charlemagne, puis son armoire; il touche de sa main les reliquaires; trois fois il s'assied sur le siège de pierre du grand empereur (1); insatiable de fortes idées, plein de mélancoliques méditations, il y remonte encore comme s'il avait besoin de pénétrer la pensée de celui qui organisa l'empire d'Occident.

Dans la période de quinze ans que je vais parcourir, Napoléon est la figure exceptionnelle; mais on se tromperait pourtant si l'on ne groupait pas autour de lui, les peuples, les gouvernements et

les hommes d'État qui ont marqué dans cette vaste résistance qui brisa l'empire. L'Angleterre n'offre-t-elle pas aussi l'aspect d'une magnifique épopée dans sa lutte contre Napoléon? Pitt a bien son génie national: ce que Napoléon fit, en remuant les idées de gouvernement et les armées, Pitt le réalisa avec les subsides et le crédit public. Le ministre agit sur le continent avec la même puissance que l'empereur; ils se disputèrent la domination des cabinets et des peuples; l'Angleterre fut le type d'une nation aristocratique et commerciale, d'une grande Venise résistante à un nouvel empereur couvert de l'armure des princes de la maison de Souabe. Il y a bien quelque curiosité à suivre cette force d'une nation commerciale et libre contre un dictateur le plus haut, le plus fort, le plus intelligent. La presse anglaise a fait autant de mal à Napoléon que les armées de l'Europe.

L'Autriche patiente et militaire ne fut pas sans gloire; elle défendit avec persévérance sa couronne, son territoire et sa nationalité. Elle eut des hommes d'État de première force; le prince de Metternich fut pour la pensée continentale ce que Pitt avait été pour le triomphe de la suprématie maritime. Pourquoi n'oserait-on pas le dire? La lutte de la nation germanique fut belle; on la voit se déployer sur tant de champs de bataille. Jusqu'au jour où l'Allemagne fit entendre des accents de liberté en évoquant l'ombre d'Arminius! Ne s'attache-t-il pas un indicible intérêt à ces touchantes et fières histoires des universités d'Allemagne et de ces jeunes hommes à la chevelure blonde, aux yeux bleu d'azur, s'élançant contre le grand empereur?

Partout, vous trouvez dans cette époque des hommes de premier ordre et des caractères de valeur. En Russie, l'empereur Alexandre; en Prusse, le baron de Hardenberg; en Angleterre, Pitt, Nelson, le duc de Wellington, Canotig. Et l'Espagne, faudra-t-il oublier son rôle d'héroïsme en défendant sa croyance et sa nationalité? Je n'aime pas qu'on tourne en mépris les consciences qui se font tuer pour une idée.

Je destine ce livre à faire connaître les faits européens sur toute l'époque du consulat et de l'empire; le but de l'auteur a été d'écrire d'après les pièces positives, et de faire tomber cet échafaudage vulgaire sur lequel jusqu'ici on a placé la figure historique de l'empereur.

Trois sortes d'ouvrages ont été écrits sur l'époque de Napoléon: 1° les mémoires, 2° les compilations, 3° les livres de parti.

(1) C'est un souvenir que rappellent encore aujourd'hui les vieux chapiteaux de la cathédrale.

Les mémoires, on sait l'abus qu'on en a fait ; chacun a dit ses affaires de ménage ; chacun a tracé son compte ; nous avons eu des livres écrits sur de la dentelle, d'autres sur les tables de cuisine et dans les antichambres, en écoutant aux portes. C'est le malheur des renommées retentissantes que ces écrivains qui s'attachent à elles pour défigurer leurs actions, dévoiler leur faiblesse, épier leur âme, sans jamais s'élever jusqu'à leur pensée.

Les compilations n'ont pas manqué ; on a lu le *Moniteur*, recueilli les décrets, sans s'apercevoir que tous ces documents ne sont pas la vérité, mais seulement les instruments authentiques dont se servait Napoléon, esprit si habile, pour arriver à ses vastes desseins ; les glorieux bulletins de la grande armée sont eux-mêmes des articles de journaux, destinés à des résultats diplomatiques.

Les livres de parti n'ont jamais été que des pamphlets vulgaires, depuis l'*Ogre de Corse* jusqu'à l'Apothéose de Napoléon et d'autres histoires encore, sorte d'ana ou recueils de bons mots avec au moins une victoire par jour : tout cela s'est adressé aux masses pour exploiter de généreux et populaires souvenirs. On a dit des choses incroyables, des contre-vérités inimaginables ; il y a eu des livres pour prouver que Napoléon était le plus chaud ami de la liberté et du régime représentatif, lui qui jeta les députés par les fenêtres de Saint-Cloud ; d'autres l'ont représenté comme l'esprit le plus pacifique ; il n'a jamais voulu la guerre ; son aigle n'a pas lancé la foudre, c'était un oiseau tout paisible qu'on importait dans la basse-cour des Tuileries, en lui faisant entendre le son belliqueux de la trompette !

Ces choses ont été fabuleusement dénaturées, il faut les rétablir.

C'est surtout un livre de faits que l'auteur a voulu écrire ; il donne ses idées plutôt comme des aperçus que comme des jugements ; il lui a paru depuis longtemps qu'il fallait tirer l'histoire de Napoléon en dehors des légendes puériles. Quand un homme extraordinaire se révèle au monde, chacun s'en fait un type idéal, une physionomie mensongère ; et je m'imagine que les traits de Napoléon ne ressemblent pas beaucoup à ces physionomies qui se griment sur la scène pour rappeler ses traits au peuple. Tels ont été, à peu d'exceptions près, les travaux historiques sur Napoléon.

C'est pourquoi l'auteur ose dire que jusqu'à l'époque de l'empire n'est pas connue. On a beaucoup écrit sur ces temps, depuis les petits caquetages des petites gens employés aux petites affaires,

jusqu'aux livres des hommes sérieux qui ont réuni des lambeaux du *Moniteur* pour en faire un ensemble à l'usage des partis. Parmi ces travaux, quelques-uns cependant méritent une distinction particulière ; ils sont écrits avec naïveté, ils révèlent l'enthousiasme de quelques âmes ferventes, et elles-là sont respectables. Napoléon, comme toutes les renommées historiques, comme Charlemagne surtout, a eu ses légendes, ses chroniques, ses romans des douze peux. J'ai une prédilection pour ces cœurs chauds qui aiment un homme, une idée, une cause, et s'en font les martyrs. Il est temps néanmoins de faire entrer l'immense personnalité de Napoléon dans le domaine des études sérieuses.

On verra que l'auteur a eu dans ses mains les pièces importantes des cabinets ; il les a fait servir, non point à un système, au développement de ses idées, mais à la vérité historique absolue, sans crainte et sans déguisement ; il n'a reçu ni mission, ni legs ; il a écrit hautement par cette inspiration d'une belle époque dont tout le monde parle et que peu de personnes connaissent. Rien de plus inouï que les non-sens et les vulgarités qu'on a écrites sur la révolution et sur l'empire ; on dirait que les temps les plus rapprochés sont les moins connus ; l'histoire a besoin d'une reconstruction dans notre société agitée.

Ce livre est tout à la fois un récit historique des événements avec la couleur locale, un manuel de droit diplomatique par la révélation des traités, des transactions et des actes européens, un précis de l'administration et de la législation. Avec ce livre, on pourra suivre tout ce qui se fit en Europe pendant ces époques : les affaires politiques, le commerce, l'industrie, et la littérature qui exerce une si visible influence sur le mouvement des esprits en Allemagne et en Angleterre surtout !

J'aurai souvent à parler des hommes d'État de l'Europe, des cabinets étrangers, de leurs généraux, de leurs armées, de leur politique, des rois et des peuples, des partis vains et des souverainetés croulées ; il m'arrivera de louer des capacités pour lesquelles les écrivains de la révolution n'ont eu que des paroles de mépris et de dédain ; on remarquera que les hommes d'État européens ont maintenu leur monarchie plus grande, plus forte qu'avant la guerre, tandis que l'empire est tombé. Tout en plaçant haut, dans ma fierté nationale, les gloires de ma patrie, je n'ai pas la puérilité ; quand j'écris l'histoire, de demander au baron de Hardenberg et au prince de Metternich, à Pitt, au comte Pozzo di Borgo, au duc de Wellington,

pourquoi ils n'ont pas fait les affaires de la France. Je ne leur fais pas un crime de ce qu'ils se sont permis de lutter contre le consul et l'empereur ; c'était leur rôle et leur mission ; je désirerais , pour mon pays , des capacités de cet ordre élevé , de cette vaste intelligence ; j'aurais voulu surtout que tous les Français eussent défendu avec autant de patriotisme la cause de la France , que ceux-ci ont défendu l'orgueil et la puissance de leur pays. Faudra-t-il tout abîmer devant une seule renommée ? Napoléon n'est pas une de ces idoles qui veulent être adorées par des sacrifices humains.

Il y a longtemps que j'ai conçu la pensée de ce livre ; j'ai parcouru les plus fameux champs de bataille , j'ai mesuré l'empire depuis Hambourg jusqu'en Illyrie. C'est au pied de la colonne Trajane , à Rome , au milieu des cirques et des débris de César et d'Auguste que je me suis fait la plus noble image de Napoléon , de ses conceptions vastes , de sa nature impériale , et j'achève ces

volumes sous l'ombre du lion de Waterloo. Les champs qui entendirent le dernier cri de guerre de la grande armée sont verdoyants encore ; le blé y ondule chaque année sous le vent , les récoltes sont belles , l'oiseau y gazouille gaiement sous la feuillée , et pourtant , là , dans la tombe , est une génération de géants.

Il y aura vingt-quatre ans dans trois jours que le canon brisait les rangs entiers , près de cette ferme de la Haie-Sainte dont j'aperçois d'ici les murs blancs et restaurés ; sur cette chaussée de Nivelles se déployèrent pour la dernière fois les vétérans d'Italie et d'Égypte ; ici fut Napoléon avec ce cortège de généraux que le trépas dévore , légions de morts autour de la grande ombre !

Ainsi passent les empires , les dynasties , les peuples , quand sont venus les temps marqués par Dieu !

Waterloo, 15 juin 1839.

L'EUROPE

PENDANT

LE CONSULAT ET L'EMPIRE

DE NAPOLEON.

CHAPITRE PREMIER.

GRANDES PUISSANCES DE L'EUROPE.

1^{re} L'Angleterre. — Causes de son opposition à la révolution française. — George III. — Le ministère Pitt. — Son système. — L'Ecosse et l'Irlande. — Développement de la puissance anglaise. — 2^e La Russie. — Son habileté. — Paul I^{er}. — Causes de la coalition de 1798. — 3^e L'Autriche. — Sa persévérance. — Son droit diplomatique. — Ce qu'elle gagne à Campo-Formio. — 4^e La Prusse. — Histoire secrète de sa diplomatie. — Ses rapports avec la révolution. — Motifs de sa neutralité.

1794 — 1799.

L'Europe avait été vivement agitée par les principes et les vastes conquêtes de la république française. Lorsque la révolution déploya son drapeau insurrectionnel, les cabinets ne s'en proclamèrent pas d'abord les ennemis implacables; tous virent, dans les troubles nouveaux qui agitaient la France,

un moyen immense d'arrêter les progrès de la maison de Bourbon (1). Cette maison était si considérablement agrandie depuis le premier de ses chefs, Henri IV! Elle avait réuni incessamment des provinces à la monarchie; Richelieu, Louis XIV, laissèrent à l'Autriche et à l'Angleterre de longs ressentiments à venger! La politique de la France excitait ainsi une secrète méfiance parmi les grandes puissances; c'était haine traditionnelle. De sorte qu'à l'origine de la révolution, il y eut au sein de chaque cabinet un système personnel et égoïste qui ne permit aucune résolution commune et sincère (2) contre un mouvement de peuple dont on ne prévoyait pas la destinée infinie.

La Grande-Bretagne s'était même dès le début montrée favorable à la révolution et à ses principes; ce cabinet, habile et prévoyant, avait surveillé avec jalousie la politique extérieure de Louis XVI. Le roi de France avait puissamment accru la marine; Suffren, d'Estaing, Lamotte-Piquet arboraient le drapeau blanc sur toutes les mers; dans de belles campagnes navales. Des révélations diplomatiques avaient appris à l'Angleterre les vastes plans de Louis XVI sur l'Inde, l'Égypte et la colonisation de la Méditerranée (3). J'ajoute encore que, pressen-

(1) On peut se convaincre de cette joie insouciante du cabinet de Londres, sur les grandes révolutions, par les dépêches de M. de Laubert, ambassadeur de France, à M. de Montmorin, et par les dépêches du chargé d'affaires M. Barthélemy. M. le duc d'Orléans, envoyé en exil à Londres, en octobre 1790, l'avoue lui-même (Bréche du 18 décembre 1790).

(2) Les hommes sérieux savent maintenant que le fameux traité de partage à Pillnitz, ne fut qu'une pure formule; il y eut des éventualités prévues, mais aucune résolution prise. Chaque puissance se réservait de faire son lit. L'Allemagne convoitait surtout l'Alsace et la Lorraine, comme elle l'a reconquise en 1815.

(3) Il existe aux archives étrangères des dépêches de M. de Laflotte, gouverneur de l'Inde, qui parlait déjà de la nécessité pour la France de s'assurer de l'Égypte.

tant la chute de l'empire des Turcs, le comte de Saint-Priest, ambassadeur à Constantinople, adressa à sa cour un mémoire dans lequel, après avoir examiné celui des débris de cet empire qui pourrait convenir à la France, il indiquait l'Égypte comme le pays le plus facile à conquérir et à garder (1). L'émancipation des États-Unis avait également témoigné que les desseins du roi étaient réfléchis, et qu'ils attaquaient dans leurs résultats la puissance et la fortune de l'empire britannique. L'Angleterre chercha donc tous les moyens d'abaisser le pouvoir de Louis XVI, et de priver la France des avantages d'un système si fatal pour la Grande-Bretagne (2).

Depuis la paix de 1785, les coutumes, les modes anglais dominèrent en France; on ne se préoccupa plus que de parlement, de liberté, de constitution; les habitudes furent toutes anglaises; on eut des chevaux de race, des courses, des paris ruineux; on essaya les clubs avec leur discussion orageuse; les vêtements de femmes et d'hommes, depuis le vaste chapeau jusqu'à l'habit aux larges basques, tout fut fait sur les modes de Londres. On choisit M. le duc d'Orléans comme le type de l'opposition; et déjà peut-être l'on songea dans le cabinet de Saint-James à réaliser le projet d'une révolution de 1088, comme lord Stairs l'avait proposé sous le règent (3).

Plus tard, l'Angleterre s'effraya des rapides développements qu'avait pris la révolution française; elle voulait bien empêcher les plans de Louis XVI, mais l'anarchie menaçait trop ouvertement pour qu'on put soutenir un état de choses qui était le désordre et la conquête. La république naissante déclarait la guerre aux aristocraties; ses clubs enlaçaient l'Irlande, les districts manufacturiers, Londres et les grandes cités. Attaquer l'aristocratie, n'était-ce pas menacer le gouvernement anglais tout entier? Ensuite les armées de la république débordaient sur les frontières; elles touchaient le Rhin, la Meuse et l'Escaut; la Belgique était envahie et Anvers au pouvoir des républicains. La Hollande même voyait s'éclipser son indépendance de nation. Ainsi la révolution bouleversait la prépondérance britannique et son gouvernement. Elle allait droit à ses deux sources de vie; l'Angleterre désirait se

défendre, non point en vertu des principes et par indignation morale, car elle avait fait monter, elle aussi, un roi sur l'échafaud; elle avait eu sa république sous Cromwell, mais elle devait combattre par le puissant intérêt de sa conservation.

Dès lors on s'explique très-bien cette guerre forte et continue que la Grande-Bretagne soutint avec une si admirable persévérance contre les efforts de la révolution française. William Pitt devint le symbole, la personnification des destinées britanniques; et là fut l'origine de la fortune et de la puissance du ministre anglais. Magnifique spectacle que ce jeune homme, entré aux affaires à vingt-trois ans (4), ardent de patriotisme, sacrifiant sa vie, son activité à un système, se posant en adversaire d'une nation rivale, si grande par ses armées, si redoutable par ses victoires, combattant à outrance dans le parlement pour le triomphe de la constitution et la gloire de son pays. La physionomie de Pitt avait quelque chose de méditatif comme celle de tous les hommes qui ont une mission; sa destinée fut immense, il eut plus d'une fois les entrailles brisées par le dégoût et les difficultés; on le voyait alors se livrer à quelques excès avec Dundas, son ami (5); puis il revenait au parlement la tête brûlante, le cœur plein de hautes pensées, et il s'élevait à cette grandeur de vue qui sauva son pays d'une imminente destruction; le cabinet se resumait en lui et il prenait sur sa tête la responsabilité tout entière.

L'Angleterre avait alors un monarque qui, comme le roi Lear de Shakspeare, faisait retentir les vastes salles de son palais des cris de sa folie; George III, cruellement attristé de la mort de sa fille, était devenu fou; un jour, mélancolique, il se promenait dans les appartements de Windsor; le lendemain, il se brisait la tête contre les murailles en déchirant ses vêtements, comme si la douleur les lui rendait importuns. Dans cette absence de la royauté, l'aristocratie s'était pleinement emparée du gouvernement; Pitt et le parlement s'étaient déclarés les maîtres, et le grand sceau de l'empire fut déposé dans les mains de commissaires (6). Tout se dirigeait donc sans contrôle par les lords et les communes; si le parti ministériel comptait l'élo-

(1) Un vieux projet rédigé en latin par Leibnitz sur l'occupation de l'Égypte, avait été présenté à Louis XIV, sous le ministère de M. de Pomponne, en 1672. Ce projet était resté ignoré jusqu'à l'occupation du Hanovre, de 1802 à 1805.

(2) Dès 1790, les Anglais avaient sous une intrigue dont le but était de se faire livrer le port de Brest; elle fut déjouée, et le comte Turvey, ambassadeur d'Angleterre près la cour de France, se trouva dans la nécessité de démentir par sa lettre à M. de Montmorin, ministre des affaires étrangères, l'imputation faite à son gouvernement d'avoir excité les troubles de Paris, et d'avoir voulu faire incendier le port de Brest.

(3) M. le duc d'Orléans fut chargé d'une mission officielle en octobre 1789, pour une négociation à Londres, mais il n'avait aucun pouvoir effectif de traiter (Dépêche du 6 novembre 1789).

(4) Pitt était né le 29 mai 1759, et fut nommé chancelier de l'Échiquier en juillet 1792, avant le ministère de la coalition (North), et nommé premier lord de la trésorerie et chancelier de l'Échiquier (chef du cabinet) en décembre 1793.

(5) Depuis lord Northville, le ministère anglais était alors composé de M. Pitt, lord Grenville, Spencer, Grafton, Liverpool, le duc de Portland et V. Dundas.

(6) *Annuaire régulier*. An. ann. 1793-1798.

quence de Pitt, de Canning, de Dundas, de Grenville, l'opposition pouvait s'honorer de Fox, d'Ers-
kine, de Shéridan, le poète moqueur qui invoquait
les nobles lois de la liberté humaine, pour arracher
le pouvoir à l'aristocratie; les lords Holland, Bel-
fort, Grey, possesseurs héréditaires de vieux manoirs
crénelés, ne pouvaient être des révolutionnaires,
mais ils favorisaient la démocratie par leur système;
or la démocratie en Angleterre, destruction immé-
diate et profonde de la puissance britannique, était
un de ces changements radicaux qui ébranlent les
empires. Supposez, en effet, que le parti de l'op-
position eût triomphé avec le radicalisme, deux
résultats auraient immédiatement suivi : on aurait
obtenu la réforme parlementaire, et la paix avec la
France. La réforme parlementaire en pleine révo-
lution, c'était le triomphe absolu des clubs et des
sociétés secrètes qui enlaçaient alors la Grande-
Bretagne. La paix avec la république française
entraînait avec elle-même une sorte de fraternisa-
tion des principes jacobins; et le gouvernement de
la Grande-Bretagne, avec ses districts manufactu-
riers, sa multitude brutale et sauvage, aurait suc-
combé dans cette épreuve fatale.

Au lieu de cela, le système de Pitt fut la guerre
implacable; ses vastes conceptions financières pour-
voient à tout. C'est ici que le grand ministre
déploya ses belles facultés; l'Angleterre avait besoin
d'incassantes ressources pour faire face à ses guer-
res; l'emprunt fut le premier ressort de Pitt, et
l'emprunt, au lieu d'user le crédit, le développait;
les négociations sur les consolidés se firent toujours à
un taux très-élevé (1). Si la France faisait des con-
quêtes sur le continent, la Grande-Bretagne domi-
nait sur les mers, elle anéantissait la puissance
française dans l'Inde, nos colonies étaient en sa pos-
session; elle convoitait l'Égypte; ses armements et
ses flottes couvraient l'Océan et la Méditerranée;
ses escadres avaient disparu, le commerce de
France était anéanti et la marine ne pouvait fran-
chir les côtes. L'Angleterre intervenait sur les
affaires par les subsides, elle devenait la domina-
trice politique des cabinets; et comme, en même
temps que l'Angleterre fournissait de l'or, elle imposait
des traités de commerce, il en résultait qu'elle
retirait avec usure ses prêts et ses avances; elle rece-
vait plus du continent qu'elle ne lui donnait : le

change, cette grande boussole des transactions, fut
presque toujours en sa faveur (2). La prépondé-
rance maritime et commerciale de l'Angleterre prit
un immense accroissement à cette époque; la diplo-
matie domina partout; elle allait offrir, la bourse à
la main, ses secours aux cabinets appauvris; seule
elle pouvait traiter d'égal à égal avec la répu-
blique française. Aussi elle ne négocia jamais sérieu-
sement avec le Directoire; et l'envoi de lord
Malmesbury à Lille ne fut qu'une manœuvre parle-
mentaire du cabinet de William Pitt pour obtenir
de nouveaux votes et continuer les hostilités avec
plus de vigueur. Il fallait constater que la paix était
impossible.

Les négociations de lord Malmesbury, telles
qu'elles sont révélées par les cartons de la diplo-
matie, constatent que sa mission se liait surtout à
l'examen attentif des partis et des forces du gou-
vernement en France; lord Malmesbury, en séjour-
nant quelque temps à Paris, avait vu les chefs du
club elchien à l'époque où l'on parlait un peu de la
restauration des Bourbons; Pitt et Dundas, en s'ex-
pliquant devant le parlement, avaient fait pressentir
que la restauration de l'ancienne dynastie, sans être
une condition dominante de la paix, pourrait faci-
lement amener une solution définitive. Lord Mal-
mesbury avait donc reçu de son gouvernement une
mission plutôt d'examen que de transaction : la
politique moqueuse des journalistes français pou-
vait bien tourner en ridicule la formule adoptée par
lord Malmesbury qui rejetait toujours les interpe-
lations positives en disant : « Qu'il en écrirait à sa
cour ! » mais au fond ce n'était là qu'une certaine
manière d'échouer toutes les difficultés et de gagner
du temps pour voir venir les événements politiques.
Après le 18 fructidor, lord Malmesbury fut tout à
coup obligé de quitter Paris pour se retirer à Lille;
le Directoire voulut rompre immédiatement toute
négociation; il n'avait plus alors aucun dessein de
traiter avec l'Angleterre. Une dépêche, fort bien
rédigée par l'ambassadeur, explique parfaitement
quels sont les motifs qui le portent à croire qu'en
aucun cas la France ne veut la paix; ces raisons
sont prises dans l'ordre moral : « Que voulez-vous
que fasse le Directoire, écrit-il, avec ses 400,000 sol-
dats et ses milliers de généraux et d'officiers supé-
rieurs, si ce n'est une guerre continuelle (3) ? »

(1) M. Pitt a reçu les propositions de diverses associations de
banquiers et de capitalistes, pour l'emprunt de 15,500,000 liv.
sterl. dont il avait annoncé qu'il aurait besoin pour le service de
l'année 1798. La confiance et l'enthousiasme étaient portés au
point que, malgré la banque subite que les fonds publics avaient
éprouvée depuis quelques jours, et celle qui avait eu lieu le
même jour de l'emprunt, trois sur six des compagnies en
question proposèrent de le prendre à un avantage de trois quarts
pour cent au-dessus du cours. Cet emprunt fut consommé ainsi,

et dès le moment où cette transaction fut connue à la bourse,
les fonds publics éprouvèrent une nouvelle hausse de trois
pour cent, chose sans exemple dans les annales de la finance
anglaise » (Dépêche d'un agent secret de la France, juillet 1798).

(2) C'est à Pitt qu'en doit l'assrlement et le système de
consolidation des billets de l'échiquier.

(3) « Je puis assurer votre seigneurie que j'ai la ferme convic-
tion que la majorité du Directoire qui l'a emporté dans la jour-
née du 4 septembre (18 fructidor), sur le corps législatif, veut et

La haine était d'ailleurs profonde entre les deux gouvernements; ils s'attaquaient dans leurs lases intimes; d'abord les clubs de Paris avaient des rapports avec les clubs anglais qui s'étaient formés à Londres et en Écosse; depuis l'origine de la révolution, ces sociétés s'étaient montrées puissantes avec le désir formel de renverser le gouvernement (1). L'Irlande excitait la plus grande inquiétude au sein du cabinet britannique; personne n'ignorait les tentatives faites par le Directoire contre la domination anglaise en Irlande; ses flottes avaient reçu cette destination; on avait vu à la tête des proclamations du général Rey et de son infortuné compagnon, Naper Tandy, la harpe irlandaise surmontée du bonnet de la liberté; on avait parlé aux ardents insulaires, des soldats de la grande nation qui allaient débarquer sur leur rivage; on leur disait de reconquérir leurs droits en éclairant une guerre d'extermination de la liberté contre la tyrannie. L'Irlande avait ses sociétés, ses armements sous les Hamilton, les lords Edouard Fitz-Gerald, Arthur O'Connor, tous en rapport avec les républicains français, et des envoyés venaient constamment à Paris pour concerter les moyens de délivrance et de conquête (2). Ce fut alors que Pitt prit la résolution immense de proposer le bill de la réunion de l'Irlande à l'Angleterre; il voulut constater qu'elle n'était plus une terre étrangère. Il y avait cela d'admirable dans la tête du chef du cabinet anglais, qu'à cette idée de centralisation et d'unité, il ajoutait dans sa pensée le besoin de l'émancipa-

de la continuation de la guerre maritime, afin de n'éprouver ni obstacles ni entraves à ses nouveaux projets d'invasion et de spoliation en Italie et en Suisse. Il est clair qu'à la veille de signer la paix avec l'Autriche, le Directoire ne peut vouloir signer la paix avec l'Angleterre. Que fera-t-il de ses 100,000 soldats accablés au tumulte des armées? Que de commotions s'occasionneront pas leur retour dans l'intérieur? Que fera-t-il de ses 500,000 généraux et officiers supérieurs qui s'auraient plus ni lauriers à nuissancer, ni riches dépoilés à ravir aux vaincus.» (Dépêche de lord Palmerston à lord Grenville.)

(1) La société anglaise connue sous le nom de *Constitutional Society*, et la société écossaise, *Corresponding Society*, qui prit le nom d'*Amis du Peuple*, furent contemporaines de la société des *Irlandais-Unis*; comme celle-ci, toutes deux s'organisèrent en 1792 sur les principes de la révolution française.

(2) Les proclamations que Naper Tandy, le général Rey et d'autres officiers français répandirent dans l'île de Dublin portaient on vît la harpe irlandaise, surmontée du bonnet de la liberté, avec l'ancienne devise irlandaise adoptée par les insurgés, *Erin go bragh* (l'Irlande à jamais). En voici la traduction :

« La liberté ou la mort, arme septentrionale des Français.

« La première année de la liberté irlandaise.

« *Irlandais Unis* : Les soldats de la grande nation ont débarqué sur vos côtes, bien pourvus d'armes et de munitions de toute espèce, avec une artillerie manœuvrée par des hommes qui ont répondu la terreur dans les rangs des meilleures troupes de l'Europe; ils sont conduits par des officiers français; ils viennent pour briser vos fers et vous rendre la jouissance des bénédictions de la liberté. James Naper Tandy est à leur tête; il a juré de les mener à la victoire ou de mourir. Braves Irlandais! vos

tion des catholiques d'Irlande; un bill fut présenté aux communes, discuté avec sévérité, et un vote presque unanime amena la réunion définitive de l'Irlande avec l'empire britannique. De là se formula cette sorte de trinité dans le royaume-uni, les nationalités ne s'effacèrent point, mais les forces se centralisèrent comme en France par suite de la révolution (3).

Et comment était-il possible de préparer une trêve ou une paix entre la France et l'Angleterre, lorsque tout était destiné à perpétuer les haines et à semer la discorde? Le cabinet britannique alimentait la guerre civile dans la Vendée et dans la Bretagne; il cherchait à soulever les populations, pendant que le Directoire armait contre la souveraineté du parlement en Irlande. Dans toutes les fêtes publiques il n'était question que de la perfide Angleterre; on jetait des imprecations contre elle; les allégories se multipliaient dans ces solennités où le Directoire s'exprimait avec pompe sur la situation de la république. Il y eut une fête au Champ-de-Mars où un ballon fut brûlé pour signifier le sort que la France réservait à cette *Albion* dont les odres patriotiques annonçaient la décadence et la ruine (4).

Si l'Angleterre conservait la plénitude de ses moyens et de ses haines contre le gouvernement français et la révolution dont il était le symbole, la Russie se trouvait dans une position presque aussi indépendante. Depuis longtemps la Russie désirait entrer en lice dans le mouvement européen. Cet immense

amis de la liberté ont quitté le sol natal pour vous aider à reconquérir vos droits. Ils braveront tous les dangers, ne tiennent leur gloire en la sublime idée de élever à leur sang votre bonheur. Le sang français ne coulera pas en vain! Aux armes, hommes libres, aux armes!»

(3) « Sa Majesté est persuadée que le soin infatigable avec lequel nos ennemis persévèrent dans leur projet avoué d'effectuer la séparation de l'Irlande avec ce royaume, ne peut manquer d'engager l'attention particulière du parlement; et Sa Majesté recommande à cette chambre de prendre en considération les moyens les plus efficaces de s'opposer à ce dessein, et de le frustrer entièrement; et elle espère qu'un examen de toutes les circonstances qui sont survenues récemment [joint au sentiment d'affection mutuelle et d'intérêt commun], disposera les partisans des deux royaumes à pourvoir, de la manière qui leur paraîtra la plus convenable, à l'établissement de l'arrangement complet et définitif qui pourra le mieux tendre à perfectionner et perpétuer une connexion essentielle à leur sécurité commune, et à augmenter et consolider la force, la puissance et les ressources de l'empire britannique. » (Acte de S. M.)

L'opposition à cette mesure, dans la chambre des communes du parlement britannique, fut peu considérable. M. Sheridan fut le seul qui soutint la cause anti-unitaire, avec quelque chaleur. MM. Grey, Tierney, et Pitt-Patrick la défendirent aussi, mais faiblement.

(4) « Il a dû être planté au beau milieu du Champ-de-Mars un vaseau allégorique pour figurer la main anglaise. Un ballon gonflé tenu par des cordes, armé dans sa proue de quelques luciféraires, jette sur le navire toutes sortes de malices infinimentes, et la marine anglaise a dû être réduite en cendres. » (Programme.)

empire s'était continuellement agrandi depuis un siècle par la guerre et une diplomatie habile; tout avait été employé pour arriver à ses vastes desseins de prépondérance et de commerce. Catherine II, au milieu du XVIII^e siècle, était descendue jusqu'à flatter les philosophes encyclopédistes; elle n'avait pas dédaigné une correspondance intime avec Voltaire, et en cela elle avait sa forte pensée, car les gens de lettres étaient les véritables souverains de cette époque humaine; l'esprit avait sa couronne d'or, et son sceptre en main, il donnait ou refusait la renommée. Jusqu'alors la Russie, puissance tout orientale, n'avait exercé aucune influence sur l'occident de l'Europe. Sous Louis XIV, on parlait avec dédain de la Moscovie. Catherine II, en courtisant la philosophie dans les renommées alors à la mode, savait que son nom deviendrait populaire au milieu des salons de Paris; elle avait besoin qu'on parlât d'elle, de ses palais d'hiver, de ses capitales, de Moscou la Sainte et de Petersbourg la Magnifique; il fallait qu'on s'accoutumât à compter son cabinet dans les grandes souverainetés civilisées; il fallait effacer les préjugés qui existaient alors sur la barbarie de ceux qu'on effectait de confondre avec les Scythes; il fallait se montrer protectrice de l'esprit et des arts pour exercer ensuite par la diplomatie l'influence que les philosophes possédaient pleinement à cette époque; elle voulait, en un mot, faire proclamer : « Que du Nord venait la lumière (1). »

Le premier partage de la Pologne poussa la Russie vers le centre de l'Europe; sa diplomatie eut ordre d'étendre désormais son autorité morale sur tous les événements qui se passaient au Midi. Les grands seigneurs russes voyagèrent avec cet esprit d'examen et d'observation qui les caractérisent; ils firent connaître à l'Europe leur magnificence et leur civilisation. Sous Louis XV, déjà plusieurs de ces nobles visiteurs étaient venus à Versailles. La révolution française ne retint que faiblement dans les lointaines provinces de la Russie; les principes que la république proclamait étaient trop en opposition avec les mœurs et les habitudes des populations slaves. Dans un État où la classe moyenne était si peu nombreuse, où tout se composait de nobles et de serfs (comme au moyen âge dans les châteaux crénelés de la féodalité), dans une autocratie enfin aux vastes steppes où l'autorité du clergé grec était si puissante, comment espérer le progrès des idées révolutionnaires et antichrétiennes? La Russie offrait donc une population tout à fait étran-

gère aux principes des novateurs; là, sans doute, il pouvait bien y avoir des conjurations de palais; des chutes mystérieuses, des fortunes inouïes et des abaissements de pouvoir comme dans l'empire ottoman; mais ces accidents, plus ou moins fatals pour les têtes souveraines, n'avaient aucune similitude avec les faits accomplis par les idées françaises en 1792.

Paul I^{er}, successeur de Catherine II, portait la couronne des czars. On a parlé beaucoup des bizarreries de ce prince, de ses brusques changements, de cette folle existence qui passait d'un système à un autre par des transitions soudaines et presque brutales. L'empereur Paul a-t-il été exactement jugé? Dans cet éloignement du théâtre des événements politiques, les jugements n'ont-ils pas pris une empreinte étrange d'exagération? Les pamphlets de la France et de l'Angleterre sont-ils les seuls documents dans lesquels on doive puiser pour recueillir des détails sur la vie de l'empereur (2)? Paul I^{er} fut une âme profondément émue en diverses circonstances par la grandeur des événements qui l'entouraient. Ce caractère sombre et bizarre, fou et moqueur, enthousiaste et haineux, ne tenait-il pas peut-être aux profondes émotions qu'il éprouvait à l'aspect des dangers que couraient sa personne et l'empire? Quand on dort mal sur son oreiller le soir, parce que la conspiration veille, est-ce qu'il n'est pas permis de sentir son front brûler et la fièvre embraser ses veines? Si Pierre I^{er}, le grand czar, n'avait pas réussi dans son œuvre de civilisation, lui aussi aurait été traité de fou et de barbare; s'il avait péri sous le cimetière des Streletz, on l'aurait accusé d'avoir tenté une entreprise impossible et adoré une idée sans réalisation. L'empereur Paul était Russe dans toute l'acception du mot, il portait l'empreinte de cette nationalité profondément enracinée dans la race slave; véritable chef de la vieille noblesse et de ces boyards dont nous avons vu la pittoresque histoire, il était colère, emporté, généreux, bizarre; il avait besoin de changer de place, de situation, et j'oserais presque dire d'âme et de cœur, car sa vie et son pouvoir étaient incessamment menacés par les conjurations de palais. Le premier mouvement de son esprit était beau, grandiose, puis venait une réflexion de crainte et de terreur, le soupçon, la plus triste infirmité du cœur, et alors le czar se laissait aller à la persécution désordonnée et à la violence. Puis, quand on est le chef d'un si vaste empire, la tête doit s'appesantir plus d'une fois dans les mains,

(1) La correspondance de Catherine avec Voltaire se lie toujours aux plans diplomatiques du cabinet de Saint-Petersbourg. Il n'y a pas jusqu'à la vie de Pierre I^{er}, par Voltaire, qui n'ait son dessein de conquête et d'agrandissement.

(2) A cette époque de passions politiques, on exaltait Paul ou on le calomnait, à raison qu'il se prononçait pour ou contre une alliance. L'empereur Paul était né le 1^{er} octobre 1754. Le Monténégre fait son élève sous le comitat.

et lorsque la fourmilière du genre humain est sous une seule couronne, le front brûle, car cette couronne est bien pesante; comme les empereurs de Rome, on peut avoir ses mouvements de despotisme, de folle résolution, la fierté des dieux et la faiblesse de l'homme.

J'ai dit que Catherine II régnait encore lors des premiers troubles de la révolution française; elle en avait été vivement émue; ses grandes émeutes sur la place publique, ce roi dans les fers, puis livré à l'échafaud, cette fierté d'une démocratie qui insultait les trônes, tout cela excitait un ressentiment bien profond dans l'âme d'une souveraine; mais en ce moment la Russie, de concert avec l'Autriche et la Prusse, essayait le second partage de la Pologne, et ce puissant résultat absorbait la politique réfléchie de Catherine (1). L'impératrice se contenta de prendre un tonnant intérêt aux émigrés français; elle aimait cette noblesse qui portait au loin son épée pour la défense de son roi; elle semblait la montrer comme exemple à ses boyards qui n'avaient ni le caractère chevaleresque ni le dévouement pour leur czar. La fleur des gentilshommes français visita Saint-Petersbourg au milieu des fêtes. M. le comte d'Artois, l'expression la plus exquise des manières et de la politesse, fut accueilli avec une grâce charmante par l'impératrice (2); l'armée de Condé en reçut des secours d'argent, et plus tard la Russie prit à sa solde les ardens chevaliers de la vieille monarchie (3). Mais le cabinet de Saint-Petersbourg n'intervint point directement par ses armées dans les premiers troubles de la révolution française; ils étaient trop éloignés de son propre territoire; la Turquie et la Pologne lui pesaient sur la poitrine et les bras; la Russie avait besoin de secouer ces deux obstacles avant de se jeter dans une expédition d'Occident qu'elle désirait néanmoins pour plus d'un motif d'ambition et de chevalerie. Les armées russes n'étaient point encore parfaitement disciplinées; on en faisait des descriptions terribles comme de ces barbares qui dévastèrent l'empire romain; il fallait leur donner cette force, cet ensemble, qui seuls assurent la victoire dans les expéditions lointaines à la face

des grandes tactiques modernes. Plus d'un gentilhomme français prit du service en Russie: les Richelieu, les Damas, les Langeron, reçurent des grades élevés dans l'armée moscovite, et elle acquit ainsi dans ses officiers, un degré de force morale et de civilisation remarquables.

Quand la mort saisit la grande Catherine, Paul I^{er} hérita de sa politique; l'empereur éprouvait, comme sa mère, une haine profonde pour la révolution française; il se fût levé contre elle; toutefois, d'accord avec les hommes d'État les plus distingués de son cabinet, il ne voulut se jeter dans une lutte active et armée en Occident, que lorsque la prépondérance russe serait parfaitement assurée sur la mer Noire. Dès que l'Angleterre eut rapproché le divan de l'empereur Paul, la Russie mobilisa une grande partie de son armée pour la porter comme auxiliaire vers le midi de l'Europe (4). C'est alors que, jaloux d'assurer son influence sur le centre de l'Allemagne, le cabinet de Saint-Petersbourg, jusque-là étranger à la nationalité germanique, s'en préoccupa comme de son propre ouvrage; il intervint à la diète; il lui fit la proposition de s'engager dans une guerre, que lui-même est très-décidé à soutenir (5); il veut y entraîner l'Allemagne. Pour cela, il fallait le consentement de l'Autriche, trop facilement alarmée par les empiétements de la Russie et l'influence toujours croissante du czar; il fallait aussi entraîner la Prusse, immobile, depuis le traité de Bâle, dans cette neutralité qui fit le fond de sa politique jusqu'en 1807.

C'est dans cette crise diplomatique que le cabinet de Saint-Petersbourg déploya une dextérité remarquable; la mission du prince Repnin à Berlin fut très-active; il avait à lutter contre l'abbé Siyres; Repnin s'empara de l'esprit des gentilshommes sans pouvoir décider le cabinet. A Vienne ce travail fut plus immédiatement heureux auprès de M. de Thugut, et les articles d'une grande coalition furent arrêtés par la médiation de l'Angleterre: on convint que l'armée russe serait entièrement mobilisée et qu'elle marcherait contre la révolution française (6). Paul I^{er} choisit pour cette

(1) Il est à remarquer que la révolution en France a considérablement servi l'agrandissement des puissances de l'Europe; toutes se sont accrues.

(2) Voir la correspondance de l'impératrice Catherine II.

(3) L'armée de Condé fut à la solde, 1^o de l'empereur; 2^o de la Russie; 3^o de l'Angleterre.

(4) Ce fut un des actes les plus extraordinaires de l'habileté anglaise que la réunion des Turcs, des Russes et des Autrichiens dans une même coalition.

(5) « M. l'empereur de toutes les Russies, touché de la situation alarmante de l'empire germanique se trouve réduit par l'effet de sa défection et de son avnement à poursuivre, par des négociations fallacieuses, la chimère d'une paix impra-

ticable avec un pouvoir tyrannique, suborne et perfide, déplore sincèrement que Sa Majesté Impériale et Royale apostolique ait été un moment entraînée dans un gouffre de traités dont il est impossible qu'elle se dissimule plus longtemps la profondeur.

« M. l'impératrice de toutes les Russies, vivement animée du désir de rétablir l'équilibre de l'Europe, garante d'ailleurs de l'intégrité de l'empire germanique, s'empresse, dans des circonstances si alarmantes, d'offrir à Sa Majesté Impériale et Royale son intervention désintéressée, et, s'il était besoin, l'appui de ses forces de terre et de mer, de concert avec ses alliés... »

(Note du ministre de Russie à la diète germanique, septembre 1796.)

(6) Paul I^{er} avait déjà signé avec la cour de Vienne un traité

expédition occidentale le vieux feld-marchal Suwarow, le hardi capitaine qui venait de glorifier les drapeaux de l'empire dans la mer Noire. Il y avait dans cette élévation de Suwarow quelque chose d'éminemment national; c'était le vieux sang slave avec ses bouillonnements d'aulace, c'était le chef des Scythes se précipitant sur l'Europe affaiblie. Un respect religieux se rattachait à Suwarow, l'homme du soldat, le saint militaire du paysan russe; en le jetant sur l'Europe occidentale, Paul I^{er} voulait vivement parler aux imaginations, et préoccuper les peuples d'une formidable guerre. De là toutes ces histoires sur Suwarow, tous ces bulletins exagérés, toutes ces proclamations folles ou audacieuses que l'on prêtait au général russe. La police du Directoire se mit en frais d'esprit pour tourner en ridicule le vieux Scythe, qui guidait l'armée russe comme l'image de saint Serge sur les drapeaux de la patrie (1). J'aurai plus tard à dire les préparatifs des grandes campagnes de la coalition de 1799, une des causes de l'élévation du général Bonaparte au consulat, car il fallait retrouver la victoire et cette force morale de gouvernement que le Directoire avait compromise.

Le traité de Campo-Formio était devenu la base du droit diplomatique entre la république française et la maison d'Autriche; ce traité, signé à la suite des admirables victoires du général Bonaparte en Italie, avait fini la guerre continentale. L'Autriche, combattant avec une longue persévérance, avait vu ses armées succédant à d'autres armées sur le champ de bataille; les malheurs de la guerre, la

gloire et la fortune merveilleuse d'un général de 27 ans, la déterminèrent à traiter de la paix avec la république naissante. Dans ces négociations, le cabinet de Vienne, vaincu dans la guerre, avait retrouvé toute son habileté et repris une position meilleure (2); ses hommes d'État avaient profondément étudié le caractère du général Bonaparte. M. Louis de Cobentzl, le principal des négociateurs, devint, dans le général de la république, un jeune homme aux fortes et grandes ambitions, destiné à jouer un rôle plus considérable au milieu des événements contemporains, que les vulgaires négociateurs des conseils et du Directoire (3). Les ministres autrichiens laissèrent passer quelques brusqueries de caractère qu'excusait la fierté de la victoire; ils exaltèrent délicatement cette imagination fougueuse; puis, avec une politesse de formes et une habileté de discours qui tenaient à leur éducation du monde, les négociateurs de la cour de Vienne enlevèrent au jeune vainqueur la plupart des avantages obtenus par les armées françaises en Italie. Peut-être aussi la position stratégique du général Bonaparte, trop avancée vers les États héréditaires, n'était-elle pas aussi bonne qu'on semblait le croire; et lui seul avait le secret intime de sa faiblesse, et la joie qu'il témoignait en signant le traité, montre évidemment l'effet d'une cause mystérieuse qui avait sa source dans une situation militaire hasardée (4).

Que réédit la maison d'Autriche par le traité de Campo-Formio? Les Pays-Bas d'abord, qui appartenaient héréditairement à un des archiducs; mais

d'alliance qui est resté secret, et en vertu duquel il avait mis 60,000 Russes en mouvement vers le Danube.

Le 20 novembre il avait conclu avec le roi des Deux-Siciles un autre traité d'alliance contre la France.

Le 23 décembre il signa un traité définitif avec la Porte.

La coalition ainsi ébauchée fut consolidée par l'alliance de la Grande-Bretagne et de la Russie, conclue à Saint-Petersbourg le 29 décembre 1798, signée au nom du roi d'Angleterre par sir Charles Whitworth, et au nom de Paul I^{er}, par le prince Repnorko, le vice-chancelier Kotschubey et le comte Bostophin.

Ce traité se fonda sur l'espoir que l'engagement eût été le roi de Prusse à entrer dans la coalition. Dans ce cas, Paul I^{er} promit de lui fournir un secours de 45,000 hommes, pour lequel la Grande-Bretagne devait lui payer des subsides.

Le lendemain de ce traité, une convention particulière fut signée entre cette dernière puissance et Paul I^{er}, comme grand maître de l'ordre de Malte.

Et le 2 janvier 1799, elle céda au traité définitif du 23 décembre précédent entre la Russie et la Porte Ottomane.

(1) Je n'ai pas besoin de dire que la proclamation bizarre attribuée à Suwarow et datée de Livourne est apocryphe.

(2) Le traité de Campo-Formio est du 17 octobre 1797. Les signataires du traité furent : le général Bonaparte, le comte Louis de Cobentzl, l'Autriche céda à la France les Pays-Bas; à la république Cisalpine la Lombardie autrichienne, le Bergamasque, le Brescian, la Crémaseque, la ville et forteresse de Mantoue, ainsi que le Nauplion, Preschiera, la partie des États-Vénitiens à l'ouest du sud d'une ligne qui, partant du Tyrol, traversera le lac de Garda, ensuite l'Adige, suivra la rive-gauche de ce

fleuve jusqu'à Porto-Legnago, et viendra joindre la rive gauche du Pô qu'elle suivra jusqu'à la mer. La république française admit que l'empereur possédât l'istrie, la Dalmatie, les îles vénitiennes de l'Adriatique, les bouches du Cattaro, la ville de Venise, les Lagunes et les pays compris entre les États héréditaires et la ligne ci-dessus.

(3) Il a été dit qu'à Campo-Formio il avait été question par Bonaparte de rétablir les Bourbons. Je n'ai rien trouvé de semblable dans les dépêches de M. de Cobentzl; seulement le ministre autrichien fait un portrait très-faible de Bonaparte, et le représente comme un esprit de grande portée et de puissant avenir.

(4) « Le général Bonaparte, aussitôt que la paix fut décidée, le 17 au soir, arriva au camp de M. de Cobentzl, l'embarassa avec transport, et le félicita de cette heureuse conclusion avec l'union de cœur la plus inébranlable; pendant toute la négociation, les plénipotentiaires autrichiens ont montré pour le héros de l'Italie des égards et une déférence extrême. Celui-ci, impatienté souvent des lenteurs de la cour de Vienne, ne concevant pas qu'il fallût autant de temps et de courriers pour donner une réponse à ses propositions, traita quelquefois les plénipotentiaires un peu évasive, M. de Gallo a donné à plusieurs reprises des preuves de zèle et de dévotion qu'il rangeait parmi les diplomates les plus dévoués de l'Europe. Il craignait tellement que l'impatience du général Bonaparte ne lui fit rompre la négociation, qu'on le vit, un jour que celui-ci s'en retournait irrité à Passadoun, courir après lui en disant à un aide de camp : « Rappelez-moi au moins que je l'ai conduit jusqu'à son camp » (dépêche d'un agent secret adressée à M. de Rangwala.)

le caractère des habitants de la Belgique, leur esprit insubordonné, rendaient la possession des Pays-Bas onéreuse et violente pour l'empire. C'étaient des révoltes sans cesse à réprimer; l'administration était difficile, coûteuse; les villes flamandes conservaient cet esprit de rébellion qui attira sur elles les colères de Charles-Quint et les violences du vieux duc d'Albe. Rien n'était changé; par le fait l'Autriche admettait un événement accompli; les Pays-Bas ayant fait déjà leur révolution, il n'y avait plus à y revenir. Sans doute le cabinet de Vienne reconnaissait les républiques naissantes fondées dans l'Italie par la victoire; mais avec la pénétration qui caractérisait les hommes d'État autrichiens, MM. de Cobentzi, de Thugut et de Gallo, n'était-il pas facile de voir toute la fragilité de ces établissements improvisés à la suite d'une campagne? Qui pouvait croire à l'existence des républiques cisalpine et transalpine? Une guerre heureuse pour la maison d'Autriche pouvait remettre dans ses mains, par une seule victoire, ces États dont elle reconnaissait l'indépendance républicaine. Il n'y avait là aucune stabilité; c'était une concession de circonstance comme les malheurs de la guerre en imposent souvent aux grandes nations (1).

En échange, l'Autriche recevait l'Istrie, la Dalmatie, les États-Vénitiens, les vieux débris de cette antique république, qu'une république plus jeune renversait dans l'environnement de la conquête. Cette acquisition inappréciable pour la maison d'Autriche, grandissait son système politique; elle donnait une nouvelle vie commerciale aux États héréditaires, qui, jusque-là, étaient enclavés sans issue. Le gouvernement aristocratique de Venise était comme un corps déjà au sépulcre; qui pouvait le réveiller de la mort? En diplomatie, c'est un grand avantage de succéder aux systèmes qui expirent. Quelle était la puissance capable désormais de contester à l'Autriche le lot qui lui demeurait en partage? Le cabinet de Vienne trouvait un débouché sur l'Adriatique; naguère renfermée dans ses posses-

sions territoriales, l'Autriche n'avait aucun port pour écouler ses produits; elle paraissait comme enclavée dans ses terres; son ambition avait toujours été de devenir puissance méditerranéenne; ce qu'elle perdait dans les Pays-Bas, elle le recouvrait au midi de l'Europe dans ces belles mers bleues. Venise était un point pour elle d'une immense importance, parce que de là elle surveillait l'Adriatique et Constantinople; rien ne pouvait réveiller le lion de Saint-Marc, enseveli sous son linceul de pierre, tandis qu'un mouvement armé pouvait rendre au cabinet de Vienne les possessions de Lombardie, et renverser des républiques éphémères et sans consistance (2). C'est ce que n'avait pas compris le général Bonaparte, en signant le traité de Campo-Formio, traité que le Directoire, mieux instruit, refusa un moment de ratifier. L'Autriche, en pleine possession de l'Adriatique, n'hésita point à chercher le premier prétexte de guerre, et le Directoire le lui fournit. Dans le traité de Campo-Formio, des stipulations secrètes furent convenues par rapport à l'Allemagne et à la rive gauche du Rhin, concédée à la république; le cabinet de Vienne avait oublié ce caractère de protectorat que la couronne impériale devait à l'Allemagne depuis le moyen âge; M. de Cobentzi s'était assez légèrement engagé à faire accorder des indemnités aux petits princes d'Allemagne, pour les sacrifices qu'exigeait la cession des frontières du Rhin à la France et la sécularisation de plusieurs électors ecclésiastiques. M. de Cobentzi savait bien qu'on aurait sur ce point à suivre des négociations, et que ces longueurs entraîneraient un laps de temps considérable, de manière à voir venir toutes les éventualités de la paix ou de la guerre. Un congrès n'était-il pas une chose lente dans ses formes, insoluble dans ses résultats, vis-à-vis d'un gouvernement aussi instable que la république française? M. de Cobentzi avait flatté l'amour-propre du général Bonaparte, en lui offrant la présidence de ce congrès: « Lui seul, disait le négociateur autri-

(1) On voit, dans les dépêches, que Bonaparte n'est pas sans inquiétude sur la manière dont sera jugée la paix de Campo-Formio. « La paix a été signée hier après midi. J'ai fait partir, à deux heures, le général Berthier et le citoyen Bonge, pour vous porter le traité original. Je ne doute pas que la critique ne s'attache vivement à le dénigrer. Tous ceux cependant qui connaissent l'Europe et qui ont vu l'état des affaires, seront bien convaincus qu'il était impossible d'arriver à un meilleur traité sans commencer par se battre, et sans conquérir encore deux ou trois autres provinces de la maison d'Autriche. Cela était-il possible? Oui. Préférable? Non. » (Dépêche confidentielle du général Bonaparte, du 18 octobre 1797, à M. de Talleyrand.)

« Voilà donc la paix faite, et une paix à la Bonaparte, écrit-il M. de Talleyrand à Bonaparte lui-même. Recevez-en mon compliment de cœur, mon général; les expressions manquent pour vous dire tout ce qu'on voudrait en ce moment. Le Directoire

est content; le public enchanté. Tout est au mieux. On aura peut-être quelques craintes d'Italiens; mais c'est égal. Adieu, général pacifique! adieu. Amilié, admiration, respect, reconnaissance, on ne sait où s'adresser dans cette dénomination. » (Lettre confidentielle de M. de Talleyrand, du 26 octobre 1797, au général Bonaparte.)

(2) Le général Bonaparte se justifie d'avoir abandonné Venise. « La république française n'est liée avec la république de Venise par aucun traité qui nous oblige à lui sacrifier nos intérêts et nos avantages. Jamais la république française n'a adopté pour maxime de faire la guerre pour les autres peuples. Je voudrais connaître quel serait le principe de philantropie et de morale qui ordonnerait de faire sacrifier 40,000 Français contre le vain bien promue de la nation et l'entérin bien obtenu de la république. » (Lettre confidentielle du général Bonaparte, du 26 octobre 1797, au secrétaire de la légation française, Turin, à Venise.)

chien, avait la main assez forte et la tête assez puissante pour décider les destinées de l'Allemagne. Des articles secrets, ajoutés au traité de Campo-Formio, sacrifiaient les intérêts allemands, et ce fut peut-être là une des causes actives qui préparèrent la ruine fatale de la vieille couronne impériale pour la maison d'Autriche, après la paix de Presbourg.

Le congrès de Rastadt ne fut qu'une longue négociation (1), qui ne devait aboutir à aucun résultat, même dans la pensée des puissances signataires; trop d'intérêts étaient en présence, le Directoire avait l'esprit trop impératif et trop mobile pour adopter un système fixe de politique. A peine le traité de Campo-Formio était-il signé, que des infractions arrivèrent partout; les armées de la république brisaient la couronne du roi de Sardaigne, chassaient le roi de Naples et jetaient le pape en exil; comment serait-il possible de conserver la paix? L'Autriche, sans souhaiter la guerre, n'avait aucun intérêt à maintenir les stipulations allemandes du traité de Campo-Formio; elle se plaignait d'abord de ce grand bouleversement dans le droit public, puis elle arma dans le but de reprendre ses avantages en Italie.

L'Autriche, en pleine possession de Venise, de l'Istrie et de la Dalmatie, se détermina avec une énergique persévérance à renverser les établissements éphémères des républiques lombardes, créations ridicules jetées comme un paillard souvenir de l'antiquité romaine et polythéiste dans les possessions italiennes et catholiques de l'Autriche. Le cabinet de Vienne sentait qu'il fallait agir de concert avec l'Europe entière pour obtenir ce résultat; une coalition était nécessaire afin de combattre un ennemi puissant, et c'est ce qui cimentait son alliance avec la Russie. L'Angleterre fut l'active négociatrice de ce traité d'union, et lord Whitworth l'accomplit (2); on dut vaincre bien des répugnances; l'Autriche ne devait-elle pas voir avec une certaine crainte la puissance de la Russie s'avancer rapidement? Elle redoutait d'être absorbée tôt ou tard sous le poids de ce colosse, qui déjà enjambait les vastes terres de la mer Noire au Niémen. Les actives négociations de l'Angleterre avaient joyeusement les terreurs; ne fallait-il pas parer aux dangers les plus pressés? William Pitt démontra, avec une sagacité extrême : « qu'il ne s'agissait plus de ces petits intérêts et des jalousies diplomatiques, qui, à d'autres époques, rapprochaient ou

éloignaient les États les uns des autres; le principe sur lequel reposait la république française, était tout conquérant et envahisseur; la révolution s'agitait dans la guerre et la propagande; si l'on n'opposait une digue, bientôt tout serait renversé. » Ces motifs et le vaste développement d'un système de subsides, déterminèrent donc l'alliance entre la Russie et l'Autriche, la Porte et Naples, bizarre association de drapeaux et d'intérêts que l'histoire n'avait jamais offerte. Plus tard les armées coalisées s'avancèrent au Midi; on vit marcher simultanément l'archiduc Charles, les généraux Kray et Melas, Suwarow et Korsakow en Suisse et en Italie. Des flottes avec pavillon russe, anglais, ottoman, parurent dans la Méditerranée. De notables succès suivirent cette coalition; l'Italie échappait aux Français. Alors se réalisa ce que M. de Cobentzi avait écrit à son cabinet, sur le résultat final du traité de Campo-Formio; on vit tomber dans le néant toutes ces républiques éphémères qui invoquaient les souvenirs de Brutus et de Cassius, au milieu de l'Italie abaissée. Tout rentra dans le vieil ordre hiérarchique et catholique; le cabinet de Vienne eut l'Adriatique de plus dans la circonscription de son territoire, et il conçut l'espoir, dans une pacification générale, de reconstituer sa puissance sur le Milanais, en conservant Venise, la Dalmatie et l'Illyrie.

Un moment victorieuse des Français, l'Autriche vit renaître ses vieilles jalousies contre les Russes, et les rivalités de nations se révélèrent avec un grand instinct d'orgueil, lorsqu'on eut passé le danger le plus impérieux. Déjà des disputes de présences militaires avaient froissé l'esprit impératif et l'amour-propre de l'archiduc Charles et du général Suwarow. Ce n'était qu'à contre-cœur qu'ils unissaient leurs épées pour une cause commune; les signes des deux empires n'étaient point accoutumés à prendre leur essor simultané vers les Alpes; les Autrichiens voyaient avec inquiétude les Russes en Italie; on apprenait ainsi à ceux que les officiers allemands appelaient les Scythes et les barbares, le chemin du midi de l'Europe; hélas! ils le retrouveraient peut-être un jour, car ces expéditions lointaines dans les pays aux grappes d'or, au soleil reluisant, au ciel bleu, ne s'effacent pas dans les souvenirs des peuples du Nord (3). Les victoires éclatantes du général Masséna contribuèrent sans doute à comprimer la marche militaire des Austro-Russes; mais il y eut une cause plus imposante et plus efficace de cette dislocation de l'alliance : ce

(1) Je traiterai plus tard en détail du congrès de Rastadt. Il faut peut-être chercher dans les mythes des sociétés secrètes, déjà organisées en Allemagne, la cause première de l'assassinat des géopoliticiens à Rastadt.

(2) Tous les caractères secrets de ce traité, à l'usage de la

réhabilitation de Louis XVIII que comme d'une éventualité, qu'on craint, mais qui n'a rien d'impératif.

(3) Les dépêches de l'archiduc Charles consistent en mécontentement des hauteurs de Suwarow. Dans une de ses dépêches l'archiduc demande sa retraite.

fut la rivalité diplomatique et militaire des cabinets de Vienne et de Saint-Petersbourg, telle que nous la ferons connaître dans ses plus intimes relations. L'Autriche, maîtresse de la Lombardie et en pleine possession des États-Vénitiens, n'eut plus à désirer autre chose que l'éloignement des Russes; elle abandonna l'enthousiaste Suwarow, le traita comme la sauvage expression des steppes de sa froide patrie, et se crut assez forte pour agir seule contre la France (1).

Le but important de la coalition, cimentée par l'Angleterre, était surtout de déterminer la Prusse à quitter son caractère de neutralité qu'elle gardait religieusement depuis le traité de Bâle, signé le 5 avril 1795 par M. Barthélemy et le baron de Hardenberg. A l'origine de la révolution française la Prusse s'était déterminée la première à tenter un mouvement militaire contre la France; elle agit alors un moment de concert avec l'Autriche, dans un but d'agrandissement, de partage et de conquête. Les révélations de la diplomatie secrète nous ont depuis dévoilé les causes mystérieuses de la retraite des Prussiens dans la Champagne. Les glorieux volontaires de France méritèrent dignement de la patrie, mais les armées combinées de Prusse et d'Autriche auraient obtenu des succès plus considérables et un résultat plus décisif, si des négociations ne s'étaient entamées entre les agents du comité de salut public et les personnages intimes du cabinet de Berlin (2). Les hommes d'État de la Prusse n'avaient aucun de ces préjugés qui caractérisaient la vieille aristocratie européenne; ils avaient jugé de sang-froid la marche et le développement de la révolution française; ils avaient vu, même dans le comité de salut public, et dans Robespierre surtout, les premiers pas vers l'ordre et l'unité. L'idée d'un pouvoir fort plaisait aux hommes d'État de la Prusse, et il faut dire à l'éloge du comité de salut public qu'aucun gouvernement ne négocia avec elle avec plus de tenue, de fermeté, et j'oserais dire de modération.

Après le traité de Bâle la Prusse prit une attitude

de neutralité dans tous les différends qui agitaient l'Europe. Tel fut le rôle constant du ministre Caillard (3), l'envoyé du Directoire; il s'efforça de faire changer la neutralité en une alliance intime. Il y avait dans le cabinet des hommes enclins aux progrès de la philosophie, et de ce que l'on appelait la liberté humaine. L'esprit protestant avait une haine au catholicisme et à l'Église de France; la monarchie prussienne combattait alors contre le privilège de ses nobles par des règlements tout bourgeois. Le roi Frédéric-Guillaume III venait à peine de monter sur le trône (4), et il avait comme secrétaire intime un Français du nom de Lombard, très-disposé à favoriser les idées de réforme. Les hommes d'État de la Prusse avaient peu de revenus et de fortune; quelques sommes d'argent bien réparties, des présents diplomatiques bien dirigés, devaient acquiescer au système français des affections et des dévouements (5).

Dans cette situation du cabinet de Berlin, l'intérêt respectif de la coalition et de la France était de s'attirer le concours puissant et militaire d'une nation aussi belliqueuse que la Prusse; sa neutralité blessait particulièrement la Russie; Paul 1^{er} fit des tentatives diverses pour entraîner la cour de Berlin dans un mouvement actif qui aurait pour but une guerre contre la France. Quand le czar et l'empereur d'Autriche résolurent, de concert, de prendre les armes, Paul envoya, je le répète, comme ambassadeur à Berlin, le prince de Repnin qui avait toute sa confiance; l'empereur voulait parler à l'imagination de la noblesse prussienne, et le prince dut déployer une magnificence et un éclat en rapport avec sa naissance et sa mission. Il s'agissait de soulever la cour et de déterminer Frédéric-Guillaume à prendre les armes; le prince Repnin montra quelque dextérité dans cette mission. Mais alors arrivait à Berlin un ministre habile du Directoire, qui venait remplacer Caillard, avec des pouvoirs plus forts et plus étendus; c'était l'abbé Sicyes. On avait envoyé dans un pays philosophique l'homme qui correspondait le mieux avec cet esprit froid et

(1) La rupture était déjà prévue dans les dépêches de lord Whitworth, alors ambassadeur d'Angleterre à Saint-Petersbourg.

(2) Ces intimités entre la Prusse et le comité de salut public datent de l'envoi des commissaires, Paris, Boche et Kellermann, en 1793.

(3) « Le salut et la gloire de la Prusse résident dans son union avec la France. Former cette union, la consolider, la fortifier, voilà quel doit être tout son système politique. Tout le changement à faire à son ancien système, c'est qu'elle se prononce, et qu'elle se prononce franchement et promptement. Si, suivant la politique du grand Frédéric, elle hésite ou paraît hésiter entre deux puissances, afin de faire payer plus cher son amitié par celle qu'elle préfère, elle est dans l'erreur, elle sera abandonnée de l'une et de l'autre. » (Note confidentielle du ministre Caillard, adressée au cabinet de Berlin, septembre 1797.)

(4) Voici le texte de la lettre d'avènement qu'il adressa à la

république française : « Grands et chers amis... je mettrai le plus grand soin à cultiver et à cimenter la bonne harmonie que je juge si heureusement établie entre les deux nations, et sur ce je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde. » (Lettre autographe de Frédéric-Guillaume III au Directoire.)

(5) Les négociations avec madame de Liebiens, la favorite, sont révélées par les dépêches du conventionnel Rewbell qui est enthousiasmé du cabinet de Berlin. Voici une dépêche de Caillard sur l'avènement du roi de Prusse :

« Frédéric-Guillaume aura pour successeur son fils, âgé de vingt-trois ans. Impatient, comme on l'est à cet âge, de diriger les affaires, et ayant peut-être dans une longue contrainte le désir d'agir selon ses vues, et, comme il arrive toujours en pareil cas, le besoin encore plus impérieux de renverser un système à la création duquel on n'a point eu de part. » (Dépêche du ministre Caillard à M. de Talleyrand.)

protestant qui caractérisait la cour de Berlin. La réputation de Sieyès était considérable; il venait avec des renseignements très-exacts que lui avait fournis M. de Talleyrand sur tous les hommes influents de la cour de Berlin.

Dès son arrivée, l'abbé Sieyès employa des moyens efficaces pour s'attirer l'attention et la bienveillance du cabinet de Berlin. Dans la vieille Prusse vivaient beaucoup de réfugiés français, que l'édit de Nantes avait exilés; ces protestants secondaient les principes de la révolution par haine contre les Bourbons, leurs persécuteurs. La philosophie du XVIII^e siècle germait dans toutes les têtes; le grand Frédéric n'était-il pas en rapport avec Voltaire, Diderot, Helvétius, et ne devait-on pas à la protection de sa cour le développement de l'esprit moqueur et irréligieux qui prépara la révolution française? L'abbé Sieyès se plaçant à l'aise au milieu de ces éléments, ne trouva pas d'opposition trop violente à ses principes; et avec la dextérité que tout le monde lui reconnaissait, il put exploiter cette bienveillance. Le négociateur parla d'un projet qui devait singulièrement flatter la maison de Brunswick; l'abbé Sieyès, comme beaucoup d'esprits droits et mécontents du Directoire, avait dégoûté de la république; depuis longtemps il cherchait à revenir vers l'unité, le seul moyen de force pour un gouvernement; il voulait une monarchie dans laquelle il aurait la première place à côté d'un monarque constitutionnel; les Bourbons de la branche aînée ne pouvaient lui convenir, à lui républicain; la branche d'Orléans lui paraissait compromise depuis sa tentative de réconciliation avec les aînés de la race, et d'ailleurs elle était Bourbon. Pourquoi, dès lors, n'appellerait-on pas un prince de la maison de Brunswick sur le trône? L'Angleterre avait ainsi fini ses troubles publics par le choix d'une maison étrangère. Un prince de Prusse convenait à la révolution; il était protestant, et par cela même il offrait une garantie contre le retour des idées catholiques; n'ayant point d'attentat à venger, il accepterait

une constitution que les révolutionnaires pouvaient préparer; il confondrait l'ancienne aristocratie et la nouvelle, il n'aurait de force, en un mot, que par ceux qui l'auraient créé roi. Qu'importait qu'il fut étranger! L'esprit national n'en vivrait que plus fort, parce qu'il serait méfiant et en garde (1).

Ces idées de l'abbé Sieyès, favorablement écoutées à Berlin, avaient fait persister la Prusse dans ce caractère de neutralité qu'elle avait maintenu depuis quelques années (2). Il faut ajouter à toutes ces causes la vieille idée de la rivalité germanique contre l'Autriche; chaque fois que la Prusse voyait abaisser le cabinet de Vienne, elle en éprouvait une secrète satisfaction. La cour de Berlin tendait à prendre sur le corps germanique une haute direction; elle voulait enlever à la couronne impériale l'éclat et la prépondérance qui blessaient la fierté des anciens électeurs de Brunswick. La Prusse, monarchie récente, avait besoin de s'accroître et de se développer; elle ne pouvait rester dans une alliance sinistre avec l'Autriche; elle devait, par la force des choses, se maintenir dans une situation équivoque qui lui permit de profiter de tous les événements de la paix comme de la guerre. Le Directoire avait profondément étudié cette attitude, et toutes ses instructions pour Berlin eurent pour but de fortifier la résolution de neutralité dans la maison de Brunswick.

A mesure que les événements marchaient vers une solution militaire, les cours de l'Europe cherchaient à entraîner le cabinet de Berlin dans des résolutions plus directes et plus belliqueuses. Le prince Repnin ne concevait pas sa neutralité; il démontra aux ministres du roi de quel poids immense seraient les 300,000 hommes qu'on jetterait dans la coalition. Cette adhésion décisive mettrait fin à ce danger européen qui menaçait l'une après l'autre toutes les couronnes; si, au contraire, la Prusse persistait dans sa neutralité, elle serait plus tard attaquée isolément, sans pouvoir résister à un vainqueur orgueilleux (3). Le prince Repnin,

(1) Voici le remarquable discours que Sieyès adressa au roi de Prusse, en lui présentant ses lettres de créance.

« Sire, la lettre de créance que j'ai l'honneur de remettre à Votre Majesté exprime les sentiments qui animent le Directoire de la république française envers votre personne. Elle annonce aussi les motifs qui l'ont engagé à me confier la mission importante et honorable que je viens remplir près d'elle.

« J'ai accepté cette mission, parce que je me suis constamment prononcé dans ma patrie, et au milieu de toutes les fonctions auxquelles j'ai été appelé, en faveur du système qui tend à unir par des liens intimes les intérêts de la France et ceux de la Prusse; parce que les instructions que j'ai reçues étant conformes à mon opinion politique, mon ministère doit être franc, loyal, amical, convenable en tout à la moralité de mon caractère; parce que ce système d'union d'où dépendent la bonne position de l'Europe, et le salut peut-être d'une partie de l'Allemagne, eût été celui de Frédéric II, grand parmi les rois. Immor-

tel parmi les hommes; parce que ce système enfin est digne de la raison judicieuse et des bonnes intentions qui signalent le commencement de votre règne. Puissent les espérances de mon gouvernement n'être pas vaines, et mes sentiments bien connus à cet égard, être regardés par Votre Majesté comme un titre de plus à la confiance de ses ministres! »

(2) « Le cabinet de Berlin n'a laissé échapper aucune occasion, dans tout le cours de cette guerre, de donner à la France des témoignages d'affection et d'estime qu'un intérêt mal entendu n'avait pu parvenir à séduire. » [Dépêche de Bernbell aux comités.]

(3) « Que sa Majesté Prussienne médite sur les terribles conséquences d'un danger si pressant! Ses 300,000 hommes, ses 10,000,000 de sujets, la fidélité des uns, la valeur des autres, les talents de ses généraux, la sagacité de ses ministres, ajouteraient un poids décisif dans la balance d'une ligne de sûreté; ce poids n'aurait pas celui d'un grain de sable, le jour où la Prusse ver-

gentilhomme fier et hautain, s'exprimait avec le plus grand mépris sur l'abbé Sieyès ; c'était la lutte du courage contre l'adresse, du baron du moyen âge couvert de fer contre les abbés et les moines, comme au vieux temps. Dans ses dépêches à sa cour, le prince Reppin ne déguise pas ses mépris, et il fait de l'abbé Sieyès un fort triste portrait (1). De son côté, le négociateur français à Berlin, malgré sa souplesse, son habileté, n'a point obtenu de résultat décisif : il avait conçu des espérances, en arrivant à Berlin, sur une alliance ; il écrivit au Directoire secrètement dans ce sens, il ne dissimula pas la haine que Frédéric-Guillaume porte à la révolution ; la force des choses seule poussa le roi à se rapprocher du gouvernement français (2). Bientôt l'abbé Sieyès aborda la question de l'alliance ; alors la Prusse lui échappa complètement, elle ne voulait pas se prononcer favorablement pour la France : la marche qu'elle veut prendre, c'est la neutralité pure et simple ; l'abbé Sieyès s'en désespère : « On ne peut rien obtenir, écrit-il, de positif, on recule continuellement (3). » La politique de la Prusse se résumait donc jusqu'alors en une exacte neutralité.

Ainsi donc, pour bien comprendre la situation réciproque des grandes puissances européennes à la fin du XVIII^e siècle, il faut dire que l'Angleterre avait parfaitement reconnu l'esprit de la révolution française attaquant la puissance britannique et sa prépondérance sur le continent. Cette révolution avait pour but d'anéantir l'aristocratie qui était la base du gouvernement anglais ; elle voulait assurer à la France une domination démocratique en Europe, au préjudice des vieux gouvernements. L'Angleterre s'y opposa par sa marine formidable, et par ses traités de subsides elle prépara les coalitions du continent. Dès ce moment, la Grande-Bretagne devenait l'arbitre des résolutions européennes, et n'était plus puissance isolée dans le mouvement des États. La Russie grandissait ; État de premier ordre par ses établissements militaires et son terri-

rait la révolution française se présenter de front contre sa tâche, dire résistance, qu'aucun secours ne soulèverait... que la Prusse adhère à l'alliance dont la Russie et l'Angleterre formaient le nord, l'Autriche s'y joindrait l'instant même, et l'Europe est sauvée... » (Note du prince Repnin, envoyé extraordinaire de Paul I^{er} à Berlin, donnée au ministre Bagwitz.)

(1) « Sieyès vint à Berlin, on craint de l'approcher. Sa réputation de mépris, ou plutôt sa tactique éloquentes a excité les méfiances du cabinet. Il voit de temps en temps le ministre d'Espagne, mais tactique que lui, son mot de ralliement est silence et profusion, jamais homme d'ailleurs ne fut moins séduisant que ce Provençal, dont le pédantisme orgueilleux ne respecte l'orgueil de personne, dédaigne les bienveillances, se croit dispensé d'adresse, et imagine que ses semblables doivent s'abaisser devant les hauteurs de son intelligence. » (Dépêche du prince Repnin au czar, juillet 1798.)

(2) Le roi est arrivé, et sous peu de jours j'aurai mon audience de réception. Le prince Repnin est toujours à Berlin, mais, mal-

gré les faiblesses, elle ne voulait plus se reléguer dans l'Orient ; elle cessait d'être ce cabinet des czars apparaissant au loin comme un météore asiatique ; elle partageait la Pologne avec la Prusse et l'Autriche, et son importance devenait si grande sur le continent, que ses armées se montraient au midi de l'Italie et sur les Alpes avec Suwarow. Enfin l'Autriche gagnait plus, par le traité de Campo-Formio, qu'elle n'avait perdu : indépendamment de sa part dans la Pologne divisée, elle obtenait Venise et l'Adriatique ; son pavillon devenait commerçant parmi les nations. La Prusse seule restait neutre dans le conflit, jusqu'au jour où la main puissante de Napoléon se leva pour la châtier, en brisant l'édifice élevé par le grand Frédéric.

CHAPITRE II.

PUISSANCES DU SECOND ORDRE.

1^o L'Espagne. — Décadence de la monarchie de Charles-Quint. — Les Bourbons d'Espagne. — Rapports avec la France. — 2^o Le Portugal. — La maison de Bragance. — Intimités avec l'Angleterre. — Rivalité avec l'Espagne. — 3^o Naples. — La reine Caroline. — Le Directeur et Ferdinand. — 4^o Le Piémont et la Sardaigne. — Grandeur de la maison de Savoie-Carignan. — Ses disgrâces. — 5^o La Suède. — Décadence de sa monarchie. — Esprit militaire de Gustave. — Chevalerie de sa politique. — 6^o Le Danemark. — 7^o La Suisse. — Son abaïssement et ses plaintes. — 8^o Rome et les papes. — Politique du Directoire envers les puissances du second ordre.

1704 — 1709.

La politique de la France, au temps de sa forte diplomatique, fut toujours de se servir des États du

gré les mouvements qu'il se donne et les menées de l'envoyé anglais, malgré les efforts du parti qui a dominé sous Frédéric-Guillaume II, lors de la conclusion de la convention de Pillnitz et des empuignes de 1792 et 1793, j'ai la presque certitude que le cabinet prussien restera fidèle à son système de neutralité, et même qu'il songe tous les jours davantage à se rapprocher du gouvernement français. Il suffira de quelques occasions de ferme à Berlin ; le reste, je m'en charge. » (Dépêche de Sieyès, envoyé extraordinaire à Berlin, au Directoire.)

(3) « Le roi de Prusse ne veut se résoudre à rien, c'est-à-dire qu'il prend la plus mauvaise des résolutions, celle de n'en prendre aucune. Il est d'autant plus obstiné à vouloir ce qu'il s'est fourré dans la tête de roi, qu'il ne se détermine point d'après les lumières les plus éclairées de son conseil. La haine de la révolution l'empêche de s'allier avec la France, quelque grande que soient les avantages que pourrait lui procurer cette alliance, d'un autre côté, la crainte fomentée de se coaliser. » (Dépêche de Sieyès à M. de Talleyrand, juillet 1799.)

second ordre pour combattre l'influence et la prédomination des grandes puissances européennes. Les Bourbons cessaient avec un art infini tous les cabinets intermédiaires dont la prépondérance pouvait servir leurs desseins. Ainsi, depuis le cardinal de Richelieu, la cour de Versailles avait semé des subsides en Allemagne pour élever des obstacles à la maison d'Autriche, son antique rivale (1); elle prenait à sa solde un grand nombre de régiments germaniques, braves troupes dans les batailles (2); elle prêtait aide et appui à toutes les entreprises qui pouvaient abaisser le cabinet de Vienne, et cette situation expliquait même les capitulations des XVII^e et XVIII^e siècles conclues avec la Porte Ottomane. La Suisse avait également des capitulations avec la monarchie; les cantons helvétiques étaient traités par les rois de France comme leurs bons amis et confédérés, parce qu'ils avaient la clef des Alpes; c'était dans la maison de Savoie-Carignan que les Bourbons avaient cherché leurs dernières alliances. Monsieur, comte de Provence, et le comte d'Artois épousèrent ces deux princesses savoyardes dont les portraits se voient encore aux galeries de Versailles.

Ce système de protection et d'alliance avait pour but de donner à la France une plus grande force de guerre dans ses négociations à l'extérieur. Quand les hostilités se déclaraient, ces puissances du second ordre, qui nous étaient acquises par des subsides et des traités, garantissaient les frontières au moyen d'une neutralité armée. Les archives des affaires étrangères constatent les efforts de l'habile diplomatie de M. de Vergennes, de Choiseul, de Moutmorin, pour donner plus de développement encore aux alliances de la monarchie et pour l'accroissement de son influence politique et militaire contre l'Angleterre et la maison d'Autriche; ainsi se continuèrent les rapports des cabinets jusqu'à l'événement de 1789. La révolution française, si violente et si fière, avait dédaigné ces traités de pondération et de subsides pour les États neutres qui entouraient la France; la politique de balancement fut oubliée, la république bouleversa les vieux rapports; elle envahit par la conquête, elle méprisa ces petites négociations; quand elle était victorieuse, elle imposait ses lois; quand le succès ne venait plus à ses drapeaux, elle abandonnait les terres con-

quises. Elle frappait comme la foudre, sans ménagement; la lutte était de la force, contre la force, sorte de politique des premiers âges qui n'entraînait avec elle aucun traité, aucune base solide; on n'avait plus d'alliés, mais des vaincus qui rachetaient le droit de respirer par des dons immenses, lesquels venaient s'engloutir dans les fêtes du Directoire (3).

L'Espagne n'était plus la monarchie de Charles-Quint, les temps étaient bien loin déjà où les Bourbons d'Espagne marchaient sur les glorieuses traces de Louis XIV, leur ancêtre. Charles III, le roi administrateur, qui construisait les grandes voies espagnoles, avait eu pour successeur Charles IV, prince faible, qui sacrifia tout au repos et au bonheur domestique, au milieu de ce cérémonial composé qui tue les idées et les conceptions de roi dans l'Escorial ou le Buen-Retiro. Au lieu du cor retentissant dans les forêts d'Aranjuez, l'âme apathique de Charles IV se réveillait; il poursuivait avec l'impéritie d'un chasseur du moyen âge le daim bondissant et le sanglier des bois. Le roi s'était uni jeune à Louise-Marie de Parme, princesse spirituelle, active, d'une physionomie mobile, mais disgraciée. Dans les premiers jours de la révolution française, le roi d'Espagne, entraîné par sa première indignation, avait pris le parti de la guerre contre la république française, à l'imitation de la Prusse et de l'Autriche (4). Les Espagnols franchirent les Pyrénées quand leur pavillon flottait sur Toulon avec les couleurs anglaises; le général Dugommier combattit les vieilles bandes de Castille dans le Lampourdan et la Catalogne; elles furent refoulées sur leur territoire. La république devint menaçante; la mollesse des uns et la crainte qu'inspiraient les révolutionnaires, comprimèrent les efforts impuissants de la vieille Espagne; l'épée du Ciel n'était plus en ses mains. Le traité de Bâle (5), première reconnaissance de la république, poussa le cabinet de Madrid dans un système de neutralité et d'alliance intime; car alors s'élevait cette fortune merveilleuse du prince de la Paix qui domina les destinées de la monarchie de Charles IV. « Un page aux yeux noirs, dit lord Byron, brisa les derniers débris de l'œuvre de Louis XIV. » Don Manuel Godoy, né à Badajoz, la ville demi-portugaise, pauvre gentilhomme, *guarda del corpo* inconnu, avait excité une de ces passions qui brûlent sous

(1) Voir mon travail sur Richelieu et sa correspondance. Tom. III.

(2) Il y avait six régiments recrutés dans les États de Saxe, de Wurtemberg et sur le Rhin. L'empereur Napoléon suivit cet exemple.

(3) J'ai parcouru la correspondance des agents du Directoire à l'extérieur; elle est vide et sans observation; j'en excepte celle de M. Barthélemy, élève de la vieille école du duc de Choiseul. M. Otto avait quelque mérite. M. Reinhard était d'une certaine

robueur allemande; M. Callard et Alquier avaient peu de valeur.

(4) C'est une erreur de dire que Charles IV n'avait pas pris en main la cause de Louis XVI; il y avait eu des négociations entamées; mais l'ambassade à Paris fut très-maladroite au sujet de la convention; quelques-uns des membres prirent l'argent, et la tête du roi tomba.

(5) Le traité de Bâle fut l'œuvre spéciale de M. Barthélemy, qui était alors l'envoyé de la république en Suisse. Ce traité est parfaitement rédigé.

le soleil d'Andalousie; dans la solitude de Saint-Iblfouse, ou de Buen Retiro, la reine avait vu Manuel Godoy, et bientôt tous les rayons des grandeurs de Castille brillèrent au front du simple cadet des gardes; il fut successivement duc d'Alenda, prince de la Paix; et comme sa faveur était elle-même une sorte de révolution (l'abaissement d'une rouquine sur un pauvre individu), comme il devait tout à quelque chose d'inouï, il ne fut pas difficile aux négociateurs français de lui faire adopter des idées d'ambition et d'avenir qui favorisait la république française. Le Directoire flatta ses passions; ses agents, à Madrid, engagèrent le prince de la Paix à se jeter plus avant dans la fortune; tout lui fut promis, et voilà ce qui explique, pendant une certaine période, la tendance de Manuel Godoy pour le système de la France. Le pacte de famille fut reconstitué sur d'autres bases (1); le traité d'Union établissait les rapports les plus intimes entre la France et l'Espagne; ces deux puissances devaient mettre leurs forces en commun pour combattre l'Angleterre. Ce système devint exigeant, oppressif; la république ne souffrait pas de fâcheuses alliances; c'était en exploitant l'idée de tributs imposés par le sénat de Rome aux rois ses alliés, que le Directoire agissait à l'égard de l'Espagne. Tantôt il demandait les belles flottes pavisées dans les ports de Cadix et de Saint-Sébastien, comme aux époques des grandes Armadas; tantôt c'était un subside de guerre, et avant tout, ce qu'il exigeait impérieusement, c'étaient des secours efficaces et continus pour la guerre contre l'Angleterre que la république dénonçait alors comme l'ennemi du genre humain. L'Espagne n'osait résister, et le prince de la Paix, carcéral dans ses projets d'ambition par les ministres de France, secondait un système mortel pour l'Espagne, car il tuait ses colonies et son commerce: se jeter dans une lutte

contre l'Angleterre, c'était accabler la Péninsule, qui ne vivait que de ses lointaines colonies et de ses galions, devenus la proie des croisières anglaises. Il faut lire la correspondance des envoyés de France à Madrid pour se faire une juste idée des exigences continues des agents de la république française; le général Perignon et l'amiral Truguet pressent les armements de l'Espagne. Ils veulent voir apparaître dans la Manche une flotte de vingt-cinq vaisseaux de ligne aux couleurs espagnoles (2).

Si le cabinet de Madrid s'était placé dans une situation abaissée par rapport à la France, la maison de Bragance s'était rapprochée de l'Angleterre pour se sauver d'une ruine imminente. Le Portugal n'était point alors une colonie anglaise, comme depuis il l'est devenu; seulement l'attitude hostile de l'Espagne envers le cabinet de Lisbonne, la crainte que cette cour avait des entreprises de la république française, lui faisaient une obligation de chercher appui dans la protection du pavillon britannique (3). On savait les projets secrets du prince de la Paix, dont la vanité était flatter d'une souveraineté indépendante dans les Algarves. La famille de Bragance, si aimée à Lisbonne et dans les provinces du centre, était nationale jusque par les traits moresques de sa physionomie. Don Juan VI (le prince régent), ses fils et ses filles, portaient sur leurs faces cuivrées les traces de ce sang berbère qui circule dans les veines brûlantes des populations de la Lusitanie. Le ciel fait les caractères et distribue les feux de la tête et du cœur avec les rayons de son soleil. Le cabinet de Lisbonne n'ignorait pas les projets de l'Espagne et les engagements pris à l'égard du prince de la Paix sur le partage du Portugal; vieille haine que celle du Portugais et de l'Espagnol, comme elle existe toujours entre deux fractions du même peuple, entre deux sectes de la même croyance! La protection de la Grande-

(1) J'ai trouvé à Madrid le texte espagnol de ce traité; il est curieux par la longue série de titres donnés au prince de la Paix.

El Directorio ejecutivo de la Republica francesa y Su Majestad católica el rey de España, animados del deseo de estrechar los lazos de la amistad y buena inteligencia que existieron felicemente entre Francia y España en tratado de paz concluido en Basilea el 4 de febrero, año vi de la republica (22 de julio de 1795), han resuelto hacer un tratado de alianza defensiva y defensiva, comprensivo de todo lo que interesa a las ventajas y defensa comunes de las dos naciones, y han acordado de esta negociacion importante y dando sus plenos poderes para ella: a saber: el Directorio ejecutivo de la republica francesa, al ciudadano Domingo-Catalina Feligmon, general de division de los exercitos de la misma Republica y Su Majestad católica el rey de España; al excelentissimo señor don Manuel de Godoy y Alaguir de Paria, Rios, Sanchez, Zarzosa, príncipe de la Paz, duque de Alcudia, señor del soto de Roma y del estado de Alca, grande de España de primera clase, regente perpetuo de la ciudad de San-Juan, caballero de la insignia orden del Tacon de Oro, gran cruz de la real y distinguida española de Carlos III, comendador

de Valencia, del Ventoso, Rovers y Aranchal en la de San-Juan, caballero gran cruz de la religion de San-Juan, conserje de estado, primer secretario de estado y del despacho, secretario de la reyna, etc., etc.

[Signé à Saint-Idelfonso, le 2 février au iv (18 août 1795).]

(2) « L'Espagne a formellement promis vingt-cinq vaisseaux de ligne, avec six mois de vivres! L'est à cette époque, vous le savez, que devaient se réunir dix vaisseaux de Toulon aux ordres du contre-amiral Bruyès; et tous réunis à Cadix, ils devaient, par un mouvement combiné et très-secret, et sous l'apparence d'une autre destination, se rallier à nos vingt-six ou trente vaisseaux en rade de Brest. Ces forces innombrables, qui nous donnaient une grande supériorité dans la Manche, dans un instant étaient pour le mouvement de vos troupes, étaient indépendantes de la grande diversion des Algarves, qui avaient seize vaisseaux de ligne, trente frégates et un convoi assésant pour 70 ou 80,000 hommes. » [Lettre de Truguet, datée de Paris, le 21 novembre 1795, au général Bonaparte.]

(3) Reçu dans la correspondance de M. de Talleyrand et du prince de la Paix, la république demande une route militaire pour porter un corps d'armée en Portugal.

Bretagne devait sauver la maison de Bragançe d'un événement redouté : la conquête de ses provinces par la famille de Bourbon, qui servirait elle-même de transition à la puissance et à la souveraineté des Français. On flattait déjà le prince de la Paix d'un établissement monarchique, à son profit, dans la Lusitanie (1). Néanmoins, le Portugal redoutait les armées de la république française; il craignait toujours de voir apparaître, au pas de course, ces légions déguenillées qui, dans leurs glorieuses campagnes, venaient aiguïser la pointe de leur sabre sur les monastères et les cathédrales catholiques. Le Portugal parlait en suppliant à Paris, et comme il connaissait la corruption des corps politiques, ses ambassadeurs avaient le soin d'arriver dans la capitale des Gaulois pauvres et avides, avec quelques-unes de ces reliques du Brésil et de l'Inde, ces diamants et ces rubis précieux que l'on voyait orner ensuite le cou des femmes privilégiées dans le salon du Directoire (2). Hélas! le Portugal se suicidait, car, dans la pauvreté des généraux et des armées, plus d'une imagination rêvait la possession de ses brillantes dépouilles, de ses diamants aux eaux scintillantes, des tableaux de Murillo ou de Velasquez. Une campagne en Portugal et en Espagne flattait l'ambition des généraux et des fournisseurs; que de richesses vierges et enfouies! L'Italie était dépouillée; Florence et Notre-Dame de Lorette n'avaient plus leur splendeur; les belles cités d'Italie avaient jeté aux Franes leurs bracelets d'or et leurs diadèmes brillants; le Portugal et l'Espagne n'avaient point été encore foulés par les vainqueurs si pauvres et si grands! les classes brillaient dans les monastères (3).

(1) Toutes les dépêches de France flattaient le prince de la Paix de ces espoirs d'une souveraineté; le Directoire l'avait promise.

(2) M. de Talleyrand fut très-compassé dans une négociation avec le Portugal; en l'accusant de corruption.

(3) Le Portugal eueul un traité avec la république française, le 10 août 1797.

(4) Il existe encore des caricatures conventionnelles contre le tyran de Naples. Le général Bonaparte, dans sa campagne d'Italie, mit un grand soin à rassurer Ferdinand. « On assure que le roi de Naples ne me trompe; qu'il y a beaucoup d'alarmes à Naples sur le projet qu'on nous suppose d'enlever le pays. Cela me paraît si extravagant que je ne puis croire que cette calomnie affecte la cour. Je vous prie de me faire connaître de quelle nature sont les bruits que fait la cour de Naples. Pénipie et le nombre des troupes que le roi de Naples a aujourd'hui sur pied » (Dépêche du général Bonaparte au ministre l'ancien, datée de Moatebello, le 4 juillet 1797.)

Le ministre répond: « On craint plus les échappés lombards, piémontais, même bônaïens; et c'est pour leur fermer l'entrée du royaume, que la ligne depuis Gênes jusqu'à la mer Adriatique est de 20,000 hommes. Le surplus est réparti dans les garnisons, tant en Sicile qu'en Calabre; on a tout de 60 à 80,000 hommes, dont 20,000 d'anciennes troupes, et le reste en corps de volontaires, dans lesquels on puise journellement pour recruter les anciens fort incomplets. » (Brevet du ministre Concina, du 30 juillet 1797.)

(5) « Sir Nelson a dit lui-même au roi son maître, lorsque

Naples voyait la race cadette des Bourbons subir de grandes épreuves; quand la tête de Louis XVI tomba sur l'échafaud, comment la république aurait-elle respecté le roi de Naples? Le royaume des Deux-Siciles fut vivement attaqué jusque dans ses ports; des flottes au pavillon tricolore, échappées aux croisières anglaises, avaient jura devant la baie de Naples pour imposer des conditions au roi (4). Plus tard on vit l'éphémère république Portuennenne bientôt détruite par les énergiques résolutions de la reine Caroline; cette majesté impérienne et fière fut impitoyable comme la femme outragée; le sang impérial ne se démentit pas. La reine Caroline se jeta dans l'alliance anglaise, sous l'influence de lady Hamilton, cette fée qui soumit lord Nelson, le héros d'Aboukir, sous ses prestiges; lady Hamilton avait inspiré une de ces passions chevaleresques, qui naissent impétueuses dans les âmes de héros. Cette époque offrit un mélange inouï de grandeurs et d'implacables vengeances (5). Il y eut des exils, des exécutions sanglantes; le parti français fut écrasé sous le ministre Acton. Le Directoire dirigea les généraux Championnet et Macdonald vers Naples; la conquête fut facile au milieu de ces populations énervées; les régiments napolitains, sous le général Mack, disparurent comme la neige des Abruzzes aux premières lueurs du printemps; le courage palpite rarement dans l'indolence du Midi, sous ces palmiers où le lazzarone dort étendu le ventre au soleil. Il n'y eut là qu'un homme de valeur, un énigré, le comte Roger de Damas, esprit vigoureux, habile, qui aurait sauvé la vieille royauté, si les révolutions ne l'avaient pas profondément ébranlée (6). Il ne faut pas juger les hommes

Sa Majesté daigna descendre à bord de l'amiral anglais: « Sire, un gouvernement révolutionnaire est un torrent grossi, pour ainsi dire, de tous les crimes de l'humanité; mais lorsqu'il trouve une digue dans son débordement, ses eaux stagnantes se dessèchent dans les hommes (7) et il se convertit par ses inondations; et retiré bientôt dans son antre, il n'est plus qu'un faible ruisseau comme il était avant. » (Lettre du prince Pignatelli, duc de Naples, le 2 octobre 1798, au chevalier Priola, ministre de S. M. le roi de Sardaigne.)

(6) Le 20 novembre 1798, le roi de Naples vint à Saint-Petersbourg, par l'entremise du duc de Serra Capriola, un traité avec l'empereur de Russie, que le prince Rezborski, N. N. de Kouschewsky et l'ambassadeur signèrent au nom du czar. Indépendamment de l'appui tiré de la flotte russe jointe à celle de la Porte dans la Méditerranée, Paul I^{er} s'engageait à fournir au roi des Deux-Siciles un secours de troupes de terre qui consistait en deux bataillons d'infanterie, et de l'artillerie nécessaire et 200 Cosaques.

Peu de jours après, le 1^{er} décembre, le roi de Naples conclut aussi avec la Grande-Bretagne un traité d'alliance signé dans sa capitale, par le marquis de Galles et le chevalier Hamilton. En vertu de ce traité, l'Angleterre s'engageait à entretenir dans la Méditerranée, jusqu'à la paix, une flotte ayant une supériorité décidée sur celle de l'ennemi. Le capitaine général du roi des Deux-Siciles se trouvait désemparé, et tout communiqué avec la France était désormais interdit à ses sujets.

politiques par les pamphlets de leurs ennemis; le ministre Acton avait vigoureusement combattu le système français, rien de surprenant que les journaux du Directoire l'aient attaqué avec une vive aigreur. Les Napolitains occupèrent Rome; le drapeau tricolore ne flotta plus que sur le château Saint-Ange. Ferdinand et Caroline se réfugièrent en Sicile; la protection de l'Autriche, de la Russie et de l'Angleterre, couvrit leur couronne, et désormais le rétablissement de la branche cadette à Naples, devint une des conditions diplomatiques de la paix générale (1).

Et la fière et noble maison de Carignan, que devenait-elle dans ce chaos que la révolution française avait jeté partout dans le débordement de ses premières conquêtes? Quand on fouille l'histoire depuis le XVI^e siècle, un secret intérêt vous rattache à ces princes de la maison de Savoie, si braves, si courageux sur les champs de bataille. La maison d'Orange pour le Nord, la lignée de Savoie pour le Midi; voilà peut-être les familles qui fournirent la plus brillante chronique dans les récentes annales; qu'on ne pardonne si je m'empresse pour les caractères chevaleresques. J'ai dit déjà que la maison de Bourbon avait recherché alliance avec la Savoie par les mariages, moyen d'opposer une forte digue à l'Autriche, qui avait sa ligne de forteresses dans la Lombardie. Les Carignan tenaient la clef des Alpes sous leurs ongles éternelles; et c'est cette importante situation qui leur avait fait donner le titre de souverain à tête couronnée dans le XVIII^e siècle (2). Par la Savoie, le Piémont se rattachait au système de la France; il était sur ce point sans défense; à plusieurs époques de l'histoire, les armées françaises conquièrent ce territoire, qui n'était qu'une marche militaire jusqu'aux Alpes. Aussi la réunion de la Savoie s'était opérée dès les premiers jours de la révolution; quelques régiments suffirent pour refouler les Piémontais, et les Savoyards avaient eux-mêmes aidé le mouvement révolutionnaire. Le roi du Piémont violemment jeté au delà des Alpes, la république naissante ne s'arrêta pas à ces frontières naturelles; les agents de la propagande française remuèrent tous ces peuples qui rêvaient aussi les idées de liberté; le Piémont eut ses Allobroges, un parti qui appela le drapeau tricolore et les autels patriotiques. La maison de Savoie, profondément attristée, recourut en vain aux remontrances, aux traités. Elle abaissa son front devant le Directoire, plus qu'elle ne l'avait

fait devant Louis XIV. La maison de Carignan, un moment protégée par le général Bonaparte, fut frappée d'impuissance; on était résolu d'en finir avec elle (3). Le Directoire avait envoyé à Turin, comme ministre et résident, M. Ginguéné, républicain vauteux, qui tourmenta la maison de Savoie par ses ridicules exigences; autant valait exiler la royauté. Quand le jour fut venu; on ordonna de proclamer la république à Turin; et tout aussitôt il se forma des assemblées tumultueuses, des clubs; il y eut des confiscations, des violences sans gloire; et la lignée de Savoie fut contrainte à l'abdication comme plus tard la famille de Naples; elle erra sur les mers, emportant ses biens et ses souvenirs, renouvelant le spectacle du pieux Énée, quand Ilion en cendres apparut à l'horizon, rougi par l'incendie. Ce fut un général, gentilhomme de Normandie, M. de Gronehy, qui porta le dernier coup à une antique maison; depuis des siècles l'Italie était habituée à voir au pied de ses murailles l'aigrette flottante des Normands (4).

Ainsi disparaissaient les souverainetés de second ordre au milieu de la France. Au nord se déployait martialement les Suédois, dont le caractère se rapprochait si intimement de l'esprit français. Qui pouvait se comparer à la glorieuse histoire de Suède pendant le XVIII^e siècle? Mais l'exagération d'un principe amène toujours la chute rapide des empires. Charles XII, après avoir répandu un si vif éclat sur l'histoire, abaissa militairement la Suède; conquérant, il fit des merveilles; puis la ruine fatale de ses plans gigantesques frappa de décadence sa monarchie, à ce point qu'elle n'était plus qu'une seconde ligne lors de la révolution française. Les Suédois étaient toujours les Français du Nord, ces dignes hommes de bataille que le cardinal de Richelieu payait de ses subsides quand il les appelait dans les champs de guerre d'Allemagne; seulement le cabinet de Stockholm, pauvre de revenus, n'avait plus ce grand état militaire, qui pesait dans la balance diplomatique, à ce point de marcher d'égal à égal avec la France. La Suède, devenue un État tout commerçant, ne défendait que son pavillon et sa neutralité; elle avait besoin de la mer pour ses bois de mâture et ses mines de fer qui sont sa richesse; son caractère de neutre lui servait à transporter les marchandises ennemies sous l'abri de son privilège. Les peuples ont leur période de grandeur et de décadence, ils s'élèvent ou s'abaissent

(1) La reine Caroline fut une des femmes qui agitent le plus ardemment sur la diplomatie des coalitions, depuis 1793 jusqu'en 1801. Voilà pourquoi les pamphlets l'ont jugée si cruellement.

(2) C'est spécialement à l'intervention de la France, que la maison de Savoie dut cette couronne.

(3) Rien de plus révolutionnairement naïf que les dépêches de M. Ginguéné, ambassadeur de France à Turin, depuis 1795 jusqu'en 1798.

(4) Le roi de Sardaigne vint un moment habiter la villa Borghèse, à Rome.

sent alternativement; Gustave III, prince aux idées exaltées, s'était prononcé avec énergie contre la révolution française; sa mort soudaine, sous les bougies d'un bal à la vénitienne, est encore un mystère; le duc de Sudermanie, régent du royaume, maintint la neutralité jusqu'à la majorité du jeune roi Gustave IV (1), caractère chevaleresque, digne de s'élever aux victoires de ses aïeux. Le duc de Sudermanie fit des avances actives à la France; son représentant à Paris, M. de Staël-Holstein, négociait avec le comité de salut public sous Robespierre, la pensée la plus forte de ce comité, et la plus appréciée par les cabinets; le duc de Sudermanie reçut de Robespierre le subsidé que Richelieu avait accordé à Gustave-Adolphe. Le jeune Gustave IV, majeur, changea de système et se prononça pour la cause des Bourbons. Au temps matériel, quand la société devient un théâtre de lutte violente, tout homme qui s'élève et se place au-dessus du vulgaire, est accusé de folie; on est fou parce qu'on ne suit pas le torrent qui entraîne et pousse les empires; on est fou parce qu'on conçoit un système exalté (2). Le roi Gustave avait conservé quelque chose des vieux temps de chevalerie, il s'était épris pour le malheur en rêvant la restauration des trônes; roi aux yeux légers, à la blonde chevelure, tel que ses ancêtres chantés par les scaldes et les poètes, Gustave IV voulait tirer l'épée pour la maison de Bourbon; s'il avait goûté pour la gloire française, il eût été bon pour la révolution, avec cet instinct de roi qui lui faisait pressentir la ruine des couronnes. La vieille maison de France lui inspirait un indicible intérêt; lié intimement avec le duc d'Engbom, il avait un culte pour le souvenir des Condé, car le vainqueur de Rocroi était presque contemporain de son royal aïeul Gustave-Adolphe. Cette idée d'une coalition rapprochait le cabinet de Stockholm de la Russie; et sous ce point de vue, son système était antinational en Suède; le cabinet de Saint-Petersbourg ne pouvait respirer sur la Baltique, que par l'amoindrissement de la puissance suédoise. La cession de la Finlande serait peut-être le prix de ce rapprochement (3). Le roi de Suède se plaça dans une position fautive, par rapport aux intérêts nationaux; l'opposition de ses États était haute et avouée; déjà même se formait contre lui cette conspiration sourde, qui en finit plus tard avec sa royauté, et accomplit l'usurpation du duc de Sudermanie. Les principes de la révolution française fermentaient partout; quand la propagande n'était pas

matérielle, elle devenait morale par le contact et l'exemple. Les imaginations s'exaltaient et la Suède n'en fut pas plus affranchie sous ses glaces, que l'Italie avec son soleil (4).

Le Danemark, toujours placé en dehors des guerres générales de l'Europe par sa neutralité, excitait néanmoins la plus vive attention de la France et de l'Angleterre. Les Danois tenaient une large place dans le système maritime; l'escaadre de Copenhague était parfaitement bien exercée; ses navires bravaient les mers agitées du Nord, et l'on citait ses haleiniers et ses pêcheurs d'Islande; la flotte danoise pouvait entrer en ligne dans une grande guerre navale avec le pavillon britannique. Si jamais la France disposait de toutes les côtes qui s'étendent depuis Cadix jusqu'à Copenhague, si le pavillon de la république s'unissait enfin aux flottes espagnoles, françaises, bataves, suédoises et danoises, que devenait la sûreté de l'Angleterre? Des ports militaires d'une si vaste côte pouvaient lancer leurs flottes sur les rivages de la Grande-Bretagne dans un mouvement simultané, et la ruine du gouvernement anglais était le résultat inévitable de cette ligue maritime. Ainsi avaient raisonné les hommes d'une certaine prévoyance, et c'est ce qui explique la politique inflexible de l'Angleterre à l'égard des Danois; elle chercha d'abord leur alliance intime et sincère, un concours actif pour réprimer la France; puis, quand elle ne put réussir à l'attirer dans son système, l'Angleterre résolut la destruction de la flotte danoise. Ce plan, elle l'exécuta plus tard par la main de l'amiral Parker; comment aurait-elle pu souffrir une coalition maritime qui mettait en danger son existence de nation? La flotte danoise fut sacrifiée à la sûreté de l'Angleterre (5), et ici on ne doit pas en faire des reproches; il s'agissait de la vie ou de la mort de son gouvernement. Au reste, en ce qui touche la politique générale, le Danemark demeura dans les conditions d'une noble bienveillance pour la France; comme tous les petits États maritimes, il profita de sa neutralité pour agrandir ses relations commerciales; tout le commerce des neutres était aux mains des Danois, des Suédois et des Américains. Le cabinet de Copenhague s'occupait peu des troubles intérieurs de la France; il avait lui-même passé à travers les commissions sanglantes, et il reçut comme la Suède un subsidé du comité de salut public. On ne sait pas assez toute l'habileté, la corruption et la pensée diplomatique que le puissant

(1) La Suède reçut un subsidé du comité de salut public. Les députés de M. de Staël-Holstein, ambassadeur à Paris, en firent foi.

(2) Le prince, depuis connu sous le nom de comte Ginstsson, était un homme d'esprit profondément agri par le malheur.

(3) La cession de la Finlande produisit un déplorable résultat en Suède; les murmures furent grands.

(4) Les agents de la république étaient partout répandus en Suède. Sous prétexte d'acheter de la poudre et du fer, ils répandaient les principes de la révolution.

(5) Le prince royal Frédéric de Danemark est l'aïeul de tous les rois des agents français à Copenhague; c'était un digne prince (Dépêche, 1799).

comité déploya dans ses relations avec les cabinets étrangers.

L'alliance de la France avec la Suisse reposait sur les plus antiques traités; elle complétait son système de défense territoriale, en protégeant la monarchie sur les frontières de l'est. Le cabinet de Versailles capitulait les régiments suisses, payait des subsides moius dans un intérêt de sûreté intérieure pour la répression des troubles, que parce qu'en échange de cette bonne amitié, la Suisse lui donnait la barrière des Alpes. La France mettait au rang de ses premières missions le titre d'ambassadeur en Suisse; Henri IV et Richelieu avaient aussi réglé la préséance (1); le roi envoyait à Berne habituellement auprès de ses bons compères et confédérés, un homme habile qui, par sa seule influence, exerçait sur les cantons l'autorité morale presque absolue et dominait leur résolution. Les régiments suisses avaient montré à toutes les époques une fidélité exemplaire, et le 10 août témoignait combien ces hommes simples des montagnes savaient mourir pour garder les postes d'honneur qui leur étaient confiés, même par un roi. La république française licencia les Suisses, mais le comité de salut public, dans sa large prévoyance, ménagea ses anciens rapports; il put aider le mouvement démocratique, mais il soutint la Suisse à ce point de continuer la pension que la monarchie faisait à de vieux serviteurs. Le Directoire, plus avide et moins habile, voulut tout bouleverser par la propagande, de manière à exercer une domination absolue; le besoin d'argent le déterminait aux expéditions lointaines; il y avait à rançonner dans Berne une aristocratie de familles patriarcales dont le souvenir se mêlait aux jours de délivrance quand Guillaume Tell secoua le joug de l'Autriche. Cette

aristocratie avait maintenu la force et la prospérité de la constitution suisse; les cantons s'étaient exactement balancés; il y avait enfin une pondération entre les États protestants et les États catholiques (2). Les paisibles montagnards cultivaient leurs champs, presque sans impôt, sous le plus doux des gouvernements; le Directoire bouleversa leur constitution; il envoya dans les cantons helvétiques cette race de proconsuls, hommes avides d'argent, fournisseurs du trésor au Luxembourg, lorsque les ressources publiques étaient épuisées. Au nom de la démocratie la constitution suisse fut renversée; on souleva le paysan contre le patricien, la plaine contre la montagne, la campagne contre la cité; on sema des plans de désorganisation, et par-dessus tout on pillà l'antique trésor de Berne conservé par les cantons et destiné aux occasions difficiles dans lesquelles pouvait se trouver la Suisse (3). Le Directoire avait besoin de grandes ressources pour subvenir aux dépenses d'une guerre presque générale; la France épuisée avait recouru à tous les moyens extraordinaires: l'emprunt forcé, les décimes de guerre; et quand ces ressources ne suffisaient pas, le Directoire lançait quelques-uns de ses agents sur une frontière, vers un État voisin, ami ou neutre, peu important, afin de trouver les éléments de son budget et la solde de son armée. Dès que le pavillon de la république était arboré sur l'arbre de la liberté, un ordre du général en chef ou de l'agent du Directoire imposait une contribution de guerre; ainsi on avait agi en Italie avec la Transalpine et la Cisalpine; la liberté était fidèle compagne de l'impôt, et la démocratie marchait de concert avec l'emprunt forcé. Quand Berne fut soumise par le général Brune, le Directoire crut avoir rattaché plus fortement la Suisse à son sys-

(1) Depuis Henri IV, l'ambassade suisse venait après les ambassades de Hollande.

(2) Le général Bonaparte parcourut la Suisse en revenant d'Italie. « La traversée du général Bonaparte, depuis la frontière de la Suisse jusqu'à Bâle, a été un événement majeur pour toute cette contrée. On s'est pressé sur ses pas par curiosité ou par tout autre motif. A Soleure et à Berne, il a été tout cérémoniel, et dans cette ville il y a passé de nuit. On lui attribue des discours qui ne seraient pas favorables à une partie de la Fédération helvétique. Il n'aurait trouvé en Suisse que deux vraies républiques, Genève et Bâle; et pourtant on annonce déjà des engagements dans la constitution de Bâle; en elle que le conseiller Ochs, avant son départ pour Paris, a fait au conseil d'État la motion de réviser la constitution, pour la rappeler à ses principes primitifs. Or, M. Ochs est un des députés suisses que le général Bonaparte, à son passage, a acclamés de la manière la plus distinguée. (Dépêche d'un agent prussien S. H. Haugwitz.) Le général Bonaparte écrit lui-même au Directoire: « Le pays de Vaud et différents cantons de Suisse, animés d'un même esprit de liberté, adoptent les principes de liberté, d'égalité et d'indivisibilité sur lesquels est fondé le gouvernement représentatif.

« Nous savons que les haillings Helvètes sont animés d'un même

esprit; nous croyons essentiel que, dans ce moment-ci, ils limitent le pays vaudois, et manifestent le vœu de se réunir à la république helvétique. Nous désirons en conséquence que vous vous serviez de tous les moyens que vous pouvez avoir pour répandre chez ces peuples, vos voisins, l'esprit de liberté; faites répandre des imprimés libéraux; excitez-y un mouvement qui débâche le mouvement général de la Suisse. » (Lettre confidentielle du général Bonaparte au directoire de la république cisalpine.)

(3) Il y eut les dépêches des agents secrets, le trésor de Berne se montait 542,000,000; ils furent appliqués en partie à l'expédition d'Égypte.

Voici du reste l'état authentique de ce que coûta à la ville et au canton de Berne l'invasion des Français en 1798.

A l'entrée de l'armée française il fut levé :

De trésor	7,000,000 fr.
De la monnaie, en lingots, etc.	2,700,000
En contributions	4,000,000
Pour achats de titres	2,000 000
857,000 quintaux de blé à 70 fr.	17,140,000
6,000 charrs de vin, à 250 fr.	1,500,000
Objets pris dans les arsenaux pour	7,000,000

Total. . . 42,250,000 fr.

tème; mais les cantons, abîmés d'impôts sous les coups d'une régénération turbulente, furent affaiblis à ce point que la chef des Alpes tomba de leur main débile (1).

Lorsqu'on étudie l'esprit de la révolution française, produit immédiat de la philosophie du XVIII^e siècle, on devine facilement quel dut être le système suivi à l'égard du souverain pontife. Le Directoire et ses amis les plus ardents formaient comme une société de gentils hommes épicuriens, d'avocats légistes, qui avaient puisé leur religion dans l'Encyclopédie, et leur philosophie chrétienne dans Helvétius et Voltaire. L'autorité pontificale devait exciter en ces hommes un sourire moqueur; ce vieillard couronné était comme l'expression du sacerdoce en France, la victime expiatoire du catholicisme; ce pauvre prêtre qui n'avait aucune puissance matérielle pouvait être facilement foulé aux pieds par les armées républicaines; quelle résistance opposerait-il? Au temps de la force brutale la puissance morale n'est rien; et toutes les fois que Rome fut visitée par les hommes d'armes, la papauté fut brisée à coups de gantelet. Bonaparte, général de l'armée d'Italie, ménagea Pie VI, pontife dont l'administration habile avait accompli de grandes choses : la création d'un immense Musée, les fouilles d'Ostie, de la Colisée, et par-dessus tout le dessèchement des Marais Pontins, vaste chaussée où roule, au milieu des lauriers, la voiture monotone qui conduit à Naples le voyageur curieux des ruines du Latium. Bonaparte fut blâmé d'avoir traité avec le pontife à Tolentino; le général se justifia par les besoins impérieux que l'armée avait de repos et d'argent; le pape ne s'engageait-il pas à donner ses trésors et ses richesses d'arts (2), l'Apollon du Belvédère,

les chefs-d'œuvre de Raphaël et de Michel-Ange, magnifiques œuvres qui grandissent Rome et en font l'objet d'une mélancolique admiration? Le Campo-Vaccino, les catacombes et la basilique primitive, voilà Rome! Alors commença ce système qui priva l'Italie de ses monuments, de ses pompes, de ses souvenirs, inhérents à son sol et à sa terre : comme les bas-reliefs antiques ont besoin, pour briller, du pampre qui se marie aux peupliers, sur la route de Toscane, les chefs-d'œuvre de la Grèce et de Rome n'apparaissent que sous le soleil, dans les temples majestueux; transporter ces merveilles sous un ciel grisâtre en dehors de la terre où ils sont nés, était un acte de conquête; les Italiens à l'imagination vive, les Romains qui se jouent sur les bords jaunes du Tibre, devaient être profondément affectés à la vue de ces spoliations; quand les commissaires français dépouillaient leurs églises, il leur semblait voir les fils de ces Gaulois aux longs cheveux, de ces Scythes et de ces Goths qui ravagèrent l'Italie dans les premiers siècles (3). C'était pourtant au souvenir de la liberté, aux noms des Brutus et des Cassius que de glorieuses légions dévastèrent la terre classique de Rome (4); il se mêlait toutefois à ces traits de la conquête une noble fierté de peuple qui voulait faire de Paris la capitale du monde, des arts et de la civilisation.

Le traité de Tolentino ne fut pas longtemps respecté, on dressa des embûches à la simplicité erudite du souverain pontife Pie VI, on l'entoura de tous les ferments démocratiques; l'assassinat du général Dufhot fut le signal de la chute de la papauté. On ouvrit le Forum, l'arbre de liberté fut placé au Capitole, on invoqua les mânes des vieux Romains, tandis que Pie VI était enlevé

(1) Voici comment le général Krume raconte la prise de Berne : « Bès que je me suis vu en état d'agir, j'ai réuni mes moyens pour trapper comme la foudre; car la Suisse étant une pépinière de soldats, et ses habitants une vaste caserne, j'avais tout à redouter des affaires de postes : je les ai éloignées par des négociations que je savais s'être pas sinécures de la part des Bernois, et enfin, prenant une résolution, je l'ai exécutée avec une célérité qui m'a assuré le succès.

« J'ai suivi le plan que je vous avais tracé. Je vous épargne les détails, me réservant de vous les donner quand vous le desirez. ex. Il me semblait toujours que vous ne regardiez agir et commander » (Lettre de Krume, le 7 mars 1798, au général Bonaparte.) (2) Voici les clauses du traité de Tolentino : Le pape renonce à ses prétentions sur Avignon et le comtat Venaissin, cède Bologne, Ferrare, la Romagne, s'engage à payer 15,000,000 en numéraire et 5 en diamants ou effets précieux, et qui restent dus sur les valeurs portées à l'article 1 de l'armistice de Bologne. Le pape s'engage en outre, et afin d'acquiescer le commodément qui revient à l'armée française, à remettre huit cents chevaux de cavalerie enarmés, huit cents chevaux de trait, des bœufs, des buffes et autres objets produits du territoire de l'Église. De plus, il payera dans une année, en diamants ou autres objets, la somme de 15,000,000 de francs. L'article VIII du traité

d'armistice, concernait les manuscrits, tableaux, etc., aura son exécution entière et le plus promptement possible.

(3) J'ai trouvé à Rome la ratification du traité de Tolentino, de la main tremblante de Pie VI. « Lo abbiamo accettato, approvato, ratificato ed confermato, come in effetto lo accettiamo, approviamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo, sulla nostra fede e parola, di eseguirlo ed di osservarlo, ci si farà inviolabilmente eseguire ed osservare in ogni punto ed articolo, e di non giammai contravvenirvi, e non permetterlo che direttamente o indirettamente vi si contravvenga in maniera alcuna, personal che ugualmente sarà eseguito ed osservato nello stesso modo dalla Repubblica francese e dal generale ed agente di sopra nominato. In fede di che, abbiamo firmato di nostra mano la presente approvazione, accettazione, ratifica, conferma, e comandato che vi si apponga il nostro pontificio sigillo. Dato dal Vaticano, quest' di 21 febbrajo 1797. Firmato PIUS P. P. VI.

(4) Le général Berthier adresse, le 10 février 1798, une proclamation aux habitants de Rome : « Mises de Calos, de Pompée, de Brutus, d'Horatius, recevez l'hommage des Français libres dans la capitale où vous avez tant de fois défendu les droits du peuple et illustré la république romaine! Ces enfants des Gaulois viennent dans ce lieu assiéger. Couvrez de la paix la main, rétablir les autels de la liberté dressés par le premier Brutus. »

comme un misérable captif. Le plan du Directoire et du théophilanthrope Lareveillière-Lépeaux fut d'abolir la papauté pour ne pas en laisser de traces dans le monde catholique (1) ; ce plan trouvait quelque opposition en ce qu'il blessait trop profondément l'esprit et la politique du cabinet de Vienne, de l'Espagne et des autres puissances catholiques (2). Pie VI se retira d'abord dans un couvent de franciscains à Florence, puis on le traîna au delà des Alpes à Valence, où il mourut. Les gravures contemporaines reproduisent encore ces fêtes de la république de Rome, ces danses, ces bacchanales où le soldat victorieux se mêle aux femmes immondes ; les portraits des patriciens Brutus et Cassius, couronnés de chêne, sont ombragés de drapeaux tricolores, et les batonnets brillent à travers la foule émue. Le goût du Directoire fut alors de propager les fêtes romaines ; beaucoup de ridicule se mêla ainsi aux études d'histoire ; on vit d'étranges confusions d'idées et de souvenirs ! Pie VI, captif, demeura solitaire sous la persécution de l'école philosophique ; le Directoire avait abaissé un vieillard et l'on se trouvait heureux ; un pauvre prêtre était dans les fers, et l'on se proclamait les philosophes et les réformateurs ! Le directeur Barras avait livré Pie VI au philanthrope Lareveillière-Lépeaux. Ce fut une haine religieuse ; le pontife du temple de la Nature et de la Raison semblait se complaire à persécuter le chef de l'Eglise catholique ; il croyait avoir abattu à jamais la superstition, et dans ses cérémonies sur l'autel plein de fruits et de fleurs, Lareveillière-Lépeaux se vanta d'avoir frappé la superstition catholique et son pontife ; esprits fanatiques qui ne savaient pas que l'édifice chrétien survivrait à leurs œuvres fragiles (3) !

En contemplant ainsi les États du second ordre, on pouvait dire avec raison qu'ils avaient presque entièrement disparu de la balance européenne. Il n'y avait plus en face que les grandes puissances prêtes à entrer en lice ; la lutte était trop colossale pour que les États du second ordre pussent y prendre part ; il ne s'agissait plus de pondération dans le système européen, comme dans la vieille et forte diplomatie ; ce système était bon pour les temps réguliers, alors qu'on se disputait l'influence morale, mais en ce moment la question avait changé

de face, il fallait savoir si le vieux monde serait brisé, et si les antiques dynasties tomberaient abîmées devant les idées nouvelles. Dans cette lutte tout devait disparaître ; les intérêts particuliers n'étaient pas assez grands pour s'y montrer ; sorte de guerre de géants dans le chaos où tout ce qui était petit devait s'effacer comme dans le combat de la réforme contre le catholicisme. L'esprit égoïste et territorial des nationalités devait s'abîmer devant les principes !

CHAPITRE III.

ÉTATS DU TROISIÈME ORDRE.

Venise. — Gènes. — La Tournai. — Modène. — Malte. — La Hollande. — La Confédération germanique. — Congrès de Rastadt. — Bavière. — Wurtemberg. — Bade. — Les évêchés du Rhin — Les villes Anstiques. — Hambourg. — Lubek. — Malte. — La Turquie. — L'Égypte. — Tippoo-Sob. — Rapports du Directoire et des États-Unis.

1794 — 1799.

Un des phénomènes les plus curieux d'une révolution qui proclama les droits des peuples, fut d'avoir produit, comme résultat final, l'anéantissement de toutes les vieilles républiques municipales qui subsistaient encore à travers les changements politiques en Europe, dans l'Italie et le nord de l'Allemagne. Ainsi un gouvernement républicain s'établit et jette ses idées hardies et démocratiques sur le continent ; il se reflète partout, et, après avoir imposé son régime impérial aux peuples, avec des concessions inouïes d'argent et de tributs, il s'efface, entraînant dans sa ruine les derniers débris de ces républiques qui se mêlaient à l'histoire des huit derniers siècles. La cause de cette fatale temblance du système français fut évidemment dans la manie de constitution qui domina l'esprit du Directoire et de ses généraux après leurs cam-

(1) « En ce qui concerne Rome, le Directoire approuve les instructions que vous avez données à l'ambassadeur votre frère, pour empêcher qu'on ne s'avise de donner à Pie VI un successeur. Il faut prêter du la chronoloe pour favoriser à Rome l'établissement d'un gouvernement représentatif, et détruire l'Europe de la suprématie papale. Bépêche confidentielle du président du Directoire. Lareveillière-Lépeaux, du 21 octobre 1797, au général Bonaparte »

(2) « Le Directoire pense qu'il serait à souhaiter pour le repos du peuple, que le pape Pie VI n'eût pas de successeur ; mais il ne convient pas que la république se mette en avant pour cet

objet. S'il se fait une révolution à Rome, nous ne devons pas nous y opposer. Il nous suffit de ne l'avoir point provoquée. Si le conclave s'assemble, le traité de Tolentino nous conservant le droit que l'usage attribue aux rois de France, nous devenons en mor. Il sera envoyé à cet effet des pouvoirs au citoyen Joseph Bonaparte. Le Directoire lui recommandera de favoriser l'élection du cardinal Mafei, et le chargera de donner l'exclusion au cardinal Albani » (Bépêche confidentielle de M. de Talleyrand, du juillet 1797, au général Bonaparte.)

(3) Les images des dévôts de la théophilanthropie représentent la terre abîmée « par une orbeille du bruit et de fleurs parfumées.

pagns victorieuses. Partout on modela les formes du gouvernement sur le pacte social de l'an III; comme si l'on pouvait créer les institutions d'un peuple par des improvisations soudaines : les institutions naissent et se développent avec le temps, et quand il s'agit de législation usuelle, tout travail philosophique qui se formule sans faire la part des habitudes, des traditions, est essentiellement feux (1).

L'antique gouvernement de Venise n'existait plus; le traité de Campo Formio avait cédé ce territoire à l'Autriche avec l'Istrie et la Dalmatie. Le lion de Saint-Marc secoua pour la dernière fois sa crinière, et un vainqueur implacable le transportait aux Invalides, comme l'image moqueuse de ce patriotisme de vieillards qui tombait à l'aspect de quelques ordres de commissaires français. Le drapeau tricolore parut sur la Piazzetta, ombrageant l'arbre de la liberté, devant la grande basilique. On avait réveillé d'odieux souvenirs contre l'aristocratie vénitienne et la mystérieuse action de ce gouvernement; les savants français avaient fouillé les ruines, et comme, après la prise de la Bastille, on découvrit des puits souterrains, de noires oubliettes, on fit des récits dignes de servir la sombre imagination des romanciers anglais (2). La vieille Venise était tombée; le pont des Soupirs vit rouler le canon des armées françaises; la démocratie triompha dans un mouvement de bas peuple; le patriat disparut; puis cette république éphémère s'effaça sous la domination autrichienne. Le général Bonaparte la céda à M. de Colozatzi avec la plus étrange facilité. Venise n'était plus le cité riche et parée; telle que nous la reproduisent les fresques de la renaissance; ses lagunes ne voyaient plus le Baccantini à la proue d'or et au pavillon éclatant; les places solitaires excitaient dans l'âme ce sentiment de tristesse qui vous saisit encore aujourd'hui lorsque le son monotone de la rame secoue les flots paisibles de ses lagunes. Un article du traité de Campo Formio avait suffi pour effacer à jamais cette république, car lorsque le temps est venu des grandes décadences, un accident suffit pour briser les plus puissantes cités. Tout s'abîma dans l'océan des âges : les couronnes duciales, les trônes d'or et le bonnet républicain (3).

(1) Le général Bonaparte, qui avait un esprit si éminemment applicable, fut néanmoins le grand promoteur de la constitution de l'an III en Italie.

(2) Les républicains ne trouvèrent, au reste, qu'un seul prisonnier dans les écoles de Venise.

(3) La conduite de Venise, comme celle de tous les États faibles, n'avait été ni loyale ni franche. Le général Bonaparte craint toujours qu'on ne s'apprivoise sa conduite à l'égard de Venise.

« Je sais bien qu'il n'en coûte rien à une poignée de soldats, que je caractérisais bien en les appelant fous, de vouloir la république universelle, je voudrais bien que ces messieurs pussent

Gènes subissait le sort de Venise; comme elle ses chartes républicaines dataient du moyen âge, époque de municipalités; sœurs et rivales tout à la fois, elles restaient debout comme un souvenir de l'antique liberté d'Italie. Gènes possédait des éléments de richesse et de force que Venise n'avait plus; il y avait, dans ses rues de marbre, des familles commerçantes qui, depuis des siècles, s'honoraient de la robe des doges et des sénateurs. À Gènes, les souverains et les États du premier ordre trouvaient souvent à emprunter pour leurs besoins de guerre et d'administration, tant le commerce était opulent (4)! Ces palais magnifiques contenaient des richesses enfumées : on racontait les merveilles de ces trésors qui s'éparpillaient dans les salles pavées de florins et de ducats. Combien de tels récits ne devaient-ils pas vivement frapper les imaginations cupides, et l'armée républicaine brisa la statue du duc Dandolo, comme elle avait enlevé le lion de Saint-Marc; le Directoire décréta la république ligurienne, éphémère création de ses agents; on employa pour la république de Gènes le même système de contributions et d'emprunt forcé. L'idée démocratique, hautement proclamée, ne fut qu'un moyen d'obtenir des ressources pour les besoins de la guerre. Les commissaires du Directoire s'emparèrent du trésor. Gènes fut traitée en pays conquis, et gardée comme un otage pour préparer la paix avec l'Angleterre ou négocier des indemnités. On ne put prendre au sérieux ses institutions nouvelles; en vain on eût cherché les grandes familles patriciennes des doges et des sénateurs, les Duria, les Grimaldi; tout cela avait disparu. Quand les institutions ne sont plus que de l'histoire, il suffit d'un accident pour les renverser; comme Venise, Gènes avait fait son temps de république municipale. Elle devait devenir plus tard un département du grand empire, pour s'abîmer ensuite dans le royaume de Sardaigne (5).

Dans l'irruption subite que les Français firent en Italie, ils avaient suivi une double politique. En Lombardie ils combattirent les Autrichiens leurs ennemis, et renversèrent leur gouvernement; là ils élevèrent l'arbre de la liberté des républiques Cisalpine et Transalpine. Il n'en fut pas de même de certains États intermédiaires, tels que la Tus-

faire une campagne d'hiver. D'ailleurs, la nation vénitienne n'existait pas. Divisée en autant d'intérêts qu'il y a de villes, efféminée et corrompue, aussi lâche qu'hypocrite, les peuples d'Italie, et spécialement le peuple vénitien, ne sont pas faits pour la liberté.» (Dépêches confidentielles du général Bonaparte, du 26 octobre 1797, à M. Villard, secrétaire de la légation française.)

(4) Louis XIV et Louis XV avaient envoyé négocier des emprunts à Gènes.

(5) Gènes a fini par être incorporée à la couronne de Piémont et de Sardaigne.

cane, Parme et Modène, un peu plus éloignés du centre de la guerre. Le général Bonaparte traita avec eux, en exigeant les contributions de guerre, des cessions de tableaux et d'objets d'art. Le grand-duc de Toscane, dans sa pacifique neutralité, fut le premier des princes qui salua la république française; tandis que l'Europe était coalisée, au fond de la Toscane même, le grand-duc traitait avec le comité de salut public. C'est avec un sentiment d'indiscrète curiosité que je retrouvais à Florence le tracé de ce traité écrit de la main même de l'archiduc (1). On suivit partout les principes posés ensuite par le traité de Tolentino qui avait arraché au Vatican l'Apollon du Belvédère, le Laocoon palpitant de douleurs sous le marbre. Les impitoyables commissaires français imposèrent au grand-duc de Toscane la triste loi d'abandonner les précieuses reliques des arts qu'étale le palais Pitti: la Vénus de Médicis aux formes suaves, la Madone de la Chiesa de Raphael, et le Mariage de Marie qui révèle le dernier éclat de la manière du XIV^e siècle. Le grand-duc de Toscane traita comme en vaincu; il subit toutes les conditions que les fils des Gaulois lui imposèrent; il voulut sauver la Toscane, ce pays si heureux, avec ses beaux raisins d'or qui enlacent les peupliers. Les croisés francs, au XIII^e siècle, brisèrent à Constantinople les statues d'airain et les chefs-d'œuvre de marbre. Les républicains enthousiastes transportèrent ces chefs-d'œuvre sous un ciel brumeux où le marbre perd son éclat, au milieu d'une population indifférente qui avait effacé le sentiment religieux. Ils dépouillèrent l'Italie de ses pierres précieuses pour enrichir les musées de notre froide patrie; Paris devait devenir la capitale du monde, quand l'aigle couvrirait de son vol puissant la nationalité italienne!

A Parme, à Modène, le même système fut suivi; on prit à pleines mains dans le trésor, et l'on arracha les tableaux des grands artistes qui pendaient dans les palais et dans les cathédrales. Les cités, si orgueilleuses de leurs chefs-d'œuvre, s'en virent dépouillées; les Italiens à l'imagination de feu qui vouent un culte aux arts furent profondément affectés de cet outrage de la conquête. Apaise-

raient-ils au moins les vainqueurs par tant de faiblesses et de concessions? Il n'en fut rien, la victoire avait prononcé; tous ces États intermédiaires devaient subir leur destinée, et disparaître du sein de l'Italie. Ils n'avaient pas eu le courage de la résistance. Les pacifiques vertus des ducs de Toscane, la douceur héréditaire de leur gouvernement, ne purent lutter contre cette politique victorieuse qui imposait sa loi. Les têtes étaient exaltées; on parlait partout de la liberté antique et des vieilles institutions de Rome, des consuls et des tribuns. Florence pouvait-elle conserver son respect pour ses souverains, quand, au delà des Apennins, Bologne voyait l'arbre de la liberté s'élever sur ses arcades de marbre, au pied de sa tour suspendue où le drapeau tricolore flottait au vent? Les républiques créées dans la Lombardie et dans la Romagne, au sein de ces ferventes populations, devaient absorber tôt ou tard la domination de ces petites principautés que l'esprit allemand avait jetées en Italie; la démocratie éclatait parmi la noblesse, dans la bourgeoisie, parmi les avocats, et les *Barbieri* surtout, ces faiseurs de constitutions dans la Romagne.

Elle disparaissait aussi l'antique fédération de chevaliers qui avaient joué un si grand rôle au moyen âge, l'ordre de Malte jetait encore quelque éclat avant la révolution, quand ses jeunes chevaliers couraient les mers sur de belles et fortes galères au pavillon de la croix. Depuis 1790, ses riches commanderies avaient été confisquées en France; on les confondit avec les ordres monastiques abolis par l'assemblée constituante; les biens firent retour à la nation. Quelques-uns de ces chevaliers avaient adopté les principes de la révolution française; d'autres s'étaient réfugiés dans l'île formidable qui commande à la Méditerranée par ses admirables ouvrages; on voyait encore leurs galères, et ce pavillon si redouté des Barbaresques flottait sur les rochers. De nobles chevaliers ne manquaient ni de cœur ni de courage, mais l'institution était vieillie; puis, il s'était introduit dans le sein de cette chevalerie courtoise et vaillante, des lâches et des traitres qui avaient vendu l'ordre. Depuis longtemps la diplomatie s'occupait de Malte; au moment même

(1) Sua Altezza reale il arciduca austriaco grand-duca di Toscana, conoscendo il quanto gran giovamento possa essere per il felice esito della trattativa che da così lungo tempo ha intrapresa colla Repubblica francese, l'invia a Parigi una persona la quale gode della reciproca fiducia de' due governi, e a lui tocca del carattere, de' sentimenti, e de' talenti che sono necessari per ben riuscire, desidia il suo ciamberlano, e cavaliere dell' austriaco ordine di Santo Stefano, Francesco Saverio Capelletti, e portarsi a Parigi l'otto che avrà ricevuto l'opportuno passaporto per entrare in Francia, al lo incarico di agire colla, presso il comitato di salute pubblica, per confermare in voce ed in iscritto, tutto ciò che si conchiuderà nelle memorie firmate del suo

segretario del consiglio di stato et di Roma. *Neri Corsini*, specialmente a ciò autorizzato, e da lui comunicato al consiglio suddetto per mezzo di *Cacault*, agente della Repubblica francese in Italia, per fare accettare alla medesima la dichiarazione della neutralità che la Toscana è pronta a pubblicare in faccia a tutta l'Europa, per stipulare la restituzione o la cessione, o la natura, de' grani dagli inglesi in Livorno, et per rinnovare le più solenni assicurazioni della costante amicizia che il governo di Toscana ha sempre professata, e che professerà per la Repubblica francese. Dato in Firenze, il 4 nov. 1794.

Firmato *FRANCESCO*,
NERI CORSINI, segretario.

où le général Bonaparte envahissait l'Italie, il faisait déjà cette question au Directoire : « Pourquoi ne nous emparerions-nous pas de Malte ? » Le général parlait de la faiblesse de la garnison et des faciles moyens qu'on pourrait avoir pour s'en emparer (1). Le Directoire se hâta de répondre : « qu'il approuve les idées du général ; » M. de Talleyrand comprit toute la portée de la prise de possession de Malte soit par l'Angleterre, soit par l'Autriche ; « il faut, dit-il, employer tous les moyens de l'éviter (2). » Or pour arriver à ce résultat une odieuse trahison se préparait. Quelque temps avant l'expédition d'Égypte, des chevaliers felons avaient traité avec le directeur Barras, de la langue de Provence, lui-même décoré de la croix blanche sur fond de sabbat, et lorsque la flotte française parut devant Malte, toute la conquête ne fut point le prix du courage républicain ; les fortifications étaient trop redoutables pour être prises au pas de course ; les traitres ouvrirent les portes de Malte, les hautes murailles s'abaissèrent, le drapeau de l'ordre fut foulé aux pieds ; il n'y eut plus ni chevalerie ni dignité ; les vieux grands maîtres rougirent sous leurs armures de fer, et la honte fut sur leur visage de voir tant de trahison !

La ruine de l'ordre de Malte était résolue depuis longtemps ; un agent habile du nom de Ponsseigues vint à Malte et seigna l'or et les promesses à quelques indignes chevaliers (3) ; il y eut des festins, on le vin de Chypre et de Chio emplit les coupes ; on y prépara sous les bannières de l'ordre sa décadence et sa ruine. L'histoire conservera le nom du commandeur Dolomieu qui sacrifia, pour quelques promesses du Directoire, le vieil écat de la croix de Malte ; elle

n'oubliera pas non plus le commandeur Bardonèche qui, présidant à la défense, se rendit sans tirer l'épée ; et puis ce Picault de Mornas, chevalier qui oublia la foi de son ordre et ses ancêtres dans la vieille tour se voit encore en ruines sur les bords du Rhône (4).

Quand perissait un de ces ordres de chevalerie dont j'aime tant à suivre l'histoire dans les vieilles chroniques, le Nord voyait aussi s'abîmer le stathoudérat de Hollande, ce protectorat de la maison d'Orange, qui fut la cause de la plupart des révolutions intellectuelles dans le monde. Toutes les idées hardies, factieuses, républicaines, aux vieilles époques, étaient parties des Pays-Bas ; là se réfugièrent les hommes aux libres pensées ; la Hollande était la source de tous les pamphlets contre la monarchie et la religion catholique ; la maison d'Orange les favorisait, car elle n'avait conquis sa force d'action qu'à l'aide des idées protestantes ; les réformes ne s'arrêtèrent jamais, elles marchèrent et foulèrent ceux-là même qui les ont provoqués. Dans la marche des temps, le stathoudérat subit les conséquences de ses hardiesses ; il y eut en Hollande un parti démocratique puissant comme partout ; que signifiait un prince d'Orange pour les vrais et francs républicains ? Sous la convention, déjà, l'invasion française avait atteint la Haye et Amsterdam ; il ne fallut qu'un mot de la convention, et le protectorat fut aboli comme une institution surannée ; la république démocratique s'éleva sous les trois couleurs bataves ! Comme le Directoire imprimait partout son image aux institutions des peuples, la république batave se formula bientôt sur la constitution de l'an III ; depuis ce moment,

(1) « Pourquoi, écrit Bonaparte à M. de Talleyrand, ne nous emparerions-nous pas de Malte ? L'amiral Bruys pourrait très-bien mouiller là et s'en emparer, 500 chevaliers, et au plus un régiment de 500 hommes, sont la seule garde qu'il y a de la ville de Malte. Les habitants, qui montent à plus de cent mille, sont très-portés pour nous et fort dégoûtés de leurs chevaliers qui ne peuvent plus vivre et meurent de faim. Je leur ai fait espérer confier leurs bords en Italie. Avec l'île Saint-Pierre que nous a cédée le roi de Sardaigne, Malte et Corfou, nous serions maîtres de toute la Méditerranée. » (Dépêche de général Bonaparte, de Paesierne, du 13 septembre 1797.)

(2) « Le Directoire approuve vos idées sur Malte. Depuis que cet ordre s'est donné un grand maître autrichien, M. de Rumppsch, le Directoire s'est considéré dans le septon, déjà fondé sur d'anciens fœderaux, que l'Autriche visitait à s'emparer de cette île. Elle cherche à se faire puissance maritime dans la Méditerranée ; c'est pour cela qu'elle a demandé de préférence, dans les préliminaires de l'Éden, la partie de l'Italie qui avoisine la mer, qu'elle s'est hâtée de s'emparer de la Balmala, qu'elle a traité son activité en prison. Bagnat, Oultré, etc., comme elle dispose du gouvernement papal, Malte aurait pour elle un double avantage et servirait à attirer à elle toutes les productions de la Sicile. Ce n'est pas seulement dans des vues de commerce qu'elle a voulu s'emparer du centre de l'Italie vers les côtes de celle presqu'île, mais encore dans des vues de conquêtes plus éloignées, à la vérité ; elle se ménage les moyens d'attaquer par

terre les provinces turques, auxquelles elle confine par l'Albanie et la Bosnie, tandis que, de concert avec la Russie, elle aurait pris ces mêmes provinces par le revers, en entrant dans l'Archipel avec une flotte russe. Il est de notre intérêt de prévenir tout accroissement maritime de l'Autriche, et le Directoire désire que vous prenez les mesures nécessaires pour empêcher que Malte tombe entre ses mains. » (Dépêche de M. de Talleyrand, 23 septembre 1797.)

(3) « Vous trouverez ci-joint copie de la commission que j'ai donnée au citoyen Ponsseigues, et de sa lettre au conseil de Malte. » « Le bel effet de la mission du citoyen Ponsseigues est de mettre la dernière main aux projets que nous avons sur Malte. » (Dépêche du général Bonaparte, 14 novembre 1797.)

(4) « Ponsseigues a passé cinq semaines à Malte, donné des dires somptueux et voyant un grand nombre de chevaliers pour lesquels il avait des lettres de recommandation, non-seulement du commandeur Dolomieu, vénéral de l'ordre de la France, mais du commandeur Picault de Mornas, capitaine de génie, qui avait quitté l'ordre depuis deux ans pour aller chercher Bonaparte en Italie. Ponsseigues gagna quelques chevaliers, avec lesquels il se mit en rapport et fut particulièrement secondé dans ses démarches par le secrétaire du trésor Bardon de Bardon, l'ami de Dolomieu, et en outre, par le commandeur Bardonèche, commandant de l'artillerie, lié avec Bonaparte, et tous les deux zélés partisans secrets des idées républicaines. » (Dépêche d'un agent secret de l'Angleterre, octobre 1798.)

devenue l'alliée et la vassale de la France, elle ne put séparer sa politique de ses intérêts; quand on avait besoin d'un emprunt, c'était en Hollande que les commissaires du Directoire allaient le négocier, dans ces banques si puissantes de moyens, si économes dans leur gestion; les agents français imposaient des contributions et des secours plus effectifs en armements maritimes et en légions alliées. Rien n'effrayait plus l'Angleterre que cette union intime entre la France et la Hollande, dont les matelots pouvaient rivaliser d'expérience et de courage avec sa marine; cette ligne formidable de ports et d'arsenaux qui s'étendaient depuis Copenhague jusqu'à Anvers, était perpétuellement un sujet d'effroi pour le cabinet britannique. Une puissance maîtresse de l'Escaut, du Zuyderzee et du Sund, devait exciter les plus vives inquiétudes au pavillon de la Grande-Bretagne. Aussi la république française mettait un grand intérêt à ce qu'en aucun cas la Hollande ne pût se séparer de sa politique. A la moindre résistance, elle menaçait d'une invasion, et son armée qui stationnait dans la Belgique était prête à entrer en campagne.

Le congrès de Rastadt fut le dernier acte diplomatique important dans lequel intervint la diète germanique, édifice féodal qui se liait aux premières traditions de l'empire. La nationalité allemande commençait à se manifester en secouant les institutions du moyen âge; l'idée d'unité se développait avec le principe de la révolution française; il y avait une communauté de sentiments et d'intérêts parmi tous les peuples de la vieille Germanie; peu d'idées politiques se heurtaient, si ce n'est l'antique séparation entre le catholicisme et la réforme. Autour de la Prusse et de l'Autriche, puissances absorbantes, nul des princes ou des électeurs allemands n'avait assez de force et de moyens militaires pour lutter face à face. La Bavière n'était encore qu'un duché électoral, posé entre l'inn et le Danube; brave et digne peuple, les Bavaois avaient com-

battu plus d'une fois dans les rangs français, et depuis le cardinal de Richelieu, les électeurs recevaient des subsides pour embrasser les intérêts de la France; politique habile qui épargnait le sang national! La Saxe, si brillante de son commerce, de ses manufactures, de sa riche population, avait aussi des souvenirs de l'alliance avec la monarchie; combien de fois le drapeau fleurdelisé n'était-il pas apparu sur les bords de l'Elbe et du Weser? Les Saxons étaient de braves soldats, et les annales de l'Allemagne le disent assez. Les grands-ducs de Wurtemberg (1), plus exposés aux coups de la France, avaient encore moins d'indépendance; n'étaient-ils pas les suzerains de ce pays de Souabe; aux noirs forêts, qui s'étendent jusqu'aux montagnes de la Suisse. Baden était toujours ce lieu de deliers, de plaisirs et de conférences intimes, non loin de Carlsruhe, la ville neuve, aux rues larges et droites. Les margraves de Bade avaient aussi signé des traités avec le Directoire (2).

Dans ces invasions des soldats de la république française, sur les rives du Rhin, ce qui avait le plus souffert c'étaient les villes libres et bourgeoises, les évêchés antiques qui formaient la vieille base des États et de la bourgeoisie dans la constitution germanique; telles étaient Cologne avec sa magnifique cathédrale, Mayence, riche évêché, puis Aix-la-Chapelle, la cité de Charlemagne, lorsqu'on plaçait le sceptre d'or aux mains du grand empereur; et vous, vieilles ruines des Sept-Colles, admirables châteaux qui projetez vos ombres dans le Rhin, vous tombez détruites sous la main de ces Francs indomptables qui passaient le grand fleuve comme Charlemagne, lorsqu'il allait combattre les Saxons au delà de l'Elbe. Ce fut une guerre violemment déclarée à la constitution germanique, la démolition des anciennes souverainetés. Il n'y eut de respecté ni les souvenirs, ni les vestiges, et le canon brisa ces pans de muraille du château d'Ehren-

(1) Ils avaient traité avec le Directoire, « Le duc de Wurtemberg désirant vivre à perpétuité en bonne harmonie et intelligence avec la république française, s'engage d'observer, pour les guerres futures qui pourraient s'élever entre elle et quelque autre puissance que ce soit, la plus exacte neutralité, et à ne fournir contre elle aucun contingent ni secours, à quelque titre et sous quelque prétexte que ce soit.

» ART. V. Dans toutes les guerres qui pourraient être suscitées à l'aveu de la république française, ses troupes pourront passer et séjourner dans les États de S. A. S. le duc de Wurtemberg, y occuper tous les postes militaires nécessaires à leurs opérations, elles y observeront une discipline exacte, et s'y comporteront en tout comme dans un pays neutre et ami.

» ART. VI. Tous les individus qui pourraient avoir été arrêtés dans les États de S. A. S. ou pourvus pour leurs opinions politiques, seront sans délai mis en liberté. Toutes poursuites émanant contre eux; lorsqu'ils, s'ils avaient été saisis ou enlevés, leur seront rendus, ou le prix résultant en cas de vente; il leur

sera loisible d'en disposer, de rentrer et de demeurer dans les États de S. A. S., ou de se retirer. » Articles d'un traité secret entre la république française et le duc de Wurtemberg, signé le 20 thermidor, an IV (5 août 1795).

(2) » ART. IX. Le margrave, désirant vivre à perpétuité en bonne intelligence avec la république française, s'engage à observer, pour les guerres futures qui pourraient s'élever entre elle et quelque autre puissance que ce soit, la plus exacte neutralité, et à ne fournir contre elle aucun contingent ni secours, à quelque titre et sous quelque prétexte que ce soit.

» ART. X. Dans toutes les guerres qui pourraient être suscitées à la république française, ses troupes pourront passer et séjourner dans les États de S. A. S. le margrave, y occuper toutes les positions militaires nécessaires à leurs opérations; elles y observeront une discipline exacte, et s'y comporteront en tout comme dans un pays neutre et ami. » Articles d'un traité secret entre la république française et le margrave de Bade, signé le 5 fructidor an IV (28 août 1795).

breitstein, qui pendent encore comme suspendus sur les abîmes.

Pour s'expliquer cette nouvelle situation du corps germanique, il faut connaître les négociations qui préparèrent le congrès de Rastadt. Quand le général Bonaparte et le comte Louis de Cobenzl signèrent, à Campo-Formio, le traité solennel qui décida les destinées de l'Italie, l'Autriche, pour obtenir Raguse, Venise et la Dalmatie, céda définitivement à la France la rive gauche du Rhin (1). Un tel engagement devait amener des indemnités et un renouement dans le corps germanique. Le cabinet de Vienne sacrifiait les intérêts allemands pour grandir sa puissance; un congrès fut indiqué à Rastadt dans le but de résoudre la plupart des difficultés que ce renouement de l'Allemagne pouvait faire naître. On a vu que le comte Louis de Cobenzl invita le général Bonaparte à prendre la présidence de ce congrès, et le glorieux vainqueur de l'Italie traversa la Suisse pour se rendre à Rastadt et s'aboucher avec les plénipotentiaires. Il y resta peu de temps; d'autres intérêts l'appelaient en France; le comte de Metternich, représentant l'Autriche, en prit la présidence. Le Directoire envoya au congrès d'abord Treillard et Bewbelle, pour le représenter, puis Jean Debry, Roberjot et Bonnier. Le congrès traîna en longueur (2); les intérêts y étaient très-complicés, et d'ailleurs, nulle des grandes puissances n'avait envie d'en finir; l'Autriche, qui s'était compromise dans les négociations secrètes de Campo-Formio à l'égard du corps germanique, traînait tant qu'elle pouvait les négociations. Le comte Louis de Cobenzl entretenait une correspondance suivie avec le général Bonaparte, il s'engageait envers le vainqueur à des spoliations injustes; c'est ainsi que pour s'assurer paisiblement Raguse, Venise et la Dalmatie, et pour reprendre son royaume de Lombardie, le cabinet de Vienne consentait à ce que la France réunît le Piémont à sa frontière (3). Tout cela n'était qu'éventualités et fallacieuses promesses, afin de prolonger le congrès de Rastadt; aucune résolution n'y fut prise à l'égard du corps germanique; on passa son temps en notes

et en contre-notes; la Prusse avait révélé aux puissances allemandes l'abandon de l'Autriche pour grandir sa propre autorité sur le corps germanique. Deux hommes habiles menaient alors les affaires: M. de Hardenberg pour la Prusse et le comte Louis de Cobenzl pour l'Autriche; ils avaient en face les plénipotentiaires français, sans tenue, menaçant plutôt qu'ils ne négociaient, et en diplomatie, les hommes froids, réfléchis, gardent naturellement une supériorité sur la colère qui bouillonne par éclat. Plus tard je dirai la catastrophe qui finit le congrès de Rastadt.

Au nord, la confédération germanique comptait quelques cités libres et commerciales, car il y avait tous les éléments dans cette constitution: telles étaient Hambourg, Lübeck, Altona, si renommées dans le moyen âge par leurs ligues et anses commerciales. Elles formaient, pour le nord de l'Europe, des républiques municipales comme Gènes et Venise pour le midi; la révolution française absorba leur indépendance, car elle ne respectait aucune relique des vieux temps. Les villes libres d'Allemagne fixaient l'attention du Directoire sous plus d'un rapport: riches et commerçantes, elles pouvaient par conséquent fournir des auslides, des emprunts forcés au Directoire et à ses avides agents. Ensuite, Hambourg possédait des journaux libres et indépendants, qui répandaient les nouvelles sur tout le continent européen; quelques articles du *Correspondant* jetaient de l'inquiétude sur les négociations de la république; le ministre français à Hambourg était sans cesse occupé à exiger l'insertion des notes relatives aux intérêts du Directoire. Enfin, les émigrés royalistes avaient placé le siège de leurs intrigues à Hambourg; ils s'agitaient contre les idées et les principes de la révolution française, ils poursuivaient de leur ancre la république. Dans les cités libres, il y avait une agence de Louis XVIII, active et toujours éveillée sur les actes du gouvernement, la banque était dépositaire des fonds anglais; on ne doit pas s'étonner si le Directoire, se montrant impérial, menaçait de détruire la ligue anséatique, confédération commerciale de répu-

(1) Articles secrets et convention additionnelle au traité de Campo-Formio, du 26 vendémiaire an VI (17 octobre 1797).

« Art. I. S. M. l'empereur roi de Hongrie et de Bohême, consent que les limites de la république française s'étendent jusqu'à la ligne du Rhin, et s'engage à employer ses bons offices, lors de la paix avec l'empire germanique, pour que la république française exhibe cette même ligne, savoir la rive gauche du Rhin, depuis la frontière de la Suisse, au-dessous de Bâle, jusqu'au confluent de la Sette, au-dessus d'Austerlitz. »

(2) La première proposition française mise en avant fut ainsi conçue: « Le cours du Rhin sera la base des négociations. » La députation de l'empire ayant demandé une explication plus déterminée, les ministres français répondirent: « Qu'il s'entendait naturellement, et sans explication, que la rive gauche du Rhin

devait faire par elle-même une partie intégrante de la république française. » Réponse de M. le comte de Metternich, écrite du congrès de Rastadt.

(3) « Quelle politique a suivie le cabinet de Vienne depuis deux ans, que dire de l'occupation de l'Etat de Venise, et surtout de la nouvelle découverte que les papiers français viennent de révéler: que dans les conférences qui ont eu lieu l'hiver dernier à Salz, entre l'ex-directeur François de Neubergheim et M. le comte de Cobenzl, ce dernier avait proposé à la France de la laisser s'emparer du Piémont, dont le souverain n'était ni mort ni détrôné, moyennant la cession de Bâle, et d'une partie de la Clusazine ou du Milanais, qui serait restée sous la domination de la maison d'Autriche! » Note secrète envoyée de Berlin à Londres, janvier 1798.

bliques et de municipalités. En déclarant que la banque était dépositaire d'immenses fonds d'Angleterre, les agents du Directoire exigeaient incessamment des contributions de la ville de Hambourg; M. Reinhard fut chargé de demander 12 millions à la ligue anseatique et la fermeture de l'Elle (1).

Les anciennes traditions de la diplomatie donnaient une vive attention à l'alliance turque; ce n'était pas seulement sous le point de vue commercial, que les rapports de la France étaient intimes avec le divan; les rois, depuis François I^{er}, mettaient un grand intérêt à maintenir les franchises des comptoirs français dans toutes les échelles du Levant; ils voulaient aussi, par l'alliance turque, compléter l'équilibre des États européens. Au moyen de la Porte Ottomane, la France contenait l'Autriche et la Russie; des intérêts communs avaient rapproché la monarchie et le divan dans un même système, et tel fut le sens diplomatique de toutes les capitulations depuis le xvi^e siècle. M. de Choiseul-Gouffier avait l'ambassade de Constantinople, lorsque le sceptre de Louis XVI fut brisé. Le sultan Sélim était trop éloigné des idées et des émotions de la révolution française, pour se préoccuper vivement des événements arrivés dans la monarchie; la mort d'un roi pouvait-elle frapper l'imagination de ces peuples habitués aux révolutions du sérail? La fatalité n'était-elle pas la loi de tout musulman fidèle? Ce qui arrivait était comme un de ces grands coups de Dieu devant lesquels le croyant doit baisser la tête. Aussi la Turquie n'avait-elle pris aucune part aux premières coalitions contre la république.

Toutefois l'action diplomatique ne manqua point pour éloigner la Turquie de l'alliance française; dès l'instant que la république fut proclamée, les légations russe, autrichienne et même prussienne, à Constantinople, s'agitèrent considérablement pour tuer l'antique influence de la France; quand M. de

Sémionville fut désigné pour remplacer M. de Choiseul-Gouffier, l'internonce impérial, baron de Herberg, fit près du divan les instances les plus vives pour que le nouvel ambassadeur ne fût point admis; il denoua M. de Sémionville comme un fougueux jacobin, et cette note reste comme un monument de colère diplomatique (2). La Porte ne prêta qu'une attention médiocre à ces démarches de l'Autriche; elle avait été si souvent trompée par les cabinets de Vienne et de Saint-Petersbourg! la république avait d'ailleurs, à Constantinople, un agent d'une grande activité, M. Verninae de Saint-Maur avec le titre de chargé d'affaires de France; il parvint à exciter sur le divan une influence telle qu'il renouvela ses anciens traités comme au temps des rois et de la monarchie (3).

Tout à coup surgit un événement qui vint éclairer la Porte sur les intentions envahissantes de la révolution française même à l'égard de ses alliés; je veux parler de l'expédition d'Égypte confiée au général Bonaparte. Il a été déjà dit dans ce livre que l'occupation de l'Égypte par la France n'était pas une idée neuve; elle avait été développée en plusieurs circonstances sous le ministère du duc de Choiseul. On prévoyait déjà un démembrement de l'empire turc, et l'Égypte paraissait une excellente colonie pour la France. Cette idée se reproduisit naturellement pour balancer la prépondérance anglaise. L'in mémoires, qui date des premiers temps de la république, propose aussi d'établir sur le Nil une colonie française, afin de remplacer toutes les îles à sucre que la révolution avait fait perdre et d'ouvrir un débouché pour les manufactures en Afrique: « On peut faire de l'Égypte comme une place d'armes, pour se jeter sur l'Inde et soulever les Marattes. » Bonaparte, en Italie, avait déjà conçu ses grands desseins sur l'Égypte, il jetait même les yeux sur l'Albanie; il en écrivit d'une manière pressante au Directoire (4). « Il faut veiller, s'écrie-t-il, car l'empire des Turcs s'écroule (5). » Dans une

(1) « Un courrier vient d'arriver de Paris, et apporte au ministre de France, Reinhard, l'ordre de demander, au nom de la république française, en forme d'emprunt, une contribution de 12,000,000 aux villes de Hambourg, de Lubek et de Brême, et la cession, pour un temps, du port de Copenhague, dont la possession assurerait la fermeture à l'Angleterre de l'embouchure de l'Elbe. » (Dépêche d'un agent anglais à son gouvernement).

(2) « La faction jacobine des Jacobins, vouant au succès par tout l'esprit de discord et d'anarchie dont elle est animée, vient d'expédier à Constantinople un de ses membres les plus dangereux, nommé Sémionville, homme tellement noté par la perversité de ses principes, que plusieurs émissaires ont déjà décliné son refus de l'admettre en qualité de ministre, et même sur leur territoire. Les projets exécrables de cet émissaire, connus de la cour impériale et royale, ne tendent à rien moins qu'à renverser l'harmonie parfaite, si heureusement établie entre ces deux empereurs, pour préparer une diversion favorable à des bords de scélérats, que Sa Majesté impériale travaille, de concert avec

ses augustes alliés, à mettre hors d'état de bouleverser l'Europe entière. » (Note de l'internonce impérial, baron de Herberg, du 5 août 1792, à la Porte Ottomane).

(3) M. Verninae de Saint-Maur, qui était chargé d'affaires de France en Suède depuis 1792, fut nommé en 1795, par le conseil de salut public, envoyé extraordinaire auprès de la Porte Ottomane, où il remplaça M. de Choiseul-Gouffier. M. Verninae fit beaucoup et distribua une grande quantité d'effets à Constantinople. Le grand vizir lui donna le titre de *colayen* qu'il prononça en français, le quel n'ayant pu être traduit en turc, fut employé malin à la Porte, les traités conclus avec la Prusse, la Hollande, l'Espagne et la Toscane; il déclara même l'envoi d'un ambassadeur personnel à Paris, dans la personne de Soud-Aly-Effendi.

(4) « L'empire des Turcs s'écroule tous les jours. La possession des îles du Corail, de Zante et de Cythère nous mettra à même de le soutenir, tant que cela sera possible, ou de le prendre notre part. »

(5) « Les temps ne sont pas éloignés où nous sentirons que, pour détruire véritablement l'Angleterre, il faut nous emparer

séance solennelle à l'Institut, M. de Talleyrand développa la pensée d'une colonisation de l'Égypte : « Il faut se préparer à établir des colonies nouvelles ; notre situation intérieure rend un déplacement d'hommes nécessaire. Ce n'est pas une punition qu'il s'agit d'infliger, mais un appât qu'il faut présenter ; et combien de Français doivent naturellement adopter l'idée d'un établissement dans des contrées éloignées ; combien en est-il pour qui un ciel nouveau est devenu un besoin ; et ceux qui, restés seuls, ont vu tomber sous le fer des assassins tout ce qui embellissait pour eux la terre natale, et ceux pour qui elle est un monde, et ceux qui n'y trouvent que des regrets et ceux qui n'y trouvent que des remords ; et cette multitude de malades politiques, ces caractères inflexibles qu'aucun revers ne peut plier, ces imaginations ardentes qu'aucun raisonnement ne ramène ; et ceux qui se trouvent toujours trop resserrés dans leur propre pays, et les spectateurs aventureux, et les hommes qui brûlent d'attacher leur nom à des découvertes, à des fondations de villes, à des civilisations, pour qui la France constituée est trop calme ; ceux enfin qui ne peuvent se faire à des égaux ni à aucune dépendance. »

« D'après toutes ces explications, qui pouvait douter encore du but final de l'expédition d'Égypte quoiqu'on s'efforçât de le tenir profondément secret ? Lorsque la nouvelle de la prise de Malte arriva dans Constantinople, les proclamations du général Bonaparte eurent pour but d'exalter cette conquête aux yeux de la Porte ; les chevaliers dont on venait de briser les épées et d'abaisser l'étendard, n'étaient-ils pas ces ennemis du croissant, qui poursuivaient à outrance le commerce et la marine turque ?

La France ne venait-elle pas de rendre un service signalé à la Porte ? Quoi de plus utile à la loi de Mahomet que de briser Malte, qui avait fait tant de mal à l'islamisme quand ses galères à mille rames arrêtaient les fidèles et les croyants (1) ? Ces proclamations suivirent la prise de possession d'Égypte ; on avait aussi le soin d'expliquer quels étaient les motifs de cette invasion subite ; les Français arrivaient comme amis de la Porte, pour affranchir les rives du Nil de la domination odieuse des mam-

luks ; Bonaparte se dit l'admirateur du prophète, et l'enthousiaste sectateur de l'islamisme ; tel fut son langage. Nais était-il difficile à l'Angleterre de dissuader la Porte pour l'entraîner à ses propres desseins (2) ? N'avait-elle pas les moyens de prouver que les Français s'emparaient de l'Égypte, avec l'intention formelle de la dominer, afin de se porter sur l'Inde ; tout ne constatait-il pas l'esprit de conquête définitive et de souveraineté absolue ? Les Français s'établissaient en Égypte sans volonté de retour ; ils admiraient ses monuments immenses, ces villes de colosses, ces aiguilles et ces pyramides qui touchaient les cieux ; ils avaient là des savants, des administrateurs, tous les éléments d'une colonie agricole, et d'un poste militaire (comme ils le dissimulaient) pour lutter ensuite contre les colonies anglaises de l'Inde. Quand cette situation fut bien constatée aux yeux de la Porte Ottomane, il ne fut point difficile de la séparer de son alliance antique avec la France. L'Angleterre obtint le résultat qu'elle espérait ; le grand vizir marcha sur l'Égypte ; la Turquie se mit en quelque sorte à la soldo du cabinet britannique et à la suite de la Russie. De là résultèrent des méfiances inquiètes contre la politique française ; l'Angleterre les mit à profit pour ses idées de coalition, et quand l'Autriche et la Russie armèrent contre le Directoire, on vit avec surprise une armée musulmane marcher de concert sous les deux aigles qui devaient un jour peut-être se disputer de leur bec d'or les dépouilles du eroissant. Les Turcs, pour la première fois, prirent une part active à la coalition contre la France, et ces souvenirs ne s'effacèrent jamais dans la pensée du divan.

Si l'expédition d'Égypte frappait la vieille alliance de la Porte Ottomane et de la France, elle réveillait la vive et profonde admiration que le sultan Tippoo-Saeb portait au pavillon français ! Melanctolique histoire que celle de ce nabad qui, le dernier, défendit l'indépendance de l'Inde ! Les campagnes du bailli de Suffren avaient partout répondu le nom de France ; Tippoo-Saeb vena, dès son origine, une haine profonde aux Anglais ; il les combaitit jusqu'au dernier soupir. Quand la république fut proclamée, le sultan demanda des secours, il s'adressa au comité de salut public, au Directoire

de l'Empire et vaste empire ottoman qui péril tous les jours nous met dans l'obligation de pousser de bonne heure à prendre des moyens pour conserver notre commerce du Levant... » Dépêche confidentielle du général Bonaparte, datée de Montebello, le 16 août 1797, 5 M de Talleyrand.)

M. de Talleyrand répond : « Rien, au reste, n'est plus important que de nous mettre sur un bon pied en Albanie, en Grèce, en Macédoine et autres provinces de l'empire turc d'Europe, et même dans toutes celles qui baignent la Méditerranée, comme notamment l'Égypte qui peut nous devenir un jour d'une grande

utilité. Le Directoire, en approuvant les liaisons que vous avez établies avec le pacha Ibrahim et la nation albanaise, desire que vous lassiez connaître le peuple français au reste des provinces turques, d'une manière qui lui en tait un tard polaise tourner à leur profit et au nôtre, et au désavantage de nos communs ennemis » (M. de Talleyrand au général Bonaparte, 23 août 1797.)

(1) Tel est le sens de la première proclamation du général en Égypte.

(2) L'Autriche, la Russie, l'Angleterre, se hâtèrent d'éclairer la Porte sur les projets de la France, par des notes simultanées.

après lui (1). Bonaparte toucha l'isthme de Suez et il écrivit, à son tour, au sultan, pour lui annoncer sa prochaine arrivée. Tippoo demandait 1,500 hommes de toutes armes, une flotte au pavillon français sur la côte; toutes les conquêtes devaient être partagées entre les deux nations: on devait même envahir les colonies portugaises pour que chacun trouvât une forte et grande indemnité. Lorsque ces projets furent connus, le cabinet de Londres se réveilla dans toute son activité; l'Inde fut convertie de ses flottes; lord Wellesley, gouverneur, abandonna les rêles de sa grande cour de Calcutta et marcha contre Tippoo. Qui n'a vu les belles gravures anglaises sur la triste fin de Tippoo, le sultan de l'Inde; ces figures marquées aux caractères graves et douloureux; ces Indous tristes et dévoués à leur prince, couverts de cuirasses d'écaïlle, comme les anciens chevaliers? Fiers de courage dans cette terre de mollesse et de parfums, ils opposent la pique aux baïonnettes anglaises. Que de pleurs n'arrache pas le spectacle de ce sultan blessé à mort, de ces fils, vêtus de blanc, qui abaissent leurs fronts assombris devant lord Wellesley pour implorer le pardon de leur cause, et puis les funérailles du sultan Tippoo, ses esclaves couverts de deuil, qui défilent à travers les baïonnettes et les régiments écossais. Au milieu de ce cortège, se trouve un jeune officier aux traits fortement marqués de la race britannique; il contemple le lugubre spectacle qui se déploie devant ses yeux; cet officier est le propre frère de lord Wellesley; alors simple colonel d'un régiment, il assistera plus tard, comme feld-maréchal et duc de Wellington, à la chute d'un autre empire plus puissant et plus glorieux.

En dehors du continent et pourtant mêlés à ses intérêts, les États du nord d'Amérique avaient considérablement grandi depuis leur émancipation; la république américaine devait son existence à la monarchie des Bourbons, et le gouvernement calculateur des États-Unis avait pris pour principe,

(1) J'ai trouvé copie d'une lettre de Tippoo sultan, adressée au Directoire.

« Le Citoyen Ciudadad au Directoire exécutif, représentant la république française, une et indivisible, à Paris.

« Au nom de l'amitié que le Citoyen Ciudadad et sa nation vouent à la république française, laquelle amitié et alliance dureront aussi que le soleil et la lune brilleront dans le ciel, et seront si solides que les événements les plus extraordinaires ne pourront jamais la rompre ni la dissoudre.

« Les Anglais, jaloux de la liaison et de l'amitié qui régnaient depuis longtemps entre mon Citoyen et la France, se sont réunis aux Arabes, à Nizam Ali-Kan, et à mes autres ennemis, pour me déclarer une guerre aussi odieuse qu'injuste, qui a duré plusieurs années, et dont les résultats ont été si funestes pour moi qu'il m'en a coûté mes plus belles provinces, trois couronnes et treize laes de roupies.

« La république n'ignore certainement aucune de ces circon-

stances malheureuses, et combien j'ai fait d'efforts pour disputer pied à pied le pays que j'ai été obligé de céder à nos ennemis communs. Je m'arrête pas à dire à des sacrifices aussi cruels si j'avais été secouru par les Français, mes anciens alliés, trahis par le projet perfide de Conway, gouverneur général à Pondichéry, qui trahit et s'enfuit avec Campbell, gouverneur du Madras, l'exécution de la place qu'il commandait. Elle voudra sans doute, en choisant les Anglais de leurs riches possessions de l'Inde, réparer la faute de son ancien gouvernement.

« Etant depuis longtemps animé des mêmes sentiments, je les ai fait exprimer au gouvernement de l'Île-de-France par l'organe de deux ambassadeurs, dont je viens de recevoir, à ma grande satisfaction, des réponses telles que je les désirais, et qui le dressent républicain, par le chef de brigade Dupuis et le capitaine du vaisseau Dubois, qui m'ont amené les faibles secours que les circonstances ont permis au gouverneur Balthus et au contre-amiral Sercey de m'expédier en soldats et officiers, »

mystère (1), et l'Angleterre profita de cette circonstance pour resserrer ses liens d'intimité avec Washington et le gouvernement de son ancienne colonie.

En contemplant l'aspect général des grandes et des petites souverainetés (2) de l'Europe, on devait reconnaître que les intérêts s'étaient modifiés de cabinet à cabinet, devant le grand danger de l'invasion française. Il ne s'agissait plus du vieux droit public, souvenir caressé par quelques diplomates; on conservait à peine mémoire des traditions régulières du XVIII^e et du XVIII^e siècles. Un fait immense avait éclaté, la révolution française débordait partout, avec une exubérance de forces qui se répandaient sur l'Europe; à travers les clans sordides du talent et du enrage, il y avait je ne sais quoi de fatal et de désorganisateur dans ces guerres d'extermination, qui jetaient les peuples les uns sur les autres. Qui aurait pu retrouver la France des vieux temps? Qui aurait pu rechercher la politesse et l'urbanité de la chevalerie dans ses batailles gigantesques? C'étaient la violence et la force mêlées à ces grandeurs d'une génération qui se retrempe dans les idées de république et de liberté!

(1) Le public désignait à cette époque M. de Montesson, de Saint-Foix, André d'Arbelles et madame de Vaubaudou, comme les émissaires confidentiels de M. de Talleyrand, ni qu'on supposait avoir agi ainsi dans cette circonstance délicate.

(2) Pour l'utilité pratique des diplomates, je résume ici la longue série des traités conclus depuis l'origine de la république jusqu'à l'époque du comitat (1793-1799).

Un traité d'alliance entre l'Angleterre et la Russie est signé à Londres, le 25 mars 1793.

Un traité, signé à Aranjuez, établit l'alliance de l'Espagne et de l'Angleterre contre la France, le 18 mai 1793.

Le traité de la Haye entre les rois d'Angleterre, de Prusse et les états généraux des Provinces-Unies, est conclu le 19 avril 1794. Une déclaration est signée le 3 janvier 1795, à Saint-Petersbourg, entre l'Autriche et la Russie, touchant le dernier démembrement de la Pologne.

Un traité de paix est signé entre la France et la Toscane, le 9 février 1795.

Un traité de paix entre la république française et le roi de France est signé à Bâle, le 5 avril 1795, par François Barthélemy et le baron de Bardenberg.

Un traité de paix et d'alliance entre la France et les Provinces-Unies est signé à La Haye, le 16 mai 1795.

Un traité entre la France et le roi de Prusse est conclu à Bâle, le 17 mai 1795.

Un traité de paix entre la France et l'Espagne est signé à Bâle, le 22 juillet 1795, par François Barthélemy et don Domingo Ylarzún.

Le traité de Saint-Petersbourg détermine le traité de paix et dernier partage de la Pologne, entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, le 24 octobre 1795.

Un armistice est accordé au pape par le général Bonaparte, et signé à Bologne, le 21 juin 1796.

Le traité de Berlin est conclu entre la république et le roi de Prusse, le 5 août 1796, relativement à une ligne de démarcation qui assure la neutralité du nord de l'Allemagne.

Un alliance offensive et défensive est signée à Saint-Idelense, le 14 août 1796, entre la France et l'Espagne. Les signataires sont le général Pérignon et don Manuel Godoi.

CHAPITRE IV.

ESPRIT DES POPULATIONS DE L'EUROPE À LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE.

Influence de la philosophie et de la langue française. — Études des idées républicaines. — La vieille Rome. — Actes de l'esprit littéraire. — Fermentation de l'irlande, de l'Écosse et de l'Angleterre. — Littérature allemande. — Schiller. — Goethe. — Wieland. — Ketschue. — Origine des sociétés secrètes. — L'Italie. — Algérie. — Luttes de l'esprit catholique et de la philosophie.

1794 — 1799.

L'esprit des populations, leurs études fortes et éhéries, influent toujours sur la marche des événements politiques; en vain un gouvernement lutte contre la tendance des opinions, il les suit tôt ou tard. La situation des idées et de la philosophie en Europe avant le consulat, a besoin d'être exactement

Un traité de paix est signé à Paris, le 10 octobre 1796, entre la république et Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles.

Le traité de paix de Tolentino (bourg de la Marche d'Ancone) est conclu le 19 février 1797, entre la république et le pape.

Un traité d'alliance est signé à Turin, le 5 avril 1797, entre la France et le roi de Sardaigne.

Un traité de paix entre la France et le Portugal est signé à Paris, le 10 août 1797.

Le traité de paix du Campo-Formio, hameau du Frioul, près d'Udine, est conclu le 17 octobre 1797.

Une convention militaire est signée à Rastadt, le 1^{er} décembre 1797, entre le général Bonaparte et le comte Louis de Cobentzel.

On conclut, le 29 janvier 1798, le traité de réunion de Mulhausen (Haut-Rhin), ville libre et considérée de la Suisse, au territoire français.

Un traité d'alliance entre la république française et la république éthiopienne est conclu à Paris, le 21 février 1798.

Un traité du 26 avril 1798 réunit Genève à la France.

Un traité d'alliance offensive et défensive entre l'Empereur et le roi des Deux-Siciles est signé à Vienne, le 14 août 1798.

Un traité entre la république et la république helvétique est signé à Paris, le 10 août 1798.

La France déclare la guerre à la France, et conclut le 12 septembre 1798 une alliance offensive avec la Grande-Bretagne et la Russie.

Un traité d'alliance entre la Russie et les Deux-Siciles est signé à Peterbourg le 29 novembre 1798.

Un traité est conclu à Naples, le 1^{er} décembre 1798, entre la Grande-Bretagne et les Deux-Siciles.

Un traité d'alliance et de subsides est conclu entre la Russie et l'Angleterre contre la France, le 18 décembre 1798.

Un traité d'alliance défensive entre la Russie et la Porte est signé à Constantinople, le 23 décembre 1798.

Un traité d'alliance entre la France et le roi des Deux-Siciles est conclu contre la France, le 21 janvier 1799.

Un traité de subsides est conclu entre la Russie et la Grande-Bretagne, le 22 juin 1799, pour une expédition en Hollande.

connue pour s'expliquer l'histoire des pouvoirs ; l'esprit des peuples commande les résolutions en politique ; aucun autorité n'échappe à la puissance, aux caprices même de son temps. Il y avait une si imminente action des idées sur les faits depuis cinquante années ! l'expérience sanglante avait-elle éclairé toute une génération !

L'esprit du XVIII^e siècle, vaste action de l'intelligence qui démolissait tout, n'avait rien de restrictif et de local ; l'universalité de la langue française répandit dans le monde les productions de cette littérature si hardie dans sa pensée, si brillante dans son expression. Les génies qu'avait produits la France jetaient un si vif éclat, qu'on voulut les étudier et les prendre pour modèle ; ainsi la démocratie des idées prépara la démocratie des gouvernements ; l'esprit moqueur des philosophes répandit le doute et l'incrédulité. Qui ne connaissait les immenses productions de Voltaire, de Rousseau, d'Héluvétius, de Diderot et du baron d'Holbach, leur système sur la nature et la sociabilité humaines ? Tout n'était-il pas destiné à préparer un grand changement, depuis le *Contrat social* jusqu'à ce spirituel *Mariage de Figaro*, la folle journée, persiflage sur les devoirs de la famille, la vertu de la femme et l'immoralité du grand monde ? A la fin du XVIII^e siècle, on ne parlait en Europe que des droits de l'homme, des privilèges des citoyens, de la liberté, fille de la raison ; on déclamaient partout contre la tyrannie du gouvernement monarchique, et chose inouïe dans l'histoire, les rois eux-mêmes favorisèrent les pamphlets dans lesquels étaient confondus le despotisme et le pouvoir, les tyrans et les monarques. Frédéric de Prusse et Catherine II félicitaient Voltaire sur les tragédies de *Brutus* et de *la Mort de César* ; et à leur tour, les gentils-hommes féodaux, par un caprice non moins bizarre, appelleraient l'égalité des conditions et la philosophie émancipation du peuple ; ils croyaient faire un simple jeu d'esprit, ils préparaient une révolution. A cette époque, il fut de bon goût parmi les souverains de faire de la littérature et du théâtre ; on brigua la conquête d'une province à côté d'un titre académique ; Catherine II fit des

vandevilles, des pièces à proverbes (1). Voltaire, auprès de Frédéric II s'occupait de politique, et discutait les intérêts de la France (2). Les princes devenaient littérateurs et les littérateurs devenaient souverains. Tout était bouleversé dans les opinions, sous le règne des belles-lettres ; le seul roi du XVIII^e siècle, ce fut Voltaire, sa couronne de poète était bien au-dessus de celle de prince, la seule aristocratie fut celle des encyclopédistes, aristocratie hantaine, impitoyable, cotée intolérante qui laissait mourir Gilbert à l'hôpital. Il vint à la mode de parler incessamment des républiques romaines et de ce monde antique où brillèrent les images de Cassius et de Brutus. On n'eut d'admiration que pour de mâles vertus qui remuaient le poignard au nom de la liberté ; il se fit une transformation d'habitudes en Europe ; on brisa les images des ancêtres, la vieille origine féodale de la patrie ; on eût dit que la génération avait honte de ses aïeux, et qu'elle ne pouvait vivre que des imitations de la Grèce et de Rome ; nul n'osa défendre les Francs à la France retentissante, les blasons conquis sur le champ de bataille. Cette influence s'étendit du théâtre aux arts, de l'architecture à la musique ; l'idée républicaine et philosophique fut partout jetée dans l'éducation ; elle germa avec plus ou moins d'effervescence ; la révolution de 1789, les idées qui dominèrent les assemblées constituante et législative, depuis longtemps populaires dans les esprits, ne furent que proclamées par les codes et les discussions de tribune. La philosophie du XVIII^e siècle s'infiltra partout, dans les lois, dans les constitutions ; elle se répandit en Europe, et il y eut une folie d'imitation, une joie universelle de démolir le passé. Les assemblées politiques consacrèrent les principes de tout un siècle.

Cependant le spectacle de la révolution française et de l'action sanglante des premières époques, avait porté un correctif dans l'esprit des peuples ; on ne croyait pas à cette application sauvage des théories ; ce désordre organisé, cette lutte où se heurtaient le pouvoir et les intérêts, ce sang répandu à foison, avaient comprimé quelques uns

(1) Catherine II, en revenant de la Crimée, en 1787, voulut faire jouer chez elle, à l'Ermitage, des pièces à proverbes qui n'eussent été représentées sur aucun théâtre ; elle engagea plusieurs des personnes qui l'avaient suivie en Tartarie, à en composer ; et pour les encourager par son exemple, elle dérivait elle-même facilement quelques proverbes. Une très-bonne troupe de comédiens, parmi lesquels étaient le célèbre Auléc et Fautier, élève de Préville, jouèrent ces pièces devant un petit nombre d'auditeurs, seuls admis à ces représentations. Les auteurs qui y travaillèrent étaient l'impératrice ; le comte de Cobenzl ambassadeur de l'Empereur, L. P. de Ségur, ministre de France, le prince de Ligne, général autrichien ; Alexandre Monomach, favori de Catherine ; le comte Mironoff, sénateur ; Ivan Schmalov,

grand chambellan ; d'Erast, Français attaché au cabinet de l'impératrice, et la fille d'Auléc. Lorsqu'on eut joué un certain nombre de ces pièces, Catherine fit faire à l'Ermitage, quelques copies de cette collection. Je possède une de ces copies.

(2) « Le roi trouvait bon que je lui parlasse de tout, et j'enferrais souvent des questions sur la France et sur l'Autriche, à propos de l'Énéide et de Tite-Live. La conversation s'animaît quelquefois ; le roi s'élevait et me disait que tant que notre cour frapperait à toutes les portes pour obtenir la paix, il ne s'avisait pas de se battre pour elle. Je lui envoyais de ma chambre à son appartement mes réflexions sur un papier à marge. Il répondait sur une cordon à mes hardieses (Mémoires de Voltaire, liv. v.)

des clans populaires dans les contrées de l'Europe; partout où se présentait le drapeau tricolore, il y avait une désorganisation complète dans la vieille société; si la pensée démocratique rencontrait quelques partisans parmi les classes infimes et pauvres, dans ces professions qui vivent de la parole ou des échanges de propriétés, ou bien dans les imaginations vives et poétiques, les habitants paisibles, ceux qui possédaient la terre, les hommes d'ordre et de conservation la repoussaient avec énergie; la propagande révolutionnaire s'annonçant d'ailleurs par l'impôt de guerre et l'emprunt forcé. Autant les primitives idées de philosophie et de liberté, les principes politiques de 1789 avaient soulevé de partisans, autant l'esprit révolutionnaire, démocratique et persécuteur, éloignait les propriétaires paisibles, les esprits revenus eux-mêmes de leurs tendances vers la révolution française; cette lutte se profilait pendant l'invasion des pays voisins de la France; la république trouve des partisans et de rudes adversaires, et l'arbre aux trois couleurs ne s'élève qu'au milieu d'une multitude divisée et hostile (1). Il y a deux penches: l'un désire vivement la révolution, l'autre lui est évidemment opposé.

L'Angleterre était soumise plus que toute autre puissance aux orages et aux agitations; les formes de liberté adoptées par son gouvernement favorisaient l'émission de toutes les idées même les plus extrêmes dans le sens démocratique; il y avait des clubs patriotiques, où les toasts les plus audacieux étaient portés à la face du peuple; là se réunissaient ces *meetings* tumultueux, où les orateurs échangeaient des menaces ardentes contre le gouvernement et l'aristocratie. La parole n'avait aucun frein, la presse aucune restriction qu'un jury; ces tumultes se produisaient dans les districts manufacturiers où se réunissaient les masses de travailleurs, réclamant, par des pétitions armées, leur salaire et un salaire plus lucratif. On invoquait les droits de l'homme et de la nature; les ouvriers à la face noire par le travail, ces hommes qui souffrent pour le luxe et le bien-être de l'aristocratie, levaient l'étendard de la révolte et de l'émancipation; l'heure n'était-elle pas venue?

En présence de la révolution française et de la

convention énergique, qui appelait l'émancipation de tous, l'Angleterre avait subi les dangers d'une fatale nature; elle vit sa flotte soulevée, ses matelots mutinés contre les officiers, des sociétés séditionnaires, partout organisées, secouant toutes les rênes de la discipline; de nouveaux jacobins s'élevaient sur ces *meetings*. Rien n'était comparable aux dangers qu'avait eourus le gouvernement par suite des excès auxquels le peuple s'était livré; on feignait avec les agents de la convention, on exaltait les idées françaises, et il fallut toute la fermeté de William Pitt pour comprimer la turbulence radicale des multitudes (1); les jacobins avaient des émissaires et des affiliations; les conquêtes de la république trouvaient souvent un peuple prêt à les recevoir.

Et que pouvait-on comparer à la situation affreuse de l'Irlande, à cette condition de servage à laquelle on avait réduit la population catholique? Misérable pays! où les idées de révolte se mêlaient à ces besoins impérieux qu'imprime la souffrance du cœur et du corps, de l'âme et de la chair! Les populations catholiques vivaient sous l'oppression, elles arrosaient la terre de leur sueur pour payer la dîme à des ministres d'un autre culte; rien n'était déplorable comme l'état de désolation de l'Irlande, les droits imprescriptibles des peuples étaient méconnus; l'esprit de révolte s'agitait facilement au milieu d'un peuple qui ne pouvait respirer à l'aise: « Travaillez, pauvre nation opprimée! » tel était le commandement que l'impératrice Angleterre répétait à l'Irlande abaissée, comme s'il s'agissait d'une colonie. Et combien cette situation ne devait-elle pas favoriser les tentatives de l'esprit révolutionnaire! Quand le droit se mêle à l'idée de liberté, la ferveur populaire est puissante! Il y avait des chefs de sédition tout trouvés en Irlande, des hommes de force et de résolution qui se proposaient un soulèvement contre les oppresseurs religieux et politiques; ils se montraient sans masque, car ils combattaient pour la liberté de la patrie et la foi religieuse, ils avaient derrière eux toute la population des laborieux. Trois nationalités distinctes divisaient la Grande-Bretagne: l'Ecosse, l'Irlande et l'Angleterre (3); mais c'était l'Irlande surtout

(1) C'est ce qui se produisit surtout en Belgique, en Hollande, et dans l'Allemagne par le même motif. En Italie, la classe noble fut la plus républicaine.

(2) Pitt obtint du parlement la suspension de l'habes corpus, la proclamation de l'act-of-right, la presse seule resta libre, comme la dernière garantie.

(3) « L'idée de république domine les Irlandais, le directeur exécutif de l'Union, dès les premiers mots de 1791, désespérant de réussir dans le projet d'établir une république par le vote d'une réforme, avait dirigé tous ses efforts vers une révolution qui devait s'opérer par un soulèvement à main armée, quo qu'accorderait une force étrangère. En conséquence des représen-

tations qu'il adressa au gouvernement français, celui-ci prit la résolution d'envoyer des troupes en Irlande; les offres qu'il fit à cet effet et les conditions qu'il y attacha, furent acceptées par les principaux chefs de l'Union, tels que James-Naper Tandy, Arcubald Hamilton Bowen, lord Edouard Fitzgerald, Cornelius Grogan, Bagnal Harvey, Arthur O'Connor, Thomas Addis, Emmet, William W'elsh, Samuel Mollao, etc... Bientôt le comité dirigeant qu'ils avaient établi, envoya une communication directe avec le gouvernement français W'elsh, l'un des membres du directoire de l'Union, fut envoyé à Paris avec des instructions pour exposer les dispositions du peuple irlandais, ce qu'il fit avec beaucoup de sèle. Il reçut du Directoire l'accueil français

qui excitait la plus vive attention de la république française; le Directoire y entretenait des agents actifs pour y préparer un système de fraternisation (1); les Irlandais eux-mêmes visitaient les clubs de Paris, et offraient un soulèvement pour seconder les armes de la révolution. Plus d'une fois la république avait organisé une expédition en Irlande, et telle était la mission secrète de ce qu'on appela l'armée d'Angleterre, un moment commandée par le général Bonaparte; des flottes étaient préparées dans les ports de l'Océan; il y eut plusieurs corps de troupes dirigés sur l'Irlande. Le jeune Hoche obtint le commandement d'une armée expéditionnaire; les flots de la tempête s'étaient soulevés pour empêcher ce débordement de l'escadre républicaine; on entendit pourtant les magnifiques chants de la *Marseillaise* sur le rivage de l'Irlande. Dans ces circonstances périlleuses, quand l'esprit révolutionnaire pénétrait partout, j'ai dit que les communes prirent les mesures les plus sanglantes pour comprimer la perturbation de l'Irlande, et que Pitt, par une résolution vigoureuse, réunit le parlement irlandais à celui de la Grande-Bretagne. Le grand ministre ainsi prépara une fusion de peuples hostiles dans un commun intérêt: sans cette mesure, l'Irlande eût peut-être été perdue pour l'Angleterre (2).

Sur le continent, les idées révolutionnaires n'avaient pas moins fait de progrès dans les classes actives et romanes, parmi les âmes rêveuses et patriotiques. Le XVIII^e siècle ne s'était point circonscrit dans certaines limites étroites et dans une nationalité mesquine; son universalité était un fait immense, et les paisibles populations de l'Allemagne avaient subi son influence irrésistible comme l'Irlande et l'Angleterre. Sans doute, au milieu de ces peuples agricoles et tranquilles, les idées n'éclataient pas comme la foudre, ne se manifestaient pas par l'insurrection; mais l'Allemagne si méditative caressait, dans son imagination ardente, les jours d'indépendance et de nationalité; il se faisait une révolution mystérieuse dans les esprits. La littérature exerçait une puissance d'autorité immense; si l'on remarque en Allemagne l'esprit des philosophes, des historiens et des poètes à la fin du XVIII^e siècle, on pénétrera sans peine les causes premières de cette agitation profonde qui domina la société, et prépara plus qu'on ne croit

la chute de Napoléon, par un retour du sentiment de liberté contre le despotisme; les mots magiques d'indépendance et d'égalité, les droits de l'homme, la puissance de la nationalité, toutes ces idées fermentaient dans les têtes illuminées par la philosophie de Kant (3). Qui n'a lu les beaux drames de Schiller, ces admirables déclamations contre l'ordre social tout entier, cette brillante argumentation contre les gouvernements et les lois humaines? Qui n'attache un indicible intérêt à ce Moor, chef de brigands, dans la sombre et noire forêt, que le poète vous peint sous des couleurs si brûlantes, à cette âme de feu qui s'est affranchie des lois morales, des préjugés, des habitudes, pour ne conserver qu'un amour pur, et que l'empire de ses passions libres et soulaines? Dans ce drame se profèrent des blasphèmes contre Dieu et d'affreuses analyses de l'homme et la famille, puis de puissants raisonnements contre le pouvoir humain; n'y a-t-il pas de quoi briser toute vue société, et bouleverser ses rapports, ses lois, ses coutumes, ses autels (4). Schiller fait entendre dans *Guillaume Tell* les purs accents de la liberté des montagnes; la flèche du libérateur atteint le front de plus d'un despote. Dans *Fiesque*, c'est le conspirateur hardi, plein de moquerie pour les dangers, méditant la liberté au milieu d'un bal, sous les bougies resplendissantes, dans les quadrilles masqués comme à Venise. Voici maintenant le poète de la douce composition d'*Intrigue et Amour*, ce drame si pur et si chaste, si rempli en même temps de sentences brûlantes contre les préjugés de naissance et l'inégalité des conditions. Est-il quelque chose de comparable à la jeune fille du musicien, à sa fierté, à son amour? Est-il quelque chose de plus hideux que ces vieux débris des gentilshommes et des nobles qui se livrent à tous les excès de la tyrannie, de la chasse et du sang, pour dompter une âme qui n'a d'émotions que pour son Charles, jeune Allemand candide et passionné comme l'étudiant rêveur de Leipzig ou de Dresde? Schiller révolutionna plus l'Allemagne par les prédications des clubs; il prit l'esprit allemand par l'exaltation de la rêverie: quel effet ne devait pas faire ce drame sur les imaginations des écoles! Combien ne devait-il pas propager les idées de liberté civile et politique parmi une jeune génération enthousiaste de la raison pure (5)!

les amirautés d'un prompt secours. (Dépêche d'un agent secret à M. de Hardenberg, janvier 1798.)

(1) William Pitt ira dévoué en plein parlement; voyez l'admirable exposé que Pitt et Dundas firent de leurs rapports avec la république française; ils furent combattus par Fox et Erskine. (Annuaire Register, 1798-1800.)

(2) La belle discussion sur l'émancipation de l'Irlande est rapportée en entier dans l'Annuaire Register.

(3) On ne peut parfaitement connaître l'influence de la révolution française, qu'en étudiant la littérature de l'Europe; les idées facilitèrent la conquête des armes.

(4) On sait que telle fut l'influence de Schiller, que les écoles ne révèrent plus que l'organisation de bandes, à l'imitation de Moor.

(5) Je trouve dans une lettre de Weimar, datée de la fin du XVIII^e siècle, un tableau exact de la littérature allemande.

« M. Goethe a traduit dernièrement en vers blancs, le *Maho-*

Goethe, dans son *Faust*, l'homme dépravé, expression de l'épuisement des sociétés modernes, suit toutes les phases de la littérature voltairienne, imitation moqueuse et impie de la philosophie du XVIII^e siècle; c'est le vieux monde qu'il prend de ses deux mains pour vous le jeter à la face comme un reproche. Dans Wieland, Klopstock, Ketzchue, partout vous trouverez des causes actives de cet esprit révolutionnaire qui éclata plus tard par les sociétés secrètes, après cette préparation longue de date; il règne je ne sais quoi de mystique dans toutes ces productions; elles annoncent une régénération prochaine et sociale. On sent que tout ferment, la société vieillie s'en va; c'est un drame qui finit pour la génération allemande; elle rêve un temps meilleur, un air plus épuré au milieu de ces âmes épuisées, et cet esprit de changement ne devait-il pas favoriser les idées nouvelles, la liberté et la nationalité germaniques? Seulement cette liberté ne fut pas d'emprunt comme en France où l'on copia Brutus et Cassius; elle prit ses émotions dans le souvenir de la patrie, dans l'image d'Arminius qui défendit les autels de la vieille Germanie, les cités libres et les sombres habitants des forêts sacrées (1).

Ainsi fut l'époque où l'Allemagne se couvrit de sociétés secrètes, mystérieuses réunions pour le salut de la nationalité. En Angleterre tout était public, tout retentissait dans les clubs par la parole; en Allemagne on préférait l'association ténébreuse; l'esprit fantastique de la Germanie se complaisait dans ces mystères renouvelés du tribunal secret. Si les vieux gentilshommes territoriaux s'étaient prom-

noncés contre la révolution française, s'ils poussaient les cours de Berlin et de Vienne à prendre parti contre elle, la bourgeoisie était neutre avec une immense tendance pour les améliorations sociales et les idées jeunes d'égalité et d'émancipation; tous souhaitaient la nationalité allemande, un avenir d'égalité civile et politique; les jeunes hommes des écoles, les étudiants aux honds cheveux, nourrissaient leur esprit de cette littérature exaltée qui imprimait un caractère de fanatisme à leurs idées patriotiques. Schiller fut le véritable libérateur, le patriote révolutionnaire de la Germanie. Les étudiants auraient tout sacrifié pour l'Allemagne qui leur paraissait comme la vierge aux yeux bleus de leurs premières amours; les drames de Schiller étaient leur culte; ils en récitaient les strophes dans les longues veillées, quand la fumée s'élevait en longs tourbillons de leurs larges pipes, aux heures des visions fantastiques; les étudiants ornaient déjà leur tête du signe patriotique, leurs mains pressaient des mains par de fortes étreintes; leur vêtement serré d'une lanière de cuir indiquait l'association de uns aux autres (2) dans un but commun, la délivrance de l'Allemagne. Il y avait quelque chose de grave dans ces étudiants; leurs manières étaient tristes, car ils s'imposaient un grand devoir; s'ils se laissaient aller au espiègle de leur imagination, elle s'éparpillait en jeux vagabonds comme les contes d'Hoffmann; ils peuplaient leur vie de fantômes, de fantastiques images, de sylphes aux robes flottantes qui s'élevaient comme les flammes bleues du punch dans les vastes bols de cristal (3). Heil! bientôt devait venir, pour ces

meuf de Voltaire, qui sera joué sur notre théâtre. On dit que cette traduction a parfaitement bien réussi, et qu'elle contribuera aussi, de sa part, à remettre le ton du théâtre allemand, qui est tombé par des scènes trop familières. Dans le dernier numéro des *Prophètes* de M. Goethe, se trouvent des lettres de M. Humboldt sur l'art dramatique des Français, et sur le dernier tableau du C. David; M. Ketzchue, qui passe l'hiver à Weimar, fera jouer prochain sa nouvelle tragédie, *Guillaume Tell*, faite aussi en vers blancs, et dans un genre tout à fait nouveau. Marie Stuart, tragédie nouvelle de M. Schiller, sera représentée annuellement aux quelques semaines. M. Leberden publiera la suite de son *Examen de la philosophie de Kant*; et ce n'est qu'après avoir livré un combat à mort à cette philosophie qui a fait tourner la tête à presque tous nos jeunes gens, qu'il achèvera son *Persepolis*. M. Wieland nous donnera encore une preuve de la force de son génie, en composant un ouvrage plein d'intérêt et d'érudition; c'est la vie du célèbre philosophe grec *Aristotele* et de ses contemporains, en forme de correspondance (on aperçoit que c'est une traduction du grec; tout y respire les mœurs et les manières des Grecs); c'est encore un ouvrage dans le goût d'*Aschardis*, mais frappé au coin d'un génie tout à fait original. M. Ketzchue s'est engagé par contrat formel, et un Français appelé Du Val, professeur dans l'université de Bonn, du Belvédère, s'occupe à traduire les nouvelles pièces de ce grand auteur dramatique.

(1) L'histoire de l'école allemande, depuis 1793 jusqu'en 1845, sera un des beaux travaux pour les classes sociales et une exaltation des conquêtes et des regrets de la révolution.

(2) Aussi le directeur ne manquait-il pas d'invoquer le patriotisme allemand. « Si, dans les destinées du monde, le gouvernement français a droit de réclamer l'assistance de ce grand mouvement qui couronne la fin du XVIII^e siècle, la reconnaissance leur rappelle que l'honneur des lumières qui éclairèrent la fin du XVIII^e siècle, appartient à l'Allemagne. »

« Germains! hommes libres! nous sommes vos frères; nous le jurons sur nos armes; nous ne renons point troubler cette fraternité salutaire, mais, au contraire, à nous réserver cette fraternité salutaire, nous la devons par la dette de notre ennemi commun, la maison d'Autriche. » Bernadotte, général en chef, au peuple de la Germanie, au quartier général de Hanheim, le 30 octobre 1814.

(3) Belf à cette époque le roi de Prusse prend des mesures sévères contre les sociétés secrètes. A nous déclarons comme inadmissibles, et déclinons par ces prémisses, toutes les associations et réunions:

1^o Belf à cette époque le roi de Prusse prend des mesures sévères contre les sociétés secrètes. A nous déclarons comme inadmissibles, et déclinons par ces prémisses, toutes les associations et réunions:

2^o Dans lesquelles on promet l'obéissance à des supérieurs inconnus, ou en prêtant serment, ou en donnant la main ou quelque autre chose, ou de bouche, ou par écrit, ou de quelque manière que ce soit.

3^o Dans lesquelles on vote à des supérieurs comme une phé-

écoles, la vie de sacrifices et de batailles; ils ne manquèrent point à l'appel de la patrie aux champs de Dresde et de Leipzig.

Telle était l'irrésistible influence des idées du XVIII^e siècle! L'Italie elle-même, avec son organisation religieuse, n'avait pu se préserver de leur contact. Ce pays à l'imagination si vive, prosterné devant le catholicisme, avait néanmoins produit des génies impies et hardis qui avaient vigoureusement attaqué le double édifice de la religion et du trône. Quelques hommes se trouvaient dans les dissertations d'érudits sur les antiquités de Rome ou du Latium, mais les âmes impétueuses comme Alfieri se livraient à toutes les déclamations contre le culte et le pouvoir. S'il y a quelque chose qui étonne dans un pays où l'on se vantait d'avoir une censure et une surveillance attentives, c'est la publication du livre d'Alfieri sur la tyrannie; rien de plus menaçant ne fut lancé contre les idées religieuses et le gouvernement des peuples (1). Une sorte de vertige saisissait les âmes; les pouvoirs ne croyaient pas à la puissance de démolition par les idées; les gouvernements fermaient les yeux pour ne rien voir; il leur semblait que les consciences étaient assez robustes pour supporter cette nourriture républicaine, sans songer au renversement des monarchies; ils faisaient un jeu de ce qui était une révolution. Souvent les pouvoirs éprouvent cet aveuglement profond; ils se croient immortels et jouent avec les sentiments et les opinions, et pourtant une idée enfuit souvent pour les réduire en poussière. Rien de comparable à la popularité d'Alfieri; ses tragédies respirèrent une fougueuse indépendance, les grands rôles sont toujours pour les héros démocratiques, pour la liberté et l'égalité; il exhale une haine implacable contre la tyrannie confondue avec la royauté (2); fier gentilhomme; il prêche l'égalité; et cet esprit domine à tel point que Metastase lui-même, le doux poète à la chaîne des amours, est obligé de suivre cette impulsion,

et de donner aux héros de l'antique Rome un caractère si plein d'intérêt et d'émotion, que tout se rattache à eux quand il reproduit les Brutus, les Cassius, et Caton l'austère patricien de Rome.

L'Italie s'était donc éprise de ces maximes, et cela explique comment il se forma dans son sein un parti patriote favorisant les conquêtes de la république française. Il est besoin de connaître profondément la situation des peuples de l'Europe pour s'expliquer quelques-uns de ces phénomènes qui brillent comme des merveilles dans les fastes des gloires françaises. Il faut beaucoup attribuer au courage invincible des soldats, à l'habileté des généraux, mais l'esprit des peuples aida l'action conquérante de la république. Le XVIII^e siècle avait entraîné les âmes vers une grande révolution; les idées que le drapeau tricolore déployait devant lui étaient saluées par des myriades d'hommes préparés de longue date à les recevoir; elles n'éclataient pas tout d'un coup dans le monde. Depuis longtemps la tempête paraissait comme un point noir sur l'horizon. Les conquêtes des républicains trouvaient faveur dans une partie de la population d'Italie; sur plusieurs points l'arbre de la liberté fut planté spontanément; le peuple y voyait un moyen de triompher pour ses propres intérêts. On trouva des patriotes en Irlande, en Italie, en Allemagne, en Belgique, en Hollande; ces hommes étaient en correspondance mystérieuse avec les clubs qui couvraient Paris et la France; le jacobinisme était une vaste propagande et une admirable organisation d'unité et d'universalité. Toute idée qui veut vivre doit se faire universelle; elle doit marcher fièrement à la conquête de la société et à son gouvernement: c'est ce qui fit la force des jacobins; elle explique la facilité avec laquelle les Français élevèrent partout des gouvernements démocratiques. Comment tombèrent-ils si rapidement (3)?

Une des causes qui contribuèrent le plus à rendre impuissantes et sans durée les institutions procla-

sance absolue, et sans exception expressément tout ce qui a rapport à l'Etat, à sa constitution, ou à son administration, ou à la religion autorisée par l'Etat; enfin tout ce qui peut porter atteinte aux bonnes mœurs;

de Qui demandent le secret, ou qui en exigent la promesse pour des systèmes qui doivent être révélés aux membres; le qui ont ou prétendent avoir en leur cache, ou se servent, pour atteindre un but associé, de moyens obscurs et de formes occultes, mystérieuses et hiéroglyphiques ». « Loi du roi de Prusse portant défenses de former des associations secrètes, du 28 novembre 1790 »

(1) Voici le passage que je lis dans Alfieri: « La religion poëme en inutilités des dieux, à l'infidélité, en faisant du ciel une espèce de république, en soumettant Jupiter même aux lois du destin, devait être et fut en effet très-favorable à la liberté. La religion juive, et depuis la chrétienne et la musulmane, en admettant un seul Dieu, maître absolu de toutes choses, devaient être, ont été, sont encore très-favorables à la tyrannie. » (La

Tyrannie, lib. primo, esp. ottavo, page 93.) C'est en Italie que s'élevaient des perillous choses.

(2) Voici ce que dit Alfieri dans sa tragédie de *la Conjuration de Fazio*:

GUILAUME FAZZI: « Qu'entendez-vous, ô ciel, dans un lieu sacré! — Salvati. Ouf, dans l'église. Quel sacrifice plus agréable pouvons-nous offrir à Dieu que la mort des tyrans? Vient-il pas à présent les hommes, les lois, la nature et Dieu même? — Guillaume Fazzi. Il est vrai, mais songez les amis de sang humain!... — Salvati. Le sang des tyrans n'est-il donc du sang humain? Ils se pourrissent de ce sang, et il y aurait un salut pour de tels monstres! Le crime pourrait rester tranquille dans les lieux où préside la justice éternelle! » (*La Conjuration de Fazzi*, acte quatrièm, scène sexta.)

(3) Il suffit de lire les actes d'institutions des nouvelles républiques élastiques et transalpines, pour voir que le parti français et patriote existait puissamment, et favorisait les armées de la république, même parmi les nobles.

mées par la conquête française, ces républiques fondées par l'enthousiasme, ce fut l'esprit antichrétien qui, malheureusement, domina le débordement des armées. La philosophie voltairienne n'avait point encore rongé toutes les croyances; il en existait de puissantes parmi les peuples, elles se liaient aux habitudes, à la famille; les heurter c'était mettre contre soi l'opinion des masses toujours prépondérante. En Belgique, le catholicisme était le maître des populations. Pouvait-on toucher l'Irlande sans se prosterner aux pieds des autels catholiques? Là, l'impie et l'indifférence, la froide réforme, étaient confondus avec l'oppression anglaise; on se soulevait pour avoir ses prêtres, l'eucharistie et les images du Sauveur du monde. En Allemagne, les croyances protestante et catholique étaient partout; vous ne pourriez toucher un village sans rencontrer un curé, un ministre, une église ou un temple. Il y avait dans ces populations patriarcales je ne sais quoi de touchant et de primitif qui s'adressait à Dieu et à la méditation religieuse. En Italie tout se mêlait aux idées catholiques: ses églises somptueuses, ses oratoires sacrés, les admirables produits des beaux-arts qui sont chrétiens dans leurs teintes, dans leurs traits et dans les plus petites conceptions du génie. Comment traiter avec l'Espagne même? Comment préparer une alliance intime en se moquant des principes et d'un culte qui faisaient l'heroïsme du peuple espagnol? On pourrait donc soutenir que l'idée républicaine fut inféconde en Europe, parce qu'elle ne se fit pas religieuse; elle se matérialisa trop dans sa destinée.

Ainsi, la politique impie et philosophique du Directoire, l'idée antichrétienne des gentilshommes du XVIII^e siècle qui dominait sa diplomatie, ne permettaient pas le développement des institutions républicaines partout où elles se fondaient à l'étranger. Le temps était venu où l'on pouvait consommer le sacrifice de la noblesse, des couronnes et de l'aristocratie; l'esprit d'égalité dominait partout. Il y avait jalousie contre les classes supérieures, mais ce qui touchait aux principes religieux était trop enraciné dans le cœur et dans l'imagination des peuples, pour qu'on le sacrifiait aux idées antiques de Rome et de la Grèce, au paganisme et au panthéon vieillu ou aux mascarades de M. Laveillière-Lépeaux. Comment vouliez-vous que l'Italie aimât une révolution qui attaquait à son double culte pour l'église et les beaux-arts, quand les agents du Directoire pillaient Notre-Dame de Lorette, et dépouillaient la Vierge sainte de ses

vêtements de rubis, de ses châsses travaillées par les ouvriers florentins du XIV^e siècle, quand les savants détachaient les fresques des églises et les tableaux des grands maîtres? Comment était-il possible que les Italiens pussent aimer un système qui arrachait les entrailles de la patrie? Oui, dans la moitié de l'Europe, le catholicisme se mêlait aux arts, à la science, au mouvement intellectuel; dans les idées religieuses se perpétuait cette fertilité du sol, ce caractère patriotique que l'armée française retrouva plus tard en Espagne. Et qui ne sait qu'en Italie ce noble amour des arts se rencontre partout, témoin ce pauvre capucin de Rome qui, en montrant la place vide où se trouvait le tableau de la Transfiguration de Raphaël, s'écriait en gémissant: « La place est vide; nous sommes en veuvage du grand maître (1)! »

CHAPITRE V.

LA PROPRIÉTÉ, LES CLASSES ET LES INTÉRÊTS EN FRANCE.

Révolution dans la propriété. — Les biens nationaux. — Les héritages. — Confiscations. — Maximes subversives. — Situation précaire des propriétaires. — La noblesse. — Débris des gentilshommes. — Le clergé constitutionnel. — Prêtres assermentés. — Clergé inamovible. — Bourgeoisie. — Classes inférieures. — Le paysan. — L'ouvrier. — Commerce. — Industrie.

1794 — 1799.

Nos vieilles annales d'histoire comptent plusieurs grands changements dans l'état de la propriété en France; le sol, ce principe de toute stabilité, ne resta point immobile dans les mêmes maies. Quand les oations du Nord envahirent la Gaule, il y eut une vaste spoliation des anciens propriétaires au profit des vainqueurs; les conquérants s'emparèrent de la terre; les Gaulois furent obligés de recevoir des maîtres et de saluer les nouveaux possesseurs du sol; ils s'enfuirent dans les cités où ils devinrent serfs. Pépin dépouilla le clergé au profit de ses hommes d'armes, les monastères devinrent la proie des féodaux hautains. Il y eut, au X^e siècle,

(1) Ce tableau, rendu en 1515, a été transporté au Vatican. Avec les idées générales du musée et de galerie, on cultive à chaque monument les objets d'arts qui lui sont propres; on

fatigue les yeux, on souille les chefs-d'œuvre par le contact du médiocrité, on fait un pêle-mêle sans discernement et sans goût.

une immense mutation de propriétés, les changements d'allées en fiefs; on vit la soumission des possesseurs paisibles aux hommes de force et de bataille (1); puis, successivement le clergé obtint, par les donations pieuses et par la bonne culture, la pleine possession de riches prébendes, d'opulentes commanderies. Les rois prononcèrent aussi de grandes confiscations de biens; Philippe le Bel dépouilla les Templiers; Louis XIV, les protestants rebelles à la révocation de l'édit de Nantes. Plus d'une tête tomba sur l'échafaud, pour attendre la propriété.

Mais aucune de ces violentes révolutions historiques dans le sol ne peut se comparer à la législation systématique que l'Assemblée constituante et la convention décrétèrent aux jours difficiles et conquérants de la révolution française. Tout fut osé et fort, parce que l'histoire ne présente jamais une situation aussi impérative. Quand on lit les raisonnements développés à la tribune des assemblées politiques sur les droits de la nation à l'égard des propriétés privées, on est effrayé des conséquences que ces principes porteront dans l'avenir, et des fruits amers que pourront en recueillir les générations futures. Toutes les notions de la propriété furent bouleversées : on évalua que les corps ne pouvaient pas légitimement posséder et qu'on pouvait les détruire pour prendre leur héritage, maxime menaçante pour toute association de propriétaires; on déclara que le droit sur la terre était limité, passager, et que la loi pouvait toujours dépouiller le propriétaire pour les besoins de la patrie et un service public. Il fut nié que le droit de succession et de testament fussent choses naturelles et légitimes, la loi seule le donnait et pouvait l'enlever; on proclama cette maxime enfin : « que la confiscation devait s'étendre à des masses d'hommes pour des motifs politiques (2). » L'absence fut considérée comme une émigration, et l'on frappa l'émigré dans ses enfants. Sous prétexte de féodalité, on abolit des droits achetés par des concessions foncières et les rentes foncières sur le prix de la terre; le propriétaire fut sacrifié au fermier, les possesseurs du sol aux paysans. Toutes ces dispositions furent justifiées par des motifs ardents d'intérêts généraux et de patriotisme; dans les époques agitées, il se trouve toujours des raisons pour exalter les violences; la conquête même invoque les principes de la justice; on jette des mots

infamants à ceux que l'on dépouille. La nation se vit propriétaire, par quelques dispositions de lois, d'un bon tiers des propriétés en France; elle les vendit, les partagea, et la législation en vint à ce point d'ouvrir forrément, même avant la mort, la succession des parents d'émigrés, pour exiger la confiscation de la part qui leur revenait dans l'héritage non encore échu.

Cependant, équitable ou injuste, indispensable ou arbitraire, la confiscation des biens de l'Eglise et des émigrés avait produit un changement immense dans la propriété. Il était né de cette situation législative une classe nouvelle de propriétaires inquiets, remuants contre tout le passé, liés aux idées et aux intérêts de la révolution française, parce qu'ils en avaient largement profité et qu'ils lui devaient leur bien-être; et dès lors la défiance avec l'énergie de leur propre ouvrage. Comme leur possession n'était pas marquée du caractère antique de la transmission absolue, comme le prix n'était point en rapport avec la propriété, ils se croyaient incessamment menacés. Il n'y a rien d'exigeant comme ce qui n'a pas foi en soi-même, il n'est rien de traaisissant comme ce qui a un reproche à se faire ou un danger à courir dans un retour vers le vieil ordre de choses; ces propriétaires nationaux étaient comme les conquérants qui habitaient les vieux fiefs des Gaulois : ils portaient un oeil attentif sur tous les événements, et se rattachaient à la république comme à l'unique garantie de leurs propriétés. Pour eux, tout ce qui rappelait les anciens droits, les anciennes dénominations, était comme une menace terrible qui inquiétait la possession nouvelle du sol; comme la plupart avaient acheté à vil prix, comme ils avaient payé avec des assignats sans valeur, ils redoutaient toujours un gouvernement nouveau qui restituât les propriétés aux anciens maîtres, ou leur fit acquitter une plus value. Ils défendaient la révolution comme leur ouvrage, ils s'y rattachaient comme à leur grande garantie; ils étaient semblables aux féodaux campés sur leurs domaines pour se défendre contre les anciens possesseurs du sol; leurs tours crénelées à eux, c'étaient les lois de la convention; les armées patriotiques leur servaient d'hommes d'armes, et la constitution formait leur chartre primitive; leurs serfs étaient les pauvres enfants d'émigrés dépouillés, et les autres propriétaires qui gémissaient sur leur héritage arraché par la confiscation (3).

(1) Comparez les Capitulaires avec les chartes de la troisième race. J'ai développé ces idées dans *Bogues Capet* et *Philippe-Auguste*, le résumé de tout le moyen âge.

(2) Comparez le discours de Mirabeau sur la succession et les travaux du législateur Nertin sur la confiscation des biens des émigrés; ils sont d'une logique implacable.

(3) Rien de plus inflexible que les rapports de M. Nertin (de Douai) sur les droits légaux « à la propriété; il coule tout les maximes de spoliation, comme les rapports de Lottin après la révocation de l'édit de Nantes sous Louis XIV.

Le sol héréditaire comptait néanmoins quelques possesseurs délaqués à la tempête politique; beaucoup de noblesse s'était émigrée, la majorité des gentilshommes avait quitté le manoir pour courir à la frontière, sous les drapeaux de M. le prince de Condé. Les lois révolutionnaires avaient abattu les créneaux, sapé ces châteaux héréditaires, belles escarboucles des vieux temps historiques; ils avaient fait plus de ravages dans les arts nationaux que les guerres civiles et protestantes du XVI^e siècle; respectaient-ils aucun souvenir! Les blasons avaient disparu; les conquérants, les souverains de la démocratie avaient brisé les titres d'histoire; et, sous prétexte d'abolir les traces de la féodalité, ils avaient déchiré, de leurs fiers mains, ces nobles monuments de nos ancêtres, ces chartes, ces cartulaires dont on recherche aujourd'hui les débris avec amour (1). La plupart des gentilshommes sous les drapeaux de l'émigration ne pouvaient paraître dans les lieux de leur naissance, et saluer la tombe de leurs ancêtres; une loi punissait de mort l'émigré qui touchait le sol de la patrie; il suffisait pour cela de constater l'identité. Dans quelques provinces seulement, les nobles et les grands propriétaires avaient échappé aux persécutions; il existe des territoires en France que les événements n'atteignent jamais; le tonnerre gronde sur la patrie, il passe sur eux sans les toucher. Au centre de la France, dans la Dordogne, le Bourbonnais, le Limagne paisible, le proselit pour trouver un asile; car, tel était l'esprit de quelques populations que dans plusieurs districts de l'Anjou, de la Guienne, du Poitou et de la Bretagne, les manoirs étaient respectés, et l'on voyait encore les créneaux sur les antiques tours. Là le paysan ne portait point sa main profane sur le château historique qui avait fait sa force aux vieux temps; il détestait la révolution qui brisait ses autels et la fortune de ses anciens maîtres. La fidélité native avait un peu survécu, même à l'aspect des glorieuses et grandes destinées que la révolution préparait aux fils de paysans!

Dans ce large ébranlement du sol, la confiscation n'avait pas tout atteint; il existait des propriétaires France qui en tenaient leurs droits de la famille et

d'une longue possession; paisibles dans leur solitude, ils restaient éloignés de l'action des événements, sous la protection de quelques actes secrets qui avaient fait passer leurs droits et leurs titres sur des têtes étrangères. Les propriétaires des domaines nationaux les surveillaient avec une attention inquiète parce que ces propriétés ne venaient pas d'une même source; ils étaient en face les uns des autres comme, au moyen âge, les possesseurs de fiefs et d'alleux. Dans les districts, les vieux propriétaires n'étaient plus que les Gaulois opprimés par les nouveaux envahisseurs, aussi impitoyables que le féodal envers le serf; les gentilshommes s'étaient hâtés de changer leurs noms, de cacher leurs titres. Il n'y avait plus ni aristocratie, ni noblesse en France; tant de mâles et jeunes illustrations sortaient de la démocratie! Et cependant un indicible souvenir se mêlait aux traditions de race; la convention n'avait pas fait rouler toutes les têtes sur l'échafaud, ni brisé les prestiges des services antiques; ils se retrouvaient aux jours glorieux de Napoléon qui rappela autour de lui les grands possesseurs de la terre.

S'il y avait deux classes de propriétaires en lutte, il y avait également deux clergés en face l'un de l'autre avec la pensée de représenter l'Église. Dans les devoirs religieux d'un même culte, il n'y a qu'une ligne droite; on est dans le vrai ou dans le faux, sans milieu; et c'est ce qui explique la triste destinee du clergé assermenté. Le catholicisme ne se maintient dans sa grandeur que par son unité inflexible; quand tous les pouvoirs humains se perdent par les concessions, lui se perpétue par l'immobilité; il y a une grande force en morale dans ce qui ne change jamais. Le clergé assermenté voulait être l'Église, et il était en dehors de l'Église; il voulait rester en communion avec le pape quand Rome le repoussait de son sein; il y avait un peu de ridicule dans cette prétention de l'abbé Grégoire et de son clergé, de faire du catholicisme sans pape et de la foi rationnelle et insubordonnée quand tout est obéissance et hiérarchie dans la foi. Les églises des prêtres assermentés étaient vides; ils avaient créé des évêchés mobiles comme les départements,

(1) Il existait dans les cartons du puissant comité de salut public un projet des plus curieux sur le partage des propriétés nationales. Il s'agissait de démolir tous les châteaux, ainsi que toutes les églises cathédrales; de raser de fond en comble toutes les maisons royales et de faire de grandes percées dans les forêts de la couronne. Tous les matériaux, provenant des démolitions de Versailles, Saint-Cloud, Saint-Germain, Vincennes, Meudon, Fontainebleau, Compiègne, châteaux de Blois, Chambord, etc., devaient être distribués aux sous-communes de la commune et du canton, avec six arpents de terre par individu, à la charge par le donataire de se reconstruire une maison et de prendre femme s'il était garçon. Toutes les familles pauvres, dont le cultivateur

serait connu, devaient avoir part à la distribution. Il était question d'élever de nombreux villages dans les forêts royales; ces forêts seraient été découvertes à grandes distances et percées de grandes routes, il ne devait rester que des massifs de bois de cent cinquante arpents au plus, et de quart de lieue en quart de lieue. De cette manière on établissait un grand nombre de familles républicaines, et la convention avait l'assurance que ces familles, devenues propriétaires et cultivant leurs champs, les défendraient au prix de tout leur sang. La proposition, adoptée et régularisée par le comité de salut public, devait être présentée à la tribune de la convention; elle ne le fut pas cependant, et l'on ignore les motifs de cette réticence révolutionnaire.

ils voulaient soumettre l'Église à toute la flexibilité des idées humaines; ils parlaient aux fidèles, et nul n'écoulait leurs lettres pastorales. Les adorateurs de la raison et de la nature étaient conséquents; ils allaient droit aux derniers limites du doute, aux systèmes du baron d'Holbach et d'Helvétius; ils ne substituaient pas une petite Église à la grande, ils ne résumaient pas la pensée sociale dans le jansénisme. Cet abandon où se trouvaient les prêtres assermentés leur avait inspiré une sorte de fureur contre les prêtres restés fidèles à Rome, ils parlaient de tolérance et n'en avaient aucune; il n'y avait nulle fraternisation entre les pontifes d'un même culte. Les prêtres catholiques, obligés de se cacher, n'en exerçaient qu'une plus grande influence sur la société; autour de leur tête rayonnait cette puissance de la persécution et du mystère qui grandit et exalte les idées. Fallait-il donner un sacrement, baptiser un fils, célébrer un mariage? On recherchait un prêtre fidèle, dans le silence de la nuit, et l'on en trouvait toujours qui exposaient leur vie pour leur mission avec un dévouement primitif. Quand une messe était annoncée, la foule accourait souvent dans une pièce obscure d'une maison isolée, sorte de catacombes renouvelées des premiers jours du christianisme, quand les proconsuls visitaient les provinces et jetaient les néophytes sous la hache du licteur; comme le monde est virux, tout semblait renouvelé des temps antiques dans la révolution française! Cette situation hostile du clergé attirait toutes les persécutions des agents du Directoire; les soldats se précipitaient sur un pauvre prêtre, lui arrachant son étole et brisant le ciboire; ici c'était la peine de mort prononcée; là, la déportation et les exécutions sanglantes qui, loin de comprimer le zèle, en préparaient le développement; on ne sait pas assez quel est le prestige qui, dans les âmes exaltées, s'attache au martyre! Quel bonheur quand on pouvait toucher un prêtre et recevoir sa bénédiction! De pieuses femmes exposaient tout pour le saint devoir d'entendre le sacrifice de la messe; on déportait les prêtres, et il en restait toujours pour consoler le troupeau des fidèles dispersés. Le Directoire se montra pour eux impitoyable; après le 18 fructidor, l'esprit philosophique et persécuteur ne se contenta pas de briser les autels, il s'acharna contre les prélats, qui furent déportés par grandes masses (1).

A cette époque les églises de Paris se convertirent en temples païens, sous l'invocation d'une divinité rationnelle, d'un sentiment de l'âme ou d'une vertu

politique. On lit, avec un sourire un peu moqueur, le programme candide de Laveillière-Lépeaux : « L'église de Saint-Philippe du Roule est consacrée à la *Concorde*. Ce premier arrondissement renferme les promenades des Tuileries et des Champs-Élysées, et tous les jardins où, depuis deux ans, les citoyens se réunissent pour y jouir des fêtes qu'on y donne. L'église Saint Roch, au *Génie*. Dans ce temple repose le grand Corneille, le créateur du théâtre français; Deshoulières, la plus célèbre des femmes qui aient cultivé la poésie française. L'église Saint-Eustache, à l'*Agriculture*. Cet édifice est situé près de la Halle aux grains, et de toutes les autres où l'on rend des subsistances. L'église Saint-Germain-l'Auxerrois, à la *Reconnaissance*. On doit la plus vive reconnaissance aux sciences et aux arts qui ont retiré les peuples de la barbarie. Les poètes et les anciens historiens ne cessent de louer tous ceux qui, comme Orphée, ont adouci les mœurs des hommes et leur ont appris à vivre en société. Si un édifice doit être dédié à la *Reconnaissance*, c'est sans doute celui qui se trouve placé devant le palais national des sciences et des arts, celui où repose Malherbe, auquel nous devons la pureté du langage. L'église Saint-Laurent, à la *Vieillesse*. En face de cet édifice est l'hospice des vieillards. L'église Saint-Nicolas-des-Champs, à l'*Hymen*. Le sixième arrondissement est un des plus peuplés; il renferme la division des Gravilliers qui est une de celles qui a le plus fourni de défenseurs à la patrie. L'église Saint-Méry, au *Commerce*. On sait que le commerce est le lien des nations et la source de leurs richesses. Si on honore l'agriculture, on doit également honorer le commerce. L'édifice Saint-Méry est placé devant le tribunal de commerce, et dans un des quartiers les plus marchands de Paris. L'église Sainte-Marguerite, à la *Liberté et à l'Égalité*. Ce nom doit particulièrement appartenir au lieu de la réunion des habitants du faubourg Saint-Antoine; on sait le courage qu'ils ont déployé dans tous les temps et à toutes les époques pour renverser le despotisme et établir la république. L'église Saint-Gervais, à la *Jeunesse*. La loi du 3 brumaire a institué une fête pour la jeunesse; l'édifice dont il s'agit est spacieux, et il est décoré d'un portail fait par Debrosses; ce portail date de l'époque de la renaissance de la bonne architecture, et où l'on a enfin abandonné le gothique. L'église Notre-Dame, à l'*Être suprême*. On a pensé que pour imposer silence aux ennemis de la chose publique, qui affectent d'accuser d'athéisme et d'irrégularité les autorités constituées, on devrait consacrer

(1) La législation sur les prêtres déportés est un des plus odieux monuments de l'histoire révolutionnaire, parce que c'est

la lutte implacable de la force brutale contre le faible et l'impuissant. Voyez le Bulletin des lois de l'an III et l'an VIII.

l'édifice le plus vaste, le plus majestueux et le plus central du canton de Paris, à l'être suprême. L'église Saint-Thomas-d'Aquin, à la Paix. Les Romains avaient un temple ainsi dédié : le temple de la paix ne peut être mieux placé qu'auprès de celui dont on va parler. L'église Saint-Sulpice, à la Victoire. Cet édifice est dans la division du Luxembourg, où est situé le palais directorial. L'église Saint-Jacques du Haut-Pas, est dédiée à la Bienfaisance. Dans le quartier où est situé ce temple il y a plusieurs hospices. L'église Saint-Médard, au Tréport. La division du Finistère renferme beaucoup de journaliers, de gens de main-d'œuvre qui sont occupés à des travaux pénibles et utiles à la société. Et l'église de Saint-Etienne-du-Mont, à la Piété filiale. Cet édifice est situé près le Panthéon, que la république a dédié aux grands hommes. Il apprendra à chacun que la république honore à la fois les vertus éclatantes et les vertus domestiques, et qu'en couronnant les guerriers courageux et les législateurs éclairés, elle n'oublie pas le bon fils et le bon père. » C'était pourtant avec gravité que ce sentimentalisme académique était débité dans les chaires publiques : tout était dessiné, compassé ; on voulait imposer, au lieu des pirises et naïves croyances du catholicisme, une religion de programme et un culte bariolé de poétiques sentances.

La bourgeoisie avait salué la révolution de 1789 avec enthousiasme ; groupée autour du drapeau tricolore, elle y vit un moyen d'abaisser le gonflement armorié de la noblesse ; la jalousie profonde des classes bourgeoises avait incessamment poursuivi les gentilshommes ; elle était rielle de date : la commune et le château étaient en querelle depuis le moyen âge, le duel avait changé de lice ; l'armure des chevaliers, affaiblie, pouvait-elle encore dompter la bourgeoisie révoltée ? Des fortunes brillantes furent faites par le commerce sous la monarchie ; la gentillesse était prodigue, la classe bourgeoise amassait toujours et grandissait son état : l'aisance s'était partout produite, et quand une fois la bourgeoisie fut riche, elle dut naturellement se demander pourquoi elle ne participait pas aux honneurs de la noblesse et à la force du pouvoir ? N'était-il pas dans son droit d'obtenir une légitime représentation ? Tout ce qui se faisait en 1789 fut donc déterminé par cette puissance jalouse de la classe moyenne contre la classe supérieure (1) ; elles se séparèrent haineuses ; la bourgeoisie triompha aux états généraux, le tiers état domina l'assemblée constituante ; la noblesse et le clergé s'absorbèrent en

lui. Ce qui alors arriva était dans la force des événements.

Bientôt la bourgeoisie fut elle-même débonnée ; elle avait voulu abaisser la noblesse, prendre rang dans l'état social et s'arrêter là ; mais les révolutions qui remuent les masses ne laissent tranquille aucune existence ; une fois le peuple en émoi, il va droit à la conquête de sa force, et il a raison ; il n'y a que deux souverainetés possibles : celle du droit divin et celle du peuple. La classe bourgeoise, un moment maîtresse de la révolution, se vit elle-même expulsée par la démocratie ; poursuivie avec un indicible acharnement, ses têtes furent montrées sur l'échafaud comme celles de la noblesse ; la convention poursuivait le négociantisme comme elle proscrivait l'esprit gentilhomme ; il n'y eut pas de différence, car il était aussi une aristocratie ; le maximum, les confiscations, les lois sur les accaparements, s'appliquèrent impitoyablement à la classe bourgeoise et marchande ; elle apprit ainsi, par expérience, qu'il y a danger pour elle à se séparer des classes supérieures ; il faut qu'elle s'appuie sur la main gantée ou sur la main calleuse ; le peuple ne lui pardonne pas son aisance et ses richesses, quand lui est pauvre et souffre. Dans cette terreur des intérêts, il se fit donc un retour de la bourgeoisie vers les idées d'ordre et de monarchie ; l'illusion était détruite, on avait cru à la liberté possible, et l'on tombait sous le joug d'un despotisme violent. Après la terreur, les royalistes trouvèrent leurs principaux appuis dans la classe bourgeoise, elle souhaita leur restauration ; partout elle éclata pour eux, à Paris et dans les provinces. Au 14 vendémiaire, la bourgeoisie si puissante dans la garde nationale, essaya son bras contre les jacobins ; elle seconda le mouvement des deux conseils contre le Directoire, qui précéda le 18 fructidor. La bourgeoisie fut alors comprimée par l'esprit militaire ; on la dompta par les bataillons ; il y avait partout un besoin d'ordre, et ce que craignait le plus la classe moyenne, c'était le retour du règne des jacobins et de la terreur ; la bourgeoisie ne demandait qu'une garantie aux Bourbons ; c'était de ne pas revenir au vieux régime détruit ; dans ses terreurs, elle conservait encore sa répugnance contre l'esprit gentilhomme (2) ; comme elle formait une société jeune, elle avait peur des antiques institutions et des vieux privilèges.

La révolution avait été faite au profit des classes inférieures ; si la bourgeoisie n'avait rien à attendre d'un bouleversement politique qui renversait les

(1) La brochure de l'abbé Sieyès sur le tiers état est l'expression de ces opinions de la bourgeoisie, et voilà pourquoi elle obtint un succès de circonstance et d'opinion.

(2) Toutes les négociations ouvertes auprès de Louis XVIII reposaient déjà sur l'idée d'une constitution libérale.

Idées d'économie, d'industrie et de commerce, le prolétaire devait tout y gagner. Sur quoi reposait le système de la révolution? Sur un changement complet dans les personnes et dans les propriétés. La constitution de 1793 mit partout l'action des classes inférieures; la multitude conduisait les assemblées primaires; les comités révolutionnaires se composaient des professions les plus pauvres; leur patriotisme allait jusqu'à l'exaltation. Les ouvriers dominaient dans les clubs et dans l'administration; toutes les lois étaient faites à leur profit. De quels hommes se composaient les municipalités et les comités révolutionnaires? N'était-ce pas toujours dans les derniers degrés de la société que ces magistrats populaires étaient choisis? Les électeurs n'offraient aucune garantie; les élus n'avaient aucune possession foncière (1); parmi les prolétaires se distribuaient les assignats et les dernières valeurs monétaires de l'époque pour les services publics. La révolution sociale suivait la révolution politique, et c'est en ce sens qu'elle pouvait être favorable à la génération; car si les classes inférieures avaient pu s'organiser, en fondant un véritable système démocratique, elles auraient accompli une pensée de progrès pour la société.

Le paysan gagnait beaucoup dans l'œuvre révolutionnaire; la propriété, considérablement divisée, lui avait été donnée ou vendue. Tout avait été fait pour le paysan; si la terre des gentilshommes et des grands propriétaires était confisquée, le cultivateur en obtenait les débris à vil prix; lui seul était pleinement maître de la culture; l'air, le soleil, la terre lui appartenaient; il avait en main la commune, la municipalité; il pouvait opprimer à son gré ce maître qui l'avait autrefois opprimé lui-même: c'était le talion du serf révolté contre le seigneur. S'il devait des redevances foncières, il s'en affranchissait alors; dans le vieux temps, on lui avait vendu une terre à la charge de rentes, le contrat était brisé par les lois de la convention; il en était complètement déchargé; il ne devait plus rien sur le sol; il était à lui, il le cultivait à son aise: plus d'hommage, plus de rentes, plus de loils et de cens; s'il avait contracté une obligation foncière dont ses ancêtres avaient reçu l'argent, qu'importait? Il n'avait rien à payer, rien à rendre; ne lui suffisait-il pas de prouver qu'elle était entachée de féodalité pour s'en affranchir? Or, un seul mot de blason suffisait pour cela, comme si aux époques féodales le langage ne devait pas être féodal! En l'absence du vieux propriétaire, le paysan usurpait

la terre, et la révolution applaudissait; sorte de Jacquerie qui se ruit sur les seigneurs pour prendre leurs domaines. Quant aux biens de l'Eglise, on était plus à l'aise encore; il n'y avait d'autres propriétaires que ceux qu'indiquait la vente en assignats faite par le district. Ainsi la messe abbaticale aux belles eaux, le moulin du monastère tombaient au pouvoir des travailleurs; la petite culture gagnait beaucoup à cette révolution; le paysan prit goût à la terre et la féconda de ses sueurs. Quelques provinces seules échappèrent à l'esprit général d'usurpation; là les paysans demeurèrent fidèles à leurs maîtres et à leurs seigneurs comme aux temps antiques quand ils levaient leurs bannières. Ainsi se trouvait la Vendée et une portion de l'Anjou; fidélité exceptionnelle dans les jours révolutionnaires. Le paysan avait acquis la terre des églises et du noble; il la partageait comme les barons de Henri VIII avaient envahi les alldayes d'Angleterre où se voient encore les saints cloîtres mutilés; le paysan la cultivait de ses mains; et tant est puissant l'esprit de propriété, que ces terres furent partout aménagées par un meilleur système; on obtint des résultats mémorables pour les défrichements; le sol produisit de plus larges récoltes dans les mains intéressées.

L'ouvrier avait-il gagné à la révolution les mêmes avantages que le paysan qui cultivait la terre? Lorsque le prolétaire descendait sur la place publique ou dans les clubs pour servir les passions et les intérêts révolutionnaires, il trouvait des secours parmi les hommes du mouvement. Il y eut même des lois de bienfaisance qui accordaient des salaires aux pauvres spécialement protégés par les comités de la convention (2). Beaucoup de prolétaires s'étaient mêlés aux rébellions du faubourg Saint-Antoine; ils portaient le bonnet rouge sur la tête et la pique en main, ils composaient l'armée révolutionnaire, les clubs, les comités; l'ouvrier turbulent pouvait trouver un facile salaire dans les passions politiques. Le travail ne manquait pas dans le sens de la révolution; il fallait aider l'action des clubs, le pillage, les exécutions sanglantes sur la place publique, les insurrections à conduire et les assignats à gagner. Mais l'ouvrier pacifique et travailleur avait-il le même avantage? L'ouvrage manquait partout pour lui; il l'implorait en vain, car la paix publique est nécessaire aux développements de l'industrie; le numéraire se dérobaît à toutes les spéculations; s'il y avait un luxe éphémère, des fantaisies et des caprices à servir, l'ouvrier recevait à peine un salaire; on ne voyait à Paris et dans les

(1) Trois journées de travail étaient le cens exigé; la souveraineté du peuple était le principe de toutes les institutions.

(2) Une loi de l'an II accordait 40 sous par jour, en assignats, à chaque prolétaire qui assistait aux clubs ou aux affaires de la section.

départements aucune de ces grandes entreprises qui vivifiaient la richesse des nations. Tous les travaux se concentraient dans les mesures de guerre et de défense pour le territoire ; on travaillait pour la république ; les uns forgeaient des armes, les autres foudroyaient des canons ou composaient le salpêtre. La masse des riches oisifs avait disparu ; le bien-être se montrait rare sous l'échafaud ; on consommait deux fois moins que sous l'ancien régime, temps de prodigalités folles des classes élevées qui avaient fait la fortune de la bourgeoisie. Beaucoup d'ouvriers honnêtes restaient donc sans travail. La misère, si grande dans les classes inférieures, les forçait ainsi pour vivre à se prononcer pour le mouvement ; la conscription et les enrôlements volontaires restaient pour donner une issue à l'activité glorieuse des enfants de l'atelier ; ils parvenaient pour jeter ce grand dé de guerre qui fit sortir de leur sein des maréchaux, des princes et des rois. La démocratie, divinité aux pensées gigantesques, jura désormais à la mort ou aux couronnes !

Le commerce, ce pacifique rapport de nations et de peuples, était anéanti ; qui pouvait songer à ces relations de crédit, à ces balances d'intérêts et de négociations qui fondent la richesse des peuples, à cette banque rationnelle, comme on la comprend aux époques régulières ? La première de toutes ces conditions, c'est la confiance et le bon marché des capitaux. Qui pouvait raviver la confiance quand le commerce avait passé à travers toutes les tristes épreuves des assignats, du maximum et des emprunts forcés (1) ? Il n'y avait plus aucune signature qui inspirât crédit, tous les prêts se faisaient à des taux usuraires ; il n'était pas rare de voir des stimulations à 20 pour 100 par année ; on déclarait l'argent marchandise, afin d'autoriser les négociations à des prix plus élevés. Les produits ne trouvaient aucun débouché régulier à l'extérieur ; les ports de mer étaient fermés par des croisières anglaises ; les États neutres ne négociaient avec la France qu'avec une extrême défiance ; ou avait fait des lois

contre les accaparements, fatale idée d'économie politique ; dans les campagnes on était surchargé de produits ; aux villes on souffrait de la famine ; le commerce vivait de ressources exceptionnelles. Les fournitures et l'agiotage sous le Directoire prenaient un immense développement ; on spéculait sur la misère publique comme les hommes qui dans une épidémie spéculent sur les morts ; les fournisseurs furent la véritable aristocratie sous la constitution de l'an III ; faveur judiciaire alors que d'obtenir la fourniture d'une armée ou d'une campagne sur le Rhin, en Italie, en Suisse, dans la Hollande ! Des bénéfices incalculables étaient réalisés ; il fallait être pour cela bien aimé de quelques-uns des seigneurs de l'époque directoriale, traiter de gré à gré ou obtenir la faveur de quelque femme à la mode. On passait les marchés à des conditions arbitraires ; on achetait par des pots-de-vin le droit de raçonner la gloire ; on glissait un traité de fournitures sous les drapeaux. Une fois maître de la négociation, on exécutait les clauses à peu près comme on voulait. S'agissait-il de l'habillement d'une armée, on supprimait quelques mille pièces de draps, on bien on supposait quelques mille hommes de plus ; les fournisseurs furent pour les armées républicaines une plaie plus profonde que les périls des camps ; leur avidité fut plus implacable que la faim de la mort. Le dindement des armées était l'œuvre des fournisseurs (2). S'il y avait de temps à autre quelques exemples de sévérité parmi les généraux pour réprimer ces vols quand ils étaient trop publics, le plus souvent ils participaient aux bénéfices d'exploitation. Le soldat était sans souliers ; mais on prenait une ville, on entra dans une riche province, on mettait en réquisition les magasins, les chevaux, les habits ; on habillait l'armée avec les dépouilles de l'ennemi, et néanmoins le fournisseur recevait le prix de ce qu'il n'avait pas donné ! Le trésor exécutant le marché, il y eut à cette époque des fortunes inouïes, des millions gagnés qu'on venait ensuite dépenser à Paris dans le luxe et la débauche (3). Des noms fameux alors s'acquirent

(1) Voici le tableau exact de la dépréciation des assignats à Paris

Pour 100 livres en assignats.	1789	Novembre . . .	95 livres.
		Janvier . . .	96
	1790	Juillet . . .	95
		Janvier . . .	91
	1791	Juillet . . .	87
		Janvier . . .	72
	1792	Juillet . . .	61
		Janvier . . .	51
	1793	Juillet . . .	33
		Janvier . . .	40
	1794	Juillet . . .	34
		Janvier . . .	18
	1795	Juillet . . .	noël.

Pour 24 livres en numéraire.	1795	1er avril . . .	238 livres.
		1er mai . . .	209
		1er juin . . .	419
		1er juillet . . .	806
		1er août . . .	967
		1er septembre . . .	1,101
	1796	1er octobre . . .	1,205
		1er novembre . . .	2,188
		1er décembre . . .	3,375
		1er janvier . . .	4,056
		1er février . . .	5,337
		1 ^{er} mars . . .	7,280

(2) Voyez toutes les plaintes qui furent portées contre le monopole des fournisseurs depuis l'an III jusqu'à l'an VIII. Sous la convention tout fut toléré et forcé.

(3) Toutes les caricatures du temps reproduisent le fiasco des

ainsi une grande renommée; dans la misère générale ils remuaient l'argent à pleines mains, hideux salaire gagné sur les douleurs du soldat. L'armée d'Italie surtout fit faire des fortunes colossales à cette aristocratie de fournisseurs qui s'enrichissaient des souffrances des camps (1). Dirai-je de tristes renommées sous le Directoire? Plusieurs vivent encore opulents. L'histoire doit flétrir ces hommes qui se jetèrent sur les pays conquis comme les oiseaux de proie le lendemain d'une bataille.

Un autre moyen de fortune fut encore l'agiotage, c'est-à-dire l'exploitation des valeurs monétaires; les fonds publics étaient tombés si bas qu'on en parlait à peine; mais il y avait une multitude de titres divers, d'obligations et de mandats, qui s'escomptaient à la bourse provisoire, alors sur le perron du Palais-Royal. Là, au milieu de la double expropriation des filles de joie et des filous, l'agiotage s'agitait avec beaucoup de bruit; toutes les voix de la renommée élevaient une valeur ou l'abaissaient, sorte de roue de fortune incessamment remuée avec une incomparable dextérité par des têtes habituées à la spéculation; il en était résulté des fortunes aussi prodigieuses que celles des fournisseurs. Ce qui était bas s'élevait bien haut; on revenait à l'époque de Law avec un remaniement peut-être plus actif des fortunes et de la propriété. Les riches des vieux temps étaient plongés dans la misère, les parvenus ramassaient l'or à pleines mains pour le jeter dans des prodigalités inouïes aux salons de Frascati et de Tivoli (2); de là vint l'insouciance des fortunes; les bourses s'emplissaient et se désemplissaient; il n'y avait plus aucune distinction dans les rangs, aucune hiérarchie dans les conditions, le valet devenait maître et le maître restait plongé dans la misère. On n'a point assez remarqué ce bouleversement dans les fortunes produit par la révolution française; il devait par la force des choses naître un nouvel état social qui s'incarnait, pour ainsi dire, à l'esprit révolutionnaire. Les rangs devenus mobiles, les classes étaient bouleversées; les possesseurs des biens nationaux s'emparaient d'un bon tiers des terres cultivables, et dominaient les autres par la terreur. Il n'y a pas de véritable révolution sans que les propriétés, les fortunes et les conditions soient brisées; sans ce remaniement d'existence il n'y a rien de durable, le changement n'est qu'à la surface.

Mais une fois qu'il y a bouleversement dans le sol, n'attendez pas une restauration du vieux temps et des vieilles idées, car un siècle nouveau est venu!

CHAPITRE VI.

LITTÉRATURE ET PHILOSOPHIE À LA FIN DU DIRECTOIRE.

Écoles diverses. 1^{re} Philosophie et littérature républicaines. — Chénier. — Lebrun. — Ginguené. — Madame de Staël. — Daunou. — Garat. — 2^e Littérature monarchique. — Delille. — Fontanes. — La Harpe. — Esnénard. — Michaud. — Suard. — Madame de Genlis. — 3^e École voltairienne et imple. — Parny. — Lalande. — Dictionnaire des Athées. — 4^e École religieuse. — Premier éclat de M. de Chateaubriand. — Petites réputations littéraires. — Les libéistes. — La tragédie. — La comédie. — Succès du vaudeville.

1794 — 1799.

Le mouvement irrégulier, si violemment imprimé aux faits et aux idées par la révolution française; la fièvre de conquêtes et de gloire qui tout à coup s'était emparée des générations, n'avait pas permis tous les pacifiques progrès de la littérature, telle que le XVIII^e siècle l'avait comprise. Sous la convention nationale, la tribune seule jeta un éclat de grandeur et d'énergie; la tempête grondait au milieu des éclairs du génie; il y eut dans ces discussions gigantesques une langue nouvelle, des images terribles, une lutte d'éloquence qui aboutissait au Capitole ou à la roche Tarpéienne. Quand toutes les existences étaient menacées, qui pouvait s'occuper de la littérature chaste, paisible et solitaire? Tout fut dirigé dans un but d'exaltation pour la république; les lois d'éducation et d'instruction générale firent des Spartiates, des citoyens pour les armées. Le Prytanée, l'école de Mars, furent les imitations de la Grèce et de Rome (3), les jeunes citoyens n'y reçurent d'autres principes que la

parvenus; il en existe un carton très-curieux dans la collection des estampes. Bibliothèque royale).

(1) Le général Bonaparte, le plus désintéressé des conquérants, rapporta néanmoins plusieurs millions de la campagne d'Italie, et il s'attacha beaucoup d'amis en favorisant sa propre fortune. C'était le cas même était dans les vivres.

(2) Ces changements inouïs dans les fortunes sont le sujet d'une caricature piquante dans le cabinet des estampes. Ad. ann. 1795 (collect. de gravures).

(3) Ces deux institutions furent fondées en 1793, par un décret de la convention; l'école de Mars campait dans la plaine de Sablon (Sablonville.).

gymnastique, le maniement des armes, la haine des tyrans et la fraternisation universelle. Les paisibles études furent abandonnées; le bruit des batailles retentissait dans les exercices des camps que la convention imposait à ses élèves de l'école militaire ou de la plaine des Sablons; les études sérieuses et puissantes ne commencèrent qu'avec les écoles Normale et Polytechnique; tout dut être employé au service de la patrie, les bras et les cœurs (1).

Cependant la république eut ses poètes, comme elle avait ses peintres et ses sculpteurs, pour éterniser la mémoire de ses héros; il fallait composer en vers sévères ces hymnes qui retentissaient dans les camps ou au milieu des fêtes nationales pour appeler les âmes aux grandes actions. Dès l'origine de la révolution, les poètes ne durent pas manquer à la mission et à la destinée d'exalter la puissance et la gloire de la nouvelle république. Les idées démocratiques étaient trop grandioses au milieu de l'enthousiasme des esprits, pour ne pas créer une source infinie de poésie et d'éloquence; immense lyre, car il s'agissait d'une génération nouvelle à grandir à la face de la postérité! Je vais parcourir le nom de bien des hommes tombés déjà dans l'oubli; ils furent pourtant retentissants à leur époque, et la mort a passé sur eux.

Dans cette œuvre apparaît Joseph Chénier, le poète éminent, qui, avec l'esprit le plus grave et le plus fier, conserva l'unité de son caractère depuis l'origine de la révolution, jusqu'au jour qu'elle s'effaça de l'histoire sous la main du despotisme militaire (2). Chénier avait voué une haine aux rois et une admiration absolue à Voltaire; il avait peint fortement Tibère et Charles IX; ses notions sur l'histoire étaient généralement fausses; il avait mal étudié les événements du passé; l'esprit partial du XVIII^e siècle le dominait dans ses idées, dans sa versification pure et pleine d'énergie; il y avait dans ses sentiments une expression de républicanisme si consciencieux et si beau, une si grande

croissance à la liberté antique, que son talent en recevait un vif éclat; Chénier lui devait de belles pensées, exprimées en beaux vers; quand il prenait une tête de roi ou de prêtre, il aimait à la secouer fortement pour faire tomber ce qu'il appelait la double couronne de la tyrannie et du fanatisme. Chénier était le poète des hymnes républicains; une fête était à peine annoncée, qu'il en retraçait l'éclat et en chantait les merveilles; il composait les strophes des jeunes vierges, des vieillards et des enfants qui célébraient la convention, la république et la nature. A travers les productions médiocres qui naissent de toutes les exaltations politiques, les vers de Chénier se distinguent par un caractère antique et sévère; il y a de la grandeur et de l'austère mélodie. Chénier avait fait des études philosophiques très-avancées, et il se complaisait ainsi à en rappeler les souvenirs dans ses remarquables compositions (3).

Lebrun, le poète satirique, avec un esprit plus attique et plus brillant que Chénier, saisissait, de sa méchanceté intelligente, les défauts de caractère et les faiblesses de tous ceux qui marquaient avec un peu d'éclat dans la littérature et dans les affaires publiques; il frappait les sots d'une expression de ridicule; il arrachait le masque à toutes les hypocrisies avec un bonheur indécible; il ne s'élevait jamais jusqu'à la haute pensée, au dévouement d'une mission; il ne la comprenait pas; cœur sec, imagination sèche comme tous les critiques, il peignait spirituellement les vices du cœur et les puérités des hommes à la mode; ses satires blessaient toutes les réputations au défaut de la cuirasse. Les épigrammes de Lebrun retentissaient partout (4); il était au fond républicain, mais encore plus frontaler que patriote; il n'épargnait pas ses frères d'opinion; il les frappait de ses vers mordants; sa verve ne ménageait rien; s'ils étaient lourds, sans esprit, il ne leur épargnait point de tristes vérités. La *Décade philosophique* publiait de temps à autres de petites pièces de vers de Lebrun, pleines

(1) Ces écoles furent fondées par les comités d'instruction publique de la convention nationale, composés d'hommes remarquables.

(2) Chénier naquit le 25 août 1764, à Constantinople. La tragédie d'*Chénier* fut son début dans la carrière dramatique (représentée le 4 nov. 1786, à Fontainebleau). *Charles IX* (le 4 novembre 1788). *Henri VIII et le Mort de César* (en 1791). *César Gracchus* (1792). *Frédéric et Timoléon* (1793 et 1794). *Le camp de Grandpré* en un acte, représenté à l'Opéra (1793). Recueil de poésies lyriques composées depuis 1787 jusqu'à 1797. *Épître à Voltaire* (1808). Les deux *Missionnaires* ou *La Harpe et Racine* (1803), in-16. *La retraite*, in-32. *Épître à Eugène*, in-16. *Hommage à une belle actrice*, in-32. Des manuscrits des imitations d'Oséas, des élégies, des poésies satiriques, dialectiques, héroïques, des discours philosophiques, l'*Art poétique* d'Horace, traduit en vers de dix syllabes. Chénier est mort le 10 janvier 1811.

(3) Chénier fut l'auteur le plus attaqué par l'épigramme. En voici quelques-unes sur le poète :

Ce Joseph, par toi seul primé,

Doit ses nombreux peccés à ses rimes perfides,

Il a le destin des Atrides :

C'est toujours par les miens qu'il tombe assassiné.

Que vois-tu? c'est Chénier! — la notice en attente,

— Quelques succès passés, — qui font rire aujourd'hui.

— Il aout après la gloire, — Elle court mieux que lui.

— Il ne trouble jamais, — Je le crois bien, il rampe.

(4) On ne peut dire la frivolité de cette époque: une épigramme mettait Paris en émoi; Lebrun n'épargnait personne. Il fut surtout très-dur pour La Harpe :

Oh! La Harpe est vraiment un professeur antique,

Il nous parle si bien de vers, du poétique,

Qu'il nous fait par ses leçons ce que nous devons

Lire au mal des vers qu'il a faits.

de fiel contre quelques renommées du jour (1); il ne souffrait pas qu'on s'élevât; les femmes avaient leur lot dans ce feu roulant d'épigrammes. Plus tard madame de Genlis se ressentit des atteintes du poète Lebrun (2).

Dans cette *Décade philosophique* travaillait aussi un esprit d'érudition savante, un de ces annalistes d'un style terre à terre qui rachètent l'absence d'un talent d'imagination au prisme d'or, par une grande exactitude et une régularité monotone de recherches; Ginguéné s'était jeté dans la politique avant de se poser comme l'écrivain de la littérature italienne, et de se faire l'exact et habile traducteur de Tiraboschi. M. Ginguéné, journaliste et littérateur remarqué, avait la volonté d'être un homme d'état réfléchi et habile, visant à une réputation de diplomatie dans sa mission à Turin. Il possédait, au reste, un talent de dissertation remarquable et d'analyse politique dans cette époque un peu désordonnée du Directoire, où les pensées les plus diverses se heurtaient. M. Ginguéné reçut de Barras et de la société de madame de Staël la mission d'agent de la république française près du roi de Piémont et de Sardaigne; là il se fit remarquer par ses exigences, son ton impératif et ses manières hautes; M. Ginguéné représentait un pouvoir qui ne pardonnait rien; les républicains français n'avaient pas la politesse des rois. M. Ginguéné tomba dans le ridicule, même parmi ses amis, à l'occasion d'une dépêche où il racontait la victoire qu'avait remportée sa femme, en paraissant à la cour dans un costume plus que bourgeois (3). Tout cela était dans l'esprit du temps; l'époque était aux petites persécutions contre ce qui était un peu de bon goût et de bonne compagnie, contre les idées morales et les vieilles manières. M. Ginguéné exerça une certaine influence littéraire par son esprit et ses relations; il avait fait de fortes études de législation et d'histoire, et nul ne possédait à un plus haut degré la faculté de rédiger un compte rendu ou un programme politique.

M. Daunou, l'ami de Ginguéné, sortait des Oratoriens dont il avait secoué la robe savante;

c'était un érudit, faiseur de notes, avec un style froid, sans couleur, le docte rélateur de ces constitutions éphémères que tout pouvoir fort lui jetait à la tête, en se moquant de ses théories enfantines sur la pondération des garanties; ses œuvres politiques étaient une imitation de l'abbé Sieyès, sans la pensée, et de Benjamin Constant, sans l'imagination. M. Daunou avait traversé la convention sans s'associer à sa force et à sa destinée; comme tous les députés du centre, il avait voté les lois révolutionnaires sans s'élever jamais jusqu'à la hauteur d'un système de révolution. M. Garat marchait de concert avec l'école classique et élégante du XVIII^e siècle; il faisait contraste avec les formes et l'esprit de M. Daunou; il avait pris pour les discours en prose, aux fêtes de la république, le même rôle que Chénier pour les versifications républicaines; il les faisait retentissantes dans les solennités publiques. M. Garat était l'homme des grandes phrases, des éclatantes périodes, dans lesquelles on rappelait les images pompeuses de la chute des rois et de la liberté des peuples; il entonnait ses hymnes en prose dans les fêtes du Champ-de-Mars, aux réceptions du Directoire, alors qu'on célébrait, sous le drapeau tricolore, les anniversaires de la révolution française; académicien émérite du nouveau pouvoir, sa phrase était toujours calquée, son expression choisie, alors même qu'elle s'adressait à la puissance sanglante; il avait loué tous les régimes avec élégance, et ses flatteries s'étaient adressées à tous les hommes puissants, sans distinction du dictateur ou du trillun. Sa lettre à Robespierre demeure comme un témoignage de la tentance et des habitudes de son esprit vers l'éloge des pouvoirs (4). M. Barrère de Vieuzac, l'orateur du comité de salut public, quoique excité encore pour son dévouement aux jacobins, écrivait dans les journaux; il avait la phrase plus politique et aussi élégante que M. Garat, un talent aussi souple et plus sérieux; il faisait l'article de journal avec une remarquable habileté; on pouvait y trouver encore, à l'aide d'une facile analyse, les traces de ses rapports si parfaitement travaillés au temps du

(1) Lebrun naquit à Paris, en 1729, et mourut à Paris, le 2 septembre 1807. Il publia en 1755 *Poëme sur les désastres de Lisbonne*, puis il commença son poëme de la Nature qu'il abandonna. Il commença aussi son poëme intitulé les *Œuvres des Muses*, qui est resté imparfait. Il adressa une ode à Buffon. Le tome 1^{er} de ses œuvres, par Ginguéné, contient six livres d'odes; le second, quatre livres d'épigrammes, deux épîtres, les fragments des veillées du Parmasse et du poëme de la Nature, des traductions en vers, et enfin quelques pièces de sa jeunesse; le troisième, six livres d'épigrammes et des poésies diverses; le quatrième, la congrégation de Lebrun avec Voltaire, Buffon, de Belloy, Thomas, Follissot, etc.

(2) Lebrun épargna pas même Chénier son ami;

« As-tu lu de Chénier la dernière satire ?
Quant à moi je ne puis me lasser de la lire !

Avec quel air il peint le méchant trait pour trait !
C'est divin. — Je le crois, il s'en fait son portrait.

(3) En peu-en-faire, ce fut l'abbé d'une grande négociation sérieuse. M. Ginguéné dépêcha en toute hâte un courrier; sa lettre, qui existe encore, fut communiquée par M. de Talleyrand, comme une moquerie. L'en paraîtra plus tard.

(4) Voici les termes de cette lettre à Robespierre : « Votre discours sur le jugement de Louis Capet, et le rapport sont, à mon avis, les plus beaux morceaux qui aient paru dans la révolution. Ils passeront dans les écoles de la république, comme des modèles classiques de l'éloquence, et dans les tableaux de l'histoire, comme les causes qui ont agité le plus puissamment sur les destins de la France... »

comité de salut public. Depuis, admirateur de la constitution anglaise, dont il célébrait les principes, il était néanmoins toujours irrité contre l'Angleterre et la perfidie de son cabinet. C'était pour lui comme une vieille habitude de la convention nationale ; il apporta, du comité de salut public, ses phrases toutes faites contre William Pitt, l'ennemi du genre humain ; jusqu'au consulat et à l'empire, ce fut le même langage dans le *Moniteur*. M. Barrère de Vieuzac, au reste, écrivait purement, sa diction était un peu affectée, et il se piquait d'un style éminemment spirituel et classique (1).

Au sein de cette école philosophique et républicaine, se posait une femme dont le talent brillait d'un éclat mâle et fort ; madame de Staël avait joué un rôle politique, aux jours même de la convention nationale, et dans la terreur ; M. de Staël-Holstein, qui représentait la Suède, n'avait point quitté Paris, car le duc de Sadermanie, régent du royaume, conservait des rapports avec le comité de salut public. La jeune fille de M. Neckér, dans ses exils et ses voyages incessants, avait mêlé ses études sur la philosophie du XVIII^e siècle aux conceptions si colorées de l'Allemagne ; elle jeta de la poésie rêveuse et de la méditation transcendante au milieu de cette froide école de dissertation et d'analyse qui naquit avec la révolution française, et de ce style de l'école réfugiée ; son ouvrage sur *l'Influence de la littérature* n'avait point paru encore, mais on en lisait des fragments dans les salons ; on l'exaltait comme une œuvre philosophique de la plus haute portée, quoique l'école classique la désavouât dans sa forme allemande, comme une innovation. Chénier, Lebrun, Ginguené étaient restés admirateurs des chefs-d'œuvre du XVIII^e siècle ; or le style vague et méditatif de madame de Staël, ses poétiques inspirations, ne convenaient pas aux habitudes des auteurs froids et compassés des clubs classiques ; l'œuvre de madame de Staël faisait disparate dans la société qu'elle réunissait autour d'elle : il y avait peu de sympathie entre le style décoloré de MM. Daunou, Ginguené et les chants qui préludaient à *Corinne* (2). Madame de Staël avait alors à ses côtés un jeune homme qui faisait ses débuts dans le monde littéraire ; sa physionomie était pâle et méditative ; il portait la tête haute, avec une prétention rêveuse ; et ses cheveux flottants sur ses épaules (quand les cadenettes et le catogan régnaient en souverains), disaient assez les tendances chéries de son esprit pour l'école germanique : l'on devinait peut-être l'auteur d'*Adolphe*, Benjamin Constant, le plus

remarquable des amis littéraires et politiques de madame de Staël, car il mettait, lui, de la poésie là où les autres ne trouvaient que dissertations sèches et monotones. Benjamin Constant n'avait pas encore une assez puissante renommée pour être important dans le salon de madame de Staël ; il était absorbé par les maîtres qui jouaient le principal rôle politique.

L'école de madame de Staël tendait à soutenir la république et les idées jetées au monde par la révolution de 1789, avec plus ou moins d'exaltation. Ce serait un curieux travail à faire dans la marche de l'esprit humain que de suivre, à travers les temps, les mouvements divers des écoles littéraires, et l'influence puissante qu'ils exercent sur les esprits. Alors il se formait une autre poésie, une autre littérature, dont la mission semblait être de ramener les esprits vers l'ordre éternel, et la restauration des idées. Je vais encore jeter des noms propres immenses de renommée à l'époque où ils parurent ; il n'en reste plus aujourd'hui qu'un souvenir, chaque jour effacé par le flot des nouvelles générations. Rien n'était comparable au retentissement des poésies de l'abbé Delille ; le traducteur des *Géorgiques* vivait dans l'exil, loin de la France, et c'est sur la terre étrangère qu'il composait ses poèmes et ses traductions rimées avec un éclat que nul n'a atteint peut-être. Le chantre de *l'Imagination* n'en possédait pas beaucoup lui-même ; il était moins poète que faiseur de vers, moins inspiré que traducteur fidèle ; il avait goût surtout pour cette poésie descriptive qui retraçait les objets avec une exactitude presque enfantine ; il n'abandonnait jamais son diamant sans en compter les facettes, et, pour les décrire exactement, il en oubliait les feux ; il traçait le paysage, il ne savait pas pénétrer les grandes émotions de l'âme, ces douleurs qui émeuvent, ce cri déchirant de l'homme à l'aspect du vide et de l'épuisement de la vie. L'abbé Delille n'avait rien de cette entraînante poésie qui remue les entrailles et grandit les idées ; c'étaient les vers didactiques vivement colorés avec un faire remarquable ; il ne se brisait pas le cœur et n'eut jamais les paroxysmes de l'érénement ; il servait la réaction monarchique, avec une haine profonde de la révolution ; il en proscrivait les souvenirs, il en flétrissait les autruches. C'était alors un peu de mode ; le bon ton voulait qu'on fût victime prête à favoriser une contre-révolution. Les vers de Delille, attendus comme un événement, étaient achetés au poids de l'or ; quarante mille exemplaires s'enlevaient au moment de leur appa-

(1) M. Barrère de Vieuzac fut l'auteur de la plupart des articles qui furent publiés, depuis 1800 jusqu'en 1810, contre la perfidie anglaise.

(2) L'ouvrage que préparait madame de Staël, portait le titre de *La littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales*.

rition ; un ouvrage du poète faisait plus d'impression que tous les journaux de philosophie, et l'on s'arrachait les lambeaux de quelques éditions tronquées à Londres, à Paris et à Bruxelles ; singulier enthousiasme pour les vers qui forgeaient le gouvernement à traiter d'égal à égal avec un pauvre abbé, exilé sur la terre étrangère ; Delille refusa la place d'Institut que lui offrait ce corps savant (1).

M. de Fontanes, dévoué aux mêmes opinions que M. Delille, venait de prendre la direction du *Mercur*, vieux journal de la monarchie, depuis Louis XIII ; esprit élégant, profondément instruit, M. de Fontanes ramenait toutes les idées à des proportions littéraires et à une pensée haute et gracieuse à la fois, sans jamais descendre jusqu'au vulgaire ; maniait-il l'éloge, il le faisait avec une dignité facile, un choix d'expressions qui distinguait la bonne compagnie et le grand style ; lorsqu'il le dédaignait ou le mépris, il y avait au fond de ses idées un je ne sais quoi de calme et de convenable qui relevait les expressions même les plus aigres et les plus communes contre ses adversaires ; il ne traitait jamais une chose en petit, il savait peindre le beau et le grand dans son œuvre. M. de Fontanes n'avait point de ces conceptions larges et fécondes qui illuminent tout à coup les générations, mais il savait jeter de l'éclat sur les pensées vieilles déjà ; il était dévoué aux principes de conservation et de monarchie, qu'il croyait le plus propres à la génération actuelle ; il combattait la république avec les souvenirs littéraires de Louis XIV ; il marchait à une restauration politique par une restauration littéraire, et c'est une de ces transitions qui s'opèrent le plus habituellement ; dans la suite des siècles, l'une précède toujours l'autre. La Harpe son ami, après ses exaltations révolutionnaires et philosophiques, entreprenait la même œuvre de restauration littéraire ; c'est un fait à remarquer que cette action première de la littérature et de la philosophie sur la politique ; tous les grands mouvements dans l'ordre social arrivent par les idées ; il se fait d'abord un travail d'esprit dans les lettres avant que les principes sociaux passent comme des vérités pratiques dans les gouvernements. Le *Cours de littérature* de La Harpe est une conception aujourd'hui en arrière, sèche et analytique (2) ; la critique est dépourvue de cette imagination qui en fait aussi une œuvre d'art. Pour pénétrer jusqu'aux mystères

du génie et à ses illuminations soudaines, pour analyser les vastes créations, il faudrait être soi-même un génie transcendant, et ceux-là, quand ils se sentent le feu à la tête, ne s'arrêtent point à de simples analyses. Le véritable travail de La Harpe, le résultat qu'il obtint, ce fut, en restaurant le goût, d'opérer une vaste reconstitution littéraire ; il eut la passion des anciens et reporta la pensée vers des modèles qu'on avait oubliés. La Harpe parut dans un moment de réaction contre la pensée révolutionnaire, il servit cette réaction, parce qu'il est très-difficile d'échapper aux influences de son temps et à l'autorité impérative des idées dominantes ; il rendit son époque trop classique, il posa des règles trop mathématiques pour le génie qui, comme l'aigle, aime à s'en affranchir dans son vol audacieux.

Des jeunes hommes de goût se rangeaient autour de Fontanes et de La Harpe, et parmi eux commençait à briller Esnénard, né sous le ciel du Midi, poète qui échantia les périls de la navigation. Les fragments de son poème paraissaient par lambeaux dans les feuilles littéraires ; il y avait de la création et de l'art véritable dans Esnénard ; la manie de poèmes épiques dominant les meilleurs esprits, on suit à l'œuvre sous les mille vers ; et, à cette époque littéraire, toute production poétique exerçait une certaine influence sur le mouvement des générations (3). Le journalisme, exilé au 18 fructidor, possédait des hommes de bonne littérature ; ils vivaient dans la solitude, échappés comme par miracle à la déportation, car le Directoire les avait frappés. M. Suard, un des hommes les plus éminents du XVIII^e siècle ; le mordant abbé Morellet, M. Nicheau, qui préluait dans la solitude à son élégant poème du *Printemps d'un Proscrit* ; Geoffroy, critique si remarquable, avait fourni quelques-uns des articles qui firent une si grande impression dans l'*Année littéraire*, et plus tard dans le *Journal des Débats*. Fontanes, La Harpe, Dussault, Esnénard lui-même, écrivaient beaucoup dans les journaux ; belle époque pour les gens de lettres, où un feuilleton mettait les salons en émoi pour ou contre un poète.

A travers toutes les variétés des écoles politiques et littéraires, un culte semblait seul dominer encore, c'était celui de Voltaire et du XVIII^e siècle. Un si grand colosse ne s'abat pas tout d'un coup ; il a

(1) Les frères Michaud achetaient un louis chaque vers de M. Delille, ce qui faisait 250 louis le fruitier ; il en paraissait jusqu'à onze éditions à la fois. Delille naquit le 22 juin 1758, dans les environs de Clermont, en Auvergne. Il est mort le 1^{er} mai 1843 et publia les *Géorgiques* de Virgile en vers français en 1790. Les *Jardins* ou l'art d'embellir les paysages, poème en quatre chants, 1790. *L'Homme des champs*, ou les *Géorgiques* françaises, 1800. *Poésies fugitives*, 1802. Hétérogène sur l'immortalité de l'âme,

suit le *Passage du Saint-Gothard*, poème traduit de l'anglais, 1802.

(2) La Harpe publiait alors beaucoup ; son *Cours de littérature* paraissait successivement ; ses quatre premiers volumes furent analysés par Fontanes, dans le *Mercur*.

(3) Esnénard était un des hommes d'esprit de son époque et journaliste remarquable ; on sait sa mort malheureuse après son exil politique.

besoin d'être fortement secoué avant qu'on ose l'atteindre. L'esprit de Voltaire était souverain, même pour les hommes les plus avancés dans les idées de conservation; on se faisait gloire d'impiété; on avait la manie des petits vers si admirablement charpentés par la verve spirituelle du vicillard de Ferney. On se moquait des idées religieuses, et les partisans même de l'école monarchique, de l'unité et de l'ordre, n'osaient encore défendre les pensées chrétiennes, la puissance des religieuses doctrines, qu'avec une sorte de timidité. On craignait le ridicule que l'esprit encyclopédique avait jeté sur la foi; bien des gens admiraient encore M. de Parny dans ses écarts de poète : *la Guerre des dieux* fut l'œuvre hardie d'un gentilhomme blasé, qui cherche des émotions dans les tableaux licencieux. M. de Volney, si chaud par son style d'Orient, s'était mis à la portée de tout le monde dans sa poétique composition des *Ruines*, où se déploient le vieux monde et les sociétés primitives. Dupuis publiait ses recherches d'érudit contre la Bible et la foi chrétienne; Lalande se proclamait le prince des athées! Un homme obscur, du nom de Sylvain Maréchal, voulut se faire un nom en se posant l'ennemi de Dieu; il se donnait joie de prouver qu'il n'existait ni une autre vie après nous, ni un monde meilleur avec un Être immense, lumineux, s'abîmant dans sa majesté, qui présidait à la marche des astres. Il n'y avait pas de faotisme comparable à celui des athées; ils étaient étroits, persécuteurs, tenaces pour leurs idées, à ce point qu'ils exigeaient des adeptes une obéissance absolue à leur grand prêtre, l'astronome Lalande. M. Sylvain Maréchal préparait un *Dictionnaire des Athées*, dans lequel il réunissait avec orgueil tous les noms propres, qui, dans l'antiquité et les temps modernes, avaient nié l'existence de Dieu (1); il se complaisait dans ces nomenclatures; agrandissant le nombre des athées, il mentait pour se donner la joie d'étendre le cercle effrayant des créatures qui nient l'existence d'un créateur. Des esprits médiocres, groupés autour de Maréchal, s'étaient fait une espèce de renommée par leurs fanfaronnades; la société était tellement bouleversée qu'on pouvait tout dire, tout

écrire; on était à l'époque, je le répète, où les temples se brûlent pour obtenir un peu de renommée (2).

Quand tout était ainsi dans le chaos, lorsqu'il était de bon goût dans un certain monde de nier la puissance des idées religieuses, on parla tout à coup d'une belle intelligence qui s'élevait, d'un jeune homme, né en Bretagne, dont la vie avait été, dès son berceau, agitée par la tempête publique; il préparait (disait-on) un livre sur les *Beautés poétiques du Christianisme*. Quelle hardiesse dans ce titre, quand les prêtres étaient proscrits et la religion sans autels! Ce jeune homme, obscur encore, était né d'une famille qui avait pourtant de l'éclat; il comptait dans ses proches M. de Malesherbes; jeté par la révolution hors de France, il avait quitté son manoir de Bretagne dont il gardait douce souvenance, pour l'Océan avec lequel il jouait enfant; il avait visité l'Amérique; et, comme voyageur, il cherchait un passage au pôle; Breton, il était accoutumé au péril des mers; dans ses contemplations de la voûte étoilée, dans ses longues veilles du bord, dans son admiration de l'Océan avec ses grandes vagues, il avait compris Dieu et ses merveilles. Les déserts de l'Amérique ouvrirent pour lui une poésie nouvelle pleine d'images; plus d'une fois il écrivit sous les mille voix de l'ouragan; il rapportait les trésors en France pour semer les émeraudes et les rubis sur des pages immortelles; ai-je besoin de dire que ce jeune homme aux nobles traits, à l'œil mélancolique, comme Girodet seul a su le reproduire, portait le nom de Chateaubriand. De retour en France, caché dans des sociétés choisies, il lisait les beaux fragments de son livre sur les *Beautés du Christianisme*, et M. de Fontanes aimait à lire l'avance combien étaient poétiques l'épisode d'Atala, l'histoire de René, ce triste cœur que le vieux monde fatigue, et que l'infortune a si amèrement éprouvé! M. de Chateaubriand, alors peu connu, marchait seul dans ces voies nouvelles qu'il ouvrait avec une hardiesse puissante; une fois apparu, il n'y eut pas de renommée qui se développât avec plus de retentissement dans les premières années du XIX^e siècle (3). Ce génie, débordant

(1) M. Ginguéné lui-même se posait athée comme directeur de l'instruction publique. « Le Dieu le plus terrible qui ait affligé l'espèce humaine est sans doute la superstition, puisque le despotisme même lui délie la force et son pouvoir. Toutes les religions positives ne pouvant s'élèver que de superstitions, sont à peu près au même rang à cet égard; et les hommes ne s'étant jusqu'à présent détachés de l'un ou de l'autre que pour l'autre, n'ont fait aussi que changer d'esclavage, sans pouvoir passer encore de la servitude à la liberté. La révolution française est la première qui, dégagée de toute influence sacerdotale ou religieuse, tende réellement à l'affranchissement des sociétés humaines. Attaquer par des fictions ingénieuses ces religions positives ennemies du bonheur de l'homme, verser à flots le ridicule sur ce qui ôte ver-

ser tout de sang, c'est donc bien mériter de la révolution, de la patrie et de l'humanité. » (Circulaire de M. Ginguéné, directeur de l'instruction publique.)

(2) Voici ce qu'écrivait Sylvain Maréchal dans son *Dictionnaire des Athées* : « La grande et belle expérience d'une république sans Dieu est encore à faire; elle serait digne du gouvernement français. Au lieu de perdre le temps à discuter la préséance de la religion naturelle sur les révélées, il vaudrait bien mieux, ce me semble, s'occuper à démontrer la parfaite inutilité et des uns et des autres. Il n'existe encore aucune institution absolument destinée à combattre et détruire la croyance en Dieu, celui de tous les préjugés qui fait le plus de mal. »

(3) La première édition du *Genie du Christianisme* est de 1801.

avec l'énergie de grandes pensées, domina la médiocrité critique et envieuse!

A côté de ces trésors de poésie, qui pourrait citer ses réputations littéraires retentissant un moment à travers les contemporains, sans jamais atteindre les limites d'une génération nouvelle; cette époque fut celle du fastidieux Demonstrier, le chantre de la mythologie, dans ces rimes doucereuses qui se traînaient sur le nom d'Émilie, comme le son monotone d'une flûte dans une bergerie de Florian (1). Enfants, ne vous souvenez-vous pas de Duchray-Duminil, l'un de ces romanciers qui obtinrent la vogue sentimentale? La renommée des *Petits Orphelins du Hameau* ou de *Casina*, l'*Enfant du Mystère*, fut grande; elle parut encore populaire à côté du *Pèlerin Blanc*, mystérieuse existence qui disputa même à *Tékéli* les tréteaux des boulevards. Pigault-Lebrun, le sceptique romancier, le fanfaron antiehrétien, commença l'école du roman populaire avec une verve de gaieté qui se manifesta au plus haut point dans le *Baron de Felsheim*. Quand on relit ces œuvres aujourd'hui oubliées, on prend en pitié le temps qui s'y intéressa si vivement; hélas! les générations qui viendront après nous, auront aussi leur moquerie méprisante pour quelques-unes de ces vagues qui expirent chaque année avec la chute des feuilles; elles brûlent ou ne savent pourquoi, elles tombent sans que personne en demande la cause. Que sont devenus tous ces littérateurs qui faisaient mode et retentissement sous le Directoire, comme Trenis dans une contredanse, ou Vestris à l'Opéra? Ils sont passés, parce que, dans l'œuvre pressante des générations, il n'y a jamais que les vrais génies qui survivent. La main du temps s'étend implacable; elle arrache le fard des joues et les faux ornements; elle n'aime pas les couronnes de lauriers jetées sur des fronts vulgaires.

La grande distraction de l'époque fut le théâtre; il y en avait partout à Paris, la vaste cité des plaisirs; les philosophes du XVIII^e siècle avaient proclamé que c'était le puissant moyen d'influencer les mœurs, et la convention appela le peuple à ces représentations scéniques, comme le sénat réunissait les citoyens au Forum. Le goût était pour les tragédies grecques et romaines; on répétait le théâtre ancien de Corneille, les pièces de Voltaire et de Chénier, où les vieux sénateurs paraissaient sur la scène avec les costumes antiques, la robe prétexte et le laticlave. Faire une tragédie alors, c'était plus qu'une

œuvre d'art; l'éclat en rejaillissait sur toute une vie de poète; c'était sa fortune. Avec quel retentissement ne se disputait-on pas l'honneur d'une scène ou de quelques vers declamatoires? Un drapait Agamemnon sous toutes les formes; la famille des Atrides, après tant de malheurs, éprouvait encore l'infortune d'être livrée aux poètes (2); elle était dépecée en mille vers médiocres. Collin-d'Harleville, après *Falare*-d'Églantine, avait rendu quelque éclat à la comédie; il la faisait avec observation et beaucoup d'esprit. Andrieux conservait la manière de Voltaire, ses petites impiétés systématiques, si gracieusement exprimées dans le *Meunier Sans-Souci*; avec un esprit très-doux, il apportait quelque chose de moqueur et de malicieux dans ses compositions les plus légères: élève des encyclopédistes, ardent disciple de Voltaire, il avait assisté, enfant, à ses funérailles, et ce souvenir se révélait partout dans ses œuvres. Quelle époque facile pour la renommée! On remuait le public avec quelques strophes, on vantait déjà avec enthousiasme le *Mérite des Femmes* de Lagouvé, les épitres de Fontanes, la *Maison des Champs* de Camponon, les gracieuses compositions de Barthé, productions de frivolité à travers les graves idées politiques.

Le petit genre théâtral commençait aussi son règne dans toute la puissance d'une réaction; le vaudeville apparaissait tout joyeux de ses couplets de circonstance, de son application aux mœurs de la société contemporaine; on aimait ce genre, parce qu'il rappelait un peu l'ancien régime, ses balades ruses et légères. Dans le vaudeville on usait quelques hardiesses sur la scène; on parlait en termes acérés contre les jacobins, les clubs et la révolution; on tonnait en ridicule les carmagnoles et les mauvaises manières. Le vaudeville faisait de la politique en ehansuns; il servait la réaction monarchique sans le vouloir; il présentait les marquis du vieux régime sans les rendre odieux (3); M^m. Pils, Barret, Ralet, Desfontaines et Bouilly, dans leurs tout petits couplets, faisaient quelquefois de hautes doctrines sociales. Parlerai-je de M^m. de Ségur et de leurs jolis essais de vaudevilles et de chansons? Il est curieux de voir un pays préoccupé d'un couplet ou d'un clinet du Caveau, et des hommes de nom et de gravité, chanter en bouts rimés l'amour, le vin et la folie selon les éternels refrains. Telle était l'époque; on avait vu des événements si graves, on sortait d'un temps si plein de tristes et fortes pensées. M^m. de Ségur n'étaient pas d'ailleurs

(1) Depuis 1796 jusqu'en 1801, ce fut la grande vogue que les œuvres de Demonstrier, de Duchray-Duminil et de Pigault-Lebrun. L'acte menace pour tout ce qui ne réagit pas dans les grandes conditions du beau et du vrai.

(2) Sous le consulat et l'empire nous voyons dominer encore la

tragédie grecque et romaine. Bonaparte n'avait devant ses yeux que Rome et les Césars.

(3) Fanchon la Parleuse, sous le consulat, fut la pièce la plus hardie en faveur du vieux régime et des marquis. M. Bouilly contribua au retour des bonnes manières.

des rimeurs vulgaires; leurs couplets avaient du charme; ils en multipliaient les factures dans toutes les formes avec une grâce parfaite et un esprit fort heureux; et j'ai retrouvé cette vieille chanson *du temps*, spirituelle et philosophique composition de M. de Ségur; ils enchaînaient des pensées hardies ou fortement réfléchies dans un refrain; et ces finales en couplets spirituels étaient toujours applaudies, parce qu'elles correspondaient au mouvement des idées dans la jeune génération. En vain la vieille famille poétique de Chénier, de La Harpe, s'efforçait par de grandes œuvres de retenir la France dans les idées républicaines; elle avait soif de lui échapper. Le Français n'avait rien de grec ni de romain; comme on l'avait plié malgré lui à ces idées, il secouait cette littérature de la tige et du latravail; il revenait impétueusement à ses mœurs, à ses usages, à ses habitudes. La révolution avait trop emprunté à Rome; elle avait oublié les caractères nationaux et le passé historique de la France!

CHAPITRE VII.

LES SCIENCES ET LES ARTS JUSQU'AU CONSULAT.

Débris des vieilles académies. — Tendances vers les sciences exactes. — Emploi des savants dans le mouvement révolutionnaire. — Monge. — Fourcroy. — Chaptal. — Berthollet. — Laplace. — Daubenton. — Cuvier. — Institut d'Égypte. — Mouvement imprimé aux sciences exactes. — Les arts. — École de David. — La statue. — Formes antiques et romaines. — La musique. — Néhul. — Goussier. — Commencement de Boileau. — Les théâtres lyriques. — La comédie française.

1794 — 1799.

Les temps des passions vives et profondes ne sont pas des époques d'études sérieuses; quand les événements marchent si vite, qui peut contempler, dans une méditation impassible et solitaire, les faits et les accidents d'une situation violente? Quand tout s'agite, comment rester immobile dans l'examen d'un monde au dehors des réalités? Quand la terre tremble, qui peut s'absorber dans des abstractions

métaphysiques? La terreur n'avait point épargné les savants, et l'histoire a dit que Lavoisier ne put obtenir quelques heures pour observer un phénomène et accomplir une opération de chimie (1). Cependant le comité de salut public, l'expression puissante et gouvernementale de la convention nationale, avait senti le besoin impératif de multiplier les forces de la guerre; avec peu de ressources, il était nécessaire de développer de grands moyens; l'époque de 1791 fut pleine de prodiges scientifiques; il fallait chercher dans les sciences et dans les arts les éléments qui manquaient au milieu de la crise sociale; on dut demander aux merveilles de l'étude ce que la nation avait perdu dans la confusion de tous les intérêts sociaux. Le comité eut recours à la science, il mit en réquisition la chimie, la physique, les mathématiques, pour ériger le salpêtre, multiplier les armes et grandir les moyens de défense. La chimie pouvait beaucoup dans la composition des éléments primitifs; les mathématiques se liaient à l'art des places fortes, aux combinaisons stratégiques pour la défense du territoire. Le conventionnel Carnot, membre du comité de salut public, dut ses plus vastes plans de campagne, non seulement aux traditions écrites qui existaient au ministère de la guerre (2), mais encore aux conseils de stratégie que les mathématiques pouvaient fournir après de longues études. Les sciences exactes gagnèrent donc dans le mouvement révolutionnaire. Comme toujours, la nécessité fit des prodiges; il fallait pourvoir à tous les moyens de sauver le territoire; chacun prêtait la main, et pourvu qu'on s'occupât un gage à la révolution, le comité de salut public vous admettait dans cette grande famille des défenseurs de la patrie qui travaillait à repousser glorieusement l'invasion.

Monge fut un des savants considérables que la révolution fit éclore, l'homme peut-être qui appliqua avec plus de précision les sciences mathématiques à tous les résultats du travail et de la guerre (3). Monge, l'ami de Carnot, républicain comme lui, avait en haine toutes les têtes couronnées; ardent républicain, il prêta un immense concours à la révolution française; sa conversation était haute, brillante, et nul n'exposait mieux un système dans ses applications positives; la géométrie pratique lui dut ses plus vastes développements; il fut le fondateur de l'école polytechnique, cette forte création d'une époque effervescente (4); il sentit la

(1) Il fut livré à la mort, le 8 mai 1794, avec les fermiers généraux.

(2) On n'a pu assez apprécier l'importance des anciens documents du département de la guerre sur les campagnes de la république; le comité de salut public les étudiait constamment; son importance même en fit son profit.

(3) Monge naquit à Bezons, en 1746; mort à Paris, le 28 juillet 1818.

(4) 1818. Il fit l'art de fabriquer les canons, Paris, 20 in., 1848. *Traité élémentaire de géométrie*, Paris, 1796, 1848. *Leçons de géométrie descriptive*, Paris, 1818. *Application de l'analyse à la géométrie des surfaces du premier et du deuxième degré*. La première édition parut 1848, dans l'an III, sous le titre de *Formes d'analyse appliquée à la géométrie*.

(5) 1818. Il porta le titre primitif d'école des Travaux publics.

nécessité d'avoir un corps de cadets privilégiés par le savoir, qui pussent s'appliquer à toutes les spécialités de la guerre : au génie, aux fortifications, aux ponts et chaussées, à tout ce qui se rattache à la défense et à l'administration d'un pays. Fourcroy, Chaptal (1) et Berthollet (2), formèrent comme une magnifique pleiade de savants qu'il nous faut admirer, parce qu'ils furent des esprits énumérativement d'application; ils mirent les expériences à la portée de tous, et grandirent ainsi le domaine des notions positives; ils ne se tinrent pas dans un sanctuaire impénétrable au peuple; ils mêlèrent la science à tous les besoins de la vie, à tous les progrès de l'industrie; ils indiquèrent les améliorations que les arts devaient aux prestiges de l'étude; ici, par une fusion de goûts, là, par une suite de procédés qui servaient les besoins multipliés de toutes les classes. Comme la France avait besoin de se replier sur elle-même, comme elle n'avait plus ni commerce extérieur ni échanges lointains, ces hommes de génie méditèrent de lui rendre par la chimie les produits dont elle manquait, ces matières premières et brillantes que l'Inde et les colonies nous donnaient autrefois; ils analysèrent les substances, les combinèrent incessamment; leur esprit s'exerça à remplacer, par des moyens factices, les produits primitifs que la France ne pouvait obtenir par son commerce. On essaya, par la mécanique active et perfectionnée, de remplacer les tissus de la Chine, de l'Indoustan et de l'Angleterre; on employa la chimie pour les teindre; on eut du soufre factice, du salpêtre factice; en un mot, la chimie, comme une grande magicienne, jeta sa baguette d'or pour enfanter des prodiges (3).

Pendant ce temps, Laplace mesurait la terre et contemplait les cieux; illustre collègue de Lalande, de Cassini et de Delambre, il soumettait la marche

des astres à des calculs d'algèbre pour aider les progrès de la navigation et l'avancement de toutes les connaissances humaines. Les orages politiques grondaient sur la tête de ces savants, mais ils s'en consolaient dans la contemplation de cette immense armée qui peuple le firmament dans les longues nuits. Les observations astronomiques devinrent fixes et régulières; des instruments pour mesurer l'espace se formulèrent sur de meilleures données. Le système géométrique de Laplace devint européen, et la France, isolée du monde par la révolution et la guerre, conquiert encore son universalité par les sciences (4). Le vénérable Daubenton, aux formes si douces, le successeur de Buffon, arrivait au milieu d'eux à non extrême vieillesse; conservant les traditions antiques de la science, il vivait dans ce beau parc du Jardin des Plantes, cultivé de ses mains, et dont il avait étudié les magnificences sous le cèdre du Liban, planté par Jussieu (5). Les connaissances naturelles de Daubenton s'étendaient à toutes les études des phénomènes terrestres; il appliquait son intelligence féconde à tous les règnes de la nature; enthousiaste dans ses vieux jours, il continuait Buffon, mais sa spécialité surtout était pour le règne minéral; puis, comme Jussieu, il connaissait cette longue famille de plantes que la création a semée sur le monde parmi ses merveilles; ces fleurs de grenat qui pendent sur la feuille verte comme l'émeraude, ces lilas qui ressemblent à des colliers de perles et de corail, d'améthystes ou de turquoises; ces herbes potagères qui rampent dans leur humilité, comme tous les arts modestes et utiles. Daubenton était le patriarche de la science; sa religion pour les œuvres de Dieu inspirait un respect profond, et Cabanis lui-même, le philosophe, l'ami de Mirabeau, n'élevait pas jusqu'à lui sa philosophie moqueuse; il respectait ses convictions naïves pour ce Dieu qui

(1) Chaptal, qui a été le praticien par excellence, naquit à Nogent, le 4 juin 1756, et mourut à Paris, le 30 juillet 1832.

On doit à Chaptal : 1° *Conspectus physiologique de fontibus differentiarum relativi ad scientiam*, 1777. 2° *Tableau analytique du cours de chimie fait à Montpellier*, 1781, in-8°. 3° *Éléments de chimie*, 3 vol. in-8°, 1796. 4° *Traité des salpêtres et goudrons*, 1796, in-8°. 5° *Tableau des principaux sels terreux et substances terreuses*, 1798, in-8°. 6° *Essai sur le perfectionnement des arts chimiques en France*, 1800, in-8°. 7° *Essai sur le blanchiment*, 1801, in-8°. 8° *Art de faire, de gouverner et de perfectionner les vins*, 1801, in-8°.

(2) Berthollet naquit le 9 novembre 1748; mort le 6 novembre 1812. On a de lui : *Expériences sur l'acide tartareux*, sur l'acide sulfureux, observations sur l'air, mémoires sur les combinaisons des sels avec les terres, l'alcali volatil et les substances métalliques (1776, 77, 78). Recherches sur la nature des substances animales, et sur leur rapport avec les substances végétales (1780). Observations sur la combinaison de l'alcali fixe avec l'acide erycux (1780). Essai sur la couactivité des sels métalliques (1780). Observations sur la décomposition de l'acide nitreux (1781), etc.

(3) Les progrès de la chimie, de 1795 à 1812, sont immenses.

(4) Un décret du 22 juin 1795, ordonne la formation d'un bureau des longitudes. Il fut chargé de rédiger la connaissance des temps, de perfectionner les tables astronomiques et météorologiques. La première formation de ce bureau, type des formations suivantes, comprenait : les géomètres Lagrange, Laplace; les astronomes Lalande, Cassini, Besselin, Delambre; d'anciens navigateurs, Borda, Bougainville; un géographe, Buache; un artiste, Larmache.

(5) Daubenton (Louis-Jean-Marie) naquit à Roubaix (Bourgogne), le 29 mai 1716; mort à Paris, dans la nuit du 31 décembre 1799 au 1^{er} janvier 1800. Il a contribué à faire les quinze premiers volumes in-8° de la grande Histoire naturelle. Il a publié de ses articles dans la première Encyclopédie, dans les Mémoires de l'Académie des sciences (sur divers points importants de l'histoire naturelle des animaux et des minéraux); dans ceux de 1754, de 1766, de 1772, de 1781, de 1782, de 1783. Instruction pour les bergers, 1 vol. in-8°, 1782. Tableau méthodique des minéraux, 1784, in-8°. Mémoire sur le premier drapeau de laine supérieure du cru de France, 1784, in-8°. Il a travaillé à la collection académique.

avait tout créé (1). Cabanis, en effet, faisait alors grand bruit dans le monde philosophique ; médecin renommé, il avait étudié l'homme par les nerfs, le sang et le cerveau, et de cet examen il tira des conclusions favorables à un spiritualisme matérialiste, comme si ces deux idées pouvaient se formuler simultanément (2). Cabanis était-il athée comme on l'a dit ? Se donnait-il cette manie comme quelques beaux esprits de l'époque ? Tant il y a qu'il expliquait le mécanisme de l'imagination et de l'esprit sans Dieu ; ses études étaient fortes, son style entraînant, sa manière pleine d'images, de telle sorte qu'il séduisit les âmes et les cœurs de la jeune et ardente génération. Les écoles de médecine suivirent avec une passion entraînante le système de Cabanis.

C'étaient là des hommes considérables, et jamais époque, peut-être, ne présenta une réunion si puissante d'intelligences fortes et de conceptions vastes ; tous faisaient partie de l'Institut, création conventionnelle de l'abbé Grégoire et que le général Bonaparte avait adoptée quand il partit pour l'expédition d'Égypte. Il y eut désormais un institut attaché à la fortune et à la grandeur de cette destinée ; on allait fouler la terre antique des rois en poussière et des Ptolémées, les cités en ruines, les populations qui avaient laissé des traces dans d'impérissables monuments ; des hommes d'imagination et de science fouillaient incessamment les pyramides, les tombeaux, les immenses tronçons de colonnes, les sphinx, les zodiaques, les aiguilles qui rappelaient les amours d'Antoine et de Cléopâtre, la reine égyptienne aux colliers d'or : l'Institut d'Égypte travailla comme si la guerre ne désolait point cette colonie ; il traversa les déserts pour dessiner, étudier, avec ce courage que donnent seules les fortes études. Bonaparte commença sa carrière d'artiste au milieu des sables, sous les feux du soleil. Nul ne sait les tourments qu'on se donne quand on s'impose une mission ; on sue, on s'altère, on recherche, on passe toute son existence devant une idée avec laquelle on naît et on meurt. L'Institut d'Égypte a laissé un impérissable monument ; il y a déposé une vaste science, et on ne trouve rien de pareil dans l'histoire, si ce n'est les livres de Kircher et de Zoega, qui furent les bases du travail d'érudition de l'Institut d'Égypte. Idée féconde que celle d'avoir réuni les monuments des vieux siècles en face de la civilisation moderne ; les

conquêtes de la guerre s'effacent, les souvenirs de la gloire périssent ; le nom de France a laissé à peine un retentissement sur les rives du Nil, mais le grand travail de l'Institut d'Égypte restera à travers les âges. Les monuments qu'élève l'esprit demeurent debout ! les livres de la vieille Rome survivront à ses temples ; et quand les pierres du Colisée tombent en poussière, les Annales de Tacite nous rappellent encore les combats des gladiateurs et les spectacles de ces jeux où le blond esclave de la Germanie saluait César en expirant sous les coups du vainqueur.

Les arts, a-t-on dit vulgairement, aiment la paix et le repos ; fausse idée, car c'est dans les temps d'émotions et de croyances que se produisent les belles œuvres d'artistes. Aux époques paisibles tout prend un caractère monotone et compassé ; il y a absence de ce souffle puissant qui saisit un artiste par l'imagination et le cœur ; les arts sont prodigieux aux temps d'orages, ils s'animent dans cette tempête des passions qui bruissent autour d'eux. Sous la convention, il y eut une rage de fêtes et de solennités qui éleva considérablement les moyens des artistes ; tout fut dessiné, colorié ; l'art religieux disparut avec le catholicisme pur et vierge ; on substitua des programmes qui imprimèrent à chaque fête un caractère théâtral ; on avait foulé aux pieds les dogmes de l'Église, on remplaça ses pompes par des décors d'artistes ; on vit alors des montagnes gigantesques et des statues colossales qui représentaient la Liberté et la Nature ; on substitua Caton, Sénèque, Brutus, Cicéron, avec leur figure austère, à ces douce et naïves créations que l'art catholique avait sculptées sur les monuments. Tout fut une imitation de l'ancienne Grèce et de Rome ; les jeunes filles, aux cheveux tressés dans des réseaux d'or, tinrent des gerbes aux mains ; les vieillards entourèrent les charriots traînés par des bœufs couronnés comme dans les bas-reliefs antiques. Les enfants jetaient des fleurs ou chantaient des hymnes ; et ces professions étaient enlacées par des cordons aux vives couleurs comme aux fêtes du vieux paganisme : les programmes de ces solennités nous sont encore conservés dans les monuments de l'époque ; et la terrible convention elle-même semble prendre à plaisir d'en préparer les détails, comme s'il s'agissait d'un acte sérieux de la vie politique, car la démocratie est le gouvernement des fêtes publiques (3).

(1) Dubouton, créé sénateur sous le consulat, mourut à quatre-vingts ans.

(2) Cabanis naquit en 1757 ; mort le 5 mai 1808. Il fit le *Serment d'un médecin* (imitation libre de celui d'Hippocrate), 1783. *Observations sur les hôpitaux*, 1789. *Journal de la médecine et de la mort du Mirabeau. Le degré de certitude de la médecine* Sou-

plus remarquable livre résume les rapports du physique et du moral de l'homme, 1802.

(3) Le principal de ces programmes, celui de la fête de l'Être suprême, fut dessiné par David. Il est très-remarquable, même sous le rapport poétique.

L'artiste qui domina cette époque fut le peintre David, républicain de principes, exalté pour Marat, Saint-Just et Robespierre, furieusement retrempé dans les études de l'antique. David était membre de la convention nationale, l'un de ses plus hardis défenseurs, le zélateur de la Montagne, le peintre de ces tableaux, admirables encore aujourd'hui, de l'assassinat de Marat et de Lepelletier de Saint-Fargeau, martyrs des idées républicaines; son âme était énergique et de feu. Au temps des révolutions, les hommes sont tellement exaltés, les esprits tellement en dehors de leurs habitudes, qu'on ne peut demander raison des actions mauvaises; elles arrivent au cœur et à la pensée par des voies intimes et inouïes qui rappellent à l'homme la mécanique de sa nature; c'est la rage d'une passion qui parle et s'impose. Ainsi, dans David, je ne verrai que l'artiste fanatique et aux proportions gigantesques; il avait emprunté à Michel-Ange quelques-unes de ces études d'anatomie qui brillent avec tant d'éclat dans le prodigieux tableau du *Jugement dernier* où les poses sont si hardies. Or ces entrelacements d'hommes, ces masses de chair mêlées, confondues, forment la plus grandiose des œuvres de l'école italienne (1). David, amoureux de la forme antique et romaine, sacrifiait tout aux poses; et comme son âme républicaine se complaisait dans les scènes de la vieille histoire de Rome, il essayait son pinceau dans le sacrifice sublime de Brutus ou dans l'image de César frappé au cœur par les conjurés du sénat. Il préparait le Combat des Horaces et des Curiaces, l'Enlèvement des Sabines, et tant d'autres productions qui effacèrent la belle et hideuse image de Marat assassiné dans son bain par Charlotte Corday (2).

David, dans son magnifique talent, fit école; de jeunes et nombreux artistes imitèrent sa manière et se pénétrèrent de sa pensée républicaine; tous devinrent Grecs et Romains. La nature dut désormais se reproduire à nu comme dans les jeux gymnastiques d'Athènes ou de Sparte aux scènes du pugilat; la nudité académique fut la base des études; tous les sujets des grands compositeurs furent républicains, et les artistes se groupèrent autour du maître qui savait si bien draper à l'antique les mâles figures; on reproduisit la mort de César par Brutus, le jugement implacable de Virginus;

tout rappela ce patricien austère qui envoyait son fils à la mort parce qu'il avait trahi Rome et failli devant son devoir, ou bien le père qui frappait d'un poignard sa fille pour réveiller, par l'aspect du sang, l'énergie de Rome. Il y eut une affectation de rigidité dans les jeunes artistes; on les voyait sous les portiques du Musée avec la robe de pourpre et la prétexte romaine; leurs têtes bouclées portaient une bouclette sacrée comme les poètes et les *rates* des anciens; ils tenaient leurs paktets à la main dans une attitude méditative; leurs pinceaux s'agitaient dans leurs doigts pour une grande œuvre, et tout annonçait, dans les draperies pendantes, la sévérité du costume et la gravité des mœurs. A toutes les époques ainsi sont les artistes; ils imitent dans leur tenue le temps qu'ils affectionnent dans leur âme, l'antiquité ou la renaissance, Rome ou François I^{er}; le talent subit la mode (3). David se dit l'élève de Vien, peintre habile, travailleur infatigable, qui se donnait le mérite d'avoir effacé le mauvais goût du genre Louis XV (4). Prétenait vulgaire, comme si chaque nation n'avait pas son art, et chaque époque son caractère! Le plus triste talent est celui de l'empreint. David forma Gérard et Girodet, ses deux élèves; Gérard, alors républicain ardent comme son maître; Girodet, l'artiste poète, qui devait colorer l'art par de si douces impressions.

La statueur suivait le mouvement de la peinture; s'adressant aux grandes formes, elle ne reproduisait plus désormais que des modèles de Rome et d'Athènes. Si le peintre s'appliquait aux nudités mâles et prononcées, si les architectes élevaient des temples dans les proportions doriques ou ioniennes, empruntées au Parthéon de Minerve, ou au Panthéon de Rome; si la tragédie remuait tout le passé des républiques antiques, la famille des Atrides et Iphigénie désolée, la statueur imitait les modèles et l'esprit de l'art ancien. Il fallait voir le sculpteur dans son atelier en face de son œuvre; il était drapé dans la toge; il portait ses cheveux à la Titus, ou bien en boucles ondoyantes comme nous voyons reproduits Praxitèle, Apelles ou Pygmalion dans les bas-reliefs. Le sculpteur tenait de ses mains le ciseau sacré qui savait animer le marbre; ses pieds chausaient le coturne et son bras imitait les poses antiques, étudiées sur les

(1) David a plus d'un rapport avec Michel-Ange; l'un et l'autre avaient posé leur talent sur les études anatomiques; mais Michel-Ange était plus hardi et peignait ses personnages d'une main plus ferme.

(2) Ce tableau existe encore; il en a été fait de nombreuses gravures, qu'on se distribua longtemps comme des reliques.

David acquit à Paris, le 31 août 1788, mort le 26 décembre 1825. En 1776 il obtint le grand prix, le sujet était les Amours d'Antio-

chus et de Stratonice. La Feste de Maracée (1779), Bellastre (1784). Le Serment des Horaces (1764). La Mort de Socrate (1787). Paris et Bellone (1788). Brutus (1790). Serment du jeu de Femme. Les habiles. Le Couronnement des Thermopyles.

(3) Il existe plusieurs gravures qui reproduisent le costume des artistes de 1793 à 1797, dans les gravures de la Bibliothèque royale.

(4) Vien fut aussi fait sénateur au consulat, avec le vieux Bachelin.

monuments. Ici pêle-mêle devant lui des blocs de marbre d'Athènes ou de Carrare; là un siège comme les affranchis au *Forum*; plus loin brûlait une lampe recueillie à *Herculanum* ou à *Pompéi*, et les parfums remplissaient l'atelier. Ce bloc de marbre recevait bientôt les formes divines de Vénus, de Mars ou le buste d'un orateur célèbre, toujours vêtu à l'antique, et conservant son caractère républicain, sa mâle figure de tribun. Cette tendance de l'art s'empregnait au cœur de l'artiste; il était rare que les sculpteurs ne portassent pas dans leur poitrine de feu un caractère profondément démocratique, un amour inné pour cette grande révolution; ils vivaient dans une atmosphère d'histoire et d'héroïsme qui enthousiasmait les hommes d'images et d'art; peintres et statuaires se complaisaient dans cette étude, l'orgueil de leur jeunesse; ils se disaient les amis, les élèves de David. Quand ils avaient tracé ou modelé la physiognomie de Brutus ou de Cassius, comme Pygmalion ils s'identifiaient avec leurs œuvres; et ceci explique le mâle courage de Ceracci et de Topino-Lebrun, âmes ardentes, artistes fraternellement unis, qui reçurent la mort de la main du nouveau César, comme dernière imitation de la vieille Rome. Il y avait une action et une réaction de l'âme sur l'œuvre et de l'œuvre sur l'âme, mystérieuse puissance qui domine et explique toute la vie d'artiste (1).

La musique avait pris également cette teinte révolutionnaire qui pousse et entraîne les sciences et les arts à la fin du XVIII^e siècle. La convention multipliait les fêtes pour enthousiasmer le peuple; des hymnes devaient être chantés dans toutes les solennités publiques; les armées de la France républicaine, comme celles des vieux Gaulois, avaient leurs scalds et leurs poètes. Au chant de la *Marseillaise* les premières victoires avaient été enlevées; il y eut des hymnes de mort, des paroles de réjouissance, des chœurs qui retentissaient dans le Champ-de-Mars ou dans les fêtes publiques données par le Directoire. La musique fut donc appelée à seconder les idées et les paroles en l'honneur des guerriers et pour célébrer la fête des vieillards, du jeune homme, de l'enfant ou des mères fécondes; il se trouva précisément des artistes du premier ordre qui poussèrent le chant solennel dans ses plus

déclirantes expressions (2). Ces idées de liberté et de république sont si puissantes sur les esprits! il y a tant de prestiges dans ces images! Méhul étudia toutes les profondeurs de l'harmonie, ces sublimes accords qui, plus tard, retentirent avec toute la gravité de la musique allemande, soit que dans le *Chant du Départ* il annonçât aux guerriers les devoirs qu'ils ont à remplir envers la patrie menacée et les nobles destinées qui les attendent, soit que dans le chœur des anciens, aux fêtes publiques, il invoquât les souvenirs des dévouements de la Grèce et de Rome. Les fêtes de la révolution furent soulevées par les vers de Chénier et l'harmonie de Méhul. Gossec fut le musicien de la mort. Avec l'instinct profond d'un grand patriotisme, il possédait l'harmonie des choses funèbres quand l'urne s'élevait drapée de noir pour Viola et Barra. Gossec imita la musique d'église, il créa le *Dies Ira* des républicains, en y mêlant la voix déchirante du tam-tam, cri de douleur au milieu des hymnes pour les glorieux trépassés. Il fallait voir le frissonnement du soldat quand le tam-tam se faisait entendre aux funérailles de Marceau, à la cérémonie funèbre de Hoche, et dans ces spectacles de deuil qui couvrirent, comme un voile funèbre, le sépulcre des plénipotentiaires assassinés à Bâstard (3).

Cependant tout a sa fin! Dans les dernières années du Directoire il se forma une réaction contre les idées, les usages et les habitudes du temps démocratique, alors confondu avec la terreur. La seule musique de Gossec ne plaisait plus aux oreilles raffinées des incroyables et des élégants qui paraissaient dans les salons. On courait aux talents gracieux de l'Opéra-Comique, aux compositeurs italiens, à madame Grassini ou à Garat, le chanteur, dont la renommée éclipsait celle de M. Garat, l'homme politique; on repoussait tout ce qui se rattachait aux idées de la convention et du jacobinisme, à la gravité des habitudes républicaines, aux fêtes qui se donnaient au milieu du Champ-de-Mars. La vieille légèreté française se réveilla; on préférait le vaudeville à la tragédie, le chant gazouillé à la grande musique allemande, la romance aux hymnes patriotiques. La société présentait la gracieuse musique de Boieldieu, jeune homme plein d'avenir, s'essayant dans tous les genres avec facilité. Quand Grétry

(1) L'école de David et de la sculpture antique ont dominé jusqu'à la fin de l'empire.

(2) Voici les principaux chants de cette époque, dus à Méhul et Gossec.

« Hymne pour la fête libre en l'honneur de Garat et de Lepelletier, par Mercier, de Compiègne, musique de Gossec.

Le *Chant du Départ*, hymne de guerre, paroles de Chénier, musique de Méhul.

Le *Chant des Victoires*, hymne de guerre, paroles de Chénier, musique de Méhul.

Hymne chanté à l'inauguration du temple de la Raison, dans la ci-devant métropole de Paris, le 20 brumaire de l'an II de la république française, par Chénier, musique de Gossec.

Hymne chanté à la fête de Barra et Viola, le 10 thermidor, paroles de Berville, musique de Méhul.

Hymne à l'Être suprême, par Chénier, musique de Gossec.

(3) Ce fut, dit-on, aux funérailles de Mirabeau, en 1794, que le tam-tam se fit entendre pour la première fois.

écrivait ses Mémoires et que Chérubini remuait les fortes notes, Boieldieu travaillait à la musique du poème de *Benioeski*, œuvre remarquable, et il avait fait entendre dans les salons, sur le piano qu'il touchait avec une si spirituelle facilité, quelques jolis motifs d'un opéra préparé pour Feydeau, sous le titre du *Conte de Bagdad*. On raffolait de Boieldieu, de madame Grassini et de Garat, parce qu'ils se rapprochaient davantage des formes et des idées françaises; on ne pouvait plus supporter les habitudes antiques et compassées qui traient le caractère national.

Sous la convention, les théâtres se contentaient de jouer la tragédie romaine et les pièces pastorales qui délassaient le dictateur Robespierre, le grave Saint-Just et Couthon, après les longues et fortes séances du comité de salut public. Le genre Florian dominait à côté de ces spectacles terribles qui rappelaient les sublimes dévouements de l'histoire; on se complaisait dans le doux paysage, aux montons, aux bergers, aux tendres amants, on dans le tableau des vertus de Cassius et de Cimber; le théâtre fut destiné à donner aux mœurs une empreinte démocratique. Après le 9 thermidor, l'époque qui tua la république, les théâtres se monarchisèrent pour ainsi dire; les danses, les chœurs, tout prit un aspect, une tendance vers l'aristocratie. L'Opéra-Comique raviva les usages de la vieille France; on ne déclama plus habituellement contre les rois, comme le faisait l'école de Chénier; on pardonna aux gentilshommes; on supporta MM. de Ségur à cause de leurs romances; et plus les acteurs s'éloignèrent du ton et du genre de la révolution française, en rappelant le menuet et les manières de l'ancienne cour, plus ils obtinrent de succès sur la scène. Qui ne connaissait alors la dynastie des Vestris, cette triple génération qui gambadait à l'Opéra avec une si haute dignité de soi? Le Directoire vit renaitre le temps des futilités; la danse fut une affaire sérieuse, on se disputait pour un menuet de la gavotte; on avait abattu Dieu et l'Église, et l'on vouait un culte à des baladins qui déployaient leurs grâces et leurs tours de force sur la scène. L'homme a toujours besoin d'élever des autels et de se créer un culte; les esprits qui avaient proscrit les cérémonies chrétiennes adoraient les pompes de l'Opéra. Aussi les acteurs se donnaient une importance bouffonne; plus fiers que les grands seigneurs du vieux régime, ils se drapaient avec une dignité ridicule. Il fallait voir la tenue de Vestris et cet appareil de demi-dieu dans lequel il se révélait au monde, sous un nuage de poudre parfumée et d'une pluie d'eau de senteur; la fureur d'applaudissements qu'excitait un chanteur à la mode, était chose inouïe! Temps renouvelé du vieil empire, si

bien décrit par Juvénal, quand la matrone romaine frissonnait pour un histrion (1).

Le Théâtre-Français avait seul conservé les traditions de la honne et haute comédie, des financiers et des grandes coquettes, avec MM. Fleury, Monvel, Baptiste, Dugazon, mesdames Contat, Devienne, Mœzai, etc. Puis s'élevait parmi les débris de la belle époque théâtrale, cet homme de si remarquable talent, qui acquit sa haute perfection par la méditation du génie républicain et l'étude profonde de l'histoire et de l'art. Talma fit pour la déclamation ce que Corneille avait fait pour le drame; il pût sur les vieilles annales avant d'entreprendre la reproduction des puissantes figures historiques. Pour lui il n'y eut plus de type d'invention; il devint un maître exercé sur les modèles; il se drapa comme David drapait ses personnages, il porta la couronne des empereurs et le manteau de pourpre; il fut enfin une médaille; il se fit de bronze pour nous reproduire les époques que Tacite avait seul écrites. Talma excita un légitime enthousiasme, car il nous fit vivre au Forum avec les empereurs couronnés des lauriers de la victoire! Son art fut antique, et voilà pourquoi il conserva cette ampleur de formes sur la grande scène. Bonaparte comprit Talma. Le consul aimait l'histoire parce qu'il devinait la postérité.

CHAPITRE VIII.

MŒURS ET USAGES DE LA SOCIÉTÉ À LA FIN DU DIRECTOIRE.

Réaction vers les plaisirs. — Relâchement de l'esprit de famille. — Les divorces. — La société parisienne. — Bals. — Modes. — Coutumes. — Salons de Paris. — Femmes à la mode. — Quelques gentilshommes. — Les fourours. — Les inévitables. — Ruine et décadence. — Manières. — Mœurs des campagnes. — Quelques histoires de la vie de châteaux et de proscrits.

1794 — 1799.

La société, sous les lois énergiques de la convention nationale, était restée empreinte d'une indélébile terreur; les mesures du comité de salut public, résultat d'une nécessité impérieuse, avaient brisé les rapports intimes de la famille, les épanchements de l'amitié et de la confiance. De pâles figures se

(1) Gaill sicut in amplexis. (Juvénal, satire 3.)

montraient dans les rues de Paris, tant on craignait les dénonciations qui jetaient les têtes à l'échafaud; jamais société humaine n'avait présenté le spectacle de ces grandes tristesses, de ces grands devoirs et de ces patriotiques services; les uns couraient aux frontières, les autres fabriquaient des armes dans les ateliers du Champ-de-Mars ou de la plaine des Sablons; il y avait des colueux populaires, des fêtes retentissantes, mais rien ne rappelait l'ancien caractère français; la mort avait jeté son voile sombre sur les physionomies naguère si joyeuses (1). Le caractère français s'était entièrement modifié; on riait encore, mais de ce sourire mélancolique qui atteste toute l'amertume des mauvais jours.

Après le 9 thermidor, et sous le Directoire, il y eut une réaction vers les joies et les dissipations, parce qu'il fallait bien que l'esprit fit irruption dans ce temps d'un peu de liberté; on échappait à la terreur, on ne craignait plus d'être livré à l'échafaud. Trop longtemps le sentiment national avait été comprimé; il avait besoin d'éclater avec ses plaisirs et sa gaieté ancienne; la société insouciance était comme sans passé et sans avenir; on se réunissait dans des bals, dans des concerts; on devint fou de dissipations, avide de tout ce qui remuait la vie. Jamais époque ne fut plus brillante et plus abandonnée; les mœurs publiques ne furent plus un préservatif suffisant pour conserver la chasteté des manières et les devoirs du toit domestique; la révolution qui devait tout détruire avait relâché les deux puissances qui maintiennent les rapports de la famille: l'autorité paternelle et les liens sacrés du mariage. Depuis l'assemblée constituante on avait aboli le droit d'aînesse, l'autorité paternelle, la corporatlon, tout ce qui tenait les individus rattachés les uns aux autres par les devoirs de la morale et les sentiments d'une surveillance domestique (2); tous étaient libres et isolés (3): le fils, les frères, les serviteurs. Ce qu'il y avait de curieux dans cette liberté nouvelle, c'est qu'en imitant sans cesse Rome, elle avait oublié que ce qui constituait la force et la puissance de la ville éternelle, était précisément le despotisme de cette organisation de la famille, qui faisait du père le chef du sanctuaire domestique, avec le droit de vie ou de mort sur ses enfants; les fils étaient rangés parmi les esclaves; et l'expression latine de *familia*, employée par la loi des douze tables, le vieux monument du droit romain, et dans les plus belles pages de Tacite,

signifiait la réunion des fils, des esclaves, sous l'autorité suprême du père (4). En France, on était parti du système opposé; depuis la liberté républicaine, le fils était presque immédiatement émancipé, il secouait l'autorité paternelle. Rien ne le retenait dans le foyer domestique; il pouvait dévorer sa fortune dans les plus folles prodigalités; la seule famille pour lui était la nation.

En même temps le divorce s'introduisait, comme le résultat de l'émancipation réciproque; deux époux purent, par consentement mutuel, se prendre et se séparer; une simple déclaration commune, trois fois répétée, suffisait; on s'était donné par serment devant l'officier civil; on se quittait par une déclaration opposée. Rien de religieux désormais ne bénit le mariage; l'union des deux époux ne vint plus du ciel; ce fut un contrat civil comme l'achat, la vente ou le louage (5); de là résulta le spectacle scandaleux de femmes qui s'étaient mariées à cinq ou six époux différents. Que devenait la chasteté dans la vie? L'unité qui est la grande pudeur de la femme fut méconnue; on se joua de la famille et du saint lien qui la fonde; des femmes eurent des enfants de trois lits, et comment, au milieu de cette confusion, aurait-on préservé la société de la dissolution la plus déplorable dans les mœurs publiques? Quand il n'y eut plus de frein, les femmes s'affranchirent de toute contrainte: leur vie ne fut plus qu'un grand secouement des lois de la pudeur (6).

Aussi Paris fut-il saisi comme d'un vertige; on se livra à toutes les débauches; on eut l'insouciance de la veille et du lendemain. Spectacle curieux à voir que la société élégante d'alors! elle avait haine de la révolution, par esprit de bonne compagnie; elle sortait de ses saturnales, et néanmoins elle restait dans ces mœurs, dans ces facilités de rapports sous la liernee la plus effrénée. Il y avait mille bals, tantôt sous les délicieux ombrages de Tivoli, tantôt à Frascati, souvenirs rapportés de Rome et de Naples, la nuit, à l'imitation des mœurs italiennes, mais sans le ciel pur et les horizons de Portici. Dans ces bals on jouait sa fortune, son bonheur; les danses ne consistaient pas seulement en de sérieuses figures, en des évolutions classées avec un rigorisme mathématique; elles étaient un art développant les formes les plus voluptueuses, les plus hardies, les plus artistiques; et un homme à la mode devait être presque un danseur de l'Opéra. Événement immense que l'arrivée dans un bal d'un

(1) La lecture du *Moniteur* est plus instructive sur ce point, que toutes les petites histoires de la révolution qu'on a écrites.

(2) Mirabeau fut le grand promoteur de toutes les lois qui émancipèrent le fils de famille.

(3) Il y eut alors liberté absolue de profession, d'état, tout fut confondu dans la nation.

(4) Sous les empereurs, cette loi se trouve parfaitement maintenue, même à l'égard des esclaves. Voyez Tacite, *Annales*, liv. V.

(5) Six mois de séparation mutuelle suffisaient pour obtenir le divorce d'après les lois de la convention nationale.

(6) Voyez le *Répertoire* de M. Recueil, au mot Divorce.

beau danseur ! on faisait place autour de lui, pour lui voir développer toutes ses figures, ses entrechats, ses jetés, ses pirouettes. Les dames, aussi, s'appliquaient aux gestes les plus mobiles, languissants, vigoureux tour à tour; l'usage des châles commençait à s'introduire, et, dans la danse, c'était un vêtement indispensable pour couronner un tableau quand les bras s'entre-lançaient (1). Qui pouvait se comparer alors à la réputation de Trénis, ce danseur qui a laissé son nom à une figure de contredanse si surnommée ! On parlait autant de lui, dans les salons de Paris, que des généraux Moreau et Bonaparte. Vestris, Trénis, Gardel, étaient les héros des boudoirs. Vuulrez-vous écouter la plaintive romance ? C'était Garat, le chanteur à la mode, le phénomène, que l'on se disputait avec rage dans les nuits brillantes de la Clansée-d'Antin. Je ne sais si c'est habitude de notre époque persister; mais quand je vois des admirations si futiles, je suis tenté de prendre en pitié une période où des bals-dans dominaient les salons; Rome vieillie se reproduit à mon esprit, quand un mime met en émoi les théâtres et les cirques. Sous les empereurs, on parlait moins des vieilles légions de la Germanie que de Bactyle, le danseur aux noirs cheveux assyriens.

Les modes étaient marquées d'un caractère plus singulier encore; le goût de l'antique s'était introduit parmi les femmes; la nudité les rapprochait de la statue; elles avaient les bras nus, surchargés de camées, les jambes enlacrées de cothurnes étaient nues aussi jusqu'aux genoux, et l'on voyait encore ces camées qui retenaient les plis de la robe, à l'imitation des matrones romaines. Une tunique cachait à peine leur sein et leurs épaules; leurs cheveux bouclés et épars étaient le plus souvent empruntés et d'une couleur différente de leur peau; les parures brillaient sur leur front, et se tressaient en colliers et en riches bracelets. On ne distinguait plus la femme pudique de la courtisane; le goût artistique domina le costume (2), pour montrer la blancheur de sa peau, ses bras ornés de camées et de perles, ses doigts de pieds enlacrés de pierres précieuses. Plus la femme ressemblait aux figures d'un bas-relief d'Athènes et de Sparte, mieux elle

façonnait son châle comme une draperie antique, plus elle était à la mode. Si l'on pénétrait dans son boudoir, les meubles étaient faits sur les modèles d'Herculanum; tout était imité : les lits, les urnes, les lampes de bronze, et jusqu'à jour mystérieux qui éclairait son coucher. On copia Aspasia, les courtisanes de la Grèce; le *Voyage d'Anacharsis* et sa pâle et licencieuse copie le *Voyage d'Antenor* furent étudiés comme les livres classiques des mœurs nouvelles, et le miroir où se reflétaient les habitudes et les modes du jour (3).

Le costume des hommes, quand il ne se modelait pas sur les artistes à la physionomie romaine, à la prétexte et au manteau onloyant, avait quelque chose de plus singulier, de plus excentrique encore. On était ridicule par ton; ce que l'on appelait un *incroyable*, était le composé bizarre de vêtements les plus extraordinaires que le caprice puisse inventer : une coiffure en eadenettes, ou bien en mèches de cheveux qui pendaient de toutes parts sur la physionomie demi-absorbée dans une immense cravate où le menton s'agitait à l'aise; un gilet haut, un habit à collet noir, très-élevé, qui cachait presque entièrement la tête; des colottes courtes avec mille rubans qui pendaient sur des bas de soie chinés; les souliers découverts; et par-dessus tout cela des bijoux à fusain, de grosses boucles d'oreilles, des breloques qui battaient jusque sur le genou, des bagues à tous les doigts, une petite canne tortue et noueuse à la main, un longnon aussi large qu'une loupe, ou immense claque sur une tête à frisure; tel était le costume d'un *incroyable*; il parlait à peine et dans son accentuation il évitait les *r*, en donnant surtout sa petite parole d'honneur. Tout cela formait un ensemble fort ridicule, et l'on s'explique à peine, quand on voit les gravures du temps, que des hommes raisonnables aient pu se charger de ces ornements puérils; et pourtant des personnages graves étaient ainsi accoutrés; témoin M. de Talleyrand s'imposant toutes les obligations de cette vie d'incroyable, par le désir de se placer au milieu du beau monde (4).

Il y avait, dans les salons, des plaisirs incessants, beaucoup de jeux, des intrigues, et peu de cau-

(1) J'ai parcouru les gravures du temps dans la collection de la bibliothèque royale; rien ne me semble plus ridicule que de voir des hommes et des femmes s'occuper de telles folies; tel était le temps, et Napoléon s'amusait-il pas à danser le Monaco?

(2) Voir la collection des gravures de modes (bibliothèque royale).

Voici ce qu'on lit dans un journal du temps : « Jamais les femmes n'ont été généralement mieux mises, ni plus blanchement parées. Le savon est devenu non moins indispensable que le pain. Elles sont toutes couvertes de ces châles transparents, qui voltigent sur leurs épaules et sur leur sein découvert, de ces usages de gaze, qui voilent une molle du visage pour aug-

menter la courtoisie, de ces robes, qui ne les empêchent pas d'être nues. Dans cet attirail de sylphe, elles couvrent le maillot, à midi, le soir, on ne voit qu'ombres blanches qui circulent dans toutes les rues. C'est l'habillement des anciennes vestales; et les filles publiques sont costumées comme l'opagène en saute sur le pont d'être immolée.

(3) On ne parlait alors que des courtisanes de la Grèce, et toute la littérature se ressentait de cette tendance; cela explique la vogue de certains livres.

(4) Nous avons encore tous vu M. de Talleyrand avec la cravate diresoratoire, qui avait conservé à travers tous les changements politiques, comme gage d'immobilité.

serie; on ne connaissait pas ce qu'on appelle aujourd'hui la discussion politique grave et sérieuse; on ne parlait pas affaire sous les lustres; réunis pour les joies, on s'occupait d'arts, d'artistes et d'acteurs, de danse et de baladins; une romance offrait plus d'intérêt qu'un bulletin d'armée; on entourait les femmes à la mode, alors d'une si grande renommée! Qui ne citait la belle madame Récamier, ses charmes éblouissants, toutes les voluptés de sa pose, cette nonchalance abandonnée qui révélait mille grâces dans un salon de bonne compagnie? On disait des merveilles de madame Tallien, de ce caractère fier et prononcé qui avait inspiré le 9 thermidor, et rendu le courage à plus d'un proscrit; Espagnole d'origine, madame Tallien avait je ne sais quoi de puissant dans le regard qui faisait tomber la foule à ses pieds (1). Tout le monde s'occupait de ces femmes à la mode, la distraction du jour, l'intérêt du moment; qui aurait songé à des occupations sérieuses quand ces belles fées touchaient les cœurs, de leur baguette d'or, dans des palais de cristaux?

A l'époque de la société conventionnelle, il y avait un cynisme de vêtements, les formes étaient grossières, et rien n'était comparable à l'étrangeté de propos, et à l'abandon de la pose et du geste; sous la terreur, on voyait bien que les classes infimes gouvernaient la société. Lorsque le Directoire s'organisa, quelques gentilhommes arrivèrent à Paris, pour se rapprocher du comte de Barras, lui-même de si bonne maison : l'origine de race du directeur était vieille comme les rochers de la Provence; la noblesse allait à lui, et Barras avait conservé, dans ses déshonrements, cet esprit et ces airs qui se font reconnaître entre mille autres; il était dissipé à la manière de la régence; le gentilhomme se retrouvait toujours, et son salon était marqué d'un caractère à part. Ces beaux appartements que vous voyez au Luxembourg, tradition du vieux régime, étaient remplis de femmes élégantes de la vieille et de la nouvelle sociétés; par sa famille, Barras était en rapport avec des gens de cour; il les préférait aux démocrates, parce qu'il y retrouvait mieux ses souvenirs et ses goûts : parmi ses maîtresses, il en était beaucoup qui appartenaient à l'aristocratie; en faisant la part au ton libre et aux manières abandonnées du directeur, il était difficile que des hommes, comme lui, n'eussent l'art de conserver quelques-unes des formes d'autrefois, si parfaites, si spirituelles. La vicomtesse Beauchamp, par exemple, si familièrement admise au Luxembourg, ne pouvait, en aucun cas, res-

sembler à ces fortes et grossières citoyennes, qui seules, sous les comités, avaient le privilège des réunions publiques et des accolades fraternelles. Le salon de Barras, quoique composé de femmes aux mœurs faciles, à la vie légère, conservait un ton et des usages qui ne se rencontraient pas autre part : c'était de la débauche de grands seigneurs, dans les salons des filles du régiment, où l'on daignait admettre quelques parvenus; mais l'homme de bonne compagnie s'y distinguait. Le comte de Barras tenait sa cour plénière, depuis le matin qu'il recevait dans son lit, jusqu'au soir dans son salon, où il faisait l'office de président du Directoire, avec des attentions d'une politesse remarquable. S'il avait quelquefois de la brusquerie de marin, des souvenirs de l'officier rouge et des gardes du pavillon, au fond le gentilhomme dominait encore; le directeur recevait le corps diplomatique, les étrangers, les savants de distinction, les généraux avec une tenue parfaite; il les invitait à ses grandes chasses de Grosbois et à ses petits soupers du Luxembourg.

Le luxe était immense et irréfléchi; la plupart des fortunes étant nouvelles et sans passé, se montraient peu envious de l'avenir; comme elles s'étaient faites vite, elles se dépensaient plus vite encore. Rien n'était stable dans la société; aucune valeur ne gardait son prix; les assignats étaient tombés; les mandats territoriaux, après avoir été à 20 sous pour 100 francs, n'avaient plus qu'un taux arbitraire; de pauvres rentiers, réduits aux tiens consolidés, ne touchaient même pas leurs intérêts; et à côté de cela se développaient les fortunes colossales des fournisseurs. Toute la société était un jeu; on essayait continuellement la rouge et la noire; le hasard décidait de la richesse ou de la ruine. La monnaie courante était le louis de 24 et de 48 livres, on dédaignait tout de l'ancien régime, excepté pourtant son or. On jouait à Frascati, à Tivoli, en compagnie des filles de joie, courtisanes de la Grèce : le matin, une promenade en boghei, conduit par un cheval fougueux; à trois heures, la toilette qui durait presque un quart de la journée; le soir, à l'Opéra, puis au jeu encore; telle était la vie. La coutume de beaucoup manger fin de l'époque; on faisait trois ou quatre repas par jour à l'italienne; les restaurants étaient remplis, et la mode vint de s'y montrer dans sa splendeur; la cuisine des Vêry, des Robert, obtint une réputation européenne; j'ai retrouvé un des menus de Barras, véritablement choisis avec art, et les dîners se ressemblaient de l'homme de bonne compagnie (2).

(1) C'est pour cette partie des mœurs de salon que les Rémois contemporains offrent quelque intérêt. C'est dans ces Rémois que j'ai pris dédain pour la petitesse de cette société du Directoire et même du consulat.

(2) Cette carte porte le titre suivant :

Carte d'invitation.

Pour la table du citoyen Barras, directeur de la république

S'il n'y avait point dans son salon de grande retenue pour les mœurs, il y avait au moins un cachet de goût et de distinction qui séparait cette société des manières et des formes de l'époque conventionnelle. Les habitudes de la vie avaient changé : chose singulière ! il fut de bon goût de parler mal alors de la convention et de tourner en ridicule ses adeptes les plus ardents, leurs mœurs et leurs coutumes ; on laissait aux élèves de David, à quelques femmes exceptionnelles et à quelques hommes fervents, les formes républicaines, on se riait du brouet noir et de l'ostentation des manières sévères et patriotiques ; on les poursuivait de sarcasmes ; les patriotes étaient flétris du nom de terroristes. La réaction opérée dans les salons de Paris fut immense ; on ne pouvait pas supporter les grossières formes de l'école antérieure ; nul ne voulait se comparer aux hommes de la terreur. S'agissait-il de réunir une société littéraire ? On se séparait immédiatement sous deux tentes ; les amis de Clémier n'étaient pas ceux de La Harpe ; ceux qui entouraient M. Garat, le prosateur républicain, proscrivaient M. de Fontanes. Il fut de bon ton, dans un certain monde, de faire de la monarchie : les mœurs révolutionnaires furent prosrites par des caricatures sanglantes ; on compara les femmes qui portaient la cocarde tricolore aux furies de la guillotine ; il n'y eut plus de purs que les salons inérogables. Tout ce qui était républicain fut refoulé dans la rue et dans les théâtres ; les hommes du jour dominèrent les hommes de la veille, et l'on affecta les manières de marquis (1).

Tous ces accidents de la société qui précède le consulat, ne sont pas inutiles à observer dans l'histoire ; il ne faut pas croire que les événements sociaux arrivent tout à coup sans antécédents ; longtemps ils sont préparés par les mœurs ; lorsqu'il se manifeste une tendance dans les esprits, tôt ou tard elle domine dans les lois et dans le gouvernement. Dès que la république ne fut plus énergique et qu'on put la tourner en ridicule, elle fut finie ; quand on se rit du Directoire, il y eut tendance vers un autre ordre de choses ; qui pouvait encore parler de constitution républicaine, quand on put se moquer de ses plus énergiques défenseurs ? Tout tendait à reconstituer l'unité. Il n'y a rien de frivole pour l'observateur philosophique dans l'histoire ; les mœurs ornent des modifications

dans les systèmes ; longtemps avant le 18 brumaire, il n'y avait plus de république, et c'est ce que comprit l'instinct du général Bonaparte. Retrem-pant la révolution dans la hiérarchie militaire (2), il bouleversa le pouvoir des avocats pour y substituer le gouvernement de la force et fit passer l'administration sous un principe régulier. Rien ne change dans la marche des siècles excepté les formes ; les mêmes idées se reproduisent incessamment ; les hommes d'armes s'emparent du pouvoir ; les hommes de finesse et de ruse le leur enlèvent ; puis les soldats s'en emparent encore sur les moines ou les avocats. Ainsi est l'éternelle lutte du monde moral et matériel.

Paris donnait le ton à la province : il y avait de grandes misères dans les villes, avec ce même besoin désordonné de plaisirs qui dominait les salons de la capitale. Après la terreur, Bordeaux, Marseille, Lyon, eurent leurs incroyables, leurs collets noirs, les femmes à la mode qui se réunissaient bruyamment dans les théâtres, et manifestaient leurs opinions ; ici on demandait le *Rêve du peuple*, ou tout autre air qu'inspirait la réaction sanglante contre les révolutionnaires. La jeunesse dorée de Fréron n'avait point disparu dans les provinces méridionales ; elle était puissante par son nombre et par cette force morale qui résulte toujours d'une éducation plus soignée ; là, on invoquait la *Marseillaise* et ses patriotiques accents ; il y avait des luttes entre la carmagole et l'habit, entre les cadettes et les catogans, et cette réaction de mœurs qui échappe quelquefois à l'historien, indique néanmoins la marche de la société vers des idées de pouvoir et de monarchie. Un pays ne peut pas rester longtemps dans les mains des hommes sans crédit ; tôt ou tard il se fait une aristocratie ; qu'elle vienne de haut ou de bas, de l'armée ou du négoce, peu importe, elle se forme par nécessité. La multitude, c'est l'anarchie ; l'unité, c'est la force et la protection ; et l'on y marche par un instinct inhérent aux sociétés humaines ; on se place sous un dictateur ou sous un roi.

Si l'on quittait les villes pour visiter les campagnes, la révolution s'y montrait plus paisible, car elle n'était que territoriale par la mutation des propriétés ; les communes rurales avaient à peine changé de mœurs et de costume ; les comités révolutionnaires ne les avaient pas atteintes, et

française, pour trente-àix personnes ; pour le quinquidi, 25 bœuf au vin ; au palais du Directoire exécutif (oldisant L'académie).

Quatre potages et quatre relevés, — six entrées, — quatre gros entremets froids, — huit plats de rôti, — seize entremets, — quatre salades, — soixante plats de dessert.

Carte d'invitation.

Pour la table du citoyen directeur et général Barras, le décadi, 30 Bœuf. Douze personnes.

Un potage, — un relevé, — six entrées, — deux plats de rôti, — six entremets, — une salade, — vingt-quatre plats de dessert.

(1) Caricatures de la république (bibliothèque royale, estampes).

(2) La preuve, avant le 18 brumaire, j'étais le sarcasme à peine mais sur tout ce qui se ralliait à la république ; l'empire nous donna le républicain.

l'organisation des municipalités qui remua toute la France, ne tourna que passagèrement les hameaux et les villages éloignés qui conservaient la pureté des habitudes. Vous trouviez dans chaque province les vieux types de nationalité; en Vendée, dans une fraction de la Bretagne, du Poitou et de la Normandie, le paysan était en armes pour se défendre contre les armées de la république; il conservait son antique respect pour le seigneur et le curé, double culte de sa croyance. Il y avait au Midi des imaginations ardentes, des paysans qui menaçaient le gouvernement établi; dans d'autres provinces, au contraire, sur les montagnes surtout, le cultivateur était patriote; il avait assez profité des biens des seigneurs et du élargi, pour défendre au besoin sa nouvelle propriété les armes à la main; la révolution était pour lui la plus puissante garantie. Les fils de buguenots dans les Cévennes, aux Alpes et dans les montagnes du Rhône, assistèrent avec joie à la chute rapide de la vieille monarchie qui les avait persécutés; ils devaient venger les insultes faites à leurs pères! La république, n'avait-elle pas été rêvée déjà par leurs aïeux? n'en avaient-ils pas multiplié les symboles? et une gravure existe où les buguenots représentent le sceptre et la tiare brisés par la foudre de Dieu (1). Les paysans de la montagne étaient donc patriotes dans les hautes et basses Alpes, au milieu de ces roches agrestes, où ils retrouvaient l'archeuse de leurs ancêtres, au temps du baron des Adrets et des catholiques de la plaine.

Quelques provinces écartées avaient échappé à ce ravage des opinions politiques, à la guerre civile révolutionnaire; là on voyait encore des châteaux isolés, retraites inaccessibles où des familles vivaient en paix, à l'abri des orages publics qui désolaient la France. Sous les ombrages solitaires, on lisait les journaux de Paris, pour suivre un peu son temps, et connaître les tristes événements du pays; la matinée était occupée de quelques lectures, d'un travail de mains, de la promenade aux champs, cette douce vie déjà chantée par Delille. Hélas! on croignait la proscription, et, à chaque moment, quelques fidèles serviteurs étaient envoyés au loin afin d'apprendre s'il n'y avait rien à renouer pour le maître et sa famille, sous le coup des dénonciations fatales; on passait ainsi une époque de calamité, comme les ancêtres aux temps de la peste et de la famine; on se demandait chaque soir en tremblant: « Les municipaux viennent-ils? » comme les solitaires du moyen âge qui s'informaient si les

barbares apparaissaient sur le seuil du monastère pour en piller les vases saints. Les jouissances de l'esprit et du cœur venaient rompre un peu l'effrayant aspect des scènes agitées qui marquèrent les journées fatales et les anniversaires funèbres de la révolution. Quelquefois un proscrit y recevait l'hospitalité; car cette vertu n'était point effacée du cœur de l'homme! Après le 18 fructidor on vit, dans ces retraites, les débris des gens de lettres frappés avec les journaux, par le coup d'État; pendant les doux loisirs de la campagne, on s'adonnait aux Muses et aux distractions de l'esprit. Si les hommes d'intelligence, exilés par le Directoire, étaient poètes, ils essayaient de chanter la *Pitié* comme Delille, ou le *Printemps d'un proscrit*, composé sous le toit de l'hospitalité bienveillante (2). Il n'y a rien comme la proscription pour ouvrir les grandes voies du cœur; il ne faut alors que se replier sur soi-même pour faire vibrer les cordes de la harpe; la poésie, l'histoire, tout apparaît devant vous, aux solennelles heures de l'exil, l'eau du fleuve qui roule vers la patrie, le vent qui bruit comme sur votre vieux cloison, le cri de l'oiseau de nuit, le chant de la fauvette, la vue de l'enfant, du vieillard, tout vous rappelle le sol. L'exil fut aussi l'époque des grandes œuvres, et ce fut dans la proscription du 18 fructidor que M. Portalis père composa son livre sur *l'usage et l'abus de l'esprit philosophique* (3).

Il était bien important de montrer, dans ce rapide tableau des mœurs, comment les esprits arrivaient successivement aux idées et aux formes monarchiques. Il est des époques ainsi faites, où la vieille société s'en va; celle-ci se manifeste en vain par des cris de colère; elle proteste, elle menace ce nouveau monde qui vient, cette pure vérité qui arrive; qu'importe? les idées marchent, et la résistance ne fait que hâter leur développement. Le Directoire était usé, l'ère républicaine finie, les habitudes n'en voulaient plus; on ne change pas une société par un décret, comme l'administration et les formes constitutionnelles; quand les mœurs prennent une tendance, qui pourrait les détourner? Il fallait la sombre énergie de la convention, la force puissante du comité de salut public, pour ployer la France aux usages républicains; quand la mort de Robespierre eut relâché ces liens énergiques, quand le 9 thermidor vint arrêter les terribles coups du comité, tout fut dit pour les destinées de la république, elle cessa d'exister. La révolution devait être un grand bouleversement du sol, appelant les

(1) Ce document est très curieux; il vient à l'appui de ce que j'ai dit dans mon *Histoire de la Ligue* et dans *Richelieu*. L'envoi de la gravure fut fait par une municipalité du Cher à la convention nationale; cette gravure fut déposée par ordre, à la bibliothèque

royale, division des estampes. Elle y existe encore.

(2) M. Michaud avait été recueilli par une famille, et il fit tout un cours de littérature.

(3) M. Portalis père était alors proscrit, et dans le Rotstein.

profondaires au partage des bienfaits de la société; tout fut perdu lorsqu'on voulut faire de la modération pour l'ambition et la quiétude de quelques hommes.

CHAPITRE IX.

LES PARTIS POLITIQUES AVANT LE CONSULAT.

Attitude des partis. — Les jacobins. — Les patriotes modérés. — Clubs et sociétés politiques. — Les constitutionnels. — Le parti orléaniste. — Les monarchistes prussiens. — Les partisans de l'unité et de la dictature. — Les royalistes bourbonniens. — Comités. — Insurrection. — La Vendée. — La chouannerie. — Les compagnies du Soleil et de Jésus.

1794 — 1799.

Il y a toujours deux existences, deux formes, pour ainsi dire, dans les opinions politiques : l'une est purement philosophique, rationnelle et réfléchie ; elle n'opère pas sur la place publique au moyen de grandes émeutes et des agitations turbulentes ; elle n'agit pas par la force et la violence, elle attend tout des doctrines et des principes, de la marche du temps et des idées, elle voit son triomphe dans l'avenir. L'autre, au contraire, est active et remuante, comme une mer agitée ; elle comprend peu de chose à la réflexion, aux théories et à la philosophie ; elle ne sait rien faire que les armes à la main, c'est la portion aventureuse des opinions ; or il est bon de remarquer que si la portion rationnelle domine dans les temps calmes ; par contre, dans les époques d'agitation et de troubles, la domination appartient à la fraction ardente et armée ; elle seule s'empare du pays. A ces périodes, il faut jeter un voile sur la stature de la Modération.

On était, sous le Directoire, au dernier point d'exaltation politique ; le parti jacobin avait joué un trop grand rôle jusqu'au 9 thermidor, pour abandonner pleinement son espérance, son avenir, sa force. S'il y avait eu momentanément réaction contre les jacobins et les souvenirs de la convention nationale, ils avaient depuis relevé la tête ; ce parti possédait une constitution robuste, une fraternité de moyens et d'influence ; seul il avait parfaitement compris la révolution sociale et démocratique que le XVIII^e siècle avait léguée au monde ; là se trou-

vaient de mâles caractères, des esprits de grande portée, des hommes d'exécution, qui saisissaient une pensée et osent aller jusqu'au bout : ils avaient des moyens et peu de scrupules parce qu'ils sacrifiaient tout à leur idée démocratique. Les jacobins avaient réuni au plus haut degré tout ce qui fait la force des opinions, la puissance gouvernementale, et l'énergie des volontés ; seuls ils avaient parfaitement senti qu'en matière de révolution, il faut prendre une idée et lui faire rendre tout ce qu'elle peut exprimer. Le 9 thermidor tua la république ; il arrêta le mouvement. On ne pouvait faire de la modération dans les temps de crise, sans revenir à la monarchie ; une république démocratique avec le calme et la pondération de pouvoirs, était une conception ridicule, et, pour aller à la démocratie pure, le comité de salut public était seul capable d'oser ; la révolution sociale devait sanctionner la révolution politique (1).

Depuis le 9 thermidor, les jacobins s'étaient divisés ; les uns étaient entrés dans le gouvernement et secondaient l'action du Directoire ; ils lui avaient imprimé leur énergie et leur capacité d'exécution, toutes les fois qu'il s'était agi de frapper les royalistes ; les autres mécontents restaient en dehors et conspiraient, comme Babeuf, pour la loi agraire, ou bien encore pour le retour vers les principes de pureté républicaine, tels que la convention les avait proclamés dans les jours puissants de la démocratie. Tous les moyens étaient bons aux jacobins, parce que, comme ils partaient du principe inflexible de la nécessité, ils en faisaient découler le droit absolu d'agir et de faire tout ce qui est utile pour les masses ; leurs clubs s'étaient transformés en associations privées, et, en plusieurs circonstances, ils avaient tenté d'ouvrir des assemblées publiques et solennelles, en mémoire de leur passé ; et nous verrons plus tard que Fouché, frère infidèle de la vieille société des Jacobins, fut forcé de sévir contre la réunion du *Manège*, ouverte rue du Bac. Quelquefois, cependant, le gouvernement avait en recours aux fiers jacobins pour se donner lui-même cet aspect de force et de résolution qui étaient le propre de cette société populaire. Quand le royalisme avait menacé le Directoire, celui-ci, je le répète, avait fait appel aux démocrates ; il s'était retrempé dans leur esprit ; il craignait les hommes, mais il adoptait leurs bras et leurs moyens de courage ; il avait peur de revenir au comité de salut public et à la constitution démocratique de 1793, flétrie par les thermidoriens, mais les sabres et les baïonnettes des jacobins lui paraissaient indispen-

(1) Je regrette bien d'avoir vu qu'on n'est jamais exactement dans l'histoire du parti jacobin comme force de gouvernement et de dictature démocratique.

sables, et les modérés les avaient invoqués au 14 vendémiaire et au 18 fructidor.

Les jacobins étaient donc les véritables hommes d'état (1), d'administration et d'énergie de la révolution française (2); de leur sein étaient sortis les plus forts qui tenaient encore le timon de la république. Ceux-ci, depuis la journée du 9 thermidor qui les avait compromis, faisaient cause commune avec ce qu'on appelait les patriotes rationnels, les hommes dévoués aux principes de 1789, qui croyaient la république possible sans les excès; et pourtant, si elle voulait réussir, la révolution devait se faire violente et jacobine. Dans les temps de troubles, toutes les fractions raisonnables s'effaçaient dans les partis; la modération disparaît; il n'y a que la logique inflexible des faits qui réussisse; toute opinion spéculative s'éteint; l'action et la réaction constituent essentiellement l'esprit des époques révolutionnaires; on ne raisonne plus quand il s'agit de faire triompher une cause. Les républicains rationnels formaient donc le petit nombre à la face des démocrates purs; ils avaient leurs clubs et leurs sociétés politiques dans lesquels ils débattaient les principes et l'autorité du gouvernement; ils sentaient momentanément le Directoire, parce qu'ils trouvaient dans la pondération des conseils une sorte de base politique qui maintenait les partis les uns par les autres; frappant ainsi de droite et de gauche, ils appelaient cela faire du pouvoir; ils avaient horreur des démocrates, comme Robespierre, les seuls qui avaient pu avant tout comprendre les destinées agitées de la révolution. Parti timide, comment les patriotes de 1791 auraient-ils osé suivre à vol d'aigle, la pensée prolétaire du comité de salut public, qui ne visait à rien moins qu'à un renversement absolu dans la hiérarchie des personnes et des propriétés? Tout cela était trop grand pour les patriotes tièdes et propriétaires, et ils flétrissaient du nom d'anarchistes, les hommes conséquents et rationnels dans l'esprit de la révolution. Les inflexibles logiciens qu'on appelait jacobins, étaient alors au ban de toutes les opinions; on les proscrivait, et pourquoi cela? C'est qu'ils n'épargnaient personne par de timides concessions, et lorsqu'ils croyaient que les destinées de leur parti étaient embarrassées dans leur marche par une tête d'homme ou par le droit de propriété, ils ne s'arrêtaient pas, ils bri-

saient l'obstacle par le glaive, la résistance par les excès (3); pouvait-on émanciper les prolétaires sans renverser tout l'ordre social?

Les constitutionnels se rapprochaient beaucoup des républicains rationnels, ils passaient même dans le monde pour professer les sentiments de la constitution de l'an III; on les disait patriotes, ils juraient haine à la royauté dans les assemblées publiques; mais, en majorité, ils croyaient impossible l'établissement durable et positif d'une république en France. Puisqu'on repoussait l'idée jacobine, il fallait aller droit à la monarchie; seulement les constitutionnels croyaient que cette monarchie devait présenter des garanties à la liberté, se faire l'expression des idées du XVIII^e siècle. Beaucoup d'entre eux repoussaient une restauration de la famille des Bourbons de la branche aînée, qu'ils ne croyaient possible qu'avec le renversement de l'idée de 1789, leur idole; et ils tenaient alors trop fortement aux principes proclamés par les assemblées, pour revenir à la constitution surannée de la monarchie française avec sa noblesse, son clergé, son pouvoir de ministres et de cour. Pour être logiques dans ce raisonnement, les constitutionnels cherchaient, par l'ensemble des combinaisons, un système ou un homme qui pût leur assurer cette précieuse unité, condition indispensable pour le gouvernement et l'administration de la France (4); ils avaient peur d'une dictature militaire qui aurait absorbé leur pouvoir sous des mains brutales. Prendre un général et l'élever sur le pavois, armer sa main du glaive politique, n'était-ce pas se donner un maître plus fier, plus impératif qu'un roi choisi par une assemblée élective? C'est ce qui poussait un grand nombre de constitutionnels vers le parti orléaniste, idée de transaction toujours renouvelée depuis la régence, car elle se rattachait à toutes les combinaisons possibles, à tous les éléments qui fondaient la société, à toutes les chances de l'avenir.

Le parti d'Orléans n'avait jamais cessé d'exister en France; il plaisait en ce que, devenant une garantie pour beaucoup d'existences et beaucoup d'hommes compromis, il donnait une solution pacifique aux agitations. La branche d'Orléans était née Bourbon, et, par conséquent, l'Europe gentilhomme n'avait pas d'objection à lui faire; elle n'offrait pas un parvenu monté sur le trône et pris en dehors d'une maison régnante; et l'Europe avait

(1) Ainsi le jacobinisme les étrangers. J'ai trouvé une curieuse dépêche adressée à M. de Hardenberg par un agent secret à Paris en 1794, où le plus grand éloge est fait du comité de salut public, de sa force et de sa puissance.

(2) La tactique du Directoire fut d'opposer les partis les uns aux autres; ce que l'on formula par la double statue du Royallume et de l'Anarchie, brisée au Champ-de-Mars ou juraill haine à ces deux monstres. (Programme.)

(3) Je n'ai jamais trouvé que des idées fort limitées exprimées sur la grandeur et la force du parti jacobin, qui naquit de la philosophie et du développement du XVIII^e siècle. Le jacobinisme tendait à l'émancipation des prolétaires. La question n'est pas vidée?

(4) Une fraction de ce parti s'était pourtant rapprochée en secret de Louis XVIII, que l'on considérait comme un prince constitutionnel et fort habile.

un plus d'un de ces changements dans l'histoire. Ensuite, la branche d'Orléans s'était liée aux intérêts révolutionnaires; le père du prince qui serait appelé à la couronne, était républicain; quelle sûreté pour la révolution et pour ceux qui s'y étaient jetés avec le plus d'entraînement! Dès l'origine du mouvement de 1789, l'ainé de cette branche, Louis-Philippe d'Orléans, s'était glorifié du titre de patriote sous le nom de Philippe Égalité. A cette époque d'exaltation qui pourrait répondre des enracinées? Quel était l'homme qui s'appartenait? Quand le torrent roule, qui peut résister aux flots? Une tête jeune et ardente devait saluer la grande foi révolutionnaire. Le parti d'Orléans grandissait par cela seul que la position était bonne; le jeune prince Louis-Philippe se trouvait en correspondance avec quelques-uns des meneurs du mouvement, avec l'abbé Sieyès surtout. Mais l'intelligence plus étendue des événements, les relations intimes qu'il avait eues avec quelques cabinets, la juste fierté de sa naissance, le dépôt de la révolution dans ses excès, lui avaient inspiré l'idée d'un rapprochement avec la branche aînée de sa maison; on négociait activement à Londres, à cet effet, et les lettres de madame la duchesse d'Orléans, douairière, annonçaient déjà l'arrivée prochaine de ses enfants qui devaient dire leurs nobles et loyaux repentins à M. le comte d'Artois (1), l'expression la plus chevaleresque et la plus avancée des royalistes arriérés (2).

Les détonnements du jeune duc d'Orléans, ses hésitations pour accepter la couronne, la haine qu'on inspirait pour tout ce qui était Bourbon, avait tourné les pensées des partisans de l'unité

vers un prince de maison éteinte, l'ai dit déjà les négociations qui avaient sur ce point rapproché des révolutionnaires, le cabinet de Berlin, et les garanties qu'ils croyaient trouver dans un prince de la maison de Brunswick; l'abbé Sieyès en avait fait le pivot de ses intrigues en l'enseignant pendant sa dernière ambassade. Ceux qui l'écoutaient dans les plus intimes épanchements, remarquaient, avec une curiosité inquiète, les éloges incessamment renouvelés que l'abbé Sieyès faisait de la Prusse, de ses institutions militaires, de son administration intérieure et de la sagesse philosophique de ses rois. L'opinion semblait prévaloir : « Que la forme républicaine n'était ni mûre ni convenable pour la France. » Partout se faisait sentir le besoin d'une royauté ou de l'unité de pouvoir sous une forme quelconque, large ou centralisée, militaire ou civile; le Directoire fatiguait, parce qu'il n'était ni la république ni la monarchie, sorte d'état mixte sans vérité et sans liberté. La crise actuelle ne pouvait durer, et ce fut là évidemment une des causes qui grandissaient les chances des amis de la maison de Bourbon. Si la république croulait, qui devait en recueillir l'héritage?

Les partisans d'une restauration purement royaliste étaient considérables en France; une monarchie de tant de siècles ne tombe pas sans laisser de longues empreintes; une race de rois qui avaient réuni sept provinces au territoire ne quitte pas le trône sans laisser souvenir de sa force et de sa splendeur; mais ces éléments multipliés, nul n'avait assez de crédit et d'habileté pour les mettre en mouvement. Les royalistes, si nombreux dans leur masse, se divisaient donc comme les jacobins,

(1) Il existe, sur le parti orléaniste, une curieuse lettre du général Dumouriez :

« Vous m'indiquez comme chef d'une faction d'Orléans; vous m'englobes dans cette faction avec une dame, célèbre par sa plume, qui, malheureusement pour elle, a écrit contre le jeune prince qui se trouve compromis par l'association que vous portez contre moi. Je connais très-peu cette dame, que je n'ai vue qu'à Tournay, en 1793, lorsqu'elle accompagnait la jeune et intéressante princesse, que j'ai assistée alors de la proscription et de la rage des Robespierre et des Barras. Je n'ai pas revu cette dame depuis; j'étais fort lié avec le jeune prince; c'est chez moi qu'il a fait sa réponse à l'écrit insidieux qu'elle avait lancé contre lui. Ces deux pièces ont été imprimées à Hambourg, et sont connues de vous. Vous jugez donc bien qu'il ne peut y avoir aucune liaison entre nous, et encore moins l'union nécessaire à mon faction.

« Je n'ai pas besoin de défendre les trois jeunes princesses de la branche inférieure que les acclébrats veulent séparer pour jamais de l'arbre auguste, qui a si longtemps honoré notre patrie. Je ne dirai que peu de mots sur le jeune duc d'Orléans. Il a pleuré avec moi la mort de Louis XVI, s'il s'est réuni à moi pour le venger. Il a quitté avec moi la France. Depuis lors il a continuellement voyagé en Suisse, en Danemark, en Norvège, en Espagne, en Suède, en Amérique, à la Havane, où il est réuni depuis un an avec ses frères. Quand, par qui, avec qui, comment pourrai-je, éloquent, ardent et pauvre, communiquer, intriguer, comploter

avec les acclébrats de Paris, qui, peut-être, abusent de son nom, et qu'il ne connaît pas? Vous savez, monsieur, dans la ville que vous habitez, prendre des informations précises sur sa conduite et son caractère; vous êtes entouré de gens qui le connaissent particulièrement. Il n'a montré partout où il a été que de l'application, de la constance et des vertus.

« Quant à moi, monsieur, si j'étais chef d'une faction usurpatrice, j'aurais abusé des acclébrats que, dans tous mes écrits, j'ai couverts d'opprobres; je ne serais réservé des moyens de reconnaissance pour pouvoir rentrer en France, et me rallier à mes complices j'aurais évité de me montrer toujours royaliste, toujours attaché à l'ordre naturel de la succession. Tous mes écrits font foi de mes sentiments. Qui, monsieur, je suis républicain, je reconnais Louis XVIII pour mon légitime souverain; tout mon espoir de la régénération de la France réside dans ses vertus, son expérience, ses lumières, sa clemence, et dans le retour de la nation à la vérité, à la raison, à l'amour de l'ordre, de ses lois et de ses rois.

« Tels sont les sentiments dans lesquels je veux vivre et mourir.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« DUMOURIEZ »

(Lettre du général Dumouriez au Spectateur du Nord, octobre 1799.)

(2) L'entrevue eut lieu en 1800, à Londres, avec la plus vive et la plus sincère expiation. Je la ferai connaître plus tard.

comme tous les partis aux temps d'effervescence, et formaient deux fractions que nous avons dites déjà : 1^{re} les hommes qui rationnellement voulaient anéantir la restauration de la vieille monarchie par la seule force des principes et la marche du temps ; 2^{re} les esprits plus turbulents et plus actifs qui, ne se contentant pas de ces méditations philosophiques sur les chances de la maison de Bourbon dans l'avenir, agissaient encore fortement pour elle au moyen de conspirations et par les armes. S'il y avait des clubs jacobins, il y avait aussi des comités royalistes, avec la même ardeur d'agitation et de bouleversements ; singulière époque où tout le monde conspirait et presque librement jusqu'à ce que le pouvoir se mit en colère, et fit fusiller les agents dans la plaine de Grenelle, ou les fit déporter dans les déserts de Sanmarri ! Ainsi, pour personifier la division que je viens de faire, on pouvait dire que MM. Royer-Collard, Camille Jordan, Quatremère de Quincy, étaient les doctrinaires des comités royalistes, les chefs de cette contre-révolution morale qui se préparait par la lassitude des esprits et la force d'un principe, conjuration pacifique qu'un pouvoir peut toujours facilement surveiller, tandis que MM. Hyde de Neuville, Michaud, Couchery, jeunes et pleins de verve et de dévouement, se sacrifiaient pour la partie active et militante des royalistes ; ils formaient comme les agents les plus vigoureux et les plus infimes des princes de la maison de Bourbon ; ils appelaient la restauration par tous les moyens, et plusieurs fois ils exposèrent leur vie dans ces périlleux combats où les partis s'agitaient alors avec une légèreté inconcevable et toujours française (1).

Au sein d'une république armée qui débordait sur l'Europe avec la victoire, il n'y avait de succès possible pour les opinions qu'un mouvement qui s'appuyait lui-même sur la force des bayonnettes. Que des esprits méditatifs, dans les réflexions d'un cabinet, puissent songer à la restauration rationnelle, c'était bien sans doute : cela ferait l'objet d'un livre ou d'une dissertation métaphysique, ou bien de petites intrigues de boudoirs ; mais, sur tous les points, on ne pouvait agir avec une chance décisive, que par les armes. Toutes les fois que les jacobins menaçaient le pouvoir, c'était par l'insurrection ; ils mettaient le peuple des faubourgs en émoi au son du tocsin ; la multitude demandait du pain et la constitution de 1793 ; on l'avait vue sous

les drapeaux tricolores parcourir les rues de Paris et attaquer la convention. Les royalistes devaient également agir par l'insurrection, afin d'avoir des chances ; l'époque marchait à la guerre civile, les opinions étaient à ce point exaltées que le sang ne faisait plus rien. Il y a des temps où on le verse à flots sans s'enquérir des désolations et des larmes que l'on cause et des ravages que l'on fait. Une fois les opinions exaltées, nul n'a la puissance d'arrêter les bras ; les royalistes eurent recours à l'insurrection, parce que, contre un gouvernement de violence, il n'y a que la force qui puisse agir. Le principe insurrectionnel devint malheureusement partout la loi commune des partis ; les forces se croisèrent sous les drapeaux ensanglantés ; le Directoire fusillait à la plaine de Grenelle ou déportait les jacobins, les émigrés ; ceux-ci l'attaquaient à leur tour sans pitié. C'était de la guerre civile dans le gouvernement comme au dehors, dans le pouvoir comme dans les partis.

La Vendée s'était plusieurs fois levée depuis le coup de tocsin de 1793 ; cette insurrection de paysans tenait aux époques historiques. Il y avait là un indicible héroïsme, les vieilles libertés et les vieilles croyances de la province se défendaient contre cette tyrannie qui centralisait à Paris le pouvoir et l'administration. Je n'aime pas que l'on insulte les gens qui meurent pour une cause, pour un dévouement, pour une idée ; il y en a tant d'autres qui les exploitent ! La tendance des guerres de la Vendée n'a pas encore été parfaitement révélée : l'esprit de la paroisse défendait ses croyances, ses foyers, son vilain sotel, son vieux père, sa métairie et son château, contre la France révolutionnaire et centralisée, avec ses bras nerveux et sa tête puissante ! La Vendée fit des prodiges, parce qu'il y avait une grande foi, et que cette foi inspira les traits héroïques et les dévouements les plus bornés ; peuple naïf, qui, du sein de ses buissons, se levait à la voix de quelques gentilshommes et de quelques prêtres ! Et ici ce n'était pas pour maintenir des privilèges, les droits des seigneurs et des suzerains, car si les suzerains, car si les La Rochejaquelein, si les d'Ellée, les Talmon, nobles races, initiaient avec dévouement à la tête des bandes vendéennes, on y voyait aussi Charette et Cathelineau, fils de paysans et artisans eux-mêmes, tant l'esprit d'égalité éclatait partout (2) ! La Vendée, le ver rongeur de la république, avait attaqué le front haut la conven-

(1) Ce fut M. Hyde de Neuville qui prépara l'évasion de sir Sidney Smith, détenu au Temple, une des circonstances qui influèrent sur les événements politiques.

(2) Louis XVIII était anéanti en correspondance avec Charette : en cela il était habile, il s'adressait au roturier : « Mon cher général, l'affaire de Quiberon, ce contre-temps n'est pour moi qu'une preuve de plus, que la Providence veut que je ne

doive ma couronne qu'à mes braves sujets... Je travaille aussi à prolonger la guerre extérieure, que je regarde comme un mal, nécessaire, pour empêcher les rebelles de réunir trop de forces contre vous ceux que vous jugez dignes de la croix de Saint-Louis je les nommerai tout d'un coup. Cette forme est moins régulière que celle d'envoyer des brevets à chacun, mais la difficulté des communications l'exige... » (Bataille de Turenne, 16 septembre 1795.)

tion; elle menaçait le Directoire d'une de ces insurrections générales qui, à d'autres époques, avaient envahi les campagnes de Tours et de Nantes. En vain parlait-on d'une Vendée pacifiée, de traités conclus entre généraux, sortes de formules incessamment répétées; les idées étaient trop en opposition; il ne s'agissait jamais que d'une suspension d'armes entre des hommes qui se reposaient pour revenir plus tard aux batailles. La Vendée voulait conquérir son indépendance de paroisse et la liberté de son culte; tant qu'elle n'obtenait pas ce but, elle levait sa hennière; les paysans portaient la croix sur leurs chapeaux contre les soldats qui insultaient le Christ; et tandis qu'on prêtait serment de haine à la royauté sous les tentes républicaines, les Vendéens rêvaient la restauration de la monarchie que des espérances intimes, habilement semées, leur avaient promise dans les traités. Il parait constant, qu'à une certaine époque, on leur avait parlé d'un avènement possible de la maison de Bourbon, et de Louis XVII, pauvre enfant captif au Temple. Ce motif, joint au rétablissement du culte dans les paroisses, avait déterminé la pacification des chefs sous le digne général Hoche. Et cependant la Vendée fermentait encore; les émissaires royalistes la parcouraient en tous sens dans la plus grande sécurité; ils révélaient les faiblesses autour du foyer, comme des agents des Stuarts aux traits magnifiques que Van Dyck nous a conservés. Les armes étaient enfouies dans la terre, le canon cache dans les mémoires; au premier son du tocsin dans chaque paroisse, on pouvait se lever pour courir sur les bleus, folâtrer des vieilles haines. Avec les embarras d'une guerre extérieure, quel froissement terrible que la Vendée eu armes! Ce qui n'était rien en temps de paix devenait un danger imminent en temps de guerre; quand il fallait défendre les frontières au nord et à l'est, l'insurrection de la Vendée appelait la présence d'une armée d'observation sur la Loire, et il y avait peril au sein de la patrie, lorsque des drapeaux de ses enfants combattaient au loin. Les Anglais profitaient aussi de la facilité de débarquement que leur donnaient les côtes pour fournir des armes et des munitions à ces populations insurgées. La san-

glante scène de Quiberon n'avait pas tout fini (1)!

C'est un des malheurs des partis vaincus que d'être souvent flétris et enluminés; la police a pour cela des expressions qu'elle invente dans le but de détruire les prestiges du courage et du dévouement; par ces moyens, la chouannerie devient le symbole d'une sorte de brigandage armé, qui essayait ses exploits sur les grandes routes et n'allait pas au delà; le mot *chouan* fut le synonyme de brigand pendant toute l'époque du Directoire et du consulat et de l'empire, et les rapports du ministre de la justice même ne lui en donnent pas d'autre. Aujourd'hui cette idée existe encore dans le vulgaire jusqu'à ce qu'il vienne, un jour, une plume historique qui ose rendre à la chouannerie ses véritables couleurs et sa poésie de guerre civile. Quand on voit des hommes, à la taille mâle et gigantesque de George Cadoudal, des écumeurs chevaleresques comme le comte de Frotté, des gentilshommes désintéressés comme M. de Surville (2), se poser en chefs de la chouannerie, comment peut-on croire qu'ils se soient jamais associés à des malfaiteurs, à des assassins de grande route et de vols? La chouannerie fut une de ces alliances de gentilshommes et de paysans, comme Walter Scott a su les peindre après la chute des Stuarts; il y eut des excès, des vols, des violences, parce qu'il est impossible qu'une multitude se montre les armes à la main sans les employer cruellement contre ses ennemis (3). La chouannerie fut une organisation de contrebandiers, de gardes-chasse, habiles tireurs, comme on en voit tant dans notre histoire, une défense provinciale de la basse Normandie, de la Bretagne et du Poitou; la guerre de la Vendée ne fut-elle pas aussi une ligue pour protéger la religion et la liberté d'une vieille province de France? Les chouans furent des hommes prodigieux; hardis partisans, ils ne se rebutaient devant aucun obstacle; ils étaient prompts par leur promptitude, ils frappaient comme la foudre. Fallait-il attaquer les acquéreurs des biens nationaux, qui avaient usurpé leurs terres, ou les détenteurs des deniers du peuple, les percepteurs de l'impôt, les démolisseurs de la vieille église et du sépulchre de leur père, les chouans apparaissaient en véritables partisans.

(1) Il existe la preuve, dans les anciens papiers des comités, que l'on avait promis à la Vendée la conservation du drapeau blanc, l'abolition de la réquisition, on lui laissait également espérer la liberté de Louis XVII, et l'on parla de la délivrance de Madame.

(2) Voici une belle lettre du marquis de Surville, une belle avant sa mort.

« Sir, Je vais mourir pour la gloire de mon français et pour la cause auguste de Votre Majesté Très-Chrétienne: c'est au concierge des prisons du Fay, dont je vais sortir, que je conçois ce mot d'écriture: il conviendra Votre Majesté de mon impossibilité à lui faire parvenir autre chose. Cet homme n'a pas été sans

égard pour moi; m'a promis de traiter avec douceur tous mes parents; et d'avoir à ce titre que l'empire en sa faveur l'acquiesce et les égards de Votre Majesté. Baigner, sir, agréer les honneurs respectueux du plus fidèle de vos serviteurs, et lui pardonner de s'être pu lui être plus utile, malgré les efforts qu'il a faits pour se montrer digne de répondre à la confiance dont Votre Majesté daigne l'honorer.

« Je suis, avec le plus profond respect, sir, de Votre Majesté Très-Chrétienne, le très-humble et très-obéissant serviteur.

« Le prince du DUCHE.

(3) Il manque une grande et poétique histoire de la chouannerie, jusqu'à ce qu'il en soit un à qui de tableaux de l'esprit de parti.

dans la campagne, comme le Rob-Roy des Stuarts. Aucun transport de numéraire ne pouvait se faire sans une forte escorte; les chouans se préparaient à renverser militairement les autorités constituées à Paris, les conseils législatifs; un coup de main les trouvait toujours prêts. Le Directoire, vivement alarmé, cherchait à abaisser la grandeur de leur courage en les confondant avec les rebuts du bagne et les voleurs de diligence. La chouannerie, association de gentilshommes et de paysans, était le dernier cri de l'esprit provincial; la plupart avaient ce courage breton, têtu et persévérant, qui distingue cette fière race. Le plan de George Cadoudal était de venir à Paris, pour essayer ses armes contre les *bleus* du Directoire et il le, disait haut; il était entouré de dignes compagnons, poétiques enfants de la Bretagne, la terre des guerres civiles, et fils de ce sol qui produisit les *trezents*. Cadoudal voulut plus tard essayer un nouveau combat de trente chouans contre les trente guides qui entouraient la voiture du premier consul (1). Et s'imagina-t-on que Bonaparte, qui se connaissait en hommes, eût offert des grades élevés aux chefs de chouans dans ses armées, s'il n'avait pas reconnu ces mâles vertus, ce courage exalté qu'enfantent les époques de guerre civile? Il laissait à sa police le triste soin d'appeler *brigands* ceux à qui, consul, empereur, il tendait sa glorieuse main pour les élever jusqu'à ses jeunes officiers.

Le Midi avait aussi ses compagnies de partisans (soldats de guerre civile), connus sous le nom de *Jéhus* et du *Soleil*, dont la renommée est sanglante; elles n'avaient pas le courage froid et réfléchi des chouans de la Normandie et de la Bretagne. Né sous les feux de la Provence et du Languedoc, ces hommes bruns, à la taille élevée, aux yeux noirs, aux mains dures et calleuses, suivaient le mouvement de réaction qui domine toujours le Midi; ces bandes ramassaient les débris des compagnies franches que la parole de Fréron leva par de lugubres exhortations à la vengeance, car les têtes de leurs proches avaient roulé sur l'échafaud, ils avaient déterré les ossements de leurs pères pour frapper les bourreaux (2). Les compagnies du Midi, recrutées de conscrits réfractaires, parcourent, les armes à la main, toutes les contrées; le système de la terreur avait fait beaucoup de victimes, les glacières portaient des empreintes de sang, l'échafaud avait été dressé depuis Lyon jusqu'à l'extrême frontière de la Méditerranée, à Marseille, à Toulon; qui n'avait eu son père frappé de mort

dans la terreur, ou sa mère couronnée par le martyre? Le deuil était dans les familles, et ceux qui savent quelles sont les mœurs de l'Italie et de l'Espagne, peuvent s'expliquer les excès des réactionnaires du Midi, quand ils arborèrent le drapeau blanc; affreuse loi du talion dans des poitrines brûlantes. Il y a là de grands drames à faire; les hardes de la patrie pourront un jour relire l'affreux courage de ces âmes exaltées qui vengèrent, par de sanglantes exécutions, les mères de leurs pères, de leurs frères, de leurs amis! Ces populations sous le soleil ne voient rien et ne font rien froidement. Il n'est pas donné à tous d'avoir les vertus chrétiennes, le pacifique pardon ne vient pas sur toutes les lèvres, et quand on voit les cendres jetées aux vents, hélas! le fanatisme prend le bras et le pousse à de tristes exultations. Je ne justifie rien dans l'histoire, mais j'explique les tristes passions du cœur humain. Je retrouve souvent un motif dans la vengeance des peuples (3).

Cette guerre violente entre les partis les armes à la main, se manifestait même dans les plaisirs et les distractions de la cité, tant l'époque était ardente! Partout les opinions étaient en présence; aucune ne se rapprochait d'une couleur opposée. Il y avait plus d'une fois des rixes entre ceux qu'on appelait les collets noirs, les aristocrates du temps, et les patriotes aux costumes romains et cyniques; les muscadins et les terroristes s'insultaient de paroles et de gestes; on se donnait rendez-vous aux théâtres; là, saisissant chaque allusion, on demandait un couplet, couvert de bravos ou sifflé impitoyablement. Presque toujours il s'élevait des querelles violentes; on échangeait des coups de canne ou de poignard; on se jetait dans les bassins des promenades publiques. Royalistes et républicains, aristocrates et patriotes, engageaient journellement des luttes sur le terrain des plaisirs comme sur les grandes routes. Il n'y avait pas de police possible contre ces fatales passions, elles dominaient tout; le chant de la *Marseillaise* ou le *Réveil du peuple*, étaient les bandières levées. Les royalistes étaient maîtres du Vaudeville, les jacobins dominaient le Théâtre-Français avec Talma, guerre intestine qui était comme l'expression de la société française depuis la Ligue et la Fronde. Les chansons, les couplets et les tragédies se mêlaient à des drames plus réels et à des scènes que l'histoire doit couvrir d'un crêpe de douleur. Pour complimenter les partis ardents, il

(1) Je généralisai plus tard le plan tout entier de George Cadoudal; il est admirable de conception, et j'osai dire de loyauté; la police seule a pu le démentir. — (2) C'était sans paroles de Fréron et les chants du *Réveil du peuple*.

(3) Les compagnies de Jéhus étaient commandées par les fils des victimes de la terreur, à Toulon, Marseille, Toulouse. Il y a là le sujet de grandes et terribles scènes.

fallait une main ferme, puissante, qui ramenait tout sous son pouvoir et sa force. L'autorité directoriale servait plus les divisions sanglantes des opinions, qu'elle ne les dominait; le consul, lui seul, comprit la grande mission d'employer toute l'énergie, toutes les fautes des partis à la gloire et aux destinées de la France.

CHAPITRE X.

LE GOUVERNEMENT DU DIRECTOIRE.

Constitution de l'an III. — Cause de sa promulgation. — Progrès des idées anglaises et américaines. — Division des pouvoirs. — Conseil des Anciens. — Conseil des Cinq-Cents. — Le Directoire. — Esprit de ce gouvernement. — Influence sur l'opinion. — Attaques de la presse. — Coup d'état du 18 fructidor. — Déchance qu'inspire le gouvernement. — Discredit dans l'opinion.

1793 — 1799.

La journée du 9 thermidor avait porté un coup fatal à la république et à la convention nationale qui en était la grande expression. Le comité de salut public, présidé par Robespierre, autorité si puissante, disparaissant de la scène politique, que restait-il comme unité et comme énergie de gouvernement? Une révolution, si elle veut vivre, doit toujours marcher en avant; quand elle s'arrête, elle est perdue. La Montagne s'était bien déclaré opprimée par les comités et la commune; elle avait cherché à séparer sa cause de la chute de Robespierre; mais qui pouvait décharger la convention d'une fatale responsabilité? Quels étaient les hommes qui avaient fait le 9 thermidor? N'étaient-ce pas les proconsuls vigoureux et impitoyables qui avaient parcouru les provinces au nom de la Montagne? Toutes les résolutions violentes proposées par le comité de salut public, n'avaient-elles pas eu la convention pour complice? Ainsi l'avaient jugé les agents de la Prusse et de l'Autriche, dans leurs rapports secrets (1). La convention s'était donc suicidée en frappant Robespierre et les jacobins; c'était une querelle personnelle, une sorte de droit

sauvage de défendre sa propre vie, une peur de la mort qui avait engagé les députés Tallien, Barraas, Courtois, à vigoureusement attaquer Robespierre, et à traverser la dictature républicaine. Après le 9 thermidor, la convention nationale se trouva placée sous le double coup des jacobins amis de Robespierre, irrités de sa chute, puis de la réaction d'ordre et de royalisme qui agissait contre tous les actes révolutionnaires. Comme la convention ne pouvait plus être terrible, elle tomba dans le mépris et la déconsidération; ainsi finissent tous les pouvoirs qui perdent leur destination primitive! La convention avait été instituée pour révolutionner la France, pour inspirer la terreur à l'Europe; elle cessa d'être pouvoir le jour où elle voulut se faire indulgente et pacifique; car il y a des gouvernements qui ont de terribles missions à accomplir. Quand la révolution eut signé la paix de Bâle avec l'Espagne et la Prusse (2), elle fut perdue comme propagande; quand elle renversa le comité de salut public, tout fut dit pour elle comme puissance à l'intérieur (3).

Tous les esprits sérieux sentaient donc qu'il fallait quelque chose de nouveau à une situation qui n'était plus la même; la convention devait disparaître avec la Montagne et les fortes idées du comité de salut public. C'était le temps alors des constitutions; on en improvisait pour toutes les nécessités; elles venaient s'ajuster comme une feuille morte au grand livre de l'histoire. Tous les hommes politiques avaient le sentiment que les destinées de la convention étaient finies; il fallait donc, sous un nom nouveau, présenter la division des pouvoirs et le balancement des autorités; on revenait à l'école anglaise et américaine qu'avaient essayée dans la constituante MM. Mounier, Lally-Tolendal et Lafayette. La convention, unité puissante par son esprit et par sa centralisation sous la main de Robespierre, formait une démocratie pure et forte qui marchait à la dictature par l'impulsion énergique de la société des Jacobins. A travers mille vicissitudes, les idées de la pondération des pouvoirs avaient fait des progrès; l'abbé Sieyès, M. Daunou, la coterie de madame de Staël, M. Benjamin Constant, Ginguené, d'autres têtes encore spéculatives et d'études, avaient incessamment comparé les constitutions dans l'histoire; la république américaine avec son sénat et ses représen-

(1) Réplique d'un agent secret à M. de Hardenberg (1794). Les thermidorien ne considéraient néanmoins encore la haine contre les émigrés et l'étranger et c'est ainsi, par exemple, que Cambacérès, Merlin de Douai, Guytou-Morveau, etc., membres du comité de salut public, écrit en 1794 à l'ambassadeur de la république française en Suisse, le citoyen François Barthélemy... « Sans le courageux, citoyen, de déclarer à tous les canons que les émigrés ne cessent jamais d'être traîtres, et que notre juste ven-

geance les poursuivra partout où elle pourra les atteindre. » (Du 23 décembre 1794.)

(2) Les négociations de paix de Barthélemy avec le comte de Goltz, ministre de Prusse, et don Domingo Yriarte, ministre d'Espagne, couronnées d'un plein succès, n'avaient été, après d'un gouvernement courtois, une faveur et une confiance très-grande.

(3) Aussi la convention se traîne et expire jusqu'en 18 vendémiaire, elle est violente sans être forte.

robes de pourpre, que prétextes sénatoriales, épées à la romaine, seel de l'État et mains de justice (1). Les cérémonies d'apparat furent multipliées, afin de présenter aux yeux l'aspect des autorités constituées, et d'attirer ainsi le respectueux dévouement, et tous les appais de l'opinion publique. Mais le costume théâtral couvre aussi bien un mime qu'un roi, un héros de tréteaux qu'un magistrat de la république, et bientôt les journaux, dans leur style spirituel, jetèrent à pleines mains le ridicule sur ces oripeaux mensongers qui n'inspiraient respect à personne. Jamais, à aucune époque, la presse ne fut plus libre et plus acharnée contre les pouvoirs; avant le 18 fructidor il y eut débordement d'injures contre les personnes; on dénonça les pillages des fournisseurs, la complicité du Directoire; rien ne fut respecté, et il faut bien dire aussi qu'il y avait peu de chose de respectable. La réaction se mit dans les deux conseils; il se fit un mouvement d'opinion qui se mêla pour les uns à de simples idées d'ordre, et pour les autres à la pensée d'une restauration pour la famille des Bourbons; on vit se manifester un esprit de gouvernement et un esprit de conspiration. Le Directoire, point central, fut considéré comme une place gardée pour la royauté ou pour un dictateur militaire; la crise ne pouvait pas autrement se dénouer. Si le Directoire voulait se délivrer des conseils, de leur influence contre-révolutionnaire, il devait naturellement s'adresser à l'armée, et, par conséquent, favoriser une dictature militaire. Telle était l'inévitable destinée de la constitution de l'an III, à la face de l'esprit public; le Directoire fut entraîné au 18 fructidor comme à une nécessité, et quand le coup d'État fut consommé, il se mit à la discrétion de l'armée. En jetant la majorité des conseils aux dévêts de Sinnamarri, en proscrivant les journaux, il faisait acte de force sans doute, il se sauvait évidemment d'un danger, mais n'en créait-il pas un autre? Les soldats du général Augereau, dont le Directoire invoquait l'appui pour se débarrasser des conseils, les adresses de l'armée d'Italie, préparées par le général Bonaparte, ces clubs militaires où l'on délibérait dans les camps, tout cela n'entraînait-il pas la formation plus ou moins immédiate d'une dictature militaire qui hériterait du pouvoir directorial (2)? Avant le 18 fructidor, le danger de la révolution était dans une restauration bourbonnienne; après, il fut tout entier dans l'établissement d'un gouvernement par l'armée, et la domination absolue de son général. Le pouvoir civil s'effaçait

devant l'autorité militaire; il fallait un grand aveuglement pour ne pas le voir, et c'est ce que l'esprit du général Bonaparte saisit avec un admirable instinct; le 18 fructidor préparait le 18 brumaire; l'action des camps allait désormais dominer la politique des conseils.

Ce n'est pas en vain qu'on essaye un coup d'État; quand on en est venu là il faut en calculer la portée d'avance, et savoir où il vous conduit. La vie du Directoire, après la journée du 18 fructidor, fut tout entière de violence et de roueries. C'est une situation précaire et faible qu'on veut masquer par des actes désordonnés. Comme on n'était plus en force pour dominer, on négociait avec les uns et avec les autres; on faisait un jour une concession à un général victorieux, à Moreau, à Bonaparte, à Augereau; le lendemain on s'ouvrait à un homme important dans les conseils ou à une coterie politique, comme l'était celle de madame de Staël. Le Directoire renouvelait son personnel, la place vacante était donnée au parti ou à l'homme qu'on voulait ménager; il y avait de grands meneurs dont il faut dire les destinées.

M. de Talleyrand, à peine arrivé, avait conseillé la journée du 18 fructidor pour en finir avec les crailleries des conseils qui importunaient la marche du Directoire; le conventionnel Fouché, non moins habile que M. de Talleyrand, cherchait à l'envoyer entre les partis; il négociait tout, à tour avec les jacobins et les modérés, afin de s'adjuger la meilleure position. Puis venait la société constitutionnelle dans laquelle madame de Staël exerçait une grande puissance; les gens qui avaient fait la révolution voulaient défendre leur œuvre; là brillaient MM. Chénier, Daunou, Benjamin Constant; et ces ardents promoteurs de la constitution de l'an III préparaient chaque jour des moyens secrets de la violer. L'abbé Sieyès travaillait dans l'ombre à un gouvernement qu'il aurait dominé par sa parole solennelle; les idées monarchiques prenaient sur lui un certain ascendant; leur triomphe s'était développé depuis son ambassade à Berlin; il se complaisait dans les rêveries d'une pondération de pouvoirs, parfaite et absolue; grand faiseur de constitutions, il les prenait à l'essai; quand une fois son idée était écrite sur le papier et qu'elle était acceptée, l'abbé Sieyès ne se faisait aucun scrupule de conspirer contre l'acte qu'il avait imposé naguère comme une émanation de sa sagesse.

Il n'y avait plus alors de gouvernement, mais des intrigues et des violences; on cherchait à se

(1) J'ai trouvé à la Bibliothèque du roi, une curieuse image qui représentait tous les costumes judiciaires et administratifs des autorités depuis l'an III.

(2) Les adresses de l'armée d'Italie déclaraient que les soldats de

la république sauraient bien punir les conspirateurs; c'était dire qu'ils voulaient intervenir dans les délibérations des conseils et les proscrire au besoin.

maintenir en tendant la main à quelques hommes importants, ou bien en frappant de droite et de gauche avec une certaine fureur qui n'épargnait aucun parti. La liberté était voilée; les maximes les plus étranges et les plus despotiques retentissaient à la tribune dans la bouche des jacobins convertis à la politique du Directoire. Qui pourrait soutenir aujourd'hui les déclamations contre la presse telles qu'elles furent prononcées par MM. Bailleul et Lecointre-Puyraveau? Quand on parcourt les séances des conseils des Anciens et des Cinq-Cents, depuis le 18 fructidor jusqu'au 18 brumaire, on est profondément affligé de voir les maximes atroces sur la déportation, émises avec une sorte de logique douce et onctueuse par les montagnards ralliés. Dans la journée du 18 fructidor, on avait vu des députés raisonner sur la déportation avec un sang-froid, une philosophie pastorale et tendre, une indulgence moqueuse qui fait horreur; les députés MM. Bailleul, Boulay (de la Meurthe), Merlin (de Douai), avaient proscrit leurs collègues avec la même élégance d'expressions qu'ils auraient mise à un discours académique (1). Puis, comme tous les pouvoirs faibles sont cruels, et marchent à tous les despotismes, on proclamait les lois les plus fatales à la liberté et à la fortune des citoyens, comme des maximes de patriotisme et de gouvernement des sociétés; aujourd'hui on frappait de pauvres prêtres, parce qu'ils conspiraient, disait-on, contre la république; on les emprisonnait, on les déportait par des mesures générales; le lendemain c'était la loi des otages aussi inflexible, aussi atroce que la loi des suspects; les émigrés venaient-ils échouer par la tempête devant le port de Calais, on les traduisait devant les tribunaux sous les plus cruelles me-

naces; on les traînait de cachots en cachots; à Quiberon, on fusillait sans pitié les débris de la noblesse française, et de cette glorieuse marine qui sous Louis XVI avait jeté tant d'éclat.

Plus le Directoire était faible, plus il se montrait inquiet, et il trouvait des complices dans les deux conseils pour louer ses fatales mesures; depuis le 18 fructidor, il y avait une solidarité morale entre les pouvoirs et le Directoire; tous avaient trempé dans les mêmes complots, tous avaient osé le même coup d'État; ils ne pouvaient plus désormais se séparer pour l'ordre et pour le désordre; ils devaient vivre et mourir ensemble, et c'est ce qui explique la facilité que toutes les propositions du Directoire trouvaient dans les deux branches de la législature; jusqu'au 30 prairial, la majorité ne lui manqua jamais, même pour les mesures les plus opposées au parti jacobin, qu'on désignait sous le nom de *terroriste*. Pour faire le 18 fructidor on s'était servi des montagnards; on avait recueilli les idées de clubs, de délibérations ardentes; eh bien! le Directoire, aidé de Fouclé, prépara les mesures répressives, et quand Babeuf voulut tenter le retour de la loi agraire, et le régime des comités de salut public, le Directoire le frappa de mort dans la plaine de Grenelle, lieu fatal, où tombaient tour à tour royalistes et révolutionnaires. Deux mots suffisaient dans un journal, pour annoncer que les émigrés étaient impitoyablement fusillés (2).

A l'extérieur ce fut le même système de violence et de désorganisation, tel que le Directoire l'avait conçu pour la France. Quelques tentatives de paix essayées, avant le 18 fructidor, avaient produit de bons résultats; M. Barthélémy, de l'école du duc de Choiseul, conclut le traité de Bâle avec la Prusse

(1) M. Bailleul avoue que les desseins des directeurs auraient échoué au 28 fructidor, s'ils se fussent réunis dans le cercle des lois. « Baudouin », dit-il, « es avertis théories de prétendus principes, ces invocations stériles à la constitution »

« Le sang n'a pas coulé », remarque avec indignité le député Boulay (de la Meurthe), en parlant du 28 fructidor; aucune tache de sang n'a souillé cette journée. La déportation doit être désormais le grand moyen de salut pour la chose publique. Cette mesure est votée par l'unanimité.

(2) Voici les annonces impitoyables des journaux du gouvernement :

« Deux émigrés ont été fusillés, hier et avant-hier, à Grenelle. Leur sortie de l'abbaye a été accompagnée de quelques circonstances qui ont excité quelque fermentation dans ce quartier. L'épouse de l'un et la sœur de l'autre se sont présentées sur leur passage, et voulaient à toute force leur parler ou au moins leur écrire. On ne le leur a pas permis. On lâcha des pierres et des cris qui ont produit quelque sensation.

« Les ex-avant députés condamnés à la déportation se sont embarqués à La Rochelle, le 31 prairial, et sont arrivés le soir même à Oleron, lieu de leur destination. De ce nombre sont Boleay d'Anglais, Villaret-Joyeuse, Simon, Paradis, Murale, Cochon, Buvier, Dumolard, Raibet et Lhomond.

« On a arrêté, le 22 mars 1799, à Paris, Pierre Pabst, dit Pallez, et le nommé Patait, comme prévenus d'émigration.

« La police a fait arrêter les citoyens Guillaume et Amand Clousier, Nonimignen Baudouet et Antoine Le Clerc, tous imprimeurs, pour avoir imprimé, distribué et vendu des libelles tendant à amener la destruction du régime républicain.

« On a arrêté, le 13 mars, le nommé Thuret, prenant le nom de Callet; il est soupçonné d'avoir émigré, d'avoir servi dans l'armée de Condé, d'avoir pris une part active aux égarés de Lyon, et d'avoir été même condamné à mort.

« Le ministre de la police a aussi fait arrêter le prince de Carrency, Audéoud, banquier, et la citoyenne Mayer.

« On a arrêté, à Paris, un jeune homme de 24 ans, qui a dit s'appeler Kléno de Bazillac de Lamotte-Fénéon, natif de Tonne-Charente. On ne dit pas de quel il est accusé.

« La police a fait saisir tous les exemplaires d'un pamphlet intitulé : *Le Ruse à Paris*, Son auteur, Lecteur des Vosges, ancien membre de la convention et coopérateur du journal des Hommes-Libres, a été arrêté et conduit au Tempel.

« L'administration centrale du département de la Seine a déclaré que l'absence, à l'époque du 28 fructidor au v. de Talliepley de Bondy, condamné à mort par contumace, pour avoir pris part à la révolte de vendémiaire, sera réputée émigration. »



et l'Espagne, premier acte diplomatique de la république naissante; or, dans le choix des hommes importants du Directoire, le parti de la Prusse se fit toujours sentir; le signataire du traité de Bile, M. Barthélemy, fut porté au Directoire, et Sieyès en obtint la présidence après son ambassade à Berlin; M. Treillard appartenait de sympathie à la Prusse; et ce fut alors que lord Malmesbury vint à Lille avec des pouvoirs pour négocier une paix avec la France; j'ai dit le véritable but de cette négociation.

Après la journée militaire, et la proscription de la majorité des conseils, tout fut modifié dans les rapports avec l'extérieur; on ne garda aucun ménagement; les agents du Directoire ne furent plus que des hommes chargés de bouleverser les vieux droits, ou d'opprimer les pays. Des diplomates à la façon de MM. Ginguené, Faypoult, Daunou, furent les sujets de prédilection du Directoire; à Rastadt, n'avait-il pas envoyé Roberjot, républicain de théorie et d'action, démocrate sans formes? M. de Talleyrand, dirigeant les affaires étrangères, ne pouvait approuver tant de rudesse et de mauvais goût, mais alors préoccupé de reconstruire sa fortune, il suivait les traces du directeur Barras; il imposait une sorte de tribut à l'étranger, et battait monnaie sur les cabinets faibles qui venaient négocier à Paris (1).

Toutes les affaires du gouvernement se passaient ainsi en intrigues et en police; l'idée fixe de la majorité des bons esprits fut dès lors d'appeler le pouvoir militaire à l'aide d'une constitution épuisée qui ne donnait plus une suffisante énergie aux corps organisés dans l'État. J'aurai plus tard à développer les causes et les résultats de la révolution du 30 prairial; elle bâta le 18 brumaire (2), elle en fut le préliminaire indispensable. La force morale avait cessé d'exister pour le gouvernement

directorial; il se traînait à peine; on négociait avec Augereau, avec Jourdan, avec Hoche, Joubert, Moreau, et plus tard on s'adressa à la plus grande figure du temps, au général Bonaparte. On avait besoin d'en finir vite, car la déconsidération gagnait; aucun parti ne prenait le Directoire au sérieux; tous le croyaient une transition pour arriver à un autre ordre de choses que l'avenir mystérieux cachait encore pour le vulgaire; on conspirait dans l'air: l'armée, les partis, tout ce qui avait une force, un pouvoir dans l'opinion, royalistes, jacobins, tous appelaient un changement; on ne croyait plus au Directoire; et c'est le plus grand malheur d'une autorité, quand on n'a plus foi en elle, quand elle se manifeste comme une divinité sans prestige. Ajoutez à cela que la victoire n'était plus sous les drapeaux; on combattait vaillamment encore, des prodiges étaient faits aux armées, mais hélas! nul ne pouvait se dissimuler les progrès des coalitions depuis l'expédition de Bonaparte en Égypte. Les temps heureux n'étaient plus où « la patrie triomphante, » comme disaient les hymnes républicains, se faisait respecter par les ennemis du dehors, et rien ne démoralise la nation française comme la nécessité de reculer devant un ennemi; alors les plaintes arrivent, et tout s'élève contre ceux qui n'ont pas su préserver un grand peuple. Chez nous, un pouvoir est mort lorsqu'il n'a plus pour lui le succès.

Le Directoire cachait ses tristesses sous les pompes; multipliant les fêtes au Champ-de-Mars, il visitait solennellement le temple de la Victoire; il brûlait, avec une ostentation un peu ridicule, les statues de l'Anarchie et de la Royauté, le symbole du jacobinisme et de la tyrannie; on avait recueilli des fêtes de la convention nationale, le goût pastoral des arbres et des fleurs (3); on voyait encore

(1) M. de Talleyrand se vit obligé de porter un mémoire justificatif sur ce point, après sa destitution de prairial IV.

(2) L'importance de la journée du 30 prairial n'a jamais été bien définie; elle fut mieux jugée par les agents étrangers. Il existe sur ce point une dépêche d'un agent prussien à M. de Hardenberg: je publierai ce document.

(3) Je trouve d'innocentes puérilités à cette époque, en voici un témoignage.

« Le ministre de l'intérieur un citoyen Thoin, professeur au Muséum d'histoire naturelle.

« Citoyen, je suis dans l'intention de faire planter avec appareil deux arbres de la liberté dans les carrés allés au-devant de la colonnade de Louvre. Cette cérémonie aura lieu le jour de l'inauguration du musée des antiques. Je désirerais que ces arbres fussent d'espèces peu connues en France, et surtout qu'ils pussent devenir par la suite des symboles, l'un des arts et l'autre des sciences. Nous avons, il est vrai, le laurier pour couronner nos grands poètes, nos auteurs, nos artistes célèbres, mais cet arbre est ainsi, et peut-être plus spécialement, consacré à la vertu guerrière. Ne pourrions-nous point le laisser à nos défr-

seurs qui ont si bien mérité d'en jouir sans partage? D'autres arbres serviraient à ceindre le front des savants et des artistes.

« Je vous invite, citoyen, à vouloir bien examiner cette idée; et, dans le cas où vous l'approuveriez, de vous concerter avec le citoyen Desfontaines, pour me proposer les arbres que vous croiriez propres à devenir les symboles des sciences et des arts. Je vous prierais l'un et l'autre de me faire part en même temps des motifs qui auront pu vous diriger dans votre choix. Nous décider que vous vous serez déterminés d'après les qualités de ces arbres, leur port, par exemple, leur figure, leurs habitudes, et si je puis m'exprimer ainsi, leurs mœurs. »

Voici la réponse gravement suivie :

« Les citoyens Desfontaines et Thoin, professeurs administrateurs du Muséum national d'histoire naturelle, au ministre de l'intérieur.

« Citoyen ministre,

« Après avoir passé ce revue les arbres, tant indigènes qu'étrangers, qui croissent et prospèrent au plein air dans notre climat, nous n'en croyons pas de plus propres à remplir vos vœux, que le cèdre du Liban et le platane d'Orient; le pre-



les vieillards, les jeunes hommes, les vierges, une palme à la main, processionner sous les réseaux tricolores dans les rues de Paris, aux Tuileries, aux Invalides; tandis que les bœufs traînaient lourdement les attributs de l'agriculture, et le symbole de la nature féconde. Le Directoire apparaissait souvent en public sous son costume splendide, avec ses gardes, ses faïsciaux, sa musique militaire; nos armées avaient-elles conquis quelques drapeaux, tout aussitôt le Directoire se réunissait, et le jeune aïde de camp, porteur des trophées de la victoire, les présentait sous la tente, et recevait l'accolade fraternelle du président. Des hymnes belliqueux retentissaient sous les voûtes du Luxembourg; des festins ornés de fleurs et de fruits étaient offerts aux guerriers de la patrie, comme à Rome et à Athènes, tandis que Lareveillère-Lépeaux, le pontife, célébrait dans le temple théophilanthrope les grandeurs de l'Être suprême, et les beautés de la Nature, deesse à la triple mamelle d'où s'échappaient le lait, le vin et le miel antique (1).

Tout ce faste n'empêchait pas le ridicule de grandir; l'esprit des Français n'est point assez grave pour prendre au sérieux les pompes et les fêtes qui ne sont point motivées par la foi religieuse des vieux temps; comment remplacer dans l'âme humaine ce sentiment de piété qui monte, comme le parfum des autels, vers le pouvoir, lorsqu'il est antique, national ou fondé sur la tradition des âges.

Le Directoire n'avait plus de force, il la cherchait partout, et elle ne venait pas à lui; sous la convention, la terreur était la pensée gouvernementale; on conduisait violemment la nation aux grandes choses, à la défense du territoire, à la conquête. Ce sentiment n'existait plus, il eût même été puéril de le tenter avec un pouvoir aussi faible; on traçait sans effrayer, condition très-triste pour un gouvernement; la France était couverte de proscriptions, qui disaient assez les passions du Directoire au 18 fructidor. Les pamphlets et les caricatures brisaient journellement le sceptre des cinq rois; c'est ainsi qu'on nommait les cinq directeurs dans la langue moqueuse des journaux et des salons. La

liberté de la presse, bien qu'enchaînée par la police, trouvait encore assez d'issues pour hautement s'exprimer sur les actes et les mesures du Directoire; elle est si puissante cette liberté, le jour où le pouvoir reste sans force! On ne passait rien sous silence, ni les profusions de Barras avec son luxe de roi, ses belles meutes, ses chevaux de main, ses amies élégantes, mesdames de Beaumarchais, de Châteaurenault et Tallien; on retrouvait là le gentilhomme voluptueux de la régence, l'homme du monde blasé; puis le directeur Treillard, le procureur du Châtelet, avec son esprit processif, ses manières tranchantes, absolues; et Merlin (de Douai), le légiste ergoteur, qui justifiait les proscriptions par le texte des lois, et la tyrannie par le Digeste et le droit coutumier (2)! et Rewbell, qui s'élevait aux premières dignités de France, à la royauté politique sur le pays, à travers les concessions que son avarice alsacienne avait, disait-on, préparées; et Lareveillère-Lépeaux avec sa robe blanche et candide, ses sermons sur la théophilanthropie, et les puérilités de l'époque!

Avant la journée du 30 prairial, si décisive, je dirai comment l'abbé Sieyès entra au Directoire et après lui le général Moulin, si inconnu, et M. Gohier, l'avocat républicain, si étrangement mystifié par Bonaparte. M. Gohier avait trop de naïveté pour comprendre la portée des événements; il croyait à une constitution appuyée sur un pouvoir expirant (3). Tous ces hommes et toutes ces choses ne prétaient-elles pas profondément au ridicule? N'était-ce pas pitié de voir la société exposée à ces incapacités et le gouvernement en de telles mains? Barras seul avait de la force et de l'esprit; mais insouciant par nature, peu disposé à s'occuper de ces intrigues qui préparent les coups d'État, il n'était pas redoutable au parti militaire qui devait bientôt triompher. La constitution de l'an III était faite par les légistes, dans la crainte d'une dictature soldatesque; après le 18 fructidor, tout change de face; le triomphe du parti militaire devient une nécessité impérieuse; on peut le retarder, mais il est impossible de l'éviter dans un temps plus ou moins prochain!

mier pour être consacré aux sciences, et le second pour devenir l'emblème des arts. Nous mettons sous vos yeux Philastre chargé de ces arbes. »

(1) Lareveillère-Lépeaux, chef de la secte des théophilanthropes, prêcha, le 21 janvier 1799, contre la royauté. Le conservatoire de musique exécuta un hymne du poète Lebrun, dans lequel on remarque cette strophe :

« Rien n'aboutit les tyrans. Quand un roi fait rebelle,
Toujours la nation peut dicter son trépas.
Le vœu d'un peuple entier s'est jamais évanoui,
Et sous la soumière tous à Louis ne l'est pas.

S'il en est qui peignent un maître,
Du vain en vain dans l'œuvre
Qu'ils aillent s'enquérir des fers,
Car François (lui) indignes de l'être.

(2) On disait de M. Merlin :

Merlin n'eut plus la justice,
Mais la justice eut Merlin.

(3) Je réserve pour un chapitre à part l'histoire curieuse de la révolution du 30 prairial, événement qui prépara le 18 brumaire.

CHAPITRE XI.

ADMINISTRATION OU DIRECTOIRE.

La police. — Esprit général de ce ministère. — Tendances de ses agents. — Finances. — Fonds publics. — Assignats. — Mandats. — Impôts. — Lois sur l'enregistrement. — Hypothèques et timbre. — Impôt somptuaire. — Ministère de l'intérieur. — Directoires des départements et districts. — Municipalités. — Magistrature.

1795 — 1799.

La révolution violente, telle que le comité de salut public l'avait fortement organisée, n'avait pas besoin de police ; la terreur en servait toute seule ; les dénonciations de tous servaient de guide au comité de sûreté générale. La force ne recourait pas aux petits moyens ; les hommes s'observaient dans une silencieuse inquiétude ; il n'y avait plus ni épanchements de famille, ni communications intimes ; la société avait un aspect si effrayant, si triste, si désolé à la fois, que l'action de la police était tout à fait inutile ; on vivait en dehors ; l'existence se passait dans la rue. L'organisation administrative, comme la convention l'avait conçue, était si vigoureuse qu'on n'avait besoin d'autre espionnage que ce qu'on appelait le patriotisme ; les jacobins suffisaient à tout ; la surface du territoire était peuplée de comités révolutionnaires actifs, vigilants ; les sections examinaient tous les citoyens, leur vie publique et privée ; une loi ordonnait que nul ne pouvait habiter la cité sans une carte de sûreté, et la propriétaire était obligé d'inscrire sur la maison le nom de ses locataires (1). Il n'y a rien de surveillant et d'attentif comme les partis arrivés au pouvoir, quand il s'agit de comprimer leurs ennemis ; ils font la police tout seuls, et ils n'ont pas besoin d'espionnage salarié ; leur haine et leur intérêt suffisent ; ils menacent, ils découvrent, ils pénètrent, avec une sagacité inquisitoriale et cruelle, la force, la faiblesse et les complots de leurs adversaires.

La constitution de l'an III eut la prétention d'être modérée ; elle créa un gouvernement faible, une révolution mitigée, deux idées contradictoires ; le Directoire n'avait plus en ses mains le pouvoir discrétionnaire de la convention, il ne pouvait plus

surveiller de la hauteur des échafauds ; on songea dès lors à instituer un ministère de la police qui centraliserait les pouvoirs. La force échappant des mains du gouvernement, il cherchait à ressaisir un peu d'influence par la surveillance attentive des partis ; il remplaçait la terreur par l'espionnage ; il ne manquait plus la proscription des classes ; on avait usé la peine de mort, et comme elle n'offrait plus un frein suffisant pour les mâles courages, habitués à ce sacrifice, on songea sérieusement à établir la police, une des sauvegardes des pouvoirs faibles. Il fut créé, dans le gouvernement même, un agent supérieur, un ministre spécial chargé de veiller à la sûreté publique, de recueillir les faits, de pénétrer les espérances ou le désespoir des opinions (2) ; l'auteur de la loi des suspects, le jurisconsulte Merlin (de Douai) accepta la mission de justifier l'institution du ministère de la police ; il le fit par des arguments étranges, puisés dans une sorte de légalité extraordinaire que les avocats seuls savaient trouver (3). Ce ministère ne fut point d'abord confié à Fouché ; déposé un moment dans les mains des conventionnels Merlin, Cochon, il passa dans celles de Duval, de Bourguignon, et ne fut définitivement organisé au 30 prairial qu'avec Fouché ; nom terrible alors, qui avait donné des gages si cruels au comité de salut public. J'aurai plus tard à parler de l'habileté que Fouché déploya pour dominer l'action des partis ; nul ne connaissait mieux que lui les jacobins ; ayant vécu dans leurs rangs, il en avait étudié l'énergique tendance. Puis, il avait conservé de ses études de clerc, une sorte d'instinct adroit qui lui révélait avec une sagacité infinie les intentions secrètes et les plans du parti royaliste. La création d'un ministère de la police, doté d'une vaste surveillance, fut sans doute un point de sûreté pour le gouvernement contre les opinions ; mais il plaçait un pouvoir immense dans les mains de l'homme qui en était revêtu ; Fouché devenait, par le fait, maître de la conduite et de la destinée des événements, et c'est à quoi il tendait. Or si ce ministre se rapprochait un jour du parti de la dictature militaire, quel espoir pouvait-il rester au Directoire pour se sauver de l'alliance de Fouché, de M. de Talleyrand et du futur dictateur ? C'est ce dont on s'aperçut, à l'époque où le général Bonaparte tenta le 18 brumaire ; Fouché (4) fut consulté et y joua un rôle principal parce qu'il était le maître de ces secrets intimes et souvent boteux qui dirigent les partis ; il savait la corruption et le prix des con-

(1) Bulletin des lois, oct. 1793-1794. C'est le plus curieux des documents historiques.

(2) Arrêté du 1^{er} janvier 1796.

(3) Le discours du jurisconsulte Merlin est curieux comme mou-

vement de cette époque : il fait une sorte de pastoralie sur la police. « Nous aurons, dit-il, une république sage ; un air pur régnera partout ; le citoyen pourra habiter en sûreté. »

(4) Voyez chapitre XX de cet ouvrage.

sciences. Dès que la police fut centralisée sous la direction de Fouché, elle cessa d'avoir une attitude mesquine, on la fit en grand. C'est même ce qui distingua le nouveau ministre de la police, que cette largeur dans la manière de voir les hommes et les choses.

Pour deviner les desseins des partis, Fouché ne s'arrêta point à la police de babil, à cette inquisition sur les actions indifférentes qui entraîne les esprits étroits dans de si fausses mesures. Le ministre voulut tout voir sans doute, mais il s'enquit spécialement des tendances générales d'opinions; il apporta le sens éclairé et sagace que son éducation sérieuse lui avait donné, car les hommes d'État de la révolution sortirent presque tous de l'ancien clergé. Fouché obtint une grande importance sous le consulat, l'époque, peut-être, où les partis s'agitèrent le plus violemment; le ministre fut alors servi à souhait par une fraktion des jacobins, ardents et habiles hommes de police; tous savaient qu'ils avaient là un ministre à eux; ils l'entouraient pour lui faire servir leurs intérêts ou pour se mettre à sa solde. Les jacobins étaient essentiellement des hommes de gouvernement; ils aimaient le pouvoir fort, et, à l'aide de quelque argent bien distribué, le ministre put disposer de ces débris de la révolution, qui vivaient un pied dans la police et un pied dans leur parti, et par le moyen desquels on sut tout ce que rêvaient les esprits exaltés et confiants (1).

Pour les royalistes, le ministre de la police usa de plusieurs moyens de surveillance: d'abord, il connaissait les habitudes un peu parieuses de l'esprit gentilhomme, ce besoin de vanterie et d'expansion qu'ils distinguaient, cette maladresse abandonnée, cette prétention individuelle qui les entraîne à tant de fautes. Le ministre les laissait s'exprimer à l'aise, les encourageant dans leurs espérances et jusque dans leurs illusions, et, par ce moyen, il se trouvait souvent mieux informé de leurs propres desseins que les chefs du parti eux-mêmes. Enfin, il faut bien le dire, au déshonneur de quelques gentilshommes, il en existait plusieurs qui reve-

laient les idées de leur parti en échange de quelques pensions sur les fonds de la police; ces trépassures sont assez honteuses pour que l'histoire ne s'occupe pas d'en faire des personnalités. Les habitudes de dépenses, le besoin de luxe les avaient ainsi entraînés à un honteux oubli du blason; le jeu, les femmes, les plaisirs, étaient pour eux comme ce pacte infernal que jure le docteur Faust de Goethe. Tant il y a, qu'à l'aide de ses anciens amis et de quelques agents habiles, Fouché pouvait savoir avec sagacité ce qui se passait dans les deux camps: chose indispensable pour surveiller attentivement les démarches et les actes de tout ce qui était hostile au système du Directoire jusqu'au jour où « la poire fut mûre, pour la cueillir, » comme l'avait dit Bonaparte en partant pour l'Égypte (2).

Les finances, ce grand mobile des États, n'étaient pas arrivées, sous le Directoire, à une situation meilleure; les ressorts qui assurent la confiance publique, manquaient absolument; fallait-il parler d'un système financier sous la convention nationale? Tout ce système consistait dans un mode bien simple de parer aux besoins du trésor: l'émission immense et désordonnée des assignats jetés par milliards. On a vanté l'habileté du conventionnel Cambon, chargé de la trésorerie, et l'art qu'il apportait à tenir régulièrement les dépenses de la république en rapport avec les recettes. Je ne discute pas la probité du conventionnel Cambon, je l'ignore; mais quant à cette habileté si vantée qui maintint le crédit, en quoi pouvait-elle consister? La république avait des besoins, on émettait des assignats à poignée, et jusqu'au 9 thermidor ces assignats conservèrent leur valeur presque intégrale parce qu'on devait les prendre sous peine de mort: le crédit se préserva par la terreur; on confisquait les biens, on battait monnaie, comme on le disait, sur la place de la Révolution; où était l'habileté dans la violence (3)? L'office du chef de la trésorerie fut bien simple: il s'agissait d'appliquer les assignats émis, le produit des biens confisqués, l'impôt ou les emprunts forcés, aux besoins extraordinaires du service; et quel

(1) Sous le consulat, les bureaux de Fouché étaient remplis de ces jacobins à double face, ce furent eux qui révélèrent la conspiration d'Arènes et de Topinard-Lebrun.

(2) Ce fut à cette époque que les maisons de jeu furent réglementées: elles devinrent un des meilleurs revenus de la police de Fouché. « La ferme des jeux de Paris, dit un mémoire secret, rendait, il y a quelque temps, 150,000 francs par mois, et le bail étant verbal, j'allais toujours accès à un plus offrant enchérissier. Le dernier bail donné à un banquier du jeu nommé Perrin, fut à 100,000 francs, entre les 50,000 francs en question pour le gouvernement, un don particulier de 50,000 francs au ministre de la police. Quelques mois après que cette ferme eût été donnée, on la cassa pour la porter à 100,000 francs. On pense bien que ce nouveau marché fut accompagné d'un nouveau pot-de-vin, mais

nous en ignorons le montant. Outre ce pot-de-vin, l'usage avait prévalu d'offrir le ministre un intérêt sans mise de fonds, et des groupes ou trépassures journalières sans pareilles et érudites, pour leur droit de présence dans toutes les maisons subalternes de jeux, sous-affermées ou subordonnées par le ministre général. Un journal fort accrédité nous apprend qu'après le pillage de l'Italie, les militaires vinrent décorer leur balthazar de ces trépassures, et qu'une seule maison de jeu réalisa en six mois 51,000 louis, tous traités à la. Le principal fermier à Paris, M. Petit-Bourg, maison charmante sur les bords de la Seine, en face de la forêt de Stour, appartenait à madame la duchesse de Bourbon.

(3) Dans certaines histoires ou pamphlets sur la révolution française, la capacité de Cambon est hautement exaltée.

triste service dans ces glorieuses armées qui se bataient sans pain et sans souliers ? Après le 9 thermidor, les assignats se dépréciaient avec une rapidité indiliable ; la convention en avait émis pour sept milliards ; comme leur prix n'était plus soutenu par la terreur, la banqueroute parut imminente ; les biens nationaux furent vendus à vil prix ; ils n'inspiraient plus confiance. Que devint la dette publique sous le Directoire ? On créa le système absurde des mandats pour remplacer les assignats, et le tiers consolidé vint arracher aux rentiers leur fortune et leur pain. La rente tomba jusqu'à 5 francs ; le trésor ne put plus faire une seule opération ; il vécut de prêts usuraires, et si les conquêtes de l'Italie, si les tributs imposés aux nations amies, alliées ou vaincues, n'avaient pas régulièrement mis à contribution les contrées riches et les populations intactes, le trésor n'aurait pu faire face à tous les besoins, même au service des guerres qui était le plus essentiel ; n'était-on pas toujours aux expédients pour trouver des ressources (1) ?

On peut dire que sous la république il n'y eut pas de système financier ; on se procura de l'argent par tous les moyens ; quand tout fut épuisé, les conseils examinèrent plus attentivement les ressources de la fortune publique, et l'on pénétra dans les besoins de la société. Depuis la constitution, il n'existait plus d'impôt indirect, aucune denrée n'était imposée, la propriété et le luxe seuls payaient ; on dut examiner s'il n'y avait pas dans le pays des impôts à constituer et des ressources certaines pour parer à toutes les éventualités de la guerre qui dévorait la république. Le Directoire et les deux conseils offraient alors dans leur majorité, une réunion de légistes, procureurs du Châtelet, avocats de sénéchaussée, conservant toutes les traditions de procédures telles que l'ancienne chancie savait les inventer. Ils se chargèrent de la rédaction d'un code de l'enregistrement et des hypothèques, source des impôts les plus inouis ; on-seulement on paya

pour les mutations des propriétés, pour les inscriptions des hypothèques, mais encore pour la succession du père au fils, d'un collatéral à sa famille. Rien dans les lois fiscales ne peut se comparer à ce code d'enregistrement, œuvre des vieux procureurs du Directoire et des conseils ; ils n'oublièrent aucun acte dans leur disposition multiple ; ils frappèrent tout dans leur préoccupation du Châtelet. Plus tard, ils ajoutèrent à cette impitoyable loi de l'impôt, ce qu'on appela depuis le *dirigé* de guerre ; c'est-à-dire une sorte de dîme saladin que la république imposait à tous pour servir le mouvement armé qui se dirigeait contre l'Europe. Tout impôt fut augmenté de 10 pour cent par le seul fait d'un acte législatif, sans y comprendre les emprunts forcés, les confiscations arbitraires, la vente des forêts et des biens nationaux ; et c'est ce qu'on appelle un système financier (2) ! On avait antérieurement promulgué une loi somptuaire qui mettait un impôt sur les meubles, les chevaux, les chiens, les domestiques ; loi peu productive dans un pays d'égalité telle que la révolution l'avait constituée en France ; car le luxe se concentra dans un petit nombre d'hommes ; il n'était le partage que de quelques-uns, le patrimoine que des privilégiés dans les fouritures ; et d'ailleurs l'impôt sur le luxe ne retombe-t-il pas en définitive sur l'ouvrier ? Enfin on inventa la contribution des portes et fenêtres, empruntée au bill sur les cheminées pendant l'époque de Cromwell et de la république d'Angleterre (3).

Ce système d'impôt, vaste, persécuteur, cette levée arbitraire sur les revenus des citoyens et des propriétés, ne créèrent point des ressources suffisantes pour les vastes dépenses de la république, et les ministres offrirent plus d'une fois le Directoire par l'exposé de la triste situation du trésor en face de tant d'obligations nouvelles qu'il fallait remplir envers tous. On aurait pu recourir à l'emprunt comme l'Angleterre à la voix de Pitt et à l'aspect de son admirable système ; mais quelle

(1) « Est-ce le défaut actuel, dit Lucien Bonaparte, qui cause le défaut de crédit ? Non, c'est le défaut de confiance ; ce sont les incertitudes éternelles que l'on exige des entrepreneurs, avant de conclure les marchés, qui sont la cause de la cherté de ces marchés. Si le Directoire dévotait contre la corruption des gens qui l'entourent, vous verriez la cherté disparaître. » En instant après il ajouta : « On vous assure que cet impôt vous rendra 20,000,000. Adoptez-le, et demain en viendra vous dire qu'il n'en produit que 5, et qu'il en faut mettre un autre. Allez ! l'enfant emporté dans les impôts de la robe et des fenêtres. Le premier devait produire 10,000,000, il n'en rend que 4 ; le second, 40,000,000, et cette somme est réduite à 15. » (Discours aux consuls.)

(2) « Auparavant tard à cette époque, l'histoire de la révolution française. Les livres jusqu'ici publiés, ne m'ont jamais paru que des pamphlets de circonstance, et depuis que quelques-uns de leurs auteurs ont passé dans les affaires, ils ont dû reconnaître l'infatigable passion de leurs jugements sur les hommes et sur les choses, et leur ignorance complète des relations diplomatiques avec l'étranger. »

(3) Ce projet fut vivement attaqué. « Le projet des résolutions présenté hier au conseil, et, moi, au moins à en juger par le *Journal de Paris*, n'a pas été accueilli avec tous les honneurs de la guerre, substitue, entre autres dispositions, à l'odieuse impôt sur le sel, au impôt beaucoup plus doux et plus sensible sur le jour et la lumière. Reste à savoir comment le rapporteur conciliera cette taxe sur les fenêtres, avec le principe posé comme préliminaire du projet, d'après lequel tous les impôts proposés pour combler le déficit doivent tomber sur des objets de luxe. Pour qu'il en soit ainsi de la taxe sur les fenêtres, il faudrait démontrer, ou bien que le jour est un objet de luxe, ou bien qu'il n'entre pas par la fenêtre. Les tailleurs, les cordonniers, les lingères et ravacheuses, et une infinité d'ouvriers et d'ouvrières de cette espèce qui ne travaillent aucunement à des objets de luxe, trouvent que le jour est pour eux un objet de première nécessité, au point qu'il vaudrait autant les priver de pain, que boucher la fenêtre à l'aide de laquelle ils le gagnent ; mais c'est là le moindre inconvénient du projet de résolution dont il s'agit. » (Extrait du *Journal des Hommes libres*.)

confiance pouvait inspirer un gouvernement qui manquait à ses obligations territoriales par rapport aux assignats, et à ses engagements envers les créanciers de la dette publique, par la réduction des deux tiers consolidés? Le Directoire ne trouva jamais de prêteur, si ce n'est au prix de quelque fourniture qui engageait le trésor au delà même de ce qu'il recevait. En empruntant, l'Angleterre donnait de nouveaux gages de confiance, et en émettant des valeurs la France diminuait ces gages; système en tout point vicieux. De là, l'obligation de suivre, à l'égard des puissances étrangères riches et conquises, un système de levées arbitraires qui pût venir en aide au trésor, usage renouvelé du tribut que les rois payaient à la république romaine. Chaque année envoyait au trésor le contingent des contributions de guerre; tantôt la Hollande donnait ses ducats, ses navires pleins de riches marchandises; tantôt l'Italie se dévouait pour apaiser ses vainqueurs insatiables; les ressources une fois épuisées, on vivait au jour le jour, et jamais situation ne fut plus périlleuse pour les finances et les revenus d'un État. Il fallait servir les ambitions, entretenir les armées, répondre à toutes les cupidités, au moyen de ces produits si mobiles et de ces éléments si incertains (1) : il n'y avait ni emprunt, ni impôt dont le revenu fût positif; l'État des partis le rendait plus précaire encore, car il se faisait un pillage presque régulier des caisses publiques par les bandes armées. Dans la Normandie, le Poitou, l'Anjou et au midi même de la France, l'impôt était refusé; de grandes compagnies, composées de conscrits réfractaires, parcouraient audacieusement les routes, comme au moyen âge; ces bandes de guerres civiles en voulaient aux caisses publiques, aux percepteurs dans les campagnes, aux diligences qui transportaient les fonds de l'État; elles faisaient des attaques sèches et vigoureuses sous des chefs semblables au Rob-Roy du roman de Scott. Là s'accomplirent de fabuleuses histoires et des traits de courage merveilleux au milieu de fatals attentats!

Le ministère de l'intérieur, dans sa vaste organisation, était chargé de veiller à ce qui féconde et fortifie les ressources d'un État; il était le chef naturel de ces administrations locales que le Directoire avait centralisées par départements et districts, afin de les contenir sous sa main. Pendant l'époque révolutionnaire, les municipalités, les districts, les départements, tout était multiple et formait comme l'image d'un grand chaos où dominait la démocratie avec son unité violente. Il n'y avait nul

ordre; tout se faisait tumultueusement, et il fallait l'action énergique de la société des jacobins pour maintenir une hiérarchie, une fraternité dévouée, au milieu de tant d'opinions diverses et d'individualités populaires. Tout était club dans la république, sous la convention qui n'était elle-même qu'un grand club, sous l'influence des jacobins, les seuls hommes d'énergie et de gouvernement dans la société d'alors; une fois cette dictature démocratique effacée, il fallait recourir à un système plus centralisé, si l'on ne voulait subir les conséquences de l'anarchie la plus violente, sans le contre-poids du comité de salut public. Dans cette vue, la constitution de l'an III substitua les directoires de départements et de districts, aux assemblées tumultueuses qui les avaient précédés par communes et sections; ainsi le gouvernement trouvait son image réfléchie dans chaque localité, comme moyen de force et d'action; il pouvait agir et imposer ses commandements aux points les plus extrêmes de la France. Le Directoire dut avoir un commissaire spécial auprès de chaque district, et le plus souvent ce fut en ses mains que se centralisa l'exécution de toutes les mesures locales; tout marcha par l'impulsion administrative. Cependant on eût cherché en vain un point fixe de propriété et d'aristocratie comme base de gouvernement, dans les districts et les départements ainsi composés; la propriété antique et héréditaire n'avait elle pas reçu une rude atteinte par la confiscation prononcée contre les émigrés? Les administrations ne comptaient que des acquéreurs de biens nationaux ou des hommes qui avaient donné des gages au système révolutionnaire, sauf quelques exceptions dans les provinces centrales. Depuis l'époque de 1793, on faisait prêter aux administrateurs serment de haine à la royauté; on renouvelait toutes ces scènes régicides, capables d'inspirer du dégoût aux hommes qui ne s'étaient mêlés à aucun excès de la révolution. Les républicains anglais, après le meurtre de Charles I^{er}, se réunissaient dans un banquet solennel, et le vieux Ludlow découpa une tête de cochon pour célébrer l'anniversaire du jour où la tête d'un roi était tombée! Les républicains français perpétuaient la gloire du régime par des fêtes publiques; ils rappelaient le souvenir du 21 janvier au milieu des bonquets solennels, et là, le supplice de Louis XVI était exalté. Chénier déclama avec enthousiasme des stances brillantes contre les rois, et les hymnes de Lebrun célébraient la république, tandis que M. Garat prononçait quelques phrases académiques en l'honneur de la révo-

(1) Pour se faire une idée des dissolutions de cette époque, il faut lire les dénonciations qui suivirent la journée du 30 prairial; j'en parle plus tard, ainsi que des actes de MM. Fauriel,

Faypoult, Rapinat, les principaux agents de ces grandes levées de deniers, le plus souvent caçonnées pour le Directoire et à son profit.

lution et de ses patriotiques enfants (1). Ces fêtes devaient être répétées dans chaque localité; les autorités constituées y assistaient, en répétant le serment de haine à la royauté. On s'explique très-bien comment ces cérémonies fantastiques, ces joies sinistres sur des souvenirs affligeants, avaient éloigné des fonctions publiques beaucoup de propriétaires paisibles qui ne se souciaient pas de cette association aux frénésies de l'époque démocratique; de sorte que les districts et les départements étaient encore composés, en majorité, d'hommes illettrés et de fonctionnaires sans éducation que la caricature spirituelle aurait pu reproduire (2). Quand on lit les adresses délibérées et signées par les districts et les directoires des départements, telles qu'elles nous sont aujourd'hui conservées, on se rit presque de pitié de voir tant d'ignorance, et en défaut si absolu d'éducation. Les délibérations prises par ces autorités sont souvent puériles, sur des objets pitoyables, et loin de se hâter d'un ensemble d'idées et de résolutions, elles présentent le chaos de l'anarchie; les mots de *révolution* et de *patrie* y sont répandus en profusion; il s'y révèle un enthousiasme, une exaltation d'idées républicaines, mais rien qui se resente de la mission locale que reçoivent les assemblées pour bien gérer et administrer. En vain vous chercheriez encore une mesure d'administration publique un peu hante, un peu grande; tout est fait dans un sens vague qui se ressent de l'idée principale qui les domine. La révolution française y garde son vocabulaire à l'usage de la vieille école des jacobins; tout est fait en vue d'un mouvement exalté qui n'a de régulier et de précis que le triomphe des changements politiques opérés depuis 1792.

Aussi il n'y a plus de traces d'aucune amélioration départementale; on ne songe plus même aux voies de communications, à la protection du rouage, aux canaux; les chemins sont dans un état déplorable, et les forêts délaissées, sans police;

(1) *Sur* quelques-uns de ces arrêtés:

« Le Directoire exécutif, considérant que l'époque de l'anniversaire de la juste punition d'un roi parjure est aussi celle du renouvellement des serments de haine à la royauté et à l'anarchie, et d'attachement à la constitution de l'an vi, et qu'il est utile de rappeler aux administrations de la république, que cet acte important doit être accompagné de cérémonies simples et augustes :

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Conformément aux lois du 18 frésian et, du 22 nivôse an iv, l'anniversaire de la juste punition du dernier roi des Français sera célébré le 2 pluviose prochain dans toute la république.

2. A ce motif de ce jour, les autorités constituées et les fonctionnaires publics dans chaque commune se rassembleront dans un des temples destinés aux réunions décadiques. Le président de la principale administration présidera l'assemblée.

3. Après que l'hymne à la patrie aura été chanté, le président prononcera un discours, et ensuite le serment ordonné par la

loi du 24 nivôse an v, et qui est conçu en ces termes : *Je jure haine à la royauté et à l'anarchie; je jure attachement à la constitution de l'an vi.*

4. Les fonctionnaires présents prendront le même engagement en répétant à haute voix : *Nous le jurons.* Ils signeront ensuite individuellement le serment ci-dessus, en énonçant après leur signature la nature de leurs fonctions.

5. La cérémonie sera terminée par des imprécations contre le parjure, et une invocation à l'Etre suprême pour la prospérité de la république.

6. Dans les communes où il y a des théâtres ouverts, les entrepreneurs seront invités à faire représenter ce jour-là des pièces républicaines, telles que *Brutus*, *Guillaume Tell*, *Calus Gracchus*, *Epicurien*, etc. » (Arrêté du Directoire, du 7 frimair an vi.)

On coupe sans ordre, comme si l'on préparait une dévastation. Toutes ces belles habitations qui embellissaient les environs de Paris, propriétés la plupart confisquées sur l'émigration, paraissent tristement délaissées, hormis celles qui tombent au lot de quelques-uns des favoris de la révolution et forment leur apanage, comme Chambord, Gros-Bois, Petit-Bourg; il est même heureux pour les nobles pares et les grandes solitudes, que le directeur Barras aime les belles montes et la chasse comme un vrai gentilhomme. Aucune sûreté dans les voyages; la loi des ports d'armes et des passe-ports tyrannise sans protéger; il y a beaucoup de police pour la surveillance des partis, et peu pour la sûreté des personnes. On vit tout à la fois à une époque de faiblesse et de violence; l'administration marche par soubresauts; la conscription multiplie les réfractaires, et les réfractaires se transforment en troupes armées qui désolent les départements sous les chefs de bandes dont les noms sont déjà célèbres.

La révolution avait également changé les formes de la justice; les magistrats n'étaient plus nommés comme sous le vieux régime, on par le roi, ou par les corporations parlementaires elles-mêmes; la démocratie choisit ses magistrats, depuis le dernier juge de paix jusqu'aux membres du tribunal de cassation, système électoral uniforme pour tous les choix. Les assemblées primaires étaient unes pour toutes les magistratures, et c'est, sans doute, à cette organisation si mobile qu'on doit attribuer des choix alors fâcheux pour l'ordre judiciaire.

Les passions politiques se mêlèrent aux idées impartiales de la judicature; il y eut quelque chose d'étrange à voir un conseiller à la cour de cassation élu sans conditions préalables d'études et de législation, par les assemblées primaires (3), et pourtant la révolution présentait des tétra puissantes dans les questions de droit! Tous les choix étaient ainsi aux moins du peuple, même l'élection au

loi du 24 nivôse an v, et qui est conçu en ces termes : *Je jure haine à la royauté et à l'anarchie; je jure attachement à la constitution de l'an vi.*

4. Les fonctionnaires présents prendront le même engagement en répétant à haute voix : *Nous le jurons.* Ils signeront ensuite individuellement le serment ci-dessus, en énonçant après leur signature la nature de leurs fonctions.

5. La cérémonie sera terminée par des imprécations contre le parjure, et une invocation à l'Etre suprême pour la prospérité de la république.

6. Dans les communes où il y a des théâtres ouverts, les entrepreneurs seront invités à faire représenter ce jour-là des pièces républicaines, telles que *Brutus*, *Guillaume Tell*, *Calus Gracchus*, *Epicurien*, etc. » (Arrêté du Directoire, du 7 frimair an vi.)

(2) Il faut parcourir sur ce sujet les cartons de la bibliothèque royale; il y a des caricatures fort significatives.

(3) Ainsi, un spirituel et léger conteur (qui eût conseillé à la cour de cassation, fonction si grave, et exclusivement législative,

tribunal régulateur qui devait prononcer sur l'interprétation de la loi. Indépendamment de cette magistrature si multitudes, si démocratique par elle-même, la constitution créait le jury pour toutes les matières civiles ou criminelles ; de sorte que dans l'absence de tout système de magistrature permanente, il n'y avait pas moyen d'obtenir les études sérieuses, et les décisions judiciaires fondées sur l'application des codes. Que devenait la science du droit, quoiqu'on pût compter des légistes éminents, tels que Merlin et Treilhard ? On répondait à cela que ce système évitait la chicane, et que la justice revenait aux principes primitifs des sociétés ; ici on oubliait seulement que cette société était profondément corrompue déjà, et ne fallait pas agir avec elle comme aux temps primitifs ; on devait des garanties pour le jugement sérieux des grandes contestations humaines. En matière criminelle le danger était plus grave encore, car le pouvoir était sérieusement attaqué ; la convention avait compris que, dans un système révolutionnaire, s'il fallait un jury, il devait être comme une commission permanente de patriotes frappant avec la rapidité de la foudre (1) ; là fut le motif de la création du tribunal révolutionnaire, qui, sous le comité de salut public, ensanglanta la France pour la ramener violemment à l'unité démocratique. Le comité de salut public tomba et fut remplacé par un système incertain, mobile comme le Directoire ; un jury élu était une institution de faiblesse qui devait mettre le gouvernement dans un état constant d'impuissance contre les partis. Aussi le Directoire avait-il institué, indépendamment de ces tribunaux criminels, des commissions militaires, moyen plus expéditif contre ses ennemis.

Depuis le 18 fructidor, toutes les fois qu'il fallait réprimer un complot ou proscrire les adversaires du gouvernement, jacobins ou royalistes, le Directoire instituait des tribunaux extraordinaires sous la tente, pour punir ce qu'il appelait la conspiration ; les commissions militaires frappaient de mort dans vingt-quatre heures ; les exécutions à la plaine de Grenelle suivaient immédiatement et on les annonçait à peine le lendemain (2). Le nombre en fut considérable dans les quatre années du Directoire : un jour c'était Babœuf, partisan de la loi agrière ; le lendemain La Villette-Beurnois, royaliste ; l'un, expression des jacobins les plus irrités ; l'autre, le symbole

des monarchistes les plus imprudents. Les commissions militaires instituées par une loi devaient connaître de tous les crimes d'embauchage, et, par une disposition interprétative, tout individu, même civil, était entraîné devant la commission militaire par cela seul qu'il avait pour complice un homme qui appartenait à l'armée. La loi violente l'emportait sur la loi de justice.

Pour résumer l'administration du Directoire, elle était tout à la fois faible et tyrannique, elle ressemblait à ces vieillards inquisiteurs qui cherchent la force dans la cruauté. La police devint le ressort principal du gouvernement, parce que, dans les temps d'incertitude pour le pouvoir, elle le préserve et souvent elle le sauve ; les finances, au contraire, étaient dans une situation pitoyable, parce qu'il leur faut un gouvernement fort et une position arrêtée ; enfin l'administration, à proprement parler, était déclinée par les partis et tombait aux mains d'hommes indécis ou incapables. On ne se souvient de cette situation que par l'intervention militaire, et voilà ce qui fit cette inévitable journée du 18 brumaire où le pouvoir du général Bonaparte triompha des avocats et des parleurs !

CHAPITRE XII.

L'ARMÉE, SES PARTIS, SES OPINIONS.

Premières campagnes de la république. — Esprit général des soldats. — Officiers généraux. — Changements dans les mœurs et les habitudes. — Dévouement de l'armée à ses chefs. — Armée d'Ube. — Armée d'Allemagne. — Armée d'Égypte. — Armée de Hollande. — Rivalité. — Esprit républicain. — Conquêtes. — Ambition. — Marche vers la dictature. — Armée de mer. — Esprit de la marine. — Sa destinée.

1794 — 1799.

Dans tous les changements politiques tentés depuis le 14 vendémiaire, l'armée avait été appelée à jouer un rôle actif et dominant pour les plus hautes questions gouvernementales. En définitive,

nom de *compagnie de Jésus* — Le 11 brumaire, on a fusillé à Valence pour la même cause les hommes Béraud, Barbé et Polze, royalistes du Dauphiné. — L'administration centrale du département de la Seine a ordonné, par arrêté du 3 novembre, la déportation de Jacques Corendin-Baron, ci-devant rédacteur du journal intitulé *L'ami du roi*, et député, de cette illégitime l'Inamovible.

(1) Expressions des Rapports des conventionnels Saint-Just et Cambon.

(2) Voici quelques exemples de cette justice expéditive : Le 19 brumaire, 5 novembre, on a fusillé à la plaine de Grenelle, M. Proger de Saint-Pierre, de Nantes, condamné à mort pour faillite volontaire, par la commission militaire de Paris. — Le 5 brumaire, on a fusillé à Grenelle, MM. Paget, Imard et Maglet, comme membres des bandes royalistes du Mill, connues sous le

c'était la force qui décidait les révolutions constitutionnelles, et le canon retentissant sur la place publique en finissait avec les partis assez osés pour attaquer le pouvoir. Le courage de l'armée, ses conquêtes, son dévouement avaient été trop immenses, pour qu'on ne la fit pas entrer comme un poids décisif dans la balance des événements. N'étaient-ce pas ces soldats qui, sans pain, sans souliers, avec le seul amour de la patrie, s'étaient précipités aux frontières pour la défense du territoire menacé? N'était-ce pas à leur courage que la république devait la délivrance aux jours de ses périls? Dès lors toute tentative qui avait pour objet de renverser la constitution ou de la modifier, ne pouvait s'opérer que de concert avec les chefs de corps et les généraux des armées. En vain les articles de la constitution éloignaient-ils les soldats du lieu de la représentation nationale; en vain décidait-on qu'aucun corps armé ne pouvait délibérer, ce n'étaient là que des mots; aux jours décisifs les bonnettes devaient en finir avec les avocats et les rhéteurs.

En portant les yeux sur cette masse glorieuse de généraux et de soldats dont le courage brillait sous le drapeau, il était facile de voir qu'un grand changement s'était opéré dans les vieilles mœurs militaires depuis la révolution française. Sous l'antique monarchie, l'armée se composait de deux éléments : 1^o Les gentilshommes qui payaient l'impôt au roi par le service personnel dans les armées; ils s'y ruinaient en combattant avec courage, pour acquitter cette contribution du sang, et ils apportaient la gaieté chevaleresque, cette bravoure élégante, un peu fanfaronne, qui les faisaient distinguer au milieu des armées d'Europe; on imitait partout les officiers français. A Fontenoy, on vit les gentilshommes s'entre-saïuer de l'épée ou du chapeau comme s'il s'agissait d'un carrousel ou d'un tournoi; les officiers nobles étaient comme les derniers débris des champs clos du moyen âge ou de la Fronde. 2^o La masse des soldats se formait de paysans recrutés par la milice, ou bien de quelques ouvriers, gens de dissipation et d'oisiveté, si nombreux dans les capitales, et que les recruteurs séduisaient par le récit des charmes de la vie militaire. Les régiments de l'ancienne armée étaient néanmoins de fort belles troupes, témoin : Flandre, Champagne et Bourgogne, encore cités aux premières guerres de 1793; quand l'émigration eut disloqué ces régiments, ils servirent de noyau aux nouveaux corps qui se formèrent sur les frontières pour la défense du territoire (1).

Les armées républicaines, spontanément orga-

nisées, n'avaient rien de commun avec les anciennes troupes de la monarchie; les officiers s'étaient rapidement élevés, et plus d'un sergent aux gardes portait les insignes de général en chef, dans ces belles armées où le représentant du peuple à l'écharpe tricolore, au panache flottant, décriait la victoire. Ai je besoin de dire les glorieux trophées des armées pendant les premiers temps de la république? Ils furent immenses, ils font notre patrie, et l'histoire en gardera le souvenir, car il est partout gravé dans les monuments de la guerre et des arts. Comme les vieilles légions de Rome, les armées françaises ont parcouru l'univers connu; aucune barrière ne fut un obstacle à leurs pas de géants. Suis-je digne de célébrer ces fabuleuses légendes de la démocratie victorieuse? Mais une observation qui ne doit point échapper à l'historien, c'est qu'un esprit tout nouveau s'était produit spontanément au sein de ces fiers enfants de la patrie. Vous auriez cherché en vain la tendance chevaleresque et aimable qui distinguait la noblesse française dans les batailles, cette galanterie délicate des vieux temps; un caractère plus sévère, plus inflexible, plus indompté, dominait les conquérants; on semblait marcher à l'accomplissement d'un devoir austère. S'il y avait encore de la gaieté française, les gros rires de la tente, les propos héréditaires dans les casernes depuis les grandes compagnies, tout était néanmoins absorbé par un sentiment d'hostilité implacable contre les gouvernements étrangers.

Les services rendus à la patrie avaient relevé la valeur morale du soldat français; il se croyait placé en quelque sorte au-dessus de la classe bourgeoise, il formait une société à part. La vieille rivalité entre le civil et le militaire existait dans toute sa ferveur; le sabre était orgueilleux de ses dévouements, le soldat se demandait pourquoi il exposait sa vie et s'il devait donner son sang pour la bourgeoisie; il avait haine des parleurs et ne respectait plus les conseils législatifs depuis qu'il avait été appelé plus d'une fois à les décimer ou à les proscrire. Quoi! les légistes, les avocats, les fournisseurs se gorgaient d'or, et le soldat pauvre et sans souliers ne devait penser qu'aux sueurs de la compté! et pour cela on s'imposait d'indignes privations. On avait vu ces armées sans vêtements, sans pain, s'élancer vers des prodiges de gloire; il y avait du Spartiate dans ces nobles cœurs, mais des ambitions fermentaient sous les habits de généraux et d'officiers; après avoir rappelé les triomphes sous les drapeaux de la France, on aspirait à la gouverner.

(1) Voyez sur ce point les vœux remarquables du général Nathieu Bonais. On reconnaît aisément que les vieilles

troupes de France firent les grandes campagnes, les volontaires ne firent que leur aider et compléter les cadres.

L'esprit de l'armée était républicain; on s'était dévoué à cette idée, à cette forme de gouvernement depuis 1793; sous les faisceaux tricolores et la bache nationale, tant de grandeur était venue au drapeau! et cette circonstance avait enfanté dans les camps un culte enthousiaste pour la république française; sa légende se voyait sur tous les symboles et faisait palpiter le cœur du soldat; les étendards glorieux portaient le cri de : *Vive la nation*; criminel qui avait déterminé les grands sacrifices et les grands triomphes en 1792. Sauf quelques exceptions, l'armée ne comptait que des officiers dont la renommée, noble fleur des batailles, était éclosée sous les feux de la convention. Généraux, chefs de brigades, officiers, vieux soldats, tout était plein encore de cette image des représentants du peuple, de ces conventionnels à l'armée, alors que, comme Saint-Just, ils parcouraient sur un cheval fougueux les avant-postes, en bravant les foudres de guerre, les mitrailles, et les mines des citadelles (1). C'était un bien faux calcul des royalistes de compter sur le concours de l'armée pour une grande trahison au profit de Louis XVIII et des princes (2). Les vieilles légions de Rome pouvaient bien saluer un César et mourir pour lui, mais elles n'auraient pas entouré le trône d'un deservant de Tarquin. Rien n'excitait plus d'enthousiasme dans les rangs de l'armée que ces serments de haine à la royauté; les acclamations retentissaient alors sous la tente. Toutes les fois qu'on avait eu besoin d'agir sur l'intérieur par une manifestation énergique dans le sens républicain, n'avait-on pas eu recours à l'armée? Au 14 vendémiaire c'étaient les vieux régiments de Mayence et de Toulon, les canonniers au panache tricolore qui, sous les ordres du général Bonaparte, avaient fait feu sur les sections de Paris courant sans ordre sur la convention. Quand le Directoire voulut obtenir une démonstration favorable au coup d'État du 18 fructidor, on vit dans l'armée d'Italie des clubs se former, et le général Bonaparte faire délibérer les régiments comme dans les assemblées politiques; les adresses furent lues et votées par acclamations. Le général Angereau exécuta le 18 fructidor par les voies militaires; le soldat s'habitua à saisir au collet les Anciens et les Cinq-Cents, et à les envoyer à la déportation. Rien n'était plus facile que d'entraîner les régiments à cette répression contre le royalisme dans l'intérieur; la pensée des camps était républicaine, l'armée s'était déterminée par le grand mobile de la démocratie, il avait

fait son avancement et sa gloire; *liberté, égalité*, se liaient sur toutes ses devises : sur le tambour qui battait la charge, sur le drapeau qui la dirigeait. Il n'y avait d'autre distinction que le grade, d'autre hiérarchie, pour ainsi dire, que l'élevation sur le bouclier; on ne voyait encore ni sabres d'honneur, ni croix d'honneur, l'armée était mue par l'instinct de l'avancement et de la gloire. Tout était rapide comme les destinées de la république, tout était brillant comme son histoire, tout était merveilleux comme ses fortunes militaires; à ces temps héroïques, le sol de la France produisait des géants!

Cependant au milieu de cette fraternité préparée par une cause commune, l'amour de la patrie, il s'élevait des séparations entre les différents corps qui combattaient l'étranger. La révolution, qui d'abord avait eu à se défendre sur toutes les frontières, s'était étendue au loin sur l'Europe; dans ce débordement de la grande nation, d'immenses armées s'étaient formées sous des noms différents, tous également chers du soldat dans leurs veillées, sous la tente; l'histoire a dit que la convention en avait miraculeusement enfanté quatorze. Depuis, le nombre s'était restreint par l'affaiblissement du danger; chacune de ces armées, qu'elle marchât sur le Rhin ou les Alpes, avait un général en chef avec toute l'habitude du commandement, et connu du soldat qui l'avait entouré dans plus d'une campagne. Si ce général l'avait conduite à la victoire, s'il prenait soin de ses troupes, s'il portait tant la sollicitude pour ses soldats, une sorte de lien se formait entre lui et ses demi-brigades; on s'honorait de combattre sous ses ordres, on se groupait autour de lui pour exécuter ses desseins, et ce contact formait un lien indissoluble entre tous les officiers, les soldats, les généraux qui composaient un corps d'armée; sorte de fraternité chevaleresque qui avait remplacé les anciens ordres militaires du moyen âge (3). Qui ne se sentait fortement la main à un ancien frère d'armes de l'armée du Rhin ou des Alpes?

Aux premiers temps du Directoire on comptait plusieurs armées principales : celle d'Italie d'abord, qui avait reçu pour chef le général Bonaparte, vie exceptionnelle, dont plus tard j'aurai à raconter les merveilles. Cette armée, la plus républicaine de toutes, la plus exaltée, comptait pour généraux de division, Masséna, Angereau et Lanues, expression de la rudesse et des opinions démocratiques, vigoureux champions de l'égalité. On ne peut dire jusqu'à

qu'elle dans ses idées et dans ses hommes. La paix et les Bourbons étaient deux pensées corrélatives.

(3) On se sentait soldat d'Égypte, vieux compagnon du couquerrant d'Italie; soldats de Sambre-et-Meuse.

(1) Rapport de Saint-Just au comité de salut public.

(2) Les négociations de Fouché-Burel et de Pichgru pour amener la proclamation de Louis XVIII par l'armée, étaient absurdes; c'était une des nombreuses illusions du parti royaliste, la restauration ne pouvait arriver qu'après que le parti militaire serait

quel point d'exaltation l'armée d'Italie portait le feu sacré de la liberté; elle avait semé sur ses pas l'idée populaire; et d'après ses inspirations hardies, tous les gouvernements avaient proclamé la souveraineté du peuple. Il y avait du jacobinisme aux cours de Lannes, Masséna et Angereau; seulement la gloire du général en chef avait créé autour de lui un prestige; les généraux obéissaient à Bonaparte qui brisait les fortes colonnes d'ennemis, et foulaux aux pieds l'aigle d'Autriche; on n'était point encore aux époques d'opposition (1). Masséna, Angereau, Lannes, conservaient avec le général en chef une sorte de fraternité républicaine, tandis qu'il se formait autour de Bonaparte une multitude de jeunes officiers dévoués à sa personne, sous le titre d'aide de camp; tous aimaient la république comme une idole de leur cœur; mais l'amour qu'ils portaient à leur général était plus exalté peut-être, ils voyaient tout en lui, Marmont, Murat, Duroc, Junot, Eugène Beauharnais, et le jeune et malheureux Muiron, formaient une auréole brillante autour de la gloire du vainqueur, pierres précieuses de cette couronne, rêvée plus d'une fois sous la tente; ils s'habituèrent à considérer Bonaparte comme un être supérieur, digne d'inspirer un culte aux grandes âmes. Dans les jours de danger, le général pouvait compter sur leurs épaules. L'armée d'Italie se divisait ainsi en deux fractions bien distinctes; les généraux de valeur personnelle, tels que Masséna, Lannes, Angereau, républicains de principes, obéissaient bien à Bonaparte, parce qu'ils voyaient en lui le représentant de la révolution française, le général d'un mérite supérieur qui obtenait le suffrage de la patrie; mais ils n'auraient point secondé sa dictature, ils l'auraient même combattue. Les aides de camp, au contraire, servaient le général plus encore que le pays, ils l'auraient soutenu conseil, empereur, despote même, ou la couronne de roi au front; tous étaient noblement éblouis de sa gloire; et cette distinction doit être parfaitement établie afin d'expliquer les événements postérieurs; sous l'empire, elle n'était point effacée encore! L'armée d'Italie maintint longtemps son caractère; Championnet, Joubert, lui conservèrent ce type fortement marqué de républicanisme.

L'armée d'Allemagne, qui prêtait la main aux héros d'Italie et suivait le même plan d'opérations, n'avait pas une tendance aussi exaltée; Pichegru et Moreau l'avaient commandée; les royalistes s'en étaient rapprochés par des négociations qu'on disait heureuses (2). Une puissante rivalité déjà s'élevait entre ces deux camps et leurs généraux en chef.

Pichegru, le vainqueur de la Hollande, et Moreau, après lui, avaient une capacité trop élevée pour subir la domination du général de l'armée d'Italie; leurs victoires étaient moins éclatantes, leurs opérations plus froides, moins exaltées, mais ils prenaient au soin plus attentif du soldat; leurs lieutenants Lecourbe, Gouvion-Saint-Cyr, Dessolles, Lahorie, aux traits graves, étaient des hommes d'une éducation plus avancée que les généraux improvisés de l'armée d'Italie, car parmi les officiers qui passèrent les Alpes, Bonaparte seul avait fait de larges et fortes études. Il existait une grande jalousie entre les légions qui campaient autour du Rhin et celles qui avaient passé les Alpes; des généraux elle était descendue jusqu'aux soldats; on se connaissait à peine, les drapeaux s'élevaient rarement unis, et, quand on se rapprochait, de vives disputes éclataient entre les soldats des deux camps. C'étaient comme les événements précurseurs de ces guerres civiles de Rome, quand les légions de la Germanie heurtaient celles de Palestine et d'Orient dans ces duels gigantesques qui décidaient les destinées du monde (3).

Au nord, l'armée de Hollande, victorieuse d'abord sous Pichegru, marchait sous le commandement de Brune, froid et grave comme Moreau, avec des talents moins remarquables et une stratégie moins étudiée; au reste, d'une certaine capacité d'administration. Cette armée n'était point en rivalité avec celle d'Allemagne, elle en était, pour ainsi dire, détachée sous le général Brune, républicain de principes; l'âme du soldat éprouvait ce profond dévouement à la démocratie qui régnaît alors sous les tentes. Toute idée de monarchie eût paru étrange à cette génération armée, et c'eût été folie de l'y rappeler; il existait dans les camps une sorte de fraternité entre les chefs et les soldats, un tutoiement rude et dur; si la discipline en souffrait un peu, on réparait cela le lendemain par une victoire, par l'héroïsme qui courait aux sacrifices. Comme on parlait sans cesse de l'armée d'Italie et de ses prodiges, cela blessait les autres légions qui avaient aussi fait de grandes choses; les conquêtes de Bonaparte n'avaient-elles pas été secondées par l'armée d'Allemagne?

Cette hostilité se fit sentir plus tard dans le développement des faits politiques du consulat et de l'empire; les généraux de l'armée d'Allemagne restèrent fidèles au souvenir de Moreau, et la plupart furent en disgrâce; la fortune du général Bonaparte traîna aux roues de son char les fidèles généraux dans la campagne d'Italie, ceux-là qu'il avait con-

(1) Nous parlerons plus tard de l'opposition dans l'armée, sous des causes de la chute du grand empire.

(2) Moreau était mécontent, comme l'était Bernadotte, mais ils

n'étaient pas royalistes; c'est ce qu'il faut bien comprendre avant d'expliquer les événements de 1813.

(3) L'armée d'Allemagne était complètement dévouée à Moreau.

dnits depuis longues années. Dès le traité de Campo-Formio les mœurs changent dans les armées que conduit Bonaparte; une sorte de dictature s'y révèle. En Égypte, il était à prime question de la république si lointaine qui débaisait ses enfants. Désormais les soldats ne voient que leur général et s'habituent à lui pour ne plus suler que sa fortune! Kléber, qui est l'expression des opinions républicaines, est complètement abaissé, sa haute tête béchit devant le général en chef; il faut qu'il obéisse, lui peut-être qui a deviné l'ambition rayonnant au front de Bonaparte. Là commence le système de l'obéissance passive la plus absolue, ce culte exclusif pour le général; on oublie la république pour ce chef qui conduit le soldat à la victoire, et cette religion mystérieuse survit même aux disgrâces qu'éprouve sa fortune devant Saint-Jean-d'Acrc.

Il n'en est point ainsi parmi les armées qui sont restées sur le territoire de la république, ou qui ont marché sous d'autres drapeaux; le feu de la liberté et de l'égalité s'y est maintenu. Si Piehegru a pendant quelques moments trahi la cause démocratique en traitant avec M. le prince de Condé, c'est ici une exception, un sentiment tout personnel, n'excitant aucune sympathie dans le cœur du soldat; les agents du prince de Condé se trompaient en s'imaginant que le drapeau blanc pouvait être arboré; le soldat n'aurait pas suivi son général sans le panache tricolore. Après le 18 fructidor, l'armée reçoit des chefs tout dévoués à la république: Joubert, Hoche, jeunes et ardents imaginations nées avec la fin du siècle et qui auraient brillé comme des auroles dans le siècle nouveau, tiges de lauriers abaissées par la mort. Masséna, le républicain exalté, commande les braves demi-brigades qui traversent l'Helvétie pour combattre les Autrichiens et le feld-maréchal Suwarow. Augereau est en Italie et montre sa vaste écharpe tricolore des vieux temps de l'armée de Sambre-et-Meuse à des officiers et à des soldats nourris dans l'amour de la patrie. Moreau reçoit un commandement en chef; Brune, aussi exalté que lui dans les idées de république, est aussi à la tête des soldats qui combattent sous les faisceaux de la nation aux couleurs brillantes. Bernadotte tient le ministère de la guerre, et il n'est point l'ami du général Bonaparte; de vieilles rivalités l'en ont fortement séparé depuis les campagnes d'Italie; il est capable de le faire arrêter s'il conspirait contre la constitution (1).

Elle était donc républicaine l'armée française, sans que rien pût l'entraîner à soutenir une moun-

chie; il fallait donc user de mille ressources pour la détacher de ses idées en la plaçant sous l'épée du général Bonaparte; grand œuvre et grand péril que d'oser la dictature! Il fallait éteindre surtout les derniers respects que les généraux et les officiers avaient encore pour les ordres des conseils et du Directoire. Le système militaire dominait sans doute; on avait vu des mises hors la loi prononcées contre un général, exécutées par ses propres soldats. Si quelques aides de camp personnellement dévoués pouvaient s'exposer à braver une délibération des conseils des Anciens et des Cinq-Cents et un ordre du Directoire, il en était d'autres qui, par jalousie et par respect, s'opposeraient à des entreprises téméraires. Les amis du général Bonaparte sentaient eux-mêmes que, dans tous les coups d'État, il fallait une apparence de légalité; si l'armée était un instrument utile, elle n'était pas tout; il fallait savoir la mettre en action par les corps politiques. Incontestablement une révolution devait jeter le pouvoir dans les mains de l'armée, mais elle devait elle-même se personifier dans un de ses généraux élevé sur le pavois: quel serait-il? Championnet, Hoche, Joubert, Bernadotte, Moreau, Masséna ou Bonaparte? Une révolution militaire était imminente; on avait trop employé le soldat dans le triomphe des partis pour que ces soldats, à leur tour, ne voulussent pas se servir du glaive pour obtenir le pouvoir et profiter de ses grandeurs.

La France avait souffert le gouvernement des avocats et des légistes, il fallait subir celui de l'armée. La dictature devait couronner le front d'un général chef du soldat, comme une nécessité imperative; la difficulté commençait seulement le jour où il serait nécessaire de se fixer sur ce choix; alors s'élèveraient, en effet, les jalousies d'une armée contre une autre, d'un général contre un autre général. Prendrait-on le dictateur couronné de lauriers parmi les soldats de l'armée du Rhin ou des Alpes, d'Allemagne ou d'Italie? Ce choix quel qu'il fût devait amener un conflit violent entre les armées; qui sait si, comme les vieilles légions de Rome, chacune ne nommerait pas son César, son empereur, son Auguste! Moreau ne serait-il pas opposé à Bonaparte? Bernadotte, Brune et Masséna n'avaient-ils pas des talents supérieurs à tout ce cortège d'aides de camp qui allaient s'élever, et devenir leurs égaux par le seul dévouement à un homme?

Si l'armée de terre était appelée à exercer une si grande puissance dans l'État, quel rôle fallait-il attribuer à la marine, à ces escadres qui portaient le pavillon tricolore au grand mât (2)? Dans les

(1) Voir le chapitre VII du tome II.

(2) J'ai besoin de relever une grande erreur qui a consisté à

premiers troubles révolutionnaires, le corps privilégié de la marine, si admirablement composé par Louis XVI, fut frappé et proscrit; les officiers rouges, les écoles, les grands chefs d'escadre, comme d'Estaing, n'existaient plus; on les avait remplacés par de braves marins, tirés du corps des officiers auxiliaires ou de la marine marchande, incapables de concevoir les vastes évolutions des flottes. L'Angleterre acheva l'œuvre à Quiberon, et comme ce qu'elle craignait le plus c'était que la France ne reformât une nouvelle marine, à l'imitation de Louis XVI, la Grande-Bretagne dirigea tous ses efforts contre les escadres de la république. On l'avait vue implacable à Toulon, devant Brest; partout elle avait multiplié ses plans destructeurs pour arriver au résultat d'un anéantissement complet de la marine de France, si magnifique lors de la guerre de 1775 dans l'Inde et dans les Amériques.

Si une armée de terre se constitue par des prodiges de courage, une marine est l'œuvre de la patience et du génie; si la république avait décrété la victoire sur les frontières, elle n'avait pu enfanter l'habileté des amiraux de grandes flottes. Quand elle eut proscrit le corps brillant des gardes marines aux habits écarlates, aux aiguillettes d'or, elle remplaça cette forte organisation par un personnel d'officiers marchands et auxiliaires qui, avec le courage et l'expérience de la manœuvre, ne possédaient pas cette éducation première qui constitue le véritable officier général de marine. L'armée navale obtint de braves et dignes capitaines, des matelots qui se sacrifièrent, comme sur *le Vengeur*, pour la patrie et le pavillon. Elle eut des flottes nombreuses, des escadres redoutables, mais on n'eut pas un corps d'élite instruit dans les manœuvres du commandement pour lutter avec rigueur contre ces escadres britanniques qui couraient les mers, sous des amiraux qui n'avaient pas pris terre depuis quinze ans (1). Il y eut des

combats partiels, de brillants exploits, sous Lallemand et Truguet; quand un navire se prenait corps à corps avec un anglais, il lui faisait souvent baisser pavillon; tout au contraire, quand on agissait escadre contre escadre, division contre division, la marine anglaise conservait une supériorité incontrastable; ses amiraux, lord Saint-Vincent, Nelson, Hood, préparaient avec un instinct admirable les lignes de bataille, coupaient les vaisseaux français par des mouvements hardis, Nelson inventa la manœuvre de porter tous ses feux, division par division, sur un seul point, afin de mettre les escadres dans l'impuissance de se secourir; tactique qu'il employa contre le malheureux amiral français aux bouches du Nil; et c'est en cela que son génie avait compris pour la mer, ce que Napoléon avait conçu pour les grandes journées de bataille.

L'esprit de la marine française était fortement républicain, elle se composait presque entièrement d'officiers de fortune qui, devant leur éclat et leurs grades à la révolution, en embrassaient avec ardeur les principes. Les marins exprimaient dans leur style grossier leur amour pour la démocratie; les vaisseaux portaient des noms chers à la convention et aux jacobins, depuis *le Sans-Culotte*, jusqu'au *Républicain* et *la Montagne*, vaisseaux dont les souvenirs sont restés célèbres. La marine n'avait qu'une pensée : sa haine contre les Anglais; elle se mêlait peu de politique. En dehors de toutes ces discussions qui agitaient les conseils, la gloire et son pavillon, tels étaient les objets de son culte; néanmoins, toutes les fois qu'elle fut appelée à donner son avis et ses votes, elle le fit avec un entraînant patriotisme au profit des idées les plus avancées de la démocratie. Nul principe de royalisme n'était dans la marine; les loups de mer avaient une profonde haine contre les Anglais, ils confondaient avec eux les émigrés, et comme le souvenir des officiers rouges et de leur antique rivalité était vivace dans leur esprit, ils conservaient une haine

dire que la république française n'avait pas de marine. Je publie ici l'état officiel de la flotte qui sortit de Brest, sous les ordres de l'amiral Bruix : on semblait encore à l'époque de Louis XIV.

Noms des bâtiments qui composent l'armée navale sortie de la rade de Brest, le 6 février.

Vaisseaux.	Capitaines.	Cannon.	Hom.
<i>L'Octan, amiral Bruix.</i>	Brouillac, capitaine,	120	1,400
<i>Le Republicain.</i>	Berranger, idem,	120	1,313
<i>Le Terrible.</i>	Leclercq, idem,	120	1,023
<i>L'Invincible.</i>	L'écuyer, chef de div.	120	1,000
<i>L'Indomptable.</i>	Bordrin, capitaine,	80	650
<i>Le Formidable.</i>	Trochard, chef de div.	80	808
<i>Le Redoutable.</i>	Moussant, idem,	74	720
<i>La Constitution.</i>	Lery, idem,	74	758
<i>Le Crapier.</i>	Vale, idem,	74	742
<i>Le Teméraire.</i>	Comac, idem,	74	700
<i>Le Fougueux.</i>	Boucard, idem,	74	720

Vaisseaux.	Capitaines.	Cannon.	Hom.
<i>Le Rolave.</i>	Baugier, chef de division,	74	730
<i>Le Tourbillon.</i>	Moury, capitaine,	74	713
<i>Le Mont-Blanc.</i>	Maltral, chef de division,	74	777
<i>Le Wellington.</i>	Gourdon, capitaine,	74	730
<i>Le Zélé.</i>	Belay, chef de division,	74	743
<i>Le Châlain.</i>	Bergevin, capitaine,	74	760
<i>Le Gaulois.</i>	Siméon, idem,	74	730
<i>Le J.-J. Rousseau.</i>	Rigol, idem,	74	730
<i>Le Tyrannocrite.</i>	Allemand, chef de div.,	74	767
<i>Le Jean-Bart.</i>	Meyn, capitaine,	74	700
<i>Le Dix-Août.</i>	Bergoret, idem,	74	714
<i>La Révolution.</i>	Rolland, idem,	74	660
<i>Le Dauphine.</i>	Kerangall, idem,	74	867
<i>La Convention.</i>	Zuete, idem,	74	770

(1) En 1814, l'amiral Péleu n'avait pas quitté la mer depuis vingt-cinq ans.

instinctive contre tout ce qui pouvait amener le régime proscrit par la révolution française. La marine était démocrate de principes, toutefois sans influence sur le gouvernement; elle détestait le vieux régime qui, pourtant avait produit les d'Estaing, les Suffren, les Lamotte-Piquet. Cette situation des armées a besoin d'être parfaitement comprise pour s'expliquer la suite des événements et la dictature consulaire.

Depuis le 18 fructidor, la force des batailles était intervenue comme une solution obligée à tous les événements; il n'était pas un homme politique qui, songeant à une révolution, ne fit entrer dans ses plans l'appui d'un général ou d'une armée qui combattait sur la frontière; on ne pouvait arriver à un résultat sans ce secours; or, si l'y avait unité dans l'amour ardent de la république, si tous les soldats se seraient fait immoler pour leur dévouement, il existait parmi les généraux des jalousies de personnes, des rivalités de gloire et de position qui ne permettaient pas à un système militaire de triompher sans trouver aussitôt des obstacles. Supposez que le Directoire eût songé à Moreau pour opérer un mouvement, ou à Bernadotte, tout aussitôt il trouvait Bonaparte pour obstacle, l'armée d'Italie était opposée à l'armée du Rhin. Admettez, au contraire, le triomphe de Bonaparte, Moreau devenait son plus implacable adversaire, et Bernadotte se fût chargé, au besoin, d'arrêter l'ambitieux général qui visait à la dictature.

Ces jalousies étaient inévitables, ces rivalités tenaient à la force des choses. Commandiez-vous aux armées françaises la victoire, elles étaient unanimes pour fomenter sur l'ennemi et lui arracher ses drapeaux! Jamais le soldat français n'hésitait devant un sentiment de patriotisme; mais dès qu'on appelait l'armée à se prononcer sur la forme du gouvernement, la division devait se produire dans ses rangs. Comme les idées de république et d'égalité avaient un profond retentissement, un dictateur militaire, quelque chéri qu'il pût être de ses soldats, devait trouver obstacle à son despotisme dans d'autres armées; on ne pouvait renverser les autels de la Liberté sans qu'un douloureux gémissement ne se fit entendre dans les rangs de ceux qui les avaient élevés. Le parti républicain fut longtemps très-fort dans l'armée; Bonaparte eut besoin de sa main de fer, de son génie, de son habileté, pour en comprimer l'irritation; comment des généraux tels que Bernadotte, Masséna, Jourdan, Angereau, Moreau, Brune, habitués à l'égalité et à la fraternité des tentes, auraient-ils ployé sous le joug des idées monarchiques? Comment ceux qui si longtemps furent égaux se soumettraient-ils à la hiérarchie des rangs sous le sceptre d'un maître?

CHAPITRE. — L'EUROPE.

Ce fut là le grand œuvre de Napoléon, qui commença sous le consulat et se développa sous l'empire. L'opposition du parti républicain dans l'armée se manifesta à travers mille difficultés et des accidents de toute espèce; elle fut un des violents obstacles aux projets de Napoléon pour élever son édifice. Conduit de merveilles en merveilles, le parti républicain de l'armée n'en frémissait pas moins sous le joug; les lauriers ne le consolèrent pas de la perte de la liberté, et l'aigle aux ailes déployées sur toutes les capitales ne lui fit point oublier ces faisceaux de piques surmontés du bonnet de l'égalité française, souvenir magique qui se mêlait à l'arc-en-ciel de sa jeunesse et de sa gloire!

CHAPITRE XIII.

CARACTÈRE DES HOMMES POLITIQUES INFLUENTS SOUS LE DIRECTOIRE.

BARRAS. — Fouché (de Nantes). — Stéyes. — Merlin (de Douai). — Treillard. — Cambacérès. — Rewbell. — Lacroix-Lépeaux. — Gohier. — François de Neufchâteau. — Boulay (de la Meurthe). — Berlier. — Réal. — Boderer. — Bailleul. — Société de madame de Staël. — M. de Talleyrand. — Benjamin Constant. — Carnot. — Lucien Bonaparte.

1793 — 1799.

La crise révolutionnaire, en imprimant un mouvement énergique à l'esprit national, avait fait surgir une multitude d'hommes d'une certaine portée, pour diriger les destinées de la république naissante. Les comités de salut public et de sûreté générale furent composés de capacités d'une remarquable valeur. Ces proconsuls mêmes qui traversèrent les provinces dans les temps de périls pour la patrie, furent la plupart marqués d'une empreinte supérieure, et les taches de sang qui souillaient leurs robes et leur front, ne peuvent faire oublier le talent et le courage déployés pour le triomphe de la révolution française, cause à laquelle ils s'étaient dévoués; à mesure que les temps s'éloignent, il se manifeste quelque chose d'antique et de sauvage dans ces âmes si mâles, si fortes. Deux caractères distincts signalèrent l'existence des comités; ce furent l'unité de pensée et l'énergie politique; rien n'arrêtait ces cœurs si implacables; ils semblaient trempés dans une force mystérieuse que l'histoire n'a point révélée encore aux générations. Un jour viendra où l'on saisira corps à corps ces étranges

et sombres ouvrages; on n'y verra pas que de la fange et du sang; les conventionnels apparaitront alors comme ces figures de triumvirs et de décevirs au temps de Rome primitive.

Les membres des comités ne périrent pas tous au 9 thermidor; plusieurs survécurent à la chute de Robespierre, ils se réunirent point avec lui, ils l'abandonnèrent, et leur force se retrouva dans l'époque directoriale. Ils étaient fi debout, comme les derniers débris de la convention. Une réaction avait eu lieu contre les jacobins, forcés au moment de s'éloigner de la scène politique; quand le Directoire eut besoin de reconstruire une fois encore aux patriotes, il s'adressa aux débris des comités, et ce fut parmi eux que s'élèverent les hommes de capacité gouvernementale.

Le général comte de Barras, que le Directoire plaçait à sa tête, était-il autre chose qu'un de ces préconçus qui s'étaient séparés de Robespierre, comme Tallien, pour sauver leur vie et défendre leurs jours menacés? Le général comte de Barras, je l'ai dit déjà (1), appartenait à une des plus nobles familles de la Provence, vieille comme ses rochers: officier de marine dans les derniers temps de la monarchie, il avait visité l'Inde au milieu des périls de la grande mer, et dès l'enfance il s'était ainsi habitué à jouer avec la mort, et à braver les flots de l'Océan, image de son existence agitée. Le comte de Barras servit sous le bailli de Suffren aux immortelles campagnes de l'Inde, et il ne faillit point à son épée; avant les plaisirs, les femmes, le jeu, avec l'imagination provençale, dissipateur de sa fortune, il se trouvait à Paris dans les premiers temps de la révolution française, et il s'y jeta corps et âme, parce qu'elle lui parut une source de fortune, et un acheminement vers de plus hautes destinées. Patriote exalté comme tant d'autres gentilshommes, le marquis d'Antonne (2) et le marquis de Pontécoulant, nommé à la convention, il vota sans hésiter la mort du roi; puis, représentant du peuple aux armées, Barras déploya toute l'énergie de son caractère; il ne tint compte ni des périls, ni des excès; et sa mission dans le Midi a laissé de longues et fatales traces, triste résultat des réactions sous les feux du soleil! Barras, menacé par Robespierre, n'hésita point au 9 thermi-

dor, il frappa énergiquement le dictateur, et cette journée lui acquit une grande puissance d'opinion; il sauva la convention, et l'on se souvint toujours de sa conduite contre la commune. Le caractère de Barras était pourtant enclin à la mollesse; comme tous les hommes de plaisirs il se laissait facilement bercer par les joies et l'espérance; les fatigues et les soins l'importunaient; mais dès qu'il prenait une résolution, il se réveillait de son sommeil, et des bras d'une femme, au milieu des festins, la tête encore appesantie de volupté, il passait sur la place publique ou dans les camps, avec un courage remarquable, l'épée au poing, à la bouche du canon (3). Barras, si puissant pour un coup de main, se décourageait facilement dans les questions politiques; un homme habile pouvait le pressentir toujours, et le dominer quelquefois (4). Comme tous les Meridionaux il était emporté et colère, et quand la fureur éclatait dans ses yeux et l'injure à sa bouche, il révélait ses plans, ses ambitions, ses desseins, et cela contribuait plus d'une fois à le compromettre vis-à-vis les habiles. Au résumé, Barras n'était point un homme vulgaire, même au milieu de cette révolution qui produisit tant de caractères fortement trempés.

Si l'esprit de la noblesse aventureuse avait produit le comte de Barras, l'esprit prêtre, l'éducation cléricale, profonde et réfléchie, avaient enfanté des hommes d'une nature différente, mais d'un esprit également remarquable; je veux parler de Fouché (de Nantes) et de l'abbé Sièyes, tous deux sortis des ordres religieux ou du clergé. Fouché avait été prêtre de l'Oratoire, congrégation savante, toujours portée au jansénisme dans ses études. On ne saurait dire combien cette rivalité des jésuites et des oratoriens produisit de conséquences funestes sur l'esprit même du mouvement de 1789: l'Oratoire fut une pépinière révolutionnaire; elle en produisit plus que toute autre congrégation, parce que le jansénisme prépara la constitution civile du clergé, qui fut le premier pas de l'Eglise vers la révolution. Fouché reçut une instruction variée et savante, on le disait fort érudit; et les orages politiques le prirent jeune encore, et il s'y était jeté corps et âme avec cette sombre énergie qui dominait les préconçus. Depuis le 9 thermidor, sa vie

(1) Les Mémoires du directeur Barras, écrits de sa main, sont tenus chez M. Doucet au Palais-National, qui a bien voulu m'en lire des fragments.

(2) Issu d'une des grandes familles d'Arles, le marquis d'Antonne faisait partie du tribunal révolutionnaire.

(3) Carnot, de son exil en Angleterre, jugea adroitement tous ces cultes; voici ce qu'il écrivit sur Barras:

« J'ai entendu Barras gémir plus d'une fois de ce qu'on n'avait pas assez tué en vendémiaire; et Sewall, parfaitement de son avis, proposant, un jour que nous étions dans une grande pénurie,

de lever sur Paris une contribution forcée de 60,000,000 dans les vingt-quatre heures: — Vous voulez donc, m'écriai-je, remettre à l'ordre du jour la terreur et la mort? — Je voudrais qu'elles y fussent déjà, répondit Sewall; je n'ai jamais eu qu'un reproche à faire à Robespierre, c'est d'avoir été trop doux. Et Barras répondit son mot favori, ce mot que Gervais lui a souvent reproché en d'autres termes: « Nous n'en serions pas là, si l'on avait mieux tué les Parisiens, en vendémiaire. »

(4) On le vit au 18 brumaire, sous Bonaparte, qui trompa Barras avec une remarquable dextérité.

au milieu des factions l'avait habitué à les ménager toutes, et à se tenir en position moyenne pour échapper au flux et au reflux des événements. En révolution c'est une position habile que de savoir louver; on passe à travers les crises sans en être atteint; Fouché recueillit de là une finesse extrême (1), un tact infini pour saisir toutes les nuances d'une opinion; il connaissait surtout le parti jacobin; nul n'avait pénétré plus que lui dans les destinées de ce parti; il savait les causes qui l'avaient élevé, et les moyens qu'il fallait prendre pour comprimer ses desseins hardis et ses courages imprudences. Il était toujours bon de consulter Fouché, souvent indispensable de l'avoir pour soi. Comme il avait besoin d'agir, de se rendre important, au milieu des crises, il devenait l'acteur principal dans toutes les scènes qui se passaient sur le théâtre du monde; comme il avait beaucoup étudié, il voulait beaucoup agir et dominer tous les partis.

L'abbé Sieyès sortait des ordres comme Fouché; plein de finesse dans les vues, et d'habileté dans les conceptions, il possédait les qualités de cet esprit d'éclat qui vient de l'éducation et s'empare sur toute une vie; il avait gagné sa renommée par une brochure sur le tiers état, œuvre très-louée que l'on relit à peine aujourd'hui, une de ces productions éphémères qui passent avec les circonstances, mais frappent fort quand elles apparaissent. Autant Fouché aimait à se montrer comme le lien nécessaire des événements, autant l'abbé Sieyès désirait se placer derrière le rideau et faire agir silencieusement les acteurs sans paraître lui-même. Grand joueur de marionnettes au milieu de la révolution française, il avait pris pour principe un mutisme absolu; alors « son silence devenait une calamité publique », comme l'avait si bien défini le comte de Mirabeau dans son apostrophe moqueuse (2). Sieyès s'exprimait en phrases courtes, vides souvent, élevées quelquefois, obscures toujours. On ne sent pas assez la puissance du silence quand tout le monde bavarde autour de soi; on parlait ainsi à dérouter et à dominer les entraînements de l'esprit et du cœur; ces figures flegmatiques et silencieuses sont le fléau des âmes généreuses et confiantes qui s'abandonnent à la parole humaine.

L'abbé Sieyès avait pris un rôle dans les conseils,

(1) Les autres et mémoires présentés par Fouché, sont écrits avec un tact parfait et le plus remarquable talent. Ses rapports de police sont des modèles.

(2) Un éloge médiocre de l'abbé Sieyès a été publié par l'Académie des sciences morales et politiques.

(3) Voici comment s'exprime un agent-accret sur M. Merlin (de Douai) : « Merlin (de Douai) est un digne un des plus étonnantes phénomènes de la révolution, successivement conseil du duc d'Orléans, ami de Marat, de Cabanis, de Robespierre et de Lacroix, auteur de la loi des suspects, avocat des scélérats,

il négociait avec tout le monde, modifiant les complots les uns par les autres, afin de s'assurer en définitive la domination; il donnait des espérances à tous, sûr de se poser dans une situation personnelle au-dessus des hommes de son parti. Par des calculs logiques parfaitement suivis, l'abbé Sieyès était arrivé à cette certitude que l'unité monarchique seule convenait à la France; il rêvait une constitution la plus favorable pour amener ce résultat, sans le retour de la branche aînée des Bourbons, qu'il craignait comme régicide. J'ai dit déjà l'ambassade de l'abbé Sieyès à Berlin, il s'y conduisit avec dextérité et souplesse auprès d'un cabinet enclin à la paix; il batta l'ambition de la maison de Brunswick pour un avènement au trône. Le côté faible de l'abbé Sieyès était la vanité et l'orgueil; tout le monde le connaissait, et les hommes d'État de l'Europe savaient parfaitement qu'en flattant cette faiblesse, ils le domineraient sans peine. L'abbé Sieyès reconnaissait que la constitution de l'an III ne pouvait plus marcher; et, dans sa pusillanimité, frayeur des jacobins, il adoptait tout ce qui pouvait l'en délivrer, même un coup d'État.

Chaque profession sociale semblait avoir sa représentation dans la révolution française; car, bien qu'on le dit, la vieille société n'était pas morte; l'esprit juriconsulte avait produit M. Merlin (de Douai) et Treillard, comme l'esprit financier M. Rewbell. Merlin, caractère subtil, avocat avant, vie plus poltronne que méchante; M. Treillard, d'une fermeté plus remarquable, austère dans ses formes, jusqu'à ce point que l'esprit républicain le domina même pendant les jours brillants de l'empire, en adorant le maître. L'histoire législative de M. Merlin (de Douai) a quelque chose de triste et de fatal, parce que son âme n'ayant jamais eu le même courage des comités de la convention, il les servait par peur. M. Merlin s'était appliqué aux travaux législatifs, comme M. Treillard et Cambacérès, trinité conventionnelle échappée aux tempêtes des jours difficiles, car elle avait parfaitement enseigné le moyen de dépouiller les victimes de la révolution française sans se compromettre. Aux mains de M. Merlin (de Douai), la remarquable science de juriconsulte ne fut qu'un moyen d'obtenir plus rapidement la mobilisation des fortunes, les confiscations odieuses et la loi des suspects (3);

briseurs, ministre disgracié de la police, puis ministre de la justice; vain comme un poisson, patissant comme un chat, il semblait n'avoir survécu aux factions dont il avait été l'âme, que pour accuser la justice de la Providence.

« Il voulait être dictateur; il eut pour assistants dans cette entreprise Jean Rewbell, avocat alsacien, avare, bourd et brutal; Lacroix, autre avocat d'Anjou, ignorant, encloué, systématique, se croyant un écrivain, se vantant qu'un fois et un hasard ».

Il y a ici une évidente exagération.

il fut le rapporteur de toutes les lois immobilières sur les émigrés. La sagacité d'esprit de M. Cambacérès, sa capacité rationnelle, fut tout entière employée à dissierner les cas difficiles que pouvaient présenter les confiscations, afin de tourner les résultats au profit de la république; M. Cambacérès devint l'auteur de la loi de préséance, disposition fabuleuse, qui ouvrait l'héritage des parents d'émigrés, au profit de la nation, même ayant la mort. Pour arriver à cette fatale conclusion, M. Cambacérès raisonnait juste dans la violence; il avait une parole à lui, exacte, révolutionnaire; il trouvait le moyen de dénouer logiquement ses subtilités de proscription. M. Treillard arrivait à ses résultats, par la fermeté même de ses principes; il concluait à la sévérité, parce qu'il était lui-même profondément austère, et sa rigidité s'appliquait aux émigrés, l'objet alors d'un régime cruellement exceptionnel.

A toutes les époques il y a des proscrits, et l'on est impitoyable contre eux; les passions du cœur humain ne changent pas; les gouvernements frappent leurs ennemis, moins avec la justice qu'avec la violence; ils ne les jugent pas, ils les détruisent. MM. Merlin, Treillard et Cambacérès eurent recours aux souvenirs de la monarchie après la révocation de l'édit de Nantes, pour y chercher leurs dispositions inextinguibles; ils y trouvèrent leurs principes dans les édits portés contre les huguenots: les émigrés étaient comme les protestants de la république, race active et bataillonne, et l'on prenait contre eux les mêmes mesures que le conseil du roi Louis XIV avait prises envers les huguenots. La nécessité impérieuse commanda à l'égard des calvinistes révoltés qui avaient fui en Hollande ou en Angleterre, ce que plus tard la sûreté des républicains commanda contre les émigrés; on les traitait en ennemis; qu'y a-t-il de neuf dans les situations qu'amène la marche des temps? Ajoutez aux noms de Merlin, de Treillard et de Cambacérès, M. Rewbell, l'Alsacien, qui, sans aucune science dans le travail législatif, apportait une rapidité foudroyante, caractères de fiscalité qui viennent dévorer le dernier sentiment généreux des révolutions; les plus odieuses accusations pesèrent sur le directeur Rewbell après l'événement du

30 prairial, et Carnot, proscrit, l'attaqua lui-même avec une grande vigueur (1).

Si l'esprit jurisconsulte et chicanier avait produit les hommes politiques dont je parle, la philosophie sentimentale et naturelle, le vague des idées avaient aussi leurs représentants dans MM. Lareveillère-Lépeaux et Gobier. M. Lareveillère-Lépeaux était une sorte de Bernardin de Saint-Pierre politique avec des jalousies et des répugnances que n'avait pas le chantre de la nature, aux cheveux longs, à la mine candide. M. Lareveillère-Lépeaux ne possédait pas deux idées d'application administrative; rêvant naïvement, il avait conservé ce sentimentalisme de nature, ce déisme matériel que la politique de Robespierre avait mis un peu à la mode parmi les jacobins. A toutes les époques de l'histoire, il apparaît de ces hommes qui portent le théâtral dans toutes leurs paroles; admirateurs passionnés de la nature et de la simplicité, ils s'efforcent à se montrer avec la nudité d'un enfant, mais il ne faut pas croire que cette sensibilité qui pleure leur érite les excès, ou les conduise à une vertu pratique; ils versent des larmes sur un animal qui souffre, sur une plante qui meurt, et ils livrent systématiquement à la déportation ou à la mort des masses d'êtres humains; ils sont les vertueux par excellence, et Dieu garde les générations de ces philanthropes de parade qui ensanglantent les annales des peuples! Ainsi fut peut-être M. Lareveillère-Lépeaux; d'une candeur extrême, d'une vertu sanglotante, il recevait sa rage pour les prêtres catholiques; il les considérait d'un œil jaloux. Comme il avait fondé un culte, dressé des autels, paré les églises de ses corbeilles de fleurs, il se croyait de toute nécessité obligé de poursuivre le pape, les évêques et les pauvres prêtres déportés. M. Lareveillère-Lépeaux persécuta le gouvernement pontifical, et il se crut victorieux le jour où Pie VI fut retenu captif par le Directoire. Il fallait voir M. Lareveillère-Lépeaux avec sa beatitude instinctive, revêtu de la robe pontificale, peinant ses autels de fruits nouveaux dans le temple de la Victoire, de la Jeunesse ou de la Vertu, religion de la république; ses collègues le laissaient ainsi se draper, parce que le ridicule tuait l'homme et que la persécution servait leurs desseins de pouvoir (2).

(1) Il est impossible d'accumuler plus de haines que Rewbell n'en réunit sur sa tête. On le regarda comme l'auteur de tous les dangers qu'éprouva la guerre actuelle; c'est à son entêtement et à son arrogance seuls que l'on attribua le refus de conclure, au mois de décembre dernier, la paix la plus glorieuse et la plus avantageuse pour la France; et on l'accusa d'avoir ainsi mis une nouvelle loi, la république en problème; on lui reprocha une rapidité foudroyante, une fortune scandaleuse, des liaisons avec tous les dilapidateurs, des nominations violentes de généraux, des changements, des déplacements continuels, la déclaration de guerre à l'Autriche sans être prêt,

« Rewbell a dra notes sur presque tous les membres du corps législatif; tout ce qu'il a pu dire contre eux, d'importance de quelle part. Il le ramasse, et le place dans son recueil, pièce à tiroirs au moyen de laquelle il peut envelopper dans une conjuration quelconque, ceux des représentants dont il croira expédient de se débarrasser. » (Reproches et accusations dirigés par Carnot contre les directeurs et législateurs. Pamphlet publié en 1799.)

(2) Carnot, dans ses grandes colères contre les persécuteurs de la révolution, s'exprime ainsi sur Lareveillère-Lépeaux: « Il est certainement par-dessus tout plus hypocrite, que Lareveillère. La nature semble avoir eu pour objet de mettre au garde

Aux jours des révolutions dégénérées, il surgit des noms inconnus. d'étranges supériorités qui fatiguent de leur nullité quand on fouille l'histoire. Qui pourrait nous dire les causes de la fortune politique de M. Gobier, honnête homme, avocat médiocre, que le flot capricieux poussa au Directoire, dans cette royauté à cinq têtes? Esprit à la façon de M. Lareveillère-Lépeaux (1), candide et béat, simple et révolutionnaire, M. Gobier parlait incessamment de nature, de vertu et de liberté, au milieu des persécutions de toute espèce qui marquaient l'époque directoriale. Il y avait au moins dans le comté de salut public une énergie sombre et vigoureuse qui saignait la patrie avec le sang; les jacobins demandaient des têtes, mais exposaient la truce, et ne faisaient pas les hypocrites d'humanité; ils avaient rêvé un système de sociabilité humaine et de régénération politique qui faisait passer le monde sous un niveau absolu; il me semble les voir, leur tête à la main, les jetant par conviction sous la guillotine. Mais comment expliquer ce temps si petit où les avocats gouvernent par la phrase, et les rêveurs par des flots de rhétorique? M. Gobier, a-t-on dit, fut un homme pur et calme; cela est possible, et je ne cherche pas dans le passé les tristes épisodes de concussions et de fortunes intimes dont on accusa le Directoire; toutefois, il fallait que la révolution française eût conversé bien des idées pour que des hommes d'un mérite médiocre, comme MM. Lareveillère-Lépeaux et Gobier, fussent placés à la tête d'une nation intelligente et fière de son histoire.

Dans cette période abaissée, on chantait des hymnes, on faisait des discours d'apparat, on vivait des pompes républicaines, et c'est ce qui explique encore la renommée de M. François de Neufchâteau, l'académicien, qui fut aussi l'un des ardents admirateurs du Directoire. Cet esprit n'avait pas assez d'étendue et de pratique pour concevoir des idées de gouvernement dans la vaste et forte étendue de ce mot; M. François de Neufchâteau pouvait parfaitement composer un discours, établir une théorie en phrases redondantes, et ce fut un temps bien décevant pour celui qui le vit élever si haut! Aussi tout marchait à une crise; d'une part, se groupait une réunion d'avocats, de rhéteurs et d'espérances à rêveries; de l'autre, un parti militaire soigneusement éloigné du Directoire et de toute influence de gouvernement, par des exclusions méditées : le parti militaire était plein de force, il

avait la victoire pour lui, des généraux de grande résolution; il devait donc absorber tôt ou tard la réunion des avocats médiocres et des parleurs dont j'ai raconté le triste gouvernement.

Autour du Directoire bourdonnait une multitude de députés, membres des conseils, qui servaient des dessins et facilitaient son action. Y avait-il une mesure exceptionnelle, un acte de violence inouï qui persécutait les familles, frappait les contribuables ou grandissait la terreur, il se trouvait toujours des orateurs ou des écrivains prêts à les justifier. M. Merlin (de Douai) voyait à ses côtés MM. Boulay (de la Meurthe) et Berlier, avocats comme lui, admirables pour développer les idées de pouvoir et proscrire les systèmes et les hommes qui n'étaient pas dans les vues et les intérêts de leur gouvernement; ils remuaient toutes les violences de judicature contre les émigrés et leurs parents, les prêtres et les journaux. A eux était échue la rédaction de ces lois de finances qui embrassaient les hypothèques, les donations, les ventes d'immeubles; le fisc leur était comme incarné. Fallait-il faire la police, on trouvait tout prêt un esprit fin, adroit, enfant chéri du club des Jacobins, habile comme Fouché dans l'appréciation des petits détails, avec moins d'ensemble et de vues étendues; dois-je nommer M. Réal, journaliste alors avec un talent remarquable de cédation; M. Réal était tout dévoué aux intérêts du général Bonaparte, parce qu'il le considérait comme l'expression de la partie forte et gouvernementale du pays. Les journaux n'avaient pas une liberté absolue; sous la terreur du coup d'État qui les avait frappés au 18 fructidor, quelques feuilles n'en conservaient pas moins assez d'indépendance pour servir les intrigues des hommes surtout attachés au mouvement révolutionnaire; les uns prenaient le parti du Directoire, et en exprimaient les opinions, comme le faisait le *Rédacteur* (2); d'autres favorisaient les principes de demagogie, pour organiser un gouvernement dans les vues du parti militaire; tel était le but du *Patriote*, sous la direction de M. Réal. Engageant une lutte incessante entre les idées et les partis, M. Réal savait donner une bonne tournure aux événements, et le 18 brumaire le trouva prêt à une éclatante justification. M. Roederer, si renommé au 10 août, faisait aussi de la belle phrase pour le pouvoir; il appelait incessamment l'unité et la force à l'aide du Directoire impuissant. M. Roederer semblait tout à fait revenu de ses anciennes opinions

(1) Les Mémoires de M. Gobier ont de la curiosité, parce qu'ils révèlent une partie des secrets et de la faiblesse du gouvernement directorial.

(2) C'est dans le *Rédacteur* qu'il faut chercher la pensée de Barras, surtout pour la politique étrangère. La rédaction est forte et soignée.

libérales pendant les troubles de l'assemblée législative; ce n'était plus le procureur du département, tel qu'on le vit auprès de Louis XVI dans les journées de deuil; M. Rœderer appelait à grands cris un gouvernement stable qui pût sauver le pays de l'anarchie que la république avait faite; esprit fatigué et corrigé, il devait se mettre à la suite de tout événement qui centraliserait profondément l'autorité; la cause du général Bonaparte acquit presque immédiatement M. Rœderer, comme tous les hommes craignant le désordre et l'anarchie.

A la tribune des deux conseils, certains amis du Directoire, tout en conservant la phraséologie révolutionnaire, exposaient les doctrines les plus effrayantes du despotisme; quand on voulait perdre des hommes on une opinion, on la proscrivait sous le nom de conspirateurs, d'anarchistes ou de royalistes, d'émigrés, de chouans et de Vendéens, expressions élastiques propres à tout. Il fallait voir quels motifs on développait pour arriver à ces conclusions; le Directoire avait à son service des orateurs qui ne manquaient jamais, tout en jurant haine à la royauté, d'exposer les théories les plus subversives de toute garantie humaine. Parmi eux se distinguait surtout M. Baillet (1), le justificateur des coups d'État, nécessité souvent si impérative dans les temps de révolution. Il fallait entendre ces orateurs, amis du Directoire après le 18 fructidor, célébrant avec une naïveté cruelle les mesures fatales qui proscrivaient la majorité des conseils et condamnaient à la déportation tout ce qui gardait libres la pensée et la parole. M. Garat, par exemple, parlait de l'idée que la conspiration était flagrante, toutes les mesures étaient permises, et la déportation une indulgence; on demandait des preuves à M. Baillet, et il répondait « qu'on ne prouvait pas la lumière (2) », et avec cette argumentation, il allait bien loin et bien fort dans la proscription. Quand on parcourait les séances des deux conseils à cette époque, on se demande comment il était possible encore de parler de liberté avec des théories si en dehors de toute garantie humaine. Il n'y avait de sûreté ni pour la vie ni pour la fortune; ces orateurs trouvaient des motifs pour tout; ils n'avaient pas le courage des vices et mille républicains de la convention, qui jouaient avec les têtes comme les fossoyeurs d'Hamlet; conservant l'esprit rhétorique qui prouvait le droit et la légalité du mal et de la violence, ils parlaient de la déportation comme d'une pastorale et d'une idylle.

(1) Les chefs du parti attaché au Directoire sont tous les rapporteurs de commissions, Bodry (de la Neuthe), Boulay-Paty, Baillet, Villers, Rabé, Cressé-Lalouche, etc.

(2) Les pièces sont chez les ministères; — on ne cherche point à prouver la lumière; — voire commission croirait avoir mal saisi votre intention, si elle se présentait pour

Les personnages dont nous venons de parler agissaient la face découverte, dans les conseils, à côté du Directoire, et chacun connaissait leurs discours, leurs actions et leurs chants de triomphe offerts d'avance aux vainqueurs. Mais indépendamment de ces personnages, il y en avait d'autres que le Directoire employait soit dans ses missions particulières de finances, soit dans les ambassades et la diplomatie secrète, car le Directoire négociait beaucoup; ceux-ci recevaient des missions intimes et se plaçaient à la tête de toutes les intrigues politiques; c'étaient souvent des hommes à argent, comme M. M. Faypoult ou Rapinat qui, sous le nom de commissaires extraordinaires, allaient dépouiller les nations alliées et les neutres; quand un gouvernement étranger voulait aborder au Directoire par la corruption, il ne s'adressait pas ouvertement à ses membres; il y avait autour d'eux des hommes qui s'offraient comme intermédiaires, pour conduire un projet à bonne fin; chaque directeur avait ses créatures; Barras voulait-il négocier avec un parti, une opinion, il envoyait son secrétaire Botot ou bien des amis tels que Monier ou Lombard de Laugres, qui vivaient dans sa familiarité et recevaient de lui des instructions nécessaires, sans que le directeur se compromît en rien. Si la négociation n'arrivait pas à terme, si elle se découvrait de manière à trop engager le directeur, alors Barras était toujours à temps de désavouer ses amis. Comme il n'avait pas traité en personne, il disait « que c'était la faute et la simplicité du négociateur, et qu'il restait étranger à tout ce qui s'était dit et fait à cette occasion. » Il y avait de ces milliers d'agents sous le Directoire, et la moindre affaire en voyait surgir de tous côtés. C'est par ce moyen qu'une grande partie des transactions s'accomplirent; les cabinets étrangers connaissaient tous ces aboutissants, et quand M. de la Maisonfort, au nom de Louis XVIII, ouvrit une négociation avec un directeur, ce fut par l'entremise de ces tiers que tout fut suivi; il y eut là des trompeurs et des dupes (3); qui joua le rôle de mystifié?

Il faut parler aussi d'une certaine coterie politique exerçant quelque influence sur les événements de cette époque et alors présidée par madame de Staël. Dans les troubles de la révolution, la fille de M. Necker s'était ménagée une position neutre, de manière à caresser les hommes influents de tous les partis; madame de Staël échappa même à la terreur. La prédilection de son esprit semblait s'être

apporter des preuves, pour fournir des justifications. »

(3) Le général comte de Barras nie, dans ses Mémoires, avoir eu jamais des rapports secrets avec Louis XVIII; il voulait seulement étudier ses volontés, et prendre pour la république les millions qu'on lui offrait (Mémoires manuscrits chez M. Saint-Albin).

arrêtée sur la constitution de l'an III, œuvre de MM. Daunou, Chénier, et de sa propre coterie. Madame de Staël avait abîmé le rôle de femme pour devenir véritablement le chef d'un parti qu'elle menait à sa façon, et par les voies les plus diverses. Il n'y avait qu'elle et le directeur Barras qui tenaient un salon politique ouvert aux capacités, après les orages révolutionnaires; on y causait beaucoup sur les caractères et les choses du temps, et l'on y préparait les délibérations des conseils; enfin son salon ne fut point étranger au 18 fructidor, et aux mesures de proscription contre les députés et directeurs Barthélemy et Carnot.

Madame de Staël avait conservé la fortune; un moment placée sur la liste des émigrés, elle avait obtenu plus tard la restitution des biens de son père (1), et elle en faisait un usage fort large et fort libéral. Indépendamment de ce que madame de Staël appartenait à une bonne famille, son mariage avec M. de Holstein, le représentant de la Snèlle, lui donnait la faculté de recevoir grande compagnie; elle y tenait bien sa place, et dans ce salon venaient se réunir tous les débris de l'ancienne aristocratie, de la constituante surtout, débris qui s'agitaient depuis que la tempête conventionnelle était un peu apaisée. Quelques gentilshommes vivaient bien avec Barras, et lui faisaient même des avances par amour du repos ou des plaisirs; ils abondaient chez madame de Staël, parce qu'on y trouvait les souvenirs des manières de la grande société; l'aristocratie supportait la république dans les mains d'un comte de Barras.

Parmi les gentilshommes de race, celui qui tenait sa place avec le plus d'esprit et de bon goût dans le salon de madame de Staël était M. de Talleyrand, l'ancien évêque d'Autun, arrivé naguère de son exil d'Amérique; il devait à madame de Staël son rappel et sa radiation de la liste d'émigrés; elle lui avait fait obtenir cette faveur éclatante de la convention elle-même; curieuse loi, en ce qu'elle déclarait le civisme et le patriotisme du citoyen Talleyrand! Existence bien merveilleuse que celle du cadet du Périgord, au vieux blason du Rouergue! Agent habile du clergé, il s'était jeté dans le parti de Mirabeau et des novateurs à l'assemblée constituante; dès lors commença sa carrière diplomatique: M. de Talleyrand avait accompagné le marquis de Chauvelin à Londres pour y faire comprendre et adopter les principes de la révolution française par le cabinet que présidait M. Pitt. Quand M. de Chauvelin reçut l'ordre exprès du gouvernement britannique de sortir d'Angleterre, M. de Talley-

rand fut compris dans cette application sévère de l'*alien bill* (2), et il s'exila en Amérique au milieu de ces États-Unis, dont il avait autrefois exalté la liberté et admiré le gouvernement. Il y fit du commerce, un peu d'agiotage, toutes choses qui se liaient alors entre elles. M. de Talleyrand s'ennuya bientôt aux États-Unis, avec leur rigidité puritaine et leur éloignement de toute négociation active; il avait laissé à Paris beaucoup d'amis de l'assemblée constituante, et madame de Staël s'entremît pour faire rappeler en France un homme d'État dont elle appréciait l'esprit. Elle s'adressa à Chénier, à Barras surtout qui connaissait l'ancien évêque d'Autun; elle vanta la dextérité de M. de Talleyrand, tous les services qu'on pourrait en tirer dans les négociations diplomatiques, toutes les ressources de cette intelligence, et M. de Talleyrand obtint la permission de revenir en Europe; il passa par Hambourg, s'assura quelque fortune à la banque, et vint à Paris tenir maison avec madame Grant; se liant de plus en plus au salon de madame de Staël, il obtint par son appui le portefeuille des relations extérieures, après le 18 fructidor, dont il fut l'un des agents actifs. M. de Talleyrand conservait toutes les bonnes manières de l'ancienne cour, et cela frappait au premier abord; il était alors très-soigné et très-élégant dans sa mise, avec toutes les formes des incroyables du temps; on le voyait briller dans un salon par ses bons mots, par sa causerie froide mais pétillante; et déjà l'on songeait même à l'élever jusqu'au Directoire, à la place de Rewbell, pour combler le vide diplomatique qu'y avait laissé l'exil de M. Barthélemy, le négociateur du traité de Bâle (3).

Dans la société de madame de Staël accourait aussi comme un de ses plus fervents adeptes, le jeune Benjamin Constant, dont j'ai déjà parlé comme homme littéraire. MM. Daunou, Chénier et Benjamin Constant, les grands faiseurs de constitutions, avaient dans l'esprit certains principes de théorie et de philosophie, qu'ils voulaient appliquer à toutes choses; aux situations même les plus diverses; madame de Staël exerçait sur sa propre société une grande influence; elle en était la fée, et sa baguette d'or semait les idées comme les riches perruques de son diadème; en dehors de tout esprit de femme, elle soutenait une causerie politique avec un fort beau talent de dissertation improvisée; sous les lustres de son salon s'étaient commencées et accomplies plusieurs intrigues, qui ensuite retentirent dans les conseils; imagination ardente, elle aimait à se mêler d'affaires. J'ai dit qu'elle n'avait point été étrangère au 18 fructidor; ses amis soutinrent

(1) Saut les deux millions qui lui furent payés par Louis XVIII à la restauration de 1814.

(2) M. Staël resta seul à Londres deux mois encore.

(3) Au 30 prairial on verra les acclamations quièrent sur M. de Talleyrand.

cette journée de proscription parce que le mouvement royaliste n'allait pas aux idées de madame de Staël; fille de M. Neckker, Genevoise de naissance, elle aimait la république par principes et par goût; elle avait rêvé la forme de gouvernement de la cité calviniste sur de plus larges proportions pour la France. Madame de Staël croyait l'ordre possible avec un Directoire et des conseils, trois pouvoirs dans la république. Son esprit domina les affaires politiques pendant la constitution de l'an III; ce qui faisait dire aux ennemis de son salon que la république était tombée en quenouille; la loi salique en France ne fut jamais absolue!

Le parti de l'armée avait eu un moment son représentant dans le Directoire, par le républicain Carnot, déporté au 18 fructidor; mais une fois le général mathématicien disparu dans la tempête, l'armée n'eut plus d'expression, et la dictature militaire cessa d'avoir son image au pouvoir. M. Lucien Bonaparte seul resta au conseil des Cinq-Cents pour rappeler à la France l'existence du frère illustre, dont la gloire brillait alors en Égypte. M. Lucien Bonaparte était un esprit d'une activité incontestable et d'une force intelligente; républicain de principes, il voyait néanmoins que la dictature devait, en définitive, absorber les institutions, et, dans cette hypothèse, son vœu et son but étaient de le placer dans les mains du général Bonaparte (1). Lucien travaillait en ce sens auprès du Directoire, des conseils et des journaux; si la constitution de l'an III était maintenue, rien de plus simple; il fallait faire entrer le général Bonaparte dans le partage du pouvoir, et placer son épée dans le faisceau directoirel; une fois directeur, le général aurait assuré lui-même sa place et proclamé sa domination par la présidence; si la constitution de l'an III, au contraire, était jugée imparfaite, il fallait préparer un mouvement politique pour la renverser; ne l'avait-on pas déjà plusieurs fois violée cette constitution, et pourquoi la respecterait-on davantage dans cette circonstance? Il fallait braver ou sur, et Lucien Bonaparte n'était pas homme à manquer d'audace. Comme toute la famille corse, il était dévoué à son frère Napoléon, dont il pressentait l'immense destinée!

Tous les partis regardaient le Directoire, dans sa composition actuelle, comme perdu; il fallait le régénérer, ou par le changement des hommes, ou par le changement des choses; Lucien Bonaparte, avec un chaleureux dévouement, travaillait à la

réputation de son frère, et par les journaux, et par son activité personnelle; il voyait beaucoup les salons, il s'initiait dans toutes les coteries, il grandissait les victoires d'Égypte, il exécutait les défaites, et il n'était jamais question que d'une seule chose dans ses conversations: c'était du général qui bivouaquait sous les pyramides. Lucien fut l'homme peut-être qui prépara le plus largement l'avènement du consul. Dans l'épuisement des partis, tous appelaient une solution; les avocats n'en pouvaient plus; ils avaient invoqué tout ce qu'ils avaient de phrases, de persécutions étroites et de petites idées en matière de gouvernement. Tout le monde sentait qu'on ne pouvait se sauver que par la dictature militaire; une forte épée pouvait seule préserver le pays de l'anarchie; quel serait l'homme désigné? Qui recevrait le gouvernement de la France? Pouvaient-on rappeler les Bourbons? Le système directoirel avait fait son temps; on désirait de toute part l'unité réparatrice qui donnerait la forte impulsion au pays; chercherait-on la pensée du gouvernement dans une dictature militaire, ou dans une monarchie de 1688 avec le duc d'Orléans, ou dans la restauration de l'ancienne dynastie? Toutes ces questions alors s'agitaient haut; toutes avaient des partisans!

CHAPITRE XIV.

LA FAMILLE DES BOURBONS JUSQU'AU CONSULAT.

Louis XVII. — Madame Royale. — Monsieur, régent du royaume. — Le comte d'Artois. — Vie des Bourbons en exil. — La branche cadette. — M. le duc d'Orléans et ses frères. — Leur éducation. — Leur parti. — Branche des Coadjutes. — Les gentilshommes émigrés. — Plans et fautes des Bourbons. — Avènement de Louis XVIII. — Ses négociations avec les révolutionnaires. — Situation du roi et des princes avant le consulat. — Réconciliation de la branche cadette.

1795 — 1799.

Un lugubre anniversaire était célébré dans des commémorations solennelles, au bruit du canon, sur les autels de la Patrie; comme les membres du

(1) M. Lucien Bonaparte a publié des *Mémoires*; je les ai lus avec une vive attention; je dois dire que j'ai trouvé sa vie plus forte, plus mâle, plus axiomatic que les *Mémoires* qui l'ont recueillis. Il y a bien peu d'intérêt dans son livre; il se résume tout entier dans des dissertations moitié philosophiques, ou dans

des discours prononcés aux Cinq-Cents; je crois que M. Lucien Bonaparte n'a pas été complètement libre dans sa position, et qu'il n'a pas tout dit sur son frère et sur les événements qui ont élevé et baissé sa famille.

vieux parlement de Cromwell, au temps des têtes rondes, les conventionnels donnaient l'éclat d'une fête au jour où le roi Louis XVI porta sa tête sur l'échafaud. Le 21 janvier fut longtemps un sujet de pompeuses cérémonies; la cité resplendissait des drapeaux tricolores, les frisons et les fleurs ornaient les têtes des vieillards, des jeunes filles, des enfants qui chantaient la chute du tyran; on prêtait serment de haine à la royauté; on jurait de ne jamais rétablir le système monarchique, et les hymnes s'élevaient jusqu'aux cieux pour célébrer la chute des trônes (1). Au milieu de cette ivresse des multitudes démocratiques, faut-il désigner les traces de cette grande et vieille famille des Bourbons que les républicains proscriaient avec tant d'énergie? La tempête avait-elle épargné quelques faibles rejets de la race longtemps illustre qui comptait Henri IV et Louis XIV parmi ses ancêtres? Dans quels lieux étaient-ils dispersés? Comme les Bourbons jouèrent un rôle actif au milieu de la crise révolutionnaire, comme de nombreuses tentatives furent faites alors pour amener leur restauration, il serait impossible de séparer leur existence des événements contemporains.

Les vieilles dynasties européennes portent avec elles-mêmes un principe de droit public qui garantit leur sécurité: ce principe vivace, incessamment invoqué, est l'hérédité par la primogéniture dans la ligne directe. Heureuses ou malheureuses, les dynasties réclament ce droit, tant est profonde la garantie d'un principe inflexible! Louis XVI mort sur l'échafaud, le Dauphin de France, captif au Temple, prit moralement la couronne et fut salué sous le nom de Louis XVII par les royalistes, les portisans de la vieille société française. Dirai-je le martyr de cet enfant qui vécut au Temple dans une prison abjecte, entouré de geôliers au regard sinistre, et qui eut, pour musique de sa jeunesse, le bruit retentissant des clefs de ses gardiens et les juréments d'une vieille femme? Louis XVII vit périr son père, sa mère et sa tante; son état maladif empira jusqu'à la mort. J'ai toujours en pitié ces pauvres enfants dont la tyrannie s'empare et qu'elle tue à petit feu. Quel sentiment mélancolique ne vous saisit-il pas à l'aspect de ces enfants d'Édouard, tels que Shakspeare nous les a reproduits: l'un avec ses beaux cheveux blonds, ses grands yeux bleus qui contemplant les verrous de la tour avec une tristesse maladive; l'autre au regard vif, impatient, à la gaieté innocente et enjouée, ce duc d'York, admirable création du poète! Ainsi fut Louis XVII, ce pauvre enfant, dans la tour du Temple; il y mourut

du poison ou du manque d'air, qu'importe! il y mourut. Les traditions veulent que Louis XVII ait survécu à ce martyre; c'est là une de ces croyances qui dans tous les âges de l'histoire se rattachent à ceux que l'on aime. Les vieilles annales racontent aussi les apparitions des faux ducs de Bourgogne et de Bretagne, morts depuis longues années; car les serviteurs les avaient adorés, et ils ne voulurent pas que leurs seigneurs eussent disparu du milieu des vivants. Louis XVII, faible enfant, inspirait encore des craintes aux élites et aux intérêts de la révolution; il portait en lui le principe que la convention voulait briser; plus d'une fois on avait parlé à la tribune d'en finir par un crime (2). Ce n'était rien pour des hommes qui faisaient de la nécessité la suprême loi dans les temps de crise; il fallut conserver la république, la sauver de ses périls; pour cela rien ne coûtait, et n'avait-on pas vu, lors de la grande coalition, le comité de salut public jeter à la face de l'Autriche, la tête de Marie-Antoinette et celle de madame Élisabeth, pour lui dire qu'on bravait la coalition des rois?

La noble sœur de celui qu'un appelait le *jeune Capet*, le *Louvetain*, Madame Royale de France, la fille de Louis XVI, était aussi dans la prison du Temple; pour quelle cause fut-elle conservée dans le désastre de sa famille? Pourquoi épargnait-on son jeune front lorsque tant d'autres roulaient sur l'échafaud? Ici se présente un de ces mystères que la chute rapide de Robespierre ne permet pas de pénétrer: il fut conçu, peut-être, des desseins inouïs, des projets d'ambition qui se liaient à une dictature couronnée; tant il y a que de toute la famille de France, Madame Royale fut la seule protégée par le comité de salut public; sa prison lui fut adoucie. Tandis que toutes les sources de la vie étaient éteintes dans l'âme du jeune Louis XVII, Madame Royale montrait une résignation digne de la petite-fille de Marie-Thérèse; séparée de sa famille, elle conserva la fierté de sa naissance et la majesté de son rang. Dès que l'Autriche entra dans une négociation sérieuse à Campo-Formio, Madame Royale fut comme la pensée d'un échange intéressé de la part de la maison d'Autriche. Aucun cabinet ne possédait à un si haut degré la persévérance habile de ses plans intimes, que la cour de Vienne; abattue par la tempête, elle peut un instant abaisser son diadème dans la poussière; ce n'est que pour un temps; elle peut céder des provinces, mais avec l'espérance de les reprendre pour sa monarchie; si elle traite à des conditions onéreuses, elle saisira avec empressement le moyen de s'en affranchir; la

(1) Les lois de la république déclaraient la perpétuité de cet anniversaire. — Lois de février 1793.

(2) « Nous avons tant commis de crimes ignobles, qu'on enrit

bien pu y en ajouter un susceptible de nous déshonorer de beaucoup d'inquiétudes. » (Discours de Brissot, de la Corde) à la convention. La croyance en Louis XVII existe encore.

maison d'Autriche espère, attend, elle a foi dans la destinée, parce que, chez elle, il y a des traditions; sa diplomatie est de l'histoire, elle a un passé, un présent, un avenir.

Le plan de ce cabinet, qui venait d'entrer en partage de la Pologne, était donc de rattacher, par un mariage, à ses États héréditaires, la Franche-Comté, l'Alsace, la Lorraine, que la maison de Bourbon lui avait arrachées depuis le XVII^e siècle; si les troubles de la république française continuaient avec l'abaissement de la nation, si l'anarchie arrivait à son comble, un mariage de Madame Royale avec l'archiduc Charles pouvait expliquer et justifier la réunion des trois provinces antiquement cédées, car elles étaient des fiefs féminins, et, par conséquent, dévolues à la fille de Louis XVI qui les apporterait à son époux l'archiduc. La loi salique n'existe pas pour la maison d'Autriche, elle était spéciale pour la race des Bourbons (1). L'échange de Madame, avec les plénipotentiaires français, MM. de Sémonville, Maret, Drouot, retenus par l'Autriche, avait un but tout allemand; la princesse se refusa constamment à toutes les demandes qu'on lui faisait sur ce point; elle donna pour prétexte les dernières paroles de son père, la promesse qui avait engagé son cœur au duc d'Angoulême, le fils du comte d'Artois. La vérité est que la maison de Bourbon, proscrite, avait néanmoins conservé ses traditions nationales, fières et hostiles; elle pouvait tout perdre, elle pouvait, errante, mendier la protection des grandes puissances, mais, en aucun cas, la fille de Henri IV et de Louis XIV n'eût acheté, par des faiblesses et de lâches concessions, les secours qu'elle recevait. Madame refusa donc l'archiduc Charles, jeune prince alors plein de gloire et d'avenir; on parlait partout de ses talents militaires, de ce qu'il pourrait faire

pour l'Allemagne, de ses grandeurs et de sa puissance; tout fut refusé par Madame Royale; il faut même dire, à l'éloge de l'archiduc, qu'il repoussa avec beaucoup de chevalerie et d'entraînement la main de Madame, sur une simple lettre qu'elle lui écrivit; l'archiduc connaissait les soucis de son cœur et l'abaissement de sa position; il ne voulut rien obtenir par la force, il rougit de se joindre à quelques violences secrètes qu'on espérait tenter contre la fille de Louis XVI, pour la contraindre à l'accepter comme époux. Un digne chevalier combattait, mais il n'abusait pas des larmes captives (2).

Dès l'origine de la révolution française, Monsieur, comte de Provence, frère de Louis XVI, s'était mêlé aux événements politiques, aux parlements comme aux états généraux; il avait besoin d'agir et de travailler sans cesse (3); une certaine aptitude littéraire lui rendait le repos impossible dans la vie active des événements. Monsieur aimait à disserter, il écrivait avec clarté et convenance; il n'était pas une seule chose qu'il n'eût appréciée et jugée, il se plaisait à écrire des mémoires, et il existe un document tout entier de sa main, sur les premiers actes des états généraux dont il avait apprécié la direction et la destinée; Monsieur, cependant, ne fut pas le dernier à émigrer, c'était l'entraînement de l'époque; il se joignit à toutes les démarches des princes, à leur manifeste jeté en Europe, alors qu'ils protestèrent contre la captivité de Louis XVI (4).

Monsieur voulut essayer le titre de régent; ses négociateurs parcoururent les cabinets pour le faire reconnaître; ils n'y réussirent point jusqu'à la mort de Louis XVI sur l'échafaud; alors seulement l'Europe admit Monsieur comme régent pendant la minorité de Louis XVII captif (5). Il fut égale-

(1) « On ne cessait de répéter à Vienne : L'Alsace, la Lorraine, les deux Bourgognes, la Franche-Comté, etc., appartiennent à Madame Royale, comme unique héritière du roi son père. Que le comte de Tille (Louis XVIII) renonce, en son nom et au nom des princes français, à tous droits sur ces provinces, et le cabinet de Vienne le reconnaîtra Louis XVIII, roi de France et de Navarre; qu'il consente au mariage de l'archiduc Charles et de Madame, et le cabinet de Vienne l'aidera de tous ses moyens, même qu'il lui-même s'opposera sur le trône. » Louis XVIII répondit : « Je ne puis céder ces provinces, la cession serait nulle; l'exemple de François I^{er} lors fol & cet égard; et quant au mariage exigé, je ne puis donner mon consentement : dans ma dernière entrevue avec sa famille, le roi mon frère, Louis XVI, fit promettre à Madame Royale de n'avoir jamais d'autre époux que son cousin germain, le duc d'Angoulême. Madame donna sa parole, et se sermentait sur son serment. » (Correspondance de M. de Montgillart.)

(2) Le duc d'Angoulême écrivait sur le mariage de Madame Royale : « C'est avec une bien douce satisfaction que mon vœux eussent affecté cette sainte alliance de l'archiduc présomptif de la couronne de France avec l'auguste fille de Louis XVI. Madame Royale, cette infortunée et angélique princesse, est partie de Vienne pour Milan, le 1^{er} mai; et c'est à peu près au moment

où nous écrivions, qu'elle doit accomplir, par son mariage, un des derniers vœux de son malheureux père.

« La famille royale avait pour escorte ces braves gens du corps, respectables vétérans de l'honneur et de la fidélité, à qui l'empereur de Russie a donné pour récompense de leurs longs services l'honorable et douce jouissance d'entourer leurs familles, MM. les ducs de Villequier, de Guiche, de Tierry, le comte de Saint-Priest (qui a reçu le contrat de mariage), le marquis de Nesle, le comte de Camille et quelques autres officiers ou serviteurs du roi, ont eu l'honneur de signer comme témoins l'acte de célébration. »

(3) Voyez le même autographe de Louis XVIII sur la convocation des états généraux; il est dommage que ce document précieux soit gâté par une introduction évidemment peu travaillée.

(4) « Sire, « Le comte de Vergennes m'a remis une lettre de Votre Majesté : je l'ai lue avec respect, mais l'ordre qu'elle contient de me rendre auprès de V. M. d'est pas l'expression libre de sa volonté; et mon honneur, mon devoir, ma tendresse même me défendent également d'y obéir. » (Réponse de Monsieur à une lettre de Louis XVIII.)

(5) C'est avec les acclamations de la plus vive douleur qu'il se voyait partir de la nouvelle patrie que nous venons de faire du roi

ment salué en cette dignité par les corps royalistes qui se formaient tumultueusement sur le Rhin. Le caractère du nouveau régent du royaume était très-modéré; comme il avait beaucoup vu et beaucoup étudié, il ne repoussait pas tous les principes de la révolution française, née de l'esprit nouveau, complément du XVIII^e siècle. Le temps avait marché, et la société avait eu besoin de se reconstituer sur des bases neuves et fortes, après le changement opéré par la philosophie! L'esprit de Louis XVIII, ses habitudes de travail, une certaine prétention à vouloir tout faire et à bien faire, l'avaient déterminé à ouvrir des négociations secrètes avec la plupart des hommes que la révolution avait poussés à la tête des affaires; il s'adressait à eux pour les appeler à une restauration. Le régent, frère de Louis XVI, un Bourbon, s'était ouvert même à Robespierre, que l'Europe plaçait haut comme homme d'habileté et de force gouvernementale (1). Monsieur savait bien que les restaurations ont besoin de beaucoup concéder si elles veulent vivre; elles doivent moins écouter leurs répugnances que leur avenir. Le régent avait une agence à Paris, une correspondance dans les provinces; son langage était plein de courtoisie, ses lettres parfaites de tact et d'esprit; ses formules pléines de grâces: comme il voulait reconstituer la splendeur de sa maison en Europe, Monsieur ne faisait aucune difficulté de se servir des moyens secrets, sûr qu'il était d'en effacer l'origine par une administration forte et éclairée; il aimait mieux devoir la restauration même aux républicains que de la perdre par les amis maladroits qui gâtaient sa cause.

La mort de Louis XVII, l'enfant royal, amena l'avènement de Louis XVIII; le comte de Provence, devenu roi avec la couronne au front, prit la

direction absolue de la cause royaliste; sa correspondance devint plus active, ses agents plus multipliés; Louis XVIII n'hésita jamais à se mettre en rapports avec les membres influents de la république ou avec les généraux qui avaient grandi son éclat. Il s'était même adressé au jeune général Bonaparte dans ses campagnes d'Italie, et à Campo-Formio; cette circonstance fut rappelée. Le roi lui avait écrit de Vérone, qui était alors le lieu de son exil; forcé de fuir, Louis XVIII ne renonce à rien; on le voit aux bords du Rhin négocier auprès du général Piechegu; il accepte avec empressement les ouvertures qu'on lui prépare avec plus ou moins de discernement sur les intentions du directeur Barras; il ne repousse aucun des moyens qui peuvent amener une restauration, de quelque main qu'elle lui arrive; il prend les hommes par leur faiblesse, par leur vanité ou par leur ambition: au général Piechegu il offre le titre de connétable, la propriété du château de Chambord, et des avantages immenses d'honneur et de considération; au directeur Barras c'est une fortune de dix millions, pour qu'il puisse jouir en paix de ses plaisirs et de la mollesse, après avoir trahi la république (2). La plupart des lettres du roi demeurent encore comme des monuments de goût, de délicatesse et d'habileté; dans ses concessions les plus grandes, il y a une sorte de dignité qui laisse au roi de France sa place en faisant à chacun la sienne; donne-t-il des éloges, ils sont calmes, mesurés, délicats; flatter-il l'ambition, c'est avec un instinct profond qui sait parfaitement saisir le côté faible de l'homme. Louis XVIII fut le grand négociateur; rien ne l'arrête dans cette mission; on voit bien qu'il est destiné à pacifier les partis et à calmer les opinions irritées; c'est le roi qui se prépare avec habileté pour une époque de transaction (3) toujours dif-

fin frère, que les tyrans, qui depuis longtemps désolent la France, viennent d'immoler à leur rage impie. Cet horrible événement m'impose de nouveaux devoirs, je vais les remplir. J'ai prêté le serment de régent du royaume, que le droit de ma naissance me donne pendant la minorité du roi Louis XVII, mon neveu, et j'ai donné au comte d'Artois celui de lieutenant général du royaume. Votre attachement à la religion de nos pères, et le souvenir que nous pérorons aujourd'hui, me dispose de vous supplier à redoubler de zèle, de fidélité envers notre jeune et malheureux monarque, et d'ardeur pour venger le sang de son auguste père. Si, dans un tel malheur, il vous est possible de recevoir quelque consolation, elle nous est offerte pour venger notre roi, replacer son fils sur le trône, et rendre à notre patrie cette antique constitution qui seule peut faire son bonheur et sa gloire. « Lettre de Monsieur aux émigrés. »

(1) Cette correspondance existait chez le député Courtois; elle fut détruite à sa mort après l'apposition de scellés ordonnée par M. Decaze; on trouva chez lui le testament de la reine et des lettres d'une grande importance.

(2) Dans les Mémoires de Barras, manuscrits aux mains de M. Saint-Aubin, il est absolument à participation à tout ce que lui fit proposer Louis XVIII. J'ai donné le rapport du

marquis de la Maison-Fort, dans l'Histoire de la Restauration.

(3) Le roi ne portait que le titre de comte de Lille. C'était celui sous lequel il était parti de France. Ses revenus étaient fort modestes, l'Espagne lui faisait une pension de 250,000 livres. La reine ne recevait rien. La cour de Sardaigne n'avait plus rien à offrir; celle de Vienne avait ouvert un crédit de 200,000 francs. C'était le seul acte de libéralité qu'elle eût fait. Le roi étudiait beaucoup, et surtout les journaux français: il faisait des madrigaux comme un jeune poète.

M. le comte d'Artois liait à Louis XVIII et à la petite cour qui entourait ce prince quelques gazettes allemandes qui venaient d'arriver, il avait commencé un paragraphe lire des journaux de Paris, dans lequel il était dit que Louis XVIII et Monsieur avaient abdiqué leurs droits à la couronne de France, en faveur du jeune duc d'Angoulême qui venait d'épouser Madame Royale. M. d'Artois, confondu de surprise, après avoir lu les premières lignes, voulut passer à un autre paragraphe. Le roi lui ordonna de terminer la lecture de celui qu'il avait commencé, et quand cela fut fini, il dit: « Si j'avais une couronne de roses, je m'empresserais de l'offrir à ma charmante nièce; mais comme je n'ai qu'une couronne d'épines, je la garde pour moi. » Tel était en peu l'esprit de Louis XVIII; le madrigal dominait toujours.

fielle, car plus d'une vir s'use à l'œuvre, le moins Henri IV.

Le comte d'Artois, avec plus de chevalerie et de sincérité dans l'air que son frère, portait une haine instinctive à la révolution et aux hommes élevés par elle; ces répugnances il ne les dissimulait pas; son expression était gracieuse pour ses amis, souvent fâcheuse pour ses ennemis; le premier des princes, il avait émigré lui et ses deux fils enfants encore, qui portaient le titre de ducs d'Angoulême et de Berry. Le comte d'Artois, aimable et joyeux gentilhomme, dernier débris de la noblesse, se séparait de Louis XVIII, cœur si politique; il aimait à se jeter tête baissée dans les entreprises et dans les menées de partis; ne dissimulant rien et n'ignorant peu, il faisait hardiment la guerre aux principes de la révolution; seulement, il lui manquait ce courage militaire qui aurait pu grandir sa destinée. Aux trépas de batailles, pour faire de la chevalerie, il fallait manier la lance et l'épée, et pour arriver à une répression des idées, il fallait de l'énergie dans le caractère et la volonté de mourir pour sa cause; le comte d'Artois avait-il tout cela? Il compromettait le dévouement de ses amis, et n'osait les suivre dans les périls; il avait parcouru l'Europe, et brillé dans toutes les cours par son amabilité; il visita successivement Turin, Vienne et Saint-Petersbourg, où Catherine II l'accueillit avec un sentiment parfait de convenances. Monsieur vint ensuite à Londres, où il s'agita pour donner un corps et une unité à la guerre de la Vendée sous le drapeau blanc; niens eût été qu'il y parût de sa personne les armes à la main, et qu'il se jetât dans la mêlée. C'est à la tête de ses gentilshommes que Henri IV reconquit son royaume sur la Ligue; nul ne le retint quand il tira l'épée; il l'eût brisée sur le dos du conseiller pacifique qui l'aurait détourné du chemin de sa bonne ville de Paris; il fallait oser beaucoup alors, car la république était victorieuse; il fallait faire flotter le panache blanc comme le Béarnais à Coutras, à Arques ou à Ivry. Les temps de chevalerie étaient-ils passés? Y avait-il encore de loyaux gentilshommes? Le cœur manquait-il aux petits-fils des Bourbons? N'y avait-il plus d'Agnès Sorel pour rappeler que le *roitelet* de Bourges mangeait à peine un gigot aux jours de fêtes, entouré de ses gentilshommes (1)? Quelques années plus tard, Charles VII portait fièrement la couronne dans Paris la grande ville. Ainsi le courage vient en aide au droit!

La rivalité de la branche d'Orléans et de la maison régnante des Bourbons était ancienne; elle partait

de M. le régent, le propre neveu de Louis XIV, pour se développer avec énergie depuis les troubles de 1789; l'histoire a recueilli les fatalités qu'elle amena. La mort tragique de Philippe d'Orléans sur l'échafaud, la fuite de son jeune fils, sous l'aile du général Dumouriez son mentor, dans le camp des Autrichiens, avaient relâché les liens qui unissaient la branche cadette et la révolution; des réflexions plus mûres étaient nées dans l'âme des princes qui portaient le blason d'Orléans; leur éducation sentimentale, inspirée par madame de Genlis, s'était corrigée et mûrie par des notions plus positives. Le jeune prince Louis-Philippe, qui avait écrit le journal philanthropique, si vanté par son institutrice (2), commençait à éprouver la vie positive et agitée; son nom était convert d'un triste voile au milieu de toute l'aristocratie de l'Europe à laquelle il appartenait; noble gentilhomme, pouvait-il briser l'œuf de ses armes?

Louis-Philippe, si remarquable appréciateur des événements, résolut de s'effacer, et au milieu de ce grand chaos que la révolution avait fait, il voyagea et s'instruisit avec une ardeur indirible; il conservait peu de fortune, ses biens de famille étant rons-flaqués; les prodigalités de son père les avaient d'ailleurs couverts de dettes, les jeunes frères d'Orléans vivaient de quelques avantages qu'avait conservés leur mère en France. Après le 18 fructidor, les Bourbons ayant été définitivement bannis du territoire de la république, les princes de Conti et madame d'Orléans douairière se réfugièrent en Espagne, tandis que le jeune Louis-Philippe parcourait les climats les plus lointains et les plus variés; il faisait, pour s'instruire, un voyage dans les régions hyperboréennes de la Suède, pays des glaces éternelles; il luttait contre toutes les infortunes; en Suisse, on l'avait vu utiliser ses talents. En Suède, on put le suivre tout scientifique s'adonnant aux découvertes, et recherchant, en véritable savant, les causes premières de ces phénomènes qui éclatent sous le pôle aux yeux émerveillés! Puis il parcourut l'Amérique du Nord; nulle peine ne l'arrêtait, nul travail ne comprimait son esprit (3). Quelle vie pleine! Quelle existence active! Il appliquait les feux de sa jeunesse à tout connaître et à tout comprendre. De temps à autre il recevait des nouvelles de France, et des propositions lui venaient pour une couronne, apprenant ainsi, dans les négociations avec les divers partis, à les ménager les uns et les autres, et à beaucoup dissimuler pour beaucoup réussir. Le jeune duc d'Orléans portait à un point de haute tendresse, l'esprit de famille; sa

(1) Voir mon *Histoire de la France au moyen âge*, t. 2.

(2) Le journal fut publié à Londres, par extrait, en 1790.

(3) La correspondance si connue de Louis-Philippe avec sa mère, est touchante et filiale.

correspondance avec la duchesse douairière est touchante, il soumet à sa mère la direction de son esprit (1). On voit encore en lui l'empire de deux intelligences remarquables : Dumouriez et madame de Genlis ; Dumouriez est son mentor de guerre, l'homme qui négociait avec les partis divers depuis 1792 pour préparer l'avènement de son pupille ; aussi conserve-t-il sur lui une sorte de supériorité intellectuelle ; il le traite avec une familiarité intime qui résulte de son ancienne situation avec la princesse. Dumouriez travaille d'abord pour l'avènement de Louis-Philippe ; il voit avec justesse que la république s'en va ; où donc trouver une force puissante, protectrice ? Si le général paraissait penser pour le duc d'Orléans, à Londres ses opinions se modifient. J'ai dit qu'il avait complètement adhéré au droit de Louis XVIII et de la branche aînée (2).

Avec Dumouriez, il faut également placer parmi les esprits influents sur le jeune Louis-Philippe, madame de Sillery-Genlis ; mais celle-ci, pédante qu'elle est, n'a pas la même confiance dans les talents et la capacité du jeune duc d'Orléans ; du haut de sa chaire magistrale, madame de Genlis donne des conseils à son pupille ; elle lui fait voir la faiblesse de son caractère, son peu d'expérience, son défaut de fermeté ; elle lui dit qu'il serait un fort mauvais roi (3). Dans toutes les périodes de sa vie, madame de Genlis n'a de confiance qu'en elle-même ; pleine d'orgueil, elle a enseigné au jeune duc d'Orléans les idées philanthropiques de Pamela ; elle s'est fait une religion de sa vanité ; profondément active et remuante, elle veut néanmoins conserver cette teinte de simplicité et de candeur qui caractérise ses ouvrages, aux temps mêmes où elle s'affichait à la face d'une épouse outragée.

Au reste, il était fort inutile alors de songer au duc d'Orléans ; le 18 fructidor avait révélé les

haines contre la maison de Bourbon. Le pouvoir était aux jacobins ou à ceux qui professaient les principes de la Montagne, et la révolution s'était retrempee, car les Bourbons, même les Conté, venaient d'être exilés en Espagne ; on jurait plus hautement qu'à jamais haine à toutes les couronnes. résolution vigoureuse que les républicains avaient enlevée par un vote contre les espérances du parti d'Orléans. Que pouvait-il attendre alors ce parti, quand à chaque fête publique on proférait des imprécations contre tous ceux qui chercheraient à relever le trône ? Enfin, les fils du malheureux duc d'Orléans éprouvaient le besoin de se retremper dans la vieille amitié de la branche aînée ; ils allaient s'en rapprocher complètement dans leur exil de Londres (4).

L'esprit des Condé, les cadets de Bearn et de Gascogne, se séparaient essentiellement de la maison d'Orléans. Les Condé n'avaient ni politique, ni habileté ; leur courage de chevalerie ne dissimulait rien, et attaquait de toute face les ennemis. Je n'ai jamais pu comprendre ce triste plaisir qu'on a pris d'abaisser le nom des Condé, belle renommée historique. Quand on porte sur ses armes le blason de la victoire de Rocroy, quand on a pour ancêtre le grand Condé, on doit prendre l'épée en toutes circonstances et s'en servir des deux tranchants ; ainsi avaient fait le vieux prince de Condé, son fils le duc de Bourbon, et son petit-fils le duc d'Enghien, triple et noble génération qui s'était jetée tête baissée contre la république française. On leur reproche d'avoir fait la guerre civile ; mais n'était-ce pas l'essence de la maison de Condé de se jeter à l'aventure dans les troubles de noblesse ? Ne s'était-elle pas placée toujours à la tête des malcontents ? Huguenote maudite au XVI^e siècle, la race des Condé avait conduit des bandes de gentilshommes protestants contre la monarchie, et puis, le grand Condé, sous la Fronde, n'avait-il pas été le

(1) Les lettres de M. le duc d'Orléans à sa mère ont été publiées.

(2) Voir la lettre de Dumouriez, citée chapitre IX.

(3) La lettre citée ci-dessus, elle a été glorieusement publiée.

(4) Voici une traduction d'une gascotte anglaise sur ce rapprochement :

« En évènement nous désiré que plusieurs vici d'avoir lieu. Les trois princes du sang composent aujourd'hui la branche d'Orléans, M. le duc d'Orléans, M. le duc de Montpensier et M. le comte de Beaujolais, après avoir habillé ensemble pendant quelques années les États-Unis d'Amérique et la colonie espagnole de Cuba, ont pris subitement le parti de se rendre en Angleterre. Ils y sont arrivés tous les trois, au peu à l'improviste, par le paquebot de New-York. Leur présence en Europe, au moment où il s'écroulait d'aussi grands changements qu'en France sous l'influence de Maye, donna lieu à toutes sortes de conjectures, lorsque enfin les démarches de ces princes, à leur arrivée, ont rassuré tous les esprits, et assaini tous les courages. »

« M. le comte de Beaujolais étant tombé malade en route, et M. le duc de Montpensier étant resté auprès de lui, à Glaston

près Bristol, M. le duc d'Orléans s'est rendu tout à Londres. La première démarche, aussitôt son arrivée, a été de demander à Monsieur, frère du roi, une audience particulière. »

« Cette entrevue a eu lieu le jeudi, 17^e février, à quatre heures après midi. M. le duc d'Orléans avait été conduit chez Monsieur, par M. le comte de Montflore, qui n'a point quitté les trois princes pendant leur exil anglais. Arrivé devant Monsieur, M. le duc d'Orléans a dit, qu'en se rendant en Angleterre, il n'avait eu en vue que de pouvoir présenter ses respects, sa fidélité et son dévouement à une manière plus sûre, à S. M. Louis XVIII et à Monsieur, de déposer à leurs pieds, en les suppliant de les oublier, les torts qu'il avait eus dans les commencements de la révolution, de les prier de vouloir bien considérer, dans leur bonté, que ses torts étaient moins les actes de sa volonté personnelle que l'effet de son inexpérience et de l'influence qu'évalent eue sur lui les mauvais exemples et les mauvais principes des prisonniers avec lesquels il avait vécu dans ses exil et pendant sa jeunesse ; enfin de l'espérer qu'il était prêt à prendre tout son sang pour effacer ses fautes, et pour le service du roi dont il était un des plus fidèles sujets. »

chef des nobles hommes rébellions ? Il y a des rocs ainsi faites, elles doivent suivre leur destinée ; c'était coutume dans cette maison : quand il y avait des révoltes et des gentilshommes en armes, les Condé prenaient leur cape et leur épée de Gascogne, et allaient se mettre parmi eux pour les conduire. Ils aimaient les protestations, les manifestes contre les ministres, les rois, les assemblées ; ils avaient eu, même en leur temps, leur république protestante et frondeuse ; depuis qu'ils s'étaient placés à la tête des huguenots au XVIII^e siècle, les Condé croyaient toujours agir en vertu de leur droit, comme chefs de la noblesse française.

Le prince de Condé était vieux, sans tactique, avec peu de talents, mais brave, décidé ; il attaquait les lignes avec une résolution digne des ancêtres et de son titre de généralissime de l'infanterie. Son fils le duc de Bourbon était froid au combat ; le feu ne l'effrayait pas plus qu'il ne faisait baisser la tête de son vieux père ; tous deux marchaient à la tranchée l'épée au poing et la fascine à la main. L'espoir des Condé se plaçait dans un jeune homme à la figure serène et fraîche ; petit-fils de la race, il portait le nom de duc d'Enghien et atteignait à peine sa vingtième année ; les traits des Bourbons se montraient en lui avec le nez héréditaire des Condé, les yeux noirs d'une ressemblance parfaite avec les portraits de son aïeul, tel qu'on le voit aux galeries de Versailles. Le duc d'Enghien était colonel du régiment de Condé, et son habit blanc d'officier français, avec ses longues épaulettes, ses cheveux blonds qu'il dissimulait quelquefois sous une perruque poudrée qui va si bien aux physiognomies de vingt ans ; sa glorieuse épée bénite par le prêtre et donnée par l'ancêtre, tout cela relevait sa fière tournure. Le duc d'Enghien avait fait ses preuves comme cadet, et en lui se renouait l'espoir et la gloire des Condé ; quand le prince n'était point au camp, il passait sa vie aux pieds de mademoiselle de Rohan qu'un lien secret lui avait attachée (1). Pauvre jeune homme, le nom de Condé ne devait point le préserver à la face d'une autre génération de guerriers, et, fils de glorieux ancêtres, tu devais tomber sous la main de fer de ce consul qui fut aussi grand que le plus grand de tes aïeux, le vainqueur de Rocroy.

C'était à la tête des gentilshommes émigrés, je le répète, que s'était placée la branche des Condé ; l'histoire n'aboisse jamais les hommes qui jouent leur vie pour un dévouement, et je n'aime pas qu'on humilie les caractères aventureux qui se jettent dans les périls de la guerre. L'émigration fut

un véritable mouvement de gentilhommerie comme on en avait vu aux vieux temps. Jamais à aucune époque, la noblesse n'était restée tranquille ; lorsque des agitations séditieuses éclataient dans le royaume, elle courait alors de droite et de gauche, levant son drapeau en enfant perdu et tirant son épée ; elle se battait avec courage et désintéressement ; son vireux lot, elle ne l'avait point abîmé ! Comme les baguenots, elle en appelait aux reîtres et aux lansquenets. La noblesse de l'Europe ne formait qu'un corps, qu'une grande chevalerie ; les gentilshommes suivaient une commune bannière ; ils ne croyaient pas qu'il y eût de frontières quand il s'agissait de principes, de privilèges et de blasons ; la noblesse était comme un corps universel dont les institutions vieilles s'étendaient à toutes les cours et sous les pennons des châtellenies.

Toutes les fois qu'un principe agit fortement sur les imaginations, le monde alors devient une seule patrie et les frontières s'effacent. Après la réforme il y eut des protestants et des catholiques, on se divisa pour une idée et la nationalité disparut ; on vit les soudards anglais et écossais d'Élisabeth, combattre à côté des lances de Henri IV, tandis que les ligueurs eurent pour frères et alliés les Espagnols, bons catholiques. Après la révolution de 1789 il y eut des révolutionnaires et des monarchistes ; le monde aussi se divisa, les frontières s'abaissèrent, on se battit pour la propagande, on proclama la fraternité universelle. Si les armées de la république appelaient l'émancipation démocratique de tous les peuples, les soldats de l'armée de Condé pressaient la main gantée de tous les gentilshommes du monde ; alors l'Europe vivement alarmée vit se confondre tous les nobles sous une même bannière. Il y eut du courage dans cette armée de Condé ; qui peut le nier ? Il n'y a jamais de ridicule chez les hommes qui se font tuer pour une idée ou un dévouement ; les martyrs sont rares dans les temps d'égoïsme, et il faut les élever haut. Les soldats de la république furent admirables de courage, de patience et de sacrifices pour leurs principes, et nul n'a dessein de les atteindre ; les gentilshommes émigrés ne manquèrent pas non plus à leur épée. Ainsi le jouva plus tard Napoléon ; les vaincus morts aux champs de bataille n'auraient ils plus une place dans l'estime de la postérité ? Tous les partis ont leurs mauvais jours ! Tous n'ont-ils pas eu leurs émirés et des prospérités ? N'en appellèrent-ils pas à la justice des nations contre leurs persécuteurs ?

(1) Le duc d'Enghien avait cinq pieds quatre pouces ; sa taille était svelte, sa démarche élégante et noble ; c'était l'homme le plus adroit, le plus lest, l'échapper le plus intrépide et le meilleur, le prince enfin le plus agile qui fut jamais !

Comme le duc de Bourbon son père, et le prince de Rohan son aïeul, le duc d'Enghien avait les cheveux blonds, le visage coloré, le nez, légèrement aquilin, donnait à sa tête un noble et beau caractère.

Les émigrés des bords du Rhin formaient une armée comme la noblesse pouvait en composer une, c'est-à-dire brave, mais insubordonnée; il y avait de loyaux officiers, des chevaliers au brillant uniforme, le régiment des gardes nobles, les aigrettes flottantes, les aiguillettes d'or, et par-dessus tout, l'esprit aventureux de la chevalerie. Ces uniformes blancs, rouges ou verts, aux brandebourgs d'argent, contrastaient avec la simplicité austère des armées républicaines; spectacle magnifique dans les premiers jours de l'émigration, lorsqu'on parcourait les belles villes des bords du Rhin, depuis Mayence jusqu'à Cologne, la vieille cité. Quelques gentilshommes avaient conservé de la fortune, et ils la dépensaient joyeusement dans les festins. Il fallait avoir alors beaucoup d'argent en Allemagne; l'esprit de la bourgeoisie germanique spéculait sur les nobles, on craignait tant les soldats de la république! On n'osait pas recevoir les émigrés, on les traitait comme des proscrits; le châtelain des montagnes rhénanes était donc bien déchu pour ne point offrir le vieil asile à d'autres chevaliers proscrits? Qu'était devenu cet esprit d'hospitalité des antiques lollards quand la coupe courait à la ronde dans les manoirs des bords du Rhin? En certaines villes on confondait les émigrés pauvres avec les juifs et les mendians qui imploraient la pitié publique; et bien! à travers ses malheurs, l'émigré français conservait ce caractère de fierté indélébile qu'il tenait de notre nation. Le gentilhomme ruiné n'abaissait point la tête; il avait l'orgueil de son nom, de sa race, de son pays; ce qu'on lui donnait il le recevait comme une dette, un prêt de frère à frère, de châtelain à châtelain, comme à l'époque des chevaliers et des hospitaliers, quand une confraternité d'armes liait les blasons et les belles histoires de races.

La véritable place de la noblesse de France ne devait pas être sur le Rhin; son devoir n'était pas

à l'étranger et dans l'Allemagne abaissée. Comment se fit-il que dès qu'il y eut une Vendée les gentilshommes ne courent pas sur cette héroïque terre pour soutenir la cause royale? Au sein de la patrie ils devaient poser leurs tentes et planter leurs drapeaux comme les compagnons de Henri IV en Normandie. Quand les soldats de Charette et de La Rochejaquelein faisaient irruption dans le Poitou et menaçaient la Loire depuis Tours jusqu'à Nantes, comment se fit-il que les émigrés ne vinrent pas se placer dans ce centre de mouvement? Supposez un prince courageux à la tête de ses gentilshommes, levant sa grande épée comme Henri IV, et se jetant au milieu de l'insurrection vendéenne dans ses jours de gloire; combien une telle résolution n'aurait-elle pas eu de succès! Il fallait tendre la main à ce peuple de héros, l'appeler à défendre la royauté, montrer son pourpoint déchiré comme le Béarnais, et dire enfin : « Mon royaume est sous ma tente au milieu de mes fidèles. »

Louis XVIII comprit la portée d'un tel plan, il offrait lui-même de se mettre à la tête des Vendéens (!); il écrivit à Charette en termes nobles et déchirés; mais, prince essentiellement occupé des institutions et de l'organisation civile d'un pays, quel rôle Louis XVIII aurait-il joué dans la Vendée? Il fallait là un roi continuellement à cheval, taillé sur le modèle du Béarnais, le haut-de-chausse troué, le front plissé de soucis, la figure hâlée, la moustache grisonnante, la barbe sale et pointue; il fallait d'abord la victoire, le négociateur serait venu plus tard. Quand la Vendée se levait, que manquait-il pour faire triompher la cause des Bourbons? Un prince avec la volonté de combattre ou de succomber. Louis XVIII n'était pas dans ces conditions, il se borna constamment à négocier avec les révolutionnaires surtout, tandis que le comte d'Artois s'adonnait à une vie trop active, sans esprit militaire. Les ducs d'Angoulême et de Berry,

(1) Voici une lettre autographe que Louis XVIII écrivit au duc d'Angoulême, chargé de ses affaires politiques à Londres :

« J'ai reçu, mon cher duc, votre réponse à ma lettre du 23 août. J'ai voulu prendre quelques jours de réflexion avant d'y répondre. Je ne puis qu'être très-reconnaissant de l'intérêt que prend le gouvernement anglais à ma conservation.

« Ma situation est semblable à celle de Henri IV, sauf qu'il avait beaucoup d'avantages que je n'ai pas. Sûr, comme lui, dans mon royaume? Ai-je toujours porté les armes depuis l'âge de sette ans? Ai-je gagné la bataille de Grouat? Suis-je à la tête d'une armée docile à mes vœux? Non, je me trouve dans un coin de l'Italie. Une grande partie de ceux qui combattent pour moi ne m'ont jamais vu. Je n'ai fait qu'une campagne dans laquelle on a pu me tirer un coup de canon. Mon inutilité m'expose à des jugements défavorables de la part de ceux qui me sont restés fidèles, jugements que je ne puis pas appeler légitimes, parce que ceux qui les portent ne sont pas instruits de la vérité. Puis-je conquérir ainsi mon royaume? Et suppose que mes fidèles sujets obtiennent un tel secours que je n'aie qu'à me présenter

pour recevoir une couronne, pourrai-je par là acquiescer la considération personnelle qui me serait nécessaire?

« Que ma reste-t-il donc? La Vendée, qui peut m'y conduire? Le roi d'Angleterre insiste de nouveau sur cet article. Dites aux ministres, en mon nom, que je leur demande mon trône; mais que tout cela, quel qu'il soit, est dangereux pour ma gloire, dangereux même pour la tranquillité de l'Europe, incompatible avec l'état présent de la France.

« Faites sentir tout ceci au cabinet de Saint-James; ajoutez une réflexion moins importante, puisque'elle ne regarde que moi : dites que j'éprouverais une bien douce satisfaction, de devoir mon trône, ma gloire, le salut de mon royaume, à un souverain aussi vertueux que le roi d'Angleterre et à des ministres aussi éclairés que les siens.

« Partez-vous bien, mon cher duc, et comptez sur mon amitié. »

Signé Louis.

(Baillet de Lérang, 28 septembre 1795.)

trop jeunes, ne pouvaient prendre le commandement en chef d'une grande expédition; il n'y avait que l'armée de Condé et ses chefs les gentil-hommes pour tenter un mouvement. Pourquoi n'accentraient-ils pas en Vendée? Les mystères de la diplomatie révélaient les mauvais vouloirs des cabinets pour une restauration complète; l'Europe ne voulait pas alors franchement le rétablissement des Bourbons par la Vendée, c'est-à-dire dans le sein du territoire et par les Français; elle ne favorisait la guerre à l'intérieur que pour ses plans de conquête; elle tenait moins à la restauration de la maison régnante qu'à un système politique qui pût lui donner sécurité et lui assurer de larges avantages territoriaux, l'Europe avait de longs ressentiments à vengés depuis Richelieu et Louis XIV; elle ne voulait point admettre une restauration dans les proportions du territoire de 1792. La monarchie eût été trop puissante alors; chaque État s'adjugeait un agrandissement territorial; on songait à morceler la France de Louis XIV, parce qu'elle faisait peur.

Les fautes des Bourbons et des émigrés justifiaient peut-être ces méfiances et ces mécontentements de l'Europe; les émigrés n'étaient ni d'accord ni paisibles; les princes de la famille étaient également divisés; il n'y avait pas d'unité et on allait égoïstement devant soi pour conserver les débris de la royauté s'effaçant du monde. Une restauration de la branche aînée, à cette époque, eût amené confusion et désordre; car rien n'était constitué, le passé tombait en poussière, le présent n'avait aucune consistance, l'avenir était incertain; à qui devait-on recourir? Fallait-il appeler la branche cadette, la maison d'Orléans? Les républicains se méfiaient d'elle; ils juraient haine à la royauté, ils avaient mépris pour tout ce qui portait le nom de Bourbon; ne venait-on pas d'apprendre que le jeune duc d'Orléans manifestait le désir de ne plus séquestrer sa cause de la branche aînée? N'avait-il pas demandé une entrevue au comte d'Artois? Une réconciliation se préparait parmi les diverses branches de la maison de Bourbon. Dans l'état de déconsidération où les faits et le pouvoir étaient tombés, il n'y avait plus qu'un parti à prendre: puisqu'on ne pouvait pas se tourner du côté des Bourbons, il fallait aller droit à la dictature militaire, qui seule devait reconstituer la société. Cette dictature, à qui serait-elle offerte? Qui la prendrait de son épée? Qui oserait seconder de son pied toute cette organisation déchaînée? Immense question qu'une grande vic va résoudre!

(1) J'ai visité la Corse pour me donner une grande impression de l'indécision de Bonaparte. J'ai sauté la place des maisons des

CHAPITRE XV.

ORIGINE ET DESTINÉE DE NAPOLEON BONAPARTE.

La Corse. — Les Bonaparte. — Les Pozzo di Borgo. — Paoli. — Les Sallœtta. — Les pauvres gentilshommes. — Brienne et les mûlmes. — La royauté et les écoles militaires. — Fortes études. — Vendetta des Paoli et des Pozzo di Borgo contre les Bonaparte. — Décret d'infamie dans l'assemblée populaire. — Exil d'un pauvre et noble famille. — Jeune gloire de son père. — Bonaparte devine la force des jacobins. — Sa puissance de répression. — Idées de gouvernement. — 14 vendémiaire. — Pénurie diplomatique. — La campagne d'Italie. — Pensée d'antiquité et de grandeur. — Campagne d'Égypte.

1769 — 1799.

Lorsqu'un vent favorable pousse loin de terre les navires au pavillon flottant, vingt heures de navigation suffisent pour toucher la Corse. Les enfants qui jouent sur la rigie du cap Cipiel, ou sur les hauteurs embaumées des îles d'Hyères, peuvent également apercevoir les montagnes de l'île couvertes de châtaigniers sauvages, noires et primitives forêts qui se mêlent à l'histoire de toutes les *rendette*. Là, au pied des monts, dans un golfe admirable, où l'eau est si claire qu'un croirait un bassin de marbre, s'élève la ville d'Ajaccio, riche cité qu'embellissent des jardins de citronniers, d'orangers, de figuiers, de jujubiers, et ce palmier d'Orient qu'on voit apparaître en Sicile, en Sardaigne, à Valence et dans l'Andalousie, comme un héritage d'Afrique. Si vous parcourez cette terre tout y reluit au soleil, le buis, les myrtes, les lauriers, et ces grenades rouges, et ces arbrusiers sauvages qui répandent une atmosphère de parfums. Sur la montagne la chèvre broute de rocher en rocher; et des pâtres à l'aspect inculte, la tête couverte d'un large bonnet de poils de cheveau, conduisent des troupeaux de moutons à la laine noire tout à côté des ruches où le miel abonde. Au sein de ces solitudes on entend le roucoulement du ramier, le sifflement des grives et des merles, durant les belles nuits d'été, éclairées par la *luciole*, mouche brillante qui est comme la bougie du ciel sous le firmament resplendissant d'étoiles (1).

Dans cette ville d'Ajaccio, aux maisons blanches,

Bonaparte, des Pozzo di Borgo, en je crois qu'elles n'existent plus.

au golfe si heureux, s'élevait une petite habitation destinée au logement d'une belle et nombreuse famille; en Corse l'esprit de race vit profondément; comme dans les sociétés primitives, la famille est un foyer que nul n'ose outrager. Là vivait donc un homme de bonne origine dans le pays; son nom était Carlo Buonaparte, sa généalogie était antique, car on le disait originaire de Toscane; les tempêtes publiques, si fréquentes en Italie, avaient jeté ses ancêtres exilés en Corse. La preuve de sa noblesse résultait de plusieurs titres inscrits dans les archives; Carlo Buonaparte avait représenté à Paris l'ordre des gentilshommes dans l'assemblée générale de l'île de Corse; ses frères étaient chanoines des cathédrales (1). La souche noble des Buonaparte était incontestable; j'aime à remonter dans les races; quand un fleuve majestueux a débordé sur le monde, on veut en voir la source; on remonte le Nil pour en sonder les flots mystérieux. Carlo Buonaparte avait épousé Lætitia Ramolini, aux traits largement dessinés, comme ces femmes que l'on voit dans les Apennins; Lætitia Ramolini, depuis la mère de l'empereur Napoléon, ressemblait aux figures de Poppée et d'Agrippine, telles qu'on les trouve sur les camées antiques.

Ce noble ménage comptait huit enfants, cinq garçons et trois filles, tous vivants et à l'image de leur mère! L'aîné des garçons avait nom Giuseppe, le second Napoléone; puis venaient Luciano, Luigi, Gierolamo; les filles se nommaient Marianna, Anonciada, Carlotta. Une si belle lignée avait gagné l'affection du comte de Marboeuf, gouverneur général de l'île de Corse, récemment domptée. Les ordres de la cour de Versailles étaient positifs: le gouverneur devait attirer à des sentiments tout français les principaux gentilshommes influents du pays, et le comte de Marboeuf se lia d'une vive affection avec *la casa des Buonaparte*. Charles, le père, vint en France pour y faire foi et hommage à Louis XVI, l'année de son avènement au trône; il fut, au retour, nommé assesseur près la cour de justice d'Ajaccio (2).

C'était reprendre des habitudes pacifiques, car Carlo Buonaparte avait servi avec honneur comme un digne patriote sous Paoli, lors de la guerre de l'indépendance. Paoli, l'image vénéral de la Corse,

aimait Buonaparte; son palais fastueux était entouré de ces familles patriarcales qui vivent là, dans les montagnes, avec les pâtres, âmes trempées de fer qui ne pardonnent jamais. Paoli fut le salut de ces bergers qui avaient pris pour drapeau la Vierge immaculée. Depuis, exilé en Angleterre, il avait juré de ne jamais toucher la Corse que pour la rendre indépendante. Tout à côté de la casa des Buonaparte, en était alors une autre, surnommée Pozzo di Borgo. Ces deux familles étaient alliées, jusqu'alors il n'y avait eu aucune division entre elles; reconnus nobles et gentilshommes par arrêt du conseil, les Pozzo di Borgo vivaient en bonne harmonie avec les Buonaparte, ils avaient servi également sous Paoli (3), et ce nom qui inspirait tous les respects, suspendait aussi tous les ressentiments. Il en était de même de la casa di Sallusti, famille renommée à Ajaccio et à Corte, la cité de la montagne. Tous ces noms de Pozzo di Borgo, de Paoli, de Sallusti, ont exercé une trop grande influence sur la vie de Napoléon, pour qu'il soit possible d'oublier leur origine commune et nationale.

Tel fut le berceau de notre héros: quand l'enfant grandit, sa physionomie prit de plus en plus le caractère corse, le front large, les yeux beaux et perçants, le nez bien fait, les membres forts, la chair basanée, la taille petite pour son âge, mais parfaitement proportionnée. Il avait huit ans quand il vit la France pour la première fois; selon les ordres de la cour, M. de Marboeuf attirait la jeune noblesse corse en France; on a dit qu'un sentiment plus intime l'unissait au glorieux enfant; je ne fouille point dans ces mystères; quand un homme est grand, il suit le malheur des investigations de tous, et la famille n'est plus un sanctuaire impénétrable. Le petit Napoléone vint à Autun, et y resta six mois auprès de M. de Marboeuf, pieux évêque, qui en prit tous les soins qu'appelaient cet enfant jeté loin de son foyer. Il existait alors une école militaire à Brienne, sous la direction des pères minimes; dans l'admirable organisation que le catholicisme avait imprimée parmi les ordres religieux, les capucins avaient pris tout ce qui touchait au peuple et à l'armée; les minimes étaient très-avancés en mathématiques, comme les carmes dans la médecine et la chirurgie; sortis du peuple, ces religieux se

(1) J'ai trouvé tous les noms de la famille Buonaparte, dans un acte notarié ainsi conçu :

« Le 18 août 1785, par-devant Dominique Forcioli, avocat au conseil supérieur de la juridiction royale d'Ajaccio, en l'île de Corse, faisant fonctions de procureur du roi, attendu l'absence de J. B. Orto, procureur du roi de l'amirauté de cette ville, est comparu le sieur Luciano de Buonaparte, archidiacre de la cathédrale, Ignace-Balthaz. Costa, François Furavielmi, tous deux chanoines, Jean-Jérôme Leca, François-Telli, parents au plus proche degré paternel des sieurs Joseph, Napoléon,

Luciano, Luigi, Gierolamo, Marianna, Carlotta et Anonciada, tous fils et filles mineurs de défunt maître Charles de Buonaparte. »

(2) Charles Buonaparte, né à Ajaccio, en 1745, avait étudié le droit à Rome, et se destinait à la carrière du barreau; mais le goût des armes et l'amour de la patrie lui firent éliger ces premières dispositions. Charles Buonaparte est peu connu.

(3) Voir sur M. le comte Pozzo di Borgo, une notice que j'ai publiée dans la *Revue des Deux-Mondes*, avril 1820. Je dois à M. le comte Pozzo de précieux renseignements.

consacraient à lui. Les minimes dirigeaient l'école de Brienne; d'habiles professeurs prirent un grand soin de Napoléon, qui n'oublia jamais dans sa vie ce qu'il devait aux ordres religieux (1).

Ici commencent les légendes sur la jeunesse de César; on a fouillé pour rencontrer quelques traits merveilleux dans les premiers légièvements de cette vie si extraordinaire; les uns font de Bonaparte un écolier morose et rêveur qui se séjournait de ses camarades pour méditer ses plans d'avenir; les autres révèlent en lui sa destinée militaire; enfant il élevait des forts de neige, les défendait, les attaquait et les brisait; on a fait même des légendes d'amour sur Napoléon; il s'exprime d'une jeune fille, et la séduisit avec la bouillante passion des Corses; tout cela s'explique par cette grande fortune. Les légendes peuvent se colorer au milieu de tant de merveilles; on a même cette existence jusque dans ses derniers replis pour l'éloge ou pour la calomnie. Sept ans se passèrent à Brienne où de fortes études furent faites sous les minimes; Bonaparte ne quitta ces exercices que pour entrer à l'école militaire, belle création de Louis XV; le roi voulait conserver l'esprit chevaleresque dans la noblesse de France. Quand vous passez devant l'école militaire, vous pouvez voir les débris de la cour d'honneur où Bonaparte jouait enfant, sous l'écusson fleurdelisé, alors ombragé du drapeau blanc (2). De l'école militaire, Napoléon passa dans l'armée avec le titre de sous-lieutenant (3), au régiment de La Fère artillerie; cette arme avait fait des progrès immenses depuis l'avènement de Louis XVI: un travail intellectuel remarquable se développait dans l'artillerie, le génie, la marine; ces diverses branches de l'art de la guerre étonnaient déjà l'Europe.

Deux années de garnison à Grenoble influèrent profondément sur toute la vie de Bonaparte; tandis qu'une noblesse folle et bruyante dissipait son temps dans les plaisirs, le jeune sous-lieutenant aimait à étudier; il se passionnait pour l'antiquité. Rome fut l'objet de ses contemplations méditatives, et Rome devint la passion de sa vie; les vastes conquêtes troublaient son sommeil; plus tard il aimait à voir ses armées imiter les vieilles légions, il sem-

blait leur dire: « Vous n'avez rien fait comparativement à Rome, ni ses grands travaux, ni les marches militaires de ses légions. » Les Césars lui paraissaient seuls gigantesques; il présentait pour exemple à ses soldats, ces cohortes qui des rives de la Bretagne brumeuse allaient conquérir Jérusalem et les pays brillants de la Syrie (4). Napoléon aimait Cornéille pour Rome, Talma pour Rome, David pour Rome; esprit marqué à l'antique, il fut comme une de ces figures de consuls que l'on retrouve sur les arcs de triomphe au Campo-Vaccino. Ces études de l'antique et des Romains, Bonaparte les poussa fort loin à Grenoble; il lisait avec passion; il s'essayait même à jeter ses idées sur des compositions ardentes, car sa pensée débordait.

Pendant ce temps, la famille Bonaparte faisait une grande perte; Carlo, le père commun, passait sur le continent, et portait dans son sein le germe d'une cruelle maladie; il vint à Montpellier pour se faire guérir; il y mourut lentement de cette pleurésie à l'estomac qui se développa terrible chez son glorieux fils, sous le climat de Sainte-Hélène. Ainsi les minimes élevèrent l'enfant à Brienne, les cordeliers de Montpellier inhumèrent le père dans les caveaux de leur couvent (5); l'homme de génie qui devait restaurer la France, avait en les premières émotions de la vie dans la pensée religieuse. Carlo Buonaparte n'avait alors que trente-neuf ans; la pauvre et noble famille, privée de son chef, sollicita de la cour la faveur d'une nouvelle place à Brienne pour Luigi Buonaparte; Napoléon était déjà sous-lieutenant; on espérait que sa place à Brienne serait donnée à Louis.

Les événements marchaient; la révolution se manifestait toute-puissante; les idées de liberté et d'égalité ne se concentraient pas seulement dans le peuple et les soldats; elles s'élevaient jusqu'aux gentilshommes et aux officiers; la noblesse se suicidait à plaisir. Le jeune Bonaparte ne fut plus maître de sa destinée; Pauli revenant en France rappelé par un décret de l'Assemblée constituante; n'était-il pas l'ami de Carlo Buonaparte son père? n'était-il pas Corse et le protecteur de sa famille? Le jeune sous-lieutenant n'hésita donc pas à le

(1) Son professeur fut le P. Patruil, qui, dans le cours des campagnes d'Italie, écrivit pour Bonaparte, comme secrétaire, toute sa correspondance avec le pape Pie VI.

(2) Voici la note de l'inspecteur de l'école sur Napoléon: « N. Buonaparte (Napoléon), né le 15 août 1769, taille de quatre pieds dix pouces dix lignes, à fin de quatrième année, bonne constitution, santé excellente, caractère soumis, bon cœur et reconnaissant, toujours distingué par son application aux mathématiques. Il sait parfaitement son histoire et sa géographie; il est assez faible dans tous les exercices d'agilité et pour le latin, où il n'a fait que s'acquiescer classe; est un excellent marin. »

(3) Il eut la brillante place dans l'armée de l'école.

(4) Ses proclamations attestaient son culte pour les Romains; il

ne fut préoccuper que de cette grande idée; on en trouve la trace dans sa correspondance de Vérone.

« Je viens de voir l'ampitheatre, le reste du peuple romain est digne de lui. Je n'ai pu m'empêcher de me trouver humilié de la mesquinerie de notre Champ-de-Mars. Ici cent mille spectateurs sont assis, et entendraient facilement l'orateur qui leur parlerait. » (Lettre du général Bonaparte au Directoire.)

(5) Voici l'acte de décès: « Charles de Buonaparte, ancien député de la noblesse de Corse à la cour, associé à la justice royale d'Apaccio, époux de dame Luigia Ramolino, est décédé, âgé d'environ trente-neuf ans, le 24 fév. 1785, sur la paroisse de Saint-Benoît, à Montpellier, et a été inhumé dans un des caveaux des RR. PP. cordeliers de ladite ville. »

suivre; il avait la patrie commune à défendre et son ambition à satisfaire; Napoléon, attaché à Paoli, le servit d'abord avec le dévouement d'une âme ardente. Bientôt les événements si rapides, si inflexibles de la révolution, séparèrent les fiers amis; la Corse se divisa comme la France en deux partis : les aristocrates et les démocrates; Paoli s'était d'abord placé à la tête du parti démocrate, mais homme habile et pratique, il comprit bientôt que l'anarchie menaçante allait compromettre la sûreté de l'île, et quand Louis XVI fut traduit en jugement, Paoli se prononça pour le parti modéré en Corse (1); il protesta contre les jacobins. Des assemblées se formèrent partout dans un vaste plan de résistance; si Paoli trouva pour lui le jeune et actif Pozzo di Borgo, Salicetti le démocrate vit se ranger sous ses drapeaux la casa di Buonaparte. Désormais voilà des hommes qui ont un sentiment de *vendetta* corse va séparer; Salicetti et Bonaparte sont d'un côté, Paoli et Pozzo di Borgo de l'autre; les partis sont en présence, et l'orage gronde. Des assemblées départementales s'étaient formées en Corse; Paoli en fut élu président, et M. Pozzo di Borgo secrétaire. La Corse, déclarée nation, leva une armée régulière pour défendre son indépendance, et, chose curieuse! dans une assemblée réunie tumultueusement, le peuple corse bannit avec solennité la famille des Bonaparte, et déclara frappé d'infamie ce nom qui fait aujourd'hui son éclat et son orgueil. Cette délibération, qui paraît si bizarre, expression des temps de troubles et de désorganisation, existe encore imprimée avec les autres actes de la consulte présidée par Paoli (2).

La pauvre et noble famille, exilée comme les antiques patriciens de Rome, quitta donc Ajaccio, et vint, avec tant d'autres réfugiés corses, habiter Marseille (3), la ville de commerce, aux mœurs presque italiennes, et alors elle-même livrée aux partis; que d'intérêt devait s'attacher à elle! Madame Lætitia, belle encore, veuve et malheureuse, était entourée de ses enfants, parmi lesquels trois jeunes filles si gracieuses; Marianna avait dix-huit ans, Annonciata quinze, Carletta treize; Girolamo, le jeune fils, était auprès d'elles; Joseph avait quitté

la famille; Lucien obtint un tout petit emploi; l'abbé Fesch, le frère de Lætitia Ramolini, d'abord élevé au séminaire d'Aix, avait quitté la robe au moment de la révolution (4). Ces pauvres réfugiés étaient ainsi bien intéressants; la calomnie avait beau s'attacher à eux, parler des mœurs un peu dissipées des jeunes filles, de Marianna et d'Annonciata, nées sous le soleil de la Corse, quel intérêt ne suivait pas la misère de ce petit ménage de proscrits, jetés par la tempête à Marseille, comme leurs ancêtres de Florence avaient été exilés en Corse? Les flots furent continuellement agités dans la terre d'Italie. Je n'oublie aucune circonstance; la tradition veut qu'à Marseille, Carletta, la plus jeune, avec ses noirs cheveux d'Ajaccio et de Corse, se soit consacrée à tous les soins de la domesticité envers sa mère; elle allait chercher les petits fagots, les provisions du ménage; beau dévouement dans une enfant de noblese pour laquelle M. de Marboeuf aurait sollicité naguère une place dans une maison royale.

Ainsi vécut pauvre à Marseille la famille Bonaparte, tandis que son père Napoléon suivait l'épée et servait dans l'armée à Toulon. Napoléon alors était franc jacobin; son origine corse avait imprimé dans son âme une teinte romaine. Bonaparte avait déjà les idées d'un pouvoir fort, les jacobins allaient à son esprit parce qu'il rencontrait dans cette vaste organisation un principe d'unité et d'énergie, l'objet de ses rêves. Dans le pamphlet du *Souper de Beaucaire*, écrit par Bonaparte, ses sentiments se révèlent (5), il n'aime point les fédéralistes et les Girondins, parce qu'il trouve chez eux l'anarchie, le désordre, l'absence de pouvoir. Au siège de Toulon, Bonaparte joue le tout pour le tout comme un cadet de race; il a besoin de se montrer; sa fortune est à faire, il conçoit promptement et veut exécuter de même. Tout cet épisode de la vie militaire de Napoléon se résume par l'impérative nécessité de réussir et de grandir, il se jette dans le parti des vainqueurs avec exaltation; on ne peut lui reprocher les actes et les lettres de cette époque, alors même qu'il les eût signés du nom de Brutus Bonaparte (6). Chaque temps a

(1) L'homme qui connaît le plus profondément ces temps de la Corse, c'est le comte Pozzo di Borgo. J'ai trouvé bien du charme à l'écouter, avec sa parole vive, ingénieuse, ardente, pleine de associations et d'images quand il parle de Paoli.

(2) J'ai vu l'original italien de cette délibération; elle est dans les mains du comte Pozzo, avec un coile tout entier de loi, que Paoli proclama pour la Corse.

(3) La famille Bonaparte logeait chez M. Clary, riche fabricant de savon, et depuis seulement élevée dans les gradins.

(4) L'abbé Fesch fut très-avant dans ses liaisons avec la famille (saoré); le cardinal d'Isora d'aujourd'hui fut son confident le plus intime. Les deux amis se sont peu vus; il fut le plus dévoué vlin.

(5) Le pamphlet révolutionnaire de Bonaparte, intitulé *Le Souper de Beaucaire*, était un dialogue entre Warat et un fédéraliste, où tous les principes de la révolution étaient énoncés comme les plus sublimes conceptions de l'esprit humain. Warat y paraît d'une manière digne de lui et de son interprète; le parti de la Gironde y était voué à l'extermination des républicains. Ce petit écrit fut imprimé chez Sablon Tournaï, à Avignon. J'en ai un exemplaire. M. Lucien Bonaparte dit que ce pamphlet est de lui.

(6) On cite de lui la lettre qu'un va libre, il faut faire la part de l'époque.

« Citoyens représentés,
« C'est du champ de gloire, marquant dans le sang des traités

ses mots qui lui sont propres, sa phraséologie qui passe avec les émotions du moment : les reprocher aux hommes c'est nier que le soleil brûle et que le cerveau s'enflamme.

Après la chute de Robespierre, Bonaparte s'efface ; il était trop lié aux jacobins pour ne pas éprouver le contre-coup de leur disgrâce ; il tombe avec la dictature du comité de salut public (1), pour se relever avec le 14 vendémiaire qui est le retour vers l'énergie du pouvoir. L'idée de force gouvernementale plaît toujours à Napoléon ; qu'est-ce que le 14 vendémiaire ? Des sections tumultueuses attaquent le gouvernement établi, la convention menacée à l'autorité en main et doit se défendre contre l'insubordination des assemblées électorales ; qu'importe qu'il s'agisse de frapper les citoyens de Paris et de verser le sang par la mitraille ? C'est l'unité de pouvoir que le général Bonaparte défend. On le retrouve toujours lui-même ; naguère il combattait les fédéralistes au siège de Toulon, il marchait avec les jacobins ; maintenant il défend la convention nationale, l'autorité constituée, par les moyens militaires les plus violents : il est ici dans sa nature. Napoléon tout-puissant ne fut au reste que la personification du parti jacobin et de la force des comités ; empereur il fut l'unité dans la multitude (2).

Les lisons de Bonaparte avec Barras partent du siège de Toulon ; le président du Directoire fut son protecteur. On a voulu faire croire que le représentant du peuple Gasparin fut un des auteurs de la fortune du jeune général. Gasparin avait quitté le siège, et cet épisode fut ajouté pour décharger

Bonaparte d'une reconnaissance importune envers Barras. Après le 14 vendémiaire, Napoléon reçoit le commandement de l'armée de l'intérieur, la garde réelle du Directoire ; on le voit incessamment dans les salons de Barras, il est le bras droit de son pouvoir, il le défend ; et c'est moins son mariage avec Joséphine que sa position de confiance envers le Directoire qui le fit nommer commandant en chef de l'armée d'Italie. En temps de révolution les affaires militaires ne se traitent pas par les maîtresses ; on pouvait ainsi obtenir une fourniture, mais le commandement d'une armée s'organisait dans une région plus sérieuse et plus élevée. Tallien et Barras sont les témoins qui signèrent l'acte de son mariage ; tous deux furent proscrits (3) ; le Directoire et la convention se personnifient dans cet acte. Le commandement de l'armée d'Italie est la récompense du 14 vendémiaire ; après avoir affirmé le pouvoir à l'intérieur, Bonaparte a besoin de faire respecter la république par la conquête et la victoire sur les frontières ; il part avec cette conviction profonde qu'il lui faut des succès (4).

Quand la victoire vient et qu'elle lui donne une grande force, une immense popularité, le général parle en maître, il sent sa puissance et en use. D'abord il établit sa propre autorité dans le camp, il est entouré de généraux de division qui sont habitués comme lui à vaincre. Jaloux peut-être de voir ce jeune officier les conduire comme un chef à la bataille, Masséna, Augereau, Cervoni, Joubert, Rampon, ne subissent pas tout d'un coup le frein, il faut les dompter à force de merveilles (5) ;

que je vous annonce avec joie que vos ordres sont exécutés, et que la France est vengée. Ni l'âge, ni le sexe n'ont été épargnés. Ceux qui avaient été seulement blessés par le canon républicain, ont été dépêchés par le glaive de la liberté et par la baïonnette de l'égalité !

« Signé, Brutus Bonaparte, « citoyen sans-culotte.

« Aux représentants du peuple Robespierre jeune et Fréron. » (1) Veintune de ses lettres après le 9 thermidor, plus dans son style.

Nice, 20 thermidor an vi.

Le général commandant l'artillerie de l'armée d'Italie, au citoyen Tilly.

« Tu auras appris la conspiration et la mort de Robespierre, Couthon, Saint-Just, etc. Il avait pour lui les jacobins, la municipalité de Paris, l'état-major de la garde nationale ; mais après un moment de vacillation, le peuple s'est rallié à la convention.

« Barrère, Carnot, Prieur, Billaut-Vercennes, etc., sont toujours au comité de salut public ; cela n'apporte aucun changement aux affaires. Bazard, après avoir été chargé par le comité de salut public de la notification de la conspiration, a été rappelé dans le sein de la convention. Sollicité en ce moment-ci représentant à l'armée d'Italie. Nos opérations militaires seront, je crois, un peu contrariées. peut-être même absolument changées.

« L'artillerie était en avant, et le tyran s'apprêtait à recevoir un grand coup ; mais j'espère que cela ne sera que retardé... J'ai été un peu affecté de la catastrophe de Robespierre le jeune, que

J'ai vu, et que je croyais pur. Mais, fût-il mon père, je l'aurais tout-même poignardé, s'il aspirait à la tyrannie.

« Bonaparte. »

(2) Il y a un grand abus dans l'expression de madame de Staël, qui dit de Napoléon : « C'est Robespierre à cheval. » Il y a plus que de la poésie dans cette phrase.

(3) Voici le texte de l'acte civil de mariage de Bonaparte, tel qu'il est dans le *matrin* de Paris.

« Moi, Charles-Théodore-François Lecterq, officier public, j'ai prononcé, au nom de la loi, que Napoléon Bonaparte et Marie-Joseph-Basile de Tascher, soussignés au mariage, et en, en présence des témoins signés ci-après nommés, savoir : Paul Barras, membre du Directoire exécutif, domicilié palais du Luxembourg ; Jean Le Barrois, aide de camp capitaine, domicilié rue des Capucines ; Jean-Timothée Tallien, membre du corps législatif, domicilié à Châlons ; Etienne-Jacques-Jérôme Calmelet, homme de loi, domicilié rue de la place Vendôme, n° 207, qui tous ont signé avec les parties et moi, après lecture. Signé Tallien, M. J. B. Tascher, P. Barrois, Le Barrois le jeune, Napoléon Bonaparte, Calmelet, Lecterq, officier public. »

(4) Bonaparte partit pour Nice, vers le milieu du mois de mars, ayant pour aides de camp son frère Louis, M. de Wurmser, Junot, Le Barrois, etc., et pour secrétaire, son professeur de mathématiques, M. Patruat, homme d'un esprit fin et étendu.

(5) Les généraux de l'armée d'Italie étaient : Cervoni, Augereau, Joubert, Masséna, Rampon, Berthier, La Harpe, etc. Le général Kellermann commandait l'armée des Alpes ; le général Serurier était à la tête de l'armée d'observation.

ils veulent rester camarades, et lui se pose en maître; il les éblouit de ses feux de gloire, il leur impose sa supériorité par des combinaisons stratégiques d'une telle force, d'une telle puissance de talent, que nul ne peut y atteindre; il refoule les armées autrichiennes les unes sur les autres; qui pourrait résister à un tel ascendant? Son autorité, reconnue par ses lieutenants, est saluée par ses soldats, vieilles troupes habituées aux privations; lui seul les conduit à l'abondance et à ce pillage bien ordonné qui donne à chacun sa part dans un riche butin (1). Le voilà bien fort par sa toute-puissance militaire! Comme César il dispose d'une armée de vieux prétoriens, il leur a prodigué l'abondance et la victoire; plus tard, en échange, ils lui donneront la couronne et la pourpre.

Cependant la crise augmente pour le Directoire, il a besoin d'une armée afin de soutenir sa puissance chancelante; comme il est débordé partout dans les conseils, Barras s'ouvre au général Bonaparte, il lui écrit en Italie. Le Directoire consulte l'impitoyable commandant qui sauva la convention au 14 vendémiaire; l'armée d'Italie n'est-elle pas fortement républicaine? On le sait et l'on vient à elle pour demander appui. Bonaparte saisit ces propositions avec joie; en définitive le résultat lui assure le gouvernement. C'est au 18 fructidor que le Directoire se met dans les mains de l'armée d'Italie et de son général; des clubs se forment dans les corps et on délibère des adresses; le pouvoir militaire exprime un vœu, et ce vœu est un ordre, parce qu'il est soutenu par la force et les baïonnettes; désormais le gouvernement appartient au soldat (2). C'est le général Augereau qui vient à Paris par les ordres de Bonaparte, et il met la main sur les députés comme pour essayer le 18 brumaire où on les jeta par la croisée. Ce jour-là, c'en est fait du pouvoir civil, l'autorité est passée au premier général heureux et ferme. Quand un homme s'est placé ainsi dans une région supé-

rieure, que peuvent les petites oppositions, et les répugnances? Il marche à son résultat par la propre impulsion des choses; la dictature existe par le fait.

Ce grand éclat qui environne le général Bonaparte rejaillit sur sa pauvre et noble famille; la mère, les frères, les sœurs ont quitté Marseille, où leur misère ne leur a pas été pardonnée; ils fixent leur séjour à Paris, et comme l'union la plus intime règne là, tous s'efforcent de grandir encore la fortune et la popularité de Napoléon qui est leur orgueil. Le général a des frères admirables pour conduire et dominer les esprits; Joseph, Lucien, ne parlent que de la gloire de celui qui s'élève si haut; Lucien sera du conseil des Cinq-Cents; Joseph est intime avec les fournisseurs et les financiers; malade Beaubarnais-Bonaparte réunit dans son gracieux salon tout ce que la mode d'alors a d'élégant, les gens d'esprit et les hommes du jour; on influence partout les journaux et les écrivains: « Parlez de moi, toujours de moi, » a dit Bonaparte à ses amis. On agit sur la presse, on ne cause que du général Bonaparte, de sa gloire, de ses merveilles; partout, en France comme à l'étranger, on jette à pleines mains l'éloge; à l'extérieur surtout, parce que le général est le vainqueur d'Italie, et qu'il a conservé, dans ses succès inouïs, les formes jusqu'alors inconnues parmi les généraux de la république. On sent qu'il est bien né; en Italie il a traité le pape et les prélats avec un respect qui se ressent de son éducation première, il n'a pas ces préjugés grossiers des avocats du Directoire; il a tendu la main à l'Autriche, et M. Louis de Cobentz a trouvé dans ses rapports des formes de politesse qu'on n'était point habitué à rencontrer dans les généraux improvisés de la convention et du Directoire.

A cette époque Bonaparte est à peu près maître de la position qu'il choisira; on lui donne l'option d'une armée, et il prend un moment le titre de

(1) Sa correspondance d'Italie est sur le ton le plus impérialiste.

« J'arrive à Vérone pour en partir demain. Cette ville est grande et belle. J'y laisse une bonne garnison pour me tenir maître des trois ponts qui sont ici sur l'Adige. »

« Je n'ai pas cessé aux habitants que si le roi de France n'eût évacué leur ville avant mon passage du Po, j'aurais mis le feu à leur ville aussi audacieuse pour se croire la capitale de l'empire français. »

« Les émigrés fuient de l'Italie, plus de quinze cents sont partis cinq jours avant notre arrivée, ils coururent en Affrique, porter leurs remords et leur misère. »

Partout c'est le même ton impérialiste.

Au cardinal Malte.

« La cour de Rome a refusé d'accepter les conditions de paix que le Directoire lui a offertes. Elle a rompu l'amitié; elle aime; elle ne respire que la guerre, et elle l'aura. Vous connaissez, cardinal, la force et la valeur de l'armée que je commande;

pour détruire la puissance temporelle du pape, je n'ai besoin que de la voir. Allez donc à Rome; éclairez le saint-père sur ses véritables intérêts; écarter les intrigants qui l'assègent. Le gouvernement français me permet de recevoir des propositions de paix, et tout peut bien s'arranger. Je souhaite, monseigneur le cardinal, que vous ayez, dans votre mission, tous les succès que mérite la pureté de vos intentions. » (Bo 23 octobre 1796.)

(2) La correspondance de Barras et de Bonaparte après le 18 fructidor est des plus intimes; voici quelques-unes de ces lettres: « Les braves journalistes auront leur tour, la résignation des Cinq-Cents sera adoptée, mon cher général; termine la paix, que le Rhin soit la limite et que Venise ne soit pas la maison d'Autriche; voilà le vœu du Directoire épuré. »

Autre lettre: « Ton alliance est bien étrange, mon cher général; les déportés sont partis hier, Augereau se conduit en ne peut mieux; il a la confiance des deux partis; les Bourbons parlent demain pour l'Espagne. » (Lettres de Barras à Bonaparte, 20 et 21 fructidor.)

général en chef de l'armée d'Angleterre, puérile dénomination qui n'est qu'un jeu d'enfant pour éacher un plus grand dessein. Bonaparte éprouve la nécessité d'accomplir une campagne historique à la suite d'une de ces expéditions grandioses qui frappent vivement les générations ; il lui faut quelque chose de magnifique qu'on ne puisse regarder qu'avec un sentiment d'admiration sublime. C'est alors qu'il prépare la campagne d'Égypte ; les idées de Pompée et de César se marient dans sa vaste intelligence ; l'Orient a quelque chose de riche et de mystérieux qui frappe vivement son imagination ; les Sphinx, les Pyramides, les villes aux cent portes avec leur myriade d'habitants, leurs soldats et leurs esclaves noirs aux colliers d'or ; toutes ces pompes se déroulent majestueusement devant lui ; il sait que c'est de l'Orient que sont venus tous les hommes qui ont parlé aux croyances et aux grandes idées du peuple ; c'est de l'Orient aussi que partaient ces légions qui remuaient le monde et faisaient les empires ; Bonaparte rêve les grandes effigies des Alexandres. Par la Syrie il veut agir, comme un colosse, un pied sur l'Asie, un pied sur l'Europe (1). Avec quel soin il prépare cette expédition, comme il la fait veur de loin, comme il en caresse la partie scientifique et le côté militaire ! Quand il touche l'Égypte, il veut être, tout à la fois, le général habile, l'administrateur exercé, l'homme de gouvernement et d'histoire, le savant enfin qui demande à l'Institut la solution de quelques problèmes que les Ptolémées ont laissés au monde dans les écoles d'Alexandrie avec les oracles et la statue de Memnon.

En Égypte le général Bonaparte ne cesse d'avoir les yeux sur la France, il caresse l'opinion publique avec un soin tout particulier, il veut la frapper vivement par des bulletins gigantesques. Dans les revers comme dans les victoires il est grand, il emprunte à l'orientalisme ses formes et ses figures, il se déclare l'ami du Prophète, il prend dans son langage quelque chose de pompeux ; tout se ressent du soleil ardent, et de ces sables immenses qui se déploient au désert, et de ces quarante siècles qui le contemplent. Il n'est pas un seul discours du général qui n'ait pour objet de jeter sur sa personne quelque chose de plus grandiose, s'il est possible, que ses actions ; il veut que l'humanité disparaisse pour ne plus laisser que le héros, le sage, le législateur ; il veut que le peuple français l'invoque dans les malheurs de la patrie comme le seul bras assez puissant pour le sauver de la crise : l'exagération, l'hyperbole, tout lui est bon ; il marche si bien à

ses desseins que plus les nouvelles sont rares, plus on parle de lui. Bonaparte essaye tous les prestiges : l'éloquence et la victoire ; il lance à propos ses prophéties, ses inquiétudes et ses paroles d'amour, d'espérance et de dépit pour la France. Il ne veut pas qu'on le considère comme ces généraux qui brillent autour de lui, mais bien comme la seule pensée rationnelle et haute qui doit finir la tourmente publique et le dernier mot de la révolution. Quand cette opinion est bien faite, quand elle est devenue populaire en France, tout à coup, sans préparatifs, comme un éclat de tonnerre, on apprend, par le télégraphe, que le général Bonaparte est débarqué à Frejus, et que, sans préparation, sans quarantaine, il marche triomphalement vers Paris !

CHAPITRE XVI.

SITUATION DIPLOMATIQUE DE LA FRANCE AU DÉBARQUEMENT DU GÉNÉRAL BONAPARTE.

Chute des rois de Naples et de Piémont. — Rupture de la république avec l'Autriche. — Rapprochement des cabinets de Vienne et de Saint-Petersbourg. — Mission du comte de Cobenzl. — Marche et résultat du congrès de Rastadt. — Assassinat des plénipotentiaires. — La Presse. — Mission du prince Requin et de l'abbé Sieyès à Berlin. — Les forces de l'Angleterre. — Lutte acharnée. — Alliance de l'Espagne. — Déclaration de guerre de Paul I^{er} contre Charles IV.

1798 — 1799.

Des faits diplomatiques d'un immense intérêt avaient brisé tous les éléments de la paix générale, parce qu'ils révélaient la politique envahissante du Directoire. Le traité de Campo-Formio avait respecté deux royautes intermédiaires : Naples et le Piémont, nécessaires à l'équilibre général de l'Italie ; eh bien ! ces gouvernements étaient impitoyablement renversés par les ordres de la république. Le général Championnet foulait aux pieds la couronne de Naples, et le général de Grouchy chassait la maison de Carignan. Rien n'avait plus vivement frappé l'esprit des cabinets que ces envahissements successifs en pleine paix ; ils ne permettaient jamais le repos et la sécurité des États, car à peine un traité était-il signé que déjà l'on songeait à sa violation. A Campo-Formio on avait promis de main-

(1) Voilà ce qui explique la haute prédilection de Bonaparte pour les annales de l'Égypte. C'est sa campagne de prédilection et sa poétique idole.

tenir l'état des choses en Italie, et depuis deux ans que ce traité était signé, que d'événements accomplis et capables de bouleverser le *status quo* des États intermédiaires ! On avait détruit la puissance du pape, et Pie VI gémissait dans une dure captivité ; Rome avait constitué sa liberté, ses consuls et ses tribuns ; Naples, envahie par les généraux Championnet et Macdonald, renversait sa royauté, pour proclamer la république Parthénopéenne, tandis que les démocrates en finissaient avec la maison de Savoie-Carignan dans le Piémont. Le Directoire répondait à tous les reproches des cabinets : « Que ces changements ne pouvaient être imputés à sa politique ; si Rome avait fait sa révolution, c'est que les Italiens, maîtres de changer la forme de leur gouvernement, exerçaient le principe de la souveraineté du peuple ; à Naples, les hostilités n'avaient point été provoquées par les Français, les Napolitains eux-mêmes, prenant l'initiative, avaient envahi Rome sous le roi ; leur drapeau avait été arboré sur Saint-Pierre et les basiliques ; le général Mack n'était-il pas au service de l'Autriche ? L'occupation de Naples était donc la conséquence d'un événement militaire que la république n'avait pas amené ; là, le peuple, comme à Rome, s'était manifesté, et on l'avait laissé libre de renverser le gouvernement royal ; c'était son droit (1). Dans le Piémont, le peuple avait également agi en vertu de cette souveraineté ; s'il renversait les insignes de la maison de Savoie à Turin, le Directoire n'avait rien à se reprocher ; il faisait encore un acte libre, spontané, dans la manifestation des principes invariables de la souveraineté républicaine, et d'ailleurs les conventions secrètes de Campo-Formio, et les pourparlers de Seltz entre

M. de Cobentzl et M. François de Neufchâteau, permettaient-ils à l'Autriche de se plaindre ? Le cabinet de Vienne n'avait-il pas consenti à la cession du Piémont à la France, pour reprendre le Milanais ? La maison de Savoie-Carignan n'avait-elle pas été sacrifiée comme Venise et Raguse (2) ? »

Ces raisonnements diplomatiques, que M. de Talleyrand répétait dans toutes ses notes, ne pouvaient apporter une profonde conviction dans l'esprit des cabinets ; l'Autriche savait à quoi s'en tenir sur cette manifestation libre des populations pour le système républicain ; elle était instruite que les propagandistes français parcouraient tous les royaumes d'Italie pour les exciter à la révolte, et qu'une fois la république proclamée, de nouveaux auxiliaires se donnaient à la France. Par le fait, n'était-elle pas maîtresse de Naples et du Piémont ? Quel diplomate pouvait se méprendre sur l'esprit et le but des nouvelles institutions dans les démocraties italiennes ? Toutes asservies à la France, elles lui payaient tribut ; le Directoire levait, dans les cités libres, des impôts en hommes et en fournitures de guerre ; il n'y avait sur ce point aucune illusion à se faire. D'autres motifs venaient encore se joindre pour déterminer l'Autriche à entrer franchement dans une lutte contre l'influence absorbante de la France : la maison de Naples était intimement liée à la grande race impériale ; l'impératrice lui était tendrement unie par le sang ; on la blessait au cœur en brisant le sceptre dans les mains des Bourbons des Deux-Siciles ; l'impératrice avait une si grande puissance sur son époux et parmi le peuple de Vienne ! Enfin la reine Caroline, si fière, si impérative, cette femme forte et violente, parcourait le continent pour l'appeler aux armes ; elle était en Autriche,

(1) « C'est par une erreur politique très-sauvée, très-facile à expliquer et très-excusable, qu'il faut expliquer la perte du royaume de Naples, du moment où sa Majesté l'empereur, en pour ainsi dire le cabinet autrichien, n'a pas jugé à propos de compter avec le roi des Deux-Siciles, celui-ci a été détrôné. Ce n'est plus le général Championnet qui a été en face du général Mack, c'est Joubert, Augereau, Masséna, Schauenbourg, Brune, Jourdan ; quo sais-je ? toutes les troupes de la république française, des républiques balare, illyrienne, cisalpine, helvétique, etc. Les gardes nationales, la gendarmerie, les conscrits, l'Institut national, l'école polytechnique, etc. Chaque soldat, chaque officier napolitain, individuellement brave et loyal, n'a plus vu une colonne de deux mille Français devant la sienne quatre fois supérieure en nombre ; son imagination effrayée a vu, des hauteurs d'Otricoli, une autre colonne idéale de soixante mille hommes descendant les Alpes pour venir l'écraser deux mois plus tard, et il a préféré se rendre dès le premier jour. » [Dépêche d'un agent prussien à M. de Hardenberg, septembre 1799.]

(2) « Il y aurait beaucoup de réflexions à faire sur les articles secrets du traité de Campo-Formio, mais il vaut mieux passer sans rien dire sur une transaction aussi extraordinaire et aussi fautive. Elle éclipse maintenant l'irrésistible et les longanimités du cabinet de Berlin. Heureusement que la déclaration de guerre de la France à S. M. l'empereur a été laite publique et secrète,

et remet les choses dans l'état où elles étaient en mai 1707. Espérons que le cabinet de Vienne, mieux instruit, par cette expérience, de la perdition du gouvernement français, ne se mettra plus à sa discrétion comme il l'avait fait ; que des négociateurs habiles éloignent des jaloux et les haïnes que ces conventions secrètes avaient allumées ; que les souverains des divers États de l'Allemagne verront, dans ces articles mêmes, que la France, au milieu de ses protestations d'amitié, est toujours prête à les asservir indistinctement à sa politique du moment. Elle a beau faire pour aggraver les membres du corps germanique contre S. M. l. ; elle ne peut rien publier contre le cabinet du Vénitien, qu'on ne puisse également lui jeter à ceint du Luxembourg. Les articles secrets étaient synonymes. Quel qu'il en soit, mais comme, dit un proverbe trivial, *est à moitié réparé*. Il ne reste plus au Directoire, dans son parc d'artillerie diplomatique de réserve, qu'une seule pièce à faire jouer : c'est le procès-verbal des conférences de Seltz, entre François de Neufchâteau et M. de Cobentzl. Quelques traits jetés comme au hasard dans le message du 11 mars, nous préparent à voir bientôt l'explosion de cette nouvelle mine, mais nous croyons d'avance qu'elle n'aura que la répétition de M. de Cobentzl, qui du reste aura dans son souvenir la consolation de voir du jol p. r. l. d. de son an Bonaparte, qu'il reçoit à Seltz, de la multitude du Directoire, pour prix de ses propositions et de ses complaisances. » [Dépêche secrète du prince Reymus à Paul (1799).]

réunissant ses chevaleresques défenseurs autour d'elle, pour les faire entrer dans une lice commune contre la république française qui brisait sa couronne.

L'Autriche une fois décidée à commencer la guerre, le Directoire fit tous ses efforts pour la retenir, avant qu'elle ne prit cette résolution. Le gant était jeté. On voit par les négociations secrètes et dernières du congrès de Rastadt, que la France craint vivement une manifestation militaire de l'Autriche; M. de Talleyrand écrit aux plénipotentiaires (1) à Rastadt : « de se départir, s'il le faut au besoin, de quelques prétentions sur la rive du Rhin pour éviter Vienne au moment où les hostilités peuvent éclater d'une manière si violente. » On redoute un conflit général qui peut tout compromettre; on sait à Paris le départ du comte de Cobentzl pour Saint-Petersbourg. De son côté, le comte de Kalitschek cimentait plus intimement encore l'union de la Russie et de l'Autriche. Une coalition, plus formidable que celle de 1793, était prête à éclater.

Les derniers actes du congrès de Rastadt deviennent importants; ils révèlent les craintes de guerre dans l'esprit du Directoire. Nulle puissance ne fut de bonne foi dans ce congrès; il s'agissait de décider du sort de l'Allemagne, et si l'on se rappelle les stipulations de Campo-Formio, on a dû voir que ses destinées furent secrètement réglées entre les deux grandes puissances signataires, la France et l'Autriche. Vainqueur des armées impériales, le général Bonaparte obtint des concessions intimes; le pacificateur de l'Italie n'avait eu qu'un seul but, s'assurer les frontières du Rhin (2); il oublia, dans

les articles additionnels, les anciennes traditions du protectorat que la France exerçait depuis Richelieu sur les petites puissances allemandes contre l'Autriche. Pour obtenir les Pays-Bas, le général Bonaparte céda tout à M. de Cobentzl en ce qui touchait les intérêts germaniques. De son côté M. de Cobentzl, pour obtenir Venise et l'Adriatique, abandonna, et j'oserais presque dire trahit les intérêts de la confédération. Il en résultait qu'à Rastadt les deux grandes puissances principalement intéressées, la France et l'Autriche, avaient un besoin commun et exclusif de trainer en longueur les négociations, afin d'en rendre la solution impossible.

La Russie ne demeurait pas étrangère à cette influence; Paul I^{er} voyait aussi avec peine un arrangement définitif de l'Allemagne, dans lequel la France gagnait une si large part de territoire aux rives du Rhin; la Russie rêvait le protectorat germanique, auquel semblait renoncer la maison d'Autriche; ne portait-elle pas aussi ses aigles éployées sur le drapeau national? Paul I^{er} écrivit à la confédération, pour la déterminer à un mouvement militaire contre la république française (3). Le congrès de Rastadt fut donc un échange continu de notes, de projets, de contre-projets; les négociations devaient se continuer incessamment, sans jamais aboutir à un résultat. Ainsi le voilaient les puissances principalement intéressées à la guerre.

Le comte de Metternich (4), président la députation autrichienne, ne fut à l'aise que lorsque le rapprochement de l'Autriche et de l'empereur Paul put permettre la dissolution immédiate du congrès (5); et à ce moment la guerre fut déclarée par

(1) Voici quelques dépêches de Rastadt :

« Nous ne connaissions pas encore la réponse que fera la députation de la Gaète; mais nous craignons qu'elle ne soit pas plus satisfaisante que celles qui l'ont précédée. Les députés de Bode, de Barnstadt, de Franckfort, en ont assez dit pour qu'il faille se résoudre aux sacrifices. Celui de Bremen ne s'éloigne pas de la cession, mais il a insisté que les Français ne devaient pas se mêler des indemnités, parce que c'était une affaire domestique. » (Dépêche des plénipotentiaires, du 13 février 1796, à M. de Talleyrand.)

« La sûreté de la France est compromise par la marche des troupes russes qui se trouvent dans les États de l'empereur, et qui chassent hâtivement qu'elles viennent attaquer la république française, et par la sortie des troupes de l'empereur hors des pays héréditaires, au secours d'une convention secrète du 11 brumaire (1^{er} décembre 1797) signée à Rastadt, entre le général Bonaparte et les plénipotentiaires autrichiens, M. de Cobentzl, de la Tour, et de Metternich. » (Ibid.)

(2) « Je viens d'être instruit, citoyen ministre, que l'Empire a enfin consenti à prendre pour base du traité de Rastadt, la cession de la rive gauche du Rhin. Les citoyens Treillard et Bonnier achèveront sans difficulté ce qu'ils viennent de commencer si heureusement. Nos interventions désormais devront superflues; je vous prie donc de vouloir bien m'autoriser à faire revenir de Rastadt une partie de ma maison que j'y avais laissée, ma présence à Paris étant nécessaire pour différents ordres et différentes expéditions. » (Dépêche de Bonaparte à M. de Talleyrand, 3 mars 1796.)

(3) Les plénipotentiaires français adressent une note ainsi conçue :

« Les sous-signés, ministres plénipotentiaires de la république française, sont chargés par leur gouvernement de faire, à la députation de l'Empire, cette déclaration formelle, que, si la diète de Ratisbonne consentait à l'entrée des troupes russes sur le territoire de l'Empire, ou si même elle ne s'y opposait pas efficacement, la marche de l'armée russe sur le territoire germanique sera regardée comme une violation de neutralité de la part de l'Empire, que la négociation qui se fait à Rastadt sera rompue, et que la république et l'Empire se trouveront sur le pied où étaient les deux États avant la signature des préliminaires de Léoben et la conclusion de l'armistice. »

« Signé Bonnier, Jean Bachy, Roberjot. » (Note adressée à M. le comte de Metternich, ministre impérial.)

(4) Père du prince de Metternich actuel.

(5) Le comte de Metternich écrit, le 2 avril 1796, la note suivante aux plénipotentiaires français.

Note de S. E. le comte de Metternich, aux ministres plénipotentiaires de la république française, du 2 avril.

« La guerre contre l'Allemagne existant de fait, malgré les protestations de la part du gouvernement français, de son désir vif et sincère de la paix avec l'Empire; mais celle-ci n'ayant eu aucun égard à la convention par laquelle on devait se prévaloir de la rupture de l'armistice, une parole s'élève pour la correspondance nécessaire ne pouvant continuer, et la sûreté du lieu même où siège le congrès, laquelle, dans toutes les assemblées de cette nature, avait eu tout temps été prise en considé-

une marche en avant de l'archiduc Charles qui passa l'Inn avec vigueur. La cour de Vienne se trouvait néanmoins dans une position toujours fautive par rapport à la confédération germanique; les articles secrets de Campo-Formio, publiés tout exprès par le Directoire, n'étaient pas les seules pièces qui prouvaient l'abandon que l'Autriche avait fait des intérêts de l'Empire; les plénipotentiaires français au congrès, Rotherjot, Jean Debry et Bonnier pouvaient faire également des révélations de nature à compromettre les négociations du cabinet de Vienne (1); ces plénipotentiaires persistaient à demeurer à Rastadt; leur attitude impérative, leur langage fier et hautain avaient profondément blessé les négociateurs. L'histoire a dit que les plénipotentiaires français, revêtus du caractère sacré d'ambassadeurs, furent impitoyablement massacrés presque à la sortie de Rastadt, dans ce bois touffu que l'on voit tout près des eaux de Baden : des hussards de Szeckler les frappèrent de mort; Jean Debry seul se sauva; les papiers de la légation tombèrent au pouvoir de l'Autriche. Cet attentat sauvage, par qui fut-il provoqué? Quelle fut la main homicide qui dirigea cette fatale mesure?... Bientôt l'Europe répondit par la guerre. Tout le monde fut accusé, tout le monde désavoua, cela devait être. Comme le pouvoir était tombé bien bas en France, on rejeta même sur le Directoire la pensée secrète d'un horrible assassinat, destiné, disait-on, à réveiller l'esprit public pour une guerre

ration particulière, n'étant pas même menacée, au milieu du bruit des armes; le soulèvement, en conséquence, a reçu ordre de sa Majesté impériale, comme chef suprême de l'Empire, de ne plus prendre part aux négociations du paix, vu que les circonstances et les rapports sous lesquels le congrès s'était réuni, sont entièrement changés, et de faire part du contenu de cet ordre de sa Majesté impériale aux ministres plénipotentiaires de la république française.

« En calculant cet ordre, par la présente déclaration, il assure les ministres plénipotentiaires de la république française de sa considération distinguée.

« Le comte de Metternich-Winnebourg, 7 avril. »

(1) Le message de guerre du Directoire à l'empereur et au grand-duc du Toscane, porté à peu près : « que l'empereur a méconnu le principe du traité de Campo-Formio, et qu'il a refusé d'en exécuter les articles principaux; que la conduite du cabinet autrichien a toujours été opposée à la paix; puis portait de la feuille de la réception faite à l'ambassadeur de la république, Bernadotte, à Vienne; du d'effigie qu'il reçut le drapeau national; de l'hypospéciale de la cour de Vienne, lors des négociations de paix; du refus fait d'envoyer le baron Begeyns, à Paris, comme ambassadeur de S. M. I.; du voyage du comte de Cobenzl à Berlin et à Saint-Petersbourg; des difficultés élevées à Vienne pour ne pas recevoir l'ambassadeur de la république Chastellier, etc., etc. le Directoire démontre que les dispositions hostiles de l'empereur s'étaient manifestées suffisamment par la marche des troupes russes à travers l'Autriche et la Moravie, pour servir aux frontières de la Bavière, déjà occupée par une armée de cent mille Autrichiens. »

(2) Les démentis furent attestés par les certificats de tout le congrès :

« Les soussignés attestent, sur leur honneur et leur devoir,

générale; l'Autriche fut aussi accusée, et mille conjectures s'élevèrent sur les motifs d'un acte de violence inouï (2) dans les fastes diplomatiques. La version allemande, telle qu'elle résulte des pièces secrètes, se résume ainsi : « L'Autriche avait résolu d'enlever les papiers de la légation française, parce qu'ils pouvaient compromettre ses rapports avec le corps germanique au moment des hostilités. » Les plénipotentiaires cherchèrent à se défendre, et les hussards les frappèrent de mort dans un engagement; le cabinet de Vienne se saisit des papiers de la légation, l'objet de ses craintes. Les rapports de quelques agents attribuent à la reine Caroline, qui parcourait l'Allemagne en héroïne chevaleresque, une participation active à cet attentat : comme dans toutes les violences de gouvernement, il y a toujours un mystère qui environne les coupables, on peut indiquer beaucoup de causes, mais on ne peut pas signaler la main. Dans une dépêche secrète adressée à M. de Hardenberg, un agent intime parcourt toutes les échelles de probabilité, et il croit que dans cette catastrophe il y a deux faits bien constatés : 1^o l'enlèvement des papiers par la maison d'Autriche et le besoin qu'elle avait de dérober certaines pièces du congrès compromettantes pour elle; 2^o la rencontre furtive des plénipotentiaires et des hussards de Szeckler : ce fut parce que les plénipotentiaires se défendirent qu'ils reçurent la mort comme un hasard et non point par dessein concerté (3). Au reste, cet évé-

que tous les faits énoncés dans le rapport des plénipotentiaires sont de la plus exacte vérité. Nous avons été témoins oculaires de la majeure partie de ces événements, et nous avons vérifié les autres avec l'attention la plus scrupuleuse, d'après les personnes qui étaient présentes et qui y ont joué un rôle. Nous n'avons eu vue que de constater les faits dans toute leur pureté, et de les mettre de bonne heure à l'abri de toute altération. Autant qu'il était possible, nous avons supprimé tout jugement, toute observation, tout accès de sensibilité.

« Signé le comte de Goertz; le baron de Jacob, de Bohm, du Rosenkrantz, de Bachberg, de Reeden; baron de Galmat; comte de Solms-Laubach, Otto de Gemmingen; baron de Kreuss, comte de Taube. »

(3) « Que dire maintenant de l'Autriche? Certes, elle paraît avoir eu seule un puissant intérêt à connaître cette horrible action; seule, elle avait à cacher des secrets secrets et basses; seule, elle devait vouloir faire taire les négociateurs français et s'emparer de leurs papiers. Elle ne pouvait se dispenser d'une terrible et publique négotiation que par la recherche, le procès et la punition des assassins. Est-ce de cette manière qu'elle en agit? Qui maintenant aurions-nous à désigner comme l'auteur du crime? Ce n'est assurément point l'empereur François II, le plus honnête homme d'un empire peuplé de gens très-honnêtes; non, ce n'est point cet auguste monarque, de justice, d'humanité! Mais a-t-il jamais sondé toutes les profondeurs de la conscience de son ministre Thugot, comme les sales manœuvres de l'agent révolutionnaire Poterat, sur les négociations entamées près du Directoire et de Bonaparte pour le partage des États pontificaux? Ce ne serait pas davantage le loyal archiduc Charles que nous oserions désigner ici; mais avait-il découvert dans ses campagnes de l'Allemagne les coupables intrigues de Fischer? soupçonnait-il les mystères de l'évacuation de la Belgique, et la

nement fit une sensation profonde en Allemagne, et toutes les personnes de quelque dignité se firent un devoir de désavouer un assassinat inouï dans le droit des gens. L'archiduc Charles, si fier de son rang, si noble de caractère, s'exprima avec un sentiment d'indignation bien naturel à son cœur; en face du camp français, il donna sa parole d'honneur au général Masséna que l'armée autrichienne tout entière restait étrangère à l'acte de violence commis par les hussards de Szeckler; l'archiduc se donnait d'autres destinées à accomplir (1) et d'autres ennemis à vaincre.

La Prusse avait un trop grand intérêt à compromettre la maison d'Autriche avec l'Allemagne, pour ne pas profiter de tous ces abandons du corps germanique, consommés par le traité de Campo-Formio. Les articles secrets furent révélés par M. de Hardenberg à toutes les légations; M. de Haugwitz, plus avisé encore dans le système français, communiqua intimement aux cours de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, de Bade, les stipulations qui cédaient à la France la rive gauche du Rhin, au préjudice des possesseurs des terres féodales, des évêchés sécularisés et des villes libres; d'où le cabinet de Berlin concluait qu'une couronne qui abandonnait si étrangement le corps germanique ne pouvait plus être dignement portée par un empereur.

L'Autriche et la Prusse demeurant fermes dans leur rivalité, le cabinet de Berlin voulut profiter de la circonstance pour abaisser à jamais la maison de Lorraine. J'ai dit comment l'abbé Sieyès, dans son ambassade à Berlin, parvint à maintenir la neutralité, objet si précieux à conserver pour la république française; la politique russe échoua devant l'immobilité. La Prusse n'osa point se lier intimement avec le Directoire par une neutralité bienveillante, qui était pour elle un agrandissement d'influence politique sur l'Allemagne; elle recevait des subsides de Paris, et, par le seul fait de cette situation neutre, elle gagnait du terrain sur les États secondaires de la confédération germanique; elle les protégeait vis-à-vis de la France. La Prusse, dans

sa neutralité, devenait l'arbitre de la coalition; elle pouvait faire pencher la balance; si elle s'était prononcée favorablement pour la Russie et l'Autriche, elle n'eût été qu'auxiliaire; en gardant son système, elle devenait partie principale dans une négociation définitive ou dans le remaniement de l'Europe. Tout nouveau traité pouvait lui donner une meilleure position sur le Rhin et sur ses frontières de Saxe et de Hanovre.

Ainsi la Prusse ne se prononçait pas dans le mouvement armé, elle restait immobile devant les vives sollicitations de la Russie; Paul I^{er}, habile même dans ses écarts, suivait les vieilles traces de la politique de Saint-Petersbourg, qui consiste à cacher l'influence positive et militaire sous des paroles de modération et de générosité chevaleresque. Paul I^{er} résolut de tout entraîner dans une grande croisade pour la restauration des trônes, poétique passion qui parlait à son âme. Les hommes d'État de Saint-Petersbourg voyaient loin et haut; ils savaient qu'en intervenant en Allemagne et en Italie, les Russes se faisaient connaître à l'Europe occidentale, et qu'en se posant ainsi ils devenaient les arbitres du Midi; leur cabinet prenait de l'influence dans tous les rapports, même les plus lointains; il cessait d'être puissance orientale; le feld-marchal Suwarow ne recevait-il pas le commandement de l'armée coalisée des Autrichiens, des Bavares et des Russes? Une fois cette campagne achevée, rien ne se faisait plus désormais en France, en Italie, que par l'influence de la Russie. Naguère on soupçonnait à peine la grandeur de cette cour; sous Louis XIV on la désignait avec mépris sous le nom de Moscovite, elle était absorbée par les guerres contre les Turcs; un siècle après, elle allait devenir la pensée souveraine de toutes les résolutions de paix ou de guerre en Occident.

Un tel agrandissement était le résultat de la bonne position prise par Paul I^{er}; ce prince entraînait en première ligne dans la coalition, avec le désir d'en finir par un coup de masse porté à la face de la révolution française, l'objet de sa haine. Dans ce

vente pour six millions des quatre places conquises sur la frontière du nord de la France, au prix de tant de sang autrichien? Je n'en dirai pas davantage; car qui se permettrait, sans preuves positives, d'accuser un gouvernement toujours respectable et des ministres dont plusieurs méritent notre estime? Mais si le tribunal de Berlin ne condamnait pas sur deux fortes apparences, un jury anglais, dans son bon et conscience, prononcerait hardiment : « (Déclat d'un agent prussien à sa cour.) »

(1) Lettre de l'archiduc Charles, au commandant en chef de l'armée française (général Masséna), au quartier de Stokach, le 8 mai 1799.

« Général,

« Les rapports que je reçois aujourd'hui m'apprennent un événement qui s'est passé dans la ligne de mes avant-postes. Le commandant me rend compte, que les soldats français Bonnier et Roberjot, ayant traversé pendant la nuit la chaîne

de ses postes, y ont été attaqués par les hussards et ont malheureusement péri. Les circonstances de cet événement ne me sont pas encore connues; en attendant, j'ai fait arrêter le commandant de ces avant-postes, et j'ai en même temps nommé une commission pour faire les recherches les plus exactes et les plus sévères sur les causes de cet accident. Je m'empresse de vous faire d'avancer la promesse, qu'étant que mes postes avancés se seraient le moins du monde rendus coupables dans cette affaire, j'en donnerai une satisfaction tout aussi éclatante que mes ordres relatifs à la sûreté personnelle des ministres français étaient prêts à le réclamer. — Je ne puis assez vous exprimer combien je regrette qu'un tel désastre ait eu lieu dans la ligne de mes avant-postes; je me réserve, général, de vous faire connaître sans délai le résultat des recherches que j'ai ordonnées dès le premier avis qui m'en fut parvenu.

« Recevez, général, etc... »

but il avait déclaré prendre sous son épée la cause de Louis XVIII et du rétablissement des Bourbons en France, à Naples, et de la maison de Savoie en Italie. La Russie cherchait un appui à son vaste système dans l'Occident; la restauration des vieilles dynasties lui créait des alliés fidèles en lui donnant d'utiles auxiliaires dans ses propres guerres. Une fois les Bourbons restaurés, la Russie trouvait une alliance toute faite contre l'Autriche, et Paul fournit dès lors un généreux asile à Louis XVIII. Le frère de Louis XVI put habiter Mittau; le prétendant cessa de s'exiler de ville en ville, et de mendier l'hospitalité; la Russie prit à sa solde l'armée de Condé, et recueillit beaucoup de gentilshommes dans ses armées: les Richelieu, les Langeron, les Damas, dignes de leur nom et de leur rang. Le corps des émigrés, qui s'élevait encore à 10.000 hommes, fut incorporé à la grande armée de Suwarow: la Russie obtint la grande place dans la coalition, et fut en première ligne dans le mouvement européen. Ainsi la croisade contre la république aurait enlancé ses frontières d'une vaste enceinte d'acier, si la Prusse y avait pris une part active. Berlin garda son immobilité, et par là cette force immense se déployant contre la révolution, trouvait un vide à son extrémité nord. Le cabinet de Prusse attendait qu'une circonstance décisive fit pencher la balance d'un côté; il comptait sur la promesse d'agrandissement que lui avait faite la France. Plus tard cette politique expectante perdit la cour de Berlin; elle l'entraîna de fautes en fautes dans l'abaissement absolu de la monarchie prussienne sous l'épée de Napoléon (1).

La puissance la plus active, la plus remuante dans ce mouvement européen fut toujours l'Angleterre; Pitt avait redoublé d'efforts pour arriver à la ruine de la France. Jamais sa politique habile n'avait produit une œuvre plus complète; ses deux ambassadeurs à Saint-Petersbourg et à Vienne, lord Whitworth et sir Morton Eden, avaient déployé de remarquables talents pour cimenter des liens si difficiles à former entre ces deux cours; William Pitt envoya les pleins pouvoirs pour promettre des subsides proportionnés aux services; on ne devait rien négliger afin de rendre la coalition décisive (2). Plus on en savait les éléments disparates, incohérents, les parties mal jointes, plus il fallait redoubler d'attention et de zèle pour rattacher les liens d'un édifice composé de pierres si mobiles et si menacées; chose inouïe! les Russes et les Turcs marchaient sous le même drapeau; leurs flottes navigaient

simultanément sur la mer Noire; on avait vu dans les Dardanelles leurs deux escadres sous un commun amiral; on parlait d'un débarquement de Turcs, de Russes et d'Anglais, prêt à s'effectuer en Italie; l'Autriche et la Russie, naguère décidées à se disputer les lambeaux de la Pologne, s'étaient entendues à ce point de confier le commandement suprême à Suwarow; l'orgueil autrichien avait cédé à des nécessités impérieuses. Cette fusion d'intérêts si différente pourrait-elle se prolonger? Les antipathies de généraux et de races ne se manifesteraient-elles pas au plus haut point dans une campagne lointaine?

Les subsides et l'habileté de M. Pitt, la persévérance et la ténacité de son caractère avaient amené le résultat désiré. Le ministre avait une majorité puissante dans le parlement; l'opposition s'était amoindrie en face des dangers de la patrie; Fox, Shéridan, Erskine, faisaient en vain entendre leurs voix puissantes, ils n'étaient pas écoutés. Tout s'opérait comme merveilleusement en Angleterre; le cabinet avait besoin d'emprunts considérables, et il les effectuait à un taux presque au-dessous de cinq pour cent; les ressources financières de l'Angleterre étaient immenses; le cabinet n'avait qu'à manifester un désir d'emprunt, pour qu'il fût effectué; la banque prêtait, le commerce de l'Inde était florissant (3); la compagnie venait de conquérir Séringapatam et les États de Tippou-Saeb; les villes indoues, citées aux palanquins d'or, brillaient comme une rangée de perles orientales dans le diadème des directeurs de la compagnie. A mesure qu'une conquête était faite par les flottes, on l'inondait de produits manufacturés dans Manchester et Birmingham; si l'on signait un traité de subsides avec l'Autriche, on stipulait en même temps les avantages commerciaux sur l'Adriatique; les vaisseaux anglais transportaient les produits de la Grande-Bretagne partout où les ports leur étaient ouverts. En accordant des subsides à Paul I^{er}, lord Whitworth obtenait des avantages commerciaux dans la Baltique, et une introduction absolue de marchandises manufacturées. Ce qu'il faut bien remarquer dans ces conventions, c'est que la plus grande part des subsides en argent se transformait en fournitures matérielles; ainsi l'Angleterre confectionnait les armes, les vêtements, les uniformes fournis aux armées russes et autrichiennes, et par ce moyen elle favorisait le travail de ses manufactures (4). Dans cette nouvelle coalition, l'Angleterre resta toujours la puissance dominatrice et l'âme des

(1) Je distingue très-particulièrement la politique de M. de Hardenberg, de celle de M. Metternich, il est incontestable que M. de Hardenberg doit être placé parmi les premiers diplomates de l'Europe.

(2) Dépêche de M. Pitt à lord Whitworth, juin 1799.

(3) Voir *l'Annual Register*, ad ann. 1799.

(4) La preuve résulte de ce que le change de Vienne, Saint-Petersbourg, Francfort, fut toujours favorable à l'Angleterre.

événements qui allaient surgir. La Russie prêtait les armées et la force immense de ses armées, l'Angleterre donnait la grandeur de sa propre civilisation.

La situation diplomatique du Directoire, à la face de ces vastes armements de l'Europe, n'était pas bonne; la république française avait à ses côtés des alliés et des gouvernements neutres dont chacun devait prendre une position dans la paix et dans la guerre; elle avait d'abord pour alliées ses sœurs de liberté s'étendant du nord au midi, depuis la Hollande jusqu'à la république Parthénopéenne avec Naples sa capitale. Tous ces gouvernements éphémères dépendaient du Directoire; il les faisait mouvoir et agir à son gré; un ordre des commissaires français suffisait pour lever de l'argent et des troupes ou pour changer la forme de leur constitution; le gouvernement du Directoire trouvait dans cette soumission absolue une facilité pour l'exécution de ses ordres. Toutefois il y avait au sein de ces républiques des éléments de décadence et de faiblesse; si la Hollande soumettait ses flottes au pavillon français avec un abandon d'elle-même remarquable, son œuvre démocratique était néanmoins exposée aux tourments du parti orangiste qui grandissait dans toutes les cités commerciales; Amsterdam et Rotterdam étaient épuisées, la plupart de ses colonies tombées au pouvoir de l'Angleterre; le cap de Bonne Espérance cessait de voir flotter le vieux pavillon du commerce hollandais; comment compter sur un concours actif et puissant de la part d'une population ruinée par la guerre? Les républiques d'Italie sous leurs emblèmes lombards et goths, loin d'entrer en lice avec des forces respectables, appelaient sans cesse l'appui de la France; ces démocraties obérées et sans consistance étaient des embaras plus encore que des alliés et des appuis. Les Autrichiens, par une campagne heureuse en Italie, pouvaient faire tomber ces gouvernements sans vie, ces institutions éphémères en qui nul n'avait foi. Il ne restait, pour la république française, d'allié sur lequel elle pouvait

compter que la monarchie espagnole; il était triste et curieux de voir dans l'ébranlement commun de tous les trônes, lorsque tous se déclaraient pour une croisade politique destinée à restaurer les Bourbons, un petit-fils de Louis XIV, seul, se prononcer hautement pour la république qui avait frappé de mort sur l'échafaud les aînés de sa race.

L'esprit chevaleresque disparaissait de la race des Bourbons; la terreur et l'apathie semblaient dominer tout entier le cabinet de Madrid, et se partager l'empire; là où brillait, dans les vieux siècles, l'orgueil castillan, on ne voyait que soumission et obéissance; la chasse bruyante était la distraction unique de Charles IV et de ce prince de la Paix couvert des ordres des Castilles. Sous le Directoire, l'ambassade de l'amiral Truguet avait semé des vœux d'ambition au sein de ce cabinet, et la conquête possible du Portugal tournait ces faibles têtes politiques; Charles IV entrevoit avec joie la cité de Lisbonne se réunir à son blason de Castille, et le roi aurait ainsi réalisé, avec la république française, le plan de fusion que l'ancienne monarchie lui aurait vu, peut-être, accomplir avec quelque crainte. Le Directoire comptait sur l'appui actif de l'Espagne; ses flottes pesantes de gros navires étaient à la disposition des amiraux français; on allait lentement, parce que le caractère espagnol marche toujours ainsi; mais les alliés auraient invoqué en vain le concours de l'Espagne, il était dévolu à la république française; les cadets des Bourbons dédaignaient l'amitié des couronnes, pour la protection des faiseaux.

Quand cette résolution fut bien connue, Paul I^{er}, qui se posait comme le chef de la coalition diplomatique contre la France, n'hésita pas à prendre une résolution vigoureuse à l'égard du cabinet de Madrid; il déclara personnellement la guerre à l'Espagne (1) dans un manifeste solennel, et il ordonna à ses vaisseaux et à ses troupes de la comprendre dans les hostilités qui allaient commencer contre la France. Le langage de l'empereur Paul était aigre, impératif; Charles IV lui répondit avec une hardiesse

(1) Saint-Petersbourg, le 31 juillet.

Nous, par la grâce de Dieu, Paul I^{er}, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., informons tous nos fidèles sujets, que nous et nos alliés sommes résolus à renverser le gouvernement sans loi qui domine la France, et que c'est à cet effet que nous nous sommes levés avec notre puissance, contre lui. Bien à benî nos armées, et à couronné jusqu'à ce jour, du succès et de la victoire, toutes nos entreprises, nous le petit nombre des puissances européennes qui paraissent extérieurement lui être dévouées, mais qui, en effet, ne craignent que la vengeance de ce gouvernement rejeté de Dieu et qui tombe à ses derniers instants, l'Espagne, plus que toute autre, a donné des preuves de sa crainte et de son dévouement envers la France, non seulement par les secours réels qu'elle lui a prêtés, mais encore par les préparatifs qu'elle a faits pour les rendre efficaces. En vain avons-nous employé tous les moyens pour ouvrir à cette puissance le vrai

chemin de l'honneur et de la gloire, en l'engageant à se réunir à nous, elle a persisté opiniâtrement dans des erreurs et des mesures qui n'aboutissent qu'à sa destruction, et nous nous sommes vu enfin dans la nécessité de lui faire connaître notre mécontentement en renvoyant son chargé d'affaires à notre cour, qu'il, mais apprenant à présent que notre chargé d'affaires, le conseiller Batzov, a été obligé de s'éloigner des États du roi d'Espagne, dans un délai déterminé, nous ne pouvons regarder cet acte que comme une offense à Notre Majesté, et nous lui déclarons la guerre par la présente. En conséquence, nous ordonnons de mettre le séquestre sur tous les vaisseaux espagnols qui se trouvent dans nos ports, de les enligner, et d'envoyer à tous les commandants de nos forces de terre et de mer, l'ordre de procéder hostiellement partout et contre tous les sujets du roi d'Espagne.

(Signé) PAUL.

d'expressions qui lui était dictée sans doute par l'ambassadeur de la république; la fierté espagnole se réveille contre ceux qu'elle appelle barbares, et le roi persiste à maintenir son alliance avec le Directoire. Dans ce heurtement diplomatique, l'Angleterre profitait des colonies espagnoles alors en son pouvoir; elle en convoitait d'autres : Manille avec sa pêche de perles et sa cochenille rouge comme le corail, Cuba la puissante, et Mexico, et le Pérou couvert d'or sous le soleil; ses croisnières étaient à la piste de ces galions chargés de quadruples et de lingots qui venaient deux ou trois fois l'année alimenter les trésors de Saint-Ildelfonse et du Buen-Retiro. Une guerre contre l'Espagne était tout profit pour la Grande-Bretagne, gagnant des richesses et n'exposant rien; elle agrandissait son commerce, s'emparait des colonies et des vaisseaux de haut bord, vieux cétacés des mers Pacifiques stationnés à la Corogne ou à Cadix. L'alliance de l'Espagne avec la France, mortelle pour la monarchie de Charles-Quint, lui attirait les hostilités de l'Angleterre, riche du commerce et de l'industrie espagnole.

Si la France avait peu d'alliés, pouvait-elle compter sur des neutralités sincères, en cas de revers surtout? J'ai déjà parlé de la Prusse que le prince Repnin n'avait pu entraîner dans la coalition, quelles que fussent ses démarches actives. Tout en revenant satisfait de sa mission de Berlin, l'abbé Sieyès n'avait pas dissimulé au Directoire, « que la neutralité de la Prusse tenait à des causes accidentelles, et que si la coalition obtenait des succès éclatants, la Prusse se joindrait à elle pour en finir avec la révolution française, et avoir sa part dans les dépouilles. » Ce n'était donc qu'une neutralité armée et expectante devant les événements, on pouvait y compter dans la prospérité; au cas de revers, le neutre deviendrait hostile et prendrait rang parmi les ennemis pour un partage, ou pour le triomphe ultérieur d'une cause qui ne serait plus celle de la révolution. Ces sortes de neutralités pèsent souvent plus aux cabinets qu'elles ne leur sont utiles; mieux vaut un ennemi déclaré; on sait alors à quoi s'en tenir (1).

Le Danemark et la Suède conservaient leur neutralité commerciale et la franchise de leur pavillon; ces deux États ne pesaient pas assez dans la balance de l'Europe pour compter activement au milieu d'une coalition qui embrassait l'Angleterre et le continent; les Suédois et les Danois formaient comme une ligne commerciale imposante, et ils trouvaient un immense intérêt à maintenir leur pavillon sous un système de neutralité entre les

puissances ennemies; ils servaient de navires intermédiaires. A cette époque, les bâtiments danois et suédois transportaient de port en port les marchandises, même les contrebandes de guerre, source de bénéfices immenses; pourquoi auraient-ils échangé cette situation pour un système politique tranché? Leur neutralité tenait à leur existence, à leur industrie, à leurs richesses. Plus tard, lorsque Gustave IV sortit de cette situation impartiale et lucrative, une révolution politique bouleversa sa couronne: le roi voulut donner de la chevalerie à un peuple qui n'était plus que commerçant. Les Suédois de Gustave-Adolphe avaient disparu!

Le simple exposé de la situation diplomatique de l'Europe, en l'année 1799, constate qu'un changement considérable s'était opéré depuis le départ du général Bonaparte pour l'Égypte jusqu'à son débarquement à Fréjus. Quand le général quitta le sol français, indépendamment de la neutralité bien reconnue de la Prusse, l'Autriche avait traité avec la France à Campo-Formio, après la conquête de l'Italie; la paix faite, l'on ne parlait plus d'hostilités. La Russie n'intervenait que faiblement dans les affaires occidentales; Paul I^{er}, demeuré neutre, laissait l'Autriche seule se débattre dans la querelle s'agitant entre le cabinet de Vienne et la France; le congrès de Rastatt, tentative de paix avec le corps germanique, établissait une suspension de batailles avec les puissances intermédiaires; la Porte Ottomane n'était point engagée dans la coalition, et l'Angleterre se trouvait la seule puissance fortement hostile. La disposition des forces était telle, que le Directoire pouvait attaquer de front la puissance britannique; n'avait-on pas organisé une armée d'Angleterre?

Quel changement s'était donc opéré pendant l'absence du général Bonaparte? Il avait laissé la France en paix avec tout le monde; il la retrouvait vivement agitée par une nouvelle coalition. Sans doute on exagérât à dessein la différence des temps! J'ajoute que l'expédition d'Égypte et la prise de Malte sous les ordres du général Bonaparte avaient puissamment contribué aux hostilités de l'Europe et de la Turquie surtout contre la république; mais en aucun cas les époques ne pouvaient être comparées; la France était en paix, et on la retrouvait à la face d'un ennemi victorieux par les armes! Quelle force morsée ne dut pas recevoir Bonaparte de cette situation! Tous considéraient le général comme un homme de guerre remarquable, un diplomate habile et un noble pacificateur! L'Europe et la France avaient confiance en lui; il avait mis des formes nouvelles et jusqu'alors inconnues dans les rapports de la république avec les cabinets; l'Europe pouvait traiter avec Bonaparte, vainqueur

(1) Voir un rapport secret de l'abbé Sieyès au Directoire, mars 1799.

aux larges idées, tandis qu'elle mettait une certaine répugnance à négocier avec les agents discrédités du Directoire; et cette circonstance d'une opinion publique si favorable ne laissera pas d'influer sur le 18 brumaire!

La paix était en ce moment un besoin aussi impérieux que le rétablissement de l'ordre et d'un gouvernement fort. Bonaparte tirait sa puissance des doubles titres de vainqueur et de pacificateur, légende inséparable dans l'enthousiasme public qui le salua sur le rivage de Fréjus!

CHAPITRE XVII.

GOUVERNEMENT DE LA FRANCE AU DÉBARQUEMENT DU GÉNÉRAL BONAPARTE.

L'abbé Sieyès. — Ses projets avec la cour de Berlin. — Ses idées politiques. — Il entre au Directoire. — Préparatifs d'un mouvement au 30 prairial. — Division dans les conseils. — Part de Bonaparte. — Part du Directoire. — Accusation contre les directeurs Treillard, Merlin et Lareveillère-Lépeaux. — Leurs démissions. — Gobier. — Roger-Ducos. — Moulins. — Nouveau ministre. — Le général Bernadotte à la guerre. — Club des Jacobins. — Sa éclipse. — Déroule du gouvernement. — Faute de mesure d'administration. — Expulsion du général Bernadotte. — Situation des esprits dans les conseils.

1799.

La mauvaise situation diplomatique du gouvernement de la France sous le Directoire rendait plus nécessaire l'énergie du pouvoir. La république menacée à l'extérieur devait prendre un parti vigoureux pour repousser l'invasion. Le Directoire n'avait rien de cette résolution qui sauve un État en périls; j'en excepte Barras, caractère prononcé, brave comme l'épée d'un gentilhomme. Quel secours pouvaient prêter, dans une crise militaire et politique, les directeurs Merlin, Rewbell, Treillard et Lareveillère-Lépeaux, tous esprits médiocres, au-dessous des circonstances, et subissant l'influence mobile de la jalousie ou de la peur? Il n'y avait pas là une tête politique capable de prendre une mesure de force et d'unité; c'étaient des esprits tracassiers, persécuteurs, incapables de s'élever jamais aux

vastes idées politiques. La puissance de la république était menacée, et Barras seul possédait assez de résolution pour défendre la constitution de l'an III et le territoire confié à la dignité nationale.

Au milieu de cette crise si imminente, l'abbé Sieyès arriva de son ambassade de Berlin. Je répète que l'envoyé de la république française avait conquis une certaine importance auprès des hommes d'État de l'Europe. Dans des conférences fort intimes avec l'abbé Sieyès, le cabinet prussien, tout en justifiant le principe de sa neutralité et en déclarant s'y maintenir, s'était ouvert à l'ambassadeur sur le peu de constance que présentait la situation politique de la France incessamment remuée. Comment traiter régulièrement avec un système aussi mobile qui ne présentait ni fixité ni durée? Quelle alliance pouvait-on offrir à une autorité changeant tous les trois mois? L'abbé Sieyès approuva ces pensées développées avec chaleur par le comte de Haugwitz et le baron de Hardenberg; il leur répondit que : « comme eux, il désirait l'unité (1); la monarchie sous une forme quelconque lui paraissait le système le mieux en rapport avec les mœurs et les habitudes de la France. » L'abbé Sieyès repartit de son projet favori : l'élévation d'un prince de la maison de Brunswick comme roi constitutionnel des Français, ou comme protecteur de la nation, transition nécessaire pour ménager les susceptibilités des membres des deux conseils qui juraient haine aux rois dans leurs séances journalières. Ces conversations s'étaient plusieurs fois répétées à Berlin avec un grand intérêt.

Plein de ces idées, l'abbé Sieyès arrivait à Paris. Après avoir pendant quelques jours étudié profondément la situation, il eut un rapprochement intime avec Barras sur ses négociations à Berlin; républicain zélé, le directeur songeait néanmoins à un système d'unité qui lui permettrait une plus absolue participation au pouvoir; le comte de Barras avait pris en dégoût sa situation passive dans le Directoire; sans estime pour ses collègues, gêné par eux, il savait leur incapacité inouïe, leur caractère étroit et tracassier; Barras n'obtenait quelque résolution vigoureuse qu'en faisant peur. Il n'y avait plus de gouvernement, mais une misérable police exerçant ses débits, ses persécutions et ses vengeances sur les opinions naïves et sincères. Rewbell, perdu dans tous les partis, était accusé hautement d'une fortune inexplicable et de rapines publiques; il savait la venalité au milieu des mauvaises passions de son pouvoir irascible et brutal. M. Merlin avec son aptitude de judicature n'avait aucune idée large

(1) « L'abbé Sieyès est accusé de s'entendre avec la cour de Berlin, pour l'exécution d'un plan qui tendrait à rétablir en France un roi constitutionnel qui consacrerait par sa sanction

tous les crimes, vols et usurpations qui ont eu lieu. On fait croire à cet égard un plan de capitulation. » (Note du prince Rojmin à l'empereur Paul.)

et forte du pouvoir; persécuteur de tout ce qui s'élevait un peu au-dessus du barreau, il s'absorbait dans l'idée du pillage judiciaire de la propriété des émigrés. M. Larveillère-Lépeaux, esprit si médiocre, était tombé dans le ridicule par sa théophilanthropie et son sentimentalisme, ses discours et ses sermons patriotiques. Que pouvait être M. Treillard dans sa nullité comme homme d'État? S'agissait-il des ministres? Aucune opinion n'osait défendre Schérer qui présidait au département de la guerre; on l'accusait, comme M. Rewbell, de dilapidations et d'incapacité plus encore. Les armées étaient dans un tel état de dénûment qu'on ne croyait pas possible de les reconstituer. Ramel, le ministre des finances, n'avait aucuns fonds dans le trésor pour pourvoir à toutes les nécessités d'une situation exceptionnelle: la défense du territoire contre la coalition. Les relations diplomatiques étaient tellement compromises, que M. de Talleyrand ne pouvait faire appel à son habileté, pour s'opposer à l'invasion menaçante; les cabinets échappaient tous à l'influence de la France; la coalition ne s'était-elle pas formée pendant son ministère? Le congrès de Rastatt n'existait plus; les alliés et les neutres ne fournissaient aucun secours; la diplomatie était faible et sans crédit à l'extérieur. Les autres ministres avaient perdu tout ascendant en face d'une vive opposition dans la presse et les deux conseils; et tout présageait un mouvement très-grave dans le gouvernement des affaires publiques (1).

Les ouvertures faites par Sièyes au directeur Barras les avaient entièrement rapprochés; appréciant la situation du même point de vue, sans être d'accord précisément sur les moyens, tous deux comprenaient que l'état de choses ne pouvait se prolonger; il fut bien entendu qu'une place serait réservée dans le Directoire à l'abbé Sièyes afin de soutenir la voix de Barras et de préparer de concert le mouvement politique indispensable dans les circonstances critiques. D'après la constitution, il y avait lieu au remplacement d'un directeur; le sort devait en décider, mais quand il s'agit de ces hasards, sorte de nécessité déguisée, une main habile sait toujours les arranger d'avance. On vou-

lait se débarrasser du directeur Rewbell, la boule noire lui échet à point nommé comme chose entendue. Rewbell une fois sorti du Directoire, on dut choisir un successeur au scrutin; les esprits étaient prêts, et tous les suffrages se portèrent sur l'abbé Sièyes, qui réunit les voix les plus diverses parce qu'il assurait la neutralité de la Prusse; le parti du directeur Barras obtint ainsi la victoire, et la majorité lui fut acquise dans les deux conseils (2). L'abbé Sièyes, reçu avec solennité, mit de l'apparat dans son discours, et, déplorant avec pompe les malheurs de la république, il annonça hautement la volonté d'y mettre un terme (3). Les circonstances exigeaient que l'on parlât ce langage; l'abbé Sièyes fut dès lors un fort appui pour Barras dans la direction des affaires.

Ce n'était point assez pour obtenir un résultat; il fallait disposer les conseils à un remaniement du Directoire sans commotion violente, et, par une circonstance remarquable, l'opposition s'était grossie de manière à présenter bientôt une majorité très-dessinée contre les trois directeurs Merlin, Treillard et Larveillère-Lépeaux. On arrivait à la même situation politique qu'avant le 18 fructidor, lorsque Barthélemy et Carnot disposaient de la majorité des conseils pour opérer un mouvement en dehors du Directoire. Bonaparte, en partant pour sa campagne d'Égypte, recommanda vivement à ses frères Joseph et Lucien de préparer une opposition constante et vive contre le Directoire, en exceptant Barras; ses instructions portaient impérativement qu'on eût sans cesse à mettre en hostilité les conseils et le gouvernement directorial, afin qu'à son retour il pût trouver place dans le sein du pouvoir et le dominer. Lucien exécuta avec une grande habileté les ordres de son frère; il était homme ferme et capable; le nom de Bonaparte n'avait-il pas un grand prestige? Il remuait les imaginations, et Lucien put travailler en paix à l'accomplissement de son œuvre; Joseph et madame Bonaparte le secondèrent dans ce dessein.

Il se formula donc dans les conseils une résistance très-vive qui se montra violente sur toutes les questions (4). Si le Directoire avait pour partisans

(1) Les attaques, dans les deux conseils, contre le Directoire commencèrent du mois d'avril 1799. Le feu croisé des journaux et des Cinq-Cents déborda bientôt les directeurs. Il y a un curieux intervalle qu'il faut étudier dans l'histoire des événements.

(2) Conseil des Anciens, séance du 16 mai 1799.

Sièyes est élu directeur à la place de Rewbell.

On procéda dans cette séance au scrutin pour la nomination d'un nouveau directeur. Les cinq candidats présentés par le conseil des Cinq-Cents étaient :

Sièyes, ambassadeur à Berlin.

Buval, ministre de la police.

Gobier, membre du tribunal de cassation.

Lambrecht, ministre de la justice.

Charles Belacroix, ancien ministre des relations extérieures.

Le dépouillement du scrutin, fait à haute voix, a produit deux cent cinquante suffrages, dont cent dix-huit à Sièyes, soixante et quatre à Buval, sept à Gobier, cinq à Lambrecht, et une à Charles Belacroix. En conséquence, Sièyes réunissant la majorité, a été proclamé membre du Directoire réélu.

(3) Il est tout entier dans le *Moniteur*; je ne donne pas des pièces politiques.

(4) Les séances des conseils à cette époque offrent le caractère d'une grande curiosité. Nul historien n'a parfaitement dessiné cette révolution morale du 30 prairial.

des députés très-dévotés, tels que Baillou, Boulay-Paty, Villers, Creuzé-la-Touche; il y avait également une opposition compacte qui se composait de députés plus influents, ménagés par l'opinion publique, tels que Lucien Bonaparte, Briot, Berlier, et les jacobins que conduisaient Talot, Aréna et Destrem. Autant les orateurs ministériels étaient frappés par le mépris, autant l'opposition était soutenue par ce cri populaire qui flétrissait le Directoire. Lucien Bonaparte, rapproché des jacobins par Destrem et Talot, avait tendu la main aux patriotes, et, avec le secours simultané de tous les mécontents, il put vivement frapper le Directoire ou le dominer par une contradiction incessante. Or, comme il arrive toujours quand les crises publiques s'aggravent, l'opposition devenait plus impétive. Qui ne savait la triste situation à l'intérieur et à l'extérieur? La victoire n'était plus à nos drapeaux dans les armées démoralisées; on parlait de l'invasion menaçante. La tristesse était dans tous les cœurs; les républiques d'Italie tombaient sous les Russes et les Autrichiens.

Dans les malheurs de la patrie, l'opposition est générale, le pouvoir est délaissé, on lui jette mille reproches au front, on l'abaisse quand il est faible; au lieu de lui prêter des forces morales, on les lui enlève comme à plaisir. Sous prétexte de grandir les libertés, on prive le gouvernement de ses moyens d'action; l'opposition est toujours la même, elle part de l'ulcère populaire pour fier d'impuissance l'autorité publique. Lucien Bonaparte et ses amis invoquèrent incessamment les grandes lois de l'indépendance constitutionnelle. Hélas! chaque bulletin arrivant d'Italie, des Alpes, de l'Allemagne, était alors défavorable à nos armées! Il servait de texte et de motif aux violences; on accusait le Directoire, on lui prodiguait les mots les plus durs; et quand il lui fallait des hommes et de l'argent, on lui demandait la liberté de la presse et les garanties individuelles. Tout parti qui veut arriver aux affaires se sert des mêmes arguments, c'est la loi éternelle; il s'enveloppe du manteau de la liberté; puis arrive le jour où il exerce lui-même le pouvoir et il brise alors la statue des dieux qu'il a d'abord encensée. Pendant de longues séances les conseils ne retentirent plus que des mâles accents de la liberté; on demanda l'exécution franche et nette du pacte constitutionnel déchiré au 18 fructidor, prétexte tout trouvé pour arriver à la pleine et entière possession de l'autorité politique (1).

Ce résultat ne pouvait s'obtenir qu'avec la majorité du Directoire, et jusqu'à ce moment l'opposition ne l'avait pas; le triumvirat des directeurs

Treillard, Merlin et Lareveillère-Lépeaux, paraissait insoluble pour se maintenir au gouvernement; il fallait donc délier ce faisceau de dictature; et comment y parviendraient les conseils? Sans recourir à la violence on trouva un moyen de chicane et de légiste. En examinant la nomination de M. Treillard on découvrit qu'il manquait quelques jours pour légaliser sa promotion au Directoire: la constitution voulait qu'un an fût accompli après que le candidat serait sorti du corps législatif; alors seulement il pouvait être promu au Directoire; et trois jours manquaient à M. Treillard; on l'avait ignoré pendant les deux ans de sa gestion, et on le trouva tout exprès pour préparer un changement dans les affaires.

En politique il y a toujours un motif réel à côté du motif légal; ce n'est pas une nullité qui produit une révolution; elle lui sert de prétexte; le conseil des Cinq-Cents saisit cette illégalité, et comme on voulait en finir avec la majorité du Directoire, la nomination de M. Treillard fut brisée par un acte législatif (2). Il y avait dès lors modification dans la pensée du gouvernement; Barras et Sieyès triomphaient, et ils se bâtaient de dominer l'élection de leur nouveau collègue: ce fut l'avocat breton Gobier, alors sous le patronage de l'abbé Sieyès, troisième candidat dans la première élection, caractère peu dangereux et facile à tromper. La majorité appartenait désormais aux hommes qui avaient dirigé le mouvement d'opposition dans les conseils; l'expulsion de MM. Treillard et Rewbell donna une grande force morale au parti de Sieyès; on put arriver à une victoire complète et renverser l'ancien système représenté par MM. Merlin et Lareveillère-Lépeaux. L'opposition se servit de deux moyens: 1° elle jeta le mépris sur le précédent Directoire; 2° elle favorisa les développements des libertés et les garanties afin d'en donner l'appui d'une certaine popularité dans le pays; il fallait abimer ce qui était vieux, relever ce qui était jeune et fort: tel était le principe qu'adopta le parti de Lucien Bonaparte.

Le résultat fut acquis; l'opposition à Merlin et à Lareveillère-Lépeaux, derniers débris du Directoire, devint immense; on les traita avec mépris, la presse déchaînée se livra contre eux à toutes les investigations; il n'y eut plus de mesure en rien, on jeta la moquerie sur l'ancien système; les directeurs, les ministres, tous furent hautement accusés; jamais réaction morale ne fut plus absolue. Comme la popularité de Lucien Bonaparte avait invoqué l'appui des jacobins, comme elle avait serré la main à Destrem, Talot, Aréna (3), il fallut rouvrir leur

(1) Ce fut lui M. Lucien Bonaparte qui se montra le plus vif, le plus chaleureux partisan de la liberté de la presse.

(2) Séance du 16 juin.

(3) A partir de lui qui autorise le rassemblement des sociétés

club et leur faire des concessions. Ils se réunirent donc sous la présidence de leurs chefs les plus ardents dans le local du Manège : tout y rappelait les jours terribles des comités de salut public et de sûreté générale (1); on y demanda vivement la démission des directeurs et la mise en accusation des ministres. Lucien Bonaparte parut plus d'une fois à la tribune; il avait là des amis; il savait que les jacobins étaient la force puissante du gouvernement révolutionnaire, et qu'en les déchaînant à son profit, il viendrait plus tôt à bout de jeter la confusion et de préparer ainsi l'avènement du général Bonaparte. Enfin la conjuration législative fut si bien conduite, si parfaitement menée, que les directeurs Merlin et Lareveillère-Lépeaux furent forcés de donner leur démission; ils le firent sans résistance parce que c'étaient deux avocats timides et poltrons; le cœur leur manqua comme à Treilhard; Barras n'eut qu'à parler fermement pour être obéi (2). Avec la démission des directeurs, tous les ministres se retirèrent. On vit ainsi disparaître de la scène politique MM. de Talleyrand, Schérer, François de Neufchâteau, Hamel, tout ce qui composait le ministère directorial; le changement fut absolu. Il ne resta de l'ancien Directoire que Barras; et c'est ce qu'on appela le 30 prairial, journée pacifique qui fut pourtant une révolution d'idées et d'hommes. Le peuple était tellement habitué aux changements qu'il n'y prit garde. Que lui importait quelque mouvement dans le Directoire?

Les anciens jacobins se sont réunis dans la salle des séances de la convention nationale, au Manège des Tuileries. Ils sont déjà au nombre de huit cents, et ils y tiennent des séances régulières, comme ils le faisaient autrefois dans la salle des Jacobins de la rue Saint-Honoré. C'est de là que partent aujourd'hui toutes les pétitions et les dénonciations qui servent de texte aux résolutions que prennent les deux conseils. C'est là que se fait l'éducation des membres des anciennes autorités, et que les frères et sœurs se partagent toutes les places; opération provisoire, indispensable pour la réorganisation du système de la terreur. Plusieurs membres patriotes des deux conseils se sont affiliés à cette réunion inconscituellement, espérant ainsi la diriger dans leur sens, et déjà l'on y compte Lucien Bonaparte, François de Balthus, et quelques-uns des principaux auteurs de la révolution du 30 prairial. (Note au cabinet de Berlin.)

(1) « Bestram est régulateur (c'est-à-dire président de l'assemblée du Manège, Lucien Bonaparte, Boudas, Barbot et Chodien, notaires (c'est-à-dire secrétaires). Le nous est changé pour paraître obéir à la constitution qui défend à ces autorités d'avoir un président et des secrétaires.

« La société du Manège, dit Garat, se compose de bonapartistes. En 90, les jacobins rendirent des services; en 90, ils ce rendirent encore; en 92, ils en rendirent de subimes; ils concoururent également avec les sections de Paris, à déjouer les trames contre-révolutionnaires du châteauneuf... »

(2) A cinq heures le Directoire transmet un message dont la teneur suit : « Les citoyens Merlin et Lareveillère-Lépeaux viennent de déposer sur le bureau la démission que chacun d'eux donne de sa place de membres du Directoire.

« Signé BARRAS, ex-président. »

Suit la teneur de la lettre de Merlin : Lorsque d'honnêtes déchi-

On remarque ainsi une dégénération complète et progressive dans l'énergie de la révolution. Sous la convention nationale, rien ne se faisait sans l'échafaud et les proscriptions législatives; au 9 thermidor, il y eut encore des exécutions, des exils; au 14 vendémiaire, le canon tonna dans les rues de Paris ensanglantées; au 18 fructidor, ce fut la déportation en masse, et dans la journée du 30 prairial tout s'opéra par un mouvement de boules et par un scrutin de majorité. On voit donc ici le principe révolutionnaire se détériorer; une nouvelle époque s'avance; car un pouvoir fort est nécessaire; il va succéder et prendre l'héritage de tous ces petits caractères qui se disputent l'autorité; le 30 prairial prépare le 18 brumaire; il ne faudra qu'une formule de constitution pour en finir avec la république qui s'use aux bras du Directoire (3).

Les hommes qui avaient si vivement attaqué le Directoire avaient invoqué la liberté de la presse et les garanties politiques; c'était l'arme convenue. A peine l'élection de Roger-Ducos et de Moulins était-elle accomplie pour remplacer les directeurs sortants, qu'il fallut compter avec ces concessions. Ici commence la difficulté; un ministère d'abord s'organise et se forme; aux affaires étrangères, M. Reinhard, l'ami de M. de Talleyrand, le remplace dans ses rapports avec l'étranger; M. Reinhard, caractère calme, à idées fixes et un peu germaniques, garde provisoirement le portefeuille (4). Le

renouveau menaçait la patrie, ceux dont la présence cause des mouvements politiques, ou leur sert de prétexte, doit s'éloigner des fonctions publiques. Ces motifs seuls n'ont dû servir à donner ma démission. Je ne suis nul pour aucun espoir. Je suis au sein de ma famille, toujours prêt à rendre compte de ma conduite, parce qu'elle a été constamment dirigée par le patriotisme le plus pur et le plus désintéressé.

« Signé MERLIN. »

La lettre de Lareveillère est conçue dans les mêmes termes. Foulain-Grandprey : Je demande le que le conseil décide qu'il accepte la démission des citoyens Merlin et Lareveillère; que leurs lettres soient insérées au procès-verbal, et envoyées au conseil des anciens; que ce soir à huit heures le conseil reprenne sa séance pour procéder au remplacement des deux membres démissionnaires du Directoire. — Ces diverses propositions sont adoptées. La séance est suspendue jusqu'à huit heures.

(3) « Cette révolution, qui était avec clarté annoncée par la tournure qu'étaient prise subitement les discussions dans les deux conseils, a eu un lieu comme on s'y attendait, et le corps législatif a choisi à son tour la majorité du Directoire exécutif. Treillard, Merlin et Lareveillère-Lépeaux ont été mis à la porte du Directoire, et dépourvus de leur mandat directorial, en deux fois vingt-quatre heures, avec aussi peu d'appareil et de cérémonies, que pour mieux dire, avec autant de marques de mépris, que des laquais frappés au stupide que l'on congédie. » (Karlau du Times, 23 juin 1790)

(4) « Prudent, intègre et modéré, Reinhard a préservé la Toscane du saccheggio qu'a subi l'Italie, sa conduite a contrasté avec celle de Bonaparte en Suisse, de Troué à Milan, de l'Épouse à Naples, et de tous ces commissaires exécutifs dans les provinces occupées au nom de la république. Ce nouveau ministre sera

conventionnel Quinette prend le ministère de l'intérieur en remplacement de M. de Neufchâteau, l'homme aux phrases retentissantes. Fouché se réserve la police, c'est-à-dire qu'il reste maître du gouvernement; la police n'était-elle pas une des forces du Directoire? Déposée dans des mains trop habiles pour se contenter d'une action secondaire, Fouché s'en servira au profit du système qui lui offrira le plus de garanties. Enfin, pour la guerre, un général de première capacité est appelé : c'est Bernadotte, dévoué aux idées patriotiques, capable de prendre un parti dessiné et fort dans toutes les circonstances. L'administration de la guerre est à reconstruire tout entière. Les finances ne sont plus dans les mains de Ramel : Robert Lindet, membre du comité de salut public aux époques fatales, le remplace. Enfin, Cambacérès, juriconsulte instruit, le rapporteur des législations violentes, prend le portefeuille de la justice. La convention compte quatre membres dans le ministère, et les jacobins ont des amis dans le Directoire et parmi ses ministres (1).

Ce ministère, plus fort, plus habile que le précédent, s'installe immédiatement. Le Directoire lui-même se trouve mieux composé sous la main de Barras et de Sièyes qui en étaient la tête; on devait agir, et la position était si difficile à la face de tant d'opinions et de partis! On avait déchaîné la presse et les clubs, les deux grands instruments de l'opposition. Le Directoire, placé au centre du mouvement jacobin, croyait être assez fort pour mater; les gouvernements épuisés se font souvent illusion, ils s'imaginent qu'ils pourront jouer avec l'opinion publique, ils la défient hardiment et cette opinion les tue. Quel pouvoir aurait pu vivre avec la double action des clubs et de la presse? Elle se déchaîna d'une manière effrayante; jamais rien de

comparable à aucune époque. Les discours publics parmi les jacobins étaient comme des menaces incessantes non seulement contre les monarchistes, mais encore contre les thermidoriens qui avaient renversé Robespierre : on demandait la tête des directeurs et des ministres; il y eut des pamphlets capables de bouleverser tout gouvernement établi; que fallait-il faire encore? Le nouveau Directoire n'était-il pas le fruit de cette presse et des clubs? Avec leur secours il avait opéré la journée du 30 prairial; devait-il, pouvait-il les briser? C'est souvent un besoin impérieux des gouvernements nouveaux, que de comprimer l'instrument de leur triomphe, car cet instrument les menace eux-mêmes. Toute révolution se résume en une démolition; or la première nécessité d'une faction, lorsqu'elle est triomphante, consiste à étouffer précisément le germe révolutionnaire qui a brisé la vieille force du gouvernement (2).

Ce qui effrayait surtout dans cette polémique, c'est que les directeurs Barras et Sièyes, Fouché lui-même n'étaient pas épargnés; ils étaient flétris par les journaux et par les clubs comme thermidoriens. Barras connaissait les jacobins; vivant au milieu d'eux, il savait toute leur énergie; on ne lui parlait pas le 9 thermidor. Il y avait une queue de Robespierre toujours vivante, partout prête à se montrer; les faubourgs retrouvaient leurs ardeurs insurrectionnelles et leurs émeutes menaçantes. Dans une telle crise, fallait-il disparaître encore emporté par une nouvelle tempête? Les directeurs Sièyes et Barras se réunirent à Fouché et à Cambacérès pour convenir d'une mesure qui pût sauver le pouvoir, fût-ce même avec violence, de la double action de la presse et des clubs; le ministre Fouché, avec sa parfaite intelligence de l'esprit des partis et de la force des opinions, leur déclara hautement qu'il

très-agréable à la cour de Vienne, si les conjonctures permettaient d'essayer des ouvertures auprès d'elle. » (Note d'un agent prussien à M. de Haugwitz.)

(1) L'ex-conventionnel Cambacérès, si renommé au comité de sûreté générale, reçoit le portefeuille de la justice. François (de Neufchâteau) qui se comptait à diriger le département de l'intérieur, comme un professeur de belles-lettres fait sa retraite, cède son écriture à Quinette, ex-conventionnel, très-recommandable pour avoir été livré par Buonaparte, en 1793, et rendu en échange de Madame, fille de Louis XVI, en 1793. Le général Bernadotte, retiré de la diplomatie après l'échec de sa mission à Vienne (15 avril 1798), démis du commandement de l'armée d'observation au commencement de l'année 1799, et par conséquent étranger aux derniers revers de Jourdan, Bernadotte accepte le gouvernement de la guerre. En Jacobin de la première race, Robert Lindet, qui siège longtemps au comité de salut public, reçoit le portefeuille des finances. En outre, le citoyen Talleyrand-Périgord, auquel les députés du 15 fructidor ouvrirent l'hôtel des relations extérieures, négociera sa retraite à ce moment. » (Suite d'un agent anglais, du 10 juin 1799.)

(2) Voici un résumé des nouvelles de Paris données par les journaux allemands.

« Les papiers de France jusqu'au 5 juillet (1799) nous arrivent

à l'instant; ils confirment ce que nous avions prévu sur les résultats de la révolution du 30 prairial. Toute la Jacobinaderie de France demande à hauts cris le jugement et la position des directeurs disgraciés. — Joubert est nommé général en chef de l'armée d'Italie, à la place de Moreau. — Le général Bernadotte est nommé ministre de la guerre. — Un ancien commandant des bureaux de la marine, nommé Sourdun ou Sourdeau, est nommé ministre de la marine. — La prise de la citadelle de Turin a été la plus profonde impression sur la faction qui domine aujourd'hui — On n'a vu publier aucune relation des batailles de la Trebbia, ce venant, on fait sonner très-haut l'avantage remporté le 28 juin près Verona, par Moreau, sur M. de Bellegarde, qui n'avait que dix mille hommes à opposer à quinze mille. — Il ne s'est rien passé aux armées en Suisse. — Le quartier général de Masséna a été transféré à Leutzbach. — Le nouveau Directoire est déjà accusé d'une partie des griefs reprochés à l'ancien. — Le directeur suisse, Ochs, le Sièyes des tristes cantons, a été chassé du directoire helvétique, comme un brigand. — Le directeur cisalpin, Roscell, a été pendu à Milan. — Les insurrections deviennent de jour en jour plus formidables dans les départements de l'Ouest; ce un mot, le mécontentement est universel, et tout annonce une grande crise fort prochaine. »

fallait arrêter deux résolutions : la première serait dirigée contre les journaux et les écrivains : « Il n'y avait pas moyen de gouverner, disait-il, avec ce tapage et ces accusations envenimées qui ôtaient toute force morale au pouvoir; » il demanda sur-le-champ à mettre les scellés sur les presses, à supprimer la majorité des journaux comme fauteurs d'anarchie et de royauté; puis il décida de déporter ou de mettre sous la surveillance de la police les écrivains principaux qui rédigeaient les feuilles organes des partis.

La déportation ne devait pas avoir ce caractère cruel du 18 fructidor; il fallait qu'on empêchât les journalistes d'écrire et voilà tout; Fouché les envoyait à Orléon (1); par ce moyen, et comme nul ne savait mieux toute l'influence du talent, le ministre se réservait la faculté de négocier avec les journalistes pour les entraîner à lui, et se servir de leur action sur l'opinion publique; il leur offrait la persécution ou une pension sur la police. Ce que Fouché maniait habilement, c'était la corruption intime; il faisait servir toutes les forces intellectuelles d'auxiliaires au gouvernement;

(1) L'arrêté du 12 fructidor, se VII, est trop curieux pour ne pas être rapporté :

« Le Directoire exécutif,

Vu la loi du 19 fructidor, an V, qui frappe de déportation les propriétaires, entrepreneurs, directeurs, auteurs et rédacteurs des journaux désignés par cette loi;

Vu l'arrêté du Directoire exécutif, en date du 3 frimaire, an VI, rendu pour l'exécution de la loi du 19 brumaire précédent, concernant les individus frappés par les lois des 19 et 22 fructidor, an V;

Vu les tableaux formés par les administrations centrales des départements de la Seine, de la Seine-Inférieure, de la Dyle et du Rhin, en conformité de l'arrêté du Directoire exécutif du 3 frimaire, an VI, des individus reconnus pour avoir coopéré à la rédaction, ou avoir pris part à l'entreprise des journaux désignés par la loi du 22 fructidor, an V;

Vu pareillement l'arrêté du Directoire exécutif, du 23 nivôse, an VII;

Après avoir entendu le rapport du ministre de la police générale;

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Seront déportés, comme propriétaires, entrepreneurs, directeurs, auteurs, rédacteurs des journaux ci-après désignés :

Savoir :

Mémorial. Les hommes Lefèvre, Penlance, Bourcier de Vauxcelles;

Messager du soir. Langlois (alsore), Luelier, Poete;

Le Miroir. Beaulieu, de Tallenc, Bidel-Sourguères;

Nouvelles politiques nationales et étrangères. Boyer, Throuet;

L'Observateur de l'Europe. Robert;

Parisi. Perlet, Lagarde, Fontallies;

Le petit Gauthier, ou le petit Poste. Lucet;

Le Postillon des armées, ou Bulletin général de France, Nicole;

Le Précurseur. Duval;

Le Quotidien. Jarebanc, Gouffey, Riche et Bepert;

Rapports du jour. Villiers Bis, Boelmyne, Boudoucel;

Le Zéphir d'Andilly;

Le Tribune publique. Leblanc, Dupré;

Le Critique. Feujade, Ledeveze;

il était passé maître sur ce point, et il ignorait pas la partie malheureusement corrompive des hommes de talent.

La seconde mesure fut de faire fermer les clubs; ce grand désordre, les voix si mâles des jacobins, retentissant à la tribune, effrayaient l'opinion publique. La classe bourgeoise avait crainte d'un retour vers l'anarchie; elle était inquiète à l'aspect de ces vociférations étalant parmi les enfants perdus du jacobinisme, Fouché n'hésita point encore : il avait imposé la censure aux journaux et mis sous sa main les journalistes; il ordonna que nulle réunion ne pourrait avoir lieu sans l'autorisation de la police, ordre inflexible qui passa dans le code de nos lois. Qu'importaient les idées de liberté? Le public ne s'en occupait guère alors, on était surtout ami de l'ordre; la lassitude était dans les esprits, tout bruit importunait; on voulait que l'opinion publique se manifestât paisiblement, et les cris des jacobins faisaient peur. Le ministre fut secondé par toute la bourgeoisie de Paris.

La presse et les clubs comprimés, le pouvoir put agir plus librement en matière d'administration; on

L'Argus. Lefebvre-Grandmison, Poucharraux dit le Romain;

Annales catholiques. Sicard;

Ades des Apôtres. Ennuel-Banvert;

L'Accusateur public. Richer-Serisy, Nigueret l'aîné;

L'Aurore. Grosley, Lavalie, Grimaldy;

Le Censeur des Journaux. Gallais, Langlois;

Courrier de Lyon. Peltier;

Courrier extraordinaire. Guillot, Denis;

L'Antierroriste. Brouillet, Bellin;

Courrier républicain. Veschettes frères, Fancetta, Jardin,

AUTRES :

Le Défenseur. Tulot, Batain;

L'Echo. Wasselle;

L'Étoile. Bertho de Vaux, Neufville;

L'Europe littérale. Gith;

Gazette française. Viéty, Debarle;

Gazette universelle. Bepert;

L'Impartial brussellois. Brackeniers;

L'Impartial européen. Horneswick;

L'Invariable. Boyon;

Le Journal des Colonies. Chodard, Rauborneau, Clisson;

Le Journal général de France, ou le Gardien de la Constitution. Jolyet-Barallère, Teulière.

Art. 2. Le lieu de leur déportation est déterminé à l'île d'Orléon, aux termes de l'arrêté du 28 nivôse, an VII.

Art. 3. Les individus désignés en l'article 1^{er}, qui se seraient soustraits à la déportation, ou n'auraient pas fait leur déclaration dans le délai prescrit pour la loi du 10 brumaire dernier, seront portés sur la liste des émigrés conformément à la même loi.

Art. 4. Leurs biens seront séquestrés en exécution de l'art. 3 de la loi du 22 fructidor, an VI.

Art. 5. Le ministre de la police générale prendra de nouveaux renseignements, pour découvrir les propriétaires, entrepreneurs, directeurs, auteurs, rédacteurs des journaux : *Le Spectateur du Nord, le Tableau de Paris, le Cri public, les Frères et Amis, le Défenseur des véritables institutions, le Journal des Journaux, le Grandeur et le Rédacteur universel*; ainsi que tous autres individus frappés par les lois des 22 fructidor, an V, et 10 brumaire dernier et cités dans le présent arrêté.

avait besoin d'un peu de silence pour arrêter quelques mesures de gouvernement et de finances, seules capables de préserver l'ordre de choses établi. Cambacérès, ministre de la justice, qui avait fortement contribué à la loi des suspects avec Merlin et à la loi du 14 vendémiaire an iv sur la responsabilité des communes, proposa une autre mesure épouvantable de sévérité et de police : la loi des otages qui rendait les parents responsables des actions commises dans la guerre civile, par les fils, les frères. Tous les liens de la famille étaient bouleversés, on allait établir dans son sein des dénonciations et des lâchetés; rien de plus atroce ne fut conçu; on recourait au système de la convention sans la gloire, sans le grand but de ses mesures. Puis Robert Lindet proposa un emprunt forcé de cent millions, comme loi de finance, pour le service des armées, avec la condition expresse d'un remboursement toujours illusoire. Le budget de l'armée fut considérablement augmenté par une illime de guerre levée pour repousser l'invasion; l'emprunt forcé pouvait-il se réaliser? Y avait-il quelque chose de comparable à cette inquisition que l'on jetait dans la famille pour rechercher la fortune de chacun et ses facultés d'argent? On expliquait toutes ces mesures par la nécessité de se défendre contre l'invasion, et par le besoin de multiplier les ressources (1). Chose singulière! un Directoire qui s'était annoncé comme réparateur et libéral, devenait plus violent, plus avide, plus déconsidéré que le quadrumvirat de Rewbell, Larivière-Lépeaux, Trilbard et Merlin.

Tel était le dessein peut-être des auteurs de la révolution du 30 prairial et des Bonaparte surtout. Que voulaient-ils, en effet? C'est que, dans cet abandon de toutes choses, quand le despotisme et l'anarchie s'établissaient hautement, quand l'autorité enfin se montrait sous des dehors si odieux, toutes les pensées vinssent se rattacher à leur frère le général Bonaparte, la dernière solution à la crise, le génie appelé à sauver la France! On essayait de tous les systèmes, on les usait successivement; on voulait que, dans l'affaissement de tous les caractères, on portât les yeux avec un indicible intérêt vers cette magnifique renommée de Bonaparte qui alors remplissait l'Égypte. Cet éloignement mystérieux, le grandiose d'une campagne orientale

servaient admirablement les desseins des amis politiques de Bonaparte. A Paris, le général se fut usé comme les autres; membre du Directoire, il se fut au moins compromis; mais, dans l'éloignement, sa réputation politique restait chaste et pure; il n'avait jusqu'ici participé à rien, si ce n'est à la victoire et à la paix; il n'avait paru à la tête de la république que pour la pacifier. Quelle différence avec ces directeurs et ces ministres qui ne se manifestaient au pays que par la violence et la rapine! Tel était le langage des amis du général.

Lucien et Joseph se consacrèrent à l'œuvre fraternelle avec un dévouement de famille véritablement touchant, comme on en rencontre dans le foyer corse; frères, sœurs, femme, parents, tous recréaient l'enluminisme pour le général qui portait sa noble tête sous les pyramides; on le faisait voir comme l'homme de la destinée appelé à fermer les plaies de la révolution en grandissant sa partie énergique. Tous ceux qui avaient participé à la journée du 30 prairial n'étaient pas complices de la conjuration bonapartistes, mais tous éprouvaient ce sentiment qu'il fallait en finir avec la situation actuelle; elle n'était pas tenable. La ferait-on renverser par les conseils ou par le parti militaire? Et parmi les généraux quel était celui que l'on choisirait pour l'appeler à l'œuvre (2)?

Telle était la préoccupation des faiseurs de mouvements politiques et de constitutions; tous unanimement reconnaissaient qu'il fallait changer; les cris s'élevaient dans toutes les branches de l'administration publique, directeurs, ministres, avaient le même sentiment sur le besoin de réparer les plaies du pays. Seulement on différait sur les hommes et sur les choses; était-il nécessaire de renverser la constitution de l'an iii? Le directeur Sieyès était dans cette opinion; il croyait cette œuvre usée et flétrie, une feuille de papier morte que le vent des passions avait emportée. Depuis son retour de Berlin, Sieyès travaillait à une organisation plus forte, plus centralisée, à une présidence de république, à un protectorat, à une royauté constitutionnelle, ou à l'organisation de deux consuls : l'un pour la paix, l'autre pour la guerre. Barras n'était pas si avancé, il croyait le maintien de la constitution possible, pourvu qu'on la plaçât sous la main de quelques hommes de

(1) Voyez ces dispositions épouvantables dans le Bulletin des Lois, en date du 23 juin et du 12 juillet 1799. Elles excitèrent des soulèvements dans le Midi.

(2) Barras même n'était plus égaré; voyez ce qu'on lit dans les journaux anglais :

« On le croit, avec une bruyante effection, dans les rangs littéraires d'un pamphlet intitulé : *Quatre à prendre, et le cinquième qui file sa corde*. Quelque le foud, présente tout autre chose que ce que le titre fait soupçonner, comme c'est le titre

que l'on en a aux oreilles de tout le monde, et que peu de gens lisent les pamphlets, il nous a semblé que cette publication était un artifice pour préparer l'opinion publique à quelque nouvelle attaque, dont on pourrait entrevoir le but dans ce libelle encore plus nouveau sous ce titre non moins piquant : *La vérité dévoilée au peuple français sur le directeur Barras et sur ses satrapes avec ses favoris*. Dans toutes ces productions patriotiques, Merlin, Larivière, Buvai, etc., sont fort méchamment et fort grossièrement traités.

force, et il ne répugnait même pas à admettre un général capable parmi ses collègues : Joubert, Moreau ou Bonaparte. Quelques-uns lui prêtaient la velléité de restaurer Louis XVIII; le prince s'était adressé à lui comme un roi Bourbon à un gentilhomme de vieille race (1). Au fond, le directeur Barras s'annulait alors tant qu'il le pouvait, cédant à l'abbé Sieyès la direction des affaires publiques et par conséquent leur responsabilité. Gobier et Mouton étaient, dans le conseil, l'expression du parti patriotique et des jacobins; ils avaient pied dans les clubs et n'avaient pas assez d'importance pour contrarier une résolution concertée entre Sieyès et Barras. Quant à Roger-Ducos, volant constamment avec l'abbé Sieyès, il devait être un auxiliaire et jamais un obstacle.

Pour bien résumer les faits et les idées du gouvernement au 30 prairial, l'autorité était à bout de ses moyens; elle était ballottée entre le parti jacobin qui la poussait aux mesures extrêmes, et les bonapartistes qui invoquaient sans cesse les souvenirs du général. Dans toutes les circonstances, Sieyès manifestait sa peur des clubs; président du Directoire, il fut appelé plus d'une fois à exprimer ses principes politiques dans les solennités, et il parla contre l'anarchie plus vivement encore que contre la royauté; par l'anarchie il désignait le parti jacobin, se réveillant de son suaire du 9 thermidor, reparaissant hardiment à la tribune (2); ce parti, appuyé sur deux généraux d'une certaine capacité, Jourdan et Augereau, avait de nombreux amis dans les conseils, et il venait d'essayer la motion de faire déclarer la patrie en danger, résolution qui avait pour but de jeter le pouvoir dans les bras des jacobins : la patrie en danger, c'était le canon sur le Pont-Neuf qui déterminait le 2 septembre. Dans les sombres calamités d'une grande défaite, les opinions extrêmes triomphent, parce qu'il faut manifester de l'énergie au nom du peuple et pour le peuple; la douleur prend les masses par toutes les fibres : la patrie en danger, c'étaient les faubourgs en armes. Cette proposition, rejetée à une faible majorité, affecta l'abbé Sieyès; la peur des jacobins le dominait absolument; à qui allait-il s'adresser? Ne valait-il pas mieux pactiser avec Lucien et Joseph Bonaparte, et séparer les bonapartistes des jacobins? Sieyès avait tâté tout le monde : Bernadotte, Moreau, pour le changement qu'il préparait; il craignait le caractère de Bonaparte, mais il avait besoin de son épée, et il lui

avait écrit en Égypte au moyen de l'ambassadeur de Prusse à Constantinople; par la finesse, il croyait se sauver de la dictature militaire. C'est ainsi que marchaient les affaires publiques à l'intérieur quand le général Bonaparte mit le pied sur le sol français! Aux époques calmes et régulières, la finesse est une arme qu'on peut utilement employer; mais dans les temps de crise, que devient la duplicité? Quand la force s'exprime et réclame son droit, que peut-on lui opposer? On ne peut sauver une situation violente par les termes moyens; il faut souvent l'épée pour couper le nœud gordien; et alors vient un soldat!

CHAPITRE XVIII.

SITUATION MILITAIRE DE L'EUROPE AU DÉBARQUEMENT DU GÉNÉRAL BONAPARTE.

Plan des alliés. — Leurs généraux et leurs armées. — Russes. — Suwarow. — Korazkow. — Autrichiens. — L'archiduc Charles. — Mélas. — Kray. — Anglais. — Duc d'York. — Abercrombie. — Triple invasion. — Armées de la république. — Jourdan. — Schérer. — Moreau. — Lecourbe. — Joubert. — Opérations militaires dans la campagne d'Italie, de Suisse et de Hollande. — Guerre civile. — La Vendée. — Les chouans. — Situation maritime. — Campagne de mer.

1799.

Les révolutions qui agitaient l'intérieur avaient leur source principale dans la crise militaire que subissait la France sur ses frontières. Rarement, aux jours de triomphe, les accusations s'élèvent pour dénoncer le pouvoir; quand une administration est heureuse, les reproches n'ont aucune efficacité; ils viennent s'éteindre devant le mur d'airain qu'oppose la victoire. Le comité de salut public pouvait répondre à tous ses ennemis par les succès de 14 armées; mais le Directoire en était-il là? La situation militaire en Suisse, en Italie, en Allemagne, n'était-elle pas menacée? Le gouvernement avait-il répondu aux besoins impérieux de la patrie? Avait-il rempli les grands devoirs de sa mission? Triste infirmité de l'âme humaine! Ce

qu'ils se livrèrent à des démonstrations et à des acclamations de toute espèce. « Il faudra en venir à fermer le lieu de leur rassemblement, dit un agent étranger, pour la quatrième fois. Déjà ils ont été expulsés de la salle du Musée des Velleries; mais ils se sont portés de l'autre côté de la Seine, dans l'église du couvent des Jacobins, rue du Bac, faubourg Saint-Germain. »

(1) Voir sa correspondance dans mon *Histoire de la République française*, tome 1. J'ai déjà dit que les décrets manœuvrés de Barras aux mains de M. de Talleyrand, nient tout à fait cette participation. Ce n'est pas ainsi que les royalistes ont jugé les faits.

(2) Les jacobins avaient fait, au effet, l'irruption après le 30 prairial. A peine avait-on permis de fermer des réunions politiques,

qu'elle pardonne le moins, c'est le malheur; l'oppression grandit toujours dans les crises du pouvoir; plus il est faible, plus l'orage gronde autour de lui; la fortune est la compagne de la force et de la confiance.

Les négociations diplomatiques telles que nous les avons retracées entre les puissances alliées, avaient eu pour objet de concerter un grand mouvement militaire contre les frontières de la France. Les voyages fréquents du comte Louis de Cobentel à Pétersbourg, les négociations de lord Whitworth auprès de la Russie, de sir Morton Eden à Vienne, avaient amené la fusion complète des puissances intéressées à briser la prépondérance absolue du système républicain. Le czar avait renoncé pour le moment à pousser la Prusse vers un mouvement hostile (1), mais le prince Reppin écrivait avec quelque certitude : « qu'une fois les victoires obtenues, le cabinet de Berlin se dessinerait dans une croisade générale, et soutiendrait les Anglo-Russes en Hollande. » Le plan des alliés était vaste; le mouvement central devait s'opérer en Allemagne et sur les bords du Rhin; les Autrichiens et les Bavirois marchaient de concert sous l'archiduc Charles; par la Suisse on donnait la main aux opérations militaires en Italie, confiées aux Russes et aux Autrichiens de Suwarow; une armée débarquait à Naples et favorisait l'insurrection de toutes les provinces méridionales, tandis que, dans la Hollande, 50,000 Anglo-Russes se déployaient pour s'emparer des arsenaux et des flottes bataves. Après avoir insurgé les Belges, ils devaient se porter en masse sur les départements du Nord; enfin la chouannerie dans la Bretagne, la Normandie, et les Vendéens attaqueraient dans l'intérieur les forces de la république.

(1) L'empereur Paul avait sommé la confédération germanique de marcher avec lui dans la coalition.

« S. M. l'empereur de toutes les Russies, toujours animé du même zèle pour la cause des souverains, et désirant mettre un terme aux ravages et aux désordres qui ont été répandus par le gouvernement insolent sous lequel la France gémit, jusqu'en dans les pays les plus éloignés; — étant absolument déterminé à envoyer ses forces de terre et de mer pour le soutien des malheureux et pour rétablir la royauté en France, sans admettre, néanmoins, aucun démembrement de ce pays; à rétablir les anciennes formes du gouvernement dans les Pays-Bas unis et dans les autres provinces; à maintenir l'intégrité de l'empire germanique et à n'en chercher sa récompense que dans le bonheur et la tranquillité de l'Europe; la Providence a béni ses armes, et jusqu'ici les troupes russes ont triomphé des ennemis des trônes, de la religion et de l'ordre social. »

« S. M. l'empereur de toutes les Russies ayant ainsi déclaré ses vues et les motifs qui le dirigent, adresse cette déclaration à tous les membres de l'empire germanique, en les invitant à unir leurs forces aux siennes, afin de détruire leur ennemi commun aussi promptement que possible, et fonder sur ses ruines une tranquillité permanente pour eux et leur postérité. »

« S. M. Sa Majesté Impériale de toutes les Russies s'aperçoit qu'ils secondent ses vues et qu'ils se rallient autour de lui, au

Ce large plan militaire était secondé par l'apparition en Italie et sur le Rhin d'une armée de 80,000 Russes dont on exaltait le caractère sauvage, la discipline, l'obéissance et la résolution martiale. L'armée anglaise elle-même qui devait opérer en Hollande, comptait dans ses rangs un corps auxiliaire moscovite, et l'on faisait entrer dans les moyens de la campagne, la prévision d'un débarquement de 30 ou 40,000 Turcs qui, après avoir chassé les Français d'Égypte, devaient se présenter en Italie, et mêler leur bannière aux soldats catholiques de Naples et du souverain pontife même; singulier spectacle d'une croisade chrétienne sous le croissant, et dirigée contre l'esprit du XVIII^e siècle (2)!

La coalition était puissante, mais elle portait avec elle-même les germes d'une profonde dislocation; ses armées se composaient d'éléments hétérogènes. C'était un tour de force de la diplomatie anglaise, que d'avoir réuni sous un même drapeau des cabinets si divers, des intérêts si hostiles les uns aux autres; n'était-il pas à craindre qu'une fois en campagne surtout, les armées ne fussent frappées de la singulière position qu'on leur avait faite? Il y avait là des caractères bizarrement accouplés, de justes ambitions, et surtout des pensées différentes dans la manière d'envisager la fin de la campagne.

Paul I^{er}, se proposant une idée générale de restaurations européennes, voulait conquérir pour la Russie l'ascendant moral qui résulte toujours d'un événement préparé par un concours militaire; le czar s'était donné mission de rendre aux rois de Naples et de Piémont, leurs couronnes, telles qu'ils les tenaient brillantes avant les révolutions populaires; il songeait à rétablir les Bourbons sur

le trône de leur père, elle redoublait d'efforts, et ne cessait point son élan dans la tourmente, avant d'avoir vu la cause du monde qui menait d'engloutir toutes les autorités légales. — Mais, si elle est abandonnée à elle-même, elle sera obligée de rappeler ses forces dans ses États et d'abandonner une cause si mal soutenue par ceux qui seraient dûs avoir la plus grande part à son triomphe.

« A Gatchina, le 15 septembre 1799 (vieux style). »

(2) Je donne ici le traité de paix et d'alliance conclue entre les Russes et les Turcs.

Art. I^{er}. — Il y aura à jamais paix, amitié et bonne intelligence entre S. M. l'empereur des Ottomans et l'empereur de toutes les Russies, leurs empires et leurs sujets, tant sur terre que sur mer, de manière que, par cette alliance défensive, il s'établira entre eux une union si intime qu'ils auront, à l'avenir, les mêmes amis et les mêmes ennemis. En conséquence, leurs Majestés consentent de s'ouvrir sans réserve l'une à l'autre sur tous les objets qui concernent leur tranquillité et sûreté respectives, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'opposer à toute entreprise hostile et qui leur serait nuisible, et pour rétablir la tranquillité générale. (Traité d'alliance défensive entre S. M. l'empereur des Ottomans et S. M. l'empereur de Russie, daté de Constantinople, le 3 décembre 1799.)

le trône de France, et avec eux, l'esprit de chevalerie et de noblesse; cette manie de reconstruction de l'ordre social ancien, allait chez l'empereur à ce point qu'il s'était déclaré souverain de l'ordre de Malte, comme s'il pouvait remuer encore un fantôme de gouvernement, comme si un Grec sebismatique était apte à saisir l'épée du grand maître orthodoxe. Les ordres de chevalerie n'étaient-ils pas morts avec l'esprit chevaleresque? Qui pouvait relever la bannière de l'ordre, flétrie par d'indignes chevaliers? La chevalerie était alors comme ces corps de hauts barons noircis par les âges, que l'on retrouve dans la tombe avec l'armure rouillée et le gantelet rongé par le temps. Le résultat politique de cette croisade, était pour la Russie une question d'influence sur le midi de l'Europe; le czar habitait les peuples à voir les Russes apparaître dans les affaires qui se traitaient en Italie, en France et en Allemagne; toutes ces restaurations accomplies, le cabinet de Saint-Petersbourg devenait la première puissance dans l'ordre politique. Les Russes n'avaient qu'un vœu, qu'un désir, c'était de toucher le sol de la France: leur imagination orientale saluait déjà les tours de Notre-Dame. Paul I^{er} voulait restaurer les Bourbons sous l'orbisme fleurdelisé protégée par l'aigle des czars.

Le cabinet de Vienne n'était pas préoccupé de la même idée; pour lui, la restauration des Bourbons n'était qu'un but de second ordre, et l'on peut ajouter que cette cour était opposée à la reconstitution absolue de la monarchie française avec l'Alsace, la Lorraine et la Franche-Comté; si la cour de Vienne était décidée à rétablir le roi de Naples par l'intérêt que lui portait l'impératrice, il ne voyait pas avec le même sentiment de sollicitude le rétablissement du roi de Piémont et de Sardaigne. La victoire couronnant les efforts des puissances alliées, le plan de l'Autriche était de profiter des riches dépouilles en Italie, et d'une meilleure frontière en Suisse, sur le Rhin, de manière à grandir son territoire et son influence dans le présent et l'avenir. La révolution avait déjà donné à l'Autriche, par le traité de Campo-Formio, Venise, l'Istrie et la Dalmatie; quelques succès heureux, en lui assurant la possible possession de la Lombardie, pouvaient également lui attribuer un meilleur tracé de forteresses dans le Piémont (1). L'Autriche se refusait au besoin la maison de Carignan, liée depuis un siècle à la monarchie de France; elle s'aurait volontiers consenti à un partage qui fit disparaître la royauté du Piémont, pour donner une indemnité

à la France dans un traité définitif de paix avec la république. Avec sa pensée d'égoïsme militaire et politique, l'Autriche n'avait pas le même intérêt que l'empereur Paul, et ce dissentiment sur les principes devait nécessairement amener de l'incertitude et du mauvais vouloir dans la marche simultanée des alliés sur nos frontières.

L'Angleterre, à son tour, avait son idée fixe, et des résultats invariables dominaient sa politique. Les armées anglaises n'opéraient effectivement que sur trois points: l'Égypte, la Sicile et la Hollande; dans l'Égypte, la flotte et les troupes de débarquement turques ou anglaises, avaient pour mission d'expulser les Français du territoire, parce que de là ils menaçaient l'Inde; on voulait en finir avec la colonisation de l'Égypte sous le drapeau tricolore; la mort de Tipou-Saïb mettait à la disposition de l'Angleterre des forces considérables, et, chose merveilleuse, une expédition de plus de trente mille hommes, composée de égyptes, d'artillerie anglaise et écossaise, s'embarqua dans la mer Rouge, pour prendre les Français à revers, et les refouler vers le Nil (2); on en revenait aux époques fabuleuses d'Alexandre et des Ptolémées. A Naples, les Anglais poursuivaient leur idée commerciale; ils avaient besoin d'un point d'appui dans la Méditerranée, poste avancé de Gibraltar; ils bloquaient Malte prête à se rendre; ils convoitaient avec ardeur les îles de la mer Adriatique, et la Sicile devait leur servir comme d'un grand grenier pour alimenter leurs établissements dans la Méditerranée. Enfin les Anglais opéraient également en Hollande, de concert avec les Russes; ici leur campagne se liait à une pensée de prépondérance maritime; le cabinet de M. Pitt voulait s'emparer de la flotte batave, brûler les arsenaux d'Anvers, de Rotterdam et du Zuyderzée (3). Si les ministres anglais parlaient encore d'une restauration de la maison d'Orange et des Bourbons, c'est qu'ils espéraient, par ce moyen, obtenir la même influence sur le continent, que la Russie désirait elle-même, par l'appui qu'elle prêtait aux vieilles dynasties. En résumant la situation respective des alliés, on pouvait conclure qu'il y avait coalition momentanée, plus encore que cohésion de principes et d'intérêts; chacun avait son plan distinct et son ambition séparée. Ce vaste échafaudage devait crouler à la première résistance d'un gouvernement fort, et d'une armée hardiment menée au combat.

Les généraux que l'Europe mettait à la tête de ses armées n'étaient pas capables de concilier des

(1) Dépeche de M. de Kalitsch, ambassadeur de Paul I^{er} à Vienne.

(2) Il y a, sur cette expédition, un livre fort curieux de monsignor le comte de Noc qui avait eu poste d'officier su-

périeur dans cette expédition des égyptes pour l'Égypte.

(3) Voir la discussion du parlement. *Annuaire Royal*, 1799, t. III, aux plus tard, cette pensée se reproduit dans l'expédition d'Andros en 1807.

intérêts si divers et une politique si incohérente. Comme talents, ces généraux étaient remarquables; jamais peut-être il n'y eut une réunion d'officiers plus habitués au métier de la guerre. La Russie donnait le commandement à Suwarow, le vieil et antique défenseur de l'empire, le général qui montra sa honnêteté aux Turcs et aux Polonais vaincus. Suwarow avait reçu d'instruction militaire; Russe par l'esprit et les manières, spirituel, moqueur à la manière des barbares, il n'avait pour plan de bataille qu'une seule maxime : marcher en avant; compris et aimé par le soldat russe, c'était plus encore son père, son pontife de guerre que son général; une superstition religieuse se mêlait à l'obéissance que l'armée lui portait. Suwarow était pour le soldat un dieu, il rêlait et pleurait avec lui; il commandait l'obéissance la plus absolue; les Russes souffraient quand Suwarow souffrait lui-même; ils étaient joyeux de ses victoires, fiers de ses déclarations et de ses triomphes (1). Suwarow avait cette intrépidité qui tient lieu de génie, ce coup d'œil juste qui saisit toutes les fautes de son adversaire pour en profiter sur le champ de bataille. On a cherché du ridicule dans cette physionomie; en France, tout ce qui n'a pas le type français est soumis à de moqueuses paroles; Suwarow est resté grand parmi les Russes. Korsakow, son lieutenant, n'avait pas les talents militaires de Suwarow, ni cet instinct subit qui sait prendre une résolution; ses mouvements étaient lents, parce qu'il commandait à des soldats qui, sachant mourir, ne connaissent aucune de ces manœuvres alertes, aucun de ces entraînements admirables, qui tant de fois assurèrent la victoire aux Français. Korsakow allait agir en Suisse, tandis que son général en chef Suwarow se porterait en Italie avec rapidité; tous deux devaient se réunir au pied des Alpes et se prêter la main dans l'invasion des provinces du Rhône et de l'Isère.

Les Autrichiens étaient placés sous les ordres de l'archiduc Charles, prince jeune alors, un des tacticiens les plus remarquables de la nouvelle école; Moreau l'avait ainsi jugé (2). Comme il arrive toujours en Autriche, l'archiduc était placé sous les instructions du conseil aulique, méthodique et vieilli, qui dictait les plans de campagne et arrêtait les opérations militaires. Nul ne présentait peut-être un aussi beau caractère que l'archiduc Charles; il avait de la franchise, une loyauté à l'épreuve, des

sentiments chevaleresques si nobles, qu'on eût dit le premier gentilhomme d'Europe; la politique du cabinet n'entraît pas dans sa tête, les subtilités lui étaient étrangères; il ne savait que le champ de bataille, le feu livré qui s'ouvrait devant lui plus glorieux encore à Essling! Deux généraux de premier ordre combattaient à ses côtés pour la cause de l'Autriche : Kray, un des officiers remarquables de l'armée allemande, manœuvrait en Suisse, et devait s'unir à Korsakow dans un mouvement commun par le Saint-Gothard, tandis que Mélas préparait les voies aux Russes de Suwarow par une marche parfaitement combinée en Italie. Ainsi le Rhin, la Suisse, la Lombardie et le Piémont, étaient les points principaux par lesquels les alliés devaient faire irruption dans le cœur de la France; ils s'étaient donné rendez-vous dans l'Alsace, la Lorraine et la Franche-Comté, pour faire ensuite leur jonction sur la Seine (3).

Les Anglais avaient pour chef le duc d'York, prince de la maison royale, officier de courage comme tous les Brunswick, mais avec des talents limités et un manque absolu de volonté et d'énergie. Le prince d'Orange, représentant le stathouderat, devait également marcher sur le continent; mais l'Angleterre voulait rester maîtresse, en définitive, des résolutions à prendre en ce qui touchait les Pays-Bas; elle ne se souciait pas que le prince d'Orange prit trop d'ascendant dans la guerre, et elle en avait délégué la part active au général Abercrombie, un des officiers les plus distingués de l'armée britannique; le corps auxiliaire russe restait sous les ordres du duc d'York, selon la méthode anglaise qui consiste à épargner le sang national en employant celui des auxiliaires et des étrangers. Les instructions étaient formelles; le cabinet de M. Pitt en voulait surtout aux arsenaux et aux flottes holaises (4). En envisageant donc de bien près la coalition qui se développait contre la république française, il y avait mille intérêts hostiles, des jalousies, des rivalités; on voyait des nations, vieilles ennemies, marcher sous le même drapeau, et tout cela devait rendre essentiellement faibles les premiers efforts militaires des alliés en Italie, en Suisse et en Allemagne.

Néanmoins, cette coalition si mal jointe présentait, à l'extérieur, un aspect formidable, et le Directoire dut songer à une de ces grandes résistances qui sauvèrent la patrie aux jours périlleux

(1) Suwarow est d'une petite stature, maigre, un peu voûté; ses cheveux, blancs comme la neige, dépassent de son bonnet et lui descendent sur ses épaules; mais chacun de ses muscles est encore animé d'une rapidité et redoutable élasticité. Le feu, la promptitude sont dans ses pas, dans tous ses mouvements, comme le jacobinisme dans toutes ses paroles, qui sont presque autant d'apophthegmes. Tout son art consiste dans la terrible énergie qu'il met à donner à l'imp

de ses soldats, qui sous lui se crurent invincibles. (Note de M. de Mémoires, officier au service de Russie.)

(2) Napoléon eut toujours une grande estime militaire pour l'archiduc Charles.

(3) C'est le plan de campagne des alliés en 1814.

(4) Discours au parlement, septembre 1799.

du comité de salut public. Le plan de campagne, dont il reste encore les éléments principaux aux archives de la guerre, était parfaitement combiné et d'une hardiesse peu commune; il fut l'œuvre de Jourdan et de Moreau; par les révolutions de Naples, du Piémont et de Rome, la république n'avait plus à craindre l'intervention des armées piémontaise et napolitaine; les généraux Championnet et Macdonald maintenaient le repos et l'obéissance au sein de ces populations ardentes pour la révolte. La pointe militaire sur Naples, si hardie, avait réussi, grâce à la lâcheté des armées napolitaines, se dissipant comme les nuées sur le Vésuve. D'après le plan de campagne adopté par le Directoire, les coups principaux devaient se porter en Allemagne; le général Jourdan marchait à la face de l'archiduc Charles, dans la Souabe au delà du Rhin; Masséna recevait le commandement de l'armée d'Helvétie, opposer aux Autrichiens du général Kray, et un peu plus tard, au corps russe de Korsakow. En Italie, Schérer reçut la mission décisive de refouler le général Melas avant l'arrivée des Russes du feld-marchal Suwarow (1); au nord, enfin, du côté de la Hollande, la garde de la frontière contre l'invasion des Anglais du duc d'York et d'Alberronbie, fut confiée au général Brune, promettant de rejeter les Anglais dans la mer. Le Directoire avait invoqué la force et le dévouement de ses meilleurs généraux; Jourdan, ardent républicain, avait alors une certaine réputation militaire; Masséna était un des meilleurs lieutenants de Bonaparte; Macdonald pouvait citer de belles campagnes, et Brune comptait l'invasion de la Hollande sous Pichegru, parmi ses titres de gloire; Schérer, le plus incapable de tous, devait sa position, en Italie, à la confiance de Rewbell qui lui avait donné le ministère de la guerre; Championnet n'était pas sans talents et sans intrépidité; il avait secondé Macdonald dans sa marche si rapide, si décidée sur Rome et Naples.

Les premiers mouvements militaires ne furent point heureux pour les armes françaises; le général Jourdan, hardiment avancé dans l'Allemagne, éprouva une défaite complète; l'archiduc Charles

profita de ses fautes; nos bataillons épars revirent les eaux du Rhin. En Italie, d'autres échecs firent peser sur les généraux français une triste responsabilité; Schérer fut battu à Vérone, à Magnano; Moreau fit des prodiges, mais la victoire, femme capricieuse, avait cessé d'être fidèle aux soldats de la république. Masséna éprouva une défaite devant les fortifications de Feldkirch; depuis ce moment, les Français furent en pleine retraite en Italie, en Suisse et en Allemagne. Le plan qui consistait à empêcher la jonction des Russes et des Impériaux ne réussit pas; les corps du général Macdonald, se retirant de Naples, furent un moment coupés. Jamais, depuis l'invasion de 1793, la France n'avait été dans un si grand péril (2). Au nord, une dépêche télégraphique annonça le débordement de la flotte anglaise avec une armée considérable sur le Texel; encore quelques malheurs, et les alliés touchaient les frontières; les Cosaques déjà insultaient le Dauphiné, et Melas se proposait d'opérer sur le Piémont et le Var. On rêvait de nouveau au siège de Toulon.

Cette triste situation militaire précéda la révolution du 30 prairial; le changement du Directoire avait amené plus d'unité dans les forces du gouvernement; le général Bernadotte prenait le département de la guerre, et on lui doit cette justice historique, qu'il déploya dans les périls communs une énergie, une force, une prévoyance qui ne furent pas inutiles au premier consul bien avant la bataille de Marengo (3). Bernadotte, administrateur surtout, avait sous sa main peu d'éléments d'organisation; l'argent manquait, les conscrits hésitaient à se rendre sous les drapeaux où ils demeuraient sans vêtements, sans armes. Le ministre ne négligea rien; l'administration prit une impulsion nouvelle et forte; ses proclamations aux armées eurent une teinte antique et républicaine; il invitait généraux et soldats à faire de nouveaux efforts pour sauver la république.

Le ministre avait auprès de lui un jeune secrétaire, fils de la révolution, aux fortes études, et lié, par ses antécédents, à la société des jacobins; il

(1) Schérer parut, et fut accueilli avec des murmures et des huées. Lorsque Moreau arriva, les soldats se précipitèrent autour de lui, balaisèrent ses bottes et son cheval, et le proclamèrent hautement en disant : « Voilà notre sauveur, notre cher Moreau, c'est lui qui est notre général. » Schérer n'eut rien de mieux à faire qu'à prétexter une maladie, et se retirer, et le Directoire n'eut pas, de son côté, le loisir de nommer général en chef, ce même Moreau qu'il n'eut aucune raison d'aimer. (Dépêche du ministre de Prusse au comte de Hatzfeldt.)

(2) Aussi la plus grande renommée enlève les généraux alliés, on exalte Suwarow, et voici un usage de l'empereur Paul :

« Afin de perpétuer jusqu'à la postérité la plus reculée le souvenir des exploits de notre feld-marchal, le comte de Suwarow Rimolski, qui, à la tête de nos armées victorieuses et de

celles de l'empereur d'Allemagne, dans quatre mois délivra toute l'Italie de ses implacables conquérants, et rétablit les royaumes et les institutions légales; et voulut lui donner à la face de l'Europe une marque de notre satisfaction, nous lui avons conféré, à lui, général feld-marchal comte Suwarow Rimolski, la haute dignité de prince de l'empire russe, avec le titre de lituanique. Nous voulons, et il nous pût que cette dignité soit héréditaire à tous ses successeurs, mâles et femelles, et qu'il soit et aigne le prince lituanique Alexandre Rimolski, comte Suwarow Rimolski.

« Falli à Paulowak, le 8 août 1796.

» PAUL.

(3) Les circulaires de Bernadotte existent en original aux archives de la guerre.

fut secondé par sa sagacité et son ardent amour pour la patrie. Le général Bernadotte cherchait à réveiller dans les camps cet esprit public qui semblait s'effacer de l'armée; si le général Bernadotte donnait un commandement en chef à Championnet, le Directoire, par l'organe de l'abbé Sieyès, indiquait pour conduire l'armée d'Italie, le jeune Joubert, sur lequel se rattachait plus d'une espérance, tant le mouvement politique se liait alors à une révolution militaire (1); on ne croyait pas possible de sortir de la crise sans l'appui d'une armée et d'un général; l'abbé Sieyès voulait organiser la victoire au profit de ses plans de constitution. Le général Joubert se rendit lentement à son poste (2); ses négociations avec le Directoire, son amour pour mademoiselle de Montholon, ces fleurs, ces roses jetées sur ses pas, l'empêchèrent d'accomplir sa destinée; la mort le frappa à la sanglante bataille de Novi; les bardes de la république purent célébrer les funérailles d'une si belle renommée.

Depuis le 30 prairial il y eut plus d'énergie; les armées se reorganisèrent, mais les causes réelles du succès obtenu par les républicains, furent surtout les querelles intestines et les jalousies qui s'élevaient de toutes parts entre les généraux russes

et autrichiens dans cette campagne. A mesure que le plan des alliés recevait son exécution, les rivalités se formulaient d'une manière plus complète; les Autrichiens, presque maîtres de l'Italie, voulaient en disposer à leur gré; pleinement satisfaits d'avoir délivré le Milanais, ils portaient leur attention alors sur le Piémont pour assurer une nouvelle frontière, et les vieux projets de la maison d'Autriche se réveillaient contre les Carignan. Le cabinet de Vienne voyait, avec dépit et quelque crainte secrète, les Russes prendre possession des villes, et parler, au nom de leur czar, des Carignan et des Bourbons, comme si l'Autriche ne devait pas rester maîtresse des négociations ultérieures. Ensuite un échange de mots durs avait lieu continuellement entre les officiers généraux des deux armées; Korsakow manifestait un mépris profond pour les officiers autrichiens, déjà blessés de marcher sous la conduite des Russes; il résultait de ces dissidences une grande incertitude dans les mouvements militaires.

La haute tête de la campagne, le prince Charles, était tombé malade presque au début de la guerre, on disait même qu'il s'était retiré de dépit; l'armée autrichienne manquait d'unité et de résolution; elle se croyait seule capable, par sa civilisation et sa

(1) Voici ce que Joubert écrivait au Directoire :

« Citoyen directeur, compter plus encore sur mon dévouement que sur mes talents militaires. Si je ne meurs pas en combattant les ennemis de la république, soyez bien sûr que je ne vivrai que pour la défendre. Je pars pour l'armée avec l'intention de ne pas laisser aux Autrichiens-Russes le temps de réunir toutes leurs forces, déjà trop nombreuses. A mon arrivée je leur livre le combat. Dans peu de jours, attendez-vous à recevoir la nouvelle d'une grande victoire ou celle de ma mort. » (Lettre de Joubert au président du Directoire.)

(2) Voici quelques-unes de ces circulaires du général Bernadotte.

Le ministre de la guerre à l'armée d'Italie.

Paris, le 11 fructidor an VII (28 août).

« Caché dans les rangs obscurs, il y a trois ans, Joubert était à peine connu; il meurt aujourd'hui, fixant les regards et l'eslime de l'Europe entière. Quel est le secret de cette réputation si grande, soldat de la patrie? Est prodige est encore un de ceux de la liberté. Elle élève jusque dans le ciel ses généreux défenseurs.

« Joubert fut un des plus ardents; il ne croyait pas que même sous la tente un soldat eût le droit de se croire étranger à la république. Incertain, il y a six mois, s'il combattait encore pour elle en Italie, il avait courageusement renoncé à sa propre renommée.

« La constitution a repris son empire, Joubert doit reprendre du service; le moment est venu de réjoindre ses frères d'armes; impatient de continuer sa gloire, il ne peut pas arriver, qu'il périt à la fleur de l'âge au milieu de vous.

« Tombé de cheval, il vous criait en expirant : « Camarades, c'est aux ennemis qu'il faut marcher. » Vous avez entendu sa voix mourante, vous avez juré sur sa tombe de le venger; vos larmes ne seront point stériles.

« Si, dans ce fatal combat, qui n'est point une défaite, il a été commis une faute, c'est celle de la vaillance immédiate. Je n'ai qu'un regret : à vous donner; la sagesse dans le courage.

« Battus-vous autour du principe éternel des victoires, la discipline éternelle rendra tous les avantages qui se sent que d'ail-

lées. Des efforts nombreux de toutes armes vont vous secondier; que les vœux vobis donnent à ses jeunes consorts l'espérance de l'ordre et du devoir.

« Braves amis, avancez, la patrie vous appelle. Non, quel que fassé la coalition, la source des généraux n'est point tarie. On a pu dire sous les rois, que la nature se repose quand elle a produit un grand homme; je vois parmi vous plus d'un Bonaparte et d'un Joubert. La liberté a changé la nature.

« Signé : Bernadotte. »

Le ministre de la guerre au général Championnet.

Paris, le 11 fructidor an VII (28 août).

« L'armée des Alpes est réunie à celle d'Italie. Le Directoire exécutif vous a nommé pour commander l'une et l'autre. Championnet accède au républicain Joubert. L'Italie sourit à son nouveau libérateur; elle attend celui qui avait renversé le trône de Naples.

« Rome rendit des actions de grâces à ce consul qui s'avait point désespéré du salut de la république; Rome a détruit Carthage et fait la conquête du monde; il n'est de vous que les promesses de l'ambition. Fondez notre liberté, secondez nos vœux, faire une paix durable, voilà notre ambition; vos moyens sont grands pour la réaliser.

« La terrible armée du Danube flaque votre gauche. L'entré-pide Lecourbe est prêt à vous donner la main; vous avez avec vous de valeureux soldats et des généraux éclairés; les Belmas, les Saint-Cyr, Grenier, Suchet, Dubouche, Victor et tant d'autres, sont vos dignes compagnons. Que ne pouvez-vous pas avec l'union de pareils hommes !

« Je sais combien cette union est le premier besoin de votre armée. Vous êtes des braves de cette glorieuse armée du Sambre-et-Meuse. Vous avez vu quatre-vingt mille hommes présenter l'image d'une seule famille. On n'y connaissait qu'une rivalité, celle du bien public; probité, sobriété, discipline austère et nerveuse, tels sont les puissants mobiles qui la conduisent à la plus haute renommée, ils vous conduiront encore à la victoire.

« Signé : Bernadotte. »

tactique, de lutter contre les armées françaises, et c'est dans ce moment d'incertitude et de découragement que le général Masséna engagea l'affaire de Zurich sur un champ de bataille de près de trente lieues. Cette magnifique action dura plus de quinze jours; elle fut décisive contre Korsakow, et dès lors les Russes, qui avaient une si grande part à la coalition, furent mis en dehors de ligne et n'influèrent plus que légèrement sur les opérations militaires (1). Les Autrichiens seuls s'efforcèrent avec leur supériorité de position en Italie; les frontières furent sauvées, et toute invasion devint impossible pour les alliés. On prit sur quelques points l'offensive; les Autrichiens, au reste, ne se souciaient pas de passer les Alpes; il ne s'agissait pas, pour eux, d'une campagne de restauration pour les vieilles dynasties; leurs armées ne s'étaient point ébranlées pour un principe, mais pour des conquêtes effectives et réelles; ils voulaient pour le Milanais une meilleure frontière du côté du Piémont; la guerre changeait ainsi de face et de but, et on pouvait la continuer d'autres bords plus complètement militaires et diplomatiques.

Si l'invasion échouait du côté de l'Italie et de l'Allemagne par la bataille de Zurich, elle était aussi fortement arrêtée en Hollande par la marche savante et hardie du général Brune; le duc d'York était en pleine retraite. Comme au temps de la première coalition, la campagne des Anglais sur ce point n'avait politiquement que deux objets : la capture de la flotte batave et la destruction des arsenaux. Une fois ces deux résultats accomplis, l'Angleterre était satisfaite; et aucun ministre de cabinet, à Londres, n'avait la présomption de lutter sur le continent avec les soldats de la république et de renouveler la campagne de 1793. Sans doute, si la coalition, victorieuse dans l'Italie et l'Allemagne, s'avancait vers le centre de la France, l'Angleterre marcherait à son tour par les frontières du Nord, sur Anvers, puis sur Dunkerque, comme elle l'avait essayé en d'autres temps; mais la victoire revenant aux armées républicaines, que pouvait faire un corps anglo-russe en Hollande? Le cabinet de M. Pitt avait donné mission au duc d'York de

s'emparer de la flotte; ce but était rempli; les Anglais, maîtres de l'escadre du Texel, capitulèrent avec Brune pour le rembarquement des troupes, et le duc d'York obtint de bonnes conditions. Plus tard on se demanda pourquoi le général anglais s'était si rapidement rembarqué? C'est qu'il n'avait plus rien à faire sur le continent; il n'en voulait qu'à la flotte. Dans l'histoire de la Grande-Bretagne, on ne trouvera jamais qu'une seule pensée, celle d'affaiblir les marines de ses ennemis ou des neutres : elle les brûle ou elle les prend, sans se détourner un moment de son but.

En suivant ainsi la situation des armées, au moment où le général Bonaparte débarqua à Fréjus, elles n'étaient pas dans une situation mauvaise; un préjugé historique a répété que le premier consul ramena la victoire sous les drapeaux; rien n'est moins exact. Au mois d'octobre 1799, la France était victorieuse en Hollande, en Suisse, en Italie, les Russes étaient en pleine retraite, et la ligne des Autrichiens compromise par le grand vide que laissaient Suwarow et Korsakow. S'il n'y avait pas dans le pouvoir ce nerf puissant et militaire, cette unité qui seule pouvait donner un développement à la situation politique de la France, au moins le territoire était préservé. Les généraux Masséna, Lecourbe, Soult, Moreau, Brune, Macdonald, avaient tiré leurs épées avec honneur et gloire, et l'administration du général Bernadotte imprima une grande impulsion au système de guerre; les temps étaient passés où l'armée manquait de tout; elle avait reçu récemment des approvisionnements considérables, et les registres du département de la guerre constataient l'activité déployée par Bernadotte, ministre organisateur. La part du consul Bonaparte est assez belle pour qu'on puisse la faire juste à chacun; Masséna, Brune, Macdonald, Bernadotte, accomplirent de glorieuses choses, et seuls ils préservèrent la France de l'invasion (2). On a confondu deux époques : avant et après le 30 prairial; le triomphe était revenu à nos drapeaux au 18 brumaire, et la belle bataille de Zurich avait fait luire un nouvel éclat sur les armées de la république.

(1) « J'ai quitté, dit Suwarow, l'Italie plus tôt que je n'aurais dû; mais je me conformais à son plan que j'avais adopté de confiance plus que de conviction. Je combine ma marche en Suisse; j'en envoie l'itinéraire; je passe le saint-Gothard, et je franeis tous les obstacles qui s'opposent à mon passage. J'arrive au fort Ludique à l'endroit où l'on devait se réunir à moi, et tout me manque à la fois! Au lieu de trouver une armée en bon ordre, dans une position avantageuse, je ne trouve plus d'armée. La position de Zurich, qui devait être défendue par 60,000 Autrichiens, avait été abandonnée à 20,000 Russes. On laisse cette armée manquer de vivres. Boite se laisse surprendre; Korsakow se fait battre. Les Français restent maîtres de la Suisse, et je me vois seul avec mon corps de troupes, sans artillerie, sans vivres ni munitions,

obligé de me retirer chez les Grisons pour rejoindre des troupes en déroute. On n'a rien fait de ce qu'on avait promis.

« Un vieux soldat comme moi peut être joué une fois; mais il y aurait trop de sottise à l'être deux fois. Je ne puis plus entrer dans un plan d'opérations dont je ne vois sortir aucun avantage. J'ai envoyé un courrier à Pétersbourg; je laisserai reposer mon armée et ne ferai rien avant les ordres de mon souverain. » (Extrait d'une lettre de Suwarow, du 9 novembre 1799.)

(2) Napoléon a été très-passionné dans le jugement qu'il a porté contre le général Bernadotte et sur son administration de la guerre; Napoléon avait un trop grand mépris de tout ce qui n'était pas lui. La jalousie perçait trop dans ses appréciations.

A l'intérieur, la guerre civile, sans être complètement éteinte, était au moins apaisée, car il venait d'y avoir une nouvelle pacification de la Vendée, sous le général Hédelouville; les provinces de l'Anjou et de la Bretagne ne présentaient plus que des bandes isolées, et la plupart des chefs signaient l'acte de pacification. Comme il arrive toujours après les longues guerres civiles, il restait debout quelques troupes armées, lesquelles, impatientes de toute domination, se jetaient à l'improviste de droite et de gauche pour commettre du désordre et s'assurer le butin. La Vendée s'était transformée en chouannerie, dégénération de la grande guerre civile de 1794. Les paysans insurgés, si redoutables aux républicains, se réunissaient sur des signes particuliers, dans les genêts touffus de la Vendée, au milieu de ces buissons épais, de ces métaïries isolées où l'on attendait les bleus. La soumission absolue était impossible; il y avait toujours des hommes bardis qui portaient la croix sur leur chapeau à larges bords, comme les derniers débris des clans d'Écosse; armés sous les Stuarts.

Dans la basse Normandie, la chouannerie n'était point éteinte; au milieu des ombres de la nuit on entendait mille voix confuses et inconnues qui se jetaient à travers les vents, des signes de convention pour prendre les armes (1). S'il n'y avait pas de guerre civile véritable, des expéditions de partisans pillaient les caisses publiques et tourmentaient les acquéreurs des domaines nationaux; le fanatisme politique était poussé loin, et alors parurent les chauffeurs, bandes sauvages qui, pour faire déclarer des trésors enfouis, faisaient glacer sur des brasiers ardents de pauvres femmes et des enfants à peine dans la vie, tristes fruits du désordre et de l'exaltation des partis, affreux et sanglant délire de la guerre civile! Les répressions contre de tels excès rentraient dans le domaine de la police active et de la justice; quelques régiments de gendarmerie mobile suffisaient, et l'on pouvait ainsi disposer de toutes les forces militaires pour les jeter sur la frontière dans la vaste lutte contre les coalisés (2).

L'armée navale de la France n'était pas dans une mauvaise situation, car elle offrait en ligne 84 vaisseaux de haut bord. L'escadre abîmée à Aboukir par l'amiral Nelson n'était pas le dernier espoir du pavillon de France, et au moment où le général Bonaparte mettait le pied sur le territoire, apparaissait de Brest une flotte magnifique qui comptait 44 vaisseaux de ligne se déployant dans l'Océan,

comme à la grande époque de Louis XIV; phénomène curieux que cette activité immense de nos arsenaux, quand on parlait de la décadence de la marine! L'empire de Napoléon, même dans ses jours de gloire, n'offrit pas le spectacle d'une armée navale aussi considérable, traversant le détroit de Gibraltar pour louver paisiblement dans la Méditerranée; elle effraya la Grande-Bretagne. Aucune escadre anglaise ne se présenta devant elle; l'amiral n'avait pas prévu la réunion d'une si grande flotte, et les ordres ne purent parvenir à temps pour livrer une bataille navale qui aurait eu pour théâtre l'Océan ou la Méditerranée. La flotte française entra paisiblement à Toulon après une campagne courte, mais qui ne fut pas sans utilité pour l'instruction de la marine; on vit une magnifique flotte sur mer, devant laquelle fuyaient les escadres inférieures sous le pavillon britannique; l'amour-propre de l'officier et du marin de France grandit; on put invoquer dans les longues nuits du bord les souvenirs de Suffren et de Lamoignon-Piquet (3).

Cette situation militaire de la république au moment où le général Bonaparte revint d'Égypte doit être bien constatée, afin de relever les erreurs qu'une puérile adoration a jetées dans l'histoire. La constitution de l'an III était perdue depuis le coup d'État du 18 fructidor; on avait accoutumé le peuple à voir les conseils décimés et les majorités déportées par de simples mesures de sûreté générale; cette constitution ne pouvait désormais protéger ni les personnes, ni les propriétés. Partout on sentait le besoin d'un changement; s'opérerait-il par la force militaire, ou par un simple mouvement d'avocats et de légistes?

Depuis longtemps la querelle était engagée entre l'armée et l'autorité civile; cette armée avait rendu d'éclatants services et tous les pouvoirs l'invoquaient à l'aide de leurs projets. Les révolutions politiques avaient pris pour appui l'épée d'un général, depuis le 14 vendémiaire qui s'accomplissait sous l'influence de Barras et de Bonaparte, jusqu'au 18 fructidor où présida Augereau. Ce grand duel devait donc se vider aujourd'hui, demain, qu'importe! Il y avait dans les conseils, dans le Directoire, comme dans le pays, ce sentiment unanime que ce qui était ne pouvait durer; quand le peuple a cette opinion, il est rare qu'un pouvoir puisse se maintenir, car il n'inspire aucune confiance; chacun lui donne des successeurs, ou eberche à l'être. On en était arrivé à ce point que les directeurs ne croyaient plus à leur propre puissance, et l'abbé Sieyès lui-même

(1) Je regrette vivement qu'on n'ait pas poétiquement raconté la chouannerie et l'épisode de cette guerre civile, fautive et acharnée. — (2) Fouqué fit le premier entrer la police dans les répressions des troubles de la Vendée.

(3) Il ne faut pas oublier que la jeune période de la vie de Barras avait été consacrée à la marine; il put donner l'impulsion à nos escadres. Il avait goûté pour l'organisation des escadres.

déclarait qu'un changement était indispensable.

La bourgeoisie jugeait même le mal plus grand qu'il n'était ; on croyait la patrie menacée ; la victoire était revenue avant Bonaparte, et on put dire et écrire au 18 brumaire qu'elle était arrivée par lui, et qu'il la conduisait par la main comme la compagne brillante de sa vie. Ce qui manquait réellement au Directoire, c'était la vie et la force gouvernementales ; il n'y avait pas d'unité dans le pouvoir, aucune force morale dans l'administration ; on avait peur des jacobins, peur des émigrés, peur des généraux. Une sorte de vacance se manifestait au sein de l'autorité, et c'est le moment où un homme audacieux peut s'en emparer. On a dit que les intrigues agitent beaucoup pour préparer la journée que nous allons décrire ; en politique il y a quelque chose de plus fort que l'intrigue, c'est la nécessité inflexible qui domine les hommes et les événements. Bonaparte avait dit en partant pour l'Égypte : « La poire n'est point mûre encore » ; à son retour elle était mûre, il ne fallait plus qu'une main décidée à la cueillir !

CHAPITRE XIX.

PRÉPARATIFS DU 18 BRUMAIRE.

Arrivée d'Égypte. — Avis de la Prusse et de l'Angleterre. — Bonaparte à Fréjus. — Situation du gouvernement. — Marche sur Paris. — Enthousiasme. — Irrésolution du Directoire. — L'abbé Sieyès et les jacobins. — Bernadotte et Marbot destitués. — Bonaparte à Paris. — Sa famille. — Ses rapports. — Intrigues avec les corps constitués. — Rapprochement de Bonaparte et de Sieyès. — La décade qui précède le 18 brumaire.

Octobre et novembre 1799.

Le 17 vendémiaire (8 octobre 1799) une dépêche télégraphique conçue en ces termes arrive au

Directoire : « Le général Bonaparte est débarqué à Fréjus suivi des généraux Berthier, Lannes, Murat, Marmont et Andréossy ; il se dispose à partir pour Paris (1). » Cette nouvelle inattendue dans les circonstances difficiles où se trouvait le Directoire, jeta une vive inquiétude dans l'esprit surtout des directeurs Gobier et Moutins, expression des jacobins. Que vient faire le général ? Quel était le but de son apparition si subite sur les côtes de France ? Dans les temps de crise, l'événement même le moins grave excite une grande sollicitude, et l'arrivée du général Bonaparte devait menacer un pouvoir divisé, chancelant, qui cherchait en vain une solution à ses difficultés politiques. L'audace du général Bonaparte surprenait toutes ces âmes incertaines. Que veut-il ? Quels sont ses desseins ? Pourquoi a-t-il subitement quitté son armée d'Égypte ? A quels avis devait-il la résolution inattendue de son retour en France ? Y avait-il une conspiration avec un but prémédité contre le Directoire ? Des traites s'entendaient-ils avec Bonaparte pour le renversement de la constitution (2) ? Tous ces raisonnements se faisaient parmi les amis de la faible administration qui gouvernait la France. Un pouvoir fort, sans hésiter si longtemps, aurait agi ; le général Bonaparte ne s'était-il pas placé en dehors des lois ? Déserteur de son armée, il l'abandonnait sur les rives de l'Égypte, comme si aucun devoir n'était imposé à un général en chef ; à Fréjus, s'affranchissant des règles sanitaires, il violait les principes qui garantissaient la sûreté des côtes ; le Directoire avait mille motifs pour s'emparer du général et le faire juger par une commission militaire. Mais quand une autorité expire, que peut-elle tenter encore ? Tout ce qu'elle résout tourne contre elle ; tout ce qu'elle arrête tombe impuissant et sans force. Le Directoire avait fini sa carrière ; désormais, c'en était fait de lui, il ne fallait que de l'audace pour le renverser, et la faveur publique secondait trop ouvertement le général Bonaparte pour qu'on pût arrêter sa personne et frapper contre lui un coup de force et de sûreté (3).

(1) La dépêche en fut portée à Barras pendant son dîner ; il en fit prévenir Gobier, président du Directoire.

(2) « Au milieu des grands événements qui ont attiré notre attention depuis un mois, il n'en est aucun qui ait causé autant de surprise que l'arrivée inattendue de Bonaparte en France. Cet homme, dont la carrière a été jusqu'à présent si extraordinaire, a débarqué à Fréjus, mauvais petit port en Provence, le 9 vendémiaire (1^{er} octobre) ; sa suite consistait dans le général Berthier, les généraux Lannes et Murat (l'un et l'autre blessés), le général d'artillerie Andréossy, le général de brigade Marmont, le chef de ses guides Boulières, les trois membres du Institut national d'Égypte, Monge, Berthollet et Arnauld, quelques mameluks, quelques Arabes et quelques guides. La flottille qui les a apportés en Europe consistait dans les deux frégates, le

Malron et la *Carène*, l'avis de *la Revanche* et la tartane l'*Indépendance*, et était sous les ordres du vice-amiral Gauthier. » Dépêche du ministre de Prusse au comte de Benigwitz, 3 octobre 1799.

(3) « Il se forme aujourd'hui en France un parti qui, au rapport de quelques voyageurs étrangers, donne beaucoup plus d'inquiétude au Directoire que toutes les troupes russes, allemandes et tures à la fois. C'est un parti que l'on pourrait appeler celui du général Bonaparte, puisque c'est une réunion de sentiments qui se manifestent hautement en faveur de ce général. Toutes les classes, soldats, habitants des suburbs, républicains, bonapartistes, négociants, hommes gens, sont tous aujourd'hui d'opinion que cet homme a été sacrifié aux frayeurs de la perversité des triumvirs qui ont fait le 18 fructidor. La situation actuelle

Cependant la position personnelle du général n'était pas aussi bonne que les avis reçus de France semblaient le lui faire entendre; il s'était déterminé à quitter l'Égypte sur les dépêches qu'on lui avait fait parvenir par les voies de Berlin et de Londres. Le système neutre qu'avait gardé la Prusse lui permettait d'envoyer des agents politiques sur tous les points, et lors de l'ambassade de l'abbé Sieyès à Berlin, un émissaire confidentiel fut dépêché par le ministère prussien à Constantinople, afin d'exposer à Bonaparte les périls de la patrie et la nécessité de se placer à la tête du gouvernement par une révolution constitutionnelle, car le pacte de l'an III était sans valeur. La coalition étrangère refoulait alors les armées françaises sur les frontières, les périls étaient grands, et toutes les opinions demandaient un dictateur pour sauver la France menacée. L'émissaire prussien avait joint Bonaparte après l'expédition de Saint-Jean-d'Acre qui abaissa la fortune du général; il lui avait communiqué les dépêches de ses amis, des hommes surtout qui exerçaient une certaine influence sur les conseils. L'abbé Sieyès lui adressait un mémoire sur la situation de la république, en engageant le général à revenir sur le sol français pour en finir avec l'anarchie (1).

Aux avis venus par les voies de la Prusse s'étaient joints les renseignements perfides du cabinet anglais. Dès que la coalition fut cimentée et qu'on vit les armées alliées sur les frontières, les amiraux anglais, et sir Sidney Smith surtout, se hâtèrent de mettre sous les yeux de Bonaparte les journaux qui indiquaient la situation désespérée de la république. Ils avaient pour cela deux motifs: d'abord les malheurs de la patrie détruiraient le sentiment moral de sa supériorité dans l'armée d'Égypte, et, par consé-

quent, on l'entraînerait plus facilement à une capitulation dédaignée dans les prévisions de l'Angleterre; puis, en appelant Bonaparte sur le continent, il y avait chance de s'emparer de sa personne par les escadres qui croisaient incessamment dans la Méditerranée; s'il débarquait en France, l'Angleterre en finirait avec les projets gigantesques sur l'Inde qu'avait conçus le général dans ses poétiques rêveries (2).

Aussi Bonaparte était-il instruit des moindres circonstances ou des moindres accidents qui pouvaient alarmer son esprit sur la situation de son armée; les amiraux anglais multipliaient les communications et les avis intimes, et aucune nouvelle désastreuse sur l'état de la France ne lui manquait à la face du désert, quand l'idée de patrie lui prenait au cœur dans les jours de tristesse et de désespoir. Au moment où le général Bonaparte résolut de quitter l'Égypte, il était dans la conviction profonde de la nécessité d'une dictature qui lui serait offerte par les conseils mêmes, tant le territoire était en danger! Ce caractère indomptable montra beaucoup d'audace dans l'exécution de ses projets; il revenait de Saint-Jean-d'Acre, expédition malheureuse où il avait vu ses soldats arrêtés devant une ville ouverte; sa réputation avait souffert de cet échec, et les journaux anglais tournaient en moquerie sa capacité de général et jusqu'à sa vie intime (3). Bonaparte retrouva la gloire en refoulant l'armée du vizir dans la mer; avec son habileté ordinaire, le général exalta comme une victoire décisive un combat de troisième ordre où une armée, forte de courage et de discipline, avait chargé à la baïonnette des masses confuses de Turcs et d'Albanais au large tromblon, au brillant cimier, soldats ballottés par les flots sur un sable mouvant (4). Cette victoire, Bonaparte l'avait

dans laquelle il se trouve depuis dix mois le courage et la persévérance avec lesquels il lutte depuis longtemps contre un peuple barbare, un climat affreux, le dénuement absolu de tout, l'ont grand prodigieusement aux yeux des habitants de Paris, et même de ceux qui n'avaient vu dans ses succès d'Italie que les avantages d'un jeune soldat sur des généraux calés ou stupides. Aujourd'hui on ne se cache plus pour dire, et on entend répéter partout, que si Bonaparte fut resté en France, il eût forcé le Directoire à faire la paix, ou qu'au moins n'aurait pas éprouvé les défilés honteux et sanglants que la France vient d'essayer. La réimpression de la correspondance interceptée a produit, et produit encore chaque jour un effet incalculable. Chacun y reconnaît les avertissements que l'on ne peut plaindre leurs malheurs, les affronts qu'ils ont reçus des Arabes, les dangers auxquels ils sont exposés, et l'improbabilité de leur retour, sans accuser ceux que l'on croit les auteurs de cette extravagante expédition, première cause de la ruine future de la république. Dans tous les groupes et dans tous les cafés, on se accuse hautement Berthier, Mur et Larevellière. Les frères de Bonaparte se taisent par prudence; mais comme, en perdant leur frère, ils perdaient leur grande influence, ils ne sont pas inactifs auprès des membres des conseils. (Rapport d'un agent secret au comité de l'Assemblée, septembre 1799.)

(1). On ne Lucien Bonaparte ne connaissait pas les papiers d'état

de Berlin, ou il a complètement méconnu l'exactitude des faits, en disant dans ses Mémoires, qu'il publia les lettres de Bonaparte à sa femme et à ses frères. Il se est une fois contraire: le *Times* la donna avec une sorte de mauvaise orthographe italienne: elle est adressée à Joseph.

(2). L'Angleterre publiait avec ostentation tout ce qui lui venait d'Égypte, et en correspondances intimes des généraux. Depuis Saint-Jean-d'Acre, sir Sidney Smith était en rapport avec Bonaparte. Dès le mot de capitulation avait été prononcé, et les instructions du général en chef à Kieber l'indiquent formellement.

(3). La presse anglaise avait excité sa jalousie sur la conduite fort légère de madame Bonaparte; on publia les lettres de Bonaparte à sa femme et à ses frères. Il se est une fois contraire: le *Times* la donna avec une sorte de mauvaise orthographe italienne: elle est adressée à Joseph.

(4). J'ai beaucoup de chagrin domestique, car le voile est entièrement levé. Je suis seul reclus sur la terre. Les amis m'ont bien chéri. Il ne me reste plus pour devenir misanthrope qu'à le perdre et le voir me trahir. C'est une triste position que d'avoir à la fois tous les sentiments pour une même personne dans son cœur, et m'entendre. (Correspondance de Napoléon.)

(5). L'armée du vizir n'était que de 7,000 hommes; cela est constaté par une dépêche officielle qui précéda la bataille.

Le jeudi 7 août (11 juillet), Mustafa-Pacha a débarqué, et après sept heures de combat la victoire s'est décidée en faveur

agrandie par ses récits; ses amis ardents la publiaient partout dans des bulletins enthousiastes; on disait avec une sorte d'orgueil le bel état de l'armée d'Égypte et de ses vieux prétoriens au moment du départ de Bonaparte, et la correspondance confidentielle de Kleber, qui dénonçait en termes si aigres la fuite du général (1), n'avait pas encore été publiée; on cherchait partout à relever sa grande vie militaire.

Et pourtant Bonaparte en touchant le sol de la France ne la trouvait pas dans une situation désespérée; il avait raisonné sur l'hypothèse d'une invasion menaçante, il avait eu les armées républicaines acculées sur la frontière. D'immenses événements s'étaient opérés depuis; la victoire était revenue aux drapeaux; la bataille de Zurich était bien autrement importante que les derniers succès en Égypte; Masséna avait rendu bien plus de services contre la coalition que le général Bonaparte transfuge et fugitif, violant les règles de la quarantaine et de la santé publique. Le général Brune ne venait-il pas aussi de délivrer la Hollande d'une invasion anglaise? La guerre avait pris une nouvelle face, et l'on n'avait pas besoin précisément du général Bonaparte quand on avait Moreau, Bernadotte, Maelsonald, et d'autres officiers encore qui commandaient glorieusement dans les derniers événements militaires.

Puisque j'ai parlé de Bernadotte, j'ai besoin de dire ici que, ministre de la guerre, ce général n'avait point hésité à manifester son opinion en plusieurs circonstances sur la situation de Bonaparte en Égypte. Il ne professait pas cette admiration de tous pour le vainqueur d'Arcore et de Rivoli; il ne considérait pas la campagne d'Égypte comme un chef-d'œuvre militaire. Une conversation curieuse, qu'il eut avec Joseph Bonaparte, avait même révélé les intentions du ministre de la guerre au cas où Bonaparte débarquerait en abandonnant son armée. Joseph avait pressenti le ministre sur cette éventualité; Bernadotte l'écou-

avec inquiétude et impatience. « Il veut donc abandonner son armée? s'écria-t-il. — Non, dit Joseph, mais puisque l'Égypte est conquise, que ferait-il là encore? — Dites qu'elle est envahie et non conquise, répliqua Bernadotte, et vous serez dans le vrai. » Et son accent fut tellement expressif que Joseph se vit obligé de démentir la nouvelle qu'il avait d'abord jetée en avant (2).

On doit donc répéter qu'à Fréjus la situation du général Bonaparte n'était pas bonne; en touchant le sol de la patrie, il le trouvait délivré de toute invasion; le Directoire, s'il avait eu quelque force pour défendre la constitution de l'an III, pouvait le traduire devant une commission militaire et le faire fusiller. Rien n'arrêta le général; il connaissait les hommes à qui il avait affaire et sa puissance sur l'opinion publique; Bonaparte dut se hâter d'aller à Paris sans précaution, sans quarantaine, sans retard surtout. Supposez Bonaparte quarante jours à Fréjus, tout était compromis pour lui; le Directoire serait revenu de son étonnement et de son effroi, et la vie du général était ainsi menacée. Une cause se perd par les délais et les hésitations. Bonaparte s'avança donc rapidement sur Paris, il fallait aller vite. Quand une fois il vit l'opinion de la France, il se crut inviolable (3); l'enthousiasme fut grand partout, en touchant le pays; on le considérait comme l'homme qui avait réalisé le premier, d'une manière complète, la pacification de la république; ne lui avait-il pas donné la victoire et la paix? On ne voyait pas son expédition d'Égypte comme un coup de fortune manqué; il se rattachait au contraire à cette campagne quelque chose de mystérieusement poétique impossible à décrire; il semblait qu'on était plus qu'un homme quand on avait touché cette terre, et le bulletin de la bataille d'Aboukir circulait partout avec des commentaires grandioses.

Quand Bonaparte vit Lyon, la ville commerçante, abaisser devant lui son drapeau et déployer

des musulmans. Le château capitula. Il y avait environ 300 indigènes, et aucun d'eux n'a pu se sauver. Le général Bonaparte est arrivé à Rhamsieh avec 10,000 hommes, nous ne sommes que 7,000, mais Dieu nous fera triompher par la protection des prières du prophète. » (Rapport adressé à Napoléon, et daté de 21 août.)

(1) Cette correspondance fut répandue avec profusion par le *Times* et le *Courier*, mais après le 15 brumaire seulement. En voici une lettre :

« Le général Bonaparte a épuisé toutes les ressources, et n'a pas laissé son départ en son dans le camp, mais en arrivant de 12,000,000 de francs; l'Égypte, quoique tranquille en apparence, n'est rien moins que saine; les mamelouks, quoique dispersés, en sont pas détruits; 2,000 mamelouks et 30,000 hommes de l'armée du vizir sont à Acre; la crise approche. El-Arych est en méchant fort n'ayant que pour quinze jours de vivres; les Arabes seules disent dans le cas de faire des convulsions; mais tant de fois troupés, ils s'éloignent, se cachent, et l'armée du grand vizir enflammée par son fanatisme Alexandre n'est

qu'un camp retranché; il était défendu par une nombreuse artillerie de siège, mais nous l'avons perdue dans la désastreuse campagne de Syrie. » Puis il ajoutait par *post-scriptum*. « Le capitaine-pacha nous a renvoyé un soldat pris à El-Arych; lui lui avait fait voir toute son armée; quant à moi, il me serait de toute impossibilité de réunir plus de 5,000 hommes (lettre du général Kleber au Directoire, de 20 septembre 1799.)

(2) Note communiquée et dont la source est authentique.

(3) « C'était le 10 octobre que Bonaparte est arrivé à Paris. Toutes les villes et tous les villages par lesquels il a passé pour se rendre dans la capitale, ont été illuminées. La ville de Lyon s'est distinguée surtout par la réception qu'elle lui a faite. On y a composé et joué dans la même soirée une petite pièce, bien mauvaise sans doute, pour le fêter. Elle était intitulée: *Le Retour du héros*, il a fallu, bon gré mal gré, que les héros y assistât, et se vit jeter tout vif il va sans dire que les couronnes de laurier lui furent prodiguées. César Bernabier commandait à Lyon, et le lieutenant Bonaparte, il était également son frère Alexandre. » (Dépêche d'un agent pressé à son gouvernement, novembre 1799.)

ses riches draperies de soie, il dut se croire appelé à une restauration sociale; il marcha droit à la dictature sans hésiter. Qui pouvait lutter avec lui de popularité? Tout ce qui voulait l'avenir de la France avait les yeux sur une si grande fortune. Il se crut et put se dire l'homme de la destinée; elle l'entraînait par une marche irrésistible vers un avenir immense. Il se trouva même que ses frères accourus au-devant de lui sur la route de Bourgogne, ne le rencontrèrent pas; ils auraient pu tempérer son audace; madame Bonaparte, qui voulait balancer, par des conseils de prudence, les influences secrètes de Lucien et de Joseph, ne put le voir (1). Le général arrivait seul soutenu par sa renommée; sa puissance devait être bien grande pour que nul ne s'inquiât de la contagion et de la peste. Il y a des temps où l'enthousiasme ne calcule rien: un homme est alors maître d'un pays, c'est la royauté d'opinion, souveraine aux bras vigoureux, à la forte couronne. Le général courut modestement se loger dans sa maison de la rue Chanteraine pour attendre là les événements, les propositions et les intrigues de chaque parti. Sa retraite s'illumina de toutes les confidences.

Depuis la révolution directoriale du 30 prairial les affaires à l'intérieur avaient marché avec plus d'ordre dans le gouvernement; l'abbé Sieyès prenait une action de plus en plus forte depuis que Barras plein de dégoût ne témoignait qu'un seul désir, celui d'abdiquer les affaires publiques en se faisant la meilleure fortune possible; or la préoccupation de l'abbé Sieyès, sa peur semblait être l'effet de l'influence des jacobins; il manifestait une terreur profonde contre ce qu'il appelait les anarchistes; il le disait haut au Directoire et dans les conseils; ses discours au 14 juillet, au 10 août, n'avaient été qu'une longue déclamation contre les clubs (2). Cette tactique ne tenait pas seulement à

la pusillanimité de son caractère, mais encore aux engagements que l'abbé Sieyès avait pris à Berlin durant sa légation. L'ambassadeur s'était dit assez fort pour ramener le pouvoir vers des conditions d'unité, et préparer les voies à l'avènement d'un prince de la maison de Brunswick. L'obstacle qui pouvait s'opposer aux desseins monarchiques de l'abbé Sieyès, était donc les jacobins, la seule partie forte, vigoureuse de la république. Dans ce but, il les attaqua constamment; il savait que la faction militaire, représentée par Bernadotte, Angereau et Jourdan, était complètement liée avec le parti jacobin. Jourdan assistait avec assiduité aux séances de la rue du Bac, et Bernadotte accordait son appui à toutes ces réunions où Talot, Destrem et Charles de Hesse (3), présidaient avec chaleur aux résolutions les plus décisives.

L'abbé Sieyès savait aussi que les Bonaparte n'étaient pas restés étrangers aux dernières intrigues de l'opposition de prairial et aux agitations des clubs (4), et il voulut dès lors neutraliser la force qui s'opposait à ses desseins de monarchie. Après avoir prouvé la nécessité du système monarchique, l'abbé Sieyès voulait également constater l'impossibilité de ramener la maison de Bourbon sur le trône; il appelait une monarchie sans eux, l'unité militaire ou civile, en dehors d'une restauration. Dans un de ses discours les plus verbeux et les plus réfléchis, l'abbé Sieyès avait fait le tableau le plus vif, le plus acerbé, des conséquences produites par le retour de Louis XVIII; il disait tous les maheurs qui en résulteraient, les proscriptions contre tous ceux qui avaient plus ou moins directement pris part à la révolution; les acquéreurs des biens nationaux, les membres des assemblées, le peuple, la bourgeoisie, rien ne serait épargné; le vieux régime allait reparaitre avec ses plus arbitraires conséquences (5). L'abbé Sieyès avait son

(1) Le général ne vit intimement aucun chef de parti qu'à son arrivée à Paris. Dans sa route, il n'était accompagné que par M. de Bourrienne.

(2) L'abbé Sieyès prononça dans sa présidence trois discours: le premier, très-remarquable, fut destiné à rappeler les maheurs qui accompagnèrent une restauration politique. Ce discours, tel que je le rapportai, fut lu dans une adresse aux Français, au moment des succès de Suvarov.

(3) Ce fut une singulière existence que celle de Charles de Hesse, d'une famille princière, le plus exalté des jacobins de Paris avec le comte Burore, son ami.

(4) M. Lucien Bonaparte déclara dans ses Mémoires qu'il était resté étranger aux clubs; pourtant il y fut porté à une dignité et il assista à plus d'une séance.

(5) « Vous ne savez pas combien les royaumes, sous le pouvoir desquels les puissances coalisées veulent vous faire rentrer, sont rigoureux dans l'examen de la conduite, dans le jugement des opinions. Apprenez que le renouvellement de vos ennemis vous mène lent, et que vous seriez tous frappés par leur vengeance. Les constitutionnels, les législateurs de 1791, et les conventionnels de 1792, sont solidaires aux yeux de la coalition, du

renversement du despotisme et du renversement du trône. Le serment fait au Jeu de Paume à la liberté, est pour eux un crime égal à tous ceux qui depuis ont été faits à la république. Sans doute les premiers coups frapperont sur les hommes les plus ardents. Mais à la suite de ces premiers sacrifices qu'exige la vengeance royale. Il en sera de plus obscurs que le marquis donnera à exploiter aux passions ambitieuses; de plus lentes, dont l'action progressive parcourra tous les rangs, attendra tous les états, embrassera toutes les époques. Alors sera étendue la militaire qui n'a pas voulu fuir les provocateurs des états généraux, les membres des états de Bretagne et de Dauphiné, en 1788. Alors seraient poursuivis les signataires des nombreuses adresses d'adhésion, qui, de toutes les parties de la France, arrivaient aux états généraux devenus assemblée nationale. Alors seraient attaqués les généraux problématiques qui organisaient, ambulaient, commandaient cette garde nationale, dont fut couvert en un moment le sol de la France régénérée. Alors seraient sacrifiés ces honorables transfuges de la caste privilégiée qui virent se ranger dans les bataillons des hommes libres, et rendre hommage à l'égalité. Alors seraient livrés à l'anathème sacerdotal les prêtres qui ont secoué le joug de Rome en 1790,

motif ; il voulait réaliser la monarchie, l'unité, sans les Bourbons, en marchant à la révolution de 1688, qu'expliquait et développait un pamphlet récent de Boulay (de la Meurthe) (1).

Le premier acte de l'abbé Sieyès fut d'essayer une double destitution pour rester maître du pouvoir sans contrôle. Bernadotte, ministre de la guerre, était reculé du directeur parce qu'il avait une force et une volonté positives ; le général avait le sentiment trop républicain pour sacrifier les intérêts de la patrie à l'abbé Sieyès qu'il méprisait ; en aucun cas, il ne lui aurait laissé accomplir un coup d'État contraire à la constitution de l'an III. Bernadotte avait une foi exagérée en lui-même, comme tous les esprits de Gascogne et de Béarn, et son administration de la guerre avait été assez heureuse pour ramener la victoire sous les drapeaux, avec les généraux Masséna, Brune et MacDonald (2). Le commandement militaire de Paris était confié au général Marbot, intimement lié aux jacobins, et se mettant en rapport avec eux par ses affiliations aux clubs.

Comment l'abbé Sieyès pourrait-il travailler à l'aise à son œuvre lorsque les deux commandants de la force militaire étaient précisément ses plus rudes adversaires ? Dans cette situation, Sieyès, président du Directoire, n'eut plus qu'une pensée : la démission de Bernadotte et le remplacement du général Marbot ; il fallait user de dissimulation et de ruse ; Sieyès agissait seul alors, car Barras s'était annulé, et comme, dans un moment de mauvaise humeur, Bernadotte, se plaignant de la direction incertaine du gouvernement, n'avait manifesté aucune répugnance pour reprendre le commandement d'une armée après sa démission du ministère, le président du Directoire saisit cette circonstance pour supposer une démission qu'on n'avait pas donnée, et un message de Sieyès, acti-

vement envoyé au général Bernadotte, dans des formes perfidement louangeuses, lui annonça qu'il allait reprendre son activité aux armées, et que le portefeuille de la guerre était donné, par intérim, au général de division Milet-Mureau (3). A cette lettre, un arrêté était joint qui acceptait la démission du général Bernadotte (4).

L'abbé Sieyès avait joué son jeu de finesse ; le ministre allait envoyer sa démission et son portefeuille, lorsque son jeune secrétaire, plus ferme, plus résolu, lui fit connaître que cette sortie du pouvoir ne serait ni noble, ni patriotique, et qu'il fallait s'expliquer plus hautement à la face de l'abbé Sieyès. Alors le général Bernadotte écrivit « qu'on ne pouvait accepter une démission qu'il n'avait pas donnée, » et il demanda sur-le-champ son traitement de réforme, ce qui était plus complet. Sieyès, le jour même, accorda la réforme à un général de premier ordre, par un acte de sa propre volonté, coup de parti décisif à l'égard de Bernadotte et des jacobins (5). On suivit la même méthode envers le général Marbot, mais avec moins de formes ; il fut remplacé par le général Lefebvre, sans opinion bien déterminée, et sur lequel l'abbé Sieyès pouvait compter dans un mouvement décisif contre la constitution, il lui fallait des hommes sans caractère, des généraux dont il pût disposer pour soutenir une résolution politique fermement arrêtée.

Barras et Sieyès s'étaient rapprochés de Fouché qui craignait, comme eux, le parti jacobin ; il y avait de grandes ressources dans ces intelligences d'examen et d'action. On remarquait que le président du Directoire s'agitait plus que de coutume ; les hommes qui visitaient le beau jardin du Luxembourg pouvaient voir l'abbé Sieyès à cheval, dans le menège, s'essayant, avec une hardiesse un peu lourde, à des exercices d'équitation au milieu des touffes de fleurs ; comme il préparait un coup de

comme ceux qui ont abjuré leur colle en 1793 ; ceux qui ont consacré leurs fonctions, et ont juré d'être fidèles aux lois de la république, comme ceux qui ont changé d'État, et se sont soumis aux lois de l'homme. Alors seraient persécutés tous ces magistrats qui se sont honorés du choix du peuple ; qui, après s'être assis sur les fleurs de lis, ont jugé dans les tribunaux populaires. Leur probité ne les justifierait pas aux yeux de leurs ennemis, irrités de ne pouvoir donner un faux motif à leur cruauté. Alors les habiles particuliers redoubleraient d'activité. Alors les agents royaux recevraient toutes les dénonciations, serviraient toutes les fureurs : le républicanisme deviendrait le crime de quiconque serait un ennemi, un envieux, un jaloux. Le royalisme même serait étiqueté par la calomnie, et la sûreté personnelle n'existerait pour aucun citoyen. » (Adresse du Directoire aux Français, juin 1799.)

(1) Ce livre de M. Boulay (de la Meurthe) traitait de la révolution d'Angleterre. M. Benjamin Constant lui répondit par son autre pamphlet sous ce titre : *Des suites de la contre-révolution de 1688 en Angleterre*.

(2) Les écrivains qui ont fait parler Napoléon à Sainte-Hélène, se sont laissé enlancer à leur haine contre Bernadotte, en sou-

levant que son administration fut stérile. Les cartons du département de la guerre constataient le contraire.

(3) Paris, 28 fructidor an VII.
« Le Directoire exécutif, citoyen ministre, d'après le vœu que vous lui avez si souvent manifesté de reprendre votre activité aux armées, vient de vous remplacer au ministère de la guerre. Il charge le général de division Milet-Mureau du portefeuille de la guerre par intérim. Vous lui en ferez le remis. Le Directoire vous recevra avec plaisir pendant le séjour que vous ferez à Paris, pour assister sur tous les objets relatifs au commandement qu'il vous destine.
Signé : Sieyès, président. »

(4) « La démission donnée par le citoyen général Bernadotte de ses fonctions de ministre de la guerre est acceptée. »

« Je reçois à l'instant, répond Bernadotte au Directoire, votre arrêté d'hier 28, et la lettre obligeante qui l'accompagne. Vous acceptez la démission que je n'ai pas donnée. »

(5) 30 fructidor an VII.
« Vu la lettre du citoyen Bernadotte, général de division, du 29 de ce mois, par laquelle il demande sa réforme ;
Le traitement de réforme est accordé au citoyen Bernadotte, général de division.
Signé : Sieyès, président. »

main, le goût des choses de la guerre lui était venu. Qui pouvait défendre la constitution de l'an III? Gohier et Mouton soutenaient Bernadotte, et les jacobins du Manège trouvaient appui dans la minorité. Barras, alors en rapport avec tous les partis, même avec les royalistes, semblait s'abandonner; Roger-Ducos obéissait à Sieyès, qui avait acquis une réputation d'habileté immense. Et c'est au milieu de cette dissolution de gouvernement que le général Bonaparte arrivait dans sa modeste maison de la rue Chantereine, où devaient se préparer les grands coups.

A peine avait-il touché l'atmosphère de Paris que le général Bonaparte aperçut parfaitement la situation des hommes et des partis; il vit deux tentes tout à fait distinctes, et avec son esprit si vif et si prompt à saisir les nuances, il put distinguer immédiatement l'opinion à laquelle il devait se rattacher comme à la plus forte. Les patriotes mécontents avaient avec eux Augereau, Jourdan, la population des faubourgs, l'esprit du 14 vendémiaire et du 18 fructidor; un mouvement militaire dans ce but eût parfaitement convenu à une majorité du conseil des Cinq-Cents et à une forte minorité des Anciens. Ce parti ne répugnait pas à créer une dictature militaire, pourvu qu'elle fût instantanée et dans les mains des démocrates. Les jacobins l'avaient déjà tenté; la motion faite par le général Jourdan afin de déclarer la patrie en danger n'avait que cette pensée; les patriotes auraient offert au besoin la dictature démocratique à Bonaparte. Ses agents travaillaient avec eux, Lucien vivait avec leurs chefs, et l'on sait quelle était sa puissance au Manège. L'autre parti se composait de la bourgeoisie et des modérés; il tendait à un système monarchique déguisé sous des formes républicaines; on voulait l'unité politique et constitutionnelle, ce qu'on appelait le rétablissement de l'ordre avec quelques formules de liberté. Dans ce parti, le général Bonaparte trouvait également un point d'appui; les directeurs Barras et Sieyès le jugeaient ainsi, et les avis qui vinrent à Bonaparte en Égypte eurent leur source dans cette opinion générale et commune : « Qu'il fallait restaurer l'ordre politique par le pouvoir et donner à la France un gouvernement plus fort et plus stable. »

A peine le général Bonaparte eut-il étudié la situation, qu'il fut maître des secrets qui pouvaient lui donner une grande influence sur les déterminations de Barras et de Sieyès ou les compromettre. Touché, comme ministre de la police, lui avait révélé les démarches faites auprès de Barras pour la restauration des Bourbons (1), la correspondance

de Louis XVIII, et les lettres patentes que l'imprudent marquis de la Maisonfort avait adressées au directeur. A tort ou à raison Barras pouvait être frappé comme conspirateur; son crédit était usé. Bonaparte avait été aussi informé, par des lettres confidentielles de Berlin, des plans de l'abbé Sieyès pour l'avènement d'un prince de la maison de Brunswick, chef d'une nouvelle monarchie. Vrais ou faux, tous ces renseignements avaient de l'importance pour l'homme d'énergie qui voulait dominer les partis; comme ils compromettaient singulièrement les deux directeurs, ils pouvaient servir à un coup d'État contre eux, ainsi qu'on l'avait fait au 18 fructidor; les révélations n'étaient-elles pas les mêmes? Au 18 fructidor M. Bailleul avait pu dire : « Qu'on ne prouvait pas la lumière » dans la conjuration de Barthélemy et de Carnot, et cela avait suffi pour déporter en masse; il se trouverait tel autre représentant qui prononcerait ces mêmes paroles contre Sieyès et Barras pour les proscrire à leur tour comme conspirateurs. Cette situation excellente pour Bonaparte n'était pas sans être compromettante pour les deux hommes importants avec lesquels il devait se mettre en rapport.

Le général Bonaparte, ainsi parfaitement informé, pouvait tenir les fils d'une grande intrigue politique; tout ce qui était mécontent viendrait à lui. Comme la situation présente était finie, ceux qui révalaient une situation meilleure devaient entourer un général de si vaste renommée, appuyé sur la force morale de l'opinion. Sa maison de la rue Chantereine, cet ermitage au milieu du petit parc qui bruyait sous le vent, était incessamment envahie par des chefs de parti qui venaient s'entendre sur une solution à la crise. Bonaparte les accueillait tous pour savoir les secrets de chacun, afin de délibérer ensuite sur la meilleure conduite à tenir. Avec l'esprit fin et sagace qui distinguait la famille corse, Napoléon vit bien que, pour opérer un mouvement, il fallait qu'il s'adressât à l'armée et aux fonctionnaires civils : à l'armée, parce que, s'agissant d'une dictature militaire, l'armée seule en définitive devait décider la victoire; aux magistrats civils, parce qu'un peu d'habitude des révolutions lui avait fait comprendre que la violence n'a de durée que lorsqu'on sait l'entourer de certaines formules légales; le sabre a besoin d'une sanction.

En partant de ces notions premières, Bonaparte dut se rapprocher des principaux chefs qui commandaient les armées alors à Paris; il avait vu et caressé Moreau, franc républicain avec une certaine foi candide dans les idées bourgeoises, caractère sans énergie qu'on pouvait dominer facilement. Moreau, ne connaissant qu'une partie du plan

(1) Voyez mon *Histoire de la Restauration* Tome I (pièces).

le trompaient rarement dans l'examen des faits, dans l'appréciation des hommes; il était donc allé tout simplement à la fortune de Bonaparte pour la saluer; il aimait le bonheur, il se passionnait pour les heureux. Le général l'accueillit comme un homme de valeur qui lui était nécessaire, car il devait justifier son projet aux yeux de l'Europe, et le faire adopter surtout par l'ancienne coterie de madame de Staël: Cabanis, Benjamin Constant, Daunou, Chénier, qui tous exerçaient un certain ascendant sur les affaires publiques. A côté de M. de Talleyrand se plaça aussi Fouché, capable tout à la fois de satisfaire les jacobins, de les aller chercher ou de les dominer au besoin par la police et la violence (1); nul ne pouvait refuser les services de Fouché, maître absolu du secret des partis.

Autour de ces hommes d'incontestable supériorité se groupaient des capacités secondaires qui devaient aider les mouvements dans les conseils. Jamais sollicitude semblable à celle de Lucien Bonaparte dans cette conjuration fraternelle contre le Directoire; il présidait le conseil des Cinq-Cents, la partie active et bruyante de la constitution, il y faisait la popularité de son frère. Au conseil des Anciens un changement dans le sens de l'unité devait être plus favorablement accueilli. On comptait parmi les meneurs, les hommes les plus considérables; fatigués déjà de tant de révolutions, ils préparaient dans l'ombre tous les éléments de succès pour la dictature politique.

Mais la circonstance la plus grave, l'alliance la plus significative, fut le rapprochement successif de Bonaparte et de l'abbé Sieyès. Pourrait-on se passer de la majorité des directeurs comme de la majorité des conseils? La dissolution actuelle du gouvernement directorial n'était au fond qu'un fait moral; il n'y avait encore aucune démission donnée, aucun abandon officiel de la chose publique par les Directeurs. Bonaparte devait s'adresser d'abord à Barras, l'homme qui avait si puissamment aidé sa fortune politique; or Barras, s'abîmant lui-même,

paraissait dans une indifférence profonde (2). Le général Bonaparte lui fit peu d'avances, il ne tenait pas précisément à lui faire jouer un rôle trop actif; l'annuler c'était tout; et qu'importaient les services que Barras lui avait rendus dans les commencements de sa carrière? Un fait que l'humanité présente, hélas! dans ses parties intimes, c'est que rien n'importe plus que les bienfaits qu'on a reçus petit quand la grandeur vient à vous; la plaie des puissants est dans ceux qui ont trop pénétré les intimités de leur vie naissante. Le directeur Barras traitait le général Bonaparte avec trop peu de ménagements et comme une existence qu'il avait faite; celui-ci le craignait à son tour parce qu'il lui savait un caractère de résolution énergique, et son plan était plutôt de l'annuler que de l'employer.

Bonaparte n'avait pas plus de sympathie pour l'abbé Sieyès; tous deux s'étaient éloignés à la première entrevue une sorte d'éloignement (3), feint ou réel. Les rêveurs en politique étaient une classe d'hommes que Bonaparte n'aimait pas, et il avait en antipathie les faiseurs de constitutions; avec un instinct merveilleux il avait deviné néanmoins que l'abbé Sieyès lui donnerait le parti mitoyen et trembleur qui roulait l'ordre, l'unité, la force du pouvoir; pouvait-il heurter ce petit abbé hargneux, comme il le disait? Le conseil des Anciens, il l'aurait par Sieyès, comme il essaierait de dominer le conseil des Cinq-Cents par son frère Lucien. Trois têtes capables entraient dans ses intérêts: Fouché, M. de Talleyrand et l'abbé Sieyès, débris de l'étude, de l'esprit et de l'habileté du vieux clergé. Quant aux directeurs Gobier et Moulins, on ne les jugeait pas assez importants pour prendre à leur égard des mesures et garder des ménagements; on obtiendrait tout d'eux par la force ou par la ruse; ils avaient tant d'illusions! Le seul objet des conjurés était de les maintenir dans une sorte de béatitude; Gobier et Moulins, comme tous les hommes médiocres qui tiennent le pouvoir, avaient foi en eux-mêmes; ils pensaient que nul

(1) « On distingue, parmi les hommes habiles et capables de conduire un mouvement politique, M. Roderer, ancien député à l'Assemblée constituante; de Votey, Talleyrand de Périgord, Cabanis, Bédé, Fouché et Regnaud de Saint-Jean d'Angely, qui vient de quitter l'administration de l'île de Nolle. » (Dépêche du ministre de Prusse à M. de Haugwitz, novembre 1799.)

(2) « Telle était la sécurité de Barras, que le 29 vendémiaire, c'est-à-dire dix-neuf jours avant le 18 brumaire, il me faisait écrire par son secrétaire : « Tout va bien; tranquillisez-vous, et annoncez à vos commettants que, dans peu de jours, vous pourrez leur porter de bonnes nouvelles. »

« Tout était prêt pour l'exécution du mouvement projeté; il ne s'agissait plus que de distribuer les rôles. Dans les premiers jours du mois de novembre, c'est-à-dire le 18 brumaire 1799, les conjurés se réunirent à un hôtel, sous madame T... Il fut arrêté

que Barras (c'était précisément lui qu'on trompait; il était juste de lui donner le plus beau rôle), il fut, dit-on, arrêté que Barras serait à la tête du gouvernement provisoire avec le titre de premier consul, et qu'il aurait, pour le secourir, Sieyès et Bonaparte, sous la dénomination de deuxième et troisième consuls » (Récit de M. Fournier, 18 brumaire).

(3) Gobier le rappelle ainsi dans ses Mémoires : « Qu'avez-vous fait? me dit madame Bonaparte en l'apercevant dans mon salon. Sieyès est l'homme que Bonaparte déteste le plus, c'est sa seule raison; en effet, Bonaparte ne dit guère un mot de Sieyès; il l'écoute même de ce pas le regarder, Sieyès en se frottant de la main, sortit furieux. » Avec vous, remarque, me dit-il, la conduite de ce petit isolent envers le ministre d'une assemblée constituée qui aurait dû le faire tuer? »

n'avait assez de hardiesse pour les détrôner, eux qui étaient placés si haut. Il y a des hommes qui se croient puissants parce qu'ils ont le vêtement de la force et les ornements de l'autorité; « qui oserait, disaient-ils, porter la main sur les directeurs de la république ! » Bonaparte se contente de leur jeter quelques fallacieuses promesses et des engagements de patriotisme; il n'y a rien de si curieux que l'importance que se donne M. Gohier à l'égard du général; il traite du haut de son pouvoir la tête immense qui prépare l'organisation de l'Europe (1).

Ainsi la conspiration mareaib à bonne fin; on était convenu par des amis communs entre l'abbé Sieyès et le général Bonaparte, que la constitution de l'an III ne pouvait plus aller, les cinq directeurs étaient une institution usée, ridicule; il ne fallait pas rayer les mots républicains, les dénominations romaines qui allaient aux habitudes reçues; seulement on devait leur donner un caractère plus sérieux, et arriver successivement à une centralisation véritablement monarchique. Sieyès proposa au conseil intime la création de trois consuls: l'un pour la paix, l'autre pour la guerre, le troisième pour l'administration et la justice; tout naturellement il se réservait une place dans le consulat, et il croyait, dans sa prévoyance, s'assurer le gouvernement politique de la société, tandis qu'il laisserait au consul Bonaparte la direction du département militaire. Tout devait s'accomplir légalement, mais au besoin l'épée en déciderait. Il s'agissait d'abord de faire adopter ce plan par les conseils; on était-on maître ?

La majorité des Cinq-Cents, dominée par les jacobins, serait-elle prononcée contre toute modification portant atteinte à la constitution de l'an III ? Or, tandis que le général Bonaparte s'assurait le concours de tous les généraux et des forces militaires, Sieyès arrêtait avec ses principaux complices un plan de campagne législatif parfaitement combiné : 1° Comme on était maître de la commission des inspecteurs, sorte de questure du conseil des Anciens, il fut résolu qu'on ne convoquerait à la séance que les membres gagnés à la conjuration; on devait envoyer tardivement des billets aux opposants afin qu'ils ne fussent point à la discussion première et décisive que prendrait le conseil; 2° Un décret constitutionnel transporterait la représentation nationale à Saint-Cloud, afin d'éviter tout à la fois un mouvement de jacobinisme à Paris, et le spectacle d'une violence soldatesque, si les conjurés croyaient indispensable de se servir de ce

dernier moyen pour en finir; 3° Toutes les forces de la division militaire devaient être mises à la disposition du général Bonaparte, commandant en chef; une proclamation expliquerait le mouvement des troupes que les habitants verraient le lendemain au milieu de Paris. Ces trois mesures parfaitement combinées pour le succès de la journée, Fouché mit à la disposition des conjurés toutes les forces de sa police afin d'empêcher une opposition de peuple. Réal répondait des municipalités et du département de la Seine, et M. de Talleyrand se chargea d'expliquer au corps diplomatique l'esprit et la portée du mouvement qui allait s'accomplir (2), dans le but de préparer une pacification générale en Europe.

La dernière décade qui précéda le 18 brumaire fut absolument occupée à mettre en jeu ces divers ressorts avec une activité que tout le monde pouvait deviner. Il y avait un gouvernement constitué avec un Directoire, et il se formait au dehors de lui une force plus puissante, plus énergique. Je ne sache rien de plus inexplicable que l'aveuglement du président Gohier et du général Moulins, qui, pendant tout un mois, se laissent tromper par l'attitude du général Bonaparte; ils accordent des audiences, ils acceptent des conversations officielles. Le général demande humblement une place de directeur, et Gohier la lui refuse parce qu'il n'a pas l'âge constitutionnel, comme s'il s'agissait encore de constitution ! On se donne des fêtes, le temple de la Victoire s'orne de drapeaux tricolores, et l'on prépare un baquet fraternel à Saint-Sulpice où le général assiste froidement en souverain, et passe à travers les députés comme un maître.

Des conversations intimes se continuent entre le président du Directoire et Bonaparte sur de vagues paroles; M. Gohier ne s'aperçoit pas qu'il est mis hors de cause; tout lui échappe dans la conspiration et il ne le voit pas, parce qu'il se revêt encore de sa toge de président. Il y a des esprits pour qui le costume c'est le pouvoir; M. Gohier croit qu'il commande aux événements, et que son autorité imprime partout le respect; et c'est seulement le 17 brumaire qu'il commence à comprendre qu'une invitation adressée par madame Bonaparte à sa femme et à lui-même, est un guet-apens pour lui arracher une démission.

Dans l'histoire des grandes crises publiques, souvent il arrive que tout le monde voit la chute imminente du pouvoir; et nul n'a plus les yeux bandés que le gouvernement qui tombe !

(1) Mémoires de Gohier; ils sont naïfs et d'une bien grande sincérité. — (2) M. le sénateur Cornet a publié une notice fort

étendue sur l'histoire secrète du 18 brumaire. On y trouve les plus curieuses révélations sur ce coup d'État.

CHAPITRE XX.

JOURNÉE DU 18 BRUMAIRE.

Le pavillon de la rue Chantereine. — Conseil militaire.
— Les généraux présents. — Moreau. — Visite de Bernadotte. — Augereau. — Ordre de la journée. — Le conseil des Anciens. — Préparatifs. — Décret pour la translation du corps législatif. — Commandement confié au général Bonaparte. — Le Luxembourg. — Les directeurs. — Barras. — Gohier. — Moulins. — La soirée du 18 brumaire.

18 brumaire 1799.

Dans le beau quartier de la Chaussée-d'Antin, alors tout brillant des hôtels de la banque et de la finance, il y avait un bien petit pavillon qui donnait par sa porte cochère sur la rue Chantereine (depuis le retour du héros d'Italie, cette rue portait le nom de la *Victoire*). Ce petit pavillon semblait comme une tente jetée au milieu d'un bois, image peut-être de la glorieuse vie et de la merveilleuse fortune de celui qui l'habitait. Si vous vous étiez quelquefois arrêté devant ce modeste hôtel, vous avez dû voir encore les vestiges de quelques faisceaux d'armes, et des fresques de drapeaux (1) tricolores détrempés par la pluie, empreinte mélancolique des souvenirs qui passent et des empires qui tombent. Tout se ressent de la modestie de son premier propriétaire; de petits salons en forme de rotonde, empruntés à l'Italie, quelques sphinx ici-là jetés en mémoire des pyramides et du désert, et au sommet la forme d'un camp avec des trophées d'armes et des casques qui en couronnent l'édifice.

Par une matinée nuageuse de novembre, le 9 (qui correspond au 18 brumaire), la petite avenue qui conduit au pavillon, ombragée de chênes et de hêtres, tapissée de lierre, puis la cour que l'on voit après, et les petits salons d'attente (2) étaient remplis d'une multitude d'officiers généraux en tenue militaire, tels qu'on les voit sur les vieilles estampes de la république; l'habit brodé d'un or usé, à grands pans, à larges revers; le vaste chapeau couronné d'un panache tricolore; le col noir et haut, le sabre traînant sur le pavé en dalles; tous atten-

daient là les ordres du général Bonaparte qui avait invoqué leur dévouement et leur ambition, ou avait parlé à leur vieille amitié militaire; le but apparent était un déjeuner auquel Bonaparte les avait invités pour assister à une visite de l'état-major de la garde nationale (3).

On voyait là les officiers généraux des armées de Sambre-et-Meuse, de la Hollande, de l'Italie; Augereau lui-même, et, chose plus étonnante, Moreau au front toujours calme, mais Moreau qui ne connaissait point le dernier mot du général Bonaparte; il était venu à l'hôtel Chantereine avec l'idée de rentrer le gouvernement directorial, parce qu'il croyait ce gouvernement mauvais; il ne pensait pas prêter la main à une dictature, et assister au dernier soupir de la liberté républicaine. D'ailleurs, Moreau n'avait pas été heureux dans les dernières campagnes d'Italie, et il avait cette modestie d'un soldat qui ne peut montrer ses victoires. Le général Bernadotte y parut un moment, mais vêtu en bourgeois, ce qui fut remarqué; Bonaparte ne put s'empêcher de lui dire: « Comment, général, vous venez au milieu de tous vos camarades, sans porter l'uniforme? » Bernadotte, plus habile politique, avait compris les projets d'une ambition souveraine, et il ne voulait pas s'associer à la ruine de la constitution. Qu'allait faire Bonaparte? Quel rôle lui réservait-il?

Et d'ailleurs, Bernadotte avait été blessé de quelques paroles de Bonaparte qui semblaient accuser l'administration du dernier ministre de la guerre (4); avec son esprit éminemment scrutateur, Bernadotte jeta les yeux sur les officiers et le cortège qui entouraient Bonaparte à l'hôtel Chantereine. Il y en avait un grand nombre de disgraciés ou en retraite; quelques-uns étaient fort exaltés. Quand Bonaparte lui dit: « Général, où est votre uniforme? Bernadotte répliqua: Général, je ne suis pas de service! — Vous allez en être bientôt. — Je ne le prévois pas, » répliqua Bernadotte. Alors Bonaparte le prit par la main, le mena dans une pièce à côté et lui dit: « Le Directoire gouverne mal; si nous n'y prenons garde, il tuera la république; le conseil des Anciens va me nommer commandant général des troupes; je vais aller aux Tuileries, allez mettre votre uniforme et suivez-moi. » Bernadotte déclara qu'il ne voulait pas prendre part à une rébellion de ce genre. « C'est bien, dit Bonaparte, mais vous resterez ici jusqu'au décret du conseil des Anciens. »

(1) Cet hôtel porte le n° 52. Je l'ai visité plus d'une fois comme une relique; je m'explique les pèlerinages du vieux temps pour les grands souvenirs qui restent.

(2) La forme est ovale, elle a été religieusement conservée.

(3) J'ai recueilli des témoins oculaires les plus petites circon-

stances; tout est ici essentiel, parce que tout est grand et dramatique: le mouvement d'un pouvoir vers l'ordre et l'unité est une immense chose!

(4) Note communiquée. Je puis répondre de la source officielle sur tout ce qui concerne les rapports des généraux Bonaparte et Bernadotte.

Bernadotte haussant la voix s'écria : « Je suis un homme que vous pouvez tuer, mais garder prisonnier, je vous en défie ! — Il n'est pas question de cela, répliqua Bonaparte, mais donnez-moi votre parole que vous n'entreprendrez rien contre moi. — Oui, comme simple citoyen ; mais si une autorité légitime me l'ordonnait, je marcherais. » Et Bonaparte étonné dit : « Qu'entendez-vous par ces mots : *Comme citoyen*. — Cela veut dire : Que je n'irai pas sur la place publique pour soulever le peuple, ni dans les casernes pour entraîner le soldat. — C'est bon, répliqua Bonaparte, quant à moi je ne désire que sauver la république, puis je me retire à la Malmaison. » Bernadotte sortit en jetant un regard fort significatif sur tout le cortège qui attendait les ordres du général Bonaparte. Il y aperçut Augereau lui-même ; Augereau, franchement démocrate, sans aucune portée d'esprit, avait cru en secondant la réunion de la rue Chantier, favoriser une révolution qui traitait le pouvoir dans les mains de Bonaparte, le général du 18 fructidor, le soutien des institutions républicaines, le jacobin qui faisait délibérer son armée en club pendant la campagne d'Italie. Augereau était satisfait (1).

À midi le brouillard se levant un peu, le soleil parut magnifique, comme dans les grandes journées de Napoléon ; les allées et les venues de tous ceux qui remplissaient le pavillon de la rue Chantier, devenaient plus actives ; on vit entrer successivement Fouché, Réal, Bertier, Boulay (de la Meurthe), la voiture de M. de Talleyrand. Les salons s'emplissaient et se désemplissaient de messagers, et au milieu de tout cela les propos militaires, les espérances et les craintes, le désir de connaître quelle serait la fin de la journée qui se préparait ; on interrogeait les jeunes aides de camp ; Murat au costume déjà brillant et chevaleresque (2) ; Eugène Beauharnais presque enfant sous le casque, Mar-mont, Andréossy, tous jeunes hommes dévoués au général ; il n'était pas jusqu'aux regards de M. de Bourrienne (3), le secrétaire intime, qui ne fussent profondément étudiés par tous ; qu'allait-on faire ? Où voulait-on les conduire ? De temps à autre le général Bonaparte paraissait dans la cour du pavillon ; sa figure était calme ; seulement on voyait sur son teint habituellement blême et noirci par le soleil d'Égypte, comme l'argile du Nil, ces petites pommettes de rougeur qui attestent une agitation

intérieure ; il parcourait les rangs, causait avec dignité et affection, calmait l'impatience des uns, annonçait partout que la patrie était en danger, et qu'il fallait attendre la décision du conseil des Anciens alors réunis pour résoudre quelques mesures militaires. À midi environ, M. Cornet (de la commission des Anciens) remit une enveloppe au général Bonaparte, et le bruit circula dans les rangs que les assemblées législatives étaient transportées à Saint-Cloud, afin d'éviter le tumulte populaire ; on ajoutait que le général Bonaparte serait chargé des mesures de sûreté militaire, et du commandement en chef de la division pour assurer l'exécution des décrets.

« Quels événements s'étaient donc passés dans les conseils ? Comment se faisait-il qu'on proclamait ainsi les dangers de la patrie, quand tout paraissait calme à Paris et dans la France ? Or voici le récit fidèle des faits : Tandis que les généraux et l'état-major de l'armée se trouvaient réunis dans la rue Chantier, sous le commandement de Bonaparte, le palais des Tuileries, où siégeait le conseil des Anciens, était témoin d'une résolution qui se finissait avec la constitution de l'an III. On a vu que dans les conciliabules qui précédèrent le 18 brumaire, diverses mesures avaient été préparées d'avance ; on arrêta tout pour régulariser le mouvement militaire si l'on était obligé de recourir à la violence. La commission des inspecteurs agit auprès du conseil d'une manière fort habile pour préparer la séance solennelle des Anciens.

Depuis la convention nationale, les Tuileries étaient destinées à la réunion des assemblées politiques ; les Anciens s'y rassemblaient, et le palais des rois de France avait servi de théâtre à ces discussions animées dans lesquelles se proscrivaient tour à tour les partis. C'est une maxime invariable : toutes les fois qu'une assemblée est appelée à délibérer sur une mesure de sûreté générale, il faut préparer la résolution de telle manière que cette assemblée n'ait plus qu'à sanctionner par un vote, et c'est ce qu'avaient compris les principaux meneurs du 18 brumaire. La commission des inspecteurs s'était réunie, et bientôt l'abbé Sieyès et le directeur Roger-Ducos parurent pour donner l'impulsion au mouvement convenu ; tous les actes étaient prêts, tous les projets concertés. Pendant la nuit on avait travaillé dans la commission des inspecteurs à volets fermés, afin que nul ne pût

(1) Note communiquée.

(2) Il était guéri de ses blessures. Voici ce qu'en lit dans les journaux qui racontaient les détails de ce fait :

« Les généraux Murat et Lannes se sont rendus de Trévies à Trion, afin de se rétablir de leurs blessures, avant d'entreprendre le voyage de Paris. Lannes ne pouvait marcher que

soutenu sur des béquilles, Murat avait le cou percé à jour par une balle. »

(3) J'olaisser comme M. de Bourrienne pour affirmer qu'il n'est auteur que d'une certaine portion des Mémoires publiés sous son nom. Il y a en d'indiscutables additions dont tout le monde sait la source.

savoir ce qui s'y passait; il ne s'agissait plus que d'obtenir la sanction de l'assemblée politique; et l'on se rappelle que les convocations avaient été envoyées (1) de manière à ce qu'il ne se trouvât réunis en séance que les membres des Anciens sur lesquels on pouvait compter dans l'intérêt du mouvement bonapartiste.

Tel était d'ailleurs le caractère du conseil des Anciens, qu'il y avait fatigue dans beaucoup d'esprits, et un besoin impératif d'ordre et de repos parmi ces hommes qui en avaient fini avec les passions de la vie. On ne trouvait pas au cœur des Anciens ces sentiments impétueux qui poussaient les assemblées vers des résolutions soudaines et imprévues, privilège souvent fatal des âmes jeunes et ardentes; le conseil des vieux était une réunion d'esprits fatigués, qui la plupart avaient besoin de clore les révolutions par une dictature; ils appelaient comme solution à la crise, cette stabilité que la république n'avait pu trouver encore. Aussi bon nombre d'entre eux étaient-ils entrés dans la conjuration du 18 brumaire; puis le triage avait été si bien fait par la commission des inspecteurs, qu'il n'y avait présents au conseil que les représentants desquels on était sûr dans un vote définitif.

Il était neuf heures du matin, temps fixé pour la convocation extraordinaire; à peine un tiers des membres étaient présents. A l'appel nominal on remarqua qu'il n'y avait pas un seul affilié des jacobins, un seul député d'opposition ardente: ils avaient été omis tout exprès dans les lettres des inspecteurs. Le silence était profond, lorsqu'un membre du conseil, corps et âme dans la conjuration, un des bras actifs du 18 brumaire (2), M. Cornet, monta en toute hâte à la tribune pour exposer la triste situation de la république, et les motifs de la réunion des Anciens: « Il n'y a plus de corps politiques, citoyens représentants, s'écriait-il, il n'y a plus de liberté! il n'y a plus de république! Les symptômes les plus alarmants se manifestent depuis plusieurs jours! les rapports les plus sinistres nous sont faits! Votre commission des inspecteurs sait que les conjurés se rendent en foule à Paris; que ceux qui s'y trouvent déjà n'attendent qu'un signal pour lever leurs poignards sur les représentants du peuple, sur les membres des premières autorités de la république, si de promptes mesures, si le conseil des Anciens ne met pas la

patrie et la liberté à l'abri des plus grands dangers qui les aient encore menacées... L'embrasement devient général! on ne pourra plus en arrêter les dévorants effets!... la patrie sera consumée!... Représentants du peuple, prévenez cet affreux incendie, ou la république aura existé, et son squelette sera entre les mains des vautours qui s'en disputeront les membres décharnés!... »

Il n'y avait dans cette déclamation du représentant Cornet aucun fait précis, aucune dénonciation positive qui pût donner lieu à un décret de salut public. Ces images sont terribles et de mauvais goût: les squelettes, les vautours scharnés, indiquaient même une absence complète de documents positifs pour amener une conclusion; mais quand les événements sont mûrs, il n'est pas nécessaire de raisonnements ni de discours pour arriver à un but; il ne se fit donc presque pas de discours dans le conseil; tout était prêt, et le représentant, M. Coquet, proposa de transformer en résolution le plan arrêté dans le conciliabule de la nuit. La minute écrite de la main de l'abbé Sicys portait: « Le corps législatif est transféré dans la commune de Saint-Cloud; les deux conseils y siégeront dans les deux ailes du palais. Ils y seront rendus demain, 19 brumaire, à midi. Toute continuation de fonctions, de délibérations, est interdite ailleurs et avant ce terme. Le général Bonaparte est chargé de l'exécution du présent décret; il prendra toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la représentation nationale. Le général commandant la 17^e division militaire, la garde du corps législatif, les gardes nationales sédentaires, les troupes de ligne qui se trouvent dans la commune de Paris, dans l'arrondissement constitutionnel, et dans toute l'étendue de la 17^e division, sont mis immédiatement sous ses ordres, et tenus de le reconnaître en cette qualité; tous les citoyens lui prêteront main-forte à sa première réquisition. Le général Bonaparte est appelé dans le sein du conseil pour y recevoir une expédition du présent décret et prêter serment. Il se concertera avec les commissions des inspecteurs des deux conseils. Le présent décret sera de suite transmis par un messenger d'Etat au conseil des Cinq-Cents et au Directoire exécutif. Il sera imprimé, promulgué, affiché et envoyé dans toutes les communes de la république par des courriers extraordinaires (3). »

(1) La nuit du 17 au 18 fut employée à expédier les lettres de convocation. Ce fut le député Courtois qui se chargea de ce travail.

(2) Cette circonstance est rapportée par le sénateur Cornet. Je n'ai pas besoin de dire que pour tous les faits le *Mémoires* a étrangement tronqué la vérité.

(3) D'après un document que j'ai sous les yeux, les membres du conseil des Anciens qui votèrent le décret, ne s'élevèrent pas

au delà de quarante-deux. Ils le firent suivre d'une proclamation solennelle aux Français; elle était écrite par l'abbé Sicys, la voici:

« Le conseil des Anciens aux Français.

« Français, le conseil des Anciens use du droit qui lui est dévolu par l'article 102 de la constitution, de changer la résidence du corps législatif. Il use de ce droit pour enlainer les factions qui prétendent subjuguier la représentation nationale, et pour

Ce décret, voté sans discussion par les conjurés eux-mêmes, mettait le gouvernement en dehors de l'action populaire des Parisiens ; il laissait la capitale à la disposition militaire du général Bonaparte et à la police, sous Fouché, si intimement lié à la conjuration. Le département était dirigé par M. Réal, l'écrivain moqueur et le commensal de la famille Bonaparte. Une fois donc les conseils à Saint-Cloud, tout pouvait s'opérer violemment ou par adresse. A Paris, on avait à enserrer les faubourgs, les mouvements du peuple vivement agité par l'aspect d'un attentat dirigé contre les représentants ; Saint-Cloud était une commune isolée, entourée de bois sur une hauteur, et l'on pouvait facilement, par un coup de main, s'emparer des conseils et les dominer en les violentant. On n'avait à craindre ni faubourgs, ni peuple armé ; le coup d'État, s'il était nécessaire, se passerait comme en famille, entre quatre murs, et le lendemain les journaux, censurés par la police, rendraient compte de l'événement, comme le pouvoir triomphant saurait l'entendre et pourrait le dicter. Le résultat obtenu, l'autorité une fois aux mains du général Bonaparte, qu'importaient ensuite quelques récents elandratins qui n'auraient pas jusqu'au peuple ; n'en finirait-on pas toujours par un coup de force avec les partis ? Le Directoire serait mort, le consulat formé, Bonaparte maître du gouvernement ; qui oserait toucher à son épée ?

Ce fut le député Cornet, l'auteur même de la proposition, que l'on chargea de porter le décret des conseils au général Bonaparte (1) ; il traversa l'avenue, la cour de l'hôtel Chantierin, revêtu de ses insignes des Anciens, et de la robe prétexte, car il fallait cet appareil pour autoriser le mouvement militaire à se déployer avec quelque légalité constitutionnelle. Dans ses coups les plus violents, l'autorité doit garder les formes, si elle veut se faire respecter ; car ce que le peuple regrette le plus, ce sont les apparences ; il perd souvent la liberté, mais il n'abandonne qu'avec murmure les costumes, les noms qui la lui font reconnaître et saluer. Le général Bonaparte reçut le message du conseil des Anciens, avec tous les témoignages du plus profond respect, comme une émanation de l'autorité nationale, et l'acte des représentants du

peuple. Sur-le-champ il monta sur son cheval de bataille et lut le décret de translation des conseils aux officiers qui l'entouraient, et tous crièrent : Vive la république ! Puis on vit ce beau groupe d'officiers généraux marcher de concert vers les Tuileries, où les Anciens étaient réunis ; on traversa les jardins, les cours. Le général, précédé de ses aides de camp, entra dans la séance la tête découverte, comme s'il voulait rendre hommage au peuple souverain dans ses représentants.

Bonaparte ne devait dire que quelques mots de remerciement pour l'acte de confiance qu'il recevait, et attendre les ordres. Le général voulut haranguer les Anciens, et comme il avait peu l'esprit des assemblées politiques, il resta dans le vide et dans la déclamation en phrases coupées et insignifiantes. Autant le général Bonaparte avait l'instinct des paroles brûlantes en face de l'armée, autant il était incapable de parler devant ces assemblées civiles qui supposent les conditions froides et positives d'une discussion sérieuse. Il faut au soldat des paroles enthousiastes, des figures soudaines et saisissantes ; le général émit mrrvilleusement propre à de telles harangues, mais ses hyperboles paraissaient souverainement ridicules à la face des hommes graves des conseils ; Bonaparte fit sa profession de foi sur son amour pour le gouvernement républicain, ce gouvernement, hélas ! qu'il allait étendre et étouffer : il déclara qu'il voulait la république forte et grande, mais en dehors de l'anarchie, avec des formes libérales et constitutionnelles. « Plus d'anarchistes », s'écria-t-il à plusieurs reprises, et le général insista sur ce mot, afin de bien faire comprendre sa pensée aux Anciens, et à l'abbé Sièyes qui avait tant peur des jacobins. Quand il eut tracé les conditions de la république telle qu'il l'entendait, il s'adressa aux officiers qui le suivaient, en s'écriant d'un ton enthousiaste : « Cette république, nous la voulons dans ces conditions, nous l'obtiendrons parce que telle est la volonté des compagnons d'armes qui me suivent. » On entendit dans la salle des paroles d'approbation, un murmure flatteur des militaires ; les officiers généraux et les aides de camp qui suivaient Bonaparte agitaient leurs chapeaux aux cris de : Vive la république ! vive le général (2) !

vous rendre la paix intérieure.—Il me de ee droit pour amener la paix extérieure, que vos longs sacrifices et l'humanité réclament. — Le salut commun, la prospérité commune : tel est le but de cette mesure constitutionnelle : il sera rempli. — Et vous, habitants de Paris, soyez calmes : dans peu la présence du corps législatif vous aura rendue. — Français, les résultats de cette journée seront bientôt, tel si le corps législatif est digne de préparer votre bonheur, et s'il le peut. — Vive le peuple, par qui et en qui est la république ! — La présente adresse sera imprimée, proclamée et affichée à la suite du décret de translation de la résidence du corps législatif, comme on faisait partie. Signé

Cornet, président, Delaunay-Courty, Chabot, secrétaires ; Boulliville, secrétaire. »

(1) Voyez les détails précis donnés par M. le sénateur Cornet sur le 18 brumaire.

(2) Ce discours a été tronqué dans le *Moniteur* ; il faut s'en rapporter aux *Mémoires* confidentiels, à MM. Cornet, Gohier, Billaud, qui ont écrit les moindres circonstances du 18 brumaire. Voici la réponse du président au discours du général Bonaparte : « Général, le conseil reçoit vos serments, il ne forme aucune doute sur votre sincérité et votre zèle à les remplir. Celui qui ne promet jamais en vain des victoires à la patrie, se peut qu'exéc-

Il n'y avait donc plus ici de déguisement ; la force militaire manifestait sa volonté, et disait l'esprit et les destinées du gouvernement de ses vœux ; elle exprimait une opinion sur les institutions politiques du pays, et cette opinion impérieuse, l'armée la jetait à la face du pouvoir civil, revêtu de sa toge et de ses insignes ; une révolution tout entière était accomplie. Ce qui arrivait était la suite et la conséquence du 18 fructidor ; les soldats allaient s'emparer de l'autorité par la dictature de leur chef. Quelle était la force qui pouvait s'opposer à cette irrésistible puissance, à cette impérative nécessité ? Le gouvernement militaire commençait avec ses formes de commandement absolu.

Aussi Bonaparte, pen à l'aise devant le conseil des Anciens, le haranguant avec difficulté et maladressé, se retrouva dans toute sa puissance vis-à-vis ses soldats, les vieux prétoriens d'Italie et d'Égypte. Tandis qu'en vertu du décret qu'il venait de rendre, le conseil des Anciens s'ajournait au lendemain pour se réunir à Saint-Cloud, et que la journée était finie pour lui, elle commençait pour le général Bonaparte ; revêtu de l'uniforme sévère qu'il portait à la bataille des Pyramides, suivi de son état-major brillant de costumes, ombragé de plumes tricolores, Bonaparte, le front méditatif, l'œil inquiet, dracennit les quelques marches qui séparent le château de la cour des Tuileries ; et traversant une partie de cette cour qui alors n'était point encore spacieuse, large et protégée par une grille de fer, il marcha en toute hâte vers les troupes réunies par grandes masses avec leurs canons échelonnés ; les tambours battirent aux champs, un roulement commanda le silence, et le général, parlant en maître, s'écria d'une voix forte et accentuée (1) : « Soldats, vos compagnons d'armes qui sont aux frontières sont dénués des choses les plus nécessaires. Le peuple est malheureux ! les auteurs de tant de maux, ce sont ces factieux contre lesquels je vous rassemble aujourd'hui. J'espère sous peu vous conduire encore à la victoire, mais auparavant il faut réduire à l'impuissance de nuire tous ceux qui voudraient s'opposer au bon ordre et à la prospérité publique. »

Telles furent les paroles du général ; sans avoir un sens bien précis, elles conviaient néanmoins les soldats à prendre part au gouvernement politique

de la société ; Bonaparte ne faisait plus de l'armée seulement une force passive et obéissante ; le général appelait ses troupes à délibérer et à agir, comme l'avait fait l'armée d'Italie au 18 fructidor pour la déportation des députés et l'exit de la majorité. Les soldats voyaient en Bonaparte le vainqueur des Autrichiens, l'homme prodigieux dans les grandes choses ; qui aurait pu se refuser à le suivre ? Il y eut un véritable enthousiasme dans la troupe, Bonaparte fut applaudi et tous jurèrent d'accompagner le général pour accomplir le dessein de sauver la république menacée. On ne voyait pas le danger, mais le général l'avait vu ; César avait parlé aux légions, et sa parole était plus puissante que celle du sénat avili (2).

Jusqu'ici tout marchait merveilleusement ; les conseils ne pouvaient plus se réunir qu'à Saint-Cloud. D'après la constitution de l'an III, la promulgation des lois, l'action tout entière du gouvernement, devait appartenir au Directoire exécutif (3) ; tant donc que ce Directoire existait, lui seul pouvait notifier les décrets du corps législatif ; dans cette vue, les conjurés du 18 brumaire avaient compté parmi leurs moyens, la démission des directeurs, parce qu'en l'absence d'une autorité constituée, on devait nécessairement créer une autre forme, un autre principe de gouvernement. Les directeurs Sieyès et Ducos, entrés dans la conspiration consulaire, n'hésitèrent pas un moment à se démettre de leurs fonctions ; ils avaient même présidé à tous les actes politiques de la commission des inspecteurs au conseil des Cinq-Cents. Mais Sieyès et Roger-Ducos ne formaient pas la majorité ; il y avait encore Barras, Gohier et le général Mouton qui faisaient partie du Directoire ; on devait négocier leur démission, ou l'imposer par la violence, si l'on voulait éviter, pour le lendemain, une résistance (4) qui rendrait le succès très-douteux.

Différents moyens furent arrêtés pour arriver à ce dessein ; ils étaient tous en rapport avec les caractères ; auprès de Barras avec quelle arme fallait-il agir pour obtenir une démission ? Le directeur était arrivé à ce moment de dégoût où l'on subit comme un poids énorme, la charge du pouvoir ; il avait assez de ses fonctions, il en était blasé ; négocier avec tout le monde pour sa retraite, il

citer avec dévouement ses nouveaux engagements de la servir et de lui rester fidèle. »

(1) J'ai pris cette description sur une gravure (biblioth. royale) qui rappelle et peint tous les événements du 18 brumaire.

(2) On s'étonne des déclamations du général Bonaparte contre le 18 fructidor, quand on se rappelle que c'est Bonaparte, général de l'armée d'Italie, qui l'avait inspiré en quelque sorte ; il fut le promoteur des clubs avec Augereau dans le sein des demi-brigades.

(3) Voici quelle était la formule : « Le Directoire exécutif ordonne que le décret ci-dessus sera publié, exécuté, et qu'il sera suivi du sceau de la république. Fait au palais national du Directoire exécutif, le 18 brumaire an VIII de la république française, une et indivisible. Pour expédition conforme, signé Gohier, président ; par le Directoire exécutif, le secrétaire général Lagarde ; et scellé du sceau de la république. »

(4) Ici les révélations de H. Gohier ont de la franchise et de la naïveté.

désirait surtout la jouissance paisible des derniers reflets de sa vie sensuelle; on devait lui promettre sécurité pour sa personne, et le pousser dans cette voie de riche et douce quiétude, qu'il espérait pour terminer son existence politique à Gros-Bois, avec sa meute et ses gracieuses amies. Barras n'agissait jamais directement; il envoya son secrétaire Botot auprès de Bonaparte pour savoir le dernier mot de tout ce qui se faisait, et le général lui notifia sèchement que le seul moyen d'en finir avec une mauvaise situation, c'était de se démettre des fonctions directoriales; Bonaparte parla avec violence (1), il oublia même ce qu'il devait à Barras, l'homme qui l'avait élevé aux hautes fonctions où il se trouvait placé, le seul peut-être qui eût compris et deviné sa destinée, celui qui avec Tallien avait signé son contrat de mariage, et l'avait uni à madame de Beauharnais.

Bonaparte alla jusqu'à ce point de menacer Barras d'une exécution militaire ou d'un jugement public, si la démission n'arrivait pas sur-le-champ; il insinua même qu'on savait quelque chose des négociations de Barras avec les Bourbons. Cette circonstance, rapportée par M. Botot, secrétaire de Barras, ne fut peut-être pas sans influence sur la détermination définitive du directeur. Bonaparte alors radouci lui dépêcha M. de Talleyrand, l'amiral Bruix, Fouché, tous intimes de Barras, pour stipuler avec lui les meilleures conditions d'une retraite pacifique. La négociation se poursuivait avec une grande activité, et Barras à la fin donna sa démission en termes dignes et convenables (2). Comment se fit-il qu'un homme de grande énergie, le chef des thermidoriens, consentit ainsi à se laisser dépouiller du pouvoir presque sans résistance? C'est que, je le répète, la lassitude l'avait gagné; il en était arrivé à ce moment de dégoût où les affaires vous ennuient, où l'on a hâte d'en finir avec le pouvoir; on n'en veut plus à quelque

prix que ce soit, il vous pèse sur le cœur; abdication morale, qui arrive bien souvent dans la vie des hommes. Au 9 thermidor, au 14 vendémiaire, Barras, caractère de force et de jeunesse, méchait hardiment à la conquête et à la pleine possession de l'autorité; au 18 brumaire, il fut comme ces vieux rois qui, après un long abus du pouvoir, allaient cacher la fin de leur vie dans un monastère, et son monastère, à lui, fut le parc magnifique de Gros-Bois.

Barras étant un homme de résolution militaire, Bonaparte avait dû prendre des ménagements et des précautions; sa démission fut un grand succès parce qu'elle plaçait le Directoire dans un état absolu de dislocation. Avait-on besoin de garder tant de réserves à l'égard des directeurs Gohier et Moulins, les partisans absolus et naïfs de la constitution de l'an III? Gohier, un des amis de madame Bonaparte, son conseil même pendant l'absence du général et qui connaissait quelques-unes de ses faiblesses, était revêtu du caractère de président du Directoire; il en était fier et heureux avec cette béatitude qui est le caractère de certains hommes au-dessous de leurs fonctions. Pendant la campagne d'Égypte, madame Bonaparte, une des convives habituelles de M. Gohier, venait le voir au Luxembourg, dans une amitié confiante, car M. Gohier avait une famille honnête et un foyer respectable (3). Depuis son retour d'Égypte, le général Bonaparte vint aussi plus d'une fois chez le président du Directoire; en diverses circonstances il avait entraîné la conversation sur l'état de faiblesse et de déconsidération de l'autorité; Bonaparte semblait toujours lui dire : « Président, que ferez-vous de moi? » et Gohier, s'imaginant exercer un pouvoir réel, une autorité véritable, lui promettait le commandement d'une armée, là où la fortune et la gloire de Bonaparte pouvaient briller si magnifiquement. Le général, qui voulait à tout prix

(1) On a depuis arrangé les paroles de Napoléon qui dans la fait avaient été toutoumises, allégres, impératives et débordantes, envers l'homme qui lui avait ouvert sa grande carrière : « qu'avez-vous fait de cette France que je vous ai laissée si brillante? Je vous ai laissé la paix, j'ai retrouvé la guerre. Je vous ai laissé des victoires, j'ai retrouvé des revers. Je vous ai laissé des millions de l'illustre, et j'ai trouvé partout des lois spoliatrices et la misère, qu'avez-vous fait des 100.000 Français que je connaissais, tous mes compagnons de gloire? Ils sont morts!... Cet état de choses ne peut durer; avant trois ans si nous n'aurons pas de espoirs... Il est temps encore qu'en rends nos défenseurs de la patrie la confiance à laquelle ils ont tant de droits. A entendre quelques facilitateurs, bientôt nous serions tous les ennemis de la république, nous qui l'avons affermi par nos travaux et notre courage; nous ne voulons pas de gens plus patriotes que les braves qui ont été mis au service de la république ».

(2) Voici la lettre de Barras par laquelle il donne sa démission :

« Citoyen président,

« Engagé dans les affaires publiques uniquement par ma passion pour la liberté, je n'ai consenti à partager la première magistrature

de l'Etat que pour la soutenir dans ses périls par mon dévouement, pour préserver des atteintes de ses ennemis les patriotes compromis dans sa cause, et pour assurer aux défenseurs de la patrie ces soins particuliers qui ne pouvaient leur être plus constamment donnés que par un citoyen anciennement témoin de leurs vertus héroïques, et toujours touché de leurs besoins.

« La gloire qui accompagne le retour du guerrier illustre à qui j'ai eu le bonheur d'ouvrir le chemin de la gloire, les honneurs éclatants de confiance que lui donnent le corps législatif et le décret de la convention nationale, m'ont convaincu que, quel que soit le poste où l'appelle désormais l'intérêt public, les périls de la liberté sont surmontés, et les intérêts des armées garantis.

« Je renais avec joie dans les rangs de simple citoyen, heureux, après tant d'orages, de remettre entiers, et plus respectables que jamais, les destins de la république, dont j'ai partagé le dépôt.

« Salut et respect,

« Barras »

(3) Voyez les *Mémoires de Gohier*, tom. II.

le gouvernement réel, avait sondé Gohier avec plus ou moins de sincérité, sur la question de savoir, si lui, Bonaparte, le général d'Italie et d'Égypte, pourrait entrer au Directoire, et le président, avec une gravité burlesque, lui avait répondu : « que la constitution s'y opposait, parce que le général n'avait pas l'âge. »

Ainsi M. Gohier avait vu le 14 vendémiaire, le 18 fructidor sans se plaindre; mais la violation d'un article réglementaire soulevait tous ses scrupules; triste petitesse du caractère avocat; les procureurs au pouvoir font de la politique une procédure, ils laissent périr le pays pour sauver un article du code. Les bonnes relations qui avaient existé entre madame Gohier et madame Bonaparte permettaient les invitations, même faites à l'improvisiste, et le 17 brumaire, la veille même du coup d'État, Joséphine, dans un billet de la meilleure grâce, avait prié à déjeuner le président du Directoire et sa femme (1). Le but de ce déjeuner était d'attirer Gohier à l'hôtel de la rue de la Victoire; Bonaparte lui aurait dit la marche invariable des événements, afin de le déterminer à y prendre part; le général offrait au président du Directoire la place de ministre de la justice sous le nouveau gouvernement consulaire. Si Gohier était venu au déjeuner, la réorganisation marchait plus vite, car il avait les secrets de l'État à sa disposition et il sanctionnait l'acte des Anciens; sa femme seule accourut à l'invitation de Joséphine, tandis que le président s'acheminait, avec toute la gravité de ses fonctions, vers la salle du Directoire au Luxembourg.

Ce noble et bel édifice avait tour à tour servi de prison aux suspects et de palais au Directoire; ses vastes salons, ses portiques, ses galeries élégantes, où le style de la renaissance se mêle au souvenir de

Louis XV, étaient alors occupés par Barras et ses collègues (2). La première visite de Gohier fut pour Barras, car déjà le plan de Bonaparte transpirait à Paris (3); Gohier et Moutins exposèrent à leur collègue la nécessité d'une résistance au profit de la constitution de l'an III. En ce moment les choses étaient changées de face; Barras n'était plus maître de sa démission, et tandis que Gohier et Moutins réunis dans la salle des conseils cherchaient les moyens de se garer de la crise, ils purent voir se déployer dans les cours et la rue de Tournon, un grand appareil militaire sans doute destiné à leur garde; ne fallait-il pas s'arrêter à un parti? Les directeurs firent demander quel général était à la tête des grenadiers; on leur répondit que Moreau commandait la garde du palais.

Seuls, isolés au Luxembourg, après avoir reçu la notification officielle du décret de translation des Anciens (4), Gohier et Moutins résolurent de se rendre dans le sein de la commission qui siégeait aux Tuileries, desirant voir par eux-mêmes quels étaient les moteurs de l'événement, comme si cet événement n'était pas déjà accompli! Ils voulaient juger si tout était légal; or, ce qui se passait était chose fort simple et depuis longtemps prévue; la force militaire envahissait le pouvoir civil, et par le fait le gouvernement était déjà dans les mains du général Bonaparte. Les directeurs se dirigèrent donc vers les Tuileries en costume, et à peine étaient-ils entrés dans la commission des inspecteurs en permanence, que le général Bonaparte vint à eux; il avait déjà la parole plus haute, plus impérative que dans la matinée; sa position était bonne; il invita, par quelques phrases obligantes, les directeurs Gohier et Moutins à venir s'associer à l'œuvre, pour sauver la chose publique (5), et

(1) Voir l'autographe : Au citoyen Gohier, président du Directoire de la république française.

Ce 17 brumaire au vin.

« Venez, mon cher Gohier, et votre femme, déjeuner avec moi demain à huit heures du matin, n'y manquez pas; j'ai à causer avec vous sur des choses très-intéressantes. »

« Adieu, mon cher Gohier, comptez toujours sur ma sincère amitié. »

La générale Bonaparte.

(2) L'appartement particulier de Barras était au petit Luxembourg.

(3) *Mémoires de Gohier*, tom. I.

(4) Citoyen président,

« La commission s'empresse de vous faire part de décret de translation de la résidence du corps législatif à Saint-Cloud.

« Le décret va vous être expédié, mais des mesures de sûreté exigent des détails dont nous nous occupons. »

« Nous vous invitons à venir à la commission des inspecteurs des Anciens; vous y trouverez vos collègues Sieyes et Ducos. »

« Salut fraternel. Signé : Barralon, Fargues, Cornet. »

(5) Voici la conversation de Gohier et de Bonaparte :

« Le décret tout entier est proclamé, dit Sieyes, avez-vous vu le général?... »

GOHIER. Quel général?

SIEYES. Le général Bonaparte.

GOHIER. Non... mais qu'on le prévienne que le président du Directoire est ici. »

Bonaparte ne tarda pas à paraître.

« Je vais avec plaisir, nous dit-il, que vous vous rendiez à nos vœux, à ceux de vos deux collègues. »

GOHIER. Nous nous rendons au vœu de la loi, général; elle veut que le décret qui transfère les séances du corps législatif soit proclamé sans délai. Nous devons remplir le devoir qu'elle nous impose, et bien déterminés à la défendre contre les attaques qu'on voudrait lui porter.

BONAPARTE. Votre zèle, président, me m'ôte une peine, et c'est parce que vous êtes connu pour un homme attaché à votre pays que vous allez vous réunir à nous pour sauver la république.

GOHIER. Sauver la république?... Il fut un temps, général, que vous aviez l'honneur d'en être le soutien, mais aujourd'hui c'est à nous qu'est réservée la gloire de la sauver.

BONAPARTE. Avec les moyens que vous donne votre constitution?... Voyez donc comme elle croule de toutes parts! Cette constitution-là ne peut plus servir.

GOHIER. Qui vous a dit cela, général? Des perdus qui n'ont ni le courage ni la volonté de marcher avec elle. Eh! tous ceux que je vois ici n'ont-ils pas, il y a à peine quelques jours, proclamé encore l'excellence de cette constitution, et auront le danger d'y

lorsque le président Gohier, aveuglé sur la gravité des circonstances, développa les droits du Directoire, et la plénitude de ses pouvoirs, le général impatient ne put s'empêcher de s'exprimer avec un mouvement de colère : « Vous savez, s'écria-t-il, qu'il n'y a plus de Directoire. — Il n'y a plus de Directoire! et qui l'a supprimé, général? »

Les choses allaient toujours ainsi en s'échauffant, lorsque M. Boulay (de la Meurthe), un des hommes les plus actifs du mouvement, au 18 brumaire, ajouta : « Laissez dire le citoyen Gohier, général, laissez-le proteste, un bout de décret arrangera tout cela. » M. Boulay avait raison; un décret de plus ou de moins ne changeait rien; il ne s'agissait plus des pouvoirs constitutionnels, ils étaient finis. En matière de coups d'État, qu'est-ce qu'un acte arbitraire en ligne de compte? Le Directoire était mort; en vain la vieille autorité protestait! La vie des institutions politiques résulte de certaines conditions; quand elles manquent, qu'importe une protestation pour les sauver! le temps en est accompli (1). Le général Bonaparte s'exprima dans cette séance avec un ton hautain qui décelait un maître; on vint lui dire que Santerre soulevait le faubourg Saint-Antoine; alors, s'adressant avec un œil perçant et significatif au directeur Moulins, il lui dit : « Général, vous êtes parent de Santerre? — Non, répondit celui-ci, mais je suis son ami. — Eh bien! on m'écrit qu'il agite le faubourg; vous pouvez lui écrire que s'il ne cesse ses menées, je le fais fusiller sur-le-champ. » Moulins se hâta de répliquer : « Général, vous n'en avez pas le droit, et si Santerre agissait, ce ne serait qu'en vertu des ordres des autorités constituées. » Hélas! le général Moulins croyait encore à la république! Ces paroles n'étaient pas échangées sans dessein; Bonaparte savait les rapports de Moulins avec le parti démocratique; le directeur pouvait disposer des jacobins; et combien n'était-il pas important de les contenir! Le général Moulins répondit avec énergie, parce qu'il appartenait à un parti qui n'avait pas peur; s'il avait eu une portée d'esprit égale à son

caractère, Moulins pouvait, en s'entendant avec Jourdan et Augereau, lutter corps à corps contre le 18 brumaire.

Qui pouvait croire à la fortune et à la durée du Directoire? Et néanmoins Gohier et Moulins allèrent au Luxembourg pour se réunir de nouveau dans leur salle de délibérations, comme si le pouvoir était encore à eux. On n'avait pas à les redouter comme gouvernement : leur règne était fini; mais le Luxembourg pouvait servir de centre au parti jacobin, représenté par les deux directeurs : des protestations pouvaient émaner d'eux et faire connaître sous un jour défavorable les événements qui s'étaient passés. Il fallait mettre Gohier et Moulins dans l'impuissance d'agir, et sous une surveillance telle qu'aucun chef de parti ne pût arriver jusqu'à eux. Au Luxembourg les patriotes avaient un drapeau tout trouvé : l'ancien Directoire, deux généraux mécontents et exilés, Bernadotte et Jourdan, ils disposaient des faubourgs et d'une partie des municipalités de Paris. Le conseil des Cinq-Cents souffrirait impatiemment une dictature; le palais du Luxembourg pouvait devenir un centre commun qui réunirait toutes les forces républicaines et les deux directeurs leur serviraient de bannière. S'il s'agissait d'une résistance, le parti jacobin avait peu de scrupules; il invoquerait l'insurrection au besoin, et tandis que les corps constitués siégeaient à Saint-Cloud, ils pouvaient tenter à Paris une violente émeute, comme en prairial.

Dans un but politique et de sûreté générale, le Luxembourg fut mis sous une surveillance militaire, et les directeurs gardés à vue. Par une combinaison parfaitement réfléchie, le général Bonaparte chargea Moreau de cette mission; il le savait patriote, et déjà pris comme point d'appui par l'opposition; n'était-il pas habile de le compromettre, en le faisant grogner des directeurs? Moreau dut plus d'une fois se repentir dans sa vie de cette condescendance envers Bonaparte. Comment, lui, le rival du consul, puis de l'empereur, était-il descendu à ce point de le servir au delà même de ce

porter atteinte? Des palais où se tiennent les séances de corps législatif, les serments prêtés spontanément n'ont-ils pas été entendus et répétés dans toute la France? Connaissiez mieux, général, votre position. À peine êtes-vous depuis quelques jours en France; vous avez débordé au bruit de nos victoires. Partout la République est triomphante sans vous, et vous venez vous offrir pour la sauver!... Tiendriez-vous un autre langage si elle était vaincue et sous le joug de l'étranger? »

(1) Voici le dernier acte en forme de protestation de Moulins et de Gohier; il fut arrêté à la porte du Luxembourg.

Message aux conseils des Anciens et des Cinq-Cents.

« Citoyens représentans,

« Un grand attentat vient d'être commis, et ce n'est sans doute que le prélude d'attentats plus grands encore. Le palais directorial est livré à la force armée; les magistrats du peuple à qui vous avez confié la puissance exécutive, sont ce moment gar-

dés à vue par ceux-là mêmes que, seuls, ils ont le droit de commander.

« Leur crime est d'avoir constamment persévé dans l'inébranlable résolution de remplir les devoirs sacrés que leur impose votre confiance, d'avoir rejeté avec indignation la proposition d'abandonner les rênes de l'État qu'on veut arracher de leurs mains, d'avoir refusé de donner leur démission.

« C'est aujourd'hui, représentants du peuple français, qu'il faut proclamer la république en danger, qu'il faut la défendre. Quel que soit le sort que ses ennemis nous réservent, nous lui jurons fidélité, fidélité à la constitution de l'an III, à la représentation nationale dans son intégrité.

« Puisse! nos serments n'être pas les derniers cris de la liberté expirante!

— Les deux directeurs, prisonniers dans leur palais.

« Signé : Moulins, Gohier, président. »

que le dévouement honorable commande ? C'est que Moreau avait une âme faible, irrésolue ; il ne savait jamais prendre un premier rôle. Ses dernières armes n'avaient pas été heureuses en Italie ; il était modeste avant sa seconde campagne d'Allemagne, et la gloire de Bonaparte l'éblouissait. Qui pouvait résister à l'attrait d'une popularité si retentissante ? Il fallait être très-fort pour oser une opposition contre la destinée ! Tout s'explique en histoire par les entraînements ; aucune puissance alors ne pouvait lutter contre la fortune de Bonaparte.

Le 18 brumaire au soir rien n'était terminé encore ; toutes les questions étaient chancelantes ; la force militaire seule avait parlé ; si l'on voulait accomplir ce mouvement, il fallait l'appui des conseils, le vote de la majorité, la forme légale en un mot dans le succès militaire. Jusque-là ce qui était arrivé pouvait se dire une surprise : la démission de Barras, la délibération des Anciens, tout était arraché par un coup de force et un faux semblant. Les conjurés marchaient sur un terrain mobile, le moindre accident pouvait le faire couler. Qu'allait-il se passer le lendemain, quand le jour se lèverait sur la belle résidence de Saint-Cloud ?

CHAPITRE XXI.

PARIS ET SAINT-CLOUD.

Mesures de police. — Esprit public. — Pouvoir départemental. — Nuit de Bonaparte et des conjurés. — Nuit des Jacobins. — Préparatifs. — Route de Saint-Cloud. — Départ de Bonaparte. — Le château. — Le conseil des Anciens. — Conseil des Cinq-Cents. — Tumulte. — Triomphe du parti militaire. — Dispersion des conseils. — La Dictature.

18 et 19 brumaire 1799.

Paris avait pris part à tous les mouvements de la révolution française ; son immense population s'agitait comme une vague tumultueuse. Qui ne se rap-

(1) La bourgeoisie n'était vivement alarmée de l'apparition des clubs ; elle avait peur des Jacobins du Mandé ; elle avait demandé la fermeture de ces sociétés démocratiques.

(2) Bonaparte lui-même avait adressé une proclamation aux habitants de Paris :

Citoyens,

« Le conseil des Anciens, dépositaire de la sagesse nationale, vient de rendre le décret ci-joint. Il y est autorisé par les articles 102 et 103 de l'acte constitutionnel :

« Il me charge de prendre des mesures pour la représentation

pelait les figures de ses faubourgs et ses masses de prolétaires armés qui promenaient le bonnet de la république dans ses rues envahies ? Toutes les passions mauvaises trouvaient à Paris un aliment ; la corruption se glissait dans la révolte, et les mœurs dissolues d'une grande capitale alimentaient les pensées de séditions et d'émeutes. Depuis quelques années cependant la bourgeoisie paisible avait repris ses habitudes d'ordre ; elle craignait les jacobins et le retour des exérés révolutionnaires qui avaient dévoré sa fortune (1) : la présence d'une force armée permanente, le triomphe des troupes au 14 vendémiaire et au 18 fructidor avaient fortement dominé les Parisiens ; toutes les classes avaient appris à redouter l'habit militaire si glorieux de souvenirs. Lorsque les vieilles demi-brigades défilaient dans les rues, à travers les places publiques, sous les drapeaux criblés de balles, quand les dragons se déployaient au Carrousel ou dans les Champs-Élysées avec l'artillerie du Rhin ou d'Arcueil, tous ces soldats, couverts de poussière, imprimaient un double sentiment d'orgueil et de terreur ; on savait qu'ils avaient remporté mille victoires, un éclat inaccoutumé brillait sur leurs étendards, leur tournure était mâle et fière, nul n'osait les regarder de face et braver leur amour pour le général ; on éprouvait une sorte de fierté à compter ces hommes-là pour frères et pour compatriotes, j'oserais même dire pour dominateurs.

Ainsi le mouvement préparé par le général Bonaparte, appuyé sur le parti militaire, devait être obéi par la population calme et régulière de la cité ; six mille hommes de vieille troupe étaient suffisants pour contenir les opposants. L'opinion publique n'était pas favorable au Directoire : depuis longtemps ce pouvoir était condamné à mourir ; il tracassait le peuple sans lui donner la liberté et l'ordre ; il n'avait plus de crédit sur les masses, plus de puissance sur les esprits : on désirait un changement pour arriver à une situation régulière et forte ; et toutes ces causes soutenaient la tentative du général Bonaparte contre la constitution de l'an III qui tombait en lambeaux. Fouché et Réal, restés à Paris, menaient tous les ressorts de la police et des municipalités ; ils avaient dès le matin préparé les esprits aux événements de la journée (2) ;

nationale. Sa translation est nécessaire et momentanée. Le corps législatif se trouvera à même de tirer la représentation du danger imminent où la déorganisation de toutes les parties de l'administration nous conduit.

« Et à bas les, dans cette circonstance essentielle, de l'union et de la confiance des patriotes. Bâillez-vous autour de lui, c'est le seul moyen d'asseoir la république sur les bases de la liberté civile, du bonheur intérieur, de la victoire et de la paix.

» Bonaparte. »

les barrières furent un moment fermées pour qu'on ne se portât point en masse à Saint-Cloud; on répandit des proclamations qui promettaient le triomphe des principes pour l'avenir, la sécurité et le bien-être pour le présent; on y parlait de la souveraineté du peuple et de la liberté, avec un sentiment de respect qui devait flatter l'amour-propre de la bourgeoisie de Paris; on distribuait partout des pamphlets imprimés pour réveiller l'opinion publique en faveur de Bonaparte.

Un de ces pamphlets, en forme de dialogue, justifie la translation des conseils à Saint-Cloud: la constitution l'avait ainsi voulu; la république était en péril, il fallait la sauver (1). La police favorisait la circulation de ces écrits vulgaires, s'adressait aux masses pour leur expliquer le but du général et son respect pour la constitution; on y parlait surtout de la gloire de Bonaparte, de cette grande vie qui s'était devinée au salut de la patrie. Fouché voulait favorablement disposer le peuple un peu étonné de la translation des conseils à Saint-Cloud; il voulait surtout enlever les prolétaires à l'influence du parti jacobin.

Ce parti, en effet, si puissant, si énergiquement organisé, avait eu connaissance des premières tentatives de Bonaparte auprès des conseils Anciens; ce décret, qui transportait à Saint-Cloud les délibérations des représentants du peuple, lui révélait les projets de dictature militaire. Talot, Destrem, Charles de Hesse, Duroure, Antonelle, Aréna connaissaient Sieyès et les principaux meneurs des événements, et leur volonté de briser la constitution par un coup de main, « et ce qu'on n'osait pas

à Paris, disaient-ils, on le tenterait à Saint-Cloud, sous l'ombre des grands bois et de la solitude. » Toute la journée du 18 brumaire fut donc occupée, dans les réunions clandestines des jacobins, aux préparatifs d'une résistance, soit par le peuple, soit par les armées. La constitution de l'an III, si usée et que les révolutionnaires trouvaient eux-mêmes imparfaite, devint le point de résistance du parti jacobin: il s'y rallia fortement, ce fut son drapeau; était-il assez puissant pour réveiller la résolution et la force dans une population habituée à une indicible mobilité pour les principes politiques! Depuis six ans que de changements n'avaient pas été faits? Quels pactes n'avait-on pas violés? Que de dispositions méconnues! On s'était tellement accoutumé à ces sortes de révolutions politiques qu'on n'y prenait plus garde; les constitutions étaient comme des feuilles éparées que le vent des partis emportait dans d'incessantes tempêtes; Paris s'inquiétait à peine de ces changements: il aspirait au luxe et au repos. La république était morte (2).

Les jacobins, néanmoins, actifs démocrates, cherchaient un point d'appui à leur résistance: les faubourgs étaient pour eux; tous les officiers généraux n'étaient pas tellement dévoués à Bonaparte qu'on ne pût trouver des chefs militaires prêts à prendre parti contre le 18 brumaire; il y avait des jalousies et des rivalités. Bonaparte pouvait-il absolument compter sur Bernadotte, Jourdan et Augereau lui-même? Le point d'appui et de résistance qui allait le mieux à l'esprit et aux habitudes des hommes d'action et d'intelligence du

(1) Voici quelques fragments d'un de ces pamphlets.

Le Cinq-Centa. — Entre nous, cependant, mon ami, je crains l'intervention de Bonaparte dans cette affaire. Sa renommée, sa considération, la juste confiance du soldat dans ses talents, et surtout ses talents eux-mêmes, peuvent lui donner le plus redoutable ascendant sur les destins de la république? S'il était un César!... un Cromwell!...

L'Ancien. — En César! ou Cromwell!... mauvais rôles, rôles usés, indignes d'un homme de sens, quand ils ne le seraient pas d'un homme de bien. C'est ainsi que Bonaparte, lui-même, s'en est servi dans plusieurs occasions. Ce serait une pensée sacrilège, disait-il une autre fois, que celle d'attendre au gouvernement représentatif dans le siècle des lumières et de la liberté. Il s'y aurait qu'un fou, disait-il encore, qui voudrait, de gaieté de cœur, faire perdre la gaucherie de la république contre la roquaille de l'Europe, après l'avoir soutenue avec quelques gloire et tant de périls.

(2) La police attaquait toujours les opinions et les hommes du parti jacobin: voici encore un de ses pamphlets.

La grande trame dévoilée, ou le secret de Bonaparte. (Dialogue entre un jacobin et un bonnet comme ci-devant son ami.)

Le jacobin, s'abordant son ancien ami:

Quoi patrie! quoi liberté? Le voilà donc en ce grand événement, mon frère! Il l'avait bien prévu? Les lâches! Comme ils ont trahi leur patrie! Comme ils ont vendu sa liberté! La voilà donc renversée, cette sage constitution, qu'existent à tout temps défendue les foudres de l'éloquence des Brut et des Bergasse, qui trouvaient un appui éternel dans les lois sages et surtout vigou-

reuses de Destrem, de l'invincible Jourdan, du profond Fouché.

L'honnête homme. — Tout doux! mon ci-devant ami! tout doux! A votre fougue verbale, on voit bien que vous n'êtes ni à l'école des très-illustres personnages que vous citez si bien. Mais nous ne sommes plus au temps de la Révolution, nous ne sommes aujourd'hui. Il y voit, il raisonne. Voyez-le, raisonne de même. A votre première question je répondrais que la patrie et la liberté sont sous la sauvegarde de la sagesse et du bien-toire. En second lieu, que le tiro de frère est tout à fait inutile entre nous; il ne sera point mon frère, celui qui s'est enorgé de ma fortune, celui qui m'a embastillé, celui qui a conduit à l'échafaud mon père, ma mère, mes frères, mon épouse; il ne sera point mon frère, enfin, celui qui s'est nourri d'uns ans entiers des larmes de la France, et qui aujourd'hui rugit de ce qu'on lui ôte les moyens d'imposer de nouvelles victimes.

On a renversé la constitution, dites-vous? Mais existait-elle, cette constitution que vous implorez? Depuis longtemps elle gémissait, abrutie sous les coups de la scélératesse. La présence même d'une bande de factieux, qui se disaient ses amis et s'étaient que ses bourreaux, n'était-elle pas une violation continuelle? Au point où nous avons conduits la folie de ces insensés démagogues, il fallait ou laisser tomber la république en lambeaux, ou nous livrer à leurs griffes, ou remettre noire aux mains du courage et de la vertu. Et dans tous ces cas, violer la constitution était une nécessité. Les lois l'emportent; la république restera debout; la liberté sera des temples; la victoire donnera la paix.

parti patriote, était l'opposition des conseils et particulièrement des Cinq-Cents; pour légaliser un mouvement militaire, le général n'avait-il pas besoin de l'assentiment des deux branches de la législation? Si donc on parvenait à faire refuser ce concours, si les conseils protestaient énergiquement, le général n'aurait plus pour lui qu'une fraction de l'armée, une autre se prononcerait pour la constitution, et le mouvement ainsi comprimé n'aurait pas le résultat qu'en espéraient les bonapartistes (1). Qui ne savait que le vote du conseil des Anciens de la veille était une véritable surprise? La translation des conseils à Saint-Cloud avait été arrachée par un subterfuge, il n'y avait pas le tiers des membres présents. Le 19 au matin tout le monde serait prévenu: les deux conseils étant convoqués, chacun serait à son poste; on se proposait d'invoquer tous les souvenirs de la liberté, tous les mots magiques qui réveillaient le peuple. Quel serait le bras assez téméraire pour attenter à la représentation nationale? N'avait-on pas ce décret de mise hors la loi qui frappait comme la foudre le rebelle à la souveraineté du peuple?

Les esprits ardents, les hommes d'énergie, se donnèrent donc rendez-vous à Saint-Cloud. Nul n'oserait attenter aux droits des représentants: généraux, soldats, franchiraient-ils ce sanctuaire des lois pour insulter à la toge antique? Romains, on saurait mourir sur les chaises curules! Représentants de la nation, on parlerait le langage de la patrie aux enfants armés de cette grande nation.

Ainsi disaient les membres les plus fervents de la société des Jacobins. Ici on se demande ce qu'étaient devenues dans cette journée les têtes militaires opposées à Bonaparte? Comment se fit-il que Bernadotte et Moreau lui-même aient laissé s'accomplir l'œuvre d'une dictature militaire? Pourquoi ne se mirent-ils pas à la tête d'un parti, dans la nuit du 18 au 19 brumaire, pour s'opposer aux menées des conjurés? Il paraît certain que les généraux Bernadotte et Moreau se virent le soir de la séance des Anciens, que tous deux s'occupèrent de la chose publique de concert avec quelques députés pleins de zèle pour la constitution. Moreau était honteux du rôle qu'on lui avait fait jouer auprès du Directoire; était-il destiné à être geôlier

pour le compte de Bonaparte? La première démarche vint de Moreau; il envoya auprès du général Bernadotte l'adjudant général Rapatel pour demander conseil sur un mouvement contre la dictature. Bernadotte répondit: « Que Moreau se place à la tête des soldats qu'il commande au Luxembourg; il leur annoncera l'attentat contre la constitution, et aussitôt je monte à cheval avec mes aides de camp pour me placer sous ses ordres (2). » Moreau n'osa rien, parce qu'en ce moment le vent soufflait pour le triomphe de Bonaparte et que nul ne pouvait l'empêcher.

Bernadotte ne perdit point toute espérance; sa maison de la rue Cisalpine fut envahie le soir par une multitude de députés du conseil des Cinq-Cents; il y eut là des conférences avec Salicetti, Augereau, Jourdan, Talot. Que faire alors dans la crise publique? Il fut arrêté que le conseil des Cinq-Cents, réuni le lendemain, conférerait à Bernadotte le commandement de la garde du corps législatif et de toutes les troupes de la capitale. Le temps du vieil empire romain se réveillait; il y aurait deux sénats, deux Césars, deux généraux, deux dictatures! Le député Salicetti s'entremît pour amener une transaction au milieu de cette vaste guerre civile; que faire? On proposa un moyen terme; Bonaparte se vantait d'avoir empêché Sieyès de léguer un décret de déportation contre les Cinq-Cents; on parla de sa générosité, de son désintéressement; il ne voulait le pouvoir que pour l'abdiquer. « Eh bien! dit Bernadotte, convenons tous: que Bonaparte reste général du conseil des Anciens et que le conseil des Cinq-Cents me désigne, moi, comme le commandant des forces militaires à sa disposition. Alors si Bonaparte reste dans la constitution, je marche avec lui; si, au contraire, il en sort, vous le mettez hors la loi, et vous avez un général pour faire exécuter le décret (3). »

Ainsi se passa la nuit du 18 au 19 brumaire parmi les patriotes; que pouvaient-ils faire? Quelle fortune oserait s'opposer à Bonaparte? Bernadotte avait des services, une incontestable capacité; mais y avait-il dans sa pensée un plan aussi bien concerté que dans la tête des conjurés du 18 brumaire? Avec qui était l'opinion publique? De quel côté poussait la force sociale? La France en était-elle

(1) Bonaparte était très-occupé de parti militaire; Bernadotte, qui comment il s'exprime sur son compétiteur:

« Bernadotte a tant eu: j'ai mis mieux cela. Je lui ai dit que son Directoire était défectueux, sa constitution nade; qu'il fallait faire maison nette et donner une autre direction au gouvernement; puis, j'ai ajouté: Allez mettre votre uniforme; je ne puis vous attendre plus longtemps; vous me retrouverez aux Tuileries, au milieu de tous vos camarades... Bernadotte, ne comptez ni sur Moreau, ni sur Bernadotte, ni sur les généraux de votre bord. Quand vous connaîtrez mieux les hommes, vous verrez qu'ils promettent beaucoup et tiennent peu. Ne vous y fiez pas. Bernadotte

me dit alors qu'il ne voulait pas prendre part à ce qu'il appelait une rébellion. Une rébellion! Un tas d'imbéciles! Des gens qui avouaient du matin au soir dans leurs taudis! Tant à été inutile; j'en ai pu valoir Bernadotte; c'est une bête de fer. Je lui ai demandé sa parole de ne rien entreprendre contre moi; voici ce qu'il m'a répondu. Je restais tranquille comme citoyen, mais si le Directoire me donne des ordres d'agir, je marcherai contre tous les périlleux. » (Paroles de Bonaparte.)

(2) Note communiquée.

(3) Idem.

arrivée à ces rivalités du vieux monde romain ! Bernadotte défendait une cause perdue ; la constitution de l'an III et le Directoire étaient finis ; la société appelait l'unité de toutes ses forces, elle voulait un gouvernement ; Moreau et Bernadotte ne pouvaient plus rien. Il est curieux de voir ce rapprochement et cette ligue des deux généraux au 18 brumaire ; elle se retrouve plus tard sur un autre champ de bataille. Les événements de l'histoire ont une grande unité ; au temps de la fortune de Bonaparte, Bernadotte et Moreau luttent en vain pour arrêter la destinée ; quand la décadence arrive, c'est encore Moreau et Bernadotte qui paraissent, en Allemagne, se donnant tous deux la main, à la suite d'une grande coalition de rois et de peuples ; mais alors ils y viennent pour les aider à la chute du colosse dont les destinées étaient accomplies !

Le pont de Saint-Cloud, au pied d'un coteau boisé, fait de cette royale résidence un des points les plus fortifiés contre le mouvement de Paris ; quelques pièces de canon braquées sur les dalles de droite et de gauche du pont, des compagnies placées en tirailleurs dans le parc, pouvaient garantir la sûreté de toute force armée agissant pour secourir le triomphe de son général. Lorsque vous quittez ces beaux parcs, ces cascades ondoyantes où la mousse croît si verte sur les vieux faunes et les nâfades, vous pouvez contempler ces gracieux bâtiments élevés et embellis par les ordres de Monsieur, frère de Louis XIV. Là, vous voyez se déployer les deux ailes qui entourent le pavillon du centre ; les fenêtres du rez-de-chaussée sont presque de plain-pied avec les portes d'issues qui donnent sur le parc et les jardins réservés. C'était dans ces deux ailes aux vastes galeries, l'une désignée par le nom de Mignard, qui la décora, l'autre qui formait l'ancienne orangerie, que les deux conseils devaient se réunir pour délibérer sur les mesures de salut

public. La police avait fait répandre le bruit que la république était en péril.

Dans la nuit du 18 au 19 brumaire, les conciliateurs bonapartistes se réunirent à Paris (1), il fallait se tenir tout prêt pour le lendemain ; les conjurés qui devaient secourir le mouvement militaire du général Bonaparte s'étaient réunis à l'hôtel Breteuil, et là, sous la présidence de l'abbé Sieyès, on avait rédigé les discours et déterminé les mesures qui seraient prises dans les deux conseils pour assurer le succès de la conjuration (2). M. Cornet devait présider les Anciens et leur enlever, par une résolution prompte, le temps de la réflexion. Lucien Bonaparte, l'habile et hardi tribun, devait, lui, présider le conseil des Cinq-Cents ; tous deux, traversant dans la conjuration, prendraient hardiment l'initiative ; ils étaient décidés à donner aux deux conseils l'impulsion indiquée par les chefs du parti militaire. A cette délibération de l'hôtel Breteuil assistèrent MM. de Talleyrand, Fouché, Bertier, Réal, Boulay (de la Meurthe), Cabanis, Lucien, Joseph, Béranger, Gaudin, Daunou, car une fraction du parti de madame de Staël s'était réunie à Bonaparte. Tout devant être prêt pour le lendemain, la nuit entière fut consacrée à la rédaction de toutes les pièces qui devaient servir plus tard à assurer le succès du mouvement militaire (3).

Cette même nuit, il se tenait un autre conciliabule plus ardent et décidé à tout ; les jacobins, prévenus par des convocations de Charles de Hesse, réunis à quelques amis du Directoire, délibérèrent avec toute la chaleur des opinions exaltées sur les moyens de sauver la démocratie et la constitution de l'an III. Là, sous les cinquante enflammés de la société du Manège disoute pourtant, on voyait Talot, Aréna, Deatrem, Bertrand (du Calvados), Poulain-Grandprey, Duroure, Blin et d'autres jacobins dévoués aux fortes idées du comité de salut

(1) « J'ai la certitude, écrivait Bonaparte, que l'on arrêtera dans ce moment, à la commission des inspecteurs de la salle, ce que l'on fera demain à Saint-Cloud ; j'aime mieux que ce soient ces gens-là qui le décident : cela fait leur amour-propre. J'obtiens ces ordres que j'ai concertés. »

(2) Mémoires de M. le général Cornet sur le 18 brumaire.

(3) Voici la liste des officiers généraux et secondaires qui s'aggrégèrent avec Bonaparte le 18 brumaire et le 19 au matin.
L'amiral Bruix.

Général de division.

Lefebvre, Berthier, Serurier, Leclerc, Mursi, Desmouville, Moncey, Saint-Semy, Dupont, Boudet.

Général de brigade.

Gardanne, Sourlas, Amegon, Delévy, Andréossy, Solignac, Léopold Berthier.

Adjoints généraux.

Voulaine, Lavalette, Lathier, Jubé, Verlet, d'Blancourt, Baylé, Bonamy, Brenou, Goudal, Dumoulin (de la marine).

CAPITULE. — L'EUROPE.

Chefs de corps ou aides de camp.

Sébastien, Courtois, Batailly, Durac, Bessière, Durand, Escamont, Michel.

Officiers supérieurs du Directoire.

Berruyer, Humbert, Fual, Ochler.

Chefs d'escadron ou aides de camp.

Lavalette, Louis Bonaparte, Bécier, Bertholémy, Christophe, Thérar, Waupeit, Bonsson, Bruyère, Sparre.

Chefs de bataillon.

Bimon, aide de camp du général Lefebvre ; Becouchy, aide de camp du général Dupont ; Sébastien, Belose.

Aides de camp.

Engène Beauharnais, aide de camp du général Bonaparte ; Boyer, aide de camp ; Fritz, aide de camp du général Lefebvre ; Lefebvre, aide de camp du général ; Dumoulin, idem ; Murin, aide de camp du général Dupont ; L. Las, ingénieur, aide de camp du général Frégeville.

publie, et rassemblés sous une commune loi; tous étaient décidés à résister aux attentats que les hommes du 18 brumaire essayaient contre la représentation nationale. Dans ce conciliabule que favorisaient les ténèbres de la nuit, les résolutions les plus fortes, les projets les plus rigoureux furent arrêtés; on eût dit de ces propos mâles et romains qui appartenaient aux époques exaltées de la révolution; il leur manquait seulement un homme autour duquel ils pussent se grouper, un panache tricolore qu'ils pourraient suivre dans la mêlée; serait-ce Bernadotte, Jourdan ou Angereau?

Dans les conjurés du 18 brumaire, il n'y avait qu'une seule pensée : Bonaparte; dans les jacobins, il y avait de l'énergie, une volonté de triompher par tous les moyens; mais ce qui leur manquait, ce qui était et devait être l'âme de tout complot, c'était un chef reconnu et salué; il fallait opposer Bernadotte à Bonaparte, Jourdan à Berthier, Angereau à Murat; il fallait entourer Moreau tout incertain, lui ouvrir les yeux sur le danger, lui donner la suprême puissance militaire. A un dictateur il fallait opposer un dictateur; et c'est ce qui manqua aux jacobins dans cette fatale journée (1).

La belle route de Saint-Cloud par l'avenue d'Auteuil présente dès le matin un aspect animé; pendant la nuit, les troupes, artillerie, infanterie, s'étaient massées autour de la commune; on vit là driller les 6^e, 79^e et 86^e demi-brigades, vieux soldats de l'armée d'Italie qui connaissaient Bonaparte d'ancienne date et le salueaient comme leur général. Le

bois de Boulogne fut traversé par les 8^e et 9^e de dragons qui prirent position dans la partie basse du parc en face la lanterne de Diogène sous les bois touffus, au pied des belles eaux, jusque sous la cascade. L'artillerie et les grenadiers des conseils se placèrent dans la cour intérieure du château, prêts à agir au premier roulement du tambour dans le mouvement qui se préparait. La journée était belle; encore à travers les brouillards; les derniers reflets du soleil de novembre se mouraient sur les fenêtres du palais couronnant les arbres dépouillés de verdure par le vent d'automne. La convocation des conseils était pour midi; le général Bonaparte, parti dans la matinée de Paris, fut suivi par un nombreux état-major; 150 dragons lui servaient d'escorte; on le voyait, comme la veille d'une bataille, calme et froid; quelque agitation se manifestait dans les mots échangés avec Murat, Lannes et Lefebvre qui formaient groupe autour de lui, comme pour le protéger. Une fois dans la cour de Saint-Cloud, Bonaparte à cheval attendit la résolution législative.

Les députés étaient nombreux dans les deux conseils, car chaque représentant, prévenu que les grands coups allaient se porter, s'était hâté de s'asseoir dans sa chaise curule. Il était midi lorsque le conseil des Cinq-Cents ouvrit la séance; tous ses membres, revêtus de leur costume solennel, la robe prétexte, le bonnet romain et l'écharpe tricolore, voulaient ainsi donner une idée de la majesté du peuple. Une vive agitation régnait d'avance sur les bancs; pourquoi était-on convoqué? où était le

(1) La police chercha dès le matin à dépopulariser le parti patriote en distribuant la brochure suivante contre les jacobins :

Séance des jacobins tenue rue des Boucheries.

L'assemblée est nombreuse; la confusion y règne. Le président monte sur un baril d'eau-de-vie, agite son bonnet rouge, et le désordre augmente. Il dit : *Allons enfants de la patrie, etc.* et l'assemblée détonne de concert. Le chant terminé, le président s'adresse à l'assemblée et dit :

Frères et amis, ce sont les dangers de la patrie qui nous ont réunis. Nous allons aviser aux moyens ..

Un membre. — De l'eau-de-vie !... L'assemblée entière : Appuyé! appuyé! (saut)

Le président. — L'assemblée a raison. Pour sauver la patrie, il ne faut point de demi-mesures (l'assemblée ho!)

Un membre. — Aux mânes du grand Robespierre !

Un autre membre. — A la juste colère du Père Buehne !

Un autre membre. — Oui ! buvons à ces hommes illustres, à ces pères des jacobins. Qu'ils portent aujourd'hui dans notre sein toute leur sainte fureur ! Qu'ils incendient nos cœurs du feu de la vengeance ! Qu'ils nous inspirent des desolés magnanimes, funestes aux tyrans ! Frères et amis, y a-t-il un Brutus parmi nous, qu'il se montre ! la patrie le réclame ! (L'un voit : De l'eau-de-vie !) Oui, tu en auras, de l'eau-de-vie. Viens, mon fils ! viens, Brutus, et tue.

La voix. — Frère, donne le verre ; garde le fer pour toi.

Le président. — Le préopinant a raison. Le courage est indigne des jacobins. Robespierre leur donna d'autres leçons, d'autres exemples. Qu'on n'outrage point sa mémoire. Parcourez les

fastes du comité de salut public. C'est là que nous trouverons notre conduite tracée. Il est de ces moyens asiatiques, que réprouvent les pluviales préjugés de la vertu, mais dont sait adroitement profiter l'homme qui est à la hauteur des circonstances. Ils sont d'autant plus sûrs qu'ils sont plus déguisés. Il est du devoir de tout bon jacobin de les proposer. La discussion est ouverte.

Un membre. — Mettre le feu au quartier du Luxembourg, d'armer de poignards, et...

Un autre. — Je vais venir le préopinant. J'enfermerai avec dans ses vœux ; mais il faut s'exposer, et...

Un membre. — Puisque votre sagesse rejette toutes les entreprises où la vie des frères et amis courrait un trop grand péril, vie précieuse qu'on doit conserver pour propager les bienfaites niflides de cette société à jamais immortelle ; je vais soumettre à vos lumières un projet dont l'adoption ne demande que des talents ; et certes, on peut le dire avec assez de modestie, et sans crainte d'être démenti, nous n'en manquons pas.

(Applaudissements de toutes les parties de la salle.) Tous avens un soin, depuis prairial, d'introduire dans les administrations départementales de ces braves gens qui en 80 ne marchandaient pas pour peupler de ces conquis d'arabes le garde-manger de notre illustre confrère. Que tardons-nous à leur écrire ? Qu'ils fassent scier avec le gouvernement actuel gouvernement abominable, puisque nous n'y commandons pas. Que les départements se fédéralisent ! Que les députés ajournés se réunissent à Toulouse, dans cette ville constamment fidèle aux jacobins, que là ils nomment un directoire jacobin, et la patrie est sauvée ! (Applaudissements.)

péril qui amenait les représentants à Saint-Cloud (1)? L'air inquiet de Lucien Bonaparte présageait la scène dramatique de cette dernière séance. Le procès-verbal lu rapidement comme une simple forme constitutionnelle, le député Gaudin monte en toute hâte à la tribune. « Parlez! parlez! » s'écrie-t-on, et le représentant laisse tomber quelques paroles vagues, comme M. Cornet aux Anciens, sur les périls qui menaçaient la république; M. Gaudin dénonça « la bache fatale que les conspirateurs promenaient sur toutes les têtes; elle ne tenait plus suspendue qu'à un fil. » C'était annoncer des tempêtes sur un horizon sans nuages. « Concluez! s'écriait-on de toutes parts, que voulez-vous? » Le député, un peu surpris, se résuma en proposant une commission de six membres chargés de faire un rapport, séance tenante, sur la situation de la république et les mesures de salut public.

« Oui, sans doute, s'écrie Delbrel, député fortement attaché au parti jacobin; oui, il y a péril, mais péril pour la constitution, pour la constitution, notre salut à tous. » Et à la suite de ces paroles animées, des cris immenses retentissent dans la salle : *Vive la constitution! Pas de dictature! À bas le dictateur!* Ces cris unaniment

répétés surprennent Lucien Bonaparte; il porte les yeux sur ses amis; tout serait-il manqué? le complot allait-il échouer? Boulay (de la Meurthe), le plus ferme appui du 18 brumaire, s'agite tandis que le député Grandmaison formule, avec une fermeté inouïe, les opinions et les principes du parti révolutionnaire. « De quoi parlez-vous? de factieux, de dangers? Les factieux sont ceux qui veulent renverser la constitution et la république. Les dangers, qui les fait naître si ce ne sont les hommes qui régissent l'anéantissement de la constitution? Représentants du peuple, prêtez tous le serment solennel de vous opposer au rétablissement de toute espèce de tyrannie. » Grandmaison désignait ici le complot militaire et le dénonçait à la représentation nationale.

Par un mouvement unanime, tous les députés se lèvent, prêtent le serment de fidélité entière et absolue à la constitution de l'an III; Lucien Bonaparte lui-même jure de défendre l'acte constitutionnel qu'il va renverser quelques instants plus tard. L'élan fut spontané, irrésistible, unanime, comme il arrive souvent dans les assemblées politiques; on imitait la scène du jeu de paume de Versailles, seulement les époques étaient différentes, les mœurs avaient changé (2).

(1) On distribuait aux députés, lors de leur entrée dans la séance, un pamphlet sur le 18 brumaire, pour l'expliquer et le justifier.

Dialogue entre un membre du conseil des Anciens et un membre du conseil des Cinq-Cents.

Le membre des Cinq-Cents. — Ah! mon ami, qu'est-ce que vous avez fait, et qu'allez-vous faire? Expliquez-moi comment on agit si arbitrairement ou s'exerce par le conseil des Anciens!...

L'Ancien. — Arbitraire! comment! Est-ce le décret de translation que tu qualifies ainsi? Quelle est ton erreur! Ouvre donc la constitution. L'article 101 porte que : « Le conseil des Anciens peut changer la résidence du corps législatif; qu'il indique en ce cas un nouveau lieu et l'époque à laquelle les deux conseils sont tenus de s'y recueillir; que son décret sur cet objet est irrévocable. »

Le membre des Cinq-Cents. — Mais il faut des motifs, il faut qu'il y ait du trouble, du désordre dans le lieu de la résidence actuelle, et Paris est tranquille.

L'Ancien. — La constitution ne met aucune condition à l'exercice du droit de translation qu'elle confère aux Anciens. Elle le leur confie sans réserve, parce qu'ils sont les Anciens; elle les présume sages, parce qu'ils sont, privés du droit de proposer les lois, ils ne peuvent retirer de leurs fonctions que l'honneur d'affermir les hommes loyaux, ils sont présumés conservateurs. Il faut, dites-vous, qu'il y ait du trouble dans le lieu des séances; il doit suffire qu'on puisse en prévoir, et dans les circonstances où nous sommes, qu'on dise que le trouble soit impossible; il doit suffire aussi que le conseil veuille une plus grande sécurité pour l'émission libre d'opinions capables d'agiter les ennemis de la liberté publique; car du moment où le corps législatif se se croit pas, ne se sent pas assez libre, il ne l'est réellement pas. C'est donc au sentiment intime des Anciens que la constitution a dû s'en rapporter, et si n'est d'autre motif à donner de la translation, sinon qu'ils en sentent la nécessité ou l'utilité.

Le membre des Cinq-Cents. — Comment fait-on pour intervenir la

force dans ce cas, et en vertu de quoi les Anciens peuvent-ils en disposer?

L'Ancien. — En vertu de la constitution et du bon sens. Quand la constitution donne aux Anciens le droit de translation absolu, elle leur donne implicitement les moyens nécessaires pour l'accomplissement de sa volonté; qui veut la fin, veut les moyens. Il serait absurde qu'elle eût conféré aux Anciens le droit de se soustraire à une oppression existante ou prévue, et qu'elle leur eût refusé la force nécessaire pour exercer ce droit. Les articles 103 et 104 de la constitution déclarent *compétes d'intention* contre la *liberté* de la république les membres du conseil des Cinq-Cents qui résisteraient à la translation, et ceux des directeurs qui retarderaient le sceau, l'envoi et la promulgation du décret. La constitution prévoit donc l'opposition des Cinq-Cents et du gouvernement à la translation; elle suppose donc au moins qu'ils peuvent être complices de la faction par laquelle les Anciens eussent craint d'être opprimés. Ce serait donc accorder aux Anciens une seule mesure, que de laisser la force légale à la disposition de ceux à l'influence de qui ils jugent à propos de se soustraire.

(2) *Bignoni.* — Le serment que vous venez de renouveler occupera sa place dans les fastes de l'histoire; il pourra être comparé à ce serment célèbre que l'assemblée constituante prêta au Jeu de Paume, avec cette différence qu'alors les représentants de la nation, fuyant l'attitude des coups de l'autorité royale, avaient exercé un acte contre les baionnettes dont ils étaient menacés, et qu'ici les armées qui ont servi la liberté sont entre des mains républicaines.

Une foule de voix. — Oui, oui...

Bignoni. — Le premier serment fonda la liberté, le second la consolida.

Les mêmes voix. — Oui, oui...

Bignoni. — Mais le serment serait illusoire si nous ne nous hâtons de le remplir, d'abord en adressant un message au Directoire pour lui annoncer notre installation, et ensuite en adoptant la proposition de Grandmaison, c'est-à-dire, en envoyant un message au conseil des Anciens pour nous instruire des motifs de la convocation extraordinaire qui nous réunit ici.

La conjuration bonapartiste et consulaire semblait échouer dans le conseil des Cinq-Cents ; la force de majorité était restée à la démocratie et à la constitution de l'an III. Que se passait-il alors aux Anciens ? Les représentants s'étaient réunis en masse ; la veille ils étaient à peine cinquante ; presque tous étaient présents à la journée de Saint-Cloud ; on entendait des murmures dans le sein de la majorité. « Pourquoi siégeons-nous ici ? Qui a provoqué le décret d'hier ? Où sont les dangers de la patrie ? » Quelques-uns même demandaient avec vivacité des explications aux inspecteurs sur le motif qui les avait empêchés de recevoir leur lettre de convocation la veille à Paris. Que serait-il arrivé ? on l'ignore ; quelque résolution vigoureuse allait être prise ? Alors, pour détourner le sens de la discussion générale, le député Cornudet, très-lié au 18 brumaire, demanda qu'avant d'entamer toute discussion il fût constaté, par un message, si le Directoire exécutif était à son poste en vertu de la constitution.

Cette motion avait son but. Comme les conjurés savaient que les démissions étaient données par la majorité des directeurs, Siéyes, Roger-Ducos et Barras, ils concluaient qu'il n'y avait plus de gouvernement et qu'il était urgent d'en former un nouveau. La constitution attaquée dans sa base essentielle, n'y avait-il pas motif pour la modifier ? Et l'on proposerait le gouvernement organisé par l'abbé Siéyes. Le message formulé par les Anciens fut immédiatement envoyé au Luxembourg et une réponse toute prête du secrétaire Lagarde annonça que le message n'avait pu être reçu, parce que, sur cinq directeurs, quatre avaient donné leurs démissions et que le cinquième était tenu en surveillance par les ordres du général Bonaparte (1), mensonge matériel à l'égard de l'un des directeurs, car Gohier n'avait point abdiqué ses fonctions. En politique, il faut beaucoup oser quand on vise à un résultat ; le lendemain du triomphe nul ne proteste ; le succès valide tout ; qu'est-ce qu'un faux pour un parti quand il a la victoire ?

La lettre de M. Lagarde fut lue à deux reprises. « Eh bien ! s'écriait-on de toutes parts, s'il y a des démissions données, la constitution prévoit le cas, il faut se bâter de pourvoir au remplacement des directeurs démissionnaires ; rien de plus simple. » Et, sur une proposition formelle, le conseil des Anciens s'en référa au conseil des Cinq-Cents pour former la liste quintuple des candidats au Direc-

toire. Le plan des conjurés était menacé aux Anciens comme aux Cinq-Cents ; nul succès législatif ne couronnait encore la pensée bonapartiste.

A ce moment on entendit dans les couloirs un bruit de sabres trainants, d'éperons et de talons de bottes militaires, les portières de soie s'ouvrirent, et l'on vit entrer, dans la salle du conseil des Anciens, Bonaparte avec son sévère costume d'Égypte et d'Italie, son habit à larges basques, son damas suspendu à un cordon de rubans tricolores ; sa tête découverte laissait pendre ses cheveux plats sur sa figure pâle, légèrement émue ; son état-major portait également le chapeau militaire à la main, comme signe de respect envers les représentants du peuple.

Le général s'avance, et d'une parole saadécée, il prononce des mots sans suite qu'il adresse à Lemercier, présidant la séance. « Représentants, vous êtes sur un volcan... Permettez-moi de vous parler avec la franchise d'un soldat. » Là, Bonaparte s'interrompt ; des murmures éclatent ; se reprenant ensuite, le général continue : « Suspendez, je vous prie, votre jugement jusqu'à ce que vous m'ayez entendu jusqu'à la fin !... J'étais tranquille à Paris, lorsque je reçus le décret du conseil des Anciens qui me parla de ses dangers, de ceux de la république. A l'instant j'apprai, je retrouvai mes frères d'armes, et nous vîmes vous donner notre appui, nous vîmes vous offrir les bras de la nation parce que vous en étiez la tête !... »

« Quoi ! vous étiez tranquille, quand vous conspiriez ouvertement ! » Ainsi se fit entendre une voix forte et accentuée. Le général tout ému s'écrie : « On parle d'un nouveau César, d'un nouveau Cromwell ! Représentants du peuple, si j'avais voulu opprimer la liberté de mon pays, si j'avais voulu usurper l'autorité suprême, plus d'une fois, et dans des circonstances favorables, j'ai été appelé à la prendre !... Après nos triomphes en Italie, j'y ai été appelé par les vœux de la nation, j'y ai été appelé par le vœu de mes camarades !... C'est sur vous seuls, représentants du peuple, que repose le salut de la patrie, car il n'y a plus de Directoire ; quatre des membres qui en faisaient partie ont donné leur démission, j'ai eu devoir mettre en surveillance le cinquième, en vertu du pouvoir dont vous m'avez investi. Évitions de perdre deux choses pour lesquelles nous avons fait tant de sacrifices : la liberté et l'égalité (2). »

Peu habitué aux harangues de tribune, Bonaparte

(1) La lettre du secrétaire Lagarde existe encore en original. Je n'ai pas besoin de dire que toute cette séance a été défigurée par le parti vainqueur. Le récit officiel est un mensonge du *Mondeur*. Il faut recourir aux documents plus intimes du conseil.

(2) Tous les lémoins oculaires s'accordent à dire que le général Bonaparte perdit la tête en présence du conseil des Anciens : César partait mal devant le sénat, Charlemagne ne devait avoir qu'une cloaque médiocre devant un concile d'évêques, et Cromwell en sut dire jamais que des injures aux parlementaires.

s'était jeté dans une déclamation sans suite; on l'interpellait de toutes parts, et une rougeur soudaine couvrit son front; il passa jusqu'à l'insulte. Linglet s'était écrié : « Général, vous oubliez la constitution !... — La constitution ! reprit Bonaparte plein de colère, vous l'avez violée au 18 fructidor, vous l'avez violée au 22 floréal, vous l'avez violée au 30 prairial; la constitution ! elle est invoquée par toutes les factions, et elle a été violée par toutes; elle ne peut être pour vous un moyen de salut, parce qu'elle n'obtient plus le respect de personne ! — A l'ordre ! à bas le dictateur ! » s'écrièrent les plus hardis des représentants ! Bonaparte suspend un moment son discours au milieu du tumulte; puis le reprend encore, et toujours ému, évidemment troublé, il s'écrie : « Ne voyez pas en moi un misérable intrigant qui se couvre d'un masque hypocrite; j'ai fait mes preuves de dévouement à la république, et toute dissimulation m'est inutile; j'en dirai tout. Depuis mon retour j'en ai cessé d'être entouré d'intrigues, toutes les factions se sont empressées autour de moi pour me circonvenir, et ces hommes, qui se proclamaient insolemment les seuls patriotes, me proposaient, pour purifier les conseils, d'en exclure les plus sincères amis de la patrie. »

« Nommez ces hommes ! nommez-les ! » Ces cris partirent de toute la salle. Bonaparte ne répondit pas et balbutia de nouveau : « Voilà leur attachement pour la constitution !... Aujourd'hui c'est en son nom que l'on conspire. Je connais tous les dangers qui vous menacent; je vous déclare qu'aussitôt que ces dangers qui m'ont fait confier des pouvoirs extraordinaires seront passés, j'abdiquerai ce pouvoir; je ne veux être, à l'égard de la magistrature que vous serez nommée, que le bras qui la soutiendra et fera exécuter vos ordres ! »

Le discours du général n'avait été qu'un entrecroquement de phrases disparates; Bonaparte avait perdu la tête dans ce brouhaha de paroles et d'accusations qui portaient de divers côtés de la salle; on n'entendit plus que ces mots hurrés : *Folcan, agitation sourde, victoire, constitution violée* (1). A chaque phrase malheureusement commencée et qu'il ne pouvait achever, Bonaparte ajoutait : « Je n'ai plus que cela à vous dire. » Tantôt il dénonçait les directeurs Barras et Moulins, les anarchistes; tantôt les comités et les conseils; comme il était placé près des couloirs, il se tournait alternativement vers la troupe du dehors qui ne pouvait l'entendre, et vis-à-vis le président qui agitait la sonnette. Enfin les murmures éclatèrent avec un

tel bruit que le général n'avait plus que quelques intervalles pour faire entendre de sa voix altérée : « Je suis accompagné du drapeau de la guerre et du dieu de la fortune ! » Paroles d'orgueil et de menaces pueriles jetées aux Anciens.

Les représentants s'écriaient toujours : « Mais expliquez-vous, général, dévoilez les complots, nommez les conspirateurs. » Et à mesure que Bonaparte s'irritait, ses discours étaient encore plus incohérents, et son accent corse leur donnait une étrangeté indicible. A la fin, se lassant, qu'il voyait si tristement troublé et comme fou d'exaltation, le prirent par le bras, et l'un d'eux lui dit bas à l'oreille : « Sortez, général, vous ne savez plus ce que vous dites. » Berthier le tira par le pan de l'habit à larges basques et lui fit signe de le suivre. Le général Bonaparte était tellement échauffé qu'il prononça encore quelques paroles incohérentes : puis il finit par cette phrase vulgaire et soldatesque : « Qui m'aime me suive ! » Le général, à la face de ces tribuns et de ces avocats, n'était point dans son élément. Quand il sentit l'air des camps, quand il vit le soleil reluisant sur les baïonnettes de ses grenadiers, son cheval de guerre casaraçonné, son état-major aux panaches flottants, alors il se retrouva tout entier et il fut lui-même; on vit là le héros de l'Italie et de l'Égypte, la tête d'action plus que l'orateur d'assemblée. Le 18 brumaire explique toute sa haine impériale contre les parleurs (2).

Le conseil des Anciens était, il faut le remarquer, la partie calme et modérée de la représentation nationale; que devait-il se passer au conseil des Cinq-Cents, où s'étaient réunis les plus ardents défenseurs de la république et de ses institutions, les tribuns et les orateurs des jacobins et des clubs. On se rappelle qu'un serment solennel avait lié tous les membres du conseil des Cinq-Cents réunis à Saint-Cloud, pour maintenir la constitution de l'an III; Lucien Bonaparte s'était associé à ce mouvement énergique. Une résolution subite fut prise : un message partit pour demander au conseil des Anciens les motifs de la translation des représentants du peuple dans cette commune en dehors de Paris; où était le danger? quel événement avait pu préparer une telle résolution? On attendait avec impatience ce message qui devait précéder tout vote, lorsque Lucien, le président, lut avec une gravité lente et mesurée la lettre de Barras qui donnait sa démission (3); elle était l'œuvre de M. de Talleyrand et parfaitement convenable. Sièges et Roger Ducos envoyèrent aussi leurs démissions, de sorte que le conseil des Cinq-

(1) Mémoires communiqués par l'un des auteurs du 18 brumaire.

(2) Comparez les récits de MM. les sénateurs Cornet et Cornu-

det, de M. Baillet et de M. de Bourrienne, témoins oculaires de la séance du 18 aux Anciens.

(3) J'en ai donné déjà le texte, page 187.

Cents, obligé de reconnaître que la majorité du Directoire n'était plus en fonctions, dut pourvoir à son remplacement. On se disait bien : « La démission de Burras est-elle due à une intrigue ? est-elle le résultat d'une violence exercée par le mouvement militaire ? » Les choses en étaient à ce point qu'il fallait agir immédiatement, et l'on se disposa au scrutin, pour la liste des nouveaux directeurs.

Pendant ce temps Bonaparte s'était retrempé dans l'aspect de ses belles troupes ; il avait repris son courage en se voyant entouré des braves compagnons de ses glorieuses campagnes ; il harangua ses grenadiers, et puis, l'assurance au front, on le vit se diriger au sein même de ce conseil des Cinq-Cents, au milieu de cette assemblée où sié-

geaient les plus ardents amis de la république, les tribuns fougueux, les jacobins implacables. Le général voulait en finir par un coup de force ; il n'arrivait plus seul accompagné de son état-major ou de quelques aides de camp ; ses amis lui avaient dit que le temps pressait et qu'il fallait prendre la résolution soudaine d'un coup d'État ; un peloton des grenadiers des conseils le suivait. Ces vieux soldats s'arrêtèrent à la porte drapée qui séparait la salle des couloirs. De leurs chaises enroulées les représentants pouvaient voir ces grenadiers avec leurs figures militaires, leurs épaisses moustaches sur leur face bronzée, leurs yeux ardents qui suivaient comme ceux d'une mère la poitrine de leur général (1).

(1) Je vais publier le texte le plus exact que j'ai pu recueillir des énonciations orales sur cette séance du conseil des Cinq-Cents.

Tout. — En quel ? nous représentaient le peuple français, et c'est dans ce village, entourés d'une force armée considérable, dont nous ne disposons pas, qu'on veut que nous délibérions. Non que je craigne les soldats qui nous entourent, ils ont combattu pour la liberté ; ce sont nos parents, nos fils, nos frères, nos amis. Nous avons été nous-mêmes dans leurs rangs ; et moi aussi j'ai porté la giberne de la patrie ; je ne puis craindre le soldat républicain, dont les parents m'ont honoré de leurs suffrages, et m'ont appelé à la représentation nationale ; mais je déclare que hier la constitution a été outragée : le conseil des Anciens n'avait pas le droit de nommer un général. Bonaparte n'a pas eu le droit de pénétrer dans cette enceinte sans y être appelé. Voilà la vérité : quant à vous, vous ne pouvez voter plus longtemps dans une telle position ; vous devez retourner à Paris : marchez-y revêtus de votre costume, et votre retour y sera protégé par les citoyens et les soldats ; vous reconnaîtrez, à l'altitude des militaires, qu'ils sont les défenseurs de la patrie. Je demande qu'à l'instant vous décrétiez que les troupes qui sont actuellement dans cette commune, fassent partie de votre garde ; je demande que vous adressiez un message au conseil des Anciens, pour l'inviter à rendre un décret qui nous ramène à Paris.

Une foule de voix. — Appuyé !

Grandmaison. — Il faut déclarer le décret rendu hier comme non avenu, sous le rapport de la nomination à la constitutionnelle du général Bonaparte.

Crochon. — Je réclame la parole... Les cris : Aux voix les propositions s'élèvent. Plusieurs membres à Crochon : — Vous allez nous amuser à passer le temps.

D'autres. — Il n'y a pas de liberté ici ; laissez donc parler Crochon. — Nous ne pouvons prendre une mesure précipitée ; le décret était constitutionnel ; il ordonnait votre translation : il était bien nommé un général pour assurer l'exécution du décret.

N... — Il faut avant tout déclarer que Bonaparte n'est pas le commandant de votre garde.

Un membre. — C'est donner le signal d'un combat.

D'autres. — Écoutez l'avis de Talot, les circonstances ne vous permettent point de rester ici ; il faut retourner à Paris ou aller ailleurs pour y retrouver de l'indépendance.

Un message au conseil des Anciens est mis au vote et adopté.

D'autres. — Cela ne peut suffire ; vous avez des mesures urgentes à prendre ; sans entrer dans le détail de la violence de la nomination, et des observations faites sur votre garde et celui qui doit la commander, je demande que vous déclariez le serment.

Bis. — Six mille hommes sont autour de vous ; déclarez qu'ils font partie de la garde du corps législatif.

D'autres. — À l'exception de la garde du Directoire... Marche, président, mets aux voix cette proposition

On demande à grands cris à aller aux voix.

Lucien Bonaparte. — Je ne m'oppose point à la proposition, mais je dois faire observer qu'il est impossible de s'élever avec bien de la rapidité et peu de fondement. Un mouvement, même irrégulier, aurait-il déjà fait oublier tant de services rendus à la liberté ?... (Des murmures interrompent.)

Une foule de voix. — Non, non, ce ne les oublierai pas...

D'autres à Lucien. — Le temps se passe, aux voix la proposition.

Lucien Bonaparte. — Je demande qu'avant de prendre une mesure, vous appeliez le général... (Nouvelle interruption.)

Beaucoup de voix. — Sans ne le reconnaissons pas.

Lucien Bonaparte. — Je m'indispose pas davantage ; quand le calme sera rétabli dans cette enceinte, quand l'inconvenance extraordinaire qui s'est manifestée sera calmée, vous rendrez justice à qui elle est due, dans la silence des passions.

Une foule de voix. — Au fait, au fait.

D'autres. — Il n'y a plus de liberté ici, laissez donc parler l'orateur.

L'agitation et le trouble se renouvellent.

Lucien Bonaparte. — Je dois renoncer à être entendu, et n'en ayant plus le moyen, je déclare déposer sur la tribune les marques de la magistrature populaire.

Une foule de membres. — Non, non, montez au fauteuil (l'agitation redouble.)

Lucien Bonaparte dépouillé de son costume descend de la tribune.

Un peloton de grenadiers du corps législatif paraît à la porte ; il entre l'arme portée. Un officier du corps des grenadiers est à sa tête... (Un mouvement se manifeste.)

Le piquet, arrivé à la tribune, enlève Lucien Bonaparte, et l'emmena dans ses rangs vers la salle. (Une foule de cris s'élève.)

Les grenadiers s'écrient : C'est par ordre du général.

Une foule de membres. — Suivons notre président.

D'autres à Chazal. — Lève la séance.

D'autres. — Il n'y a plus de conseil ; la liberté a été violée (l'agitation continue.)

Shérlock. — Vous avez une mesure instantanée à prendre. Je ne sais ce que l'on prépare ; mais je sais que dans les corridors et dans les cours les troupes courent aux armes, et qu'au moment où vos grenadiers ont remis Lucien Bonaparte aux côtés de son frère, les cris de : Vive la république ! ont Bonaparte ! se sont fait entendre. Il faut donc à l'instant rapeller votre président au fauteuil. Je demande qu'on lui envoie sur-le-champ l'ordre de reprendre ses fonctions.

L'agitation continue sans qu'on délibère. — Le pas de charge se fait entendre dans les escaliers qui conduisent à la salle. — Les spectateurs reculent d'effroi de nouveau aux fenêtres. — Les représentants du peuple sont debout en criant : Vive la république ! vive la constitution de l'an III ! — Un corps de gren-

A l'aspect inaccoutumé de cette force armée, le républicain Destrem retrouve une de ces phrases antiques que Rome inspirait souvent à ses tribuns et à ses sénateurs quand la liberté était menacée : « Est-ce donc pour cela, Bonaparte, que tu as vaincu ? » « Que fais-tu, téméraire, s'écrie Bigonnet, retire-toi ! tu violes le sanctuaire des lois. » Alors il se fit un grand mouvement ; jamais peut-être assemblée ne présenta cette agitation orageuse ; les représentants sont debout, ils agitent leurs toges. De toutes parts s'élèvent les cris de : *Vive la république ! à bas le tyran ! hors la loi le dictateur ! à bas le Cromwell ! spectacle tumultueux, comme le dernier soupir de la démocratie.*

Quelques députés s'élançant vers le général qu'ils repoussent hors de l'enceinte d'une main ferme et vigoureuse. Aucun poignard ne brilla, aucune arme ne se montra reluisante sur la poitrine de Bonaparte, comme le disent les écrits officiels de la journée ; on ne vit ni Cassius, ni Brutus au pied de la statue de Pompée ; mais il y eut des coups de violence, et Bonaparte fut repoussé presque sur ses grenadiers qui s'avancèrent pour recevoir dans leurs bras le vainqueur d'Arcole et de Rivoli. Tandis que les députés s'écrient : *Hors la loi le dictateur !* les soldats poussent un cri de bataille : *Saurons notre général !* Bonaparte pâle, défilé, les vêtements en désordre, tombe presque évanoui ; il respire à peine ; et si au conseil des Anciens ses amis l'avaient entraîné à sortir, parce qu'il perdait la tête, aux Cinq-Cents ce sont les soldats qui le transportent de leurs mains glorieuses, derrière les tentures de la salle. A la vue des baïonnettes, une seconde fois Bonaparte se retrouva dans son élément, il était au milieu de ses compagnons d'armes, et l'air retentit plusieurs fois des acclamations tumultueuses : *Vive le général ! Les prétoriens retrouvaient leur César.*

Le conseil des Cinq-Cents avait donc pris violemment une résolution vigoureuse ; il fallait maintenant lui donner la sanction d'une loi et légaliser la proscription et l'exil de Bonaparte, en confiant le commandement de l'armée au général Bernadotte. Lucien, maître de lui-même, quoique agité par les violences exercées sur son frère, avait gardé le fauteuil de la présidence ; son œil inquiet suivait le général emporté par ses soldats. Quand il le vit sous la tente, il le considéra comme sauvé ; il savait

dans le corps législatif paraître à la porte, les tambours battant la charge, et l'arme portée à la garde.

Un chef de brigade de cavalerie élevant la voix (Murat) : *Citoyens représentants, on ne répond plus de la sûreté du conseil. Je vous invite à vous retirer...*

Les cris de : *Vive la république ! recommencent.*

Un officier des grenadiers de corps législatif monte au bureau du président : *Représentants, s'écrie-t-il, retirez-vous le général a donné des ordres.*

que là Bonaparte était à l'aise ; il n'avait plus à s'inquiéter de lui, mais à calmer l'assemblée orageuse des tribuns. Lucien prononça quelques mots en faveur du général : « Représentants du peuple ! pourquoi n'avez-vous pas entendu Bonaparte ? Pourquoi ne point l'écouter quand il venait vous dire sans doute quelque chose d'utile pour la république ? » Trop agitée pour entendre Lucien, l'assemblée ne pouvait plus raisonner. De tous côtés éclatent de terribles apostrophes : « Bonaparte, tu as terni ta gloire ! nous te vouons à l'exécution des âges ! »

Les propositions s'entre-choquèrent alors avec une indélébile rapidité. « Je demande que le dictateur soit traduit à la barre, » dit l'un. « Déclarez-le déchu du commandement, » répond Destrem. Talot s'écrie : « Ordonnez que toutes les troupes fassent partie de notre garde. — Bonaparte hors la loi ! hors la loi ! » Avec toute la tendresse de la famille corse, Lucien s'écrie : « Je ne prononcerai point la mort de mon frère, » et, en même temps, il dépose les insignes de la présidence. « Comme simple représentant, continue-t-il, je demande qu'avant tout on appelle le général et qu'on l'entende. — Non, s'écrie-t-on, hors la loi, hors la loi celui qui a osé violer son sanctuaire ! »

L'assemblée paraissait tumultueuse comme l'Océan dans la tempête ; qui sait la résolution qu'on allait prendre, lorsqu'on vit paraître pour la seconde fois les baïonnettes reluisantes. Un peloton de grenadiers, au pas de charge, enlève Lucien, comme ils avaient enlevé le général et le transportent en dehors de la salle des Cinq-Cents, à côté de son frère exalté qui harangue les troupes hésitantes par des paroles sans suite. Bonaparte était hors de lui ; son corps tremblait convulsivement comme la feuille d'automne que le vent secouait dans le vieux parc de Saint-Cloud ; sa tête était penchée sur le cou de son cheval qui l'entraînait vers le pont de Sèvres, il ne prononçait que ces mots : « Ils ont voulu m'assassiner, les brigands soldés par l'Angleterre ; oui, ils ont voulu me poignarder. » Lucien, plus calme, le rassure, reprend sa toge de président, et monte à cheval via-à-vis de la troupe violemment agitée.

Ici Lucien fut magnifique de présence d'esprit et d'enthousiasme ; Bonaparte n'était plus lui-même ; il baissait le front, abîmé de douleur, sur

le tumulte le plus violent continue. Les représentants restent en place.

Un officier s'écrie : *Grenadiers, en avant.* Le tambour bat la charge. Le corps de grenadiers s'établit au milieu de la salle. L'ordre de faire avancer le siège est donné, et s'exécute au bruit d'un roulement de tambours. Les représentants sortent en criant : *Vive la république !*

La salle demeure libre ; les grenadiers achèvent de pousser les spectateurs et les représentants de l'aise du châtea.

le poitrail de son cheval blanc, souvenir du traité de Campo-Formio. Tout était dit; il semblait qu'on n'avait plus à attendre que le décret de la mise hors la loi; il fallait un coup de hardiesse pour sauver la position; et Lucien, revêtu de sa toge, s'écria : « Citoyens soldats, le président du conseil des Cinq-Cents vous déclare que l'immense majorité de ce conseil est dans ce moment sous la terreur de quelques représentants du peuple à stylet qui assiègent la tribune, présentent la mort à leurs collègues et enlèvent les délibérations les plus affreuses. Je vous déclare que ces audacieux brigands, sans doute soldés par l'Angleterre, se sont mis en rébellion contre le conseil des Anciens et ont osé parler de mettre *hors la loi* le général chargé de l'exécution de son décret; comme si nous étions à ce temps affreux de leur règne où ce mot *hors la loi* suffisait pour faire tomber les têtes les plus chères à la patrie! Je vous déclare que ce petit nombre de furieux se sont mis eux-mêmes *hors la loi* par leurs attentats contre la liberté de ce conseil. A nom de ce peuple qui, depuis tant d'années, est le jouet de ces misérables enfants de la Terreur, je confie aux guerriers le soin de sauver la majorité de leurs représentants, afin que, délivrés des stylets par les baïonnettes, elle puisse délibérer sur le sort de la république. Général, et vous soldats, et vous tous citoyens, vous ne reconnaîtrez pour législateurs de la France que ceux qui vont se rendre auprès de moi; quant à ceux qui resteront dans l'orangerie, que la force les expulse! Ces brigands ne sont plus représentants du peuple, mais les représentants du poignard; que ce titre leur reste, qu'il les suive partout!... et lorsqu'ils oseront se montrer au peuple, que tous les doigts les désignent sous ce nom mérité de représentants du poignard!... Vive la république! »

Ces paroles, prononcées avec une mâle éloquence, exaltèrent les soldats; tous reportèrent les yeux sur Lucien. Cet homme qui paraissait à cheval, revêtu de l'écharpe tricolore, comme les représentants du peuple aux armées, c'était le président des Cinq-Cents; il parlait au nom d'une prétendue majorité opprimée, il invoquait la loi et faisait tout marcher par la loi. Le président ordonnait qu'on expulsât les représentants du poignard, pour rendre la liberté aux représentants du peuple! Pourait-on refuser l'appui de la force publique au magistrat qui voulait ramener l'ordre?

Et cependant les soldats hésitaient à ce cri de : *Marche en avant* contre la représentation nationale; un ancien respect pour les conseils les retenait encore; ils voulaient bien sauver leur général, le préserver des atteintes de l'assemblée; mais pénétrer de vive force au milieu des hommes qui re-

présentaient le peuple souverain, c'était un attentat qui n'entraînait pas encore complètement dans les mœurs militaires. On avait mitraillé les Parisiens, on avait saisi au collet quelques représentants au 18 fructidor. Aujourd'hui on demandait plus; il fallait pénétrer dans l'assemblée et la dissoudre; il fallait la chasser, la baïonnette au bout du fusil, et déjà plusieurs généraux, tels que Augereau et Andréossy, se retiraient des rangs; les soldats tout émus, s'écrièrent : « Est-ce pour la république et la liberté que nous marchons? »

Dans cette hésitation inquiète, Lucien, pour achever le drame, saisit son épée, et nouveau Brutus, il déclare qu'il la plongera dans le sein de son frère, s'il attentait jamais à la liberté. A ce spectacle romain, l'enthousiasme vient; Murat a les yeux fixés sur les grenadiers; il tire son sabre, et prononce ces mots : « Grenadiers, en avant, marche! » Les tambours battent, et les baïonnettes se montrent encore au milieu de la confusion générale; arrivé au milieu de la salle des conseils, Murat dit quelques mots; on entend ces paroles : « Par ordre du président, la salle doit être évacuée. » C'était une formule toute légale; le président avait ordonné la suspension de la séance. Les représentants crient, protestent; Murat ordonne un roulement de tambour qui couvre toutes les voix : « Par l'ordre du président, grenadiers, faites évacuer la salle, faites évacuer! »

Tel est le dernier mot du commandement. Les députés se refoulent les uns sur les autres, ils sortent par les portes, par les fenêtres; quelques-uns sont arrachés de leurs chaises curules; des cris rares se font encore entendre : « *Vive la république! Vive la constitution!* » Dans un quart d'heure plus de vestige d'assemblée; les députés se dispersent dans les parcs et les jardins; on abandonne son costume de représentant, on quitte la résidence de Saint-Cloud. La puissance militaire est en pleine possession de l'autorité, elle accomplit son œuvre par la force. Lucien et Murat montreront dix fois plus de tête et de résolution que Bonaparte; sans ces deux caractères, le général était perdu : lui si fort, si prodigieux dans une bataille, avait été intimidé comme un enfant à la face de la toge des conseils. Ce souvenir, il ne l'oublia pas; son règne fut une guerre continue à la libre parole, et, qu'on le remarque, ce fut le gouvernement de la libre parole qui remplaça son système après la chute de l'empire.

Ce dénoûment d'un coup d'État était prévu. Depuis le 18 fructidor la dictature militaire s'avance, et il n'y a pas de force capable de s'y opposer : la constitution de l'an III n'existait plus dans le fait, le Directoire n'avait qu'une vie éphémère, il fallait

en finir. Le pays avait besoin d'un gouvernement régulier, sous un principe d'unité, parce que l'unité c'est la dernière pensée de l'ordre. En vain s'y opposait-on encore; qui pouvait arrêter la tendance des événements? Le général Bonaparte se montra faible dans cette journée orageuse, et pourtant il triompha. C'est qu'il était une nécessité, et que ce n'était pas l'homme, mais la dictature qui dominait les événements. La pensée militaire devait remplacer l'ordre civil, elle s'incarna en Bonaparte! Voilà l'origine de sa fortune. Cette vie fut comme un mythe en qui Dieu personnifia la reconstitution du pouvoir en Europe.

CHAPITRE XXII.

ORGANISATION DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

Conséquences du coup d'État du 18 brumaire. — Réunion clandestine des conseils. — Fausses délibérations. — Révolution de nuit. — Formation d'un conseil provisoire. — Commission législative des Anciens et des Cinq-Cents. — Premiers actes du conseil. — Proscriptions. — Déportations. — Révocation de la loi des otages, — de l'impri-merie forcée. — Ordre et police de Paris. — Opinion publique.

Novembre 1799.

Ce n'est pas la journée d'un coup d'État qu'il est difficile de passer, c'est le lendemain : détruire un

gouvernement c'est l'œuvre de l'audace et de la force; souvent il suffit d'une fureur de peuple ou de quelques régiments qui s'exaltent pour un homme ou pour une cause; dans quelques heures tout est dit, le pouvoir fléchit et tombe. La tâche véritablement pénible et haute consiste à créer après avoir anéanti; il faut établir un nouvel édifice quand le vieil ordre est complètement en ruines. Organiser en matière de gouvernement, c'est la véritable puissance intellectuelle, la force d'esprit des hommes d'État, et, sous ce point de vue surtout, le consulat est une magnifique époque (1).

Les grenadiers avaient fait évacuer la salle des Cinq-Cents à la batonnette; les bancs étaient vides, nulle opposition, nulle résistance ne se montrait. Les conjurés du 18 brumaire remportaient une victoire complète; il n'y avait plus de conseils, plus d'orateurs véhéments, qui pussent faire entendre les derniers accents de la république expirante. Qu'était devenu le Directoire? Le sceau même de l'État avait été apporté par le secrétaire, M. Lagarde. Fouché répondait de la tranquillité de Paris et de la paix des jacobins (2); les conjurés, en pleine possession du gouvernement, devaient pourtant le manifester par des actes : la constitution de l'an III n'était-elle pas entièrement renversée? Les pouvoirs n'existaient plus; où étaient les conseils? Où chercher les représentants du peuple? Le Directoire donnait sa démission; Barras était parti pour chasser avec sa grande meute, en vrai gentilhomme, à Gros-Bois, tandis que le président Gohier et le général Moulins, tenus captifs au Luxembourg, protestaient vainement sous la garde de Moreau. La

(1) « Tout ici a changé comme par l'effet d'un pouvoir magique : l'arrivée d'un seul homme a produit cet étonnant prodige. Il ne faut croire cependant ni au récit officiel de la journée de Saint-Cloud, ni à l'éloquence, ni au sang-froid de Bonaparte dans cette occasion, ni à ses dangers personnels, ni au coup de poignard reçu par un grenadier qui le défendait contre ses assassins; ce sont autant de mensonges débités par lui et les siens pour abuser la public et l'intéresser à sa personne. Mais ce qui est de toute vérité, c'est l'impuissance dans laquelle l'État était tombé avant son administration, et le bien sans exemple qu'elle a rapidement produit. Tel est l'avantage, plus senti que joué, de l'unité du pouvoir sur sa diffusion, de la pratique du gouvernement sur la théorie, de l'intérêt conservateur sur le délire des passions. Il fallut cette dernière révolution pour pouvoir sonder les plaies de la France; il les fallut aussi pour les cicatrifier. » (Bébécha d'un agent secret prussien, en ministre Bawititz.)

(2) Une proclamation de Fouché était partout affichée; la voici :
Le ministre de la police générale de la république, à ses concitoyens.

« Citoyens, le gouvernement était trop faible pour soutenir la gloire de la république contre les ennemis extérieurs, et garantir les droits des citoyens contre les factions domestiques; il fallait songer à lui donner de la force et de la grandeur.

« La sagesse nationale, le conseil des Anciens, en a conçu la pensée, en a manifesté la volonté.

« Il a ordonné la translation du corps législatif hors de l'enceinte où trop de passions grandissent et lui.

« Les deux conseils allaient proposer des mesures dignes du peuple français.

« Une poignée de factieux a voulu y mettre obstacle, ils se sont livrés à une fureur que l'immense majorité a rendue impuissante.

« Cette majorité libératrice s'est réunie après la dispersion des factieux; elle a chargé deux commissions, prises dans le sein des conseils, du dépôt de la puissance législative.

« Elle a remis l'autorité exécutive entre les mains de trois consuls, qu'elle a revêtus des mêmes pouvoirs que le Directoire.

« Elle a choisi les citoyens Sleyes, Bonaparte et Roger-Bucos, et aujourd'hui ils entrent en fonctions.

« De ce moment, un nouvel ordre de choses commence. Le gouvernement fut oppressé, parce qu'il fut faible; celui qui lui succède s'impose le devoir d'être fort pour remplir celui d'être juste.

« Il appelle, pour le secourir, tous les amis de la république et de la liberté, tous les Français.

« Entendez-vous pour rendre le nom de citoyen français si grand, que chacun de nous, orgueilleux de le porter, celui qui lui succède s'impose le devoir d'être fort pour remplir celui d'être juste.

« Les conseils atteindront ce but parce qu'ils le veulent fermement.

« Écoutez les habitants de tous les pays seront détruits; tous les Français seront ralliés sous l'étendard républicain.

« Écoutez les travaux du gouvernement assurent le triomphe de la république au dehors par la victoire, au dedans par la justice, et le bonheur du peuple par la paix. Fouché »

troupe saluait de ses acclamations le dictateur victorieux, soutenu par les chefs les plus brillants de l'armée.

Était-ce là une organisation politique? La force avait dispersé les autorités anciennes, ne fallait-il pas établir un pouvoir légitime qui les remplaçât? Dans les révolutions il faut toujours, à côté de la force qui agit, un certain semblant de lois qui transforment les actes de violence en mesure politique; autrement ils n'impriment aucun respect. Les conjurés du 18 brumaire l'avaient compris; il fallait bien en finir sans doute par un coup de soldats, puisque la résistance était violente; mais pour donner un caractère stable à la forme du gouvernement qu'on allait fonder, on devait, de toute nécessité, le revêtir de quelque légalité.

Le soir du coup d'État, les hommes politiques et habiles qui avaient présidé à la crise de la journée, réunis en conseil, songèrent à formuler l'organisation définitive du nouveau pouvoir qu'ils voulaient établir. Tout ce qui s'était passé semblait si extraordinaire, qu'on arrêta d'abord d'expliquer et de justifier en quelque sorte la journée du 18 brumaire, en face de l'opinion publique alarmée (1); quelle autorité traitait-on en action pour prononcer la déchéance de l'ancien pouvoir renversé de fait et pour en constituer un nouveau? Quel serait le gouvernement provisoire? Les deux conseils étaient dispersés, la plupart des membres quittaient Saint-Cloud à la hâte, et d'ailleurs auraient-ils été présents, que les opinions étaient tellement irritées qu'on ne pouvait rien obtenir des députés; on les avait chassés ignominieusement par la force militaire. Que faire dans cette situation si violente? Comment imprimer un caractère de légalité à une contre-révolution tout entière opérée par la force des baïonnettes à la vue de tous? J'ai dit que les conjurés du 18 brumaire faisaient presque tous partie des deux conseils; comme ils étaient engagés dans les événements des deux journées, à ce point qu'ils jouaient leur fortune et leur vie,

nul ne pouvait refuser son assentiment aux faits organisateurs du gouvernement. Tous ces hommes étaient habiles, entreprenants; on avait commencé par la force qui expulsa le vieux Directoire, on finit par un mensonge dans l'organisation du nouveau pouvoir.

En révolution, les grands résultats sont souvent obtenus par un faux semblant de légalité; les premiers actes d'un gouvernement sont presque toujours entachés de fraudes honteuses et de surprises nécessaires. On suppose des actes ou des signatures, des volontés ou des assentiments qui n'ont jamais existé; sûr qu'on est de ne point recevoir de démenti quand la victoire vous reste. Les hommes d'État qui menaient le 18 brumaire, MM. de Talleyrand, Fouché, Berlier, Boulay (de la Meurthe), Sieyès, déclarèrent qu'un moyen légal se présentait; rien n'était plus simple que de réunir tous ceux des représentants qu'on avait sous la main; seraient-ils dix, vingt, peu importait; et de supposer ainsi une délibération des deux conseils pour échanger la forme du gouvernement. Qui pourrait s'informer du nombre des votants? Qui viendrait calculer les voix et compter les majorités et les minorités? Les deux conseils n'étaient-ils pas en poussière (2)? Les signatures du président et du secrétaire ne suffisaient-elles pas pour constater légalement que la délibération avait eu lieu? On était maître de la presse par la police; nul journal n'oserait dire la vérité sur la séance; on insérerait les résolutions dans le Bulletin des lois comme un acte constitutionnel, et tout serait dit et accompli. La révolution politique prendrait de cette manière un caractère légal; elle serait sanctionnée.

Il n'y eut donc pas de délibération et de résolution législatives dans les deux conseils, comme il semble résulter du Bulletin des lois; les conjurés eux-mêmes rédigèrent tous les actes pour sanctionner le mouvement militaire qui avait expulsé de leurs fonctions les représentants dans la journée du 19 brumaire. Il était curieux de voir, dans

(1) C'est ce qui donna lieu à la proclamation suivante, émanée des conseils.

Les conseils de la république aux Français,

Du 20 brumaire, an VII.

« La constitution de l'an IV périsait; elle n'avait pu ni garantir vos droits, ni se garantir elle-même. Des attentats multipliés lui ravissaient sans retour le respect du peuple; des factions haineuses et cupides se partageaient la république. La France approchait enfin du dernier terme d'une désorganisation générale.

« Les patriotes se sont entendus. Tout ce qui pouvait vous nuire a été écarté; tout ce qui pouvait vous servir, tout ce qui était resté pur dans la représentation nationale, s'est réuni sous les bannières de la liberté !

« Français, la république réformée et replacée dans l'Europe le rang qu'elle n'aurait jamais dû perdre, va se réaliser toutes

les espérances des citoyens, et accomplir ses glorieuses destinées.

« Frétez avec nous le serment que nous faisons d'être fidèles à la république, une et indivisible, fondée sur l'égalité, la liberté et le système représentatif. »

Par les conseils de la république : Sieyès, Roger-Becos, Bonaparte.

(2) Toutes les formules prennent les apparences de la loi, en voici un exemple :

« En exécution de la loi de ce jour, portant qu'avant sa séparation, et séance tenante, chaque conseil nommera dans son sein une commission composée de vingt-cinq membres, lesquels statueront, pendant l'absence du corps législatif, avec la proposition formelle et nécessaire de la commission consultative exécutive, sur tous les objets urgents de police, de législation et des finances ; — Le conseil des Cinq-Cents nomme, pour composer la commission prise dans son sein qu'il est chargé de former, les représentants du peuple, etc. »

l'orangerie de Saint-Cloud, les initiés au complot délibérer à eux seuls comme une assemblée légale, la nuit, à la lueur de quelques bougies, ici là posées sur des hanes (1). Les membres principaux des deux conseils présents étaient : MM. Cabanis, Boulay (de la Meurthe), Chazal, Lucien Bonaparte, Chénier, Creuzé-Latouche, Béranger, Daunou, Gaudin, Jacqueminot, Beauvais, Arnould, Mathieu, Thieffé, Villetard, Girod-Pouzot, Gourlay, Casenave, Chollet, Ludot, Devincq, Thierry, Frégevillle, Thibaud, Chabaud, Bora, Lebrun, Garat, Rousseau, Vimar, Cretet, Lemercier, Régnier, Cornudet, Porebar, Vernier, Lenoir-Laroche, Cornet, Goupil-Préfeln, Sedillez, Laloi, Sargues, Péré, Depère, Laussat, Chassiron, Perrin, Caillemier, Châtry-Lafosse, Herwyn et Beaupuy. Peu à peu on put réunir cent quatre-vingts votants (2) sur les six cents membres qui votaient habituellement dans les deux conseils; tous étaient entrés plus ou moins directement dans la conjuration, quelques autres s'y étaient rattachés après la victoire. Comme il arrive toujours, on allait aux triomphateurs pour se partager les débris de l'ancien gouvernement. Il faut pourtant dire à l'honneur des deux conseils, que presque tous les patriotes restèrent en dehors de l'intrigue, et que l'événement du 18 brumaire resta ce qu'il devait être, dans les termes d'une conjuration heureuse et nécessaire.

Les premières opérations du conciliabule formé à Saint-Cloud au milieu de la nuit, devaient être la formation d'un gouvernement provisoire; la force était en pleine voie de succès, et rien dès lors ne s'opposait à l'établissement d'une administration régulière : qui pouvait songer encore à réunir les conseils et à solliciter leur appui? Ils s'étaient dispersés par les portes et les fenêtres. Les conjurés victorieux rédigeaient un décret qui les ajournait à trois mois : ils l'étaient par le fait (3), car les grenadiers avaient saisi au collet les représentants de la nation. Ce qui était fait se trouvait sanctionné, et pour remplacer le corps législatif, on forma deux commissions provisoires qui durent agir pendant l'absence des conseils et les remplacer dans les fonctions législatives. Les conjurés se désignèrent eux-mêmes comme membres des commissions, chose simple; ils étaient seuls et se choisirent, que pouvaient-ils faire de mieux? Ces commissions devaient exercer toute la puissance de la loi pendant l'ajournement des conseils.

Ensuite on s'occupa de l'action du gouvernement, la force essentielle pour diriger les affaires publiques. On se rappelle que l'idée de l'abbé Sieyès avait été d'abord de réduire les cinq directeurs à trois pour marcher plus vivement vers l'unité; le titre de directeur n'était-il pas trop flétri? Celui de consul parut à Bonaparte plus mâle, plus romain. Trois consuls furent nommés, provisoires aussi, comme les commissions législatives : les deux directeurs qui s'étaient réunis au conseil des Anciens, Sieyès et Roger-Ducos, désignés d'avance, eurent les deux premières places du consulat; la troisième fut confiée à Bonaparte, avec le titre de troisième consul. Le général se plaça modestement à la suite de Sieyès et de Roger-Ducos; il ne prit dans le décret que la dernière position, et c'est pourtant pour lui et par lui que tout le mouvement avait été fait. Bonaparte marche lentement et avec mesure à la conquête du pouvoir; il craint de blesser les susceptibilités dans les premiers moments du 18 brumaire, et de révéler ses desseins d'avenir (4). Les trois consuls recevaient des pouvoirs extraordinaires afin de rétablir l'ordre public et la tranquillité générale; en leurs mains était déposée une sorte de dictature politique, un droit de sauver la patrie; ce qui comprenait tous les pouvoirs dans un même acte.

Enfin, et comme complément de cette première mesure, un dernier coup d'État régit dans ce conciliabule, il écartait exclus de la représentation nationale, pour excès et attentats commis dans la journée du 18 brumaire, tous les ennemis de Bonaparte, les patriotes qui avaient exprimé une opinion ardente dans les Cinq-Centa; tels que Talot, Aréna, Poulain-Grandprey, Bertrand (du Calvados), Destrem, et une foule d'autres jacobins obscurs qui pouvaient se réunir à Paris, et proclamer, dans un nouveau jeu de paume, l'illégalité des actes des deux journées militaires. On sortait tout à fait des voies légales : une petite fraction des conseils proscrivait la majorité, et se substituait à la souveraineté populaire. Ces commissions qui s'étaient formées elles-mêmes, exilaient leurs collègues parce qu'ils n'avaient pas partagé leur complicité dans le coup d'État; on allait aussi loin que le 18 fructidor, comme arbitraire, tranquillement on se dispensait de la cruauté.

Les trois consuls formaient le véritable et seul gouvernement, et leur triumvirat composait une

(1) Récit de M. Collet sur le 18 brumaire.

(2) La même soirée dix cent vingt.

(3) Tous ces actes sont insérés au Bulletin des lois comme dispositions législatives.

(4) Le général partait sans cesse de sa retraite philosophique à la Malmaison. Au reste, Bonaparte avait besoin de grands ménagements.

Quelqu'un ayant osé dire, devant le général Lefebvre, que Bonaparte serait roi de France avant deux ans, cet officier tira son sabre, avec un mouvement d'indignation, et, frappant vivement sur une table voisine : « Voilà, dit-il, ce qui ferait justice de l'audace qui chercherait à détruire la république. » La république fut néanmoins dévotie, et personne ne tira le sabre pour la défendre.

dictature hautement organisée; le consulat était une idée de l'abbé Sieyès et de Bonaparte qui avaient grande vénération pour les noms antiques, et les attributs républicains sans la république; on marchait à la dictature avec hardiesse. Le nombre de cinq directeurs était réduit à trois consuls, et le consulat lui-même devait plus tard se résumer dans la seule unité de Bonaparte, premier consul; telle était la tendance des esprits, fatigués du tumulte et de la vie orageuse des révolutions; on voulait bien sauver les intérêts acquis, consacrer les existences que cette révolution avait fait naître; mais ses formes paraissaient comme un grand désordre qu'il fallait au plus tôt faire cesser pour courir à l'idée monarchique.

Tous ces actes se firent de nuit, avec la plus grande précipitation (1), parce que l'on craignait toujours quelques tentatives des jacobins sur les faubourgs de Paris; Fouché, comme ministre de la police, avait hâtivement quitté l'orangerie de Saint-Cloud, à peine venue des deux conseils, pour empêcher tout essai de réunion soudaine et facieuse des jacobins, soit dans leurs clubs, soit dans le Manège. Il avait vu les chefs principaux et suivait toutes leurs démarches; il persuada aux généreux mécontents, à Bernadotte, Augereau, Jourdan, qu'ils devaient rester paisibles : « Bonaparte n'avait, disait-il, qu'un pouvoir complètement provisoire. » Tout en jouant la sécurité profonde, Fouché redoutait que les têtes ardentes ne se vissent dans les clubs, pour renouveler le fameux serment du jeu de paume, et exciter l'émeute des faubourgs; et c'était afin de l'éviter que les conseils de Saint-Cloud avaient déclaré indignes de la représentation nationale les plus fiers, les plus ardents du parti patriote.

Fouché, en arrivant à Paris, mit toute la police sur pied avec un dévouement qui saluait le parti vainqueur. Les barrières furent un moment fermées; on jeta dans les rues des proclamations pleines de promesses pour préparer les esprits à l'adoption du nouveau système (2). Une simple ordonnance du ministre suffit pour dissoudre les douze municipalités de Paris, formées dans un esprit trop révolutionnaire; les clubs en disposaient depuis le 18 fructidor. On ne laissa subsister que le département, sous la direction de M. Réal, tout entier dans les intérêts et les idées des conjurés. M. Réal, habile, et grand roué d'opinion, montra du zèle et une activité remarquable au

18 brumaire; il domina le département de Paris et les autorités municipales; on retrouva le vieux procureur de la commune sous Chaumette.

Dès que le jour se leva sur Paris, on répandit à profusion les décrets de la veille, avec des explications et des commentaires de police, et le *Moniteur* parut avec une longue apologie du mouvement qui venait de s'opérer... Tout y était défiguré, les séances des conseils et leurs délibérations soudaines et clandestines; le récit supposait ce qui n'avait jamais eu lieu : que le consulat avait été institué par la volonté des représentants, tandis que, depuis la dispersion des conseils par la force militaire, il n'y avait plus eu de délibérations légales. Tout ce qui s'était passé dans la nuit n'était que le résultat d'un vaste plan qui plaçait le gouvernement sous la main de Bonaparte. Qui ne se rappelle les touchantes histoires sur les dangers qu'avait courus le général? On supposa des poignards, des complots, des assassinats, et comme il faut toujours des apothéoses, la police politique inventa la fable du grenadier Thomé, blessé en sauvant les jours de Bonaparte; il eut une pension, une récompense nationale, car les premiers jours d'un pouvoir sont toujours prodigés en enthousiasme. Le grenadier Thomé devint pour le 18 brumaire ce que le vieillard à la longue barbe fut à la prise de la Bastille. Il faut mener le peuple par des images saisissantes; Thomé reçut deux baisers de madame Bonaparte; ils retentirent au cœur de l'armée (3).

Enfin Bonaparte lui-même crut indispensable de s'adresser aux Français pour faire connaître sa pensée. Ses amis lui conseillèrent une apologie de sa conduite, et il la dicta en ces termes :

« A mon retour à Paris, j'ai trouvé la division dans toutes les autorités, et l'accord établi sur cette seule vérité que la constitution était à moitié détruite et ne pouvait sauver la liberté.

« Tous les partis sont venus à moi, m'ont confié leurs desseins, dévoilé leurs secrets, et m'ont demandé mon appui : j'ai refusé d'être l'homme d'un parti.

« Le conseil des Anciens m'a appelé; j'ai répondu à son appel. Un plan de restauration générale avait été concerté par des hommes en qui la nation est accoutumée à voir des défenseurs de la liberté, de l'égalité, de la propriété : ce plan demandait un examen calme, libre, exempt de toute influence et

(1) Décret de M. Cottet (19 brumaire).

(2) Bonaparte donna le commandement du quartier général à Lannes, celui du Luxembourg au général Milhaud, celui du palais du conseil des Cinq-Centis au général Moras; celui de l'artillerie au général Marmont, et choisit pour son lieutenant général, le général Lefebvre. Le général Berruyer commanda les commandements des Invalides, le général Morand celui de Paris, et les généraux Berrurier et Macdonald, ceux de Saint-Cloud et de Versailles.

(3) Voir le curieux récit qui fut imprimé, par l'ordre de la police, le 20 brumaire, au matin.

de toute crainte. En conséquence, le conseil des Anciens a résolu la translation du corps législatif à Saint-Cloud ; il m'a chargé de la disposition de la force nécessaire à son indépendance. J'ai eu devoir à mes concitoyens, aux soldats périssant dans les armées, à la gloire nationale acquise au prix de leur sang, d'accepter le commandement.

« Les conseils se rassemblent à Saint-Cloud ; les troupes républicaines garantissent la sûreté au dehors. Mais des assassins établissent la terreur au dedans ; plusieurs députés du conseil des Cinq-Cents, armés de stylets et d'armes à feu, font circuler tout autour d'eux des menaces de mort.

« Les plans qui devaient être développés sont resserrés, la majorité désorganisée, les orateurs les plus intrépides déconcertés, et l'inutilité de toute proposition sage évidente.

« Je porte mon indignation et ma douleur au conseil des Anciens ; je lui demande d'assurer l'exécution de ses généreux desseins ; je lui représente les maux de la patrie qui les lui ont fait concevoir : il s'unit à moi par de nouveaux témoignages de sa constante volonté.

« Je me présente au conseil des Cinq-Cents, seul, sans armes, la tête découverte, tel que les Anciens m'avaient reçu et applaudi ; je venais rappeler à la majorité ses volontés et l'assurer de son pouvoir.

« Les stylets qui menaçaient les députés sont aussitôt levés sur leur libérateur ; vingt assassins se précipitent sur moi et cherchent ma poitrine ; les grenadiers du corps législatif, que j'avais laissés à la porte de la salle, accourent, se mettent entre les assassins et moi. L'un de ces braves grenadiers (Thomé) est frappé d'un coup de stylet, dont ses habits sont percés. Ils m'enlèvent.

« Au même moment les cris de *Mors la loi* se font entendre contre le défenseur de la loi. C'était le cri farouche des assassins contre la force destinée à les réprimer.

« Ils se pressent autour du président, la menace à la bouche, les armes à la main ; ils lui ordonnent de prononcer le *Mors la loi* ; l'on m'avertit ; je donne ordre de l'arracher à leur fureur, et six grenadiers du corps législatif s'en emparent. Aussitôt après, des grenadiers du corps législatif entrent au pas de charge dans la salle, et la font évacuer.

« Les factieux intimidés se dispersent et s'éloignent : la majorité soustraite à leurs coups rentre librement et paisiblement dans la salle de ses

séances, entend les propositions qui devaient lui être faites pour le salut public, délibère, et prépare la résolution salutaire qui doit devenir la loi nouvelle et provisoire de la république.

« Français, vous reconnaîtrez sans doute à cette conduite le zèle d'un soldat de la liberté, d'un citoyen dévoué à la république. Les idées conservatrices, tutélaires, libérales, sont rentrées dans leurs droits par la dispersion des factieux qui opprimaient les conseils, et qui, pour être devenus les plus odieux des hommes, n'ont pas cessé d'être les plus méprisables. »

19 brumaire, onze heures du soir.

BONAPARTE.

Ce récit justificatif, qui se ressent des émotions de la journée, était plein de faits controversés. Il n'était pas un membre du conseil qui ne sût la réalité sur la séance. Mais tel était le besoin d'ordre dominant les esprits, telle était la tendance vers une administration forte, unie, que tout était permis à la nouvelle autorité. Le consulat fut salué comme une vérité heureuse et réalisée ! Bonaparte pouvait changer, bouleverser sans qu'on s'inquiât du système qu'il allait remplacer dans l'État. Ainsi les choses arrivent toujours quand une forme de gouvernement est finie ; peu importe alors que l'acte qui la renverse soit légal ou illégal, on ne s'en inquiète pas ; ce qu'on veut avant tout, c'est le changement.

Au reste, les présidents des conseils des Cinq-Cents et des Anciens, c'est-à-dire les chefs des conjurés eux-mêmes, adressèrent à leur tour une proclamation au peuple : on y parlait aussi des factieux, des poignards et des mains parricides, avec les déclamations obligées contre le Directoire et la constitution de l'an III : « Les séditions avaient plus d'une fois profité des parties faibles de la constitution, y disait-on, pour la détruire ; le règne constitutionnel n'était plus qu'une suite de révolutions ; il fallait enfin que la grande nation eût un gouvernement digne d'elle ; c'était le but de tous les actes accomplis dans les dernières séances ; le royalisme ne devait plus relever la tête, les traces hideuses du gouvernement révolutionnaire étaient effacées (1). » Double phrase, toujours jetée dans les adresses, afin de populariser le gouvernement consulaire parmi les idées bourgeoises. Il est rare qu'un pouvoir nouveau ne déclame pas contre l'ancien ordre de choses ; il vit à ses dépens, il range ses derniers débris. Cette proclamation,

donc vous êtes immédiatement menacés, ils ont senti qu'il fallait prévenir pour toujours ces éternelles agitations ; et, ne prenant conseil que de leur devoir et de leur courage, ils ont dit qu'ils se sont montrés dignes de vous. » Etc.

(1) « Français !

« La république vient encore une fois d'échapper aux fureurs des factieux ; vos fidèles représentants ont brisé le poignard dans ces mains parricides ; mais après avoir détourné les corps

signée de Lucien Bonaparte, président du conseil des Cinq-Cents, fut affichée à Paris et dans toutes les communes de la république. De tels manifestes, émanés du pouvoir, plaisent à la foule; elle y cherche des garanties pour son repos et voit qu'on fait attention à elle; le peuple étudie la pensée de ceux qui le gouvernent. Les proclamations différaient peu; tous les pouvoirs promettent la même chose : la liberté et l'ordre; tout ce qui n'est pas avec eux est factieux; tout ce qui n'a pas leurs principes est frappé de proscription.

Hélas! ces proscriptions commençaient; le gouvernement consulaire signalait son avènement par une mesure d'ordre et de sûreté générale, conseillée par Fouché et Sieyès contre les jacobins; la révolution ne se divisait jamais qu'en pros crits et en proscrip teurs; les rôles changeaient alternativement entre les vainqueurs et les vaincus. Il ne s'agissait de rien moins que de frapper, comme au 18 fructidor, par un simple arrêté, des hommes ardents dans le parti jacobin, ceux que les consuls craignaient avant tout. Il fallait s'en délivrer à tout prix; tant qu'ils seraient à Paris, qui pourrait répondre de la sûreté du gouvernement? Les pros crits furent frappés par le mot vague de *sûreté générale*. Un acte des consuls prononçait la déportation de Destrem, Aréna, Marquetti, Truck, Felix Lepelletier, Charles Hesse, Scipion Duroure, Gagny, Massard, Fournier, Girsud, Fiquet, Bache, Boyer, Vanhek, Michel, Brutus Maignet, Marchand, Gabriel, Mamin, J. Sabatier, Clémence, Marné, Jourdeuil, Melge, Mourgoing, Corchand, Maignan, Henriot, Lebois, Soulavie, Dubreuil, Didier, Lamberté, Dauligny, Xavier et Audouin. Tous étaient les membres les plus ardents du club des jacobins, hommes de tête et de cœur, capables de soulever les faubourgs; on les proscrivit par cela seul qu'on les craignait. Tel était le caractère de Fouché; il aimait les listes d'exil, nul n'était plus habile que lui à les composer parfaitement pour les besoins de la police (1).

(1) Le décret avait une disposition odieuse :

Art. 3. — « Immédiatement après la publication du présent arrêté, les individus compris dans les deux articles précédents seront dénués de l'exercice de tout droit de propriété, et la remise en leur en sera faite que sur la preuve authentique de leur arrivée aux lieux fixés par le présent arrêté.

Art. 4. — « Seront pareillement dénués de l'exercice de ce droit, ceux qui quitteront le lieu où ils se seront rendus, où ils auront été conduits en vertu des dispositions précédentes. »

(2) Aussi ces décrets devenaient-ils lieu à de vives et ardentes réclamations : En voici une dans le style satirique :

Dubreuil à Bonaparte.

« Livré par goût à la solitude, à la méditation, ne remplissant, ni ne voulant remplir aucune place; m'étant peu faire remarquer dans le cours de la révolution, et, par conséquent, ne pouvant compter qu'un petit nombre d'ennemis, je languissais patiem-

Dans une seconde catégorie, on plaçait les jacobins moins dangereux, obligés de se rendre à La Rochelle, lieu affecté par la police. Fouché connaissait le degré d'énergie des révolutionnaires, et graduait pour chacun la peine; il comprenait dans la seconde catégorie, Briot, Antonelle, Lachevardière, Poulain-Grandprey, Grandmaison, Talot, Daurbermesnil, Frison, Declercq, Lesage-Sensault, Prudhon, Groscaissand-Dorimond, Guesdon, Julien (de Toulouse), Santhonax, Tilly, Stevenotte, Gastaing, Bouvier et Delbrel. Ainsi ce ministre frappait les jacobins redoutables au consul; on les confondait tous sous le titre d'*anarchistes*, ou de *terroristes*, terme banal que la police d'alors avait jeté en avant pour excuser toutes les violences. Ces patriotes, affiliés aux clubs, menaçaient le gouvernement établi; avec eux il n'y avait pas d'ordre possible; or ces mesures de proscription dirigées contre des citoyens et par un simple arrêté, supposaient un commencement de pouvoir absolu, et d'une autorité inouïe; qu'on! la signature de trois consuls suffisait pour jeter en exil des hommes dangereux sans doute, mais contre lesquels il n'existait aucune culpabilité légale (2) et judiciaire. Ces caractères d'énergie que Sieyès et Fouché craignaient si vivement, Bonaparte lui-même les avait vus dans le conseil des Cinq-Cents, agitant leur toge, demandant la mise hors la loi du général; le consul avait peur de les retrouver comme obstacles à sa marche politique, et le triumvirat nouveau les frappait sans s'arrêter aux principes de justice et de liberté qu'on n'invoquait plus que comme une forme; dans ces premiers moments, je le répète, un pouvoir peut tout oser; l'opinion l'appuie et le seconde parce qu'elle craint l'anarchie.

Depuis la nuit du 18 brumaire tout était violence et souplesse; on allait rudement à l'ordre; que coûtait une mesure de plus? Dans une pareille ligne il faut nécessairement marcher; quand on a frappé un coup d'État il faut briser tous les obstacles et aller jusqu'à la dernière limite. Le besoin impé-

ment et avec une espèce de sécurité, avec ma femme et ma fille, sous l'abri que nous ne devons qu'à la considération d'un citoyen complaisant, et sans lequel nous n'aurions d'autre toit que le ciel, en attendant que la justice vienne étendre nos apollinaires, lorsque le coup que tu as dirigé contre moi est venu me frapper à l'improvise.

« Tu avais promis d'être juste, et tu dresses des tables de proscription! Tu avais juré d'humanité, et tu me condamnes, de ta seule autorité, à hâter ma propre destruction, en allant au travers des murs, passer le reste de ma vieillesse dans un désert pestilentiel! Tu veux encore, si je n'obéis à tes ordres suprêmes, que je sois privé avec ma femme et mes enfants de tout espoir de subsistance; ainsi, par ton plaisir, tu voues une famille entière à la mort la plus déplorable que l'ai-je fait? Comment ai-je pu envenimer la dagger? De quelle part et sous quel rapport me chassais-tu? » Cette harangue austère produisit une profonde sensation.

rieux d'ordre public est un mobile avec lequel on peut oser le despotisme; pour réparer les maux d'une société agitée, la dictature seule domine dans le faisceau des lieuteurs. L'autorité du consulat fut forte parce qu'elle était nécessaire; garantissant les intérêts de la classe bourgeoise, elle fut secondée par l'opinion publique qui avait peur de la démocratie, idée passionnée du peuple.

Après avoir constaté sa puissance en exilant ses ennemis, la commission consulaire dut naturellement choisir ses ministres parmi les hommes qui l'avaient fortement secondée; MM. de Talleyrand et Fouché, les habiles meneurs du 18 brumaire, eurent chacun le département de leur spécialité; M. de Talleyrand prit les affaires étrangères, provisoirement conduites par M. Reinhard, sa créature; c'était une garantie donnée aux cabinets et à la vieille société; Fouché eut la police, parce qu'il contenait et servirait tout à la fois le parti révolutionnaire; on plaça à la justice Cambacérès, caractère d'intelligence poltronne, un des esprits les plus fertiles en distinctions pour faire proscrire les ennemis d'un gouvernement, confisquer leurs biens et aider tout pouvoir fort, comme le comité de salut public. Bonaparte se plaça lui-même à la guerre, en y jetant Berthier son aide de camp; Gaudin, commis des finances, eut le trésor; esprit prudent, méticuleux, avec les idées des vieux financiers, c'est à-dire la théorie de l'agrandissement de l'impôt pour l'appliquer à tous les services. On voulut illustrer l'intérieur en le confiant à M. de Laplace, tandis que l'ingénieur Forfait eut le département de la marine. En résumé, l'administration préparée par le triumvirat de consuls était plus forte que celle qu'avait instituée le Directoire. Bientôt, consuls, ministres, commission législative, tout fut placé sous la main du général Bonaparte (1).

Pour appuyer ses mesures d'organisation poli-

tique, le gouvernement consulaire, à peine formé, s'adressa hautement aux sympathies publiques, en révoquant deux mesures qui avaient provoqué tous les mécontentements de l'opinion sous le Directoire. Toute chose est facile à un gouvernement qui commence; appuyé sur le pays, il ose beaucoup, parce qu'il peut beaucoup. La loi des otages avait jeté la consternation dans les familles; la peur l'avait provoquée et elle imposait des formes si odieuses, des précautions si arbitraires, qu'on ne pouvait l'exécuter sans exciter partout les plus violentes émeutes. D'après cette loi, rendue dans un moment de crise, les parents des émigrés ou des royalistes de province répondaient des attentats de leurs parents; les familles garantissaient la conduite de tous, sorte d'appendice donné à la loi sur la responsabilité des communes. Les consuls, par un simple arrêté des commissions législatives, révoquèrent cette odieuse loi des otages.

Ensuite le Directoire, au moment de l'invasion de la république par la coalition, avait fait adopter par les deux conseils, comme mesure de finance, un emprunt forcé de cent millions. Au milieu de la décadence et de la ruine du crédit public, on revenait souvent à des emprunts forcés, qui n'étaient que des impôts déguisés; nul ne donnait volontairement son argent à ceux qui avaient fait la double banqueroute des assignats et des mandats territoriaux. Qui aurait pu confier sa fortune au Directoire? Il y avait un inconvénient dans l'emprunt forcé; injuste dans son origine, puisqu'il n'était qu'un supplément d'impôt, il ne produisait jamais que de faibles résultats, et, à l'avènement des consuls, trois millions étaient à peine rentrés dans les caisses publiques, à travers les ravages du fisc. Les finances étaient dans le plus grand épuisement; devait-on maintenir ces dispositions? Les consuls, pour faire de la popularité, abolirent l'emprunt

(1) Une feuille d'Angleterre s'exprime ainsi sur le ministère du consulat formé par Bonaparte :

« Berthier, l'épouseur du petit Alexandre, a été promu au ministère de la guerre. à la place du jacobin Dubois de France, qui a été renvoyé avec honneur et durement. *Mais où m'entend le reposant.* »

« Talleyrand-Périgord, l'ami du prince, a été replacé au milieu des affaires étrangères, avec Reinhard, qui a été renvoyé à son ancienne ambassade de Bâle. Ainsi les cabinets étrangers, les courtoises un peu fautes et les agitateurs, sont avertis qu'on peut maintenant savoir le secret du consulat, ouvrir des négociations, obtenir des audiences; il ne s'agit que de savoir l'adresse des courtiers secrets; il faut s'adresser, et avoir de l'argent, beaucoup d'argent, pour y parvenir. »

« Forfait, constructeur de vaisseaux, dont le nom s'allait si bien avec ceux de Brest et de Gironde, lorsque ce triumvirat exploitait la Basse, est ministre de la marine, à la place de Bourdon qui a été renvoyé présider aux coupes de bois dans le Gravelin. »

« M. de Laplace, savant distingué et un des plus grands géomètres de l'Europe, a été nommé au ministère de l'intérieur, qu'a-

vait avant lui le jacobin Quinette. M. de Laplace doit déjà s'apercevoir qu'il a en moins de peine à composer son *Exposition du système du monde*, qu'il n'en a aujourd'hui à débrouiller le chaos de système de la France. »

« Robert Lindet, digne membre de l'ancien comité de salut public, a été le portefeuille des finances à son ancien commis de la trésorerie, peu connu, mais bonhomme homme et instruit, nommé le citoyen Gaudin. »

« Cambacérès reste au ministère de la justice. Fouché, l'horrible ajusté Fouché, conserve encore la police. Cependant, malgré la tête servile qui a légué à Sieyès, sa conduite et ses talons passés ne peuvent faire croire qu'il reste longtemps à cette place. On parle d'en nommer Abrial pour le remplacer. »

« Maret, ex-devant rédacteur de *Moniteur*, puis envoyé à Londres, puis détenu à Mantoue par ordre de l'Empereur, et enfin secrétaire de légation des négociations françaises à Lille, est secrétaire de consulat. Lagarde y conserve le sceau et quelques fonctions subalternes. »

« Au total, cette composition du ministère est faite pour inspirer plus de confiance que l'ancienne, aux partisans de la modération et aux amis de l'ordre. »

forcé, qui n'était appuyé sur aucune garantie réelle ; cet acte dépouillait le trésor de son dernier moyen. Le nouveau gouvernement était-il maître de le maintenir ? Il est des choses fétériques qu'un système nouveau ne peut conserver : un gouvernement qui commence n'est pas toujours libre dans sa position ; il se doit un mouvement qui l'a élevé. La société attendait une ère rajeunie, un système qui parlât aux intérêts ; plus on avait été violent et irrégulier dans la formation du consulat, plus on avait besoin de poser ce gouvernement comme un grand réparateur qui viendrait guérir les plaies que le Directoire avait faites. Les consuls n'hésitèrent point, l'emprunt forcé fut révoqué comme la loi des otages ; on exalta la paternité du nouveau pouvoir.

Le trésor était vide (1) ; les consuls, en prenant possession du pouvoir, ne trouvèrent pas 500,000 francs dans les caisses, et ils héritaient financièrement d'une situation malheureuse et inféconde ; ils avaient à pourvoir à tous les besoins du service, au paiement de la dette publique, à la guerre, à la marine, aux frais d'administration, d'autant plus coûteux qu'il fallait établir un examen, un contrôle dans le maniement des finances ! Que faire ? On ne pouvait pas recourir aux mesures violentes, afin de ne pas être confondu avec le gouvernement du Directoire. Les consuls voulaient conserver leur force morale ; ils étaient perdus s'ils tombaient dans les résolutions inconsidérées et violentes du Directoire. Ils réunirent donc les banquiers de Paris, les hommes d'argent qui pouvaient seconder le crédit public ; on sonda toutes les plaies avec sang-froid, et puisqu'on avait été obligé de supprimer les 100 millions d'emprunt forcé, on reconnut qu'il fallait y pourvoir par l'action du crédit public, qui nait lui-même de la confiance.

Le nouveau gouvernement essaya sa force mo-

rale ; une compagnie de fournisseurs et de banquiers réunis, lui offrit un emprunt de 10 millions environ, à des conditions modérées, afin d'aider le service de l'an VIII, presque partout arrêté. Ces banquiers ajoutèrent que désormais ayant foi dans le gouvernement établi, ils pourraient l'appuyer de toutes leurs ressources, moyennant un bénéfice réglé. En échange des sommes avancées, ils demandèrent des traites souscrites par les receveurs généraux, et payables à des termes rapprochés ; on obligea tous les comptables du gouvernement à souscrire des traites au trésor, à échéances, qui furent négociées à 9 pour cent aux banquiers. Le jour même une loi, ou pour mieux dire un acte des commissions, en supprimant l'emprunt forcé de 100 millions, établit une addition de 25 centimes par franc, sur le principal de toutes les contributions payées en France. Les recettes devinrent ainsi plus considérables ; les receveurs généraux trouvèrent des avantages dans ce système de traites qui les faisait jouir d'une forte remise dans toutes leurs transactions. Puisqu'on ne pouvait pas relever le crédit public comme en Angleterre, il fallait adopter les petits moyens de vivre au jour le jour (2).

Avec ces ressources bien emménagées par M. Gaudin, on put faire face aux dépenses premières et impérieuses ; la guerre reçut des subsides ; l'habillement du soldat fut complet ; on paya presque intégralement la solde arriérée ; des fonds furent accordés à la marine pour ses armements. Alors reprut le numéraire dans les transactions des particuliers et du gouvernement ; le semestre de la dette publique fut acquitté aux malheureux rentiers qui l'espéraient vainement sous le Directoire ; on paya les pensions viagères ; la confiance vint à un pouvoir qui tenait quelques-uns de ses engagements, par d'innombrables efforts. En matière de finances, les premiers actes sont les plus difficiles ;

(1) Voici un extrait du rapport de Gaudin aux consuls.

« Il me serait doux, dit Gaudin, ministre des Finances, dans un rapport aux consuls, de n'avoir à vous proposer que cet acte de justice et de bienfaisance ; mais les besoins du trésor public sont connus : il faut, pour arriver à une paix honorable, fournir à nos braves armées les moyens d'obtenir de nouveaux triomphes. Il faut que la confiance des citoyens qui ont élé le gouvernement dans des temps si difficiles, ne soit point trompée ; il faut qu'elle se rattache ainsi à ses opérations, et que les hommes probes ne craignent pas de s'en approcher. Pour obtenir cet heureux résultat, il faut des moyens. Nous en trouverons sans doute dans un nouveau système de recette et de dépense, qui, en régularisant la rentrée de l'une et le paiement de l'autre, nous amènera enfin aux idées d'ordre qui nous ont et assiégent les ressources. Je vous soumettrai incessamment des vues sur cet objet important ; mais le passage du chaos à cet ordre si désirable, exigera des préparations qui commenceront un temps nécessaire, et les besoins sont de tous les jours. Je frustre donc mes devoirs, si je différais à vous exposer l'urgence nécessaire de substituer à l'emprunt forcé une subvention de guerre, réglée

dans la proportion de 25 centimes des contributions foncière, mobilière, personnelle et somptuaire seulement. Le coup portera sur le commerce et à l'industrie par la loi sur l'emprunt forcé, me détermine à vous proposer de ne pas faire frapper cette subvention sur les rentes, dont j'aurais bien plutôt proposé la réduction pour l'an VIII, si l'empire des circonstances ne s'y opposait pas absolument. »

(2) Voici comment cette mesure financière était jugée en Angleterre.

« Environ soixante et dix banquiers ou négociants de Paris, après avoir été pécisés par le consul Bonaparte sur le bonheur futur qui se prépare pour la France, ont voté par acclamation un prêt de 12,000,000 à la république. Sept commissaires ou syndics ont été nommés sur-le-champ pour aviser au mode d'exécution. Ce sont MM. Ferréus, Bécoulet, Maillet, Boyen, Desbasset, Falcetron et Germain, c'est-à-dire les mêmes qui avaient souscrit, en faveur de l'ancien Directoire, pour 30,000,000 de bons hypothécaires sur les contributions. Ces billets à court terme, connus sous le nom de bons du syndicat, ont perdu jusqu'à 1 p. 10 par jour allant à court jusqu'à leur échéance. » (Times)

le crédit ne se forme et ne grandit que par l'accomplissement exact de toutes les obligations de la dette. Les fonds publics s'élevèrent avec rapidité; à la fin du Directoire leur cote était descendue si bas que le capital n'était pas plus élevé que l'intérêt; le cinq pour cent se trouvait coté à 7 francs sans acheteur. L'avènement des consuls et ces premières mesures l'élevèrent jusqu'à 15 et 18, et plus tard à 21 francs. Encore quelques essais pour obtenir la paix de l'Europe, et le crédit se trouvait restauré (1). Telle est la puissance de ce levier, que le paiement des intérêts de la dette donne des ressources pour en créer de nouvelles, et l'on trouve à mieux emprunter quand on se jette franchement dans le système du crédit illimité; n'avait-on pas sous les yeux l'exemple de la Grande-Bretagne? Aux jours les plus difficiles de la guerre, le cinq pour cent se tenait au pair, et M. Pitt empruntait à quatre pour cent à 85; immense force politique qui remua l'Europe par les mains de la Grande-Bretagne!

Pour secourir ce mouvement de confiance publique, la commission consulaire multipliait les mesures de réparation. Une loi inquisitoriale poursuivait les pauvres et vieux prêtres, les jetait en exil ou les condamnait à la déportation; la commission consulaire se montra plus équitable; elle établit des catégories parmi les prêtres. Le pouvoir n'était pas assez religieux pour respecter la foi, seulement il se montra assez fort pour n'être plus persécuteur; quelques-uns de ces ecclésiastiques pouvaient troubler l'ordre, on les en accusait à tort ou à raison, ils furent soumis encore à une surveillance de police. Quant au principe général, ce fut la tolérance pour le sentiment religieux; on ne bannissait plus les ministres de l'Église, à condition qu'ils respecteraient le gouvernement établi (2).

(1) « On s'est occupé de finances de préférence à tout autre objet. On a supprimé toutes les distinctions, impositions, attributions particulières du fonds dans le ministère de la guerre, et l'on a mis en masse 130,000,000 francs à la disposition de Bernier. On a ordonné une fabrication de 39,500,000 fr. de bons au porteur, pour payer aux rentiers les dix derniers mois du tiers de leurs ci-devant rentes (ces bons se vendent sur le pied de 90 francs les 100 livres). On s'est occupé, sur la demande du ministre, de la formation d'une caisse d'amortissement, d'une nouvelle agence des contributions, chargée de former les rôles des impôts; et enfin, de faire souscrire par les recouvreurs des finances des obligations à valoir sur leurs recettes, payables de mois en mois, et négociables par le trésor public, à l'instar de celles qu'ils fournissaient avant la révolution sous le nom de *rescriptions*. » (Dépêche de M. de Rappoltz, novembre 1799.)

(2) Tous les ministres firent des circulaires comme quand un gouvernement nouveau s'organise. Voici celle de Cambacérès; ce ne sont plus les expressions ardentes des rapports du comité de salut public :

« Depuis longtemps, citoyens, la voix publique appelait des changements dans les dispositions organiques de notre pacte social.

A côté des malheureux prêtres proscrits, depuis deux ans une autre persécution s'étendait à des naufragés que la tempête avait poussés sur les côtes de France; chacun sait la lamentable histoire des compagnons de M. de Choiseul et de ces malheureux émigrés qui touchèrent les rives inhospitalières; avaient-ils foulé volontairement le sol de la France? A leur égard, il ne pouvait y avoir application des lois terribles prononçant la mort contre les émigrés qui venaient saluer le tombeau de leurs ancêtres; et, cependant, le Directoire les avait fait poursuivre devant des commissions militaires, et l'on cherchait à appliquer la peine de mort à toute cette noblesse que la pitié publique entourait; M. Merlin s'était montré leur implacable adversaire avec son orgueil cruel. Les consuls provisoires ordonnèrent, de leur propre autorité, que la peine des réfugiés de Calais serait commuée en la déportation; les déporter c'était les sauver; les jeter hors de France, n'était-ce pas les rendre à la liberté? A mesure qu'il devint plus fort, le gouvernement se montra plus juste encore; il autorisa M. de Choiseul lui-même à rester en France (3). Ces mesures rapprochèrent la commission consulaire de la Vendée; comme on ne persécutait plus les prêtres et les nobles d'une manière implacable, il y avait moyen de transiger avec l'héroïque terre de la guerre civile. Tous les gouvernements s'étaient flattés d'avoir pacifié la Vendée, mais l'œuvre ne fut véritablement accomplie, comme on le verra plus tard, que par l'abbé Bernier. Fouqué se mit hautement à la tâche et il parvint à parler aux Vendéens le langage qui seul leur convenait; il leur fit voir les consuls comme les magistrats du peuple qui allaient relever les autels et faire cesser l'incendie de leurs métairies. La Vendée reprit plus tard sa vie d'ordre et de travail.

« Ces changements se firent.

« On va préparer dans le calme de la méditation, et discuter avec sagesse, des codes établis sur les bases immuables de la liberté, de l'égalité des droits, et du respect dû à la propriété.

« Alors, tous les vœux se rattacheront au système représentatif, et la république recevra de sa législation un droit non moins brillant que celui qu'elle tient des triomphes de ses défenseurs.

« C'est aussi de parvenir à ce but si désirable que les représentants de la nation ont décrété les mesures consacrées dans la loi du 12 de ce mois, que je vous transmets avec cette lettre.

« Recevez cette loi comme un bienfait, et secondés de tous vos moyens les efforts généreux des consuls, qui travailleront avec relâche à donner à la patrie des jours de paix et de prospérité. » (Le ministre de la justice, Cambacérès, aux administrations centrales, aux tribunaux criminels et civils de la république, et aux commissaires du pouvoir exécutif, établis près de ces autorités.)

(3) M. de Valence, Lezai de Barnaui, de Larochebeaucourt-Lissacourt eurent bientôt la permission de rentrer en France sous la seule condition d'une simple surveillance municipale qui fut ôlée quelques mois après.

Époque laborieuse que cette première période du consulat provisoire ! On ne tient pas assez compte aux gouvernements nouveaux de toutes leurs fatigues, et de toutes les épreuves qu'ils subissent pour organiser la société ; pour eux c'est un souci de tous les moments, et le consul Bonaparte s'imposa cette noble tâche avec un dévouement, une intelligence, une fermeté qui devaient légitimement lui assurer la puissance (1) : quoi de plus légitime que le bien que l'on fait à un peuple ? On ne se demanda plus dès lors si ce gouvernement avait une origine légale, si le 18 brumaire était la conséquence régulière de la constitution, et si ses actes rentraient parfaitement dans la légalité ; on vit surtout la protection que le gouvernement donnait à tout ce qui était bon et juste. Avant le 18 brumaire, nul intérêt ne trouvait de protection ; on marchait violemment et par soubresauts ; une fois la commission consulaire établie, l'administration alla droit à son but sans se détourner ; que peuvent demander les nations à un pouvoir ? Ce n'est pas d'où il vient, ni quelle est sa mission ; si cette mission correspond à l'ordre, s'il fait le bien, s'il entoure sa grande tutelle d'un sentiment de justice et de force, toutes autres questions deviennent oiseuses ; elles rentrent dans le domaine des sentiments ou des passions. L'enthousiasme fut juste et grand pour les premiers temps du consulat ; tout seconda l'autorité, on l'entoura comme une dictature dont on avait besoin, et à ces époques tout est facile. La confiance du peuple était la puissance de l'autorité ; on s'inquiétait peu de l'arbitraire, parce que l'on supposait qu'il était destiné à ramener l'ordre et la paix du pays.

Aussi les partis extrêmes furent-ils momentanément abattus et hors de cause ; il n'y eut ni protestations, ni résistances ; qui les aurait écoutées ?

(1) J'ai résumé ici toutes les lois rendues seulement dans le mois de novembre.

16 novembre (16 brumaire). — Loi qui remplace le Directoire exécutif par une commission consulaire exécutive, et les conseils des Cinq-Cents et des Anciens par deux commissions composées chacune de vingt-cinq membres.

16 nov. (16 brum.). — Acte du corps législatif pour la formation d'une commission chargée de statuer sur tous les objets urgents de police, de législation et de finances.

16 nov. (16 brum.). — Dernier acte du corps législatif, qui s'ajourne.

16 nov. (16 br.). — Loi contenant une proclamation aux Français.

16 nov. (16 brum.). — Loi qui prohibe l'exportation des pierres si fines à l'étranger.

16 nov. (16 brum.). — Acte des consuls qui détermine des mesures de sûreté contre plusieurs individus.

13 nov. (23 brum.). — Loi qui abroge celle du 24 messidor an VII sur les étages.

15 nov. (25 brum.). — Loi qui autorise une adjonction de jurés et de juges pour suivre les débats dans les procès criminels d'une étendue considérable.

16 nov. (26 brum.). — Loi qui prescrit la forme du serment à prêter par tous les fonctionnaires publics.

On avait parlé d'une réunion de représentants, comme à l'origine de la révolution française ; la partie opposante des deux conseils devait se rassembler pour dénoncer au peuple tout ce qu'avait d'illégal l'origine du gouvernement consulaire ; les jacobins s'agitaient partout, et tout se résuma pourtant à quelques déclamations secrètes. Le parti de l'opposition militaire sous Bernalotte, Augereau, Jourdan, Moreau, fut obligé de subir instantanément le joug ; le vent politique soufflait pour Bonaparte ; les jacobins parlaient de renouveler le serment du jeu de paume ! Les temps n'étaient plus les mêmes ; il n'existait aucune similitude entre les époques. En 1789, tout marchait à la démolition du pouvoir, les hommes et les choses ; il y avait une guerre acharnée contre tout ce qui était puissance établie ; il n'était plus permis à la monarchie de respirer sans exciter le mécontentement général. Tout était forcé dans le pays, excepté l'autorité ; et dès lors on s'explique très-bien comment quelques hommes rassemblés au jeu de paume, purent résister au faible gouvernement de Louis XVI.

Après le Directoire, les esprits étaient dans une situation tout opposée ; on avait derrière soi dix ans d'anarchie ; la démocratie fatiguait, on ne voulait plus de ces désordres qui compromettaient la sûreté des citoyens. Tous les bras, comme tous les cœurs, étaient acquis à l'autorité tutélaire ; supposez que les jacobins du conseil des Cinq-Cents, expulsés de Saint-Cloud, se fussent rennis à Paris, nulle opinion ne les eût secondés ; la société n'eût pas pour eux ; elle préférerait le gouvernement du sabre à celui du bonnet rouge. Fouché, avec sa sagacité merveilleuse, avait parfaitement compris cette situation fatiguée. En répondant de la sûreté de Paris, il se fiait moins à sa police, qu'à la lassitude des esprits ; beaucoup de ces vieux révolution-

17 nov. (26 brum.). — Acte relatif au président du tribunal criminel du département de l'Yonne.

17 nov. (26 brum.). — Loi qui suspend l'exécution de celle du 23 fructidor an VI relative au personnel de guerre.

18 nov. (27 brum.). — Loi qui substitue à l'empunt forcé de cent millions une subvention extraordinaire de guerre.

15 nov. (27 brum.). — Loi relative au paiement des rentes et pensions du second semestre de l'an VII.

24 nov. (3 frimaire). — Loi qui supprime les agences des contributions directes, et ordonne l'établissement de directions pour en assurer le recouvrement.

25 nov. (4 frim.). — Acte qui met sous la surveillance du ministère de la police les individus dénommés dans l'arrêté du 20 brumaire.

27 nov. (6 frim.). — Loi relative aux obligations et cautionnements à fournir par les receveurs généraux de département.

29 nov. (8 frim.). — Acte des consuls additionnel à celui du 13 vendémiaire an VII, relatif aux barreaux de garnie des milices et ouvrages d'or et d'argent établis à Spire et à Mayence.

29 nov. (8 frim.). Acte relatif aux prêtres assermentés, mariés ou n'usant plus leur culte, dont la déportation aurait été ordonnée en application de la loi du 16 fructidor an V.

naires savaient qu'il n'y avait plus d'étoffe pour faire une insurrection ! Quelques-uns considéraient le général Bonaparte et le pouvoir de fer qu'il créait, comme une continuation du comité de salut public. Ce comité se faisait homme, et s'incarnait dans un soldat ! Il n'y eut donc plus en dehors que les jacobins de second ordre, sans direction et sans but, troupe indisciplinée qui avait produit Babeuf sous le Directoire, Aréna et Destrem sous le consulat.

Bonaparte avait promis l'ordre à l'intérieur, la paix avec l'étranger ; cette dernière promesse, le jeune consul pouvait-il la tenir ?

CHAPITRE XXIII.

SITUATION DIPLOMATIQUE DE LA FRANCE AU 18 BRUMAIRE.

Opinion générale de l'Europe sur le 18 brumaire. — Idée allemande sur Bonaparte. — Pamphlets de Wieland. — Le Messie. — Situation de l'Angleterre. — Premières tentatives de négociations secrètes. — La Russie. — Paul 1^{er}. — Suwarow et l'armée russe. — L'Autriche. — Le baron de Thugut. — Le comte de Saint-Julien. — La Prusse. — Agrandissement de son système. — Développement de son influence. — Origine de la question des neutres. — État précaire des négociations.

Novembre et décembre 1799.

L'événement du 18 brumaire, ce coup de main qui ramenait l'ordre et l'unité dans la révolution française, devait être salué par la diplomatie régulière comme un heureux résultat. La stabilité des gouvernements est la première condition et la garantie la plus efficace des traités ; là où il n'y a pas d'organisation forte, il n'y a pas de sécurité possible dans les transactions. La révolution fran-

çaise avait débordé comme un torrent sur l'Europe ; la propagande et le désordre étaient ses auxiliaires en Allemagne, en Italie, en Irlande. Tout gouvernement assez ferme pour la contenir était un progrès ; on pouvait dès lors songer à la paix. Qu'avait-on fait sous le Directoire ? Quel traité était resté sacré pour l'autorité publique en France ? Les agents du Directoire, en remuant tous les peuples, ébranlaient toutes les royautés, et la manie des républiques s'était manifestée partout où avait paru le drapeau tricolore, depuis les Alpes jusqu'aux Apennins, à Naples même, la molle cité, pour qui on avait réveillé le titre de Parthénoépénée. Des tentatives étaient faites sur le Rhin, au milieu de cette population germanique, rêveuse dans ses projets de prefeutibilité (1).

L'avènement de Bonaparte au consulat provisoire offrait un acheminement vers l'unité forte et désirée ; et, sous ce point de vue, l'Europe vit dans ce changement un progrès positif vers la paix générale, et la stabilité des transactions (2). Quand le 18 brumaire fut accompli, M. Reinhard, qui tenait provisoirement le portefeuille des affaires étrangères, se hâta d'envoyer une circulaire à tous les agents diplomatiques auprès des cabinets, pour leur indiquer l'esprit dans lequel la révolution s'était opérée : « Les nouveaux consuls maintiendraient la foi des alliances, l'exécution des traités ; ils apporteraient une extrême modération dans les rapports d'État à État, fondés désormais sur la justice et le droit, sauvegarde des gouvernements et des peuples (3). » Cette circulaire était destinée à rassurer l'Europe sur la portée et l'esprit du mouvement opéré dans les conseils de la république.

Les agents secrets des cabinets à Paris avaient depuis longtemps étudié les faits, et prévu le 18 brumaire. Dès l'arrivée de Bonaparte, ils avaient signalé cette irrésistible tendance des événements. Leurs correspondances, parfaitement bien informées, avaient suivi l'action simultanée des partis, le choc de l'armée et des conseils, des généraux et du Directoire. Un de ces rapports, adressé au ministère prussien, explique toute la politique suivie

(1) Voyez les proclamations démocratiques du général Bourdon aux populations du Rhin.

(2) Voici dans quels termes flatteurs un agent prussien rend compte du 18 brumaire.

« La journée du 18 brumaire a eu plus l'air d'une fête que d'une révolution. Un de ses plus remarquables caractères, et ce qui relève le plus les espérances publiques, c'est qu'elle ne ressemble en rien à celle qui l'a précédée. L'ordre de fermer les frontières, échappé par hasard, a été révoqué à l'instant. Il n'a été question d'aucune destitution, d'aucune arrestation, d'aucune peine pour aucun individu. On a rendu à l'oubli des hommes qui s'étaient jamais élevés au-dessus, et l'oubli seul sera la seule punition de ceux dont elle aurait dû être la seule récompense. » (Bépêche du 20 novembre à M. de Rangwitz.)

(3) *Circulaire du ministre des relations extérieures aux ministres étrangers.* — (23 brumaire.)

« Monsieur, j'ai l'honneur de vous offrir que les conseils de la république française viennent de prendre en main les rênes du gouvernement de l'État.

« Nos agents extérieurs vont incessamment recevoir l'ordre de faire la même notification aux gouvernements auprès desquels ils résident. Les rapports politiques de la France avec les autres peuples, les rapports diplomatiques de son gouvernement avec les autres gouvernements, restent les mêmes ; seulement la réunion constante de toutes les voix, secondée par la direction éclairée, énergique et unanime qui sera donnée à la force publique, en assurant désormais les destinées de la république

depuis deux ans; le directeur Sieyès est surtout l'objet des études approfondies de la diplomatie; son séjour à Berlin l'avait mis en rapport avec les gouvernements et les ambassadeurs; on juge bien sa position en France. Cette note examine quelles seraient les conséquences d'une révolution nouvelle qui mettrait Sieyès à la tête du gouvernement. Dans ces dépêches, Bonaparte est toujours placé hors ligne comme capacité; comme le fort et puissant organisateur qui personnifie le parti militaire; et cette capacité est tout dans la république quand elle voudra se montrer (1)!

Déjà l'enthousiasme se rattache à cet immense personnage historique; des aperçus d'une certaine hauteur sont écrits sur la fortune de Bonaparte. En Allemagne surtout, un sentiment d'approbation générale se fait sentir pour tout événement qui mettrait le pouvoir dans les mains du général; les colosses plaisent aux imaginations enthousiastes; la Germanie comptait des esprits trop éclairés pour ne pas participer aux idées et aux progrès de la philosophie. La haute libéralité des études, la tendance très-avancée des universités, associaient le peuple au mouvement d'intelligence se déployant magnifiquement sur le monde. Le caractère de Bonaparte avait séduit les âmes ferventes et rêveuses; il y avait dans ce général, qui allait, jeune conquérant, porter ses légions victorieuses sur les sables de l'Égypte, comme aux jours des Alexandres et des Augustes; il y avait, dis-je, quelque chose de profondément empreint de grandeur et de mysticisme; et ce caractère plaisait à ces peuples qui vivent dans les cités aux traditions grandioses sur Arminius, Charlemagne et Vitikind : Bonaparte était comme le héros de ces légendes fantastiques qu'inspirent aux blonds étudiants des bords de l'Elbe et du Wésér, les poétiques conceptions de Kant sur la raison pure.

Il parut à la fin des guerres de l'Italie, quand Bonaparte s'embarqua pour l'Égypte, un pamphlet bien curieux de Wieland, le remarquable auteur qui remplissait alors la Germanie de sa renommée; il fut publié à Leipzig, sous le titre de *Dialogue entre quatre peaux*; les interlocuteurs se nomment Willibald et Héribert; ils s'entretiennent de la situation de la France, et comme Héribert demande

quel moyen on peut employer pour mettre un terme à cette révolution incessante et terrible, Willibald répond : « Vous ne pouvez pas avoir un roi, mais vous aurez un dictateur; un dictateur ou un lord protecteur, pour me servir des termes de l'histoire d'Angleterre. — Et qui peut réunir toutes ces qualités? demande Héribert. — Bonaparte, réplique Willibald; lui seul pourra accomplir les destinées de la république (2); cet être unique dans son espèce est déjà tout trouvé; dictateur de la grande nation, voilà son titre. » Ce pamphlet, d'une curiosité si grande, fut écrit en Allemagne deux ans avant la pensée et la tentative du 18 brumaire.

Depuis cette époque même, la réputation de Bonaparte s'était accrue; les fortes têtes allemandes, les hommes d'étude s'étaient enflammés à l'aspect de cette destinée jusqu'à ce point de faire des prophéties sur le général; on le considérait comme la main de Dieu appelée à fermer l'ère révolutionnaire, tout en réalisant les grandes pensées de civilisation, de science et de perfectibilité humaine; cet inconnu mystérieux, après lequel nous tous nous courons dans nos ambitions et dans nos doutes rêveurs. Cet institut que Bonaparte avait fondé au milieu de la terre des Ptolémées, cet amour des sciences sérieuses, ce grandiose dans les conceptions, ses expéditions marquées à l'antique, tout cela plaisait aux Allemands; on croyait Bonaparte l'homme des promesses, car la Germanie attendait le Messie de l'intelligence; et telle était la renommée du consul, que plus d'un pamphlet lui attribuait la destinée intime de rendre à chaque nation son unité, et à chaque peuple sa puissance prépondérante et sa liberté! Aussi quand Bonaparte brisa ces illusions, l'Allemagne se leva tout entière contre celui qu'elle avait d'abord tant admiré.

Cette disposition entraînant des esprits devait favoriser les rapprochements des souverainetés et les traités de paix positifs entre la France et les États d'Allemagne; quand l'opinion est fortement dessinée dans une voie, il est bien difficile que les gouvernements puissent s'empêcher de la suivre. Les cours allemandes ne pouvaient longtemps maintenir leur cabinet dans un état d'hostilité per-

française, doit relever aux yeux des gouvernements étrangers la valeur des rapports politiques qui les attachent à nous.

« Recevez, etc. Signe Reichard. »

(1) Dépêche du 15 novembre adressée à M. du Rouguez.

(2) Voici un autre passage de ce pamphlet :

« Vous devez chercher un dictateur qui réunisse toutes ces qualités en lui-même; mais il ne faut pas, et pour beaucoup de raisons, que ce soit un Français, ni quelqu'un de famille ancienne et connue, et même, s'il porte un nom étranger, il n'en sera que plus propre à la chose.

« Il faut, entre cela, qu'il ait donné plusieurs preuves qu'il possède toutes les qualités que je viens d'énumérer pour un dictateur, et dont je ne peux pas même le dispenser d'une seule. Si un homme de cette espèce avait acquis une grande réputation dans le monde, et l'estime publique, je ne vois pas pourquoi il ne pourrait pas devenir votre libérateur et celui du monde entier. Ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que vous ne vous occupiez pas d'employer un tel homme, car, par un hasard heureux, et peut-être unique en son genre, il est déjà tout trouvé : c'est Bonaparte. »

manente contre la France. Bien avant que la confédération germanique fût formée sous la protection de la France, la pensée en existait dans les esprits et dans les âmes; autant à cette époque il y avait en Allemagne haine et répugnance pour les Russes, barbares du Nord, nation esclave, autant il y avait amour et tendance pour la France; et le gouvernement consulaire devait profiter de cette situation des esprits dans ses négociations avec la Prusse, l'Autriche, et les États intermédiaires surtout, tels que la Bavière, la Saxe et le Wurtemberg, avec leurs ardentes universités de Dresde et de Leipsick.

Une des promesses du nouveau système de gouvernement avait été la paix, et le général Bonaparte voyait, avec sa sagacité habituelle, qu'il devait en préparer les éléments, ou au moins constater qu'il avait fait des démarches officielles et sincères pour l'obtenir à des conditions honorables. On se souvient que la popularité du général s'était développée, moins encore par ses magnifiques campagnes d'Italie, que par la pacification amenée à la suite du traité de Campo-Formio; pour établir solidement l'édifice nouveau du consulat, Bonaparte devait constater encore sa volonté de la paix. Le consul avait pénétré depuis longtemps la véritable source de toutes les transactions pour la paix ou pour la guerre; le terrain des cabinets lui était parfaitement connu : L'Angleterre lui semblait donc le principe de tous les mouvements diplomatiques qui depuis sept ans agitaient le monde. Avant de tenter une démarche officielle, il essaya une négociation secrète; la Grande-Bretagne venait d'éprouver un échec; la retraite de ses troupes dans la Hollande, la capitulation du duc d'York avec le général Brune, avaient porté un coup vigoureux à l'administration de M. Pitt. Par compensation, l'Angleterre avait obtenu des avantages incontestables dans l'Inde, et partout où ses flottes déployaient leur pavillon; Nelson revenait vainqueur d'Aboukir; Malte, ceinte d'une grande ceinture, était à la veille d'une capitulation; le cabinet Pitt, dominant sur toutes les mers, décrétait impérativement la loi de son pavillon aux neutres. Plus forte par la centralisation de l'Irlande et de l'Écosse sous un même parlement, la Grande-Bretagne obtenait ainsi

des avantages éminents dont il fallait tenir compte dans une négociation diplomatique (1).

Indépendamment de ces faits si importants pour son existence et sa considération, l'Angleterre n'agissait pas seule, elle avait des alliés dont la situation était bonne; si la Hollande et la Belgique étaient délivrées d'une occupation anglaise, l'Italie était totalement au pouvoir des Autrichiens; un corps de douze mille Russes joints aux émigrés français, se tenait prêt à débarquer en Bretagne et à seconder les royalistes de la Vendée, de l'Anjou et de la basse Normandie (2). M. Pitt, maître de son parlement, s'y montrait toujours à la hauteur de ses destinées; la majorité ne devait jamais lui manquer sur les questions nationales; fortement soutenu de son ami Dundas, il dirigeait les communes au moyen de cette magnifique éloquence qui retentissait dans les deux mondes; l'Irlande ne menaçait plus d'une révolte, et dans une position aussi bonne, M. Pitt n'avait pas besoin précisément de la paix; la guerre même était nécessaire au développement des prospérités anglaises. La puissance du ministère résultait de cet état de violente hostilité entre les nations, et de cette distribution de subsides qui créait sa force en Europe; l'Angleterre y trouvait le développement de sa marine et de son commerce.

Trop de questions étaient d'ailleurs en dissidence entre les deux cabinets : Que ferait-on de l'Égypte? Serait-elle évacuée? Bonaparte perdait sa popularité par ce sacrifice, et son consulat était frappé à l'origine d'une triste déconsidération. La France garderait-elle l'Égypte? Alors l'Angleterre se trouvait exposée dans ses grandes possessions de l'Inde, et tout ministère britannique, signant un pareil traité, aurait été mis, par le parlement, en état d'accusation, car il exposait les intérêts anglais dans leur partie la plus sensible (3). Il en était de même de la question belge. La France pouvait-elle garder Anvers? L'Angleterre obtiendrait-elle Malte? Que ferait-on de la maison de Carignano? Ne fallait-il pas reconstituer la monarchie de Piémont et de Sardaigne? Et la royauté de Naples serait-elle également proscrire parce qu'une révolution l'aurait éliminée? Ainsi d'immenses questions devaient s'agiter dans les négociations entamées entre l'Angle-

(1) *Annuel Regist.* 1798-1799.

(2) L'Angleterre avait, depuis fin de décembre, jeté des armes et des munitions sur les côtes du Breizh, rassemblée à Brest une armée destinée à une invasion en Provence, et envoyé en Italie les généraux Willot et Bonica pour y former des ligues contre-révolutionnaires, et entretenir des intelligences dans le midi de la France.

Voici les statistiques que l'Angleterre avait sur les forces des royalistes :

« Ces forces sont réparties sous les ordres de M. le comte de Florid, dit un agent, commandant en basse Normandie; de M. le

comte de Beaumont, commandant une armée formidable dans le Maine; de M. de Bezeaux, de Châlillon, d'Andigné et de Turpin, commandant l'Anjou et partie de la Bretagne jusqu'en Morbihan; du général George et du M. de Bel, commandant toute la basse Bretagne; de M. le Marquis, commandant la partie de Saint-Erieux; de M. d'Antichamp, de Guzmanet, Sapineau, Boyer, commandant le Poitou et le pays de la rive gauche de la Loire jusqu'aux confins de l'Aunis. »

(3) Note secrète de M. de Talleyrand aux consuls, sur les difficultés d'un traité.

terre et la France; pouvaient-elles aboutir à un résultat?

Cependant tout ne fut pas désespéré d'abord, et les deux gouvernements, quelques jours après le 18 brumaire, se tâtèrent par des missions secrètes, sans s'engager par des pouvoirs écrits. L'échange des prisonniers exigeait la présence à Londres de commissaires; on substitua à l'un de ces commissaires insignifiants, un homme habile, spécialement désigné par M. de Talleyrand, M. Otto, secrétaire à Berlin sous l'abbé Sieyès, et qui offrait une certaine distinction, une étude consciencieuse des faits. M. Otto dut pénétrer la véritable situation du cabinet anglais, et sans s'ouvrir avec aucun ministre, directement sous un caractère officiel, il pressentit quelles seraient les conditions d'une paix générale, et s'il y avait possibilité de tenter une négociation régulière: en aucun cas elle ne pouvait être isolée pour l'Angleterre. Une dépêche écrite à M. de Talleyrand par M. Otto, indique que l'Angleterre exige le rétablissement du stadthoudérat en Hollande, auquel on joindrait la Belgique, sous le nom de royaume des Pays-Bas; le rétablissement du roi de Sardaigne; l'évacuation de l'Égypte, la possession de Malte et le cap de Bonne-Espérance pour l'Angleterre (1).

En même temps, M. Pitt, à l'instigation de Dundas et de Canning, envoyait un agent secret en France, pour pressentir les intentions diplomatiques de Bonaparte: Les dépêches de cet agent secret annoncent: « Qu'il a vu M. de Talleyrand et le consul lui-même, sous le prétexte d'un échange de prisonniers, et que là, il a pu se persuader de la difficulté d'un rapprochement actuel entre la France et l'Angleterre. La cause principale vient de ce que l'*uti possidetis* ne peut pas être admis comme base d'une négociation, sans bouleverser le droit public, et cependant aucune puissance ne veut céder les conquêtes déjà faites, et la France moins encore que toute autre. Dans une conférence qu'il a eue

avec M. de Talleyrand, l'agent secret annonce: « Que le ministre lui a proposé de reprendre les négociations officielles sur le pied où lord Malmesbury les avait laissées à Lille; et que par ce moyen on pourrait arriver à une solution désirable pour tous les différends jusqu'à présent soulevés... » Il faut remarquer que ces négociations intimes précéderent toutes les démarches officielles faites par Bonaparte devenu premier consul, et sa lettre au roi d'Angleterre dont plus tard j'aurai à parler; il est important de ne pas confondre les époques (2). Jusqu'alors tout faisait pressentir la continuation de la guerre avec la Grande-Bretagne, plus énergique, plus acharnée que jamais.

Avait-on plus d'espoir d'une pacification à l'égard de la Russie? On a déjà exposé dans ce livre les motifs de la politique de Paul I^{er}; sa pensée était une grande croisade pour le rétablissement des anciennes souverainetés. Le but de l'empereur était une absolue restauration des droits antiques, parce qu'il trouvait, dans cet acte généreux et chevaleresque, un moyen d'agrandir l'influence morale de la Russie sur le centre de l'Europe; il avait franchement marché dans cette voie sans détourner la tête; Louis XVIII, reconnu roi de France et de Navarre, fut comblé de prévenances de la part de l'empereur de toutes les Russies, et le corps de l'armée de Condé passa dès ce moment à la solde du czar. De cette situation il devait résulter un grand éloignement de l'empereur Paul pour toute négociation directement ouverte avec le gouvernement de fait qui dominait en France. Le czar pouvait être fortement irrité du mauvais vouloir de l'Autriche; l'échec éprouvé par ses armées lui tenait au cœur, mais tout cela n'était pas suffisant pour déterminer une modification aussi brusque dans la diplomatie de Saint-Petersbourg; il fallut du temps pour changer les idées de Paul I^{er} sur la valeur et la destinée de Bonaparte (3); l'établissement du pouvoir consulaire inquiétait à peine l'em-

(1) Décembre 1799.

(2) Cette négociation secrète est restée tout entière inconnue: il s'en trouve trace au *Foreign office*. Une dépêche d'un agent anglais rapporte même les paroles prononcées par le consul Bonaparte:

« Je suis prêt à rendre les Pays-Bas à l'Autriche, à accepter d'ailleurs les préliminaires proposés à Lille, par lord Malmesbury, et à concourir avec l'Angleterre au rétablissement du roi de Sardaigne. » (Réponse du consul Bonaparte à Philippe Benzeri, agent secret de l'Angleterre, qui lui exposait le désir qu'avait l'Angleterre de contracter une paix honorabile.)

(3) Les agents russes jougué avec précaution le 18 brumaire; ils écrivirent: à Sieyès et Bonaparte sont seuls pour se séparer.

« Si des deux chefs, récemment aligés par les jacobins, et devenus par conséquent leurs ennemis implacables, nous passons aux hommes qui ont leur conscience, et qui sans doute partageront leur travail, les premiers qui s'offrent sont: Talleyrand, Bénédict et Volney, constitutionnels de 1789, grands apologistes de la phé-

talocratie moderne, se tenant toujours entre les jacobins et l'ancien régime, assez souples d'ailleurs pour se lier successivement avec toutes les parties intéressées.

« Si ensuite les commissions législatives doivent être comptées pour quelque chose, on y trouvera beaucoup d'hommes de la même trempe, tels que Garat, Banneau, Lezot-Laroche, Cabanis, Gouffier-Préfont, Balthus, etc. On y trouvera des députés qui étayeront de toutes leurs forces la tyrannie du Directoire, ou le tructidor, comme Boulay, Chabot, etc. On y en trouvera d'autres dont les opinions passent pour modérées, tels que Girod-Pontet, Casseuve, Ludot, Tillyard, Boissonnet, Régnier, Vinet, Séllier, Laussat, Chautron, Vernier, Bonapais, Sergues, Lebrun, Lemerclier, Puchet, etc. On trouvera avec eux ces gens des hommes qui condamneront Louis XVI, tels que Chéroler, Lital, Chazal, Villaret, etc.

« Que peut-on attendre de l'incarté de tout élémentaire hétérogène? Rien de bon, si la toute-puissance des consuls n'y met de l'harmonie. « Cette note russe, toute secrète, est signée d'une f.

peur ; sa préoccupation était de réparer les pertes militaires faites en Suisse ; il comprenait l'importance de relever le moral de l'armée russe ; sa prépondérance en Europe en dépendait. Pour la première fois les Moscovites apparaissaient sur les champs de bataille de l'Italie, était-ce donc pour s'y faire battre qu'ils avaient passé les Apennins, les Alpes et traversé tant de contrées ? Comprendait-on tout ce que cette situation avait de blessant pour l'orgueil de Paul I^{er}, et de fatal pour l'influence de la Russie ?

Ainsi le czar, tout en gardant un profond ressentiment contre l'Autriche de ce qui s'était passé, ne pouvait-il rompre, sans se compromettre, une alliance qui préparait une campagne plus heureuse et plus forte en Occident. Lord Whitworth lui promettait l'appui complet de l'Angleterre, et en aucun cas le cabinet de Londres n'abandonnerait les idées et les intérêts russes dans l'accomplissement du dessein commun. Les instructions de M. Pitt à son ambassadeur portaient : « que lord Whitworth eût même à caresser la réalisation de l'idée qui souriait à l'esprit chevaleresque de Paul I^{er}, la restauration des anciens trônes, et l'avènement des Bourbons en France, des Carignan en Piémont et la grande maîtrise de Malte même. Sur le point des Bourbons, l'Angleterre ne pouvait prendre d'engagement officiel, tant le ministère craignait le parlement, mais M. Pitt secondait intimement les efforts de l'empereur Paul pour accomplir l'avènement de Louis XVIII (1).

Les intérêts de l'Angleterre étaient alors de resserrer les liens de la coalition, afin de se rendre plus formidable au gouvernement établi en France ;

(1) Les agents de Louis XVIII remettaient notes sur notes à Paul I^{er} et à Pitt, pour les entraîner à une démarche solennelle pour la reconnaissance de Louis XVIII. « Bepels l'avènement de Bonaparte, la révolution s'est faite connue, disaient-ils ; il faut lui opposer un homme puissant, Louis XVIII, solennellement reconnu ; et la révolution ne s'affaiblira point de nouveau au profit d'un usurpateur ; je crois même que cet usurpateur, enchaîné les circonstances, se trouverait trop heureux de jouer en France le rôle que jadis Monck en Angleterre. On lui a laissé un trop grand avenir, et il veut l'employer au profit de son ambition.

« Que Louis XVIII soit solennellement reconnu, que son rétablissement soit le but de la guerre, et le règne de Bonaparte ne sera bientôt qu'un songe, ou plutôt qu'un exemple à jamais mémorable. Le monarque reprend son empire ; elle s'affermir pour des siècles ; les rois retrouvent leur grandeur ; les peuples leur tranquillité ; des idées nouvelles se propagent en Europe, la philosophie moderne devient en horreur au monde entier ; la religion, la morale et la politique forment une alliance éternelle ; et que faut-il pour arriver à ce résultat consolant ? Une volonté des souverains.

« Ah ! s'ils attendaient le sein de la paix, le sort que leur prépare la révolution française, il faudrait les armer au nom de leur gloire et de leur sûreté ; mais la guerre dévore l'Europe depuis huit ans ; la révolution combat les rois, et les rois ne combattent que la France. Terrible vérité : la France s'est agrandie ; et plu-

quel moyen d'ailleurs le consulat pouvait-il avoir de se rapprocher du czar ? L'éloignement de la Russie ne permettait pas ces relations continues des agents secrets, comme pour l'Allemagne et l'Angleterre ; des lois sévères étaient portées contre les voyageurs français ; il n'y avait à Saint-Petersbourg que quelques artistes privilégiés, appelés à servir les joies fatiguées de l'empereur et de la cour de Russie ; on ne savait ce qui se passait dans les palais d'hiver que par cette voie très-imparfaite de police. Dans les temps réguliers, Berlin était un moyen de contrôle et d'examen pour connaître les intentions de la Russie ; depuis la dernière coalition, le czar, au plus mal avec ce cabinet, fut sur le point de lui faire la guerre ; quarante mille Russes campaient sur l'extrême frontière (2), et la Prusse avait répondu par des levées militaires à ces armements. Le consulat provisoire pouvait-il espérer de bonnes relations avec le cabinet de Saint-Petersbourg ? Il devait jusque-là renoncer à des tentatives infructueuses.

A Vienne, l'avènement de Bonaparte dut susciter quelques dispositions favorables à la paix ; on avait les meilleures notes sur celui que le 18 brumaire élevait au consulat ; M. de Cobentzl, le négociateur de Campo-Formio, ne cessait de faire l'éloge du général français, dont les manières faisaient contraste avec les agents vulgaires du Directoire ; Bonaparte était un homme de convenance avec lequel on pouvait traiter ; on le savait impérialiste, mais les esprits habiles et de sang-froid sont toujours si puissants à la face de ces caractères impétueux qui s'emportent ! L'admiration qu'inspirait le général Bonaparte, en Allemagne, secondait les idées de paix et de rapprochement. Le traité de Campo-

sieurs rois ont encombré sous le coup de la révolution... Le passé n'est-il donc pas assez fort d'événelements pour commander le présent ?

« Bonaparte, qui tenez dans vos mains les destinées de l'Europe, et que, comme le Créateur, pouvez commander à l'avenir, choisissez ou la paix, ou la guerre à la révolution... La paix a quelques avantages présents ; la guerre à la France s'en présente aucun ; la guerre à la révolution les résout tous.

(2) La conduite de cabinet prussien est vivement dénoncée par l'Angleterre. Voici une dépêche d'un de ses agents, datée de Berlin, 18 décembre 1796. « Le bruit court ici que les Russes avaient commandé des hostilités contre les Prussiens sur les frontières. Ce qui s'est passé à ce brui-là, c'est en ordre aux semestriers et recrues d'un régiment levé nouvellement le régiment de Courbières, qui est en garnison sur les frontières en Lithuanie, de rejoindre leur régiment vers le mois de février.

« Berce va partir ; tous les malins li regarde, avec une grande attention, la parole et les manœuvres.

« Le grand faiseur du cabinet prussien est le conseiller Reymé. Il est démocrate, et le roi l'est aussi. Vous pouvez vous en convaincre par sa tentative à détruire les privilèges de la noblesse.

« Il a commencé par la Silésie, où la noblesse est la plus puissante. Il lui a ôté tous ses privilèges, juridictions, les droits d'entrée qu'elle ne payait point, et il a rendu plus légère aux paysans les fardeaux, corvées, etc. »

Formio, si vivement censuré par le Directoire (1), ne pouvait-il pas servir de base? Bonaparte consul n'était-il pas le général négociateur dont on caresserait la pensée, en lui rappelant les promesses et les engagements de Campo-Formio, où toutes les éventualités de son ambition avaient été prévues et discutées?²

Ainsi raisonnait le parti de la paix à Vienne: le ministre, baron de Thugut, n'était pas dans ces idées: « La situation, selon lui, n'était pas la même qu'en 1797; on n'avait traité à Campo-Formio qu'après cinq campagnes malheureuses, et les armées autrichiennes refoulées les unes sur les autres; le général Bonaparte se trouvait à 25 lieues de Vienne, et pouvait imposer la loi; aujourd'hui les choses étaient-elles dans la même situation? L'Italie se trouvait perdue pour les Français; leurs armées étaient dispersées; Masséna, acculé sur Gènes, ne comptait plus que quelques débris de régiments. Les Autrichiens touchaient les Alpes et le Rhin, sous les généraux Kray et Mèlas; il n'y avait plus en France d'armée considérable; les finances étaient épuisées; le génie de Bonaparte était grand, mais pouvait-il créer ce qui n'existait pas? D'ailleurs, esprit aventureux, Bonaparte jouait si souvent sa fortune qu'une carte pouvait bien tourner contre lui. » Le parti de la guerre à Vienne croyait qu'un traité, d'après celui de Campo-Formio, serait une trahison; il fallait courir les chances de la victoire, ou garder les positions prises par l'acceptation du *status quo*, comme base des préliminaires. M. de Thugut était complètement dans cette opinion de l'Angleterre: qu'on devait profiter des conquêtes, et ne pas abandonner un pouce de terrain.

Le parti de la paix comptait comme chef le comte de Saint-Julien, qui n'avait pas une assez grande importance à Vienne pour faire dominer ses opinions. Ainsi que M. de Colentz, M. de Saint-Julien avait conçu pour Bonaparte une haute estime à la suite des transactions diplomatiques d'Italie. Pourquoi ne point négocier avec le général qui, le premier, avait ramené l'ordre et l'unité dans les négociations du dehors? En résumé, les succès de l'Autriche (2) étaient trop considérables, sa position militaire était trop bien établie dans le Milanais, pour qu'on pût traiter sur les bases de Campo-

Formio; le cabinet de Vienne voulait garder ce qui lui convenait des stipulations de cet traité et des préliminaires de Léoben: la possession de Venise, de Trieste et de la Dalmatie; mais, en aucun cas, il n'admettait la reconstitution des républiques Transalpine et Cisalpine, perdues dans la tempête. Il fallait des victoires pour lui arracher ces concessions, et le consul Bonaparte avait besoin de recommencer une belle campagne pour la contraindre à l'exécution du traité de Campo-Formio.

La Prusse avait activement secondé le mouvement d'unité qui renversait le Directoire exécutif; à Berlin la première conjuration fut formulée, lors de l'ambassade de l'abbé Sièyes, pour faire cesser le désordre politique que le Directoire avait partout introduit. Bonaparte excitait en Prusse le plus vif intérêt parmi les esprits sérieux; M. de Haugwitz, l'expression du parti philosophique et français, suivait avec une vive sollicitude toutes les phases de la vie politique de Bonaparte, et c'est de Berlin qu'étaient parties les dépêches secrètes, annonçant au général, en Égypte, l'état précaire de la république, et le besoin qu'on avait de sa main si ferme et de sa tête puissante. Jusqu'ici la cour de Prusse gardait la plus parfaite neutralité; à mesure que l'Europe se déclarait plus activement contre la France et que les alliés obtenaient des succès, la Prusse, cherchant à se faire payer plus cher sa neutralité, exprimait, dans des notes répétées, toutes les offres que lui faisaient les alliés; la Russie surtout voulait l'entraîner, de la neutralité impartiale, à la guerre immédiate contre la France; or, ne fallait-il pas que le cabinet de Paris l'indemnît? Ne ferait-il rien pour elle? Suffisait-il de quelques subsides secrets?

« Prenez le Hanovre, » répondait le cabinet de Paris. Le Hanovre formait le patrimoine de la maison de Brunswick qui régnait en Angleterre, l'ennemie implacable de la république; beau lot, sans doute. Mais la Prusse hésitait, parce que, d'abord, elle avait elle-même proclamé la neutralité du Hanovre dès le commencement de la guerre de 1793, et la prise de possession de ce royaume n'était rien moins qu'une déclaration de guerre contre le cabinet de Londres; or, le système de la Prusse était de se maintenir neutre dans le grand

(1) Je répète que le traité de Campo-Formio avait été formellement reproché par le Directoire.

(2) Voici ce qu'on lit textuellement dans le *Moniteur* de l'an VI, n° 24, au sujet de ce traité.

« Souvent une fausse politique a été plus funeste que dix victoires n'ont été utiles. On se demande avec douleur : que signifie la cession de la Belgique? N'était-elle pas française avant que Bonaparte partit de Gènes? Si que nous donne-t-on pour rendre les trois quarts de l'Autriche? Que veut dire l'établissement d'une république lombarde? N'était-elle pas dès longtemps? Pourquoi ne nous dit-on pas ses limites? Pourquoi nous parle-t-on de celles de la France, dans les endroits où le roi de Bohême ne possède rien? Aurait-il conservé la prétention de stipuler pour d'autres que pour lui? Aurions-nous abandonné la sage maxime de ne faire que des paix particulières? La profonde sagacité de Bonaparte l'a-t-elle abandonnée dans un moment si décisif? Sa position était-elle plus brillante que celle d'A-1-1 éprouvé quelques revers que nous ignorons? L'esprit s'égare dans toutes ces questions. »

(2) Dans le chapitre suivant, je suis l'histoire des hommes d'état de chaque cabinet, et de leurs forces respectives; c'était un travail essentiel pour bien connaître les négociations postérieures.

débat qui s'ouvrait sur le continent; elle économisait ses finances; pauvre en ressources, elle recevait de toutes mains des aides; elle avait l'espoir que, dans l'ébranlement commun de toutes les souverainetés, elle trouverait en définitive un meilleur avantage territorial, un ventre pour ce long boyau de terre qui s'étendait depuis Königsberg jusqu'à Coblenz; son système fut de se plaindre incessamment auprès de la France des sacrifices que lui imposait sa neutralité; elle voulait obtenir quelques dons d'argent, quelques concessions de territoire; la France lui répétait sans cesse de s'emparer du Hanovre parce que ce moyen pouvait la compromettre.

Quand le 18 brumaire lui fut notifié, elle fit valoir auprès du consul Bonaparte toutes les démarches qu'elle avait faites pour ramener l'unité dans le gouvernement français et son système de neutralité bienveillante. Les hommes d'État de Berlin ne furent pas sans influence sur les déterminations ultérieures que prit le général pour absorber exclusivement dans ses mains l'administration de la France. Le consul se proposait d'envoyer à la cour de Berlin l'homme de sa confiance, le général Duroc (1), chargé d'exposer ses sentiments personnels pour le maintien de la bonne harmonie qui existait entre la Prusse et la France; l'aide de camp Duroc devait exposer au roi Frédéric-Guillaume les avantages d'une alliance dans laquelle se trouvait tout l'avenir de la Prusse; l'occupation du Hanovre et la garantie d'une cession définitive pour le cas d'une paix générale étaient offertes au roi comme premier gage, et on lui cédait également les villes anastiques, riche indemnité proposée à la cour de Berlin; la république faisait ainsi les affaires des monarchies contre les villes libres. A Campo-Formio on avait assuré à l'Autriche, comme indemnité, Venise, Trieste et la Dalmatie, et le consul, suivant le même système, offrait à la Prusse les républiques du Nord et le beau territoire du Hanovre. L'ambassade de M. de Beurnonville eut spécialement cet objet, et il sera plus tard entrecu de la suivre dans tous ses développements (2).

(1) « Bonaparte, consul provisoire, vient d'envoyer à Berlin son aide de camp Duroc, jeune homme âgé seulement de vingt-cinq ans, qu'il a ramené d'Égypte avec lui. L'objet de cette mission est de faire part à S. M. prussienne de la grande révolution, et de lui porter des lettres de ses auteurs, pour demander à Sa Majesté à ressusiter encore plus étroitement les nœuds qui unissaient la petite nation prussienne à la grande nation. Nous ne pouvons croire, par respect pour le nom de roi, à la vérité des rapports qu'on trouve dans les journaux français, sur la manière brillante et distinguée dont ce Duroc a été reçu par le roi de Prusse. S'ils étaient vrais, on ne pourrait se figurer comment Bonaparte lui-même avait reçu, s'il se présentait à cette cour démocratique de Berlin. » (Note siglée, 15 décembre 1799.)

(2) Le général Beurnonville, nommé ambassadeur en Prusse dès le 18 brumaire, y arriva le 21 décembre 1799; il n'y porta sa

Les petits États intermédiaires jouaient un rôle trop médiocre dans les transactions européennes pour qu'ils eussent réellement à se préoccuper des conséquences d'un changement politique en France; ils reçurent la notification de M. Reinhard, et se conformèrent à tout son contenu; le roi d'Espagne, Charles IV, se hâta d'écrire une lettre autographe aux trois consuls, comme autrefois le petit-fils de Louis XIV le faisait dans toute l'étiquette, à l'avenement d'un roi. Une question seule allait bientôt appeler les neutres dans une ligue générale, parce qu'il s'agissait de l'honneur de leur pavillon et de la liberté des mers; cette question était celle-ci : « Fallait-il admettre le principe que le pavillon couvrait la marchandise; et que nul n'avait droit de visiter la cargaison d'un vaisseau? » Pour s'expliquer l'importance, à l'égard des neutres, d'une solution immédiate sur ce point de droit public, il faut se rappeler que, pendant les guerres de la révolution française, les neutres s'étaient emparés de la presque totalité du commerce; ce que l'on ne pouvait pas sous le pavillon national, on l'avait sous le couvert de la neutralité. Par ce moyen les relations commerciales de la Suède, du Danemark, des villes anastiques et des États-Unis d'Amérique pendant les dix dernières années, s'étaient accrues démesurément; il y avait eu des fortunes colossales dans les banques et dans les maisons d'armateurs; les transactions fabuleuses des Hollandais au XVIII^e siècle, avaient disparu, pour se concentrer tout entières aux mains des neutres (3).

Cette situation si opulente et si riche des petits États nuisait essentiellement à la prospérité et à la force de l'Angleterre. Cette puissance ne pouvait admettre un système commercial en dehors de son ascendant; elle posait en principe sa suprématie sur les mers, parce qu'elle était pour elle une nécessité. Sans le *dominium maris*, l'Angleterre n'existait plus comme nation, d'où elle tirait cette double conséquence : 1^o qu'elle pouvait détruire toute flotte destinée à lutter contre elle; 2^o qu'elle devait abîmer également tout commerce qui s'élevait jusqu'à une lutte directe contre sa suprématie.

cabinet de Berlin que des paroles favorables à ses vœux. Il n'était pas encore marié avec mademoiselle de Burfort, mais recherchait alors madame de Caillan, née de Fabran, et belle-fille du chevalier de Boufflers, connu et estimé de la cour de Prusse; il cherchait ainsi, par une alliance illustre, à se lancer dans les cercles de la haute société française.

(3) Cette question des neutres fut alors souvent traitée; elle le fut avec une grande distinction par M. d'Arctur de dans le livre remarquable dont je parlerai plus tard : *De l'état de la France à la fin de l'an Viii*. Après vingt ans de travaux diplomatiques et de négociations, M. d'Arctur fut nommé chef de la division des archives aux affaires étrangères. C'était, dans les temps réguliers, une place donnée en dehors des ports aux longs et vains services diplomatiques.

Les neutres étaient dans cette catégorie; les flottes danoises et suédoises faisaient ombrage au cabinet de Londres, et leur pavillon favorisait trop ouvertement la contrebande de guerre pour que William Pitt ne proclamât pas le principe de la visite des neutres, tel que Selden l'avait établi dès le XVII^e siècle. Le conseil privé proclama par un acte « que tout navire de guerre anglais pouvait visiter les neutres pour voir s'ils n'avaient pas des marchandises ennemies; et, de plus, que l'amiral ou même un officier de rang inférieur pouvait, en tous les cas, s'emparer des matelots, sujets d'un autre prince sur un navire étranger, quand l'escadre britannique manquerait d'hommes de mer. » Ce droit si exorbitant, qui tenait à la nature même des intérêts britanniques, excita un mécontentement universel parmi tous les neutres (1); il y eut des réclamations répétées, et aucune des puissances intéressées n'admit comme un droit le privilège que le peuple anglais exerçait comme un fait. On vit des exemples inouïs d'arbitraire le plus absolu exercé par la Grande-Bretagne: des bâtiments américains, danois et suédois, furent saisis ou confisqués pour de simples défauts de formes; mais telle était la position politique de l'Angleterre, qu'elle ne pouvait pas faire autrement sans se condamner à périr comme nation.

La diplomatie française, empressée de saisir tous les motifs de mécontentement contre l'Angleterre, pouvait parfaitement exploiter les plaintes des neutres. En soutenant avec ténacité que le pavillon couvrait la marchandise, la France se plaçait à la tête d'une sorte de ligue maritime contre la Grande-Bretagne, son ennemie; il était dès lors facile de faire comprendre aux cabinets de Copenhague et de Stockholm: « qu'ils devaient se rapprocher très-intimement du pavillon tricolore, invoquer sa protection, afin de soutenir, dans une ligue commune, l'honneur et le droit des nations outragés par des escadres anglaises. » Les chargés d'affaires de la république eurent mission d'exposer la nécessité d'un armement et d'une déclaration de guerre contre la Grande-Bretagne.

Tous ces États de second ordre éprouvaient le même besoin d'une défense de leurs droits; seulement ils avaient crainte d'échanger leur sécurité de nations neutres contre les avantages incertains d'une ligue qui serait la guerre maritime. Il fallut du temps pour les convaincre; la France développa une grande habileté; elle prit le meilleur moyen d'arriver à l'ambition de Paul I^{er} en lui proposant de se placer à la tête de cette ligue du Nord, idée favorite de la grande Catherine. La Russie pouvait

(1) Au reste, il n'était que la conséquence de l'acte de navigation sous Cromwell.

bien repousser avec dédain les premières avances du gouvernement consulaire; son intérêt était de confondre le passé et le présent, afin d'en tirer le meilleur parti pour son empire. Mais quand le consulat fut assez bien établi pour proposer des mesures qui correspondissent aux sympathies et aux besoins de la nation russe, Paul I^{er} eut un changement de sentiment envers Bonaparte et la France. Dans les affaires sérieuses, il s'agit moins de caprices que d'intérêts; Paul I^{er} ne se décida pas brusquement à passer du mépris à l'enthousiasme, comme l'ont dit les écrivains vulgaires; il avait marché avec l'Angleterre par un motif d'influence politique et nationale; plus tard il se déclara contre elle en suivant le même ordre d'idées, c'est-à-dire dans le but d'assurer la suprématie maritime des flottes russes et la prépondérance de ses transactions dans la Baltique et la mer Noire.

En résumé, les relations diplomatiques ne changeaient pas avec le consulat; seulement on avait plus de confiance dans l'homme qui prenait les rênes du pouvoir; on voyait en lui un système plus fort, plus uni, et, par conséquent, plus propre à réaliser une paix raisonnable en face des intérêts européens.

CHAPITRE XXIV.

HOMMES D'ÉTAT DE L'EUROPE À L'AVÈNEMENT DU CONSULAT.

Les quatre écoles diplomatiques. — 1^{re} L'école anglaise. — Le parti Pitt. — Dundas. — Canning. — Castlereagh. — Windham. — Grenville. — Le parti Addington. — Le parti Fox. — Erskine. — Grey. — 2^e L'école allemande. — Diplomates autrichiens. — Cobenzl. — Stadion. — Thugut. — Metternich père. — Saint-Julien. — Diplomates prussiens. — Hanwitz. — Hardenberg. — Lombard. — Dohn. — 3^e L'école russe. — Paulin. — Sirogonoff. — Repnin. — 4^e Dérivés de l'école italienns. — Lucchini attaché à la Prusse. — Premier temps du comte Pozzo di Borgo.

1799.

Un des phénomènes les plus remarquables de l'histoire politique en Europe, c'est que la France, qui déborda avec tant d'impétuosité sur le continent depuis 1792, se soit trouvée réduite, après ses victoires brillantes et ses revers instantanés, aux frontières de la vieille monarchie. Les États du premier

et du second ordre ont presque tous acerné leur territoire et leur importance, dans la période de la révolution française; l'Angleterre a acquis d'immenses colonies : Malte, les îles Ioniennes, le cap de Bonne-Espérance, l'île de France et les possessions riches et considérables de l'Inde aux dépens de la France, du Portugal et de la Hollande. L'Autriche a partagé la Pologne, en même temps que sur l'Adriatique elle possède l'Illyrie, Venise, les territoires de Dalmatie et les bouches du Cattaro; le royaume lombardo-vénitien la rend pour ainsi dire maîtresse de l'Italie. La Prusse, ce long boyau de terre, pose ses pieds encore aujourd'hui sur les provinces rhénanes et sa tête en Pologne; elle a acquis une portion de la Saxe. Si la Suède a perdu la Finlande, elle a obtenu la Norvège; et le roi de Sardaigne occupe Gênes d'une part, et de l'autre la Savoie dans des proportions plus larges et plus militaires qu'avant 1792. Quant à la Russie, ses acquisitions depuis quarante ans sont fabuleuses, elle s'est agrandie de plus de quatre cents lieues carrées de terre et de plus de dix millions de sujets.

Dans cette circonscription nouvelle de l'Europe, la France seule n'a rien acquis; on la dit même heureuse qu'après les revers militaires de 1814 et de 1815, on ne lui ait pas imposé d'autres sacrifices : on les demandait impérieusement; la fermeté de Louis XVIII nous en préserva (1). D'où vient cet abaissement? Qui a produit ce triste abandon de nos intérêts, cette imprévoyance de l'avenir? La cause en est, il faut bien le dire, dans les malheurs de la guerre sans doute, mais aussi dans l'absence de toute école diplomatique, prévoyante et forte, dans la disparition de toute pensée une et ferme, telles que la vieille monarchie les comprenait. Richelieu, Louis XIV avaient de vastes idées, chaque règne eut son œuvre, chaque roi son système de réunion. Depuis 1792 on donna tout au hasard; l'esprit de conquête (ce que les étrangers appellent la furie française) débordait sur l'Europe; qui pouvait arrêter le torrent? On prenait des villes confusément, on réunissait des provinces, sans suite, sans pensées, avec le sentiment de la possession actuelle, sans que rien fit prévoir un établissement durable et politique. A partir de la révolution, la France n'eut pas de diplomatie à proprement parler; depuis 1792 on agit sans études, sans méditations, sans vastes plans arrêtés d'avance; de sorte que ce que la victoire avait donné, les revers l'enlevaient à la domination du pavillon tricolore;

quand l'océan révolutionnaire se retira, les vagues s'apaisèrent et le rivage fut à nu (2).

L'Europe, au contraire, éprouvée par tant de malheurs, avait conservé de véritables têtes diplomatiques, des hommes d'État du premier ordre, qui suivirent avec persévérance les pensées et les résolutions longtemps méditées. Au milieu de tout ce chaos, quatre écoles principales de diplomatie se manifestèrent, et leur influence se fit sentir sur la marche des affaires. J'ai besoin de les résumer : 1^{re} l'école anglaise forte par ses études, par la puissance de sa constitution, par ses haïnes, et sa ténacité traditionnelle; 2^o l'école allemande, également nourrie du droit public, réunion d'hommes de science et de réflexion historique; 3^o l'école russe si habile, si bien élevée, visant à la plus haute influence par ses manières et son éducation avancée; 4^o l'école italienne enfin, héritière des vieilles traditions florentines avec l'esprit fin, délié, qui échappe, par des faux-fuyants, à toutes les résolutions dessinées au milieu des complications européennes.

L'école des hommes d'État d'Angleterre a quelque chose de si uniforme, de si patriotique, de si constamment dévoué au pays, qu'on pourrait justement dire qu'il n'y a plus là de partis quand il s'agit des intérêts de la Grande-Bretagne, le but constant, le sujet des méditations de tous les hommes d'État. Qu'on fût whig, tory, ou du parti mixte de M. Adlington, on n'en était pas moins dévoué à la cause nationale; on pouvait voir les questions d'une manière différente, se séparer sur l'opportunité de la paix ou de la guerre, mais il n'était pas un homme d'État de la Grande-Bretagne qui se posât en dehors de ces combinaisons; tous faisaient de longues études, ils recevaient cet enseignement classique, partie essentielle de l'éducation haute et forte des hommes du parlement. Les collèges d'Oxford, d'Éton, étaient la pépinière d'où sortaient ces têtes remarquables qui conduisaient ensuite les destinées de l'empire britannique. On apprenait la constitution, les lois, les annales du pays, on s'adonnait à l'étude des traités, à la balance des intérêts, à l'économie politique, de telle sorte qu'en entrant aux affaires les hommes d'État connaissaient profondément le terrain sur lequel ils allaient agir. De plus, chaque famille suivait une opinion traditionnelle dans la constitution même; les fils héritaient des principes et des engagements de leurs pères, on était whig ou tory par héritage : Fox fut ce qu'était lord Holland, Russell ce qu'était le duc de

(1) Voir mon travail sur la Restauration, tomes II et III (pièces).

(2) Depuis Henri IV, la vieille monarchie s'était accrue, 1^o de la Navarre, 2^o du Roussillon; 3^o de la Flandre; 4^o de la Franche-

Comté; 5^o de l'Alsace; 6^o de la Lorraine; 7^o des Evêchés, 120 lieues carrées, 4,500,000 sujets; après les vaines conquêtes de la révolution et de l'empire, elle a perdu 1,500,000 sujets dans les colonies, et 17 lieues carrées en Europe sur le territoire de 1790.

Bedford, Pitt et qu'était Chatham; et de cette unité dans la famille résultait une vocation plus intime et plus élevée pour toutes les affaires d'État; c'est ce que l'on retrouve incessamment dans l'histoire de la Grande-Bretagne (1).

Le parti le plus puissant, le plus fort alors dans les affaires, était incontestablement celui de Pitt; il développait son œuvre de haie et de guerre à mort contre la révolution française conquérante et propagandiste. À l'avènement du consul, Pitt touchait à sa quarantième année, c'est-à-dire qu'il était dans toute la force de ses facultés intellectuelles (2), vigoureux indispensable alors, car il allait bientôt se trouver en face de l'homme de la fortune et de la victoire. Tout devient symbole et personification dans les annales des temps. Si Bonaparte consul, empereur, fut l'expression de la guerre, le type le plus fort de la pensée militaire et conquérante, Pitt fut en face de lui comme l'incarnation de la pensée industrielle et commerciale; l'un agissait par la force de la victoire, l'autre par la puissance des subsides, du change et du crédit public; à la longue le système anglais triompha, parce que la guerre semblait avoir fait son temps, et le règne de l'industrie commençait. L'Angleterre formulait le système commercial et représentatif, Bonaparte s'était fait le symbole de l'unité gouvernementale et de la conquête. L'idée industrielle et de crédit obtint la victoire après les plus grands sacrifices, parce qu'elle était neuve et forte, parce qu'elle n'avait pas encore accompli sa destinée. Pitt aperçut toutes les conséquences de l'avènement du consul; plus la France allait se centraliser, plus elle serait énergique, et la Grande-Bretagne devait redoubler d'efforts et de sacrifices pour réaliser les desseins d'abaissement et de guerre qu'elle s'était proposés contre la révolution.

Cette pensée vaste, féconde, tenace, que Pitt

(1) Je ne sache rien de plus grand et de plus curieux que l'histoire parlementaire de la Grande-Bretagne, depuis 1793 jusqu'en 1815. C'est une lutte ou mieux une vigoureuse et celle de la France.

(2) Ce fut aussi l'époque de ses plus grandes journées de mélancolie et d'ivresse; sirote ou fit sur Pitt et Dundas le fameux dialogue:

I don't see the speaker, he was two!

I don't see one, I see two.

« Je ne vois pas l'orateur, le voyez-vous? demandait Dundas. — Je n'en vois pas un, j'en vois deux, » répondait Pitt.

(3) Henri Dundas, vicomte Melville, naquit vers l'année 1741, et mourut le 27 mai 1811. Il descendait d'une famille écossaise, et était le plus jeune fils de Robert Dundas, lord président de la cour de session en Écosse. Il fut élevé à l'université d'Édimbourg, et admis membre de la faculté de droit, en 1763. Après avoir été assesseur des magistrats d'Édimbourg, il devint successivement avoué et député et procureur général d'Écosse. En 1775, sous l'administration de lord North, il succéda à James Montgomerie, dans l'emploi de lord avocat d'Écosse, qu'il conserva jusqu'en 1781. En mars 1777, il avait été nommé garde adjoint du sceau d'Écosse,

proclamait comme base de son école, avait pour défenseurs des hommes d'une grande puissance de talent et de résolution. J'ai parlé de Dundas (3), le compagnon le plus fidèle du premier lord de la trésorerie, son Achate, comme on le disait, car il ne le quittait ni dans ses plaisirs, ses distractions grossières, ni dans ses études profondes. Pitt et Dundas ne formaient plus qu'une seule unité. Aux longues séances du parlement on les voyait tous deux sortir des communes quand un orateur de l'opposition parlait; ils allaient avaler quelques bouteilles de porto, puis revenant simultanément à leur place, ils développaient, avec une constance et une volonté qui faisaient le désespoir de Fox, tout le système politique de la Grande-Bretagne et l'énergie de ses moyens.

Assis sur le même banc que Dundas, et placés derrière Pitt, deux jeunes hommes soutenaient ses principes et appuyaient son administration; le premier avait fait de fortes études au collège d'Éton, il appartenait à une famille du comté de Cumberland, devenue irlandaise à cette époque où la révolution de 1688 transplanta un si grand nombre d'étrangers pour dénaturer la nationalité de l'Irlande. Ce jeune homme se nommait Canning, membre du parlement pour l'île de Wight depuis 1795. Suivant son usage, Pitt était allé assister aux exercices du collège d'Éton, pour étudier et choisir les talents ministériels, avait remarqué Canning parmi les jeunes élèves qui pouvaient le servir dans le parlement. Doué d'un certain esprit littéraire, Canning faisait facilement le vers; il avait rédigé, pour Pitt, l'*Anti-Jacobin*, journal plein de vigueur contre la révolution française. Canning se fit bientôt remarquer dans le parlement par des improvisations fortes et soudaines, et sa parole caustique surtout; il était déjà sous-secrétaire d'État au foreign-office (1).

et fut choisi pour représenter au parlement la ville d'Édimbourg. Nommé par l'opposition, il ne tarda pas à se joindre au parti ministériel, après la chute du cabinet de lord North; il se fit élire président du comité secret qui avait été formé sur la proposition du ministère lui-même, pour rechercher les causes de la guerre du Carnée; il fut recherché constamment par les divers ministères qui succédèrent à celui de lord North. En 1782, il fut admis au conseil privé, et nommé trésorier de la marine, sous l'administration de lord Shelburne, et il continua d'exercer cet emploi jusqu'à la dissolution de ce cabinet. Pendant la courte durée du ministère dit de la coalition, Dundas parut au premier rang des adversaires du fameux bill de l'Inde. Dans le mois de décembre 1783, Pitt étant devenu premier ministre, Dundas fut rappelé au poste qu'il avait occupé, et fut nommé en même temps président du corps du conseil. En 1788, il concourut à faire rejeter la question de la régence. Il ajouta bientôt à ses nombreuses places, celle de principal secrétaire d'État pour le département de l'Intérieur (1791); en 1794, Dundas remit le ministère de l'Intérieur au duc de Portland et devint secrétaire d'État de celui de la guerre, jusqu'à ce qu'il cédât ce poste à Windham.

(4) Canning (George) naquit à Londres le 11 avril 1770, et mourut le 8 août 1826. Il fut placé d'abord à Hyde-Albrey, près de

Castlereagh, d'une famille écossaise aussi plantée en Irlande, n'avait pas la même facilité que Canning à s'exprimer dans le parlement ou à écrire dans une feuille publique, contre une opposition si haute, si brillante; sec, tranchant, tenace surtout, il avait le sentiment profond qu'il fallait tout sacrifier au triomphe d'une idée, une fois conçue; l'âme de Castlereagh était ferme comme les rochers de ces lacs féeriques où il avait passé sa jeunesse sur une frêle embarcation, couchant sous les grottes du rirage quand l'orage ou la tempête grondait. Depuis longtemps Castlereagh faisait partie du parlement d'Irlande; après la fusion des deux couronnes, il vota constamment à côté de Pitt, et seconda son système avec dévouement (1). Windham, homme de résolution, destiné au ministère de la guerre, suivait la même bannière; rotant d'abord avec Fox, il fut whig très-avancé; mais, une fois rallié aux torys, il défendit les idées de Pitt avec une constance et une fermeté qui dominèrent toute son administration; il s'était associé à toutes les mesures de sûreté politique : à la suspension de l'*habeas corpus*, à la défense territoriale, au recrutement de la milice, aux votes des subsides; et, comme ministre de la guerre, il présida à presque tous les armements qui menacèrent les côtes de Bretagne ou de Vendée sous le consulat (2).

Il faut ajouter à cette liste d'hommes d'État, qui

suivaient le cabinet Pitt, lord Grenville, alors ministre des affaires étrangères et l'organe de tout le vaste système d'hostilité qui embrasse cette époque de l'histoire d'Angleterre. Son esprit n'était point étendu mais exact; comme Windham, dont il portait le nom, il s'était dévoué corps et âme à Pitt. Grenville était ministre du premier ministre, une espèce de sous-secrétaire d'État pour les affaires étrangères (3), dont Pitt était la seule pensée; et c'est ce qui précisément faisait la force de cette administration; l'idée d'un seul homme dominait dans toute sa puissance. Quand Pitt concevait un plan, il trouvait sous sa main Dundas, Windham, Grenville, qui mettaient en action sa pensée, tandis que Castlereagh et Canning la développaient en plein parlement. Il pouvait y avoir dès lors un système, une volonté unie qu'on suivait avec force et persévérance.

Au milieu des troubles et des sacrifices que s'imposait la Grande-Bretagne durant la guerre, il s'était élevé un parti mixte, une opinion moyenne, qui, tout en partageant le principe conservateur de Pitt, ne voulait pas en soutenir l'exécution avec autant de persévérance. Ce parti se formulait sous le nom d'Addington; tierce opinion qui n'avait ni la couleur des whigs ni celle des torys. Addington porté à la place d'orateur, de *speaker* des communes, avait peur des sacrifices qu'imposait la

Winchester; de là, il passa à Édim, et, en 1787, à Oxford, comme élève du collège de Christ, où il remporta le premier prix du chancelier par une pièce latine. Canning fut porté par Pitt au parlement comme représentant du bourg de New town, dans l'île de Wight, en 1793; et c'est le 31 janvier 1794 qu'il prononça son premier discours. Pitt le nomma, en 1796, sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, et un peu plus tard lui donna une direction générale au trésor. Canning fut aussi chargé par Pitt de la direction des écrits ministériels. Canning, réçu par le bourg de Wendover, ne se montrait pas favorable à la cause de la révolution; toujours avec le ministère, il seut le principe de l'abolition de la traite des noirs, et se montra aussi favorable à l'union de l'Irlande et de l'Angleterre. La même année il fut nommé un des commissaires pour la direction des affaires de l'Inde, s'opposa, lors de l'avènement de Bonaparte au consulat, à toute proposition de paix avec la France, et soutint avec force la suspension de l'*habeas corpus*. Il épousa, le 8 juillet 1800, la plus jeune fille du général John Peel de Balcomie qui lui apporta plus de cent mille livres sterling.

(1) Le vicomte de Castlereagh, marquis de Londonderry, descendant d'une famille écossaise qui vint s'établir en Irlande, sous le règne de Jacques I^{er}, il naquit le 18 juin 1769 et mourut le 12 août 1821; ses études, commencées dans la ville d'Armagh, s'achevèrent au collège de Cambridge (1786). Il s'était que 21 ans lorsqu'il fut nommé membre du parlement irlandais par le comté de Down. Il fit partie de l'administration de lord Camden, avec le titre d'adjoint du secrétaire général Polham, et, quelques semaines après, celui-ci ayant donné sa démission, le jeune duc de Warrington le remplaça. Le 5 février 1800, lord Castlereagh parla avec vigueur dans le parlement irlandais en faveur de la réunion de l'Irlande à l'Angleterre, ce qui lui valut l'avantage d'être appelé à la chambre des communes britanniques; et bientôt Pitt l'ayant adjoint à son cabinet en qualité de président du bureau de contrôle (ou bureau des Indes orientales), il se fit

distinguer par son attachement au système de ce ministre.

(2) Windham (William) descendait d'une ancienne famille du comté de Norfolk. Il naquit à Londres le 3 mai 1750, et mourut le 4 juin 1810. Il fit des études brillantes à l'université d'Oxford. Il entra en 1782 au parlement, où il siégea à côté de Fox. Windham se montrait encore fort opposé, en 1789, au ministère Pitt dans l'affaire de la régence. Il s'éleva contre le bill de la loterie et contre la traite des noirs. La révolution française le vit passer avec Burke dans les rangs du ministère. A la fin de 1792, il s'opposa, ainsi que ce dernier, à la proposition d'une réforme parlementaire. Windham entra au ministère comme membre du conseil privé ayant le département de la guerre. Vers cette époque, il fut nommé représentant du comté de Norwich; il se montra constamment opposé à la paix avec la France en 1797, 1799 et 1801.

(3) Grenville (Guillaume Windham), troisième fils de lord George Grenville, qui lui-même avait été premier lord de la trésorerie et chancelier de l'échiquier (1763-1765), naquit le 25 octobre 1759. Placé d'abord au collège d'Eton, et ayant pris part à la révolte de Foster, il quitta le collège et n'y revint que pour quelques instants. Il entra ensuite à Oxford, Christ-Church, où il remporta un prix de vers latins. Sorti de l'université avec le titre de bachelier, il étudiait le droit et se destinait au barreau; mais la politique l'entraîna bientôt, et il fut élu, en 1782, le représentant du bourg-pourri de Buckingham. Son frère aîné, le comte Temple, ayant été nommé lord Secrétaire d'Irlande, Grenville partit avec lui en qualité de secrétaire particulier et ne tard pas à devenir membre du conseil privé d'Irlande; puis il revint en Angleterre en 1783, où il fut nommé par Pitt, son cousin, payeur de l'armée à la place de Burke. Grenville passa d'abord, en 1780, au ministère de l'intérieur, puis, quelques mois après, il reçut le portefeuille des affaires étrangères. Sous l'intermédiaire, il avait été élevé à la pairie. Pitt et son ministère, y compris Grenville, haïsèrent la place (en février 1801) au cabinet Addington.

guerre (1); il voyait avec douleur le développement des dangers qui menaçaient la Grande-Bretagne, et c'est afin d'épargner le sang et les subsides qu'il penchait pour un traité définitif ou provisoire avec la république française. Le parti d'Addington, faible d'abord, avait considérablement grossi à l'avènement de Bonaparte au consulat; voulant la paix, il se rattachait, comme à une ancre d'espérance, à tous les accidents, à toutes les résolutions politiques qui pouvaient amener la France à un système régulier sous une unité. Le parti Addington s'était donc momentanément séparé du système de Pitt; il pouvait attirer à lui les torys modérés las de la crise si vigoureusement développée depuis la déclaration de guerre de 1793. Quand les esprits sont portés vers une idée de paix par la fatigue des événements, il est difficile de les arracher à cette inévitable tendance.

Toute l'opposition anglaise était dans Fox (2); si le cabinet avait sa pensée personnifiée en Pitt, les bords opposés s'étaient placés sous la vive parole de Fox. Il y avait sans doute un grand talent dans Erskine, Wilberforce, Sheridan, renommées retentissantes des communes d'Angleterre (3); ils parlaient avec une facile élocution et une certaine force intellectuelle; mais telle est la tendance inévitable des opinions, que l'opposition cherche son unité comme le pouvoir lui-même, et Fox représentait à lui seul le système des whigs aux communes. Cette vie de Fox n'avait pas toujours été exempte de mobilité; si Pitt inspirait une haute considération morale, Fox s'était d'abord perdu dans la coalition de lord North; il avait encore pour lui la puissance de la parole; en dehors du

parlement, ses passions vives, ses dissolutions orageuses, lui enlevaient les prestiges de la considération. Fox, mélancolique et brisé, recherchait les tempêtes de l'âme dans les violences et l'agitation du jeu, irrésistible penchant de tous les cœurs blessés; il lui fallait de l'argent, et cette situation ne laisse jamais d'indépendance aux caractères politiques. A l'époque de l'avènement du consul, Fox avait acquis une grande popularité en Angleterre, il portait des toasts à la *souveraineté du peuple*, il se mêlait aux agitations qui tourmentaient le pays. Ce fut là le tort commun des whigs, la faute aussi bien de Fox que du duc de Bedford, de lord Grey (4) et de lord Holland. Ils perdirent les sympathies nationales en se faisant trop Français. Tout patriotisme, pour être fort, doit rester égoïste et resserré dans la nationalité; et ces déclamations répétées pour obtenir la paix avec la France, laissaient croire à des relations intimes et antinotionnelles pour favoriser le développement des principes révolutionnaires comme en Irlande. Il y eut cela de beau dans Pitt, qu'il fut profondément Anglais; il ne se fit point l'interprète des passions, des sentiments qui agitaient la nation française; il ne se lia pas aux ennemis de l'Angleterre dans la question d'Irlande; il ne fut l'admirateur ni du Directoire ni du premier consul; il fut haineux pour notre pays comme Nelson l'avait été contre notre marine; enfin il fut dévoué à l'Angleterre comme le consul Bonaparte le fut à la France. Je n'aime point en histoire ces hommes mixtes qui se font les défenseurs du genre humain pour se donner le droit d'oublier leur propre pays (5).

L'école allemande avait produit des hommes

(1) Addington (Henri), depuis lord Sidmouth, fut élevé avec Pitt; en 1789, il fut nommé orateur de la chambre; en 1792, il se rangea du côté de Dundas au sujet de la traite des nègres, et appuya, en 1799, la motion pour une nouvelle levée de troupes, destinée à secourir les Saxons.

(2) Fox (Charles), troisième fils de lord Holland, naquit le 24 janvier 1748 et mourut le 13 septembre 1806. Il fut élevé au collège d'Eton. Son père le fit élire, en 1768, membre de la chambre des communes, pour représenter le bourg de Bidmarsh en Sussex. Lord North, chancelier de l'échiquier, le nomma successivement payeur de la caisse des veuves et des orphelins, et l'un des lords de l'amirauté, puis de la trésorerie. Fétu dévoué contre le ministère en 1774, lord North lui annonça sa destitution de lord de la trésorerie, par un billet qui lui fut remis pendant une discussion dans la chambre même. Lors de l'élection générale de 1780, il fut nommé représentant de Westminster. Une nouvelle administration s'étant formée en 1782, sous le marquis de Buckingham, Fox eut le titre de secrétaire d'Etat des affaires étrangères; il était alors le chef du parti whig. Lorsque la révolution française éclata, Fox en prit la défense au parlement, et ce fut cette opinion qui causa sa rupture avec Burke, son ami. Fox soutint la motion de M. Wilberforce pour l'abolition de la traite des nègres; il demanda ensuite une réforme parlementaire, qu'il fut rejetée, et il proposa au parlement, lors du procès de Louis XVI, de s'intermettre en faveur de ce monarque. Fox, ayant, dans une réunion, porté un toast à *la Majesté du peuple souverain*, le roi le raya, de sa main, de la liste des conseillers

privés. Il ne reparut plus sur la scène politique qu'en 1809.

(3) Erskine (Thomas), troisième fils d'un dixième comte de Buchan, naquit vers 1750, et mourut le 17 novembre 1823. Son éducation se termina à l'université de Saint-André. Thomas Erskine partit de Leith en qualité de *midshipman*, à bord d'un vaisseau de la marine royale, et remplit bientôt sur ce navire les fonctions de lieutenant. Il quitta la marine au bout de quatre ans, et fut, en 1768, enseigne dans le premier régiment d'infanterie; il y resta huit ans, laissa le service, et entra, en 1777, au collège de la Trinité à Cambridge, formé par laquelle il obtint de deux ans la durée de l'apprentissage judiciaire obligé. Il fut nommé, en 1783, membre des communes, pour Portsmouth. Le prince de Galles l'avait fait son avocat général. On le vit, en décembre 1796, combattre l'adresse que Pitt proposait de voter au roi, mais en s'ensuivant subit cours à son exorde; Erskine combatte constamment dans l'opposition.

(4) Lord Charles Grey, comte de Sordy, le chef de l'opposition à la chambre des lords, naquit en 1764. Il fut élevé à Eton; après différents voyages sur le continent, il devint membre du parlement pour le comté de Northumberland, et se prononça, en 1793, contre la guerre faite à la France, parla avec énergie en faveur de la réforme parlementaire, et s'opposa de tout son pouvoir à ce que l'ambassadeur fût assexé.

(5) Les principaux agents diplomatiques de l'Angleterre au dehors étaient: lord Cereswall, lord Whitworth, l'amiral Warren, H. Lawson Gower, M. Paget, M. Frère, lord Tarnmouth et lord Lauderdale.

d'État d'une grande distinction. Si les Anglais s'occupaient des études avancées sur leur propre droit constitutionnel, sur les privilèges des communes et des lords, les hommes d'État d'Allemagne se donnaient une autre tâche. Presque tous étaient des élèves remarquables d'université et d'une éducation classique. Le fils se vouait à la même carrière que le père; il en écoutait les leçons, il en suivait les exemples; sauf quelques fortunes du génie ou du hasard, on apercevait partout, en Allemagne, l'inflexible classement des familles; quelquefois cinq ou six générations s'étaient vouées à la même carrière diplomatique. Il résultait de là une sorte de tradition éminemment utile dans le maniement des affaires; ensuite ces études d'université dont j'ai parlé s'appliquaient spécialement à l'histoire du droit public allemand, et aux traités qui en constituaient la base. Les jeunes diplomates avaient appris, comme un vocabulaire instructif, toutes les transactions qui, depuis trois siècles, avaient fini les grandes guerres européennes, et de cette érudition ressortait pour eux une haute appréciation de l'histoire; le passé les dirigeait pour le présent et l'avenir. L'étude est un immense moyen en diplomatie; la connaissance du droit public européen est la première condition des têtes intelligentes qui veulent dominer les affaires.

La diplomatie allemande se divisait en deux branches bien distinctes : l'école autrichienne et l'école prussienne; la diplomatie autrichienne était calme, polie, patiente, profondément pénétrée de cette idée que les États ne meurent pas, et que, dans les crises, il faut savoir céder; ces crises passées, la nature des choses revient. La diplomatie autrichienne n'abandonnait jamais rien définitivement, elle conservait toujours la volonté de reconquérir ce qu'elle avait perdu ou ce que les malheurs de la guerre lui avaient enlevé; il n'y avait point là des idées impétueuses comme en France, mais des principes solides et forts. La diplomatie du prince de Kaunitz laissait des représentants d'une certaine puissance d'esprit; j'ai plusieurs fois parlé du comte Louis de Cobentzl, fils du comte Charles de Cobentzl (1), ministre d'État du gouverneur gé-

néral des Pays-Bas. Belle carrière que celle du comte Louis de Cobentzl; car, à 27 ans seulement, il représentait l'Autriche comme ambassadeur près l'impératrice Catherine II. On a vu que le comte Louis fut le signataire du traité de Campo-Formio; à Seltz, il avait eu également des conférences intimes avec François de Neufchâteau, ministre de la république; le comte de Cobentzl avait beaucoup étudié la France, et peut-être conservait-il un goût trop philosophique, trop entraîné vers les innovations, pour conduire avec sagesse les affaires de la monarchie autrichienne dans les temps de péril et de révolution.

Un homme d'État plus savant, plus avancé que M. de Cobentzl, était le baron François de Thugut, plus tard élevé au titre de chancelier. Lui, n'était pas issu d'une grande et seigneuriale famille; né à Lintz, fils d'un pauvre batelier qui lui donna, néanmoins, une éducation brillante, Thugut, très-savant dans l'étude des langues orientales, fut attaché d'abord à l'ambassade de Constantinople; il y fit des progrès immenses, et fut employé dans toutes les négociations actives qui marquèrent l'administration du prince de Kaunitz. Thugut fut d'abord partisan de la révolution française; il vint à Paris sous le comte de Mercy-d'Argenteau; puis, rappelé à Vienne, il se jeta hardiment dans des sentiments hostiles à la France, il devint le second du prince de Kaunitz, l'ennemi de la révolution française. Toutes les fois que l'Autriche traita avec la république, Thugut se retira; toutes les fois, au contraire, que la guerre fut imminente, Thugut devint le maître du cabinet; lui, le plébien, fut bien autrement prononcé contre la démocratie que M. de Cobentzl, l'homme d'aristocratie et de grande naissance (2).

Le comte de Stadion, tout jeune encore, avait pris du service dans la carrière diplomatique sous le prince de Kaunitz; à 24 ans, il était en Suède comme ministre; cinq ans plus tard à Londres avec le même titre, et ce fut alors qu'il se retira quelque temps des affaires par dépit, sous l'administration du baron de Thugut; le système de Stadion était néanmoins hostile à la France comme l'avait été celui de Kaunitz, son maître (3). Je dois parler

(1) Le comte Louis de Cobentzl naquit à Bruxelles, en 1763, et mourut à Vienne, le 22 février 1808. Il ne faut pas le confondre avec le comte Philippe, son cousin.

(2) Le baron François de Thugut naquit à Liège en 1770, et mourut à Vienne en 1812; il entra comme élève dans l'académie orientale nouvellement fondée à Vienne. En 1784, il fut attaché à l'ambassade de Constantinople, et, trois ans plus tard, nommé interprète de l'ambassade autrichienne. On lui donna successivement le titre de résident et d'interprète. Il fut envoyé en 1772 au congrès de Vorkhang; l'impératrice Marie-Thérèse lui conféra, en 1774, le titre de baron, et, peu de temps après, la croix de commandeur de Saint-Étienne. En 1777, l'impératrice le chargea d'une mission auprès de ses deux allies, les rois de

France et de Naples, et revint, en 1778, près de Frédéric II. Joseph l'envoya comme ministre d'Autriche à Vienne, en 1790, et lorsque la guerre éclata avec les Turcs, en 1798, il lui confia l'administration générale de la Moldavie et de la Valachie, qu'occupaient les armées austro-russes; il resta dans ces provinces jusqu'à la paix, en 1790. Thugut obtint, en 1792, la direction générale de la chancellerie d'État, sous la présidence du prince de Kaunitz, qu'il quitta en 1797. Vers la fin de 1794, il se rendit à Berlin pour entraîner la Prusse dans une coalition contre la France. François II lui donna le portefeuille des affaires étrangères, lors de la coalition en 1796.

(3) Le comte Philippe de Stadion naquit à Weyence le 12 juin 1773, et mourut à Bade, le 15 mai 1824; il fut de très-bonnes

aussi du prince de Metternich-Winnebourg, le père du chancelier d'État actuel ; il avait acquis une certaine importance en Allemagne par les négociations de Rastadt qu'il avait conduites dans les idées de l'Autriche, en retardant leurs résultats. Il appartenait à ces familles princières des bords du Rhin qui habitaient Coblenz, Worms ou Cologne (1) ; lié à M. de Mercy-d'Argenteau, dévoué aux principes de sa politique, il obtint la confiance et l'amitié de l'Empereur. Au reste, ce qui faisait son orgueil et son espérance, c'était le jeune fils qu'il élevait à ses côtés et qui venait d'achever ses études à Strasbourg et à Coblenz à côté de Benjamin Constant. Une vaste carrière politique semblait s'ouvrir pour ce jeune homme de vingt-quatre ans, et les voles immenses de la diplomatie s'offraient à l'active intelligence de Venceslas Metternich-Winnebourg. Le comte de Saint-Julien ne parut qu'un moment sur la scène diplomatique après une carrière militaire bien remplie ; il s'avança et se compromit trop dans les négociations avec la France pour qu'on lui confiât les grandes affaires ; il tomba en disgrâce (2).

Les hommes d'État de la Prusse avaient moins de calme, moins de ténacité et de persévérance que les diplomates autrichiens ; l'école du grand Frédéric domina la Prusse pendant le XVIII^e siècle ; en dehors de lui il n'y avait pas de réputation éclatante et d'hommes d'État de premier ordre ; peut-on citer comme un caractère important le baron de Goltz, père du comte de Goltz, qui fut plus officier général que diplomate ? L'école politique de la Prusse ne se développa avec quelque éclat que sous le comte de Haugwitz et le baron de Hardenberg, deux hommes d'un caractère différent, opposés d'esprit, avec une remarquable science d'affaires ; le comte de Haugwitz avait pris une certaine passion pour la France,

sentiment qui s'était agrandi encore par les relations intimes de cabinet à cabinet ; sa fortune s'était rapidement accrue sous l'influence de madame de Liechtenau et du secrétaire de cabinet Lombard. Le comte de Haugwitz avait hérité de cette idée devenue fondamentale sous le règne du grand Frédéric : « que la Prusse ne devait jamais se séparer de l'alliance de la France, parce qu'elle avait, avant tout, à lutter contre l'Autriche, sa rivale. » De là résulta pour le comte de Haugwitz, une bienveillance remarquable même pour la révolution ; il ne laissa passer aucune circonstance d'en donner des preuves, et on alla jusqu'à dire qu'il recevait des subsides des gouvernements qui se succédaient en France. Au reste, la politique toute de pacification du comte de Haugwitz compromit souvent les intérêts de la monarchie prussienne (3).

Haugwitz faisait, sur ce point, contraste avec le baron de Hardenberg ; Hanovrien de naissance, le baron de Hardenberg semblait avoir conservé son origine et ses préférences pour l'Angleterre, quoiqu'il eût à se plaindre amèrement du roi qui portait la couronne ; si le comte de Haugwitz était un homme d'affaires, le baron de Hardenberg était un homme d'État ; il avait, lui, comme Pitt en Angleterre, et plus tard le prince de Metternich en Autriche, un système conçu sur de larges proportions. M. de Hardenberg put faire des concessions à la république. Il signa le traité de Bâle, mais en cela il servait plus la nécessité qu'il n'accomplissait sa propre pensée. Le système prussien de M. de Hardenberg se développa dans toute son énergie aux époques difficiles, et ce sentiment lui attira des disgrâces tant que le système français domina le cabinet de Berlin (4).

Enfin la diplomatie prussienne se centralisait dans des hommes intimes (5) et de moindre réputation.

études à l'université de Göttingue ; en 1787, il fut nommé ambassadeur en Suède, et, en 1793, le baron de Thugot l'envoya à Londres en qualité de ministre. Il ne reprut sur la scène politique qu'en 1801.

(1) Le prince François de Metternich-Winnebourg naquit le 8 mars 1745, et mourut le 11 août 1818 ; il fut d'abord employé comme ministre près du cercle de Westphalie, puis chargé, en 1790, de pacifier le pays de Liège. En janvier 1791, il remplaça M. de Mercy dans le poste de ministre plénipotentiaire près du gouvernement des Pays-Bas, et le conserva jusqu'en 1795. L'Empereur le nomma, à cette époque, chevalier de la Toison d'or. En 1797, il se rendit au congrès de Rastadt. Il fut élevé, en 1803, à la dignité de prince de l'Empire.

(2) Le comte de Saint-Julien, d'une famille française, entra de bonne heure dans la carrière militaire ; en 1796, il était colonel, et 1797, général major. Après la bataille de Wagram, il fut envoyé en France comme ministre plénipotentiaire, pour traiter de la paix avec le premier consul.

(3) Le comte Charles de Haugwitz naquit en 1758, dans la terre de Krappitz en Silésie, et mourut à Vienne, le 9 février 1832. Il termina ses études à l'université de Göttingue. Ce fut le 21 janvier 1793, qu'il reçut le titre de ministre des affaires étrangères.

Il dicta toutes les clauses pacifiques et secrètes du traité de Bâle ; le roi l'en récompensa par l'ordre de l'Aigle rouge, et des terres dans la Prusse méridionale, évaluées à plus de 1,500,000 francs. La mort de Frédéric II entraîna la disgrâce de madame de Liechtenau, et par conséquent la sienne, qui fut de courte durée.

(4) Le prince Charles-Auguste de Hardenberg naquit dans la ville de Hanovre, le 31 mai 1750, et mourut le 26 novembre 1822. Il termina ses études aux universités de Göttingue et de Leipzig, puis fut chargé de différentes missions pour l'Angleterre. Hardenberg se rendit à la cour de Brunswick ; Frédéric II le nomma grand prévôt et conseiller privé ; ce roi, avant sa mort, le chargea de porter à Berlin le testament qu'il avait déposé dans ses mains. Le premier témoignage que lui donna Frédéric-Guillaume, ce fut de l'envoyer diriger les provinces d'Anspach et de Bareuth. Il signa le traité de Bâle, le 15 avril 1795, retourna à Berlin dans le mois de juin suivant ; à son arrivée, le roi Frédéric-Guillaume le décora de l'ordre de l'Aigle noire, et le confia de salut public lui fit présent d'un magnifique service de porcelaine de Sèvres.

(5) Les principaux agents diplomatiques de la Prusse à l'extérieur, étaient le général Knobelsdorf, et le baron de Zastrow.

tion, parmi lesquels le secrétaire de cabinet Lombard, originaire de France et très-protégé par madame de Lichtenau, Lombard appartenant à ces familles de réfugiés que l'édit de Nantes avait jetées hors de France, gardait haine à la maison de Bourbon, qui avait persécuté ses ancêtres; sortant de la classe plébéienne, quel reproche pouvait-il faire à la révolution? Très-engoué de littérature, faisant de petits vers et de la prose, il était en rapport avec les académies de France, et sa vanité littéraire était très-flattée des compliments que les gens de lettres lui envoyaient de Paris, souvent par ordre de la police secrète; on ne sait pas toute l'influence qu'exerce la littérature de France sur les esprits graves et sérieux de l'Allemagne; elle a plus d'une fois agi en politique et préparé les traités et les grandes négociations (1).

A côté du secrétaire Lombard, faudra-t-il placer le publiciste Dohm, qui, dans son style de réfugié, propagea tant d'idées favorables à la révolution (2) au sein de la Prusse héréditaire. Cette pléiade d'agents secrets avaient dû leur fortune à madame de Lichtenau, l'une des femmes si vivement intéressées dans les rapports intimes de la Prusse avec le cabinet de Paris. Madame de Lichtenau soutenait le système de neutralité, et depuis l'origine de la révolution c'était à elle qu'on s'était adressé pour décider la Prusse à une pensée bien éveillée à l'égard de la France. On peut dire qu'il n'y eut pas de système en Prusse avant celui du baron de Hardenberg; parvenant à la suprême puissance, le baron de Hardenberg voulut faire de la Prusse un État fort et indépendant; il prit la monarchie dans la triste position où l'avait abaissée la bataille d'Iéna pour ne plus la laisser que dans le progrès et l'accroissement

territorial où on la vit se manifester à la paix de 1814.

L'école diplomatique de la Russie différait essentiellement pour les principes et les caractères. Dans la Grande-Bretagne, il y avait des hommes d'État parlementaires; en Allemagne, des ministres dirigeants, tels que Hardenberg, et plus tard le prince de Metternich; en Russie, au contraire, tout s'absorbait dans l'empereur, autocrate pour toutes les affaires; il y avait des favoris, des agents habiles, instruits, mais le czar était tout, parce qu'il réunissait en sa personne le système de sa politique, vieille comme Pierre I^{er} et Catherine II.

A ses côtés toutefois, les deux diplomates qui paraissent joir du plus grand ascendant à l'époque de l'avènement du conseil, étaient le prince Repnin et le comte Panin, dont j'ai parlé déjà, car le comte de Strogounoff avait disparu de la scène politique (3); Repnin, la créature des favoris de Catherine (4), avait beaucoup grandi dans la confiance du czar Paul I^{er}; sa longue vie toute diplomatique avait assuré à la Russie des conquêtes effectives, des territoires avantageux pour la navigation et le commerce; son ambassade à Berlin n'avait pas eu tout le résultat qu'on se proposait, mais enfin un premier point était acquis: l'abbé Sires n'obtenait pas l'alliance intime de la Prusse, ce que l'on redoutait dans la coalition de 1799. Le comte Panin parvenait également les cours de l'Europe, et Paul I^{er} le combla de dignités avant sa disgrâce (5); Panin avait du tact et de la finesse comme tous les Russes, une certaine manière de voir les événements avec l'intelligence de la race slave. La chancellerie de Saint-Petersbourg était fort avancée dans les prévisions de l'avenir; elle avait un grand

(1) Lombard naquit à Berlin, vers 1767, et mourut à Nice, le 28 avril 1812. Il reçut une éducation assez soignée; il eut d'abord un faible emploi subalterne dans le cabinet particulier de Frédéric le Grand. A l'avènement de Frédéric-Guillaume II, il fut nommé secrétaire du cabinet, mais la mort de ce prince et la disgrâce de la comtesse de Lichtenau vinrent renverser sa fortune. Cette disgrâce dura peu, et bientôt il fut nommé, par le nouveau roi, conseiller privé.

(2) Guillaume de Dohm naquit, le 41 décembre 1751, à Lemgo, dans la principauté de Lippe, et mourut le 28 mai 1820. Il commença ses études dans cette ville et les termina à Leipzig. Nommé d'abord instituteur des pages de Frédéric II, il obtint ensuite, par le crédit de Moxillon, son ami, une chaire d'économie politique à Cassel. Le ministre Bezberg le fit définitivement à Berlin en lui faisant cumuler les honneurs de conseiller intime et ceux d'archiviste. Il fut chargé aussi de quelques missions assez importantes. Et forma, en 1786, la constitution qui fut appelée la *ligue des princes*. Frédéric-Guillaume II, à son avènement, lui donna des lettres de noblesse et l'envoya à Calogie comme ministre plénipotentiaire chargé de toutes les affaires prussiennes dans le Bas-Rhin; il se rendit, en 1797, au congrès de Rastadt, et depuis ce congrès la faveur de Dohm alla toujours décroissant.

(3) Le comte Paul de Strogounoff entra au service comme capitaine en 1779, et fut aide de camp du prince Potemkine de 1784 à

1791. Il devint successivement gentilhomme de la chambre, chambellan, conseiller privé, sénateur, et collègue du ministre de l'Intérieur; il fut tué sous les murs de Lyon en février 1814.

(4) Repnin était fils du prince Nicolas Repnin, feld-maréchal et neveu du comte Panin; il embrassa la même carrière que son père, et s'y distingua par une valeur brillante; en 1761 il fut choisi pour aller secourir l'ambassadeur Kayserling dans l'expédition de Stanislav Potemkine; à la mort de celui-ci, peu de temps après, Repnin le remplaça. En 1770, il obtint le commandement d'un des principaux corps du général Reumtsch, et le seconda dans les batailles de Baratz et de Kagoul. En juillet 1774, il signa le traité de Kainardgi, et fut nommé peu après ambassadeur à Constantinople. Repnin fut chargé du commandement de l'armée des frontières de la Galicie. Il arriva à Vienne le 20 décembre 1778. Bientôt la campagne de 1780 contre les Turcs, il commandait l'armée d'Oranie; Catherine le nomma directeur général de la Livonie; il fut ensuite chargé des fonctions de ministre de Catherine en Pologne. Paul I^{er} l'éleva, le 20 novembre 1796, au grade de feld-maréchal, et le nomma ambassadeur à Berlin, où il arriva le 18 mai 1799. On prétend qu'à son retour Paul I^{er} le disgracia pour avoir échoué dans sa mission. Alors Repnin se retira à Moscou et y mourut, le 12 mai 1801.

(5) Panin, neveu du comte Panin, ministre des affaires étrangères sous Catherine, fut ambassadeur de Russie à Berlin et vice-chancelier sous le règne de Paul I^{er}.

plan et le suivait (1); tandis qu'on l'accusait d'irréflexion, et ses czars de folie, elle accomplissait son œuvre. Je ne sais pas s'il existe un système développé avec plus de persévérance et de ténacité que celui qui tend à assurer la prépondérance et la suprématie russe dans les transactions européennes. La diplomatie de Saint-Petersbourg marchait inflexiblement à ses vues; elle ne reculait devant rien; forte et patiente, sa conduite envers la Turquie et la Pologne était d'une habileté immense; elle s'agrandissait tous les jours; les yeux fixés sur la Finlande, la Russie cherchait également des débouchés sur le golfe du Nord; enfin ce gouvernement qu'on accusait d'incandescence et de résolutions bizarres, marchait droit à son œuvre avec une tenue et une résolution parfaites.

C'est qu'en effet aucun cabinet ne présentait une réunion d'esprits mieux instruits, et plus au fait de ce qui se passait en Europe. Les hommes d'État de la Russie possédaient une éducation très-avancée, ils parlaient les langues les plus diverses avec une facilité qui étonne encore; la plupart avaient voyagé en Europe; connaissant les cabinets dans leurs plus petits détails, ils n'ignoraient aucune circonstance politique, aucun côté faible. L'empereur avait toujours une police d'aides de camp dans les diverses cours; ils semaient avec habileté la corruption; chez les Russes il y avait un peu du caractère grec, cette intelligence qui devine tout et prévoit tout ou acquiert tout, même les plans de campagne des adversaires. La diplomatie de Saint-Petersbourg ne se composait pas seulement de nationaux; les czars appelaient dans le cabinet, des Allemands, des Français, des Suédois même, et ce mélange de toutes les capacités donnait aux opérations diplomatiques du cabinet de Saint-Petersbourg un caractère d'universalité qui ne nuisait pas aux projets d'avenir de la Russie.

Deux jeunes hommes s'élevaient déjà à côté de l'habile diplomatie du prince Repnin; tous deux étaient destinés à jouer un rôle plus régulier et plus important, après la mort de l'empereur Paul; le premier avait nom Alopecus, il était Finnois de

naissance, et l'empereur le ménageait pour accomplir plus tard ses desseins sur la Suède (2); l'autre, né en Livonie, portait le nom de Nesselrode (3), jeune tête d'étude, de travail, et surtout d'obéissance aux idées et aux ordres de son souverain. La fortune politique du prince de Liéven commence à une époque postérieure.

J'ai parlé de l'école italienne, plus en ce qui touche le caractère de certains hommes, que pour indiquer la diplomatie spéciale à certains cabinets d'Italie. Ainsi le vigoureux général Acton, ministre de Naples, n'avait rien d'italien, c'était un homme d'énergie et de résolution militaire. Ainsi le comte de Saint-Marsan, quoique attaché à la cour de Piémont, ne possédait pas le type italien dont je fais ici une école, tandis que l'on rencontre ce caractère dans le marquis de Lucchesini (4), attaché à la Prusse, et dans le marquis de Gallo, au service de l'Autriche. Le type de la politique italienne était surtout une manière fine et adroite de juger les événements, sans se laisser décourager par les accidents fortuits. La diplomatie italienne ne se prononçait jamais avec netteté sur aucune question, elle les esquivaient incessamment; tout en ayant l'air de céder, elle ne faisait aucune concession; elle se couvrait au temps et à la lassitude; presque toujours elle se sauvait par des équivoques; elle avait peu de courage et beaucoup d'adulation; le marquis de Lucchesini, plus tard envoyé en Prusse auprès du consulat, fut le modèle parfait de cette école italienne, qu'on retrouve dans les rapports avec le sacré collège et la cour de Rome. M. de Lucchesini avait de l'esprit, de la souplesse, l'œil observateur, la parole adoulatrice; les ordres de son gouvernement étaient précis, on devait maintenir une neutralité bienveillante, et successivement attirer la France dans un système de protection des intérêts prussiens en ce qui concerne l'Allemagne. La Prusse faisait reposer sa prépondérance sur cette neutralité; elle voulait en tirer le meilleur parti possible, et la faire acheter au besoin par des subsides et un appui positif contre l'Autriche.

L'école italienne, mais dans une expression plus

(1) Les principaux diplomates de la Russie étaient alors: Le comte Rodolphe de Kurakin, le comte Kotschubey, le comte Alexandre de Woronzoff, le prince Chartoryski, le baron de Bredow, M. de Kalitcheff, le comte de Werko, M. d'Oubeli, M. de Nowossiloff, le comte Rastumowski, et le comte Simon Woronzoff (frère du comte Alexandre).

(2) Le baron Maximilien d'Alopecus naquit le 21 janvier 1748 à Wiborg en Finlande, et mourut le 16 mai 1823. Il fit ses études à Åbo, puis à Göttingue, fut remarqué par le comte Paoli, alors ambassadeur de Russie à Stockholm, et devint son secrétaire; lorsque celui-ci fut nommé chancelier, Alopecus obtint par sa protection la place de directeur de la chancellerie de l'empire. Il fut nommé par l'impératrice Catherine, en 1780, ministre résident-général auprès de la cour de Berlin. Il s'éloigna de cette ville

en 1796, époque à laquelle il reçut le titre de conseiller d'État.

(3) J'ai publié en 1835, dans la *Revue des Deux-Mondes*, un article détaillé sur le comte de Nesselrode; sa carrière diplomatique ne commença dans tous ses développements que sous l'empereur Alexandre. Le comte Charles de Nesselrode était né en Livonie vers 1770.

(4) Le marquis de Lucchesini naquit à Lucques; l'amour des voyages le conduisit à Berlin, où il fut présenté au grand Frédéric; son mariage avec mademoiselle de Tarze lui donna le cief de chambellan. Bientôt la protection de Nicolson-Werder le lança dans les grandes affaires. Envoyé à Paris, il arriva dans cette ville, le 15 octobre 1800, mari de Jeune Lombard, frère du secrétaire du cabinet; il mourut à Vienne, en 1825, d'une attaque d'apoplexie.

forte et plus élevée, était aussi représentée en Europe, par un jeune homme obscur alors, errant de cour en cour, et à peu près de l'âge du consul. On se rappelle un Corse hardi, tenace, du nom de Pozzo di Borgo, dont la *casa* était située vis-à-vis celle des Bonaparte, à Ajaccio; il s'était séparé de cette famille pour suivre Paoli, et déjà il sentait dans sa poitrine cet esprit de *vendetta*, qui partout l'accompagna jusqu'aux événements de 1814. L'intelligence de Pozzo di Borgo était vaste autant qu'active; comme il connaissait le jeune Napoléon, il pouvait deviner plus facilement ses desseins d'avenir. L'Europe avait besoin de lui et de son ingénieuse appréciation des hommes et des choses. Pozzo di Borgo avait suivi Paoli en Angleterre; initié aux sociétés diplomatiques, il avait embrassé cette carrière, en la mêlant à celle des armes; il visita le continent avec cet esprit pénétrant et hardi qui caractérise la nation corse. Il connaissait mieux que personne la finesse des Bonaparte, et les destinées qui devaient se rattacher au front du consul; il savait ses faiblesses, les parties vulnérables par où l'Europe devait l'attaquer. Je retrouverai Pozzo di Borgo dans une carrière plus haute et plus active contre cet empereur qui proserivait partout la tête du jeune Corse de la montagne (1).

Si donc on a bien suivi l'histoire de la diplomatie telle que je viens de la tracer, on s'expliquera parfaitement comment il arriva que l'Europe conquit un immense ascendant au milieu même de ses malheurs. Il y avait en Angleterre, en Autriche, en Prusse comme en Russie, des hommes d'État à idées fixes, avec un esprit de système qui avait son commencement, son milieu et sa fin. En France tout était improvisé; à chaque quart d'heure on mettait la vie politique de l'État en question; le pouvoir n'avait ni passé, ni avenir; avec plus ou moins d'esprit les diplomates étaient sans études; ils ne connaissaient rien au delà de 1789. Les idées révolutionnaires ou bonapartistes formaient leur culte, et ils ne valaient que propagande; comme ils n'avaient rien conçu de stable, ils ne pouvaient rien fonder de puissant; ce que la victoire leur avait donné, les revers l'enlevèrent. Voilà comment la France ne garda aucune de ses conquêtes; la vieille monarchie avec moins de gloire que la révolution et l'empire, s'agrandit de sept provinces et de quatre millions de sujets depuis Henri IV jusqu'à Louis XVI, tandis que la révolution et l'empire, après des prodiges inouïs, nous ont laissé à peine le territoire de 1789, moins l'Inde et les colonies;

grand exemple pour constater qu'il n'y a de ferme et de solide que les systèmes conservateurs, et les hommes d'études qui savent les mettre en action. Quand on veut fonder pour l'avenir, il faut s'appuyer sur le passé; il n'y a de véritable diplomatie que celle qui repose sur les intérêts et l'histoire, et c'est ce que la France ne comprit pas sous la révolution.

Telle était la situation de la diplomatie au 18 brumaire; quand donc le consul s'empara des affaires publiques, il dut exposer sa pensée de politique étrangère, et dire à l'Europe ses desseins. Tel fut le but du livre que M. de Talleyrand fit rédiger par M. d'Anthery (1); il contenait l'exposé de vastes idées sur le système fédératif européen, la base fondamentale de la politique du consul et de l'empereur!

CHAPITRE XXV.

PRÉPARATIFS DE LA CONSTITUTION DE L'AN VIII.

Esprit public. — Pamphlets contre le Directoire. — Dictature morale de Bonaparte. — Force de son caractère. — Abaissement de ce qui l'entoure. — Premières conférences pour la constitution. — Division entre les monarchistes et les républicains. — Système de l'abbé Sieyès. — Le pondération des pouvoirs. — Séparation avec Bonaparte. — Lutte entre le dictateur militaire et le gouvernement des législateurs. — Retraite de Sieyès et de Roger-Ducos. — Les trois consuls, Bonaparte, Cambacérès et Lebrun.

Novembre et décembre 1799.

Les négociations diplomatiques ne devaient être fermement et hautement conduites que par un pouvoir fort, en qui l'Europe aurait confiance; n'avait-on pas promis à l'opinion publique une révolution d'ordre et d'unité? Indépendamment de son caractère qui le portait au pouvoir absolu, Bonaparte avait compris qu'il ne pouvait opérer une révolution politique et sociale, sans une sorte de dictature, qui le rendait maître des idées et des faits du gouvernement. La dernière place qu'il avait prise dans le consulat, après la révolution du

(1) Voir les notices que j'ai publiées sur le comte Pozzo di Borgo dans la *Revue des Deux-Mondes*, sous le titre de *diplomates européens*. La première est sur le comte Pozzo di Borgo, la seconde sur M. de Metternich, et la troisième sur le comte de Neuchâtel.

S'agrandira plus tard ce travail en embrassant les autres sommités diplomatiques de l'Europe.

(1) Ce livre est analysé au chapitre XXVIII.

18 brumaire, ne pouvait longtemps convenir à sa situation ; elle n'était pas sincère ; était-ce pour se faire le bras armé de l'abbé Sieyès que Bonaparte se plaça à la tête d'un mouvement militaire ? L'épée s'abaissait-elle devant la robe du clerc ? Le consul ne fut pas longtemps sans révéler ses desseins ; on devait s'apercevoir qu'il aurait bientôt le pouvoir absolu, parce qu'il y marchait fièrement et sans détourner la tête.

Comment aurait-il hésité quand tout s'offrait à lui pour arriver à ce résultat d'une dictature morale ; la France s'agenouillait pour implorer l'ordre et la force dans l'autorité ; Bonaparte était immense ; qui n'avait salué son retour ? Les cités s'en étaient félicitées comme d'une victoire ; les temples s'étaient ornés de festons et de fleurs ; la France avait un si grand besoin de repos et d'unité ! La fatigue était dans toutes les âmes ; les changements successifs avaient si profondément ébranlé le sol ! Tout semblait menacer ruine, et l'on renaissait subitement à l'espérance d'un meilleur avenir. Les amis du général Bonaparte exploiteront le juste enthousiasme qui avait salué son retour ; tout désormais dut concourir à grandir cette renommée ; les pamphlets, les pièces de théâtre, les ébansons. On éditait que, pour la première fois dans l'histoire, la police se mettait d'accord avec l'opinion publique ;

et l'on vit la double exaltation du peuple et du pouvoir, des masses et de l'autorité. Il n'était pas une pièce dramatique, un vaudeville même, qui ne rappelât la belle journée du 18 brumaire et ses heureuses conséquences pour la paix et le bonheur du peuple ; on chanta des couplets de circonstance couverts d'applaudissements ; ils éclataient sur la tête du jeune général, appelé à pacifier ou à conquérir le monde (1).

En même temps une autre manœuvre était accomplie par les amis de Bonaparte ; autant on élevait le consul, son génie, ses idées ; autant on abaissait le Directoire avec une rigueur qui tenait à l'injustice ; Barras lui-même n'était pas épargné par ses anciens amis. Telle est la triste condition des pouvoirs qui tombent, ils sont poursuivis et flétris avec ingratitude par les vainqueurs ; on ne leur pardonne rien ; on fouille, on recherche le passé, on oublie s'ils ont fait le bien pour ne voir que le mal. Telle fut la loi implacable que subit le Directoire ; certes, jamais gouvernement n'avait fait plus de fautes, jamais pouvoir ne s'était placé dans des conditions plus violentes et plus déconsues ; mais après la révolution du 30 prairial surtout, le Directoire avait-il été sans force et sans dignité pour repousser l'invasion du territoire ? L'administration du général Bernadotte à la guerre avait préparé la

(1) Le vaudeville surtout s'en donna à cœur joie de flatteries ; voici ce qu'on lit dans les journaux :

« La *Girouette de Saint-Cloud*, faite et apprise en 24 heures, a obtenu le succès le plus complet. La salle était pleine, et de tous ses points, les applaudissements n'ont pas cessé. » Voici le couplet d'annonce :

D'un fait qui verra dans l'histoire,
Tout à l'heure on vous parlera ;
Et, si nous manquons de mémoire,
Aucun de vous n'en mesquerra.
Cette pièce, avant d'être polie
Fut soumise aux spectateurs ;
L'ouvrage était dans notre idée ;
Mais le sujet est dans vos vœux.

Le théâtre Montanier, dans une nouvelle pièce intitulée : *de Femme en Faracheule*, madame Versucil chanta :

Donne paix, ôste présent,
Sors-le loin de nous encore ?

Versucil lui répondit :

Non, l'astre sorti d'Orient
Vient de nous en montrer l'aurore.

Les deux derniers vers furent salués avec un enthousiasme général.

Le couplet suivant, chanté par un militaire revenant d'Égypte, a excité le plus vif enthousiasme.

Je vous ai tenu la victoire,
Et je trouve d'affreux revers ;
Je vous ai vu courir de gloire,
Et je vous vois chargés de fers.
Je vois une horde étrangère,
Où j'ai vu naître les Français !

Enfin, je retrouve la guerre,
Pourtant on l'a laissé la paix.

La grande nation qu'un héros sut défendre
Sera soumise aux lois !

En l'honneur Bonaparte est trop grand pour descendre
Jusqu'en terre des rois.

Par Labrous.

Le élève des jacobins de vint entre les mains des poètes un sujet fécond dont les théâtres se hâtèrent de s'emparer. On joua au théâtre de l'Opéra-Comique *les Mariniers de Saint-Cloud*, petite pièce en un acte, de M. de la Harpe ; au théâtre de la Vierge, *la Girouette de Saint-Cloud* ; et à celui des Troubadours, *la Fête aux Jacobins*, par M. Chazet, Léger, et Armand Gouffé. On disait dans la première :

Nous connaissons certain génie
Actif autant qu'il est paisible,
Qui vit, de l'Europe à l'Asie,
Franchir l'espace en un moment.
Et dans ses courses immortelles
Il nous mit à deux cent portons,
Je crois qu'aujourd'hui de ses ailes
Il pourrait bien servir Saint-Cloud.

La fête au Égypte jouée
Conversa le Beuveur des hommes ;
Pourtant quelques malins experts
En doutent au siècle où nous sommes.
Mais on fait bien sûr en ce jour,
De vient miracle qui qu'on en pense,
C'est que de l'Égypte on retourne
Rien en sa faveur à la France.

délivrance de la Hollande et la victoire de Zurich. Au milieu du déficit, on avait retrouvé des ressources afin de pourvoir à beaucoup de services, et la mission de 1799 était presque dissoute par l'habileté et la force déployées dans les derniers temps du Directoire.

Or, tout cela fut oublié par le parti victorieux; on attaqua tous les actes du pouvoir déchu; on le frappa de toutes les forces jeunes et puissantes de l'opinion; il fut de bon goût de se moquer du Directoire (1), de lever le voile de quelques turpitudes; il semblait que rien n'avait été fait avant le 18 brumaire, et que l'histoire de la république, depuis 1792, dût être effacée devant l'expédition de Saint-Cloud. Tout se concentra désormais dans le consulat. Cette situation d'ingratitude avait naturellement grandi l'importance personnelle du général Bonaparte; il arriva des temps où un homme est maître de l'opinion, il peut en disposer; il traîne la société derrière lui, il l'attelle à son char que la foule suit comme un esclave, le front baissé; il est alors plus souverain que le roi qui porte couronne; il commande aux pouvoirs, au peuple, aux partis; partout il est obéi; il peut renverser l'édifice des libertés publiques.

Bonaparte avait compris cette admirable position qu'on lui avait faite; et, dès ce moment, on le voit à l'œuvre, commander impérativement, faire la loi, et ne la recevoir de personne. Au 18 brumaire, il s'était placé le dernier des consuls, même au-dessous de Roger-Ducos; il fit bientôt payer à ses collègues cette modeste résignée; une fois qu'il eut tâté l'opinion, et étudié ses forces, il n'épargna plus personne; maître des volontés, il les domine; il sent que le 18 brumaire a été le triomphe du parti

militaire dont il est la plus brillante expression, et, cette conviction acquise, il impose ses idées à tout ce qui l'environne; dictateur pour le peuple, il veut l'être aussi pour ses collègues.

Après les dernières séances des conseils dispersés, les commissions réunies travaillèrent constamment à la nouvelle constitution promise dans les proclamations consulaires pour les derniers jours de novembre; tout ce qui s'était fait jusqu'alors n'était-il pas un provisoire? Les consuls eux-mêmes étaient-ils autre chose? A cette époque, il n'y avait pas de révolution dans le pouvoir sans qu'on se mit immédiatement en travail d'une constitution. C'était la tâche de tous les jours, la manie de tous les hommes politiques; les constitutions tombaient les unes sur les autres; qu'importait une feuille de papier de plus ou de moins, jetée au vent dans l'histoire? Il fut donc convenu entre les commissaires qu'on se réunirait successivement au Luxembourg, en présence des consuls, pour préparer le projet promis aux Français, comme achèvement du 18 brumaire; la constitution de l'an III étant détruite, il en fallait une autre, et les esprits forts de ers temps durent encore travailler à cette œuvre politique, qui, pour la quatrième fois depuis 1792 (2), devait être éternelle.

Dans ce palais du Luxembourg, qui avait servi de royale habitation au directeur Barras, se réunissaient donc à neuf heures, tous les soirs (3), les membres des deux conseils qui devaient discuter la constitution; on fut très-assidu à ces assemblées. A mesure qu'on s'étudia de plus près, il fut facile de voir que plusieurs partis se montraient hostiles, et que les opinions étaient loin de s'entendre. Pour accomplir le 18 brumaire, journée décisive, on se

(1) Voici quelques-uns des pamphlets :

Changements de domestiques; dans lequel on lit entre autres ces plaisanteries rebattues : Le conseil des Anciens siègeait à Bonaparte; la commission des finances, rue Vido-Goussat; le conseil des Cinq-Cents, rue de l'Égout; les royalistes, au cap de Bonne-Espérance; les conscripts, rue des Boucheries; le ministre Bernadotte, rue de la Mortellerie, etc., etc.

La réponse de Carnot au mémoire de Baillet-Latour, qui avait été approuvée par l'ancien ministre de la police. On y a ajouté une suite qui n'a aucun caractère d'authenticité.

Le mémoire de Bazel, l'un des déportés après le 18 fructidor, contenant la relation du transport et du séjour à la Guyane des 15 déportés, le mort de Murinais et de Tronçon-Bucoudray, l'évasion de Fieugra, Barthélemy, etc.

Instruction de Tronçon-Bucoudray, l'un des représentants du peuple déportés à la Guyane, rédigée pour les enfants et ses concitoyens.

Bilan de la république française.

Essai sur les causes qui, depuis le 18 fructidor, ont conduit la république en France, et celles qui ont failli la faire périr. On trouve même des madrigaux sur les dernières mesures du Directoire, recueillies à l'emprunt.

A mes yeux vous êtes si belle
Que vos yeux ont pu m'embler,

Et mon amour, charmante Adèle,
Veut vous emprunter un baiser.

Adèle.

Vous êtes donc votre tendresse
Et trop pressant et trop pressé;
Sur les lèvres d'une malheureuse
Dont on mettra au sanglant front?

(2) Épitaphe de nos trois sublimes constitutions.

De vœux confus réunion d'usage,
Le premier, à Paris, périt au dia solé;
Le second, pétrie et de sang et de fange,
Sans avoir vu le jour, mourut sous le verrou;
Le troisième semblait plus forte et moins cougée,
Mais partant invoquée, et détruite partant,
Par de nombreux vœux, en tous ses points rompus,
Elle vint d'espérer aux flets de Saint-Cloud.

(3) On se réunissait tous les soirs, de neuf heures à minuit, les commissions s'adjointèrent Bonaparte, Cambacérès, Lebrun, Lacieuz, Joseph Bonaparte, Fouché, Barthier, Rœl, Regnaud et Roderer.

rappelle que Napoléon, Lucien, Joseph, avaient eu besoin de s'associer une fraction du parti républicain rationnel, séparé des jacobins pour soutenir le général; on y comptait MM. Daunou, Chénier, Chazal, hommes à vues bornées en politique, incapables surtout de comprendre la pensée de Bonaparte; M. Daunou, le rédacteur habituel des constitutions, avait montré, en cette circonstance, une absence totale d'instinct, une simplicité politique dont rien n'approche; croyant sauver les choses avec les mots, il s'imaginait avoir tout fait parce qu'il avait proposé un magistrat sous le nom grec de *nomarque* ou de *ligiarque*; pauvre esprit qui ne comprenait pas le dernier mot du 18 brumaire! M. Daunou avait été pourtant un des ardents de la journée de Saint-Cloud, pour jeter le pouvoir aux pieds de Bonaparte, et une fois qu'il eut placé la dictature sous l'épée, il voulait prétendre par de petites restrictions de légiste, il prétendait lier le bras fort par des cordons de soie. En révolution il y a toujours de ces esprits inconséquents qui élèvent des géants, et une fois qu'ils les ont créés, ils s'imaginent pouvoir les faire marcher au petit pas. Ce parti républicain rationnel n'avait donc pas compris qu'en plaçant si haut le général Bonaparte, il se donnait un maître; une fois le pouvoir institué, il se montrait impatient du joug, il ne voulait plus subir les fatalités de son œuvre.

L'autre fraction des commissaires, plus conséquente, plus en rapport avec la situation, était dominée par Lebrun, Régnier, Roederer et Lucien Bonaparte; celle-là comprenait parfaitement que, puisqu'on avait créé une dictature, il fallait l'organiser le mieux possible, dans les idées et les intérêts du pouvoir. Comme on avait constitué l'autorité absolue, on devait lui donner la force administrative; ils ne croyaient pas qu'il fût possible et rationnel d'affaiblir le pouvoir auquel on remettait l'épée; puisqu'on l'avait fait, il fallait se garder de le taquiner, car la plus mauvaise situation, en poli-

tique, c'est de n'avoir ni le courage de soutenir un gouvernement, ni le courage de le renverser; quand on se place au milieu, on est également faible, et également méprisé, et c'est ce qui fait que les viciers partis sont toujours si bas.

Dans cette situation de deux opinions si opposées, il était difficile que les membres des conférences, réunis au Luxembourg, pussent s'entendre; tous portaient de bases si distinctes, d'idées si opposées! Tant qu'il ne s'agit que de l'organisation d'un sénat, d'un tribunal ou du corps législatif, on put laisser à tous les esprits leur sentiment et leur opinion personnelle; c'était là les accessoires, et non le principal; on pouvait même dire qu'il y avait unanimité dans ce besoin de pondérer le pouvoir, en multipliant les assemblées politiques. Il se formulait, en ce moment, une réaction contre le principe que l'assemblée constituante avait posé d'un organe unique, d'une seule assemblée pour représenter la souveraineté populaire. Autant les constituants s'étaient montrés hostiles, par théorie, à la pondération des corps les uns par les autres, autant, au 18 brumaire, la réaction fut profonde. Il semblait que plus il y aurait d'expressions diverses des besoins, des intérêts de la société, plus il y aurait aussi d'ordre et de sécurité dans le gouvernement du pays; on adoptait donc généralement l'idée de trois assemblées: la première sénatoriale, inamovible, gardienne de la constitution; puis un tribunal, comme symbole de la démocratie; enfin, un corps législatif qui s'occuperait du vote des lois et de l'harmonie des codes; on admettait même un quatrième pouvoir, le conseil d'État, qui devait tout préparer pour que le travail du corps législatif fût moins long, moins appliqué (1).

La réaction était ainsi complète contre l'unité populaire de l'assemblée constituante, et toutes les opinions, sur ce point, étaient d'accord; les républicains rationnels eux-mêmes avaient peur de l'idée de la souveraineté du peuple, et la crainte

F (1) Voici comment ces conférences ont été racontées par un témoin oculaire.

« Vers le mi-décembre, les trois comités et les deux commissions législatives se réunirent dans l'appartement de Bonaparte. Les conférences s'ouvraient à 9 heures du soir et se prolongeaient jusque bien avant dans la nuit. Bignon était chargé de la rédaction. Bignon était la première séance ne dit mot; pressé et à force d'instances, il donna ensuite pièces à pièces ses théories reformées dans des cahiers différents. Avec le ton d'oracle, il déroula successivement les bases de sa constitution chérie. Elle créait un tribunal composé de cent membres appelés à discuter les lois; un corps législatif plus nombreux appelé à les adopter, ou à les rejeter par le vote sans discussion orale; et enfin un sénat composé de membres élus à vie, avec la mission plus importante de veiller à la conservation des lois et des constitutions de l'État. Toutes ces bases, contre lesquelles Bonaparte ne fit aucune objection sérieuse, furent successivement adoptées. Quant au gouvernement, Bignon lui donna l'initiative des lois,

et créa, à cet effet, un conseil d'État chargé de rédiger les projets et les règlements de l'administration publique. On savait que le gouvernement de Bignon devait se terminer au point, en une espèce de summit monarchique plantée sur des bases républicaines, idée qui était entichée depuis longtemps; on attendait avec une curiosité attentive et même impatiente qu'il découvrît enfin le chapitre de son édifice constitutionnel. Quel proposa Bignon? Un grand directeur à vie, choisi par le sénat conservateur, s'appuyant à Versailles, représentant la majorité de la nation, avec 6,000,000 de revenus, 5,000 hommes pour sa garde, et n'ayant d'autres fonctions que de nommer deux consuls, celui de la paix et celui de la guerre, tous deux indépendants l'un de l'autre dans l'exercice de leurs fonctions. Et ce grand directeur, ne craignant ni d'être absorbé par le sénat qui était investi du droit d'arrêter dans son sein, sans en donner les motifs, tout dépositaire de l'autorité publique, les deux comités et le grand électeur lui-même, devenu membre de sénat, ce dernier n'aurait plus eu aucune part directe à l'action du gouvernement. »

des jacobins les faisait s'éloigner de ce symbole, la passion de leur vie; ils cherchaient toutes les garanties qui pouvaient les préserver des écarts d'une assemblée unique, tenant en ses mains la dictature. Le souvenir de la convention nationale, si forte, si fatalement énergique, avait entraîné dans cette répugnance : on était de toutes parts en garde contre le passé révolutionnaire.

Mais le point sur lequel tous différaient essentiellement, c'était la constitution du pouvoir exécutif, confié aux trois consuls; ici l'unanimité des opinions était difficile, car le résultat touchait précisément le pouvoir suprême que le consul Bonaparte se réservait dans la distribution des rôles après le 18 brumaire; la lutte allait se dessiner avec une certaine force entre les adversaires. Quelle serait l'autorité des consuls? Y aurait-il parmi eux un président? Quelle serait la durée de leur gestion? Tous auraient-ils le partage de l'autorité, ou bien un seul dominerait-il les autres? Ces corps s'agitant dans l'action constitutionnelle, n'auraient-ils aucune influence sur la marche politique du consulat? Le sénat gardien de la constitution, nommerait-il les consuls, et pourrait-il les absorber? S'il en était autrement, le consulat était-il autre chose qu'une dictature? Ne livrait-on pas la nation française à la souveraineté d'un général? Les choses ainsi vues, il était évident qu'une large séparation allait s'effectuer entre Bonaparte et le principal auteur du 18 brumaire, l'abbé Sieyès, qui croyait garder l'autorité suprême.

Depuis la convocation des commissions au Luxembourg, l'abbé Sieyès y venait assidûment, les idées du sénat, du corps législatif et du tribunal, étaient les siennes, et tant que la discussion se tint dans ces limites, son opinion prévalut presque toujours, car il ne s'agissait que des accessoires dans les formes du gouvernement. Mais une fois cette discussion accomplie, quand on arriva jusqu'à examiner le pouvoir des consuls, le principal auteur de la constitution se sépara entièrement de Bonaparte. L'abbé Sieyès n'avait créé le sénat si puissant,

que pour le faire dominer le consulat, et l'absorber au besoin s'il tentait la tyrannie ou la dictature; il avait constitué une magistrature irresponsable, une présidence occulte du sénat et de la république; une sorte de place vacante, qu'il réservait peut-être pour une combinaison de monarchie, à la façon de 1688. Selon son usage, l'abbé Sieyès n'avait pas dit toute sa pensée; évidemment son grand électeur gardait une place de roi constitutionnel (1).

Bonaparte, par son instinct irrésistible du pouvoir, était parti d'une idée entièrement opposée; d'après lui, tout était soumis au consulat, et le consulat devait en définitive se résumer dans le premier consul. A côté de toutes ces institutions mixtes et pondérées, Bonaparte plaçait un pouvoir exécutif unique; il disait : « Consul, je dominerai tout, et nul ne sera assez fort pour me dominer. » Son plan était ancien dans sa tête; en plusieurs séances on discuta ces questions avec aigreur; Bonaparte connaissait ses adversaires, et la puissance qu'il avait acquise sur l'opinion publique. Qui pouvait lui disputer l'influence et le crédit? Il y a des situations qui permettent d'agir hautement; est-ce que l'abbé Sieyès déconsidéré dans tous les partis, âme molle et tremblante, pouvait entrer en lutte avec lui? Bonaparte tranchait donc tout, parce qu'il était fort; les autres devaient tout concilier, parce qu'ils étaient faibles; c'était dans la nature des choses, et bientôt, avec cette impérieuse volonté qui caractérisait le général Bonaparte, il effaça de sa main tous ces articles du grand électeur qui restreignaient l'autorité du pouvoir consulaire; il se posa premier consul d'un trait de plume, et tout fut dit; il jeta son épée et la balance pencha.

Certains esprits ne s'aperçoivent de la puissance qu'ils ont créée que lorsqu'elle se retire par des actes publics et saillants. L'abbé Sieyès, Danton, Robespierre, Ginguéné, n'avaient pas prévu les conséquences du 18 brumaire; les abbés, les orateurs, les légistes, les dissertateurs «publicains», s'étaient

(1) Voici encore le récit d'un témoin oculaire de ces discussions :

« Bonaparte ne put y tenir; se levant et poussant un cri de rire, il prit le cahier des malins de Sieyès, et s'abîma d'un trait de plume ce qu'il appela tout haut des sottises métaphysiques. Sieyès, qui d'ordinaire hocha au lieu de répondre aux objections, défendit pourtant son grand électeur, et dit qu'après tout un roi ne devait pas être autre chose. Bonaparte répliqua avec vivacité qu'il prenait l'ombre pour le corps, l'abus pour le principe, qu'il se pouvait y avoir dans le gouvernement aucun pouvoir d'action, sans une indépendance suivie et délinée dans la prérogative; il fit encore plusieurs objections courtoises et préparées, auxquelles Sieyès répondit mal à propos d'échantillon de plus en plus, il finit par cette apostrophe : « Comment avez-vous pu croire, citoyen Sieyès, qu'un homme d'honneur, qu'un homme de talent et de quelque capacité dans les affaires, venait jamais con-

venir à n'être qu'un croquemort à l'égard de quelques millions dans le château royal de Versailles? » Agacé par cette sortie, les membres de la conférence s'étaient pris à rire, Sieyès, qui avait déjà montré de l'émotion, resta confondu, et son grand électeur fut coulé à fond. Il est certain que Sieyès cachait des vues profondes dans cette forme ridicule de gouvernement, et que s'il l'eût fait adopter, il en aurait resté l'arbitre. C'est ici vraisemblablement que le sénat eût nommé grand électeur, et c'est lui qui eût nommé Bonaparte consul de la guerre, sans l'absorber en temps opportun. Par là tout serait resté dans ses mains, et il lui eût été facile, en se faisant absorber lui-même, de faire appeler tel autre personnage à la tête du gouvernement, et de transformer, par une transition adroitement préparée, un pouvoir exécutif électif en royaume héréditaire, pour telle dynastie qu'il lui eût convenu d'établir dans l'intérêt d'une révolution dans laquelle l'athéisme. »

imaginé que le triomphe du soldat ne serait que momentané, et que le coup d'État de Saint-Cloud se ferait si bénin, si soumis, qu'il abdiquerait le pouvoir sans l'exercer pleinement; qu'en un mot les armes céderaient à la toge. Les contemporains disent que l'un d'entre eux se plaignit à Fouché de la tournure de la discussion et du peu de liberté qui restait désormais à la France : « Bonaparte ne laissait plus rien à l'action des pouvoirs constitutionnels, la république était sacrifiée ! » Fouché répondit avec ce sourire malin et profond qu'il savait prendre : « Est-ce d'aujourd'hui que vous savez que nous avons un maître ? » Oui, ce maître, ce dominateur régnait par la force de l'opinion; il s'était servi de tous ces instruments, des Anciens et des Cinq-Cents; il n'en avait plus besoin, et alors il les brisait. Tout ce qui ne voulait pas lui obéir, il le traitait avec la capricieuse volonté et la parole hautaine d'un despote; la république avait donné sa démission; il fallait n'avoir plus l'instinct de la France pour ne pas savoir que la question était décidée entre la dictature militaire et le gouvernement des légistes. Si le conseil des Cinq-Cents avait réussi à mettre Bonaparte hors la loi, les légistes auraient triomphé; mais les grenadiers n'avaient-ils pas foulé leurs toges à Saint-Cloud? Le général brisa leurs idées au Luxembourg. C'était la suite nécessaire; tout fut fini pour eux, et ils durent songer à laisser la place au consul Bonaparte.

Ce qui fait l'éloge pourtant de la sagesse de l'abbé Sieyès, c'est qu'après le rejet de son idée de grand électeur, il comprit parfaitement qu'il devait se retirer de tout mouvement actif de la politique. Il y eut autant de raison que de dépit dans la démission qu'il donna, auteur du 18 brumaire, pouvait-il garder une place secondaire dans le gouvernement fondé par cette révolution (1)? Du jour où ses idées du sénat absorbant, du grand électeur, et des consuls réversibles furent repoussées, l'abbé Sieyès donna sa démission, résultat prévu et dans l'ordre des faits; Sieyès se trouvait un homme complètement usé, et Bonaparte l'avait ainsi placé

pour le dominer plus facilement. Quant à Roger-Ducos, que signifiait sa position consulaire, dès que l'abbé Sieyès résignait le consulat? Nul n'était désormais assez important pour mériter l'attention publique, si ce n'est Bonaparte; on força bientôt par pudeur Roger-Ducos à se retirer; les places nettes alors et entièrement à sa disposition, l'athlète général put réfléchir avec maturité sur les choix qu'il avait à faire.

Ici commençait la véritable responsabilité du consul Bonaparte, car du choix de ses collègues allait dépendre l'action du gouvernement tout entier. Chef de l'État, il s'était fait la part large, il avait le pouvoir à pleines mains parce qu'il sentait que la dictature lui était nécessaire; or afin qu'on ne pût l'embarrasser dans le développement de sa pensée, il devait choisir des esprits assez éclairés pour le seconder dans la marche des idées, et néanmoins tellement au-dessous de lui que jamais ils ne fussent un obstacle à ses desseins (2). Indépendamment de ce premier motif, d'autres considérations étaient à garder : le consul Bonaparte avait à ménager tout à la fois la révolution dont il sortait, et l'ordre public et monarchique qui faisait l'espérance de son avenir. S'il se jetait dans les choix révolutionnaires purs, on allait croire tout naturellement que le dictateur militaire formait son triumvirat pour renouveler les principes et la sombre énergie de la convention nationale, un despotisme en trois personnes; si, au contraire, Bonaparte choisissait trop immédiatement ses collègues parmi les hommes qui passaient pour dévoués aux idées du vieux régime, tels que Regnaud de Saint-Jean d'Angély et Rœderer, la révolution tout entière se souleverait contre lui, pour dénoncer ses desseins et flétrir sa conduite. Le consul n'était pas assez puissant encore pour braver la révolution.

Bonaparte réfléchit longtemps, et son génie lui révéla ses choix avec un instinct merveilleux. Le consul prit pour collègues Cambacérès et Lebrun. Qu'avaient à dire les révolutionnaires contre le choix d'un régime tel que Cambacérès, dont le

(1) Beaucoup de versions circulaient sur les motifs réels de la retraite de Sieyès : en voici une qui fut très-accréditée :

« Peu après le 13 brumaire, Sieyès dit à Bonaparte, qu'en assistant au gouvernement prussien le changement dans la forme du gouvernement français, il conviendrait d'informer le roi de Prusse qu'on avait abandonné l'idée de placer un prince de la maison d'Orléans sur le trône de France, et qu'on offrirait des communications pour y mettre un prince de Prusse. Bonaparte lui répondit qu'il ne voulait pas confier un secret de cette importance à son secrétaire; que n'étant pas lui-même bon écrivain, lui Sieyès devait rédiger le projet; qu'il l'envoyait par Buroc, qui allait à Berlin, et qui en serait porteur sans être mis dans le secret. Sieyès rédigea le projet, et crut qu'il avait été envoyé à Berlin, quand, peu de temps après le 13 brumaire, Bonaparte lui

dit froidement que, s'il remuait, il publierait son projet qu'il n'avait pas envoyé à Berlin, mais qu'il gardait comme un *mensonge* de son ignorance et de sa trahison. »

(2) L'opinion ne s'était pas en instant trompée sur la nullité des deux autres fractions consulaires.

Épigramme.

Pourquoi, trois décords du titre consulaire,
Quand on fait tout, et dont on n'est rien à faire ?
Autant valait jurer sur le bâton.
— Non, dit un dignitaire : par un double sondage
On voit du quel camp on se propose le soutien ;
C'est un jeu malin de deux autres.

nom était mêlé à tous les actes du comité de sûreté générale et de la convention nationale? Les époques, même les plus sanglantes, avaient vu Cambacérés voter avec le pouvoir; rapporter des lois les plus fatales, il avait donné des gages cruels au parti révolutionnaire; et, avec cela, légiste profond, homme de vanité et de gouvernement, comme Merlin, dominé par la peur; son caractère était toujours la soumission envers les supérieurs; qu'importe le nom qu'ils avaient: Robespierre ou Bonaparte, Barras ou Lareveillère-Lépeaux? Le défaut ou la qualité de Cambacérés n'était pas de résister; exécutant à merveille les volontés d'un maître, il possédait avec cela une certaine manière de voir juste dans toutes les questions administratives. Sur ce point il serait un admirable collègue du premier consul; il pouvait éclairer sans empêcher; il devenait un appui sans être jamais un obstacle.

Le choix du troisième consul fut pris dans un autre ordre d'idées. Si la société révolutionnaire trouvait une garantie dans l'élévation de M. Cambacérés, les hommes d'ordre et de monarchie, la société antérieure à la révolution française, allait voir également son expression dans M. Lebrun, que Bonaparte se désignait encore pour collègue (1). M. Lebrun était membre de la commission des Anciens et tout à fait dans les opinions de M. Roderer, de Bagnault de Saint-Jean-d'Angély, sur la nécessité d'organiser un pouvoir conservateur et monarchique; M. Lebrun, excellent administrateur sous l'ancien régime (avant les troubles de 1789), s'était distingué par l'ordre et la rectitude de ses idées; chacun savait qu'il avait commencé sa vie par être secrétaire du chancelier Maupeou, le ministre le plus dévoué à toute idée de centralisation et de pouvoir absolu. Le chancelier Maupeou avait abaissé les parlements et cherché à restaurer les éléments mêmes de la vieille constitution; on ajoutait que M. Lebrun, rédacteur intime des projets du chancelier, avait été l'âme de ce système antiparlementaire qui avait marqué la fin du XVIII^e siècle.

Ainsi, par le choix de Lebrun, le consul Bonaparte contre-balançait ce que pouvait avoir de trop révolutionnaire la nomination de M. Cambacérés; neutralisant les influences, il les annulait les unes par les autres, de manière à ce que lui seul fût le véritable chef du gouvernement; à Cambacérés il laissait la justice, l'organisation des tribunaux, la candidature des magistrats; à Lebrun les finances, la direction de toute comptabilité; enfin il se réservait à lui consul, le principe et la force du gouvernement; il se donnait l'armée, les affaires étrangères; l'administration, à proprement parler, la haute appréciation des faits et l'intelligente conduite des hommes.

Le consul dut également choisir un secrétaire d'État chargé, sous son influence, de distribuer à tous les ministres les affaires qui regardaient leur département. Un secrétaire d'État devait être au fond l'exécuteur des ordres du premier consul, et Bonaparte désigna pour ce poste de confiance M. Hughes-Bernard Maret, qu'il devait plus tard élever si haut. Ce n'était pas un homme de grande intelligence, mais un écrivain exact, avec une bonne mémoire, un journaliste de second ordre qui avait appris la sténographie pour recueillir les discours des orateurs, et cette rédaction prompt, cette improvisation écrite qui est le cachet de toute coopération à une feuille politique. Une capacité de cette espèce était nécessaire à Bonaparte; il désirait une reproduction sûre et nette de ses idées, un homme qui pût s'habituer à ses manières brusques, soudaines, à lire son écriture, déchiffrer les hiéroglyphes de sa pensée à travers les éclairs du génie; il ne fallait pas auprès de lui des hommes de volonté et de haute intelligence. M. Maret avait appartenu à la diplomatie secondaire; un moment accrédité à Londres en 1792 après M. de Talleyrand et le marquis de Chauvelin, il fut aussi l'un des prisonniers échangés avec Madame Royale après que l'Autriche eut consenti à faire cesser cette dure captivité des compagnons de M. de Sémonville (2). M. Maret ne pouvait déplaire à aucun parti, car il n'était pas

(1) Charles Lebrun, depuis duc de Plaisance, esqui des les écrivains de Coctances, vint jeune à Paris, fut le secrétaire de M. de Maupeou, après avoir été le précepteur de ses enfants, fut ensuite nommé député du tiers état de la sénéchaussée de Bourdeaux aux états généraux, et s'occupa pendant les seules d'objets de police, de finances et d'administration. Le 16 août 1790, il fit un rapport pour la suppression de trois places de contribuables généraux des domaines, et la conservation des académies. Le 6 mars 1792, il parla à la barre de l'Assemblée législative, à la tête d'une députation de Seine-et-Oise, pour dénoncer le massacre du maître d'école, et les mauvais traitements exercés sur celui de Monthéry; M. Lebrun devint membre du conseil des Anciens; le 13 janv. 1796, il se fut nommé secrétaire, et, le 30 fév., président.

(2) Hughes-Bernard Maret, depuis duc de Bassano, esqui à Orléans, le 14 mars 1798. Dès les premiers jours de l'Assemblée con-

stituante il fit paraître un petit journal sous le titre de *Bulletin de l'Assemblée*, qui reproduisait les discours des députés presque mot pour mot. Lorsque, après l'arrivée de l'Assemblée nationale à Paris, M. Paschouche conçut le plan du *Moniteur universel*, il proposa à M. Maret de renoncer à son Bulletin, mais de continuer son travail dans le nouveau journal. Il était chef de division au ministère des affaires étrangères, lorsque l'Angleterre fit signer à M. Chauvelin qu'on ne le reconnaissait plus comme revêtu d'un caractère public; alors il fut chargé de partir sur-le-champ pour l'Angleterre avec le cabinet anglais, Lord Grenville d'économiser la négociation, et il fut obligé de repartir. Il ne tarda pas à être nommé ambassadeur à Naples. Prisonnier à Brindisi, en Moravie, il parut au conseil des Cinq-Cents, après treize-trois mois de captivité, le 12 janvier 1798. Le 1797, il fut envoyé à Lille pour négocier avec lord Malmesbury.

assez important pour blesser (1). On lui adjoignit M. Lagarde, secrétaire du Directoire, qui avait si facilement abandonné le dernier gouvernement. M. Lagarde avait rendu trop de services au 18 brumaire pour qu'on pût jamais l'oublier; n'avait-il pas faussement écrit : « Qu'il n'y avait plus de Directoire et que le président Gohier avait donné sa démission », lorsque celui-ci protestait encore ? Ce mensonge politique avait déterminé les événements postérieurs et activé le triomphe du général Bonaparte.

Les consuls organisèrent aussi leur ministère, pour répondre aux besoins de la situation. Au 18 brumaire une administration fut formée dans les intérêts du nouveau gouvernement; toute provisoire, on attendait pour la sanctionner définitivement que le consulat fût constitué dans ses bases. Plusieurs démissions étaient depuis forcément remises aux mains du consul : Cambacérès, après le 18 brumaire, avait eu le département de la justice; sa nouvelle dignité ne devenait-elle pas tout à fait incompatible avec le ministère qu'on lui avait confié ? Le consul désigna pour cette administration un des membres du conseil des Anciens, du nom d'Abrail, juriconsulte modéré, sorte de secrétaire du consul Cambacérès, et qui devait s'empêcher de sa pensée et exécuter sa volonté dans les choix de magistrature.

M. Laplace, renommée retentissante dans la science, n'avait rien fait au ministère de l'intérieur qui fût capable de répondre à la pensée de Bonaparte; ce département ministériel exigeait une spécialité attentive, la connaissance des hommes et des principes administratifs; et Laplace vivait trop dans ce monde scientifique qui abandonne la terre pour de plus vastes et de plus poétiques spéculations; le génie n'aime pas à descendre aux petites régions de fonctionnaire. Porté au sénat, M. Laplace dut renoncer au département de l'intérieur, où il fut remplacé par Lucien, le propre frère du premier consul.

Lucien offrait une véritable spécialité dans l'organisation administrative; connaissant les membres des deux conseils, il savait le personnel de toutes les fonctions publiques, et pouvait ainsi donner une impulsion active et profonde aux départements tels que le consulat allait les organiser. Bonaparte,

d'ailleurs, devait sa fortune à Lucien; le 18 brumaire était son œuvre; le général n'avait point oublié le président des Cinq-Cents, montant à cheval, pour faire évacuer les conseils à Saint-Cloud. Lucien n'avait-il pas aussi de nombreuses et intimes relations avec le parti patriote ? Il fallait rattacher les républicains au nouvel ordre de choses, et Lucien pouvait donner au premier consul des gages incessants pour la fidélité des chefs principaux de la révolution (2).

Les autres ministres du 18 brumaire restaient à leurs postes : Berthier à la guerre, Gaudin aux finances, Forfait à la marine. Au-dessus de toutes ces capacités de second ordre, les deux ministres importants, M. de Talleyrand et Fouché, gardaient, l'un les affaires étrangères, l'autre la police; leur supériorité brillait au milieu de toutes ces utilités secondaires. M. de Talleyrand et Fouché, véritables hommes d'État, avaient une pensée à eux, une volonté à eux; ils n'étaient pas en adoration continue devant le consul, ils l'appréciaient et le jugeaient avec sagesse. Tous deux avaient l'ambition de gouverner avec lui, mais non pas en s'agenouillant devant lui.

Le gouvernement une fois organisé, avec le premier consul en tête, fut un second progrès dans les fortes voies du 18 brumaire. Il y avait un pas immense d'accompli depuis la séance des conseils à Saint-Cloud jusqu'à la constitution de l'an VIII. Au 18 brumaire tout était encore incertain. Bonaparte titonne, il se place modestement au troisième rang; il veut tout laisser à l'abbé Sieyès, et il semble n'être qu'un appui militaire pour le mouvement politique qui s'est opéré.

Maïs, après les séances des commissions au Luxembourg, quand il s'est agi d'organiser, tout se modifie; Bonaparte court à la pleine possession du pouvoir; par Sieyès il a mis les conseils des Anciens et des Cinq-Cents à la porte, et, dès qu'il se sent appuyé par l'opinion publique, il chasse à son tour Sieyès et Roger-Ducos; il hésitait jusqu'alors, mais une fois qu'il vit le pays marcher avec lui, il fut droit à ses fins, il saisit la dictature avec courage, il monta haut parce que son œil d'aigle aimait à voir de loin et à diriger les affaires humaines d'une sphère supérieure ! En politique, on ne reçoit jamais le pouvoir, on le prend.

Lucien Bonaparte, ministre de l'intérieur, Laplace ayant passé au sénat.

Le général Berthier, ministre de la guerre.

Gaudin, ministre des finances.

Forfait, ministre de la marine.

Talleyrand-Périgord, ministre des relations extérieures.

Fouché, ministre de la police.

(2) Le choix des préfets, comme on le verra plus tard, donna une vaste issue à l'ambition des jacobins; en en jeta beaucoup dans les préfetures.

(1) Voici comment fut composé le gouvernement.

Bonaparte, premier consul.

Cambacérès, second consul.

Lebrun, troisième consul.

Rogues-Bernard Maret, secrétaire d'État.

Joseph-Jean Lagarde, secrétaire des consuls.

Ministres.

Abrail, ministre de la justice, à la place de Cambacérès, second consul.

CHAPITRE XXVI.

ESPRIT DE LA CONSTITUTION DE L'AN VIII.

1^{re} Idée aristocratique. — Le sénat. — Son organisation. — Ses attributions. — Son personnel. — Les listes de notabilités. — 2^e Idée démocratique. — Le tribunal. — Ses membres. — Ses fonctions. — Son but. — 3^e Formation de la loi. — Le Corps législatif. — 4^e Préparations de la loi. — Le conseil d'État. — 5^e Le pouvoir exécutif du consulat. — 6^e Garanties politiques et civiles de la constitution de l'an VIII.

Décembre 1799 — Mars 1800.

Le travail des commissions législatives avait souffert un peu de retard par suite des discussions élevées entre l'abbé Sieyès et le consul Bonaparte sur l'action du pouvoir exécutif; on allait lentement dans l'examen des principes et des articles de la nouvelle constitution. Plusieurs fois Bonaparte, impatienté, avait demandé qu'on en finît afin de sortir de ce provisoire qui empêchait le développement des affaires publiques, le but auquel tout pouvoir doit tendre. Quand il fut une fois décidé que le consulat serait une véritable dictature, s'élevant au-dessus de la constitution, comme un majestueux édifice, toutes les autres questions devenaient nécessaires; le parti républicain vit bien que c'en était fait de sa destinée; il avait un maître impérieux, comme l'avait dit Fouché avec sagacité, et il se soumit momentanément à ce point que M. Daunou, le puritain, s'abaissa jusqu'à rédiger la constitution, et à corriger les fautes grammaticales du dictateur. M. Daunou, dit-on, prêta son style à cette œuvre qui tuait la liberté; il est de ces caractères qui s'assouplissent à toutes les circonstances, pour acquiescer, sous tous les régimes, une position commode, tout en conservant une réputation de rigidité; le rigorisme dans certains hommes, tient plutôt aux formes qu'aux sentiments, au costume plutôt qu'à l'âme. Ce furent les commissions législatives qui présen-

tèrent au pays le projet de la constitution de l'an VIII; cette œuvre fut signée par tous les républicains qui avaient pris part au 18 brumaire (1). Le consul voulait les compromettre.

En suivant bien les progrès des idées depuis le renversement de la convention nationale, la seule et véritable assemblée démocratique, on voit que tous les hommes politiques s'étaient préoccupés d'une unique pensée : c'était de trouver un contre-poids aristocratique dans le pays; l'unité avait inspiré tant de résolutions sanglantes au comité de salut public pendant la terreur! Tout élément aristocratique manquait en France, depuis le bouleversement de la propriété par la constituante; le vieil ordre social était brisé. Comme il n'y avait plus ni noblesse, ni clergé, ni corporations, il fallut poser la base de l'édifice sur d'autres idées; la constitution de l'an III avait pris l'âge pour principe; l'inflexible division de la vieillesse et des jeunes années. Le conseil des Anciens était destiné à balancer l'effervescence des Cinq-Cents; l'œuvre philosophique du salon de madame de Staël était tombée en poussière; le conseil des Anciens n'avait été qu'un appendice à la constitution sans puissance, pour arrêter la démocratie dans le mouvement des idées et des faits; l'abbé Sieyès, pénétré de cette conviction profonde, qu'il fallait une aristocratie dans l'État, comme la force et le contre-poids indispensable au pouvoir exécutif, développa donc l'idée de son sénat, sorte de conseil de vieillards immobiles, base fondamentale de la constitution de l'an VIII. Le sénat fut la pierre angulaire autour de laquelle devaient se grouper toutes les autres institutions politiques.

Cette idée était plus large que celle de la création d'un conseil des Anciens; elle ne reposait plus sur l'élection populaire, qui, en définitive, n'était qu'une même expression de la souveraineté démocratique. L'abbé Sieyès voulut que l'aristocratie du sénat s'appuyât sur les notabilités de la science et des services, nouvel élément substitué à l'élection : ainsi, comme il y avait absence de propriété, comme la fortune était exilée de la constitution, il fallut rechercher dans les sommités politiques, dans les espérances sérieuses, dans les renommées retentis-

(1) Les comités soumettent la nouvelle constitution à la sanction du peuple par une proclamation.

Les comités de la république aux Français.

Paris, 24 frimaire an VIII.

Français, une constitution vous est présentée.

Elle fait cesser les incertitudes que le gouvernement provisoire mettait dans les relations extérieures, dans la situation intérieure et militaire de la république.

Elle place dans les institutions qu'elle établit, les premiers

magistrats dont le dévouement a paru nécessaire à son service.

La constitution est fondée sur les vrais principes du gouvernement représentatif, sur les droits sacrés de la propriété, de l'égalité, de la liberté.

Les pouvoirs qu'elle institue seront forts et stables, tels qu'ils doivent être pour garantir les droits des citoyens et les intérêts de l'État.

Citoyens, la révolution est finie aux principes qui l'ont commencée.

Signé : Roger-Buonaparte, Sieyès, Bonaparte.

Signé : Hugues-Bernard Maret, secrétaire général.

santes, les bases de ce principe de conservation (1), et c'est ce que voulut réaliser la constitution de l'an VIII. On passait de l'idée inflexible de l'âge; au principe plus mobile de la capacité, on renonçait à l'élection; les assemblées primaires n'avaient plus à se mêler de la formation du sénat. Mais qui pouvait défaire la capacité? Ne se méloit-il pas dans ces sortes de choix un grand arbitraire? Qui peut rester juge en définitive des supériorités intellectuelles, aristocratiques qui n'ont rien de matériel, de saisissable et d'incontesté? On marchait en dehors des conditions de l'aristocratie, puisque les grandes existences territoriales n'étaient point admises dans l'organisation du sénat, et la révolution ne pouvait pas les y faire entrer. Que pouvait être un aristocrate sans propriété et sans hérédité?

Cependant les choix furent bons généralement; on sauva l'idée par un admirable triage des personnes; on apporta une véritable conscience politique à ne faire entrer dans ce sénat que des hommes et des sommités qui représentaient une pensée ou un avancement de l'intelligence. Le nombre des sénateurs ne dépassa pas quatre-vingts; il fallut

(1) J'ai recueilli les listes du premier sénat nommé en brumaire an VIII.

SÉNAT CONSERVATEUR.

Liste des vingt-neuf membres du sénat nommés par les conseils.

Banquet, de la commission des Anciens.
Berthollet, administrateur de la Bonaïe.
Cabanis, de la commission des Cinq-Cents.
Cernet, de la commission des Anciens.
Cognin, du conseil des Anciens.
Creuzé-Latouche, de la commission des Cinq-Cents.
Bailly, ex-constituant.
Destutt-Tracy, ex-constituant.
Eubois-Bubois, du conseil des Anciens.
Eucis, de l'Institut national.
Fargues, de la commission des Anciens.
Garran-Coulon, ex-conventionnel, substitut du commissaire de gouvernement au tribunal de cassation.
Garnot, de la commission des Anciens.
Gatry, ex-général en chef.
Kellermann, ex-général en chef.
Lacépède, professeur au Muséum d'histoire naturelle.
Lambrecht, ex-ministre de la justice, président de l'administration centrale de la Ryle.
Laplace, ministre de l'Intérieur.
Lecouteux-Couteaux, ex-constituant, président de l'administration de la Seine.
Lemerrier, de la commission des Anciens.
Lemoir-Laroche, de la commission des Anciens.
Lesplasse, général de division.
Magnan, ex-ministre de la marine.
Piville-Lepetit, vice-amiral.
Porchet, de la commission des Anciens.
Reinier, ex-envoyé de la république à Genève, archiviste des relations extérieures.
Roussier, de la commission des Anciens.
Vimar, de la commission des Anciens.
Vivigny, de l'Institut national. (Les vingt-neuf sénateurs ci-dessus dénommés formaient, avec Heyes et Roger-Buon, la majorité du sénat.)

d'abord récompenser les services rendus au 18 brumaire, et la plupart des membres du conseil des Anciens qui avaient pris part au mouvement, furent placés dans le sénat. On y ajouta les vieux généraux hors de ligne qui ne pouvaient plus prendre part à la guerre active, noble vétéranisme que leur donnait la loi; puis les administrateurs qui avaient donné des gages de capacité; les amiraux qui avaient pris une glorieuse retraite; quelques diplomates, des banquiers; deux ou trois commerçants de premier ordre, choisis à Bordeaux, à Marseille, à Rouen; des professeurs renommés, des membres de l'Institut, pour en représenter toutes les classes: la peinture, les sciences naturelles, la philosophie, les langues anciennes et modernes. Un seul nom de vieilles familles se trouve au milieu de ces notabilités: ce fut M. de Choiseul-Praslin, désigné seulement sous le titre d'ex-constituant, comme pour dissimuler son origine de noblesse et de gentilhomme.

La pensée d'organisation du sénat était donc surtout de faire reposer toute la force de la constitution sur les services, l'instruction et la capacité.

Liste des vingt-neuf membres du sénat nommés par la majorité.

Abrail, commissaire du gouvernement au tribunal de cassation.
Cava-Bianca (Raphaël), général de division.
Chassot, du conseil des Anciens.
Choiseul-Praslin, ex-constituant.
Caillet (de la Gironde), de la commission des Cinq-Cents.
Clement de Ris, ex-commissaire de l'instruction publique, ex-président de l'administration d'Indre-et-Loire.
Cornudet, de la commission des Anciens.
Créteil, de la commission des Anciens.
Earcet, de l'Institut national.
Gaubert, professeur au Muséum d'histoire naturelle.
Bavous, administrateur du département de la Seine.
Depère (Balthéu) de la commission des Anciens.
Dierx, ex-conventionnel, commissaire du gouvernement à l'administration centrale du département des Landes.
Dreux (Louis), négociant à Nantes.
François de Frucheteau, ex-directeur, ex-législateur, ex-ministre de l'Intérieur.
Berwyn, de la commission des Anciens.
Joern-Nobert, ex-législateur, négociant à Bordeaux.
Lagrange, de l'Institut national.
Laville-Leroux, ex-constituant, négociant.
Léjean (Lazare), négociant à Barbeville.
Lévesneur, négociant, président du tribunal de commerce à Rouen.
Péré, de la commission des Anciens.
Perrégas, banquier.
Rognier, de la commission des Anciens.
Roderer, ex-constituant.
Sera, de la Gironde, ex-constituant, négociant à Bordeaux.
Vernier, de la commission des Anciens.
Viss, peintre, de l'Institut national.
Vimetard, de la commission des Cinq-Cents.
Les citoyens Roderer, Créteil, Régault et Abrail ont donné leur démission pour être membres du ministère ou du conseil d'Etat, ont été remplacés par les citoyens:
Jacqueminot, de la commission des Cinq-Cents.
Buard de Gallies, vice-amiral.
Rougemont, vice-amiral.
Serrurier, général de division.

Le sénat devait être le gardien inflexible des dispositions constitutionnelles; il les conservait, comme dans un sanctuaire à l'abri de tout orage; pour assurer son indépendance, on lui donnait une dotation fixe, qui ne dépendait ni des consuls, ni du trésor; ses revenus étaient pris dans les biens nationaux; les sénateurs ne pouvaient accepter aucune fonction; ils étaient à vie, et se réunissaient à des époques fixes, sans qu'on pût pénétrer le mystère de leurs délibérations. Leur nombre, fixé à soixante, devait s'élever graduellement à quatre-vingts. Ils étaient les législateurs, les tribuns, les consuls, les juges de cassation; ils annulaient tous les actes inconstitutionnels, de leur propre mouvement et sur la dénonciation du tribunal.

Le sénat était donc, comme je l'ai dit, la grande autorité de l'État; il se nommait lui-même, et tous les choix dépendant de sa volonté, il les prenait sur des listes de notables formées par les assemblées électorales des cantons et des départements. Et c'est ici que s'opérait le changement immense dans l'ordre des idées établies depuis 1789; par le fait toute élection était abolie; toutes les assemblées primaires disparaissaient dans la marche des insti-

tutions; le sénat nommait les députés, les tribuns, tout ce qui faisait l'ensemble du système représentatif. On renonçait à la pensée de la révolution de 1789. Que pouvaient être ces listes de notabilités? Quelle indépendance devait avoir un tribun, un député au corps législatif, désigné par le sénat? N'était-ce pas évidemment la suppression complète du système représentatif? Quel pas n'avait-on pas fait depuis la constituante? La liberté publique s'exilait sous la main ferme du consul; le sénat, c'était Bonaparte, et le sénat dominait toutes les institutions à ce point de nommer les membres des autres assemblées politiques.

Dans l'esprit des auteurs de la constitution de l'an viii, le tribunal devait former la partie démocratique, l'action populaire; on voulait agir par les noms et les souvenirs de la vieille Rome; le tribunal n'était-il pas une institution du peuple de Rome réuni au Forum? Avec les mots souvent on éblouit les peuples, on garde le costume quand on tue les idées; le tribunal ne pouvait donc être qu'une institution de démocratie; aussi se composait-il de cent membres, jeunes hommes aux têtes ardentes, comme au conseil des Cinq-Cents (1). On

(1) J'ai recueilli la liste des élus pour composer le tribunal et l'on verra que bonne part était faite au parti patriote.
Adet, ex-ministre de la république aux États-Unis.
Andrieux, du conseil des Cinq-Cents.
Arnaud (de la Seine), du conseil des Cinq-Cents.
Balliet, du conseil des Cinq-Cents.
Bara (des Ardennes), du conseil des Cinq-Cents.
Baret (de la Lyre), du conseil des Cinq-Cents.
Barnier, de la commission des Cinq-Cents.
Benjamin Constant (du Léman), homme de lettres.
Béranger, de la commission des Cinq-Cents.
Berthelmy (de la Corrèze), du conseil des Cinq-Cents.
Bizard (de l'Oise), du conseil des Cinq-Cents.
Bisoué-Limères, du conseil des Cinq-Cents.
Boisjolin, professeur d'histoire à l'école centrale du Patochéon.
Bose (de l'Aube), du conseil des Cinq-Cents.
Bouteville, du conseil des Anciens.
Caillemier, du conseil des Anciens.
Canbe, du conseil des Cinq-Cents.
Carret (du Rhône), du conseil des Cinq-Cents.
Chaboud-Latour (du Gard), de la commission des Cinq-Cents.
Chabot (de l'Allier), du conseil des Anciens.
Challan (de Seine-et-Oise), du conseil des Cinq-Cents.
Chassalon, de la commission des Anciens.
Chouffrin, ex-ambassadeur de la république à Londres.
Chazal, de la commission des Cinq-Cents.
Chénard, du conseil des Cinq-Cents.
Chénier, de la commission des Cinq-Cents.
Coëst (de la Seine-et-Marne), du conseil des Cinq-Cents.
Coërois, du conseil des Anciens.
Crasson (de l'Écrain), ex-législateur.
Carré, du conseil des Cinq-Cents.
Dunou, de la commission des Anciens.
Béry (de la Seine), du conseil des Cinq-Cents.
Betermon, ex-législateur, commissaire de la trésorerie nationale. — Remplacé par le citoyen Lebreton, de l'Institut national.
Beyssière, le jeune, du conseil des Anciens.
Bismontiers, ex-consul.

Bismontiers, administrateur des hospices civils de Paris.
Bismontiers (de la Corrèze), homme de lettres.
Bismontiers, du conseil des Anciens.
Bisoué (des Vosges), ex-législateur, commissaire de la trésorerie nationale. — Remplacé par le citoyen Alexandre, chef de division au ministère de la guerre.
Bouché, du conseil des Cinq-Cents.
Bouyer, ex-secrétaire général de la justice.
Bouchassier, aide, du conseil des Cinq-Cents.
Fabre (de l'Aude), du conseil des Cinq-Cents.
Favard, du conseil des Cinq-Cents.
Galleis, membre associé de l'Institut.
Gantib, homme de loi.
Garrat-Bailly (des Basses-Pyrénées), homme de lettres.
Garry, fils aîné (de la Haute-Garonne), homme de loi.
Gaudin (Emile), de la commission des Cinq-Cents.
Gillet (de Seine-et-Oise), du conseil des Cinq-Cents.
Gillet-Lajoussière (du Lot), du conseil des Cinq-Cents.
Gingues, ex-ambassadeur de la république à Turin.
Girardie (Stanislas), ex-législateur.
Gouffier-Prézel, fils, de la commission des Anciens.
Gourlay, de la commission des Cinq-Cents.
Grenier (du Puy-de-Dôme), du conseil des Cinq-Cents.
Guleard, du conseil des Cinq-Cents.
Gutierrez, du conseil des Anciens.
Huguet (de la Seine), du conseil des Cinq-Cents.
Imbert (de la Ferté-sous-Jour), ex-législateur.
Imard, ingénieur en chef des ponts et chaussées.
Jacquemin, chef de division au ministère de l'intérieur.
Jard-Pavilliers, du conseil des Cinq-Cents.
Journet, ex-législateur.
Jubé, adjoint général, ex-commandant de la garde du Directoire.
Labrousse, du conseil des Cinq-Cents.
Lafay, du conseil des Anciens.
Lafay, du conseil des Anciens.
Laromigère, membre associé de l'Institut.
Lauzet, de la commission des Anciens.

le renouvelait par cinquième chaque année; le tribunal discutait les projets de loi, avec le droit d'en voter l'adoption ou le rejet, et de dénoncer au sénat les actes inconstitutionnels; il pouvait faire entendre ses vœux sur les améliorations, réunissant ainsi la double condition de pouvoir législatif et consultatif; ne fallait-il pas laisser un souvenir populaire dans la constitution, une image de la vieille liberté? En réalité, l'action du tribunal était restreinte et soumise; que pouvaient être des tribunaux nommés par les sénateurs? N'était-ce pas une superfétation dans le rouage politique? Qui ne voyait qu'on pouvait supprimer le tribunal sans déranger l'ordre des institutions? Un simple décret du sénat, pouvoir constituant, devait accomplir tôt ou tard l'œuvre du despotisme. Un jour viendrait où le gouvernement présenterait comme une économie, l'abolition d'un corps inutile dans la marche politique du pouvoir.

Toutefois, on avait cherché par un choix de noms propres républicains à repousser l'accusation de haine à la démocratie; non-seulement on faisait entrer dans le tribunal les membres du conseil des Cinq-Cents qui avaient secondé le mouvement du 18 brumaire, mais encore quelques-uns des opposants; les démocrates les plus prononcés, ceux qui s'étaient dits les amis les plus ardents de la liberté publique, prenaient place parmi les tribuns; le gouvernement se montrait large et sans rancune. Aux premiers jours il ne fallait pas effrayer; Bonaparte était dans l'assemblée populaire des noms démocratiques, mais avec la pensée bien arrêtée de se débarrasser au besoin du tribunal, si son opposition devenait trop vive. On vit donc là un pélemêle de législateurs, de républicains, de constitutionnels, de gens de lettres et de lois, sans aucun lien commun, et marchant en avant sans aucune pensée délicate. La constitution laissait ce dernier refuge à la république directoriale, à la parole turbulente; bientôt au premier acte d'opposition on déclamerait contre le tribunal, on pourrait demander sa suppression ou son épuraison au moins,

pour le mettre mieux en rapport avec la silencieuse harmonie des autres autorités.

La troisième assemblée prenait le titre de corps législatif; on ne voyait pas très-bien la différence qu'il y avait entre le tribunal et cette chambre destinée à la confection de la loi; que signifiait une double voix pour la législation, cette double tête dans un pouvoir? À quoi servait le tribunal, s'il y avait un corps législatif indépendant de lui? Ici se manifestait l'intention véritable des auteurs de la constitution de l'an VIII; le désir de briser l'importance des assemblées législatives en les multipliant, avait entraîné l'abbé Sieyès à neutraliser un corps par un autre; quel ne voyait le chaos, au-dessus duquel s'élevait la dictature du consul? On avait cherché à varier les âges et les attributions, le nombre des membres nécessaires à chaque corps; le sénat n'en avait que quatre-vingts au plus; le tribunal cent; le corps législatif trois cents. Au fond, tout venait à une seule idée et aboutissait à un seul résultat, la dictature; d'après l'abbé Sieyès, l'opposition se faisait entendre au tribunal; le corps législatif, au contraire, était muet, son vote devait rester secret, et nul n'en pouvait connaître les motifs. Devant ces législatures désignées par le sénat, il devait se jouer une parade de tribuns et de conseillers d'État discutant les projets de loi avec solennité; on jetait à tous ces fonctionnaires (car ils n'étaient que cela) des traitements annuels, afin de les faire considérer comme une charge par le peuple; les tribuns avaient 15,000 fr., la partie démocratique devait paraître coûteuse, afin qu'il fût populaire de la supprimer; les membres du corps législatif n'avaient que 10,000 fr., et comme ils étaient trois cents, cela portait 3 millions au budget; l'on sent combien ces institutions durent paraître pesantes aux contribuables qui payaient l'impôt, et c'est le but que voulait atteindre le pouvoir; on voulait dégoûter de la liberté par la dureté des charges.

À côté de ces institutions habilement organisées pour éliminer successivement toute expression dé-

Lecointe-Puyraveau, du conseil des Cinq-Cents.
Legier (des Forêts), du conseil des Cinq-Cents.
Legoudec, substitut du commissaire du gouvernement, au tribunal criminel du département des Landes.
Legoux-Belloc, du conseil des Cinq-Cents.
Léjourdan, du conseil des Anciens.
Leroy, ex-commissaire près le bureau central de Paris.
Ludot, de la commission des Cinq-Cents.
Malet (de la Corréze), du conseil des Cinq-Cents.
Meherbe (d'Uze-et-Viviane), du conseil des Cinq-Cents.
Mallarmé, du conseil des Cinq-Cents.
Mathieu, de la commission des Cinq-Cents.
Miot, ex-ministre de la république à Florence, secrétaire général de la guerre.
Mongès, administrateur des monnaies.
Mouricault (de la Seine), du conseil des Anciens.

Npél, ex-ambassadeur près la république batave, chef de division au ministère de l'Intérieur.
Parent-Rosi, du conseil des Cinq-Cents.
Pernière, du conseil des Cinq-Cents.
Perrée (de la Manche), ex-législateur.
Piccini (de Seine-et-Marne), du conseil des Anciens.
Porlier (de la Seine), du conseil des Cinq-Cents.
Ricoeur, homme de lettres.
Roujoux, du conseil des Anciens.
Ruvy-Bellin, ex-avocat général à Grenoble.
Say (J.-B.), homme de lettres.
Sedillot, de la commission des Anciens.
Thibault, de la commission des Cinq-Cents.
Thiénot, de la commission des Cinq-Cents.
Touré, ex-ambassadeur près la république cisalpine.
Vesle, du conseil des Cinq-Cents.

mocratique, on créait un conseil d'État, la partie la plus forte, la mieux constituée, et capable, par son personnel, d'absorber les derniers débris des assemblées représentatives. L'idée d'un conseil d'État plaisait au consul Bonaparte; il y trouverait des lumières pour l'éclairer, des forces pour le soutenir, des capacités pour correspondre à la pensée générale de son gouvernement, sans qu'il se manifestât une opposition. Le conseil d'État aurait voix consultative seulement; il n'était pas en dehors du consul, il restait sous sa main, et on pouvait le faire agir comme on l'entendait. Institution monarchique, telle que l'avait comprise Louis XIV, le conseil d'État se divisait par section à côté de chaque ministère; guerre, marine, finances, intérieur (1); ce n'était pas ainsi un pouvoir politique qui pût résister, mais une institution administrative; il discutait les lois sous le secret, il ne s'appuyait pas sur le peuple, mais sur le gouvernement; composé d'hommes forts, pris dans toutes les notabilités, le conseil d'État devait tôt ou tard absorber les autres institutions politiques; on bavardeait au tribunal, on y jetterait des principes vagues; le sénat, on l'annulerait; le corps législatif se condamnerait au mutisme; au conseil d'État on travaillerait; on laissait les idéologues aux assemblées politiques, et les hommes capables à l'administration. Les conseillers d'État, comme tous les autres fonctionnaires publics, devaient être choisis sur la liste des notables, la base de toute élection, le fondement de tout le personnel administratif.

(1) Voici la première composition du conseil d'État.

Section de la guerre.

Le général Brune, président.

Le général Dejean, Lacuée, Harment, Petiet.

Section de la marine.

Le vice-amiral Ganthoume, président.

De Champagny, Fieurière, Caffarelli-Buffa, Bédon-Besapréon, Lescaulier.

Section des finances.

De Ferment, ex-constituant, président.

Buchetot, Boyer, Dufresne, Dubois (des Voies), Jollivet, Regnier.

Section de l'intérieur.

Bonaparte, président.

Bénédic, Crétel, Chaptal, Regnaud de Saint-Jean d'Angély, Feuvrey.

Section de la justice.

Boulay (de la Meurthe), président.

Berrier, Moreau de Saint-Méry, Emery, Béal.

Quatre des membres du conseil qui sont chargés, sous l'administration des différents ministères, des détails d'administration.

Chaptal, l'instruction publique. — Dufresne, le trésor public. —

Le seul pouvoir qui s'élevait au-dessus de tous les autres était toujours celui du premier consul; Bonaparte était aussi puissant qu'un roi, car il choisissait les membres du conseil d'État, les ministres, les ambassadeurs, les officiers de l'armée, les membres d'administration, tout ce qui enfin constituait la force du gouvernement (2). Dans l'exercice de cette dictature, le consul n'avait pas même besoin de consulter ses collègues, et lorsqu'il était obligé de prendre leurs avis sur les affaires générales, tous n'avaient que voix consultative, sans pouvoir en rien arrêter ses résolutions. Le gouvernement était maître de tous les règlements d'administration publique, maître de l'armée, du trésor, des relations extérieures et des traités de paix; seulement quand il s'agissait d'une déclaration de guerre à une puissance, elle était discutée comme une loi et dans un comité secret du corps législatif; la responsabilité ne pesait que sur les ministres. L'institution consulaire dominait donc toutes les autres; le pouvoir était aussi absolu dans ses mains que sous la vieille monarchie dans les conseils royaux; il n'y avait plus que des fonctionnaires salariés, dépendant d'une autorité supérieure. A mesure que le pouvoir du consul grandissait, les autres institutions devaient faiblir, toutes devaient, en définitive, se placer sous sa main, et si le tribunal résistait, Bonaparte saurait bien, par une élimination rapide, briser le dernier débris de la représentation nationale (3).

Au milieu de tout ce mécanisme constitutionnel habilement organisé, qu'était devenu le peuple pour

Régner, les domaines nationaux. — Lescaulier, les colonies. — Crétel, les travaux publics.

(2) Article 41 de la constitution.

(3) On se sentira bientôt au tribunal qu'il était dans une position ambigüe, et le N. Bonaparte publia contre cette institution une série d'articles dictés par le consul.

« Sait-on bien ce que c'est que le tribunal? Est-il vrai que ce soit l'opposition organisée? Est-il vrai qu'un tribunal soit destiné à s'opposer toujours, sans raison et sans mesure, au gouvernement? à attaquer tout ce qu'il fait et tout ce qu'il propose? à déclamer contre lui quand il approuve le plus sa conduite? à le calomnier quand il n'a que du bien à en dire? à l'insulter alors qu'il délire le plus de reconnaissance à son roi? à tout agiter quand le gouvernement travaille à tout calmer? à le faire croire inconstant et faible, quand il a besoin de se montrer ferme et fort? à lui déclarer la guerre quand il fait la paix? à déraisonner quand il est sage? à l'agiter quand il jouit du bien qu'il a fait? à s'indigner, à s'irriter, quand sa conduite a mérité la joie au cœur du grand nombre, et l'espérance au cœur de tous?

« Si c'était là le métier d'un tribunal, ce serait le plus vil et le plus odieux des métiers; pour moi, l'en ai pris une autre idée. Je regarde le tribunal comme une assemblée d'hommes d'État chargés de contrôler, réviser, purger, perfectionner l'ouvrage du conseil d'État, et de concourir avec lui au bonheur public.

« Un vrai conseiller d'État est un tribun placé près de l'autorité suprême; le vrai tribun est un conseiller d'État placé au milieu du peuple. Les devoirs sont les mêmes pour tous deux; et manquer à la justice, aux bienfaisances, au bon sens, n'est l'outrage d'un ou de l'autre. »

lequel, disait-on sans cesse, la révolution avait été faite? Où apparaissait encore sa souveraineté proclamée et reconnue depuis dix années? Quel était l'aète, l'institution, la forme qui correspondait au mouvement démocratique de 1789? Toutes ces idées avaient disparu, on entrait dans une nouvelle combinaison, dans une ère de gouvernement qui n'avait rien de semblable au passé. L'élection, qui faisait la base de toutes les constitutions antérieures, n'était plus conservée que pour les listes de notabilités, base des choix du gouvernement; les assemblées se réunissaient dans les cantons ou dans les arrondissements pour indiquer les candidats que le pouvoir devait désigner ensuite pour les fonctions publiques. Était-ce là véritablement une garantie? Que signifiait une élection tout à la fois mortuée et sans peuple? Une candidature qui s'étendait à des milliers d'individus ne laissait-elle pas en définitive toute prépondérance au gouvernement? Un lien qui s'étendait à six cent mille capacités n'était pas difficile à scinder (1). Les listes des notables offraient une telle latitude au pouvoir, qu'il pouvait toujours y trouver des hommes à lui, des fidèles, des caractères en dehors de l'opposition.

La constitution de l'an VIII détruisait donc l'élection par un système véritablement réactionnaire; on passait de la démocratie à la dictature; le consulat s'absorbait dans le consul, le sénat dans le consulat, le tribunat dans le corps législatif. Il n'y avait de rationnel que le pouvoir absolu, les autres rouages étaient si compliqués, si embarrassants, qu'une main ferme devait les briser pour faire agir avec énergie la machine gouvernementale. On laissait pourtant quelques vieilles garanties de mots au peuple, quelques formules de liberté qui apparaissaient dans toutes les constitutions : l'inviolabilité des personnes, la liberté de la presse, les privilèges

des citoyens, le droit sacré du foyer domestique, principes vagues et mal définis, entrés par une disposition exceptionnelle, placée sous le titre du consulat, le premier consul avait le droit de faire arrêter tout citoyen et de prendre les mesures de salut public que des graves circonstances pouvaient exiger. Cet article, dernière consécration de la dictature, mettait les libertés sous la force et à la puissance de Bonaparte; et cela devait être, toutes les autres institutions s'abaissant devant cette omnipotence, il fallait fléchir la tête sous la puissance suprême qui dominait les destinées de la patrie (2).

En vain parlait-on encore de république, elle n'était plus qu'un souvenir : l'œuvre des commissions dans les deux conseils détruisait jusqu'aux derniers vestiges de l'édifice démocratique; et, je le remarque encore, l'habileté de Bonaparte consista surtout à se placer, pour le vulgaire, en dehors de toute rédaction de l'aète constitutionnel. Ce furent des hommes tels que Clément, Daunou, Cabanis, des républicains compromis, qui présentèrent au peuple la nouvelle constitution; la capacité de Bonaparte, son instinct profond des masses, avait jugé tout d'abord la nécessité de populariser l'œuvre en la plaçant sous le patronage de certains hommes qui avaient paru avec quelque éclat pendant l'époque républicaine (3).

Pour arriver à son résultat de parole à l'intérêt des partis, le consul avait deux moyens puissants : la corruption et les fonctions rétribuées; Bonaparte aimait à donner de l'argent parce qu'il n'y a rien qui soumette et abaisse comme l'acceptation d'un salaire. Quand Sieyès lui eut livré la constitution, il sollicita pour le consul démissionnaire une récompense nationale, et il l'accabla sous sa propre avidité en lui livrant le résidu de la caisse directoriale et le domaine de Croissy, d'un bon rapport (4).

(1) Voir l'article sur les listes de notables.

Art. 7. Les citoyens de chaque arrondissement communal désignent par leurs suffrages ceux d'entre eux qu'ils croient les plus propres à gérer les affaires publiques. Il en résulte une liste de confiance, contenant un nombre de noms égal au dixième du nombre des citoyens ayant droit de coopérer à la faire. C'est dans cette première liste communale qu'on doit d'abord puiser les fonctionnaires publics de l'arrondissement.

Art. 8. Les citoyens compris dans la liste communale d'un département, désignent également un dixième d'entre eux. Il en résulte une seconde liste dite départementale, dans laquelle doivent être pris les fonctionnaires du département.

Art. 9. Les citoyens portés dans la liste départementale, désignent pareillement un dixième d'entre eux; il en résulte une troisième liste qui comprend les citoyens de ce département, éligibles aux fonctions publiques nationales.

(2) Un autre article suspendait même la constitution. Le gouvernement ou avait le droit.

Art. 92. Dans le cas de révolte à main armée ou de troubles qui menacent la sécurité de l'État, la loi peut suspendre, dans les lieux et pour le temps qu'elle détermine, l'empire de la constitution.

Cette suspension peut être provisoirement déclarée, dans les mêmes cas, par un arrêté du gouvernement, le corps législatif étant en vacances, pourvu que le corps soit convoqué au plus court terme, par un article du même arrêté. Cet article est la dictature.

(3) On ne sentait l'action révolutionnaire que par la haine contre les émigrés :

Art. 93. La nation française déclare qu'en aucun cas elle ne souffrira le retour des Français, qui, ayant abandonné leur patrie depuis le 14 juillet 1790, ne sont pas compris dans les exceptions portées aux lois rendues contre les émigrés; elle interdit toute exception nouvelle sur ce point.

(4) Voir le texte du message par lequel les consuls demandent le domaine de Croissy pour l'abbé Sieyès.

« Le citoyen qui, après avoir déclaré le peuple par ses écrits, et honoré la révolution par ses vertus désintéressées, a refusé d'abord la première magistrature, et ne l'a ensuite acceptée que par le sentiment des dangers dont elle était entourée, est assurément digne d'une distinction particulière, et le refus ne lui sera pas permis lorsque les organes de la loi auront parlé. »

« Les consuls de la république vous font la proposition nécessaire et formelle de décerner au citoyen Sieyès, à titre de récompense,

La cupidité du vieil abbé fut vaincue, mais il fut perdu complètement ; en se réservant, à lui consul, les soucis et la direction du gouvernement, Bonaparte prodiguait à ces hommes du Directoire les dons publics, afin que le peuple pût faire constater la rigidité de son dictateur et la corruption des prétendus amis de la liberté. Il n'y a rien que le peuple salue plus spontanément que l'incorruptibilité dans ses magistrats ; cette vertu, unanimement donnée par la démocratie, fit la force de Robespierre. Ce fut ce désintéressement qui éleva si haut Bonaparte, premier consul : incorruptible est le titre qui plaît le plus aux multitudes ; comme les masses souffrent, elles n'aiment pas les pouvoirs qui se gorgent d'or.

En dehors de tous les profits mystérieux, le consul Bonaparte n'en demeura pas moins l'habile distributeur des grâces et des positions politiques ; la constitution mettait dans ses mains le choix de tous les fonctionnaires publics. Pendant les gouvernements de la convention et du Directoire, l'élection des agents appartenait presque entièrement au peuple ; le gouvernement n'avait donc que de faibles moyens d'action ; il ne pouvait exercer qu'une influence détournée sur ces choix ; tous en dehors de son influence directe. Rien ne donne plus de force à un gouvernement que le privilège de choisir ceux qui exécutent sa volonté et sa pensée, et surtout rien ne le sert mieux que d'avoir beaucoup à distribuer ; or, par la nouvelle constitution, le premier consul désignait tous les fonctionnaires, et il se trouvait que, d'après l'esprit de cette constitution, les corps politiques étaient réduits au titre de fonctions publiques, auxquelles un salaire était constamment attaché. Le gouvernement avait tout dans sa main.

Il résulta de cette situation que Bonaparte put offrir des places, accorder des traitements civils et militaires à tous ; il fut ainsi le maître et le dominateur des consciences. La puissance d'un salaire quel qu'il soit est grande sur la foi humaine ; que ne sacrifie-t-on pas à cette existence de fonctionnaire, à ce pacifique fauteuil du gouvernement de l'État ? La constitution de l'an VIII créa la grande armée des solliciteurs ; on se rua pêle-mêle aux genoux du premier consul pour demander une place dans la grande curée des dignités : sénateurs, tribuns, législateurs, conseillers d'État, tous sollicitèrent ; il y eut ainsi un abaissement infini des caractères ; le peuple des salariés remplaça toutes

les magistratures indépendantes et les consciences se perdirent.

Bonaparte comprit le faible des hommes, la corruption était dans l'air ; on sollicita les postes lucratifs dans les finances, dans les tribunaux, dans l'administration ; des existences innombrables se rattachèrent ainsi au gouvernement, on lui tendit la main pour recevoir une somme plus ou moins brillante. De là naquit une force administrative immense, inouïe ; quand tout dépendit du pouvoir, il n'y eut plus que quelques âmes d'élite, que quelques esprits mécontents qui purent songer à l'opposition ; il était si facile avec une certaine espérance d'obtenir une existence commode. A certaines époques tout tend à une hiérarchie, à une organisation ; chacun a besoin de s'asseoir, et si alors l'autorité tient dans ses mains des positions convenables, des situations qui puissent aller aux ambitions de familles et de coteries, il devient maître, par ce seul fait, de la société ; les hommes, les classes, se placent sous son action (1).

Pour être juste envers le consul Bonaparte, il faut ajouter que les choix qu'il fit alors ne témoignèrent que faiblement de ses répugnances et de ses préventions. Quand un pouvoir s'essaye à la dictature, il est habile à lui de montrer que les principes de justice et d'utilité publique le dominent absolument dans l'exercice de l'autorité ; il ne peut pas mal choisir et mal gouverner, car le despotisme passionné se montrerait trop tôt. Or le consul fut admirable sous ce point de vue ; ses choix pour le sénat, pour le tribunal, pour le corps législatif, restèrent parfaits ; il ne se laissa dominer par aucun préjugé. Les bureaux du Luxembourg furent alors inondés de pétitions et de demandes ; tel patriote incorruptible voulut une place dans les contributions, dans les finances, dans les administrations départementales sous la main du gouvernement ; les esprits perdirent leur énergie.

Quel immense moyen pour le pouvoir ! Il put rallier à lui tout le monde, il avait des corruptions à l'usage de chaque existence. Bonaparte fit ses choix avec un discernement remarquable. Les listes des notabilités, loin d'être une gêne, devinrent un véritable moyen de renseignements indispensables pour tout pouvoir régulier ; ces listes, sans atteindre à rien, indiquaient les notables des localités. On revenait ainsi aux idées de M. de Calonne, et les révolutionnaires brisaient les résultats de la révolution ; il est même à remarquer que l'on ne recula

gense nationale, la propriété de l'un des domaines qui sont à la disposition de l'État. »

Aussi les épigrammes ne manquaient pas contre Sieyès.

Sieyès à Bonaparte a fait pressé d'un telon,
Sous ses pompes débris croyant l'envoler ;

CAPRÉCQUE. — L'EUROPE.

Bonaparte à Sieyès a fait pressé de Crouse
Pour le payer et l'envier.

(1) Ce fut depuis décembre 1799 jusqu'en février 1800, que se fit cette grande distribution des places.

pas devant ce mot *notable* qui renouvelait le vieux système de la cour de Louis XVI et bouleversait toutes les idées acquises depuis 1789. C'est qu'il y avait fatigue dans les esprits, on avait essayé toutes les formes de la souveraineté populaire et l'on n'avait obtenu qu'une sorte de confusion dont on avait besoin de sortir; on courait au gouvernement des fonctionnaires; tous appelaient à grands cris la force, l'énergie des moyens, le développement de l'idée puissante et politique du consulat. Les souvenirs d'insurrection, de démocratie, de peuple, faisaient peur aux classes bourgeoises; la dictature consulaire était un besoin, et il n'y a pas de tyrannie plus puissante que celle qui se fonde sur la nécessité. Bonaparte pouvait faire alors tout ce qu'il voulait; nul n'avait assez de crédit pour l'empêcher; il avait en main cette force que donnent le mouvement des idées et le besoin des classes paisibles. La société appelait une puissance éclairée, fermement résolue à gouverner les masses trop longtemps agitées par la révolution.

CHAPITRE XXVII.

ACCEPTATION ET PROCLAMATION DE LA CONSTITUTION DE L'AN VIII.

Forme de l'acceptation pour l'acte constitutionnel. — Les registres. — Le peuple. — L'armée. — La marine. — Compte des voix. — Opposition. — M. de Lafayette. — Les partisans de 1789. — Le salon de Mme de Sisè. — Premières mesures du consulat contre les journaux. — Les déportés. — Actes d'administration. — Dissolution des commissions provisoires. — Distribution des palais royaux entre les autorités.

Décembre 1799 — février 1800.

Les vieilles républiques recueillaient les suffrages par acclamation; le peuple se réunissait en foule

(1) Constitution de 1791, du 1793 et de l'an III.

(2) Il y eut des faits incroyables, des personnes signèrent sous des noms supposés :

« Il est impossible de regarder cette acceptation autrement que comme une opération dérisoire. Un membre du gouvernement a pu signer cent noms différents dans dix endroits; plusieurs sont allés apposer de faux noms sur les registres pour avoir le plaisir de les accompagner du quolibet, du calembour, et du couplet plaisant. Un jeune homme a écrit, sur le registre ouvert dans l'église de l'Oratoire, le couplet suivant :

Lycorgue, ayant donné des lois
Aux habitants de Sparte,

au forum; là le tribunal ou le consul lisait le décret du sénat, et bientôt la grande voix de la multitude se faisait entendre pour adopter ou rejeter la résolution prise. Les assemblées politiques, constituées en France depuis 1789, avaient la plupart adopté le vote par scrutin dans les municipalités et dans les assemblées primaires; chaque électeur portait son suffrage en vertu de son droit (1); il y avait délibération première, discussion des candidats, et s'il s'agissait d'une constitution fondamentale, c'étaient les assemblées elles-mêmes qui en examinaient les bases, et en adoptaient ensuite les résolutions par le vote de la majorité; la constituante avait largement développé ces théories.

Les auteurs de la constitution de l'an VIII ne se posaient pas dans les mêmes conditions; ils avaient pros crit le système électoral, réduit aux listes des notables et aux choix faits par le sénat sur ces mêmes listes. La souveraineté du peuple n'apparaissait plus que comme un souvenir terrible et beureusement aboli dans l'intérêt de l'ordre; l'abbé Sieyès avait trop peur des assemblées primaires pour recourir à leurs suffrages; il fallait donc trouver un mode qui, tout en faisant de la constitution une œuvre nationale, n'entraînât pas avec lui-même une turbulence démocratique dont on avait effroi; on ne voulait pas donner à l'opposition le moyen de se manifester publiquement; tout devait rester paisible et dans les conditions régulières du vote individuel; Bonaparte s'arrêta sur une idée simple, facile d'exécution, mais qui n'offrait en elle-même aucune garantie de contrôle. On ouvrit à chaque municipalité un registre où chacun pût aller écrire son vote pour ou contre la nouvelle constitution; et on obtenait ici plusieurs résultats; d'abord il n'y avait ni assemblées tumultueuses, ni délibération; le citoyen allait déposer silencieusement son suffrage (2), et comme le gouvernement était le seul scrutateur et le vérificateur, il pouvait augmenter le chiffre, multiplier les nombres, et présenter comme unanime ce qui était contesté.

Enfin, et ce qu'on doit remarquer surtout, c'est qu'il fallait un courage particulier pour aller déposer sous sa signature un vote négatif contre le gouvernement de fait régulièrement établi. Dans le

Eh! de son propre choix,
Pour affermir sa charte.
Notre amour serait bien plus grand
Pour le nouveau système,
Si son Lycorgue n'y présent
Vainement faire de son nom.

« Les registres ouverts pour l'acceptation de la constitution par les anciens membres des conseils furent bientôt couverts de la signature de la presque totalité de ces membres, jaloux de mériter la faveur des nouveaux électeurs, et d'acquiescer, par leur empressement, des droits aux fonctions et aux émoluments du tribun ou de législateur. » (Extraits des journaux.)

suffrage par scrutin, il n'y avait qu'un vote secret une fois donné; nul ne portait la responsabilité d'une opinion ou d'un suffrage; il n'en restait pas de traces; avec un registre on s'engageait pour toute la vie et par écrit. Le gouvernement connaissait vos oppositions et se vengerait impitoyablement; il ne fallait donc avoir rien à redouter, se séparer de toute espérance, comme au seuil de l'enfer du Dante, pour inscrire son nom dans le registre. Cette forme de suffrages n'avait dès lors ni liberté, ni vérité; c'était un mensonge de souveraineté populaire, et avec des fonctionnaires dévoués on pouvait grandir le chiffre jusqu'à ce point de jeter quelques millions de plus dans le calcul des voix.

Où était le peuple dans tout cela? Comment se manifestait-il en souverain, lui qu'on avait solennellement émancipé en 1789? Il y avait des individus et point de masses, des citoyens et pas un corps de nation; ainsi rien de vrai, rien de sincère ne se manifestait depuis la révolution du 18 brumaire, qui avait brisé l'édifice républicain; en gardant les mots, on abolissant les choses; et, pour dénaturer plus encore cette expression du vœu public, on fit voter l'armée, la marine, tous les corps passifs et obéissants. L'armée avait-elle un suffrage libre, spontané? Si elle l'avait réellement, la discipline n'aurait-elle pas été brisée? Que devenait l'obéissance des camps, avec le suffrage libre et indépendant sur le gouvernement établi? et la marine où tout est si rigoureux, où l'obéissance passive est le premier devoir, comment pouvait-elle exprimer une opinion et une volonté constitutionnelles?

Ainsi il se passa des scènes d'un caractère indigne; les chefs firent des harangues militaires pour appeler l'obéissance des soldats, et leurs votes favorables à la constitution. Tout révélait l'origine prétorienne du 18 brumaire; les soldats qui avaient renversé les conseils législatifs, juraient sur la baïonnette d'exterminer tous ceux qui tenteraient de briser la constitution écrite de la pointe du sabre de Bonaparte. Le discours du général Lefebvre surtout fut remarqué avec une grande inquiétude par les amis de la liberté expirante; il ne dissimula rien; il fit adopter la constitution comme un ordre du jour ou un acte militaire dicté dans les camps, au pûs de charge (1).

Le premier consul n'avait pas besoin d'employer ces moyens violents; la France venait à lui, comme une femme aimante, en jetant tout à sa tête, la

liberté, la gloire, ses malheurs et ses flétrissures! Qui ne reconnaît volontiers le passé d'anarchie? La société appelait de tous ses vœux un gouvernement réparateur; il y avait dès lors maladresse dans la violence ou dans la fraude. Trop montrer le despotisme est une faute quand il n'y a nulle nécessité pour obtenir un résultat. Ensuite ne pouvait-on pas facilement préparer des chiffres de convention dans le calcul des suffrages? Qui vérifierait le dépouillement des registres? Quel était l'esprit assez désœuvré pour réunir un à un tous les cahiers des municipalités? La police et l'administration seules avaient de tels moyens, et comme l'une et l'autre étaient sous la main du gouvernement, lui seul restait maître de dire que trois millions de suffrages avaient salué la constitution de l'an VIII, et l'arrestement du premier consul. Innocente manifestation de la souveraineté populaire, sous le privilège des bureaux de la préfecture de police, et sous la vérification des consuls et des ministres eux-mêmes!

La constitution de l'an VIII était dans son esprit et dans ses articles un système tout opposé, tout hostile aux idées de la révolution de 1789; un procès fait à l'assemblée constituante et aux utopies de ses plus chauds partisans. Cette coterie de la constituante existait encore, quoique un peu effacée par les événements postérieurs; elle se composait de ceux qui avaient agité le pays sans jamais avoir pu l'organiser. M. de Lafayette, depuis son retour des prisons autrichiennes, s'était retiré à sa terre de Lagrange, manoir féodal où le gentilhomme conservait toutes les habitudes de noblesse, les tourtelles, les perrons et les formes de la seigneurie, être encore dans sa popularité hienveillante; M. de Lafayette n'avait point marché depuis 1789; on trouvait le même homme avec sa ténacité de principes, et toutes les manies de sa jeunesse, n'abandonnant ni la garde nationale (2), ni les assemblées primaires, ni des principes d'une législation façonnée dans le vieux monde sur le modèle des États-Unis; de la constitution de l'an VIII ne pouvait en aucune façon lui convenir, car elle était la démolition de tout son passé, de la vieille histoire d'insurrection qui datait de la prise de la Bastille!

Bonaparte n'avait aucun goût pour les hommes à idées vagues et à rêveries dangereuses; MM. Necker et Lafayette lui paraissaient deux esprits bornés, faibles et dépassés, qui avaient perdu le pouvoir, et selon le consul, l'assemblée constituante avait

(1) Le général Lefebvre, qui commandait la 7^e division, fit une harangue courtoise et énergique : « Soldats, nous sommes revenus aux beaux jours de la révolution, les emplois ne seront plus la proie des brigands. La constitution met à sa droite ses divi-

sions, les factieux seuls peuvent la rejeter; jurens par nos baïonnettes, du les exterminer. »

(2) La lettre de M. de Lafayette au consul, est postérieure, elle se rattache au chapitre à vie.

démoli une à une toutes les conditions d'une autorité régulière. Ces répugnances, Bonaparte ne les dissimulait pas; ce fut donc à l'instigation de l'abbé Sieyès que le conseil s'ouvrit à M. de Lafayette, pour lui offrir une place dans le sénat; il lui avait écrit comme à un vétéran qu'il fallait absorber sous le drapeau mortuaire jeté sur la liberté publique par l'institution du sénat; M. de Lafayette refusa, ses principes et ses opinions ne lui permettaient pas de prendre place dans cette grande corporation de fonctionnaires salariés, fondée par la constitution de l'an VIII, et qui composait désormais le gouvernement: « Il devait beaucoup, disait-il, au général Bonaparte, qui l'avait délivré à Campo-Formio, mais il refusait la dignité du sénat en témoignage son vif regret, car la liberté n'était pas assez garantie. » Plus tard on verra M. de Lafayette motiver son vote de refus au consulat (1) à vir; tout cela s'explique dans cet esprit qui avait si peu marché, car la constitution de l'an VIII était la démolition de toutes les vieilles idées de la constituante, une sorte de procès fait à la révolution parleuse et tribunitienne et aux principes de la déclaration des droits de l'homme, foulés aux pieds par la victoire et les actes d'un pouvoir militaire. Le règne des utopies était passé.

Le salon de madame de Staël, qui se composait des républicains modérés, fit aussi un peu d'opposition d'abord à la constitution de l'an VIII, mais bien faiblement, bien mitigée; la plupart de ses membres n'avaient-ils pas fait partie des commissions préparatoires sur le projet constitutionnel; M. Daunou ne l'avait-il pas écrit? M. de Talleyrand était maintenu au ministère des relations extérieures, et madame de Staël devait trouver en lui une garantie et un appui sous le nouveau régime. Puis, ce salon s'était enorgue de l'institution du tribunal, qui plaisait aux imaginations ardentes et historiques; on craint les tribuns, les consuls, les sénateurs, tout cela était romain! Le tribunal allait devenir comme l'opposition anglaise! Là on pourrait faire entendre les mâles accents de la liberté; la tribune était rendue; il y avait de grandes ressources dans cette institution qui permettrait l'expression libre et spontanée de tous les senti-

ments publics (2). Les choix n'étaient-ils pas satisfaisants? Toute la société en masse de madame de Staël était appliquée au tribunal, jusqu'à Benjamin Constant, l'ami chéri de la maison; il devenait tribun avec Chénier, Riouffe, et toute cette masse de jeunes hommes qui abondaient dans les réunions de républicains modérés; et c'est en cela que Bonaparte avait été habile: que lui importait quelques noms de plus ou de moins, lorsqu'il serait résolu de supprimer l'institution tout entière! A ceux qui se plaignaient trop vivement du despotisme, madame de Staël répondait: « qu'il fallait attendre, essayer l'œuvre, les ne pas désespérer de la chose publique; le tribunal n'était-il pas là comme le gardien de la constitution, et un moyen puissant d'améliorer? Bonaparte n'était pas le seul et dernier mot de la France, on pourrait toujours l'absorber dans le sénat (3). »

Les jacobins n'avaient pas ces ménagements; ceux que Fouché n'avait pas apaisés en leur jetant, comme un gâteau de miel, une situation lucrative dans ses bureaux, ou une bonne position politique et administrative, attaquaient vigoureusement le système qui voilait, comme d'un crêpe funèbre, la république et la liberté, acquiesces par tant de sacrifices et de sang. Cette constitution était-elle autre chose qu'un despotisme audacieusement organisé par le génie du nouveau César! Toutes les parties s'adaptaient les unes aux autres, de telle manière que c'en était fait du peuple. Il n'y avait plus ni souveraineté de la nation, ni élection sincère, ni sauvegarde pour la majesté démocratique. La dictature s'établissait dans toutes ses formes militaires, au profit des idées rétrogrades, on retournait à la monarchie, à ses notables, à ses corps muets, à ses conseils d'État, aux lettres de cachet et aux ministres absolus (4).

Les royalistes ardents prenaient le nouveau pouvoir comme une moquerie; ils ne faisaient pas entendre les mâles accents de la liberté outragée; pour eux ce n'était pas la question; leurs plaisanteries se rattachaient au Corse qui s'élevait sur les débris de la monarchie de Louis XIV et de Henri IV; ils disaient aux Français: « Vous avez renversé les princes les plus nobles, la royauté la

(1) On donnera plus tard sa lettre autographe sur le consulat à vir.

(2) On faisait, dans le premier temps, toute illusion aux patriotes. Il s'était formé sous le nom de *Portique républicain*, une société de sectateurs ardents de la liberté. Son caractère, le gouvernement ne mit aucun obstacle à leurs assemblées; mais les *Bliss* les journaux louer les baraganes qu'on y provoquait, les hymnes qu'on y chantait à pleine voix comme en 1794.

(3) L'article 17 de la constitution disait: « Le premier consul sortait de place, soit par l'expiration de ses fonctions, soit par démission, devient sénateur de plein droit et nécessairement. » Les deux autres consuls, durant le mandat, soit l'expiration

de leurs fonctions, peuvent prendre place dans le sénat, si ne sont pas obligés d'user de ce droit.

(4) Si ne l'ont point quand ils quittent leurs fonctions, consultants par élection.

(5) On parlait plus que jamais d'une conspiration tramée par les jacobins; ils faisaient, dit-on, des distributions d'armes et de cartouches. Ils avaient pris le ferme résolution de réunir une Convention; de condamner à mort Sieyès et Roger-Ducos; de mettre Bonaparte hors la loi; de faire guillotiner les inspecteurs des deux conseils; de nommer Garrau, commandant de Paris; le général Jourdan, commandant de la moitié des faubourgs, et Santerre de l'autre moitié.

plus grande, et pourquoi cela? Avez-vous conçus cette liberté et cette égalité qui sont votre passion? Aucunement! Vous avez un protecteur, un Cromwell, rien de plus, rien de moins! La révolution suit toutes les phases de l'histoire d'Angleterre; elle développe les mêmes passions, les mêmes bassesses. Nation française, réjouis-toi, car de ce jour commence la dynastie d'Al-Bonaparte, et tu vas sentir la verge de fer! Ces pamphlets étaient partout répandus avec profusion; ils braient la police (1).

Au milieu de ces opinions si ardentes, le gouvernement sentait le besoin d'acquiescer tout à la fois la force d'action et la popularité; pour arriver à l'œuvre de la reconstruction sociale, il ne devait permettre aucune des oppositions capables de le ruiner dans l'opinion publique, avant l'accomplissement de ses desseins; les journaux se trouvaient dans cette catégorie, car leur action était incessante et mortelle. Déjà ils attaquaient avec une logique serrée et profonde la constitution présentée au peuple; ils la dénonçaient comme un leurre; quel était cet acte? Dans quel but était-il présenté aux Français? Ne tuait-il pas la liberté publique? Les journaux patriotes étaient d'autant plus forts qu'ils avaient raison; la république était morte, et ils ne faisaient que découvrir une plaie; son ombre plaintive pouvait se montrer couverte de deuil sur le seuil du tribunal.

Dans la marche des événements, la dictature ne peut pas souffrir la liberté, même quand elle reste dans les conditions du vrai et du juste; le pouvoir absolu est mort, du jour où il laisse les opinions libres; il doit frapper toute expression qui se mani-

feste en opposition avec ses desseins. Le ministre de la police, Fouché, se hâta de proposer au consul une mesure de prévoyance politique relative aux journaux; le gouvernement n'établissait pas la censure, disposition trop ouvertement hostile à la liberté, il ne s'emparait pas de la propriété des journaux existants, mais il déclarait en quelques articles d'un arrêté: « qu'il n'y aurait que les journaux désignés par le gouvernement qui, désormais, pourraient paraître. » Le ministre disait par là que la direction des journaux ne pouvaient s'écarter de l'esprit du consulat et que tous seraient sous sa main (2). En supprimant les autres feuilles publiques, il jetait de la terreur dans les journaux maintenus; qui oserait désormais attaquer le pouvoir établi, lorsqu'un ordre du ministre suffisait pour supprimer un ou plusieurs journaux existants? La liberté de la presse fut, dès ce moment, dans les mains de la police; il y eut un bureau d'esprit public chargé de diriger l'opinion dans les voies indiquées par le premier consul.

Cette opinion, au reste, était sans cesse tenue en haleine par des mesures réparatrices qui marquaient la première époque du consulat. Quand un pouvoir fort veut s'établir, il doit commencer par la justice et la popularité; il y a dans les réparations qu'il accorde la censure la plus aigre, la plus violente de l'ordre ancien qui avait tout compromis, tout alarmé (3); et c'est ce qui détermina, sans doute, le consul Bonaparte à cet ensemble de mesures généreuses. Non-seulement, il fit cesser les lois de proscription contre les prêtres, mais encore il donna toute permission d'ouvrir les églises

(1) « Et alors, dit le pamphlet royaliste, » commencé, le 25 décembre, le règne de S. M. Irène-Inévitable, Napoléon-Al-Bonaparte, premier du nom, chef d'une nouvelle dynastie corse, et septième-huitième roi de France, par la grâce de l'abbé Sieyès, de Lucien Bonaparte, et de N. Saladin.

« Étrus du XVIII^e siècle, premier conseil de la grande coalition, souverain du territoire sacré, généralissime de la race des braves, le plus grand homme qui se soit vu, le plus grand homme de l'Institut national à la section de géographie, l'égal de Cailhau, le supérieur de Frédéric II, le pacificateur de l'Europe, le chef éminent de l'égyptisme l'épouvantail de la Syrie, le grand, le doux, le libéral, et le citoyen; selon Blouffe, l'Alexandre, le Scipion, le Sylla, le César, l'Auguste, le Cromwell moderne, âgé de 33 ans et quelques mois.

« Et suivent tous les braves gens, misérables lieutenant de Barras, deux ans de la cabine de ce dernier, mitrailleur de Toulon, mitrailleur de Paris, massacreur d'Alexandrie, boucher de Cairo, aventurier, charlatan, hypocrite, ambassadeur effronté, révolutionnaire saisi, traître à son armée, déserteur d'Égypte, fuyard de Syrie, bourreau de l'espèce humaine, homme sans loi et sans loi, inconspicue, perfide, extravagant, alibé, chef de brigands, usurpateur, tyran, faillite et le Vandalisme moderne, enfin le plus odieux des hommes.

En nous proposant cette dénomination.

« Et c'était pour arriver à ce triste résultat, que la France a vu périr le meilleur de ses rois, 3,000,000 de ses enfants,

1,000,000 d'étrangers; qu'elle a mis en fesse sa noblesse et son clergé, perdu la religion, l'honneur, la morale et toute espérance de paix! Procure, à propos cette, profane. »

(2) Arrêté des consuls du 27 nivôse (17 janvier 1800), article IV. « Le ministre de la police ne laisse pendant toute la durée de la guerre, imprimer, publier et distribuer que les journaux ci-après désignés: — Le *Moniteur du Paris*; le *Journal des Débats* et des *Députés*; le *Journal de Paris*; le *Mon-Informé*; le *Publiciste*; l'*Ami des Lois*; le *Chef du Cabinet*; le *Citoyen Français*; la *Gazette de France*; le *Journal des hommes libres*; le *Journal du Soir*, par les frères Chaigneau; le *Journal des Défenseurs de la Patrie*; la *Décade Philosophique*; — et les journaux s'occupant exclusivement des sciences, arts, littérature, commerce, finances et avis. »

(3) Il fit accorder aux familles des militaires de Bataille une indemnité de 100,000 francs. Le sénat avait décrété qu'il serait perçu, sur les contributions de la Bologne, une somme de 100,000 francs, en faveur de la famille Duphot. La somme avait été perçue; mais le Ras Favall gardée Bonaparte refusa cette somme; lui, et les 100,000 francs furent remis aux militaires du général. Le sénat avait obtenu, des conseils, un temps, sur les voitures, pour l'entretien des routes; l'impôt avait été levé, et mille réparations n'avaient été faites aux routes. Bonaparte donna des ordres pour leur rétablissement; toutes les parties de l'administration, négligées ou délaissées sous les mains inhabiles de Brécigny, se relevèrent sous celles d'un chef plein d'activité et d'intelligence.

et d'y célébrer les mystères du christianisme. Bonaparte avait au fond de l'âme un mysticisme religieux, un sentiment profond qui le poussait vers la prière et les idées de culte; le fils ardent de la Corse s'agenouilla toujours devant la croix catholique; les temps de sa jeunesse, passés au milieu des minimes de Brienne, revenaient à son esprit, et il osa le principe de la liberté des cultes dans toute son extension. Les églises furent reconstituées et les autels rendus aux cérémonies, sans que les prêtres fussent astreints à des serments qui répugnaient à leurs consciences; pourvu que l'Eglise ne trahît pas l'ordre public, que pouvait-on exiger d'elle (1)?

Il y eut quelques cris poussés par les théophilanthropes alors en possession de plusieurs églises de Paris, de Saint-Sulpice et de Saint-Philippe-du-Roule spécialement; mais, qu'importaient ces crailleries de quelques oéophytes gémissant sur leurs corniches de fleurs? Le pouvoir avait pour lui l'opinion publique, l'esprit du temps le soutenait, on était avide d'émotions religieuses, les théophilanthropes tombaient dans le ridicule, on pouvait les frapper sans exciter une résistance sérieuse dans le peuple; d'ailleurs, la célébration de ces cérémonies n'était souvent qu'un prétexte pour cacher

les idées du parti républicain poursuivies avec ténacité par le consul. Larevillière-Lépeaux s'était-il pas un des opposants au consulat? Ne s'agissait-il pas ici d'une manœuvre des jacobins, et de cette religion de la nature si souvent prêchée par les amis de Robespierre?

Ces mesures réparatrices que prit le consul pour assurer la liberté du culte catholique, le gouvernement les résolut avec non moins de fermeté par rapport aux pros crits. Dans les premiers jours du 18 brumaire on a vu que Fouché s'était hâté de frapper le parti des *enragés*, ainsi qu'il avait désigné les jacobins tenaces qui ne s'arrêtaient devant rien. On dressa une liste de déportation ou de mise en surveillance *in des lieux déterminés*; ces hommes ainsi exilés pourraient être dangereux dans les premiers moments d'un gouvernement nouveau; leurs noms étaient odieux à l'opinion publique; mais était-il convenable et logique qu'un gouvernement qui se disait réparateur commençât tout d'abord par proscrire sans motifs, sans jugement, des hommes tous placés dans une même catégorie? Les réclamations s'élevèrent de toutes parts, et l'on fut à examiner en conseil si la mesure serait exécutée dans sa rigueur. Au moment où l'on craignait les tentatives des jacobins, et quelques-uns

(1) Voici au reste l'analyse de tous les actes du consulat dans le mois de décembre.

1^{er} décembre (10 frim.). Loi qui abroge l'article 1^{er} de celle du 29 nivôse an vi, relative à la course maritime.

14 décembre (23 frim.). Loi qui règle une disposition du traité conclu entre le général en chef Bonaparte et les chevaliers de Malte.

15 décembre (24 frim.). Acte concernant l'ouverture des registres pour l'émission des votes sur la constitution.

16 décembre (24 frim.). Acte qui approuve un plan de remboursement, par voie de loterie, du prêt de 12,000,000 offert au trésor public.

18 décembre (26 frim.). Loi qui attribue aux tribunaux de police correctionnelle la connaissance de divers délits.

18 décembre (26 frim.). Loi qui annule le bail de la poste aux lettres, et ordonne qu'elle sera administrée par une régie intérimaire.

18 décembre (24 frim.). Loi relative à l'organisation de l'École polytechnique.

17 décembre (26 frim.). Loi qui dispense des formalités du Vœu et de l'enregistrement les actes concernant la liquidation de la dette publique.

18 décembre (27 frim.). Loi qui fixe un nouveau tarif pour la poste aux lettres.

18 décembre (27 frim.). Loi qui établit des écoles municipales dans les communes de Gisors, Reims, Sens, Lille, Calais, Fontenay-le-Compte, Limoges et Riom.

18 décembre (27 frim.). Acte concernant les militaires domiciliés dans les pays nouvellement réunis à la république.

18 décembre (28 frim.). Loi relative aux actes passés et aux jugements rendus à Valenciennes et dans quelques places voisines pendant l'invasion de l'ennemi.

18 décembre (28 frim.). Loi qui détermine la manière dont les actions des places qui procèdent seront délivrées aux accusés.

19 décembre (29 frim.). Acte sur les secours à accorder aux femmes des militaires et employés à l'armée d'Orient.

20 décembre (30 frim.). Acte qui suspend provisoirement l'ad-

mission des bons de réquisition en paiement des contributions directes.

20 décembre (28 frim.). Acte qui remet en vigueur le règlement du 28 juillet 1778, concernant la navigation des bâtiments neutres.

21 décembre (30 frim.). Loi relative aux légataires et héritiers des écoles d'application dépendant du ministère de l'Intérieur, qui sont de l'âge de la réquisition ou de la conscription.

24 décembre (3 niv.). Loi sur la mise en activité de la constitution.

24 décembre (3 niv.). Loi relative aux déportés, sans jugement préalable, par des actes législatifs.

24 décembre (3 niv.). Loi qui autorise la vente de plusieurs bâtiments et établissements aliénés dans la commune de Paris.

25 décembre (4 niv.). Acte qui règle le mode et le nature des récompenses nationales à décerner aux militaires.

25 décembre (4 niv.). Avis du conseil d'Etat sur les droits politiques des parents d'émigrés et des ex-déportés nobles.

26 décembre (5 niv.). Loi relative à la convocation et à l'ouverture des premières sessions du corps législatif et du tribunal.

26 décembre (5 niv.). Règlement pour l'organisation du conseil d'Etat.

26 décembre (5 niv.). Acte qui permet à divers individus condamnés à la déportation, par des actes législatifs, de rentrer sur le territoire de la république.

27 décembre (6 niv.). Acte relatif au paiement de la solde des militaires de l'armée de terre qui passeront aux colonies ou qui seront employés pour le service de la marine.

28 décembre (7 niv.). Acte relatif aux débris destinés à l'exercice d'un culte.

28 décembre (7 niv.). Acte qui détermine la formule du serment à prêter par les fonctionnaires publics.

28 décembre (7 niv.). Acte relatif à l'exercice des cultes.

28 décembre (7 niv.). Acte contenant des mesures relatives aux départements de l'ouest.

28 décembre (8 niv.). Acte qui rapporte ceux par lesquels des penitents de retraite ont été convertis en traitement de réforme.

29 décembre (8 niv.). Acte relatif aux traitements de réforme.

de ces coups de despotisme après le 19 brumaire, une précaution de police s'expliquait; depuis, le sol s'était raffermi, on n'avait plus à craindre l'insurrection révolutionnaire. Par l'ordre du premier consul, la déportation des jacobins fut changée en une surveillance. Plus le gouvernement est fort, plus il doit se montrer indulgent envers ses ennemis, c'est leur jeter le mépris à la face (1); les persécuter, c'est les grandir et les craindre. Quand l'œuvre du consulat fut accomplie, on ouvrit largement la main pour qu'on ne pût pas dire que le nouveau système commençait par des listes fatales. Tout fut changé en une mise en surveillance, moyen inventé par Fouché; plus tard le consul revint contre les patriotes; Bonaparte pardonnait peu; il les reprit après la machine infernale.

Les consuls marchaient vers le bien. Déjà un premier arrêté avait fait cesser les étranges et cruelles persécutions qui pesaient sur les naufragés de Calais; le duc de Choiseul et ses amis rendus à la liberté eurent le choix de leur résidence. Quelques jours plus tard, on rappela les émigrés politiques que les tempêtes avaient jetés loin de la France, et particulièrement les pros crits du 18 fructidor. Un grand intérêt se rattachait à ces hommes désignés comme les victimes du Directoire dans ses terreurs; leurs noms étaient respectés parce qu'ils étaient honorables; il y en avait de beaux et de nobles, des illustrations de la république comme des souvenirs de la monarchie; tous avaient été frappés simultanément. Les consuls changèrent la déportation pour eux comme pour les jacobins, en une mise en surveillance. Ici Bonaparte réparait les maux qu'il avait faits lui-même! Car c'était lui et Augereau qui avaient préparé le 18 fructidor; l'adresse de l'armée de Bonaparte n'était-elle pas présente à tous les esprits, et Barras, dans sa retraite de Gros-Bois, dut plus d'une fois remarquer que le consul détruisait l'œuvre inspirée par le général de l'armée d'Italie. On agissait lentement et avec précaution; les républicains se seraient alarmés si l'on avait fait la part trop large aux déportés royalistes, accusés d'avoir traité avec les Bourbons. Ce motif se joignit peut-être à une sorte de haine militaire contre Piehegu; Bonaparte l'excepta nominativement de l'amnistie; n'avait-il pas déjà trop de compétiteurs dans l'armée?

Le système des surveillances s'étendant, la police devint de jour en jour un plus grand pouvoir dans l'État et une garantie pour le gouvernement qui put se fier à sa sollicitude. Fouché suivait tous ces hommes mis en surveillance; cette précaution de

gouvernement et de sûreté eut désormais un caractère à part; la police n'eut rien de vexatoire; n'excluant pas, elle attirait au contraire vers elle, de sorte que toutes les capacités qui voulaient se rallier au consulat trouvèrent des positions faites et des dignités en rapport avec leur mérite. Un an s'était à peine écoulé que la plupart des déportés du 18 fructidor siégeaient au conseil d'État ou obtenaient des places éminentes. Le consul Bonaparte eut surtout ce talent remarquable de dire à tous : « Venez à moi, parce que je suis fort. » Les gouvernements faibles s'aliénent tout le monde; les pouvoirs, au contraire, qui ont foi en leur durée tendent la main à toutes les capacités, quel que soit le parti auquel elles appartiennent, pourvu qu'elles donnent des gages. MM. Portalis, Siméon, Carnot, Barthélemy, Quatremère de Quincy, étaient simultanément jetés hors de France par le 18 fructidor; de tels noms ne pouvaient rester longtemps exilés; le ministre de la police leur assignait des résidences moins pour les surveiller que pour savoir où le premier consul pourrait les prendre au cas où il aurait besoin de leurs services, et de les rallier par de grands avantages et une position élevée.

Ainsi les carrières furent largement ouvertes; Bonaparte voulut tout voir et tout savoir; on put lui présenter toutes les idées, parce qu'il était capable de les comprendre toutes. Des mémoires lui étaient chaque jour envoyés; il s'en faisait faire régulièrement l'analyse; chaque fois qu'un point de vue, une idée le frappait, il se hâtait d'écrire à son auteur pour lui offrir une position politique ou une place administrative. Le consul connaissait profondément l'opinion publique, il se mettait constamment en rapport avec elle; il avait tant besoin de cet appui, car son pouvoir était nouveau, et il ne pouvait triompher des obstacles qu'en invoquant la force de tout ce qui tenait au pays par le souvenir, par le sol, par les services. Il n'y eut plus désormais d'exclusion; et c'est ainsi que les gouvernements grandissent.

Les commissions législatives des deux conseils furent dissoutes après avoir achevé l'œuvre de la constitution de l'an VIII qu'elles s'étaient imposée; les consuls restaient seuls pour accomplir la grande tâche du gouvernement. Combacérés, absorbé dans l'organisation du conseil d'État, et le choix du personnel dans les fonctions judiciaires, travaillait incessamment avec le ministre Abrial et quelques hommes choisis dans les noms anciens et nouveaux de la magistrature; on poursuivait alors la vaste pensée d'un code civil, depuis longtemps promis

(1) Le premier consul s'attacha jusqu'à ce Bertrand Barère, cet orateur cruellement ingénu qui plantait sur ses concitoyens et jouait avec le fer des bouffons; il lui confia la rédaction

d'un journal et l'examen secret de tous les autres; c'était la censure dans la main d'un jacobin.

par les assemblées constituantes (1). Le système révolutionnaire voulait détruire, le consulat s'était donné mission de restaurer; Lebrun avait pris pour travail les finances, qu'il organisait de concert avec le ministre Gaudin, afin de rétablir le crédit public, et de payer les arrérages de la dette. Sous ce rapport, le consulat et l'empire même restèrent en arrière; Bonaparte et la vieille école avaient des préjugés difficiles à vaincre (2); ils ne comprirent jamais le puissant levier mis en action par Pitt; ils parlaient incessamment de la banqueroute en Angleterre, au moment même où elle empruntait à 4 1/2 p. 0/0.

Tout le fait de ce qu'on appelait le gouvernement social restait au premier consul; lui seul concevait les grandes idées avec son génie ardent et entier; ses collègues les exécutaient avec intelligence. Dans ces premiers actes du consulat se trouve la plus belle époque de la vie du général Bonaparte; il n'y a pas d'exemple d'une reconstruction aussi rapide, aussi profonde; l'exercice de la dictature morale donnant une force immense à son pouvoir, le consolida pour longues années; il put désormais tout faire et tout oser. Maître de la situation, ce fut lui, de sa propre volonté, qui distribua les palais que chaque pouvoir de l'État devait désormais occuper. Aux consuls, il assigna les Tuileries, ce vieux château des rois, où avaient habité les Bourbons; il se révélait un instinct de couronne dans cette résolution; Bonaparte se préparait le trône où plus tard il monta le front haut, sous les lauriers de César.

Le Luxembourg fut assigné pour la résidence du sénat, qui reçut cette propriété à titre absolu. Le sénat, première autorité de l'État, ne devait dépendre de personne, pas même du trésor pour son traitement annuel; il avait une dotation fixe en domaines nationaux. Le tribunal dut siéger au Palais-Royal; là où la liberté s'était montrée à son aurore, dans ce jardin où Camille Desmoulins avait réuni les masses, on plaçait les représentants du peuple, les hommes qui exprimeraient la partie fougueuse et démocratique de la constitution. Enfin, le corps législatif reçut le palais Bourbon, la demeure des princes de Condé, propriété nationale et confiscée, où l'on plaça les statues de Solon, de Ciceron et d'Hortensius; était-ce moquerie pour des hommes qui ne pouvaient parler (3)?

Dans cette distribution des palais, il n'y avait de pensée forte et d'avenir que dans le choix des Tuileries pour le consul; c'est vers ce palais que se

reportait incessamment sa pensée; il voyait s'ouvrir devant lui de grandes destinées! Que lui importait le titre? Les noms ne font rien au pouvoir; général, consul, empereur, quand on manie le sceptre pour écraser ses ennemis, et que l'obéissance vient à vous, qu'importe? Le titre de roi paraissait petit et usé, les idées de la couronne étaient affaiblies; mais ce que tout le monde appelait, c'était une volonté immuable et grande qui pût tirer le pays de l'anarchie et sauver la société. Bonaparte allait droit au but; il désirait même que le peuple s'aperçût matériellement que tout le pouvoir était aux Tuileries; dans ce palais avaient régné les rois et le royaume de salut public, les deux pouvoirs véritablement absolus; des forces militaires pouvaient s'y déployer, des canons à mitraille pouvaient plonger de toute leur portée sur les longues colonnes d'une insurrection menaçante. Au 10 août on en avait arraché Louis XVI, entouré de quelques Suisses et de ses gentilshommes, braves, mais aux cheveux blancs et à l'épée affaiblie; qui oserait y attaquer Bonaparte appuyé sur les bras de ses soldats d'Italie, et des guides qui avaient salué les pyramides?

CHAPITRE XXVIII.

DÉMARCHES DIPLOMATIQUES DU PREMIER CONSUL.

Nécessité de la paix. — Publication du livre de M. d'Hauterive sur l'État de la France à la fin de l'an viii. — Esprit et dessein de ce livre. — Mission du général Duroc à Berlin. — Question du Danovre et des villes anastétiques. — Démarches officielles auprès de l'Angleterre. — Leve hoi. — Lettre du premier consul au roi George. — Réponse de lord Grenville en réponse. — Message au parlement. — Explications de lord Grenville. — Les communes. — M. Dundas. — Whitbread. — Canning. — Erskine. — Système de paix. — Tentative de négociation avec l'Autriche. — Paul I^{er} et le cabinet de Saint-Petersbourg. — Conclave de Venise pour l'élection d'un pape. — Pie VII.

Décembre 1799 — avril 1800.

Une des promesses faites par le premier consul en prenant les rênes du pouvoir, avait été la paci-

(1) L'assemblée n'eut plus tard le code civil en l'examinant sous le point de vue de la famille, de la propriété et de la corporation.

(2) A. Gaudin a fait un livre sur son administration des finances. Evidemment il y a là des idées de bon père de famille, mais la puissance des idées anglaises sur le crédit public ne s'y révèle pas.

(3) Loi du 5 nivôse (24 décembre). ART. 7. « Les édifices nationaux ci-après désignés, sont affectés aux diverses autorités constituées : le palais du Luxembourg, au sénat conservateur; — le palais des Tuileries, au consul; — le palais des Cinquante, au corps législatif; — le palais Egalité, au tribunal.

flent de la France et la paix avec l'Europe; il ne suffisait pas d'avoir rétabli l'ordre à l'intérieur en fondant un principe de gouvernement solide et fort; la cessation de la guerre était le premier besoin des peuples. Bonaparte à Fréjus n'avait pas été salué seulement comme le général heureux, le sauveur de la république dans les crises, mais encore comme le négociateur qui traita de puissance à puissance avec les princes d'Italie et avec l'Autriche ensuite à Campo-Formio. Le rôle de Bonaparte eût donc été incomplet s'il n'avait pas rempli cette belle partie de sa grande tâche; il fallait négocier activement, amener un résultat, pour bien constater aux yeux de l'opinion : « que toutes les démarches avaient été faites par le premier consul, et que, si un traité n'était pas intervenu, il fallait en accuser le caractère hostile et incorrigible des grandes puissances de l'Europe et les préjugés de leurs cabinets. »

En prenant le portefeuille des affaires étrangères, M. de Talleyrand se rendit parfaitement compte de cette situation personnelle du premier consul; toute force morale pour son gouvernement devait résulter de ses démarches officielles pour offrir et demander la paix aux puissances armées. M. de Talleyrand conclut naturellement de là que s'il y avait refus de la part des cabinets, la position du premier consul en serait plus belle, et qu'il pourrait ainsi s'appuyer sur l'opinion du pays, et lui demander des sacrifices dans l'intérêt d'une guerre nationale.

Pour obtenir la paix et négocier sur des bases stables, il fallait nécessairement exposer un système, et dire au monde quelles étaient les conditions auxquelles le gouvernement consulaire accepterait une pacification générale. Depuis la fondation de la république les gouvernements qui s'étaient succédé avaient fait des irruptions violentes, des conquêtes, mais aucun n'avait, dans cette marche rapide et saccadée, indiqué les limites dans lesquelles la diplomatie voulait se concentrer (1). Tout avait été fougueux et irrégulier; on avait débordé sur l'Europe sans tenir compte d'aucun traité, on avait agi un peu d'après les habitudes de la conquête sauvage qui ne reposait sur aucun principe fixe; la force était le droit. M. de Talleyrand vit bien qu'un tel état de choses ne pouvait être une base pour

une situation nouvelle, et puisque le gouvernement consulaire s'annonçait comme une restauration de l'ordre, il fallait de toute nécessité qu'une certaine manifestation de principes témoignât les intentions futures et le droit public du système adopté par le pouvoir de Bonaparte. Ce fut dans ce but que M. de Talleyrand indiqua à M. d'Hauterive, chef de la division politique aux affaires étrangères, le plan d'un ouvrage qui devait servir comme de manifeste à la diplomatie du consulat dans les négociations qu'elle pouvait essayer.

M. Blanc d'Hauterive appartenait à cette école politique, aujourd'hui effacée, qui aimait à beaucoup étudier et à beaucoup lire; élevé avec les diplomates distingués du dernier siècle, MM. de Vergennes, de Choiseul, de Montmorin, Gérard de Rayneval, il s'était appliqué à suivre les progrès et les développements des principes généraux en Europe, surtout depuis le traité de Westphalie, point de départ des modernes relations (2). M. de Talleyrand l'avait attaché à sa personne parce qu'il aimait à se servir de rédacteurs faciles, et de ces plumes exercées qui exposaient avec convenance les idées et les projets d'un cabinet. M. d'Hauterive était pour la France ce que M. de Gentz fut à son tour pour la Prusse et l'Angleterre, avec moins de grâce peut-être, une vie plus austère et plus retirée, moins de poésie dans l'esprit, moins de faiblesse dans le cœur et plus de sérieux dans l'existence. Gentz après avoir, par ses remarquables écrits, remué toute une époque, s'prend, mélancolique vieillard, pour une jeune et brillante fille, et s'éteint dans un pavillon embaumé de fleurs, comme le dit M. de Chateaubriand, au bruit d'une douce voix qui lui faisait oublier celle du temps (3). M. d'Hauterive achève sa carrière sérieuse au bruit d'une révolution nouvelle, qui menace du pillage les archives qui lui sont confiées (4). M. de Talleyrand chargea M. d'Hauterive de la rédaction officielle d'un mémoire diplomatique qui exprimerait toutes les idées et les intentions de la France, dans ses rapports extérieurs; ces théories y furent exposées avec une grande lucidité et un esprit d'affaires remarquable.

Ce mémoire portait le titre : *De l'État de la France à la fin de l'an VIII* (5); il était destiné à répondre à un livre de M. de Gentz qui grandissait considé-

(1) cependant sous le Directoire les mémoires diplomatiques et les plans présentés aux derniers rois de France, avaient été publiés sous le titre de : *Politique des cabinets de l'Europe pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI*. Cet ouvrage, dirigé par le comte de Breuille, sous l'ancien régime, avait été rédigé par M. Favier. Dans les premiers temps du Directoire, il en parut une édition à laquelle M. de Ségur ajouta une préface et des notes; en y fit ce passage remarquable :

« Il sera facile de se convaincre qu'y compris même la révolution en grande partie, on trouve dans ces Mémoires et ces con-

jectures le germe de tout ce qui arrive aujourd'hui; et l'on ne peut pas, sans les avoir lus, être bien au fait des intérêts et même des vues actuelles des diverses puissances de l'Europe. »

(2) M. Artaud a publié une excellente notice sur M. le comte d'Hauterive; on y retrouve le bon goût et la science élevés qui le distinguent.

(3) Gentz finit sa vie triste et déçue, en inspirant une tendre et première passion à mademoiselle Fanny Kessler.

(4) Paris, an VIII.

(5) M. d'Hauterive mourut dans les journées de juillet 1830.

ramblement l'importance et la force de l'Angleterre (1), et son commerce dans le monde. L'ouvrage de M. d'Hauterive traitait de la diplomatie antérieure à la révolution avec une science de faits que n'avaient pas les agents médiocres du Directoire, puis il suivait les négociations qui avaient commencé après les campagnes et les victoires de la république. M. d'Hauterive voulait prouver que le consulat n'avait pour but que de ramener, avec les formes nouvelles et rajeunies, l'Europe entière aux proportions du traité de Westphalie dans ses conditions et ses influences. Cette belle position que, selon M. d'Hauterive, la monarchie n'avait pas su conserver dans ses derniers règnes, la république consulaire était destinée à l'accomplir ; n'y avait-il pas eu des bouleversements inouïs dans toutes les puissances ? Toutes n'avaient-elles pas considérablement grandi ? La France seule ne pourrait-elle rien réserver de ses conquêtes ? Ici M. d'Hauterive passait en revue toutes les acquisitions faites par les divers cabinets. La Prusse d'abord, royauté récente, que n'avait-elle pas acquis en importance ? Au milieu du siècle dernier, disait M. d'Hauterive, un traité fondamental des droits et des devoirs de la plus grande partie des puissances continentales, assigna la place qui appartenait à chacune d'elles dans la grande échelle politique de l'Europe. Le système de conduite que chaque gouvernement devrait suivre, avait été indiqué par l'éclat des discussions qui, avant la paix, avaient mis au grand jour les rivalités entre les puissances que des intérêts différents tendaient à diviser, et les motifs d'union entre elles qu'un intérêt commun excitait à se fédéraliser. Ces disparités d'intérêt furent mieux indiquées encore dans les engagements politiques qui résultèrent des stipulations de la paix.

Les traités postérieurs à celui de Westphalie altérèrent plus ou moins la force de ces engagements, mais il se rapportèrent cependant à ses bases principales dans tout l'ensemble de leurs plus importantes dispositions. Ce traité, qu'on peut appeler élémentaire et classique, eût peut-être fondé, pour une longue suite de siècles, le droit public de l'univers, si trois événements qui datent à peu près de la même époque, n'étaient venus compliquer le système général, de combinaisons inattendues, qui, d'abord imperceptibles et lentes, attaquèrent graduellement tous les rapports consacrés ou préparés par le traité de Westphalie, et ont enfin, de nos jours, brisé avec scandale tous les liens qui unissaient ces rapports, et détruit les bases d'intérêt, de concorde et de contre-poids sur lesquelles ils étaient établis.

(1) Essai sur l'administration des finances de la Grande-Bretagne, 1790.

Ces trois événements sont : 1° la formation d'un nouvel empire au nord de l'Europe ; 2° l'élévation de la Prusse au rang des premières puissances ; 3° l'accroissement prodigieux du système colonial et maritime dans les quatre parties de l'univers. Je vais indiquer rapidement les principaux effets de l'influence et du concours de ces trois mémorables événements.

Au commencement de la guerre révolutionnaire, la situation relative de la France à l'égard de l'Europe était extrêmement simple : elle n'avait point d'amis ; toute l'Europe était armée contre elle. Mais la combinaison des rapports respectifs de tous les États qui s'étaient unis pour la détruire, était extrêmement compliquée. Cette union sans principes s'était formée sur la dissolution de tous les rapports antérieurs ; et c'était du sein d'une guerre violente, dont l'objet ne pouvait être commun à tous, que devait sortir les règles d'un nouveau droit public, un nouvel équilibre de puissance, de nouvelles garanties enfin pour assurer et perpétuer la conciliation des droits et des intérêts généraux.

La simplicité des rapports qui alors constituaient l'état de la France, ne pouvait durer longtemps. La France devait bientôt périr ou triompher.

Dans le premier cas, elle était destinée à subir la loi d'un démembrement arbitraire, ou à plier pour jamais sous les vicissitudes d'une grande variété de dépendances, acquittant, tantôt envers un des États qui auraient contribué à l'asservir, tantôt envers l'autre, la dette onéreuse de sa servitude, tributaire de ceux qu'elle se serait vue forcée de nommer ses libérateurs, et condamnée à la guerre ou à la paix, selon que le plus puissant d'entre eux aurait trouvé plus convenable à ses intérêts de lui faire acheter chèrement un repos passager, ou de l'engager dans ses querelles.

Dans le second cas, la France renaîtrait d'elle-même dans la chaîne de ses anciens rapports : mais elle y renaîtrait par une voie glorieuse, et avec l'obligation et les moyens d'en corriger les imperfections, de dévouer à l'Europe l'abolition effective et consommée par la violence de toutes les règles de l'ancien droit public, et d'appeler, soit individuellement, soit collectivement, tous les gouvernements à s'entendre avec elle, pour le recréer et le fonder sur des bases plus conformes à l'état de l'Europe et aux rapports réels qui existent entre ses parties.

Faut-il un droit public à l'Europe ? Le droit public, entre des nations qui sont les unes à l'égard des autres dans des communications de voisinage ou de commerce, se compose de rapports sinon permanents, au moins parfaitement constatés. Ces rapports expriment les droits et les devoirs de chaque État ; ils assurent à tous des moyens connus

et autorisés de préserver, de cultiver les éléments de leur richesse et de leur puissance; ils ont été devant chacun d'eux une carrière libre au développement de leurs facultés; ils emblaient la force n'intimider le faible et garantissent les pays de la turbulence des insensés.

Ainsi le droit public s'étant complètement modifié, d'après M. d'Hauterive, il fallait le constituer sur de nouvelles bases, car tous les États étaient sortis de leurs limites; s'agissait-il de l'Autriche? Cette puissance n'avait-elle pas conquis une position meilleure, des terres plus considérables depuis un siècle? Ses revers n'avaient-ils pas servi à son agrandissement? La puissance de l'Autriche s'était concentrée et comparativement agrandie: elle avait acquis en Italie une étendue fertile et bien habitée de quatre cent vingt-cinq mille carrés; elle avait acquis en Dalmatie cent trente lieues de côtes, une population de quatre cent cinquante mille habitants, dont une partie hommes de mer; des ports nombreux, des mines de fer, des bois de construction, et l'aggrégation à ses États d'une nation active et belliqueuse.

Venise, cette république dont la richesse et la puissance avaient dans tous les temps fait ombre à l'Autriche, n'existait plus; dans sa décadence, elle absorbait encore, avant sa chute, tout le commerce de l'Italie et du Levant, par la contiguïté de ses provinces du Nord avec l'Allemagne, par la marine dalmate, istrienne et albanaise, par les produits maritimes de la partie littorale de ses États, par la fécondité de son sol et l'industrie de ses habitants.

Tous ces avantages avaient été transmis à la maison d'Autriche, et, dans ses mains, ils devaient s'accroître par la correspondance immédiate des relations commerciales de l'Italie avec ses provinces allemandes; l'Autriche avait le commerce du Danube par la possession de sa source et des nombreuses rivières qui alimentent ce fleuve; elle avait encore le commerce du Pô par la possession de son embouchure. De ce dernier point aux rivières navigables

qui se jettent dans le Danube, il n'y a qu'une mer qui était devenue autrichienne, et un passage de huit ou dix lieues. Ce rapprochement présente une ligne de communications et de transports faciles, qui part de Turin, traverse l'Italie, l'Allemagne, la Turquie et aboutit à la mer Noire; la France, par le traité de Campo-Formio, procurait ainsi à son ennemie, outre un vaste accroissement de territoire, la plus riche et la plus directe étendue de navigation fluviale qui existe dans l'univers (1).

Et la Russie, à peine connue sous Pierre I^{er}, quand précisément ce traité de Westphalie fut accompli; quels n'étaient pas ses agrandissements immodérés depuis deux siècles? À quel point de splendeur n'est-elle pas parvenue en brisant tout l'équilibre des États? L'éclat que la Russie a jeté dans le cours de ce siècle, l'immensité des énormes provinces composant cet empire et les distances qui le mettent, pour ainsi dire, hors de la portée des États de l'Europe qui ont le plus de relations avec lui, semblent défendre de mettre en doute la sûreté, la durée de cette puissance et la solidité des éléments dont elle est formée. Il est cependant vrai que si, jusqu'à ce jour, elle n'a eu qu'à s'applaudir de l'esprit d'entreprise qui l'a fait d'abord intervenir dans les affaires politiques de l'Europe et ensuite prendre place parmi les États prépondérants, elle est loin d'être à l'abri de tout danger, soit au dedans soit au dehors, et de pouvoir, comme la France, se passer des secours subsidiaires que donnent les relations d'alliance, ou commander aux combinaisons qui doivent former le système des siennes. Ses voisins la craignent et ne sauraient être ses amis: aucune puissance en Europe n'a jamais bien sincèrement professé ce titre, et les alliances qu'elle a contractées ont été plutôt des transactions momentanées pour arranger des différends de concurrence que des engagements de s'unir avec durée pour défendre des intérêts communs (2).

M. d'Hauterive concluait qu'il n'y avait d'utile et de profitable pour la Russie qu'un rapproche-

(1) M. d'Hauterive ajoute encore d'autres considérations sur le traité de Campo-Formio.

« Avant que l'Autriche et la France fussent près de se rapprocher et de songer à terminer leurs différends, la France s'était agrandie au nord, au nord-est et à l'est de son territoire. Elle avait conquis la Belgique, la grande du Rhin, la Savoie et le comté de Nice. De ces acquisitions, la France n'était comptable, dans ses négociations avec la cour de Vienne, que pour la Belgique; le reste avait été conquis sur l'Empire et sur la cour de Sardaigne.

« Peu avant les négociations, les armées françaises avaient conquis en Milanais, le Mantouan, l'Etat de l'Église, les provinces vénitiennes, le Tyrol, la Carinthie, etc., et se dirigeaient sur Vienne; elles menaçaient d'envahir toutes les possessions de la maison d'Autriche.

« Dans cette masse immense de conquêtes, les deux armées

mères, les autres éventuelles et prochaines, quelle est la part que la France se réserve? La Belgique et les Provinces vénitiennes. Pour le surplus de cette possession elle fit le sacrifice de toutes les autres: seulement elle stipula pour l'indépendance du Hanovre, mais elle céda à l'Autriche une riche compensation pour toutes ses pertes: Vienne et les provinces italiennes de cette république.

(2) Voici ce qu'écrivait M. d'Hauterive: « La France est peut-être le seul État qui ait aucune raison de craindre la Russie, aucun intérêt à désirer sa décadence, aucun motif de lui rendre obstacle au progrès de sa prospérité. Il est vrai qu'elle voudrait que la Russie mit des bornes au développement exagéré de son influence, et au répétit plus l'expérience qu'elle a faite de son intervention active dans une guerre qui, sous aucun point de vue, ne pouvait l'intéresser; mais ce motif même est tout à fait dans les véritables intérêts de la force et de la prospérité de l'Empire de Russie.

ment intime avec la France, son alliée naturelle et désintéressée.

En ce qui touche l'Angleterre, c'était la souveraineté des mers, proclamée par l'acte de navigation de Cromwell, que dénonçait le mémoire écrit sous les inspirations du consul. Quelles immenses conquêtes cette puissance n'avait-elle pas accomplies ? L'Inde, où l'Angleterre, au XVIII^e siècle, avait à peine mille sujets, voyait aujourd'hui sous sa loi une population qui s'élevait à plus de 80 millions d'âmes depuis la chute de Tippoo-Saeb. Les vaisseaux de l'Angleterre couvrent toutes les mers : elle envoie des soldats, des armes, de l'or, des agents sur les quatre parties du monde, il n'existe pas de colonie assez éloignée que ses expéditions lointaines ne menacent ; il n'y a pas d'empire, quelque étranger qu'il soit aux communications européennes, qu'elle ne travaille à s'y procurer un accès et à s'y assurer des établissements exclusifs. Les pays que l'Europe connaît à peine ont reçu de l'Angleterre des noms qu'elle regarde comme des signes de possession : ceux qui ne sont encore connus de personne attendent les dénominations britanniques ; et quand les Anglais étendent le domaine de la géographie nautique, ils agrandiront en même temps celui de leur domination. A l'extrémité méridionale de l'Asie, l'Angleterre avait, avant la guerre, des possessions supérieures en étendue, égales en richesses aux États les plus considérables de l'Europe : elle n'a voulu souffrir aucun concurrent qui partageât avec elle les produits de la culture, de l'industrie locale et des échanges, elle n'a voulu laisser subsister aucun ennemi qui pût s'affranchir de sa dépendance. Le territoire français et hollandais a été envahi ; le roi de Mysore a péri, son empire a été détruit : Les Portugais et les peuples de l'Inde, contenus par l'appareil de ses forces ou subordonnés à son influence, ne sont en guerre que par ses impulsions, ne sont en paix que par sa tolérance ; ils cultivent, ils fabriquent, ils vendent, ils achètent pour enrichir son fisc et grossir le bénéfice de son commerce.

Résumant ensuite la véritable situation de la France sous le consulat, M. d'Hauterive continuait à établir l'état de ses relations, et à déclarer hautement quels étaient les idées et le système du premier consul : « La France, ajoutait-il, a posé les bases fondamentales de son système fédératif continental. Les plus prochaines, les plus importantes combinaisons de ce système sont réalisées ; les autres dépendent encore des chances de la guerre et de la fortune, et de quelque chose qui est plus éventuel et plus incertain : peut-être : je veux dire de la volonté des puissances belligérentes et neutres du continent. Tant que cet état d'incertitude durera,

la France trouvera dans l'énergie persévérante de son système de guerre, et dans une attention constante à resserrer et à fortifier ses rapports fédératifs maritimes, des moyens suffisants pour se mettre à l'abri de tout danger. Elle a renoué l'alliance de la Suisse. Si elle ne peut autrement étendre les rapports de son système fédératif continental, elle emploiera le seul moyen que l'aveuglement des États qui ont délaissé son alliance et l'obstination de ceux qui s'opiniâtrent à une guerre sanglante ont laissé à sa disposition. Elle substituera aux influences fédératives les influences militaires ; et si les princes méconnaissent la voix de l'intérêt qui leur recommande de s'allier à elle, elle s'alliera de fait aux pays incapables de se défendre, et se fera des auxiliaires de tous les moyens de subsistance et de défense que pourra lui fournir le territoire que leurs armées n'auront pas su préserver. »

C'était ici le droit de l'invasion proclamé contre tous les États faibles. Pour ne laisser aucun doute sur l'esprit énergique de la diplomatie du premier consul, le mémoire de M. d'Hauterive déclarait : « qu'à l'égard des États sous l'influence de la France, on pouvait désormais trouver la mesure de leur pensée dans les traités récents avec la Hollande, l'Espagne, la Suisse et quelques États d'Italie. Ils vont servir à nous faire connaître notre situation relative à l'égard de nos alliés et de nos amis. Les traités conclus directement avec le roi de Prusse, et indirectement avec la partie septentrionale de l'empire, nous donneront la situation relative de la France à l'égard des États neutres. Les traités faits avec la maison d'Autriche et avec quelques princes du midi de l'Allemagne nous feront apercevoir dans les causes et les motifs des événements qui ont détruit ces traités, les rapports principaux de la position relative de la France à l'égard de ses ennemis. »

Cet exposé, évidemment dicté par la pensée du premier consul, expliquait à l'Europe comment la France république marchait, par les moyens qui lui étaient propres, au système d'influence et de grandeur posé par Louis XIV. L'idée fédérative n'était que l'édition moderne des plans du cardinal de Richelieu, développés sous le règne suivant et délaissés depuis la régence. D'après le consul, quand toutes les puissances avaient acquis des possessions, la France seule resterait-elle en arrière ? N'aurait-elle pas la prétention, le droit et la force de recourir à ce système fédératif qui lui assurait une prépondérance sur le continent pendant plus d'un siècle ? Tous les États avaient acquis, la France ne serait-elle pas rangée dans une même catégorie lorsque sa révolution lui avait imprimé

une énergie si puissante? Sa situation intérieure n'était-elle pas prospère? Ses ressources avaient-elles diminué sous le drapeau tricolore? Victorieuse de la coalition, n'aurait-elle pas la faculté de revenir à cette utile pondération et à ce partage de l'influence fédérative, tels qu'ils existaient après la conclusion de la paix de Westphalie, quand elle exerçait son protectorat sur l'Allemagne, la Hollande, la Suisse et l'Espagne? La France, sous Bonaparte, avait le droit d'obtenir une situation aussi bonne que la France sous Richelieu.

M. d'Hauterive avait révélé à l'Europe le système diplomatique adopté désormais par le consulat; répandu sur toute l'Europe, traduit en anglais et en allemand, ce mémoire fut l'objet de tous les commentaires (1), et les gouvernements qui cherchaient à s'éclairer sur l'esprit et la tendance du consul Bonaparte, s'efforcèrent de pénétrer la pensée définitive de cette œuvre, et d'y puiser le mobile de leurs démarches. Le système fédératif européen devint comme la pensée première de la diplomatie absorbante. Si largement développée sous l'empire par Napoléon : 1^o la confédération du Rhin; 2^o l'invasion de l'Espagne; 3^o la réunion de la Hollande; 4^o le royaume d'Italie jusqu'aux rives du Cattaro.

Geniz pénétra ces desseins; chargé de répondre pour l'Angleterre au mémoire de M. d'Hauterive, il remarqua : que matériellement la France avait acquis plus de territoire et de sujets que toutes les puissances depuis un siècle, et que l'équilibre ne serait rétabli que par les cessions matérielles qui permettraient dans leur réalité l'indépendance de la Hollande, de l'Italie et de l'Espagne. L'Angleterre possédait donc, comme base première, l'affranchissement absolu des États placés autour de la France et s'agitant sous son influence absorbante.

Le premier consul ne se borna pas à ces manifestes des affaires étrangères, et, dès les premiers jours de son avènement, j'ai dit déjà qu'il envoya son aide de camp chéri, Duroc, auprès du cabinet de Berlin pour lui expliquer les bases de sa politique. Duroc ne sortait point d'une famille illustre; mais, fort bien élevé, il devait sa fortune à quelques actions d'éclat et surtout à l'amitié du consul. Duroc, officier de cavalerie à vingt ans au moment de la révolution, émigra comme royaliste, puis il revint dans les rangs militaires de la république, et ce fut Marmont qui le désigna au géné-

ral Bonaparte comme son aide de camp dans la campagne d'Italie. Duroc avait vingt-huit ans lors de son ambassade; ses formes étaient gracieuses et l'on savait surtout qu'il possédait la confiance et l'amitié du premier consul. Il fut cordialement accueilli à Berlin; brillant officier on l'entoura et mille esresses lui furent prodiguées, parce qu'on espérait connaître les desseins et les volontés du nouveau gouvernement. Duroc n'était chargé officiellement d'aucune mission grave et importante; il devait annoncer l'avènement du premier consul et dire au roi Frédéric-Guillaume : « que la France espérait, plus que jamais, l'alliance de la Prusse, essentielle pour l'équilibre européen. » A la diplomatie laïque, observatrice de Sleyes, succédaient les démarches plus franches, plus ouvertes de Duroc, officier plein de bravoure et d'honneur, jeune homme qui devait plaire, attirer la confiance. Le premier consul voulait savoir à quoi s'en tenir sur les résolutions ultérieures du cabinet de Berlin dans un moment de doute et d'hésitation. La Russie pressait la Prusse pour qu'elle se prononçât, l'Angleterre promettait des subsides si elle voulait immédiatement entrer en campagne; l'Autriche, victorieuse au pied des Alpes, s'offrait également à la Prusse avec un sentiment de cordialité, pour la déterminer enfin à un mouvement militaire qui aurait mis un terme aux usurpations de la république.

Que venait donc proposer Duroc? Quel avantage offrait-il pour balancer les propositions qui étaient faites au cabinet de Berlin par la Russie, l'Angleterre et l'Autriche? Le roi accueillit parfaitement le jeune général, mais on lui parla peu d'affaires; seulement j'ai dit que Duroc, par l'ordre du premier consul, indigné au comte de Haugwitz la possibilité d'un arrangement territorial (2), d'après lequel on céderait à la Prusse les villes hanséatiques. Les termes de cette négociation ont été déjà rapportés dans ce livre; Duroc ne resta que peu de temps à Berlin, il fut immédiatement remplacé par M. de Beurnonville, ambassadeur à titre, comme le marquis de Lucchesini le fut également auprès du premier consul (3), et ce fut alors que s'engagea sérieusement la négociation entre M. de Beurnonville et M. de Haugwitz sur la cession des villes hanséatiques pour indemnité à la Prusse. Cette puissance avait l'espoir d'un débouché dans la Baltique, comme la Russie dans la mer Noire et l'Autriche

des affaires étrangères, et M. Beyme pour celui de l'intérieur.

Ceux-ci faisaient leurs rapports au roi, et ils communiquaient aux ministres la décision de Sa Majesté, de sorte qu'ils étaient, dans le fait, les véritables ministres. Ce n'était que dans les occasions extraordinaires qu'on tenait un conseil du cabinet, et que les ministres pouvaient parler d'affaires au roi.

(1) En octobre 1800.

(1) M. de Geniz y répondit par deux remarquables écrits : *État de l'Europe à la fin du XVIII^e siècle* — et *Considérations sur l'origine et le caractère de la guerre actuelle contre la France, 1801*.

(2) Voir chapitre XXIII. Voici comment se traitaient alors les affaires en Prusse. Les ministres, M. de Haugwitz ou de Hardenberg, envoyaient leurs dépêches, non pas au roi directement, mais à ses deux secrétaires, M. Lombard pour le département

dans l'Adriatique. Il est dans la nature des grands États de chercher une importance maritime et une issue à leurs produits, et l'on peut dire que la révolution française et l'empire ont fait, sous ce rapport, une large part à la Russie par la Finlande, et à l'Autriche par Trieste et Venise.

Toutes ces démarches n'étaient que secondaires, et ne se rattachaient qu'à une nécessité actuelle; M. de Talleyrand savait bien qu'il n'y avait réellement qu'une puissance qui fit mouvoir et agir toutes les autres comme une grande fée avec sa baguette d'or. Si la France agitait le monde par les armées et la conquête, si le consul Bonaparte pouvait ramener la gloire sous les drapeaux, Pitt, le chef du cabinet britannique, avait dans les mains d'autres mobiles immenses : le crédit public et les subsides. Bonaparte luttait par les armées, Pitt par le parlement. Aucun cabinet n'était à l'abri de cette action merveilleuse que le ministre anglais employait à l'égard de tous; d'où M. de Talleyrand concluait avec justesse que, tant qu'il n'y aurait pas tentative sérieuse de paix avec l'Angleterre, le continent serait incessamment troublé; pourquoi ne pas essayer une démarche officielle auprès du cabinet britannique? Que risquait-on dans une tentative de cette nature? De ne pas réussir, de ne pas être écouté par le ministre anglais? Mais alors on mettait les torts du côté de la Grande-Bretagne. Les rapports de M. de Talleyrand avec les membres principaux de l'opposition anglaise lui faisaient parfaitement comprendre que c'était affaiblir le ministère de Pitt que de lui jeter, au milieu de la session parlementaire, une proposition officielle de paix, de la part du premier consul (1). On espérait à Paris que le parti Addington voterait avec M. Fox contre le cabinet Pitt pour ouvrir des négociations avec la France, et que, par ce moyen, le premier

ministre pourrait être renversé et son système avéré lui : quel puissant résultat!

J'ai tout lieu de croire que le premier consul, pas plus que M. de Talleyrand, ne se méprirent sur le peu de résultat d'une tentative auprès de Pitt au moment même de toute l'exaltation de la guerre; mais leur but était de ranger l'opinion publique en France, en Angleterre, sous les bannières de Bonaparte. On exaltait son caractère pacificateur, en révélant en lui l'homme de la paix; n'était-ce pas au nom de la victoire et de la modération qu'on l'avait salué lors de son débarquement à Fréjus, et ce but est si visible que M. de Talleyrand, qui connaissait si bien les formes diplomatiques, ne commence pas, comme il l'avait fait avec lord Malmesbury, à suivre une négociation intime et secrète; c'est officiellement et publiquement que toutes les démarches sont faites comme si on voulait appeler l'attention; ce n'est pas le ministre des relations extérieures qui écrit à lord Grenville, secrétaire d'État des affaires étrangères en Angleterre; mais Bonaparte, premier consul, qui s'adresse directement au roi George III, comme de puissance à puissance. La lettre du consul est rédigée plutôt comme un manifeste destiné à séduire l'opinion que comme une note sérieuse qui tend à ouvrir des négociations d'État à État pour arriver à une convention positive. Bonaparte parle au roi : « tu besoin de la paix, des sentiments du peuple, » et, à peine élevé au pouvoir, il traite sans intermédiaire avec le souverain de la Grande-Bretagne, oubliant que, dans le système anglais, le roi ne peut agir et que tout doit se traiter de ministre à ministre. M. de Talleyrand se borne à servir de secrétaire au consul, il adresse à lord Grenville cette sorte de manifeste en termes pompeux et grandiloques; M. de Talleyrand n'est rien qu'un simple intermédiaire,

même, doit-elle être éternelle? N'est-il donc aucun moyen de s'enlender?

« Comment les deux nations les plus éclairées de l'Europe, puissantes et fortes plus que ne l'exigent leur étendue et leur indépendance, peuvent-elles sacrifier à des idées de vaine grandeur, le bien du commerce, la prospérité intérieure, le bonheur des familles? Comment ne sentent-elles pas que la paix est le premier des besoins, comme la première des gloires?

« Ces sentiments ne peuvent pas être étrangers au cœur de Votre Majesté, qui gouverne une nation libre, et dans le seul but de la rendre heureuse.

« Votre Majesté ne verra dans cette ouverture que mon désir sincère de contribuer efficacement pour la seconde fois à la pacification générale, par une démarche prompte, toute de confiance, et dégage de ces formes qui, nécessaires peut-être pour dégager la dépendance des États faibles, ne doivent dans les États forts que le désir malin de se tromper.

« La France, l'Angleterre, par l'abus de leurs forces, peuvent longtemps encore, pour le malheur de tous les peuples, en retarder l'épuisement; mais j'ose le dire, le sort de toutes les nations civilisées est attaché à la fin d'une guerre qui embrase le monde entier. De Votre Majesté, etc.

« Signé : Bonaparte. »

(1) Voici, au reste, toute la correspondance pour cette négociation avec l'Angleterre :

Au très-honorable lord Grenville, etc.,

Milord,

« J'expédie par l'ordre du général Bonaparte, premier consul de la république française, un courrier à Londres. Il est porteur d'une lettre du premier consul de la république pour Sa Majesté le roi d'Angleterre. Je vous prie de donner les ordres nécessaires pour qu'il puisse vous la remettre sans intermédiaire. Cette démarche annonce d'elle-même l'importance de son objet.

« Recevez, milord, l'assurance de ma plus haute considération.

« Signé : Ch. Mau. Talleyrand. »

Paris, le 5 nivôse, an VIII de la république française.
République française. — Souveraineté du peuple. — Liberté. — Égalité.

Bonaparte, premier consul de la république, à Sa Majesté le roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Paris, le 5 nivôse, an VIII de la république.

« Appelé par le vœu de la nation française à occuper la première magistrature de la république, je crois convenable en entrant en charge d'en faire directement part à Votre Majesté.

« La guerre, qui depuis huit ans ravage les quatre parties de

l'enveloppe sous laquelle la lettre est adressée.

En réponse, lord Grenville se hâte de ramener la question aux simples termes des affaires; n'imitant point les phrases retentissantes du premier consul, il adresse une note sèche, détaillée, raisonnée, de ministre à ministre. Le roi ne répond pas au consul Bonaparte, c'est lord Grenville qui

(1) Downing-Street, 4 janvier 1800.

Monsieur,

« J'ai reçu et mis sous les yeux du roi les deux lettres que vous m'avez transmises, et Sa Majesté, ne voyant aucune raison de se départir des formes anciennement établies en Europe pour les transactions des affaires d'Etat à Etat, m'a ordonné de vous faire passer en son nom, la réponse officielle que vous trouverez ci-inclusa.

« J'ai l'honneur d'être, avec une haute considération, monsieur, votre très-humble et très-obéissant serviteur.
Signé : Grenville. »

Au ministre des affaires étrangères, etc., à Paris.

« Le roi a donné de fréquentes preuves du désir sincère qu'il a de voir une tranquillité solide et permanente rétablie en Europe. Il ne fait point aujourd'hui la guerre, il ne l'a point faite, pour une vaine et fausse gloire. Il n'a jamais eu d'autres vues que celles de maintenir contre toute agression, les droits et le bonheur de tous ses sujets.

« C'est pour le maintien de ces droits et de ce bonheur, qu'il pour repousser une attaque qu'il n'a point provoquée, qu'il a pris les armes, et qu'il est encore dans la nécessité de faire la guerre, et il se peut point espérer de faire cesser ces dangers en entrant dans le moment actuel en négociation avec ceux qu'une nouvelle révolution vient de mettre si récemment en possession du pouvoir en France; il ne peut, en effet, résulter aucun avantage d'une semblable négociation en faveur du grand et désirable objet d'une paix générale, jusqu'à ce qu'il ne paraisse clairement que les causes qui ont enfanté la guerre, et depuis l'ont prolongée et renouvelée plus d'une fois, ont cessé d'agir.

« Le système auquel la France attribue avec raison tous ses maux actuels, est celui qui a causé et entrainé le reste de l'Europe dans une guerre longue, destructrice, et d'une nature inconnue depuis longtemps aux nations civilisées.

« C'est pour la propagation de ce système, et pour le renversement de tous les gouvernements établis, que les ressources de la France, est, d'année en année et au milieu d'une misère sans exemple, été prodiguées et épuisées. C'est à cet esprit de tout détruire indistinctement que les Pays-Bas, les Provinces-Unies, les cantons suisses (anciens amis et alliés de Sa Majesté) ont été successivement sacrifiés. L'Allemagne a été ravagée; l'Italie, quoique aujourd'hui arrachée à ceux qui l'ont envahie, est devenue le théâtre d'une anarchie et d'une rapine effrénées. Sa Majesté a été elle-même forcée de soutenir une guerre difficile et onéreuse pour l'indépendance et l'existence de ses Etats.

« Et ces calamités ne se sont point bornées à l'Europe. On les a portées jusque dans des parties du monde les plus reculées, et même dans des pays qui étaient si étrangers à la contestation actuelle, par leur situation et leurs intérêts, que l'existence même d'une guerre semblable était peut-être inconnue aux peuples qui se sont trouvés soudainement livrés à toutes ses horreurs.

« Tant qu'un semblable système continuera de prévaloir, et tandis que l'on pourra prodiguer pour le maintenir, le sang et les trésors d'une nation nombreuse et puissante, il est démontré par l'expérience que tout moyen de défense sera inutile, si ce n'est celui d'hostilités franches et vigoureuses. Les traités les plus solennels n'ont servi qu'à préparer les voies à de nouvelles agressions; et ce n'est qu'à une résistance ferme qu'est due maintenant la stabilité qui reste en Europe pour la propriété, pour la liberté personnelle, pour l'ordre social, et pour le libre exercice de la religion.

« En conséquence, jaloux de maintenir la conservation de ces

s'adresse à M. de Talleyrand; tout se fait d'après les anciennes habitudes de cabinet. Dans cette note, les griefs de l'Angleterre sont déduits avec netteté (1); la Grande-Bretagne n'a pas commencé la guerre, elle a traité jusqu'au dernier moment; elle a accueilli toutes les démarches faites jusqu'en 1792. Lorsque la révolution est sortie de ses limites,

objets essentiels, Sa Majesté ne peut point placer sa confiance dans un simple renouvellement de protestations générales de dispositions pacifiques. Tous ceux qui ont successivement disposé des ressources de la France, et qui les ont employées à travailler à la destruction de l'Europe, ont mis en avant, à plusieurs reprises, de semblables protestations, et ceux qui gouvernent aujourd'hui la France, déclarent eux-mêmes que ces hommes ont tous été également, dès le principe, incapables de maintenir aucunes relations d'amitié et de paix.

« Sa Majesté éprouve le plus vive satisfaction, lorsqu'il lui paraît que le danger auquel ses Etats et ceux de ses alliés ont été si longtemps exposés, aura réellement cessé; lorsqu'elle sera suffisamment convaincue que la nécessité de la résistance n'existe plus; qu'après l'expérience de tant d'années de crimes et de malheurs, des principes plus sains aient enfin prévalu en France; et que tous les projets gigantesques d'ambition, et les plans perpétuels de destruction qui ont menacé l'existence même de la société civile, aient enfin été définitivement abandonnés. Mais la conviction d'un changement semblable, quoique confirmée qu'il puisse être aux vœux de Sa Majesté, ne peut résoudre que de l'expérience et de l'évidence des faits.

« Le meilleur gage, le gage le plus naturel de sa réentité et de sa permanence, serait la restauration de cette dynastie de princes qui ont maintenu pendant tant de siècles la nation française en état de prospérité et de repos, et l'ont fait respecter et considérer au dehors. Un tel événement aurait écarté, tout d'un coup, et écartera, dans tous les temps, les obstacles qui s'opposeraient à une négociation de paix. Il assurerait à la France la possession tranquille de son ancien territoire, et il donnerait à toutes les institutions de l'Europe, tranquillité et pacificité, cette sécurité qu'elle est obligée de chercher aujourd'hui par d'autres moyens.

« Mais, quelque dédaigne qu'on soit d'événement d'être à la France et au monde, ce n'est point exclusivement à ce mode que Sa Majesté borne la possibilité d'une pacification solide. Sa Majesté n'entend pas avoir le droit de prescrire aux Français quelle sera la forme de leur gouvernement, et dans les mains de qui sera placée l'autorité nécessaire pour gouverner une grande et puissante nation.

« Sa Majesté ne s'occupe que de la sûreté de ses Etats et de ceux de ses alliés, et de la sûreté générale de l'Europe. Lorsqu'elle jugera que l'on peut obtenir cette sûreté de quelque manière, soit qu'elle résulte de la situation intérieure de la France (situation de laquelle sont nés tous les dangers), soit qu'elle provienne de toute autre circonstance qui pourra mener ou même lui, Sa Majesté saisière avec empressement l'occasion de concorder avec ses alliés les moyens d'obtenir une pacification immédiate et générale.

Malheureusement une telle sûreté n'existe point encore, il n'existe point de preuves suffisantes des principes qui dirigeront le nouveau gouvernement, il n'existe encore base raisonnable qui puisse faire juger de sa solidité. Dans cet état de choses, il ne peut rester à présent à Sa Majesté d'autre parti que de poursuivre, conjointement avec les autres puissances, une guerre juste et défensive, mais que sa sollicitude pour le bonheur de ses sujets ne lui permette jamais ni de prouvoier au delà de la nécessité qui lui donne naissance, ni de terminer sur d'autres bases que celles qui pourront le mieux contribuer à assurer leur tranquillité, leur constitution et leur indépendance.

« Signé : Grenville. »

Downing-Street, le 4 janvier 1800.

Au ministre des affaires étrangères, etc., à Paris.

lorsqu'elle a débordé sur l'Europe par d'immenses envahissements, alors seulement l'Angleterre a dû se mettre en garde contre un système qui brisait l'équilibre européen; ce système d'envahissement n'ayant point changé, le cabinet ne voyait pas qu'il pût y avoir lieu aux moindres négociations. Le gouvernement français n'offrait encore aucune garantie; le principe révolutionnaire bouillonne, et, tant que la France persistera dans sa tendance d'envahissement, le cabinet britannique ne croit pas possible d'entamer une négociation sérieuse. Le ministre ajoutait une dernière phrase, où il était question de la sécurité qu'amènerait pour l'Europe le retour de la France aux principes de l'ancienne monarchie sous la maison de Bourbon. L'Angleterre avait en vue ici de plaire à la Russie et personnellement à Paul I^{er}. Ce prince marchait droit alors au rétablissement de Louis XVIII, et la Grande-Bretagne donnait un gage à son système : toutefois ce cabinet n'en faisait pas une condition essentielle; c'était plutôt une vue, un vœu, qu'une clause fondamentale et préliminaire à toute convention.

Cette restriction était destinée au parlement, alors solennellement réuni; on ne pouvait soutenir, à la face des assemblées élues en vertu de la révolution de 1688, que la paix dépendait de la restauration d'une vieille monarchie. Le cabinet Pitt ne se dissimulait pas qu'une vive opposition allait l'attendre dans les communes et les lords; et ce n'était pas sans dessein que le premier consul avait choisi cette époque des sessions où les passions parlementaires s'agitent. Quel thème violent pour l'opposition anglaise qu'un refus de la paix loyalement proposée au moment des grandes crises financières et militaires, quand le duc d'York venait d'être rejeté dans la mer par les armées de France. Quoi! on refuserait de traiter et même d'entrer en simple négociation; Pitt avait-il donc juré la guerre éternelle? Fallait-il que l'Angleterre se sacrifiait à une idée implacable?

Cependant le ministère n'hésita point à aborder franchement la discussion parlementaire; un message du roi, formel et précis, adressé aux deux chambres, parla des négociations et de la démarche faite par le gouvernement français en termes si positifs, que la discussion était formellement provoquée. Ce message disait : « George roi. Les subsides accordés au commencement de la session actuelle, n'ayant été calculés que pour les besoins des premiers mois de l'année, Sa Majesté recommande maintenant à la chambre de pourvoir, ainsi

qu'elle le jugera nécessaire dans les circonstances actuelles, aux besoins ultérieurs des différentes branches du service public, et à ceux que nécessite la poursuite vigoureuse de la guerre. Sa Majesté a ordonné qu'on en remit les états aux communes. Sa Majesté a ordonné à cette occasion que l'on mit sous les yeux de la chambre des copies des communications reçues récemment de France, et des réponses qui leur ont été faites par ordre de Sa Majesté : Sa Majesté est persuadée que ces réponses paraîtront à la chambre conformes à ce que le roi devait, en cette circonstance, aux intérêts les plus importants de ses États. Et Sa Majesté n'ayant rien plus à cœur que de contribuer, aussitôt que la situation des affaires le permettra, au rétablissement de la tranquillité en Europe sur des bases solides et durables, et de pourvoir d'une manière efficace à la prospérité permanente de ses fidèles sujets, met une confiance entière dans l'appui de son parlement et dans le zèle et dans la persévérance de ses sujets à seconder les mesures qui pourront tendre à confirmer les avantages signalés que la cause commune a obtenus dans le cours de la dernière campagne, et mener à une heureuse fin la grande contestation dans laquelle Sa Majesté se trouve engagée. »

Ainsi le ministère Pitt ne craignait pas le grand jour du parlement; il demandait franchement la sanction des chambres sur les actes de sa politique; il provoquait lui-même ces explications. Après une lecture de la motion dans la chambre des lords, Grenville prit la parole pour justifier la conduite du cabinet britannique, et le refus formel d'écouter les négociations offertes par Bonaparte. La discussion était haute, il fallait remuer tout le passé historique : « Depuis huit années, disait le noble lord, c'est-à-dire, depuis le commencement de 1792, la France, cette amie de la paix, a été constamment en guerre. Avec qui? Avec toutes les nations de l'Europe à l'exception de deux, la Suède et le Danemark (1). Encore peut-on dire qu'elle a commis contre ces deux puissances des actes d'hostilités, tels que les ministres des deux cours viennent de recevoir l'ordre de quitter Paris. Si la guerre n'a pas été déclarée en forme à ces deux puissances du Nord, leur commerce a éprouvé de la part des ennemis français des insultes, des déprédations et des injustices atroces que les lois françaises ont sanctionnées; insultes et injustices d'autant plus intolérables qu'elles ont eu lieu en pleine paix et au mépris de la neutralité reconnue. Non-seulement la France s'est rendue coupable de

(1) J'ai recueilli cette discussion immense et révélatrice dans les papiers du gouvernement anglais; elle fut omise ou étrangement travestie dans les journaux français soumis alors à la po-

lice. Il s'agissait, comme dans les temps antiques, de la paix et de la guerre générales. Pitt y fut admirable dans les développements ministériels.

déclarations de guerre ou d'agressions iniques contre toutes les nations de l'Europe, mais encore elle a porté ses hostilités jusqu'en Amérique, en Asie et en Afrique; en un mot dans toutes les parties du monde. — Écoutez! écoutez!... s'écriait-on de toutes parts! — Dites les faits! répondirent le duc de Bedford et lord Grey... — Que vos seigneuries examinent, continua Grenville, la conduite de la France envers les États-Unis d'Amérique, elles verront qu'elle est depuis ce temps dans une situation qui ressemble beaucoup à la guerre. N'est-ce pas dans ces faits que nous trouverons la preuve que les principes désorganisateur de la société civilisée ont éprouvé d'étranges changements en France? Nous voyons dans tous ses actes un esprit perpétuel d'innovation, d'injustice préméditée, d'oppression combinée et de mépris pour le droit des gens et les droits des individus. On ne voit nulle part cet amour de la paix qui prend sa source dans l'amour de l'ordre, dans des habitudes douces, dans une ambition modérée, dans un orgueil national tempéré, et qui garantit avec justice la permanence de ces stipulations, par ses rapports nécessaires avec la liberté et les droits de l'Europe et du genre humain. Il est donc faux de dire que le caractère original de la république ait subi quelque altération. La Prusse n'a-t-elle pas vu, malgré la tendre sollicitude qu'elle a témoignée à la république pour éviter la guerre, n'a-t-elle pas vu, dis-je, les droits de la paix enfreints? Les procédés de la république envers la ville de Hambourg, les contributions qu'elle a levées sur cette ville dont l'indépendance était garantie par la Prusse, les contributions imposées aux villes comprises dans la ligne de démarcation, et les actes des agents de la république dans les pays cédés momentanément à la France par la Prusse, ont été regardés par cette puissance comme des infractions à la neutralité et à ses traités, elle en a porté publiquement des plaintes. »

Ici lord Grenville, interpellé par l'opposition, s'écria : « Vous voulez des faits? Eh bien! l'armistice conclu par l'archiduc avec le général de la république fut suivi du traité de Campo-Formio. Ce traité a-t-il été mieux observé qu'aucun de ceux signés antérieurement? Il a donné naissance à la guerre qui, pour la seconde fois, déchire le continent de l'Europe. Les républiques italiennes qui devaient espérer d'être traitées avec quelque indulgence par les républicains français, ont été outragées et renversées ensuite par les mêmes manœuvres que nous avons vus réussir contre des princes. La république de Venise fut la première contre laquelle la France tourna ses armes aussitôt après la suspension d'hostilités signée à Léoben. La répu-

blique de Gènes avait également fait un traité avec les Français; elle les reçut comme amis, et afin que la dette de sa reconnaissance fût acquittée selon les principes de la nouvelle école, le gouvernement y fut révolutionné par le seul acte du vainqueur. »

Lord Grey interrompit le ministre : « Qu'importe tout cela? L'Angleterre a-t-elle été insultée? Et quel grief avez-vous contre la révolution? Pourquoi êtes-vous intervenu dans les affaires de la république française? — L'Angleterre, répliqua lord Grenville, non-seulement elle n'eut jamais l'intention d'intervenir dans les affaires intérieures de la France, non-seulement elle se refusa aux sollicitations des puissances en guerre, mais même elle autorisa ses ministres, dans les cours étrangères, à offrir sa médiation entre la France et elles. Il arrive, par un hasard singulier, que MM. de Talleyrand et Chauvelin l'ont reconnu eux-mêmes. En effet, le ministre actuel des affaires étrangères en France est ce même M. de Talleyrand qui fut envoyé lui en 1792 pour négocier. A cette époque, ainsi que tout le monde le sait, Louis XVI était dans les mains de la faction jacobine, et conséquemment on doit regarder la lettre de créance de MM. de Chauvelin et de Talleyrand comme exprimant les sentiments de cette faction, et comme rédigée, selon toutes les apparences, par M. de Talleyrand lui-même. Or voici le langage que l'on fait tenir au roi dans un passage de cette lettre : « Je vous remercie de ne vous être pas joint à la coalition des puissances contre la France. » Nous avons donc, en cette occasion, le témoignage de M. de Talleyrand, ministre du roi de France, à opposer un témoignage de M. de Talleyrand, ministre de la république française. Nous en trouverions encore plusieurs autres preuves au besoin, dans les dépêches de M. de Chauvelin. Voyez par là, milords, quelle confiance on doit avoir dans les assertions de gens qui se mettent ainsi en contradiction avec eux-mêmes ! »

Plusieurs pairs de l'opposition dirent alors : « Mais Bonaparte n'a rien de commun avec les révolutionnaires qui l'ont précédé au gouvernement; que lui reprochez-vous ? — Ce que je lui reproche? s'écria lord Grenville. A qui sont donc la plus grande partie des actes que je vous ai exposés? A Bonaparte. Qui a fait un traité de paix avec la Sardaigne et qui l'a rompu ensuite? Bonaparte. Qui a conclu et violé un traité avec le grand-duc de Toscane? Bonaparte. Qui a fait, qui a ratifié, qui a annulé des armistices avec Modène et les autres petits États de l'Italie? Bonaparte. Qui a rançonné le grand-duc de Parme, malgré sa neutralité? Bonaparte. Si Venise a été entraînée à la guerre, qui l'y a entraînée si ce n'est Bonaparte? Qui, après

avoir fait la paix avec Venise, et lui avoir donné une constitution, l'a livrée, pieds et mains liés, à l'Empereur? Bonaparte. Si le gouvernement de Rome a été réduit par la terreur à signer le traité de Tolentino, c'est encore par Bonaparte; nous le voyons ensuite faire renverser le gouvernement papal, par son frère et son lieutenant Berthier. Si Gènes a été réduite à la même humiliation, c'est encore aux volontés de Bonaparte qu'ont été sacrifiées les richesses et l'indépendance de cette république. Si la Suisse a été entraînée, par des offres trompeuses de paix et d'alliance, à abandonner ses droits et ses libertés, c'est par Bonaparte qu'elle en a été dépouillée; car ses projets ambitieux et perfides y ont été mis à exécution par le général Brune, le même que le premier consul a choisi tout récemment pour commander une armée contre les royalistes de la Vendée. »

Ces grandes invectives contre Bonaparte avaient leur dessin; elles s'adressaient surtout au parti nombreux que le premier consul avait en Angleterre; Grenville voulait le confondre avec les autres révolutionnaires et le rendre odieux. Le discours de Grenville, concerté avec Pitt, fit une vive sensation sur les lords; il fut combattu avec non moins de vigueur par Grey, Holland et Bedford. « Quoi! s'écria Grey, comment expliquer qu'un cabinet refuse sans prétexte, sans motif, d'ouvrir une négociation avec un gouvernement qui demande lui-même à traiter? Quoi! ce que l'on fait avec une horde de sauvages vous ne voudriez pas le faire avec la France, pays civilisé? » Le noble lord fit l'éloge des premiers actes du consul, de l'ordre et de l'unité de son pouvoir. « Était-il possible de confondre avec les amis de la désorganisation une tête si forte? » En vain le parti whig défendit la cause de la révolution française, l'opposition fut impuissante à la chambre des lords; l'aristocratie avait pris son parti; la majorité soutint que la paix avec la république française ne serait qu'une trêve, et qu'alors mieux valait continuer implacablement les hostilités que de les abandonner un moment, pour les reprendre ensuite avec de nouveaux sacrifices de guerre. L'adresse fut votée à la presque unanimité.

Aux communes, la discussion fut plus brillante encore, et les beaux talents s'y déployèrent face à face. Que ne devait-on pas attendre de Pitt, de Dundas, de Conning, d'une part; puis d'Erskine, Fox et Whitbread, de l'autre, quand il s'agissait de remuer le monde par la paix ou par la guerre? Dundas, l'ami de Pitt, le dévoué compagnon de ses travaux, fit la motion de l'adresse sur le message royal avec un hardiesse d'approbation remarquable; il développa, avec plus de vivacité encore,

les arguments de Grenville contre la négociation avec la France. Le terrain était ici plus brillant et les communes un plus vaste théâtre! « La question qui est en ce moment en discussion n'est plus une question de théorie et de spéculation! s'écria Dundas; l'expérience l'a décidée. Il s'agit de prononcer sur les principes de la révolution française. Est-ce ou n'est-ce pas une œuvre glorieuse, ainsi que l'ont dit ses admirateurs? N'est-ce pas, au contraire, une épreuve qui a produit plus de maux et de crimes que n'en offre l'histoire connue du monde? D'abord j'aperçois le citoyen Bonaparte, il nous assure qu'il a des dispositions pacifiques, et puis, pour garantie de cette assertion, je ne vois qu'un certificat du citoyen Talleyrand. Ici, peut-être, trouvera-t-on que j'ai tort de parler du caractère personnel de ce Bonaparte; mais comme cet homme nous est présenté sans que nous puissions l'éviter, comme il nous dit qu'il a été reconnu par le vœu du peuple français chef de la première magistrature de France, tandis que nous savons qu'il n'en est revêtu tout seul, et comme enfin M. de Talleyrand nous y invite, il faut bien que nous examinions un peu le caractère de ce personnage, et surtout ses dispositions prétendues pacifiques. »

Dundas attaqua la question au vif, en abordant sur-le-champ le caractère de Bonaparte. « Je commence avant tout par désavouer toute intention de faire des plaisanteries sur cet homme et ses actions privées; quoique je sois grandement autorisé à dire qu'un homme qui tantôt blasphème et renie son Dieu, et tantôt offense son voisin, n'est pas tout à fait l'homme que le vœu d'un peuple devrait appeler à la première magistrature. Mais voyons le caractère pacifique tel que l'entend le citoyen Bonaparte. La Prusse a fait la paix, la république a toutes sortes de raisons de ménager la Prusse, et cependant la Prusse est obligée d'entretenir à grands frais une armée formidable pour garder la ligne de démarcation. Si nous faisons la paix nous aurions tous les inconvénients de la guerre sous le rapport des dépenses. Il nous faudrait rester armés comme nous le sommes pour la défense de nos possessions à l'étranger et de notre tranquillité domestique, sans pouvoir entreprendre aucune opération offensive. Le résultat de cette paix serait tout à l'avantage de la France. Accéder aux ouvertures qui ont été faites, aurait été un acte précipité. Le gouvernement n'a cependant pas mis une négative absolue à ces propositions. Mais il s'en est rapporté au temps pour découvrir si la France était sincère et si elle s'arrangerait enfin de manière à ce que l'on pût traiter avec quelque sécurité. »

De longs applaudissements partirent du banc ministériel: Écoutez! écoutez! s'écria l'opposition,

quand Whitbread prit la parole. « Eh quoi ! vous ne voulez pas traiter avec la France, et on vous le dit à la face ! c'est pourtant par cette déplorable persévérance qu'on a jeté la révolution française dans ses excès. Savez-vous bien que sans l'intervention de l'Europe, la folie, les crimes et l'ambition des autres puissances, la révolution française aurait eu un caractère différent ? Savez-vous bien qu'il est survenu un mal plus grand que celui que l'on redoutait, l'extinction de la liberté dans presque toutes les parties de l'Europe, sous prétexte de s'opposer aux principes licencieux de la France ? On se plaint que la France a méprisé tous ses traités depuis dix ans, même avec les puissances neutres ; mais pouvez-vous oublier que lord Hervey et lord Hood ont fait renvoyer les ministres français de Florence ? Avez-vous oublié les menaces de M. Drake à Gênes et les ordres qu'il a fait donner pour le renvoi des Français qui s'y trouvaient ?

— C'est vrai c'est vrai criait-on des hanes whigs. Pourquoi ne pas reprendre les négociations de lord Malinesbury à Paris et à Lille ? Pendant le cours de la dernière négociation, il était survenu une révolution qui avait fait succéder aux jacobins disgraciés des hommes encore plus jacobins, et cela avait-il causé la plus légère objection ? Et bien ! une nouvelle révolution venait de faire passer le pouvoir des mains de cinq personnes dans celles d'une seule. Cette personne s'était jugé à propos de faire des ouvertures à Sa Majesté, d'une manière conforme aux droits des nations civilisées, et nullement incompatible avec le respect que se doivent entre elles les têtes couronnées.

— Têtes couronnées ! répondirent les torys ; Bonaparte est donc roi ? — En disant têtes couronnées, ajouts M. Whitbread, je n'entends point diminuer par là tout ce qu'a de criminel l'usurpation de Bonaparte ; mais cependant, lorsque sa puissance sera consolidée, il faudra la respecter comme un gouvernement légitime. Pourquoi s'étudier d'ailleurs à abaisser, à avilir le caractère de Bonaparte ? »

M. Whitbread avait hautement défendu le principe de la révolution française, comme toute l'école des whigs ; le jeune Canning, si intimement lié au système de Pitt, répondit à M. Whitbread : « Je ne suis pas peu surpris de voir que, lorsqu'on parle négociations entre ce pays-ci et la France, il y ait toujours des personnes qui prétendent qu'il soit hors de propos d'examiner les principes de la révolution, et le caractère de ses agents. Quelle est la situation actuelle du peuple français vis-à-vis son nouveau gouvernement ? S'il n'est pas bientôt convaincu qu'il n'a fait que changer le sceptre pour l'épée ; s'il préfère les formes dures et repoussantes

du despotisme militaire actuel, aux formes aimables et douces de son ancienne monarchie ; s'il préfère un tyran ombrageux et jaloux, armé du pouvoir absolu, à son bonheur passé ; s'il n'a maréché au travers de flots de sang que pour arriver à ce qu'il déclarait bêt, le gouvernement d'un seul, alors je serai disposé à croire qu'il acquiesce à la tyrannie du nouvel usurpateur, qui, semblable au spectre, porte sur sa tête quelque chose qui ressemble à une couronne. »

Canning faisait ici allusion à la tête couronnée dont venait de parler M. Whitbread ; il était d'ailleurs dans ses habitudes classiques, de remuer les images comme dans les thèses d'université. Continuant ainsi l'examen de l'état de la France, Canning disait : « Si, bien loin d'accorder cet acquiescement à leur gouvernement, les Français viennent à l'examiner de sang-froid, lorsqu'ils auront laissé se calmer les premiers transports de la joie qu'ils ont éprouvée d'être débarrassés de plus grands brigands, et s'ils s'aperçoivent qu'ils n'ont pas même une monarchie, mais une usurpation détestable qui n'a ni limites, ni stabilité, ni légitimité, n'est-il pas vraisemblable pour tout homme qui pense, qu'ils s'arracheront enfin un jour à ce système horrible, oppressif, destructeur, qui les menace des plus grands malheurs ? La première idée qui se présente naturellement à l'aspect de la dernière révolution qui a élevé Bonaparte, c'est la tendance que la France a vers le gouvernement monarchique. Il y a, sans doute, je le sais, beaucoup d'opinions différentes sur la manière de réaliser cette tendance, mais cela ne fait rien à l'idée première qui résulte du grand changement qui vient d'avoir lieu, et il a été de notre devoir de l'énoncer. Nous devons quelque chose à la situation du malheureux peuple français, j'en conviens ; mais nous nous devons tout à nous-mêmes ; et certes, en agissant pour nous, nous n'agissons pas moins pour la sécurité et le bonheur des Français. Mais en leur tendant la main pour parvenir à ce but commun, nous devons agir avec discrétion. S'ils doivent être engloutis par la tempête qui les agite, nous ne devons pas pour cela périr à cause d'eux. »

Ainsi parla M. Canning ; son intention évidemment était de prouver qu'il n'y avait ni intérêt ni nécessité dans un traité avec la France effervescente et toujours en révolution, et ce fut alors qu'Erskine dut prendre la parole, comme la plus savante voix de l'opposition. « Vous voulez, dit Erskine, repousser l'ouverture faite par le gouvernement français ; la question dont il s'agit est de savoir si la réponse qui a été conseillée à Sa Majesté, est sage. Le très-honorable secrétaire d'État (M. Dundas) a déclaré que le gouvernement actuel de

France, au bout de huit ans de guerre, ne diffère en rien de ceux qui l'ont précédé, et que la révolution française continue d'agir ainsi qu'elle l'a fait depuis le commencement, d'après un système destructeur de tous les rapports politiques, du bonheur social, de l'ordre et de la tranquillité générale. Je ne veux point justifier la révolution française, personne n'a plus en horreur les excès auxquels elle a donné lieu ; mais je ne peux m'empêcher de rappeler à la chambre les sentiments exprimés par l'un des hommes les plus éloquents de notre siècle (M. Burke) au sujet de la guerre d'Amérique. « Ne faisons pas attention, dit-il, au caractère ni aux principes du gouvernement américain, mais, au nom de Dieu, voyons ce que nous pouvons faire avec lui. » On n'a pas adopté, malheureusement pour l'humanité, un semblable sentiment par rapport à la France ; au contraire, toutes nos dispositions de paix ont porté un caractère de soupçon et de défiance. Plusieurs des crimes et des ravages de la révolution française doivent leur existence au principe qui dirige notre gouvernement relativement à la paix. — Écoutez ! écoutez ! » Ce cri se fit encore entendre sur les bancs opposés.

Alors M. Erskine développa ce dilemme : « On le gouvernement de Bonaparte périra, ou il se consolidera ; s'il périclité, ce ne peut être que de deux manières, soit par le rétablissement de la famille des Bourbons, soit par une nouvelle révolution. Je regarde le premier cas comme impossible ; quant au second, il ne nous fait pas faire un seul pas vers la conclusion de la paix. La réponse faite par le cabinet Pitt a donc été téméraire, et l'on aurait pu agir avec plus de sagesse, lorsque les dernières ouvertures ont été faites aux ministres ; ils auraient pu se contenter de répliquer : « Vous nous proposez la paix, mais nous ne pouvons consentir à une cessation d'hostilités ; nous ne pouvons abandonner nos alliés. » N'y avait-il donc pas de meilleur moyen de répondre aux ouvertures que de dire aux Français : « Nous avons besoin de l'expérience, et du témoignage des faits. » La France ne pourrait-elle pas nous dire à son tour : « Vous avez reconnu de la stabilité en 1793 à un gouvernement qui n'était établi que depuis un mois, et cependant vous ne voulez pas aujourd'hui lui en reconnaître autant. Ou vous avez tort alors, ou vous avez tort aujourd'hui. » Je suppose que les chouans soient aujourd'hui soumis et pacifiés, et que toutes les classes de Français soient fermement unies pour seconder les projets du gouvernement, combien notre situation alors ne deviendrait-elle pas humiliante ? Nous serons obligés de demander cette paix, avec la tristesse sur la figure, après avoir négligé une occasion favorable de la faire à

des termes avantageux. Je regarderais comme une absurdité de prétendre que Bonaparte n'ait pas agi en ceci pour son intérêt particulier ; mais quelles que pussent être ses vues personnelles, nous ne devons considérer que notre intérêt, sans nous occuper de lui. »

L'opposition arrivait ensuite au point qu'il lui était le plus avantageux de traiter : la partie de la note relative au rétablissement des Bourbons. « Or, disait M. Erskine, si le gouvernement actuel périt par une révolution qui remette la maison de Bourbon sur le trône, alors nous nous trouverons obligés de lui rendre tout ce qui appartenait aux Bourbons lorsqu'ils possédaient encore la couronne. Il faudra qu'il en soit fait autant en France ; or, je le demande, cela est-il praticable ? Est-il un seul homme, ayant une propriété d'une acre de terre, qui se voyant obligé de s'en dépouiller pour l'ancien propriétaire, ne s'oppose de tous ses efforts à une semblable révolution ? C'est de la permanence d'un gouvernement que dépendent le maintien de l'ordre et la sûreté des propriétés. Ce principe s'applique particulièrement à notre gouvernement ; si on le violait, que deviendraient nos trois pour cent ? Il viendrait des anges pour agir contre un pareil principe que je m'y opposerais ; et cependant il semble que c'est un point arrêté de placer sur le trône un prince de la maison de Bourbon, malgré le vœu d'un peuple entier ! Si j'étais à la place de Bonaparte, assis sur le trône de France, combien je rirais de ces petites fusées qui me seraient adressées du banc de la trésoiserie, puisqu'elles me fourniraient tant de matériaux avec lesquels je pourrais, dans un bon manifeste, allumer les ressentiments et l'indignation du peuple français, et l'exhiter à un redoublement de vigueur pour la continuation des hostilités ! Supposons le contraire de ce qui est arrivé aux ministres ; supposons que ce soient eux qui aient écrit au gouvernement français, et que celui-ci ait fait la réponse que les ministres ont faite à Bonaparte, quel aurait été mon devoir ? J'aurais ouvert ma bourse, et j'aurais fait de bon cœur tous les sacrifices que le gouvernement aurait exigés. Les ministres de Sa Majesté ont, dans leurs réponses, fourni à Bonaparte et à ses représentants, des matériaux qui ne serviraient qu'à consolider son pouvoir. Comme ils ont mis imprudemment en avant les prétentions de la maison de Bourbon, il ne manquera pas de profiter de cette occasion d'exaspérer le peuple, en lui présentant les dangers auxquels ces prétentions l'exposeraient. Cette réponse ne me paraît, sous tous les points de vue, que du plus grand danger pour les intérêts de ce pays-ci. Je ne propose point d'amendement, je ne peux pas aussi bien dire ce

qu'il faudrait faire, que je puis dire qu'il ne fallait pas faire ce que l'on a fait. » Ainsi parla Erskine avec un sens très-élevé et une logique puissante ; il fut dans ce débat le plus remarquable orateur de l'opposition.

Quand la chambre des communes, vivement émue par Erskine, suspendait sa séance, Pitt crut nécessaire de faire entendre sa grande parole. La nuit était très-avancée ; le parlement à peine éclairé de quelques bougies qui jetaient ici-là une faible clarté ; les bancs étaient compacts ; on voyait les têtes blanches ou chauves ressortir dans cette attentive assemblée, qui discutait la paix ou la guerre du monde. Tout offrait un aspect dramatique et, dans un silence solennel, Pitt prononça un de ces magnifiques discours qui retentissent dans la postérité parce qu'ils ne sont pas seulement de l'éloquence, mais une prévision historique des destinées d'un pays. Pitt fut admirable dans son tableau des rapports de l'Angleterre avec la révolution française et dans l'appréciation morale des événements ; sa parole conserva la plus haute portée, sans faste, sans images, avec l'accent profond d'une puissante vérité. « Voyons, dit Pitt, il s'agit de connaître bien précisément quel est le caractère de la révolution française. Je regarde cette révolution comme l'épreuve la plus sévère que la main de la Providence ait jamais fait subir jusqu'à présent aux nations de la terre ; mais je ne puis m'empêcher de penser, avec satisfaction, que ce pays-ci, même pendant une semblable épreuve, a non-seulement été exempt des calamités qui ont inondé presque toutes les autres parties de l'Europe, mais encore qu'il semble avoir été réservé pour être le refuge et l'asile de ceux qui ont fui la persécution ; pour être la digue qui devait s'opposer à ses progrès, et peut-être, en dernier lieu, l'instrument qui doit délivrer le monde des crimes et des malheurs qui l'ont accompagnée. »

La voix de Pitt prit ici un caractère plus grave, en abordant les propositions faites par le premier consul : « Bonaparte a jugé à propos de ressusciter et de représenter en détail les principaux arguments employés, depuis sept ans, par tous les orateurs et tous les écrivains de l'opposition, dans ce pays-ci ; qu'importe la seule question dont il s'agit aujourd'hui directement, et qu'il faut décider ce soir même, c'est de savoir si, dans les circonstances présentes, il y a, en entrant en négociations avec la France, une apparence de sécurité assez fondée pour nous engager à négocier. On nous dit : Vous avez traité avec la république ! La chambre ne peut pas avoir oublié la révolution du 4 septembre, qui occasionna le renvoi de lord Malmesbury de Lille : comment cette révolution

fut-elle amenée ? Elle le fut principalement par la promesse que fit Bonaparte (au nom de son armée) de soutenir fortement le Directoire dans des mesures qui ne tendaient à rien moins qu'à violer tout ce que les auteurs de la constitution de 1793, ou ses adhérents, pouvaient regarder comme fondamental, et à établir un système de despotisme qui ne le cédait qu'à celui qu'il vient de réaliser dans sa personne. Très-peu de jours avant cet événement, au milieu de la désolation et du ravage de l'Italie, il avait reçu du Directoire le présent sacré de nouveaux drapeaux. Il les remit à son armée en lui faisant l'exhortation suivante : « Jurons, mes camarades, par les mânes des patriotes qui ont péri à nos côtés, haine éternelle aux ennemis de la constitution de l'an III. »

Pitt concluait de là qu'il n'y avait aucune sécurité à traiter avec un homme qui renversait les gouvernements et les constitutions sans tenir compte de la parole humaine : « Quant à savoir, continuait Pitt, jusqu'à quel point le rétablissement de la monarchie française est désirable, si on peut y parvenir, je ne croirai pas nécessaire de m'étendre beaucoup. Peut-on supposer qu'il soit indifférent et pour nous et pour le monde, que le trône de France soit occupé par un prince de la maison de Bourbon, ou par l'homme dont j'ai essayé de développer la conduite et les principes ? N'est-ce rien, sous le point de vue de l'exemple et de l'influence, que la fortune de ce dernier aventurier dans la loterie des révolutions paraisse devoir être permanente ? Dans l'état d'épuisement et d'appauvrissement de la France, il semble pour un temps impossible qu'aucun autre système que celui du vol et des confiscations, aucun autre moyen que des exactions continuelles que l'on ne pourra exercer qu'avec les instruments de la révolution, puissent arracher à ses habitants ruinés, plus que ce qu'il faudra pour défrayer les dépenses annuelles de son gouvernement, en temps de paix. Supposez, alors, l'héritier de la maison de Bourbon remis sur le trône, il aura assez d'occupation à tâcher, s'il est possible, de guérir les blessures et de réparer graduellement les pertes causées par dix ans de convulsions civiles, de ranimer le commerce expirant, de rallumer l'industrie, de rappeler les capitaux et de faire revivre les manufactures du pays. Dans cette situation, il s'écoulera probablement un intervalle considérable avant que ce monarque, quelles que soient ses vues, puisse posséder un pouvoir qui le rende formidable à l'Europe ; tandis que si le système de la révolution continue, le cas est tout différent. Il est vrai, aussi, que les ressorts gigantesques et surnaturels qui ont soutenu cette révolution, sont tellement détériorés, que l'in-

fluence de ses principes et la terreur de ses armes sont si affaiblies, et ses moyens d'action tellement resserrés et circonscrits, que nous pouvons concevoir de justes espérances; les restes et les débris de ce système ne peuvent plus opposer une résistance longue et efficace à la force réunie de l'Europe, faisant une guerre vigoureuse. »

Ces paroles, destinées à caresser les pensées chancelantes de Paul I^{er}, étaient admirables de prophéties; combiné Pitt voyait avec justesse les conséquences d'une restauration et les difficultés du règne de Louis XVIII. « Écoutez! écoutez! » tel fut le cri du parlement; et alors Pitt continua : « Si vous supposez la confédération de l'Europe dissoute avant le temps, nos armées licenciées, nos flottes en désarmement dans nos ports, nos efforts ralentis et nos moyens de précaution et de défense abandonnés; croyez-vous que le pouvoir révolutionnaire, recevant ainsi du repos et le temps de respirer pour se remettre des maux sous lesquels il est maintenant affaibli, et possédant encore les moyens de rassembler subitement, par violence, ce qu'il reste de forces physiques à la France, et de les mettre en action sous la direction du despotisme militaire; croyez-vous, dis-je, que ce pouvoir révolutionnaire, dont la terreur commençait aujourd'hui à s'évanouir, ne redeviendra pas formidable pour l'Europe? Pouvons-nous oublier que, pendant les dix années que ce pouvoir a subsisté, il a causé plus de maux aux nations environnantes, et a produit plus d'actes d'agression, de cruauté, de perfidie et d'ambition démesurée, qu'il n'est possible d'en découvrir dans l'histoire de France pendant l'espace des siècles qui se sont écoulés depuis l'établissement de la monarchie, y compris même toutes les guerres qui, pendant ce long in-

tervalle, ont été faites par les souverains, dont les projets d'agrandissement et le mépris pour les traités fournissent un sujet éternel de reproches contre l'ancien gouvernement de France? Et si nous croyons l'un, et si nous n'oublions pas l'autre, pouvons-nous hésiter à penser que nous n'ayons pas une meilleure perspective de paix durable, une plus grande sécurité pour l'indépendance et la sûreté de l'Europe par le rétablissement du gouvernement légitime, que par la continuation du pouvoir révolutionnaire dans les mains de Bonaparte? »

L'histoire de l'empire et de la restauration était ainsi prophétisée à roi d'angle par Pitt; il comparait toute la puissance d'une dictature dans les mains de Bonaparte, à toute la faiblesse du pouvoir sous le sceptre de Louis XVIII. Pitt se résumait en demandant le vote de l'adresse immédiatement; car le ministre était habitué à ces grands succès. Ce discours fit un effet profond et enleva le vote des communes; le ministère Pitt sortit triomphant de la lutte; l'adresse fut votée pour la continuation de la guerre à une majorité de deux cent onze voix, et le cabinet prit ainsi une nouvelle force morale devant la nation; tel était habituellement le résultat de ces belles séances parlementaires. Cette force, le cabinet en avait besoin alors, car le premier consul faisait vivement attaquer l'Angleterre dans ses journaux, et Barrère reprenait la plume contre *la perfide Albion*. On avait pour but de soulever l'opinion contre Pitt et de pousser le peuple anglais à demander la paix, contre le sentiment même de son cabinet.

A cet effet, M. de Talleyrand donna la publicité encore à une seconde réclamation adressée à lord Grenville (1). Cette note se ressentait de l'influence du

(1) Les négociations continuèrent avec froideur entre lord Grenville et M. de Talleyrand.

Lettre du ministre des relations extérieures à lord Grenville.

Paris, 24 nivôse an VIII (14 janvier 1800).

« Milord,

« Je me suis empressé de mettre sous les yeux du premier conseil de la république française la note officielle, en date du 14 nivôse, que vous m'avez transmise; et je me trouve chargé de vous faire passer aujourd'hui la réponse officielle que vous trouverez ci-jointe.

« Recevez, milord, l'assurance de ma haute considération.

« Signé : C. M. Talleyrand. »

Au ministre des affaires étrangères à Londres.

« La note officielle en date du 14 nivôse an VIII, adressée par le ministre de M. M. Britannique, ayant été mise sous les yeux du premier conseil de la république française, il a remarqué avec surprise qu'elle reposait sur une opinion qui n'est point exacte relativement à l'origine et aux conséquences de la guerre actuelle. Bien loin que ce soit la France qui l'ait provoquée, on se rappelle que dès le principe de sa révolution elle avait soigneusement proclamé son amour pour la paix, son éloignement pour les conquêtes, son respect pour l'indépendance de tous les

gouvernements; et il n'est pas douteux qu'occupé alors et sans partage de ses affaires intérieures, elle eût été de prendre part à celles de l'Europe, et fût demeurée fidèle à ses déclarations.

« Mais par une disposition opposée, aussitôt que la révolution française eut éclaté, l'Europe presque entière se ligua pour la détruire. L'agression fut réelle longtemps avant d'être publique; on excita les résistances intérieures, on accueillit les ennemis, on appuya leurs déclarations extravagantes, on outragea la nation française dans la personne de ses agents; et l'Angleterre donna particulièrement cet exemple par le renvoi du ministre accrédité près d'elle; enfin, la France fut attaquée de fait sous son indépendance, dans son honneur et dans sa sûreté, longtemps avant que la guerre fût déclarée.

« Ainsi, c'est aux projets d'asservissement et de démembrement qui ont été préparés contre elle, et dont l'exécution a été plusieurs fois tentée et poursuivie, que la France est en droit d'imputer les maux qu'elle a soufferts et ceux qui ont affligé l'Europe; de tels projets, depuis longtemps sans exemple, à l'égard d'une aussi puissante nation, ne pouvaient manquer d'amener les plus fatales conséquences.

« Assemblée de toutes parts, la république a dû porter toutes les efforts de la défensive, et ce n'est que pour le maintien de sa propre indépendance qu'elle a fait usage des moyens qui

premier consul, justement blessé de ce que le roi d'Angleterre n'avait pas daigné lui répondre; lord Grenville lui-même ne l'avait désigné que sous le titre de chef du gouvernement français, sans reconnaître autrement son pouvoir. Le premier consul rappelait surtout dans une phrase finale que la dynastie de 1688 ne devait pas être très-susceptible en matière de légitimité, et qu'elle aussi devait son pouvoir à une révolution. Ce fut alors un thème obligé pour les journaux français que les commen-

étaient dans sa puissance et dans le courage de ses citoyens. Tant qu'elle a vu que ses ennemis s'obstinaient à méconnaître ses droits, elle n'a compté que sur l'énergie de sa résistance; mais aussitôt qu'ils ont dû renoncer à l'espoir de l'environner, elle a cherché des moyens de rapprochement, elle a manifesté des intentions de paix; et si elles n'ont point toujours été efficaces, au milieu des crises intérieures que la révolution et la guerre ont successivement amenées, les précédents dépositaires de l'autorité exécutive en France n'ont pas toujours montré autant de modération que la nation elle-même a déployé de courage, il faut en accuser surtout l'acharnement avec lequel les ressources de l'Angleterre ont été prodiguées pour consumer le ruine de la France.

« Mais, si les vœux de S. M. Britannique, comme elle en donne l'assurance, d'accord avec ceux de la république française, sont pour le rétablissement de la paix, pourquoi, au lieu d'essayer l'épée de la guerre, ne pas mettre son sein à la terminer; et quel obstacle peut empêcher un rapprochement dont l'utilité est commune et sentie; surtout, quand le premier conseil de la république française a personnellement donné tant de preuves de son empressement à mettre un terme aux calamités de la guerre et de sa disposition à maintenir l'observation rigide des traités conclus ?

« Le premier conseil de la république française ne pouvait pas douter que S. M. Britannique ne reconnût le droit des nations à choisir la forme de leur gouvernement, puisque c'est de l'exercice de ce droit qu'elle tient sa couronne; mais il n'a pu comprendre comment, à côté de ce principe fondamental et sur lequel repose l'existence des sociétés politiques, le ministre de Sa Majesté a pu placer des insinuations par lesquelles il tend à s'immiscer aux affaires intérieures de la république, et qui ne sont pas moins injurieuses pour la nation française et pour son gouvernement, que ne le serait pour l'Angleterre et pour Sa Majesté, une série de provocation vers le régime républicain, dont l'Angleterre adopta les formes au milieu du siècle dernier : ou une exhortation à rappeler au trône cette famille que la naissance y avait placée, et qu'une révolution en a fait descendre.

« Si, à des époques peu éloignées, et quand le système constitutionnel de la république ne présentait aucune force ni la solidité qu'il renferme aujourd'hui, S. M. Britannique a cru provoquer elle-même un rapprochement et des conférences de paix, comment ne se serait-elle pas empressée de renouer des négociations auxquelles l'état présent et réciproque des affaires promet une marche prompte? De toutes parts, la voix des peuples et de l'humanité implore la fin d'une guerre marquée déjà par de si grands désastres, et dont la prolongation menace l'Europe d'un ébranlement universel, de maux sans remède; c'est donc pour arrêter le cours de ces calamités, en s'en que leurs terribles conséquences ne soient reprochées à ceux qui les auraient provoquées, que le premier conseil de la république française propose de mettre sur-le-champ un terme aux hostilités, en convenant d'une suspension d'armes, et en convenant immédiatement de part et d'autre des préliminaires qui se rendraient à l'Amsterdam, ou dans toute autre ville non moins avantageusement située pour la rapidité des communications respectives, et qui travailleraient sans aucun retard au rétablissement de la

paix sur les notes de l'Angleterre et sur l'usurpation de la maison de Hanovre.

Ce n'était pas avancer la question de la paix, que de récriminer les uns contre les autres; mais le consul, irrité de cette impassibilité britannique, atteignait son but; il faisait de l'opposition au système Pitt; il affaiblissait son adversaire en faisant répéter sans cesse, par la presse : « que la France voulait la paix, et que la persistance fatale de Pitt seule l'empêchait d'arriver aux fins d'un

paix et de la bonne amitié entre la république française et l'Angleterre.

« Le premier conseil offre à cet égard de donner les passe-ports qui seraient nécessaires.

« Signé : C. M. Talleyrand. »

Note de lord Grenville au ministre des affaires étrangères à Paris.

« La note officielle transmise par le ministre des affaires étrangères en France, et reçue par le sousigné, le 18 du courant, a été mise sous les yeux du roi.

« Sa Majesté ne peut s'empêcher de témoigner le chagrin avec lequel elle observe, dans cette note, que les agressions non provoquées de la France, seules causes de la guerre, y sont systématiquement défendues par ceux qui gouvernent maintenant ce pays, sous les mêmes prétextes que ceux dont on se servit originellement pour essayer de les déguiser. Sa Majesté ne s'occupe point de réfuter des allégations condamnées aujourd'hui universellement, et qui, relativement à la conduite de Sa Majesté, non-seulement sont démenties de tout fondement en elles-mêmes, mais encore sont contredites par la nature et le fait réel des transactions sur lesquelles elles portent, ainsi que par le témoignage exprès que le gouvernement français en rendit lui-même dans le temps.

« Quant à l'objet de la note, Sa Majesté ne peut que s'en référer à la réponse qu'elle s'est déjà donnée.

« Elle a expliqué, sans réserve, les obstacles qu'elle a jugés être de nature à ne laisser dans le moment actuel aucun espoir d'avantage à avoir des négociations. Tous les motifs de traiter sur lesquels on appuie avec confiance dans la note officielle française; les dispositions personnelles que l'on assure exister pour conclure la paix et observer rigoureusement les traités à l'avenir; le pouvoir d'assurer l'effet de ces dispositions, en supposant qu'elles existent; et la solidité du système qui vient d'être établi, après une suite de révolutions qui se sont succédées si rapidement; toutes ces choses sont autant de points qui ne peuvent être prouvés, ainsi que Sa Majesté l'a déjà exprimé, que par le résultat de l'expérience et l'évidence des faits.

« Sa Majesté, avec la sincérité et la franchise qu'exigeait sa sollicitude pour le rétablissement de la paix, a indiqué à la France les moyens les plus sûrs et les plus prompts d'arriver à un but aussi heureux. Mais elle a déclaré avec la même sincérité, et en termes également clairs, qu'elle n'entend point prescrire, à une nation étrangère, le terme de son gouvernement; qu'elle n'a en vue que la sûreté de ses Etats et celle de l'Europe, et que, toutes les fois qu'elle jugera que cet objet essentiel sera suffisamment assuré, de quelque manière que ce soit, elle s'efforcera de concourir avec ses alliés les moyens d'ouvrir immédiatement une négociation commune, pour le rétablissement de la tranquillité générale.

« Sa Majesté s'en tient fermement à ces déclarations, et ce n'est que d'après les bases qui y sont exposées, que sa sollicitude pour la sûreté de ses sujets lui permet de se départir du système de défense vigoureuse, auquel, par la faveur de la Providence, ses Etats doivent la jouissance sûre du bonheur et des avantages qu'ils possèdent maintenant.

« Downing-Street, le 20 janvier 1800.

« Signé : Grenville. »

traité politique. » Bonaparte conquerrait l'opinion publique en France, par ces manifestations pacifiques à l'égard d'un ennemi implacable qui allait, la bourse à la main, offrir ses subsides à l'Europe, contre la grande nation.

Une seconde note en réponse, émanée de lord Grenville, ramena la question encore sur le terrain des affaires. Le ministre s'abstenait de répondre à toute récrimination; il revenait surtout sur le paragraphe relatif à la maison de Bourbon, et, l'expliquant avec plus de netteté, il cherchait à faire entendre qu'il ne s'agissait pas d'une condition proposée, mais d'un conseil donné à la France pour arriver à un résultat plus facile dans les négociations diplomatiques. C'était à l'opposition du parlement que cette explication s'adressait.

Si le but de la paix échouait à l'égard de l'Angleterre, une semblable disgrâce attendait toutes les démarches faites auprès de l'Autriche et de la Russie. M. de Talleyrand écrivait pour la seconde fois au baron de Thugut, pour lui annoncer l'avènement du consul, et l'inviter à ouvrir un congrès dans l'intérêt d'une paix générale. M. de Thugut répondit en termes vagues, et, tout en faisant l'éloge personnel du premier consul, il exposa que les affaires étaient trop avancées, et la campagne trop près d'une invasion en France, pour que l'on pût conclure une trêve. La pacification ne pouvait être proposée sur les bords de Campo-Formio, lorsque l'Autriche était prête d'accomplir l'œuvre d'une politique de conservation et de recouvrement, par rapport au Milanais, à la Lombardie et aux frontières de la Suisse italienne et germanique. En ce moment d'ailleurs l'Autriche avait des pensées d'ambition remarquable; elle visait à des conquêtes effectives dans les légations romaines et dans le Piémont; elle n'était même pas très-décidée à la restauration des Carignan, se réservant de faire du Piémont un objet d'échange et de compensation avec la France!

Tout avait été inutile aussi vis-à-vis le cabinet de Saint-Petersbourg de la part du premier consul. On n'avait là d'autres aboutissants que la Prusse, et quelques agents secrets. La Russie n'avait aucun rapport avec la France; l'empereur Paul avait trop de prévention contre la révolution française, pour qu'il pût ainsi s'engager tout d'un coup du premier consul. Il lui fallait bien des griefs contre l'Europe, pour se rapprocher noblement de Bonaparte. Paul I^{er}, alors absorbé plus que jamais dans la pensée de reconstruire l'ordre de la noblesse en Europe, était saisi comme d'une pas-

sion chevaleresque, et la coalition était pour lui son tournoi et sa lice de batailles. La grande maîtrise de l'ordre de Malte flattaît au dernier point l'orgueil de l'empereur; toute la diplomatie caressait ce faible du czar; l'Angleterre, si positive dans ses négociations, ne dédaignait pas de flatter les deux pensées de Paul I^{er} : la restauration des couronnes et de la noblesse, et ces dispositions d'esprit si favorables aux royautés n'étaient pas susceptibles d'entraîner le czar dans des sentiments favorables à la république française.

Il fallait donc des victoires à Bonaparte pour qu'on saluât son élévation; il avait besoin de faire proclamer sa souveraineté par ses légions victorieuses; la coalition n'était point dissoute : elle espérait des succès éclatants. Masséna n'était-il pas acculé dans l'État de Gènes? L'Europe dédaignait les avances que le premier consul pouvait lui faire; l'Angleterre s'enveloppait dans l'orgueil de ses gloires navales, la Prusse restait dans sa neutralité; l'Autriche continuait la guerre, et la Russie, mécontente de l'Autriche, ne l'abandonnait point encore à ses destinées. Le général Bonaparte n'était donc pas assez fort pour se poser immédiatement en pacificateur; on voulait lui faire acheter ce titre par de nouvelles gloires.

Chose admirable! au milieu de ce grand conflit, quand tout courait aux armes, un congrès pacifique se réunissait à Venise, alors sous le pouvoir de l'empereur. Il ne s'agissait pas de conquérir le monde ou de détruire des empires; les cardinaux, réunis en conclave, devaient élire un pape et désigner un pauvre vieillard pour la chaire de Saint-Pierre. Quand les républicains prirent Rome, et réduisirent le pape Pie VI à une dure captivité, ils croyaient avoir tué la papauté et brisé la tiare; mais le privilège des institutions morales, c'est de survivre à toutes les disgrâces. Les trônes se heurtent et se brisent, le pouvoir religieux reste debout; et le pape Pie VI mort, l'Église, sous l'autorité de l'Espagne et de l'Autriche, se réunit pour élire un nouveau pontife; l'empereur voulait acquérir un certain ascendant sur le pape; il en avait besoin pour ses desseins sur l'Italie. Par le pape, il exerçait son influence religieuse, et il pouvait se faire céder quelques-unes des légations utiles pour appuyer le système militaire de l'Autriche en Lombardie. Tous les princes écrivirent à ce conclave de Venise, selon l'ancienne forme, comme si la papauté n'était pas en exil; et Louis XVIII lui-même, de sa retraite de Mittau, adressa la lettre officielle aux cardinaux conclavistes (1). Un roi frappé par le malheur,

(1) Lettre de Sa Majesté Louis XVIII, au sacré collège assemblé à Venise, pour l'élection d'un pape.

« Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à

nos très-chers et très-aimés cousins, les cardinaux, évêques, prêtres et diacres de la sainte Église romaine, salut. Très-chers et très-aimés cousins, nous avons déjà appelé et déplacé 18 mort

écrivait aux cardinaux exilés de Rome. Dans la marche des temps, les grandes infortunes se touchent, et la religion de la royauté abaissée, fraternisait avec la religion de la papauté en servitude.

Le conclave élut le cardinal Chiaramonte sous le nom de Pie VII. Dans le mouvement des esprits qui les portait aux choses neuves et fortes, les cardinaux, avec un instinct admirable, choisirent l'ancien évêque d'Imola, qui avait montré le plus de tolérance, le plus de propension pour les idées républicaines, celui qui s'était écrié : « Soyez bons chrétiens et vous serez bons démocrates (1). » La religion n'a pas de système politique; elle ne s'adapte pas à telle forme de gouvernement plutôt qu'à telle autre; comme le christianisme n'est pas périssable, il ne se marie avec rien de fragile. Et c'est ce qui explique cette angélique conduite du pape Pie VII. passant à travers la persécution, sans insulter jamais aucun des pouvoirs de la terre!

CHAPITRE XXIX.

ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE DU GOUVERNEMENT DES CONSULS.

Organisation départementale. — Les préfets. — Les sous-préfets. — Les conseils généraux. — Les conseils d'arrondissement. — Jurisprudence administrative. — Les conseils de préfecture. — Le conseil d'État. — Les maires. — Conseils municipaux. — Organisation judiciaire. — Les justices de paix. — Tribunaux de première instance. — Cours d'appel. — Cour de cassation. — Coefficients admini-

tratifs. — Intolérabilité des fonctionnaires. — Résultats de la nouvelle organisation des départements. — Finances. — Nouvel ordre dans les fonctionnaires. — Les cautionnements.

Décembre 1799 — avril 1800.

La pensée de l'assemblée constituante avait été de placer partout, pour les fonctions publiques, l'élection populaire, base et principe de la souveraineté; l'unité administrative fut complètement exclue. Après la division arbitraire par départements qui brisa les habitudes et les nationalités des provinces, la constituante avait formé des corps administratifs élus par les assemblées primaires (2); il était résulté de là une grande anarchie parmi les fonctionnaires des localités; les corps administratifs, au lieu d'obéir à l'autorité supérieure, délibéraient sur les ordres qu'ils recevaient des ministres. Dans l'ordre de choses fondé par la constituante, le pouvoir central n'avait aucun moyen d'action; il arrivait souvent qu'une ordonnance du roi, un arrêté ministériel ou tout autre acte d'autorité supérieure, restait sans exécution par suite de la négligence ou du mauvais vouloir des administrations locales; et ce fut là une des puissantes causes de l'anarchie politique qui dévora la société de 1789 à 1792. Ce qui constitue la force d'un gouvernement, c'est l'obéissance de toutes les volontés, principe que comprit si bien le comte de salut public et Bonaparte.

Pour réparer ce vice d'organisation, la constitution de l'an III substitua des corps moins nombreux dans chaque département et dans chaque district, avec des commissaires chargés de l'exé-

cution de l'assemblée, dont les membres sont ainsi distingués par leur piété, leurs lumières et leur doctrine.

« Bons cette forme d'union, nous reconnaissons solennellement le pontife qui sera établi par vous; ni, lorsque celui par qui régnent les rois nous aura rétabli sur le trône de nos ancêtres, nous ferons respecter son autorité légitime dans toute l'étendue de notre royaume, et nous justifierons notre titre de roi chrétiens et de fils aînés de l'Église. Sur ce, nos trébuchets et trois-oués cousins, nous prions avec confiance le Dieu puissant et bon, qu'il daigne répondre sur vous l'abondance de ses grâces.

« Bonnet en châssus de Nitlan, sous notre propre sceau et le sceau ordinaire de nos armes, le 24 novembre de l'an de grâce 1799, et de notre règne le cinquième.

« Votre affectionné cousin, Louis. »

Il plus bas, le comte de Saint-Priest.

(F. Pin VII, évêque d'Imola, avait hautement manifesté l'esprit essentiellement démocratique des chrétiens.)

« Oui, mes très-chers frères, soyez bons chrétiens, et vous serez d'excellents démocrates... (Sûr tout cristiani e sarrebbe utilissimo democratici...) Les vertus morales rendent bons démocrates... Les premiers chrétiens étaient amis de l'esprit de démocratie... » (Bouffé du 25 décembre 1797.)

(2) Constitution de 1791.

cution des lois ; mais ces directoires étaient formés par l'élection, et en cela ils étaient faibles ; ils élevaient des conflits incessants. Le consulat alla plus fermement à un but de centralisation ; Bonaparte s'était fait rendre compte par le consul Lebrun de l'ancienne organisation des intendances ; de quels éléments se composaient-elles ? quel était le pouvoir des intendants et des subdélégués ? et une fois qu'il eut embrassé de sa vaste intelligence le système antérieur à la révolution, il comprit tout ce que l'unité de pouvoir avait d'avantage sur la théorie de l'assemblée constituante, et bientôt un travail sérieux, fait sous les yeux de Cambacérès et Treillard, prépara les bases de l'administration politique dans un système de plus parfaite combinaison (1).

L'organisation départementale reposait sur des principes lumineux et sur une division parfaite de tout ce qui regardait l'administration publique. La gestion sociale d'un grand pays se compose : 1^o de l'administration proprement dite ; 2^o de la délibération pour le vote et la répartition de l'impôt ; 3^o enfin du contentieux administratif, qui est, en quelque sorte, la procédure et la justice dans les attributions du gouvernement. Ces trois ordres d'idées exigeaient les spécialités différentes dans les autorités établies ; l'action ne pouvait pas être confiée à une assemblée sans amener la confusion et l'anarchie ; la délibération ne pouvait être donnée à un fonctionnaire unique sans créer le despotisme, et le contentieux n'appartenait ni aux tribunaux, parce qu'ils embarrasseraient le système administratif, ni à l'administration à proprement parler, parce qu'elle ne pouvait se juger elle-même (2).

La loi du 28 pluviôse fit la part à toutes ces nécessités ; l'action administrative fut confiée à un préfet révocable à volonté, dépendant immédiatement du

ministre, l'homme tout entier du gouvernement, espèce de proconsul dans l'ordre civil. Tout ce que la constituante avait accordé de pouvoir aux assemblées départementales, fut confié au préfet ; il ne devait compte de ses actions qu'au ministre ; il tirait de là une force gouvernementale que n'avaient jamais eue les assemblées de département. Dans cette hiérarchie se plaçaient également le sous-préfet, fonctionnaire de second ordre, dépendant du préfet lui-même, comme celui-ci dépendait du ministre. Tout cela se rattachait à la même hiérarchie.

Dans ce système, comme on le voit, l'administration, pour ce qu'elle avait d'agissant, se plaçait dans l'unité du préfet. Mais la délibération et la répartition de l'impôt, à qui seraient-elles confiées ? On créa des conseils généraux dans chaque département, et des conseils spéciaux dans chaque arrondissement ; ils devaient remplacer les anciennes assemblées provinciales. Ces conseils n'avaient aucune autorité pour l'action administrative, et les préfets à leur tour n'intervenaient que fort indirectement dans les conseils généraux pris parmi les contribuables. Enfin, pour décider les cas du contentieux administratif, on établissait des conseils de préfecture, sorte de tribunal mixte qui tenait tout à la fois des fonctions judiciaires et des fonctions administratives ; ce contentieux venait par appel au conseil d'État, tribunal supérieur pour l'administration publique.

Ces combinaisons étaient fortes et remarquablement ingénieuses ; elles supposaient une appréciation élevée des attributions et des devoirs du gouvernement. Toutefois, en examinant cet ensemble dans toutes ses formes, on devait parfaitement reconnaître qu'en définitive c'était la même autorité qui agissait, seulement avec des costumes divers : ainsi le gouvernement nommait les membres du conseil de préfecture, comme il nommait aussi les

(1) Loi du 28 pluviôse an VIII.

(2) La loi du 28 pluviôse fut discutée dans une des premières séances du conseil d'État ; voici le résumé de ses dispositions principales :

Article 3. Le préfet sera chargé seul de l'administration.

Article 4. Le conseil de préfecture prononcera :

Sur les demandes en particulier, tendantes à obtenir la décharge ou la réduction de leur cote de contributions directes ; sur les difficultés qui pourraient s'élever entre les entrepreneurs des travaux publics et l'administration, concernant le sens ou l'exécution des clauses de leurs marchés ;

Sur les réclamations des particuliers qui se plaindront d'exploits et domages procédant du fait personnel des entrepreneurs, et non du fait de l'administration ;

Sur les demandes et contestations concernant les indemnités dues aux particuliers, à raison des terrains pris ou fouillés pour la confection des chemins, canaux et autres ouvrages publics. Sur les difficultés qui pourront s'élever en matière de grande voirie ;

Sur les demandes qui seront présentées par les communautés des villes, bourgs ou villages, pour être autorisés à pèler ;

Enfin, sur le contentieux des domaines nationaux.

Article 5. Lorsque le préfet assistera au conseil de préfecture, il présidera ; en cas de partage, il aura voix prépondérante.

Article 6. Le conseil général de département s'assemblera chaque année : l'époque de sa réunion sera déterminée par le gouvernement ; la durée de sa session ne pourra excéder 15 jours.

Il nommera un de ses membres pour président, un autre pour secrétaire.

Il fera la répartition des contributions directes entre les arrondissements communs du département ;

Il statuera sur les demandes en réduction faites par les conseils d'arrondissement, les villes, les bourgs et villages.

Il déterminera, dans les limites fixes par la loi, le nombre des centimes additionnels dont l'imposition sera demandée pour les dépenses du département.

Il entendra le compte annuel que le préfet rendra de l'emploi des centimes additionnels qui auront été destinés à ces dépenses.

Il exprimera son opinion sur l'état et les besoins du département et l'adressera au ministre de l'intérieur.

Article 7. Un secrétaire général de préfecture aura la garde des papiers et signera les expéditions.

préfets et les conseils généraux; de sorte que c'était toujours le pouvoir lui-même qui intervenait par les divers organes de son choix; ce qui produisait l'ensemble administratif de la dictature. Depuis le 18 brumaire, au lieu de ce chaos, de cette confusion, qui se manifestait partout sous le Directoire, il se forma une forte organisation des départements, un système dans le sens le plus large et le plus absolu du mot : le gouvernement agit par les préfets avec activité et intelligence; il fut le maître de toute l'administration départementale, de tous les fonctionnaires à sa nomination. Le préfet fut l'image du pouvoir, il n'eut pas d'autre mission que d'exécuter ses ordres.

Aussi mit-on un grand soin à les bien choisir, et ce fut une arme puissante dans les mains du premier consul; il prit les capacités et les hommes d'énergie (1); les préfetures furent surtout remplies par des conventionnels, derniers débris des jacobins ralliés; parce que, comme le disait le consul dans un jeu de mots : « C'étaient des hommes de révolution et de résolution. » Tout ce qui avait une capacité forte ou élevée fut envoyé dans les départements; il en résulta une clientèle pour les consuls; on les sollicita pour obtenir des préfec-

tures, places assez importantes pour être offertes à des intelligences d'un ordre pratique, et quand il s'agissait de capacités secondaires, on avait les sous-préfetures où l'on pouvait jeter des noms plus obscurs. Ce fut donc encore une hiérarchie de fonctionnaires que le pouvoir pouvait se rattacher, et un moyen d'action sur les partis. Le consul en usa largement au profit de son autorité souveraine.

Les conseils généraux de département donnèrent lieu à un autre travail; comme aucun traitement n'était attaché à ces places, et que les propriétaires devaient être naturellement appelés à répartir les impôts, les choix du pouvoir portèrent surtout pour ces conseils sur des hommes d'ordre et de conservation, débris du vieux régime. Bonaparte se réservait un moyen d'influencer les royalistes, et de rattacher à lui une portion de l'ancienne aristocratie qui possédait encore la terre; ces grands propriétaires ne prendraient pas, sans doute, des fonctions salariées, mais pourraient-ils refuser une place dans le conseil général de leur département? Quelle que fût l'opinion, on devait accepter un service utile, et peu à peu celui qui recevait une place dans le conseil général, serait attiré vers le nouvel ordre de choses. Ce conseil d'ailleurs, exprimant les vœux,

(1) J'ai retrouvé la première liste des préfets dans l'ordre de leur nomination et de leur acceptation; elle est dans les archives du ministère de l'Intérieur.

Loire (Montbrison), Imbert (de l'Isère), ex-législateur. — Var (Brignolles), Fauchet, ex-ministre présidentialiste à Philadelphie. — Cantal (Aurillac), Blou, ex-législateur, auteur de la loi contre les neutres. — Eure-et-Loire (Chartres), Bellère (de Seine-et-Oise). — Oise (Brussels), Boulet de Pondicoulst, ancien officier aux gardes du roi, ex-législateur. — Léman (Genève), d'Kymar, ex-constituant. — Charente (Angoulême), Bellère, commissaire central de la Seine-inférieure. — Aisne (Laon), Bauchy, ex-constituant. — Éclat (Gand), Faypoult, ancien ministre des Américains. — Indre (Châteauroux), Delphonsé, ex-législateur. — Doubs (Besançon), Barres, président d'un tribunal. — Eure (Évreux), Bernard Lasse, administrateur. — Vendée (Fontenay), Lefebvre, — Yenne (Auzanne), Bougler Lebergerie, ex-législateur. — Aube (Troyes), Brulé (des Deux-Rives), ex-législateur. — Lot (Cahors), Bally, — Lot-et-Garonne (Agen), Pleyre fils de (Nîmes), ex-président de l'administration centrale du Gard, ex-législateur, frère de Pleyre, auteur de l'École des Pers. — Harné (Châlons), Bourgeois-Jessain, ex-administrateur. — Gers (Moutpeller), Nogaret (de l'Aveyron), ex-législateur. — Isère (Grenoble), Hicard, ex-constituant. — Rhône-et-Loire (Macon), Bault, ex-administrateur. — Seine-inférieure (Rouen), Bessnot, ex-législateur. — Deux-Sèvres (Niort), Dupin, ex-commissaire central de la Seine. — Haute-Loire (Fay), Lamotte, ex-législateur. — Cher (Bourges), Legendre, administrateur du Finde. — Saône-et-Loire (Nancy), Péri (de la Haute-Garonne) — Tarn (Castrol), Lamarque, ex-législateur. — Vosges (Épinal), Desgouttes, commissaire de Gendarme à Paris. — Oise (Beauvais), Caubry, ex-administrateur de la Seine. — Pyrénées-Orientales (Perpignan), Charret (de Naoy), — Manche (Saint-Lô), Magniot, commissaire de la marine. — Montblanc (Chambery), Sausay, administrateur de Paris. — Landes (Mont-de-Marsan), Réchin, commissaire à Nantes. — Nord (Douai), Joubert, ex-constituant. — Rhône (Valence), Cottin, administrateur des douanes. — Jura (Lomb-le-Saint-Omer), le général Fouché. — Aveyron (Rodez), Salisbourné, ex-législateur. — Doubs (du-

Rhône (Aix), Charles Lacroz, ex-ministre des relations extérieures. — Charente-inférieure (Salentes), François (de Nantes), ex-législateur. — Côte-d'Or (Dijon), Guiraudet, ex-secrétaire général des relations extérieures. — Creuse (Guéret), Muset, ex-conventionnel. — Gard (Nîmes), Bubala, chef de division de l'intérieur. — Haute-Garonne (Toulouse), Richard (de la Sarthe), ex-conventionnel. — Gers (Bastis), Péliti, ex-administrateur. — Jemmapes (Rouen), Garnier, commissaire central de la Seine. — Loire-et-Cher (Niels), Beris, ex-législateur. — Loire-inférieure (Nantes), Lefebvre (de la Manche), ex-directeur. — Loiret (Orléans), Marot, commissaire central de la Côte-d'Or. — Lamoignon (Ajaccio), Gallissot, ex-commissaire central. — Mayenne (Laval), Harmond, ex-constituant. — Meurthe (Nancy), Marquis, ex-constituant. — Meuse (Bar-sur-Oise), Buisson, commissaire central de la Meurthe. — Moselle (Metz), Colchen, ex-commissaire des relations extérieures. — Moselle (Nevers), Sabatier, administrateur de Paris. — Orléans (Léves), Desmoussaux, tribun. — Basses-Pyrénées (Pau), Guichard, ex-constituant. — Rhône (Lyon), Veroinac, ex-ambassadeur. — Seine (Paris), Prochet, législateur. — Seine-et-Oise (Versailles), Germain-Garnier, ex-administrateur. — Somme (Amiens), Guénette, ex-ministre de l'intérieur. — Vaucluse (Avignon), Pelet (de la Lozère), ex-conventionnel. — Vienne (Poitiers), Cochon, ex-ministre de la police. — Haute-Vienne (Limoges), Fougard-Buillbert, ex-constituant. — Maine-et-Loire (Angers), Bonfau-Buillbert, ex-législateur. — Dordogne, Rivet, commissaire central de la Corrèze. — Corrèze (Tulle), Verrière, commissaire central de la Dordogne. — Hautes-Alpes (Gap), Bonnier (du Cher), ex-législateur. — Ais, Fabry, — Ailler, Lussac. — Ardèche, Gallard. — Ardennes, Frank. — Ariège, Brun, — Finistère, Brody. — Maine, Simon, ex-législateur. — A refusé depuis. — Mayenne, Arnaud, ex-constituant. — Saône-et-Meuse, Alexandre La Roche-Foucauld. — Meuse-inférieure, Châteauneuf. — Doubs (Nébois), Berboville. — Ille-et-Vilaine, Lévêque (de Nantes). — Indre-et-Loire, Graham. — Haute-Garonne, Richard, ex-conventionnel. — Gironde, Thibaudet, ex-législateur. — Bas-Rhin, L. Bonnard, ex-constituant à Mayenne. — Haut-Rhin, Armand (de la Meuse), ex-conventionnel. — Pas-de-Calais, Mplacmy. — Hautes-Pyrénées, Ramon, ex-législateur.

faisant connaître les opinions du département, ressemblait, sous ce point de vue, aux anciennes assemblées d'états, dont le souvenir vivait encore dans plus d'une localité. Enfin, les conseils de préfecture seraient composés de plus petites capacités, d'existences plus obscures, de ces hommes de parti qui ébangent volontiers le tribunal de province contre la première offre que leur fait le pouvoir, d'une position commode et paisible.

L'administration ainsi organisée dans une vigoureuse hiérarchie, la loi établit également les principes du conseil communal; on échangea peu les démarcations établies par l'assemblée constituante, mais dans ce qui touche aux choix et aux fonctions, l'idée électorale fut écartée comme dans l'ordre administratif; le maire, tel que l'avait conçu la constituante, était l'un du peuple, désigné par l'assemblée primaire, dans les mêmes formes que les membres de la commune, et les municipaux, comme le disait l'expression du temps; l'élection ne dépendait que faiblement du pouvoir supérieur, et sa responsabilité sur ce point était complètement illusoire. Les auteurs de la loi du 28 pluviôse an VIII, se placèrent dans un autre ordre d'idées; d'après eux, le maire ayant un pouvoir d'action tout à fait administratif, ne dut pas être désigné par l'assemblée communale, mais le préfet ou le sous-préfet, selon l'importance, devait le nommer directement; il ne fut plus le délégué des masses, mais l'homme du pouvoir. Seulement, à côté de lui, on plaça, par le même motif qu'on avait organisé un conseil général dans chaque département, un conseil de la commune qui prit le titre de municipal; il n'agissait jamais administrativement; défense lui était faite de s'immiscer en aucune façon dans la partie active de l'administration publique; le conseil municipal n'était qu'une corporation qui veillait aux intérêts spéciaux de la commune, à son budget; le maire seul dépendait du préfet; pour faire disparaître plus que jamais l'œuvre de l'assemblée constituante, les conseillers municipaux durent être choisis par le pouvoir.

Ainsi l'unité gagnait sa cause contre la pluralité; l'obéissance passive contre la délibération; il se forma dès ce moment une jurisprudence administrative, avec une série de décrets et d'arrêtés qui fixèrent les attributions de chaque corps agissant dans les hiérarchies gouvernementales; les arrêtés des conseils municipaux vinrent en appel aux conseils de préfecture, et en cassation devant le conseil d'État par une triple juridiction. Dans l'action du gouvernement, le maire était subordonné au sous-préfet, celui-ci au préfet, le préfet au ministre, et par un seul coup de télégraphe tout ce mécanisme administratif était mis en jeu. Enfin, les conseils de département et d'arrondissement avaient la répartition de l'impôt, et faisaient entendre les doléances et l'expression des besoins de chaque localité. Tel était le vaste système administratif que le consulat opposait aux vagues théories de la constituante; système tout positif, pouvant servir la pensée d'organisation sociale; préfectures, maires, police, tout était si parfaitement combiné, que le gouvernement trouvait partout obéissance; il n'avait qu'à vouloir (1).

Les tribunaux recevaient également une sanction gouvernementale; ce n'était plus le peuple qui choisissait ses magistrats, comme dans les premiers jours de l'époque de 1789; il était sorti tant d'incapacités de ces élections! Les tribunaux mobiles, incessamment renouvelés, n'inspiraient aucun respect; des juges qui disparaissaient tous les cinq ans, rentraient essentiellement dans l'ordre des jurés; ils n'avaient pas cette instruction indispensable pour le jugement des grandes causes; que résultait-il de là? C'est que pour les affaires d'État, le gouvernement était obligé de créer des juridictions extraordinaires qui frappaient rudement les conspirateurs; d'où l'établissement des tribunaux révolutionnaires et les commissions militaires si multipliées sous le Directoire; le pouvoir, pour se sauver, avait besoin de s'affranchir des règles habituelles de la loi; l'exception était plus fréquente que le principe.

(1) On trouve aussi dans les cartons de l'intérieur le choix des premiers maires de Paris et des adjoints.

1^{er} arrondissement. — Hugot de Montaran, maire; Cardier Bis, Zéni, ancien notaire; adjoints.

2^e arrondissement. — Brière-Rodetour, maire; Bouen; ancien notaire, Picard, ex-législateur; adjoints.

3^e arrondissement. — Delacour, banquier, maire; Véron, président de l'administration municipale; Bajardo, homme de loi; adj.

4^e arrondissement. — Bevière, notaire, ex-cosiducant, maire; Lelong, marchand de draps, rue Bussard; Le Raie, idem; adjoints.

5^e arrondissement. — Lairemale, ancien notaire, maire; Sauvage, marchand éventailliste, rue Denis; Worms, banquier, rue de Bondy; adjoints.

6^e arrondissement. — Ericogne, ex-officier municipal, maire; Goulet, architecte, rue Quincampoix; Bézard père, rue Barilo; adjoints.

7^e arrondissement. — Dupont, banquier, maire; Arnould, notaire; Gnyot, rue du Monton; adjoints.

8^e arrondissement. — Fieffé, notaire, maire; Cousto, brasseur, Bernard, fabricant de papiers peints; adjoints.

9^e arrondissement. — D'Ormesson, rue Antoine, maire; Philpott, ex-juge de paix, rue de Joux; Peron, ancien notaire, parvis Notre-Dame; adjoints.

10^e arrondissement. — Béthune-Charest, maire; Vignon, président du tribunal de commerce; Bonnet, négociant, rue des Fèves, n° 1216; adjoints.

11^e arrondissement. — Boulard, notaire, maire; Lemoine, orfèvre, ex-cosiducant; Dolore, homme de loi, rue de Tournon; adjoints.

12^e arrondissement. — Gorneau, maire; Solignon, tanneur, rue de l'Orsine; Marlin, fabricant de couvertures, rue Victor; adjoints.

L'organisation des tribunaux par le consulat fut encore un retour vers la force de l'autorité ; on maintint d'abord la juridiction paternelle des juges de paix, mais en restreignant cette magistrature ; on ne voulut pas confier à un seul homme le jugement des contestations trop graves ; on substitua au principe de l'élection populaire, la maxime : « que toutes les sources de la justice venant du pouvoir, il lui appartenait essentiellement d'en choisir les organes. » Enfin, il fut établi que les juges seraient nommés par le premier consul, dans toute la hiérarchie des tribunaux.

La juridiction fut régulièrement fixée ; le premier degré fut confié au juge de paix ; chaque arrondissement obtint un tribunal de première instance, composé d'une ou plusieurs sections, en rapport avec le nombre des habitants. Au-dessus des tribunaux de première instance, était une cour d'appel, juridiction supérieure qui prononçait sur les grandes contestations ; on groupa plusieurs départements pour composer une cour d'appel. Si Bonaparte avait respecté la circonscription départementale pour l'administration, c'est qu'il voulait multiplier les fonctionnaires, afin d'avoir un plus grand nombre de bras dans l'exécution gouvernementale ; mais pour les circonscriptions judiciaires, comme pour les divisions militaires dans le territoire, il adopta des fractions plus considérables, il en revint presque à l'idée des anciennes provinces et des gouvernements (1).

Enfin, au-dessus des cours d'appel, composées d'un nombre de magistrats en rapport avec les populations, les lois consulaires consacreront la cour de cassation, institution de l'assemblée constituante (2). Mais ici, comme pour les magistrats d'un ordre secondaire, Bonaparte se réserva toute influence ; les conseillers, après une indication du sénat, furent nommés par le consul ; toute la justice dut être ainsi confiée à sa puissance souveraine, comme l'administration et les municipalités. Une seule garantie fut donnée ; le magistrat reçut une institution qui ne lui permettait pas d'être destitué par la volonté capricieuse d'un ministre. On voulut maintenir une sorte d'indépendance ; il fallait restaurer la dignité de la magistrature, jusqu'alors trop livrée aux partis.

Au milieu de ce système si favorable au pouvoir, que devenait le jury ? Disparaissait-il dans ce naufrage de la liberté ? On n'osa pas le briser ; on maintint même la pensée anglaise, le double jury

d'accusation et de jugement ; l'ordre des assises fut régularisé de manière à ce que le verdict fût indépendant. Il y eut toutefois des dispositions habilement combinées pour faire intervenir l'action administrative dans le choix des jurés ; ce fut ainsi une institution tout à la fois sous une apparence libérale et sous la main des préfets. L'administration gardait un large pouvoir dans la confection des listes (3).

Les tribunaux et l'administration pouvaient se trouver en face. En plus d'une circonstance leurs intérêts étaient hostiles ; qu'arriverait-il en ce cas de conflit ? Qui déciderait entre le préfet et la cour de justice ? Le pouvoir n'hésita pas ; les lois consulaires, par méfiance des magistrats et pour tout ramener au gouvernement, déclarèrent qu'en tous les cas le préfet pourrait élever un conflit qui, de plein droit, saisisait le conseil d'État de la discussion entre le tribunal et l'administration ; or, qu'était le conseil d'État ? Une réunion de fonctionnaires publics désignés par le consul lui-même. Sans doute quelques garanties étaient données ; les conseillers d'État étaient des hommes d'intelligence et de mérite, mais en résumé c'était le pouvoir qui prononçait sur les discussions intervenues entre les tribunaux et les agents administratifs.

Une autre disposition, non moins protectrice de la force et de l'énergie gouvernementales, fut alors établie ; on déclara qu'aucun fonctionnaire public ne pouvait être traduit devant les tribunaux pour les actes de sa gestion, qu'après qu'on aurait obtenu l'autorisation du conseil d'État (4) ; l'inviolabilité des agents revêtus de la confiance du pouvoir était proclamée ; nul ne pouvait les traduire, même pour des cas justes, devant les tribunaux ; si l'autorisation du conseil d'État était donnée, le gouvernement se séparait des fonctionnaires et les livrait à la partie intéressée ; si le conseil d'État la refusait, c'est qu'il approuvait les fonctionnaires. Cette disposition fut une bien grande garantie pour assurer l'énergie des agents de l'autorité ; ceux-ci ne devaient s'arrêter devant rien ; quand ils recevaient un ordre supérieur, ils l'exécutaient, quelle que pussent être les plaintes soulevées. Sous la constituante, l'anarchie était partout, les fonctionnaires étaient saisis corps à corps, ils étaient violents ou insubordonnés. Désormais le gouvernement prit tous les siens sous sa protection ; il n'abandonna plus aucun agent à ces plaintes individuelles qui leur étaient toute force morale. Quand

(1) 18 mars (17 ventôse). Loi sur l'organisation des tribunaux.

Art. 47. Le tribunal d'appel établi à Paris, sera composé de trente-trois juges, parmi lesquels le premier consul choisira, tous les trois ans, un président et deux vice-présidents, qui seront toujours rééligibles : la première nomination n'en sera faite que pour un an.

(2) Art. 66. — Le tribunal de cassation siègera à Paris, dans le local déterminé par le gouvernement. — Il sera composé de quarante-huit juges. (Loi du 18 mars.)

(3) 27 mars (6 germinal). Loi relative au mode de confection des jurés.

(4) Constitution de l'An VII.

un citoyen eut à faire entendre des griefs contre l'autorité, il dut s'adresser aux supérieurs et non au public; après tant de désordre et d'anarchie, il fallait donner aux fonctionnaires le sentiment de leur force; il fallait montrer que le gouvernement avait sa grande unité, et qu'il ne formait qu'un ensemble sous une volonté puissante.

Une vaste organisation résulta de cette loi du 28 pluviôse an VIII, et de ce règlement judiciaire, qui plaça les tribunaux dans une hiérarchie si parfaite. Une disposition, plus avancée encore, montra le retour vers les idées sociales: ce fut le rétablissement des charges, tentative vers les corporations qui rappelaient les traditions monarchiques; on créa des charges d'avoués et d'huissiers, comme commencement du système qui tendait à incorporer les professions, pour garantir leur responsabilité. L'assemblée constituante, dans ses idées aventureuses, avait proclamé la liberté des professions et l'abolition des charges; il en était résulté un pêle-mêle, une confusion qui menaçait la sécurité publique; sous le titre de *défenseurs officieux*, toute personne sans études, sans travail, pouvait se présenter devant les tribunaux; et comme il n'y avait pas d'esprit de corps, il n'y avait pas non plus cette responsabilité morale qui résulte de la surveillance. Le consulat osa vigoureusement bouleverser ces utopies; il vit que la société ne pouvait exister sans corporations; il n'osa point affronter complètement les déclamations de la vieille école des encyclopédistes sur la liberté absolue (1). Il ne fit qu'un premier pas, mais il était immense; il disait assez qu'en matière de gouvernement on cesserait d'avoir ce respect superstitieux pour les théories des rêveurs qui avaient bouleversé les habitudes et les garanties publiques. Cette idée de charges et de corporations germa puissamment; elle donna lieu à la mesure des cautionnements pour certaines fonctions publiques, idée qui devint tout à la fois un moyen de finance et une immense garantie pour

les transactions individuelles (2). Charges, cautionnements, corporations, telles furent les trois idées qui semblent dominer le gouvernement consulaire dans l'organisation administrative de la société.

Une troisième branche de gouvernement, les finances, fut également l'objet d'une organisation à part; ce service public passa de l'arbitraire appauvri à un système régulier parfaitement combiné. Comme il y avait un préfet par département, il y eut également un receveur général chargé de toutes les recettes, et dans chaque arrondissement se trouvait aussi un receveur particulier des finances qui versait les revenus, à mesure de leur recouvrement, dans la caisse centrale. Toute la comptabilité fut soumise aux règles simples du commerce; un grand livre en parties doubles fut ouvert à toutes les opérations du trésor, de manière qu'on pût savoir au jour le jour quelles étaient les ressources pour l'exercice courant. Les recettes générales furent également un moyen de banque pour le gouvernement; on choisit presque toujours des hommes de fortune et de situation sociale qui pussent mettre leur crédit à la disposition de l'Etat. Comme les recettes étaient calculées d'avance, chaque receveur général devint le prêteur de l'Etat par les avances qu'il put lui faire et les billets qu'il souscrivit. A leur tour, les receveurs d'arrondissement, les agents subalternes du trésor, souscrivirent des traites à l'ordre des receveurs généraux; ce qui établit un service public de banque, dont le trésor disposa largement (3), vaste rouage financier soumis à un contrôle, à une vérification incessante, par la création d'un système d'inspecteurs et de contrôleurs qui ne permettait plus les dilapidations des fonctionnaires.

Tout devint fortement centralisé sous le consulat; la constitution de l'an VIII, admirable comme dictature politique, s'appuya sur les lois orgueilleuses et l'administration des tribunaux. Ces actes

(1) Les premiers cautionnements n'étaient pas très-élevés; voici par exemple ceux à fournir par les notaires. Ils sont fixés, savoir: — 1^o pour ceux habitant dans les chefs-lieux de département: dans les villes de cinq mille âmes et au-dessous, 1,000 fr.; dans celles de cinq mille à dix mille âmes, 1,200 fr.; dans celles de dix mille à vingt-cinq mille âmes, 1,500 fr.; dans celles de cinquante mille à cent mille âmes, 2,000 fr.; dans celles de cent mille âmes et au-dessus, 4,000 fr.; dans la ville de Paris, 6,000 fr. — 2^o pour les notaires habitant dans les chefs-lieux d'arrondissement communaux: dans les villes de cinq mille âmes et au-dessous, 600 fr.; dans celles de cinq mille à dix mille âmes, 800 fr.; dans celles de dix mille à vingt-cinq mille âmes, 1,000 fr.; dans celles de vingt-cinq mille à cinquante mille âmes, 1,500 fr.; dans celles de cinquante mille à cent mille âmes, 2,000 fr.; dans celles de cent mille âmes et au-dessus, 3,000 fr. — 3^o pour les notaires habitant dans les autres villes, ou dans les campagnes, bourgs et villages: de cinq mille âmes et au-dessous, 400 fr.; de cinq mille à dix mille âmes, 600 fr.; de dix mille à vingt-cinq mille âmes, 800 fr.; de vingt-cinq mille âmes et au-dessus, 1,200 fr. (Loi du 26 friv. 1800.)

(2) On lut très-à-propos pour le cautionnement:

Art. 3. Les cautionnements seront versés au trésor public; le paiement en sera fait, un quart en numéraire, dans le mois à compter de la publication de la présente, et le surplus, en trois obligations d'égales portions, payables de trois mois en trois mois.

Art. 4. Les fonds provenant des cautionnements sont mis à la disposition du gouvernement pour être employés aux dépenses de l'an VIII.

Art. 5. Tout citoyen qui n'aura pas satisfait, dans le délai fixé, au paiement de son cautionnement, ne pourra continuer l'exercice de ses fonctions, sous peine de destitution, s'il est employé des régies et administrations, et, quant aux notaires, d'une amende égale à la moitié de la somme due pour le cautionnement, et, en cas de récidive, d'une amende égale au montant du cautionnement. (Loi du 26 friv. 1800.)

(3) M. Gaudin a publié, sous la restauration, l'esquisse détaillée de toute son administration de finances pendant le consulat. Je l'ai employé dans ce travail.

furent la réalisation de puissantes idées de gouvernement ; l'édifice fut complet ; rien ne se plaça en dehors de l'action consulaire ; tout dépendit du pouvoir et marcha sous une commune influence ; et, ce qu'il y a de merveilleux, on proclama partout le principe de la souveraineté des masses tandis qu'on mettait le peuple absolument en dehors ; c'est qu'en effet il y a plus du peuple qu'on ne croit dans le despotisme ! Les empereurs de Rome, Auguste, Tibère, ne se proclamèrent les maîtres absolus du sénat et de la ville éternelle que parce qu'ils se disaient les héritiers de la démocratie et des assemblées du Forum ; ils avaient succédé au peuple et par conséquent à sa toute-puissance. Ainsi disait César au sénat ; ainsi disait Bonaparte aux assemblées politiques. L'organisation administrative du consulat a fait longtemps la force de la société ; elle partait d'une idée entièrement opposée à celle qu'avait proclamée l'assemblée constituante ; l'une produisit le désordre, l'autre l'ordre trop absolu et trop obéissant ; dans la loi de pluviose an VIII, tout fut sacrifié à l'unité ; dans la constituante, tout avait été donné aux masses.

Il se formait donc une réaction immense contre les idées de 1789 ; la monarchie, dans ses jours les plus absolus, n'eut rien de comparable à cette hiérarchie de fonctionnaires saisissant la société par toutes ses faces, la gouvernant en dehors de toute expression libre et populaire ; on ne trouvait plus de privilèges ou de franchises ; nulle résistance, aucun corps qui pût présenter un obstacle à l'action incessante de l'administration publique ; avec une dépêche télégraphique on put mettre toute l'action administrative en mouvement ; avec un ordre on put remuer tous les fonctionnaires.

Cette force vint non-seulement du caractère si énergiquement trempé du premier consul, mais encore de la fusion de deux écoles qui dominèrent sous le consulat ; la première fut composée de jacobins réunis à Bonaparte par des positions politiques ou d'autres liens de gouvernement ; or, les jacobins étaient passés maîtres dans tout ce qui tenait à la force d'action politique ; quand donc ils se rattachèrent au consulat, ils le firent en lui apportant leur despotisme démocratique. La seconde école était composée des monarchistes qui avaient souvenir des formes et des conditions du vieux régime. Il résulta donc de cette fusion des deux écoles, la dictature administrative la plus

complète, l'édifice le plus remarquablement uni, qui rattacha au pouvoir la France agitée par la révolution, comme l'on voit ces barques vivement secouées qu'une chaîne de fer lie fortement à la puissante tour du rivage !

CHAPITRE XXX.

BONAPARTE AUX TUILERIES.

Départ du Luxembourg. — Cortège du consulat. — Distribution des appartements aux Tuileries. — Pensées du consul dans le palais des rois. — Sa famille. — Sa mère. — Joseph. — Lucien. — Les sœurs du consul. — Madame Bonaparte. — Les aides de camp. — Réceptions. — Causeries. — Les femmes. — Costumes. — Étiquette. — Les revues aux Tuileries.

Février et avril 1800.

Un arrêté des consuls fixait pour siège du gouvernement les Tuileries. La pensée de Bonaparte allait haut et droit à ses desseins ; comme il rêvait un grand pouvoir, il ne craignait pas de jeter les yeux sur le vieux château des rois de France. Depuis longtemps le consul faisait travailler aux appartements des Tuileries ; les ameublements usés étaient restaurés ; des tentures aux dessins brillants, des bronzes, des dorures selon le goût des artistes italiens et les souvenirs d'Égypte, étaient placés dans ces vastes pièces qui servaient autrefois de salle aux gardes et de vestibules aux royaux appartements (1). Bonaparte visitait souvent les travaux qu'on faisait pour lui, effaçant les traces du gouvernement révolutionnaire dont la convention avait laissé l'empreinte profonde jusque dans les galeries de Diane si précieusement ornées par les Médicis, et le pavillon Marsan aux lambris dorés. Lorsque la constitution fut promulguée, le consul n'hésita pas un moment à prendre possession du palais qu'il rêvait dans les joies de son orgueil ; il voulut même donner à cette installation des autorités constituées un caractère grave et solennel : un cortège nombreux dut précéder la marche des consuls aux Tuileries (2) ; des fanfares

(1) Bonaparte, avant de s'installer aux Tuileries, allait voir si tout ce qu'il avait ordonné était exécuté. Voyant la grande quantité de bonnets rouges que l'on avait peints sur les murs, il dit à M. Lecomte, alors architecte des Tuileries : « Faites-moi disparaître tout cela ; je ne veux pas de pareilles sauterelles. »

(Vémoignage contemporain.)

(2) Bonaparte partit à une heure précise du Luxembourg où

avait réuni 3,000 hommes d'élite, parmi lesquels on remarquait surtout le superbe régiment des guides. Tous marchaient dans le plus grand ordre ayant leur musique en tête. Les généraux et leur état-major étaient à cheval, les ministres dans leurs voitures, à peu près les seules un peu remarquables qu'il y eût alors à Paris ; car on avait été obligé, pour transporter le conseil d'État en corps, d'avoir recours à des fièvres, dont on avait ar-

de musique militaire, le beau corps des guides caracolant, la garde des consuls en magnifique uniforme, la voiture consulaire à six chevaux blancs, souvenir du traité de Campo-Formio, quelques rares voitures encore; puis des fiacres dont on avait raché les numéros afin de donner plus de pompe au cortège; et ce fut pourtant avec cet appareil que Bonaparte entra, pour la première fois, dans le palais des Tuileries.

Les acclamations furent grandes sur son passage; l'opinion publique était pour le consul, parce qu'il ramenait les formes monarchiques; autant il est difficile de violenter l'esprit d'un pays et de faire remonter les opinions au point où elles ne veulent pas aller, autant il est aisé de la conduire et de la dominer quand on marche avec elle; or tout en France était constitué pour l'unité de pouvoir, et voilà ce qui allait si puissamment le gouvernement de Bonaparte.

Cependant, arrivé aux Tuileries, le consul vit bien avec sa sagacité habituelle que les opinions pourraient se blesser des ces pompes de rois ou de ces ostentations magnifiques qu'on avait déployées; il fallait quelques actes républicains pour en détourner l'effet. La mort de Washington retentissait au sein du nouveau monde et la nouvelle en était arrivée à Paris. Le consul, pour rendre hommage aux vertus patriotiques du fondateur de la liberté américaine, ordonna un deuil général dans l'armée; il cessa seulement le jour de son installation aux Tuileries; les tambours devaient être couverts d'un

crêpe, les étendards voilés, les fanfares ne devaient plus se faire entendre, et des sons lugubres devaient remplacer les marches joyeuses de la victoire. Le consul avait encore les ses desseins; Washington était mort simple citoyen, sans presque aucune fortune, dans une terre modeste, en dehors de tout projet ambitieux; et célébrant cette fête funèbre en l'honneur d'un tel homme, le consul semblait dire qu'il n'allait s'installer aux Tuileries que pour glorifier la première fonction de l'État; le jour où le pays lui ôterait sa confiance, Bonaparte, comme Washington, se retirerait modestement du tourbillon des affaires; et si l'un avait choisi sa terre de Virginie, l'autre n'aurait-il pas la Malmaison (1)?

Le consul occupa, dès son arrivée, les appartements de Louis XVI, sans hésitation et sans crainte; il parlait de Washington, et marchait droit à la couronne; profondément dissimulé, il ne laissait apercevoir son projet que goutte à goutte, tant il craignait de heurter le parti républicain qui le surveillait attentif; en politique il ne faut pas envahir tout d'un coup; marcher lentement c'est l'habitude. A son arrivée aux Tuileries, Bonaparte y passa la revue avec ces soins minutieux et cette sollicitude qui lui gagnait le cœur de l'armée; simple, modeste en son costume, il se montra sur le cheval de bataille qu'il avait ramené d'Égypte. Le soir, que de réflexions ne durent pas naître dans son esprit: il était dans le palais des rois! il n'y avait pas cinq années encore qu'il végétait pauvre officier en retraite dans les rues de Paris, cherchant un état et

lement en soin de recouvrir le numéro avec du papier de la même couleur que le fond de la caisse. La voiture seule du consul était attelée de six chevaux blancs; Bonaparte portait ce jour-là le sobre magnifique que l'empereur François lui avait donné, après le traité de Campo-Formio. Le premier consul, avant à sa gauche Cambacérès, et M. Lebrun étant sur le devant de la voiture, traversa ainsi une partie de Paris, en suivit la rue de Thionville et le quai Voltaire jusqu'au pont Royal. Partout se présente dit éclater des cris de joie. Depuis le guichet du Carrousel jusqu'à la porte des Tuileries, la garde des consuls formait la voie. Deux corps de garde avaient été construits, l'un à droite, l'autre à gauche de la grille du milieu; on liait sur celui de droite: Le 10 août 1793. — *La royauté en France est abolie, elle ne se retrouvera jamais!* Les troupes s'étaient rangées en bataille dans la cour; aussitôt que la voiture des consuls se fut arrêtée, Bonaparte en descendit rapidement et monta à cheval, passa les troupes en revue pendant que les deux autres consuls étaient montés dans les appartements, où les attendaient le conseil d'État et les ministres. En grand nombre de dames, portant le costume grec avec élégance, occupées avec madame Bonaparte, les feux du Carrousel, au pavillon de Flore, de toutes parts il y eut un enthousiasme impossible à décrire; en avait loué très-cher des écharpes sur la place du Carrousel, et en entendait crier comme d'une seule voix: *Vive le premier consul!* Le premier consul prolongea assez longtemps la revue, sans dans tous les riens, adressa des paroles flatteuses aux chefs des corps; ensuite il vint se placer sur la porte des Tuileries, ayant Murat à sa droite, Lannes à sa gauche, et derrière lui un nombreux état-major de jeunes guerriers bruns par le soleil d'Égypte et d'Italie, et qui tous avaient pris part à plus de com-

bats qu'ils ne comptaient d'années. Quand il vit passer devant lui les drapeaux de la quatre-vingt-seizième, de la quarante-troisième et de la trentième demi-brigade, comme ces drapeaux ne présentaient plus qu'un blason surmonté de quelques lambeaux criblés de balles et noyés par la poudre, il ôta son chapeau, et s'écria en signe de respect. Les troupes ayant achevé de défiler devant lui, le premier consul monta d'un pied hardi l'escalier des Tuileries. Arrivé dans la salle, il reçut diverses présentations: Cambacérès et Lebrun ressemblèrent plutôt à deux témoins qu'à deux collègues. Le ministre de l'Intérieur présenta les membres des autorités administratives de Paris; le ministre de la guerre, l'état-major de la dix-septième division suivante; le ministre de la marine, plusieurs officiers de cette arme, et l'état-major de la garde des consuls fut présenté par Murat. La revue et les présentations furent suivies de grands dîners. Le premier consul reçut à sa table les deux autres consuls, les ministres et les présidents des grands corps de l'État. Murat traita les chefs de l'armée; et le conseil d'État tout entier, remués dans ses foyers à numéros convertis, alla s'asseoir à la table de Lucien. » (Billet d'un témoin oculaire.)

(1) Valait l'ordre du jour qui fut fait pour la troupe.

« Washington est mort, le grand homme s'est battu contre la tyrannie, il a consolidé la liberté de sa patrie. Sa mémoire sera toujours chère aux Français, comme à tous les hommes libres des deux mondes, et spécialement aux soldats français, qui, comme lui et les soldats américains, se battent pour la liberté et l'égalité. En conséquence, le premier consul ordonne que, pendant huit jours, des crêpes noirs seront suspendus à tous les drapeaux et guidons de la république. » (Ordre du jour adressé à la garde des consuls et à l'armée.)

une drachée; aujourd'hui il était consul, et, comme César, il pouvait tout dans cette France qui se donnait à lui; la patrie semblait déposer en ses mains la toute-puissance. Dans cet appartement où il reposait sa tête, sur cet oreiller où Louis XVI avait dormi avant d'aller au Temple, puis à l'échafaud, lui consul, se trouvait jeté par ce jeu terrible des révolutions, qui aurait pu naguère aussi proscrire le général Bonaparte au conseil des Cinq-Cents, et le mettre hors la loi; maintenant le Rubicon était passé, la fortune prononçait sur ses destinées. Le sommeil dut être troublé par plus d'une image; mais la crainte ne laisse pas d'empreinte sur les caractères de bronze; c'est le souffle sur la lame d'acier (1).

Qui devait être plus frappé encore de cette situation nouvelle? C'était la famille du premier consul; par combien de secours n'était-elle pas passée? Combien de trames n'avait-elle pas subies? Et avec cela quel admirable concours, quelle douce harmonie n'avait point présidé aux rapports du foyer! Bonaparte devait beaucoup à tous les siens; il avait trouvé dans Joseph et dans Lucien plus que des frères; pendant sa campagne d'Égypte, ils ne s'occupaient que de lui, toute leur sollicitude se rattachait à la destinée du général qui faisait leur orgueil et leur force; mère, frères et sœurs s'étaient dévoués comme dans la famille corse où tout se partage en haine et en amour; aussi les frères et les sœurs de Napoléon avaient conçu une sorte de jalousie contre madame de Beauharnais, la femme de Bonaparte, Eugène son fils et Hortense sa jeune sœur. Indépendamment d'une répugnance née de la position, les Bonaparte ne pardonnaient point à Joséphine ses légèretés qui compromettaient l'honneur de leur frère, le patrimoine commun: comment une femme était-elle assez vulgaire pour oublier, par un sensualisme nonchalant et éréole, le héros d'Italie et d'Égypte; et éloignement des Bonaparte pour la famille des Beauharnais ne fut pas une des causes les moins graves des ennuis de Napoléon (2).

L'aîné des frères Bonaparte, Joseph, homme de sens, avec un cœur franc et droit, n'était point un esprit supérieur; rien ne portait en lui l'empreinte qui marquait d'un laurier impérissable le front de son puîné. Joseph, le conseil de la famille, et qui avait fermé les yeux à son père Charles Bonaparte, exer-

çait cette sorte de droit d'aînesse que la loi romaine a légué à toute la législation méridionale; admirable protection de la famille, car lorsque le père meurt, l'aîné le remplace avec son autorité, et sa protection attentive et souveraine sur le foyer domestique! C'est ce droit qu'avait exercé Joseph; plus d'une fois Napoléon lui avait écrit pour calmer les grands soucis de sa vie; c'était son ami domestique dans les plaintes qu'il lui avait confiées sur Joséphine (3). Le caractère si doux de Joseph, sa modestie ingénue, lui permettaient une résistance qui ne blessait en rien son frère, et lui inspirait confiance. Plus tard Joseph fut nommé au conseil d'État pour donner à ce corps un gage d'égalité et d'estime (4).

Lucien, comme on l'a vu, avait rendu un immense service à son frère; il l'avait sauvé au 18 brumaire, et le ministère de l'intérieur lui fut confié pour plus d'un motif; Lucien avait une intelligence bien plus large, bien plus hardie que Joseph, il n'avait rien de timide ni de soumis; le sang de Napoléon était dans ses veines. Comme il avait rendu de grands services, il parlait à son frère avec netteté et franchise; expression des opinions patriotiques, Lucien disait ce que voulaient les républicains, et souvent avec une parole hautaine, inflexible; or, le consul aimait les caractères à ménagements, il avait antipathie pour toute résistance, il brisait les esprits qui avaient tendance à le dominer. Puis, ce fut un des vices de cœur de Napoléon, il frappait tous ceux qui avaient trop contribué à sa fortune; leur présence l'importunait, leur souvenir lui faisait mal; lui si grand ne voulait jamais avoir touché la terre, il semblait parti d'une région supérieure où nul mortel n'avait pu atteindre, on pouvait l'avoir snif, mais nul ne l'avait poussé. Déjà des querelles assez vives s'engageaient entre le consul et le ministre de l'intérieur, et on parlait de Lucien comme d'un exilé que Napoléon voulait rejeter loin de la patrie par une riche ambassade en Espagne (5).

Louis et Jérôme, bien jeunes encore, étaient destinés, comme dans les familles de gentilshommes, l'un aux armées, l'autre à la marine; le consul voulait tout embrasser par sa race, et donner des chefs à tous les services: le conseil d'État à Joseph, le ministère à Lucien, l'armée à Louis, les flottes à Jérôme. Ce vaste plan était au-dessus de la portée de tous les Bonaparte; l'intelligence supérieure,

(1) Le palais des Tuileries est occupé ainsi qu'il suit: « Le premier consul habite toute la partie comprise entre le pavillon de Flore et celui de l'Orléans. Les appartements du rez-de-chambrée, du côté du jardin, sont destinés à madame Bonaparte, et ceux du côté de Carrousel aux bureaux. Combacérès occupe la partie où était la convention; et en attendant que les réparations convenables soient terminées, il est à l'hôtel d'Elbeuf. Lebrun joint de tout le pavillon de Flore. Le conseil d'État siège provisoirement dans une partie de la grande galerie, et devant les

Archives, à côté de l'appartement de Bonaparte. On lui prépare une aile dans cette que la convention consacra aux conférences. Quant au pavillon du centre, enlèvement, le salon du concert d'été, il est redevenu ce qu'il était en 1792, c'est-à-dire, la salle des gardes. » (Béclif d'une témoin oculaire.)

(2) Les mémoires contemporains en parlent sous ce nom.

(3) Voir sa correspondance d'Égypte.

(4) Sa nomination est de brumaire en VIII.

(5) Cette ambassade lui fut confiée dans le printemps de 1800.

Napoléon, fut obligé de trainer après lui tous les siens, et alors même qu'il les faisait rois, il imprimait plus de faiblesse à son gouvernement. La tête tournait à tous ceux qu'il plaçait si haut.

La veuve de Carlo Bonaparte, cette digne mère qui avait pris soin de toute sa famille, franchit avec une sorte d'effroi le seuil des Tuileries pour saluer son fils, premier magistrat de la république : femme prévoyante et d'une raison droite et ferme, elle ne partageait pas les illusions que les jeunes membres de sa famille pouvaient se faire en voyant la fortune prodigieuse de Napoléon ; elle tremblait pour ce qui était placé si haut ; dans ses rêves de malheur, dans sa superstition de mère, elle semblait voir tous ses enfants montés sur des échasses, exécutant devant elle, comme une danse fantastique qu'un premier coup de fortune pouvait faire évanouir ; et ce que l'on traitait comme une vision devint pourtant une réalité fatale.

Les belles-filles de madame Bonaparte ne prétendaient pas encore à des partis souverains ; Marianna, qui avait pris alors le nom plus poétique d'Élisa, avait épousé M. Bacciocchi, ancien officier au régiment Royal-Corse ; élevée à l'école royale de Saint-Cyr, Élisa possédait d'excellentes manières, de l'esprit et une éducation avancée ; à l'époque où le mariage fut contracté, M. Bacciocchi était un bon parti pour Élisa, car sa famille était de noblesse, et Bonaparte approuva le mariage de sa sœur (1).

Pauline, aux traits si magnifiques, à la physiologie romaine, comme on la voit sur les marbres de Canova, était promise au général Leclerc, l'un des compagnons d'armes de Napoléon. Il restait une dernière sœur, cette jeune fille si aimante et si douce pour sa mère à Marseille ; alors de grands hommages l'entouraient ! Bonaparte, consul, pouvait prétendre à tout ; il avait songé une fois à donner Carletta à Moreau, afin d'unir, par des liens de famille, son complice au consulat ; Moreau, froid et glacial, ne put plaire à la jeune fille ; elle préféra Murat, au penseur flottant, chef des guides de la garde consulaire, un des généraux les plus dévoués à Bonaparte, dans la journée du 18 brumaire. N'était-ce pas Murat qui avait ordonné aux grenadiers de marcher au pas de charge contre le conseil des Cinq-Cents dispersés ? La sœur du consul fut la récompense de ce service ; Napoléon d'ailleurs donnait une fois encore un gage à l'armée, en élevant jusqu'à sa race un brillant officier sorti de la foule (2).

Ainsi était la famille du consul ; mais à côté d'elle

et peu en harmonie avec les frères et sœurs de Napoléon, on voyait Joséphine, madame Bonaparte, avec ses deux enfants dont j'ai parlé, Eugène et Hortense, qui l'entouraient de leurs soins et de leur amour. Le consul était homme de ménage, il avait de petites idées à côté de grandes conceptions ; il se renfermait trop dans ce coquetage domestique, qui faisait descendre ses investigations jusqu'aux plus puériles vulgarités. On a beaucoup parlé de Joséphine, de ses bontés, de sa grâce parfaite, et de tout ce qu'elle fit pour la fortune de Napoléon. Je n'aime point ce caractère de femme sensuel et nonchalant, cette bonté qui se laisse aller à tout et pour tout ; un homme, à la taille de Napoléon, méritait un amour hautain et exclusif ; placé dans un sanctuaire, et fier de sa destinée, ce sentiment exalté ne devait jamais descendre jusqu'à des caprices de femme.

Le caractère de Joséphine se ressent de sa vie primitive et des étranges facilités du salon de Barras ; sa bonté tenait précisément à cet abandon de femme, qui a toujours tout pardonné, parce que ses faiblesses avaient laissé à son cœur une empreinte molle et fade. Joséphine ne comprit jamais un moment Napoléon, elle l'eût préféré en brillant colback, avec des papillotes pendantes et en bri uniforme de guide. Ce caractère sévère et antique, ce front haut et découvert, ces rares cheveux que la pensée avait laissés sur le crâne dépoilé, comme les branches brisées par l'ouragan, ne plaisaient pas à cette femme qui vivait mollement aux Tuileries comme dans son habitation de la Martinique, alors qu'elle passait sa douce existence au milieu des fleurs suaves et des colibris des grandes savanes. Eugène, son fils, suivait la carrière du vicomte de Beauharnais ; il avait hérité de son épée et la maniait avec gloire dans les guides du premier consul ; et quant à Hortense, encore au pensionnat, elle recevait de madame Campan cette éducation moitié grecque, moitié française, qui faisait de si étranges femmes.

Pouvait-il en être autrement au milieu d'une cour toute militaire, composée de jeunes et brillants officiers ? Napoléon avait entouré sa personne d'un état-major de jeunes hommes ; le premier consul, à trente et un ans, lui-même, ne pouvait pas prendre pour ses aides de camp des généraux vieillards déjà, et ceux-ci d'ailleurs n'auraient pas souffert l'obligation de servir sa personne en dehors de l'armée. De là il était résulté que le consul n'avait pris autour de lui que des aides de camp dévoués et prêts à se

(1) Le mariage d'Élisa avec M. Bacciocchi fut célébré à Marseille, le 1^{er} mai 1797.

(2) Le mariage de Murat et de Caroline fut célébré encore au Luxembourg. Bonaparte lui donna 30,000 francs de

dot, et un collier de diamants, appartenant à Joséphine, pour cadeau de noces ; plus tard, la dot fut agrandie de la couronne des Bourbons de Naples. Ainsi marchaient alors les fortunes !

faire tuer pour leur général; ils se distinguaient par leurs manières, par leurs brillants uniformes, par leur tenue presque chevaleresque. C'étaient les courtisans du consul, les hommes de sa confiance, ceux à qui il donnait les missions les plus délicates; d'une éducation soignée, d'une forme plus aimable, leurs sueurs étaient grands parmi les femmes; on citait leurs bonnes fortunes comme celles des gentilshommes sous le vieux régime. Les caractères changent peu dans la marche des temps; ce qui se produit à toutes les époques est le résultat de l'esprit français; les noms se modifient seulement, et sous le consulat on appela aides de camp les imitateurs de ces valeureux gentilshommes qui, sous Louis XIV, tout garnis de rubans, portaient les fascines de siège en chantant, comme s'ils allaient à une fête.

Les principaux aides de camp étaient Junot, soldat courageux, esprit sans grande portée, qu'une voix amie et tendre n'a pu transmettre à la postérité dans le cadre brillant de l'école impériale; c'était un ami du consul, un de ces officiers qui ne vivaient que pour leur général. Marmont, aide de camp de Bonaparte, était bien plus remarquable que Junot; esprit sérieux, mélancolique, il semblait porter déjà sur son front cette destinée qui le proscrivait partout, et qui le rendit victime de si étranges fatalités; Marmont était un des officiers les plus braves et les plus distingués de l'armée. Les autres aides de camp de Bonaparte étaient Duroc, dont j'ai eu occasion de parler déjà, Lemaître, digne officier sur un champ de bataille. On remarquera que le consul avait surtout choisi des hommes d'éducation et de manières pour les élever au titre d'aides de camp; il se séparait autant qu'il le pouvait des formes républicaines, de ces grossièretés d'officiers que la révolution avait introduites sous la tente. Napoléon se souvenait de l'ancienne armée des gentilshommes, quand il servait lui-même à Brienne ou dans le régiment Lafère artillerie; il croyait qu'on pouvait être brave dans la mêlée avec cette gracieuseté, cette élégance de manières qui constituaient l'officier français; ses aides de camp étaient des généraux modèles, pour la tenue et la recherche.

(1) Le titre de madame fut généralement rendu aux femmes, chez le premier consul et dans les billets d'invitation qu'il leur faisait adresser.

(2) Madame Bonaparte occupait toute la partie de rez-de-chaussée, qui, depuis, fut également son séjour comme impératrice, et plus tard celui de Marie-Louise. A côté de son cabinet de toilette, était le petit appartement de mademoiselle de Beauharnais, composé de sa chambre à coucher et d'un cabinet de travail, tout au plus assez grand pour faire supporter l'odeur de la peinture St-Hubert, ou même biver, elle voulait faire le portrait de son frère. Les appartements de madame Bonaparte étaient meublés avec goût, mais sans aucun luxe; le grand salon de

Il fallait bien ramener tout à des formes choisies, puisque le consul ouvrait ses salons (1), et voulait enfin recevoir la bonne compagnie. Sous le Directoire il n'y avait pas précisément de réceptions dans le sens de la vieille société française; Barras avait chez lui du monde, et il donnait parfaitement à dîner; les vins étaient bons, les femmes jolies, les hommes spirituels; mais cela ne constituait pas un salon; il n'y avait rien de cette politesse affectueuse, de cette causerie qui garde son rang, de cette tenue facile et convenable qui caractérisait les grandes manières. Barras avait des diners fins, des parties de plaisir; c'était de la régence, et le consul voulait du Louis XIV; il ordonna donc à Joséphine d'ouvrir son salon (2), chose difficile; car, pour ouvrir un salon, il faut des gens qui le composent, et c'était là précisément ce qui manquait un peu à la révolution.

Les salons du consul offraient surtout la présence un peu tumultueuse des officiers qui l'avaient suivi à l'armée, la plupart jeunes encore, magnifiques sur un champ de bataille, à la face des canons, mais peu habitués à ces formes convenables et galantes qui seules doivent se montrer sous les lustres; il y régnait un ton décidé, soldatesque, et la présence si grave du premier consul n'arrêtait pas toujours ces propos des camps, si déplacés parmi les femmes et sous l'abri du toit domestique. Les fonctionnaires abondaient ainsi dans les salons; hommes sérieux, distingués par l'esprit et par la science, mais la plupart peu habitués au monde.

Toutefois, lorsque la conversation s'engageait entre le premier consul et quelques-uns de ces hommes supérieurs, une illumination soudaine paraissait tout à coup dans cette atmosphère d'intelligences et de espérances; quand Bonaparte prenait Monge, Berthollet, Cabanis, Volny, Chaptal, dans une causerie d'intimité, rien n'était beau comme ces éclairs de génie qui sillonnaient ces fronts larges et blanchis; tantôt il promenait son imagination rêveuse sur les systèmes religieux; il aimait à s'y arrêter, il se complaisait à suivre la marche des croyances primitives; son cœur était plein de mysticisme; son âme de Corse s'échauffait à l'aspect de la plus petite cérémonie catholique; le son de la

réception était tendu en quinze-vingt jours. Les membres menbants étaient en gorgouran, les franges étaient en soie, et les bois en acajou. Il n'y avait d'or nulle part; les autres pièces n'avaient pas plus de richesses dans leur décoration; tout était frêle et élégant. Au reste, les appartements de madame Bonaparte n'étaient destinés que pour les réunions particulières et les visites qu'elle recevait le matin; les grandes réceptions avaient lieu en haut. Il n'y avait encore ni chambellans, ni préfet du palais, un conseiller d'Etat, ancien ministre de l'intérieur, M. de Neuchâtel, était chargé de l'administration intérieure du palais.

(Nécessité d'un témoin oculaire.)

cloche qui tintait au loin, la vue des riches ornements du clergé, le chant des psaumes et des prières, tout produisait en lui une impression indicible; quand il amenait Cabanis, Volney, sur leur système philosophique, il leur exprimait ses émotions en style pompeux et oriental; aux yeux de ces matérialistes, il montrait les étoiles en s'écriant : « Qui a fait cela ? » Tout était suspendu dans les salons des Tuileries quand ces grandes conversations commençaient, et le premier consul s'y montrait supérieur aux hommes mêmes qui passaient pour les causeurs les plus spirituels ou les plus sérieux (1).

Les femmes qui fréquentaient les Tuileries se ressentaient des temps qu'on venait de traverser; si Bonaparte excluait du palais les amies trop affibées du Directoire, les anciennes confidentes de Joséphine, il ne pouvait pas frapper du même interdit les compagnes de ses frères d'armes, de ces généraux qui avaient combattu à ses côtés dans les grands jours de la révolution française. La plupart de ces généraux s'étaient mariés en des temps glorieux pour eux, mais où les choix ne se faisaient pas avec une entière distinction; beaucoup de ces femmes étaient mal apprises; elles seraient beaucoup mieux tenu une tente qu'un salon, et, parmi celles même qui étaient les mieux élevées, il se glissait un esprit de liberté, un ensemble de propos qui se ressentaient de la vie militaire. Quelques exceptions pourtant se faisaient remarquer; Bonaparte avait marié plusieurs de ses aides de camp à des filles de nom et de naissance, et dans les salons des Tuileries on distinguait quelques-unes de ces têtes blondes et roses dont parle un peu trop souvent

une de ces femmes de distinction, jeune alors elle-même, qui aime tant à dire les brillantes impressions d'une vie qui s'est douloureusement effacée (2).

On relevait tout cela par le costume, par des toilettes brillantes et trop riches peut-être pour le bon goût. Le premier consul avait prescrit des costumes à toutes les fonctions; les sénateurs portaient des habits de velours brochés d'or; les tribuns les portaient en argent; les conseillers d'État avaient le frac de velours bleu clair, tandis que les consuls portaient un costume de fantaisie ou l'uniforme écarlate à palmes rayonnantes d'or (3). Les femmes avaient une toilette riche et un peu chargée; on voyait briller sur leurs têtes, dans leurs cheveux ou à leurs ceintures, les diamants et les perles enlevés à plus d'une madone d'Italie et de Portugal; ici c'était la verte émeraude de la Cisalpine; là les pierres scintillantes de la république ligurienne. La troupe des glorieux conquérants avait rapporté ainsi, de chacune de ses campagnes, quelques trophées pour orner ce qu'ils avaient de plus cher au monde, la femme de leur amour.

Mais tous ces hommes si déplacés dans un salon, ces officiers dont la parole saccadée ressemblait à des éperons dans des dentelles, étaient magnifiques dans les revues, quand la trompette sonnait, et s'il fallait monter à cheval. Alors vous voyiez la cour des Tuileries s'emplir d'une foule enthousiaste; le premier consul était à cheval; son corps amaigri portait un habit qui dessinait sa taille; penché sur son cheval, l'œil méditatif, il suivait la belle revue qui se déployait devant lui (4). A ses côtés était le

(1) Le corps diplomatique fut reçu dans le salon des ministres.

« Le 2^e octobre eut lieu la première présentation du corps diplomatique. Le comte d'État Bonaparte, chargé de l'administration intérieure du pays, introduisit les ministres étrangers dans le cabinet des conseils où étaient les ministres, les conseillers d'État, le secrétaire et le secrétaire général des consuls. Le ministre de l'intérieur les reçut à l'entrée du cabinet. Le ministre des relations extérieures les présenta au premier consul. Le corps diplomatique se composait des ambassadeurs d'Espagne et de Rome, des ministres de Prusse, de Danemark, de Suède, de Bavière et de Basse-Castille, des ambassadeurs des républiques cisalpine, badoise, helvétique et ligurienne. »

Voici ce qu'un agent disait sur la réception du corps diplomatique.

« Le premier consul, établi aux Tuileries et environné d'une faste imposante, reçoit, le 21 février, à la manière des souverains, les ambassadeurs des puissances amies. Il renvoie à ses ministres les lettres de créance, présentées à lui seul par le marquis de Musquitz, le baron de Soudes-Kollin, le prince Imolinini, envoyés de Madrid, de Berlin et de Rome, ainsi que par les agents diplomatiques ou commerciaux des autres puissances. »

(2) Madame d'Abrantes — Bonaparte épura la société de Joséphine; une de ses anciennes amies, n'ayant point été prévenue de cette révolution, se présenta comme à l'ordinaire, et la porte lui fut fermée. Voici de quelle manière le galantier français

rendit compte de cette aventure, en la publiant sous le nom d'anecdote romaine :

« La belle Scamponis, épouse de l'un des lieutenants que le grand César laissa en Égypte pour recueillir le fruit de ses victoires, vint se présenter devant le vainqueur de M. L'insigne Scamponis possédait mille grâces, mille aimables qualités, avec tant de ressources pour plaire, comment être fidèle à un époux absent depuis dix-huit mois? Des preuves irrécusables attestent la faiblesse de Scamponis. Elle crut pouvoir néanmoins, en cet état, paraître devant l'un de ses époux non-seulement, César se voulut point consentir à la voir, mais il ordonna à son épouse de lui fermer la porte. On sait que ce grand homme avait pour principe que la femme de César ne devait pas même être soupçonnée. »

(3) L'ordre des réceptions fut ainsi réglé. Les 2 et 17 de chaque mois, les ambassadeurs; les 2 de chaque décade, les sénateurs et les généraux; le 4, les députés ou corps législatif; le 6, le tribunal de cassation. Tous les jeudis, à midi, grande parade.

Une coutume instituée par le premier consul était celle d'un dîner de deux cents personnes, tous les dix jours. Ces dîners avaient lieu dans la galerie de Diane. Les invités étaient de toutes les classes, de tous les rangs. Le corps diplomatique était de ces réunions.

(4) Le beau tableau d'Ingres est ce qui reproduit le mieux cette revue. Le premier consul avait pris de lui à ces parades l'aide de camp de service, le ministre de la guerre, le général commandant la première division, et le commandant de Paris, puis le

CHAPITRE XXXI.

SITUATION MILITAIRE DE LA FRANCE ET DE L'EUROPE.

groupe de jennes aides de camp où l'on distinguait Junot, dans son brillant costume de hussard, Murat tout épanaché, Beyssière à la figure si grave, Duroc élégant comme un gentilhomme, Marmont toujours triste comme s'il portait sa destinée dans ses traits; puis devant le consul, les escadrons de ses guides qui caracolent par pelotons; à leur tête était leur jeune capitaine de dix-huit ans, Eugène Beauharnais; une glorieuse poussière les couvre; ils sont précédés des grenadiers de la garde des consuls, et de quelques-unes de ces demi-brigades aux drapeaux criblés de balles, devant lesquels s'inclinoit le consul, rendant au courage un hommage mérité.

On voyait bien que le champ de bataille était le salon de cette génération glorieuse. Là les officiers sont à l'aise; populations nomades, ils ont besoin de essorer leurs chevaux et de caracolier dans la campagne; la poussière leur plaît; s'ils restent quelque temps sur de moelleux tapis, c'est afin de repartir plus impatientes pour la conquête lointaine; ils baisent les pieds de leurs femmes, de leurs amantes, pour courtoiser ensuite la grande passion de leur cœur: la guerre. On s'explique très-bien alors cette espèce de ton militaire que cette génération de combats conserve auprès des femmes; Bonaparte en est le type; il ne voit jamais en elle le vêtement léger, le sentiment délicat, la destinée intime; pour lui la femme n'est que la cause d'un grand résultat, le principe de la population, et voilà pourquoi le consul procède toujours par cette question: « Combien avez-vous d'enfants? » paroles fatalment significatives, si elles n'ont pas un sens de deuil dans la bouche d'un conquérant. A l'aspect des grandes batailles, plus d'une mère devait se demander ce que signifiaient ces questions dures et mathématiques? Hélas! Bonaparte fouillait le sein maternel pour n'y voir que des conscripts. La condition des hommes qui s'élèvent au-dessus de l'humanité est souvent d'en ouïr la douce voix, et quand le pied ne touche pas la terre, on se sépare des faiblesses de l'âme. On prend tout comme une portion de la matière, comme des moyens pour arriver à l'inflexible résultat jeté devant soi par la destinée.

commisnaire ordonnateur, les commissaires des guerres « Usés à la ville de Paris, où toutes les personnes auxquelles on ordonne de partir immédiatement transmise, dans le cas où, dans le cours de son inspection, le premier conseil trouverait quelque chose à changer ou bien on s'embarrasserait à commander.

(1) Ainsi cherché-t-on, à Vienne, à abaisser Suwarow.

« Suwarow est vraiment indéchiffrable; mélange perpétuel de raison et de folie, on croit le saisir, il échappe et vous rejette, par un trait aussi bizarre qu'insaisissable, à mille lieues de toute saine investigation. Ce qu'on peut cependant conclure de tous ses propos sans suite, c'est qu'il finit remettre toutes choses sur le pied où elles étaient avant la révolution française, rétablir

Les Russes. — Les Autrichiens. — Le Rhin. — Les Alpes. — L'archiduc Charles. — Mélas. — Kray. — L'armée de Coudé. — Plan de campagne des Anglois et des Autrichiens. — Organisation consulaire de l'armée. — Choix des généraux en chef. — Moreau. — Masséna. — Brune. — Jourdan. — Bernadotte. — Institution militaire des armes d'honneur. — Idée de l'armée de réserve. — Berthier, général en chef. — Caractère de l'armée de réserve. — Nouvelles de l'armée d'Égypte. — Kléber. — Les Français sous Vaucluse à Melte.

Janvier et avril 1800.

La bataille de Zurich, livrée sur une si vaste échelle, avait eu pour résultat de rejeter les Russes hors de ligne; la coalition ne pouvait que faiblement compter sur leur concours. Ces formidables grenadiers à l'aspect si inculte, alors en complète retraite, ne soutenaient plus la campagne des Autrichiens aux Alpes et au Rhin. Suwarow avait quitté les camps et portait ses débris auprès de son souverain, Paul I^{er}. Il avait raconté la trahison de ces Allemands, la tête toujours pleine de haine et de vin espiègle; la haine du vieux Slave s'était librement exhalée contre la nation germanique; Suwarow avait fait voir au czar tout ce qu'il y avait de lâche dans cet abandon de la cause commune; indigné contre le cabinet de Vienne, Suwarow devinait ses projets ambitieux (1); quoi! l'Autriche ne voulait pas rendre au pape les trois légations de Bologne, Ferrare et Ravenne; elle prétendait garder la ville d'Ancone, sous le prétexte que ces pays, cédés à la république cisalpine, avaient cessé d'appartenir au souverain pontife. De plus, l'Autriche exigeait la remise dans ses mains d'Alexandrie et de Tortone, sous prétexte que la maison de Carignan les avait anciennement conquises sur le Milanais (2),

toutes les nouvelles républiques, rétablir les princes dépossédés, refaire partout les idées révolutionnaires, punir tous les instigateurs de troubles, ne se permettre ni ne souffrir aucune usurpation, faire cesser le système des conventions, et y substituer une politique franche, généreuse, désintéressée. On l'écoutait, on l'approuvait même; l'empereur, de très-bonne foi, son ministère, parce qu'il a besoin de lui. Mais au fond tout cela ne paraît ici que la parodie d'un vieux roman chevaleresque du moyen âge, un défilé d'imaginations, des paroles vaines et qui demeureront sans effet. » (Dépêche de Saint-Petersbourg, octobre 1799.)

(2) Le comte Panin fit secrètement insinuer au comte Louis de Cobenzl, que les choses pourraient s'arranger s'il voulait décla-

et que ce n'était qu'un retour à la maison d'Autriche. Ces projets d'ambition séparaient de plus en plus la cour russe des intérêts allemands. Korsakow seul était resté à la tête des débris de l'armée de Paul I^{er}, naguère si formidable quand elle se présentait pour la première fois en Italie avec ses joies de conquête, expression d'une civilisation sauvage. Korsakow n'agissait plus de concert avec les Autrichiens, il attendait les ordres précis de son souverain pour prendre un parti, il se mettait en dehors de toute atteinte des Français.

Les Autrichiens seuls restaient donc en ligne, leur armée se composait de soldats d'élite qui avaient fait de longues campagnes sur les Alpes et le Rhin; ces beaux régiments de grenadiers hongrois, les carabiniers du Tyrol, la grosse cavalerie si bien montée, une artillerie formidable, des trains militaires de toute espèce, composaient les ressources de l'archiduc Charles lorsqu'il se trouvait à la tête de l'armée autrichienne. Cette armée entraînait à sa suite des corps nombreux de Bava-rois, des contingents wurtembergeois, unis à l'Autriche par suite d'une alliance de subsides conclue avec l'Angleterre. L'archiduc Charles repous-sait toute idée de paix; il avait formellement demandé l'entrée en campagne; il avait écrit au corps germanique pour l'inviter à tenir ses contin-gents tout prêts, afin de se poser immédiatement en ligne; l'archiduc s'exprimait très-fortement sur cette nécessité parce qu'il craignait qu'on ne prit pour un premier pas vers la paix, l'événement d'un nouvel ordre de choses en France (1).

Le théâtre de la guerre était porté en Italie, sur les Alpes, et en Allemagne, sur le Rhin; la neu-tralité de la Suisse n'était respectée ni par la France, ni par l'Autriche; ses montagnes devenaient un champ de bataille qui s'étendait au nord depuis les

glaciers aux ueigrs éternelles jusqu'à la forêt Noire, et au midi jusqu'à Gènes par les Apennins. Les Alpes et le Rhin, ces deux magnificences de la création, ces gigantesques œuvres servaient de limites aux armées belligérantes, et malheureuse-ment en Italie, après des efforts inouïs, les troupes de Suchet, de Masséna et de Soult, avaient été obli-gées de s'acculer jusqu'au pied des petites Alpes sur la Corniche; la désolation et le pillage suivaient ces glorieux débris qui ravagèrent toutes les côtes de Gènes si magnifiques sous les orangers.

L'armée autrichienne avait eu longtemps pour chef l'archiduc Charles; le conseil autique, en tra-çant le plan de la campagne, écarta le jeune archiduc de développer la supériorité de ses talents; aussi, gêné dans ses mouvements, prétextant une ma-ladie, demanda-t-il sa retraite momentanée. Ce fut un malheur pour la campagne autrichienne, et le commandement de l'armée allemande du Rhin fut alors confié à un militaire du premier mérite, le général Kray, qui servait dans les campagnes pré-cédentes. Kray avait assisté à toutes les batailles des bords du Rhin et du Tyrol; possédant la con-fiance du soldat, il était de plus un gage donné à la confédération allemande. En Italie, ce fut encore M. de Mélas, vieillard aux cheveux blancs, comme les rois d'Homère, qui dut suivre les opérations. M. de Mélas ne manquait ni d'instruction ni de capacité; vieux tacticien de la guerre de sept ans, il avait commandé les Autrichiens sur la Sambre, et il fut employé à l'armée d'Italie dès 1796. M. de Mélas s'était éminemment distingué aux batailles de Cassano et de la Trébia (2), où il avait battu Cham-pionnet avec une certaine hardiesse de mouve-ments; Mélas n'était point un officier vulgaire; seulement, il n'avait pas la promptitude et l'activité qui distinguaient les généraux français. Lorsque

ter, au nom de son souverain, que les trois légations de Bologne, Ferrare et Ravenne, ainsi que la ville d'Ancone, seraient rendues au pape, et le Piémont au roi de Sardaigne. A cette insinuation, qui est liée avant qu'on fût instruit de la capitulation d'Alexan-drie, le ministre autrichien répondit: « Je n'ai aucun pouvoir pour donner, ni véritablement ni par écrit, une telle déclaration. Comment pourrils-tu exiger la remise des trois légations annexes par le traité de Tolentino à la république cisalpine, que nous avons conquises? C'est un jeele dédémagement des trais de la guerre. Je ne doute pas que ma cour rende le Piémont au roi de Sardaigne, mais Alexandre et Tolone, ayant été détachés du Milanais par les armes, doivent, par la même voie, rentrer sous la domination autrichienne. » (Bespêche de Vienne, novembre 1796.)

(1) Texte de la lettre adressée par S. A. R. l'archiduc Charles aux cercles extérieurs de l'Empire.

« Bonaparteschingen, le 4 décembre 1799.

« C'est par le soulèvement de la plus urgente nécessité, que je me crois obligé de vous prier de m'en joindre et de vos disposi-tions. On pourrait résulter un grand désavantage pour le cause commune de l'empire germanique. Je vois avec regret que ser les événements nouvellement arrivés en France, par lesquels

le pouvoir suprême est passé dans d'autres mains, en fonde presque partout l'espérance déjà si souvent trempée d'une pacification prochaine, et que dans cette supposition prématurée, on croit même pouvoir différer la mise en activité du con-tingent et l'accomplissement de ses autres obligations constitu-tionnelles. Un cœur allemand, patriotique, et en esprit éclairé par tant de tristes expériences, ne peut absolument pas com-mettre une pareille imprudence. Cela nous priverait du seul moyen de conclure une paix prompte, à des conditions outre-nables et justes, et qui puisse être solenne et durable. Ou ne doit absolument pas oublier la règle, qu'il faut se préparer rigou-reusement à la guerre quand on veut avoir la paix; et nous serons cette dernière beaucoup plus tôt, et plus avantageuse, quand l'ennemi verra que nous sommes en état de continuer la guerre, dans le cas où il voudrait persister dans son loi impérieux, et persévérer encore une fois une paix qui entraînerait la honte et l'asservissement.

« Charles. »

(2) M. de Mélas était déjà général-major en 1783 et 1784, puis lieutenant-feld-marschal, il commanda sur la Sambre et dans le pays de Trêves, en 1795, sur le Rhin, et, en 1796, à l'ar-mée d'Italie, dont il eut le commandement en chef.

l'âge glorieux des veines, qui peut manier l'épée ? Comment Mèlas, à soixante et seize ans, pouvait-il lutter contre cette génération de jeunes officiers sous un consul de trente ans ?

D'après les états officiels des archives de Vienne, l'armée de Kray contenait 107,000 hommes de braves troupes ; presque toutes formées des régiments d'élite hongrois, tyroliens, bavarois, résignés comme les Allemands à marcher au feu sous les officiers qui tous n'avaient pas la même instruction et la même intelligence. Ces deux armées d'Italie et d'Allemagne offraient plus de 30,000 hommes de cavalerie en masse ; elles s'appuyaient en Allemagne sur l'esprit public des populations, et en Italie sur le sentiment religieux et catholique qui n'était point favorable aux Français tout empreints de la philosophie du XVIII^e siècle. Si les cœurs de quelques nobles et de quelques marchands ou avocats avaient salué les Français, le tocsin des églises les poursuivait avec le peuple des campagnes. L'insurrection était partout contre le drapeau tricolore.

Le corps de l'armée de Condé servait dans les rangs des Autrichiens ; il avait cessé d'être au service et à la solde de la Russie ; l'Angleterre, qui employait tous les auxiliaires, s'était engagée à fournir des subsides pour le corps de 10,000 hommes, qui servait sous le drapeau de Condé (1), comme elle avait également levé à ses frais une légion allemande ; son but était facile à saisir. Par ces armées prises à sa solde, l'Angleterre exerçait une grande influence sur le centre de l'Allemagne et de la France ; au cas d'une restauration, elle obtenait une puissante autorité morale sur le continent. L'armée de Condé se composait à peine de mille gentilshommes, et s'était recrutée particulièrement en Allemagne et en Suisse des hommes forts et propres à la guerre.

D'après le plan concerté entre l'Angleterre et l'Autriche, l'attaque vigoureuse devait venir de l'Italie. Au midi on devait s'emparer de Gènes, marcher sur Nice par la Corniche, sous le feu d'une flotte anglaise. Le Var une fois franchi, on pénétrait dans la Provence où des compagnies royalistes étaient prêtes à secourir une grande insurrection ; un second corps d'armée appellerait les Sardes et les Piémontais sous les drapeaux de la royauté ; puis Mèlas traverserait les Alpes pour manœuvrer dans le Dauphiné. L'Angleterre s'était engagée

à débarquer des armes dans la Vendée et le Morbihan ; une insurrection éclaterait simultanément à Toulouse, à Caen, à Nantes, et dans le sein de la Bretagne et de la Normandie (2).

Dans ce plan d'opérations, l'armée du Rhin ne jouait qu'un rôle secondaire, elle devait observer l'expédition française confiée à Moreau, pour qu'elle ne se portât pas au midi, où les Anglo-Autrichiens devaient agir avec plus d'énergie. Dans le Piémont, le corps de Condé devait arborer le drapeau blanc, et cela explique la persistance de M. de Mèlas à s'emparer de Gènes, le point central de toutes les opérations, et alors protégé par Masséna.

Un officier supérieur de l'armée autrichienne donne les plus grands détails sur les opérations militaires ; l'armée du général Mèlas se composait de 117,000 hommes ; sur ce nombre 60,000 avaient été destinés à chasser l'armée de Masséna de la rivière de Gènes, où elle occupait un espace de quarante-cinq milles sur la Corniche, depuis Albenga jusqu'à Gènes, indépendamment des positions dans la montagne qui couvraient tous les points qu'elle occupait sur la côte. Le nombre de troupes composant l'armée française en Italie, n'était pas alors bien connu à Vienne. La droite était commandée par le général Miollis ; le centre par le lieutenant général Soult, et la gauche par le général Suchet. Le général Oudinot était chef de l'état-major. Or le général Mèlas ayant résolu de faire une attaque générale sur toute cette ligne, le général Ott, qui remplaçait M. de Kléau dans le commandement de la rivière du Levant, à l'est de Gènes, s'avança vers cette ville avec sa division renforcée des insurgents de Fontana-Buona, commandés par le général génois Oseretto. Il eut des succès le 6, et s'avança jusqu'à Quarto, à une lieue de Gènes. Le général Hohenzollern partit de Novi pour faire une fausse attaque sur la Bochetta, et distraire ainsi l'attention du général Masséna, tandis que le véritable objet de l'attaque était de couper la ligne de l'armée française à Savone. C'est à cette attaque que présidait le général Mèlas en personne. Trois divisions partirent d'Acqui à cet effet, se dirigeant sur Cairo et Savello ; Castello di la Bona fut attaqué par le général Pellfy, et Montenetton par le comte François de Saint-Jullen. Ces deux positions furent enlevées à la baïonnette ; le

(1) Le prince de Condé annonça lui-même ce changement par un ordre du jour.

(2) Au ce même temps Desmours proposait un autre plan d'opérations ; il lui offrait de laisser agir les Autrichiens seuls en Italie et en Souabe, en y consacrant toutes leurs forces, tandis que 50,000 Russes se porteraient sur Bayonne, et que 12,000 autres, joints aux 12,000 déjà sous les ordres du comte de Vismé, et à 18,000 Badois soldés par l'Angleterre, chose secrètement con-

venue d'avance, débarqueraient en Normandie sur les points qu'il indiquerait, et que cette masse de 42,000 hommes effectués marcherait rapidement sur Paris, pour y précipiter le roi. Il ne demandait rien commander personnellement, mais à tout diriger dans une province qu'il connaissait parfaitement, qu'il avait militairement explorée, et sur la défense de laquelle il avait fourni déjà des mémoires au gouvernement français.

régiment impérial de Newski s'y distingua d'une manière particulière. Le général Elsnitz qui devait attaquer Vado le 7, trouva ce poste évacué par l'ennemi qui s'était retiré à Finsle. Dans le même temps une autre division de troupes impériales descendait la vallée du Tanaro pour se porter sur Albenga, et harasser la gauche de l'armée française dans sa retraite. Les Anglais devaient à la même époque commencer le bombardement de Gênes. Peu de manœuvres militaires, continue le bulletin du général Melas, ont obtenu plus d'éloges jusqu'ici pour la conception du plan. Masséna a fait des efforts extraordinaires pour se tirer de la situation périlleuse où il se trouve, n'ayant plus de retraite ni par mer ni par terre, et se trouvant avec 15 à 20.000 hommes seulement, sans vivres, entouré en tête et en queue d'ennemis et d'insurgents, au point que treize jours après le commencement des hostilités, il n'avait point encore pu donner directement de ses nouvelles à Bonaparte. Par ce déploiement de forces, M. de Melas espérait arriver sur le Var.

Le plan des Autrichiens était parfaitement connu du premier consul ; il résolut donc une campagne militaire assez grande pour sauver le territoire et illustrer les premiers mois de son gouvernement. Le 18 brumaire était le triomphe du parti soldat, des hommes de guerre sur les avocats et les tribuns ; d'où la nécessité pour le consul de préparer une guerre tellement éclatante, un succès si décisif, que de tels événements servissent à consolider l'honneur et la supériorité de l'armée française ; il avait renversé les conseils, créé sa dictature ; le dictateur devait vaincre, c'était pour lui une obligation impérieuse, un devoir de situation.

Ici Bonaparte se montra d'une habileté peu commune dans le choix de tous les généraux chargés de la noble mission de délivrer la patrie. On se rappelle qu'au moment du consulat des ambitions ardentes s'étaient manifestées parmi les chefs qui commandaient les armées. Tous n'avaient pas également salué le pouvoir de Bonaparte ; Bernadotte, Augereau, Jourdan, Moreau, n'avaient pas les opinions, les sentiments et les espérances du consul ; sa destinée soulevait des jalousies ; Bonaparte oublié, au moins officiellement, les oppositions qu'il avait rencontrées dans ses compagnons d'armes. Comme la France était en péril, il choisit ceux qui pouvaient le mieux la défendre, les capacités les plus incontestées ; il avait déjà désigné

Bernadotte pour présider le conseil d'État, section de la guerre, sorte d'hommage rendu à son administration antérieure ; le consul lui confia ensuite le commandement de l'armée d'Angleterre, qui devait agir sur les côtes dans la crainte d'un débarquement. Bonaparte était alors trop faible, trop incertain dans son pouvoir, pour oser ces sortes de persécutions qui auraient manifesté trop ouvertement les souvenirs du 18 brumaire ; il pouvait les garder au cœur, mais le temps n'était pas encore venu de laisser parler haut les haines et les ressentiments.

Quant à Moreau, il lui confia, comme à la plus forte capacité militaire, le commandement de l'armée principale qui devait opérer sur le Rhin, avec ce noble cortège de généraux instruits, l'élite de l'armée : Dessolles, Gouvion-Saint-Cyr, Lecourbe, Sainte-Suzanne, Lahorie ; Moreau fut placé à la tête des belles légions qui déjà plusieurs fois avaient vu le Rhin et le Danube. Le plus savant état-major se montrait à l'armée du Rhin ; l'histoire n'a jamais présenté peut-être le spectacle d'une telle réunion de capacités militaires ; cet état-major n'avait rien de commun avec celui de l'armée d'Italie ; ce n'étaient pas seulement des généraux sauteurs qui ne savaient que la vie des camps ; quelque chose de plus élevé brillait sous les tentes ; ces généraux avaient plus que la science de la guerre. Aussi ce fut un grand honneur d'avoir servi à l'armée d'Allemagne sous Moreau, et Bonaparte en fut plus tard jaloux ; il ne lui pardonna jamais cette gloire.

Le consul confiait à Brune la répression des troubles de l'Ouest, qui prenaient un caractère alarmant ; Augereau recevait le commandement en chef de l'armée de Hollande, appelée à seconder Moreau dans ses opérations en Allemagne ; Augereau devait obéir au commandant en chef de l'armée du Rhin, car Bonaparte ne lui eût jamais confié la direction supérieure d'une campagne ; il ne lui croyait pas assez de capacité. Pour Augereau le consul se montrait généreux en oubliant son opposition secrète au 18 brumaire (1). Enfin, on laissait à Masséna, aux généraux Suchet et Soult, la défense des Alpes méridionales. Bonaparte se proposait d'aller prendre bientôt en personne le commandement d'une armée de réserve, qui soutiendrait les soldats d'Italie dans une marche en avant jusqu'à vers le Milanais. Comme la constitution ne permettait pas au premier consul de prendre officielle-

(1) Voici la lettre de Bonaparte à Augereau.

« Je vous ai nommé, citoyen général, au poste important de commandant en chef de l'armée de Bavière. Nourrez que vous êtes au-dessus de toutes les misérables divisions de tribune. La gloire de la république est le fruit du sang de mes camarades. Nous

n'appartenons à aucune école qu'à celle de la nation entière. « Si les circonstances m'obligent à faire la guerre par moi-même, comptez que je ne vous laisserai pas en Hollande, et que je n'oublierai jamais la belle journée de Castiglione.

« Bonaparte. »

ment en chef la direction de l'armée, Bonaparte l'avait confiée au général Berthier, celui que l'on désignait le plus spécialement pour le dépositaire intime de ses volontés militaires (1).

Tous les actes du premier consul eurent pour pensée une réorganisation forte de la réserve dont le siège était à Dijon; il se hâta de compléter ce que Bernadotte avait préparé comme ministre de la guerre pour le recrutement des armées. La conscription, ce grand levier des camps, fut étendue et rigoureusement appliquée; 30,000 conscrits durent rejoindre sur-le-champ leurs corps respectifs à Dijon, et ils s'exercèrent en marchant, méthode suivie plus tard comme moyen de hâter l'instruction du soldat. Quand on demandait tant de sacrifices, ne donnerait-on rien à l'armée? Et comme pour grandir l'esprit militaire et lui imprimer une forte énergie, Bonaparte institua des récompenses spéciales, des saïons, des fusils, des baguettes et des trompettes d'honneur, pour être distribués aux officiers et aux soldats comme un signe éclatant des actions glorieuses; elles rendraient publique la vie du soldat (2), elles le décoraient aux yeux de ses amis, de sa famille et de la grande nation. Ces armes d'honneur furent distribuées avec un tact parfait; le premier consul fit ériger à tous les militaires qui recevaient cette récompense, et il ne dédaigna pas de correspondre avec le simple grenadier, qui lui écrivait comme les vieux prétoriens adressaient la parole aux empereurs dans les fêtes militaires (3).

En donnant plus de nerf et d'énergie à cet ensemble de mesures, le consul désigna Carnot pour le ministère de la guerre, en remplacement de Berthier, quoiqu'il connût bien profondément ses antipathies pour tout gouvernement monarchique; Carnot avait un esprit remarquable d'administration; on avait souvenir de ses services au temps du comité de salut public, et d'ailleurs il était tellement haineux contre l'ancien Directoire, qu'il ne pouvait prêter la main à un complot contre le consul; Carnot le grand organisateur était com-

promis, et il devait dès lors, sans arrière-pensée, secondar tous les ressorts de l'administration publique, et imprimer à la guerre une nouvelle impulsion. Tel était le prestige qu'exerçait le gouvernement consulaire, qu'il y eut un véritable enthousiasme dans la jeune génération pour se faire inscrire dans les bataillons de départ; la conscription ne fournait pas seulement 30,000 hommes décrétés par les consuls; à Paris on vit des jeunes gens du ton le plus exquis, des gentilshommes même, s'enrôler dans les guides pour suivre l'armée de réserve dans les escadrons d'élite. Ce n'était plus déjà ces uniformes sévères de la vieille armée républicaine, ces habits biens usés par vingt batailles; les troupes d'élite parurent brillantes dans les revues, avec ce riche costume qui excitait l'émulation de tout ce qui avait du cœur; on courait à l'armée par vanité; on croyait faire une promenade militaire à Dijon, pour revenir ensuite cueillir les récompenses des nobles dames dans les carrosses. Le consul passait incessamment des revues, et, comme dans l'ancienne chevalerie, on s'engageait par orgueil d'amour; on était fou de la gloire; aussi vit-on prendre l'uniforme à des jeunes gens de naissance: MM. de Ségur, de Beaufremont, de Noailles; nobles gentilshommes, ils servirent à côté du fils du marquis de Bréhannais, de si bonne naissance lui-même. Ainsi chaque jour disparaissaient les vieux souvenirs de la république.

Quelle ne devait pas être la puissance de l'uniforme sur les Français? Les gardes du consul furent comme les compagnies privilégiées qui entouraient l'ancienne royauté; un noyau de la garde consulaire se composait de vieux soldats; mais les régiments de nouvelle formation étaient plus brillants de courage qu'ils n'étaient patients de privation et de discipline. Le temps pressait; on les faisait exercer nuit et jour au manège pour qu'ils pussent manœuvrer au moment des batailles; le consul présidait lui-même à ces travaux; son plan était de réunir une armée de 30 à 40,000 hommes, successivement recrutés dans sa route par de vieux régiments éche-

(1) Voici la lettre écrite à Berthier.

Paris, 2 avril 1800.

« Les talents militaires dont vous avez donné tant de preuves, citoyen général, et la confiance du gouvernement vous appellent au commandement d'une armée. Vous avez, pendant l'hiver, réorganisé le ministère de la guerre, vous avez pourvu, autant que les circonstances l'ont permis, au besoin de nos armées. Il vous reste à conduire, pendant le printemps et l'été, nos soldats à la victoire, moyen efficace d'arriver à la paix et de consolider la république. Bonaparte. »

(2) En arrêté du 5 nivôse (26 décembre), statuant sur le mode des récompenses à accorder aux guerriers qui auront rendu des services éstant à la république, en vertu de l'article 81 de la constitution, ordonne qu'il sera donné pour une action d'éclat :

Aux grenadiers et soldats, des fusils d'honneur, garnis en argent. Aux tambours, des baguettes d'honneur garnies en argent.

Aux cavaliers, des mousquetons ou carabines, garnis en argent. Aux trompettes, des trompettes d'honneur, garnies en argent. Aux canonniers pointeurs les plus adroits, des grenades d'or, et de plus une haute paye d'un sou, ou 5 centimes par jour.

Et pour les saïons de valeur extraordinaire, un saïon d'honneur avec une double paye. Il n'y aura pas plus de deux saïons de ces saïons pour toutes les armées.

(3) Voici la lettre adressée par le consul au sergent Auzé, et signée de sa main :

« J'ai reçu votre lettre, mon brave camarade; vous n'avez pas besoin de me parler de vos saïons, vous êtes le plus brave grenadier de l'armée, depuis la mort du brave Bonaparte. Vous avez eu de ces cent saïons que j'ai distribués à l'armée. Tous les saïons étaient d'accord que c'était vous qui les méritiez davantage. »

« Je désire beaucoup vous revoir. Le ministre de la guerre vous envoie l'ordre de venir à Paris. Bonaparte. »

lonnés, afin de soutenir l'inexpérience de tous ces conscrits. Il voulait employer leur valeur, mais il ne comptait que sur les patientes et glorieuses demi-brigades.

Le premier consul avait choisi Dijon pour le quartier général de l'armée de réserve, parce que de là il pouvait faire face à toutes les nécessités de la campagne, se porter également en Suisse, sur le bas Rhin, en Italie, en raison des points qui seraient les plus vulnérables dans l'attaque que se proposaient les Autrichiens. Cette armée de réserve ne pouvait en aucune manière être comparée à l'armée du Rhin, savante et manœuvrière, sous des généraux de premier ordre; elle ne pouvait pas davantage soutenir le parallèle avec les vieux soldats d'Italie sous Masséna, Suchet et Soult; elle était plus brillante sans doute, ses uniformes n'avaient point noirci sous la poudre, les cravates de ses étendards voltigeaient brodées, au vent, mais au jour des batailles à quoi serviraient ces glorioles? Comment manœuvrerait cette cavalerie à la face des Hongrois et des Bavares montés sur de forts chevaux, et tenant de leurs mains les pesantes épées, comme les vieux chevaliers des bords du Rhin et de la Souabe (1)?

Bonaparte avait compté sur l'enthousiasme des jeunes hommes; il ne manqua pas dans la campagne qu'on allait entreprendre au delà des Alpes. Mais au milieu de ces légions qui s'avançaient vers l'Italie,

(1) Bonaparte ne cessait d'annoncer son prochain départ pour l'Italie. Il maintenait des rapports avec ses soldats.

Paris, le 4 nivôse, an VIII.

Bonaparte, premier consul de la république, à l'armée d'Italie.
« Soldats! les circonstances qui me retiennent à la tête du gouvernement m'empêchent de me trouver au milieu de vous.

« Vos besoins sont grands; toutes les mesures sont prises pour y pourvoir.

« Les premières qualités du soldat sont la constance et la discipline; la valeur n'est que la seconde.

« Soldats! plusieurs corps ont quitté leurs positions; ils ont été saisis à la fois de leurs officiers. La 17^e légion est de ce nombre.

« Soud-ils donc tous morts les braves du Rivoli, de Castiglione, de Neumark? Ils eussent péri plutôt que de quitter leurs drapeaux, et ils eussent ramené leurs jeunes camarades à l'honneur et au devoir.

« Soldats! vos distributions ne vous sont pas régulièrement faites, dites-vous. Qu'avez-vous fait, si, comme les 4^e et 22^e légions, les 18^e et 32^e du ligne, vous vous fussiez trouvés au milieu du désert, sans pain, ni eau, manquant du cheval et des mulets? La victoire nous donnera du pain; elle dissuade-ils; et vous, vous quittez vos drapeaux!

« Soldats d'Italie! un nouveau général vous commande, il fut toujours à l'avant-garde dans les plus beaux jours de notre gloire. Enimures-le de votre confiance; il ramènera la victoire dans vos rangs.

« Je me ferai rendre un compte journalier de la conduite de tous les corps, et spécialement de la 17^e légion et de la 63^e de ligne; elles se rassurèrent de la confiance que j'avais en elles!

« Bonaparte. »

(2) Voici l'extrait de la lecture du général Bonaparte:

« Vous trouverez ci-joint, citoyen général, un ordre pour prendre le commandement en chef de l'armée. La crainte que

vous cherchiez en vain les braves demi-brigades qui avaient fait les premières campagnes à Lodi, à Areole, à Rivoli; celles-là étaient demeurées en Égypte après que leur général eut quitté les rives du Nil.

Depuis le départ de Bonaparte, l'armée d'Égypte était restée confiée à Kléber, le chef qui si souvent avait fait une opposition vive aux plans superbes de la campagne. Les réconciliations entre des hommes de force égale ne finissent rien; une injure laisse au fond du cœur une plaie profonde, car le dard du scorpion a déposé son venin. Lorsque Kléber reçut la dépêche secrète qui annonçait le départ pour l'Europe du général Bonaparte, et ses instructions pour l'avenir, il jeta des plaintes amères contre l'administration de Bonaparte; dans quel état misérable ne laissait-il pas l'armée d'Égypte? Quelle que fût l'exagération de ces plaintes, il n'en était pas moins vrai que la résistance devenait difficile à une colonie si loin de France, attaquée tout à la fois par les flottes anglaises, par une armée de terre sous des officiers remarquables et soutenue encore par une expédition partie de l'Inde et par les Turcs du grand vizir.

Bonaparte, qui connaissait la situation réelle de l'armée, avait autorisé le général Kléber à signer une capitulation pour l'abandon de l'Égypte, en lui recommandant surtout de ne l'évacuer qu'en la restituant à la Porte Ottomane (2), sans que l'Angleterre anglaise reprenne d'un moment à l'autre ne fût précipiter son voyage de deux ou trois jours.

« Je mène avec moi les généraux Berthier, Lannes, Murat, Andoyn et Marmont, les citoyens Bonaparte et Berthier.

« Vous trouverez ci-joint, les papiers anglais et de Bonaparte, jusqu'au 10 juin. Vous y verrez que nous avons perdu l'Italie; que Napoléon, Turin et Torino sont bloqués. J'ai lieu d'espérer que la première de ces places tiendra jusqu'à la fin de novembre; j'ai l'espérance, si la fortune me second, d'arriver en Europe avant le commencement d'octobre.

« Vous trouverez ci-joint un chiffre pour correspondre avec le gouvernement, et un autre chiffre pour correspondre avec moi.

« Je vous prie de faire partir, dans le courant d'octobre, Gimmé, ainsi que les effets que j'ai laissés au Caire, et mes domestiques. Cependant, je ne trouverai pas mauvais que vous engagiez à votre service ceux qui vous conviendront.

« L'intention du gouvernement est que le général Bonaparte pour l'Europe dans le courant de novembre, à moins d'événement majeur.

« Les membres de la commission des arts passeront en France par un parlementaire que vous demanderez à cet effet, conformément au cartel d'échange, dans le courant de novembre, immédiatement après qu'ils auront achevé leur mission. Ils sont dans ce moment-ci occupés à ce qui leur reste à faire, à visiter la haute Égypte. Cependant ceux qui vous jugerez pouvoir vous être utiles, vous les mettez en réquisition sans difficulté.

« Si la Porte répondait aux ouvertures de paix que je lui ai faites, avant que vous n'aussiez reçu de mes nouvelles de France, vous devez déclarer que vous avez tous les pouvoirs que j'avais; entames la négociation, perlevez toujours dans l'assurance que j'ai avancée, que l'intention de la France n'a jamais été d'évacuer l'Égypte à la Porte. Demandez que la Porte sorte de la coalition, et nous accordons le commerce de la mer Noire, qu'elle mette en

galerie pût en prendre jamais possession; pensée de prévoyance pour le cas d'un traité général avec la Grande-Bretagne. La lettre de Bonaparte, interceptée par les escadres anglaises, fut publiée, ainsi que toutes les pièces de la correspondance de Kléber, et l'on vit les plaintes aigres que le successeur de Bonaparte portait au Directoire contre le général en chef. On pouvait supposer une animosité, un désir de vengeance longtemps refoulé au cœur; mais il y avait des faits si palpables, des accusations si précises, qu'il fut honteux pour Bonaparte que cette accusation n'arrivât qu'après le 18 brumaire; la popularité de Bonaparte en aurait éprouvé un rude échec, et les exagérations sur ses victoires d'Égypte fussent tombées anéanties devant le récit de Kléber (1).

Tant il y a que la situation de l'armée d'Égypte devenait de plus en plus difficile; Kléber réunit le conseil des officiers, et, après avoir examiné attentivement les ressources de l'armée, il décida qu'une capitulation serait proposée au grand vizir pour l'évacuation de l'Égypte. Dans cette hypothèse, Kléber voyait l'importance de ramener encore en Europe 10,000 vétérans qui pourraient servir l'armée de réserve contre la coalition menaçante. D'ailleurs, le soldat inquiet avait pris goût de ce climat, de ce sol; on voyait ici des légions de pauvres aveugles que la fraîcheur des nuits avait frappées; là des pestiférés ou des malades sous les feux de ce soleil ardent qui brûle; on avait besoin de revoir la patrie, et depuis le départ de Bonaparte, on souhaitait d'imiter son exemple, sorte de désertion dénoncée par le général en chef Kléber; la

terre d'Égypte était comme un fer brûlant sous les pieds de ces vieux soldats: ils n'y tenaient plus. Kléber se détermina, d'après l'autorisation de Bonaparte, à suivre des négociations avec le vizir, et sous sa tente fut signée la convention d'El-Arych (1) pour évacuer l'Égypte. Cette capitulation portait pour gage d'honneur et de loyauté la signature de Desaix; favorable à l'armée, elle rendait disponible les demi-brigades d'Égypte, qui pouvaient ainsi débarquer sur les côtes de France et d'Italie, ou servir aux besoins d'une campagne à l'intérieur.

Mais les Turcs n'étaient point maîtres de la mer; la flotte anglaise tenait la Méditerranée; il fallait qu'elle donnât passage aux soldats, pauvres héros du XVIII^e siècle, qui s'en revenaient dans leur patrie comme les compagnons de saint Louis au XIII^e; la convention, soumise à la sanction de l'amiral commandant les forces britanniques, fut approuvée. Mais le ministère anglais, ne voulant pas ratifier la condition souscrite par le vizir, refusa toute adhésion à un traité qu'il considérait comme onéreux et irréfécible. L'Angleterre, au moment où elle formait une coalition contre la France, ne voulait pas rendre disponible un corps d'armée aussi brave, une masse de vétérans qui n'abandonneraient les pyramides que pour se montrer au cœur de la France; l'Angleterre n'avait-elle pas aussi des projets sur l'Égypte? Ses armées parties de l'Inde allaient toucher le Delta; intéressée dans cette campagne, elle faisait marcher même les cipayes du Bengale et de l'Indoustan; elle voulait donc conserver une position militaire en Égypte, et le ministère anglais refusa par ce motif de ratifier la

liberté les Français prisonniers, et enfin, six mois de suspension d'hostilités; enfin quo pendant ce temps-là, l'échange des ratifications puisse avoir lieu.

(1) Voici quelques fragments de cette lettre dont l'authenticité est aujourd'hui incontestable.

Kléber, général en chef, au Directoire exécutif.

« Le général en chef Bonaparte est parti pour la France le 6 fructidor, au matin, sans en avoir prévenu personne. Il m'avait donné rendez-vous à Bostelle le 7. Je n'y ai trouvé que ses dépêches. Dans l'incertitude si le général a eu le bonheur de passer, je crois devoir vous envoyer copie, et de la lettre par laquelle il me donne le commandement de l'armée, et de celle qu'il adresse au grand vizir à Constantinople, quoiqu'il ait parfaitement que ce pacta est déjà arrivé à Kasas.

« Mon premier soin a été de prendre une connaissance exacte de la situation actuelle de l'armée.

« Vous savez, citoyens directeurs, et vous êtes à même de vous faire représenter l'état de sa force, lors de son arrivée en Égypte. Elle est réduite de moitié, et nous occupons tous les points capitaux du triangle des Cataractes à El-Arych, d'El-Arych à Alexandrie, et d'Alexandrie aux Cataractes. Cependant il ne s'agit plus aujourd'hui comme autrefois de lutter contre quelques bandes de mameluks découragés; mais de combattre et de résister aux efforts réunis de trois grandes puissances: la Perse, les Anglais et les Russes.

« Le dénuement d'armes, de poudre de guerre, de fer coulé et de plomb, présente un tableau tout aussi alarmant que la grande et subite diminution d'hommes dont je viens de parler. Les

essais de fondrière faits n'ont point réussi; la manufacture de poudre établie à Ithoda n'a pas encore donné, et ne donnera probablement pas le résultat qu'on se flattait d'en obtenir; enfin, la réparation des armes à feu est lente; elle l'aurait, pour activer tous ces établissements, des moyens et des fonds que nous n'avons pas.

« Les troupes sont nues, et cette absence de vêtements est d'autant plus fâcheuse, qu'il est reconnu que dans ce pays elle est une des causes les plus actives des dysenteries et des ophthalmies qui sont les maladies constamment régnantes; la première surtout agit cette année plusamment sur des corps affaiblis et épuisés par les fatigues. Les officiers de santé remarquent, et le rapportent constamment, que, quoique l'armée soit si considérablement diminuée, il y a cette année un nombre beaucoup plus grand de malades, qu'il n'y en avait l'année dernière à la même époque.

« Le général Bonaparte, avant son départ, avait à la vérité donné les ordres pour habilier l'armée en drap; mais pour cet objet, comme pour beaucoup d'autres, il n'en est tenu là; et la pénurie des finances, qui est un nouvel obstacle à combattre, l'écartera dans la nécessité, sans doute, d'ajourner l'exécution de cet utile projet.

(2) Le traité d'El-Arych est du 24 janvier. L'Égypte sera évacuée. Les troupes turques rentreront dans les places de Kairieh, Caireh, Belbeis, Zamietie. L'armée retournera dans les ports de France, tant sur ses bâtiments que sur ceux qu'il sera nécessaire que la Perse leur fournisse. Il y aura un armistice de trois mois en Égypte.

capitulation signée entre le vizir et Desaix, laquelle nuisait à tous ses plans d'avenir sur le Nil, Malte et le continent (1).

Kléber fut condamné à de nouveaux prodiges; l'armée française, obligée de se défendre, recourut à son grand moyen, la victoire. Au moment où les jeunes hommes s'organisaient pleins d'enthousiasme pour former l'armée de réserve, à Dijon, on apprit la bataille d'Héliopolis, action fabuleuse, bien autrement décisive que le combat d'Aboukir; on y vit se déployer, sous les teintes jaunes du soleil d'Égypte, les drapeaux des régiments de France; et les dragons, blonds enfants de la Lorraine ou de l'Alsace, chargèrent les Albanois aux larges tromblons, les Osmanlis au vaste turban et les noirs esclaves de la Nubie.

L'Égypte était pour la France, comme pour l'Angleterre, un point important à surveiller; car, dans un traité définitif, ce pays devait servir d'indemnité pour une transaction de paix; motif qui explique la persistance qu'apporta le ministère anglais à ne point ratifier la capitulation. M. Pitt voulait que l'armée de Kléber se rendit, armes et bagages, parce que l'Angleterre, maîtresse de l'Égypte, pourrait ensuite faire de ce pays un objet d'échange et de négociation, ou même le garder comme un passage pour la mer Rouge et la possession de l'Inde. L'Égypte, dans les prévisions de l'Angleterre, devait un jour servir de route au commerce de ses magnifiques villes du Gange.

Les ordres étaient précis, et la marine anglaise dut également presser Malte, alors sous le gouvernement du général Vaubois, autre station que la Grande-Bretagne se réservait dans la Méditerranée; l'île antique des chevaliers de Saint-Jean, comme la terre d'Égypte, avait été conquise dans l'expédition de Bonaparte, et le cabinet britannique semblait s'être donné la mission militaire de ne plus laisser trace de cette expédition. Ses flottes pressaient donc Malte, qui souffrait déjà des horreurs de la famine; le général Vaubois avait déclaré qu'il ne voulait pas se rendre, et l'on devorait, dans l'île, le cuir des attelages militaires, et les chevaux morts dans les combats (2). Cette situation ne pouvait durer; les nobles forfanteries de gloire sont bonnes pour illustrer le drapeau, mais quand une île est entourée d'une grande escadre, qui pourrait l'empêcher de subir sa loi, lorsqu'il n'y a plus de secours à espérer? Il n'y a pas à résister, il faut se rendre, et la tactique militaire devine le jour d'une capitulation. L'Angleterre considérait donc comme

deux faits accomplis la prise de Malte et l'évacuation de l'Égypte; cela lui donnait une certaine assurance dans les négociations entamées auprès du premier consul.

En résumé la situation militaire au commencement de la campagne, Moreau commandait la grande armée qui passait le Rhin pour manœuvrer en Bavière et en Autriche; Masséna, Suchet et Soult s'opposaient en vain à Mèlas qui les accablait sur le Var; Augereau avec l'armée de Hollande appuyait le mouvement sur le bas Rhin; Bernadotte défendait les côtes, Brune marchait à l'intérieur, et le consul se disposait lui-même à prendre le commandement de l'armée de réserve de Dijon, composée de troupes plus brillantes qu'exercées. A Dijon on voyait un faible noyau de demi-brigades aux habits usés, aux drapeaux percés de balles; les troupes de conscrits formaient la majorité; de brillants jeunes hommes avaient pris du service auprès du premier consul, et désiraient marcher sous ses ordres. L'armée de réserve était la moins exercée de tous les corps qui se déployaient sur les frontières, et cela explique comment la bataille de Marengo fut toute la journée perdue, jusqu'à l'arrivée des soldats de Desaix, et de la grosse cavalerie du général Kellermann, qui chargèrent, comme on chargeait au temps de l'armée de Sambre-et-Meuse, aux batailles de Rivoli et des Pyramides!

CHAPITRE XXXII.

SITUATION DES PARTIS APRÈS LA CONSTITUTION DE L'AN VIII.

Les Jacobins. — Leur division. — Fraction qui se rallie. — Fraction qui conspire. — Leurs plaintes contre le gouvernement du consul. — Les royalistes. — Leur organisation en France. — Normandie. — Poitou. — Bretagne. — Anjou. — Vendée. — Languedoc et Gascogne. — Brune et l'armée d'intérieur. — L'abbé Bernier et la pacification. — Lettres de Louis XVIII au premier consul. — Agréances royalistes. — Madame de Guiche à Paris. — Lettre de Bonaparte. — George Cadoudal aux Tuileries. — Rigoureux et exécutions contre les royalistes. — Mort du comte de Froid. — Vengeance jurée par les chouans.

Janvier et avril 1800.

La tendance contre-révolutionnaire du consulat devait vivement inquiéter les jacobins dévoués aux

(1) « Le commandant en chef de la station anglaise dans la Méditerranée a reçu des ordres qui s'opposent à l'exécution immédiate du traité d'El-Arych, et j'ai jugé nécessaire de vous faire part sans délai de cette difficulté, afin que vous n'agissiez

point dans l'ignorance de son existence. » (Lettre de Sidney Smith au général Kléber.)

(2) Dépêche du général Vaubois interceptée par les anglais.

idées démocratiques; qui ne voyait la marche rapide de Bonaparte vers la monarchie? Pouvait-on en douter encore lorsque le système électoral était entièrement brisé? Il n'y avait plus ni assemblées primaires, ni municipalités, ni jurys patriotes. La république n'existait plus que de nom depuis la constitution de l'an VIII, vaine formule entièrement délaissée à l'arbitraire de l'administration publique, sous la dure main des proconsuls et des préfets; les lois municipales, la division des départements, tout révélait la volonté inflexible du premier consul, invariablement décidé à marcher dans les voies du pouvoir absolu, en secouant les idées de la révolution.

A partir du 18 brumaire, les jacobins se divisèrent en deux fractions: la première s'associa avec une sorte de dévouement au pouvoir du premier consul; elle lui prêta son énergie et sa capacité; en échange, celui-ci lui distribua les fonctions publiques au conseil d'État, dans les préfetures, aux armées, partout enfin où ils pourraient aider le gouvernement (1). Bonaparte savait toute l'énergie du parti jacobin, la puissance de ses moyens; il était sûr de ces hommes quand il s'agissait de donner l'impulsion à sa volonté et de faire marcher fortement le pouvoir. Le souvenir du comité de salut public était présent à la pensée de ces nouveaux fonctionnaires, ils le voyaient s'incarner dans la puissance militaire du consul; un gouvernement fort était de l'essence des conventionnels: l'armée de conscrits et d'impôts, répression des troubles, emploi de la force militaire, activité et capacité, on trouverait tout cela parmi les fonctionnaires jacobins.

Une seconde fraction du parti révolutionnaire restait en dehors du mouvement bonapartiste; celle-ci était moins importante et se composait d'intelligences subordonnées, inébranlables et souvent tarées dans l'opinion. Le consul s'était montré fort large, au reste, dans ces catégories, et tous ceux qui avaient voulu se rallier en trouvaient le moyen; au conseil d'État, dans les préfetures, à la police, il y avait majorité des conventionnels, et M. Barrère de Vieuzac avait aussi sa position. Ceux qui restaient en dehors étaient un peu les prolétaires du parti; pleins d'audace, décidés à tout pour arriver, à l'insurrection même, si le fallait, ils avaient des ramifications avec le faubourg Saint-Antoine; le vieux Santerre n'avait point perdu l'espoir de sortir de ses ateliers pour remonter sur son cheval de brasserie comme l'Arteveldt des Gantois. Ces hommes auraient tout osé pour arriver au renver-

sement de la puissance qui s'élevait sur les débris de la république.

Fouché surveillait attentivement ceux qu'il appelait les enragés; il les accueillait bien, causait avec eux du ton de cette ancienne camaraderie, avec ce tutoiement familier des jours du comité de salut public; il leur disait de se calmer parce que *cet homme-là* (c'est ainsi qu'il appelait le premier consul) était au fond patriote, et qu'il voulait conserver la république comme eux tous. Quand il les voyait trop déterminés à des coups de tête, il les laissait aller, sauf ensuite à les traduire devant des commissions militaires, quand il avait besoin de donner des gages à Bonaparte. Ces enragés s'agitaient continuellement; comme il arrivait toujours dans des gouvernements nouveaux, il y avait des esprits ardents qui rêvaient les moyens de se débarrasser violemment du système qui protégeait la société. Il fallait entendre dans les conciliabules ces vieux et énergiques débris des clubs; ils ne se contentaient pas de pousser des gémissements sur la république qui s'écroulait, mais ils s'organisaient encore pour exécuter mille complots contre la personne du premier consul. Ils rêvaient le poignard pour le frapper au cœur, des fusils à vent pour l'atteindre dans les parcs de la Malmaison et de Saint-Cloud, des machines terribles pour l'immoler au milieu d'une grande destruction (2).

Bonaparte n'ignorait pas à quelles gens il avait affaire; il avait peur des jacobins; cette répugnance, ce sentiment d'effroi, il le manifeste partout, dans ses conversations privées comme au conseil d'État; il tremble devant ce bonnet rouge qu'il avait, hélas! porté lui-même au temps de son admiration pour Robespierre le jeune. Quand un complot éclate, son instinct le porte à dénoncer les jacobins; il exhale sa colère contre eux, il les accuse de tout; il ne peut parler d'eux sans exprimer une sorte de rage convulsive, ils sont ses ennemis acharnés. C'est une guerre à mort où l'on manie le poignard d'un côté et l'échafaud de l'autre.

Les royalistes avaient également étudié l'esprit de la constitution de l'an VIII, ils n'étaient point assez amis des institutions républicaines pour en regretter la perte; à tout prendre même ils auraient préféré, au désordre et au décaissement des époques directoriales, une constitution régulière, une administration forte se rapprochant de l'ancienne monarchie. Mais ce pouvoir dans les mains du consul, cette dictature souveraine, ils ne l'admiraient point comme un principe légitime; pour eux Bonaparte n'était qu'un usurpateur, occupant le trône des

(1) J'ai compté vingt-huit préfets tous jacobins lors de la formation.

(2) Les cartons de la police contiennent encore sur tous ces complots une foule de dénonciations.

princes de la maison de Bourbon; ils ne lui auraient pardonné que s'il avait travaillé pour le principe politique, objet de leur culte; les royalistes attaquaient la constitution par la moquerie; ils n'avaient pas abdiqué leur esprit léger et futile; ils n'oubliaient pas les pointes, les sarcasmes, et ils croyaient renverser l'autorité par quelques jeux de mots. S'imagine-t-on, par exemple, qu'un écrivain royaliste ait mis la constitution de l'an v en vers (1), comme un autre avait fait un poème latin sur les crimes révolutionnaires, à l'imitation de Virgile! Et ils pensaient, par ce moyen, acquérir la puissance, et briser le sceptre ou l'épée du consul.

Tel fut toujours l'esprit de la société royaliste, elle aime les armes enfantines, elle prend l'ombre pour le corps. Il n'y avait pas encore à Paris un Faubourg Saint-Germain; la noblesse était dispersée, mais ses derniers débris conservaient encore ce caractère et ce type de légèreté inhérents à la vieille aristocratie. A peine sorti des cachots on jouait aux marquis, aux belles formes, aux belles manières; les persécutions cessaient depuis deux jours, et déjà les royalistes de bonne compagnie parlaient de la cocarde blanche, du drapeau de Louis XVIII, sous le connétable Bonaparte, appelé à jouer le rôle de Monck, illusion qui dura longtemps. On répandait partout les livres royalistes; on saisissait les moindres circonstances, et le spirituel pamphlet qui fut publié (2), sur *les Adieux à Bonaparte*, n'avait pas encore désabusé les royalistes assez simples pour croire que le consul travaillait pour d'autres que pour lui-même.

Ces illusions que caressait un parti n'étaient pas la véritable force des royalistes; quelques mots plus ou moins élastiques, venaient expirer aux pieds du pouvoir. Ce qu'il y avait de bien autrement dangereux pour le gouvernement, c'était l'organisation militaire du parti bourbonnien dans les provinces, au moment surtout d'une grande coalition

contre la république. Cette organisation n'était pas sans importance, parce qu'elle enlaçait presque un bon tiers du territoire. La haute et la basse Normandie étaient remplies de gentilshommes décidés à prendre les armes sur une longue étendue de côtes où les Anglais pouvaient débarquer des armes et des munitions; la Normandie se liait à la Bretagne, terre isolée du reste de la France, coupée par des chemins creux, des roches druidiques; sa population parlait une langue inconnue et mystérieuse, et ce terrain était admirablement choisi pour la guerre civile.

La Bretagne avait produit la chouannerie; sur ce sol vivait une population têtue qui conservait les habitudes des ancêtres; à leur aïe s'organisaient les compagnies de paroisses, sous des chefs supérieurs qui, à l'imitation de George Cadoudal, n'hésitaient jamais à saisir les armes quand le moment était venu. Parcouriez-vous la basse Normandie, vous voyiez toute levée la bannière du comte de Frotté (3); il avait reçu les lettres de commandement de la main de Louis XVIII. Dans le Maine, c'était le comte de Bourmont, d'une vieille et noble race, capable de tenir tête aux demi-brigades qu'on pouvait envoyer contre ce pays de dévouement. L'Anjou et une portion de la Bretagne jusqu'au Morbihan, obéissaient à MM. de Scépeaux, d'Andigné, de Châtillon et de Turpin; Turpin, poétique souvenir de l'archevêque chroniqueur.

Descendiez-vous à la basse Bretagne? Là c'était le paysan George Cadoudal (4), général divisionnaire, qui montrait avec orgueil la croix de Saint-Louis sur sa poitrine; puis M. de Sol commandait à ses côtés, Lemerrier était son lieutenant; dirai-je l'histoire de MM. d'Autichamp, de Suzannet, de Sapineau, tous chefs de noblesse, prêts à tirer loyalement l'épée pour la défense de leurs doctrines? Ceux-ci organisaient l'armée de Poitou.

La Vendée devait se joindre à cette insurrection

(1) Voici un échantillon de cette composition si utile à la cause :

Art. 11 de la constitution.

Un drapier facilement
Peut être citoyen de France ;
Mais au Français solennement
De ses droits perdrait le premier,
S'il prenait ces distinctions
Que d'un roi le favori accorde ;
Tous hommes acceptent des cordons,
Doit mériter au moins le cordon.

(2) Les *Adieux à Bonaparte* furent publiés en 1800 par M. Michaud.

(3) Le comte Louis de Frotté, né en 1796, gentilhomme de Normandie, servait avant la révolution dans un régiment d'infanterie. Il prit d'abord le parti de l'émigration, mais son caractère impétueux, son ardeur pour la célébrité, ne s'accoutumèrent pas longtemps de l'état de languer où les alliés retenaient cette

armée. Il passa en Angleterre, sollicita et obtint des pouvoirs pour faire insurger la Normandie. Il y parvint à travers mille périls, forma d'abord un noyau de 500 hommes, se battit partout avec une rare intrépidité, ne désespéra jamais de rien, et, par son inaltérable constance, se vit en quelque temps à la tête d'un corps de 5,000 hommes. Seul de tous les chefs vendéens, il avait jusqu'alors fermé l'oreille à toute proposition de paix. Longtemps il sut, par son activité, sa résolution et les ressources d'un esprit fécond et entreprenant, nourrir la guerre en Normandie; enfin, noyé par le nombre, forcé de céder à la mauvaise fortune, il repassa en Angleterre, où toutes ses dispositions pour repartir quand il serait temps, et accourut en 1795, lorsque la loi sur les colonies força ses compatriotes à reprendre les armes. Le drapeau de la catastrophe qui termina sa vie.

(4) George Cadoudal naquit en 1760 dans le Morbihan, de cultivateurs aisés qui lui firent donner une bonne éducation. Ce fut au collège de Yannes qu'il fit ses études. Il fut incorporé au moment où la Vendée releva le drapeau blanc, en qualité de volontaire, dans le corps du général Stoffet; depuis, son histoire est bien connue.

des provinces, quoique plus faiblement, s'il y avait des rivalités de provinces, il en résultait néanmoins un ensemble d'opérations qui enveloppaient Paris, comme d'un cercle de nœuds et de paysans insurgés. La Vendée n'était plus en première ligne dans cette guerre; son temps était fini; le théâtre avait changé, le foyer de l'insurrection était surtout le Morbihan, cette côte qui avoisine l'Angleterre; la force auxiliaire devait venir de la Grande-Bretagne; elle débarquait des munitions et des armes; l'argent ne manquait pas. Des distributions furent faites si loin, que dans la Guinée même on leva des troupes pour favoriser un soulèvement royaliste; toutes ces provinces étaient peuplées de châteaux, on voyait encore les poutres-levis, les tourelles, les hommes d'armes et tout ce qui constituait la force et la poésie du moyen âge, avec ses légendes, ses fées et ses chroniques. La vieille France se levait contre la république victorieuse (1).

(1) C'est pour la réprimer que Bonaparte publia plus tard sa proclamation aux insurgés.

(2) Bonaparte consul comprit ce danger : il adressa immédiatement une proclamation aux Vendéens :

« Habitants des départements de l'Ouest,

« Une guerre impie menace d'embraser une seconde fois les départements de l'Ouest. Le devoir des premiers magistrats de la république est d'en arrêter les progrès et de l'éteindre dans son foyer; mais ils ne veulent déployer la force qu'après avoir épuisé les voies de la persuasion et de la justice.

« Les artisans de ces troubles sont des parisiens insensés, d'un côté, qui ont en honneur leur rang par des vertus, ni leur mépris pour des exploits; mépris de l'étranger, dont ils ont aimé la haine, sans avoir pu lui inspirer d'intérêt.

« Ce sont encore des traitres vendus à l'Anglais, et instruments de ses fureurs, ou des brigades qui ne cherchent dans les discordes civiles que l'alignement et l'impunité de leurs forfaits.

« A de tels hommes le gouvernement ne doit ni ménagement, ni déclaration de ses principes.

« Mais il est des citoyens chers à la patrie, qui ont été séduits par leurs artifices : c'est à ces citoyens que sont dues les lumières et la vérité.

« Des lois injustes ont été promulguées et exécutées; des actes arbitraires ont alarmé l'insécurité des citoyens, et la liberté des consciences; partout des inscriptions basées sur des haines d'émigrés ont frappé des citoyens qui n'avaient jamais abandonné ni leur patrie, ni même leurs foyers; enfin, de grands principes d'ordre social ont été violés.

« C'est pour réparer ces injustices et ces erreurs, qu'un gouvernement fondé sur les bases sacrées de la liberté, de l'égalité, du système représentatif, a été proclamé et reconnu par la nation. La volonté constante, comme l'intérêt et le gloire des premiers magistrats qu'elle s'est donnée, sera de fermer toutes les plaies de la France; et déjà cette volonté est garantie par tous les actes qui sont émanés d'eux.

« Ainsi, la loi désastreuse de l'emprunt forcé, la loi plus désastreuse des dixes, ont été révoquées; des individus dépariés sans jugement préalable, sont rendus à leur patrie et à leurs familles. Chaque jour est, et sera marqué par des actes de justice; et le conseil d'Etat travaille sans relâche à préparer la réformation des mauvaises lois, et une combinaison plus heureuse des contributions publiques.

« Les conseils déclarent encore que la liberté des cultes est garantie par la constitution; qu'aucun magistrat ne peut y porter atteinte, qu'aucun homme ne peut dire à un autre homme :

L'insurrection royaliste trouvait donc partout des éléments de succès; à l'époque de la coalition de 1799, il y avait eu de grandes chances pour le triomphe des partisans de la maison de Bourbon; la marche rapide de Suwarow par l'Italie, la reconnaissance de Louis XVIII par le czar Paul I^{er}, le débarquement projeté de l'armée de Condé dans le Midi, pouvaient activer une restauration de la royale famille, tandis que le Directoire expirant n'osait prendre aucune résolution forte et décisive. Les plans des insurgés étaient vastes. Supposez la levée en masse des gentilshommes et des paysans, depuis la Normandie, le Morbihan jusqu'à la Guinée, le Languedoc, la Provence, sous des chefs vigoureux comme George, et dévoués comme M. de Froté; que devenait la république, envahie par la coalition? C'est ce qui expliquait la marche si rapide de Suwarow et de M. de Mèlas vers la ligne du Var (2).

Tu exerceras un tel culte; tu ne l'exerceras qu'un tel jour.

« La loi du 11 prairial, en art. qui laisse aux citoyens l'usage des édifices destinés au culte religieux, sera exécutée.

« Tous les départements doivent être également soumis à l'empire des lois générales; mais les premiers magistrats accorderont toujours, et des soins et un intérêt plus marqué à l'agriculture, aux fabriques et au commerce, dans ceux qui ont éprouvé de plus grandes calamités.

« Le gouvernement pardonnera; il fera grâce au repentir, l'indulgence sera entière et absolue; mais il frappera quiconque, après cette déclaration, oserait résister encore à la souveraineté générale.

« Français, habitants des départements de l'Ouest, ralliez-vous autour d'une constitution qui donne aux magistrats qu'elle a créés, la force comme le devoir de protéger les citoyens, qui les garantissent également, et de l'insubordination et de l'impertinence des lois.

« Que ceux qui veulent le honneur de la France se séparent des hommes qui persécuteraient à venir les égarer pour les livrer au fer de la tyrannie ou à la domination de l'étranger.

« Que les bons habitants des campagnes retirent dans leurs foyers, et représentent leurs utiles travaux; qu'ils se défendent des insinuations de ceux qui voudraient les ramener à la servitude féodale.

« Si malgré toutes les mesures que vient de prendre le gouvernement, il était encore des hommes qui n'osassent provoquer la guerre civile, il ne resterait aux premiers magistrats qu'un devoir triste, mais nécessaire, à remplir, celui de les subjuguier par la force.

« Mais non; tous ne connaissent plus qu'un sentiment, l'amour de la patrie. Les ministres d'un Dieu de paix seront les premiers moteurs de la réconciliation et de la concorde. Qu'ils parlent aux cœurs la langage qu'ils apprennent à l'école de leur maître, qu'ils aillent dans ces temples qui se rouvrent pour eux, offrir, avec leurs concitoïens, le sacrifice qui expiera les crimes de la guerre et le sang qu'elle a fait verser.

« Le premier consul.

Bonaparte.

Les chouans publièrent une réponse à cette proclamation :

« Une guerre impie, dites-vous, menace d'embraser une seconde fois nos tristes et malheureux départements. Mais par qui a-t-elle été allumée? Est-ce par nous, qui, constamment attachés à la religion que nous ont transmise nos pères, au gouvernement que nous avons trouvé établi, n'avons pris les armes que pour la défense de l'un et de l'autre; ou par vous, qui, révérgés de cette sainte et divine religion, n'avez rien épargné pour

L'Angleterre s'associait franchement à l'œuvre des restaurations européennes; tout partait du cabinet de Saint-James et les chefs agissaient par son impulsion; comme à toutes les époques exaltées, on se réunissait plus par les opinions que par les liens de patrie. Henri IV avait marché avec les Anglais d'Élisabeth, les huguenots avec les Allemands, comme les ligueurs avec les Espagnols, alliances qui s'expliquent par les passions des époques agitées. Les royalistes songaient à restaurer le trône de Louis XVIII comme Henri IV avait conquis le sien à l'époque de la Ligue; mais, pour cela, il fallait de l'unité et de l'énergie. Or Louis XVIII n'avait pas les mêmes plans que M. le comte d'Artois, ses moyens d'action n'étaient pas les mêmes, et nul n'ignorait que l'ambition de M. le comte d'Artois était de gouverner les royalistes en dehors de toute la puissance de son aïné. Le roi était prudent, sage, conciliateur; le comte d'Artois chevaleresque, hardi, mais sans courage d'épée et d'exécution.

Dès que Bonaparte eut saisi les rênes du consulat, il dut porter une main vigoureuse sur cette plaie profonde de la guerre civile; tout était connu à Paris, et l'on savait les ramifications puissantes qu'avait l'insurrection de Bretagne, de Normandie et du Morbihan. Un des premiers actes du consul fut, je le répète, de publier une sage et ferme proclamation adressée aux habitants de l'Ouest, pour les inviter à déposer les armes en échange de la pacification qu'on leur offrait; liberté de culte et de conscience, amnistie et oubli de tout le passé, garantie pour les personnes et les propriétés : voilà ce qu'offraient les consuls aux habitants de l'Ouest par une sorte de transaction. En même temps, ils déclaraient qu'une répression immédiate suivrait le refus d'une pacification volontaire; on secouait la robe pour annoncer la paix ou la guerre.

Décidé à obtenir un résultat, Bonaparte prit deux moyens de répression : l'armée et la police; la force et la corruption; il confia à Brune la mission délicate de pacifier la guerre civile, et de lutter corps à corps avec l'insurrection; Brune conduisait

l'expédition; qui, traitée aux lois de votre patrie, en avez détruit l'antique et glorieux édifice ?

« Serons-nous donc des impies, nous qui respectons les temples, honorons les ministres, adressons chaque jour au Ciel, ou de ferventes prières pour obtenir sa protection, ou des actes de reconnaissance pour le remercer de ses bienfaits ? Etes-vous des hommes pleins, vous qui avez juré dans le lieu saint l'abolition de la dévotion, qui avez placé sur les autels du Dieu vivant d'infâmes prostituées ? Vous, sur qui, qui vous êtes vanté d'avoir réouvert de son trône le chef de l'Église, entendez cet ordre célèbre institué pour la déroute de la croix ? Vous qui n'avez pas craint de placer sur votre front le turban de Mahomet ?

« L'humanité sera consolée, dites-vous ; mais l'avez-vous consolée quand, le fer et la flamme à la main, vos implacables soldats ont tout égorgé, hommes, femmes, enfants, vieillards ;

55,000 hommes de bonnes troupes tirées des dépôts, et de plus on mit en réquisition la garde nationale de quelques départements de l'intérieur, et les patriotes dévoués aux propriétés nationales; des régiments de cavalerie, sortes de corps francs sous des colonels choisis, devaient hâter le pays, comme les cavaliers de Claverhouse au milieu des clans d'Écosse, ou les dragons de Louis XIV dans les Cévennes. Les instructions du général Brune étaient fort généreuses; il ne devait user de la force qu'à la dernière extrémité, et accueillir les propositions qui lui seraient faites, même avec des conditions onéreuses pour le gouvernement. On devait tout apaiser sans effusion de sang : Bonaparte voulait tourner les armées dans un mouvement contre l'étranger, et il fallait, avant tout, calmer l'intérieur.

Les moyens les plus efficaces, alors employés, le furent par la police et la corruption, armes favorites de Fouché durant son ministère. Au milieu de cette organisation tumultueuse de la guerre civile, comme dans toutes les expéditions de gentilshommes, il existait des jalousies, des rivalités d'un canton à un autre; on ne s'entendait pas sur les mouvements parmi des chefs incessamment en querelle sur les préséances et les privilèges; qui céderait le pas ? Qui aurait le commandement ? Ces disputes puériles favorisaient les progrès de l'armée républicaine, et la police de Fouché fut habile à profiter de ces divisions : elle se servit surtout du curé Bernier, caractère audacieux et actif qui s'était mêlé à toutes les guerres de la Vendée avec un zèle que plusieurs disent suspect. Fouché avait spécialement l'instinct du clergé, il en avait toute la puissance sur les imaginations de la Vendée; et puis, en mettant les passions politiques de côté, Bernier rendait service à l'Église et à son pays, en faisant cesser la guerre civile : que pouvait demander un prêtre, si ce n'est qu'on relevât les autels ?

Les négociations de Fouché avec l'abbé Bernier eurent pour résultat de diviser plus encore les chefs de la Vendée; le général Brune marcha vers le Morbihan (1); et, avec un remarquable esprit de

quand ils ont incendié les villages, dévasté les campagnes, fouillé les prisonniers de guerre, et lire sur les entravailleurs comme sur des bêtes fauves ? » (Réponse des chefs vendéens à une lettre de Bonaparte.)

(1) Le général Brune avait sous ses ordres : les généraux Médouville, Gardanne, d'Armandat, Lamoignon et Travat.

Bonaparte voulait aussi parler aux soldats de l'armée de l'Ouest.

« Soldats, le gouvernement a pris des mesures pour éclairer les habitants égarés des départements de l'Ouest; avant de prononcer, il les a entendus. Il a fait droit à leurs griefs, parce qu'ils étaient raisonnables. La masse des bons habitants a posé les armes. Il ne reste plus que des brigands, des émigrés, des stipendiés de l'Angleterre.

« Des Français stipendiés de l'Angleterre ! Ce ne peut être que des ennemis sans aveu, sans cœur et sans honneur. Marchez contre

modération, il servit les intentions du premier consul, en n'employant la force des armes qu'aux cas de nécessité impérieuse. Les conventions particulières furent signées, les chefs de la chouannerie firent successivement leur soumission, et l'on vit arriver bientôt à Paris, en vertu de sauf-conduits, ces hommes de courage et de puissante énergie, ces nobles qui avaient servi la cause royale de leurs épées. Bonaparte, qui avait du goût pour les fiers caractères, reçut la plupart de ces chefs, car il avait conçu la noble pensée d'employer leur dévouement à son service; il en avait moins peur que des jacobins, et, ce qu'il faut louer dans ce haut caractère, c'est la puissance qu'il employa pour rapprocher de lui les cœurs les plus hostiles, les existences les plus antipathiques; il voulut, sous son épée si forte, faire serrer les mains à des adversaires acharnés.

Au cœur de l'hiver, dans une matinée de nivôse, on vit entrer aux Tuileries un homme d'une taille moyenne, fort de membres, l'air décidé, mais avec une simplicité extrême; il était mandé par le premier consul; il fut immédiatement introduit dans le cabinet où étaient quelques aides de camp et M. de Bourrienne; cet homme se nomma bientôt du nom de George Cadoual. Le premier consul ordonna qu'on les laissât seuls; avec tout l'art et le prestige qu'il savait employer, il s'efforça de convaincre le général George de la nécessité de se rallier au consulat; il lui offrait son grade dans l'armée, celui de général de division; Bonaparte ne dissimula pas que c'était aux instances de Brune qu'il avait cédé, en l'appelant auprès de lui; Brune lui avait signalé la bravoure et les talents militaires du général George. Cadoual répondit avec une

note : « Vous ne serez pas appelés à déployer une grande valeur. L'armée est composée de plus de 60.000 braves. Que j'apprenne bientôt que les chefs des rebelles aient voulu ! Quels généraux donnent l'assommoir de l'activité ! La gloire ne s'acquiert que par les fatigues ; et si l'on pouvait l'acquérir en tenant son quartier général dans les grandes villes ou en restant dans de bonnes casernes, qui n'en aurait pas ? »

« Soldats, quel que soit le rang que vous occupez dans l'armée, la reconnaissance de la nation vous attend. Pour en être dignes, il faut braver l'incertitude des saisons, les glaces, les neiges, le froid excessif des nuits, surprendre vos ennemis à la pointe du jour, et exterminer ces misérables, le désheumour de nos Français. »

« Faites une campagne courte et bonne ! Soyez incorruptibles pour les brigands ; mais observez une discipline sévère. »

« Bonaparte. »

(1) Ce fut l'aide de camp de service qui introduisit George dans le grand salon donnant sur le jardin; il le laissa seul avec le premier consul, mais ne revint dans le cabinet où l'était, ni ne ferma aucune des deux portes de la chambre à coucher du parade qui séparait le cabinet du salon. Nous vîmes en premier conseil le George en promenade de la fenêtre au fond du salon, revenir, retourner ; cela dura fort longtemps. La conversation paraissait très-animée, et nous entendîmes beaucoup de choses, mais sans suite. Il y avait quelquefois beaucoup d'humour dans les gestes et dans les paroles. L'entretien n'aboutit à rien ; le premier consul, s'apercevant que George avait quelque crainte

grande simplicité au consul : « Que toutes démarches étaient inutiles ; qu'il avait des engagements d'honneur et de fidélité, et qu'un homme de cœur devait les tenir. » On entendait de temps à autre le premier consul prononcer cette seule phrase d'un ton un peu élevé : « Je crois que vous voyez mal les choses. » George, à son tour, cherchait à entraîner Bonaparte dans les voies d'une restauration, et le consul répondit que la transaction était impossible après les grands changements survenus en France : « Vous voyez mal la chose », répétait-il avec chaleur (1).

Au reste, tout se passa fort loyalement, le sauf-conduit fut respecté; il n'y eut pas le moindre propos dur échangé entre George et Bonaparte; quand l'aide de camp manifesta une crainte pour la vie du premier consul, alors tout entière dans les mains de George, Bonaparte se contenta de lui dire : « Fi donc, monsieur, vous n'y pensez pas ! » et George le Breton, fin et têtu, ne voulut se fier à la parole du premier consul que jusqu'au soir seulement, il éraignait la réflexion de la nuit et partit en toute hâte. Quand on avait un ennemi aussi dangereux dans la main, la capture était bonne à faire pour la police.

L'esprit d'ordre, l'administration salutaire du premier consul, les mesures favorables aux émigrés (2), avaient fait croire que Bonaparte songerait à une restauration. Le bruit s'en était répandu au loin, l'agence royaliste de Paris, composée de MM. Hyde de Neuville, Royer-Collard, en avaient averti Louis XVIII ; on sait quel était le faible de ce prince si facilement entraîné dans des correspondances avec tous les pouvoirs se succédant en

pour sa sûreté, le rassura de la manière la plus noble : « Vous voyez mal les choses, lui dit-il, et vous avez tort de ne vouloir entendre à aucun arrangement ; mais si vous persistez à vouloir retourner dans votre pays, vous levez aussi librement que vous êtes venu à Paris. » Rentrez dans son cabinet, le général Bonaparte dit à l'aide de camp : « Bitez-moi donc, pourriez-vous laisser les portes ouvertes, et êtes-vous resté auprès de Bourrienne ? » — Il répondit : « Si vous avez fermé la porte, je l'aurais ouverte. Je vous aurais laissé seul avec un homme comme cela, n'est-ce pas ? Il n'y a pas de risque. — Fi donc ! monsieur, vous n'y pensez pas. — Quand nous fûmes seuls, le premier consul me parut satisfait de ce dévouement, mais très-peu de refus de George. » Il ne voit pas bien l'état des choses, lui dit-il ; mais l'exagération de ses principes prend sa source dans de nobles sentiments qui doivent lui donner beaucoup d'influence parmi les siens. Il en faudra cependant bien faire. » (Billet d'un témoin oculaire.)

(3) Cent trente émigrés ont obtenu leur radiation définitive, le 6 de jéti. On remarque dans ce nombre : madame la princesse de Guéméné ; M. de Louguen, ancien colonel du régiment de Flandre, et membre de l'Assemblée constituante ; M. de Cadogan, ancien aide de camp de M. de Lafayette ; M. le chevalier de Boulliers, ci-devant membre de l'Académie française ; Barban, ex-député, condamné à la déportation ; M. de La Roche de Saint-Léon, ancien liquidateur général ; M. de la Roche de Néreville, ex-constitutionnel ; le journaliste Bonnard, auteur d'un poème sur la navigation ; M. de Panneumont, curé de Saint-Sulpice, etc., etc. (Note de l'Agence secrète.)

France; il avait signé des lettres patentes pour le comte de Barras, pourquoi n'écrivait-il pas à M. de Bonaparte, l'ancien élève de Brienne, officier au régiment La Fère artillerie? Il s'y détermina sans hésiter parce qu'il savait que son frère le comte d'Artois allait commencer quelque démarche auprès du premier consul.

La lettre de Louis XVIII, comme toutes celles qu'il écrivait, était pleine de convenance et de coquetterie. Les flatteries étaient délicates pour le premier consul; il lui demandait le trône, mais en lui laissant entrevoir, pour ainsi dire, la mission d'en être le plus ferme, le premier soutien; l'épée de connétable était offerte à Bonaparte; et il lui disait: « Je ne puis rien faire sans vous, je me garde de vous confondre avec les révolutionnaires; pourquoi ne pas rendre cette couronne à ceux dont les ancêtres ont gouverné la France? Vous avez relevé le pouvoir abattu; vous avez fait de la monarchie, il faut maintenant rappeler le monarque (1), digne couronnement de l'œuvre. »

Cette lettre fut remise au consul Lebrun, qui passait pour fort dévoué au parti royaliste, et le consul la transmit à son collègue; Bonaparte la lut; il en fut vivement frappé, et délibéra plusieurs jours s'il devrait y répondre: c'était grave, en effet, et il s'agissait de l'avenir de la France et de lui-même. Que de pensées ne durent pas rouler dans son esprit! Il avait vu la vieille monarchie, sa famille lui devait tout; n'était-il pas élève de Brienne? Sa sœur Élisabeth, jeune fille, avait été nourrie à Saint-Cyr. Le rang de connétable était beau; un vieux trône le protégerait; plus de guerre; plus de ce jeu fatal où l'on jetait sa vie dans les complots! Avec plus de réflexions, Bonaparte vit bien que ce rôle était pris: Monck l'avait joué, et

Pichegru s'y était étrangement compromis. L'armée était républicaine, les royalistes impopulaires; nul ne pouvait répondre de l'avenir d'une restauration; Bonaparte se refusa à toute ouverture: il fit plusieurs brouillons de lettres (2), il en fut mécontent, et arrêta une rédaction insignifiante et peu polie; il offrit cependant de prendre intérêt aux malheurs de la famille de Louis XVIII; et lui souhaitait une meilleure destinée; mais quant à la couronne de France, le roi ne pourrait jamais l'obtenir qu'en passant sur des cadavres. Bonaparte ne désigna Louis XVIII que sous le titre d'Altrasse Royale, c'était le blesser profondément. Le roi se résigna comme s'il s'était soumis à la destinée, et ne perdit pas l'espoir d'une négociation; il parla encore à l'ambition et à la gloire du consul dans une nouvelle lettre plus brillante que la première (3); Bonaparte ne fit aucune réponse, il s'était déjà trop engagé; il craignait de donner suite au bruit qui circulait déjà parmi les jacobins de la volonté d'une restauration bourbonnienne.

En même temps, Monsieur, comte d'Artois, envoyait un message plus gracieux à Paris. On parlait à Londres des salons de madame Bonaparte; la veuve du marquis de Beaubarnais, si bien née, réunissait là quelques dames de bonne noblesse, ses anciennes amies, et comme le ton était alors de faire du royalisme, on y parlait de la restauration, et du grand rôle que pourrait jouer Bonaparte. Joséphine, trop nonchalante pour avoir une opinion, se laissait doucement aller à ces impressions par esprit de bonne compagnie. Comme toutes les dames titrées étaient bourbonniennes, elle, dame titrée aussi, suivait un peu cette impulsion; le faubourg Saint-Germain l'accablait d'adulations (4), et ce fut aussi dans ces circon-

(1) La première lettre de Louis XVIII était ainsi conçue: « Quelle que soit leur conduite, des hommes tels que vous, monsieur, n'aspirent jamais à l'iniquité. Vous avez accepté une place éminente, et je vous en suis gré. Rien que personne, vous savez ce qu'il faut de force et de puissance pour faire le bonheur d'une grande nation. Sauvez la France de ses propres fureurs, vous aurez rempli le premier vœu de mon cœur; rendez-lui son roi et les générations futures béniront votre mémoire. Vous seriez toujours trop nécessaire à l'État, pour que je puisse assez acquiescer par des places importantes la dette de mon aïeul et la mienne. »

Louis.

(2) Voici le premier brouillon de la réponse de Bonaparte à Louis XVIII.

« J'ai reçu, monseigneur, votre lettre. Je vous remercie des choses bonnes que vous m'y dites.

« Vous ne devez pas souhaiter votre retour en France, il vous faudrait marcher sur deux mille cadavres.

« Sacrifiez votre intérêt au repos et au bonheur de la France. L'histoire vous en tiendra compte.

« Je ne suis pas insensible aux malheurs de votre famille. J'appréhenderai avec plaisir, et contribuerai volontiers à assurer la tranquillité de votre retraite. » Bonaparte.

« Quelque temps après, Bonaparte écrivit une nouvelle lettre entièrement semblable à celle qu'on vient de lire, quant aux trois

premiers paragraphes: Il changea encore le dernier et mit: « Je ne suis point insensible aux malheurs de votre famille, et j'appréhenderai avec plaisir que vous êtes entouré de tout ce qui peut contribuer à la tranquillité de votre retraite. » Par ces expressions, il ne s'engageait plus à rien, même en paroles. Il n'était plus question de contribuer lui-même à la détente de la retraite.

(3) Voici la nouvelle lettre de Louis XVIII.

« Depuis longtemps, général, vous devez savoir que mon estime vous est acquise. Si vous doutiez que je fusse susceptible de reconnaissance, remarquez votre place. Vous le sort de ses amis. Quant à mes principes, je suis français.

« Clément par caractère, je ne serai encore par raisonnement.

« Non, le valaquen de Lodi, de Castiglione, d'Arcole, le conquérant de l'Égypte et de l'Italie, ne peut pas prétendre à la gloire que vous méritez. Cependant vous perdez un temps précieux. Nous pouvons assurer la gloire de la France. Je dis nous, parce que j'ai besoin de Bonaparte pour cela, et qu'il ne le pourrait sans moi.

« Général, l'Europe vous observe, la gloire vous attend, et je suis impatient de rendre la paix à mon peuple. Signé: Louis.

(4) M. d'Autichamp, de Châillon, George, de Bournonville, Bernier, étant venus à Paris, le premier consul les accueillit avec une distinction particulière, et s'empressa de les admettre

stanciers que madame de Guiche vint à Paris, chargée d'offrir à Bonaparte de la part de Monsieur, comte d'Artois, les pleins pouvoirs pour administrer le royaume comme comte de la cour; on lui donnait Chambord en toute propriété, avec un parc de vingt-cinq canons, comme souvenir de ses triomphes, et deux millions de rente; le drapeau de la monarchie aurait été déposé en ses mains, comme dans celles de son plus ferme soutien.

Madame de Guiche, jeune femme enthousiaste, tourna toutes les têtes des salons de Paris; elle réussit même parfaitement parmi les intimes de Joséphine; une femme d'un ton si parfait, avec ce vernis brillant de l'ancienne cour, plaisait alors, comme contraste avec les mœurs révolutionnaires. Madame de Guiche fut partout accueillie, fêtée, si bien que le parti révolutionnaire en conçut des craintes sérieuses, et Fouché vint fermement dire au premier consul: « Qu'il fallait faire cesser ce caquetage de femmes, parce que les patriotes commencent à s'indigner, et qu'il savait mieux que personne qu'avec eux il ne fallait pas jouer à la restauration. » Le jour même, madame de Guiche reçut l'ordre formel de quitter Paris; Fouché la vit le matin de son départ; tout en respectant son malheur, et en flâtant sa coquetterie, avec esprit, le ministre déclara qu'il était informé de tout et que ses amis eussent à bien prendre garde, parce que cela pouvait devenir plus sérieux que quelques propos de boudoirs et de salons, et qu'on n'hésiterait devant rien.

Ce fut pour donner des gages au parti révolutionnaire, que le premier consul redoubla de rigueur dans tout ce qui touchait à la répression de la guerre civile; il ne pouvait plus rien pardonner. M. de Frotté avait capitulé (1), il était compris dans les termes de la pacification; on prit pour prétexte une correspondance secrète de laquelle il résultait que M. de Frotté n'avait licencié les chouans que comme un provisoire, et pour les retrouver plus tard dans des temps (2) plus favorables à la guerre civile. Sur ces simples documents, le général Cham-

à sa table. M. le marquis d'Autelchamp s'efforça à le rappeler sous la restauration.

(1) Lettre au ministre de la guerre.

Du quartier général de Vannes, le 25 pluviose.

« Le général en chef Brune informe le ministre de la guerre, que les clauses de la pacification pour les départements des Côtes-du-Nord, du Morbihan et du Finistère, ont été définitivement arrêtées. Les bandes de chouans se dissoudront immédiatement, et il n'y a eue que les armes, canons et munitions, furent rendus sous restriction. Le désarmement s'effectue, et un grand nombre de fusils ont été rendus.

« Le secrétaire général de la guerre, Vignolle. »

(2) Voici la lettre dont le comte de Frotté fut accusé, et qui amena sa condamnation.

Berrenet, 12, à cinq heures.

« Je n'ai point encore de nouvelles d'Angers; j'attends toutes les minutes Saint-Florent; je ne vois que trop que j'ai prédit

berlac le fit traduire, par ordre des consuls, devant une commission militaire, et on le fusilla dans les vingt-quatre heures. Le comte de Toustaint, encore enfant, subit la même peine à Paris; Toustaint, à seize ans, commandait un détachement de la division de M. de Bourmont, il était venu à Paris pour y embrasser son père, alors détenu au Temple. On l'accusa de ne s'être rendu dans la capitale que pour y acheter de la poudre et des munitions de guerre. Une commission militaire, assemblée à la hâte, le condamna à la mort. Son défenseur ne fut prévenu de son jugement que quelques heures auparavant.

Au moment où Toustaint traversait la place Louis XV pour se rendre au lieu de son supplice, la famille Bonaparte sortait d'un bal donné par le ministre de l'intérieur, frère du premier consul. Le peuple ne put voir sans être ému le douloureux appareil de la mort. Son mécontentement éclata en murmures publics. Le jeune Toustaint, vêtu de l'uniforme blanc, avec la croix de Saint-Louis sur la poitrine, la poudre sur de beaux cheveux blonds et flottants, mourut avec un courage héroïque et commanda lui-même le feu. Quelques moments auparavant il avait écrit à son défenseur une lettre que l'on rechercha comme un monument de courage et de résignation. On y remarquait même une certaine teinte de gaieté qui annonçait la sérénité de son âme. Toustaint et Frotté moururent fièrement, sans demander grâce, comme de dignes chouans; gages sanglants donnés par le consul au parti patriote; c'était lui dire assez qu'il n'y avait plus de transactions possibles avec les Bourbons, et que tout ce qu'on avait dit sur ses rapports avec Louis XVIII était faux ou de simples suppositions. Dès lors, il fut évident que Bonaparte ne voulait pas restaurer le trône.

L'exécution du marquis de Frotté eut un résultat auquel ne s'attendait pas le consul; ce fut l'implacable vengeance des chouans: un de leurs chefs, frappé au mépris de la capitulation, tombait noblement par les ordres de celui qui prenait

juste. Nos perdus et insensés ennemis nous trahirent peut-être plus durement que les autres, parce que nous sommes venus les derniers. N'importe. Il faut bien nous en aller à tout, mais jamais au désarmement; du moins, ce ne sera jamais par mon ordre. Pour tâcher de prévenir ce malheur, en cas qu'on l'eût fait, j'aurais voulu prendre les fusils de toutes les recrues et autres soldats peu sûrs, et mettez-les en magasin.

« Valtes-en dire autant à Lebrun de ma part; notre situation est bien critique; mais il faut espérer qu'elle ne durera pas. Notre tour viendra. O mon cher d'Angen, que j'ai de chagrin! Jamais mon cœur n'éprouva plus d'émotion. Que ce puisse réunir sur ma tête toute la haine de nos ennemis! Je prendrai du moins ser moi le plus que je pourrai. Par bien! engagez tous nos commandés à patienter; je conçois qu'ils sont inquiets, mais moi seul je suis tranquille!

« L. de Frotté. »

(Lettre écrite sur le jeune d'Angen.)

un titre usurpé (1); alors tous les moyens furent bons aux chouans pour arriver à la vengeance; il y eut une sorte de pacte infernal pour détruire Bonaparte. Ces hommes agrestes, qui vivaient dans les sables du Morbihan, jurèrent de se délivrer du premier consul; qu'importaient les moyens? Bonaparte n'avait suivi aucune forme pour faire fusiller Frotté; eh bien! l'on viendrait sur la place publique pour attaquer de vive force la voiture du premier consul: on voulait sa vie, parce qu'il avait en elle du comte de Frotté, le chef qui les conduisait à la guerre; mort pour mort, dent pour dent, terrible loi du talion dans les jours de guerre civile. Au cœur du Breton la vengeance est têtue, et l'on versa les chouans mêlés à la machine infernale; ces hommes-là jouaient ouvertement leurs têtes; à ces tristes temps de troubles publics, la moralité des actions disparaît; il ne reste plus que des passions vivaces: la haine, la vengeance ou le dévouement.

CHAPITRE XXXIII.

PRÉPARATIFS DE LA CAMPAGNE D'ITALIE SOUS LE PREMIER CONSUL.

Nécessité d'un coup d'éclat militaire. — Situation de l'armée d'Italie. — Carnot et Bonaparte. — Première idée de passage à travers le mont Saint-Bernard. — Situation de l'armée de réserve à Dijon. — Départ du premier consul. — Précautions de police. — Ses craintes. — Départ pour le Suisse. — Séjour de Bonaparte à Genève et à Lausanne. — Rapport de Masséna. — L'avant-garde sous Lannes passe le mont Saint-Bernard. — Bonaparte reste à Lausanne. — Combat d'Aoste et de Châtillon sous Berthier. — Bonaparte ne passe le Saint-Bernard que le 29, quatre jours après l'armée. — Bulletin de l'armée de Moreau. — Sa lettre à Bonaparte. — Marche de Moncey à travers le Saint-Gothard.

Avril et mai 1800.

L'agitation des partis, la vivacité des opinions, imposaient au gouvernement consulaire et à Bonaparte.

(1) Voici la lettre du général Lefebvre pour annoncer les arrestations des chouans.

An quartier général de Paris, le 28 pluviôse an VIII.

Citoyen consul,

« Je vous salue, avec une vive satisfaction, qu'il résulte des rapports que me transmet à l'instant le général Chamberise, qu'il en est enfin parvenu à se rendre maître des chefs des rebelles, au nombre de sept: Pierre-Marie-Louis de Frotté, soi-disant maréchal des camps et armées, et chevalier de l'ordre royal, commandait en chef pour le roi de Milan. Le nommé de Cammarque, soi-disant commandant une légion. Le nommé d'Auguste, soi-disant chef de légion, commandant d'un arrondissement. Le nommé de Verdun, soi-disant chef de légion, adjoint au chef de l'état-major. Le nommé l'asimieux, aide de camp de Frotté. Par-

partie spécialement quelques-unes de ces actions brillantes, seules capables de captiver, par leur éclat, l'admiration publique. Le peuple le veut ainsi; il faut à un gouvernement nouveau de grandes choses pour que la confiance vienne à lui; il doit montrer aux imaginations un horizon de merveilles. Bonaparte savait qu'il fallait justifier sa position si élevée; ses ennemis ne lui laissent pas de repos. Quoi! Il tenait le pouvoir absolu pour s'absorber aux Tuileries dans des actes de simple administration? Ne serait-il ni plus ni moins que ce grand électeur de Sures au château royal des Tuileries, conception dont il s'était tant moqué? Il est vrai que la constitution imposait au premier consul l'obligation de ne prendre aucun commandement militaire tant que durerait sa magistrature; mais Bonaparte avait trop l'instinct de sa destinée pour ne pas reconnaître qu'il n'était rien sans la force et l'éclat des batailles; ôtez-lui les victoires, que restait-il à son nom? Il avait essayé la paix sans obtenir de résultat; la guerre était son élément. Il n'était bien qu'à la tête d'une armée; vouloir faire du premier consul un magistrat civil était une folle idée; Bonaparte devait exalter l'opinion par des bulletins de campagne, et le jour où il n'aurait plus ainsi dominé le peuple, son pouvoir était compromis.

L'armée d'Italie appelait un chef suprême qui pût diriger ses opérations, et lui donner l'ensemble dont elle manquait; nul ne doutait de la capacité des généraux Masséna, Soult et Suéthe; mais séparés les uns des autres, ils avaient des forces inférieures à l'armée autrichienne, alors secondée par une flotte anglaise qui parcourait les côtes de l'Italie. L'esprit d'insubordination s'était glissé parmi les soldats; les malheurs de la guerre ne fortifient pas la discipline! Les nouvelles qui arrivaient du pied des Alpes maritimes, n'étaient point favorables; Masséna était déjà bloqué dans Gênes (2); quelques avantages partiels avaient été obtenus, mais les masses autrichiennes accablaient l'armée sur le Var. Les cités de la Provence étaient déjà en alarme.

Le premier consul n'avait pas cessé un moment

col Régulart, aide-major, Saint-Florent, aide-major. J'ai l'honneur de vous envoyer des papiers, des cahiers et des polgaards dont ils ont été trouvés saisis.

« Les sept chefs de ces rebelles ont été exécutés, sous forte escorte, à Vernouillet; j'ai convoqué sur-le-champ une commission militaire, pour, d'après la loi, procéder à leur jugement dans les vingt-quatre heures. Il est prouvé, citoyen consul, que ces misérables étaient les principaux moteurs des troubles civils dans les départements et qu'ils étaient divisés militaires les payant et le peuple de ces divisions sont dans la joie d'être délivrés de ces brigands dont la capture consolide leur tranquillité.

« Salut et respect.

« Lefebvre. »

(2) Masséna était déjà fort pressé dans Gênes; voici ce

de suivre les opérations militaires de l'armée d'Italie ; il reconnaissait l'insuffisance des forces de ses trois lieutenants pour lutter, avec leurs demi-brigades réduites, contre les invasions menaçantes des Autrichiens et des Anglais. Carnot, récemment élevé au ministère de la guerre, travailla constamment avec Bonaparte ; ce fut avec lui qu'il examina profondément les divers plans de la campagne qui allait s'ouvrir ; spectacle curieux de voir la tête militaire du comité de salut public concevoir ses plans avec le consul et le futur empereur ! On n'était point en peine de l'armée du Rhin ; celle-là marcherait à sa destinée sous Moreau ; elle pouvait lutter à force égale avec les troupes du général Kray ; nulle armée n'avait un personnel plus fort et mieux composé. Si l'on portait secours à l'armée du Var, on n'obtiendrait aucun résultat éclatant : ce seraient là des faits d'armes partiels, des coups de petites armées, qui ne jetteraient pas assez de lustre sur le général en chef, et ne décideraient pas une campagne ; puisqu'on avait une armée de réserve à Dijon, il fallait en user plus largement, prendre le centre de la ligne, se jeter entre l'armée du Rhin et celle des Alpes maritimes, tomber à l'improviste dans le Milanais, et par ce moyen produire un grand étonnement au milieu de l'armée ennemie ; présenter bataille, enfin, sur un point où personne ne l'attendait, courir sur le flanc et les derrières de l'armée du général Mélas.

C'est dans ces délibérations attentives avec Carnot, que le premier consul conçut l'idée grandiose du passage du mont Saint-Bernard. Cette pensée lui plaisait ; antique comme l'époque des Gaulois et d'Annibal, elle entraînait dans ses études ardentes, et une campagne alpine, sur une vaste ligne,

que lui décrivait le général Mélas pour amener sa capitulation.

« Général, la fortune n'a point couronné votre vaincu, qui seule vous rend digne de mon estime et de celle de l'univers entier. Avec un petit nombre d'hommes, vous deviez succomber sous mes efforts, et vous y succombez avec honneur. Mais je crains qu'il est temps d'écouter la voix de l'humanité. Le général Suchet a encore été battu hier à San-Giacomo, et il ne vous reste aucun espoir de pouvoir lutter plus longtemps contre mes forces ; tout le sang que votre bravoure lera répandre, retombera sur vous ; vous ferez le malheur d'un peuple qui a déjà trop souffert. La ville, qui tient toujours, est exposée à de plus grands maux encore ; elle est menacée du pillage et de toutes les horreurs de la guerre, si les paysans y entrent la rage au cœur, sans aucune capitulation préalable. Je ne puis répondre entièrement de mes troupes victorieuses. Écoutez la voix de l'humanité, et sacrifiez la gloire de vous défendre jusqu'à la dernière goutte de sang, à la véritable gloire et à l'utilité que personne ne peut vous ôter. Je vous offre la plus honorable capitulation que mérite la militaire de votre caractère, pour vous témoigner l'estime et la plus parfaite considération, avec laquelle je suis, etc. »

Signé : Mélas.

Voici la réponse du général Masséna.

Le général en chef Masséna au général en chef Mélas.

Un quartier général de Gènes, le 10 Brumaire.

« Monsieur le général, j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait

adresser son imagination ; passer avec ses compagnons d'Égypte les glaciers des Alpes, quitter les sables brûlants des pyramides pour visiter les pics de neige élanés jusqu'aux cieux : ces grandes choses-là convenaient aux rêveries historiques de Bonaparte. Mais il y avait loin de ce projet à l'impossible ; le mont Saint-Bernard était un chemin tracé avec des stations pour les pèlerinages, et un hospice commode sur le sommet ; s'il n'y avait pas une route de poste, on y trouvait au moins des sentiers pour les petites voitures et les mulets ; le mont Saint-Bernard avait vu déjà des armées de pèlerins à une époque sauvage encore ; les guerres des Alpes s'accomplissent dans tous les temps, et sous Louis XIII et Louis XIV plus d'un régiment de France avait élevé son artillerie sur les rochers à pic, dans les campagnes (1) contre le Piémont et les invasions du Milanais. En gravissant le mont Saint-Bernard on avait surtout l'avantage que les postes de la montagne n'étaient pas gardés jusque sur le revers du côté de l'Italie.

Bonaparte suivit vivement l'idée d'un passage à travers les monts, car les antiques souvenirs lui revinrent brûler le cerveau. Annibal, César, se présentaient à lui, et ces grands noms agitaient toujours son âme ardente. Il arrêta, avec sa supériorité ordinaire, un plan de campagne qui porterait son armée dans les plaines fertiles du Milanais. Il allait donc manœuvrer dans cette pensée ; mais quelle était cette armée réunie à Dijon, et dont il allait prendre le commandement ? Était-elle capable de grandes choses et de sérieuses fatigues ?

Dreux le mois d'avril, Berthier était parti pour la Bourgogne, afin de rendre compte au premier consul de la véritable situation (2) de l'armée ; il la

l'honneur de m'écrire, par laquelle vous m'offrez une capitulation honorable. Je ne suis pas encore dans ce cas, monsieur le général. Il me reste assez de troupes pour vous prouver que je puis me défendre, quand même le général Suchet serait battu, ce que j'ai bien de la peine à croire.

Signé : Masséna.

(1) Voir mon travail sur Bachelot, Bazarin et la Fronde.

(2) « Je n'ai, écrivait Berthier à Bonaparte, que 22,000 hommes d'infanterie disponibles, 5,000 sont en marche, 3,000 me sont annoncés ; la légion italienne de 4,000 est sans armes et sans habits ».

« Observez que, dans le nombre dont je viens de parler, il y a un quart de casernes, dont la description est journalière ; je ne puis donc passer les Alpes qu'avec 25,000 hommes, non compris la cavalerie et l'artillerie ; ajoutez 3,000 du général Thurreau, et vous trouverez au plus 30,000 hommes. Je ne compte pas les bataillons de l'armée d'Orient, destinés à garder la Suisse.

« Je vous fais connaître ma véritable poignée, non pour me plaindre, mais pour vous mettre à même de faire vos dispositions. Je marcherai avec ce que j'ai, sans compter le nombre des ennemis, les troupes ont de l'ardeur ; vous vaincrez les difficultés, nous en aurons beaucoup, et, par conséquent, plus de gloire. »

trouva faiblement organisée, très-resserrée dans ses cadres, plus faible encore dans son personnel militaire; on comptait à peine 22,000 hommes avec une bonne moitié de conscrits peu exercés, une mauvaise artillerie et presque pas de cavalerie. Dans une de ses dépêches secrètes, Berthier ne dissimulait pas au consul qu'il était fort périlleux d'entreprendre quelque chose de grand avec des moyens si petits, et qu'il y aurait danger à s'exposer dans le Milanais. Sur cette dépêche, le ministre Carnot fit réunir à marches forcées tous les dépôts, toutes les vieilles troupes disponibles; la garde consulaire et les guides durent joindre sur-le-champ l'armée de réserve à Dijon, et bientôt le bruit courut à Paris que le premier consul en personne allait prendre le commandement en chef de la réserve pour se porter immédiatement en Italie. résolution capable d'exciter toute confiance parmi les soldats; ce nom de Bonaparte était si grand dans l'armée! Cependant le consul se hâta d'expliquer son départ; il fit démentir d'abord la nouvelle qu'il allait prendre un commandement d'armée, car c'était manquer à la constitution; ensuite il fallut persuader à ses ennemis qu'il ne s'éloignerait pas pour longtemps du siège du gouvernement; il savait l'état des esprits, l'agitation violente qui régnait partout; les républicains n'attendaient que son départ. Qu'arriverait-il pendant son absence? Pouvait-il compter sur ceux qu'il laissait à la tête des affaires? N'y avait-il pas parmi eux ses ennemis les plus acharnés? Que ferait-on après qu'il aurait atteint Dijon? À qui le gouvernement serait-il confié pendant qu'il parcourrait les Alpes italiennes?

Telle était la position du premier consul, qu'il ne pouvait rester à Paris sans se déconsidérer en se parant d'une épée inutile; et s'il partait, au contraire, il livrait son gouvernement aux intrigues des jacobins et des royalistes. Bonaparte n'hésita point, car l'armée était son élément. Dans une réunion du conseil d'État, le consul annonça qu'il quittait Paris. Le 5 mai, en présence des deux autres consuls, des ministres, il prit la parole, et s'adressant à Lucien: « Préparez pour demain une circulaire aux préfets; vous, Fouché, vous la ferez publier dans les journaux; dites que je suis parti pour Dijon, où je vais inspecter l'armée de réserve; vous pouvez ajouter que j'irai peut-être jusqu'à Genève, mais assurez positivement que je ne serai pas absent plus de quinze jours; vous, Cambacérès, vous présiderez demain le conseil d'État; en mon absence, vous êtes le chef du gouvernement; parlez dans le même sens au conseil; dites que mon absence sera de courte durée, sans rien spécifier. Témoinnez au conseil d'État toute ma satisfaction; il a déjà rendu de grands services, je suis content;

qu'il continue. Ah! j'oubliais... vous annoncerez en même temps que j'ai nommé Joseph conseiller d'État... S'il se passait quelque chose, je reviendrais comme la foudre! Je vous recommande à tous les grands intérêts de la France; j'espère que bientôt on parlera de moi à Vienne et à Londres (1). »

Comme le consul voulait rassurer les opinions sur l'état des opérations militaires, il fit publier des nouvelles sur les armées avant son départ, afin de bien constater l'état des corps qui allaient entrer en campagne; il dicta, avec sa rapidité ordinaire, un premier bulletin ainsi conçu: « Un corps de 4,000 hommes, composé de la 3^e demi-brigade, du 19^e de dragons, du 3^e de cavalerie, est parti ce matin de Paris pour Dijon. Le général Berthier, commandant en chef l'armée de réserve, a eu à Bâle une conférence avec le général en chef Moreau. Dans cette décade, les opérations militaires doivent recommencer sur le Rhin. Le général Berthier est arrivé à Dijon, où il a trouvé l'armée de réserve dans le meilleur état. Il instruit le gouvernement qu'un détachement ennemi de 800 hommes s'était emparé du Mont-Cenis. Le général Thureau est parti de Briançon; il s'est porté sur Exilles, de là sur Suze, et se trouvant par là sur les derrières du détachement que l'ennemi avait poussé sur le Mont-Cenis, il l'a obligé non-seulement à retrograder plus rapidement qu'il ne s'était avancé, mais a encore fait prisonnier plus de la moitié de ce détachement. Le général en chef Masséna, spécialement autorisé par le gouvernement, a concentré toutes ses forces dans la rivière de Gènes; la cent quatrième demi-brigade, qui était dans la septième division, s'est rendue à Gènes. Le système de guerre qu'a adopté le gouvernement est de tenir toutes les troupes en masse sur quelques points favorables à la fois à l'offensive et à la défensive. » On retrouve déjà la pensée du consul dans ces premiers détails; son plan de campagne se résume dans le passage général à travers les Alpes; pour lui, il abordait franchement le mont Saint-Bernard; Moncey traversait le Saint-Gothard, tandis que Suchet, prenant l'offensive sur le Var, traversait les petites Alpes pour se joindre au centre et à l'aile droite de l'armée.

La police eut soin de répandre à Paris que le Consul ne partait pas pour un long temps; Bonaparte annonçait qu'il allait seulement inspecter les troupes à Dijon et en Suisse, voir par lui-même si tous les services étaient remplis, faire enfin l'office de chef suprême du gouvernement, saluant une armée jeune et dévouée; Berthier conservait son titre de général en chef. Le lendemain Bonaparte

(1) Recit d'un témoin oculaire.

était sur la route de Dijon (1), et se lançant avec cette rapidité qui caractérisait toute sa vie militaire, en vingt heures il faisait le trajet de quatre-vingts lieues. Il passa toutes ses troupes en revue au milieu de l'enthousiasme, et avec son instinct plein de sagacité, il reconnut le côté faible de cette levée en masse de conscrits incapables de tenir en rase campagne; il y avait chez eux un enthousiasme indicible pour le premier consul, un désir de voir l'Italie, une furie française que rien ne pouvait comprimer; mais que deviendrait tout cela en plaine devant les vieilles troupes du général Mélas soutenues de cette cavalerie autrichienne, si supérieures aux régiments de recrues? Le consul s'aperçut parfaitement qu'il devait marcher en toute hâte, exciter les émotions glorieuses d'une jeunesse ardente par des actions gigantesques, et cette enviction le confirma dans l'idée qu'il devait conduire les jeunes soldats, pleins de générosité et de fougue, à travers les Alpes et offrir à leur imagination l'aspect d'une entreprise merveilleuse. Une guerre de montagnes convient d'ailleurs à des troupes ardentes, mais sans expérience et mal organisées; telle était l'armée de réserve.

Bonaparte resta quelques jours à Dijon, tandis que l'armée prenait la route de Suisse; il séjourna quarante-huit heures à Genève pour inspecter tout ce que l'artillerie et le génie avaient conçu pour la guerre des montagnes; 1^o les trainsaux des pièces d'artillerie; 2^o les équipages de mulets à bât; 3^o les affûts et les trains mécaniques qui pouvaient se démonter à volonté. Tous ces ingénieux moyens de transport furent dus aux généraux Marmont et Marescot, à qui le premier consul avait confié l'artillerie de la campagne. Après cette inspection, Bonaparte vint établir son quartier général à Lausanne, centre parfaitement choisi, tandis que l'armée de réserve opérait son mouvement sur Villeneuve par les routes d'Italie à travers le Valais. Le beau lac du Léman, aux eaux si blanches, était couvert de barques flottantes qui portaient les bagages et les vivres à tous ces nobles enfants de la France, au pied des gigantesques glaciers.

L'armée de réserve se composait de plusieurs corps, chacun sous des généraux jeunes et dévoués.

(1) Le premier consul s'est enfin résolu à quitter Paris; le 6 de ce mois, dans la nuit, il s'est mis en route pour Dijon, accompagné de Pétiot et de Fermon, conseiller d'État, et de Bourrienne, son secrétaire. Il n'a mis que vingt heures à faire le trajet de Paris à Dijon. Il a été reçu dans cette ville au bruit du canon. Les curieux y étaient accourus de trente lieues à la ronde pour voir la nouveauté de ce spectacle. Le 8, au soir, le consul est parti pour Genève, où l'on avait préparé la maison de M. Sauture pour le recevoir. Le 12, il était à Lausanne, chez son ami le banquier Waller. Il y a passé en revue l'avant-garde de l'armée qu'il a envoyée en Italie par le Saint-Bernard; cette avant-garde est commandée par le général Lannes 17,000 hommes ont parti pour

Le premier corps, qui prenait le nom d'avant-garde, était dirigé par Lannes, le compagnon de Bonaparte dans l'armée d'Italie; il avait demandé à marcher en avant; chacun savait ce qu'était Lannes dans un jour de bataille, gai au milieu de la mitraille, franchissant les obstacles en brisant l'ennemi avec une impétuosité sans pareille. Lannes devait se porter sur Villeneuve à l'extrémité du lac, afin d'attendre les ordres du premier consul. Berthier commandait le centre en sa qualité de général en chef que Bonaparte ne pouvait prendre (2); mais nul n'ignorait que le premier consul commandait en personne et que Berthier n'était que chef d'état-major. L'armée se déployait par Lausanne, Vevey, Chillon, et au pied de ces beaux coteaux de vignes qui se mirent dans le lac. L'artillerie, le point important, était dirigée par Marmont, et le génie par Marescot; le génie devait jouer un si grand rôle au pied des Alpes, pour traverser ces énormes rochers dont la cime touche les nuages! On allait bientôt voir les glaciers, nid d'aigle, asile du chamois qui bondit de pie en pie.

Quand on parcourt cette longue chaîne qui s'étend depuis les Alpes allemandes jusqu'en Italie, on peut voir que plusieurs passages ont été pratiqués par la nature ou par les hommes pour communiquer avec l'Italie. A gauche, le Simplon qui vient mourir au pied du lac de Côme, au milieu d'une nature de glaces, et de ces cascades qui se précipitent sur ces mers immobiles depuis la création, puis des rochers gigantesques qui s'amoncellent les uns sur les autres, comme si, à des époques incounues, des géants les avaient remués. A l'autre extrémité des Alpes, du côté du Piémont, est le Mont-Cenis, la plus ancienne des routes tracées, celle que suivaient les pèlerins dans les chroniques. Au centre est le mont Saint-Bernard, aux pics majestueux, route plus facile pour se rendre directement dans la vallée d'Aoste, et de là courir sur le Milanais. Sur ce mont Saint-Bernard était l'hospice fondé pour les pauvres voyageurs égarés; gîte offert par de saints religieux à quiconque traversait la montagne. Le catholicisme ne regarde ni le drapeau, ni les sentiments, ni les opinions; on souffrait, on avait des besoins, et cela suffisait pour que les religieux vinssent au

la même destination, et ont passé les 6, 7 et 8 par Vevey. Le lac de Genève était couvert de barques chargées de biscuit, de provisions et de munitions pour cette armée. Ces munitions doivent être chargées sur des mulets, à Villeneuve, pour traverser les montagnes. Les généraux de cette armée se sont vantés qu'ils seraient à Milan avant deux décadés, c'est-à-dire, à la fin de mai. Si cette diversion s'effectuait avant que Maséna se soit rendu, elle pourait changer toute la face des affaires; et la campagne, si habilement et si heureusement commencée, peut avoir une issue désastreuse. » (Extrait d'un journal anglais.)

(2) Cependant Berthier adressa ses rapports directement au premier consul.

secours des hommes engagés dans ces glaces éternelles. Le mont Saint-Bernard était, avant la construction de la grande route du Simplon, le passage le plus connu, le plus praticable; la vallée d'Aoste en faisait un point facile à traverser; on ne comptait que sept heures pour s'élever au sommet et trois heures pour le descendre (1).

Sans doute, pour des hommes habitués aux routes plates et monotones de la Champagne et du Parisien, ou aux côtes et aux petites montuosités de la Bourgogne, les routes du mont Saint-Bernard devaient être effrayantes: quelle nature diverse! Mais quand on a un peu pratiqué la vie des montagnes, on ne trouve rien de très-extraordinaire, rien de fantastique dans ce passage à dos de mulet, si ce n'est pour l'artillerie, dans une route qu'un peu de précaution rend parfaitement sûre. Le mont Saint-Bernard a des glaciers, des précipices comme toutes les Alpes, mais il n'y a rien là qui puisse empêcher une armée pleine d'ardeur et de dévouement de s'élancer avec ordre et de traverser son sommet, surtout lorsque nulle troupe n'en disputait le passage.

Bonaparte, on l'a dit, établit son quartier général à Lausanne; il envoya le général Marescot explorer la montagne; et un rapport fort bien fait, adressé au premier consul, annonce positivement que le mont Saint-Bernard est praticable, et qu'avec cer-

taines précautions il sera facile de le franchir (2). D'après les ordres du général en chef, des vivres furent envoyés aux religieux pour être distribués comme rafraîchissements à l'armée quand elle serait parvenue au sommet; il fut promis une gratification de 5 francs pour tous les soldats qui aideraient à passer les canons ou s'ajoutaient aux ouvriers du train d'artillerie; et ce fut avec toute la gaîté française que les soldats de la division Lannes abordèrent franchement le premier rocher du mont Saint-Bernard (3).

Il est bon de constater, et ceci pour ramener la vérité historique, que la division Lannes, la première qui commença le mouvement, partit le 13 mai, et que le 16 elle l'avait accompli sur le revers de la montagne. Le 16, la division Berthier était également arrivée à l'hospice Saint-Bernard; or, le premier consul ne quitta Lausanne que le 19; de manière que toute cette légende qu'on a faite du passage du mont Saint-Bernard, le consul à la tête de ses troupes, est complètement inexacte; l'imagination enthousiaste de David a pu placer Bonaparte à cheval, enveloppé d'un manteau antique, comme la statue de César au milieu de ses légions, mais la vérité est que lorsque Bonaparte franchit le sommet de la montagne, l'armée l'avait passé depuis trois jours; il ne restait plus qu'une arrière-garde (4).

(1) J'ai visité le mont Saint-Bernard. Je l'ai traversé à plusieurs reprises; il calcule encore deux religieux qui ont souvent du passage des Français, et qui n'ont pas un récit trop effrayant; le soldat avait plus de gaîté que de fatigue.

(2) Le 10 mai, Bonaparte était à Lausanne, écoutant le rapport du général Marescot, qui venait d'achever ses reconnaissances. Ce général avait lui-même escaladé les sommets du Saint-Bernard, jusqu'à l'hospice tenu par les religieux. Bonaparte l'interrogea sans lui faire la moindre objection, et lui dit ensuite: « Faut-il passer? — Oui, général. — Eh bien! partez, » ajouta-t-il. (Récit d'un témoin oculaire.)

(3) Cette gratification fut refusée par les demi-brigades. Les lettres existent encore.

« J. Leprieux, chef de la quatre-vingt-seizième demi-brigade d'infanterie du ligne, au premier consul de la république française. — Saint-Vincent, le 22 mai, au vu de la république française.

« Général consul,

« La quatre-vingt-seizième demi-brigade d'infanterie du ligne, glorieuse d'avoir, conjointement avec les autres corps de sa division, contribué au transport de son artillerie, refuse l'indemnité accordée à cet effet par le général en chef de l'armée. Officiers, soldats, aucun d'eux ne voudrait diminuer l'éclat de l'opération qu'ils ont entreprise, qu'ils ont consommée, en en recevant le prix. Agrée, général consul, cette somme que vous nous destinez. »

(4) Les rapports militaires sont adressés à Bonaparte alors à Lausanne, par Berthier; je les donne textuellement; ils contiennent pendant tout le passage des Alpes.

Le général en chef de l'armée de réserve, au premier consul. Au quartier-général de Chivasso, le 31 mai; (25 mai).

« L'armée de réserve n'est ébranlée que depuis quelques jours en campagne, et déjà elle s'est agitée par des traits de courage et de dévouement que l'historien s'empresse de recueillir.

« Arrivé au pied du Saint-Bernard, le premier obstacle à franchir, c'est de faire passer l'artillerie. La perspective d'un

chemin de plusieurs lieues de long sur des hauteurs de large, pratiqué sur des rochers à pic, des montagnes de neige qui menacent de se précipiter sur leurs têtes; ces alpes où le moindre faux pas peut les engouffrer, rien ne peut effrayer les soldats. Sans ce conflit d'ardeur et de dévouement, divers tâtonnements de la division Lannes, les dix-septième et vingt-quatrième légères, les quatrième et quatre-vingt-seizième de ligne, se sont particulièrement distingués. Après des fatigues qu'il est impossible de dépeindre, après des efforts longs de constance, les pièces arrivent enfin au delà du Saint-Bernard. Là on veut donner aux soldats la gratification promise; ils la refusent.

« Dès le 16 mai, l'avant-garde, qui la veille avait franchi les montagnes, marche à l'ennemi; elle le rencontre au pont d'Aoste, l'attaque et le chasse de la position avantageuse qu'il occupe. L'officier supérieur commandant la ville d'Aoste est blessé mortellement dans cette affaire. »

Affaire de Châtillon, le 15 mai.

« Le 15, l'avant-garde continue son mouvement pour aller s'emparer des hauteurs de Châtillon, qu'un bataillon de bandes défendait avec quatre pièces d'artillerie. Tandis que plusieurs de nos colonnes tournent les hauteurs, la colonne qui entre les attaques de front: l'ennemi est saisi et déroute et poursuivi par 100 hommes du douzième de hussards qui prennent les pièces de canon et font 300 prisonniers.

« Le même jour, l'avant-garde arrive à une demi-lieue du château de Bard. L'ennemi occupait les hauteurs qui dominent le village; une colonne le tourne en gravissant des rochers à pic, et le force de se renfermer dans ses murs. J'ordonne qu'on s'empare de la ville: les sapeurs et les grenadiers balancent le pont-levis, enfoncent les portes, et la ville est prise. Trois compagnies de grenadiers s'y logent, le château est bloqué à portée de la mousqueterie.

« Le 24 mai, j'ordonne au général Lannes de cerner le château de plus près, de briser toutes les barrières, pour faciliter le pas-

Au reste, le premier consul, en ne marchant pas en première ligne, remplissait le rôle plus élevé de général en chef; depuis quand la tête puissante

qui dirige une armée doit-elle s'exposer comme un simple grenadier? Le devoir de Bonaparte était de rester sur le derrière, pour voir se déployer

sage de notre artillerie; les grenadiers de la vingt-huitième s'y portèrent avec une rare laideur.

« Le chef de brigade d'infanterie, officier d'une grande bravoure, s'avance, veut balayer le pont-levis et est blessé.

« L'ennemi avait regardé comme une barrière insurmontable le château de Bard, construit pour fermer l'entrée du Piémont à l'endroit même où les deux montagnes, qui forment la vallée d'Aoste, se rapprochent au point de ne laisser entre elles qu'un espace de vingt-cinq toises; 1,500 hommes, commandés pour aller pratiquer un chemin sur la montagne d'Albard, y travaillaient avec activité. Là où la pente eût été trop rapide, des escaliers sont construits; là où le sautier, deviait plus étroit encore, se terminait à droite ou à gauche par un précipice, des murs sont élevés pour garantir de la chute; là où les rochers étaient séparés par des excavations profondes, des ponts ont été jetés pour les réunir, et sur une montagne repérée depuis des siècles comme inaccessible à l'infanterie, la cavalerie française a effectué son passage.

« Un effort plus extraordinaire encore a étonné l'ennemi; tandis qu'un travailleur sans relâche au chemin d'Albard, des soldats portaient sur leur dos deux pièces de quatre à travers le col de la Coul, et après avoir gravi avec elles des rochers abrupts pendant trente heures, ils parvenaient enfin à les établir en batterie sur les hauteurs qui dominent le château.

« Nous étions maîtres de la ville de Bard; mais le chemin situé au-dessous du fort était exposé à un feu continu de mousqueterie et d'artillerie, qui interrompait toute rapidité de communication. L'avant-garde était déjà à la vue de l'ennemi; elle avait besoin de canons, les défilés qu'elle entraînait leur passage sur la montagne d'Albard présentaient de graves inconvénients; des braves sont aussitôt commandés pour traîner de nuit les pièces d'artillerie à travers la ville, sous le feu du château. Cet ordre a été exécuté avec enthousiasme.

« Tant de dévouement a été couronné de succès. Toutes les pièces ont passé successivement; et malgré la grêle de balles que l'ennemi faisait pleuvoir, nous n'avons eu que peu de blessés.

« Le général Marmont, commandant l'artillerie, était partout; son zèle n'a pas peu contribué au succès de cette opération aussi importante que difficile. »

Prise d'Yverdon, 23 mai.

« Le général Lannes avait reçu l'ordre de se porter avec l'avant-garde à Saint-Marlin, et de là sur Yverdon. L'ennemi occupait cette dernière ville en force. Nos troupes l'ont surpris et s'y étaient dans la ville; les endroits accessibles sont occupés; l'ennemi abandonne la ville et la citadelle. Nous avons fait 500 prisonniers et pris 15 pièces d'artillerie.

« Le général Wiria, commandant une division de l'avant-garde, et l'adjoint général Bellin, ont donné, dans cette occasion, des preuves de talent et de courage. Le général Muller s'est aussi distingué. Nous n'avons eu à regretter que vingt hommes tués ou blessés. Le citoyen Ferrat, chef de bataillon de la vingt-deuxième demi-brigade, est du côté des morts.

« L'avant-garde, soutenue par la division du général Bonnet, prend position au delà d'Yverdon. L'ennemi, rassuré par des renforts qui lui étaient arrivés de Turin et de diverses parties du Piémont, venait de s'arrêter dans sa retraite, et avait pris position sur les hauteurs de Romano, derrière la Chiusella, dont il gardait le passage avec 5,000 hommes d'infanterie, 4,000 hommes de cavalerie et plusieurs pièces de canon. »

Combat de la Chiusella, 25 mai.

« Le général Lannes, auquel j'avis donné l'ordre de chasser

l'ennemi de la position de Romano, arrive bientôt sur les bords de la Chiusella, en suivant la route de Turin.

« La sixième légère commence l'attaque sur trois points, le centre s'étend au pas de charge sur le pont, deux bataillons se jettent dans la rivière au milieu d'une grêle de balles et de mitraille. L'ennemi ne peut résister à tant d'ardeur et d'impétuosité; déjà sa première ligne d'infanterie est mise dans une déroute complète; sa seconde ligne, formée des régiments de Kinsky et de Halks, veut charger la sixième légère, qu'elle parvient à arrêter un moment; mais la vingt-deuxième de bataille, formée en colonne serrée par le général Goucy, en précipite sur l'ennemi, le culbute, et le force à chercher son salut dans la fuite; il est vigoureusement poursuivi par la sixième légère, la vingt-deuxième de bataille, le douzième régiment de Hussards et le vingt et unième de chasseurs. La ligne de cavalerie ennemie, composée de 4,000 hommes, attaque à son tour; les quarantième et vingt-deuxième demi-brigades soutiennent la charge avec fermeté, les batteries en avant; jamais l'infanterie ne montre plus de sang-froid et de courage; trois charges successives sont repoussées. Le général Polty, commandant l'armée ennemie, est tué avec six autres officiers autrichiens.

« L'ennemi a perdu plus de 500 hommes et 300 chevaux. Le régiment de Lallou a été presque entièrement détruit. Nous avons fait 60 prisonniers, nous avons eu 200 hommes blessés et 30 tués, on compte parmi les premiers, le citoyen Taret, chef de bataillon de la sixième légère, et le citoyen Guenot, chef de bataillon de la vingt-deuxième de ligne.

« Tandis que l'avant-garde, commandée par le général Lannes, s'avance sur le Pô et Chivasso, la division aux ordres du général Terrau attaque l'ennemi à Suzé. Il attaque le 2 le pont des Graviers, dont les hauteurs étaient hérissées de canons et garnies de retranchements; l'adjudant général Tibaut, commandant l'avant-garde, marche avec 800 hommes de la vingt-huitième légère et 150 de la cinquante, pour attaquer de vive force tous les ouvrages. Le général Terrau appuie cette attaque avec trois compagnies de carabiniers, quatre de grenadiers, un obusier et une pièce de huit; le combat est opiniâtre, la victoire longtemps incertaine.

« Il ne reste plus au général Terrau que la vingt-sixième demi-brigade; elle reçoit l'ordre d'attaquer l'ennemi, ainsi que 100 sapeurs qui arrivent au moment même de l'action. »

Prise de Suzé et de la Brunetta, 21 mai.

« Un bataillon de la vingt-sixième parvient à tourner le fort Saint-François; il y monte ensuite, s'établit sur le plateau, et force l'ennemi à évacuer le village des Graviers. Bientôt les troupes s'élancent de tous côtés au pas de charge; toutes les positions sont forcées, et la Brunetta capitule à dix heures du soir. Nous avons fait dans ce combat plus de 1,500 prisonniers, tués ou blessés plus de 300 hommes, pris 800 fusils et beaucoup de munitions de guerre et de bouche.

« Après cette victoire, le général Terrau s'est porté en avant de Suzé.

« J'ai ordonné à la légion Italique de se diriger sur Gressonni et Riva. Elle descend la Sesia, et y suit les mouvements de l'armée.

« Le soir même, le général Murat entre le 21 mai dans Vergelli de vive force. Le deuxième et le quinzième régiment de chasseurs, soutenus de trois compagnies de la division Manner, ont obtenu sur la Sesia 1,000 hommes de la cavalerie ennemie, dont 60 ont été pris avec leurs chevaux.

« L'aide de camp Gressonni a vu ses chevaux tués dans cette affaire, l'ennemi a brûlé son pont sur la Sesia. Le général Murat en fait faire un autre. L'avant-garde est en avant de Chivasso.

« Signé : Alex. Berthier »

toutes les lignes de bataille, toutes les divisions de la réserve en marche; et c'est ce qu'il fit à Lausanne. De son quartier général, il avait des nouvelles de tous les points sur le passage des Alpes; il pouvait suivre Suchet opérant sur le Var, Masséna renfermé dans Gènes, Moncey qui traversait le Saint-Gothard; Lausanne était son poste, tandis que les jeunes soldats sous Lannes franchissaient les rochers escarpés. Quand tout le mouvement fut accompli, Bonaparte longea le lac jusqu'à Villeneuve, puis, prenant la route de Saint-Pierre dans la montagne, il arriva le 30 au soir au couvent du Saint-Bernard; la grosse cloche sonnait à son arrivée, et Bonaparte paraissait plongé dans une mélancolie rêveuse; il visita toutes les cellules avec le respect le plus profond; consul, il se rappelait sans doute qu'enfant il avait eu les religieux minimes pour précepteurs; il parcourut le réfectoire, la bibliothèque; les traditions du couvent disent qu'il ouvrit les Commentaires de César et les Guerres d'Annibal; magnifique spectacle sur le haut des Alpes; que de voir le général qui saluait naguère les Pyramides, rechercher la trace des édificateurs qui avaient foulé ces neiges avant lui!

L'armée traversait la montagne avec un indicible dévouement; l'imagination du soldat s'exagérait les périls et les fatigues. Cependant les récits ne nous paraissent pas reproduire des faits étranges, ni des merveilles; quand on a pratiqué un peu la vie des glaciers, qu'est-ce que les fatigues d'une telle expédition dans les belles journées du mois de mai? Elles devaient être peu de chose pour les vieilles demi-brigades, habituées aux privations et aux prodiges. Il n'y eut d'étonnement que pour les jeunes soldats, pour les conscrits qui venaient de Dijon ou des revues du Carrousel. L'un d'eux écrivit du bivouac d'Étroubles: « Nous avons enfin gravi le mont Saint-Bernard; nous l'avons descendu jusqu'ici, et nous voici dans le Piémont; notre demi-brigade partit hier à une heure du matin du bivouac de Saint-Pierre pour franchir cette fameuse montagne où l'on ne peut passer qu'un homme de file, à cause des rochers et de la grande quantité de neige. Ce mont Saint-Bernard est d'une élévation incroyable; soixante à quatre-vingts pieds de neige couvrent la route dans certains endroits; d'énormes chutes d'eau passent sous cette neige glacée depuis des siècles; on craint de s'y engloûtir à chaque pas; heureusement pour moi j'étais d'avant-garde avec les trois compagnies de carabiniers que je commandais, et nous sommes arrivés au sommet à neuf heures du matin. Bonaparte avait donné des ordres pour qu'il se trouvât au couvent (seule maison que l'on rencontre dans

l'espace de six lieues) du vin pour rafraîchir les troupes, et chaque soldat eut une demi-bouteille. Quoique enveloppé dans mon manteau, j'étais gelé et je grelotais comme un homme attaqué de la fièvre. Je partis à onze heures, et je fis en moins de trois heures les cinq lieues qu'il y a depuis le haut de la montagne jusqu'ici. Je parcourus la première lieue en moins d'un quart d'heure. Je descendis par le côté le plus escarpé qui tombe sur un petit lac dont on m'a assuré que la glace avait plus de vingt-cinq pieds d'épaisseur, en me laissant glisser du haut en bas sur la neige; alors tous les soldats qui me suivaient, n'osant point rester comme moi sur leurs pieds, se mirent sur le dos, et glissèrent ainsi jusqu'en bas; nous sortions de l'hiver, car jamais je n'ai éprouvé de température aussi froide. La neige et la grêle tombaient de quart d'heure en quart d'heure comme au mois de décembre; une demi-heure après, étant descendu infiniment plus bas, la neige nous quitta et nous crûmes être au printemps; l'air était plus doux; nous revîmes de l'herbe, et quelques fleurs ornaient le gazon; une demi-heure après, et toujours en descendant très-rapidement, la chaleur devint étouffante, et nous nous trouvâmes en plein été; de sorte qu'en moins d'une heure, nous traversâmes les trois saisons, l'hiver, le printemps et l'été; alors, pour compléter l'année, mon domestique, que j'avais envoyé à la découverte, trouva d'excellent vin dans une ferme à un quart de lieue du bivouac, et je jouis de l'automne le plus doux comme sous le pampre de Bourgogne. Avant de franchir ce mont Saint-Bernard, on avait proposé à nos soldats 2,600 livres, s'ils roulaient y monter deux pièces de canon de huit et une de quatre avec six caissons de munitions. La proposition fut acceptée; ces pièces et caissons furent démontés; les uns emportaient les roues, les autres les trains, les carabiniers portaient les caissons ou traînaient les canons sur un morceau d'arbre creusé, et le tout est arrivé ici en même temps que nous, sans qu'il y ait eu un morceau d'égaré. Une pièce de huit s'était enfoncée dans les neiges; à force de bras et de cordes on l'en a tirée. En ce moment (où l'on vient de nous prévenir qu'on pouvait aller recevoir les 2,600 livres au parc d'artillerie où nous avions remis nos pièces, et où, déjà montées, elles sont prêtes à marcher), les carabiniers et chasseurs ne veulent point recevoir cette gratification, et ont chargé le commandant de faire part au premier consul que ce n'est point l'intérêt qui les a guidés, mais bien l'honneur et la prospérité de l'armée (1). »

(1) Extrait d'une lettre d'un officier

Ce récit, évidemment dicté par l'étonnement d'une imagination enthousiaste, ne présente aujourd'hui aucune circonstance, aucun accident qui puisse effrayer les hommes habitués à traverser les Alpes; l'armée avait vu les glaciers, la neige vieille d'un siècle! On avait éprouvé un changement de température; le passage rapide de l'hiver au printemps! Mais c'est ce qu'avaient éprouvé Dugommier dans les Pyrénées, et Masséna dans les Alpes allemandes; ce qu'éprouve encore tout voyageur qui visite les glaciers. Ce qu'on doit dignement saluer dans cette expédition, ce fut le courage de ces jeunes hommes, qui partout attaquèrent les postes autrichiens avec une intrépidité digne des temps antiques. A peine le Saint-Bernard est-il passé que les demi-brigades, pleines d'ardeur, se précipitent sur le pont d'Aoste; la division Loison obtient cette première et noble gloire; elle a traversé, après les plus intrépides efforts, la montagne; elle se repose à peine quelques minutes, la vallée d'Aoste, silencieuse et comme en dehors de la civilisation, est à notre drapeau. La division fait au pas de course six lieues encore et la voilà à Châtillon s'emparant des hauteurs; le douzième régiment de hussards monte de front sur le sommet; le château de Bard est entouré; des pièces d'artillerie s'élèvent par enchantement sur des rochers ou sur des pics. Le général Loison, dans l'impudence de s'emparer du château de Bard, se résout à passer, de nuit, les pièces d'artillerie sous le feu du château; c'est Marmon qui préside à toutes ces opérations de l'artillerie; les pièces sont placées sur des traîneaux avec de la paille et du foin, afin qu'aucun bruit ne se fasse entendre.

Le premier consul n'a point quitté la montagne encore, toutes ces opérations se font en dehors

de lui, sous les ordres de Lannes et de Berthier; Bonaparte ne traverse le Saint-Bernard que du 30 au 31; il arrive devant Yvrée au moment où le général Lannes s'en empare, le 25 mai. Ici s'engage la première affaire sérieuse; deux divisions tout entières ont donné; le passage était défendu par 3,000 hommes d'infanterie et 4,000 de cavalerie. A Yvrée la route se partage; sur quel point dirigera-t-on cette armée si bouillante d'ardeur? A droite est Turin, à gauche est Milan, la grande capitale de la Lombardie; Lannes prend la route du Piémont avec l'avant-garde, s'avancant sur le Pô du côté de Suze, s'empare de ce point élané et de la Brunette; Murat entre de vive force dans Verceil, tandis que le corps de l'armée de réserve se développe sur la grande route de Milan, et que les avant-postes s'approchent de Novarre; à Verceil le premier consul établit son quartier général. Il se pose à cheval tout à la fois sur deux capitales, Turin à sa droite et Milan en face de lui (1).

Ainsi le plan d'opérations se développait avec un succès qui couronnait l'audace; Bonaparte envoyait sans cesse des bulletins à Paris pour signaler ses marches et ses fatigues militaires; louant la persévérance et la puissance de l'armée, il annonçait de grands coups lorsque la seconde division de réserve passerait le Simplon jusqu'à Domo-d'Ossola, tandis que le corps détaché de l'armée du Rhin, sous Moreau, traverserait le mont Saint-Gothard, pour se joindre à l'armée principale dans les plaines de Lombardie. L'intrépide Moreau, à la tête de 25,000 hommes, marchait rapidement à travers les précipices du Saint-Gothard pour rejoindre Bonaparte, en exécutant sur ce point les ordres de Moreau, dont les opérations en Allemagne obtenaient de beaux succès.

Cette armée du Rhin, en effet si magnifiquement

(1) Lannes, après avoir passé le Saint-Bernard, harangua vivement ses soldats :

Le général Lannes, commandant l'avant-garde. — Au quartier général d'Yvrée, le 24 mai.

« Soldats, vous combattez pour la liberté et pour la gloire; l'ennemi qui vous a placés à son avant-garde a les yeux sur vous.

« Des guerriers français fournaient-ils à ce peuple ami des raisons légitimes de le secourir? Aurions-nous associé à nos travaux des hommes qui redoutent plus les privations que la honte?

« Soldats, nous marchons pour cueillir de nouveaux lauriers. Je revivrai sur les débris de l'armée le camarade indigne qui se souillera d'une atteinte aux propriétés.

« Il aspire, dans l'ouïllité et le mépris, le crime d'avoir compromis le nom français, qui fut confié au grand à notre courage.

« Lannes, »

Bulletin de l'armée de réserve. — Verceil, le 30 mai.

L'avant-garde est restée toute la journée du 30 à Chivasso. L'ennemi, informé que nous avions rassemblé des batteries sur le Pô, a pensé que nous voulions le passer à Chivasso, pour nous

porter à Asti et intercepter le corps de troupes qui revenait de Nice.

« Il a fait s'élancer de Turin toute l'artillerie qu'il avait de disponible, sur la rive droite du Pô, vis-à-vis de Chivasso.

« Pendant ce temps, le général Murat achevait son pont sur la Sesia, passait cette rivière, se portait à Novarre, et prenait position le long de la rive droite du Tésin.

« Le premier consul est arrivé en milieu à Verceil. Il serait difficile de peindre la joie des Italiens de se voir délivrés du hâlon autrichien.

« Toutes les divisions de l'armée sont en grande marche et passeront demain la Sesia.

« Le général Lannes a passé cette nuit à Bressa-Rossini, et se porte, par Crescenzola et Trino, sur Verceil.

« Les Autrichiens se valent célébrés avec pompe, dans toutes les villes d'Italie, la prise de Nice. Ils ne s'attendaient pas qu'elle leur servirait si funeste. La conservation parmi eux est à son comble.

« Les habitants de Milan entendaient aujourd'hui le canon des avant-postes. On assure que le quartier général de Milan est encore aujourd'hui à Turin. »

composée, s'était déployée pleine d'ardeur dans la Souabe, pays de vieux châteaux, de noires forêts et des villes du moyen âge, pour marcher ensuite sur le Wurtemberg et la Bavière. Partout la victoire l'accompagnait; déjà les colonnes quittaient le Rhin pour courir au Danube, le général Saint-Cyr avait remporté le premier avantage décisif sur les Autrichiens (1); Moreau avait livré deux batailles, longtemps disputées, car l'armée autrichienne était composée de soldats d'élite, et, je le répète, le général Kray développait une science militaire remarquable. Depuis trente-quatre jours l'armée de Moreau n'avait pas séjourné dans une seule ville, les fatigues étaient si grandes que le général avait à peine le temps d'écrire au premier consul. Une seule dépêche reste encore de lui dans laquelle il résume rapidement les opérations de la campagne; la lettre de Moreau est froide, laconique, on voit qu'il écrit à son égal, à celui peut-être qu'il considère déjà comme son rival politique (2). Le général en chef manœuvre devant Ulm, il est maître du cours du Danube, et cette vaillante armée s'avance sur Vienne à marches forcées de l'ouest même des Autrichiens; à l'aile gauche, commandée par Sainte-Suzanne, était placée entre Ulm et Biberach, son quartier général à Burgrieden; le centre, aux ordres de Saint-Cyr, sur la rive droite de l'Ilter, entre Illerdissen et Taunhausen, quartier général à Weissenhorn; à l'aile droite, à la tête de laquelle est Lecourbe, sur les deux rives de la Minel jusqu'à la Wertach, quartier général à Mindelheim; Moreau à la tête du corps de réserve, son quartier général à Babenhausen. Depuis quelques jours des détachements autrichiens se montrent à Stockach, Willingen, et même à Biberach. Ils empêchent les communications de Moreau avec la France par l'Alsace et une partie de la Suisse. Ces communications ne peuvent avoir

lieu que par le lac de Constance, sur lequel les Français ont une flottille de vingt cinq bâtiments, dont quinze ont appartenu aux Autrichiens. Lecourbe a fait un contour qui a porté son quartier général à Weissenhorn; ce mouvement paraît avoir pour but de séparer entièrement le général Kray du prince Reuss (3).

C'est dans cette position que l'armée du Rhin avait néanmoins détaché un corps d'armée tout entier sous Moreau, vieilles troupes destinées à soutenir les consuls du premier consul. La marche de Moreau fut savante et largement dessinée; partit de Stockach, il longea le lac de Constance, salua Zurich, Saint-Gall dans la belle route d'Appenzell aux montagnes, il traversa les défilés du Saint-Gothard avec une hardiesse aussi périlleuse que le passage du Saint-Bernard par l'armée de réserve. Cette marche ne fit point autant de bruit que celle de Bonaparte, parce que le premier consul écrivait tout; sa popularité était si grande que l'on ne s'occupait que de lui; on ne parlait que de ses opérations militaires. Que pouvaient être les généraux à côté d'une telle renommée? Tout ce que faisait Bonaparte semblait absorber ses émules et ses rivaux. Certes, la campagne de Moreau était belle en Allemagne; il avait livré plus de combats, manœuvré avec autant d'habileté que le premier consul, et cependant c'était toujours de Bonaparte que l'on parlait; à peine publiait-on de temps à autre un bulletin sur Moreau, tandis qu'il n'était pas une contre-marche du premier consul qui ne retentît comme une action d'éclat. Ainsi le veut quelquefois la destinée; elle prend un homme, l'élève haut par tous les moyens et aux dépens de toute autre renommée; jusqu'à ce qu'arrivent les temps de décadence et de ruine. Alors la Providence fait payer bien cher les prospérités qu'elle a jetées à pleine main.

(1) Le premier consul défilait déjà des brevets, comme l'eût fait Louis XIV.

Bonaparte, premier consul de la république, au général de division Saint-Cyr.

« Paris, le 4 nivôse an VIII.

« Le ministre de la guerre m'a rendu compte, citoyen général, de la victoire que vous avez remportée sur l'aile gauche de l'armée autrichienne.

« Recevez comme témoignage de ma satisfaction en bon sabre que vous porterez les jours de combat.

« Faites connaître aux soldats qui sont sous vos ordres, que je me contens d'eux, et que j'espère être davantage encore.

« Le ministre de la guerre vous expédie le brevet de premier lieutenant de l'armée.

« Comptez sur mon amitié.

« Signé : Bonaparte. »

(2) Le général Moreau au premier consul, au quartier général de Osterwald, le 15 Boreal an VIII.

« Citoyen consul,

« Le chef de l'état-major rendra compte au ministre de la

guerre des différentes marches, combats et batailles de l'armée du Rhin, depuis son entrée en campagne. Je ne puis trop louer de la bravoure des généraux et des troupes. Les batailles d'Engen et de Mörshausen, livrées les 13 et 16 de ce mois, nous docent environ 16,000 prisonniers. Rien n'égale l'acharnement et la ténacité des deux armées. Des obstacles de marche ont empêché tout le corps du général Saint-Cyr de donner dans les deux actions. La seule brigade du général Bussel a combattu quatre fois sur les bannières d'Engen.

« Non n'aura fait aucun séjour depuis notre départ de France, et nous sommes à notre quatorzième jour de marche.

« Cette rapidité, la fatigue qu'elle entraîne et des combats continus mettront de retard dans les détails. Ils seront tremblés le plus promptement possible. Il est essentiel que la république connaisse les traits de courage qui inouïs à jamais se sont faits français. Notre récompense sera la reconnaissance de nos concitoyens et l'approbation de gouvernement.

« Salut et respect.

« Signé : Moreau. »

(3) Bulletin autrichien.

CHAPITRE XXXIV.

LES FRANÇAIS DANS LE MILANAIS.
BATAILLES DE MONTEBELLO ET DE MARENGO.

Situation de l'armée autrichienne. — Conjectures de M. de Mèlas. — Dépêche d'un agent anglais sur la position militaire de Bonaparte. — Marche en avant à travers les Alpes. — Moncey sur la Saint-Gothard. — Suchet au Var. — Masséna à Gènes. — Bonaparte dans le Milanais. — Marche de l'armée. — Bataille de Montebello. — Centralisation des forces. — Préparatifs de Marengo. — Mauvaise position de Bonaparte. — Faible composition de son armée. — Fautes. — Première partie de la journée. — Défaite de l'armée française. — Mort de Desaix. — Charge de Kellermann. — Victoire de Marengo. — Armistice et convention militaire.

Mai et juin 1800.

Le plan de campagne de M. de Mèlas se développait avec une certaine précision au midi des Alpes ; les Autrichiens s'avancèrent jusqu'au Var ; Gènes, la ville aux palais de marbre, vivement assiégée par l'ennemi, n'offrait plus sous Masséna qu'une armée de malades⁽¹⁾ ; et tout à fait décimée ; le peuple murmurait hautement contre cette résistance héroïque mais barbare, à travers le sang et la famine. Les renforts venaient sans cesse grandir le noyau de l'armée autrichienne ; M. de Mèlas comptait en Italie 120.000 hommes, d'après l'état officiel de la chancellerie autrichienne. Cette marche en avant sur le Var, que l'on regarda depuis comme une faute, se liait à un plan d'opérations fort remarquable et très-logiquement tracé. L'armée autrichienne avait des intelligences avec les royalistes de la Provence, elle était ravitaillée par l'escadre anglaise débarquant des armes et des munitions sur les côtes le long de la Corniche ; M. de Mèlas pouvait employer un corps de 10,000 Russes à la solde de la Grande-Bretagne ; l'amiral Krith mettait à la disposition de l'armée autrichienne une immense artillerie. Si Gènes tombait au pouvoir de l'armée autrichienne, elle avait un point d'appui pour se développer dans la Provence ; le général Suchet avait évacué Nice ; le projet du Var, M. Fauchet (1), à Brignolles, avait fait un appel à tous les patriotes pour voler aux frontières ; mais le Midi n'était pas pour la république ; le drapeau blanc pouvait s'y

lever, comme en 1794, pour le triomphe d'une restauration.

L'apparition de Bonaparte au pied du mont Saint-Bernard et dans le Milanais changeait tout le plan de campagne de M. de Mèlas ; des espions, accourus du Saint-Gothard, annonçaient que ce vaste glacier venait d'être traversé par trois divisions aux ordres du général Moncey, après une marche aussi rapide et aussi merveilleuse que celle de Bonaparte ; il arrivait donc que par ce mouvement à travers les Alpes, à la manière des Gaulois et d'Annibal, les positions de M. de Mèlas se trouvaient compromises ; Suchet pouvait prendre l'offensive, tandis que Bonaparte, réuni à Moncey, marcherait sur le Milanais et couperait ainsi toute retraite aux Autrichiens. La faute de M. de Mèlas avait été surtout de ne pas croire à la formation de l'armée de réserve à Dijon : les agents autrichiens s'en moquaient, ils diminuaient le nombre et les cadres ; les dépêches évaluèrent à peine l'armée de réserve à 25.000 hommes ; or, qui aurait pu croire à ce mouvement rapide à travers les neiges et les glaciers avec une si faible armée ?

L'arrivée de Bonaparte sur la frontière du Piémont et du Milanais donna lieu à toutes les conjectures. Qu'allait-il faire à cheval sur ces deux routes ? Sur quelle capitale allait-il se porter ? Cet esprit aventureux déroulait tous ces vieux tacticiens ; les calculs vulgaires, il ne fallait point les suivre ; car Bonaparte les détruisait sur-le-champ par ces grands coups de tactique qui remuaient les armées comme un bataillon. On voit dès lors l'inquiétude percer dans toutes les dépêches qu'envoient les agents secrets à leur gouvernement ; un officier de l'amiral Keith exprime même de grandes craintes sur les résultats des positions militaires de Bonaparte par rapport aux Autrichiens ? Que va-t-il faire ? Ira-t-il à Milan ou à Gènes ? « Nous ne croyons pas que l'histoire des guerres de la France et de l'Empire ait jamais présenté une complication semblable à celle des positions dans lesquelles les armées impériales et françaises se trouvaient à la fin du mois de mai. Si M. Kray et M. de Mèlas n'ont pas pu pénétrer le plan que Bonaparte exécute à présent, ils ne sont point à blâmer, car les spéculateurs de cabinet, tranquillement assis au milieu de leurs cartes topographiques, ne le comprennent pas davantage même en ce moment. M. de Mèlas se croyait à l'abri de toute invasion du côté septentrional de l'Italie, à la faveur de cette longue et haute muraille de rocs et de glaces que la nature y a élevée. Il ne soupçonnait pas que ces mêmes hommes qui venaient de combattre dans les sables brûlants de la Libye et dans les déserts de l'Arabie, que Berthier, Marmont, Murat, Lannes,

(1) M. Fauchet, de tout un système républicain, fit une proclamation fort énergique, mars 1800.

Duroc et Bonaparte lui-même seraient venus se faire ramasser sur la neige des montagnes du Valais, et lui auraient lancé à l'improviste, au travers des précipices, une armée de 40,000 *tranche-montagnes*, un parc d'artillerie, de la cavalerie, des hôpitaux, et tout ce qui suivait l'armée d'un premier consul. Les paysans de la Savoie croyaient Bonaparte au fond de la mer Rouge, lorsqu'il était au pied du Mont-Blanc. M. le général Kray, trompé par de faux rapports et par les probabilités, trompait innocemment à son tour M. de Mélas sur la force des troupes qui descendaient dans le val d'Aoste, et cette erreur a fait le commencement des succès de Bonaparte. »

L'agent qui s'émervelle ainsi, trace la situation de l'armée qui s'avance avec une rapidité prodigieuse jusqu'aux portes de Milan. « Yvrée, Bard, Novarre et Verceil sont tombés en son pouvoir, presque sans opposition, car on ne peut pas donner le nom de combats ni de victoires aux avantages qu'elle a remportés sur les petits corps rencontrés sur les bords de la Chiavella, de la Sesia et du Tesin. Le nombre total des hommes qu'elle a tués ou faits prisonniers aux Autrichiens, n'est, selon Berthier, que 1,870 prisonniers et 900 tués, non compris la perte qu'ils ont essayée à la prise de la Brunette; on peut raisonnablement croire que ce nombre est fort exagéré; les avantages réels ne sont donc que dans la marche de l'armée en avant. Quel peut être le plan futur du premier consul par cette diversion et surtout par cette marche? On s'évertue en vain à le chercher, et pourtant on ne peut douter qu'il n'en ait un, et un plan conçu de longue main, puissamment combiné, auquel sa gloire et son existence tiennent, et au succès duquel il sacrifiera toute la France, s'il en a besoin : *Toto certabit corpore regni*. On a cru un moment qu'il voulait se porter sur Turin et Asti, pour tenter de faire lever le blocus de Gènes, et donner la main à Masséna. Le mouvement devant Chivasso de son avant-garde, commandée par Lannes, a fait croire également qu'il voulait passer le Pô. Ce mouvement n'a servi qu'à protéger la marche de son armée qui était pendant ce temps sur le Milanais, et à empêcher M. de Mélas de l'inquiéter. M. de Mélas, arrivé en poste de Nice à Turin, n'avait point assez de forces disponibles pour s'opposer sur-le-champ à aucun des mouvements de Bonaparte. Mais depuis le 25 mai il a dû réunir près de lui et former, soit des troupes qu'il avait emmenées de Nice, soit du corps de M. de Saint-Julien, qui a fait capituler Savone, soit des forces laissées devant Gènes, une armée assez considérable pour harasser, quand il le voudra, les derrières de l'armée de réserve, et intercepter toutes ses communications. La position,

à cet effet, est excellente entre Turin et Alexandrie. »

Un bulletin secret de lord Keith adressé à sa cour, apprécie ensuite avec sagacité le danger de M. de Mélas : « On craint, dit l'amiral, qu'il ne soit à son tour inquiet sur ses derrières et son flanc droit, d'un côté, par l'armée de Masséna, d'un autre, par celle de Suchet, qui s'avance de la frontière de Provence, et enfin par le corps du général Thureau qui vient de pénétrer jusqu'à Suze. On répond à cela, 1° que Suchet, écrasé par la bataille du 8 mai, n'a plus qu'un squelette d'armée sur le Var; qu'il est sans provisions pour marcher en avant; qu'il aurait à reprendre toutes les positions qui lui ont été prises; qu'il ne pourrait s'avancer que par le col de Tende et Coni, ou par la Corniche et Savone, et qu'il serait arrêté partout; 2° que Masséna, épuisé par les batailles qu'il a soutenues, les pertes qu'il a faites dans ses sorties, et les maladiers, ne peut avoir qu'une force de 10 à 12,000 hommes, obligé d'en laisser au moins 6 pour la garde de Gènes; qu'il n'aurait point assez de vivres pour se porter plus loin; et qu'avant de pouvoir joindre Bonaparte, il serait écrasé par les garnisons d'Alexandrie et de Tortone, réunies aux troupes qu'on aurait laissées pour observer ses mouvements. »

Résumant la position générale de la campagne, l'amiral anglais ajoute : « Tout bien considéré, M. de Mélas n'a point à craindre, en ce moment, d'être inquiété dans sa marche contre Bonaparte; mais s'il a voulu l'attaquer, il n'a pas un moment à perdre; car dans un mois, la seconde armée de réserve, qui s'assemble à Dijon, aux ordres du général Bruze, pourrait le placer dans une situation très-critique. Bonaparte, en se portant rapidement sur Milan, a sans doute eu pour objets principaux de s'y procurer les munitions qui lui manquent, de s'y réunir à l'armée de 20 à 25,000 hommes qui passe par le Saint-Gothard, aux ordres du général Moncey. Il se sera même porté peut-être au-devant d'elle, afin de prévenir toute opposition de la part du corps du général Vuckassovich qui gardait ce débouché. Sa jonction supposée faite vers le 15 juin avec le corps du général Moncey, que fera-t-il avec les 60 ou 70,000 hommes qui lui commande alors? Ira-t-il à Gènes? Ira-t-il attaquer la ligne étroite du Mincio, conquise par Deschiera et Mantoue? A-t-il en vue de se porter une seconde fois dans la Syrie, par le Tyrol, d'y joindre Moreau et de signer un nouveau traité à Leoben? Ce plan est gigantesque. Si Bonaparte, après avoir fait sa jonction avec Moncey, se reporte en arrière pour livrer bataille à M. de Mélas, alors le corps du Tyrol qu'on a fait marcher, le corps du prince de Condé,

ceux des généraux Davidovich et Vuckassovich, la garnison de Mantoue, celle de Peschiera, de Castiglione et de Venise même, peuvent mettre l'armée française entre deux feux. La seule communication du premier consul avec la France et l'armée de Moreau, ne pourrait avoir lieu que par le Saint-Gothard; cette communication est bien précaire. La campagne de 1796 et 1797 fut méthodique; Bonaparte ne marcha en avant qu'après avoir fait tomber toutes les places fortes; aujourd'hui, toutes ces places sont dans les mains de son ennemi, et l'armée autrichienne est dans des circonstances bien différentes de celles où étaient alors les armées de Beaulieu et de Wurmsier. Il faut que le premier consul ait mis une grande confiance dans sa fortune, pour agir offensivement avec tant de désavantages (1). »

Inquiet de la marche de Bonaparte, M. de Mélas détacha de son armée principale, un corps de 30,000 hommes pour faire face à la division Lannes qui semblait se diriger plus particulièrement vers le midi et tenter sa jonction avec le général Suchet; bientôt la reddition de Gènes vint appuyer le système de défense des Autrichiens. Un plan d'opérations qui avait pour points d'appui Gènes, Alexandrie et Coni, était formidable; l'armée impériale pouvait manœuvrer à l'aise, et se porter alternativement sur toutes les directions. La position de l'armée française, au contraire, barbare et victorieuse, n'était appuyée sur aucune des grandes bases qui peuvent assurer une retraite ou réparer un échec; elle n'avait pas de places fortes; derrière elle étaient les Alpes où la retraite devenait impossible (2); les Autrichiens tenant les débouchés des Alpes maritimes et Gènes, supposiez une bataille perdue,

comment Bonaparte aurait-il opéré pour regagner ses renforts et s'appuyer sur la frontière sans place de guerre pour protéger un mouvement rétrograde?

D'après les ordres du premier consul, tous les corps se concentrèrent, par des marches forcées, vers le point central de Milan; Moncy avec ses 25,000 hommes de vieilles troupes arriva à Bellinzona non loin du lac Majeur (3), put prêter sa gauche au corps d'armée qui avait passé le Simplon sous le général Thureau; ses avant-postes comprirent à Arona. Murat s'était aussi vers Buffalora à dix lieues de Milan, tandis que Bonaparte restait à Verceil et que par une marche en avant, très-dessinée, Lannes longeait le Pô pour se diriger vers Pavie. Suchet, renforcé par les divisions Saint-Hilaire, reprenant Nice, cherchait à opérer sa jonction par Turin avec le général Lannes. Tous ces corps d'armée réunis pouvaient développer près de 100,000 hommes, et dès lors on se trouvait en mesure de prendre l'offensive contre les Autrichiens.

La prise de Gènes rendait disponibles toutes les troupes du général Melas; le lieutenant baron d'Ott, détaché du blocus, se dirigeait vers Alexandrie, tandis que M. de Melas en personne se tenait à Turin pour observer tous les événements. C'était sur le général Ott que devaient d'abord porter les coups; car celui-ci, appuyé sur Alexandrie, pouvait livrer bataille, en déployant vivement ses colonnes à la Bochetta; elles se composaient de 50 bataillons de grenadiers hongrois et croates, troupes magnifiques qui devaient manœuvrer sous le canon d'Alexandrie, protégés au besoin par tous les corps réunis de l'armée autrichienne. Le gé-

(1) Bédécarrats de l'amiral anglais, juin 1800.

(2) Cependant on s'était emparé du fort de Bard.

« Bard, le 2 juin.

« La division du général Chabran s'attaque, le 1^{er} au matin, le fort de Bard; à neuf heures du soir, le fort fut pris avec 400 prisonniers et dix-huit bouches à feu.

« Signé : Fr. Teste,

« Chef de bataillon, aide de camp du général Chabran. »

(3) Voici une des dépêches du général Melas au conseil autrichien.

(Traduite de l'allemand.)

Le général Melas S. M. le comte de Tige, général de cavalerie, propriétaire d'un régiment de dragons, et vice-président au suprême conseil autrichien de Vienne.

« Monsieur le comte,

« Le général en chef Mêlas a quitté Gènes, dans la nuit du 4 au 5, et a fait voile pour les côtes ennemies sur une frégate espagnole. La première colonne de la garnison ennemie est sortie ce matin; les troupes stationnées auprès de la ville et ont pris possession, ainsi que des forts, et les Anglais sont entrés dans le port.

« L'ennemi a attaqué, hier au soir, la division de M. le général feld-marchal lieutenant Kaim du côté d'Argillano. Il avait repoussé les troupes sous les ordres du général Lamoricière, et s'emparant des hauteurs du col de Tidon et du village de Sulet-

Ambroise. Il a été repoussé avec une perte considérable, et nous a laissé 11 officiers et 237 soldats.

« Sur l'Oreno, tout est toujours tranquille, et l'ennemi n'a pas pénétré plus en avant du côté du col de Tende. Nos avant-postes sont de l'autre côté de l'Ino.

« M. le général feld-marchal lieutenant Kaim, d'après son rapport du 3, de Boice-Aqua, espère sa retraite par Ormèa, où il espère arriver le 6.

« M. le feld-marchal Vuckassovich était le 3 à Leff, et espérait, et l'ennemi ne se présentait pas trop fort, se vouloir encore quelque temps sur l'Adda. Ce général n'a pu sauver la flottille du lac Majeur. Cependant, il espère que le capitaine Mohr mettra tous ses soins à sauver celle du lac de Côme.

« D'après son rapport, je devrais croire que les projets de l'ennemi sont encore douteux. Cependant, d'ici se dirigent sur lui, il se retirera sur Mantoue, en observant Castiglione, pendant que je rassemblerai toutes mes forces disponibles, et j'espère bientôt porter le coup décisif.

« M. le général Skai continue d'observer le Pô, et j'espère ne plus tranquillement sur la sûreté de ce fleuve, ainsi que de l'approvisionnement bientôt terminé des places fortes en objets d'artillerie.

« Je suis avec une considération sans bornes, de Votre Excellence, le très-obéissant serviteur,

« Melas, général de cavalerie. »

Turin, le 5 juin 1800.

ral en chef des troupes impériales, si étonné d'abord du mouvement de la réserve par le Saint-Bernard, commençant à pénétrer le plan tout entier de Bonaparte; on ne pouvait plus se faire illusion, il ne s'agissait pas seulement d'un faible corps de réserve dont on se moquait à plaisir; 90,000 Français se trouvaient en masse, par la plus hardie des manœuvres, dans les riches plaines de la Lombardie.

Quand la jonction des colonnes du consul se fut accomplie autour du lac Majeur, les opérations prirent un caractère d'audace plus impétueux encore; Murat n'hésita pas à marcher sur Milan, la magnifique ville, siège de la république cisalpine. Aucune résistance ne fut opposée; les habitants reçurent les Français sans enthousiasme; quelques patriotes vinrent au-devant d'eux, et comme Bonaparte savait qu'il fallait frapper l'imagination des peuples d'Italie par l'aspect des cérémonies religieuses, comme il voulait repousser les accusations d'impiété, pour mettre le clergé avec lui, il ordonna de sa autorité souveraine, qu'un *Te Deum* serait chanté dans cette cathédrale ambrosienne, toute de marbre, splendide témoignage de la marche de l'art en Italie (1). On reconstitua pour la forme la république, on proclama de nouveau l'indépendance du Milanais, avec ses institutions fragiles qu'à chaque campagne heureuse l'Autriche renversait. En même temps le général Lannes s'em-

paraît à Pavie d'une grande partie des magasins du général Mèlas; Lannas, sorte de chevalier du moyen âge, s'en allait en avant, toujours à l'aventure, pour chercher des périls et des conquêtes.

Cependant le mouvement du général Ott se déployait avec une certaine régularité; il avait quitté Gènes par la route d'Alexandrie; de là, se portant à droite, le général Ott se dirigea vers Tortone et Voghera: trois jours de marches forcées lui avaient suffi pour s'appuyer sur le Pô, où le général fut joint par une dizaine de bataillons autrichiens destinés à protéger sa marche. Ce fut sur la hauteur en avant de Casteggio, à une lieue de Montebello, que les Autrichiens prirent position devant le corps de bataille de Lannes, plus considérable mais composé de jeunes troupes. Ici s'engagea la première affaire sérieuse depuis l'apparition des Français dans le Milanais; elle fut opiniâtre mais décisive. Lannes avait avec lui le général Victor, et les honneurs de la journée restèrent à ces deux compagnons d'armes. Il y eut de belles charges; les généraux furent obligés de se montrer comme de simples soldats pour donner l'exemple à ces bataillons de conscrits qui secondaient les vieilles demi-brigades; on fit des prodiges de valeur, les troupes s'illustrèrent, et le résultat fut un succès glorieux pour le général Lannes. Cette rencontre meurtrière, qui prit le nom de bataille de Montebello (2), obligea le général Mèlas à évacuer sur-le-champ

(1) On publia le bulletin suivant pour réveiller l'esprit public.

Milan, 5 juin.

« Le général Murat est entré le 2 à Milan; il a sur-le-champ fait cerner la citadelle; trois heures après le premier consul et tout l'état-major ont fait leur entrée dans la ville, au milieu d'un peuple animé du plus grand enthousiasme. Les horreurs qui ont été commises par les agents de l'Empereur à Milan sont sans exemple; on n'a épargné ni le sexe, ni l'âge, ni les talents. Le célèbre mathématicien Fontana gémissait sous le poids des chaînes. Son seul crime était d'avoir occupé une place dans la république. »

Milan, 8 juin.

« Soldats, un de nos départements était au pouvoir de l'ennemi; il sera pour toujours délivré de ses éternels ennemis.

« La plus grande partie du territoire du peuple ligurien, le plus fidèle ami de la république, était envahi.

« La république cisalpine, anéantie dès la campagne passée, était devenue le jouet du grotesque régime fédéral.

« Soldats! vous marchez... et le territoire est délivré par vous. La joie et l'espérance succèdent dans notre patrie à la consternation et à la crainte.

« Vous rendez la liberté et l'indépendance au peuple de Gènes. Il sera pour toujours délivré de ses éternels ennemis.

« Vous êtes dans la capitale de la Cisalpine!

« Le premier acte de la campagne est terminé.

« Des millions d'hommes, vous l'enlevez tous les jours, vous adressez des actes de reconnaissance!

« Mais sera-t-on donc impunément violé le territoire français; laissera-t-on retourner dans ses foyers l'armée qui a porté l'alarme dans vos familles? Vous courez aux armes! Eh bien, marchez à sa reconquête, opposez-vous à sa retraite, arrachez-lui les milliers dont elle s'est parée; et apprenez au monde que

la malédiction est sur les insensés qui osent insulter le territoire du grand peuple.

« Le résultat de tous nos efforts sera, gloire sans cesse, et paix solide.

« Le premier consul,

« Bonaparte. »

(2) Voici la dépêche adressée par Berthier aux consuls, sur la bataille de Montebello. Il y est à peine question de Lannes. Berthier, général en chef de l'armée, au premier consul.

Au quartier général à Brioni, le 9 juin.

« J'ai l'honneur de vous rendre compte qu'ayant appris que le général Ott était parti de Gènes avec 30 bataillons, et qu'il était arrivé hier à Voghera, j'ai ordonné au général Lannes de quitter la position de Brioni pour attaquer l'ennemi au point où il se rencontrerait, et au général Victor de le soutenir avec son corps.

« Le général Walpurg a rencontré les premiers postes ennemis à San-Battista; les forces principales de l'ennemi occupaient Casteggio et les hauteurs qui étaient à la droite, ayant beaucoup d'artillerie en position; il présentait une force d'environ 15,000 hommes. La vingt-huitième demi-brigade, la sixième, la vingt-deuxième et la quarantième, après avoir relevé l'avant-garde ennemie, attaquèrent la ligne de front en cherchant à tourner sa droite. L'ennemi s'est opiniâtreté à tenir ses positions. Jamais on n'a fait un feu plus vif. Les corps se sont réciproquement chargés à plusieurs reprises. En bataille de la quarantième qui s'abandonna à un mouvement rétrograde, donna quelque avantage à l'ennemi; alors le général Victor fit avancer la division Chambrin. La vingt-quatrième attaqua la gauche de l'ennemi qu'elle eut bue, et décida la victoire. Le village de Casteggio a été pris et repris plusieurs fois, ainsi que plusieurs positions. Le brave douzième régiment de mousquetaires, qui lutta seul contre la cavalerie ennemie, a fait des prodiges. L'ennemi a été poursuivi jusqu'au-delà de Voghera.

« Le résultat de cette journée nous donne 6,000 prisonniers et

Turin pour concentrer ses forces vers Alexandrie. Dans cette position il était difficile d'éviter une affaire générale; les Français étaient maîtres de la plupart des routes, ils occupaient Lodi, Bergame; le Pô était pour ainsi dire à eux; toute retraite paraissait impossible à l'armée autrichienne si elle ne hasardait une bataille, et de part et d'autre on y était résolu.

Il y avait des chances pour le général Mélas; la composition de l'armée de Bonaparte n'était pas bonne; le corps de Moncey, composé de vieux soldats, était trop éloigné d'Alexandrie pour donner dans une bataille; Desaix, à peine arrivé d'Égypte, n'était encore qu'à Tortone avec une division qui devait se présenter sur le champ de bataille, mais tardivement. En dehors de ces demi-brigades, la plupart des troupes étaient sans expérience des manœuvres d'une bataille régulière; M. de Mélas pouvait attaquer avantageusement, car Bonaparte avait trop éparpillé ses lignes. Le feld-maréchal venait d'être joint par les généraux Elsnitz et Bellegarde, il disposait de grandes forces; il devait donc livrer bataille. Pouvait-il s'en dispenser, d'ailleurs? Quelle route lui était ouverte? M. de Mélas pouvait, ou se porter sur Gènes et, de là, pénétrer dans la Toscane, ou passer le Pô et le Tésin pour gagner Mantoue, ou se faire jour par la rive droite du Pô, en combattant l'armée française, ou, enfin, se renfermer dans Gènes; tout cela était dangereux en face d'un ennemi audacieux.

L'ordre de marche de l'armée française fut tracé par le premier consul. Les divisions Chabran et Lapoye gardèrent le Pô; le détachement laissé à Yvrée observa l'Orco, le corps du général Moncey occupa Plaisance et fut chargé de garder la Sésia et l'Oglio depuis le confluent de cette rivière jusqu'au Pô, en poussant des reconnaissances sur Peschiera et Mantoue; en même temps la légion italique occupa Bressa; le reste de l'armée, Bonaparte à la tête, marcha sur l'ennemi (1). L'action devint inévitable; le 14 juin, à la pointe du jour, le consul se dirigea sur Tortone et Castel-Nuovo; le corps du général Victor, hardi compagnon de Lannes, à l'avant-garde, passait la Scrivia, à Dora, et s'emparait de Castel-Nuovo; le corps aux ordres du général Desaix prit position à Ponte-Corone. Ces dispositions préparaient une marche en avant sur San-Juliano, tandis que M. de Mélas se concentrait à Marengo.

L'ennemi se montra dès le soleil levant. Aussitôt la charge sonne et la division Gardanne, soutenue de la vingt-quatrième légère, beau régiment de la vieille armée, court au pas redoublé sur l'arrière-garde autrichienne; celle-ci refuse le combat, afin de choisir son champ de bataille. M. de Mélas masquait son mouvement pour détourner l'attention de Bonaparte et lui faire disperser sa ligne. Tout faisait présumer que M. de Mélas n'attaquerait pas, et qu'il avait le projet soit de passer le Pô et le Tésin, soit de se porter sur Gènes et Bobbio. Le consul Bonaparte y fut trompé; il prit des mesures pour opposer aux Autrichiens des forces sur la route d'Alexandrie à Gènes et sur la rive gauche du Pô; M. de Mélas pouvait tenter ce passage à Casal. Une division du corps aux ordres du général Desaix se porte sur Rivalta en tournant Tortone. Des ponts-volants sont établis à la hauteur de Castel-Nuovo, pour passer rapidement le Pô, et par un mouvement de flanc, se réunir aux divisions d'observation sur la rive gauche de ce fleuve.

Tandis que ce mouvement s'exécute, à sept heures du matin, la division Gardanne qui formait l'avant-garde, est furieusement attaquée et surprise par les Autrichiens. Le développement de tant de forces fait alors connaître leurs projets; une magnifique cavalerie impériale se déploie sous soixante pièces de bataille. Les troupes aux ordres du général Victor sont aussitôt rangées sous le feu de l'ennemi; une partie forme le centre qui occupe le village de Marengo, l'autre compose l'aile gauche qui s'étend jusqu'à la Bormida; le corps du général Lannes est à l'aile droite. L'armée, rangée sur deux lignes, avait ses ailes soutenues d'un gros corps de cavalerie.

Là fut le commencement d'une belle bataille; les Autrichiens se déploient successivement et débouchent par trois colonnes. Celle de droite marche sur Figarolo en remontant la Bormida; celle du centre sur Marengo par la grande route; enfin, celle de gauche sur Castel-Cerriolo. Le général Victor annonce à Berthier qu'il est attaqué par toutes les forces ennemies; surpris au milieu de ses manœuvres, le consul fait aussitôt avertir la réserve de cavalerie et le corps du général Desaix. La confusion est grande, car les divisions sont dispersées sur un terrain de plus de quatre lieues. Bonaparte se porte rapidement au champ de bataille, il trouve en y arrivant l'action engagée sur tous les points.

cinq pièces de canon avec leurs caissons. L'ennemi a eu plus de 3,000 tués ou blessés; nous en avons eu environ 200, parmi lesquels se trouvent le chef de la vingt-deuxième demi-brigade légère, et mon aide de camp Laborde, blessé légèrement à la tête.

« Je vous ferai connaître les noms des braves qui se sont par-

ticulièrement distingués. Tous les corps méritent des éloges.
« Alex. Berthier. »

(1) Le récit de la bataille de Marengo a été défiguré par le Moniteur. Bonaparte n'a pas rendu justice au général Kellermann, il a tout absorbé. J'ai comparé les versions autrichienne et française.

On se battait de part et d'autre avec un égal acharnement. Le général Gardanne soutenait depuis deux heures l'attaque de la droite et du centre de l'ennemi sans perdre un pouce de terrain, malgré l'infériorité de son artillerie. La brigade aux ordres du général Kellermann, composée des 2^e et 20^e régiments de cavalerie et du 8^e de dragons, appuyait la gauche du général Victor. La 44^e et la 101^e de ligne soutenaient leur vieille réputation.

Le feu devient plus vif, plus rapproché; les Autrichiens montrent une grande ténacité. Le général Gardanne, obligé de quitter sa position d'avant-garde, se retire par échelons et choisit une position oblique. La droite est au village de Marengo, la gauche sur les rives de la Bormida. Dans cette nouvelle situation, il prend en flanc la colonne hongroise qui marche sur Marengo, et dirige sur elle une fusillade très-vive. Les rangs de cette colonne sont éclaircis, elle hésite un instant; déjà plusieurs parties commencent à plier, mais elle reçoit de nouveaux renforts et continue sa marche. Le général Victor défend le village de Marengo. Mais l'armée, surprise dans un mouvement de manœuvre, est compromise sur tous les points.

Jamais pêle-mêle semblable; quelques bataillons, composés de recrues, tiennent à peine leurs rangs; on rencontre des fuyards dans toutes les directions, et ici commence le beau rôle du général Kellermann avec ses vieux régiments de cavalerie. Le général soutient vigoureusement la gauche; le 8^e de dragons charge et culbute une colonne de cavalerie ennemie; chargé à son tour par les cuirassiers allemands, les 2^e et 20^e de cavalerie le soutiennent et font plus de 100 prisonniers. La gauche de l'ennemi s'avance vers Castel-Criolo; son centre, recevant toujours de nouveaux renforts, parvient à s'emparer du village de Marengo où il fait prisonniers deux bataillons. Les tirailleurs abandonnent et désordrent le champ de bataille, et la cavalerie autrichienne les sabre avec impétuosité. Le brave Lannes commande la ligne découverte dans la plaine; il résiste à l'artillerie et soutient la charge de la cavalerie; mais il ne peut pousser l'ennemi sans se trouver débordé par la gauche. Il envoie la 40^e demi-brigade et la 22^e renforcer la division Chamberlaine qui perdait du terrain. L'ennemi, souvent repoussé au centre, revient toujours à la charge, et finit par déborder le village de Marengo. Alors Victor, après des prodiges, ordonne un mouvement rétrograde sur la réserve. La bataille semble perdue, le désordre est dans les rangs, des cris de terreur se font entendre!

Le général Lannes, le preux, le digne soldat, se voit attaqué par des forces infiniment supérieures: deux lignes d'infanterie l'enveloppent d'un cercle

de feu; l'artillerie tonne sur la division Watrin et la vingt-huitième inébranlables. Sur le point d'être tournées par un corps considérable, elles sont soutenues par la brigade de dragons aux ordres du général Champeaux. Le feu des Autrichiens est terrible; les grenadiers hongrois s'avancent sous leur drapeau brodé par l'impératrice. Le premier consul, instruit que la réserve du général Desaix n'était pas encore sur le champ de bataille, se porte lui-même vers la division Lannes pour ralentir son mouvement de retraite. Mais les ordres qu'il donne sont à peine exécutés; Bonaparte assiste, avec quelque agitation, à cette retraite qui s'opère en échiquier devant l'ennemi; il commande différents mouvements à la soixante et dixième demi-brigade; les jeunes soldats seuls abandonnent le champ de bataille; les vieilles troupes se forment avec ordre. La retraite s'opère bientôt, sous le feu de 80 pièces d'artillerie qui arrêtent la marche des bataillons autrichiens, et vomissent dans les rangs une grêle de boulets et d'obus. Nobles enfants de France, rien ne peut ébranler leurs bataillons! ils se serrent et manœuvrent avec le même ordre et le même sang-froid que s'ils eussent été à la parade. Le rang qui vient d'être éclairci se trouve aussitôt rempli par d'autres braves. Jamais on ne vit un mouvement plus régulier ni plus imposant.

A ce moment, M. de Mélas se croyait sûr de la victoire: une cavalerie nombreuse, soutenue de plusieurs escadrons d'artillerie légère, débordait la droite et menaçait de tourner l'armée française. Les grenadiers de la garde des consuls marchent pour appuyer la droite; ils s'avancent et soutiennent trois charges successives, tandis qu'on aperçoit les vieux drapeaux de la division Monnier qui fait partie de la réserve. Berthier dirige deux demi-brigades sur le village de Castel-Criolo avec ordre de charger les bataillons qui soutiennent la cavalerie. Le corps traverse la plaine et s'empare de Castel-Criolo en repoussant une charge de cavalerie hongroise. Mais le centre et la gauche de l'armée continuaient les mouvements rétrogrades. La retraite est compromise; qui peut l'arrêter? Berthier est obligé d'évacuer le village; il le fait avec un admirable sang-froid, entouré de la cavalerie autrichienne qu'il tient en échec. L'armée arrive enfin à la plaine de San-Juliano, où la réserve, aux ordres du général Desaix, était formée sur deux lignes, flanquée à droite de douze pièces d'artillerie, commandées par le général Marmont, et soutenues à gauche par deux divisions de cavalerie.

Il était quatre heures après-midi, dans ces belles journées d'été sous le soleil d'Italie; la réserve put voir la retraite de ses plus jeunes camarades

en face du feu des Autrichiens. Mais cette réserve se composait de vieilles troupes; quand la charge sonna, les drapeaux s'agitèrent, percés de balles, sur ces fronts bruns par dix campagnes. Le général Desaix, à la tête de la brave 9^e légère, s'élance avec impétuosité au milieu des ennemis et les charge à la battonnette. Le reste de la division Boudet suit ce mouvement sur la droite; toute l'armée sur deux lignes s'avance au pas de charge et reprend son ardeur. Si le consul avait fait une faute de stratégie en dispersant trop son armée, M. de Mélas en fait une plus grande encore en déployant trop ses ailes. Quand il voit s'avancer les belles troupes de la réserve en colonnes serrées, se déroulant comme un serpent de feu, M. de Mélas étonné met son artillerie en retraite; son infanterie commence à piler.

Au premier son du pas de charge, quand la victoire nous revenait, le général Desaix reçut une balle mortelle; il tombe sans proférer une parole; tous les discours qu'on lui prêta sont controuvés; ils furent préparés pour entraîner l'enthousiasme aux pieds du consul. Desaix fut frappé au dos, blessure extraordinaire pour un homme si brave et si impétueux. C'est qu'il se retournait l'épée à la main devant la face de sa troupe pour exciter la marche en avant. Les colonnes se précipitent avec fureur sur la première ligne de l'infanterie autrichienne qui résiste après s'être repliée sur la seconde ligne; toutes les deux s'ébranlent à la fois pour faire une charge à la battonnette. Les demi-brigades sont serrées un moment; et lei commence la belle charge du général Kellermann; le sol s'ébranle sous les pieds des vigoureux cavaliers qui culbutent les Autrichiens et leur font 6,000 prisonniers, parmi lesquels le général Zach, chef de l'état-major de l'armée, le général Saint-Julien, et presque tous les officiers qui entouraient le général Mélas.

Rien n'était décidé; les Autrichiens avaient une troisième ligne d'infanterie soutenue du reste de l'artillerie et toute la cavalerie. Le général Lannes avec la division Watrin, les grenadiers à pied de la garde des consuls et de la division Boudet marchent contre cette réserve; l'artillerie que commande le général Marmont foudroie le centre. La cavalerie aux ordres de Murat, si magnifique déjà dans les batailles, les grenadiers à cheval commandés par le chef de brigade Bryssières, chargent à leur tour la cavalerie autrichienne, l'obligent à se replier avec précipitation, la mettent en déroute, et le cri de victoire se fait entendre.

Ainsi finit la bataille de Marengo, si vivement disputée, à ce point que jusqu'à cinq heures du soir le succès fut aux Autrichiens; Bonaparte avait fait la faute de trop séparer ses divisions; M. de

Mélas commit à son tour l'erreur plus grave d'étendre trop sa ligne; mais de quelque manière qu'on envisageât les résultats de la journée, ils n'étaient pas tellement décevant que l'armée autrichienne pût subir de dures conditions; les pertes étaient à peu près égales; on s'était tué beaucoup de monde, on avait fait des prisonniers. Les Allemands avaient dignement combattu; mais un des grands talents de Bonaparte, son art dans la guerre, fut toujours d'exploiter le moindre succès pour en obtenir des résultats considérables. Non-seulement il savait gagner la victoire, mais encore il se servait d'un art magique pour étonner ses ennemis, leur exagérer leur mauvaise position, afin de les réduire à capituler.

M. de Mélas avait plusieurs moyens de retraite, spécialement sur Mantoue où il pouvait s'assurer une bonne position. Je ne sais quel vertige avait saisi le vieux général, mais l'effroi fut dans son cœur; l'énergie n'est jamais qu'une surexcitation passagère dans la vie des vieillards; elle est semblable à la vigueur qui leur fait saisir l'épée, pour la laisser tomber, comme le vieux père du Cid, au premier choc d'une main jeune et prompte. Le consul employa M. de Saint-Julien, prisonnier à la suite de la bataille de Marengo, pour négocier une transaction avec l'armée autrichienne; il exagéra la mauvaise position du général Mélas; il lui démontra qu'entouré de toutes parts, la retraite était difficile; où irait-il? Ne connaissait-il pas la fortune de Bonaparte? Subirait-il le sort de M. de Wurmsér?

Ensuite on proposa des conditions qui se lisent à une pensée secrète que je dois révéler. L'Autriche, en se jetant dans le Piémont, voulait s'emparer d'Alexandrie et de Tortone, détachées, à ce qu'elle disait, de l'ancien Milanais; elle prétendait ne pas les restituer au roi de Piémont au cas où sa restauration aurait lieu. Quand le premier consul entra en Italie, on fit courir le bruit qu'il se proposait de rendre à la maison des Carignan ses États en renversant la république cisalpine, constitution sans vie et sans puissance d'opinion; or, après la bataille de Marengo, le premier consul insinua que les villes fortifiées dont il demandait la cession momentanée étaient destinées, non-seulement à assurer la position des Français pendant l'armistice, mais qu'elles serviraient de base à un traité de reconsitution pour la maison de Carignan.

Telle n'était pas l'intention du premier consul sans doute, à moins d'une paix générale avec l'Angleterre; mais enfin il fit valoir cette considération auprès de M. de Mélas, et c'est ce qui donna lieu à la singulière convention provisoirement exécutée, et qui fit tant rougir les officiers de l'armée autri-

chienne (1). Cette convention portait : « Que les châteaux de Tortone, d'Alexandrie, de Milan, de Turin, de Pizzighitona, d'Arona, de Plaisance, de Coni, de Ceva, de Savone, la ville de Gênes et le fort Urbin seraient remis à l'armée française ; » et moyennant cette condition, on permettait à l'armée impériale de se retirer sur Mantoue, comme si, dans sa position militaire, elle ne pouvait pas s'assurer un passage les armes à la main. Étrange fatalité de ces corps autrichiens qui se rendaient partout en masse !

On ne peut dire l'étonnement que produisit cette convention parmi les officiers supérieurs que commandait le général Mélas, ni quel délire avait produit une telle soumission. Quoi ! pour une bataille disputée jusqu'au soir, gagnée et perdue dans la même journée, on cérait tout le résultat d'une campagne ! On abandonnait les places fortes qui avaient donné tant de peines et de soins à reconquérir ! C'est alors qu'on put croire qu'il y avait quelque chose de prestigieux dans la fortune de Bonaparte ; elle commençait aux destinées.

Le bulletin de la bataille de Marengo fut rédigé dans l'intérêt exclusif du premier consul ; la charge du général Kellermann avait décidé la bataille, et à peine on en parla, afin de ne pas absorber la part qui en revenait à Bonaparte. Desaix était tombé sans proférer une parole, et on lui fit tenir des discours, comme si, la mort sur la face, il ne s'était préoccupé que du consul ! La bataille avait été gagnée

par la réserve, et on en donna tous les honneurs à Bonaparte qui se trouvait au corps principal en pleine retraite. Mais alors il était dit que tout ne pourrait se faire que par le premier consul, et qu'il absorbait la postérité !

CHAPITRE XXXV.

RETOUR DU PREMIER CONSUL À PARIS APRÈS MARENGO.

Situation des esprits. — Agitation des républicains. — Plan de Carnot, de Bernadotte, pour renverser le consul. — Première nouvelle d'une défaite. — Contre-coup de la victoire. — Voyage de Bonaparte. — Séjour à Lyon. — Joie des Parisiens. — Esprit public. — Fêtes. — Puissance morale du premier consul. — Diagrâce de Lucien et de Carnot.

Juin à novembre 1800.

La campagne que Bonaparte venait de terminer si glorieusement en Italie n'avait pas seulement un but de victoire, de conquête et même de pacification ; il ne s'agissait pas exclusivement de refouler l'ennemi au delà des frontières et de lui imposer

(1) Voici cette convention telle qu'elle fut envoyée par Bonaparte aux consuls.

Torre de Garofalo, le 16 juin.

« Le lendemain de la bataille de Marengo, citoyens consuls, le général Mélas s'est demandé aux avant-postes qu'il lui fut permis de n'envoyer le général Skel. On s'arrêta, dans la journée, la convention dont vous trouverez ci-joint copie. »

Convention entre les généraux en chef des armées française et impériale en Italie.

Art. 1^{er}. Il y aura armistice et suspension d'hostilités entre l'armée impériale et celle de la république française en Italie, jusqu'à la réponse de la cour de Vienne.

Art. 2. L'armée impériale occupera tous les pays compris entre le Mincio, la Tosa-Mantova et le Pô, c'est-à-dire Peschiera, Mantoue, Borgo-Forte, et depuis la rive gauche du Pô, sur la rive droite seulement la forteresse de Ferrare.

Art. 3. L'armée impériale occupera également la Toscane et Ancône.

Art. 4. L'armée française occupera les pays compris entre la Chiavica, l'Oglio et le Pô.

Art. 5. Le pays entre la Chiavica et le Pô ne sera occupé par aucune des deux armées. L'armée impériale pourra livrer des vivres des pays qui faisaient partie du duché de Mantoue ; l'armée française livrera des vivres des pays qui faisaient partie de la province de Brescia.

Art. 6. Les châteaux de Tortone, Alexandrie, Milan, Turin, Pizzighitona, Arona et Plaisance seront remis à l'armée française, du 27 prairial au 1^{er} messidor (16 au 30 juin).

Art. 7. Les châteaux de Coni, Ceva, Savone, la ville de Gênes, de 1^{er} au 4 messidor (20 au 23 juin).

Art. 8. Le fort d'Urbin du 4 au 8 (23 au 25).

Art. 9. L'artillerie de place sera classée de la manière suivante : 1^{re} Toute l'artillerie des caillères et fonderies autrichiennes appartenant à l'armée autrichienne ;

2^{de} Toutes les caillères et fonderies italiennes, piémontaises et françaises, à l'armée française ;

3^{de} Les approvisionnements de bouche seront partagés ; moitié sera à la disposition du commissaire ordonnateur de l'armée française, moitié à celui de l'armée autrichienne.

Art. 10. Les garnisons sortiront avec les honneurs militaires, et se rendront avec armes et bagages, par le plus court chemin, à Mantoue.

Art. 11. L'armée autrichienne se rendra à Mantoue par Plaisance en trois colonnes : la première du 27 au 1^{er} messidor, la seconde du 1^{er} au 4 messidor, la troisième du 4 au 8 messidor.

Art. 12. Les états-majors, conseillers d'état, et bar, inspecteur aux revues, sont nommés commissaires à l'effet de pourvoir aux détails d'exécution de la présente convention, soit pour la formation des inventaires, soit pour pourvoir aux subsistances et autres transports, soit pour tout autre objet.

Art. 13. Aucun individu ne pourra être traité pour raison de services rendus à l'armée autrichienne ou pour opinion politique. Le général en chef de l'armée autrichienne fera relâcher les individus qui auraient été arrêtés dans la république classés pour opinion politique, et qui se trouvaient dans les forteresses de son commandement.

Art. 14. Quelle que soit la réponse de la cour de Vienne, aucune des deux armées ne pourra attaquer l'autre qu'en la prenant dix jours d'avance.

Alexandrie, le 15 juin 1800.

Alex. Berthier.

Mélas, général de cavalerie.

les dures lois d'un traité; le but du premier consul se rattachait encore à une pensée de gouvernement intérieur. Dans tout ce qu'il faisait de grandiose et de merveilleux, il avait les yeux sur Paris, ne s'inquiétait que de l'opinion publique, et se demandait sans cesse l'effet que produirait une grande nouvelle dans la capitale. La campagne terminée par Marengo, fut accomplie sous cette préoccupation; le consul recevait des bulletins jour pour jour de sa police personnelle; il suivait pas à pas le progrès et la décadence de sa popularité.

Bonaparte avait bien en cela ses motifs; dès son départ de Paris des conciliabules s'étaient formés avec le dessein de menacer son gouvernement; le consul n'était pas tellement assuré de son pouvoir qu'on ne pût songer à le renverser; la constitution de l'an VIII était à peine née; il n'y avait pas de bras assez fort pour contenir l'opposition que ce despotisme administratif avait soulevée; on se réunissait dans des clubs secrets, on se demandait quand la nation serait enfin délivrée de ce *petit Corse* qui avait surpris et usurpé le pouvoir? Le parti anarcho-socialiste avait des haines, le parti patriote des griefs et des répugnances plus justes; ceux qui avaient été joués, comme Daunou, Riouffe, Chénier, se vengeaient de leur surprise en se joignant aux mécontents. On eût désiré que Bonaparte eût disparu dans la tempête comme Romulus parmi les éclairs et les nuées (1).

Le parti patriote avait des chefs tout trouvés: Bernadotte commandait une armée assez considérable sur les côtes du Morbihan, et il n'avait point oublié sa vieille querelle; Augereau était en Hollande, et ces deux généraux ne demandaient pas mieux que d'adhérer à un mouvement à Paris qui aurait eu pour base la mort du premier consul, son éloignement des affaires, ou les revers qu'auraient éprouvés les armes de la république. Bonaparte n'était-il pas le fugitif d'Égypte si vigoureusement dénoncé par Kleber? N'était-il pas le dictateur qui avait absorbé toutes les libertés publiques? Aujourd'hui encore, au mépris de la constitution, il allait commander une armée sans doute pour opprimer plus violemment encore la France à son retour! Bernadotte, Jourdan, Carnot, Angereau n'étaient-ils pas une force capable de lutter avec le premier consul?

Il n'y avait pas dans le gouvernement d'hommes assez forts, assez dévoués pour résister à cette sorte de conjuration morale qui aurait eu son principe dans le tribunal. Cambacérès était faible et pusillanime, il devait craindre déjà que Bonaparte ne

le emprobit; Cambacérès n'avait rien de ce qui constitue l'homme d'État dans les circonstances qui demandent l'énergique développement du caractère. Il en était de même du cousin Lebrun, esprit trop modéré, trop spécial pour jamais se placer à la tête d'une résistance politique. M. de Talleyrand, absorbé dans les affaires étrangères, n'était pas un caractère de fermeté ni de dévouement tel qu'on pût compter sur lui, et la société de madame de Staël l'aurait facilement acquis par le moyen de Chénier, l'ami intime de l'ancien évêque d'Autun. Carnot était au ministère de la guerre, et certes les républicains trouveraient ses sympathies! Déjà même il avait exprimé des mécontentements sur Bonaparte et sur la mauvaie tendance de la constitution de l'an VIII; combien ne serait-il pas facile de l'entraîner contre cet *homme-là*, ainsi que les républicains avaient coutume d'appeler Bonaparte.

Quant à Fouché, il eût été puéril de compter sur lui; le ministre de la police travaillait toujours pour le pouvoir qui avait le plus de chances; il n'était pas complètement à l'aise avec Bonaparte, il avait déjà des sujets de plaintes et de bouderies, à cause de ses prédilections pour les jacobins; les polices de Buroce, de Junot, la création de la préfecture sous Dubois le blessaient profondément; Fouché avait bien plus de rapports avec Bernadotte qu'il n'en conservait avec le premier consul (2); en correspondance suivie avec le général en chef de l'armée des côtes, il l'aurait appelé au besoin comme la main militaire capable de seconder un mouvement. Fouché n'était à l'aise qu'avec les patriotes; il n'aimait pas un maître et Bonaparte voulait l'être. Toutefois, selon sa coutume, le ministre faisait la double main, en donnant des espérances à tout le monde et des gages à chaque opinion; s'il promettait aux patriotes de les appuyer dans un mouvement pour se délivrer du consulat, il écrivait en même temps à Bonaparte tout ce qui se tramait contre lui, et cela jetait de l'inquiétude dans l'âme du premier consul.

Le plan des patriotes paraissait être alors de se défaire de la puissance de Bonaparte, et, s'il eût été vaincu en Italie, on prononcerait sa déchéance par le sénat; Moreau et Bernadotte étaient appelés au consulat conjointement avec Carnot, ce qui formait un triumvirat militaire énergiquement dévoué à la république. On aurait aussi modifié l'acte constitutionnel pour assurer plus de liberté et de garantie à la nation; la patrie déclarée en danger, on convoquait une convention; et on en avait

(1) Écrite d'un contemporain.

(2) On remarquera que les relations de Fouché avec Bernadotte n'ont jamais cessé un seul moment; il y a un rapproche-

ment à faire. En 1809, Fouché désigna Bernadotte encore pour le commandement des grades nationaux contre les anglais. C'était rappeler leur vieux projet et peut-être préparer leur complot.

ainsi fini avec ce *petit Corse* qui s'imposait partout lui et sa famille. Il fallait entendre avec quelle énergie grossière les patriotes s'exprimaient sur tous les Bonaparte; l'élevation de cette famille était le sujet des griefs habituels des républicains; ils craignaient d'y apercevoir les germes d'une dynastie.

Dans cette situation de l'esprit public, on s'explique facilement la nécessité où était le premier consul de vaincre à Marengo; il lui fallait un coup d'éclat, une victoire qui pût saisir les imaginations et frapper de la foudre ses ennemis acharnés. La première dépêche arrivée à Paris n'était point favorable : elle ne donnait que le commencement de la journée, quand les fuyards remplissaient la plaine (1); il y eut des conciliabules où les propositions les plus extrêmes furent faites; si la défaite se fût confirmée, c'en était fini du pouvoir du consul. Toute la journée on se réunit chez Cabanis : on allait à Auteuil chez quelques uns des principaux conspirateurs; on vint même chez Fouché, pour lui demander ce qu'il faudrait faire au cas où une mesure de salut public deviendrait indispensable.

Aussi, le lendemain, quand la victoire fut annoncée, la plus étrange agitation régna parmi les hommes compromis (2); l'étoile de Bonaparte avait brillé; comment se ferait-on excuser de telles

démarches, d'autant plus que Fouché s'était empressé, une fois la victoire acquise, d'adresser un long mémoire à Bonaparte sur les menées du parti patriote, tout en excusant les motifs qui l'avaient déterminé dans cette circonstance? Ne fallait-il pas sauver la patrie dans le cas où un malheur aurait atteint le front glorieux du premier consul? Fouché invitait Bonaparte à se rendre immédiatement à Paris pour repousser les intrigues de ses ennemis.

Sur le champ de bataille de Marengo, Bonaparte avait compris qu'il fallait au plus vite profiter du succès, non-seulement contre les Autrichiens, mais aussi à l'égard de ses ennemis intérieurs. Nul ne savait mieux que lui profiter des élans de l'opinion publique : le bulletin de la bataille fut tout arrangé en l'honneur du consul, avec son admirable talent de réclamation militaire; on n'y parlait que de lui; tout se rattachait à sa fortune, tout célébrait ses conceptions et ses admirables manœuvres; je répète qu'on disait à peine un mot de Kellermann, et toutes les paroles de Desaix étaient tournées à la gloire et à l'honneur du premier consul; or, sans laisser le temps à l'opinion de s'éclaircir et de se refroidir, Bonaparte quitta l'armée pour revenir en toute hâte à Paris (3).

Quel indicible enthousiasme! Le soir de la bataille de Marengo, toute la population illumina

(1) « On était dans ces dispositions, quand, dans la soirée du 30 juin, arrivèrent deux courriers du commerce avec des nouvelles de l'armée, annonçant que le 14 à cinq heures du soir, la bataille livrée près d'Alexandrie avait tourné au désavantage de l'armée consulaire qui était en retraite; mais qu'on se battait encore. Cette nouvelle, répandue avec la rapidité de l'éclair dans toutes les classes intéressées, produisit sur les esprits l'effet de l'électricité électrique sur le corps humain. On se chercha, on se rassembla; on va chez Chénier, chez Courtois, à la coterie Staci; on va chez Neyes; on va chez Carnot. Chacun prétend qu'il faut tirer de la griffe du *Corsé* la république qu'il met en péril; qu'il faut la reconquérir plus libre et plus sage; qu'il faut un premier magistrat, mais qui ne soit ni dictateur arrogant, ni empereur des soldats. » (Témoignage d'un contemporain.)

(2) « Le lendemain, le courier du premier consul arrive chargé des lauriers de la victoire; le désenchantement des uns ne peut dissoudre l'ivresse générale. La bataille de Marengo, telle que la bataille d'Actium, laissait triompher notre jeune triumvir, et l'élévation au faîte du pouvoir, aussi heureux, mais moins sage que l'Octave de Rome. Il était parti le premier magistrat d'un peuple encore libre, et il allait réparaître en conquérant. On eût dit, en effet, qu'à Marengo il avait même conquis l'Italie que la France. De cette époque date le premier essor de cette Bastille dégoûtante et servile, dont tous les magistrats, toutes les autorités s'enlevèrent pendant les quinze années de sa puissance. On vit un de ses conseillers d'État, nommé Roderer, faisant déjà de son nouveau maître une divinité, lui appliquer dans un journal, le vers si connu de Virgile :

« *Deus nobis hæc otia fecit.* »

(Témoignage d'un contemporain.)

(3) Le premier consul est arrivé à Lyon, le 5 messidor, à cinq heures du soir, sans y être annoncé ni attendu. Son intention était de garder l'incognito, mais cela ne lui a pas été possible. Il est descendu à l'hôtel des Celestins. Averti de son arrivée, le préfet s'est rendu auprès de lui avec les états-majors de la divi-

sion et de la place, et le commissaire général de police, ainsi que les présidents et commissaires des différents tribunaux, les autorités civiles et administratives. Le consul a parlé à chacun des fonctions qui lui étaient propres, avec une connaissance des faits qui démontre qu'aucune partie de l'administration ne lui est étrangère. Toute la ville a été illuminée les 9 et 10.

La médaille qui fut frappée à cette occasion représente d'un côté l'effigie de Bonaparte, avec cette légende :

A Bonaparte, rédacteur du 1-
Vainqueur, préfet,
Au nom des Lyonnais reconnaissants.

De l'autre côté une guirlande de chêne au milieu de laquelle est écrit :

Vainqueur à Marengo,
Beux fois conquérant
De l'Italie,
Il posait cette pierre
Le 10 messidor au vu de la république,
Premier de son consulat.

A Lyon, Bonaparte écrit une lettre à ses deux collègues du consulat.

Aux consuls de la république. — Lyon, le 29 juin.

« J'arrive à Lyon, citoyens consuls. Je m'y arrête pour poser la première pierre des façades de la place Bellecour, que l'on va rétablir. Cette seule circonstance pouvait retarder mon arrivée à Paris; mais je n'ai pas tenu à l'ambition d'accélérer le rétablissement de cette place que j'ai vu si belle, et qui est aujourd'hui si hideuse. On me fait espérer que dans deux ans elle sera entièrement achevée.

« J'espère qu'avant cette époque, le commerce de cette ville, dont s'emorgueillissait l'Europe oulière, aura repris sa première prospérité.

« Je vous salue,

« Bonaparte. »

spontanément, on improvisa des décorations, des emblèmes où paraissait rayonnante la figure du premier consul. Partout sur sa route il fut plus qu'un roi; à Lyon, il posa la première pierre de la place Bellecour, comme l'aurait fait Louis XIV; mais son but était de toucher en toute hâte Paris parce qu'il voulait voir par lui-même quels avaient été ses adversaires, et sur quels amis il pouvait compter. Marche triomphale et rapide que celle de Bonaparte sur Paris; il y arriva dans la nuit du 2 au 3 juillet, dix-huit jours après la bataille de Marengo.

Le lendemain, il ne fut question que de Bonaparte, de son voyage, de son arrivée: on suivit ses pas avec plus de sollicitude que ceux d'un souverain sous l'ancienne monarchie. « Le premier consul est arrivé la nuit dernière, à deux heures du matin. Il avait avec lui dans sa voiture, son premier aide de camp Duroc, et son secrétaire Bourienne. Il n'était attendu que pour aujourd'hui vers la fin du jour. Les consuls, les ministres et le conseil d'État avaient fait des dispositions pour aller le recevoir à Villejuif. Il est parti de Lyon à midi, le 29. A onze heures et demie, il avait posé la première pierre de la place Bellecour. Il est venu par Dijon, où il est resté six heures, et a passé en revue la nouvelle armée de réserve. Sur le pont de Montereau, l'écrasement d'une grêle roue de sa voiture s'est perdu; la voiture a versé: le premier consul a été légèrement blessé à la tête; son secrétaire a été un peu plus maltraité. Les consuls n'ont pu le voir que ce matin; la nuit était trop avancée quand il est arrivé; il était couché un quart d'heure après, quand ils se sont présentés pour le voir. A onze heures, au moment où les consuls et le secrétaire d'État entraient chez le premier consul, le canon des Tuileries et celui de Montmartre ont annoncé son arrivée. A midi, les ministres et le conseil d'État ont été introduits près des consuls. Les premiers mots du premier consul ont été: « Citoyens, vous revolez donc! Eh bien! avez-vous fait bien de l'ouvrage depuis que je vous ai quittés? » La même réponse est sortie de vingt bouches à la fois: « Pas autant que vous, général! » Il a parlé environ trois quarts d'heure de sa campagne, de la conduite des troupes françaises, de l'armée autrichienne, des dispositions de l'Italie à l'égard de la France, des circonstances

qui font espérer la paix, et son langage ne se ressentait ni de sa chute, ni de sa fatigue, ni de la multitude de ses souvenirs. Vers une heure, les consuls sont passés dans la salle d'audience consulaire. Le sénat conservateur y était rassemblé; son président, le citoyen Roger-Ducos, adressa au premier consul un discours dans lequel se trouve cette phrase: « Il est glorieux pour le sénat, d'être le conservateur de cette constitution que vous savez si bien défendre. » Le premier consul a répondu au nom des deux consuls; apercevant entre les sénateurs le général Kellermann, il lui adressa ces paroles: « Votre fils s'est bien distingué, il se porte bien, il est à Gènes. » Une députation du tribunal, du corps législatif, le préfet de Paris, les corps militaires ont successivement rendu leurs hommages au premier consul. Il a dit aux officiers de la garde: « La garde s'est couverte de gloire; elle avait affaire à une troupe bien plus nombreuse qu'elle, elle l'a battue. » Le premier consul espère une paix prochaine. Les troupes autrichiennes la veulent ainsi que la France (1). »

L'adulation la plus vive, la plus enthousiaste, vint ainsi à lui; ceux-là même qui avaient montré l'opposition la plus inquiète et la volonté la plus insubordonnée se précipitèrent au-devant du consul, et renouvelèrent ces scènes de Rome avilie, si admirablement décrites par Tacite. Tant que Bonaparte restait en Italie on s'exposait à toutes les chances de la guerre, on parlait haut contre lui, on se proposait même de renverser le César qui prenait la pourpre; mais vainqueur à Marengo, qui pouvait s'opposer à lui? Il fut alors le sauveur de la France et de l'armée; ainsi s'altèrent les caractères! Le consul arrivait avec l'étrange convention signée par M. de Mélas; non-seulement il s'avancait comme un triomphateur, mais encore avec les chances de la paix; l'aristocratie n'entraînait-il pas une suspension d'armes? Bonaparte parla peu, il oublia pour quelques-uns les trames qu'on avait poursuivies pendant son absence; il fut moins dissimulé devant quelques autres. Pénétré de l'idée que c'étaient les jacobins qui avaient surtout conjuré contre lui, Bonaparte s'expliqua vertement à Fouché (2) sur la conduite de ceux qu'il appelait les amis de Carnot, de Jourdan et de Bernadotte (3).

du comité de salut public... Je sais tout... et c'étaient des hommes que j'ai sauvés, que j'ai épargnés! Ne croient-ils un Louis XVI? Qu'ils osent et ils verront! Qu'on ne s'y trompe plus. Une bataille perdue est pour moi une bataille gagnée... Je ne crains rien; je ferai rentrer tous ces Anglais, tous ces traîtres dans la poussière; je saurai bien sauver la France, en dépit des factieux et des brouillons... (Voyez le passage d'un contemporain.)

(3) « Mais vous ne me dites pas tout, reprend Bonaparte; ne voulait-on pas mettre Carnot à la tête du gouvernement? Carnot,

(1) « Paris a été illuminé en réjouissance de l'arrivée du premier consul. Aucune ordonnance n'avait prescrit cette illumination; elle n'en a pas moins été générale, elle s'en est dit que plus belle. La maison de l'ambassadeur de Hollande s'est fait remarquer. Tous les habitants de Paris étaient répandus dans les rues, ils les parcouraient avec contentement. On se criait pas: *Père Bonaparte!* mais tout le monde parlait du premier consul et le bénissait; on ne criait pas: *Père la république!* mais on la saluait et l'on en jouissait. » (Journaux du temps.)

(2) « Eh bien! on m'a en vain persuadé et on voulait essayer encore

Le ministre, tout en blâmant les hommes qui avaient manqué de reconnaissance et de fidélité au premier magistrat de la république, tout en rappelant que lui-même avait prévenu Bonaparte, ne dissimula pas que les patriotes étaient mécontents de ce qui se passait depuis quelques mois : le consul, selon lui, devait mettre plus de ménagement dans ses actes et ne pas favoriser aussi ouvertement les principes et les hommes du régime que la révolution avait anéanti pour jamais : « Vous faites trop pour ces gens et pas assez pour les patriotes. » Ici, Fouché n'abandonnait pas ses amis, il se posait comme le défenseur des caractères et des intérêts de la révolution ; Bonaparte eut de l'humeur, mais il comprit cependant tout ce qu'il y avait de sage et de réfléchi à ne pas brusquer encore les républicains.

Qui ne se serait pas laissé entraîner par les prestiges d'un pouvoir, grandissant sous les ailes de la victoire ? Jamais enthousiasme ne fut plus vif que celui qu'inspira le retour du premier consul à Paris ; les fêtes, les illuminations se succédèrent ; Bonaparte fut décidément l'homme à la mode (1) ; on ne parla que de lui ; chaque pièce dramatique fut faite pour préparer un couplet de circonstance ; on chanta Bonaparte sur les théâtres, dans les fêtes publiques ; on lui donna des bals ; on lui fit des harangues d'hôtel de ville comme aux rois des vieilles dynasties. Les mudes prirent même le nom de Marengo ; des baladins donnèrent aussi ce noble nom à des contredanses ; on fit tout cela, même des ragoûts, sous l'inspiration de cette victoire ; il fallait un esprit bien supérieur pour résister aux tentations qu'un pareil entraînement pouvait exciter. Comment ne pas saisir le pouvoir, quand tout un peuple vous l'offre ? Comment ne pas prendre la dictature, lorsque le lion populaire se fait si doux qu'il vient essuyer vos pieds de sa longue crinière ?

Cependant le premier consul se trouva placé entre deux écoles politiques : la première, patriotique et forte, voulait conserver les institutions républicaines dans leur grandeur et dans leurs prestiges ; elle comptait les orateurs du tribunal,

cette mâle et enthousiaste littérature, qui avait secondé les développements de la république aux jours de la convention et du Directoire ; elle défendait son œuvre avec ténacité, fille du XVIII^e siècle, elle ne reniait pas son origine ; elle conservait l'esprit antireligieux, et ce sentiment de liberté qui rappelait au consul les austères devoirs de sa magistrature. Bonaparte n'avait aucun goût pour elle ; il la trouvait embarrassante, pleine d'exigences impérieuses ; elle l'importunait dans ses desseins d'avenir. Comme il visait à une monarchie, il trouvait dans ces républicains un embarras qu'il n'osait pas heurter de front, mais qui empêchait le développement de sa pensée d'unité.

L'autre école, toute monarchique, voulait reconstituer la vieille société au profit du pouvoir absolu, et voilà pourquoi elle plaisait tant au consul. Roderer, Esménard, M. de Fontanes, employaient une langue qui remuait bien mieux Bonaparte, parce qu'elle était douce, harmonieuse ; elle lui parlait de monarchie, et ce mot plaisait au consul, comme le son de l'instrument qui redit l'air de nos sympathies ; elle le prenait par les fibres de son cœur, par son penchant irrésistible vers la fondation d'une nouvelle dynastie. Les formes de ces hommes, si polies, si respectueuses, lui allaient mieux ; ils flattaient délicatement ses vanités. Il souriait aux petits vers de M. de Boufflers (2), à un couplet plein de grâce de M. de Ségur ; cet esprit de bonne compagnie faisait son relâchement ; ces formes charmantes se manifestaient à lui dans les salons, dans les bals, à l'Opéra et aux Italiens (3), partout où le premier consul allait reposer sa vie préoccupée.

En cela Bonaparte suivait un peu le goût de la société d'alors : sauf quelques voix grossières des faubourgs, tout tendait au vieux régime ; les formes monarchiques étaient revenues dans la société ; il y avait frénésie de plaisir auprès du consul, soit qu'il habitât la Malmaison, soit qu'il parût aux Tuileries. Le pays avait assez de la république ; cette mâle austérité de mœurs ne convenait pas à une société trop avancée et trop dissolue ; une république demandait de si nobles vertus, de si belles

qui s'est laissé mystifier au 18 fructidor, incapable de garder deux mois l'austérité, et qu'on ne manquait pas d'envoyer pérorer à Sinnamary. » (Béclit d'un contemporain.)

(1) Voici jusqu'à quel point allait la flatterie : on lit dans le Journal de M. Roderer :

« Le général Caffarelli avait reçu hier une boîte cachetée que cinq dames qui ne se nommaient pas, le chargèrent de remettre au premier consul. La boîte ouverte se voit à offrir aux yeux une couronne de barrières entrelacées d'immortelles, et les vers qu'on y a lûs.

Dieu des combats, que lui toujours fidèle !
Biau de la paix, couronne de guerrier !
À son gré appartient l'immortalité,
À sa valeur appartient la laurier. »

(2) Bonaparte avait dit de M. de Boufflers : « Il faut le rayer de la liste des émigrés ; il nous fera des étonnes. »

(3) « Le premier consul multipliait les fêtes, et les animait par des encouragements, quand il ne pouvait les soulever par sa présence. Il venait qu'il tous les ministres contribuassent à l'entretien de la gaîté publique ; et M. de Talleyrand, malgré son titre d'évêque, ne fut pas même dispensé de donner un bal. On y vit réunies des personnes de toutes les classes et de tous les partis. Garat y chanta ; Vestris et mademoiselle Chameroy y dansèrent ; M. de La Harpe y lisait des vers ; le curé Bernier applaudissait ; et les noms de M. La Rochefoucauld-Liancourt, de Ségur, de Crillon, ceux de mesdames de Noailles, de Castellan, d'Aiguillon, de Vergennes, donnaient à cette fête un aspect monarchique. » (Béclit d'un contemporain.)

âmes ! Avec son instinct habituel, Bonaparte comprenait qu'il fallait un pouvoir fort à la France, et qu'une monarchie se faisait avec des hommes monarchiques, et ces sentiments expliquent ses préférences. Il craignait l'armée, il savait qu'elle était profondément républicaine. Partout vivait dans les camps le souvenir des victoires sous le drapeau tricolore ; le consul était attentivement surveillé par la jalousie inquiète des généraux qui le voyaient avec peine se placer à une telle hauteur : Moreau, Bernadotte, Augereau, Jourdan, Brune, Masséna allaient-ils se résoudre à quitter leurs vieux souvenirs d'égalité pour prendre la livrée d'un dictateur ; étaient-ils pour cela assez assouplis ? Ces soldats avaient eux aussi de glorieux services ! Ils avaient à montrer sur leurs membres des cicatrices profondes, comme les centurions et les tribuns de Rome. Croyait-on qu'ils ne verraient pas avec colère et dépit le consul tendre la main à des noms d'aristocratie, à des marquis revenus d'émigration, ou bien encore seconder un système qui substituerait l'ancien régime à la république objet de leur culte. Cette armée patriote s'unissait à Paris aux jacobins, aux tribuns, et aux mécontents ; on ne devait pas la blesser si on ne voulait soulever contre soi toute l'opinion patriote ; plus d'une fois les conseils de Fouché revinrent à l'esprit de Bonaparte ; il en comprit la portée, il sentit bien que le temps n'était pas venu encore d'oser le renversement de la révolution ; il temporisa avec elle, car c'était une puissance hautaine et forte !

A son retour de Marengo, on voit le consul rappeler avec une sorte d'affectation les souvenirs de la république une et indivisible. Le 14 juillet arrive, il s'agit de célébrer l'anniversaire de la prise de la Bastille (1) ; certes, rien n'était plus opposé aux opinions et aux sentiments de Bonaparte que l'insurrection des masses : il les aurait mitraillées si

elles avaient tenté de s'emparer d'un poste ou de franchir une consigne militaire comme sur les marches de Saint-Roch ; eh bien ! le consul ordonne que cet anniversaire soit célébré avec la plus grande solennité ; on y prononce des discours, on réchauffe, par une hypocrisie de liberté, toutes les idées de 1789 que la constitution de l'an VIII vient de détruire ; et si les cendres de Turenne sont portées aux Invalides dans cette cérémonie, Carnot s'empresse de dire : « Que Turenne eût été un bon républicain, et aurait marché pour la défense de la patrie. » M. de Fontanes fut chargé d'écrire l'hymne du 14 juillet, et comme il y mêla des sentiments qui blessèrent un peu les jacobins, Bonaparte se hâta de le faire supprimer, pour rendre hommage aux principes de la république. Le consul parla du peuple, « notre souverain à tous, » dans le toast qu'il porta à cette majesté dans le banquet patriotique (2).

Le 2 septembre, vient une nouvelle fête, toujours en l'honneur de la fondation de la république, et le consul s'y montre encore avec toutes les couleurs d'un patriotisme ardent ; il cherche à calmer les craintes, il ne veut pas autoriser le bruit qui court sur ses tentatives pour s'emparer de la monarchie ; il veut réorganiser la France, mais il repousse la pourpre : il n'a pas la folie d'oser encore la royauté.

A ce moment d'enthousiasme parurent deux écrits qui firent une vive sensation ; le premier portait le titre : *Les Adieux à Bonaparte*, j'en ai parlé déjà, car il fut publié cinq semaines avant la bataille de Marengo (3) ; il avait pour but de convaincre les royalistes que le consul travaillait pour son compte, et que s'il reconstruisait la monarchie, c'était entièrement à son profit ; nul ne pouvait en douter. Il fallait désillusionner les gentilsbommes qui croyaient à une restauration préparée par le

(1) « Les consuls, accompagnés des ministres et du conseil d'État se sont rendus au temple de Mars. Le corps diplomatique s'y est placé à l'instinct de l'arrivée des consuls. La nef et les tribunes étaient remplies d'hommes et de femmes. On avait réservé avec soin les places pour les membres du sénat, du tribunal et du corps législatif. Aussitôt que le premier consul a été placé, un « excentré » d'un chant de triomphe ou français et de l'Italie. On y a entendu deux célèbres virtuoses italiens, M. Bianchi et M. Grassini. Les principaux chanteurs français étaient Lays, Chéron, Gossu et Richer, lorsque ces deux chants ont été terminés, le ministre de l'Intérieur a prononcé un discours. » (Témoignage d'un contemporain.)

(2) « Le soir, tout Paris était illuminé. Vers les sept heures un ballon s'envola, et fit à une assez grande hauteur une explosion très-forte. A dix heures, il fit tirer un feu d'artifice sur le pont de la Concorde ; à dix heures et demie, il y eut un grand concert sur la terrasse du château. La fête se terminait par des danses aux Champs-Élysées qui se prolongèrent fort avant dans la nuit.

« A la suite des cérémonies du Champ-de-Mars, les jacobins qui avaient reçu des médailles d'or, accompagnés de deux de

leurs camarades, l'un âgé de cent quatre ans et l'autre de cent sept, dînèrent chez le premier consul avec les membres des principales autorités de la république. Bonaparte demanda à ces vieillards si les jeunes invalides les traitaient avec tous les égards dus à leur âge ; ils répondirent que oui et ajoutèrent : Nous n'en faisons pas tant et on vient à eux dans une campagne.

Les toasts suivants ont été portés :

Le premier consul. — Au 14 juillet et au peuple français notre souverain !

Le second consul. — A nos armées et aux héros vainqueurs de l'Italie et du Danube !

Le troisième consul. — A la paix, qui sera le fruit de nos victoires !

Le citoyen Roger-Ducos, président du sénat conservateur. — A la constitution, qui a rallié tous les Français !

Le citoyen Jard-Pauvilliers, président du tribunal. — A la philosophie et à la liberté civile !

Le général Berthier. — Au gouvernement, au sénat conservateur, au tribunal et au corps législatif !

Tout cela était fort libéral.

(3) Avril 1800.

consul; les partisans des Bourbons, avec une simplicité extrême, s'imaginaient qu'à chaque anniversaire Bonaparte allait proclamer Louis XVIII et rétablir le trône et l'autel; il régnait un persiflage spirituel dans cette brochure; on tenait un langage parfaitement convenable au consul, en même temps qu'on lui démontrait ses projets d'ambition et de couronne.

Le second écrit était de nature à alarmer le parti patriote, comme une sorte de ballon d'essai jeté pour tâter l'opinion sur le rétablissement du pouvoir monarchique confié à Bonaparte; il portait le titre de : *Parallèle entre Cromwell, Monk et Bonaparte* (1); on examinait, avec un soin particulier, lequel de ces trois personnages historiques avait eu le plus d'éclat, le plus de chances, et le plus d'avenir; et, comme on le sent bien, la préférence était accordée au héros qui se donnait la mission de reconstruire la société; « que manquait-il à cet édifice? L'hérédité comme base. » Cette brochure arrivait aux préfetures sous le couvert de Lucien, alors ministre de l'intérieur. Quelques-uns de ces préfets étaient trop dévoués au parti patriote pour ne pas consulter immédiatement Fouché, leur guide et leur boussole. Que signifiait un pareil envoi? Étaient-ce là les intentions du consul? Faisait-il parler aux administrés dans le sens d'une monarchie ou d'un empire? Quelques-uns ne dissimulaient même pas le mauvais effet produit par une telle publication, parmi les hommes dévoués aux idées révolutionnaires. Fouché vint sur-le-champ s'expliquer avec Bonaparte; selon lui, c'était chose fort maladroite que de jeter si précipitamment l'opinion dans une voie qu'on n'était pas assez fort encore pour suivre; Bonaparte fit l'étonné, déclara que c'était une maladresse de son frère et que cet écrit ne pouvait être que l'œuvre de M. Roderer et d'une coterie qui s'était emparée du ministère de l'intérieur.

Il faut s'expliquer cette situation de Lucien. Un certain changement s'était opéré dans l'esprit du jeune frère de Bonaparte; on se rappelle qu'avant le 18 brumaire Lucien voyait beaucoup les jacobins et les patriotes; initié à leurs clubs, il avait présidé leurs séances; il passait pour l'expression avancée de la famille Bonaparte dans les idées et les sentiments révolutionnaires. Mais, depuis qu'il tenait le pouvoir, Lucien avait pris des mœurs plus monarchiques. Par son goût littéraire très-prononcé, et s'étant entouré de prosateurs et de poètes, et ceux-ci, à qui la flatterie ne manque jamais, le comparaient à Nécène auprès du nouvel Auguste; jeune homme à l'imagination ardente, Lucien avait

pris des goûts très-aristocratiques; on l'accusait même d'une conduite qui se ressentait un peu des mœurs de l'ancienne régence. Homme de cœur, il résistait aux reproches de son frère, et comme il lui avait rendu d'immenses services au 18 brumaire, comme il lui avait donné le consulat, il lui parlait avec liberté, et c'est ce que Bonaparte supportait le moins; il ne voulait ni égaux, ni maîtres dans le monde: on annonçait partout la disgrâce de Lucien et son prochain voyage à Madrid où il allait résider comme ambassadeur extraordinaire. Cet événement fit voir déjà l'un des côtés faibles du caractère de Bonaparte.

La disgrâce de Lucien fut presque contemporaine de la démission de Carnot; Bonaparte ne l'avait jamais aimé, parce que, avec toute la rudesse des formes républicaines, Carnot savait aussi lui résister, et Bonaparte ne permettait à personne des paroles d'opposition. D'ailleurs, il avait eu vent des tentatives de Carnot pendant la campagne de Marengo, et il ne voulait pas laisser le département de la guerre à des mains aussi malveillantes. La dépêche d'un agent secret de l'Angleterre indique les causes de cette démission du ministre qui s'était fait auprès de Bonaparte le représentant des patriotes: « Carnot vient d'éprouver une disgrâce complète de la part du premier consul. Le 8 octobre sa démission a été acceptée. Un arrêté du premier consul a rendu le ministère de la guerre au général Berthier, ambassadeur extraordinaire à Madrid. Jusqu'au retour de celui-ci, le portefeuille de la guerre sera confié à Lacuée. Carnot est allé résider dans une des terres de sa femme près Saint-Omer; je connais trop imparfaitement l'intrigue véritable du cabinet des Tuileries pour savoir quel a été le motif de ce renvoi si brusque et si plat. Est-il occasionné par quelque jalousie, par la crainte d'entendre attribuer au génie de Carnot les succès de la campagne de 1800, ou par l'envie d'expulser du gouvernement un ancien collègue de Robespierre? C'est ce que nous ignorons ici. Nous avons oui dire que Carnot avait pour lui un grand parti parmi les républicains; que ce parti ne cachait ni ses opinions ni ses menées; que Carnot avait fait souvent au consul des observations sur la pompe monarchique qui brillait auprès de lui, sur les inquiétudes et le déplaisir qu'elle occasionnait, sur les espérances que concevaient les royalistes. D'autres disent que le consul le traitait comme un petit garçon, le faisait venir travailler chez lui comme un secrétaire et le couvrait d'injures quand ils n'étaient pas du même avis sur la paix ou sur la guerre; d'autres portent que, depuis quinze jours, Carnot n'allait plus aux Tuileries et qu'il y envoyait le travail tout fait, que le grand conseil apostillait ensuite; le temps seul peut éclaircir

(1) Septembre 1800. Je reparlerai plus tard de ce livre.

cette misérable intrigue. Ainsi s'est terminée la carrière politique de cet homme qui avait fait la fortune de Bonaparte, et qui pouvait, il y a cinq ans, faire tomber sa tête à ses pieds d'un trait de plume.

Quoi qu'il en soit, la démission de Carnot fut acceptée et Bonaparte se réserva complètement la direction du ministère de la guerre; cette retraite produisit un fâcheux effet, et les républicains y virent une garantie de moins pour leurs opinions et leurs intérêts; Carnot, en effet, les avait toujours défendus, il murmurait sans cesse contre les formes monarchiques des Tuileries, la manière presque royale de Bonaparte, les airs de Joséphine et son salon d'aristocratie : la liberté était-elle donc exilée? Le premier consul avait pris des habitudes de travail qui ne convenaient pas à Carnot; il ne voulait pas être sous sa sonnette comme si un roi l'appelait à l'œil-de-bœuf; il voulait servir l'État et non point un homme, la patrie et non point un dictateur.

Pour calmer le mauvais effet de quelques-unes de ces mesures dans le parti républicain, Bonaparte écrivit une lettre à Jourdan en le nommant ambassadeur auprès de la république cisalpine (1); il parla du vainqueur de Fleurus, des services rendus à la république, en termes nobles, mais un peu ambigus. Jourdan répondit par un billet plein de dignité et de convenance, il accepta mais sans se compromettre. Qui aurait pu alors s'opposer aux tendances de l'opinion? On ne voulait plus de république; tout marchait aux distinctions et aux formes, tout prenait une empreinte de monarchie : les jeux, les plaisirs mêmes; l'esprit français se réveillait; on s'occupait des concerts de madame Grassini, des romances de Garat, on des oratorios de Haydn. On n'était pas encore à l'hiver que les bals recommençaient; Bonaparte tenait une véritable cour plénière à la Malmaison; et quoique sbrité modestement encore, il gardait la supériorité de son rang; il n'y avait plus d'égaux avec lui. Placé incessamment entre deux influences, dont l'une lui disait : « Souviens-toi, Bonaparte, de la république, ta mère, de son drapeau flottant, de ses vieux sol-

dats, » tandis que l'autre l'entraînait doucement à la souveraineté en voulant placer sur son front la couronne impériale, Bonaparte devait tenir l'opinion incessamment réveillée par de nouveaux services; il avait vaincu à Marengo, il lui restait autre chose à faire; il avait promis la paix! Pourrait-il la donner?

CHAPITRE XXXVI.

NÉGOCIATIONS APRÈS LA BATAILLE DE MARENGO.

État de l'armée autrichienne après la bataille. — Indignation des officiers. — Traité de subsides avec l'Angleterre. — Les Anglais devant Gênes. — Envoi du comte de Saint-Julien à Paris. — Négociations avec M. de Talleyrand. — Maison de Duroc pour Vienne. — Refus de l'Autriche de ratifier la traité. — Histoire des négociations de M. Otto en Angleterre. — Changement de la politique russe. — Causes réelles de la bienveillance de Paul 1^{er} pour la premier consul. — Questions des neutres. — Théorie de l'Angleterre. — Théorie de la Russie et de la France. — Rupture de la Russie et de l'Angleterre. — Tentatives pour un traité à part. — Envoi d'une ambassade russe à Paris.

Juin à décembre 1800.

La convention intervenue après la victoire de Marengo avait été comme une surprise que le jeune vainqueur imposait à un vieillard de soixante et seize ans; vivement ému d'une triste défaite, le général Mèlas fut comme frappé de la foudre par le résultat de la bataille. Cette convention n'était que la suite d'un effroi habilement répandu par le premier consul, moyen toujours pour lui des plus efficaces. Quand Bonaparte avait obtenu un succès, il le poussait à tout ce qu'il avait de plus extrême; nul ne profita mieux de la victoire; il y avait quelque chose de moins explicable que la bataille de Ma-

(1) Le premier consul de la république au général Jourdan.

« Le gouvernement croit devoir donner une marque de distinction au vainqueur de Fleurus. Il sait qu'il n'a pas tenu à lui qu'il ne se trouvât dans les murs de Marengo. Les consuls me doublaient point, citoyen général, que vous ne portiez dans la mission qu'ils vous confiaient cet esprit conciliateur et modéré qui, seul, peut rendre la nation française aimable à ses voisins.

« Je vous salue,

« Bonaparte. »

La réponse de Jourdan est plus claire, et n'est pas dépourvue de noblesse : il y met toujours le gouvernement à la place du consul, du reste, il ne parle point des raisons qui l'ont empêché

de se trouver à Marengo; ainsi l'on ignore si c'est à lui ou au gouvernement que ce malheur a tenu.

Le général Jourdan au citoyen Bonaparte, premier consul.

« Citoyen consul,

« J'accepte avec reconnaissance la marque de distinction dont le gouvernement veut bien m'honorer. Je répondrai à sa confiance par mon empressement à exécuter ses ordres; et, si mes talents répondent à mon zèle, il sera satisfait de ma conduite.

« Le gouvernement me trouvera toujours dans les rangs des hommes qui respectent surtout les lois et les magistrats qu'ils chérissent la patrie et la liberté.

Salut et respect,

« Jourdan. »

rengo, c'était le découragement fatal qu'elle avait jeté dans l'âme du général Melas.

Aussi ce traité qui abandonnait tout de places fortes à la France par quelques lignes de convention, excitait-il l'indignation générale dans l'état-major de l'armée autrichienne; tout ce qui avait un peu de cœur gémissait de voir des places conquises dans une longue campagne, remises presque sans coup férir au général de l'armée française. Partout s'élevèrent des protestations énergiques; et si le respect de la discipline n'avait pas retenu l'état-major de l'armée allemande, on aurait insulté en face les cheveux blancs du général Melas; on se fût même opposé à l'exécution pleine et entière des articles arrêtés de concert avec le premier consul. Des corps d'armée tout entiers continuèrent de se battre comme s'il n'avait pas existé de convention; des bruits étranges circulèrent sur quelques officiers d'ordonnance du général Melas, accusés de corruption.

La cession de Gênes surtout était l'objet d'une plus difficile exécution: allait-on remettre la place aux Français; les Autrichiens n'avaient pas seuls concouru au siège de cette cité; les Anglais avaient prêté leurs forces et l'amiral lord Keith avait été l'un des signataires de la capitulation accordée à Masséna. La possession était donc commune aux deux puissances alliées. Dès lors les Anglais se demandèrent avec une certaine raison, si, partie essentielle comme ils l'étaient dans les opérations militaires, et lord Keith ayant apposé sa signature sur tous les actes, il pouvait y avoir un traité à part du côté de l'Autriche sans l'intervention des Anglais; enfin le général Melas pouvait-il obliger ses alliés à céder des conquêtes communes sans leur participation? L'amiral anglais déclara qu'il allait s'emparer des forts de Gênes (1) plutôt que de les voir rendre aux Français. Parvenus à temps, les ordres de M. de Melas furent si précis que le commandant de place ouvrit les portes de Gênes aux Français, en exécution de la convention militaire, avant qu'il n'y eût garnison anglaise dans les forts. Lord Minto, ambassadeur à Vienne, adressa sur cette infraction une note fort sèche au cabinet de Vienne.

Telle était la position de l'Autriche qu'elle devait se décider ou à une guerre violente et soutenue, ou bien à une paix qui pouvait lui assurer les avantages acquis. Quelques heures avant la bataille de Marengo, M. de Thugut signait un traité de subsides avec lord Minto; les deux puissances s'étaient rapprochées à ce point de convenir entre elles :

« Qu'elles ne pourraient en aucun cas se séparer l'une de l'autre dans un arrangement définitif. L'Angleterre promettait deux millions de livres sterling de subsides, et comme gage de l'exécution exacte de ses engagements, elle faisait déposer cent mille livres sterling d'or à la banque de Hambourg pour être à la disposition du cabinet de Vienne. Moyennant ces subsides, l'Autriche promettait une levée de cent mille hommes pour continuer la guerre continentale avec persévérance; l'Angleterre s'engageait à prendre à sa solde l'armée de Condé, quinze mille Siciliens, Napolitains, Génois insurgés et de ne déposer les armes qu'après un résultat obtenu.

Sur ces entrefaites, arriva la nouvelle de la bataille de Marengo et de la convention si extraordinaire qui en était la suite. Les positions prises par l'armée française compromettaient le mouvement des Autrichiens; leur retraite n'était plus assurée par le Milanais et le Tyrol, un corps français occupait les Grisons. Moreau, d'un autre côté, entrait à Munich et passait le Danube à Passau, il marchait hardiment sur les États héréditaires; la position devenait donc toujours plus délicate pour le cabinet de Vienne vis-à-vis de l'Angleterre; il désirait toucher les subsides promis, l'or déposé à la banque de Hambourg attirait singulièrement sa sollicitude, comme un secours essentiel dans l'état de pénurie de l'Autriche; en même temps il fallait arrêter les progrès des Français s'avancant si rapidement sur Vienne.

Dans cette situation l'empereur François II demanda lui-même un armistice, en même temps qu'il envoyait le comte de Saint-Julien à Paris, chargé d'une mission spéciale pour traiter de la paix avec le premier consul. Le comte de Saint-Julien était porteur d'un autographe impérial qui contenait les pleins pouvoirs pour un traité, sans paroles ambiguës (2); une lettre était même adressée au premier consul, et l'Empereur parlait à Bonaparte avec une sorte d'admiration et de respect. Le comte de Saint-Julien (San-Juliano) était Français d'origine, doué d'excellentes manières, et il fut accueilli à Paris avec une bienveillance remarquée. Le premier consul était aise de montrer que les monarches de l'Europe venaient à lui; il parut donc partout, dans sa loge à l'Opéra, dans ses salons, accompagné du comte de Saint-Julien, qui devint l'homme à la mode; les affaires réelles se traitaient entre M. de Talleyrand et l'envoyé autrichien; était-il de force à lutter contre l'expérience et la finesse de l'habile diplomate (3)?

(1) Note de lord Keith, juillet 1800.

(2) « Vous ajouterez foi à tout ce que le comte de Saint-Julien vous dira de ma part et je ratifierai tout ce qu'il

fera. » (Lettre de l'empereur François II, au premier consul.)

(3) « On donne avec soin à Paris le bulletin journalier de M. de Saint-Julien. Nous savons que depuis le 22 jusqu'au 25 juillet, il

Il faut ici remarquer qu'il y avait deux manières de traiter d'une paix définitive. Si l'Autriche négociait directement avec la France sans le secours de l'Angleterre, elle perdait les avantages que pouvait lui prêter la Grande-Bretagne, et elle renonçait par le fait aux deux millions sterling de subsides, et à l'or déposé à la banque de Hambourg pour le service de ses armées; si, au contraire, elle désirait traiter concurremment avec l'Angleterre, il se présentait d'immenses difficultés, car les intérêts et les positions n'étaient pas identiques. Le cabinet de Londres était-il, à l'égard de Bonaparte, dans la situation abaissée de l'Autriche traitant avec le premier consul? L'Angleterre avait beaucoup gagné, et au fond la conquête ne lui avait rien enlevé; Pitt n'était pas homme à fléchir devant celui qu'il n'avait jamais traité qu'avec mépris; toutes les colonies françaises et hollandaises, le cap de Bonne-Espérance, l'île de Ceylan, étaient au pouvoir de l'Angleterre; elle allait prendre Malte en même temps qu'elle forçait les Français à capituler en Égypte. Par la guerre, son commerce s'était agrandi; elle s'emparait chaque année des galions espagnols, et empêchait la moindre évolution des flottes de

France. Quand donc l'Angleterre se présentait dans une négociation régulière, elle y venait comme partie égale; si la France avait fait des conquêtes sur le continent, l'Angleterre dominait les mers. Et voilà ce qui expliquait les difficultés sans cesse renaissantes qui s'opposaient à une négociation sérieuse. En aucun cas, l'Angleterre n'aurait voulu se poser sur le même pied de concession que l'Autriche; il suffisait d'avoir lu les discussions du parlement pour se pénétrer de cette vérité.

M. de Talleyrand avait parfaitement expliqué ces difficultés au comte de Saint-Julien; tous ses efforts avaient eu pour but de séparer l'Autriche de l'Angleterre, afin de lui imposer de plus durs conditions; entraînant peu à peu le négociateur autrichien inexperimenté, il lui avait fait signer à part un traité secret sans qu'il fût question de l'Angleterre. Par ce traité, l'alliance signée avec lord Minto était brisée; l'Autriche se plaçait en quelque sorte sous le protectorat moral de la France (1); on stipulait le renouvellement des conventions de Campo-Formio; seulement les indemnités que les préliminaires de Loben assuraient à l'Autriche en Allemagne, lui étaient promises en Italie. Et en cela

roulé et la propriété du Frickthal et tout ce qui appartenait à la maison d'Autriche, entre Suze et le Rhin.

Art. 5. La république française n'entend pas garder Cassel, Kehl, Ehrenbreitstein et Bussendorf. Ces places seront rasées, sous condition qu'il se pourra être élevé sur la rive droite du Rhin, et jusqu'à la distance de trois lieues, aucune fortification, soit en maçonnerie, soit en terre.

Art. 5. Les indemnités que Sa Majesté l'Empereur et roi devait avoir en Allemagne, en vertu des articles secrets du traité de Campo-Formio, seront prises en Italie; et quoiqu'on se réserve, lors de la pacification définitive, de convenir de la position et de la qualité desdites indemnités, cependant on établit ici pour base que Sa Majesté l'Empereur et roi possèdera contre les pays que lui accorderait en Italie le traité du Campo-Formio, un équivalent à la possession de Salzhourg et de la partie du cercle du Rhin, située entre l'archevêché de Salzhourg, les rivières d'Inn et de Salz, et le Tyrol, y compris la ville de Wasserbourg sur la rive gauche de l'Inn, avec l'arrounissement d'un rayon de trois mille toises, et du Frickthal qu'il cède à la république française.

Art. 7. Les ratifications des présents articles préliminaires seront échangées à Vienne, avant le 27 thermidor.

Art. 8. Immédiatement après l'échange des ratifications, les négociations pour la paix définitive continueront. On conviendra, de part et d'autre, du lieu de la négociation. Les préliminaires seront rendus, au plus tard, vingt jours après ledit échange.

Art. 9. Sa Majesté l'Empereur et roi, et le premier consul de la république française, s'engagent réciproquement, sous parole d'honneur, à tenir les présents articles secrets jusqu'à l'échange des ratifications.

Art. 10. Les pouvoirs de M. de Saint-Julien étant connus dans une lettre de l'Empereur au premier consul, les pleins pouvoirs revêtus des formalités ordinaires, seront échangés avec les ratifications des présents préliminaires, lesquels s'engageront les gouvernements respectifs qu'après la ratification.

« Nous soussignés avons arrêté et signé les présents préliminaires de paix, à Paris, le 9 thermidor, an VIII de la république française (25 juillet 1800.) J. comte de Saint-Julien, général;

« th. Hau. Talleyrand. »

avait déjà eu deux entrevues avec le ministre Talleyrand; qu'il avait été à l'Opéra dans la loge du premier consul, accompagné du général Murat et de son épouse, sœur de Bonaparte; et que, d'une des croisées de l'appartement de Bismarck, administrateur du palais des consuls, il avait été spectateur de la revue de la garde consulaire où le premier consul fit la distribution des sabres d'honneur.

« Nous sommes autorisés à croire que M. de Saint-Julien n'est chargé d'aucune proposition de paix, et que l'objet principal de son voyage est de réclamer contre l'occupation de la Vallée par le général Bonaparte, opération commandée par Mascara, au mépris de la convention d'Alexandrie. » (Note des agents anglais, juillet 1800.)

(1) Articles secrets et préliminaires de paix, signés par le comte de Saint-Julien.

« Sa Majesté l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, etc., etc., et le premier consul de la république française, au nom du peuple français, également animés du désir de mettre fin aux maux de la guerre par une paix prompte, juste et solide, sont convenus des articles préliminaires suivants.

Art. 1. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre Sa Majesté l'Empereur et roi, et la république française.

Art. 2. Jusqu'à la conclusion d'une paix définitive, les armées resteront, l'une en Allemagne qu'en Italie, respectivement dans la position où elles se trouvent, sans s'étendre davantage vers le midi de l'Italie. De son côté, Sa Majesté Impériale s'engage à contenir toutes les forces qu'elle pourrait avoir dans les États du pape, dans la forteresse d'Ancone, à faire cesser la levée extraordinaire qui se fait en Toscane, et à empêcher tout débarkement des ennemis de la république française à Livourne ou sur tout autre point des côtes.

Art. 3. Le traité de Campo-Formio sera pris pour base de la pacification définitive, sauf les changements devenus nécessaires.

Art. 4. Sa Majesté Impériale ne s'oppose pas à ce que la république française conserve les limites du Rhin telles qu'on en était convenu à Bâle, c'est-à-dire la rive gauche du Rhin, depuis l'endroit où le Rhin quitte le territoire de la Suisse jusqu'à celui où il entre dans le territoire de la république batave, et s'engage, de plus, à céder à la république française la souve-

on avait plusieurs motifs : d'une part on évitait les difficultés soulevées par le congrès de Rastadt, à l'égard du corps germanique que la France voulait ménager ; et de l'autre côté, l'Autriche qui convoitait plusieurs places dans l'Italie, soit dans la Romagne, soit dans le Piémont, se les assurait ainsi indirectement. Le traité n'était pas, sous ce rapport, désavantageux à la maison d'Autriche ; mais, comme on l'a dit déjà, ses engagements avec l'Angleterre pouvaient être violés sans compromettre l'exécution du traité de subsides ; et voilà ce qui rendrait la position du comte de Saint-Julien fort délicate, quand il s'agirait des ratifications. Cependant on fit grand bruit de la signature de ces préliminaires ; ils furent annoncés comme les clauses premières d'une paix générale.

La négociation du comte de Saint-Julien devait se rattacher à un traité de paix séparé qui serait également proposé à la Grande-Bretagne ; M. de Talleyrand espérait, par ce moyen, obtenir de meilleures conditions, et l'on avait quelque espoir d'y arriver par suite d'une communication faite par l'ambassadeur d'Angleterre à Vienne, démarche qui fut saisie avec empressement. Dans une note fort étendue, lord Minto déclarait : « Que son gouvernement n'était pas éloigné d'une pacification, pourvu qu'elle reposât sur les bases générales de droit public et sur un équilibre parfaitement combiné ; l'Angleterre se tenait prête à envoyer un représentant au congrès qui serait réuni d'après les intentions de la France et de l'Autriche ; elle y prendrait part comme puissance active (1). »

Cette note de lord Minto fut immédiatement transmise par M. de Thugut à M. de Talleyrand,

comme un moyen d'agrandir le cercle des négociations et de se maintenir sur un terrain plus large et plus profitable. M. de Talleyrand en écrivit sur le champ à M. Otto, resté à Londres avec la mission officielle d'un échange de prisonniers. M. Otto, le plus habile, le plus influent des diplomates alors en mission, fut chargé de pressentir lord Grenville sur les bases qui seraient proposées dans les préliminaires offerts par l'Angleterre et par la France. La question sérieuse était celle-ci : Conclura-t-on un armistice ? Quelles en seront les conditions et les effets, par rapport aux deux parties contractantes ?

Cette question de l'armistice était fondamentale, et Bonaparte mettait du prix à la faire résoudre dans son extension la plus grande, en ce qui touchait le droit maritime, et voici pourquoi : la suspension d'armes devait avoir pour résultat de permettre aux flottes françaises de sortir des ports avec toute liberté ; or, en ce moment, la France avait besoin de ravitailler Malte, assiégée par les Anglais, et d'envoyer des secours à l'armée d'Égypte de tous points menacée. On s'explique l'insistance que mettait le consul à signer l'armistice maritime dans les conditions les plus étendues ; aussi lord Grenville, qui voit dans toutes leurs conséquences les desseins de Bonaparte, insiste à son tour pour que les termes de l'armistice soient essentiellement fixés et les conditions arrangées de manière que le ravitaillement de l'Égypte, de Malte et des colonies, ne s'étende pas au-delà des besoins pendant le délai que dure l'armistice, quinze à vingt jours ; autrement ce serait changer la position respective des parties. En réponse aux arguments de lord

(1) Extrait d'une note du baron de Thugut à M. de Talleyrand, en date de Vienne, le 11 août 1800.

« L'Empereur m'a ordonné, monseigneur, de faire parvenir au premier consul, par votre canal, l'invitation pour l'assemblée immédiate de plénipotentiaires respectifs, qui de bonne loi et avec zèle s'occupent à concier, sous le moindre délai possible, les moyens du rétablissement de la tranquillité générale, après lequel l'Europe souffrirait vainement depuis si longtemps ; Sa Majesté ose se flatter de trouver dans cette mesure le prompt accomplissement de ses vœux pacifiques, d'autant plus sûrement que le roi de la Grande-Bretagne, son allié, vient de lui faire déclarer qu'il est prêt à concourir de son côté aux mêmes négociations, ainsi qu'il résulte par la copie ci-jointe de la note officielle remise ici par lord Minto, envoyé extraordinaire, et ministre plénipotentiaire de S. M. B. Il ne s'agit donc plus que du choix du lieu pour la réunion des plénipotentiaires, dont il sera sans doute facile de convenir, et pour lequel Sa Majesté pense, qu'afin de faciliter les communications des plénipotentiaires avec leurs gouvernements respectifs, il serait à propos de préférer un point à peu près central, tel que Schétersdorf, Lucerne, etc., ou tel autre endroit, sur lequel, pour gagner du temps, le gouvernement français pourrait s'entendre directement avec le gouvernement britannique. D'après la déclaration que j'ai l'honneur de transmettre ici à Votre Excellence, d'ordre exprès de Sa Majesté, et d'après les dispositions également pacifiques de S. M. B., il ne dépendra désormais que du gouverne-

ment français d'accélérer l'heureux moment qui doit rendre le repos à l'Europe si cruellement déchirée par une guerre destructive.

Signé : Baron de Thugut »

A. M. de Talleyrand.

« Le sousigné envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. B. n'a pas manqué de transmettre à sa cour toutes les communications qui lui ont été faites d'ordre de l'Empereur, par Son Excellence le baron de Thugut, relativement aux correspondances qui ont eu lieu entre S. M. I. et le gouvernement français, sur des ouvertures de paix. Le sousigné s'est trouvé en conséquence chargé de témoigner la satisfaction qu'a donnée à Sa Majesté cette marque de confiance de la part de S. M. I. et R. Le sousigné se différa pas, d'avoir les autorisations qu'il vient de recevoir, de déclarer que S. M. B. désirait donner à l'Europe et à toute l'Europe, les preuves les plus évidentes de son union parfaite et cordiale avec S. M. I. et R. et du prix qu'elle attache à la conservation constante de l'amitié intime qui est si heureusement établie entre leurs couronnes et leurs peuples, est disposé à concourir avec l'Autriche aux négociations qui pourront avoir lieu pour une pacification générale, et à envoyer ses plénipotentiaires pour traiter de la paix de concert avec S. M. I. et R., aussitôt que l'intention du gouvernement français d'entrer en négociation avec S. M. B. lui sera connue.

« Le sousigné saisit avec empressement cette occasion de renouveler à Son Excellence les assurances de sa considération la plus distinguée.

Signé : Minto. »

Grenville, M. Otto présente une note sur note pour dire que la position de la France et de l'Angleterre était la même que la situation de l'Autriche et de la France, et que, par conséquent, puisque l'armistice avait été conclu en Allemagne, il devait s'étendre dans les mêmes conditions à l'allié naturel de l'Autriche (1), laquelle avait pris l'engagement de ne jamais traiter séparément dans les négociations.

Au fond il n'y avait de part et d'autre aucune volonté de traiter. Toutes ces négociations diplomatiques entre M. Otto, le chevalier George, M. Drummond n'avaient qu'un but, c'était de gagner du temps afin de voir venir les événements; l'Angleterre attendait avec impatience la capitulation de Malte et l'évacuation de l'Égypte pour établir des bases plus fortes, plus étendues, dans un traité de paix définitif, et grandir ses prétentions. Bientôt le cabinet de Londres reçoit la nouvelle que le pavillon britannique flottait sur Malte, et dès ce moment lord Grenville se montre plus difficile et brise entièrement les rapports diplomatiques engagés avec M. Otto; il insiste pour que l'armistice soit limité et non point absolu.

Pendant ce temps, des incidents d'une nature plus sérieuse encore compliquaient les négociations générales. On a dit quel avait été le sentiment de dégoût profond qui saisit Paul I^{er} en apprenant la conduite de l'Autriche par rapport au vieux Suwarow (qui venait d'expirer dans les bras de

l'empereur), et le délaissement des troupes russes engagées en Italie. Lord Whitworth, un des diplomates les plus remarquables et ministre auprès du cabinet de Saint-Petersbourg, eut mission de calmer le czar pour le rattacher plus fermement à la coalition. Indépendamment des traités de subsides qu'il était chargé de négocier, et des distributions destinées aux familiers du palais d'hiver, lord Whitworth caressa toutes les idées de Paul I^{er}; la restauration des Bourbons, le rétablissement de l'ordre de Malte, dont l'empereur serait le chef; et par-dessus tout il seconda la passion chevaleresque qui poussait le czar à se déclarer le protecteur de la noblesse dans tous les États européens. Lord Whitworth, homme sérieux, avait sacrifié son caractère à cette diplomatie un peu en dehors des questions positives; voulant maintenir le czar dans les liens de la coalition tant affaiblie depuis la bataille de Zurich, il cherchait à pénétrer le fond de la pensée de Paul I^{er}. Sur ces entrefaites, un homme qui avait joué un certain rôle dans les événements militaires, le général Dumouriez, arriva à Saint-Petersbourg. Y vint-il spontanément, y fut-il envoyé par le ministère anglais? On l'ignore. Dumouriez plut singulièrement au czar; homme d'imagination, caractère aventureux, le vieux général proposait à Paul I^{er} d'en finir, par un mouvement vigoureux, contre la révolution française; il ne s'agissait plus de suivre d'une manière bavarde une campagne régulière en Italie (2); mais 80,000 Russes devaient

(1) A Son Excellence milord Grenville, secrétaire d'État au département des affaires étrangères.

« Sa Majesté Impériale ayant fait communiquer au gouvernement de la république française une note de lord Minto, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi de la Grande-Bretagne près de la cour de Vienne, de laquelle note il résulte, que le désir de Sa Majesté Britannique serait de voir terminer la guerre qui divise la France et l'Angleterre; le soussigné est spécialement autorisé à demander à Sa Majesté Britannique des éclaircissements ultérieurs sur la proposition qui a été transmise par la cour de Vienne, et en même temps, vu qu'il paraît impossible que dans ce moment où l'Autriche et l'Angleterre prendraient une part commune aux négociations, la France se trouve en suspension d'armes avec l'Autriche et en continuation d'hostilités avec l'Angleterre; le soussigné est autorisé pareillement à proposer qu'un armistice général soit conclu entre les armées et les flottes des deux États, en prenant à l'égard des places assiégées et bloquées des mesures analogues à celles qui ont lieu en Allemagne, par rapport aux places d'Elm, d'Ingolstadt et de Philibourg.

« Le soussigné a reçu de son gouvernement les pouvoirs nécessaires pour négocier et conclure cet armistice; il prie Son Excellence milord Grenville de placer cette note sous les yeux de Sa Majesté Britannique et de lui transmettre la réponse de Sa Majesté.

« Londres, le 6 fructidor an VIII (24 août 1800).

« Signé : Otto, »

« Le soussigné a eu l'honneur de mettre sous les yeux du roi la réponse officielle du gouvernement français qu'il a reçue de M. Otto le 4 du courant, ainsi que le projet d'armistice qu'il m'a communiqué le même jour.

« L'esprit de cette réponse est malheureusement bien peu à l'accord avec les apparences de dispositions conciliatoires qui avaient été manifestées auparavant. S'il est réellement possible dans le moment actuel de rendre à l'Europe une tranquillité permanente, cet objet doit être rempli par des moyens bien différents que par la contrainte que cette pièce est faite pour produire.

« En effet, en propose que le blocus des ports et arsenaux maritimes des ennemis du roi, sera levé; que ces ennemis auront la faculté de faire changer de station à leurs flottes, et de diviser ou de réunir leurs forces ainsi qu'ils le jugeront plus avantageux à leurs plans futurs; l'importation des provisions et des munitions navales et militaires doit être entièrement libre; même Malte et les ports d'Égypte, quoique l'on reconnaisse qu'ils sont bloqués actuellement, doivent être approvisionnés librement, et pour un temps illimité, en contradiction directe aux stipulations de l'armistice avec l'Allemagne, relativement à Elm et Ingolstadt, auxquelles places on avance néanmoins qu'on veut les assiéger, et l'on attend que ce gouvernement s'engage envers les alliés de la France, même avant qu'on ne puisse recevoir d'engagement réciproque de leur part; tandis qu'en même temps, on omet totalement d'un autre côté de faire mention des alliés du roi.

« On ne peut pas s'attendre que le roi vote aucun motif qui l'engage à accéder à une proposition qui répugne si clairement à la justice et à l'égalité, et qui est si manifestement non-seulement aux intérêts de Sa Majesté, mais encore à ceux de ses alliés.

« Signé : Grenville. »

Downing-Street, 7 septembre 1800.

(2) Voyez, page 239, le plan de Dumouriez.

marcher en droite ligne sur Mayence, tandis qu'un autre corps s'embarquerait pour la Bretagne et la Vendée, en souleverait la basse Normandie, la chouannerie du Morbihan, pour proclamer Louis XVIII, servir de noyau aux Vendéens et aux chouans, tandis que l'Autriche tiendrait la campagne en Allemagne et en Italie. Paul I^{er} se prit d'enthousiasme pour ce plan; il ne parlait que de Dumouriez, qui avait si bien discuté devant lui toutes les chances des batailles: caractère exalté jusqu'à la passion, le czar aimait les hommes qui abordaient le grandiose sans sourcilier.

Passerait-on à l'exécution? Les choses n'en étaient pas là; il fallait le concours de tant d'événements pour amener un tel résultat! Il était besoin surtout du concours de l'Autriche et de la Prusse; l'obtiendrait-on? Un incident vint tout à coup changer la politique de la Russie; la nouvelle arriva au czar que l'Angleterre, maîtresse de Malte, l'occupait militairement, sans parler de la restituer à l'ordre selon ses engagements diplomatiques. Or Paul I^{er} ne s'en était-il pas déclaré le grand maître? L'Angleterre ne blessait-elle pas toutes les idées du czar, cachant sous de nobles sympathies un désir de posséder un poste militaire dans la Méditerranée? Le cabinet russe se plaignit amèrement de cette violation inouïe d'une convention signée; lord Whitworth objecta: « Que l'Angleterre n'avait pas pris possession définitive de Malte, qu'elle la gardait comme un gage maritime pendant tout le temps de la guerre, sans un arrangement ultérieur. »

Déjà profondément aigri par cette réponse, Paul I^{er} reçut la nouvelle de quelques hostilités commises par l'Angleterre sur les navires danois qui s'obstinaient à ne pas vouloir reconnaître le droit de visite que la Grande-Bretagne (1) s'attribuait à l'égard des neutres. Cette question touchait de près à Paul I^{er}; pourquoi ne prendrait-il pas en main la suprême direction d'une ligue qui aurait pour but de faire respecter le pavillon neutre? Pourquoi ne suivrait-il pas la politique de Catherine II, qui lui donnait une si grande prépondérance dans le droit maritime? Combien ne serait-elle pas con-

sidérable la position d'un cabinet qui défendrait les véritables principes du droit des gens? Les Danois, les Suédois, ne seraient que des auxiliaires à côté de la puissance absorbante du cabinet de Saint-Petersbourg; et ici, comme dans la question des Bourbons, l'empereur se rendait populaire tout en grandissant l'influence de son cabinet.

Quand on sut à Paris la véritable situation d'après Paul I^{er}, on étudia tous ses penchants pour en tirer le meilleur parti possible dans une négociation; il n'existait point encore de rapport direct entre la France et la Russie; tout se faisait par la voie de la Prusse, puissance intermédiaire. Ce fut à Berlin que les premières entrevues eurent lieu entre M. de Beurnonville et M. de Krüdner, l'un représentant de la France, l'autre de la Russie; M. de Haugwitz ménagea fort adroitement ces explications. La conférence cut pour résultat une note secrète adressée à Paul I^{er}, au nom du premier consul, pour lui offrir cette sorte de souveraineté du pavillon neutre et la possession provisoire de Malte au cas d'un traité définitif. Quelques éloges et quelques présents adressés au valet de chambre Kutusow, quelques femmes de théâtre qui se mêlèrent à des intrigues de palais, voilà les causes diverses qui agissent sur les événements d'une nature décisive, qui tout à coup éclatèrent à Saint-Petersbourg. On apprit que lord Whitworth avait reçu ses passe-ports (2) et que la Russie se séparait définitivement de la coalition militaire qui menaçait la France depuis deux ans. Ce n'était point encore un rapprochement avec le consul, mais seulement une situation neutre et bienveillante. Paul I^{er} s'était blessé profondément des prétentions de l'Angleterre en ce qui touchait Malte et le pavillon neutre, et ceci changeait toute la politique du premier consul par rapport aux autres puissances de l'Europe.

A Paris, on a vu que le comte de Saint-Julien, sous le prestige de M. de Talleyrand, signait les préliminaires d'un traité de paix. Comme il fallait la ratification de l'empereur d'Autriche, le comte de Saint-Julien proposa de se faire accompagner à Vienne par le général Duroc, qui avait si bien

(1) « Le 25 juillet, les frégates de S. M. B. *la Némésis*, *la Terpsichore*, *la Prévoyante*, *la Fichte* et le cutter *le Nil*, croisant devant Odessa, rencontrèrent la frégate de S. M. B. *la Franda*, de treize-huit canons, capitaine *l'Irôtre*, escortant six bâtiments marchands. Le commodore anglais, soupçonnant que ce convoi était chargé de munitions navales pour les ennemis de S. M. B., voulut le visiter. Le capitaine de la frégate danoise annonce qu'il s'y opposerait, et fit tirer en conséquence sur le capitaine de la *Némésis*, dès qu'il le vit armé. Ces premiers coups de canon tirèrent un homme à bord de la *Némésis*. Il s'engagea alors un combat qui dura vingt-cinq minutes. La frégate danoise, toute désemparée, amena pavillon, après avoir eu huit hommes tués et plusieurs blessés. Les deux frégates anglaises *la Némésis* et *la Fichte*, ont en chacune deux hommes tués et quelques blessés.

sés. La frégate et tout le convoi ont été amenés dans la rade des Russes. » (Times.)

(2) « Le plus grave événement est le refus brusque fait par Paul I^{er} au ministre d'Angleterre à la cour de Russie, lord Whitworth, et de M. de Casanjer, destiné à succéder à celui-ci à Saint-Petersbourg, en qualité de chargé d'affaires de S. M. B. On a vu, la semaine dernière, les deux convois arriver en Angleterre sur la même frégate, avec M. Balle, ministre britannique à la cour de Suède. Les circonstances qui ont précédé leur départ tendent à confirmer les bruits de rupture entre ces deux cours et celle de Saint-James. Des traités offensifs et défensifs, conclus ou prêts à se conclure entre les quatre puissances du Nord, sont les autres indices de la formation de cette coalition. » (Note du ministre autrichien, juillet 1800.)

réussi à Berlin. Quand donc les fêtes furent finies pour la réception de l'envoyé autrichien, il partit de Paris avec l'aide de camp favori du premier consul (1), et tous deux se mirent en route à travers l'Allemagne. Bientôt le gouvernement reçut une dépêche télégraphique de Strasbourg, annonçant que Duroc avait été arrêté aux avant-postes autrichiens sans obtenir la permission de passer, et que le comte de Saint-Julien était envoyé dans une forteresse. L'Empereur refusait de sanctionner les préliminaires.

Pour expliquer cet événement qui fit une vive et profonde impression dans le corps diplomatique (2), il faut rappeler ce qui se passait alors à Vienne. J'ai déjà parlé du traité de subsides qui liait l'Autriche à l'Angleterre; le comte de Saint-Julien avait séjourné à Paris sans instructions positives; loyal militaire, il s'était laissé enlancer sous la parole de M. de Talleyrand et les charmes indicibles des causeries du premier consul. Les préliminaires signés à Paris étaient entièrement en opposition avec les engagements pris par la cour de Vienne vis-à-vis la Grande-Bretagne; comment concilier des préliminaires de paix et la promesse faite de ne traiter que conjointement? Lord Minto pouvait dénoncer au monde la mauvaise foi du cabinet autrichien.

En ce moment, deux femmes exerçaient auprès de l'Empereur une grande influence; d'abord l'impératrice et sœur Caroline de Naples, reine une fois déjà expulsée de sa capitale, et qui devait sa couronne à l'amiral Nelson, cette tête chevaleresque à travers tous les feux de gloire qui brillaient à son front, Caroline était si intimement liée à l'impératrice, la voix du sang parlait si haut! Elle avait juré une haine implacable aux Français, et parcourait le monde pour leur chercher des ennemis; l'autre femme était l'impératrice elle-même, si puissante sur l'esprit de François II, qu'elle dirigeait avec

les prestiges qu'exerce une fille de Sicile à l'imagination ardente, sur un candide fiancé d'Allemagne. La reine de Naples, Marie-Thérèse-Joseph d'Autriche, était la tante de la jeune impératrice, Napolitaine de cœur, et toutes deux excitaient à la guerre contre la France. Chose curieuse dans la vie de Napoléon! Consul, empereur, ce furent toujours des femmes qui soulevèrent contre lui l'Europe en armes; quand les têtes des rois s'abaissaient devant cette fortune merveilleuse, les femmes conservaient le fierté de leur rang même dans la disgrâce. En Prusse, ce fut une reine encore qui, montant à cheval, excita la jeune noblesse contre Napoléon dans les carrousels de Posdam, et en Russie l'impératrice douairière, la vieille mère d'Alexandre, ne voulut jamais traiter avec ce parvenu si grand qui avait posé sur son front la couronne, ce glorieux empereur qu'embrassait le czar à Tilsit et à Erfurt.

Quand donc le général Duroc parvint aux avant-postes, il lui fut signifié d'avoir sur-le-champ à retourner auprès du premier consul. M. de Thugut refusait la ratification des préliminaires signés à Paris par le comte de Saint-Julien: le motif n'était pas fondé sur un refus absolu de la paix et sur la volonté de rentrer immédiatement en campagne; le ministre autrichien déclarait: « Que si la ratification était refusée, c'était purement pour satisfaire lord Minto, ambassadeur de la Grande-Bretagne, manifestant le désir pour son gouvernement, d'intervenir dans les négociations générales et de conclure une paix stable et commune avec le concours de la Grande-Bretagne. »

L'Autriche donnait ce motif à la non-ratification des engagements pris; n'était-ce pas là un prétexte pour un nouveau mouvement militaire? On voulait essayer une fois encore le sort des armes; l'archiduc Charles (3) et l'Empereur lui-même juraient sur leurs épées de venger la maison d'Autriche et

(1) « L'arrivée de M. le général comte de Saint-Julien à Paris, avait ouvert un vaste champ aux spéculations; son départ pour Vienne, le 10 juillet, accompagné du général Buroc, aide de camp confidentiel du premier consul, le même qui fut envoyé à la cour de Prusse, et qui fut si bien accueilli du roi et de toute la cour, a fait répandre de tous côtés le bruit que les bases des préliminaires de paix entre la république et S. M. l'empereur, avaient été arrêtées et signées à Paris, le 20 juillet. Cette nouvelle, venue directement de Paris à Londres, y a été confirmée ensuite par les lettres de Hambourg, et surtout par les avis de Hollande. En effet, cette nouvelle, mandée au directeur hollais, par le ministre hollandais à Paris, Schimmelpenninck, a fait l'objet d'un message de ce directeur aux conseils législatifs. Il est vrai que le lendemain de cette communication, le ministre français en Hollande, Schomville, a fait insérer dans la gazette de Leyde une note par laquelle il déclare n'avoir reçu aucune information officielle de la part de son gouvernement. Le dévouement a fait tomber la nouvelle et baisser les fonds publics, qui étaient élevés partout en raison de ces bruits pacifiques. Le secret de la destinée future de l'Europe, reste donc enseveli dans le portefeuille de Buroc. Or, comme cet agent diploma-

tique n'a pas dû arriver à Vienne avant le 8 en le 10 de ce mois (août), ce ne sera que vers le 23, que l'on pourra connaître à Londres le véritable objet de sa mission. » (*The Courier*.)

(2) « Buroc est retourné à Paris, le 20 août au matin; son voyage n'a été que de vingt jours. Il se trouva pas le premier consul aux Tuileries; il alla le joindre sur-le-champ à sa résidence de la Malmaison. Au soir, bientôt après son arrivée, qu'il n'avait pas été jusqu'à Vienne, et que M. le général Kray l'avait gardé à son quartier général d'Alt-œstingee, jusqu'à l'arrivée de la réponse du cabinet autrichien. Les agitateurs de Paris répandirent aussitôt le bruit que cette réponse n'était pas satisfaisante, et les fonds publics baissèrent d'une proportion de près de 20 p. cent. (le tiers consolidé tomba de 26 fr. à 21 et 1/2, et les rentes provisoires de 24 fr. à 19 et une fraction.) Dépêche d'un agent prussien, août 1806. »

(3) Voici l'acte du cabinet par lequel l'archiduc est appelé aux armes.

« A. A. R. l'archiduc Charles qui, par raison de santé, a été obligé de s'absenter de l'armée pendant quelque temps, étant retablí, il a plu à Sa Majesté de lui confier le commandement de l'armée d'Altœstingee. A. A. R. s'est rendue à Prague, le 11, pour

de se montrer encore dans les batailles. Il y eut des scènes de chevalerie sous les yeux de l'impératrice et de la reine de Naples, comme il s'en passe toujours dans ces châteaux d'Allemagne qui ont conservé les mœurs de la primitive société féodale. L'Empereur, parti pour l'armée, en prit le commandement en personne; les pleins pouvoirs furent confiés à l'archiduc Charles, qui, jeune encore, donnait de si mémorables espérances.

Cependant M. de Thugut, hésitant à compromettre sa cour, n'avait pas voulu rompre complètement toute négociation avec la France: une dépêche d'un agent anglais développe le tableau de la véritable situation de l'Autriche: « Le cabinet de Vienne s'était lié le 20 juin, par un traité solennel, à ne négocier que conjointement avec l'Angleterre; vingt-quatre heures après la signature de ce traité, il s'est trouvé surpris par la nouvelle de la défaite de Marengo; mais tout en adoptant provisoirement la convention conclue en Italie, il a répondu aux propositions du gouvernement français: « Que Sa Majesté Impériale n'avait jamais été éloignée de conclure avec la république française une paix honorable et solide, et tendant à assurer le bien-être des divers États qui gémissent sous le poids de la guerre; mais que Sa Majesté croirait manquer son but en faisant une paix séparée; qu'elle laisse en conséquence à la république française de faire des propositions pour une paix générale, dans laquelle la couronne d'Angleterre serait aussi comprise. » Cette réponse fut faite au commencement de juillet (1). En conséquence, des courriers et des ambassadeurs ont traversé tous les États du continent, avec des notifications et des appels de puissance à puissance, pour aviser aux moyens de mettre efficacement un terme à cette effusion de sang; mais ici le problème devient plus compliqué que jamais; l'impossibilité de faire une paix durable paraît plus manifeste, à mesure que l'on examine de plus près la situation des choses, et la nature des prétentions diverses. Le cabinet de Vienne a déjà exprimé que le rétablissement de la république cisalpine mettrait en danger les États héréditaires de la maison d'Autriche, et menaçait les libertés du reste de l'Italie; que si, cependant, le rétablissement de cette république est une condition *sine quâ non*, il restera à voir ce que la

prendre le commandement général; elle se propose en même temps de garder le commandement des légions bohémiennes et moraves, dont elle a donné provisoirement le commandement au général d'artillerie comte de Starý. »

(1) Pendant ce temps les négociations continuaient à Londres; on lisait dans la gazette du jour :

« Les ministres de S. M. B. délibéraient alors sur les dépêches qu'ils venaient de recevoir de lord Minto, en date du 13 août, mais dont on ignorait entièrement l'objet ce matin (25). Une malte du continent, reçue tout à l'heure, avec les gazettes de

France proposera pour la sécurité et l'indemnité de l'Autriche. D'un autre côté, on objecte à l'Autriche que, lorsqu'elle était maîtresse du Piémont et de la république de Gènes, elle ne montrait pas un intérêt aussi vif aux libertés du reste de l'Italie, et que ce changement de principes sur l'équilibre de l'Europe, dû à la bataille de Marengo, a droit de paraître très-suspect de sa part. »

Cette observation si aigre se rattache à l'attitude qu'avait prise l'Autriche dans la dernière campagne en ce qui touchait la maison de Carignan. L'agent anglais continuait son examen. « La situation de la partie septentrionale de l'Italie assurait à celui à qui elle demeurerait la domination de ce beau pays, sa possession sera un sujet de guerre continu. L'Autriche, en s'emparant tout crânement du Piémont, avait le courage de ne pas masquer ses projets ambitieux d'agrandissement; elle faisait des mécontents, mais elle ne faisait pas de dupes. Le premier consul, au contraire, avec ses consulats et ses républiques, a l'air de créer des États indépendants; il oppose hautement sa conduite à celle de l'Autriche; il étourdit l'Europe avec les discours de ses orateurs, ses proclamations et ses journaux; il se donne une apparence de modération au sein de la victoire; les nombreux prôneurs qu'il a sur le continent de l'Europe achèvent de répandre la confusion; mais il est plus que vraisemblable qu'aussitôt qu'un traité de paix aura consolidé la prétendue indépendance de ces républiques italiennes, la France voudra s'emparer de Livourne, comme d'un port et d'un dépôt anglais, de Rome, pour venger l'affront fait à Joseph Bonaparte et aux cendres de Duphot, de Naples et de la Sicile, pour punir ces pays des secours qu'ils ont fournis aux escadres anglaises, et empêcher que les vaisseaux britanniques ne trouvent de nouveau dans leurs ports des points d'appui pour continuer le bloquer Malte, et gêner les grandes opérations révolutionnaires que Bonaparte projette encore sur la Méditerranée. »

Cette note adressée à Londres examinait la politique envahissante du consulat dans ce qu'elle avait de menaçant pour l'Europe. Il fallait dès lors atteindre le but de la paix concurrentement avec l'Angleterre. Dans ce but, M. de Thugut se bâta d'envoyer les dépêches de lord Minto à M. de Tal-

Vienne, du 13, apprend qu'il était arrivé de Paris dans cette capitale un nouveau courrier de Bonaparte, parti plusieurs jours après Buro, et qu'il apportait à S. M. I. deux projets de la part du premier consul: l'un pour une paix séparée entre la France et l'Autriche, l'autre pour une paix conjointement avec l'Angleterre. Ce sont, assure-t-on aujourd'hui, ces deux projets qui ont fait directement le sujet des délibérations des ministres anglais, et qui ont occasionné la petite hausse survenue dans les fonds d'Angleterre. Malheureusement, il n'est guère possible de pénétrer plus loin la véritable situation des choses. »

leyrand, avec prière de les communiquer au premier consul et de préparer, soit à Paris, soit dans une ville éloignée, les éléments d'un congrès. Ce fut alors que M. de Talleyrand transmit à M. Otto, à Londres, des pouvoirs limités pour signer un armistice sur terre et sur mer (1), difficulté immense parce qu'elle se liait à la souveraineté des mers à laquelle prétendait l'Angleterre, contre les principes posés par les neutres.

Dans cette complication d'intérêts, M. de Cobentzl, envoyé du cabinet autrichien à Saint-Petersbourg, arriva subitement à Vienne; il venait d'éprouver le même sort que lord Whitworth, l'ambassadeur anglais. L'empereur Paul lui avait donné l'ordre de quitter sur-le-champ sa cour, par une de ces brusqueries qui entraînaient dans le caractère du czar (1). D'où était venu ce changement si complet? Qui avait entraîné l'empereur Paul dans cette vive et fatale transition? Depuis quelque temps l'orage se préparait et il éclata tout à coup sur l'horizon pour briser le dernier lien de la coalition de 1799; jusque-là, Paul I^{er} avait manifesté de simples mécontentements contre l'Autriche; aujourd'hui, il se déclarait hautement contre elle et la menaçait même de la guerre.

Tout ainsi changeait de face. Au milieu de l'année 1800, quelques négociations avaient été entamées à Berlin pour rapprocher le czar du premier consul; Bonaparte comprit tout ce qu'il pouvait y avoir de générosité dans l'âme hautaine de l'empereur Paul: voulant donc conquérir l'amitié brusque de l'empereur de toutes les Russies et parler à sa nature passionnée pour les grandes choses, Bonaparte, sans le prévenir, par un acte de généreuse munificence, lui envoya 8,000 prisonniers russes faits par le général Brune dans les campagnes de la Hollande. Le consul mit un soin délicat dans cette

munificence, à ce point de faire habiller tous ces prisonniers sous l'uniforme russe: officiers, soldats, tous reçurent armes et drapeaux comme si on avait voulu effacer le souvenir de toutes les disgrâces. De tels actes devaient aller à l'esprit essentiellement grandiose de Paul I^{er}, et dès lors, il commença à répondre aux attentions du premier consul. Ce n'est pas d'abord lui qui écrivit; souverain d'un grand empire, il n'a pas assez de foi dans la république naissante et il ne se sent pas assez d'admiration pour le magistrat qui la gouverne. Mais, en même temps qu'il donne les passe-ports à lord Whitworth et à M. de Cobentzl, il fait écrire, par le comte Rostopchin, son ministre, à M. de Krudner, ministre à Berlin, afin qu'il prévienne le gouvernement français: « Il ne répugne plus à traiter avec lui, si l'on admet certaines conditions et particulièrement sa grande maîtrise de Malte (1), » en price chevaleresque à plus d'une fin et qui se liait alors à des vues de souveraineté maritime dans la Méditerranée.

Sur ces ouvertures, le cabinet des Tuileries écrivit que non-seulement il admet les réclamations de l'empereur de Russie, mais qu'il pourra se placer, comme il l'a fait déjà, à la tête d'une ligue maritime pour soutenir le droit des neutres contre le despotisme des mers que prétend la Grande-Bretagne. En conséquence, M. de Krudner s'aboucha avec M. de Beurnonville à Berlin; le cabinet prussien intervint incessamment comme intermédiaire; le premier consul insiste pour que Paul I^{er} se place à la tête de la grande ligue des neutres; c'était flatter ses goûts, caresser les intérêts russes, grandir enfin la puissance maritime de Paul I^{er}. Et bientôt on apprend qu'une ambassade russe est envoyée à Paris; et le czar, qui vient de renvoyer M. de Cobentzl et lord Whitworth sans ménagements, compose lui-même avec beaucoup

(1) Voici le texte de ces pleins pouvoirs tels qu'ils sont aux affaires étrangères.

« Bonaparte, premier consul de la république française, en vertu de l'article 41 de la constitution, donne au citoyen Otto, commissaire du gouvernement, pour l'échange des prisonniers en Angleterre, pouvoir de proposer, consentir et signer, conformément à ses instructions, un armistice général avec S. M. le roi de la Grande-Bretagne.

« Paul à Paris, au palais du gouvernement, le 2 fructidor an VIII de la république. Signé: Le premier consul, Bonaparte.

« Le secrétaire d'Etat, Hugues B. Maret.

(2) « Cependant M. de Cobentzl lui bientôt forcé de quitter Saint-Petersbourg, sans que le czar voulût permettre à son ambassadeur et à son chargé d'affaires d'y demeurer après lui. Lord Whitworth, vu également d'un très-mauvais œil, le suivit de près. Paul ne reçut même pas alors l'envoyé de son gendre, le pacha de Hongrie, de peur que cette mission russe ne volât quelque intrigue politique; son ministre Kalitscheff quitta Vienne, où il était accrédité, et le comte Wenzels partit de Londres sous prétexte d'aller prendre les eaux. Si ce n'était point encore là une rupture décidée, tout présageait du moins que bientôt elle aurait lieu, d'autant que Paul rappela alors le corps de troupes russes stationné à Jersey, et ordonna à Vienne de le ramener

dans ses États. Mais le gouvernement anglais, qui voulait persister aux yeux du premier consul n'être point brouillé avec la Russie, obtint du général qu'il retarderait le remboursement des Russes, en lui promettant de le dédommager de ce que l'humeur vindicative de l'empereur Paul lui faisait perdre. Vienne fut destituée, avec ordre de ne plus repasser en Russie, et le ministre britannique le 31 novembre, en Portugal, capitaine général. » (Exposé des ministères prussiens, septembre 1800.)

(3) Le major Gienrichoff porta à Paris une note datée de Gatchina, le 26 sept. 1800, et signée par le comte Rostopchin.

« Au Roi, l'empereur de toutes les Russies ayant eu connaissance des lettres écrites à son vice-chancelier, comte de Ponce, m'a ordonné de faire savoir au premier consul que la bonne harmonie avec mon maître ne peut être rétablie que par l'accomplissement de ses desirs, déjà annoncés au général Beurnonville :

« 1^o La reddition de l'île de Malte avec ses dépendances à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, dont l'empereur de toutes les Russies est le grand maître; 2^o le rétablissement du roi de Sardaigne dans ses États, tels qu'ils étaient avant l'entrée des Français en Italie; 3^o l'intégrité des États du roi des Deux-Siciles; 4^o de ceux de l'électeur de Bavière, et 5^o de ceux de Wurtemberg.

Le comte de Rostopchin. »

de soin la légation qu'il destine au premier consul ; cette ambassade fut donnée au général baron de Sprengporten (1) ; elle arrivait à Paris au milieu des joies et des plaisirs de l'hiver.

Ainsi tout allait bien pour le premier consul ; sa position diplomatique était bonne ; il avait pour base, à l'égard de l'Autriche, les préliminaires signés à Paris par le comte de Saint-Julien. L'Angleterre, qui jusque-là avait méprisé ses avances, ouvrait une négociation directe avec le consul, et M. Otto était admis à Londres en qualité de plénipotentiaire auprès de ce lord Grenville qui avait si dédaigneusement parlé de Bonaparte ; enfin Paul I^{er}, qui naguère jetait ses Cosaques et Suwarow en Italie pour faire proclamer les Bourbons et renverser la république, Paul I^{er} témoignait, par une ambassade (2), le désir d'une alliance avec la France, ou au moins d'un rapprochement politique. Qui pouvait désormais lutter avec la fortune de Bonaparte ? Quel était le parti assez audacieux pour braver ses desseins ? Cependant tout cet édifice du consulat ne tenait-il pas à une seule personne ? Les débris des opinions vivaces remuaient encore en France, et des attentats inouïs furent alors osés contre le premier consul victorieux et pacificateur !

CHAPITRE XXXVII.

COMLOTS DES PARTIS.

Alliés contre le consul. — Conellibule des Jacobins. — Les enragés. — Idées romaines. — La Mort de César. — Ceracchi, Dions, Aréna et Topino-Lebrun. — Les machines infernales. — Travail d'ateliers et des faubourgs. — Tentative des chemins. — George et ses projets. — Saint-Régent, Carbou, et la machine infernale. — Origine de ce complot. — Rapport de police. — Le consul contre les Jacobins. — Résolution de mesures exceptionnelles.

Septembre 1800 à janvier 1801.

Les partis ont un instinct profond de ce qui les comprime ou de ce qui les blesse ; ils savent devin-

ner la tête puissante qui les arrête dans leurs projets, et ils lui vouent une haine éternelle, ils la désignent dans leurs plus sanglantes résolutions. Depuis le 18 brumaire, Bonaparte, premier consul, était le but indiqué au ressentiment des partis extrêmes ; tous savaient que l'édifice élevé par le consulat se résumait tout entier dans la personne du premier consul, et qu'une fois lui effacé de la scène, il ne resterait plus rien de l'œuvre que son génie avait entreprise : telle est la situation des gouvernements qui se résument en un homme ; ses ennemis savent bien que quand ils ont atteint son cœur, les institutions odieuses disparaissent, et que la société secouera l'ordre de choses que cet homme a fondé. La stabilité et la grandeur des peuples doit résulter d'autres causes ; quelque immense que soit une intelligence ou une volonté, elle n'est pas tout dans l'existence d'un État.

Voilà ce qui explique l'acharnement des partis sous le consulat contre la personne du premier magistrat. Bonaparte n'était-il pas le seul qui pût défendre son ouvrage ? Le pays n'avait foi ni en sa famille, ni en ses collègues, ni en ses amis ; et puis, que serait-il resté du gouvernement et de la constitution de l'an VIII sans Bonaparte ? Cambacérès demeurerait-il debout pour défendre l'œuvre d'une reconstitution sociale ? Faible et pusillanime, il serait accouru devant tout gouvernement nouveau qui l'aurait pardonné ; et Lebrun offrait-il une résolution plus ferme dans le cas où le premier consul eût succombé sous le poignard (3) ? Toutes les forces hostiles au gouvernement devaient donc se diriger sur Bonaparte ; tout parti acharné, tout gouvernement ennemi devaient en vouloir à sa vie, car en lui était la seule énergie politique de la société ; l'instinct d'un attentat sanglant arrivait alors comme une pensée naturelle dans les âmes désordonnées.

Si l'enthousiasme était vif dans la classe bourgeoise pour Napoléon, le restaurateur de l'ordre, quelques mesures violentes et maladroites avaient irrité le parti patriote. On ne peut lire le mal produit à la popularité de Bonaparte par la publication de la brochure dont j'ai parlé déjà : le parallèle entre *Monck*, *Cromwell* et *Bonaparte*, car on y révélait les desseins définitifs du consul. Le fond de

(1) « Le général russe Sprengporten a dû partir de Berlin, le 17 novembre, pour se rendre à Bruxelles et de là à Paris ; il est chargé d'une mission particulière de l'empereur de Russie pour le premier consul. C'est une réponse aux ouvertures faites par le gouvernement français à l'empereur Paul. La nature des communications qui ont eu lieu entre le gouvernement français et celui de Russie, forme un contraste frappant avec celles des autres puissances ; c'est un complot de générosité entre deux hommes si bien faits pour s'entendre l'un l'autre. » (*Gazette de Berlin*.)

(2) « Voici de quels personnages se composait la légation :

« M. le général baron de Sprengporten, ambassadeur à titre, le prince Joseph Dolgorouki, le conseiller de cour Bomborg, secrétaire de légation à Brême ; M. le capitaine comte de Thomsen ; M. Winter, officier de correspondance, et M. de Scheppling, fils du grand marchand de Couraoude. Cette brillante compagnie arriva de Bruxelles à Paris, le 15 décembre, au bel hôtel de la Grange-Batelière. Le général Clarke, qui avait été envoyé de Lunéville à Bruxelles pour la recevoir, l'accompagna jusqu'à Paris. » (*Gazette de Hambourg*.)

(3) On vit même en 1812, par la conspiration Ballet, que le pouvoir de Bonaparte tenait à la vie d'un seul homme.

cette brochure était de prouver : « Qu'il n'y aurait rien de plus heureux pour le peuple français que de voir l'hérédité dans la magistrature confiée à Bonaparte ; » elle annonçait ainsi des pensées de dynastie. Il est vrai qu'on s'était hâté de désavouer ce ballon d'essai ; Bonaparte avait montré sa colère de cette imprudence de Lucien ; mais ce qu'il y eut de curieux, c'est que Fouché découvrit dans ses investigations habitées que le manuscrit avait été corrigé de la main de Bonaparte (1). Le ministre fit semblant de ne pas connaître cette circonstance, quand le premier consul lui ordonna d'en chercher l'auteur afin de l'envoyer au Temple ; mais sous main il fit répandre le bruit que la brochure était l'œuvre du premier consul, ce qui irrita au dernier point le parti patriote.

Dès lors, que de griefs n'eurent pas ces républicains contre le consul : « Quoi ! César ne déguisait plus ses desseins ! N'y aurait-il pas un Brutus ? Les hommes de cœur et de courage manqueraient-ils à la nation ? Le peuple s'oubliait-il lui-même ? Pourquoi le poignard n'irait-il point atteindre la poitrine de celui qui voulait se revêtir de la pourpre des rois ? Rome, tu ne serais plus qu'une ombre ! Liberté, tu n'aurais plus de généreux enfants ! Répu-

blique, vierge aux bras nerveux, ne te resterait-il plus qu'à mourir ? Qu'est devenue la vertu antique de tes vigoureux sectateurs ? » On s'exaltait ainsi dans les conciliabules secrets (2) ; le renvoi de Carnot avait exaspéré les patriotes : « Ce Corse ne pouvait donc plus souffrir la voix des plus vertueux défenseurs de la patrie ; tout ce qui était libre l'importunait, même la parole ; ô Brutus ! ô Cassius ! devant la statue de Pompée, César tomba enveloppé de sa toge consulaire, pour quoi le même sort ne serait-il pas destiné à Bonaparte ? »

Il existe dans tous les partis une fraction exaltée qui, se séparant de la masse, marche à ses desseins dans un sombre enthousiasme ; elle ne s'arrête devant rien, aucune considération morale ne retient ses projets ; que lui importent le sang, le désordre, le crime même ; tout s'ennoblit dans ses idées, dans ses volontés. Ce qui paraît horrible à notre conscience sociale et raffinée, leur paraît à eux généreux et fort ; ils invoquent Sparte et Rome ! Le parti patriote possédait de ces hommes à sentiments passionnés : les uns étaient de vieux jacobins mêlés à tous les événements d'insurrection depuis 1793, et qui marchaient, sans détourner la tête, devant

(1) « A peine Fouché fut-il entré dans le cabinet de Bonaparte que le dialogue suivant s'établit entre eux avec la plus grande vivacité d'une part, et de l'autre avec un calme imperturbable et légèrement mordant : — Qu'est-ce que c'est que cette brochure ? Qu'est-ce qu'on en dit dans Paris ? — Général, il n'y a qu'une seule chose qu'elle est extrêmement dangereuse... Eh bien ! alors, pourquoi l'avez-vous laissée paraître ? C'est une indignité... Général, je devais des ménagements à l'auteur... — Des ménagements... Qu'est-ce que cela veut dire ? Vous deviez le faire mettre au Temple... — Mais, général, c'est votre frère Lucien qui a prêté pamphlet sous sa protection, l'impression et la publication ont été faites par son ordre ; enfin, il est sorti du ministère de l'Intérieur... Cela m'est bien égal ! Alors, votre devoir, comme ministre de la police, était de faire arrêter Lucien, et de l'envoyer au Temple. Cet imbécile-là ne sait qu'imaginer pour me compromettre ! » Après avoir prononcé ces mots, le premier consul sortit du cabinet en fermant brusquement la porte. H. de Beuzemont, resté seul avec Fouché, lui demanda l'explication du demi-sourire qui avait été plus d'une fois sur ses lèvres, pendant la lecture de ce pamphlet, car il voyait qu'il avait quelque chose en réserve. « Faire mettre l'auteur au Temple, lui dit alors Fouché, ce serait difficile ! Effrayé de l'effet que produirait le parallèle entre Menck, Cromwell et Bonaparte, dès que j'en ai eu connaissance, je suis allé tout de suite chez Lucien, pour lui faire sentir son imprudence ; alors, au lieu de me le répondre, il est allé chercher un manuscrit qu'il m'a montré, et qu'il y a vu ? Les corrections et des annotations de la main du premier consul. » (Témoignages d'un témoin oculaire.)

(2) Je donne ici une série de rapports intimes de la police sur les jacobins.

De 3 fructidor au VIII (19 août).

« Il est constant que les ennemis méditent un attentat, qu'ils sont vivement poussés, sans qu'ils s'en doutent peut-être, par une autre faction qui l'étranger seconde.

« On sait que Duperron, l'un des chefs de la contre-police royale, était le plus ardent des ennemis, et l'un des principaux meneurs du parti. Il n'a pu succéder à coup sûr, et de la recherche duquel on s'occupe avec soin.

« La masse des citoyens est étrangère à ces complots. Paris est tranquille. »

De 5 fructidor au VIII (23 août).

« Il doit y avoir aujourd'hui une réunion de quelques ennemis marquants, et dans laquelle on doit s'occuper de différents projets.

« Le préfet de police y a fait introduire un de ses agents qui aura et entendra tout.

« Cet agent a vu se lier avec Châteauneuf, l'un des plus courageux ; celui-ci ne lui cache rien de tout ce que les frères et amis méditent.

« Châteauneuf est déjà été arrêté, si l'on n'avait peur de ne pas retrouver un moyen sûr d'être toujours au courant.

« La tranquillité la plus parfaite règne dans les faubourgs et dans la ville. »

10 septembre.

« Les ennemis suivent avec constance leurs sinistres projets.

« Il existe véritablement un complot ; mais on n'a pu encore saisir toutes ses ramifications. Les chefs sont inconnus ; quelques subalternes sont arrêtés, et le résultat de leurs déclarations et des rapprochements faits entre eux, qu'ils émettent à l'impulsion secrète et cachée d'hommes qu'ils ne connaissent pas et qu'on ne leur indique que très-vaguement ;

« Que ce soit des ennemis agissant d'après leur propre fureur, réunissant l'audace à l'expérience des mouvements révolutionnaires, et capables de braver tous les périls, tous les dangers.

« Ils reçoivent de l'argent, mais il sort encore de la main invisible qui les pousse, et s'arrête dans les leurs qu'ils ne laissent détenir.

« Ils n'ont qu'un but, le renversement du gouvernement ; ils n'œuvrent qu'en second les conséquences qui peuvent en résulter ; détruire d'abord, voilà leur unique pensée, sans songer après comment on remplacera.

« On sait au fur et à mesure ceux qui sont signalés par les réponses des hommes arrêtés ; ils sont déjà au nombre de 10 ; on remonte avec prudence aux premiers échelons, et l'on prend toutes les précautions nécessaires pour arriver à la vérité. »

la réalisation de l'idée démocratique. On les rencontrait dans toutes les conjurations; ils avaient soutenu Babeuf et la loi agraire, ils étaient dans tous les mouvements du peuple, et leurs ramifications étaient grandes parmi les faubourgs au milieu des ateliers prolétaires. A côté de ces jacobins d'élite et incorrigibles, il y avait aussi de jeunes âmes exaltées qui, par leurs études historiques et le sentiment d'artiste, s'étaient passionnées contre la tyrannie: quand vous lisiez, enfant encore, Tacite et Suétone, ne vous est-il pas arrivé de précéder en haïe toutes les tyrannies, et votre main ne se serait-elle pas armée d'un poignard pour frapper historiquement, pauvre enfant que vous étiez, ces têtes de dictateur, de consul ou de roi, usurpateurs de la liberté! Si l'art vous a passionné pour la statue antique, que n'éprouvez-vous pas devant ces souvenirs du passé où les grandes immolations se révèlent comme des actions sublimes! Quoi d'étonnant que de jeunes intelligences sortant de l'atelier de David, aient transformé en actions généreuses les sacrifices à la liberté! C'était, pour les uns, vieille habitude des clubs; pour les autres, exaltation de sentiments patriotiques.

La police connaissait parfaitement ces hommes, et nul n'était plus propre que Fouché à suivre attentivement de vieux frères et amis avec qui le ministre vivait de longue date. Fouché ne leur voulait pas de mal; tête à tête il s'épanchait avec eux sur *cet homme-là*; il les défendait partout, jusqu'à ce qu'ils fissent quelques sottises, et alors il était obligé de les livrer pour donner des gages au premier consul (1). Avec son esprit ordinaire, Fouché leur avait trouvé un nom, une qualification, car la première condition, quand on veut perdre un parti, c'est de lui donner un titre, un signe qui le flétrisse dans l'opinion publique. La police donnait donc aux patriotes exaltés le nom d'*enragés*; il y eut dès ce moment une faction d'*enragés*; le mot était ingénieux. Comment la bourgeoisie de Paris aurait-elle souffert des *enragés*, sorte de chiens furieux, lancés contre la société tout entière? Elle devait s'armer en masse par les mêmes motifs qu'elle s'indignait contre les *brigands*, qualification également donnée aux royalistes de la chouannerie; enragés d'une part, brigands de l'autre, il était impossible que la police n'eût pas pour elle, dans cette guerre, tout ce qui

possédait quelque chose, tout ce qui pouvait consolider le gouvernement établi.

Depuis longtemps la police suivait, avec la plus vive attention, les discours et les projets des républicains exaltés; partout on écoutait aux portes, et il faut dire que ces hommes parlaient avec une imprudence, un laisser aller qui faisait la joie des agents intimes du premier consul. Tantôt on devait attaquer Bonaparte à la Malmaison (2), puis l'attendre au sortir de l'Opéra pour le poignarder; les uns voulaient miner les Tuileries, les autres percer de balles, par une machine infernale, la voiture de Bonaparte; ici l'on devait prendre l'habit de la garde consulaire, là s'emparer de vive force de quelques-uns des appartements des Tuileries, enfin atteindre le cœur du consul à la chasse, à la Malmaison, partout où on présumait qu'il pourrait se montrer.

Dans ces complots il y avait plus encore de paroles animées que d'actions véritables; il en était de ces conjurations comme des clubs, on y parlait beaucoup et on n'exécutait rien. Ce n'est pas dire que ces hommes ne fussent très-capables de tous les coups qu'ils prémeditaient; il existait à Paris bien des débris encore de toutes les époques révolutionnaires, sorte d'enfants perdus des mauvais temps du jacobinisme; on les avait vus dans toutes les émeutes, au milieu de toutes les agitations, au 14 prairial, au 18 fructidor, dans les conspirations du Champ-de-Mars, on bien dans la tentative audacieuse de Gracchus Babeuf. Les uns avaient ensanglanté leur vie par des actions qui faisaient frémir; il y avait les hommes de septembre, les insurgés du 10 août, républicains farouches, qui sacrifiaient toutes les lois au triomphe de leur idée. Mais ce n'était pas une raison pour le consul de les proscrire; car lui-même n'avait-il pas été jacobin? Fouché seul était logique en leur pardonnant. Comment Cambacérès, Merlin, Réal, pouvaient-ils se montrer difficiles en souvenirs révolutionnaires? De tels hommes étaient fort dangereux, ils pouvaient conspirer; mais il n'y avait pas alors de véritable complot et de plan arrêté; Fouché avait le bon esprit de ne point poursuivre judiciairement ce qu'il appelait de la forfanterie et du bavardage; il se contentait, de temps à autre, de les faire prévenir d'être sages, parce qu'il savait tout, et qu'il répondait de la vie du premier consul.

Cependant les esprits s'échauffaient de plus en

(1) « Fouché détestait journellement de semblables sottises, où il voyait surtout de déceptions que de mauvais ventilo. Ceux qui désiraient de lui une répression plus énergique, le suspectaient presque de connivence. » (Témoignages historiques.)

(2) « Juvénat, ancien aide de camp d'Henriot, avec une vingtaine d'enragés, complota d'attaquer et de tuer le premier consul à la Malmaison. Fouché y mit obstacle et fit arrêter Juvénat. »

not. Mais il était impossible d'obtenir aucun effet; on ne pouvait pénétrer le secret de ces trames ni en atteindre les véritables auteurs. Fion, Buleux et Kossignel passaient pour les principaux agents de la conspiration; Talot et Lalaguet pour ses directeurs invisibles. Ils avaient un pamphlétaire à eux: c'était Netze, homme résolu, actif, introuvable. » (Témoignages contemporains.)

plus, il y avait parmi les hommes qui fréquentaient les sociétés républicaines quelques têtes plus exaltées encore parce qu'elles étaient sous l'impression des habitudes d'Italie et de son soleil. Deux surtout, artistes de profession, se montraient les plus effervescents; ils ne parlaient que de poignards qui devaient atteindre le cœur du nouveau César; le premier se nommait Ceracchi, jeune sculpteur, Italien d'origine, républicain à convictions profondes, croyant à Rome et aux vertus austères de la démocratie, caractère tout à fait antique, avec une éducation mâle et fortement trempée; il s'était d'abord épris du consul, le magistrat démocratique, le général des pyramides; puis, quand il le vit sur le chemin de la dictature, il lui voua une haine profonde. A l'origine de son enthousiasme, Ceracchi avait demandé à faire le buste de Bonaparte; quand il crut qu'il aspirait à la tyrannie, il ne demanda plus cette faveur que pour avoir l'occasion de délivrer plus sûrement la patrie en approchant de sa personne. Un peintre, son ami, du nom de Topino-Lebrun, de l'école de David, se drapant dans la toge antique, partagea les desseins de Ceracchi, par haine profonde contre Bonaparte; il voulut aussi frapper du poignard l'usurpateur de la souveraineté du peuple; tous deux s'étaient entendus avec d'autres ennemis du premier consul, tels qu'Aréna, Demerville, l'ami de Barrère, anciennement employé au comité de salut public.

Bientôt la police fut de moitié dans cette conspiration. On a vu que Fouché, si facile et si indulgent pour ce qu'il appelait de folles têtes, les maintenait par de simples menaces, des conseils habilement jetés, ou même par de l'argent qu'il distribuait entre les principaux d'entre eux; mais il se trouva qu'un officier du nom de Harel, qui s'exaltait ordinairement pour la cause républicaine, fut mis dans la confiance par ces âmes insouciantes de la vie et qui conspiraient en plein air, dans les cabarets ou dans les lieux publics, et à l'Abbaye-au-Bois surtout, où était le siège de leur réunion journalière. Harel, officier à la retraite, vit bien qu'il avait sa fortune à faire en vendait les secrets des conjurés; il ne s'adressa pas à Fouché, qui aurait encore calmé l'affaire parce qu'il s'agissait de frères et amis; il vint directement au cabinet du premier consul, et à sa police militaire; il y reçut de l'argent pour aider le complot, et les conjurés suivirent l'instinct de leur confiance et de leur abandon, pendant que Harel continuait de les trahir en les excitant encore dans l'accomplissement de leur œuvre. Le premier consul se trouvait fort heureux que sa police eût découvert quelque chose en dehors de Fouché; il était aise de montrer à son ministre que sa vie ne dépendait pas

absolument de lui, car, dans le fait, Fouché était maître de le faire poignarder. Quand le cabinet du consul communiqua au ministre les renseignements qu'il tenait de Harel, Fouché montra une série de rapports qui, développant le principe et les causes de la conspiration, l'indiquaient comme une folle idée passée, comme tant d'autres, dans la tête des conjurés.

Le 17 au soir, un rapport secret de police très-circostancié fut adressé à Bonaparte pour être communiqué au conseil d'État; il est curieux, dramatique et destiné à préparer l'événement qui va se passer à l'Opéra. « 11 octobre, cinq heures du soir. De nouveaux projets doivent éclater. Le citoyen Harel, capitaine, donne les moyens de prévenir un attentat et d'arrêter quelques-uns des coupables. Il est allé chez Demerville. Celui-ci, après avoir sondé ses opinions politiques, avait cru pouvoir l'initier dans une vaste conspiration. Bonaparte doit être poignardé, et le gouvernement changé! Demerville nomme plusieurs conjurés. Des généraux, des hommes en place sont désignés par lui. Harel s'est empressé de faire part au citoyen Lefebvre des connaissances qu'il tenait d'acquiescer. Harel a rendu une nouvelle visite à Demerville. Demerville l'a invité à se procurer quatre hommes sur lesquels on puisse compter; une somme de 150 francs est alors donnée; 60,000 francs sont promis pour récompenser leur action. L'action consommée, les conjurés se redront maîtres de l' Arsenal; ils s'empareront de quarante à soixante pièces de canon qui se trouvent à Vincennes. 2,000,000 qui existent dans les caisses de la loterie, suffiront pour les premières dépenses; les assemblées primaires seront convoquées, et le milliard promis aux militaires sera assuré. Le même jour, Demerville avertit Harel qu'il ne faut pas perdre un seul instant, et pour trouver des hommes et pour se procurer des armes; une nouvelle somme de 100 francs est donnée, elle est destinée à cet achat. Harel observa en présence d'un témoin, de Ceracchi, qu'il s'est informé du prix et que cette somme ne peut suffire. On promet de faire de nouveaux efforts, et, en effet, dans la soirée, le Romain Ceracchi remet encore 160 francs. Enfin, le 17, tout est arrêté; c'est le 18, à l'Opéra, que Bonaparte doit périr. Harel se rend de nouveau chez le ministre de la police générale, qui le renvoie à la préfecture, où on lui donne quatre hommes sûrs qui devaient jouer le rôle de conjurés. Le 18 au matin Harel achète quatre paires de pistolets et une paire d'espiogoles; deux paires sont remises à Demerville, une à Ceracchi; il doit amener trois hommes décidés. Harel, de son côté, reçoit six poignards des mains de Demerville. Il en confie quatre à quatre citoyens,

qui depuis les ont déposés à la préfecture (1). »

Rien n'était plus odieux que ce jeu de police, ce mélange d'agents provocateurs et d'hommes ardents, désordonnés, mais de bonne foi. Harel avait dit que l'assassinat du premier consul aurait lieu à l'Opéra, et que les conjurés étaient prêts ; Bonaparte n'hésita pas un moment à s'y rendre et sa garde fut doublée ; et ici se passa la scène la mieux préparée que le pouvoir ait pu jouer (2) ; le consul n'avait rien à craindre, la police étant si bien prévenue. Les républicains ne firent aucune tentative ; deux des conjurés, Diana et Ceracchi, furent pris à l'Opéra, et les autres furent saisis à leur domicile. Qu'importait tout cela ! il fallait une conjuration pour rendre odieux les débris des opinions républicaines ; il fallait se venger d'une opposition sourde et mécontente. Le moyen fut bon, et l'on put le lendemain annoncer : « Que la Providence avait miraculeusement préservé les jours du premier consul. » On avait besoin de jeter de l'intérêt sur la tête de Bonaparte, et un complot manqué fait du bien au pouvoir qui en est l'objet.

Faudra-t-il retracer ces physionomies que la

(1) Ce rapport est signé Babois.

(2) « Un individu écrit au chef du premier consul, pour annoncer qu'il avait des choses importantes à lui communiquer : on le lui envoie. Je vous apprend, dit celui-ci, que la vie de Bonaparte est dans le plus grand danger : il y a huit personnes qui sont résolues de l'assassiner. Je suis de ce nombre. Le moment que j'éprouve ma force à vous le dire est venu. » M. de Bourrienne court chez le ministre de la police, qui demande si le jour où le crime devait être commis, était fixé. « Il ne l'est pas encore, lui répond-on, parce que les conjurés attendent qu'ils soient en nombre de douze. Il est aisé, réplique le ministre, de leur donner quatre personnes qui leur donneront le moyen de leur dessein, et qui nous donneront les moyens de le faire avorter. » On charge l'individu qui est venu faire cette déclaration, de présenter les quatre personnes à ses camarades. Il le fait, chacune d'elles va toucher trente louis chez une personne qui est connue : on se réunit chez un restaurateur. A la fin du repas, on fixe le jour où l'assassinat doit être commis ; on établit le jour de la première représentation de l'opéra des *Horaces* ; dans l'espérance qu'il sera plus facile, au milieu d'une grande foule dont on augmentera le désordre en faisant quelques révolutions pour mettre la terreur, ou du moins pour exciter beaucoup de fumée dans la salle.

« Le jour arrivé, le ministre de la police instruit de tout le premier consul : — Que voulez-vous que nous fassions et que voulez-vous faire ? Suit-il par lui dire : — J'ai, » répond le consul. On augmente la garde qui devait l'accompagner. — « Bonaparte s'en aperçoit, en demande la raison à son époux, qui lui répond que, comme il doit y avoir une grande levée, il a été convenable d'avoir plus de monde autour de lui. Arrivée avec lui dans sa loge, elle remarque que le ministre de la police, le préfet de police et quelques autres personnes entrèrent, sortirent, revinrent avec un air de préoccupation qui lui fit demander la cause à son mari. — Ce n'est rien, dit-elle, occupe-toi de la pièce. » Un instant après, le ministre de la police arrive, annonce qu'ils sont arrêtés et que l'on a trouvé sur plusieurs des conjurés et des mèches phosphoriques. » (Témoignages d'un contemporain.)

(3) L'écritain le plus ardent du parti se nommait alors Metzger, Fouché, qui crut d'être compromis, consent à donner des pages au premier consul. Voici le rapport qu'il lui adresse :

« Citoyens consuls, l'œil vigilant de la police vous avertisse, il

dictature de Bonaparte allait livrer au supplice ? Les conjurés arrêtés comme auteurs ou complices d'un attentat le poignard à la main, n'appartenaient point, je le répète, aux classes prolétaires de la société des jacobins : le premier était Aréna, frère de ce représentant du peuple si hardi, si énergique contre le consul Bonaparte dans le conseil des Cinq-Cents ; sa fortune était considérable ; ordonnateur militaire, il tenait à Paris un rang dans la société ; on lui savait des opinions exaltées ; un républicanisme qui s'exhalait en mécontentements ; entre lui et Bonaparte c'était haine de Corse ; on l'accusait d'avoir fait distribuer en France un pamphlet rédigé, selon les rapports de police, par Pozzo di Borgo et Paoli, en Angleterre, contre les Bonaparte ; le consul, dans son ressentiment, ne manqua pas de le comprendre dans le complot (3).

Demerville, patriote aussi exalté qu'Aréna, fut employé dans le comité de salut public, et son intelligence s'y était développée avec son dévouement pour la république ; Barrère le prit pour secrétaire. Homme spirituel comme les Mirabieu-

y a quelques mois, qu'une poignée de misérables transmettait quelques attentats, ils étaient possédés par les ennemis de la France. Bientôt après, les papiers du complot anglais, mis sous vos yeux, vous donneront la preuve de ces trames criminelles.

« Les agents de ce complot ont été arrêtés et mis en fuite.

« Le gouvernement n'a pas jusqu'ici fait juger l'affaire du complot anglais. Ce délai a été commandé par l'intérêt de l'État.

« Un nouvel attentat s'est ordonné. On a pensé qu'en frappant le premier consul, on frappait de mort la république, on en

moins qu'on la replongeait dans le chaos.

« Seulement on ne retrouve pas la tête qui a dirigé le bras des assassins. Elle s'est cachée dans le sang. La police a saisi des vrais coupables ; ils avouent leur crime ; mais ce sont ceux des agents obscurs qui s'agitent sous la poussière.

« Comment croire que ce bill ne se rattache pas à une cause plus puissante, lorsqu'on réfléchit que, dans le même temps, la société a été calculée dans certaines contrées de l'Europe ?

« Cependant je me garderai d'accuser occasionnellement les individus et illimités ; quand on s'enfonce dans la vérité, quand on ne veut répandre que la lumière, on doit s'enfermer avec précaution, et se méfier lorsque les preuves conviennent.

« Jusqu'à ce moment les seuls individus arrêtés sont Ceracchi, Demerville et Aréna. Les deux premiers ont révélé tout le complot, ils accusent Aréna d'être le chef du complot et de l'être.

« Je vous propose de faire traduire au tribunal criminel de la Seine, Aréna, Ceracchi et Demerville, et d'y renvoyer tous les interrogatoires avec toutes les pièces de conviction.

« Tant que des hommes, les affections généreuses ont les leurs ; mais à ce point de vue sentiment des grandes âmes, est la faiblesse et l'imprévoyance, comme se déchaîne la nature et le chaos.

« Le ministre de la police,

« Signé : Fouché. »

« Renvoyé au ministre de la justice pour poursuivre l'exécution des lois de la république, à l'égard des individus désignés dans le rapport de ministre de la police générale, et de leurs tentatives et complices.

« Ce 2 brumaire, au XIX de la république française.

« Le premier consul,

« Signé : Bonaparte. »

naux, il se faisait remarquer par la chaleur de ses convictions, et sa phrase vive, saecadée. Barrère, sans intention sans doute, le dénonça et le perdit; M. Barrère de Vieuzac avait alors un pied dans la police, un pied parmi les jacobins. Demerville, dans un épanchement d'amitié, eut l'imprudence de le prévenir qu'il n'y aurait pas sûreté à l'Opéra, et Barrère, toujours empressé de plaire, courut avertir le général Lannes, la police militaire et Fouché, qui avait mission de préserver les jours du consul. Dès ce moment, le ministre vit bien qu'il ne pouvait plus hésiter à suivre le complot.

Ceracchi, je l'ai déjà dit, était un jeune sculpteur de Rome, fier de son art, élève de Canova, et l'Italie tout entière connaissait sa renommée, car il l'avait enrichie de bustes antiques et des statues renouvelées des beaux monuments de Rome. Ceracchi, un des ardents patriotes qui placèrent sur le Capitole l'image de Brutus, fraternisait alors avec Berthier, Joseph Bonaparte, ces généraux et ces soldats proclamant la république romaine. Nuit et jour, Ceracchi travaillait, et le musée s'était enrichi des belles productions du jeune émule de Canova : une Vénus antique, un buste de Jourdan, un Brutus livrant son fils au licteur, la Liberté sous les traits d'une vierge de Sparte.

Topino-Lebrun était né aussi sous un soleil brûlant, car Marseille était sa ville natale; il était venu à Paris, comme tant d'autres artistes, dans les premiers jours de la révolution, pour travailler dans les ateliers de David; David, ce maître aux grands traits, lui avait inspiré son art, et avec cet art l'idée patriotique et brûlante. Topino-Lebrun, juré au tribunal révolutionnaire, s'y était montré austère et inflexible; il travaillait la nuit dans son atelier; un peu de pain et de vin suffisait pour sa nourriture, puis il courait sur la place publique proclamer ses idées

exaltées; Topino-Lebrun avait reçu, il y avait deux ans à peine, une couronne d'or et de chêne pour son tableau de Caius Gracchus qui remporta le prix, et quand il fut arrêté, il crayonnait l'esquisse du siège de Lacédémone, avec son temple de Minerve, sa république populaire et sa démocratie jalouse (1).

C'étaient ces hommes que Bonaparte faisait arrêter; ils n'appartenaient point aux prolétaires du parti; tous avaient des existences avouées, des noms retentissants dans le parti jacobin. Le dictateur voulait s'en débarrasser parce qu'il avait besoin de mettre un peu d'ordre dans les idées, et d'établir sur des bases fondamentales son pouvoir consulaire; il y avait bien des haines contre lui; les enragés conspiraient partout, répandant parmi le peuple des projets insensés; ils étaient comme une société à part qui ne pouvait souffrir l'ordre fondé par Bonaparte. Rossignol, Destrem, Talot, Santerre, Antonelle, Charles de Hesse, tous ces noms-là inspiraient de l'effroi au premier consul, préservé par sa garde même; il ne parlait des jacobins qu'avec rage, il savait leur terrible énergie; ces caractères-là ne s'assoupissaient pas et frémissaient toujours sous sa main. De temps à autre on apprenait de fatales révélations, tous les moyens étaient saisis avec habileté par eux, afin de se débarrasser du premier consul.

A ce moment l'on découvrit une première machine infernale dont je dois parler ici avant de raconter l'attentat du 5 nivôse. Dans les années où il fallut défendre le territoire menacé de l'invasion, il s'était partout organisé des ateliers d'artifice, de poudre et de salpêtre; une grande partie de la population, les malfaiteurs eux-mêmes avaient étudié parfaitement les forces des projectiles, les moyens effrayants de l'artillerie, des bombes et des machines à jeter des artifices; de simples ou-

(1) Du 15 vendémiaire (12 octobre au 11.)

« Dans la nuit du 15 au 16, Ceracchi et Blons, arrêtés au théâtre des Arts, ont été interrogés.

« La fille Dumey, Belvisque et Detecq, ont été arrêtés.

« Paris est dans l'indignation, mais tranquille. L'arrestation des scélérats n'inquiète que leurs complices qui doivent être nombreux. Ils appartiennent à un petit nombre d'enragés que la masse du peuple hait; quand ils osent montrer des prétentions, et maltraiter même lorsqu'ils laissent pénétrer leur projets.

Signé : Dubois.

Voici quelques-unes des exagérations de ces rapports de police.

« Sur la fin de l'hiver au dans les premiers jours de messidor an VIII, Gombosi-Lesbais réunit chez lui, à un dîner, rue de l'Arbre-Sec, maison d'un charcutier, un grand nombre de conjurés. On y but à la santé de la démocratie pure, puis à la mort du tyran et de tous ceux qui avaient reçu des places de lui. Deslerge demanda à Aréna si on avait des nouvelles : — On est parti : on espère qu'il ne reverra jamais Paris. — Mais sommes-nous prêts, dit Desforges. — Oui, répartit Aréna, rien n'est changé. Au moment où on apprendra sa mort, on lèvera de proclamer Louis XVIII, et on arborera le drapeau et la cocarde blanche pour

avoir sur-le-champ les royalistes imbéciles; tandis qu'on s'emparera de ceux bien connus. Le sergent durera quarante-huit heures sans s'arrêter, et on permettra le pillage aux troupes qui seront à Paris, pour punir les marchands d'avoir fait guillotiner Desplepierre. Desforges applaudit et dit : — Je suis prêt aussi; j'emparerai de la caisse des deniers, de la trésorerie et des caisses particulières. J'ai 3 à 400 hommes tout prêts avec ceux qui, dans le moment, se rueront de notre côté.

Les rapports secrets de la police contiennent sur la conspiration.

Du 20 vendémiaire (13 octobre).

« Demerville a subi un interrogatoire, ainsi que la fille Dumey, Belvisque et Detecq. On a recueilli des aveux précieux, le tribunal va s'occuper de la procédure.

« Paris est tranquille. On n'a pu recueillir dans les faubourgs et ailleurs une seule expression d'intérêt pour les coupables. L'attachement au premier consul et la haine de ses ennemis se manifestent avec une ardeur qui ferait craindre pour ceux des enragés qui voudraient à être soupçonnés d'avoir trempé dans le complot.

Signé : Dubois.

vriers étaient devenus fort habiles dans les confections de machines de guerre. Les mœurs de guerre civile avaient jeté peu de scrupule dans l'emploi des moyens, on avait vu miner des pans de murailles, détruire les édifices et mitrailler les hommes; Bonaparte, Fouché, Lannes, Carnot, ne s'étaient pas épargnés ces fatales exécutions. Un peu insouciant de la vie d'autrui comme de la sienne propre, on jouait sa tête contre d'autres têtes; les machines infernales n'étaient pas chose inouïe pour de telles âmes; les enragés du camp de Grenelle et de la poudrière qui sauta avec une si violente explosion, ces constructeurs de pétards et de machines meurtrières méritaient sans cesse les moyens d'atteindre le premier consul, et il entra dans leurs projets de se servir d'une machine infernale qui brisât cette vie odieuse à leur parti. Un nommé Chevalier fut le premier inventeur d'une machine infernale, et un rapport de police le signala; on saisit un baril cerclé de fer qu'un canon de fusil smorçait pour préparer une explosion. Fouché, dans sa mission attentive et soigneuse de conserver la vie de Bonaparte, avait suivi tous les fils de ce complot pour en arrêter les effets fatals contre la personne du chef de l'État, si nécessaire à la reconstruction de l'édifice politique (1).

Mais à ce moment une conspiration parallèle venait mettre bien autrement en péril les jours de Bonaparte. Depuis la pacification de l'Ouest une multitude de chefs de la Vendée, de la chouannerie, étaient arrivés à Paris; hommes aussi hardis que les jacobins, ils étaient capables de résolutions fortes et désespérées, car dans les partis extrêmes il y a plus qu'on ne croit de ressemblance; l'exal-

tation part des mêmes sources, elle vient des entraînements pour enflammer le cerveau. Fouché connaissait profondément les jacobins, répondant d'eux, pour ainsi dire, parce que rien ne se faisait dans leurs clubs qu'il n'en mesurât la portée, les principes et les conséquences; né dans leur sein, il en savait toutes les secrètes pensées; quant aux chouans, ces hommes têtus et bretons, Fouché ne pouvait les connaître que par quelques indiscretions et vanteries; il les faisait tous épier avec une intelligence particulière. Dans l'impuissance de pénétrer, à fond, les desseins définitifs des royalistes, Fouché avait demandé un rapport général sur le comité existant à Paris, sur les moyens employés pour organiser la population, et la soulever dans un moment de crise où le premier consul serait assassiné. Ce rapport, d'un vague désespérant, ne contenait que les notions obscures d'une correspondance intime entre les membres du comité secret que Louis XVIII entretenait à Paris. La commission examina les faits et se vit forcée de réduire son travail à cette seule démonstration évidente: « Que l'Angleterre s'entendait avec les royalistes, et qu'il fallait confondre sous une commune réprobation les Anglais, les chouans et les partisans de Louis XVIII. » C'était plutôt un travail de police pour recueillir l'esprit public qu'un réquisitoire pour arrêter les coupables (2).

Il y avait, en effet, à Paris un comité royaliste, sous l'influence des princes, agissant surtout à l'aide de l'argent fourni par le cabinet britannique; cette agence correspondait spécialement avec le comte d'Artois; elle était prête à aider tout évé-

(1) Chevalier, Veyer et Desremps, prévenus d'avoir conspiré contre l'autorité de l'autorité légitime en fabricant une machine sonique à cette qui a fait explosion le 3 nivôse, furent traduits devant une commission militaire et fusillés.

(2) Voici ce rapport d'une commission spéciale sur le comité royaliste.

« C'est surtout dans les papiers saisis chez la veuve Mercier, chez qui Hyde avait tout une chambre, qu'on a trouvé les preuves et les détails sur la conspiration. Le comité royaliste dirigeant la conspiration, résidait à Paris, d'où il correspondait avec l'Angleterre et l'intérieur de la république.

Les membres qui la composaient, étaient:

1° Hyde, l'ainé, connu dans la correspondance sous le nom de Paul Berry, P... N... Neuville.

2° Dubois, personnage important, qui dirige tout et ne se montre pas, il a la confiance des princes.

3° Terrand, ce dernier paraît être Breton.

Hyde tenait le plume; presque toute la correspondance est de sa main, toutes les lettres de l'Angleterre lui sont adressées.

Dubois dirigeait tous les ressorts, avait tous les pouvoirs; Terrand faisait les voyages de Paris à Londres.

Ce comité était organisé avant le 15 brumaire.

Voici quels étaient ses desseins:

1° Pousser la guerre de l'Ouest avec activité.

2° Le nourrir par des débarquements.

3° Placer Fiechegru à la tête des royalistes de l'Ouest, et Willet à la tête de ceux du Nord.

4° S'emparer de Brest d'après un plan nouveau.

5° Faire débarquer le comte d'Artois et le duc de Berry.

6° Séduire les militaires; tromper le peuple; rendre Bonaparte odieux par des journaux, des proclamations, des affiches.

7° Visiter les caisses publiques.

8° Promettre la paix au moment du rétablissement de la royauté, rassurer les acquéreurs des domaines nationaux.

9° Organiser une petite armée dans Paris, sous le commandement du chevalier Joubert.

Au moment d'un débarquement d'un prince, se devait:

1° Désorganiser la police républicaine par l'affaire de la liste de tous les espions et mouchards, qu'on avait payés 20 guinées.

2° Frapper Bonaparte et ses collègues.

3° Expédier des courriers sur toutes les routes, pas plus loin de vingt-cinq lieues, porteurs de proclamations et de journaux annonçant que la royauté venait d'être proclamée à Paris, que le peuple y était dans l'ivresse de la joie, et que la république n'existait plus.

Hyde fournissait les frais de la contre-police, réduits à 100 louis par mois, à l'achat des journaux, impression des libelles, voyages dans l'intérieur, et autres dépenses de détail.

La contre-police était confiée à Duperron sous le nom de Marchand.

ment qui, en brisant le pouvoir du premier consul, jetterait de nouveau la république dans la confusion. Dès que ce comité cessa de croire que Bonaparte travaillait pour les Bourbons, et qu'il jouait le rôle de Monck, tout fut dirigé contre lui ; je ne crois pas que cette agence eût pu préparer un attentat, mais elle en eût profité ; elle laissait faire parce qu'alors toutes les têtes étaient exaltées et qu'on exposait sa vie à un terrible talion.

La présence des officiers de l'Ouest à Paris favorisait les entreprises les plus diverses ; ces hommes élevés au milieu des rochers, des sables et des châteaux féodaux du Morbihan, conservaient quelque chose de la vie sauvage dans les champs incultes ; ils demeuraient à Paris, en ilehors, pour ainsi dire, de ses mœurs et de ses habitudes ; tous s'imaginaient qu'ils pourraient, dans un mouvement simultané, s'emparer des postes militaires et proclamer Louis XVIII. Pour cela il leur fallait un moment de confusion, la mort immédiate du premier consul et le chaos politique qui suivrait un tel événement ; au milieu de l'agitation, un drapeau blanc promené dans Paris, de l'argent jeté au peuple, des proclamations distribuées, pourraient amener le rétablissement de la royauté, la restauration de l'ordre sous Louis XVIII. La plupart hommes de cœur, mais à vue courte, les chefs de la chouannerie, n'apercevaient pas que Paris avait à peine le souvenir des Bourbons, et que de longues épreuves devaient amener lentement la restauration politique. Qu'importait tout cela aux chouans ? Ils n'allaient pas jusqu'à ce raisonnement ; leur bras était fort, leurs pistolets bien amorcés ; n'avaient-ils pas dans leur âme un projet de vengeance ? Bonaparte avait fait fusiller le comte de Frotté, le jeune Toustaint, et Margadel, plus intéressant encore, qui venait d'être militairement exécuté ; ce sang ne demandait-il pas du sang, outrage contre outrage, mort contre mort ? Tel fut le mobile de l'entreprise sinistre qui se préparait.

Parmi les chefs de la chouannerie arrivés à Paris, on en distinguait plusieurs d'une hardiesse remarquable ; le premier se nommait Picault de Limoelan, un des plus braves et des plus déterminés, l'ami de George Cadoudal, qui l'avait choisi pour son major général ; c'était un homme de manière ferme et décidée, gracieux même lorsqu'il le voulait avec sa finesse et son instinct de Breton. L'autre s'appelait de Saint-Régent, officier instruit de la marine, sauvé à Quiberon, intrépide comme tous les hommes qui ont vu les grandes mers et bravé les tempêtes ; tous deux venaient à Paris avec mission, de la part du général George, d'examiner le terrain, de s'informer par les royalistes de ce qu'il y avait à faire, et de tenter, au besoin, une hardie entreprise contre la

personne et le gouvernement du premier consul ; une troupe d'intrépides chouans suivait leurs capitaines ; M. de Limoelan leur assura un asile et se mit à l'œuvre pour le projet qu'il voulait exécuter. Quand les passions sont exaltées rien n'arrête, et Limoelan, avec son courage indomptable et son affreux sang-froid, vit bien que le moyen d'arriver à un premier résultat, c'était de se délivrer de Bonaparte, le seul obstacle à un changement. Il consulta Saint-Régent, Labaye-Saint-Hilaire, Joyaux, tous lieutenants de George, et qui partagèrent avec lui cette conviction ; ils ne pouvaient réellement s'emparer de l'autorité qu'au milieu d'un tumulte et d'une tentative bruyante ; le premier consul mort, Paris était à eux comme si à ce moment l'opinion n'était pas tellement prononcée pour Bonaparte, qu'on n'eût brisé tous ceux qui seraient venus régner sur son cadavre !

Saint-Régent n'avait pas ces craintes ; il convint avec de Limoelan d'arrêter un vaste plan d'attaque. A cette époque de passions irritées, les jacobins et les chouans avaient plus d'un lien commun ; comme tous les partis mécontents, ils se réunissaient pour la destruction de l'ordre, et ce fut dans leurs rapports avec les enrégés qu'ils apprirent les éléments du complot pour une machine infernale ; ils voulurent ne point rester en arrière, et Saint-Régent, officier de marine, étudia, avec une épouvantable rectitude mathématique, les effets destructeurs des balles et des machines d'artifice. Les chouans ne se firent ici aucun scrupule ; qu'est-ce que la mort d'un homme en temps d'agitation ? N'est-il pas toujours une morale à part, un système d'excuse, pris dans les griefs et la vengeance. On idéalise le crime ; il y a une poésie de mauvaises actions ; hélas ! tous les partis n'en sont-ils pas à ces déplorable doctrines ?

Les chouans prirent leurs précautions avec un soin extrême ; la machine infernale était bien faite (1), à peu près semblable à celles que la marine anglaise lançait de temps à autre contre les cités de l'Océan. Formée, comme la machine de Chevalier, d'un tonneau fortement crevé de fer, elle contenait vingt-cinq livres de poudre, des halles de toute espèce, des grenades, de la ferraille, de telle sorte que l'explosion n'épargnerait personne dans un rayon de cent mètres ; on avait calculé la dimension d'une feuille d'amadou qui devait s'enflammer dans un temps déterminé : minute à minute, l'explosion aurait lieu quand le premier consul sortirait en voiture. Saint-Régent et Limoelan se concertèrent avec un intrépide chouan, du nom de Carbon, chargé de mettre le feu ; ils devaient s'habiller

(1) Témoignage historique de la police.

en charretiers, avec des blouses, et conduire la machine sur le passage que traverserait la voiture du premier consul; d'après les combinaisons prises, nul n'échapperait à cette terrible explosion de mitraille.

C'était le 24 décembre, veille de Noël, dans ces nuits si longues qui permettent de tout tenter sans être aperçu; on vit, vers les cinq heures et demie, une charrette surmontée d'un tonneau peint à la manière des barils de porteurs d'eau, avec un cheval de taille moyenne et de maigre apparence, se placer à la rue Saint-Nicaise, vers ce coude qu'il faut nécessairement passer pour aller à la rue Richelieu; trois hommes en blouse bleue entouraient cette charrette avec un air calme et de sang-froid, qui ne pouvait faire rien soupçonner: on crut que c'étaient des porteurs d'eau qui faisaient station. L'un de ces hommes aux longs cheveux, l'air fort candide et naïf, se tint devant la charrette; les deux autres ramassaient des pierres et les plaçaient autour comme s'ils la voulaient empêcher de remuer, mais dans le but de rendre plus fatale l'explosion et de multiplier les projectiles que le terrible tonneau lancerait. Quand ce premier travail fut fait, deux des trois se séparèrent; l'un passa sous le guichet et s'assit comme pour se reposer, l'autre se plaça au milieu de la distance: leur but était de faire connaître, par un signal, le moment de la sortie du premier consul, afin que Carbon, qui demeurait debout près du tonneau, pût mettre le feu à temps pour atteindre la voiture du premier consul.

Ainsi les choses se passaient rue Saint-Nicaise tandis qu'aux Tuileries, dans les salons resplendissants de bougies, le premier consul, tout rempli de ses idées de gouvernement, était entouré de ses aides de camp, de madame Bonaparte, de sa fille Hortense et de quelques dames invitées. On avait hâté la fin du repas parce que le premier consul devait aller entendre le magnifique *Oratorio* de Haydn sur la création; ces grandes notes sur un immense sujet, cette œuvre biblique, remuée par une tête allemande, jetait de sublimes accents et parlait vivement à l'âme du premier consul, lui qui avait entrevu un monde moral à créer; Bonaparte

s'exaltait à cet *Oratorio* qui vous ravit d'une si douce extase. Tout s'appêtait pour la fête du soir; le premier consul, avec son habit simple et sa tenue militaire et grave, madame Bonaparte toute en mousseline, enveloppée d'un châle de l'Inde, présent que Bonaparte lui avait rapporté d'Égypte; la jeune Hortense, vêtue à la grecque, avec cette nudité des statues antiques, le sein découvert, la robe relevée jusqu'aux genoux et une fleur de perles dans les cheveux, signe de l'âge virginal. Bonaparte, toujours actif, s'était hâté de monter en voiture, tandis que Joséphine, pour mieux poser son châle, s'était retardée de quelques instants; le consul met le pied dans la voiture, s'élance à côté de Lannes et de Duroc, ordonne à son cocher de le conduire à l'Opéra, et à ce moment le ehouan qui était près du guichet fait le signal convenu, un autre qui se tient sur le milieu de la place le répète, Carbon met le feu à l'amadou, la voiture du consul passe avec la rapidité d'une flèche, se détourne un peu et aussitôt une explosion terrible se fait entendre; les glaces sont brisées, les maisons remuent comme si un épouvantable tremblement de terre se faisait sentir. Partout des cris déchirants; ici des hommes sont tombés blessés à mort, là des femmes expirent sous les décombres qui de toutes parts se brisent et s'amoncellent; la voiture du premier consul est atteinte, mais faiblement, car elle a déjà passé le danger. Le carrosse de madame Bonaparte qui le suivait est également frappé, les stores sont mis en pièces, et les débris des glaces déchirent les épaules nues de la jeune Hortense, et ensanglantent sa peau si blanche, si délicate (1).

À l'Opéra, un spectacle brillant commençait; l'*Oratorio* de la Création était exécuté dans sa pompe: la parole créatrice de Dieu, les mondes amoncelés, les étoiles lumineuses du ciel, les animaux qui volent dans les airs, le reptile qui rampe, l'homme formé à son image, toutes ces magnificences de l'univers, Haydn l'avait reproduit dans des trésors d'harmonie, avec la tempête qui mugit, et le soleil qui éclaire, et toutes ces époques de ce grand mystère des mondes lancés dans l'espace. Tout à coup l'explosion terrible se fait entendre, l'effroi surprend; pourquoi ce coup de canon

(1) Voici le récit officiel.

Paris, le 16 nivôse an VIII.

« Le 2 nivôse, deux tonneaux, l'un grand, l'autre petit, remplis de poudre, furent amenés rue Nicaise, sur une charrette attelée d'un jument. La voiture du premier consul était à peine passée, qu'une explosion terrible se fit entendre. Elle a jeté des familles dans le deuil, plongé Paris dans la consternation, et exposé la France entière.

« Le chef du gouvernement, échappé au danger, donna l'ordre au préfet de police de se porter sur les lieux.

« Les blessés furent portés aux hôpitaux ou conduits chez eux. Quatre cadavres ont été déposés à la basse gâche.

« Des procès-verbaux constatent les funestes effets de cette infernale invention.

« Quarante-six maisons ont été extrêmement endommagées.

« Le dégat des meubles est estimé à la somme de 40,845 fr..

« Celui des meubles à celle de 123,615 francs.

« Les maisons nationales ne sont point comprises dans cette estimation.

« Une foule de citoyens gémissent sur la perte de leur fortune.

« Le cheval, les débris de la voiture et quelques parties des tonneaux ont été apportés à la préfecture.

(Extrait d'un rapport du préfet de police, Dubois.)

lugubre qui ébranle comme un élat de tonnerre jusqu'au dôme de la salle comble? Quelques instants après, le premier consul paraît dans sa loge; il n'était point tranquille, comme on l'a dit : sa figure était agitée; il regardait de droite et de gauche avec un œil attentif et inquiet, car, disait-on, la salle de l'Opéra même était menacée par les artifices souterrains qui devaient éclater quelques instants après. Bonaparte resta néanmoins, ses ailes de camp derrière lui; madame Bonaparte vint se placer dans la loge, plus émue encore, car un mâle courage n'était point en elle. Le consul lui avait ordonné de rester; l'*Oratorio* se finit à mesures précipitées et la salle fut presque vide après la nouvelle de l'attentat; César portait sa fortune (1), mais il n'était point assez affermi pour qu'on se plaçât sous la destinée capricieuse d'une telle souveraine.

Les trois ehousans, chefs de l'expédition, éprouvèrent un dépit profond de n'avoir point réussi; Carbon, qui avait mis le feu à la machine, eut le temps de se sauver encore, et il se trouva sur le guichet du Louvre où l'air lui rendit un peu les sens; une maison d'un des fidèles de la chouannerie lui fut offerte. Limoëlan fit des reproches à Carbon, qui s'excusait sur la qualité de l'amadou qui n'avait pas permis l'explosion assez prompte. « En ce cas, répondit Limoëlan, je serais demeuré debout et j'aurais mis le feu un tison à la main. » Saint-Régent écrivit à ses amis que le coup était manqué, mais que le succès n'était que suspendu (2).

Le désastre fut immense; la police publia avec solennité la liste des morts et des blessés, les dommages causés par la machine infernale : conception terrible ! affreuse pensée que celle-là ! Mais en temps de parti que ne voit-on pas ? Quand les sociétés sont une fois affranchies des principes d'ordre politique, les plus épouvantables passions vivent au cœur. L'histoire d'Angleterre nous offre plus d'une fois l'exemple de cette perversité des opinions extrêmes; il y eut mille attentats contre Cromwell et Guillaume III, et les cavaliers les plus foyaux comme les puritains les plus austères, ne se firent aucun scrupule de courir sur l'homme puissant qui les gênait. Ainsi marchent les passions politiques !

(1) La machine infernale causa la mort d'une vingtaine de personnes et en blessa quarante-uns plus ou moins grièvement. On vint au secours de tous les malheureux blessés ; mais les blessures étaient plus ou moins graves. Le maximum des secours fut de 4,500 francs, et le minimum de 25 francs. Les ardeurs et les vœux furent penoissans, ainsi que les eulogies de ceux qui avaient péri, mais seulement jusqu'à leur majorité : ils devaient toucher à cette époque 2,000 francs pour leur établissement.

(2) Voici un fragment d'une curieuse lettre de Saint-Régent à George.

« Aussitôt Carbon se disposa à accomplir son projet. A ce

CHAPITRE XXXVIII.

PREMIÈRE DÉLIBÉRATION DES CORPS POLITIQUES
SOUS LE CONSULAT.

Le sénat réuni. — Séances du conseil d'État. — Le tribunal et le corps législatif. — Napoléon au conseil d'État. — Premières affaires discutées. — Tribunaux spéciaux. — Liste de déportation. — Mesures contre les jacobins. — Première séance du tribunal. — Discussion sur les tribunaux spéciaux. — Première opposition. — Chénier, Ginguené, Benjamin Constant, etc. — Lois et actes d'organisation.

Décembre 1800 — avril 1801.

Telle était la pensée forte et absorbante du consulat que tout se résolvait en Bonaparte; on ne songeait même plus à l'action des autres corps politiques que la constitution avait établis dans le gouvernement (3). Le consul était tout; la société se plaçait sous sa main, et on n'appelait plus d'autres garanties que sa volonté toute-puissante, à ce point que l'on mit en doute un moment dans l'opinion, si Bonaparte réunirait des assemblées au temps fixé par le pacte de l'an VIII. Qu'était-il besoin de sénat, de tribunal, quand on avait pour soi la pensée prévoyante du premier magistrat ? Fallait-il encore lancer le pays sous les débats foudroyants des assemblées bruyantes ?

Cependant Bonaparte lui-même sentit la nécessité de s'appuyer sur cet ensemble d'institutions qui certes, depuis le 18 brumaire, ne pouvaient le gêner. En politique, on ne doit user de violence qu'à la dernière extrémité; il ne faut pas briser les corps par des coups d'État, mais les assouplir et les brayer de telle manière qu'ils viennent à vous tête baissée, dans l'attitude de la soumission et du plus respectueux hommage. Le despotisme étouffé seul de l'éclat; il faut se garder de montrer trop clairement au peuple qu'on a détruit les libertés d'un pays; on doit conserver les formes quand on

moment, le cheval d'un grenadier le poussa contre le mur et le dérangea. Il revint à la charge et mit le feu de suite; mais la poudre ne se trouvait pas aussi bonne qu'elle l'est ordinairement et son effet fut de deux à trois secondes plus lent. Car, sans cela, le premier coup périssait inévitablement. C'est la faute de la poudre et non celle du malheureux. Si in basard me favorisait assez pour le revoir, je désirerais avoir une explication avec mes associés devant toi et devant ton camarade; c'est à lui que je les attends. »

(Lettre de Saint-Régent à George Cadoudal.)

(3) Aucun journal ne parlait plus de la convocation du corps législatif, et le sénat s'était réuni deux fois.

tue les réalités. Bonaparte n'hésita donc pas un moment à réunir le corps législatif et le tribunal, dont les sessions s'ouvraient de plein droit en novembre (1).

Le sénat, d'après la constitution, était en permanence; il gardait le pacte de l'an VIII dans son inviolabilité. Chargé de déclarer dans les circonstances solennelles si tel acte était conforme à l'esprit et au texte de la constitution, le sénat résu- mait ainsi la grande puissance politique. Déjà les sénateurs, deux fois rassemblés pour organiser leur propre délibération, avaient créé dans leur

(1) Au reste les comités et le conseil d'État avaient énormément travaillé, voici les actes et les arrêtés de deux mois seulement.

4 janvier (14 niv. 1800). Acte relatif à l'organisation administrative de la poste aux lettres.

5 janvier (15 niv.). Acte concernant le paiement des délégations sur les contributions arriérées des années V, VI et VII.

6 janvier (15 niv.). Acte portant création d'un premier inspecteur général de l'artillerie.

8 janvier (15 niv.). Acte portant création d'un premier inspecteur général et de six inspecteurs généraux de l'arme du génie.

9 janvier (15 niv.). Acte portant suppression du syndicat du commerce.

10 janvier (15 niv.). Acte sur le service de la garde d'honneur du corps législatif et du tribunal.

11 janvier (15 niv.). Acte concernant la nomination des membres des bureaux centraux, des commissaires de police et des officiers de paix.

9 janvier (15 niv.). Loi concernant les opérations et communications respectives des autorités chargées par la constitution de concourir à la formation de la loi.

11 janvier (21 niv.). Acte qui prescrit des mesures pour la destruction et la dispersion des rebelles dans les départements de l'Ouest.

11 janvier (21 niv.). Acte qui supprime la place de commissaire du gouvernement près des bureaux centraux.

11 janvier (21 niv.). Loi qui exige de tous les fonctionnaires publics, etc., une promesse de fidélité à la constitution.

11 janvier (21 niv.). Loi concernant le rachat et l'aliénation des rentes dues à l'État.

13 janvier (23 niv.). Loi qui suspend l'empire de la constitution dans quatre divisions militaires.

15 janvier (25 niv.). Acte qui annule les décisions du Directoire exécutif concernant les prises du corsaire l'*Avoniar*.

15 janvier (25 niv.). Acte contenant des mesures relatives aux lieux où la constitution est suspendue.

16 janvier (26 niv.). Loi sur l'attribution des marais salins appartenant à l'État.

17 janvier (27 niv.). Acte relatif aux journaux.

17 janvier (27 niv.). Règlement intérieur du tribunal.

18 janvier (28 niv.). Acte qui désigne un local à l'établissement de la banque de France.

18 janvier (28 niv.). Acte qui prescrit la destination des fonds que recevra la caisse d'amortissement.

18 janvier (28 niv.). Acte relatif au mode de promulgation des lois.

18 janvier (28 niv.). Acte relatif à la confection des travaux maritimes.

19 janvier (29 niv.). Projet de formule, approuvé par le premier consul, pour la promulgation des lois.

22 janvier (2 niv.). Acte relatif aux édifices destinés à l'exercice du culte, et à la célébration des cérémonies publiques.

22 janvier (2 niv.). Acte relatif à la solde des troupes.

22 janvier (2 niv.). Acte concernant les officiers suspendus ou destitués.

sein des commissions destinées à garantir toutes les libertés, et, par une dérision étrange, au moment où le préfet de police mettait le sceau sur les presses, et faisait arrêter arbitrairement tous les individus suspects, le sénat instituait des commissions pour garantir la liberté de la presse, la liberté individuelle, et ces commissions ne mettaient aucun obstacle à ces actes arbitraires du gouvernement.

Au fond, le sénat n'avait aucun caractère d'opposition politique; composé d'hommes dont la carrière était presque finie, il ne demandait et ne voulait que le repos; il eût sacrifié toutes les ga-

24 janvier (4 pluv.). Acte qui règle le mode d'admission des baux de réquisition en paiement des contributions directes de l'an VIII.

24 janvier (4 pluv.). Acte relatif au départ des conscrits.

24 janvier (4 pluv.). Acte contenant règlement sur les opérations relatives à l'armement, à l'équipement et à l'équipement des conscrits.

24 janvier (4 pluv.). Acte qui ordonne l'incorporation des bataillons de conscrits.

25 janvier (5 pluv.). Délibération du conseil d'État sur la manière de procéder contre les émigrés rentrés.

25 janvier (5 pluv.). Délibérations du conseil d'État sur la date des lois.

26 janvier (5 pluv.). Acte qui règle les fonctions des commissaires des guerres et inspecteurs aux revues.

26 janvier (5 pluv.). Acte relatif à la liquidation des débits des comptables du département de la Seine.

Février 1800.

1^{er} février (12 pluv.). Acte qui ordonne la confection d'un état des citoyens dont la vingtième année était révoquée au 1^{er} vendémiaire an VIII.

2 février (14 pluv.). Acte relatif aux équipages d'artillerie.

5 février (16 pluv.). Loi qui proroge le délai accordé aux engagés et échangeistes non maintenus, pour faire la déclaration prescrite par la loi du 14 vendémiaire an VII.

5 février (16 pluv.). Acte relatif au mode de jugement des prisonniers de guerre.

5 février (17 pluv.). Acte qui règle le mode d'admission et d'avancement dans le corps de la gendarmerie.

7 février (18 pluv.). Loi qui proroge le délai accordé aux acquéreurs des domaines nationaux pour fournir des obligations.

14 février (25 pluv.). Acte relatif à l'uniforme des préposés à la régle des douanes qui sont habituellement armés.

16 février (27 pluv.). Acte contenant règlement sur la régle des poudres et salpêtres.

17 février (28 pluv.). Loi concernant la division du territoire français et l'administration.

18 février (29 pluv.). Acte qui ordonne la confection des nouveaux timbres pour les journaux et affiches.

18 février (29 pluv.). Acte relatif aux militaires qui, depuis le 16 brumaire an VIII, ont cessé de remplir les fonctions législatives.

18 février (29 pluv.). Acte qui augmente le nombre des brigades de gendarmerie nationale dans les départements de l'Ouest.

26 février (5 vent.). Acte contenant des mesures pour activer la levée des chevaux ordonnée par la loi du 4 vendémiaire an VIII.

24 février (5 vent.). Loi relative à l'établissement d'octrois municipaux.

26 février (7 vent.). Acte qui détermine la manière dont il sera procédé sur les demandes en radiation de la liste des émigrés.

26 février (7 vent.). Loi sur le cautionnement à fournir par plusieurs régisseurs, employés, et par les notaires.

ranties nationales à une simple volonté du consul ; il y avait là des patriotes, sans doute, mais tellement assoupis, tellement accablés sous la broderie, qu'à peine ils jetaient de temps à autre quelques phrases de leurs vieilles opinions, quelques lambeaux de leur libéralisme conventionnel. Sieyès exerçait une certaine influence sur le sénat ; il en avait éboisé la majorité des membres. N'osant pas en prendre officiellement la présidence, il l'avait laissée à Roger-Ducos, son collègue au consulat, son second dans toutes ses opinions et dans tous ses actes. Bonaparte portait extérieurement un grand respect au sénat parce qu'il voulait l'élever un peu haut pour le dominer ensuite comme un instrument capable de servir ses desseins. Le sénat devint le bras de son gouvernement. Tout s'y faisait en secret ; on envoyait un message ; des conseillers d'État portaient la parole, on discutait, et un vote immédiat sanctionnait la volonté du consul. Combien de telles formes ne devaient-elles pas convenir à son principe d'unité ?

Le conseil d'État, la partie active de l'institution, avait été bien plus occupé que le sénat depuis son organisation définitive ; Bonaparte grandit d'abord son personnel en y appelant des capacités de tous les ordres ; on voyait dans ses rangs des hommes d'opinions différentes, appartenant à des écoles diverses, mais tous également remarquables par le talent et des capacités éminentes. Ainsi par exemple, M. Portalis le père, revenu de l'émigration et rallié au consul, ne ressemblait en rien à Merlin, à Treillard ; ses opinions étaient opposées, mais sa science était aussi profonde et sa parole pouvait éclairer une puissante discussion par des jets de lumière. Dans ses longues et fortes délibérations, le conseil d'État offrait donc deux écoles : l'une composée des révolutionnaires, vieux jacobins dont la capacité et la force de gouvernement étaient invoquées par le premier consul. Tels étaient Réal, Merlin, l'amiral Truguet, Treillard, Berlier, Boulay (de la Meurthe), Thibaudou ; l'autre fraction embrassait les hommes monarchiques avec des tendances conservatrices ; on y comptait MM. Roderer, Regnault de Saint-Jean-d'Angély, Portalis, Malouet ; ceux-ci exprimaient sans cesse des sentiments qui plissaient à Bonaparte ; ils lui préparaient sa monarchie en l'entourant des forces de la vieille société ; ils le louaient avec plus de délicatesse, ils servaient surtout sa haine contre les jacobins. Mais cette fraction du conseil d'État ne se fut opposée à une mesure d'ordre, alors même que la liberté aurait été sacrifiée.

Cette division d'écoles politiques dans le conseil

d'État se faisait sentir lors de la plupart des discussions ; on ne s'entendait pas facilement parce qu'on partait de points extrêmes et opposés : les uns invoquaient les idées de la république, les autres les formes et les souvenirs de la vieille monarchie. Le conseil d'État se réunissait aux Tuileries, non loin du cabinet du premier consul ; comme il se composait d'hommes de capacité et d'études, Bonaparte aimait ces débats ; il assistait aux plus longues séances, laissait dire tous les avis, et combattait souvent avec une logique pressante et forte ; il était ingénieux dans ses comparaisons comme toutes les imaginations méridionales ; il multipliait les argumentations saisissantes, les métaphores avec une énergie et un esprit tout italiens.

Bonaparte laissait la liberté des opinions sans doute, mais quand un avis lui déplaisait, il jetait à la face de son contradicteur un mot de mépris, de moquerie ou de sarcasme qui sténait ou anéantissait même complètement l'objection qu'on opposait à ses idées ; il y avait liberté matérielle, mais la liberté morale n'existait pas : si un conseiller d'État osait une observation développée, le consul apostrophait son adversaire par des mots piquants : « Voilà des raisons d'avocat (la grande injure) ; vous venez de parler comme un procureur ; vous ne voyez pas la question en homme d'État, vous n'entendez rien à la politique ; vous êtes l'écho de vos jacobins ; mon cher ami, vous ne savez pas ce que vous dites. » Et il accompagnait ces mots d'un secouement de tête, d'un haussement d'épaules et de gestes d'impatience qui révélaient une volonté qui ne souffrait pas de contradiction. Au reste, Bonaparte avait la plus haute estime pour son conseil d'État ; il assistait avec assiduité à toutes ses séances ; quand les conseillers parlaient un peu longuement, las de les écouter, il les interrompait, et, par un mouvement convulsif, il entaillait de son canif les tables ou le fauteuil sur lequel il se balançait ; il avait peu de tenue, et souvent même il semblait sommeiller ; ce qui lui était bien permis, au reste, après les fatigues d'esprit et de corps qu'il s'imposait. Dans ce conseil d'État se rédigeaient et se préparaient tous les projets destinés au tribunal et au corps législatif.

Le tribunal avait été réuni sur la convocation du premier consul (1), et pour la première fois il prit séance dans une vaste salle du Palais-Royal décorée de drapeaux tricolores et des attributs de la liberté. Qu'allait donc faire le tribunal ? Quelles seraient les attributions qu'on lui réservait dans les institutions politiques ? Telles étaient les questions que les tribunaux politiques s'adressaient les uns aux autres.

tous témoins oculaires des séances et des discussions qu'ils rapportent.

(1) Consultes, sur les délibérations du conseil d'État, les livres de MM. Polet de La Loche, Locré et Thibaudou, qui furent

Les plus crédules et les plus naïfs s'imaginaient qu'ils allaient ébranler par leurs discours toute la société; ils devaient faire une seconde édition du parlement anglais, créer une véritable opposition comme les whigs en Angleterre; ils s'imaginaient en un mot être assez forts pour faire obstacle à la volonté de Bonaparte en leur qualité de représentants du peuple; tels étaient Isnard, Chénier, Benjamin Constant, Daunou et Ginguéné, les amis de madame de Staël. D'autres avaient moins de foi dans la force du tribunat, et craignant de fâcher Bonaparte, ils cherchaient à apaiser leurs collègues. Les jeunes, les ardents prétendaient créer une école anglaise, et avec des formes graves, louangeuses même, ils s'imaginaient empêcher les abus de la dictature, comme s'il y avait désormais une autre volonté que celle du consul. Il fallait avoir une certaine simplicité pour croire qu'après le coup d'État du 18 brumaire, il restait d'autre pouvoir que celui de Bonaparte. On voit des époques où l'opposition n'a plus d'écho; ses paroles impuissantes, car la société tourne à l'obéissance (1).

Le corps législatif avait mieux senti sa position : muet par la constitution de l'an VIII, il se résignait à recevoir les communications que le gouvernement voulait bien lui faire; les députés des départements, la plupart enveloppés encore dans leurs usages provinciaux, étaient un peu gauches, et servaient à plus d'une plaisanterie dans les antichambres militaires du consul. Néanmoins, il se forma au sein du corps législatif, comme au tribunat, une opposition régulière, et quelques scrutins offrirent un tiers de boules noires; tout se faisait secrètement, et les consciences abattues avaient besoin de temps à autre de se réveiller par une protestation timide et cachée. Le scrutin servait les vieux souvenirs de liberté; c'était son dernier refuge.

Toutes ces institutions, le gouvernement devait

les mettre en jeu pour la première fois dans des circonstances fort graves, puisque des attentats insensés venaient de menacer la personne du premier consul. L'état de la législation ne paraissait pas suffisant à Bonaparte pour garantir sa personne et la société; depuis un mois le conseil d'État était chargé de la rédaction d'un projet sur les tribunaux spéciaux; déjà la justice ordinaire ne préservait plus, et l'on pensait à supprimer le jury dans plus d'une cause afin d'arriver à une répression violente et immédiate. Le conseil d'État chargea M. Portalis de faire ce rapport, et il le préparait avec maturité, lorsque la machine infernale éclata : on s'imaginait bien que le consul allait tirer de ce sinistre événement des conséquences fort larges pour grandir son pouvoir et briser la liberté. L'attentat était à peine commis, que le soir même il réunissait aux Tuileries la majorité du conseil d'État, et prenant pour ainsi dire Fouché corps à corps, il accusa les jacobins de la machine infernale; il les redouta et cela suffit pour les faire proscrire (2).

Dès le lendemain de l'attentat du 3 nivôse, toutes les autorités se précipitèrent aux Tuileries, et comme au temps des rois, on vint féliciter Bonaparte d'avoir échappé aux sinistres projets de ses ennemis. Le sénat ne se présenta point en corps, il gardait la constitution; mais le conseil d'État se hâta d'offrir ses services (3) par l'organe de Boulay (de la Meurthe) : son discours témoignait de l'admiration enthousiaste pour le consul : « Le destin avait sauvé une vie aussi précieuse ! Il était temps enfin de satisfaire au vœu national et de prendre toutes les mesures nécessaires au maintien de l'ordre public. » Le conseil s'associait d'avance aux plans et aux projets de Bonaparte.

Dans le palais des Tuileries, le préfet, à la tête des maires, harangua le consul, comme au vieux temps le prévôt des marchands et les échevins féli-

(1) On voit déjà cette velléité d'opposition dans le discours que le président du tribunat adresse au premier consul, sur l'attentat de Geracoli.

« Ne vous le dissimulez point, citoyen premier consul, il y a eu tout de conspirations à tant d'époques et sous tant de couleurs diverses, qui n'ont été suivies ni de preuves, ni de jugement, qu'une grande partie des bons citoyens est tombée, à cet égard, dans une incroyable funeste; il est temps de la faire cesser; un gouvernement aussi juste, aussi sage que celui dont vous êtes le chef, n'annoncera jamais que des conspirations réelles et sérieuses; mais aussi, une fois annoncées, le contrat l'engagement d'en faire poursuivre les auteurs, avec toute la sévérité et la rigueur des lois. C'est ainsi qu'il assurera enfin tous les seuls de la république, et leur donnera l'occasion de manifester les sentiments de confiance et de reconnaissance qui sont dus au bien que vous avez fait, et au bien plus grand encore que vous êtes en état de faire. »

Le premier consul a répondu :

« Je remercie le tribunat de cette preuve d'affection. Je n'ai point réellement eue de dangers... Ces sept ou huit malheureux, pour avoir la volonté, n'avaient pas le pouvoir de com-

mettre les crimes qu'ils méditaient... Indépendamment de l'assistance de tous les citoyens qui étaient au spectacle, j'avais avec moi un piquet de cette brave garde... Les misérables n'auraient pas osé supporter ses regards. »

« La police avait pris des mesures plus efficaces encore. »

« J'entre dans tous ces détails, parce qu'il est peut-être nécessaire que la France sache que la vie de son premier magistrat n'est exposée dans aucune circonstance. Tant qu'il sera investi de la confiance de la nation, il aura rempli la tâche qui lui a été imposée. »

« Si jamais il était dans sa destinée de perdre cette confiance, il ne méritait plus de prix à une vie qui n'inspirerait plus d'intérêt aux Français. »

(2) Les sections de législation et de l'intérieur se réunirent sur-le-champ pour délibérer. On s'occupait depuis plusieurs jours de l'établissement de tribunaux spéciaux. On fut d'avis qu'il suffirait d'adopter un article au projet pour leur attribuer la connaissance de cette espèce de délits. (Savoir d'un conseiller d'État.)

(3) Dubois, préfet de police, arriva; le premier consul lui dit : « Je serais bien malheureux si, dans cette circonstance, j'avais été préfet de police. »

étaient le monarque : « On aime en vous le magistrat respectable, dit M. Froehot, que le pouvoir et les batteurs n'ont point égaré. Le crime qui vient d'éclater est l'œuvre des septembriseurs. » Bonaparte reçut toutes ces félicitations en monarque, il s'exprima haut contre les jacobins ; ses yeux lançaient la foudre : « Dès que cette poignée de brigands m'a attaqué directement, j'ai dû laisser aux lois leur punition ; mais puisqu'ils viennent par un crime sans exemple de mettre en danger une partie de la population de la cité, le bâtiment sera aussi prompt qu'exemplaire... Cette centaine de misérables, qui ont enluminé la liberté par les crimes qu'ils ont commis en son nom, seront désormais mis dans l'impossibilité absolue de faire aucun mal. » Bonaparte déjà désignait les coupables : la justice ne savait rien encore, et le consul dénonçait une classe entière à la vengeance des corps politiques.

L'impression produite par l'attentat de la veille était si grande que nul n'osa contredire le consul. Cependant quelques protestations silencieuses de Réal et de Truguet amenèrent de nouveaux éclats ; Bonaparte les regardant fixement, s'écria : « On ne me fera pas prendre le change, il n'y a là dedans ni nobles, ni bourgeois, ni prêtres. Ce sont des septembriseurs, des scélérats couverts de crimes, qui sont en conspiration permanente, en révolte ouverte, en bataillon carré contre tous les gouvernements qui se sont succédé. Ce sont des artistes, des sculpteurs, des peintres, qui ont l'imagination ardente, un peu plus d'instruction que le peuple, qui vivent avec le peuple et exercent de l'influence sur lui. Ce sont les instruments de Versailles, de septembre, du 31 mai, de prairial, de Grenelle, de tous les attentats contre les chefs des gouvernements. »

Ces paroles furent couvertes de signes nombreux d'approbation ; le consul tournait l'événement à son profit de son pouvoir ; il déclama à haute voix sans être interrompu contre les révolutionnaires, et tout le monde cherchait des yeux Fouché, le ministre de la police ; qu'allait-il dire, lui, qui défendait si chaudement ses vieux amis ? Il était là dans l'embrasure d'une croisée, pâle, défait, entendait tout, ne disant rien ; Réal s'approcha et lui dit : « Qu'est-ce que tout cela signifie ? Pour-

quoi ne parlez-vous pas ?... » — Fouché, relevant un peu la tête, répondit : « Laissez-les dire... Je ne veux pas compromettre la sûreté de l'État... Je parlerai quand il en sera temps... Rira bien qui rira le dernier (1). » « En résumé, continua le premier consul, il faut absolument trouver un moyen de faire promptement justice des auteurs et complices de l'attentat. » Le conseil d'État prit jour pour le lendemain même, afin d'arrêter des mesures de salut public.

La vaste salle du conseil était remplie, chaque conseiller à son poste, lorsque le consul entra, l'œil vif et le teint animé ; ses deux collègues le suivaient avec une expression évasive ; Camille-Barrès surtout paraissait profondément abattu. Au milieu du plus morne silence, M. Portalis rapporta l'avis du conseil sur le projet de loi des tribunaux spéciaux ; il allait lire les articles, lorsque le premier consul l'interrompant avec vivacité s'écria : « L'action du tribunal spécial serait trop lente, trop circonspecte, il faut une vengeance plus éclatante pour un crime aussi atroce ; il faut qu'elle soit rapide comme la foudre ; il faut du sang ; il faut fusiller autant de coupables qu'il y a eu de victimes, quinze ou vingt, en déporter deux cents, et profiter de cette circonstance pour en purger la république. Cet attentat est l'ouvrage d'une bande de scélérats, de septembriseurs, qu'on retrouve dans tous les crimes de la révolution. Lorsque le parti verra son quartier général frappé, et que la fortune abandonne les chefs, tout rentrera dans le devoir ; les ouvriers reprendront leurs travaux, et dix mille hommes qui, dans la France, tiennent à ce parti et sont susceptibles de repentir, l'abandonneront entièrement. Ce grand exemple est nécessaire pour rattacher la classe intermédiaire à la république. Il est impossible de l'espérer, tant que cette classe se verra menacée par deux cents loups enragés qui n'attendent que le moment de se jeter sur leur proie. Dans un pays où les brigands restent impunis et survivent à toutes les crises révolutionnaires, le peuple n'a point de confiance dans le gouvernement des honnêtes gens timides et modérés ; il ménage toujours les méchants qui peuvent lui devenir funestes. »

Ici Bonaparte s'interrompit un moment au milieu

des suspects ; au lieu de prononcer et d'indiquer sur le front de la veille, on examinait tous les vieux arches d'opinion et de parti. Il ne s'agissait pas de recherches, mais de proscriptions. Chaque bureau faisait des listes ; j'ai vu même des ordres particuliers de l'un ou l'autre, apportant aussi des noms de révolutionnaires. Le ministre leur répondait : « Bien, mais seulement où sont B.B. de Lamoignon et Saint-Bégou. Si le coup est jacobin pourquoi se cachent-ils avec tant de soin depuis ce jour-là ? Ils sont vos amis, amenez-les moi pour se justifier, je vous donne un conseil pour eux. » (Témoin d'un contemporain.)

(1) L'embarras de Fouché était fort grand alors ; presque suspecté lui-même, il défendait les jacobins et nommait MM. de Lamoignon, Saint-Bégou, L'huys, Saint-Bilaire, Jeyssant et Carbon comme les auteurs de la machine infernale. Il publiait leurs signatures et une prime pour les découvrir ; mais la gendarmerie et la plupart des préfets n'en tenaient guère compte. Pour eux, la vérité était toute trouvée, selon certaines instructions qui leur venaient d'assez haut, avec des gloires sur les déceptions de Fouché, comme on disait alors. Dans ce conflit si favorable à l'impunité du crime, le ministre seul proclamait et poursuivait les coupables, tandis que le gouvernement existait et disparaissait.

du silence général; puis, il continua d'une voix irritée : « Les métaphysiciens sont une sorte d'hommes à qui nous devons tous nos maux. Il ne faut rien faire, il faut pardonner comme Auguste, ou prendre une grande mesure qui soit une garantie pour l'ordre social. Il faut se défaire des scélérats en les jugeant par accumulation de crimes. Lors de la conjuration de Catilina, Cicéron fit immoler les conjurés, et dit qu'il avait sauvé son pays. Je serais indigne de la grande tâche que j'ai entreprise et de ma mission, si je ne me montrais pas sévère dans une telle occurrence. La France et l'Europe se moqueraient d'un gouvernement qui laisserait impunément miner un quartier de Paris, ou qui ne ferait de ce crime qu'un procès criminel ordinaire. Il faut considérer cette affaire en hommes d'État. Je suis tellement convaincu de la nécessité de faire un grand exemple, que je suis prêt à faire comparaître devant moi les scélérats, à les juger. Ce n'est pas, au surplus, pour moi que je parle : j'ai bravé d'autres dangers; ma fortune m'en a préservé, et j'y compte encore. Mais il s'agit ici de l'ordre social, de la morale publique et de la gloire nationale. »

La manière dont Bonaparte envisageait la question était tellement en dehors des habitudes de justice, qu'il dut naturellement s'élever une certaine répugnance dans le conseil d'État : qui oserait suivre le consul sur ce terrain de violence et d'exécution? L'homme du 14 vendémiaire se montrait encore; il demandait à fusiller, à mitrailler ses ennemis et ceux de son gouvernement, comme il l'avait fait sur l'escalier de Saint-Roch, sans preuves, sur la clameur publique. Depuis longtemps il méditait dans son esprit les moyens de se défaire du parti jacobin; lui consul, il en avait peur, il craignait le sort de César aux pieds de la statue de Pompée; il n'avait oublié aucun des noms désignés par l'abbé Sieyès, le 18 brumaire au soir, et destinés à la déportation comme conséquence de son triomphe. Bonaparte parlait maintenant sans rien déguiser; toute sa théorie se résumait dans cet étrange discours; il attaquait le dix-huitième siècle, brisant en face avec le parti de la révolution.

Or, ce parti, je le répète, avait ses représentants dans le conseil d'État; qui devaient dire Rœl, Merlin, Tréillard, Thibaudeau, lorsqu'on menaçait si vivement leurs vieux amis? Ils étaient hommes de gouvernement sans doute; ils consentaient à prêter la force de leurs idées à Bonaparte, mais ils ne voulaient pas non plus frapper leurs proches, car en définitive, les éclats tomberaient sur eux. Si Regnault de Saint-Jean-d'Angély et Rœzière attaquaient sans cesse les jacobins et soutenaient la dictature du consul, il se trouva parmi les conseillers

d'État des hommes d'une certaine énergie qui, tout en appuyant les moyens extraordinaires, dénoncèrent la mauvaise voie dans laquelle s'engageait Bonaparte.

Le vieil amiral Truguet, l'homme de mer, dans sa franchise de bord, s'écria : « Oui, je veux que le gouvernement ait des moyens extraordinaires pour se défaire des scélérats, mais il y en a de plus d'une espèce. » — « Parlez clairement, » s'écria Bonaparte avec vivacité. — « Eh bien, répondit Truguet sans se déconcerter, on ne peut se dissimuler que les émigrés menacent les acquéreurs des domaines nationaux, que les prêtres fanatiques égarent le peuple, que les agents de l'Angleterre s'agitent, que l'esprit public est corrompu par des pamphlets, que la révolte se ranime dans la Vendée... » Bonaparte, toujours vivement agité, s'écria : « De quels pamphlets parlez-vous? — De pamphlets qui circulent publiquement. — Quels sont-ils? — Vous devez les connaître aussi bien que moi, » répliqua l'amiral.

Le consul dit alors avec énergie : « On ne me fera pas prendre le change par ces déclamations. Les scélérats sont connus, ils sont signalés par la nation. Ce sont les septembriseurs, ce sont ces hommes, artisans de tous les crimes, et qui ont toujours été défendus ou ménagés par de misérables ambitieux subalternes. On parle de nobles et de prêtres! Veut-on que je proscrive pour une qualité? Veut-on que je déporte dix mille prêtres, des vieillards? Veut-on que je persécute les ministres d'une religion professée par la plus grande partie des Français et par les deux tiers de l'Europe? Lorsque George a voulu remuer nouvellement, il a attaqué les prêtres qui restaient fidèles au gouvernement. La Vendée n'a jamais été plus tranquille, et s'il s'y commet quelques attentats partiels, c'est qu'il est impossible d'y éteindre tout à coup les ressentiments particuliers. Il faudra sans doute que je renvoie tous les membres du conseil d'État; car, à l'exception de deux ou trois, on dit aussi que ce sont des royalistes, même le citoyen Duferron. Il faudra que j'envoie le citoyen Portalis à Sinnamary, le citoyen Devaines à Madagascar, et que je me compose un conseil à la Babœuf... Nous prend-on pour des enfants? Faut-il déclarer la patrie en danger? La France a-t-elle jamais été dans une plus brillante situation depuis la révolution, les finances en meilleur état, les armées plus victorieuses, l'intérieur plus paisible? J'aime bien que des hommes, qu'on n'a jamais vus figurer dans les rangs des véritables amis de la liberté, témoignent pour elle de si grandes inquiétudes (1). »

(1) Bêch d'un témoin oculaire. L'amiral Truguet voulait répliquer, et Bonaparte l'interrompit :

« Allons donc, citoyen Truguet, tout cela est bon à dire chez

Ces vivacités du consul avaient pour objet de prouver que sa résolution était fixement arrêtée de prendre une mesure extraordinaire contre les jacobins ; on lui disait vainement : « Que rien n'était moins prouvé que leur participation dans l'attentat du 3 nivôse ; on n'avait pas de preuves et l'on voulait frapper en masse des hommes ! N'était-ce pas assez que de demander le rétablissement des tribunaux spéciaux, en suspendant le cours de la justice ; voulait-on même des articles additionnels ? Eh bien, le conseil d'État proposait d'attribuer les crimes contre le premier consul à des commissions militaires ou à ces mêmes cours spéciales, pourvu que tout ce qui conservait les apparences de la justice fût maintenu. »

Ces réflexions étaient bonnes sans doute, mais, en politique, quand le vent souffle d'un côté, c'est en vain qu'on s'y oppose. Il n'y avait alors qu'une voix pour proscrire les jacobins ; l'opinion publique les frappait de réprobation, on les accusait partout de la machine infernale, des crimes qui ensanglantaient Paris, et quand l'opinion est ainsi agitée, on peut tout oser. En vain Fouché annonçait-il avec persévérance : « qu'il était sur les traces des véritables coupables et qu'on saurait bientôt les atteindre, qu'ils étaient tous en dehors du parti patriote ; » la parole de Fouché n'était plus rien, elle se faisait entendre dans le désert ; on croyait même que le ministre serait forcé de donner sa démission. Comme il arrive toujours quand la bourgeoisie a la tête montée, elle voulait des exemples, pris à droite ou à gauche, peu lui importait.

Au milieu des accusations qui pesaient sur le ministre de la police, quand on signalait sa complicité avec les jacobins, Fouché sentit le besoin de donner des gages au premier consul pour sauver sa position politique auprès de lui. Lorsqu'il consultait ses notes, il voyait bien que l'attentat n'était pas commis

par les révolutionnaires ; il avait aperçu la culpabilité des chouans ; mais, comment lutter contre l'opinion générale ? Il n'était pas assez fort ni assez fou pour cela, comme le ministre aimait à le répéter ; lui-même demandait des sacrifices, des proscriptions, il en accorda sans difficulté ; et, dans une conférence de nuit, une liste fatale fut apportée et discutée entre les hommes intimes du consul. Fouché en avait préparé les premiers éléments afin de la rendre plus odieuse ; il y avait jeté tous les rebuts de l'époque révolutionnaire, tous les jacobins qui avaient résisté à ses allèchements et ne voulaient pas suivre le char de sa fortune. Bonaparte n'oublia aucun de ceux qui avaient combattu sa dictature au conseil des Cinq-Cents ; il leur portaient une haine ineffaçable dans son cœur chaud et vindicatif. Aimi Destrem, Talot, Charles de Hesse, furent les premiers portés sur la liste ; on y mit, pêle-mêle, des noms obscurs, et, de temps à autre, on les désignait par cette seule et sombre épithète de *septembriseurs*. Par là on jetait de l'odieux sur cette masse de jacobins, on confondait l'homme enivré de sang avec le simple partisan de la république exaltée ; on y lisait des noms qui furent depuis effacés, ceux même de MM. Tissot et de Boto, le secrétaire privé de Barras ; Bonaparte n'oublia pas Moïse-Bayle, conventionnel qui avait protégé sa fortune après le siège de Toulon (1).

Curieux spectacle que ces quelques hommes réunis autour d'une table et qui, sous la direction du consul, mettaient tel nom, effaçaient tel autre, selon le caprice ou une note de police ! C'était affreux surtout de voir des noms inconnus compris dans des listes de proscription, des marchands de vins, de pauvres ouvriers sans importance, et au milieu d'eux, des hommes de valeur, tels que Félix Lepelletier, le colonel Lefebvre, Charles de Hesse et d'autres encore d'une célébrité triste et plus ardente. Cette liste (2), une fois arrêtée par

madame Condorcet et chez Bailly-Garai, et non dans un conseil des hommes les plus déshonorés de la France. »

(1) On avait commencé par emprisonner les ouvrages ; voici comment la police le faisait annoncer :

« On a saisi cette occasion pour s'assurer des caractères turbulents qui agitent depuis trois ans dans les clubs et les groupes jacobins ; on a emprisonné depuis le 3 nivôse : Talot, ex-éclésiastique, Destrem, ex-éclésiastique ; Félix Lepelletier de Saint-Fargeau ; le ridicule prince général Charles de Hesse ; le fameux Lecointre de Versailles, délégué du septembriseur, secrétaire de la commune du 10 août, et depuis secrétaire de la guerre sous Carnot ; Bergeon, ex-éclésiastique ; Basile, assassin de la princesse de Lamballe ; Desbœuf, garçon perruquier, septembriseur ; Carétien, illustré par Boto, secrétaire privé de Barras ; Tissot, ancien jacobin ; Basile, ayant une maison d'éducation ; Moïse-Bayle, ex-conventionnel ; Dubanet, patriote exilé, soupçonné pour avoir proposé, il y a quatre ans, pour le service des armées, une machine infernale pareille à celle qui a servi aux conspirateurs »

(2) Je donne la liste des 133 proscrits ; elle est curieuse ; je l'ai recueillie dans les registres du sénat.

André, Louis.

Bailly, André-Antoine-Côme.

Barbier, Jean-François.

Baudry, rue de Buziaux.

Becher, rue de la Pépinière.

Bolajolly, dit Chrétien.

Beaume, Antoine.

Bernard, Adrien-Antoine.

Bouin, Maitrelin, de la division des Marchés.

Brehan, Jacques.

Erievin, Jean-Nicolas.

Brochet, rue du Vieux-Colombier.

Bariol, Laurent.

Cardmann, Pierre-Barthelemy.

Carrette, Pierre.

Ceyral, président aux massacres de septembre.

Chateau, Joseph.

Fouché, fut soumise au conseil d'État devant lequel on posa la question de savoir s'il fallait obtenir une loi générale de proscription, ou bien si un acte de gouvernement suffirait.

J'ai dit quelle était la composition du conseil d'État : la grande majorité était dévouée au consul Bonaparte et soutenait son gouvernement avec franchise. Mais si des caractères tels que Rœderer, Portalis, Regnault de Saint-Jean-d'Angély, abondaient entièrement dans les idées de proscription

contre les jacobins, ceux-ci trouvaient, au contraire, des défenseurs hardis parmi les conseillers d'État de l'école de MM. Réal, Treillard, Truguet, qui voyaient avec douleur cette réaction contre les souvenirs de 1793 : n'était-ce pas les atteindre eux-mêmes ? N'y avait-il pas toujours un peu des souvenirs de septembre, du 10 août, ou de tout autre excès républicain parmi les membres du conseil d'État qui avaient passé leur vie dans les comités ? Ils devaient éliminer tôt ou tard une sorte de pros-

Chateaucuf, père.
Chateaucuf, fils.
Chalandon, Claude.
Chéval, Charles-Auguste.
Chevalier, Claude-Louis.
Choudieu.
Chrélien, Pierre-Nicolas.
Colette, Claude, faubourg Saint-Antoine.
Coquerelle, rue du Crucifix.
Cordas, Jacques.
Cochéat, André.
Coudette, Pierre.
Crépin, Jacques.
Cromier, rue des Postes.
David, marchand de vins, rue du Théâtre-Français.
Dejbarre, Robert-Guillaume-Antoine.
Deirne, Jean-Baptiste-Edouard-Joseph.
Derval, Nicolas-Joseph.
Destrem, Eugène.
Derville, George-Laurent.
Ducatel, Pierre.
Dufour, François.
Dupont, Guillaume-Jean.
Duoussy, Joseph.
Eon, Paul-Marie-Dominique-Bonaventure.
Fiquet, Claude-Antoine.
Fissant, Claude.
Fontaine, quai Pelletier.
Fourmy, François.
Fouquier, l'Américain, Charles.
Fournière, Barthélemy.
Fyon, Jean-Joseph.
Gabriel, ouvrier septembriseur.
Gaspard, Gilles, septembriseur.
Gergot, Jean-Baptiste.
Gervieux, Jean-Louis.
Girard, rue du Vert-Bois.
Gossel, Jean.
Gossel, Louis.
Goulard, Jean-Baptiste.
Guillemot, Bertrand.
Gallebels, septembriseur.
Gosse, Charles.
Gumbel, rue Daval.
Jacquet-Villeneuve.
Jacques-Chrysostôme.
Jallabet, Étienne.
Jolly-Bené, septembriseur.
Jourdault, Didier.
Lacombe, Bertrand.
Lageraldy, Jean-Pierre.
Lamberthé, Théodore.
Laporte, Antoine-Jean-Baptiste.
Lefebvre, colonel de la gendarmerie.
Lefebvre, Pierre.
Léfranc, Jean-Baptiste-Antoine.
Legros aîné, septembriseur.
Lemercier, Louis-Julien

Lepelletier, Félix.
Lépine, Louis-Marie-Baptiste.
Leroy, Julien, dit Agiator.
Lemoine, Jean-Nicolas.
Lebois, René-François.
Linage, Jean-Pierre.
Linage, Christophe.
Louis, dit Brulus.
Mamie, Jean-Graillat-Alexandre.
Marlet, Michel, septembriseur.
Maignan, Joseph.
Maconnet, Ambroise.
Marceau, René-François.
Marquai, de Toulon.
Marselin, Jean-François-Julien.
Marchand, orfèvre du Maréchal.
Massard, Guillaume-Gilles-Alexis.
Ménestier, Claude.
Metivier, Pierre.
Michel, Étienne, de l'arrondissement.
Michel, Solrice.
Mittres, François.
Monrose, marchand de vins.
Moreau, Louis.
Mulet, faubourg Saint-Martin.
Nicolas-François.
Niquille, Jean.
Pachon, Charles.
Péris, Nicolas.
Perrault, François.
Pepin-Bougrouettes, Pierre-Albanase.
Pradol, Jean-Baptiste.
Prévost, Gabriel-Antoine, septembriseur.
Quison, Joseph, septembriseur.
Richardet, Claude-Marie.
Michon, Pierre.
Rivière, rue des Frères-Saint-Paul.
Roussignol, général de l'armée révolutionnaire.
Rousselle, Robert.
Saint-Amand, Jacques.
Saulnier, Jean.
Saulnier, Charles.
Serbelli, dit Lyonnaise.
Simon, Jacques-Marie.
Soufflier, Nicolas.
Taliot, Michel-Louis.
Taillefer, Jacques.
Thébaud, Sébastien-Robert.
Thirion, faubourg Saint-Antoine.
Tirol, Claude.
Toussie de Saint-Omer.
Tréanti, Jean-Nicolas-Paul.
Vaccy, Jean-Marie.
Vanneck, Jean-Baptiste.
Vatar, René.
Vauverain, Pierre.
Vilra, Agricole-Louis.
Vlain-Bouigny.

scription morale. Révolutionnaires, devaient-ils flétrir la révolution? Ces disputes, ces divisions d'opinions se révélèrent dans les débats devant Bonaparte; ils deviennent vifs, pressants. Cette liste qu'on présentait, qui l'avait faite? Pour un crime dont la source n'était pas prouvée, comment pouvait-on jeter dans la déportation 133 individus? Le premier consul ouvrit la séance par ces paroles: « On va donner lecture d'un rapport du préfet de police, d'un autre d'un agent en qui j'ai confiance, et ensuite d'un rapport du ministre de la police sur 133 coquins qui troublent la tranquillité publique. » C'était s'exprimer sans déguisement; comment ne pas proscrire des coquins?

M. Réal s'emporta, en pleine séance du conseil d'État, jusqu'à dire: « Que les vrais coupables seraient déjà connus si on voulait les chercher avec bonne foi; mais que certains ennemis de la liberté ne voulaient qu'un nouveau prétexte pour proscrire ses défenseurs... » — « Je voudrais, répliqua M. Regnault de Saint-Jean-d'Angély, que M. Réal sortît du vague, en citant des faits, et quels sont ceux qui poursuivent des innocents eu haine de la révolution... » Alors M. Réal, rouge de colère, s'écria: « Eh bien! c'est toi le premier que j'accuse, et ma démission sera au bout de mes preuves; toi, éternel ennemi de tout ce qui porte un casir libre. » — « Si on le prend sur ce ton, dit alors M. Regnault, je vois qu'il n'y a plus de discussion possible. » M. Réal, vivement ému, s'écria: « Je demande la parole. » Le premier consul, sentant la crise, lui fit signe de parler... Il soutint que tout était l'œuvre de la vengeance et de la réaction; que des hommes toujours conspirant sous divers masques, prenaient celui-ci pour satisfaire leurs ressentiments politiques. Puis, touchant adroitement un point sensible pour Bonaparte: « Ces hommes recommencent sous une autre forme un 13 vendémiaire. » Le premier consul répliqua: « Comment pouvez-vous défendre de telles gens? Ce sont des septembriseurs que l'on veut atteindre! » — « Des septembriseurs! citoyen consul, ah! s'il en reste, perisse le dernier! Mais ici, qu'est-ce qu'un septembriseur?... C'est M. Roderer qui sera demain un septembriseur pour le faubourg Saint-Germain... M. Regnault de Saint-Jean-d'Angély sera un septembriseur pour les émigrés devenus maîtres du pouvoir. » — « Cependant, ajouta le premier consul, n'y a-t-il pas des listes de ces hommes? » — « Oui, certes, il y a des listes, dit M. Réal! j'y vois le nom de Baudray, qui est juge à la Guadeloupe depuis cinq ans, et qu'on va déporter pour le 3 nivôse, aussi bien que Paris, greffier du tribunal révolutionnaire, mais qui est mort depuis six mois. » — « Ah! répondit Bonaparte, en se tour-

nant vers M. Roderer: qui a donc fait ces listes-là...? Il y a pourtant, à Paris, assez de ces restes incorrigibles d'anarchistes de Babœuf!... » — « En ce cas, précisément, je serais sur la liste aussi, continua en riant M. Réal, comme babouviste, si je n'étais pas conseiller d'État; moi qui ai défendu Babœuf et ses coaccusés à Vendôme. »

Toutes ces discussions aigres, animées, avaient pour objet l'examen d'une question plus sérieuse, c'était celle de savoir si cette liste de proscription formerait l'objet d'une loi ou d'une mesure de gouvernement. Si l'on consultait la majorité du conseil d'État, elle déciderait qu'un projet de loi était nécessaire; en supposant même le pouvoir le plus extraordinaire dans un gouvernement, il ne devait pas lui être permis de proscrire par grandes masses d'hommes, et de jeter, sans le concours d'une assemblée, 133 individus hors du territoire en état de déportation; ne revenait-on pas à la terreur? Mais dans l'opinion du consul une loi était un danger, parce qu'elle amenait une discussion et qu'elle pouvait faire manquer la force et la dignité du gouvernement; la dictature ne voulait pas de contrôle; était-on bien sûr du tribunal? obtiendrait-on la majorité dans cette assemblée un peu décidée à faire de l'opposition aux mesures du pouvoir? Bonaparte voulait donc être autorisé à prononcer la déportation par un simple acte de police, sur un rapport du ministre et sous sa responsabilité; et puis, comme on était sûr du sénat, où tout se faisait silencieusement, on soumettrait la résolution du gouvernement à la sanction de ce patriciat politique, se bornant à déclarer que l'acte des consuls ne blessait pas la constitution.

Telle était la forme à suivre dans l'opinion du consul pour amener la dictature à son résultat absolu; le pouvoir voulait proscrire sans qu'il y eût d'opposition de la part des corps politiques. Les réunions solennelles du conseil d'État se succédaient; des conseils privés, composés des deux sections du conseil, des ministres et des trois consuls, se rassemblaient à plusieurs reprises; enfin, dans le grand cabinet des Tuileries, le premier consul répéta hautement ses motifs sur la nécessité d'une mesure de gouvernement contre les anarchistes, et il ouvrit la discussion sur la question de savoir s'il agirait de sa propre autorité (1). Les conseillers d'État dévoués au parti patriote, combattirent la proposition sur le fondement que la législation actuelle suffisait et qu'on ne pouvait pas, sans donner à une nouvelle loi un effet rétroactif et le caractère d'une loi de circonstance, l'appli-

(1) Le premier conseil. « La discussion est ouverte sur la question de savoir si ces hommes-là doivent être l'objet d'une mesure générale. »

quer à l'attentat du 3 nivôse. — « Si la loi est rejetée, le gouvernement sera désarmé, » dit alors le premier consul. — « Eh bien ! répliqua un conseiller d'État, nous aurons fait notre devoir ; mais elle ne le sera pas. — Je n'en sais rien, dit Bonaparte ; sans parler principe, on sait dans le corps législatif quels sont les hommes qu'il s'agit d'atteindre ! On n'y est pas convaincu qu'ils soient les auteurs de l'attentat ; les opinions y sont au moins divisées. Il y en a qui l'imputent à un autre parti ; si cet avis prévaut, la loi ne passera pas ; faut-il en courir le risque?... — Cela n'est pas à craindre, répliqua un autre conseiller. Les députés savent bien que ces hommes-là sont leurs ennemis comme les nôtres. Le corps législatif est composé du centre des diverses assemblées. On voulait jeter à l'eau les députés, lorsqu'ils refusaient, avant le 18 brumaire, de déclarer la patrie en danger. Les septembriseurs ne peuvent pas avoir dans le corps législatif plus de huit à dix députés que je connais bien. Mais ces septembriseurs, s'il était vrai qu'ils fussent coupables de l'attentat, n'auraient pas agi de leur propre mouvement ; ils auraient été commandés, pour commettre ce crime, par des chefs plus considérables. »

Bonaparte l'interrompit : « Vous êtes dans l'erreur de croire que le peuple ne fait rien que lorsqu'il est mené. Le peuple a un instinct qui le pousse, et d'après lequel il agit tout seul ; pendant la révolution, il a mené les chefs qui paraissaient le conduire. — Mais, citoyen consul, qu'auraient fait les conjurés, répliqua un autre conseiller, dans le cas où le complot aurait réussi ? — Qu'auraient-ils fait ? Ils ont dit : Tuons Bonaparte, et après cela nous ferons nos forces. Ils se seraient rassemblés. Ils auraient parcouru les rues et jeté l'épouvante. Peut-être que des hommes un peu plus relevés, tels que Barras, leur auraient dit : Agissez et nous nous montrerons, et qu'ils se seraient montrés. Mon cher, la plupart des hommes instruits sont des hypocrites, excepté quelques amis sincères de la vérité. Quant aux chouans et aux émigrés, ils se sont soumis aux lois particulières, je peux les faire fuir comme Margadél. Au reste, voici la question, continua Bonaparte : le pouvoir extraordinaire n'appartient à personne. Qui a le droit de le donner ? Si personne n'en a le droit, le gouverne-

ment doit-il le prendre ? Citoyen Talleyrand, quel est votre avis ? — Il vaut mieux, répondit le ministre, un acte du gouvernement qu'une loi ; cela imposera davantage au dehors ; on dira que le gouvernement sait se défendre lui-même. Voyez les inconvénients de toute mesure qui ne permettra pas une punition prompte et sévère. L'affaire Ceracchi a interrompu toutes les relations diplomatiques pendant un mois et demi, et forcé à rouvrir la campagne. L'empereur de Russie a donné ordre de suspendre les ouvertures commencées. — C'est aussi mon opinion, dit le ministre de la justice, il faut que le gouvernement agisse et le plus promptement possible. Le consul Lebrun donna le même vote. On attendait l'avis du consul Cambacérès ; il ne le manifesta point, annonçant assez clairement dans le cours de la discussion qu'il opinait pour une loi.

La majorité décida que le gouvernement n'en avait pas besoin, et ce fut M. Portalis qui fit le rapport avec son habileté accoutumée. Truguet, Lacuée et Defermon votèrent ouvertement contre ; ils s'y étaient engagés vis-à-vis des patriotes ; plusieurs membres du conseil d'État s'abstinrent de voter ; néanmoins le premier consul ordonna aux deux sections de rédiger un arrêté motivé. Néanmoins de la rédaction, lorsqu'elle lui fut présentée, il fit proposer à la délibération des deux sections les points suivants : 1^o une commission militaire pour juger ; 2^o une commission spéciale pour déporter ; 3^o consulter le sénat avant l'exécution. Les sections délibérèrent une commission militaire pour juger, point de commission spéciale pour déporter, sauf au gouvernement à prononcer lui-même ; communication après l'exécution au sénat, au corps législatif et au tribunal (1).

Dans tout le cours de cette discussion, on voit fortement en relief le caractère de Bonaparte ; la dictature soldatesque se montre ouvertement ; il ne parle plus que de fusiller, que de commissions militaires, que de déportations ; les formes promptes, expéditives, lui plaisent seules ; il n'en veut pas d'autres. Tout ce qui est limité l'importune ; il est secondé dans ses projets par la fraction monarchique du conseil d'État : celle-là le pousse à tout ce qui peut jeter son pouvoir dans des conditions plus fortes. Quelques voix parmi les conseillers se

(1) Comparez les registres du conseil d'État et les Souvenirs de M. Felet de la Lozère.

Cambacérès dit : « Que le premier consul insiste sur la nécessité d'attribuer au gouvernement un pouvoir extraordinaire, et désirait que les sections rédigassent un projet de loi à présenter au corps législatif. La plupart des membres persisteront dans l'avis que les articles additionnels au projet sur les tribunaux spéciaux étaient suffisants. Portalis parla surtout avec beaucoup de chaleur contre toute mesure violente qui ne pouvait que

momentanément aux dangers, tandis que les institutions durables, telles que les tribunaux spéciaux, étaient beaucoup plus efficaces. Le second consul insista pour que l'on rédigeât toujours un projet dans les vues du premier consul. « Cela n'empêchera pas, dit-il, le conseil d'en discuter l'utilité ou les inconvénients. Le premier consul s'incite la discussion, pourvu qu'on s'y mette par des observations ni d'épigrammes. » L'observation s'appliquait à Truguet. Le projet fut donc rédigé. (Souvenir d'un conseiller d'État.)

font entendre pour s'opposer à ce projet, il ne s'arrête devant rien ; il va droit à son but ; tout ce qu'il veut, c'est qu'on lui trouve une manière de rédaction qui puisse justifier ses violences militaires. Il désire des formes ; comme les empereurs de Rome, il a besoin d'un sénat, mais qui vote muet sous ses volontés et ratifie ses proscriptions ; il fait refaire trois fois la rédaction de l'avis du conseil d'État.

C'est pour ainsi dire sous sa dictée que le conseil arrête la plus étrange justification des proscriptions dictatoriales imposée par le consul : « Considérant que, depuis le commencement de la révolution, il a existé une classe d'individus qui, profitant des divers interrègnes de la loi et de l'absence de toute force publique, s'est livrée à des crimes dont l'impunité a été une source de calamités contre la liberté et la nation française ; que depuis l'organisation du gouvernement actuel, elle n'a pas été un seul jour sans tramer l'assassinat des premiers magistrats de la république ; qu'ainsi, cette classe, produite d'une révolution qui a déchaîné toutes les passions, ne peut être, et n'est, en effet, envisagée, par toute la nation, que comme une ligue de brigands qui est en guerre permanente contre tout ordre public ; qu'une constitution et des lois, faites pour le peuple le plus généreux et le plus doux de la terre, ne peuvent offrir aucun moyen contre cette classe d'individus : est d'avis que, pour assurer la constitution et la liberté publique, le gouvernement doit mettre en surveillance, hors du territoire européen de la république, les individus que le ministre de la police lui indiquera, et que le gouvernement reconnaîtra comme appartenant à cette classe d'hommes. Le conseil est d'avis que l'acte de haute police dont il s'agit n'est pas de nature à être l'objet d'une loi. Néanmoins le conseil, considérant que cet acte étant un acte extraordinaire, et ayant pour objet le maintien de la constitution et de la liberté publique, est, par cela même, de la compétence spéciale d'un corps qui, par l'esprit de son institution, doit veiller à tout ce qui intéresse la conservation du pacte social ; que d'ailleurs, dans un cas comme celui-ci, le refus du gouvernement au sénat conservateur pour provoquer, sur ses propres actes, l'examen et la décision de ce corps tutélaire, devient, par la force de l'exemple, une sauvegarde capable de rassurer, pour la suite, la nation, et de prémunir le gouvernement lui-même contre tout acte dangereux à la liberté publique, est d'avis que cet acte du gouvernement doit être porté par trois membres du conseil d'État au sénat conservateur, pour devenir la matière d'un *sénatus-*

consulte, prononçant sur la question de savoir si cette mesure est conservatoire de la constitution (1). »

Cette forme d'avis du conseil d'État donnait donc plein pouvoir au gouvernement, et Bonaparte pouvait travailler à l'aise contre ses ennemis ; on remania un peu les listes. Comme il ne fallait pas être absurde dans la proscription, on effaça la plupart des irrégularités que M. Réal avait signalées ; on ne mit plus sur la liste des hommes morts, ou encore employés par le gouvernement : tout fut travaillé avec plus de méthode ; il y eut un motif pour chaque individu, et la plupart étaient tellement inconnus qu'ils n'excitaient que peu d'intérêt. Dans cette circonstance, il ne restait plus qu'une difficulté ; c'était de faire approuver par le sénat l'acte du gouvernement, la mesure en elle-même ; Sieyès, qui exerçait toute influence dans ce corps, s'était engagé envers Bonaparte ; la liste que l'on dressait aujourd'hui était en tout semblable à celle qu'il avait lui-même préparée le 18 brumaire. Il y avait toujours une velléité de proscription dans l'abbé Sieyès ; jamais il n'était satisfait que lorsqu'il pouvait éloigner quelques jacobins acharnés contre sa personne et son pouvoir ; lui donner une liste, c'était pleinement le satisfaire, et d'ailleurs il avait besoin de faire oublier à Bonaparte les premiers éclats de sa mauvaise humeur après le consulat (2). L'abbé Sieyès conduisit la majorité du sénat, et il demanda à Bonaparte de se hâter de présenter l'acte de gouvernement à son approbation.

Des pièces volumineuses furent envoyées par un message au consul, et avec ces pièces un rapport que Bonaparte avait imposé à Fouché pour le compromettre dans la mesure ; c'était sur ce rapport que l'arrêté de la déportation avait eu lieu ; il était étrangement conçu, de manière à enlacer sous une même proscription tous ceux qui pourraient nuire à la marche du gouvernement. Fouché, avec son talent de rédaction remarquable, y écrivait : « La France frémit longtemps de l'attentat du 3 nivôse. A la nature de ce forfait, aux nombreux homicides qu'il levait produire et qu'il a produits, même en manquant son but, on a pu voir qu'il n'a pu être commis que par des ennemis des hommes, Paris et la république donnent des formes et des secours aux victimes qui ont été frappées, et le premier consul, échappé aux dangers, est plus environné, plus pressé, en quelque sorte, mieux gardé que jamais par l'amour et par les forces de tous les citoyens. Par ce forfait inouï qu'ils viennent d'ajouter à tant d'autres forfaits, les homicides ont rendu plus inviolable encore l'union

(1) Registre du conseil d'État (décembre 1800).

(2) Il y eut, le 10 nivôse, une séance préparatoire du sénat ; la majorité opina dans le sens du premier consul, même l'abbé

qui'on assurait n'avoir pas été de cet avis dans ses conversations avec lui sur cette affaire.

intime et sacrée de la république et de son premier magistrat. Ils ont donné plus de puissance à ce qu'ils ont voulu anéantir; ils ont manifesté aux yeux de l'Europe entière combien est indestructible une autorité qui a pour fondement les lois, pour appui l'amour de tous ceux qui leur obéissent. Des hommes exercés à tous les genres de forfaits renouvelaient, chaque jour, sous toutes les formes, le plan d'anéantir en France l'ordre et le bonheur publics. Ce ne sont pas là de ces brigands contre lesquels la justice et les formes sont instituées, et qui menacent seulement quelques personnes et quelques propriétés; ce sont des ennemis de la France entière, et qui menaçaient à chaque instant tous les Français de les livrer aux fureurs de l'anarchie. Ces hommes affreux sont en petit nombre, mais leurs attentats sont innombrables. C'est par eux que la convention nationale a été attaquée à main armée jusque dans le sanctuaire des lois de la nation. Ce sont eux qui ont voulu faire tant de fois de tous les comités de gouvernement les complices ou les vengeurs de leur courage sanguinaire; ce sont eux qui ont essayé de faire tourner contre le Directoire exécutif et contre la ville de Paris, les troupes destinées à les garder. Ils ne sont pas les ennemis de tel gouvernement, mais de toute espèce de gouvernement; et celui qu'eux-mêmes auraient créé serait bientôt renversé de leurs propres mains. Ils ont dû échanger de tactique à l'aspect d'un gouvernement environné de l'opinion publique, et fort spécialement par l'affection du peuple. Ainsi, tout ce qu'ils ont tenté depuis un an n'avait pour but que des assassinats. La stupeur, le désordre, qu'aurait produits la mort du premier consul de la république, paraissent propres à leurs affreux desseins. C'est une guerre atroce qui ne peut être terminée que par un acte de police extraordinaire. Il ne s'agit pas seulement aujourd'hui de punir le passé, mais de garantir l'ordre social (1). »

Avec de telles doctrines on allait loin; en vertu de l'ordre social, on marchait droit à ces mesures de salut public qui étaient la base de toutes les atrocités politiques aux jours de la terreur. Sans doute le gouvernement avait besoin de sa force; il était peut-être nécessaire d'un exemple, mais cette longue série de proscriptions, qui s'élevait à cent trente-trois, eboisés en majorité parmi des hommes sans consistance, n'était au fond qu'une mesure dictatoriale à la manière de Rome. Hélas! il fallait se hâter de la prendre pour rassurer la société; le gouvernement absorbait les institutions politiques au profit de l'ordre. Ce fut le jour où quatre-vingt-quatre de ces déportés furent arrêtés par un coup de police que

l'acte du gouvernement fut porté à la sanction du sénat, on remarquera que c'était le premier vote qu'on demandait à ce corps politique; on l'inaugurait par une liste de proscriptions. L'abbé Sieyès avait préparé les esprits, et il reste à peine trace de cette discussion secrète. Le procès-verbal n'existe que tronqué (2); il paraît pourtant que quelques débris du parti patriote, tels que Cabanis, Lemercier, Lenoir-Laroche, firent entendre une opposition assez vive; ils donnèrent à cette mesure son véritable sens : la qualification de coup d'État, car ce n'était pas autre chose.

Le sénat eut à rédiger cependant l'acte qui sanctionnait la mesure gouvernementale, et c'est ici que se montra une fois encore cette subtilité de rhéteurs qui s'était révélée au conseil d'État, comme dans tous les corps constitués sous la main du consul, pour une pleine justification de l'arbitraire le plus absolu; il y perça néanmoins de l'embarras, on y employa une certaine phraseologie populaire, alors même qu'on anéantit tous les droits du peuple. Après avoir exprimé, comme le ministre de la police, toute la perversité de la classe d'hommes que l'on veut proscrire, et les craintes qu'elle inspire à l'ordre social, le sénat dit, par l'organe de Roger-Ducos : « Considérant que la constitution n'a point déterminé les mesures de sûreté nécessaires à prendre en un cas de cette nature; que, dans ce silence de la constitution et des lois sur les moyens de mettre un terme à des dangers qui menacent chaque jour la chose publique, le désir et la volonté du peuple ne peuvent être exprimés que par l'autorité qu'il a spécialement chargée de conserver le pacte social, et de maintenir ou d'annuler les actes favorables ou contraires à la constitution; que, d'après ce principe, le sénat, interprète et gardien de cette charge, est le juge naturel de la mesure proposée en cette circonstance par le gouvernement; que cette mesure a l'avantage de réunir le double caractère de la fermeté et de l'indulgence, en ce que, d'une part, elle éloigne de la société les perturbateurs qui la mettent en danger, tandis que, d'autre part, elle leur laisse un dernier moyen d'amendement; par tous ces motifs, le sénat conservateur déclare que l'acte du gouvernement, en date du 14 nivôse, est une mesure conservatrice de la constitution (3). »

Il régnait dans ce sénatus-consulte une sorte d'hypocrisie qui se ressentait de l'école des douces proscriptions de l'abbé Sieyès; l'acte de la dictature était justifié par des motifs constitutionnels; on aurait presque dit que c'était dans leur intérêt qu'on jetait hors de France les hommes désignés

(1) Rapport de Fouché aux consuls, 1er janvier 1801.

(2) Registre des délibérations du sénat (chambre des pairs).

(3) Sénatus-consulte du 16 nivôse an VIII.

dans ces listes. De quoi avait-on à se plaindre ? Le sénat se posait comme le représentant du peuple, gardien de ses droits ; il défendait toutes les libertés politiques, il en était l'unique expression, et en même temps il approuvait l'acte le plus arbitraire, une liste à la manière de Sylla. Souvent les gouvernements sont dans ces nécessités, il ne faut pas leur en faire un reproche ; après de profondes secousses, une société a besoin de se reconstituer sur de fortes bases. A cet effet, il ne faut point des pouvoirs mous et incertains, des mesures qui se ressentent trop de la rigidité des principes ; il faut qu'on ait la franchise de le dire ; il y a quelque chose de fort dans ce qui est franc, et plus tard Napoléon va plus hardiment à ses desseins. Le consul avait à guérir une maladie profonde ; il se hâte d'obtenir le seul et grand remède, la dictature morale. L'armée et la bourgeoisie l'offraient à Bonaparte ; l'armée, parce qu'elle aimait et saluait son général ; la bourgeoisie, parce qu'elle voulait en finir avec le désordre. Dans ces sortes de crises, il faut briser toutes les petites résistances, et marcher droit à ses desseins.

Si le sénat commençait sa carrière politique par un acte d'arbitraire aussi vaste, aussi gouvernemental, que se passait-il au tribunal, cette institution qu'on disait fondée pour soutenir et défendre les garanties populaires ? J'ai dit déjà quelle était la composition de ce tribunal, et la division de ses membres sur les questions politiques. Les uns, tout dévoués, comme Savoye-Rollin, Siméon, au gouvernement consulaire ; les autres, au contraire, tels que Chénier, Benjamin Constant, Ginguéné, voulant former dans le tribunal une sorte d'opposition anglaise qui pourrait donner à la constitution de l'an VIII quelques-uns des caractères du système représentatif. La circonstance leur paraissait belle pour protester, car, en même temps que le consul demandait la liste de proscription au sénat, il faisait proposer au tribunal un projet de loi qui, suspendant le cours de la justice, créait des tribunaux spéciaux pour le jugement des crimes ; ces tribunaux devaient se composer de trois militaires, de trois juges civils, et d'un président désigné par le consul ; leur mission était de frapper sans jury les crimes qui s'attaqueraient ou au gouvernement ou à la société ; d'où il résultait que toute garantie était suspendue pour les jugements des causes. Il y avait tant d'agitation dans la société,

que le gouvernement voulait en finir avec ces troubles publics qui tourmentaient Paris et les départements ; la société éplorée demandait une répression, et dans ces temps tout est permis au pouvoir, il peut oser ce qui lui plait sans crainte. L'opposition même est importune ; des époques viennent quelquefois où le pouvoir absolu est accueilli comme un bienfait.

Le tribunal eut donc à discuter ce projet des cours spéciales, et un rapport de M. Siméon exposa la nécessité d'une répression contre les ennemis acharnés de l'ordre social. Le tribunal ouvrait pour la première fois sa séance, les salles étaient remplies ; on voulait voir enfin le premier essai d'une discussion libre sous le consul. Dans cette impatience des esprits, ce fut le tribun Savoye-Rollin qui justifia le projet. « Tout ce qu'il y a de plus hideux, s'écria-t-il, dans l'espèce humaine, est réuni dans ces bandes qui portent partout leurs brigandages, qui assassinent les citoyens paisibles, les dépouillent, assouvissent leur brutalité sur les femmes, imposent des conditions aux acquéreurs des domaines nationaux, égorgent les fonctionnaires publics, les défenseurs de la patrie, et donnent un asile et des armes à ces hommes qui abandonnent lâchement la défense de la plus belle des causes, ou fuient non moins lâchement devant un ennemi ; ces bandes enfin, qui, depuis six ans, ont recueilli de si abondantes moissons de crimes, et dont il faut détruire l'horrible organisation : voici pourquoi je vote pour les tribunaux spéciaux. »

« Ne nous arrêtons-nous jamais dans ce système ? Marcherons-nous en dégénération ? répondit Ginguéné. Si la fermeté des amis de la liberté n'avait été éprouvée depuis longtemps par tant de vicissitudes, aujourd'hui, sans doute, elle pourrait être ébranlée : il serait excusable d'être alarmé. L'on nous vante la force d'un gouvernement qui n'a plus besoin que d'être juste. Cependant, le projet signale partout des brigands que les lois ordinaires ne peuvent atteindre ; il signale surtout la faiblesse du gouvernement. Un défaut, même important, et qu'on n'a point remarqué, se trouve dans le titre du projet ; il ne parle que de l'établissement d'un tribunal spécial, lorsque le projet donne au gouvernement l'autorisation de les multiplier à son gré, et votre rapporteur, qui a bien senti ce vice de rédaction, l'a corrigé dans tout son rapport (1). »

(1) Cette opposition du tribunal commença à ennuier Bonaparte qui la laissa passer dans les journaux, par M. Rodière :

« Ils ont douze ou quinze, et se croient un parti. Bérissonneurs intarissables, ils se disent orateurs. Ils débient, depuis cinq à six jours, de grands discours qu'ils croient perles, et qui ne sont que ridicules. Enfin, au sein d'une société « des idées et

les choses sont remises à leur place, ils se proclament sages, et ne s'aperçoivent pas qu'ils sont les seuls insensés. Quand nous aurons rapporté quelques-uns de leurs raisonnements pour faire apprécier leur raison, cités quelques-unes des suppositions dont ces discours se étayent, il faudra, ou reconnaître qu'ils sont en effet privés de sens et de raison, ou leur refuser une conscience et des souvenirs. Ils supposent que tous les hommes sont impar-

Chénier vint au secours de son ami, car il fallait remporter le débat par une rapide argumentation. « C'était peu, dit-il, qu'on attaqué notre sainte institution de jurés, en restreignant son principe, en le corrompant dans son essence, en substituant à la simplicité des dépositions orales, des fatras de procédures écrites, en faisant d'excellents jurés de mauvais praticiens. Il fallait rétablir dans nos tribunaux l'ancien empire de la chicane, le pouvoir expéditif de la justice prévôtale; il fallait détruire, autant que possible, les jugements sacrés des citoyens par leurs pairs. Non, il ne faut pas les détruire, direz-vous : mais quelle amère dérision ! Vous les conservez pour les délits de peu d'importance, lorsqu'on prononce des peines légères, et vous les écarter quand l'accusation est capitale. Vous voulez des lenteurs quand il ne s'agit que d'un conflit particulier ; quand c'est une attaque de citoyen à citoyen, vous laissez exacte la balance de la justice, et, dans la lutte inégale des citoyens contre le gouvernement, de tous contre un seul, vous vous hâtez de venir au secours de la puissance accusatrice. »

Quelques murmures éclatèrent parmi les députés plus dévoués au consulat, et le tribun Perrault prit la parole : « Mais savez-vous ce que c'est que ce gouvernement ? Une autorité dont tous les actes ont justifié jusqu'à ce jour votre confiance dans ses lumières, et surtout dans la pureté de ses intentions ; une autorité qui, après avoir assuré notre indépendance au dehors, s'occupe, sans relâche, d'assurer au dedans celle de chacun de nous, vous demande une loi qui donne à sa puissance une action assez forte, assez prompte pour enchaîner les crimes, assez mesurée pour ne pas compromettre la liberté publique, pour ne pas alarmer les bons citoyens. Nous en sommes venus au moment où le crime, sous toutes sortes de masques, attaque, de toutes parts, les fondements de la société, porte la terreur jusque dans le sanctuaire de la justice, où personne n'ose plus faire entendre la voix accusatrice de la vérité. Les plus petits voyages sont devenus des campagnes de guerre, au danger desquelles on est tout fier d'avoir échappé ; le projet me paraît contenir tous les éléments de répression, sans aucun de ces vices qui accompagnent trop souvent les mesures qui s'écartent plus ou moins de la ligne constitutionnelle. »

Alors se fit entendre la jeune et douce voix de Benjamin Constant, l'expression du salon de ma-

dame de Stael ; examinant la mesure dans son ensemble, l'orateur se résuma en quelques paroles : « Si le projet soumis à votre discussion n'était pas d'une obscurité intolérable ; s'il ne soumettait pas des délits de toute nature à l'action d'un tribunal extraordinaire ; s'il ne contenait pas des dispositions susceptibles d'une foule d'interprétations dangereuses, ou je ne serais pas monté à cette tribune pour le combattre, ou j'aurais gardé le silence, m'en remettant à vous, mes collègues, de décider d'une question si importante. Je sais de quelle défaveur vont s'entourer les adversaires du projet : on pourra dire qu'ils plaident la cause des brigands, qu'ils entravent la marche d'une justice rapide contre l'organisation du crime ; mais je sais trop aussi combien la crainte des interprétations peut faire fléchir la conscience du législateur, pour qu'un semblable motif m'arrête. Et moi aussi je déteste les brigandages, et je désire vivement qu'ils soient réprimés ; mais il faut craindre que l'innocence ne se trouve enveloppée dans les mesures répressives qu'on nous propose. Parce que les acquéreurs de biens nationaux doivent être respectés et protégés, il ne faut pas leur donner une garantie illusoire, par cela seul qu'elle serait arbitraire ; enfin, parce que nous sommes forcés de quitter un moment les formes ordinaires, il ne faut pas établir une théorie qui reproduit des phrases banales dont tous les partis ont abusé, qui offre des armes que la main des partis peut rendre funestes à la liberté. »

Cette discussion n'avait pas un grand retentissement dans le pays. Lorsque le gouvernement est tout, lorsqu'on a besoin d'ordre, que devient l'opposition ? Ces tribuns qui défendaient quelques-unes des libertés expirantes étaient écoutés avec inquiétude et défaveur ; on les eût volontiers confondus avec les jacobins incorrigibles, parmi ceux qui roulaient lancer la France dans les révolutions ; nul ne soutenait le tribunat si ce n'est quelques coteries isolées, et on accueillait presque avec murmures le vote définitif qui donna une opposition de plus de deux tiers de voix (1). L'institution du tribunat était en dehors de la société ; on la considérait comme un obstacle à la marche du gouvernement, et ce dont on avait besoin avant tout alors, c'était d'être gouverné.

Le pouvoir agissait avec force et intelligence ; les consuls s'occupaient avec sollicitude de l'administration publique. Aucune branche n'échappait à Bonaparte ; Lucien avait créé le Prytanée, sorte

liaux, bons et courageux ; que dès lors les lois, telles que celle de réinstitution des jurés aillent à la répression de brigands, qui, organisés en bandes, assassinent sur les grands chemins, dans les villages et presque dans les cités. Ils savent cependant que le premier moyen de défense de ces brigands est un engage-

ment par lequel les chefs de bande promettent d'assassiner les jurés qui trouveraient des coupables. »

(1) Le projet fut adopté par quarante-neuf voix contre quarante et une. Ainsi sur cent membres, quatre-vingt-dix ont voté, et la majorité n'a été que de huit.

d'université avec ses collèges voués au goût antique; l'école polytechnique recevait une meilleure organisation des études et de la science. Le crédit s'élevait pour la première fois; après le traité de Lunéville, les fonds publics furent cotés à 54 francs, chose inouïe depuis la révolution!... L'impôt reçut une application plus remarquable; le consul fut sans scrupule philanthropique; il rétablit la loterie, impôt volontaire sur les masses; le gouvernement organisa son système de droits réunis sur des objets de consommation, contre la théorie de l'assemblée constituante, qui n'admettait pas ce genre de taxe. Il y eut des bourses de commerce à côté de la vieille institution des prud'hommes, des charges d'agent de change et des corporations. Enfin, des commissions furent nommées sous la présidence du consul Cambacérès pour préparer un code civil; ce code sera l'objet d'une grave examen dans ce livre, quand on en viendra à l'époque de sa discussion au conseil d'État. Un code civil, fondement de l'état des personnes et de la propriété, est la première base de l'édifice politique.

CHAPITRE XXXIX.

CONGRÈS DE LUNÉVILLE. — NÉGOCIATIONS ET TRAITÉ AVEC L'AUTRICHE.

Idees du congrès. — Développement de la campagne. — Mureau en Allemagne. — Brème en Italie. — Effet à l'extérieur des attentats contre le consul. — Angleterre. — Suite de la négociation de M. Otto. — Rupture. — Théorie du droit maritime. — Préparatifs d'escadre. — Ordre du cabinet. — Russie. — Traité de garantie entre Paul I^{er}, le Danemark, la Suède. — Ligue maritime du Nord. — Négociations avec le premier consul. — Prusse. — Rapports avec le cabinet de Paris. — Autriche. — Questions de la paix. — Voyage de M. de Cobenzl à Paris. — Campagne d'hiver de Mureau. — Bataille de Hohenlinden. — Situation des

armées d'Italie. — Les plénipotentiaires à Lunéville. — Conférences. — L'armistice de Sier. — Signature des préliminaires. — La paix de Lunéville. — Ses résultats. — Coup d'œil sur l'Europe.

Septembre 1800 — février 1801.

La pensée de réunir les plénipotentiaires de l'Europe dans un congrès dominait l'esprit du premier consul; indépendamment de ce qu'un congrès préparerait la pacification générale, il y avait dans l'âme de Bonaparte un sentiment d'amour-propre, car il ferait ainsi reconnaître et saluer son pouvoir par tous les cabinets. Le caractère studieux et méditatif du consul se complaisait à suivre l'histoire de ces congrès qui marquèrent l'époque de Richelieu et de Louis XIV; ces souvenirs parlaient à son imagination pleine d'aristocratie: le congrès de Rastadt avait été simplement germanique, celui de Lunéville serait européen, spectacle plus grandiose; Lunéville fut choisi, comme une de ces villes de Lorraine admirablement situées pour servir de point intermédiaire à toute négociation centrale; la cité avait le vieux palais de ses ducs que Bonaparte ordonna d'embellir pour recevoir dignement les plénipotentiaires.

Cependant les difficultés soulevées par l'Angleterre et l'Autriche faisaient pressentir l'inévitable besoin d'une forte et vigoureuse campagne pour amener un traité définitif. M. de Thugut, se croyant complètement engagé avec l'Angleterre par le traité de subsides, multipliait les nouveaux efforts de guerre. Une sorte d'esprit chevaleresque animait la puissance autrichienne; les femmes s'en mêlaient toujours, et la disgrâce de l'archiduc Charles était réparée par l'impératrice. Tandis que la reine Caroline partait pour Saint-Petersbourg, la jeune impératrice parcourait les camps dans le but d'inspirer de nobles actions, et François II faisait un appel à tous les sujets de sa monarchie (1). On vit alors une

(1) On sait que S. M. I. et R. avait pris la résolution, digne d'un empereur, d'aller se mettre en personne à la tête de son armée, et qu'il était parti de Vienne, le 6 septembre, accompagné de son frère, l'archiduc Jean, âgé de dix-neuf ans. Pendant son absence de la capitale, l'empereur avait confié le gouvernement de l'Autriche à son frère le grand-duc de Toscane; l'archiduc palatin de Hongrie était allé organiser dans ce pays l'insurrection ou levée en masse; une conscription extraordinaire avait été commandée dans tous les États soumis à la domination autrichienne; enfin M. l'archiduc Charles devait présider, si sa santé le lui permettait, à l'insurrection de Bohême, et commander l'armée qui devait, de ce côté, s'opposer à l'irruption dont Angereau menaçait la France et la Bavière.

L'empereur avait annoncé son départ à ses sujets par une proclamation. Cette proclamation avait calmé les esprits à Vienne, parce qu'elle laissait entrevoir de grandes espérances de paix. M. le baron de Thugut resta dans la capitale, avec S. M.

la reine de Naples. L'empereur avait mené avec lui à l'armée M. le comte de Cobenzl, le comte déjà par ses négociations à Lébée, Campo-Formio et Rastadt; dès lors il n'était pas difficile de pressentir que les conseils de la prudence seraient beaucoup plus d'accès auprès de S. M. l'empereur que ceux de la vigueur. Le départ de ce souverain avait donc un caractère beaucoup plus pacifique que guerrier.

M. de Laur venait d'être nommé général en chef de l'armée impériale de Bavière, à la place de M. de Kray, et le quartier-maître général, ou chef d'état-major, était ce même baron de Zach qui fut pris à la bataille de Barenge. Le commandement de l'armée d'Italie avait été donné au comte de Bellegarde, après la démission successive de M. de Melas, du général Ott, du prince de Rohdenstein, et du prince Jean de Liechtenstein.

On attendait avec impatience les résultats de la reprise des hostilités, qui devait avoir lieu par conséquent le 11 ou 12 septembre, aux termes de la notification de la rupture de l'armistice; des

véritable campagne de noblesse et de cour; l'Empereur eut le commandement, et tous les archiducs prirent les armes; l'archiduc Charles, le grand capitaine, parce qu'on le soupçonnait d'un désir de paix, se retirait en Bohême avec la mission de réunir les nouvelles levées qui arboraient la bannière de la patrie; les archiducs Jean et Ferdinand se placèrent aussi à la tête des corps détachés, l'un en Italie, l'autre dans le Tyrol. L'Autriche soutenait seule la guerre, mais elle la poursuivait avec un grand déploiement de forces et un actif dévouement qui faisait honneur à la nation allemande; on eût dit une de ces vieilles campagnes germaniques dont parlent les chroniques sous Philippe-Auguste, où l'on voyait les chevaux de bataille pesamment caparponnés sous des paladins de haute stature aux bords du Danube et de l'Isar. Les Hongrois, les Tyroliens, le Bohémiens avaient fourni de beaux régiments capables de lutter contre les meilleures troupes de France.

Tandis que le premier consul poursuivait la forte organisation gouvernementale à Paris, l'armée française reprenait l'offensive sur tous les points, et la nouvelle campagne présentait l'aspect d'une immense invasion : trois expéditions marchaient simultanément vers les États de la monarchie autrichienne, et se développaient sur plusieurs lignes; au midi, dans l'Italie; au centre, dans le Tyrol; au nord, dans la Bavière. L'armée d'Allemagne était toujours sous les ordres de Moreau, qui, déployant sa tactique froide, méthodique, marchait sur Vienne. Dois-je rappeler la belle composition de cette armée où l'on comptait les meilleurs tacticiens et les plus intrépides capitaines : Saint-Cyr, le savant organisateur; Laborde, aux mœurs romaines et austères; le vaillant Richemanse; Ney, d'un si brillant courage; Dessolles, le meilleur chef d'état-major que l'histoire militaire puisse citer, Dessolles, qui savait aussi bien préparer une bataille qu'il avait l'art de la raconter en termes simples, précis, à la manière antique.

Les nouveaux papiers de France avaient donné déjà les proclamations des généraux Brune et Augereau à leurs armées, où l'on avait remarqué toutes les expressions des premières années de la révolution; et le *Moniteur* du 14 août avait ajouté à tous ces symptômes guerriers, en publiant les articles préliminaires du pacte entre l'Autriche et la république, qui avaient été signés à Paris, le 26 juillet, par M. le comte de Saint-Julien, et dont l'Empereur avait refusé la ratification.

Proclamation de S. M. l'Empereur en parlant pour l'armée.

Vienne, le 5 septembre.

« Sa Majesté Impériale, Roïne et Apostolique, convaincue autant que touchée des maux qu'entraîne la guerre, n'a pas cessé jusqu'à ce moment de se montrer disposée à conclure une paix convenable et durable, qui puisse protéger ses royaumes et provinces, ses vassaux et fidèles sujets. Dernièrement encore elle a manifesté ses dispositions, et fait des démarches en conséquence. Malgré cela, le gouvernement français, absolument à l'impro-

visite, et sans aucun motif fondé, a rompu l'armistice qui avait été conclu à cette fin.

« Quelque, d'après les assurances de sentiments pacifiques si souvent réitérées par le gouvernement français, il y a encore lieu d'espérer que la reprise des hostilités pourrait ne pas avoir lieu, cependant S. M. veut prouver à tous ses fidèles sujets ainsi qu'à l'Europe entière, combien elle a à cœur leur bonheur, leur soutien et leur défense, à révoquer de ce moment de se rendre en personne à son armée d'Allemagne, accompagnée de S. A. S. l'archiduc Jean, son auguste frère. Du reste, S. M. est toujours fermement et invariablement résolu d'aller avec joie au-devant de toutes propositions et conditions de paix qui seront acceptables, et elle desire avec ardeur être bientôt dans le cas de pouvoir annoncer à ses peuples fidèles la fin des maux de la guerre, qu'il s'est imposé d'éviter jusqu'à ce moment. »

Le plan de la campagne vigoureuse embrassait aussi l'invasion du Tyrol confiée à Augereau et à Moncey; c'est avec la brave armée qui avait couché sur le champ de bataille de Marengo que l'invasion se déploya dans la montagne. On se battit sur toute la ligne, tandis qu'une troisième armée, sous les ordres de Brune, envahissait le midi de l'Italie, la Toscane, si belle et si fleurie; Rome même était menacée pour la troisième fois, et le drapeau tricolore se déployait dans les légations, toujours ardent pour les idées de liberté; dans cette campagne, Livourne tomba au pouvoir de Brune, et des contributions de guerre de toute nature furent imposées à cette ville de richesse et d'industrie. Le commerce anglais fit des pertes considérables,

tandis que le ministre Windham, l'implacable ennemi de la révolution, cherchait à insurger l'Italie tout entière. Des révoltes éclatèrent dans les cités, on exalta les idées religieuses pour armer les multitudes; les campagnes présentèrent bientôt comme une mer agitée de peuple, qui ne s'apaisa qu'au seul aspect des Français. L'insurrection en Italie ressemble à ces bouillonnements qui éclatent et s'apaisent en quelques minutes. Enfin une dernière armée, celle des Grisons, sous les ordres de Macdonald, devait traverser les glaciers du Splügen, pour se précipiter au cœur même de la campagne et renoueler sur un autre point la brillante expédition de Marengo.

Ces marches militaires, quoique combinées sur un vaste plan, se ressentait du besoin général de la paix dominant toutes les âmes; il n'y avait aucune animosité entre l'armée française et autrichienne; on se battait comme par devoir, la France parce qu'elle savait que la pacification était après la victoire, l'Autriche parce que, engagée avec l'Angleterre, elle croyait, dans la bonne foi des traités, devoir se présenter sur un nouveau champ de bataille, pour gagner le subside promis; on était convenu entre les deux cabinets de Vienne et de Londres de ne point traiter l'un sans l'autre; eh bien! il fallait tenir cette promesse, réaliser cet engagement, obtenir enfin le prix réglé par les conventions.

Une des causes d'ailleurs qui avaient retardé les négociations actives des cabinets avec la France, c'était l'attente dont le premier consul venait d'être l'objet. Comment ces cabinets pouvaient-ils être amenés à traiter définitivement avec un pouvoir chaque jour menacé d'une destruction imminente? Les hommes de quelque portée voyaient bien que toute la politique reposait sur la tête de Bonaparte; une fois cette existence brisée, la confusion la plus grande, le désordre le plus anarchique, dominaient la société. Il était résulté des derniers événements, une hésitation, une incertitude indicible; les relations étaient suspendues, et, comme on l'a vu, M. de Talleyrand, en plein conseil d'État, n'avait pas craint de dire : « Que la conjuration de Céracchi

avait privé le gouvernement de toute force morale à l'extérieur. » Les étrangers mêmes s'exagéraient l'importance de l'opposition du tribunal; ils croyaient que quelques paroles jetées au vent étaient de nature à empêcher l'action forte et unique de la volonté du premier consul.

Ces raisonnements se faisaient surtout en Angleterre; le cabinet anglais était matériellement étranger à tous les complots qui se tramaient contre Bonaparte, même à la machine infernale; M. Pitt, conscience élevée à travers sa haine contre la France, s'en était défendu avec indignation. La seule participation qu'on pouvait attribuer au cabinet anglais, dans ces tristes et affreux complots, c'était une sorte de protection et de tolérance accordée aux chouans; presque tous étaient à sa solde, et maintenant, si l'on examine que la machine infernale était une affaire de chouannerie, on devra en conclure que M. Pitt, sans en approuver les moyens, désirait tout événement qui pouvait favoriser la chute et la ruine du pouvoir consulaire. L'Angleterre n'avait-elle pas jeté sur les côtes toute cette chouannerie, sans s'inquiéter de ce qui pourrait surgir? Saint-Régent, Limoulan recevaient de l'argent du cabinet de Londres; et que voulez-vous que fissent ces têtes brûlées, si ce n'est des complots pour attenter à la vie du premier consul?

Il a été dit déjà, que lord Grenville, si fier dans ses notes primitives, avait enfin consenti à engager une négociation avec M. Otto, sur une question d'armistice et de paix générale; l'Angleterre se croyant intimement liée avec l'Autriche, ne voulait pas traiter séparément, et c'est ce qui avait amené les démarches de lord Minto auprès de M. de Thugut, pour qu'une négociation s'ouvrit à Lunéville, conjointement entre la France, l'Angleterre et l'Autriche (1). Dans le principe, il n'y avait eu sur ce point aucune difficulté; le débat avait porté sur le terme de l'armistice : à quelles limites s'étendrait-il? Comme préliminaire de cette paix, M. Otto insistait toujours sur l'esprit de l'armistice, non point limité et restreint, mais étendu à tous les forts, à toutes les places assiégées, de manière à ce qu'elles pussent être ravitaillées pendant le

(1) Downing-street, 2 septembre 1800.

« Monsieur,

« Je vous prie d'informer M. Otto, qu'il a pu au roi de faire éventuellement choix de M. Grenville pour représenter Sa Majesté à Lunéville, et de M. Gœtze, aujourd'hui secrétaire de légation de Sa Majesté à Berlin, pour agir en qualité de secrétaire de Sa Majesté dans la mission de M. Grenville. Il sera donc nécessaire que le gouvernement français donne un passe-port particulier pour M. Gœtze, afin qu'il puisse se rendre de Berlin à Lunéville. Vous ajouterez, qu'il conviendra au gouvernement de Sa Majesté, et à M. Gœtze personnellement, que ce passe-port, au lieu d'être envoyé par Londres, soit transmis par le ministre français à Berlin, au comte de Croyssart, ministre de Sa Majesté à cette cour.

« Je vous prie en outre, d'observer à M. Otto qu'il est d'usage, lors des ouvertures des négociations de paix, d'avoir préalablement des explications au moyen desquelles les ministres respectifs puissent arriver presque en même temps au lieu des négociations; et que comme les nouvelles à ce sujet peuvent arriver ici plus promptement de Paris que de Vienne, le gouvernement de Sa Majesté désirerait être informé par votre intermédiaire de l'époque qui pourra être fixée pour l'arrivée à Lunéville des plénipotentiaires français et autrichiens, afin qu'il n'y ait aucun délai de la part de Sa Majesté dans l'ouverture des négociations.

« Au commissaire George.

« Signé : Grenville. »

terme de la suspension d'armes; il désirait surtout que des communications plus libres avec le ministre du roi d'Angleterre pussent le mettre à même de s'expliquer nettement au nom du consul (1). Lord Grenville continuait, à son tour, à soutenir l'impossibilité d'une telle convention, parce qu'elle blessait les intérêts de l'Angleterre qui avait tout à perdre et rien à gagner dans un armistice maritime; car sa marine prenait une extension démesurée, tous les chantiers, tous les ports étaient remplis de vaisseaux au pavillon britannique; parce qu'il s'agissait enfin de faire décider la question du droit de visite, que l'Angleterre exerçait pleinement sur les neutres.

L'amirauté ne ménageait plus aucun pavillon, les escadres britanniques devaient s'emparer des vaisseaux suédois et danois; les ordres furent précis, on ne dut épargner rien de ce qui portait le pavillon neutre, et la guerre la plus violente commença dans l'Océan et dans la Baltique. L'Angleterre ne reconnaissait à personne le droit de s'immiscer dans la souveraineté des mers; Pitt devenait irritabile devant les obstacles, à ce point d'oublier les égards qu'on devait aux pavillons amis. A mesure que l'Angleterre se séparait du continent, il semblait y avoir pour elle obligation de se montrer plus despotique dans ses volontés; Pitt jouait les derniers des de son autorité parlementaire, avec une persévérance et un courage dignes d'éloges. L'opposition devenait formidable et le sentiment de la paix faisait des progrès dans la Grande-Bretagne; il fallait

frapper de grands coups sur la mer par la victoire et sur le continent par les succès de l'Autriche; hélas! si ces résultats n'étaient pas obtenus, Pitt devait céder son poste de chef du cabinet, parce que l'opinion se prononçait contre lui.

A toutes ces déclarations violentes de la Grande-Bretagne sur les neutres, à ces mesures et à ces actes, l'empereur Paul opposa une vigoureuse résistance; le caractère emporté du czar venait de se montrer par le renvoi subit de lord Whitworth et de M. de Cobentzi; Paul était profondément blessé par les prétentions de l'Angleterre à la souveraineté des mers: quoi! ce n'était pas assez de garder Malte, le cap de Bonne-Espérance, les îles Ioniennes, de menacer l'Égypte! il fallait encore régner sur la Baltique par des menaces injustes faites au pavillon neutre. L'empereur Paul se hâta de terminer ses communications diplomatiques avec le cabinet de Stockholm et de Copenhague; on stipula les conditions d'une ligue maritime où devaient entrer toutes les puissances neutres, le Danemark et la Suède spécialement; Paul I^{er} se plaçait à la tête de cette ligue dont la première mission devait être de rendre la puissance et l'éclat à la liberté du pavillon. En même temps, le czar déclarait saisies et confisquées toutes les marchandises anglaises qui se trouvaient en Russie; la colère exaltait au dernier point l'imagination de Paul I^{er}, et la France dut en profiter pour absorber tout à fait la Russie dans son alliance naturelle (2).

Une fois le contre-poids russe jeté dans la balance,

(1) « Dans tout le cours de la négociation dont le sousigné a été chargé, il a eu lieu de regretter que le défaut de communications plus directes avec le ministre de Sa Majesté, l'ait mis dans l'impossibilité de donner à ses ouvertures officielles les développements nécessaires. Le résultat de ses dernières communications, auxquelles répond la note qu'il a eu l'honneur de recevoir, le 29 de ce mois, rend cet inconvénient bien plus sensible encore.

« La première partie de cette note paraissant mettre en doute la sincérité des dispositions du gouvernement français d'entamer des négociations pour une paix générale, le sousigné doit entrer à ce sujet dans quelques détails, qui justifient pleinement la conduite du premier consul.

« L'alternative proposée d'une paix séparée dans le cas où Sa Majesté n'agréerait pas les conditions d'un armistice général, loin de dénoter un défaut de sincérité, au contraire, la prouve la plus forte des dispositions conciliantes du premier consul; elle est une conséquence nécessaire de la déclaration faite par le sousigné, le 4 de ce mois. En effet, il a eu l'honneur de prévenir le ministre britannique: « Que si un armistice n'est pas conclu avant le 1^{er} septembre, les hostilités auront été recommencées avec l'Autriche, et que, dans ce cas, le premier consul ne pourra plus concéder à l'égard de cette puissance qu'une paix séparée et complète. » Cet armistice n'a pas été conclu à l'époque indiquée; il était donc naturel de s'attendre éventuellement à une paix séparée avec l'Autriche, et dans la même hypothèse, à une paix également séparée avec la Grande-Bretagne, à moins qu'on ne pense que les coalisés qui se sont abstenus depuis huit années de la grande partie de l'Europe doivent se perpétuer, et n'avoir d'autre terme que la destruction totale de l'une des puissances belligérantes.

« Ce n'est donc pas le gouvernement français qui propose à Sa Majesté de séparer ses intérêts de ceux de ses alliés; mais ayant vainement tenté de les réunir dans un centre commun, et les trouvant séparés de fait par le refus de l'Angleterre de déposer sur l'autel de la paix quelques avantages particuliers, dont la France avait déjà fait le sacrifice, le premier consul a émis une nouvelle preuve de ses dispositions en indiquant un autre moyen de conciliation que le cours des événements amènera tôt ou tard.

« Signé : OTTO. »

(2) A cet effet l'Angleterre répondit :

« Attends que S. M. a été informée qu'un grand nombre de bâtiments appartenant aux sujets de S. M. ont été et sont actuellement détenus dans les ports de la Russie, et que les marins anglais se trouvant à bord de ces bâtiments ont été et sont actuellement détenus comme prisonniers dans divers ports de la Russie; et de plus que, pendant le cours de ces procédures, une confédération d'une nature hostile contre les justes droits et les intérêts de S. M. et de ses États a été conclue avec le cour de Saint-Petersbourg, par les cours de Copenhague et de Stockholm respectivement. S. M. de l'avis de son conseil privé, a bien voulu ordonner et elle ordonne par ces présentes, qu'aucun bâtiment ou navire appartenant à aucun des sujets de S. M. ne soit autorisé la permission de se rendre dans aucun port de la Russie, du Danemark ou de la Suède jusqu'à nouvel ordre, et S. M. a bien voulu ordonner en outre, qu'il soit mis un embargo général sur les bâtiments ou navires russes, danois ou suédois quelconques qui se trouvent dans ce moment ou qui pourront se trouver dans la suite, dans aucun des ports, havres, ou rades du royaume de la Grande-Bretagne. »

les affaires européennes changeaient d'aspect. La France s'unissant à la Russie, dans un dessein commun, l'Angleterre était obligée de souscrire la paix à des conditions plus dures; le but du premier consul fut d'amener la Russie jusqu'à ce point d'envoyer un plénipotentiaire au congrès de Lunéville, pour agir de concert avec le ministre français; tous deux formeraient un contre-poids à l'influence des plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, si lord Grenville consentait enfin à une participation directe et sincère aux actes du congrès de Lunéville. L'ambassade de Paul auprès du premier consul était un premier mobile pour arriver à ce résultat. On caressa cette idée d'une ligue maritime, parce qu'elle devait réunir tous les pavillons contre le drapeau de la Grande-Bretagne (1).

Il fallait aussi décider la Prusse à se poser comme puissance stipulante dans le congrès de Lunéville; le cabinet de Berlin ne faisait aucune difficulté d'y envoyer un plénipotentiaire; le marquis de Lucchesini, ambassadeur à Paris, fut désigné d'avance et sur ce point il s'était ouvert franchement au consul, pour se joindre aux autres diplomates de l'Europe; mais le consul voulait plus qu'un concours de simple médiation et la présence stérile de M. de Lucchesini; il désirait entraîner la Prusse à un abandon des principes de la neutralité impartiale pour se poser comme l'alliée de la France et partie contractante dans toutes les stipulations définitives. M. de Talleyrand comprenait qu'en s'appuyant sur la Prusse et la Russie dans le congrès de Lunéville, on obtiendrait les meilleures conditions vis-à-vis de l'Autriche et de l'Angleterre; quel appui resterait-il à François II? Serait-ce le cabinet de Londres? Mais avec un peu d'habileté, on pouvait même espérer la séparation des deux cours, et isoler tellement ainsi le cabinet de Vienne, que la vieille maison d'Autriche subirait les conditions imposées par le premier consul.

Le marquis de Lucchesini, si fin, si délié, devi-

nant les vues habiles du cabinet de Paris, s'était autant que possible retranché dans l'esprit et dans les conditions de la qualité de neutre que la Prusse avait prise; il déclara: « Que la Prusse, sans doute, pouvait offrir ses bons offices, sa médiation même, pour amener comme résultat la paix générale, mais qu'elle sortirait évidemment de ce caractère de neutralité, si elle prenait une place trop marquée dans les négociations d'un congrès tout particulier entre deux puissances belligérantes. La France pouvait-elle douter de l'amitié de la Prusse? N'avait-elle pas pris un intérêt bien vif à toutes ses guerres, à toutes ses victoires? Il ne fallait pas dénaturer son privilège de neutre, parce qu'elle pouvait rendre plus de services dans cette position qu'avec une alliance intime; on ne lui croirait plus un caractère impartial, si elle opinait ouvertement pour la France. » Ainsi M. de Lucchesini tâchait de s'effacer dans une négociation, afin de ne pas donner trop de prépondérance à la France dans les affaires d'Allemagne; le cabinet de Berlin voulait bien abaisser l'Autriche; mais avec le système envahissant du premier consul, quelles bornes pouvait-on mettre à son ambition, et la Prusse n'en serait-elle pas la victime dans un temps plus ou moins éloigné?

Au milieu de ces circonstances délicates, dans quelle position se plaçait l'Autriche? Elle avait essayé une campagne sérieuse; son empereur, ses archiducs s'étaient portés sur le champ de bataille; les préliminaires du comte de Saint-Julien étaient reponssés, et le traité de subsides conclu avec l'Angleterre servait de bases à ses nouvelles relations. Les derniers événements militaires ne lui étaient pas favorables; forcé de conclure un armistice, l'Empereur était revenu à Vienne (2); il avait trouvé l'esprit public cruellement irrité contre l'impératrice et le ministre, le baron de Thugut. La paix préoccupait toutes les âmes, on la demandait à grands cris, même dans les théâtres: on ne vou-

ouvrage élémentaire dans l'éducation militaire. Personne ne sera à l'avenir nommé officier subalterne, s'il ne le soit pas par cœur et de le comprendre.

(2) « S. M. l'Empereur est retournée à Vienne. Elle est arrivée dans sa capitale, le 23, accompagnée de son ministre le comte de Lehrbach. Des lettres particulières de la date du 1^{er} octobre, annoncent que M. le baron de Thugut, plégué de voir que la convention en question eût été conclue sans qu'on l'eût consulté, avait offert sa démission, mais que Sa Majesté ne l'avait pas acceptée; d'autres avis lui donnent déjà un successeur, qui est, suivant les uns, M. de Lehrbach; suivant les autres, M. de Cobenzl. Nous ne hasardons aucune conjecture sur ces changements. Nous sommes si accoutumés depuis sept ans à voir des hommes et des pairs succéder, dans le cabinet de Vienne, à des hommes et à des mesures vigoureuses, des traits de pitié à des traits de bonne foi, des actes ambigus à des actes pleins de magnanimité, que la seule chose que nous puissions en dire, c'est que tout y est possible. » (Note du commissaire anglais, octobre 1806.)

(1) Le 21 novembre, une note signée du comte Rostopchin, président au département des affaires étrangères, annonça aux membres du corps diplomatique, résidant en cette capitale, que l'empereur mis sur les bâtiments anglais ne serait pas levé.

« Il a été exposé à S. M. l'empereur de toutes les Russies, que les généraux anglais, malgré les représentations répétées, tant de son ministre résidant à Palermo, que des ministres de S. M. Sicilienne, ont pris possession de La Valette et de l'île de Malte, au nom du roi d'Angleterre, et arboré le pavillon de son souverain à l'exclusion de tous autres pavillons. S. M. justement choquée de cette atteinte portée à la haute foi, a résolu de ne point lever l'embargo qu'elle a fait mettre sur les vaisseaux anglais dans les ports de Russie, avant que les dispositions contenues dans la convention de 1798 n'aient été pleinement exécutées »

L'engagement de Paul le n'a pas de borne; il a ordonné, par un ukase du 23 octobre, que l'on rédigeât et publiât une description de la dernière campagne des Français en Europe, et particulièrement en Italie, et qu'elle fût employée comme

lait plus faire de sacrifices; après tant d'efforts, la nation allemande voulait se reposer; les impôts étaient excessifs, les levées militaires incessantes, il n'y avait plus d'argent au trésor, et les subsides de l'Angleterre ne pouvaient pourvoir à toutes les dépenses du département de la guerre.

Ensuite, l'engouement pour le premier consul s'étendait de la France à l'Allemagne: Partout se manifestait un enthousiasme indicible; cette intelligence, si haut placée, semblait maîtresse de la destinée; elle gouvernait les peuples et les rois; on eût dit Bonaparte armé d'une sorte de prestige qu'il jetait sur le monde entier; c'était l'homme de la fortune avant d'être celui de la victoire; au palais des Tuileries, il faisait parler de lui plus que Moreau, Brune, l'archiduc Charles; son repos même avait quelque chose de prodigieux qui fascinait. L'opinion publique, en Allemagne, poursuivait vigoureusement le baron de Thugut et tous les partisans de la guerre. La crise amena nécessairement une modification dans le cabinet, le désir public de se rapprocher de la France, poussait l'Autriche à entamer avec cette puissance de sincères négociations. Or M. de Thugut n'était plus désormais qu'un obstacle; le premier consul n'ayant aucune foi en lui, le considérait comme l'homme de l'Angleterre, comme le partisan déclaré du système des subsides. Jamais une négociation sérieuse ne se fût engagée entre M. de Talleyrand et M. le baron de Thugut.

L'Autriche réfléchit donc sur une première concession à faire pour obtenir la paix, et comme le comte Louis de Cobentzl arrivait de Saint-Petersbourg à Vienne, l'empereur François l'invita à reprendre les affaires, en remplacement de M. de Thugut; il avait été un moment question de M. de Lehrbach; mais M. de Cobentzl, le plénipotentiaire de Campo-Formio, le ministre qui avait présidé à Seltz aux conférences avec M. François de Neufchâteau, venait à Lunéville comme le symbole de la paix, comme l'expression d'un rapprochement

de bienveillance entre les cours de Vienne et de Paris. La démission de M. de Thugut fut donc acceptée, et M. de Cobentzl prit la direction supérieure des affaires de l'Autriche; dans les conférences qu'il eut avec François II, il fut bien convenu qu'on ne ferait une paix séparée qu'à la dernière extrémité (1). Les instructions portèrent d'abord sur la nécessité d'un traité commun avec l'Angleterre, ainsi que l'avait indiqué lord Minto; pourquoi cette puissance ne serait-elle pas admise au congrès de Lunéville? et M. de Cobentzl se proposait d'en faire l'ouverture expresse au premier consul, « qui l'avait toujours, disait-il, écouté avec bienveillance. »

Dès qu'il eut accepté le portefeuille des mains de l'empereur, M. de Cobentzl vit immédiatement quelle était sa position réelle; il n'avait rien à faire à Vienne, cité en dehors de tout mouvement actif de diplomatie; et quoique le ministre sût parfaitement que personne n'était arrivé à Lunéville, il se hâta de s'y rendre en annonçant officiellement qu'il allait participer au congrès. Cette démarche lui donnait une grande force de popularité dans la monarchie autrichienne, parce qu'il devenait comme l'homme de la paix, le symbole des espérances de pacification. M. de Cobentzl quitta Vienne en octobre, resta deux jours à Lunéville. Ne trouvant point de négociateurs arrivés, il se rendit à Paris sur une invitation expresse du premier consul. On éprouvait le besoin réciproque de se voir et de s'entendre; M. de Cobentzl voulait étudier l'opinion publique, pénétrer la pensée du premier consul, savoir quelle était la force de son gouvernement, et les espérances de sécurité qu'il pouvait donner. De son côté, Bonaparte, qui avait toujours foi dans la puissance de sa parole séduisante, voulait employer auprès de M. de Cobentzl cet art infini qui lui faisait dominer les hommes (2). Le but définitif de ses efforts était d'obtenir que l'Autriche traiterait séparément de l'Angleterre; il voulait persuader à M. de Cobentzl que tout ce qui était humainement pos-

(1) « Le ministre par lettres de M. de Lehrbach n'a duré qu'un moment, ce ministre a montré, dit-on, moins de dispositions qu'on en l'avait présumé à suivre les directions secrètes du baron de Thugut. Tout fier de son exaltation, il prétendait, non-seulement remplacer M. de Thugut de fait, mais même jouer le rôle du feu prince de Kaunitz. Le baron de Thugut, vivement choqué de ses prétentions, s'est alors réuni au parti de M. de Cobentzl, et se prévalant de la réputation avantageuse dont jouit ce ministre à la cour et à la ville, il est parvenu à renverser les espérances de M. de Lehrbach. Celui-ci cal encore ministre, mais sans département. Il a obtenu, dit-on, sa retraite avec une pension. Le baron de Thugut, s'il eût dû être triomphé, paraît avoir décidément renoncé aux affaires. »

« M. de Cobentzl est donc aujourd'hui ministre des affaires étrangères, ou pour mieux dire, premier ministre de l'empire autrichien. Aussitôt que l'acceptation de l'archiduc Charles est parvenue à Vienne, M. de Cobentzl s'est mis en route pour

Lunéville, laissant la direction de son département aux plus anciens conseillers d'état, qui travailleront avec le conseil privé. » (Dépêche du ministre prussien, octobre 1800.)

(2) « M. de Cobentzl est arrivé le 23 à Strasbourg, et le 24 à Lunéville, où il a été reçu au bruit de vingt coups de canon; il n'y a trouvé, contre son attente, ni ministre britannique, ni ministre français, ce qui l'a déterminé à faire le voyage de Paris. Ce n'est que le 34, que Joseph Bonaparte s'est mis en route pour Lunéville. Il aura rencontré M. de Cobentzl sur le chemin de la paix, avec l'empereur, et M. de Cobentzl a débuté par faire la déclaration formelle que l'empereur, son maître, fidèle à ses engagements avec S. M. R., n'entrera en négociations que pour une paix générale, et ne traitera que conjointement avec la Grande-Bretagne. » (Dépêche du ministre prussien.)

sible avait été fait par M. Otto dans les négociations de Londres, et que le refus implacable de lord Grenville était le seul empêchement à la signature d'un traité et même de l'armistice qui pouvait préparer la paix générale.

Le premier consul, en amenant des négociations séparées, voulait imposer à l'Autriche des cessions de principes et de territoire. M. de Cobentzl fut entouré de fêtes et de tous les prestiges qui pouvaient séduire un esprit comme le sien dans une grande capitale. Le ministre de la cour de Vienne était élève du collège d'Harcourt, comme le prince de Metternich l'était de l'université de Strasbourg; il parlait la langue française avec une correction indéchiffrable et une félicité d'enfance. L'ambassadeur fut de tous les galas, de toutes les intimités de la Malmaison et des Tuileries; on lui donna les plaisirs et les dissipations qu'offrait Paris à cette époque insouciance. Le comte Louis aimait le théâtre comme un souvenir de Saint-Petersbourg; il y avait figuré dans les vieilles femmes en se grimant sur le théâtre de la cour de Catherine II; littérateur plein de goût, on le fit assister aux séances de l'Institut, à la lecture des beaux vers du poète Esménard et de M. de Fontanes. Paraissait-il dans un salon au milieu des glaces brillantes, aussitôt retentissaient des concerts d'harmonie: la voix de Garat, de madame Grassini, la bien-aimée du premier consul, les danses, les ballets où figuraient Vestris, Garrel et mademoiselle Chameroy, la jeune fille si vite enlevée par la mort.

Au milieu de ces dissipations dont il enivrait M. de Cobentzl, le consul cherchait à faire prévaloir ses idées d'un traité séparé avec l'Autriche, et M. de Cobentzl, avec son esprit délicat et fin, répétait: « Que Paris ne pouvait être un séjour d'affaires quand le premier consul daignait le combler de tant de prévenances; n'aurait-on pas le loisir durant les ennuis de Lunéville de négocier un traité demandé par tous? A Paris on se laissait aller aux arts sous la douce influence du génie de Bonaparte. Quand la paix était offerte par un grand homme, qui pouvait s'y refuser? » Par ce moyen, M. de Cobentzl échappait à toute solution définitive; ses instructions ne lui permettaient pas de traiter séparément; il appelait la réunion du congrès; il répétait: « Que là seulement, les affaires sérieuses

pourraient se négocier, mais qu'à Paris les souvenirs d'enfance, les espiègleries de collège, et le bonheur qu'il éprouvait de se trouver dans une compagnie aussi choisie, ne lui permettaient pas de s'abîmer dans la gravité des questions diplomatiques. »

Il fallut donc que le consul se hâtât d'ouvrir sérieusement un congrès à Lunéville; les ordres furent envoyés au préfet pour que tout se fit avec magnificence. L'ancien palais des ducs de Lorraine fut orné de tentures brillantes et de tous les objets de luxe que Paris pouvait fournir; on dressa des télégraphes afin d'avoir sur-le-champ les nouvelles de la paix; un service d'estafette fut commandé afin que l'abondance et la délicatesse des mets pussent chatouiller la sensualité d'un ministre qui avait vu la cour de Catherine II. Tout dut se ressentir de la munificence du consul; les commis des affaires étrangères furent chargés de recueillir tous les documents sur les congrès de Ryswick et de Nimègue, sur le cérémonial, les fêtes et les plaisirs qui signalèrent les conférences pour la paix sous Louis XIV. Enfin, pour donner plus de solennité encore, Bonaparte désigna son frère Joseph comme le représentant de la France au congrès de Lunéville.

Joseph était un esprit droit, poli, affectueux, dont les manières ne pouvaient être qu'agréables à M. de Cobentzl; en ce moment Lucien était envoyé à Madrid pour négocier auprès de Charles IV, et Joseph, l'aîné des Bonaparte, recevait sa mission du congrès de Lunéville, comme si toutes les affaires désormais devaient se concentrer dans cette famille: le gouvernement, la guerre, et les relations avec l'étranger. Joseph n'avait pas une capacité assez étendue pour qu'on le laissât seul; le premier consul lui adjoignit le général Clarke comme son guide, et M. de Talleyrand lui donna un homme d'expérience, un de ses secrétaires les plus actifs, M. de La Forêt, qui appartenait à l'école sérieuse de la diplomatie; il avait longtemps étudié les traités et les négociations de l'ancienne monarchie, si remarquables depuis Henri IV; ces négociations devenaient, pour le premier consul, l'objet d'études profondes et suivies.

Joseph Bonaparte et M. de Cobentzl se retrouvèrent à Lunéville (1), au milieu d'une multitude

(1) « Au congrès à Lunéville il y aura, dit-on, des représentants de toutes les têtes couronnées, qui feront s'abaisser devant les hennissements du premier consul. Nous savons que de cette négociation à une paix générale, à l'établissement d'une paix stable et durable, il y a une distance prodigieuse; nous l'ignorons pas qu'il est des personnes qui se flattent que les difficultés sont si nombreuses que les négociations, y apporteront des délais suffisants pour que tous les envoyés étrangers aient le temps de se contraindre des dangers qui menacent leurs commettants; »

de diplomates de deuxième ordre, qui formaient comme leur cortège; M. de Lucchesini, ministre de Prusse, y vint spontanément, mais sans y être accrédité; d'autres y arrivèrent aussi pour observer la tenue des conférences et en rendre compte à leur cour. Tout se passa d'abord en visites, en galas; Lunéville devint un séjour de plaisir, les rues monotones et silencieuses de la cité de Lorraine se peuplèrent d'étrangers et de riches équipages; les théâtres s'ouvrirent sous mille bougies, et Joseph fut au mieux avec M. de Cobentzl. On vit la France déployer une fois encore cette magnificence ostentatoire qu'elle témoigna toujours aux étrangers depuis le XVIII^e siècle. C'était bien; mais il fallait enfin arriver aux conférences positives, aux questions sérieuses du congrès, et l'on s'aperçut bientôt que M. de Cobentzl n'avait jusque-là d'autorisation que pour conclure un traité simultané avec l'Angleterre sans clause séparée. A ce moment tout espoir d'une négociation fut suspendu entre les cabinets de Paris et de Londres, car les démarches de M. Otto n'avaient produit aucun résultat; les deux cabinets s'étaient séparés sans espoir de renouer prochainement un traité de paix.

Comment dès lors les plénipotentiaires français pouvaient-ils admettre la condition d'un traité simultané vis-à-vis de l'Autriche et de l'Angleterre, ce qui rendait la paix impossible? Autant valait dissoudre le congrès, et plusieurs notes furent échangées sur ce point. M. de Cobentzl ne cessait de répondre que : « Tout espoir n'était pas perdu et que l'Autriche s'engageait à intervenir personnellement pour obtenir que l'Angleterre envoyât un plénipotentiaire au congrès de Lunéville, afin d'avoir pour résultat une pacification générale et non pas un traité partiel; pourquoi prolonger ces fatales guerres qui ensanglantaient le monde? » Avec son art habituel, M. de Cobentzl faisait valoir combien l'humanité gagnerait à cette pacification qui s'étendrait sur toutes les mers et sur le continent. Ces notes remarquablement écrites cachaient le dessein de continuer indéfiniment les négociations afin d'attendre de meilleurs résultats d'une campagne militaire, et M. de Cobentzl espérait ensuite qu'en faisant intervenir l'Angleterre, on aurait de favorables conditions pour sa monarchie.

Les notes de Joseph Bonaparte, écrites par M. de La Forêt, rappelaient les préliminaires de M. de Saint-Julien, signés à Paris, comme les bases premières et fondamentales d'un traité définitif : « N'avait-on pas alors reconnu complètement l'indépendance de

la question anglaise et de la question autrichienne; pourquoi n'agirait-on pas aujourd'hui dans le même sens? M. Otto n'avait-il pas fait tout ce qu'il avait pu sans aucun succès à Londres (1)? »

Ces retards et ces longurs indéfinies démontrèrent au premier consul qu'il fallait s'arrêter à une détermination vigoureuse pour dominer les hésitations de l'Autriche. Un armistice était conclu en Italie, en Allemagne, dans le Tyrol; Moreau en avait profité pour venir s'aboucher à Paris avec Bonaparte sur son plan de campagne, et ces deux généraux d'un si remarquable talent avaient tracé sur la carte un vaste projet qui pouvait en finir avec une ou deux batailles avec les retards et les incertitudes de l'Autriche. Il est des époques où il faut savoir oser, et l'admirable talent du premier consul était de se jeter avec une audace indécidable dans une ligne fermement donnée, parce qu'ayant affaire à des ennemis mous et incertains, il était toujours sûr d'obtenir de grands résultats par un mouvement en avant. Quand le consul s'aperçut des hésitations de M. de Cobentzl, il ordonna une prise d'armes générale après l'armistice, et une campagne courte et bonne qui aurait pour but unique la possession de Vienne dans une seule marche militaire. Maîtres des forteresses que leur donnaient les armistices en Italie et en Allemagne, les Français pourraient désormais manœuvrer avec sécurité. La reprise des hostilités dut être vigoureusement menée sur les Alpes et le Danube, et les ordres les plus précis portaient qu'on eût à s'avancer par tous les côtés sur les États héréditaires de l'Autriche.

Les armées impériales s'étaient considérablement agrandies pendant l'armistice par des levées immenses faites dans tous les États; l'archiduc Ferdinand conduisait la grande armée d'Allemagne, composée de plus de 150,000 hommes d'excellentes troupes; le feld-maréchal Bellgrade se portait en Italie avec 80,000 hommes; 25,000 hommes d'élite défendaient le Tyrol. L'archiduc Jean était en face de Moreau avec 120,000 hommes; le général républicain était comme enveloppé d'un vaste cercle d'ennemis; une insurrection conduite par le général Klénau, éclatée sur le Rhin, elle avait pour centre Mayence; Moreau, si réfléchi dans tous ses mouvements, s'était mis déjà en communication avec Angerren par le Tyrol, en même temps que par une marche miraculeuse, au milieu de décembre, Macdonald conduisait une seconde armée de réserve à travers le Splügen et ses glaciers immenses.

congrès de Rastadt, leur laisse autre chose à faire qu'à signer le traité qu'il a déjà tout prêt. Si nous rappellerons la fable de ces burlesques culinaires qui, ayant assemblé des gâteaux, leur ordonna, jusqu'au moment où ils virent argumenter avec lui sur la nécessité de les

renvoyer dans leur élément, qu'il ne leur avait donné la permission de débiter que pour décider à quelle sauce ils préféreraient s'être accommodés. » (Tome.)

(1) Députés du congrès de Lunéville, novembre-décembre 1800.

« C'était le 3 décembre, en plein hiver, Moreau avait concentré ses forces près de la forêt de Hohenlinden, que l'on voit avec ses beaux arbres séculaires autour de Munich (1); l'archiduc Jean prit position à droite de Munich, en même temps que, par des ordres envoyés en toute hâte, le général Kléau devait remonter le Danube et prendre les Français par derrière. La neige tombait à gros flocons, le froid était tellement intense que l'artillerie et la cavalerie glissaient sur les vastes plaines de glace; l'armée impériale, au milieu des ténèbres de la nuit, se déployait avec un peu de désordre, car la neige qui battait le visage des soldats ne leur permettait pas de reconnaître les routes.

Les ténèbres se dissipent; l'ennemi voit devant lui l'arrière-garde française, séparée du corps de bataille; les Bavares et les Autrichiens se forment en colonnes serrées, et les posaient avec ardeur jusque dans un défilé où elles se replient. Moreau fait tourner ces colonnes par les généraux Grouchy

et Gandjean; l'ennemi écrasé se retire en désordre. Une seconde colonne se déploie, magnifique, composée de Hongrois et de Tyroliens, grenadiers à la hante taille; c'est Ney qui la refoule; Riechpanse marche pour appuyer son mouvement. La mêlée devient meurtrière, on se bat à droite et à gauche; à ce moment, 4,000 grenadiers hongrois s'avancent pour briser la division Decaen; Riechpanse voit devant lui ces hommes forts, courant au pas de charge; il se tourne et dit à ses soldats: « Voyez-vous là-bas? Que dites-vous de ceux-ci? — Ils sont morts! » répondent les grenadiers du 48^e, paroles toutes romaines des vieilles légions, et une charge à la batonnette en finit avec cette masse de fer et de feu.

La bataille est gagnée, le terrain est couvert de chevaux, d'hommes, dans les bois, sur la chaussée, partout où les Autrichiens ont paru. L'archiduc Jean fait un dernier effort sur la division Grenier, il est repoussé jusqu'à l'Inn et on ajoute un nouveau

(1) Je donne ici la dépêche sur la bataille écrite de la main de Moreau.

« Légat en chef Moreau, au ministre de la guerre. Au quartier général à Amsing, le 12 décembre an VIII de la république française une et indivisible (3 décembre).

« J'ai le plaisir, mon cher général, de vous rendre compte d'un événement bien glorieux pour l'armée que je commande, et d'un grand avantage pour la république.

« Par ma dépêche d'hier, en vous rendant compte du combat du 10, je vous annonçais le rassemblement de l'armée, et mon projet de prendre l'offensive.

« Hier au soir, le corps du général Grenier était rassemblée entre Hohenlinden et Barten. La division aux ordres du général Grandjean, dont le général Grouchy a pris le commandement, appuyé à gauche au village de Hohenlinden, les divisions Riechpanse et Decaen à Ebersberg.

« Je m'attendais à être attaqué par l'ennemi, et j'avais donné l'ordre aux généraux Riechpanse et Decaen de déboucher par saint-Christophe sur Mettenp, et de tomber avec vigueur sur les derrières de cette attaque. Ce mouvement s'est exécuté avec autant d'audace que d'intelligence.

« L'ennemi a commencé son attaque sur Hohenlinden, environ à sept heures et demie du matin; on s'est bori à le contenir jusqu'à l'instant où un moment d'insécurité m'a fait juger que l'attaque du général Riechpanse commençait.

« J'ai ordonné au général Grenier de commencer le sien. Le général Ney s'est porté avec vigueur dans le défilé, et a rencontré à moitié chemin de Battonp le général Riechpanse. Tout ce qui était caenné dans la bataille, étendu d'environ une lieue et demie, a été tué, pris ou dispersé.

« L'attaque du général Ney était soutenue par la division du général Grouchy, qui venait de culbuter la réserve des généraux ennemis qui avait cherché à déborder sa droite. Ces attaques ont été dirigées par les généraux Grandjean et Boyer.

« Le mouvement des généraux Riechpanse et Decaen a éprouvé les plus grands obstacles. Obligé de marcher par des routes étroites et entièrement entourées d'ennemis, le général Riechpanse s'est trouvé séparé des autres troupes, avec cinq ou six bataillons et un régiment de chasseurs; mais sans regarder derrière lui il a marché au milieu de l'armée ennemie, sans s'inquiéter du peu de troupes qu'il avait, et a joint la tête de la division du général Ney, conduite avec une égale intrépidité, par l'adjudant-commandant Buisson. Le général Valter a été grièvement blessé d'une attaque. Le général Decaen est parvenu à faire pénétrer les Polonais en soutien du général Riechpanse.

« Pendant que le succès se déterminait en notre faveur, un corps de troupes marchant de Wasserburg sur Ebersberg, a forcé le général Decaen à changer de front à droite pour l'arrêter. Il fut repoussé dans le plus grand désordre.

« L'affaire paraissait complètement décidée à trois heures, lorsqu'un autre corps, marchant du basan, a voulu déboucher par Burkela sur Hohenlinden; comme on s'attendait à un effort sur la gauche, l'ennemi ayant en la veille beaucoup de troupes dans la vallée de l'Inn, le lieutenant général Graier avait laissé en position les divisions Legrand, Bastout et la réserve de cavalerie, qui, au moment où elles allaient prendre l'offensive, ont été elles-mêmes attaquées. On a dû renvoyer à leur soutien quelques troupes du général Ney et des autres divisions qui se sont trouvées sous la main.

« Les généraux Legrand et Bastout, après avoir repoussé ces attaques et avoir eux-mêmes aboré l'ennemi avec une grande vigueur, ont, après plusieurs efforts, les ont culbutés avec une perte d'une partie de leur artillerie. Le général Bastout a été blessé à cette attaque; le général Basset l'a sur-le-champ remplacé.

« Cette affaire a été tellement générale, qu'il n'y a pas un corps dans l'armée française qui n'ait combattu, et certes il n'en a été de même de l'armée autrichienne. La neige tombait à grands flocons pendant toute l'action.

« Nous avons pris environ quatre-vingt-bouches à feu et deux cents caissons, 10,000 prisonniers, un grand nombre d'officiers parmi lesquels sont trois généraux. La poursuite a duré jusqu'à la nuit, l'estime notre perte à un millier d'hommes, tués, blessés ou prisonniers; celle de l'ennemi est incalculable. Tous ont fait leur devoir; je ne puis énumérer d'éloges particuliers à aucun des armes; artillerie, infanterie, cavalerie méritent les louanges les plus fortes et les plus vraies. Les états-majors se sont particulièrement distingués.

« Le corps du général Lecourbe qui s'était emparé de Hohenlinden, le 10, a été chargé de couvrir l'Inn et de défendre tous les débouchés du Tyrol.

« Le chef de l'état-major vous rendra un compte très-détailé de cette bataille de Hohenlinden, lieu déjà connu par la convention qui nous céda les trois places. La république doit connaître les corps et les militaires qui s'y sont particulièrement distingués. Il vous instruirait également des détachements que l'ennemi a faits derrière notre gauche, et auxquels nous n'avons pas fait grande attention. L'armée est fière de ses succès, surtout par l'espoir qu'il contribuera à accélérer la paix.

« Salut et amitié.

Moreau.

trophée de canons et de prisonniers aux quatre-vingts pièces d'artillerie qui déjà étaient restées sur le champ de bataille. Ainsi dans un engagement, de douze heures on avait fait 10.000 prisonniers; 8.000 morts étaient couchés dans la poussière, et les Français restaient maîtres de la campagne, nobles trophées des divisions de l'armée d'Allemagne. Les manœuvres de Moreau avaient été magnifiques; les évolutions ressemblaient aux pompes militaires dans les fêtes de la cité; on eût dit que la mort ne planait pas sur ces têtes et que les divisions se formaient où se reformaient comme au Champ-de-Mars ou à la plaine des Sablons. Qui peut arrêter l'ardeur des troupes? Moreau profite de la victoire pour marcher en avant, il passe l'Inn et une fois encore les républicains se trouvaient à la face de l'armée de Condé. Les gentilshommes se battirent bien, ce fut même le seul point de l'Inn vaillamment défendu; la France trouvait ici la France, le jeune étendard combattait le vieux drapeau, le même sang coulait dans les veines.

Moreau touchait Linz, lorsque Macdonald passait avec l'armée de réserve le Splügen, et descendait des glaciers avec son armée, dans le mois de décembre, comme l'aigle des Alpes quitte les pics et déploie ses ailes blanchies de neige. Angereau pénétrait par le Tyrol, tandis que Brune passant le Mincio s'avançait vers le général Bellegarde; on était au 28 décembre, et les brouillards obscurcissaient même le soleil d'Italie. A Pozzolo il y eut une véritable bataille gagnée contre le général Bellegarde, par les divisions Davoust, Moncey, Suchet et Dupont, sans le concours du général en chef. Bellegarde se mit en pleine retraite vers le Tyrol, et ce fut alors que Macdonald, continuant sa route aérienne, taillant des blocs de glace comme des rochers solides, sautant de pics en pics, comme les intrépides guides de la montagne, tomba sur

les flancs du général autrichien. A ce moment on apprit l'armistice de Steyer conclu entre le général Moreau et l'archiduc Charles, l'événement le plus grave de la campagne.

Cet armistice de Steyer est le véritable traité de paix que le congrès de Lunéville ne fit que ratifier et rédiger: c'est à Steyer, en effet, qu'il fut convenu entre Moreau et l'archiduc Charles, qu'on traiterait immédiatement à Lunéville, sans le concours de la Grande-Bretagne, et les deux causes demeurèrent ainsi séparées. Moreau fut le bras glorieux qui amena la paix par la bataille de Hohenlinden; Moreau fut le seul négociateur; lui et l'archiduc Charles étaient faits pour s'entendre, tous deux possédaient un génie froid et méthodique; ils voulaient la paix avec la même volonté, tout en combattant avec vaillance. La bataille de Hohenlinden devint, sous ce point de vue, bien plus importante, bien plus décisive que celle de Marengo; seulement elle ne fut point exploitée avec autant d'habileté. L'armistice de Steyer stipula presque toutes les clauses depuis insérées au traité de Lunéville; ce fut le Léoben de la campagne de 1800, la véritable convention que ratifièrent, pour les formes, les signatures de M. de Cobentzl et de Joseph Bonaparte. La nouvelle en arriva le 10 décembre au soir, et les instructions à M. de Cobentzl lui furent portées par un courrier extraordinaire. Tout était préparé d'avance, et les plénipotentiaires n'eurent plus qu'à exécuter les clauses que Moreau avait signées avec l'archiduc Charles à Steyer.

Le congrès de Lunéville ne fut dès lors qu'une forme; les plénipotentiaires devinrent de simples procureurs fondés pour signer des clauses convenues sur le champ de bataille; on avait continué la guerre pendant le congrès, et la victoire finit le congrès. Le traité authentique fut signé le 9 février (1);

(1) Traité de Lunéville.

Art. 1^{er}. Il y aura à l'avenir, et pour toujours, paix, amitié et bonne intelligence entre S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, stipulant, tant en son nom qu'en celui de l'empire germanique, et la république française; s'engageant, Sa dite Majesté, à faire donner par ledit Empire sa ratification en bonne et due forme au présent traité. La plus grande attention sera apportée, de part et d'autre, au maintien d'une parfaite harmonie, à prévenir toutes sortes d'hostilités par terre et par mer, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce puisse être, en s'attachant avec soin à entretenir l'union harmonieuse et utile. Il ne sera donné aucun secours et protection, soit directement soit indirectement, à ceux qui vaudraient porter préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes.

Art. 2. La cession des ci-devant provinces belgiques à la république française, stipulée par l'article 3 du traité de Campo-Formio, est renouvelée tel de la manière la plus formelle, en sorte que S. M. l'Empereur et ses successeurs, tant en son nom qu'en son nom de l'empire germanique, renonce à tous ses droits et titres aux dites provinces, lesquelles seront possédées à perpétuité, en toute souveraineté et propriété, par la république

française, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent. Sont pareillement cédés à la république française, par S. M. l'Empereur, et du consentement formel de l'Empire:

1^o Le comté de Falkenstein avec ses dépendances;

2^o Le Frickel et tout ce qui appartient à la maison d'Antriche sur le rive gauche du Rhin, entre Turrach et Biele; la république française se réserve de céder ce dernier pays à la république helvétique.

Art. 3. De même, en renouvellement de l'article 5 du traité de Campo-Formio, S. M. l'Empereur et roi possède en toute souveraineté et propriété, les pays ci-dessous désignés, savoir:

L'Alsace, la Bavière, et les lies ci-devant vénitiennes de l'Adriatique en dépendantes, les bouches du Cattaro, la ville de Venise, les lagunes et les pays compris entre les Etats héréditaires de S. M. l'Empereur et roi, la mer Adriatique et l'Adige depuis sa sortie du Tyrol jusqu'à son embouchure dans l'Adriatique; le thalweg de l'Adige avant de ligne de délimitation; et comme, par cette ligne, les villes de Vérone et de Virolo-Longo se trouveront partagées, il sera établi sur le milieu des ponts des dites villes, des ponts-levis qui marqueront la séparation.

Art. 4. L'article 4 du traité de Campo-Formio est pareillement

mais dès le commencement de janvier, on était d'accord sur tous les points, et Bonaparte put communiquer les clauses du traité au corps législatif, dès la première quinzaine de janvier. Ces clauses étoient fort avantageuses pour la France; l'Autriche reconnaissait l'incorporation définitive de la Belgique à la république, comme à Campo Formio, et la rive gauche du Rhin, dans toute son étendue. La cour de Vienne admettait aussi les républiques Cisalpine, Batave et Helvétique; l'Adige servait de limite aux possessions allemandes en Italie. Enfin, la Toscane étoit cédée à la France en toute propriété, à la charge, par le premier consul, d'en disposer au profit d'une puissance indépendante. Il n'étoit plus question des indemnités de l'Autriche en Italie; mais, dans les articles secrets, on reconnaissait ses prétentions sur quelques-unes des légations romaines. On renouvelait ainsi les clauses stipulées dans les préliminaires signés à Paris par le comte de Saint-Julien. Le traité de Lunéville, accepté le 9 février, fut annoncé à Paris par le canon des Invalides, et Bonaparte fut salué par mille acclamations.

La pacification du continent ainsi signée aménageait un résultat immense; après tant de guerres et de longues épreuves on imposait la paix à l'Autriche, naguère victorieuse et refoulant nos armées sur le Var. L'empereur Paul lui-même, si fier, si baltain, ce prince qui envoyait Suwarow pour restaurer les Bourbons et rendre à la France ses vieilles institutions monarchiques, le czar enfin abaissait son orgueil par une ambassade solennelle à Paris, et s'enthousiasmait pour le premier consul. La Prusse, qui naguère restait dans une froide neutralité, venait offrir ses services et ses bons offices au premier consul comme médiatrice. Enfin l'Angleterre ne dédaignait plus de négocier directement avec cette république et ce gouvernement que Pitt flétrissait de si étranges épithètes. L'Espagne persistait plus que jamais dans son intime alliance; Lucien Bonaparte était accueilli à Madrid avec le vieux cérémonial des ambassadeurs de Louis XIV, et le roi lui donnait le seul divertissement que la coutume

permet à celui qui porte la couronne à l'Escorial, la chasse dans les forêts d'Aranjuez, alors que le gibier tombe par mille pièces aux pieds du roi des Espagnes.

Qui ne s'explique maintenant l'insolite enthousiasme du peuple pour le premier consul? Quel dieu avait fait ce repos! Quelle gloire rayonnait dans les œuvres d'un homme! L'enthousiasme dressait des couronnes; Paris renaissait au repos et au luxe; les étrangers y accouraient dans l'enivrement. Les ambassadeurs venaient saluer la cour de la Malmaison et des Tuileries; le marquis de Lucchesini avec ses grands équipages y représentait officiellement la Prusse; la Russie avait envoyé le général Sprengporten, et sa brillante légation faisait les délices des dames de la nouvelle cour; le comte Czernicheff, alors simple major, accomplissait son premier voyage à Paris (plus tard il obtint une plus grande célébrité); M. de Cobentzel y vint encore après le congrès de Lunéville. Tout ce corps diplomatique assistait aux fêtes du consul avec de belles livrées, les plaques des ordres européens; Bonaparte avait goûté pour ces décorations, il en parlait souvent, et disait aux siens: « Voyez comme cela est magnifique, comme cela parle au peuple. »

Il fallait voir Paris alors ivre d'amour; l'ordre se reconstituait partout, une sorte de hiérarchie s'organisait; on ouvrait les salons, et la bourgeoisie paisible se livrait aux larges spéculations du commerce et de l'industrie; les arts, les sciences, tout grandissait. Cet hiver il y eut frénésie de fêtes; l'Opéra déployait les plus gracieuses pompes. Une femme éprise pour ces temps de jeunesse et de joie nous a retracé les merveilleuses chroniques des salons du consulat; l'ivresse enlaidit à pleins bords dans cette société étonnée de ce qu'un seul homme avait fait. La fortune répandait ses perles, ses rubis sous les pas du consul; on était sans passé, songeant peu à l'avenir; une romance, un feuilleton, une danseuse, papillon léger qui s'effleurait sous le lustre; une soirée de Garat, une gavotte de Gardel, mettaient Paris en émotion;

renouvelé, en cela que S. M. l'empereur et roi s'oblige à céder au duc de Modène, en indemnité des pays que ce prince et ses héritiers avaient en Italie, le Brisgaw, qu'il possédait aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modénais.

Art. 3. Il est au outre contenu que S. A. R. le grand-duc de Toscane renonce par lui et ses successeurs et ayants cause, au grand-duché de Toscane et à la partie de l'île d'Elbe qui en dépend, ainsi qu'à tous droits et titres résultant de ses droits sur ledit Elbe, lesquels seront possédés désormais, en toute souveraineté et propriété, par S. A. R. l'infant duc de Parme; le grand-duc obtiendra en Allemagne une indemnité pleine et entière de ses Etats d'Italie.

Le grand-duc disposera à sa volonté des biens et propriétés qu'il possède particulièrement en Toscane, soit par acquisition personnelle, soit par héritage des acquisitions personnelles de

feu S. M. l'empereur François I^{er}, son aïeul. Il est aussi convenu que les créances, établissements et autres propriétés du grand-duché, ainsi bien que les dettes dûment hypothéquées sur ce pays, passeront au nouveau grand-duc.

Art. 4. S. M. l'empereur et roi, tant en son nom qu'en celui de l'empire germanique, cède à ce que la république française possède désormais en toute souveraineté et propriété, les pays et domaines situés sur la rive gauche du Rhin, et qui faisaient partie de l'empire germanique; de manière qu'en conformité de ce qui avait été expressément convenu au congrès de Bâle, par la députation de l'empire, et approuvé par l'empereur, le traité de Rastatt soit désormais le limite entre la république française et l'empire germanique, savoir: depuis l'endroit où le Rhin quitte le territoire helvétique, jusqu'à celui où il entre dans le territoire batave.

époque de sensualité où le plaisir seul menait le monde !

Pourtant les funéscilles se mêlaient à la joie. Sept têtes tombèrent sur l'échafaud politique; cent trente-trois proscrits quittaient la patrie au nom de cette société que le pouvoir ramenait violemment à l'ordre; Bonaparte triompha et traîna à son char les opinions, comme à Rome les consuls conduisaient, la tête abaissée dans la poussière, les rois et les peuples vaincus; quod victorienx le consul montait au Capitole, les esprits étaient précipités de la roche Tarpéenne et livrés à la bache du licteur. Demerville, Céracchi, Topino-Lebrun, Aréas moururent sur la place de Grève avec cette fierté républicaine qui n'abaissa pas leurs fronts un seul moment devant la mort; Carbon et Saint-Régent, les fiers ebousins aussi, subirent la même peine en se jouant pour ainsi dire avec leur destinée; à peine la société

enivré de sensualisme fut-elle un moment distraite par ces lugubres spectacles.

Le pouvoir avait besoin de sévir; le pays sortait d'une époque si fatale; il fallait des exemples terribles ! Ces exaltations des partis républicain ou royaliste étaient en dehors de la vie sociale. Le consul avait mission de restaurer l'ordre, et souvent pour cela il faut frapper fort en se couvrant la tête pour que la pitié ne vienne point au cœur. Il y a un triste mystère dans la régénération sociale, sorte d'initiation par le sang, comme le vieux paganisme nous en a laissé des traces; les anciens croyaient se racheter par des immolations. Telle est peut-être la condition éternelle des sociétés; pour restaurer l'ordre et épurer les principes, il faut souvent que le pouvoir soit inflexible. Serait-ce ici la loi d'initiation terrible, jetée comme la grande énigme dans la destinée des peuples !

LETTRE

SUR

LA DERNIÈRE PÉRIODE

DU CONSULAT.

La dernière période du consulat est marquée de grands caractères qui dominent encore les idées gouvernementales du XIX^e siècle. C'est l'époque du triomphe de l'unité administrative, un temps de désabusement et de ruine pour toutes les doctrines de l'assemblée constituante; c'est la guerre hautement déclarée par l'intelligence ferme et sûre de Bonaparte à l'anarchie organisée dans la constitution de 1791. Le premier consul résume en lui tous les pouvoirs de la convention et du comité de salut public, la dictature la plus absolue; il a en mépris toutes ces formes d'administration électorale et impuissante, ces groupes de fonctionnaires sans vie: il veut un gouvernement central et fort; il en fait la base de toutes les pensées sociales.

Le second caractère de l'époque politique du consulat, c'est la chute complète du système anglais et représentatif. Le 18 brumaire, tout en brisant les conseils des Anciens et des Cinq-Cents, avait conservé quelques vestiges d'une constitution libre; il avait sauvé les apparences d'une discussion publique: au tribunal, l'école de la constituante, les esprits dissertateurs, tels que Benjamin Constant, Daunou, Chénier, avaient essayé d'organiser une opposition, comme dans le parlement d'Angleterre; elle se manifeste pendant une session, et résiste au développement des idées du consulat; le tribunal repousse des projets, il en amende d'autres. Le ter-

rain tremble, le ressort du gouvernement s'affaiblit.

Bonaparte se débarrasse sur-le-champ de cette opposition; ces obstacles l'importunent, il les secoue au plus tôt; il brise les idées représentatives pour y substituer le régime d'un sénat de vieillards, d'un corps législatif muet et d'un conseil d'État qui éclaire, sans arrêter jamais l'action énergique du pouvoir. Bonaparte se complait au conseil d'État, son institution la plus importante: ce sont des hommes forts qui échangent avec lui des idées; ils n'ont pas la faculté d'arrêter ses projets, ils les rédigent, les perfectionnent, rien ne retentit dans le public. Le consul voit en eux une vaste famille d'intelligences à son service.

Si Bonaparte proscriit les institutions anglaises, qui créent une tribune, il atteint la presse avec non moins de vigueur; son instinct a compris que dans un pays sans classement d'hommes et de partis, sans aristocratie, sans corporations, la presse est un instrument de décadence et de mort pour toutes les idées d'unité et d'avenir. Son pouvoir n'est pas assez vieux pour être respecté, sa pensée est trop au-dessus du vulgaire pour la soumettre à l'approbation de ces écrivains, gens d'esprit qui démolisent par le sarcasme. Sa peur de la presse est si grande qu'il la poursuit partout; il sent les plaies saignantes que lui font les journaux d'Angleterre; il lit, il commente les feuilles publiques de

toute l'Europe, il sait qu'avec les mots on remue les peuples; il n'admet de journaux que ceux qui sont dans ses mains, les instruments actifs de ses pensées; pour être comprise, son œuvre a besoin d'être partout entourée d'une silencieuse obéissance; il veut créer la religion de sa pensée, le culte de ses desseins pour le présent et la postérité.

Ainsi, unité administrative pour reconstituer la force du gouvernement, un conseil d'État qui rédige ses projets, point de tribune et de presse si elles ne s'unissent pour l'exalter, l'intelligence soumise comme les armées: voilà son plan réalisé dans la seconde période du consulat. Maître des formes politiques, Bonaparte entreprend, sans hésiter, la réorganisation de la société dans tout ce qu'elle peut avoir de puissance et de condition de durée; il trouve tout éparé et morcelé sur le sol, il n'y a que ruines et débris. Nulle corporation, nulle défense mutuelle des intérêts, nulle garantie pour les actions privées; il n'existe qu'une égalité meurtrière, un morcellement inouï de la vie sociale. Le consul attaque tout cela de front; il suffit de lire le *Bulletin des lois* des années 1802 et 1803, pour se convaincre de la vigilante activité qui reconstruit l'édifice abattu, et de la réaction incessante contre l'assemblée constituante: la vieille société se réveille, le passé s'unit au présent; le consul crée, sous des noms nouveaux, les formules et les garanties des temps anciens; il n'hésite pas à essayer les corporations, les maîtrises, les juridictions, les jurandes: que sont les corps d'avoués, les avocats, les agents de change, les courtiers, les bourses de commerce et les prêtres-hommes? Les cautionnements ne sont-ils pas les charges déguisées? Il place les métiers sous la direction des syndicats; les ouvriers forment également des corps à part soumis par les livrets à l'action de la police. Le désordre l'importune, il veut y mettre un terme par des institutions vigoureuses qui donnent des garanties à tous, et au pouvoir surtout.

Cependant, au milieu de ses œuvres, le principe démocratique reste debout; au centre de cet édifice brille le code civil, l'unité de la loi dans la famille et la propriété; cette conception est grande, laborieuse; rattachée au gouvernement par la forme, elle se sépare de son ensemble par la pensée. Bonaparte s'y associe, mais son esprit d'organisation monarchique ne peut le dominer; il laisse la famille en dehors de la restauration politique; il n'ose encore lutter contre les principes d'égalité pure qui ont envahi le toit domestique; le code civil n'est

la démocratie dans toute sa hardiesse: la famille est éparée, le père conserve à peine une puissance sur sa lignée; la propriété reçoit une mobilité étrange, et la terre se transmet comme un meuble; l'héritage n'est pas préservé. Plus de substitutions, le droit testamentaire est limité; le partage est inflexiblement égal; les frères, privés du droit d'aînesse qui perpétuait la puissance domestique, demeurent étrangers les uns aux autres; le mariage est quelque chose de froid et de conventionnel; le divorce sépare ce qui est uni, la loi est isolée de la religion. Il y a une odeur d'athéisme qui se répand; toute l'école encyclopédique du XVIII^e siècle se résume dans le code civil.

Je n'attaque pas cette œuvre; je dis seulement qu'elle consacre et perpétue la révolution; elle a constitué la démocratie dans la famille; elle l'a inculquée dans nos mœurs, dans nos habitudes, dans nos héritages. Les lois civiles sont bien plus puissantes que les lois politiques; celles-ci passent, les autres restent. En vain voudrait-on faire encore de la monarchie, de l'aristocratie; effort impuissant! le code civil a constitué en France l'égalité des personnes et de la terre; il faut bien le comprendre; tout gouvernement qui méconnaîtra cet esprit, cet instinct, se biera devant cette loi immuable de la famille et de la propriété. Il faut en prendre son parti.

Aussi, voyez avec quelle persévérance Napoléon, après Austerlitz, Léna et Friedland, quand il envisage de haut sa pensée d'avenir monarchique pour sa race, voyez comme il attaque franchement le code civil; il en modifie incessamment les dispositions par ses décrets. Dès qu'il veut constituer une monarchie, il crée les majorats qui tuent l'égalité de partage; il institue des fiefs, une noblesse; il organise des tutelles à part, un droit de famille spécial pour ses nouveaux gentilshommes; il rétablit l'aînesse, la perpétuité des propriétés immobilisées, les relevances, les hommages, les prérogatives, les titres, toutes les formes sociales, en un mot, que l'assemblée constituante avait proscrite. Napoléon, empereur, fut le grand destructeur du code qui porte encore son nom devant la postérité; il le laissa seulement pour la famille bourgeoise et roturière; il le répudia pour son vaste établissement de l'empire.

Le code civil et la conscription furent les deux idées les plus démocratiques jetées dans les masses par la révolution française; toutes deux sont organisées sous le consulat, et dans la période que je vais embrasser; la conscription fit de l'armée un

peuple qui resta avec ses idées, sa discipline forte, mais toute républicaine; généraux, officiers, soldats, se ressentirent du grand principe de l'égalité. Bonaparte voulut vainement affaiblir la démocratie dans la conscription, comme il l'avait fait par ses décrets pour le code civil. A la fin de son règne on comptait déjà des officiers de fortune; les écoles privilégiées envahissaient l'armée; les fils de naissance étaient en majorité sur les fils du peuple. Comme l'idée monarchique arrivait, on cherchait à dompter les principes posés par la révolution française; Bonaparte échoua devant cette œuvre; l'armée est restée sous cette impérissable empreinte de la souveraineté des masses. Nul ne peut la lui enlever.

Dans cette seconde période du consulat se développe aussi l'esprit de la diplomatie, tel que Bonaparte le comprit durant son règne par rapport au continent et à l'Angleterre. Le consul accomplit alors les deux conditions d'un bon système politique vis-à-vis de l'étranger : 1^{re} la paix générale, 2^e l'accroissement du mouvement commercial. La diplomatie du consulat repose sur de vieilles et fortes traditions historiques; le consul a pris pour point de départ Louis XIV et le traité d'Utrecht; il a profondément étudié tout ce que la France avait obtenu de prépondérance à cette belle époque par les alliances de famille, par la gloire et l'énergie de ses armes, par l'habileté de ses hommes d'État. D'un seul coup de fortune, Bonaparte veut pousser la France dans la même situation avec un succès au moins aussi éclatant; il n'a pas de famille impériale encore, des filles à donner, des mariages à accomplir; l'empire n'est pas fondé. Le consul ne s'arrête point devant ces difficultés; ce que l'ancienne diplomatie avait obtenu par ces moyens, il veut l'obtenir par la seule prépondérance de ses armées et la splendeur de son génie.

L'Espagne, sous les Bourbons, était liée à la France par le pacte de famille; pourquoi lui, le consul, ne soumettrait-il pas le cabinet de Madrid par la puissance de sa diplomatie et l'effroi de son nom? Naples était également unie à la maison de Bourbon par les liens d'une mutuelle origine, par des mariages et des traités; pourquoi Bonaparte ne lui imposerait-il pas la même prépondérance par les armes? En Piémont régnait la maison de Carignan, soumise autrefois à toute l'influence française; or la maison de Carignan est tombée; la France n'a fait que reprendre sous un autre titre, par la conquête nationale, l'autorité protectrice de ses anciens rois. L'Italie est domptée en vertu des mêmes souvenirs

et des antiques traditions des affaires étrangères. En Hollande, en Suisse, si Bonaparte régit et gouverne, c'est par un droit historique. Pour tout résumer, le système de la France se formule dans cette seule idée : « La république, sous le consul, doit recevoir, par la conquête, la même position que la monarchie de Louis XIV avait établie sur le continent au moyen de subsides, de sa diplomatie et de ses alliances par mariages. » On verra cette idée reparaitre dans ses traités avec les princes d'Allemagne. La confédération du Rhin fut empruntée au cardinal de Richelieu.

Ainsi se développe sa politique sur le continent, mais le consul se trouve en présence d'une antique rivale; l'Angleterre a fait vingt ans la guerre à Louis XIV, précisément pour abattre la prépondérance que le grand roi exerçait en Europe : l'élévation de Guillaume III eut que cette pensée d'abaissement. Avec son instinct merveilleux, Bonaparte voit bien que l'Angleterre est la seule puissance redoutable, la seule ennemie qu'il doit chercher; il ne peut et ne doit s'inquiéter que d'elle seule; il essaye de la combattre partout par les armes, par les principes, et même par les forces maritimes. Bonaparte rêve un brillant éclat sur mer, il s'en préoccupe avec énergie. La paix d'Amiens ne fut qu'une trêve pour coquérir les forces suffisantes dans une lutte qui se préparait, lutte absorbante et décisive.

Les trois années qui précèdent l'empire et la première de l'arénement sont remplies de constants efforts pour constituer une grande marine; Bonaparte s'en occupe comme d'une pensée active; il a dans sa mémoire encore les flottes de Louis XIV et les guerres glorieuses du bailli de Suffren et du comte d'Estaing sous Louis XVI. Il combine les plans, discute les mouvements des escadres, dicte des ordres pour les amiraux; sa flottille de Boulogne fut peut-être une erreur; mais elle constatait son noble désir de donner une marine à la France; sa vaste intelligence embrasse tout ce qui tient à la restauration d'une prépondérance sur mer. Rêvant un immense système colonial, il se fait céder la Louisiane par l'Espagne, il agrandit les limites de la Guyane française; il voudrait même faire rentrer le Canada sous sa domination. Dès que les préliminaires de la paix sont signés à Londres, Bonaparte prépare, sur la plus vaste échelle, l'expédition de Saint-Domingue; trente vaisseaux de haut bord englent dans les Antilles. La mission du colonel Sébastiani en Égypte et en Syrie constate qu'il n'a pas renoncé à une colonisation aux bords du Nil pour pénétrer jusque dans

l'Inde. Ce que le consul défend avec le plus d'ardeur, ce sont les principes de la liberté des mers et l'indépendance des pavillons.

En tout cela Bonaparte est préoccupé de l'Angleterre, il la poursuit partout; il sait bien qu'il ne pourra commencer avec elle une lutte décisive qu'avec une marine; et lorsque, le désespoir au cœur, il s'aperçoit que ses efforts sont impuissants et qu'il ne peut plus rivaliser, il se jette sur le continent. Ce qu'il y cherche encore, c'est l'Angleterre: l'Autriche et la Prusse ne sont qu'en seconde ligne; la Russie est trop éloignée pour la toucher de son sceptre; à travers une coalition il ne voit que la Grande-Bretagne; il ne la menace que parce qu'il la craint. Aussi voyez sa joie d'enfant lorsqu'il aperçoit que les troupes anglaises viennent s'essayer à le combattre en Hollande, en Espagne. Là, sur son terrain, il les attend dans une noble lice; le consul et l'empereur veulent venger l'outrage que son pavillon a subi sur les mers.

Et remarquez bien qu'il emploie non-seulement les armes, mais encore tous les moyens qui peuvent abaisser son orgueilleuse rivale. Tout est gigantesque dans les conceptions du consul; il ne calcule aucune difficulté; il veut commander aux besoins du peuple, au commerce, à l'argent. Son système continental, grande erreur parce qu'il était impossible à réaliser, n'est autre chose qu'une guerre violente contre l'industrie anglaise; il est tellement préoccupé de cette idée, que, pour arriver à son résultat, il opprime le monde; il rend les alliances avec lui impossibles, il veut que peuple et gouvernement se privent de leurs conditions d'existence; il ferme les ports à l'industrie, défend les échanges, la vie du commerce; il veut assouplir la nature même de chaque climat. Comme il a un corps de fer, une âme de fer, une main de fer, il croit que tous les gouvernements sont de cette trempe; il voudrait que le monde fût comme lui à cheval vingt heures par jour, sobre, sans sommeil, sans autre pensée que sa gloire et le jugement de la postérité.

Ce sentiment d'implacable rivalité avec l'Angleterre lui fait exagérer ses forces militaires et son principe de conquête; il le pousse aveuglément à de fausses idées d'économie politique, et au système prohibitif, loi invariable de son règne: les douanes deviennent une armée qu'il jette partout comme auxiliaire. La France, l'Italie, l'Espagne, la Hollande, tout est soumis aux plus effrayantes prohibitions commerciales; il voudrait les étendre à l'Allemagne, à la Russie, à toutes les nations,

et même à la Suède qui n'est que côtes et ports, nation pauvre qui n'a que ses mines et ses forêts. Cette oppression universelle du commerce fut une des grandes causes de la ruine de Napoléon; il fut tué par les idées et par les besoins qu'avaient les peuples d'échanger leurs produits et de satisfaire les fantaisies du luxe. Le sucre et le café furent un peu la poudre à canon de l'Angleterre.

Une autre puissante empreinte de cette dernière époque du consulat fut la reconstitution du principe religieux, l'établissement d'une Église nationale par la signature du concordat. Ce ne fut pas l'œuvre la moins difficile: que d'idées, que de préjugés n'avait-on pas à vaincre! Quand Bonaparte voulut établir une administration publique régulière, il se hâta de démolir pièce à pièce les idées politiques de l'assemblée constituante pour y substituer la pensée d'un gouvernement fort et central. Une autre tâche lui était imposée en face des préjugés encyclopédiques; son génie avait compris tout le ressort du catholicisme; il avait vu en Orient ce qu'on peut accomplir avec la foi dans un homme ou une idée. Le catholicisme prêtait aux magnifiques choses, aux vastes conceptions; les évêques, les prêtres pouvaient donner appui à un gouvernement en lui attirant les consciences, pouvoir moral d'une si grande force. Au sein d'un empire où il y avait un Charlemagne, il fallait un pontife pour le couronner; en cela, Bonaparte devait heurter de front les idées philosophiques du XVIII^e siècle. Dans la vie des sociétés on remarquera que la lutte la plus difficile est celle qui s'engage contre les idées. La philosophie encyclopédique, avec son esprit moqueur, avait pour soutien des intelligences remarquables dans l'Institut; il fallait dompter l'esprit militaire habitué aux sarcasmes contre l'Église; les hommes d'armes n'avaient jamais courbé leur front devant les clercs.

Je ne sache pas en histoire de tâche plus difficile que la promulgation du concordat. Les corps politiques étaient empreints de l'esprit antichrétien; le sénat, le corps législatif, souriaient de pitié à l'idée de l'Église; et, chose curieuse, ces deux assemblées, à l'annonce du concordat, portèrent à la présidence Dupuis (l'auteur de *l'Origine des Cultes*) et l'abbé Grégoire (le schismatique). Le clergé comprit le service que rendait à la religion le premier consul; il lui fut dorénavant acquis avec un zèle et un attachement remarquable; les évêques firent entendre leurs voix unanimement pour remercier celui qu'ils appelaient l'Élu de Dieu, et le pape Pie VII vint le sacrer empereur à la basilique de

Notre-Dame. Dans les jours de persécutions, le souverain pontife coudrait pour Bonaparte un tendre attachement, et, seul des princes, Pie VII fit entendre sa voix pour adoucir la captivité de Sainte-Hélène.

La couronne est acquise à Napoléon bien avant qu'il ait pris le titre d'empereur; dans la marche des temps, les choses arrivent avant les noms. Au 18 brumaire, Bonaparte est déjà maître de la société; le pays en état d'anarchie vient à ses pieds pour qu'il le gouverne; après Marengo il en dispose en souverain. C'est une œuvre laborieuse que cette constitution du pouvoir; il faut en suivre les développements successifs; il n'y eut jamais peut-être dans l'histoire de spectacle plus remarquable que cette marche habile du consulat à l'empire.

Bonaparte est d'abord à la tête du parti jacobin; que va-t-il faire de ce parti formidable, de ces têtes d'énergie et de d'espérance? La majorité des jacobins se rallie à lui, il la récompense et l'élève dans le conseil d'État, dans les préfectures, aux ministères; il l'accable de dignités et d'argent, car il en sait toute la force. Les plus implacables des jacobins restent en dehors; ils conspirent et sont domptés: après l'attentat du 3 nivôse, on les tue, on les exile: les uns montent sur l'échafaud, les autres vont errer dans la déportation.

La première victoire obtenue, d'autres vont suivre avec une persévérance non moins active. Le consul doit lutter contre les partisans des Bourbons; comme il le dit lui-même: «Après la maladie interne vient la maladie de peau.» Le parti royaliste a des principes qui vont à l'esprit du consul; les monarchistes lui apportent des moyens de sécurité et d'avenir: avec eux un gouvernement est à l'aise pour marcher à l'ordre; que fait Bonaparte? Comme pour les jacobins, il s'entoure de tout ce que les royalistes ont de loyauté et d'intelligence. Il ne repousse aucun des hommes qui veulent venir à lui; il tend la main sans prévention aux partisans des Bourbons qui lui font le sacrifice de leur dévouement et lui prêtent foi et hommage. Quant à la partie ardente, aventureuse de l'émigration, il l'enlève dans la chouannerie, dans les complots; puis il agit avec elle comme avec les républicains intrépides, il la proscribit; et ne croyez pas qu'il fasse la moindre concession; il en demande à tous et n'en veut faire à personne.

Reste le parti militaire opposant, les amis de Moreau, de Picbegr, la vieille armée républicaine qui murmure devant le renversement des idées démocratiques. De là, cette conjuration de George,

de Moreau, de Picbegr, habilement conduite; la police mêle tous ces noms propres à une conspiration de chouannerie; il veut faire croire à une odieuse coalition entre Moreau et les chouans; il tue ainsi moralement le plus redoutable de ses émules, il le présente comme l'agent de l'Angleterre, il frappe les républicains et les royalistes d'un même coup, il affaisse les opinions pour élever sur leurs débris le trône impérial!

Que de peines, que de sueurs pour arriver à ce résultat! Rien n'arrête Bonaparte: il s'en dessine et il y marche. Son cœur ne faiblit jamais devant ce qu'on appelle crime d'État, ou coup d'État; la vie des hommes n'est pour lui qu'un moyen; il est comme ces monarques assyriens, comme ces rois dont parle l'Écriture, qui, disposant des multitudes abaissées dans la poussière, transportaient les peuples en captivité, ou bien faisaient rouler devant eux les têtes d'esclaves par un caprice de leur puissance. J'aurai à m'expliquer dans cette période sur deux faits lugubres qui préparent l'avènement du premier consul à l'empire: 1^o l'exécution du duc d'Enghien, 2^o la mort de Picbegr. Ces deux épisodes lamentables ont besoin d'être éclairés par les pièces, et je n'hésiterai pas devant la vérité, quand elle me paraîtra justifiée. Il y a presque toujours dans la vie des hommes supérieurs un mélange de volonté et de fatalité; ils sont tout à la fois instrument et pensée; ils marchent devant eux par un entraînement mystérieux qui les fait servir de bras à une destinée inconnue. Plaignons ces existences trop hautes, car elles contractent des besoins, des instincts de cruauté et de nécessité que la vie paisible et privée ne comprend pas.

Le passage du consulat à l'empire jetait Bonaparte vers des grandeurs inouïes et dans une atmosphère de puissance où la main put s'égarer; l'œuvre qu'il s'est entreprise est si merveilleuse, la mission qu'il se donne si vaste, qu'il peut bien avoir de ces appétits que la Fable prêtait aux géants de l'antiquité. Une fois proclamé empereur, il a besoin de secouer les taches de son manteau de pourpre. Consul, pour accomplir l'époque d'organisation il a sacrifié des victimes dans les partis exaltés, il a brisé violemment les obstacles; empereur, voilà que s'ouvre pour lui l'époque des victoires. A ce moment, le bruit des grands bulletins, datés des immortels héros, fait oublier la liberté perdue, et la génération des rois et des peuples fléchit devant l'homme de la destinée!

L'EUROPE

PENDANT

LE CONSULAT ET L'EMPIRE

DE NAPOLEON.

CHAPITRE XL.

DIPLOMATIE DES GRANDS CABINETS APRÈS LA PAIX
DE LUNÉVILLE.

1^{re} Angleterre. — Affaiblissement du système de Pitt. — Sa démission. — Ministère Addington. — Armements de la Grande-Bretagne. — Expédition d'Abercrombie. — Nelson dans la Baltique. — 2^e Russie. — L'empereur Paul et Bonaparte. — Plan d'une campagne dans l'Inde. — Le czar et les neutres. — Histoire secrète de la conspiration du palais. — Mort de Paul I^{er}. — Traité de l'Angleterre avec le Danemark et la Suède. — 3^e L'Autriche après Lunéville. — L'Empereur et le corps germanique. — 4^e La Prusse. — Menaces sur le Hanovre et les villes hanséatiques. — Tendance générale à la paix.

Février à juin 1801.

Le traité de Lunéville portait un coup fatal au système politique de M. Pitt. L'union des puissances dans une ligue commune contre la république française, était l'œuvre du ministre anglais; il y avait

(1) « Un agent anglais qui voyage sur le continent adresse à lord Grenville une dépêche détaillée sur les changements opérés par le traité de Lunéville : « En Italie, dit-il, le roi de Naples reste ce qu'il est, si, dans un terme donné, il désarme et ferme ses ports aux Anglais. »

« Le pape redevient évêque de Rome et centre de la catholicité,

sacrifié ses veilles et la prodigieuse activité de son esprit. Le génie de Pitt avait produit des alliances merveilleuses et bizarres telles que les temps de l'histoire moderne n'en offraient pas d'exemples; car, pendant la campagne de 1799, les Russes marchèrent de concert avec les Turcs, les Napolitains avec les Allemands; la mer Noire fut ouverte au pavillon du czar, et Constantinople vit flotter l'aigle de Catherine II dans le Bosphore, au pied du château des Sept-Tours. Les Russes et les Autrichiens s'étaient tendu la main sur les Alpes; chose plus singulière! 6,000 Turcs débarquèrent en Italie pour rendre au pape les États que les Français, les antiques fils aînés de l'Eglise, lui avaient arrachés; tant les idées s'étaient ainsi agitées depuis dix ans dans un étrange chaos!

Cette coalition de gouvernements et de peuples, cette ligue éphémère entre des éléments si disparates, allait s'évanouir par le traité de Lunéville; l'Autriche s'engageait envers la France dans des stipulations solennelles; Paul I^{er} s'éprenait d'un sentiment exalté pour le premier consul, tandis que la ligue maritime du Nord pliait sous la protection de la Russie les drapeaux des pavillons et de la neutralité (1). Tous ces grands coups de la fortune du con-

avec un revenu d'un ou deux millions, sanctionné par la France, qui reconnaît sa autorité et sa hiérarchie un culte.

« Le roi de Sardaigne restera dans son lit. L'infant duc de Parme à ce duché, celui de Piémont, de Modène, de Toscane et de Lucques, dont la république disparaît.

« La Ligurie à la Tonnante, l'Alexandrie, le Montferrat et une

sul devaient profondément retentir sur la popularité parlementaire de M. Pitt; ses entreprises vastes comme le monde n'étaient pas couronnées de succès, et rien n'affaiblissait un homme politique comme les revers; le continent échappait à l'Angleterre, désormais sans auxiliaires; nul cabinet ne se liait plus à son système; et les îles Impériales, fières et superbes sous la triple couronne d'Irlande, d'Écosse et d'Angleterre, renaissent dans leur isolement; elles n'avaient plus que l'Océan pour allié.

Quel magnifique thème pour l'opposition dans le parlement, et quels arguments ne pouvait-elle pas tirer des faits accomplis! L'expérience ne prouvait-elle pas que le système de M. Pitt jetait la Grande-Bretagne dans des guerres indéfinies et dans des sacrifices dont on ne prévoyait pas les limites? Sous la triste action de ces idées, le cabinet résolut la dissolution des communes et de nouvelles élections; l'union de l'Irlande à l'Angleterre devait modifier la majorité; le parlement allait avoir son parti (1) irlandais. Pitt, avec sa sagacité habituelle, s'aperçut bien que l'esprit des nouvelles élections se portait irrésistiblement vers un système de paix avec la France; les membres irlandais n'étaient point favorables au ministère, et, dès le commencement de la

session, le cabinet vit s'élever une résistance sérieuse dans les chambres des lords et des communes. L'attaque fut vive, profonde, continue, et l'on ne ménagea plus les idées et la conduite de M. Pitt depuis l'origine de la révolution française (2).

Dans la chambre des lords, le comte Fitz-William demanda une enquête sur la conduite du ministre qui avait si déplorablement disposé des trésors et du sang anglais. Était-ce pour amener le retour des Bourbons que tant de sacrifices avaient été faits? Le noble comte le disait avec regret : tout espoir était perdu pour cette vieille dynastie, et pourtant n'était-ce pas dans ce dessein que M. Pitt avait prodigué les ressources de l'Angleterre? On avait voulu humilier les Français, et cette valeureuse nation avait dignement répondu à des provocations insensées. Le comte de Suffolk soutint son ami le lord Fitz-William : « Vous êtes, s'écria-t-il à la face de Pitt, vous êtes un ministre incapable et un mauvais conseiller du roi. » En vain le comte Spencer et le duc d'Arhol soutinrent que toute enquête sur la conduite des ministres, dans un moment de crise et d'épreuve, serait impolitique parce qu'elle affaiblirait l'énergie nationale qu'il fallait entière et forte dans une guerre vigoureuse; on leur répondit que

partie de l'Artisan. Le reste du Piémont à la France, excepté Novarre et Verceil à la Sardaigne. Le reste de la Spezia est mis à la Toscane, et dépendra du duc de Parme.

« Le grand-duc de Toscane a été déclaré correspondant en Allemagne.

« Le royaume de Pologne rétabli comme avant le second partage. L'archiduc Léopold, palatin de Hongrie, mari d'une grande-duchesse, en sera le roi.

« Le duc de Brétagne et le Brétagne.

(Note d'un agent anglais adressée à lord Grenville, janvier 1801.)

(1) *Annual Register*, janvier 1801.

(2) À cette époque la haine entre la France et l'Angleterre devint plus vive; la guerre s'étendit même aux pêcheurs. En voici un exemple :

« Londres, 21 janvier 1801.

« Ayant reçu divers avis que le gouvernement français abusait de la faveur accordée aux pêcheurs de cette nation, d'après la lettre que j'adressai à vos seigneuries le 30 mai dernier, par laquelle je vous informai que la volonté de Sa Majesté était que les ordres donnés aux croiseurs de capturer tous les pêcheurs, ainsi que leurs bateaux, fussent révoqués; ayant même lieu de croire que ces pêcheurs, ainsi que leurs bateaux, sont en réquisition, et envoyés à Brest pour y équiper et armer la flotte, et que ceux à qui l'on a permis de sortir des prisons de ce pays pour retourner dans leur patrie sous la condition expresse de ne pas servir, se trouvent ainsi compris dans cette réquisition, j'ai ordonné de signifier à vos seigneuries que la volonté de Sa Majesté est que les ordres donnés en conséquence de ma lettre du 24 janvier 1796, soient de nouveau mis à exécution, en ce qu'il a rapport aux pêcheurs et à leurs bateaux, et que les commissaires chargés du service des transports et de la garde des prisonniers de guerre, soient à requérir dans le mode de communication usité, que les ceux mis en liberté sur parole soient tenus de retourner dans ce pays, et de leur signifier, ainsi qu'un gouvernement français, que ceux d'entre eux qui négligeront d'obéir à ces ordres, seront traités selon toute la rigueur des lois de la

guerre, dans le cas où ils seraient de nouveau faits prisonniers en servant les ennemis de Sa Majesté.

« Je suis, etc. *Signé : Henry Dundas.*
Le ministre des relations extérieures au citoyen Otte, à Londres, Paris, le 27 plov. an ix (16 fév. 1801).

« Citoyen,
« Le premier consul, qui a eu connaissance de votre lettre du 16 de ce mois et des pièces jointes, me charge de vous faire savoir que vous êtes à quitter Londres, et à passer en France.
« En vous retirant, vous adresserez une note dans laquelle vous vous exprimerez ainsi :

« Le soussigné ayant donné communication à son gouvernement, de la déclaration du ministère britannique, qui annonce que les pêcheurs seraient poursuivis et capturés comme tous les autres bâtiments ennemis, déclaration en vertu de laquelle plusieurs barques et bateaux pêcheurs ont déjà été saisis, le premier consul a considéré que si d'une part cet acte du gouvernement britannique, contraire à tous les usages des nations civilisées, et au droit commun qui les régit, même en temps de guerre, donnait à la guerre actuelle un caractère d'encharnement et de fureur qui détruirait jusqu'à ses rapports d'usage dans une guerre loyale, de l'autre il était impossible de ne pas reconnaître que cette conduite du gouvernement anglais ne tendait qu'à empêcher d'usage les deux nations, et à élargir encore le terme de la paix, qu'en conséquence, le soussigné ne pouvait plus rester dans un pays où non-seulement on enlève toute disposition à la paix, mais où les lois et les usages de la guerre sont méconnus et violés.

« Le soussigné a donc reçu l'ordre de quitter l'Angleterre, où son séjour se trouve de tout point inutile; et il est chargé en même temps de déclarer que le gouvernement français ayant en toujours pour premier désir de contribuer à la pacification générale, et pour maxime d'adoucir autant que possible les maux de la guerre, ne peut songer, pour sa part, à rendre de misérables pêcheurs victimes de la persécution des hostilités; qu'il s'abstiendra de toutes représailles, et qu'il a ordonné, au contraire, que les bâtiments français, armés en guerre en en cours, continuassent à laisser le pêche libre et sans entrave.

« *Signé : Ch. B. Talleyrand.* »

l'Angleterre se sauverait mieux sans M. Pitt et avec un nouveau cabinet. Mais ce qui frappa vivement les ministres, ce fut l'opposition du comte Darnley, qui abandonna subitement leur parti pour passer sur le banc hostile; l'impression fut grande de toutes parts et l'enquête demandée. Alors le comte de Moira s'écria : « Milords, comment les ministres ont-ils employé la force militaire dont le fardeau accablant pèse sur le pays? Quel résultat l'Angleterre a-t-elle donc acquis? Qu'on nous donne la liste effrayante des subsides fournis au continent. » Les lords néanmoins votèrent l'adresse, et le comte Grenville put se flatter d'une certaine majorité. Aux communes, la même opposition se produisit avec une ténacité remarquable; et bien que Pitt déployât les immenses facultés de sa parole pour démontrer les hautes destinées de l'Angleterre dans sa lutte vigoureuse contre la France, le ministre dut s'apercevoir qu'il n'était plus écouté avec la même faveur dans le parlement.

L'instinct profond des affaires avait inspiré déjà une résolution politique à M. Pitt et à la majorité de ses collègues. Depuis la réunion du parlement irlandais, le premier ministre avait plusieurs fois entretenu le roi George III, alors plus calme, plus tranquille, dans ses rares moments de lucidité, d'une question essentielle à la vie politique du peuple : l'émancipation des catholiques d'Irlande (1). Pitt n'avait jamais cru que la fusion des deux nationalités fût complète, si l'on n'obtenait avant toute chose l'affranchissement des catholiques, c'est-à-dire la fusion immédiate et absolue de toutes les communions sous la triple couronne. M. Pitt, persistant dans cette opinion, avait trouvé ce roi si faible de raison, si fatalement agité par la douleur, résolu néanmoins à ne céder en rien sur le serment du *test* imposé aux Irlandais, dans la crainte de blesser l'Église établie et la promesse solennelle de son avènement. Pitt prit ce prétexte pour déclarer à ses amis qu'il avait résolu de quitter les affaires; le ministre expliquait sa retraite par le refus du roi

sur la question catholique, sorte de langage de convention pour déguiser la chute d'un système dont on ne pouvait plus éviter la ruine instantanée. Ce prétexte était parfaitement choisi, car Pitt se retirait pour une question populaire et nationale; l'émancipation des catholiques trouvait de l'écho dans les masses (2). Au fond, le ministre avait pressenti l'opinion de l'Angleterre alors prononcée tout entière pour la paix; or Pitt pouvait-il, en aucun cas, commencer des négociations de paix avec le premier consul? Sa dignité s'y refusait. Il jugea dès lors qu'une retraite était indispensable; le ministre qui avait conseillé la guerre violente, implacable, ne pouvait pas devenir l'expression et le symbole de la paix; sa main se serait desséchée en signant un protocole pacifique avec Bonaparte, qu'il avait dénoncé à l'Europe entière comme un sanguinaire usurpateur.

L'adresse se discutait encore lorsqu'on apprit officiellement que M. Pitt, lord Grenville, le lord chancelier, le comte Spencer, Dundas et Windham, étaient décidés à se retirer des affaires, et qu'ils avaient déposé leurs démissions entre les mains du roi. Cette résolution fut prise dans un moment lucide de George III, lorsque ses larmes ne coulaient plus pour sa pauvre fille Marie; les arrangements n'étaient pas encore terminés que la fièvre le saisit, et Pitt, ne voulant pas suspendre les services publics, déclara : « Qu'il retardait de quelque temps sa retraite, à cause de l'accident que Sa Majesté venait d'éprouver, » et il présenta lui-même le budget des subsides qui s'élevait à plus de neuf cents millions pour les royaumes unis d'Angleterre et d'Irlande; les périls étaient grands; tous devaient des sacrifices à la cause commune. Pitt demanda 135,000 matelots pour le service de l'année, et 160,000 hommes de troupes régulières pour la défense des trois royaumes. Cet exposé du budget, œuvre fortement travaillée, est empreint d'un caractère éminent, sorte de testament politique avec les grandes formes du parlement d'Angleterre (3).

ont cru que l'honneur ne leur permettait pas de rester plus longtemps à la tête des conseils, et dès le 5 février ils avaient remis leurs démissions au roi. » (Dépêche de M. Otto à M. de Talleyrand, février 1801.)

(2) « Il eût été difficile de croire, lorsque l'union de l'Irlande et de l'Angleterre fut décrétée, après tant de débats et une opposition aussi acharnée, que le succès même de cette mesure dût, dès le premier moment où elle serait mise à exécution, priver l'état des services de ceux qui l'avaient conçue et menée à une heureuse fin : et que M. Pitt, lord Grenville, lord Spencer, M. Dundas, M. Windham, le marquis de Cornwallis et lord Castlereagh aient cessé d'administrer les royaumes qu'ils avaient unis. » (Note d'un agent prussien à M. de Houwitz, février 1801.)

(3) « Un accident imprévu est venu paralyser momentanément la main qui devait régler tout ce désagrement; il n'y avait encore que trois ministres dont l'appointement fût complet. Lord

(1) « Le parlement impérial devait s'ouvrir dès le 24 janvier. Son ouverture ayant été retardée jusqu'au 2 février, plusieurs propositions furent mises en avant pour rendre compte de ce retard. Ce ne fut qu'après qu'il eut été ouvert à la manière accoutumée, le 3 février, que l'on sut qu'il y avait eu scission dans le conseil du roi, sur une question de la plus haute importance. La majorité du conseil, composée des cinq ministres, se croyait obligée de proposer au parlement l'émancipation totale des catholiques d'Irlande, mesure qui avait été jugée nécessaire précédemment pour cimenter d'une manière plus solide l'union des deux royaumes. Deux des ministres, et quelques membres ecclésiastiques du conseil privé, étaient d'une opinion contraire. Cet avis opposé se trouvait corroboré par les scrupules qui s'élevaient divers dans la conscience du roi, sur un acte qui lui semblait opposé à son serment, prononcé au couronnement, de maintenir de tout son pouvoir la religion et l'Église protestante réformée et établie par la loi. Dans cette position, les ministres

de notre devoir de proposer, au nom du gouvernement, une mesure que nous regardions comme étant aussi importante que nécessaire pour cimenter l'union des deux royaumes. Nous étions si pénétrés de la nécessité de cette mesure, qu'ayant trouvé ensuite des circonstances qui nous mettaient dans l'impossibilité de la proposer au nom du gouvernement, nous crûmes alors qu'il était de notre honneur et de notre devoir de ne plus prendre part à l'administration publique. Je désire qu'on sache que cette mesure était de telle nature, que si j'étais resté au ministère j'en aurais proposé l'adoption. Ma conduite, à l'avenir, se réglera, du reste, sur l'examen réfléchi et impartial des circonstances qui naîtront. Je ne serai jamais gouverné que par les motifs qui me paraîtront les plus propres à assurer la tranquillité, la force et le bonheur de mon pays (1). »

Ainsi parlait M. Pitt, au moment où la coalition des neutres plaçait l'Angleterre dans des circonstances difficiles; il fallait des efforts extraordinaires et le parlement, si éminemment dévoué aux intérêts nationaux, devait voter sur-le-champ les subsides pour le développement d'une vaste force navale, capable de faire respecter le pavillon. Malte était au pouvoir de la Grande-Bretagne; de riches colonies se réunissaient à son empire; il fallait agir, frapper fort, si l'on ne voulait s'exposer à toutes les conséquences d'une ligue qui envahissait l'Europe continentale sous la double influence du premier consul et de Paul I^{er}. L'Angleterre avait spécialement à veiller sur deux points : 1^o l'Égypte, parce qu'elle considérait la colonie française sous le drapeau tricolore comme un établissement militaire destiné à favoriser les desseins d'une expédition dans l'Inde, tant redoutée à Londres; 2^o la Baltique, parce que c'était là que venait se conclure, sous l'influence du czar, le traité de la neutralité armée qui menaçait si étrangement le droit maritime de l'Angleterre.

M. Addington, quoique enclin au système de paix, dut redoubler d'efforts pour délivrer la nation britannique de ses terreurs et de ses dangers. Avant la chute du cabinet de M. Pitt, une expédition avait été résolue contre l'Égypte; M. Dundas en conçut le plan sur des proportions très-vastes : il s'agissait

de faire marcher contre la colonie française d'Alexandrie et du Caire trois corps d'armée différents : le premier sous les ordres du général Abercrombie partait de Gibraltair, de Malte et de la Sicile pour se porter sur le Delta et se déployer dans le cœur de l'Égypte; il était composé d'excellentes troupes anglaises ou auxiliaires, parfaitement disciplinées, avec une artillerie formidable, servie par des soldats de marine, habitués aux périls; la seconde armée, composée de 10,000 Turcs ou Albanais, marchait pour soutenir les troupes anglaises, et s'avancait de Constantinople par la Syrie sur l'Égypte. Enfin, comme dernier appui, un corps de cipayes, arraché aux merveilleuses cités de l'Inde, s'embarquait à Bombay et à Madras pour Suez; traversant l'Arabie et le désert au milieu des populations musulmanes, il devait accomplir ainsi une marche presque fabuleuse; les Indous des grandes pagodes d'or transportés en Égypte pourraient se baigner dans le Nil. La colonie française, prise par trois côtés sous les feux croisés d'une triple expédition, serait enlacée par des forces considérables, sans espoir de secours et d'appui du côté de la France; un navire au pavillon tricolore ne pourrait braver la surveillance anglaise. Cette expédition anglo-turque, parfaitement combinée, s'était faite contre l'opinion personnelle de George III qui déclara : « Que le sang anglais était nécessaire à l'Angleterre. » Dundas insistant invoqua sa responsabilité personnelle contre l'initiative royale (2); le prince s'abstint; mais Dundas n'en tint aucun compte. M. Addington n'eut plus dès lors qu'une ligue à suivre, celle de prêter appui et secours, par des escadres combinées, aux opérations militaires du général Abercrombie, qui venait de débarquer en Égypte après un premier succès militaire.

La seconde expédition projetée avait une importance vitale pour la grandeur et la force de l'Angleterre : il s'agissait de jeter immédiatement une grande flotte dans la Baltique, en traversant le Sund pour mettre un terme à la ligue du Nord, conclue pour la protection des neutres, sous l'aigle de l'empereur Paul. Ici le droit et l'orgueil national de la Grande-Bretagne étaient également compromis (3); il fallait agir vigoureusement, car si la ligue

(1) Discours de M. Pitt à la chambre des communes, le 7 fév., au sujet de sa retraite (*Annual Regist.*, 1801).

(2) Voici quels furent les termes de désapprobation de George III à cette mesure : « It is with the utmost regret, that I consent to a measure, which sends the flower of my army upon a dangerous expedition against a distant province. G. R. » Bientôt, George III a rendu plus de justice à lord Nelson, le principal auteur de l'expédition.

(3) « La flotte anglaise se composait de dix-sept vaisseaux de ligne et de trente autres petits bâtiments de guerre aux ordres

des amiraux sir Hyde Parker et lord Nelson, a éprouvé depuis son départ des contrariétés déplorables.

« Trois vaisseaux de soixante et quatorze canons qui n'étaient pas tout à fait prêts le jour qu'elle appareilla d'Yarmouth et qui devaient en faire partie, savoir : l'*Invincible*, amiral Folty, le *Défiance*, amiral d'Arce, et l'*Éléphant*, partirent les 14 et 15 des rades d'Yarmouth, pour la Jutlande dans le Sund. Le vaisseau l'*Invincible* a touché par la suite de piole, le jour même de son départ, sur un banc-sud à quatre milles de Winterton, où il resta malgré tous les efforts qu'on fit pour le dégager en encastrant les

maritime s'accomplissait, que devenait la prépondérance de ses flottes sur l'Océan et la Baltique? C'était une coalition navale contre l'Angleterre, comme Pitt en avait formé plus d'une contre la France. Bonaparte retournait l'idée anglaise des coalitions; or, le meilleur moyen de dissoudre cette ligue, n'était-il pas d'aller vite et droit aux puissances les plus faibles et de les soumettre à une séparation immédiate pour briser les derniers chaînons de la ligue?

Des ordres caquetés furent donnés à l'amiral Parker, et Nelson eut sous lui le commandement en second d'une flotte immense, pavoisée aux couleurs britanniques, qui cingla vers Copenhague; elle portait 55.000 moutons, deux mille cinq cents canons, et Nelson allait arborer au grand mât son pavillon de signal, si noblement salué par la marine anglaise. L'amiral revenait de son expédition de la Méditerranée; la cité de Londres lui avait offert une épée garnie de pierreries, en mémoire du combat d'Aboukir; il avait hâte de graver sa renommée par des exploits qui pussent faire oublier sa vie dissipée; trois passions luttèrent en son cœur: je le

effréné qui lui fit jeter, par une nuit, aux bougies, son épée garnie de brillants sur un tapis vert; puis l'amour puissant, ivre comme celui d'un jeune homme, pour Joly Hamilton, cette fée qui le conduisait en cabot, lui, le fier marin; enfin la gloire, expression de l'honneur britannique dans cette âme de feu. Parker et Nelson se présentèrent devant Copenhague; partout des batteries, terribles, de vieux vaisseaux retenus par des chaînes de fer, formaient des citadelles flottantes autour de Copenhague, défendue par son courageux et digne prince royal. Le feu de bord commençait formidable; il fit trembler la terre comme si le sol s'entr'ouvrait.

Quand les batteries terribles se firent entendre, un parlementaire apporta les ordres du cabinet britannique: « Le roi de Danemark devait renoncer sur-le-champ aux principes réclamés par la ligue maritime, et reconnaître la supériorité du pavillon anglais. » A cette sommation, M. de Bernstorff répondit, au nom du prince régent: « Que l'on défendrait le passage du Sund et les clefs de la Baltique, confié au courage de la nation danoise, jusqu'à l'extrémité, et qu'on espérait en Dieu et en

soit. Le 15 au matin on parvint à le relever et à le ramener à bord; mais il avait été tellement endommagé qu'il n'était plus possible de le continuer. L'amiral Tilly et 100 personnes de l'équipage furent sauvés par un cutter et par les bateaux. Le capitaine Reuss et 400 officiers et matelots ont été engloutis dans les flots.

« Les coups de vent de l'équinoxe se sont fait sentir avec la plus grande violence depuis le 15 jusqu'au 23 mars, et ont dû faire souffrir prodigieusement la flotte. La chaudière canonnière de *Peter* et le brûlot *l'Arctique* furent obligés de la quitter le 15 et de venir relâcher, l'un à Walthy, l'autre à Leith, pour réparer leurs dommages.

« Enfin on vient d'apprendre que, le 20, elle avait paru dans le Calégit, auprès de l'île d'Årholm. La frégate *la Brionne*, capitaine Hammond, se présenta devant Elle-même, avec un pavillon parlementaire et des dépêches pour le ministre anglais à Copenhague, M. Drummond, et pour l'envoyé extraordinaire de la Grande-Bretagne, M. Vassiliart, comme un des secrétaires de la trésorerie, à la place de M. Long, dans le changement qui s'est opéré dernièrement dans l'administration, et maintenant ministre extraordinaire pour régler les différends avec le Danemark.

« Le 21, M. Drummond a eu une entrevue avec M. le comte de Bernadotte et lui a remis une note par laquelle le gouvernement danois est requis de se retirer de la confédération du Nord, d'accorder à la flotte anglaise le passage au travers du Sund, avec défense aux bâtiments danois de naviguer sans convoi. La note portait encore que la réponse fût faite en six heures, et que, si l'on n'accédait pas aux demandes de l'Angleterre, M. Drummond avait ordre de demander des passe-ports, qui lui ont été accordés en conséquence, ainsi qu'à M. Vassiliart. » (Dépêche de N. Oita, mars 1801.)

Voilà les pièces d'après toute cette négociation :

N° I.

« A bord du *London*, 30 Calégit, 27 mars.

« D'après la conduite hostile de la cour de Danemark, en renvoyant le chargé d'affaires de Sa Majesté Britannique, le commandant en chef de la flotte de Sa Majesté désire ardemment connaître quelle est la détermination de la cour de Danemark, et si l'officier commandant au château de Cronberg a reçu ordre de tirer sur la flotte anglaise quand elle passera le Sund, devant

considérer le premier coup de canon comme une déclaration de guerre de la part du Danemark. Signé : Hyde Parker. »

N° II. — Réponse.

« Cronberg, 28 mars.

« En réponse à la lettre dont m'a honoré l'amiral, j'ai l'honneur qu'il vous a été donné de tirer sur la flotte anglaise; on a répondu par le canon pour Copenhague, et dans le cas où l'ordre serait envoyé, j'aurais immédiatement eu l'honneur de le faire passer à bord pour en informer l'amiral.

« Signé : Stricker, gouverneur. »

N° III.

« Château de Cronberg, 28 mars.

« En réponse à la lettre de Votre Excellence, que je n'ai reçue que le jour suivant, 5 heures et demie, j'ai l'honneur de vous informer que Sa Majesté le roi de Danemark n'a pas renvoyé le chargé d'affaires, mais que, sur sa propre demande, il a obtenu un passe-ports.

« Comme soldat, je ne puis me mêler de politique, mais je ne puis permettre à une flotte dont les intentions sont encore incertaines, d'approcher des canons du château que j'ai l'honneur de commander.

« Dans le cas où Votre Excellence trouverait convenable de faire quelques propositions à Sa Majesté le roi de Danemark, je désire en être informé avant que la flotte d'approche plus près du château. Une réponse catégorique est désirée.

« Signé : Stricker. »

N° IV. — Réponse.

« A bord du *London*, 29 mars, une heure après midi.

« Rouleau.

« En réponse à la note de Votre Excellence, reçue à cet instant, le message n'a autre chose à répliquer, sinon qu'estimant les intentions de la cour de Danemark hostiles envers Sa Majesté Britannique, il soumette la réponse comme une déclaration de guerre; c'est pourquoi, en conformité à ses instructions, il ne peut pas plus longtemps s'abstenir de commencer les hostilités, quelque répugnant que cela soit à ses sentiments; cependant il sera prêt à écouter toute proposition de la cour de Danemark tendante à rétablir l'ancienne amitié qui a, pendant un si grand nombre d'années, subsisté entre les deux cours.

« Signé : Hyde Parker. »

« A Son Excellence le gouverneur du château de Cronberg. »

la bravoure de la marine. » Nelson, l'intrepide amiral, prend le commandement et la responsabilité de ses manœuvres ; car il veut en finir ; il répète en face des lignes de Copenhague son brillant combat d'Aboukir ; et coupant les lignes de vieux vaisseaux et de batteries flottantes, il les place entre deux feux. Ainsi fièrement posé, Nelson menace de tout détruire et de tout brûler si le Danemark ne renonce sur l'heure à ses conventions solennelles sur le droit des neutres qui blessaient le peuple britannique. A ces conditions une suspension d'armes fut conclue ; la résistance avait été vaillante comme l'attaque avait été terrible ; on vit le pavillon anglais engager fièrement dans la Baltique et un coup immense fut porté à la ligue du Nord si menaçante pour l'Angleterre. Le cabinet Addington suivit la politique de Pitt ; il y allait de la fortune de sa nation ; elle eût tout sacrifié pour obtenir ce résultat, et Nelson eut la gloire de traverser le Sund avec le pavillon anglais au grand mât. Le rapport du brave amiral existe encore écrit de sa main ; il est digne d'être conservé dans l'histoire, car cette dépêche est signée Nelson.

« Hier matin, j'ai fait le signal à l'escadre d'appareiller et d'engager le combat avec l'escadre des Danois, consistant en six vaisseaux de ligne, onze batteries flottantes, montant depuis vingt-six canons de 14, jusqu'à dix-huit canons de 28, et une bombarde, outre des goëlettes canonnières. Cette ligne était soutenue par les îles de la Couronne, sur lesquelles étaient montées quatre-vingt-huit pièces de canon, et par quatre vaisseaux embossés à l'ouverture du port, enfin par quelques batteries sur l'île d'Amack. La galiote à bombes et les chaloupes canonnières se sont échappées, les autres dix-sept bâtiments, formant toute la ligne danoise au sud des îles de la Couronne, sont coulés à fond, brûlés ou pris, après un combat de quatre heures. La difficulté de la navigation fit que la *Bellona* et le *Russel* échouèrent malheureusement ; mais quoique ces deux vaisseaux ne fussent pas parvenus alors à la position qui leur était assignée, cependant ils se sont trouvés placés de manière à rendre encore de grands services. L'*Agamemnon* ne put pas doubler le bas-fond du milieu et fut obligé de mouiller ; mais on n'a pas le plus léger reproche à en faire au capitaine Francourt, c'est un événement auquel tous les vaisseaux sont exposés. Ces accidents empêchèrent le développement entier de notre ligne ; si ces trois vaisseaux avaient pu s'y réunir, je suis certain qu'ils auraient fait taire le feu des îles de la

Couronne, et des deux vaisseaux qui gardaient l'ouverture du port, et qu'ils auraient épargné à la *Défiance* et au *Monarque* la perte considérable qu'ils ont éprouvée. L'intrepide capitaine Riou, auquel j'avais donné le commandement des frégates la *Blanche*, l'*Alcmène*, le *Dart*, l'*Arrone*, le *Zéphyr* et l'*Orion*, pour faciliter l'attaque des vaisseaux à l'entrée du port, a été exposé à un feu terrible dont il a été la victime, ainsi que beaucoup d'autres braves officiers et matelots à bord des frégates et des corvettes. L'action commença à dix heures cinq minutes. L'avant-garde était conduite par le capitaine George Murray de l'*Edgar* ; il a donné un noble exemple d'intrepidité, dignement imité par tous les capitaines, officiers et matelots de l'escadre. Je supplie qu'il me soit permis d'exprimer combien je suis redevable à tous les capitaines, officiers et matelots, pour leur zèle et leur bravoure distinguée dans cette occasion. L'honorable colonel Stewart m'a fait la faveur d'être à bord de l'*Éléphant*, et lui, et tous les officiers et soldats sous ses ordres, ont partagé avec plaisir les travaux et les dangers de ce jour. La perte, dans une telle bataille, doit naturellement avoir été considérable. Parmi le grand nombre de braves officiers et hommes des équipages qui ont été tués, j'ai le chagrin de placer le nom du capitaine Mosse du *Monarque*, qui laisse une femme et six enfants pour pleurer sa mort. Au reste, chacun a fait son devoir, comme de dignes enfants de l'Angleterre.

« NELSON. »

A ce moment, si glorieux pour la marine anglaise, une catastrophe d'une nature plus sinistre venait abîmer et détruire la ligue des neutres, en frappant au cœur celui qui avait pris en main sa haute direction : l'empereur Paul tombait victime d'une conspiration de palais. Pour expliquer cet événement, il faut remonter jusqu'aux rapports intimes qui s'étaient subitement établis entre le premier consul et le czar de toutes les Russies. D'immenses projets en étaient résultés, car, dans la pensée de Napoléon, tout se formulait en des proportions gigantesques. Déjà l'on a pu suivre les premiers symptômes de l'amitié vive, ardente, née au cœur impressionnable de Paul I^{er} pour Bonaparte ; les merveilles fantastiques d'un héros de trente-deux ans avaient séduit l'âme du czar, et Bonaparte, avec son habileté instinctive, profita de toutes ces émotions enthousiastes pour grandir son alliance avec le czar (1). Paul I^{er} avait des griefs multipliés contre l'Angleterre, il les exhalait vivement ; le cabinet

(1) Paul I^{er} venait de désigner une grande ambassade pour Paris ; voici comment un agent anglais s'exprime sur son personnel :

« On ne parle à Paris depuis quelque temps que de la belle

ambassade qui est en route de Saint-Pétersbourg. On lui prépare pour son logement le bel hôtel de Praslin, situé en face du Pont-Boyal et des Tuileries. Paul I^{er} a converti tous les trésors de sa magnificence pour que son envoyé pût le représenter dignement

britannique lui refusait Malte et sa grande maîtrise, objet de son ambition chevaleresque et de sa prévoyance maritime; protecteur du pavillon neutre, le czar avait vu toutes ses prétentions blessées par la Grande-Bretagne, et le renvoi de lord Whitworth témoignait toute la colère de cette âme ulcérée qui passait sans transition de l'amour à la haine.

Le consul sut flatter habilement la sensibilité exaltée de Paul I^{er}. Rien ne fut négligé, pas même ces moyens obscurs de police qui, plus d'une fois, agissent sur l'esprit et la marche des affaires : des artistes et des femmes employèrent leurs plus gracieux talents auprès de Paul I^{er} pour distraire sa vie; des favoris dévoués entouraient sa personne pour lui parler sans cesse de Bonaparte et de sa gloire. En dehors de ces causes obscures, ce qui rapprocha le plus Paul I^{er} du consul, ce fut leur imagination rêveuse et grandes choses; ces deux esprits devaient se comprendre dans leurs projets, parce qu'ils se touchaient par la noble partie de leur caractère; Bonaparte ne voyait jamais rien en petit; le moindre fait politique, il le grandissait jusqu'à sa hauteur, et de là les projets gigantesques qui germèrent si souvent dans cette tête; elle aimait à se promener en dehors des régions du possible, dans ce monde où se pressaient les temps héroïques et les immenses physiologies de l'histoire.

La ligue du Nord, résultat positif de cette alliance intime, exaltait la Russie; le cabinet des Tuileries dut favoriser cette coalition maritime contre l'An-

gleterre, la commune ennemie. En même temps d'autres projets plus grandioses étaient nés des confidences intimes des deux cabinets, échange de pensées entre le premier consul et l'empereur Paul. Une ambition fixe domina la vie de Bonaparte : détruire les établissements anglais dans l'Inde, vaste empire si admirablement organisé, où la civilisation brille sous les feux du soleil de l'Indoustan. Cette passion l'exaltait quand il traça de sa main l'expédition d'Égypte. Il ne perdit pas un instant de vue l'isthme de Suez; les pieds haignés par la mer Rouge, il écrivit à Tippo-Saeb pour lui annoncer le prochain secours de ses bons amis les Français. L'Égypte n'était qu'une station, qu'un point intermédiaire entre la France et l'Indoustan; en se mirant aux flots du Nil, Bonaparte voyait le Gange; l'expédition anglaise, partie du Bengale, traçait une route militaire, et cette persévérante expédition l'avait même confirmé dans l'opinion primitivement conçue, « qu'une armée qui partirait d'Alexandrie pourrait facilement parvenir de la mer Rouge jusque dans l'Inde; » et voilà pourquoi il tint si essentiellement à la possession de l'Égypte; c'était plus qu'un rêve d'imagination ou un sentiment antique qui le portait vers Alexandrie en ruines; ce n'était point en enthousiaste vulgaire qu'il saluait les pyramides où reposent les cendres des Ptolémées; Bonaparte marchait les yeux fixés sur cet empire de l'Indoustan, sorte de palais de fées, d'or, d'émerande et de cristal, rêvé dans les *Mille et une Nuits* de sa jeune et brillante imagination (1).

Si la cour de France, et déjà les danses en tirent un augure favorable pour la renaissance du bon vieux temps, où plus d'un seigneur hyperboréen croyait devoir se ruiner à Paris pour l'honneur de la Russie. Voici quelques notices sur le comte de Kalitacheff :

« R. le comte de Kalitacheff, 5^{me} l'empereur de Russie comte l'ambassade à Paris, appartenait à une famille très-distinguée en Russie, et qui tient aux nobles les plus illustres de ce pays. Ce n'est que depuis l'avènement de Paul I^{er} au trône, et même environ depuis deux ans, que le titre de comte lui a été conféré; mais la noblesse et l'ancienneté de son origine n'avaient aucun besoin de cette distinction, et avant de l'avoir obtenue, il n'en jouissait pas moins de toute la considération attachée à l'avantage d'une grande naissance. Il est maintenant âgé environ de quarante-cinq ans, il a voyagé en Europe extrêmement jeune. Après avoir visité toute l'Italie, il vint à Paris à l'époque de 1787, qui se développait tout entière sous ses yeux. De là, il fut envoyé à Berlin pour remplir les mêmes fonctions de ministre plénipotentiaire auprès du roi de Prusse et y resta jusqu'à la mort de l'impératrice. On craignit d'abord que cette époque ne mit un terme à sa carrière politique, parce qu'un frère qu'il avait à la cour en avait été délogé, et que lui-même avait été

rappelé par le nouvel empereur. Mais son rappel n'était point une disgrâce, et l'empereur ne cessa de le traiter avec bonté et distinction. Effectivement, lorsque le comte Rasninski cessa d'être ambassadeur à Vienne, Paul I^{er} nomma le comte de Kalitacheff pour le remplacer, et après son départ de cette cour, il lui ordonna de rester dans l'intérieur de l'Allemagne, pour ne pas s'engager des grandes affaires. C'est à son retour en Russie que Paul I^{er} lui donna la marque de confiance de le nommer vice-chancelier à la place du comte Panin, et ce prince se pouvait lui donner un témoignage plus flatteur de son estime que de le choisir pour une opération aussi importante que le renouvellement des anciennes liaisons entre la France et la Russie.

« Son caractère est doux, prévenant, poli, et décèle dans toutes les occasions un grand usage du monde et une éducation très-soignée. Il a beaucoup de noblesse dans sa représentation extérieure. Point de hauteur, la simplicité même, et en général l'esprit d'égale, de modestie et de conciliation forment son caractère. Voilà la réputation qu'il a laissée à la Haye, à Berlin et à Vienne.

« R. de Sevelon est un des plus anciens membres actuels de la diplomatie russe. Il doit avoir soixante ans. Il a été employé comme secrétaire de légation ou chargé d'affaires dans plusieurs cours. Il a été attaché à R. le comte de Kalitacheff, depuis la mission de celui-ci à la Haye; il l'a accompagné à Berlin, il ne l'a point quitté à Vienne. C'est un homme qui doit avoir une grande habitude des affaires. Il est aussi très-bon et très-moderne. » (Note d'un agent anglais, janvier 1801.)

(1) « J'ai, par le dernier courrier, eu l'honneur d'adresser à Votre Excellence la rapide esquisse d'un plan de guerre contre

Le plan proposé par Bonaparte à l'empereur Paul reposait encore sur la conquête et la possession de l'Inde anglaise; son génie avait sauté à pas de géant de Paris aux bords de l'Indus. L'Alexandre de l'antiquité n'était-il pas parti de la Macédoine avec ses phalanges, et traversant l'Asie Mineure, la Perse, n'avait-il pas refoulé les troupes des rois de l'Inde comme les flots de la mer agités par le vent? Les chevaux engraisés aux pâturages de la Thessalie, avaient secoué leurs crinières humectées dans le Gange; pourquoi lui, le consul, avec toutes les ressources nouvelles que l'art militaire avait prodiguées aux armées, ne pourrait-il pas conduire ses vieux régiments par une route amie et toute tracée à travers l'empire russe? Bonaparte n'avait-il pas à côté de lui un esprit aussi exalté que le sien, un empereur qui se complaisait aux miraculeuses conceptions?

Le plan tracé par Bonaparte, et qui existait encore de sa main, n'était pas, d'ailleurs, une simple utopie, rêvée dans les nuits de la Malmaison; il demandait le concours actif de la Russie et l'appui moral de l'Autriche: il s'agissait du passage d'une armée qui devait s'élever des rives du Rhin, et dans un trajet de quatre mois, le drapeau tricolore se trouverait aux frontières du Bengale, sous les murs de Madras. La route était déterminée avec une exactitude mathématique; en consultant les cartes les plus minutieuses, on avait tout marqué, les stations, les campements, les moyens de communication et de subsistance. L'empereur Paul mettait à la disposition de la France 25,000 hommes de troupes régulières, soldats forts et choisis, qui, précédés de 10,000 Cosaques, devaient se réunir à Astracan, au bord de la mer Caspienne, près des vastes embouchures du Volga; puis, traversant cette mer, les Russes devaient se porter en masse à Astrabad, ville maritime de la Perse. En même temps, 35,000 hommes de troupes d'élite, choisis par le premier

consul, et lui-même placé à leur tête, comme l'Alexandre de Macédoine, partaient des bords du Rhin pour traverser rapidement la Souabe jusqu'aux rives du Danube. Là, des bateaux étaient préparés; ces 35,000 soldats d'élite descendaient jusqu'à la mer Noire, où d'autres navires russes, aux vastes flancs, les transportaient à travers la mer d'Azof jusqu'à Tangarok; ils y passaient le Don; et suivant la rive droite du Volga, comme les Russes, les Français s'avançaient jusqu'à Astracan; après la mer Caspienne, ils allaient rejoindre les soldats de Paul I^{er} à Astrabad. Ici se faisait la jonction des deux armées, portées à un effectif de 70,000 hommes de toutes armes, au milieu d'une ouïe de Tartares. Tous se mettaient en marche, étape par étape, à travers les stations de Cosaques, campés sous la tente; les ingénieurs lèveraient les plans, les artistes dessinaient les lieux, les savants recueillaient les traditions. Partout de riches présents devaient être distribués aux chefs des tribus; aux kans des Tartares; on achèterait pour de l'or les immenses troupeaux des steppes de la Tartarie nomade; on entraînerait à sa suite des myriades de Cosaques pour seconder l'expédition; on visiterait ainsi les fabuleuses cités d'Ilerat, de Ferah, de Candahar, et bientôt, comme les phalanges d'Alexandre, on atteindrait la rive droite de l'Indus.

L'imagination tout orientale de Bonaparte sautait ses braves demi-brigades, s'élançant des Alpes, comme l'aigle des montagnes, jusqu'au sommet du Thibet; tout était calculé, le temps et la distance; des bords du Rhin à l'embouchure du Danube, on comptait vingt jours; du Danube à Tangarok, seize; puis jusqu'à Astracan, vingt-neuf, et d'Astracan aux bords de l'Indus, cinquante-cinq; ce qui forme un total de cent vingt jours des frontières de France aux pays fabuleux de l'Inde; de mai en septembre, on pouvait donc franchir la dis-

les Indes. Voici maintenant ce que, depuis lors, j'ai recueilli sur ce projet dont on fait mystère et qui n'a pu être élaboré que dans un cerveau malade. Le but en est le même que celui qui fit entreprendre l'expédition d'Égypte. Napoléon avait une solide base d'opérations et des moyens plus faciles pour transporter une armée dans les établissements anglais, puis d'être une armée toute française; ici c'est une armée combinée, ce qui étonnait les divisions. Malheur les princes asiatiques consentiront-ils à laisser traverser leurs États par des étrangers de religion et de mœurs pour lesquelles ils ont une haine violente et héréditaire? L'un y a seulement pas songé. Comment encore transporter avec l'armée l'immense et l'indispensable bagage nécessaire à l'équipement, à l'armement, aux munitions, aux vivres, aux marchandises de Paris qu'on veut offrir en présent à ces souverains dont il faudrait traverser le territoire? Car, ce romantique projet, on veut même que l'expédition soit accompagnée d'artistes, de savants et d'ingénieurs chargés d'examiner, de décrire et de lever les plans de tous les lieux où l'on passerait, ce qui, certes, effaroucherait l'esprit inquiet des gouvernements orientaux. Enfin, si le Grand Seigneur mettait obstacle à l'exécution de ce projet, serait-il prompt et facile à la Russie de l'y faire consentir? L'an-

gleterre, elle alors aux Turcs, les secondant, ne pourrait-elle pas élever l'armée française dans la mer Noire? Rien, en vérité, de plus extravagant! Voilà cependant ce que la haine a inspiré au génie, et le principal objet de la mission de Murad. » (Lettre d'un agent prussien au Ministre d'État.)

« Grâce à l'activité de la diplomatie anglaise, nous venons d'apprendre l'existence d'un second secret entre l'empereur de Russie et Bonaparte. Le but de ces deux grands personnages est la conquête de nos riches établissements de l'Inde. Cette nouvelle qui a promptement percé dans le complot y jette un trouble difficile à pénétrer. Comment pourrait-il n'en pas être ainsi? En effet, depuis la chute de l'empire de Napoléon (4 mai 1800), préparée par lord Cornwallis et victorieusement opérée par le comte de Woronzoff (Arthur Wellesley, depuis lord Wellington), la vieille Angleterre est sans rivale dans les Indes, surtout depuis la prise de Ceylan, et ses ennemis n'y ont plus un seul allié. S'il lui résiste que si, avant cet heureux événement, la prospérité de ces belles contrées créait tous les jours, elle doit perdre aujourd'hui un nouvel et rapide accès, aux fruits duquel il sera pénible d'avoir à renoncer. » (Lettre adressée de Londres au ministre d'État.)

tance immense qui sépare Paris de Bombay et de Madras. Tout paraissait possible à qui avait fait de si grandes choses.

Cette folieuse expédition était prise au sérieux par Bonaparte, elle allait à son esprit, rien n'effrayait son génie, et Paul souriait à un projet gigantesque, dont le résultat ne pouvait en définitive que grandir la puissance de la Russie, et préparer les voies à de nouvelles destinées; cette marche traçait aux Russes une route militaire pour aller dans l'Inde. La campagne de Suwarow sur les Alpes avait été une tentative du cabinet de Saint-Petersbourg, pour établir son influence sur l'Occident et le midi de l'Europe; l'expédition rêvée par Bonaparte dans l'Asie pouvait ouvrir à la Russie un large chemin vers l'Indoustan; Paul I^{er} en avait besoin pour consolider sa puissance sur les populations nomades des bords de la mer Caspienne. Le premier consul caressait l'empereur en l'entretenant de ses projets; les plans étaient dressés; on devait se mettre en marche au mois de mai; un corps d'élite plus considérable était promis par la Russie; tout était prêt, même les proclamations qu'on devait adresser aux peuplades de l'Inde, pour les appeler à l'indépendance contre l'Angleterre (1). Les régiments n'attendaient que leur ordre de départ, lorsqu'une dépêche télégraphique apprit à Bonaparte, fatalement ému (lui si menacé par la conspiration), la catastrophe qui venait d'en finir avec la vie et la souveraineté de Paul I^{er}, le czar de toutes les Russies.

Lorsque l'on suit avec quelque pensée d'étude l'histoire du vaste empire russe, on doit reconnaître que sa force et sa puissance de civilisation résultent de son système administratif, sorte de dictature sous la main de l'empereur, qui a la mission d'éclairer et de grandir le peuple. Nul ne peut apprécier cette nationalité slave en dehors de toutes les autres. Il y a un sentiment de fierté et d'indépendance qui tient à la nature primitive de cette

race dont le berceau est Nowgorod, la ville antique. La noblesse a des intérêts, des privilèges, des droits: elle les défend avec énergie, tandis que la couronne, depuis Pierre le Grand, heurte ces habitudes et ces droits au profit des idées neuves et d'un pouvoir centralisé; c'est à peu près la lutte des rois et des grands vassaux au moyen âge. Le czar, placé à la tête de l'administration et du gouvernement, se donne la mission de conduire le peuple russe dans des voies avancées, au moyen des grands coups du pouvoir absolu; la noblesse libre et frémissante, sous un joug même éclairé, s'agite souvent pour briser l'édifice que Pierre le Grand éleva avec tant de persévérance et de génie.

Cette situation bien comprise explique la lutte entre Paul I^{er} et quelques-uns des chefs de la noblesse, les plus indépendants et les plus fiers. J'ai tracé déjà le caractère de Paul. Enthousiaste, bizarre souvent dans ses idées comme tout esprit exceptionnel, il avait fort à faire de tenir sous sa main l'armée, le clergé et les nobles. Le czar avait des favoris, des hommes dévoués à son service; qui pourrait lui en faire un reproche? Koutaïzoff, qu'on poursuivait de sarcasmes comme un valet, n'était peut-être qu'un serviteur fidèle qui jetait son corps à travers la porte de la chambre à coucher pour que l'on n'atteignît pas le cœur du czar! Dans les existences cruellement menacées, il y a toujours des dévouements que se payent à peine par de riches faveurs, et Paul avait l'instinct que le complot viendrait des grands et des gardes du palais. Quand les rois ont des craintes, on les entoure par un faux zèle; des rapports de police viennent incessamment les exasperer; comme ils se croient environnés d'ennemis, ils refouient les affections, dessèchent les cœurs et font un désert d'égoïsme autour d'eux; Paul I^{er} avait le pressentiment de ce qui le menaçait, et les soupçons de son caractère tenaient à cette conviction profonde et cruelle qu'on en voulait à sa vie (2).

(1) Voici le texte même de cette proclamation adressée aux populations musulmanes; on se croirait au temps des féodalités.

« Une armée des deux nations les plus puissantes de l'univers doit passer sur vos terres pour se rendre aux Indes. Le seul but de cette expédition est de chasser de l'Indoustan les Anglais qui ont asservi ces belles contrées, jadis si célèbres, si puissantes, si riches en productions et en industrie.

« L'état horrible d'oppression, de malheur et de servitude sous lequel elles gémissent aujourd'hui, a inspiré le plus vif intérêt à la France et à la Russie. Ces deux gouvernements ont résolu d'unir leurs forces, pour affranchir les Indes du joug tyrannique et barbare des Anglais. Les princes et les peuples de tous les États que doit traverser l'armée combinée, n'ont rien à craindre d'eux; ils sont, au contraire, invités à coopérer de tous leurs moyens au succès de cette utile et glorieuse entreprise. Cette expédition est aussi juste dans sa cause qu'elle est injuste celle d'Alexandre, qui voulait conquérir le monde entier. L'armée combinée ne levra point de contributions; elles s'achèteront de gré

à gré, et payera tous les objets nécessaires à sa subsistance. La discipline la plus sévère la maintiendra dans le devoir. Le culte, les lois, les usages, les mœurs, les femmes seront respectés, etc. »

(2) Voici maintenant la version qui fut adressée de Saint-Petersbourg au département des Affaires étrangères par la conspiration contre Paul I^{er}; elle n'est pas contemporaine, mais elle est écrite de la main du général Savary. Quand ce général fut envoyé en 1807 à Saint-Petersbourg, Napoléon lui avait ordonné d'enquêter de tous les renseignements sur la mort de Paul et l'avènement d'Alexandre. Le général Savary rédigea le mémoire suivant :

« L'empereur Paul était monté fort tard sur le trône; il avait eu à supporter les hauteurs de tous les favoris de sa mère, et de plus il avait été souvent en butte aux intrigues des courtisans, qui, pour faire valoir leur aïe, lui avaient plus d'une fois proposé des projets de rébellion et de vengeance pour le meurtre de son père Pierre II.

« Lorsqu'il fut empereur, il ne se défit pas des ressentiments

Une cause générale favorisait les mécontentements et la fermentation des esprits; depuis la rupture avec les Anglais, la Russie souffrait dans son commerce anéanti, et la noblesse surtout qui possède les forêts, les mines de fer, le chanvre et les vastes possessions territoriales, ne trouvait plus aucun moyen d'échange, un embargo avait été jeté par le caprice de Paul sur le pavillon britannique; la noblesse n'est riche que par ces échanges, la bourgeoisie vit de l'industrie étrangère. Des murmures s'élevaient de toutes parts contre l'alliance fatale du czar et de Bonaparte; ces immenses territoires ne pouvaient pas exister sans débouchés maritimes. La plainte est douloureuse pour certaines âmes comme le fer brûlant sur la plaie; le czar devint de plus en plus soupçonneux, fantasque, il montrait cette irritation nerveuse qui arrive lorsqu'un danger

de grand-due Paul, et s'occupa un peu trop à faire justice de ceux dont il avait eu à se plaindre. Il se fit par là beaucoup d'ennemis; le plupart étaient puissants et riches et d'honneurs. Les soupçons et la terreur régnerent bientôt autour de lui; au lieu de ramener les esprits par la douceur, il les cassa par la sévérité.

« Ses anxiétés se manifestèrent sous les protestes les plus frivoles, et les passions, qui ne calaient pas, l'arc-boutaient de tout ce qu'il y avait de plus déraisonnable, et à la fois de plus criminel. Les plus ardents à le précipiter du trône furent bientôt d'accord mais de grandes difficultés traversèrent l'exécution de ce dessein: d'est à dessein qu'il se trama, parce que, dans cette circonstance de la cour, on peut s'envelopper de tout le mystère qu'exige une pareille entreprise. »

« Elle ne pouvait réussir sans la participation du gouverneur militaire de Saint-Petersbourg, qui fut tout à la fois le chef des citoyens, le général de la garnison et le gardien de l'empereur. Il exerce une surveillance qui lui est infiniment utile pour découvrir les petites menées, par lesquelles il était nécessaire du commencer cette entreprise. Les conjurés prirent donc la résolution d'associer le gouverneur militaire à leurs projets. Ce gouverneur était le comte Falhen; l'empereur Paul avait une extrême confiance en lui, et se faisait faire gouverner de cette capitale parce qu'il le regardait comme le plus attaché à sa personne et le plus incorruptible. Ce comte Falhen était un homme profondément habile, et à ce qu'il paraît, d'une duplicité de caractère semblable à celle des personnages principaux que l'on voit figurer dans les révolutions d'Orient. En conjuré, dont je dois taire le nom, se chargea de sonder Falhen sans lui rien dire du projet arrêté, mais de connaître directement de lui-même sa manière de penser sur l'empereur, et sur tout ce qui était le sujet du mécontentement général. Falhen s'ouvrit, et la confiance s'établit entre lui et le conjuré, qui ne manqua pas de lui répéter souvent que l'extrême confiance dont il jouissait en ce moment ne tarderait pas à être suivie d'un exil en Sibérie, sans quoi qu'on envoie, dont les hommes en place ne manquent jamais, serait parvenu à entretenir l'empereur un instant; que cela ne dépendait que d'une maladresse, et qu'enfin, avec un homme du caractère de l'empereur, rien n'était stable: Falhen sentit toute la force de ce raisonnement, et vit bien qu'il était le précurseur de quelque chose; lorsqu'en lui eut déroulé le projet, il s'engagea dans l'entreprise, et en cédant tous les conjurés, dont il devint des lors le chef, parce que la réussite dépendait de lui. Il demanda quelques jours pour y réfléchir, il comprit bien que, si ce coup réussissait, il devenait lui seul plus coupable que les autres, dont les dépositions l'auraient excusé, et que, s'il réussissait, il devait craindre le rassemblement du grand-due qui allait monter sur le trône, ainsi que celui de la veuve, qui ne méritait pas de boner à ses légèretés; qu'enfin, si le projet

menace votre tête et que l'imagination souffre.

Tout complot se personifie; les mécontentements se font homme; depuis longtemps une conspiration se préparait dans l'ombre contre Paul I^{er}; Pierre le Grand, comme lui, avait tous les jours des ennemis à combattre et des complots à déjouer. L'origine n'en était point au sein de sa famille, car rien n'était plus noble, plus chaste, plus soumis, que la femme de Paul, Catherine Fédoroffna, et les fils du czar, Alexandre, l'aîné, Constantin, adolescent à peine, et Nicolas, noble enfant encore, à l'âme ardente et candide; toute cette famille souffrait avec résignation les bizarreries, les soupçons du père et du seigneur commun: triste spectacle alors, car Paul avait peu de rapports avec ses fils; il vivait enfermé dans les appartements de son palais de Michaeloff, qui nul ne pouvait aborder

venait à s'élever avant son coucher, il avait à repaire les apparences de son indolence à l'abri des reproches que l'empereur Paul lui aurait adressés; il songea à parer à tous ces inconvénients.

« Son emplot lui donnait beaucoup d'accès dans l'intérieur de l'empereur, et il n'était pas sans savoir que Paul faisait éprouver à son fils plusieurs dangers et inquiétudes à cause dont il avait lui-même eu tant à se plaindre était grand-due Falhen, au lieu de calmer l'empereur, l'excitait et lui parla, en termes ambigus, de ce qu'il voyait et entendait dire, laissant entrevoir à l'empereur qu'il fallait bien que les plus audacieux complotant sur l'impunité qu'en leur avait sans doute promise pour leur parler de la sorte.

« De pareilles réflexions ne manquèrent pas d'atteindre leur but, elles méritèrent dans l'esprit de l'empereur une confiance nouvelle, qui le porta jusqu'à suspecter ses propres enfants, et à les calmer de surveillants; c'était ce que Falhen voulait. Le grand-due, pour ainsi par les soupçons de son père, fut conduit à se rapprocher de Falhen qui, d'un mot, pouvait attirer sur lui un accès de fureur du czar Paul, accès dont les suites étaient imprévisibles.

« Le gouverneur militaire, ainsi placé entre le père et le fils, joua à coup sûr; il gagna la confiance du grand-due en l'entretenant du malheur auquel lui, Falhen, serait exposé s'il venait à recevoir l'ordre de le faire arrêter; qu'il n'osait pas répondre que cela n'arriverait pas d'un instant à l'autre, qu'il ne pouvait deviner quel était celui qui mettait la tête de l'empereur contre ses enfants, mais qu'il était étonné d'un derailler point. Il était difficile qu'une pareille duplicité n'en imposât pas à une âme neuve comme celle du grand-due, qui commençait à trembler sur le sort qui lui était réservé. »

« Lorsque Falhen fut amené au point d'anxiété où il voulait le voir, avant de lui rien communiquer, il se décida à l'entretenir, en commençant par lui faire un tableau d'effrayant de l'état dans lequel les passions de son père avaient mis les finances de l'empire, ainsi que l'état d'humiliation sous lequel on vivait, avec la perspective de se voir chaque jour arraché à sa famille, mutilé, et jeté en exil pour le reste de sa vie; ajoutant que la fureur avec laquelle on procédait à ces sortes d'exécutions menaçait tout le monde, depuis le plus grand jusqu'au plus petit; qu'enfin lui-même y était exposé; qu'il venait lui donner une preuve de son dévouement à sa personne en le prévenant de prendre ses précautions, parce qu'il serait peut-être une des premières victimes. Un pareil discours était bien fait pour accuser de trahison une âme déjà alarmée.

« Le grand-due demandait le repaire à opposer à cet orage, qu'il voulait détourner; Falhen répondit de manière à augmenter les inquiétudes: que ses artifices avaient jetés dans l'esprit du prince, et s'engagea, pour derailler preuve de fidélité, à lui

qu'en passant à travers des gardes armés, des portes qui roulaient sur des gonds en fer.

Là, il ne voyait fréquemment que Koutalzoïff, son valet de chambre, la princesse Gagarin, pour laquelle il professait un culte chevaleresque, et le comte Phon-der-Palhen, gouverneur de Saint-Pétersbourg. Depuis la rupture avec l'Angleterre, je le répète, la Russie souffrait; le commerce était anéanti; la noblesse, les grands murmuraient haut, et il se forma des conciliabules chez la comtesse de Géréboïff, la sœur de ce Zoubow si souvent exilé et rappelé par les ordres de l'empereur. Là venaient Mouravieff, cœur où bouillonnait le sang russe; le vindicatif Zoubow; les Ouyaroff, Argamakoff, Searteline, Ivarheff, et Poltaraski, plus ou moins menacés du terrible exil en Sibérie.

Tout se faisait dans l'ombre lorsque les conjurés

donner avis des ordres qu'il pouvait recevoir contre lui, en lui faisant observer que, si jamais on parvenait à l'en prévenir (comme de s'assurer, il l'exagérait, tous les renseignements de l'empereur, qui ne lui paraissait pas cette infidélité; qu'en conséquence il le sommait, avant tout, de lui donner sa parole d'honneur de se conformer à ce qu'il lui proposerait, dès qu'il aurait reçu l'ordre en question), toutefois il arrivait. Le grand-duc donna sa parole (assurément), et crut ainsi avoir un protecteur dans le gouverneur militaire, tandis qu'en contrepartie le gouverneur rendait ce précieux instrument de sa perdition.

« Les choses en étaient à ce point lorsque Palhen fait parvenir, avec adresse, à l'empereur, par une triple détournée, quelques avis sur les dangers dont il est menacé; ce moyen lui réussit encore. L'empereur l'envoya chercher, et lui ayant exprimé l'avis qu'il venait de recevoir, lui témoigna son étonnement de ne qu'il n'avait pas osé, et se fit en avoir pas parlé. Palhen répondit qu'il n'ignorait rien du projet, qu'il n'était pas des mesures pour le prévenir; il lui donna quelques détails à l'empereur, qui parut tranquille en voyant que son gouverneur militaire s'était occupé de la sécurité de sa personne. Il lui fut fait rassurer lorsque Palhen lui eut dit qu'il attendait la liste des conjurés, qu'en devait lui donner le même jour; mais qu'il n'avait encore osé faire arrêter personne, parce qu'il lui était revenu, et qu'il était forcé de l'avancer à Sa Majesté, que ses enfants n'étaient pas étrangers à cette entreprise; qu'il ne pouvait pas l'assurer, mais qu'enfin, si les soupçons se vérifiaient, il était fondé, il lui demandait quelle conduite il devait tenir dans cette circonstance, tant pour empêcher le grand-duc d'être averti que pour lui ôter les moyens d'échapper.

« L'empereur, enchaîné de tant de zèle, lui ordonna, dans ces cas-là, de ne point balancer à l'arrêter. Palhen répondit que, bien que son dévouement fût sans bornes, comme il pourrait se faire que ce ne fût pas lui-même qui exécutât cet ordre, et qu'il pourrait arriver un malheur à ce grand-duc révolté, il voulait avoir un mandat signé de l'empereur, pour que le grand-duc s'ôlât rien à répliquer, et qu'il obéît.

« L'empereur Paul trouva la mesure sage, et signa de suite le mandat, que Palhen emporta; il alla avec cette pièce chez le grand-duc, et, là, lui montrant, lui dit que, quel qu'il eût pu faire, l'arrêt était prononcé; qu'il n'y avait plus à feindre, qu'il fallait prendre un parti. Il avait un intérêt immense à ce que le grand-duc ne soit personne à qui il aurait pu s'enfuir, et qui lui aurait donné le sage conseil d'aller trouver son père.

« Lorsque Palhen le vit bien abêti, il alla promptement rassembler les principaux chefs des conjurés, avec lesquels il convint de tout, du jour, de l'heure et des officiers de leur connaissance, qu'il ferait en sorte de faire tomber de garde cette nuit-là so-

parvinrent à se rattacher deux hommes d'un caractère plus éminent, dont j'ai parlé déjà: le comte Phon-der-Palhen, gouverneur de Saint-Pétersbourg, et Bennigsen, qui commandait le palais de Michaeloff. Le comte Phon-der-Palhen, d'origine courlandaise, jouissait de toute la confiance du czar; mais qui peut se dévouer à un pouvoir quand on tremble incessamment devant ses ennemis? Bennigsen avait une existence plus dramatique, plus agitée que le comte Palhen; Allemand d'origine, issu d'un père qui commandait les gardes du duc de Brunswick, Bennigsen avait dissipé sa fortune au jeu, en splendides festins, et dans un amour immodéré pour les femmes; sa vie antérieure était romanesque, il avait enlevé d'un vieux château de Brunswick sa troisième femme, la noble et belle demoiselle de Schwiebel; colonel de la cavalerie; enfin, il leur donna le mot d'ordre; et, après qu'il eut arrêté toutes les dispositions, il revint trouver le grand-duc, et lui dit qu'il s'y avait plus à balancer; que toute la ville et la garnison se préparaient pour lui s'il voulait se décider pour le salut de tout le monde et pour le sien; qu'il n'était point question d'une scène sanglante, mais que l'en était décidé à ôter le pouvoir à son père pour l'empereur, s'il était décidé à faire grâce aux auteurs de cette révolte, et à ne pas les poursuivre; qu'autrement lui, Palhen, ne répondait de rien, parce qu'un fois qu'il aurait exécuté l'ordre de son père de l'arrêter, si, comme il n'en faisait aucun doute, l'empereur Paul était victime d'une conjuration, il n'y avait rien de moins sûr qu'un appel au grand-duc à lui succéder.

« Un argument aussi perblément imaginé était trop fort pour un cœur neuf comme celui auquel on s'adressait, après avoir pris les précautions de lui fermer toutes les portes de salut. Dans cette situation, le grand-duc s'appuya encore sur celui qui le perdait, et promit tout ce qu'on voulait, pourvu qu'on ne fit point de mal à son père. Cet assentiment une fois obtenu, Palhen eut encore un autre soin; ce fut de prévoir le cas où le coup manquerait, en bien celui où il aurait été. Il se d'abord retrouver les conjurés, et fixer l'exécution à la nuit même; ils se réunirent dans la maison de l'un d'eux, prirent le cult d'êtres de leurs uniformes et armés de leurs épées, un nombre de trois ou quatre-vingt en tout. Palhen avait fait mettre de garde des officiers qui lui étaient dévoués; avec le mot d'ordre, les conjurés passèrent partout dans les vestibules et les appartements du palais; c'était au château Saint-Michel.

« Ils arrivèrent, de pièce en pièce, jusqu'à celle qui précède la chambre à coucher de l'empereur; il y avait pour toute garde un Cosaque qui était couché sur un matras. Il se leva et sursauta, et jeta un cri en prose et en vers: *mon fratriot!* Il tombe aussitôt percé de coups. Les conjurés se jettent à la perte de la chambre à coucher, une lanterne à la main; sept d'entre eux restent à la première porte de l'appartement, les sept autres entrent dans la chambre, et vont droit au lit; ils n'y trouvent personne, ni au croient déjà perdus, persuadés que l'empereur n'avait pas passé la nuit chez lui. Le courage en abandonne quelques-uns qui restaient sur, mais les autres les rejoignent, lorsque l'un d'eux, Bennigsen, observe que le lit de l'empereur est encore chaud. L'empereur Paul, au cri du Cosaque, s'était jeté à bas de son lit, et, soit qu'il eût perdu la tête, ou qu'il fût mal éveillé, au lieu de se lever par la porte qui, de la tête de son lit, ouvrait sur un petit passage qui menait chez l'impératrice, et alors il était sauté, il se battit derrière un paravent à glaces, sans avoir en le temps de mettre aucun vêtement. Les conjurés débattaient sur ce qu'ils allaient faire, lorsque Bennigsen, plus froid dans le crime, se met à chercher par toute la chambre, et découvre l'empereur; il appelle ses complices, en lançant des épithètes

lerie légère, Bennigsen s'était partout distingué par un courage aventureux; un jour, violemment saisi de la fièvre en face de l'ennemi, il quitte son lit, monte à cheval, traverse à la nage un fleuve, charge à la tête de ses husarins et revient le soir plein de santé et d'énergie. Depuis l'avènement de Paul, Bennigsen était demeuré dans une sorte de disgrâce; son caractère irritable ne pouvait supporter une injure; il ne se consolait même pas, quand Paul, par un retour de confiance, lui remit la garde du palais. Le plan des conjurés, dicté par la crainte que Paul inspirait à leur sûreté, n'était pas de donner la mort au czar, un tel attentat leur paraissait inutile; leurs âmes, quelque fortement trempées, n'allaient pas à ces projets de vengeance; ils voulaient seulement obtenir une abdication de la couronne en faveur du czarowitz Alexandre.

Ironiques à la malheureuse vieillesse, et, le présent par le bras, il l'emmena au milieu de la ennoblement; il commença des injures et des reproches que tous lui adressaient. Après quoi il lui proposa d'abdiquer; il s'y refusa. Le moment était décisif.

« Les conjurés qui étaient restés à la première porte, venaient presser les autres d'en faire, disant qu'ils entendaient du bruit; enfin, l'un d'eux eux, qui s'en vandaient encore à table, lorsqu'il commandait l'armée en 1807, dit aux autres : « Messieurs, le vie est venu, il faut le boire. » En même temps, il assène un coup sur la tête du monarque infortuné; dès lors les sinistres le prennent à la gorge, le mutilent par tout le corps, et terminent par l'étrangler avec sa propre écharpe; lui lui avaient donné un coup à la partie supérieure de l'œil, qui avait fait une plaie.

« Ce meurtre commis, ils le remirent dans son lit et le couvrirent. Ils espérèrent l'endormir du Coaque, et s'en allèrent, chacun chez soi, comme s'ils n'avaient rien fait. Ils rencontrèrent Palien qui s'avancait, avec un bataillon des gardes, pour venir au secours de l'empereur; le coup avait manqué; mais voyant qu'il avait réussi, ce fut au secours des conjurés qu'il vint; il avait enfin pour troisième but de mettre le grand-duc à l'abri d'une entreprise de leur part.

« Le jour avait à peine éclairé le lendemain de cette sanglante catastrophe, que toute la ville en était informée; on fit répandre le bruit que l'empereur était mort d'une attaque d'apoplexie, et l'on disposa tout ce qui était d'usage dans cette circonstance, tant pour lui succéder, ce qui était dans l'ordre naturel, que pour lui rendre les derniers devoirs.

« On porta le corps sur un lit de parade, selon la coutume; et, pour que le sang qui, dans la strangulation, s'était porté avec abondance à la tête qu'il avait au-dessus de l'œil ne fût point fait de réflexions aux spectateurs, qui commençaient à méditer sur cet événement extraordinaire, on eut soin de lui mettre du blanc sur le visage, de manière à réparer l'altération qui était la suite des mauvais traitements qu'en lui avait fait éprouver. Personne ne lui dut la vie; les gens qui l'avaient fait, pour le mettre sur le lit de parade, et ceux qui l'avaient trouvé le matin, se retirèrent dans sa chambre, donnèrent tous les détails que l'on voulait apprendre. De plus, le sang du Coaque avait rougi le parquet, et l'on ne pouvait bien mieux informé de ce qui se passait au fond du palais des rois, lorsque cela blesse la morale publique, que l'on ne soit ce qui concerne l'intérieur d'un particulier. » (Dépêche de Savary, adressée aux affaires étrangères en 1807.)

Une autre version envoyée de Berlin à Londres, est ainsi conçue :

« Le comte Zoubow, favori de l'impératrice Catherine, qui était d'abord tombé dans la disgrâce de son souverain, avait été rappelé depuis quelques mois à Saint-Petersbourg, par le même

Hélas ! quand un attentat se trame la nuit, l'épée au poing, qui peut répondre que le sang ne sera pas répandu ? Qui peut dire que la résistance n'entraînera pas l'assassinat ?

Pour arriver au résultat d'une abdication, qui devait placer la couronne au front du czarowitz Alexandre, il fallait s'assurer de son consentement, et l'habileté de la race slave, la finesse grecque, se déployèrent dans le plan des conjurés; leur moyen fut de séparer le père des enfants, de supposer dans la tête du czarowitz et de sa mère des projets d'ambition, et dans l'âme de l'empereur des desseins de vengeance ou d'exil contre sa famille. « On conspire contre moi, dit un jour Paul au comte Palien, avec un regard sévère et scrutateur. — Je le sais, sire, répondit Palien dans la moindre trace d'émotion ou d'embarras, je suis heureusement sur

exprie et la même légèreté qui lui avaient fait quitter le royaume. Il avait obtenu la confiance de son maître, et on lui avait rendu le commandement des gardes qu'on lui avait été précédemment d'une manière d'honneur. On avait qu'il était question d'envoyer en exil plusieurs personnes du plus haut rang, et les approches du danger rendaient nécessaire d'anticiper l'exécution du projet de désemparer l'empereur.

« Le 23 mars, époque à laquelle il n'était plus possible de différer davantage, après avoir placé aux portes un certain nombre de gardes sur lesquels il pouvait compter implicitement, le comte Zoubow entra dans l'appartement de l'empereur à minuit, et représenta au monarque l'état où ses fureurs et sa mauvaise politique avaient précipité l'empire. Il lui dit que le mécontentement du peuple et de l'armée était si violent et si général, qu'il ne pouvait pas répondre de la sûreté de sa Majesté, ni de celle d'un seul membre de la famille impériale, et sa Majesté refusa d'abdiquer en faveur de son fils. Il ajouta qu'il n'y avait pas d'autre moyen de conserver le trône dans sa famille, que de signer son abdication; qu'à ce prix il s'assurait la tranquillité dans une condition privée.

« À ce moment, dit-on, le prince empereur par la rage et ne pouvant plus cacher ni contenir son ressentiment, prit le comte Zoubow au collet; il s'empara d'une main personnelle, dans laquelle Zoubow le renversa par terre; les gardes qui avaient été placés à la porte, entendant le bruit, accoururent dans l'appartement, frappèrent leur malheureux maître à coups de crosses de fusil, et finirent par l'étrangler avec son écharpe. Cette catastrophe fut annoncée sur-le-champ à l'impératrice. On lui dit qu'on n'avait pas eu d'autre projet que d'obliger l'empereur à signer l'acte d'abdication, et que sa mort ne pouvait être attribuée qu'à sa propre violence. À deux heures du matin, l'impératrice prit le serment de fidélité à son fils l'empereur Alexandre I^{er}.

« Les auteurs de ce meurtre prétendent qu'ils n'ont pu sans raison, à ce que l'on assure qu'ils y ont été réduits par les dangers réels auxquels la famille impériale et la succession à la couronne étaient exposés; dangers d'autant plus imminents et irrésistibles, que la pitié comme de la famille royale, et le dévouement de tous ses membres au son monarque, rendaient impossible de concertier avec elle un remède qu'ils ne pouvaient trouver dans aucune mesure plus douce que son abdication. Et si tant les se croire, le crime qui suivit le refus de sa Majesté, n'aurait point été prémédité, et il en eût été attribué qu'à des dispositions des soldats dont on essayait alors de la convaincre et qu'on lui assurait ne pouvoir plus résister.

« Comme la présence du comte Zoubow pouvait exciter des sensations et des souvenirs désagréables, il vint d'arriver à Berlin. » (Dépêche de M. Haugwitz, adressée à Londres, mars 1813.)

la voie, mais... — Parle tout à l'heure, je te l'ordonne, fussent mes propres fils ou l'impératrice ! » Palhen expliqua alors au czar, comment, dans une aveugle imprudence, on a osé lui faire des ouvertures qu'il suit d'un œil attentif : « Hélas, continua Palhen, elles compromettent ce qu'il y a de plus élevé dans l'empire. — Palhen ! Palhen ! » s'écria Paul. Et ici, dit-on, l'habile Courlandais répondit avec une feinte douleur : « L'impératrice et le czarowitz Alexandre sont dans le complot. » Une triste lumière éclata aux yeux de Paul I^{er} ; Palhen l'adjura de lui abandonner l'examen de cet affreux mystère ; rien ne peut lui échapper si le czar daigne lui confier son ordre suprême pour agir contre les grands coupables au moment décisif. Paul se laissa facilement persuader de la nécessité d'armer un si fidèle serviteur. Des récrets disent qu'il alla même jusqu'à dresser et signer l'ordre d'arrêter l'impératrice et le czarowitz Alexandre ; mais quoique cet ordre ne fût pas immédiatement exécuté, Paul le laissa planer comme un glaive suspendu sur la tête de sa famille ; il rappela l'exemple de Pierre le Grand sacrifiant son fils à ses projets de grandeur et à l'affermissement de la Russie.

Accouru auprès de l'impératrice et du czarowitz, Palhen leur avait révélé le mystère de leur destinée, et les dispositions ombrageuses de l'empereur contre leur personne : « L'ukase était prêt, disait-il ; on allait envoyer Marie Fédorovna au couvent, et son fils dans une forteresse en Sibérie, asile de mort pour tous les princes proscrits. Quel remède à tant de maux ? L'abdication forcée d'un monarque en démençait. » — « Voyez ces actes ! répétait-on à Alexandre. — Quel motif à mon père pour sévir si cruellement contre nous ? répondait le czarowitz les larmes aux yeux. — Aucun que ses tristes soupçons, répliquait Palhen ; un seul remède est dans nos mains : il faut obliger l'empereur à l'abdication ; il faut réaliser les prévisions de Catherine II, et prendre vous-même la couronne. » L'âme noble et candide d'Alexandre hésitait à la face d'un attentat, même avec le serment qu'on respecterait les jours de son père.

L'habile Palhen continuait à servir la sévérité ombrageuse de l'empereur Paul, et gagnait sa confiance ; suivant pied à pied la conjuration, il révélait au czar ce qui pouvait fasciner son esprit et entretenir son irritation contre sa race. Que voulait Palhen ? Ménager sa propre sûreté dans un choc qu'il voyait prochain. Au fond, il penchait pour les conjurés, sans leur laisser de gages ; il conspirait contre Paul, sans lui donner de soupçons ; il empêchait les deux côtés d'éclater jusqu'à ce qu'il fût en mesure, et maître de la vie ou de la mort des uns et des autres, selon les événements ; il disait au

père : « Voilà le coupable ; » au fils, il répétait : « Craignez les éclats de la colère paternelle ! quel moyen pour vous de salut, si vous ne saisissez l'empire ? »

Ainsi se passèrent trois mois ; Paul triste et fatalement préoccupé ; les conjurés ardents et décidés à tout, parce qu'ils avaient tout à craindre : le caprice d'un matin, le soupçon d'un instant pouvaient les livrer à la mort ou les jeter en Sibérie ; il fallait agir, parce qu'on était sans lendemain ; quand on est à ce point compromis, on doit marcher vite et fièrement ; il ne fallait plus que l'adhésion d'Alexandre, c'était un gage d'impunité. Le czarowitz la refusant encore : « Lisez et voyez, » lui dit Zoubow ; c'était l'ukase d'exil contre lui et contre sa mère, qu'une main perfide avait soustrait un moment du cabinet impérial ; le czarowitz doute d'abord, lit l'ordre en termes formels, pâlit et cède à ce danger imminent qui menaçait sa mère et lui-même. Alexandre, à bout de sa résistance, leur permit de sauver sa tête en l'abritant sous la couronne. Puisque l'abdication est nécessaire au bien de la patrie, obtenez-la, mais, au nom du ciel, s'écria le czarowitz, épargnez la vie de mon père ! « A ce moment peu de conjurés voulaient la mort de Paul ; les plus implacables pouvaient la prévoir, aucun ne la désirait.

Nul ne pouvait hésiter dans le complot ; il était presque public ! La nuit du 23 au 24 mars, vingt maisons à Saint-Petersbourg sont dans une terrible attente ; la conjuration s'apprete. Des avis en vinrent à Paul par Koutaïzoff, son favori, par Lindner et Araschew, deux anciens compagnons de ses disgrâces à Gatchina ; avis si souvent donnés à faux, qu'on n'y croit plus aux jours où ils sont vrais ; infirmité inhérente aux gouvernements trop soupçonneux. D'ailleurs, ne s'appuyait-il pas sur Palhen, qui connaissait tout, et celui-ci n'avait-il pas promis d'arrêter même le czarowitz en personne ?

Il était neuf heures du soir ; dans l'hôtel de Zoubow sont assemblés tous les nobles russes initiés au complot : Mouravieff, Ouwersoff, Scaretine et d'autres encore ; là se trouvent aussi plusieurs complices, jugés propres à ce coup de main. Le général Bennigsen se fait remarquer parmi eux par sa figure sombre et convulsive. Au milieu d'abondantes libations de vin de Champagne, quand les têtes furent suffisamment exaltées, on traite les choses sans mystère : « Délivrer aujourd'hui la Russie de son tyran ; ne plus se séparer et marcher tous ensemble au palais ! » Bennigsen fit le surpris à une pareille communication ; on dit qu'il parla en ces termes : « Je déteste et je méprise Paul I^{er}, il est possible que l'intérêt russe soit de le renverser, mais commandant la garde du palais, je ne puis prendre part

à l'action. — Bennigsen, dirent alors plusieurs voix, tu n'es plus maître de refuser; il faut opter entre la mort et la complicité absolue. — Vous le voulez, répondit Bennigsen avec un jurement énergique, eh bien! nous verrons qui reculera le premier; l'épée est tirée, lâche qui la remet au fourreau!

Tout s'ébranle encore dans de fréquentes libations et les convives se portent à Michaeloff, palais du czar; les détours leur sont connus; il n'est pas un escalier dérobé dont ils ne sachent l'issue; les conjurés s'avancent à la face d'une sentinelle cosaque: « Il faut que nous voyions l'empereur, disent-ils; le feu est à Saint-Petersbourg, la flamme petille au loin, il nous faut l'empereur! » Le Cosaque résiste; un coup d'épée en finit avec lui; les voilà se coulant par les détours les plus secrets, sorte de labyrinthe que l'empereur avait ménagé pour sa sûreté personnelle; ils arrivent à un escalier caché dans l'épaisseur du mur de la chambre à coucher de Paul I^{er}, ils y montent sourdement, un à un, l'épée en main, sans guide qu'une lanterne sourde. Dans ce noir et étroit passage, et comme si la crise dissipait les fumées du vin, une sorte d'hésitation se manifeste dans la file. Bennigsen, le dernier, se mit en travers, et s'écria encore: « Lâche qui se détourne! il faut marcher; maintenant que vous m'avez entraîné dans cette affaire, il faut la finir; tenez ceci pour dit: Je recevrai sur la pointe de mon épée quiconque osera reculer, et son dernier jour sera venu! »

Les conjurés, au nombre de huit, se précipitent dans la chambre de l'empereur; Paul saute de son lit à l'apparition de ces hommes en armes. « Que me voulez-vous? — Sire, voyez et jugez, lui dit Scartefin; les exigences de l'État, le vœu public, demandent qu'il vous plaise de céder le trône à votre fils, le czarowitz Alexandre; après quoi, sire, vous vivrez tranquille dans l'un de vos palais. » Le prince, tout en s'habillant, entra longuement en explications sur sa conduite, sur ses droits; on discutait encore lorsque parut Bennigsen après les autres. « Ab! s'écria Paul, te voilà, toi, le chef de mes gardes. Tiens, vois, Bennigsen, vois comme on ose parler à ton empereur. » Bennigsen lui répondit: « Sire, nous ne sommes pas venus pour pérorer, ni pour entendre des discours; il faut abdiquer au profit du czarowitz Alexandre! » Le ton sec et la figure pâle et sombre de Bennigsen ne laissaient pas de doute sur l'énergie de sa résolution. L'empereur put juger alors de l'étendue du complot; semblant alors hésiter et délibérer en lui-même, il s'assit à son bureau, prit la plume pour écrire son abdication et parut se résigner.

Bientôt ses jours se coloient, son front s'anime,

il rejette la plume et le papier qu'on lui présente comme un digne souverain; debout, à leur face, il leur reproche fièrement leur affreuse conduite. « Est-ce ainsi que vous traitez votre empereur! » Il saisit son épée et se précipite sur les conjurés. « Ab! vous résistez? » s'écrie Bennigsen; et Paul court sur lui; sa force est grande, il se débat comme un taureau vigoureux. On se jette sur le czar, on le presse, on le saisit; il se débat, parvient à s'échapper de leurs mains, et s'élance vers une petite porte communiquant par un escalier au poste de sa fidèle garde cosaque: « A moi! » s'écrie Paul. Mais le bouton de la serrure, le honton trop poli glisse sous son doigt, et la porte ne s'ouvrant pas, il court se cacher sous des drapeaux français, dressés dans un angle; près d'un paravent.

Ici se passa une scène fatale et que l'histoire frémit de recueillir; les conjurés, ne voyant plus le czar, se crurent un moment perdus; quand Bennigsen, l'âme forte et froide, aperçut ses hottes que les drapeaux ne couvraient pas. « Le voilà! dit-il en le montrant du doigt aux autres, le voilà! » Le temps presse, et les conjurés tirent l'empereur avec violence au milieu de la chambre, en lui répétant avec une résolution qui sent qu'elle ne peut plus reculer: « Signe, ou la mort! » Ici s'engagea entre le czar, d'une force colossale, et les conjurés, la tête pleine de vin, une lutte qui dura longtemps, soit qu'on ne voulait point employer le fer, afin de laisser à sa mort l'apparence d'un accident naturel, soit que, par déférence aux sentiments d'Alexandre, noble vie qu'ils allaient abréger de douleur, ils fussent disposés à épargner les jours de son père; plusieurs des conjurés furent froissés sous le poing du czar; l'un d'eux, vivement saisi, s'arme d'un carré en plomb servant à assujettir des papiers, et assène sur la nuque du prince un coup à plat qui le jette la face sur la table; puis on le prend à bras-le-corps, on le jette sur le lit; on cherche à l'étouffer sous des oreillers de velours rouge à glands d'or. « Voici pour en finir, » dit l'un des plus fiers d'entre les nobles, et il se fouille pour chercher un cordon en soie, tenant par chaque bout à une poignée d'ivoire, comme les sultans en envoyaient aux pachas infidèles; le Russe implacable le portait incessamment sur lui, en indiquant son usage; cette nuit il l'avait oublié dans la chaleur du festin, au milieu des toasts du dessert. Hélas! ce fut l'écharpe même de Paul qu'on lui serra autour du cou; le czar explora d'un seul effort de poignet; d'autres disent que le docteur anglais Rogerson acheva l'assassinat, et mit fin aux râles du mourant.

Le rôle du gouverneur Pahlen, dans cette fatale nuit, fut tout passif; laissant la lutte s'engager entre le czar et ses meurtriers, il en attendit l'issue avec de

moyens disposés pour l'une ou pour l'autre chance. Pahlen manda chez lui, ce soir-là, tout ce qui, à Saint-Petersbourg, était capable, ou en position de flatter un ordre ou de prendre quelque résolution; il les retint consignés dans l'attente d'une importante communication. Si la fortune savait Paul, il les eût fait tous marcher à son secours, sans pitié pour des conspirateurs malheureux; les conjurés triomphant, il n'y eût qu'à reconnaître le successeur, et à prêter tous ensemble leur foi et hommage au nouvel empereur. Bennigsen fut ici le caractère d'énergie et d'action; il vit bien que le complot une fois connu du czar, on devait aller jusqu'au bout, par cette fatalité inflexible qui pousse aux dernières limites du crime. Quant au czarowitz Alexandre, à sa noble mère, Marie Fédorovna, et à son plus jeune frère, Constantin, les conjurés les avaient effrayés en leur représentant Paul I^{er} déterminé aux mesures les plus extrêmes contre sa race; l'empereur les menaçait de l'exil, peine terrible dans les vastes steppes de la Russie; l'exemple de Pierre le Grand n'était-il pas un précédent horrible? Car Pierre avait immolé son fils!

Tandis que les conjurés s'élançaient dans l'escalier tortueux pour arriver jusqu'à l'appartement de Paul, Alexandre inquiet, haletant, demeurait debout dans un des bas appartements du palais de Micheloff; sa figure s'animait de temps à autre, et il semblait voir devant lui les yeux flamboyants de son père; pouvait-il croire qu'on le ferait régner sur le corps du czar? Tout jeune encore il ne connaissait pas l'horrible besoin de vengeance qui bouillonnait avec tant d'énergie dans le cœur de ces fils des vieux boyards. S'il avait mieux étudié le fier caractère de Paul, il aurait vu que le czar préférerait la mort à une abdication déshonorante, et qu'il lutterait corps à corps avant de rendre son épée; s'il avait mieux apprécié la fureur des conjurés, leur sauvage énergie, il aurait certes compris qu'il devait en résulter une lutte à mort! Hélas! une âme candide et abîmée par la terreur ne pénétre que difficilement dans ces passions du cœur humain. Quand donc Alexandre vit entrer Bennigsen, Mouravieff et

les autres conjurés, il leur demanda avec une anxiété vive et profonde ce qu'ils avaient fait de son père: un morne silence fut la seule réponse de ces hommes encore échauffés du combat; dès lors le malheureux prince put comprendre que Paul avait vécu. Des relations disent qu'Alexandre s'évanouit et que des convulsions fatales le saisirent. Quand il revint à la réflexion, mille pensées brisèrent son front; allait-il sévir contre les meurtriers? Ceux-ci étaient les chefs de la puissante noblesse qui commandait aux armées, et gouvernait le palais! Refuserait-il la couronne des czars, dont les feux pâles et sinistres brilleraient comme les flambeaux du parricide? Ce refus allait plonger la Russie dans les périls et les maux de la guerre civile! Déjà quelques-uns des jeunes nobles rêvaient la vieille république slave dans Novogorod et Moscou, les villes saintes; Alexandre n'hésita plus à se laisser saluer du titre d'empereur de toutes les Russies (1). Il le fit avec une triste répugnance. Souverain de vingt-trois ans, il était sous le joug de cette fière noblesse, de ces vassaux du moyen âge; il subit un pouvoir qu'il s'efforça de se faire pardonner par la grandeur de ses œuvres.

La nouvelle du sinistre événement qui venait d'éclater à Saint-Petersbourg, se répandit subitement à Berlin, à Stockholm, à Copenhague, parmi tous ces cabinets si attentifs à la politique russe: il ne fallait plus compter sur cette confédération maritime qui avait pris Paul I^{er} pour chef suprême. La ligue du Nord tombait en poussière, parce que l'âme de cette confédération disparaissait de ce monde; le pavillon victorieux de Nelson flottait levant Copenhague; sa bravoure indomptable avait brisé tous les obstacles; les batteries, les vieux vaisseaux, les bords de sable, rien ne l'avait arrêté dans cette nouvelle manifestation des forces et de la puissance de la Grande-Bretagne, qui put alors imposer au gouvernement danois la signature d'une convention où étaient reconnus les principes du droit maritime: le *mare clausum* de Selden. Ces principes se réunissaient en cet axiome: « Le pavillon couvre la marchandise; le droit de visite appartient aux navires de guerre anglais, pour tout ce qui touche la con-

(1) « Le crime qui dans la nuit du 23 au 24 mars a frappé un prince âgé seulement de quarante-trois ans, et d'une constitution, d'une tempérance qui semblait lui préager de longs jours, vous a promptement été annoncé par les courtiers. Quant à moi qui, à la vérité, soupçonnais quelque chose, mais ne savais rien avec précision, je soupai, le 23, chez le prince Belouctski, et ne fus pas peu étonné d'entendre le chambellan Zagraïski dire, en tirant sa montre: « Le grand n'est pas dans ce moment fort de son âme. » J'allais le questionner, mais le silence général et lugubre qui succéda à ce singulier propos me retint. On se sépara spontanément; je rentra chez moi, et n'appren qu'un jour les crimes de la nuit. Quel subit et prestigieux changement dans cette superbe cité! Toutes les figures s'épanouissent; il plus vive circulation accueille le jeune souverain; personne n'est pauvre;

Pahlen seul est éloigné, mais uniquement pour avoir insulté à la douleur, à la personne de l'impératrice mère. Quant à Bennigsen, il rentre au service; Ouvaroff, si bête, mais si franc, et qui eût n'avoir rien fait que de bien, demeure l'âme de camp de son nouveau souverain; Mouravieff, ancien cavalier du grand-duc Constantin, devient le secrétaire intime d'Alexandre, et l'on envoie à Berlin l'un des Zoubov; car le czar, affligé, abattu et éreinté encore, ne trait pas pouvoir éloigner de lui ceux dont le crime lui fait horreur, d'autant que nombre de jeunes gens rêvent déjà une révolution qu'ils croiraient facilement douce et prospère, entre autres le jeune comte Stroganoff, élève d'un jacobin français nommé Romme et admirateur de Napoléon. » (Lettre de Saint-Petersbourg adressée au ministre Hardenberg.)

trebande; or toute flotte, tout convoi peut être visité par les navires de guerre, afin de s'assurer si l'on ne porte pas de contrebande à l'ennemi. — La proclamation de tels principes était la ruine complète de la ligue maritime, telle que Bonaparte l'avait proposée à Paul I^{er} avant la fatale catastrophe du palais de Michaeloff (1).

Cette convention, signée à Copenhague, devint connue à la Suède; la flotte de Nelson passait le Sund et entra triomphante dans la Baltique, se dirigeant vers Stockholm, lorsque les négociations sérieuses s'ensuivirent entre le gouvernement suédois et le ministère anglais. La discussion ne se prolongea pas longtemps; il fallut que la Suède acceptât aux mêmes conditions que le roi de Danemark: le droit de visite devint commun pour l'un comme pour l'autre puissance, et il fut convenu que le gouvernement de Stockholm se détacherait de la ligue navale pour adopter les principes du droit maritime anglais. Par des stipulations secrètes, les deux cabinets de Stockholm et de Londres s'engagèrent à un mutuel concours dans la guerre actuelle, pour amener une paix raisonnable et définitive. Ainsi, il ne restait plus de trace de cette convention fameuse qui devait réunir sous la protection de Paul I^{er} et du consul Bonaparte, toutes les puissances qui portaient le pavillon neutre, projet gigantesque s'effaçant tout d'un coup sous les efforts vigoureux de

l'Angleterre; le cabinet Addington fut obligé d'accomplir le système politique de M. Pitt, en exécutant ses desseins de répression sur le continent de l'Europe.

La ligue maritime qui menaça profondément la Grande-Bretagne reposait sans doute sur des éléments divers et incohérents; mais si les flottes russes, suédoises, danoises, unies aux escadres de Hollande, de France et d'Espagne, s'étaient déployées sous un même pavillon, ces armements, embrassant l'Océan et la Baltique, eussent été bien formidables à l'Angleterre. On peut apprécier dès lors le service que rendit Nelson à son pays devant Copenhague; là s'accomplirent les destinées de cette fameuse ligue du Nord, deux fois raïnée, et qui dégénéra ensuite jusqu'au système continental. Il y a deux périodes dans la guerre de Bonaparte contre l'Angleterre: la première, tout offensive, tend à combattre la Grande-Bretagne, en réunissant tous les pouvoirs maritimes contre elle; la seconde toute défensive, se résume dans le système prohibitif qui ferme les ports et le commerce à l'Angleterre; la première fut détruite par Nelson; la seconde tomba devant la grande idée du libre commerce, idée non moins puissante que les armées.

Le droit diplomatique de l'Autriche vint d'être définitivement réglé par le traité de Lunéville; les limites des États étaient fixées, la forme des gou-

(1) Voici le texte de la convention telle qu'elle fut imposée par l'amiral Nelson:

« Art. 1^{er}. — A dater de la signature de cet armistice, toutes les hostilités cessent entre la flotte aux ordres de l'amiral sir Hyde Parker et la ville de Copenhague et tous les vaisseaux et bâtiments armés appartenant à S. M. R., qui se trouveront dans le rade ou port de cette ville, ainsi qu'entre les différentes îles et provinces du Danemark, le Jutland compris.

« Art. 2. — Les vaisseaux et bâtiments armés de S. M. R. resteront dans leur situation actuelle, soit par rapport à la manière dont ils sont armés, soit par rapport à leur position militaire; et le traité connu sous le nom de traité de la neutralité armée restera pour ce qui concerne la coopération active du Danemark, suspendu aussi longtemps que le présent armistice demeurera en force.

« D'un autre côté, les vaisseaux et bâtiments armés sous le commandement de l'amiral sir Hyde Parker, ne troubleront en aucune manière la ville de Copenhague, ni les vaisseaux et bâtiments armés de S. M. R. sur les côtes des différentes îles et provinces du Danemark, y compris le Jutland; et pour prévenir tout ce qui pourrait être des troubles ou des soupçons, l'amiral sir Hyde Parker ne permettra sous aucun prétexte à aucun des vaisseaux et bâtiments à ses ordres, d'approcher à portée de canon des vaisseaux armés et fortifications de S. M. R. dans la rade de Copenhague. Cette limitation ne s'étendra pas cependant aux bâtiments qui devront nécessairement passer et repasser par le chenal du Sot.

« Art. 3. — Cet armistice garantit la ville de Copenhague, ainsi que les côtes du Danemark, du Jutland et des îles, contre les attaques de toute autre flotte de guerre qui pourrait être en route maintenant, ou pourrait être envoyée dans ces mers par S. M. R. pendant la durée de cet armistice.

« Art. 4. — La flotte de l'amiral sir Hyde Parker pourra se procurer de la ville de Copenhague et le long des côtes, des Ors et

provinces du Danemark, le Jutland compris, tout ce dont elle pourra avoir besoin pour la subsistance et pour le traitement de ses équipages.

« Art. 5. — L'amiral sir Hyde Parker enverra à terre tous les sujets de S. M. R., qui sont maintenant à bord de la flotte sous ses ordres; et le gouvernement danois s'engage à en tenir compte, ainsi que des blessés auxquels il a été permis de venir à terre, après la bataille du 2, dans le cas malheureux où les hostilités seraient renouvelées avec la Grande-Bretagne.

« Art. 6. — Le cabotage du Danemark, le long des différentes côtes comprises dans l'étendue de cet armistice, ne sera en aucune manière troublé par aucun vaisseau armé ou bâtiment anglais, et si Hyde Parker donnera les instructions nécessaires à cet effet.

« Art. 7. — Le présent armistice demeurera en force pendant l'espace de quatorze semaines, à compter du jour de sa signature par les parties contractantes. Après l'expiration de ce terme, chacune desdites parties sera en liberté de se déclarer terminée, et de recommencer les hostilités, en s'avertissant quatorze jours d'avance.

« Les conditions de cet armistice seront dans tous les cas interprétées de la manière la plus libérale, « ou d'écarter tout sujet de dispute future, et de faciliter les moyens de rétablir l'amitié et la bonne intelligence entre les deux royaumes.

« En foi de quoi, nous, les commissaires soussignés, avons, en vertu de nos pleins pouvoirs, signé et scellé de nos armes le présent armistice.

« Fait à bord du vaisseau de S. M. R. le *London*, dans la rade de Copenhague, le 5 avril 1801.

« Signé: E. F. Wallerstorf.

Nelson, duc de Bronté.

R. Lindholm.

W. Stewart.

« Ratifié par moi, signé, Hyde Parker. »

vernements établie, les indemnités stipulées; des rapports réguliers se formaient ainsi entre elle et la France. A Lunéville, l'Autriche avait traité en deux qualités; d'abord pour elle-même, en son nom personnel, et toute liberté lui était réservée; l'Empereur, chef de sa maison, pouvait céder des territoires, en partage d'autres, élargir ou étendre ses États héréditaires; sous ce point de vue, sa souveraineté n'avait point de bornes. Mais d'après les clauses de ce même traité, l'Empereur, stipulant encore au nom des princes de l'Empire, se faisait fort d'assurer à la France toute la rive gauche du Rhin (1), sur laquelle plus d'un prince d'Allemagne avait des droits incontestés.

L'Autriche avait donc cédé des territoires qui n'étaient pas en sa possession; elle avait traité pour des suzerainetés en dehors d'elle, pour des sécularisations qui ne dépendaient pas de sa chancellerie; système toujours suivi à Vienne depuis le traité de Campo-Formio. L'Empereur n'avait-il pas un peu sacrifié le corps germanique au seul intérêt des États héréditaires? A Lunéville, on était allé plus loin; le négociateur avait promis, par des stipulations secrètes, des indemnités en Bavière, en raison des sacrifices que la maison d'Autriche s'imposait en Italie. Le cabinet de Vienne cherchait tous les moyens de s'arrondir après ses défaites et ses malheurs militaires, en faisant porter les sacrifices plutôt sur ses alliés que sur lui-même; et c'est ce que le corps germanique avait profondément senti.

En conséquence, la diète des princes de l'Empire

(1) « En stipulant, disait l'empereur d'Autriche, en mon nom propre, pour l'empire germanique, je n'ai pu me dissimuler que cette détermination était contraire à ses constitutions; que j'usurpais un pouvoir qui ne m'appartenait pas. J'ai fait, dans ma profonde affliction, tout ce que le devoir m'imposait pour m'en défendre. Mais le gouvernement français m'opposait les négociations de paix de Baden et de Basle, où déjà le chef de l'Empire s'était trouvé dans une semblable détresse. Il me pressait, menaçait de rompre les négociations et de reprendre les armes.

« Si, d'un côté, mon respect pour les constitutions de l'Empire me retenait, de l'autre, je n'étais pas moins effrayé de la triste situation où se trouvait tout parti de l'Allemagne, du danger imminent auquel une résistance pouvait exposer l'Empire. J'entendais les soupirs du peuple, les vœux de la nation qui demandait ardemment la paix; et je me persuadais que, placés dans la même situation que moi, les princes de l'Empire prendraient la même résolution. Les exemples de Basle et de Spire étaient présents à mes yeux, et plus encore les besoins de l'Allemagne et la supériorité des armes françaises. J'ai cédé aux instances d'une vainqueur exigeant et inflexible, et, dans cette pénible circonstance, je me suis le mieux persuadé que le témoignage d'une conscience pure, et les sentiments de confiance des membres de l'empire germanique m'offriraient les seules consolations qui pussent adoucir la rigueur des circonstances. » (Extrait de l'Empereur aux princes et seigneurs de la diète.)

(2) *Déclaration de la diète (mars 1801).*

« Le collège des princes délibérant sur la paix avec la république française, conclue à Lunéville, et signée le 5 du mois passé,

s'étant réunie à Ratisbonne, l'Empereur, dans un message plein de dignité et de triste résignation, l'avait invitée à délibérer sur les sacrifices pénibles qu'imposaient les résultats d'une guerre malheureuse avec la France; nul moyen de résistance n'était en ses mains; la paix était un besoin de tous les esprits, il fallait se décider à des cessions territoriales, à un remaniement des souverainetés, pour éviter que la lice des combats ne s'ouvrit une fois encore. La diète délibéra, et tout faisait présumer que dans une ratification définitive du traité de Lunéville, elle se résignerait à des sacrifices. De cette situation nouvelle il résulta une conséquence infaillible, c'est que l'Autriche vit diminuer son influence morale sur les princes de l'Empire; elle ne fut plus jugée et honorée comme une puissance protectrice; la couronne allemande se détachait successivement du front de l'Empereur. La maison d'Autriche se concentrait trop en elle-même, pour qu'on pût désormais perpétuer les droits antiques qu'elle tenait du manteau de pourpre et du sceptre de Charlemagne. Le droit germanique tendait à une nouvelle constitution; les vieux principes tombaient en poussière; la diète n'avait ni assez de force, ni assez d'indépendance pour les maintenir, et on s'explique comment, à la paix de Presbourg, François II dut substituer à son titre d'empereur d'Allemagne, celui plus exact et plus vrai d'empereur d'Autriche. En politique, les révolutions morales préparent de longue main les révolutions positives; un pouvoir est mort depuis longtemps avant qu'il ne tombe; on s'habille avant d'abdiquer (2).

par le plénipotentiaire de S. M. L., et sur l'ouverture qui en a été faite aux électeurs et princes, dans la lettre très-gracieuse de Sa Majesté, comme aussi sur le décret du commissaire impérial du 21 du mois passé, par lequel l'Empire fut invité à rallier la paix entre eux; et considérant tout ce qui s'est passé à l'égard de la pacification, comme aussi la situation malheureuse de l'empire germanique, et en sortant de la situation dans laquelle se trouve le corps de l'Allemagne, a reconnu généralement la nécessité impérieuse d'accélérer autant que possible l'ouvrage de la paix, et d'amener par là le terme des souffrances de tant de fidèles États et sujets de l'Empire, et il a en conséquence résolu: 1° que la pleine conviction que si l'urgence des circonstances l'eût permis, le droit des électeurs, princes et États, de coopérer aux négociations de paix, décidât clairement par les lois fondamentales de l'Empire, aurait sûrement eu lieu cette fois, d'après le respect que S. M. L. a si souvent témoigné pour la constitution germanique, et d'après l'assurance qu'elle en a donnée encore récemment; dans cette conviction, la diète est résolue d'adresser à Sa Majesté de très-humbles remerciements pour l'achèvement de la pacification, déjà préparée par la députation de l'Empire à Basle, et pour la sollicitude paternelle qu'elle n'a montrée de nouveau dans cette occasion; 2° de donner de la part de tout l'Empire, la résiliation absolue, pure et simple, des articles de paix conclus et signés par S. M. L. au nom de l'Empire, avec la république française; 3° de soumettre instantanément à la ratification de la ratification inter-générale du chef suprême de l'Empire, avec la prière pressante que Sa Majesté daigne très-gracieusement faire parvenir le plus tôt possible au gouvernement français cette accession pure et simple aux bases actuelle-

La Prusse s'était trouvée dans une position délicate depuis le rapprochement intime du premier consul et de Paul I^{er}; son système, pendant toute l'époque de la révolution française, aux premiers temps même du consulat, fut une neutralité impartiale et absolue, se maintenant dans un système égal entre la France et l'Angleterre. On se rappelle que, lors de la coalition de 1799, elle avait fortement résisté aux instances du prince Reppin, qui la pressait de se prononcer pour les coalisés. Depuis le ébangement brusque qui s'était opéré dans l'esprit du czar, la Prusse s'était trouvée en face d'exigences nouvelles; cet empereur qui la poussait, il y avait deux ans, contre la France, l'engageait alors à se prononcer fortement pour elle et à prendre ainsi parti contre l'Angleterre. Sur les instances de Paul, la Prusse accéda, par une stipulation formelle, aux principes de la ligue maritime; les délégués pressantes de Saint-Petersbourg et de Paris l'invitaient à s'emparer du Hanovre, des villes de Hambourg et de Lubeck, offertes à la vieille Prusse (1), comme indemnité des sacrifices de la guerre, riche lot qui aurait donné une si grande importance au cabinet de Berlin.

Le premier consul avait envoyé une seconde fois Duroc pour activer l'invasion du Hanovre et la prise de possession des villes indépendantes sur l'Elbe et la Baltique. Certes, la Prusse était parfaitement disposée à conquérir un territoire qui l'arrondissait si parfaitement; le Hanovre était une enclave néces-

saire à cette longue trainée de terre qui passait à travers l'Allemagne; et si l'on ajoute la possession de Hambourg et de Lubeck, on donnait à la Prusse des débouchés sur la Baltique et sur la mer du Nord, les plus belles conquêtes qu'elle pût jamais assurer à sa monarchie. Mais une telle démonstration de la part du cabinet de Berlin, entraînait de graves dangers; sous le point de vue moral, c'était la violation de la neutralité du Hanovre, solennellement proclamée et reconnue depuis les premières guerres de la révolution; la Prusse aurait ainsi osé un manquement inouï à la foi publique.

Matériellement, il s'agissait d'une guerre forte et soutenue contre la Grande-Bretagne; le Hanovre était la possession chérie des princes qui portaient la couronne d'Angleterre, l'origine de leur maison, le blason de leur noblesse; si un soldat prussien entra sur ce territoire, tout était dit pour l'état de paix avec la Grande-Bretagne; les villes maritimes, Stettin, Dantzick, Königsberg, allaient subir les plus tristes ravages; l'Angleterre mettrait embargo sur les navires, enverrait en course ses hardis matelots; quel avenir plein d'orages, que d'entamer une guerre de commerce, contre la véritable souveraine des mers? L'apparition de Nelson à Copenhague avait jeté la terreur dans toutes les cités de la Baltique.

Cependant, toujours pressé par l'action simultanée des deux cabinets de Paris et de Saint-Petersbourg, la Prusse résolut d'envahir le Hanovre (2), sans pré-

ment posées de la paix générale de l'Empire; enfin, que les pays malheureux sur lesquels pèse le lourd fardeau de la guerre en soient délivrés le plus tôt possible, et jouissent enfin des bienfaits de la paix après laquelle ils comptent. »

(1) « Les lettres de Brunswick du 22 mars, également reçues aujourd'hui, portent que l'on a reçu à Berlin la réponse du cabinet britannique à la note de M. de Bangwitz, et que des ordres ont été envoyés au duc de Brunswick de faire marcher plusieurs régiments dans l'électorat de Hanovre, et particulièrement d'occuper les ports qui se trouvent aux embouchures de l'Elbe, du Weser et de l'Emme. La ville de Hambourg se batte que les troupes prussiennes n'entreront point dans Hambourg ni dans Bremen, qu'elles se contenteront d'occuper les environs de ces deux villes, et que leur commerce ne sera point interrompu. »

« Le gouvernement français vient de faire au duc de Hanovre une demande qui a surpris tout le monde, excepté ceux qui ne veulent pas croire à sa répété, si la pénurie de sa trésorerie, et les difficultés qu'il aura de solder ses troupes à la paix. Sous prétexte qu'il lui était dû des soldes de compte considérables par la maison de Chapeauvieux et Comp., et pour plus de célérité dans l'arrangement de ces comptes, il eût fait demander par le ministre Talleyrand, une contribution de 4 millions de francs payable en trois jours, et il avait déjà écrit à valoir une lettre de change d'un million, qui avait été présentée pour l'acceptation. Le gouvernement français a déclaré toute la ville responsable de cette demande. Le sénat s'est assemblée aussitôt pour la prendre en considération, et l'on dit qu'il avait résolu de faire porter ce paiement sur certaines maisons opulentes qui avaient des propriétés et des fonds appartenant aux émigrés et aux héritiers de quelques Français qui ont été guillotinés pendant la révolution. »

« Quelques personnes croient voir dans cette demande que, par les arrangements déjà faits pour le partage de l'Allemagne, la

ville de Hambourg doit être au des lots du roi de Prusse, et que les Français témoignent en conséquence la plus grande avarice à pressurer l'usage avant d'en remettre l'exercice à qui elle doit revenir. »

« La ville de Francfort, menacée de perdre son indépendance, a envoyé à Paris le banquier Schmann, pour implorer ou acheter les bonités du gouvernement français. Ainsi, quand la république envahit un comitat militaire, on lui rendrait en comitat banquier. Tout est en règle; le valqueur précède du fer, ou du suif de fer. C'est une nouvelle propriété magique que les chimistes de la république ont découverte dans le fer. » (Dépêche d'un agent anglais à Berlin.)

(2) Note remise par M. le comte de Haugwitz à M. lord Carysfort, 12 février.

« Le sous-secrétaire d'Etat et du cabinet, a rendu compte au roi des deux notes que M. lord Carysfort, envoyé extraordinaire de S. M. Britannique, lui a fait l'honneur de lui remettre le 27 janvier et le 1^{er} février.

« Chargé par S. M. de faire une réponse détaillée à ces deux notes, le sous-secrétaire d'Etat à M. lord Carysfort, que la loi n'a pu, dans beaucoup de circonstances de regret, apprendre les mesures violentes et précipitées auxquelles s'est livrée la cour de Londres, contre les puissances maritimes du Nord. L'erreur seule a pu suggérer ces mesures, et les raisons alléguées dans la note du 27 janvier le démontrent suffisamment. Il est dit que : « La convention maritime a pour but de heurter les traités qui ont été jadis conclus avec l'Angleterre, de lui prescrire des lois sur des principes dont la neutralité ne serait que la préface, de les lui prescrire par la force et dans la vue d'élever contre elle une ligue hostile. »

« Rien n'est plus éloigné de la négociation dont il s'agit, que les causes qu'on lui suppose. La justice et la modération font

texte plausible pour justifier une telle violation de la neutralité. La Prusse partit des principes sur le droit maritime des neutres, étrangement méconnus par la Grande-Bretagne; elle voulut, par des notes successives, expliquer l'état de guerre qu'elle déclarait au Hanovre. Dans un long manifeste, très-embarrassé de pensées et d'expressions, M. de Haugwitz énumérait péniblement les prétendus griefs de la Prusse contre la Grande-Bretagne; M. de Haugwitz, expression du système français, copiait, pour ainsi dire, les dépêches de Duroc en ordonnant l'envahissement du Hanovre. Lorsque 50,000 Prussiens s'emparaient des principales cités de l'électorat, M. de Hardenberg rassurait le gouvernement britannique sur la véritable portée de ces actes; il ne s'agissait pas d'une occupation définitive, mais d'une détention provisoire, d'une prise de possession accidentelle; la Prusse serait toujours très-disposée, dans un traité définitif, à rendre le Hanovre à l'Angleterre, son alliée naturelle, seule et véritable propriétaire de cet électoral; le cabinet de Berlin ne cessait qu'à des circonstances impératives en signant le pacte maritime avec Paul I^{er} et le premier consul; il voulait éviter la guerre, et M. de Hardenberg ne le dissimulait pas dans sa correspondance privée avec les hommes d'État de l'Angleterre. Aussi, quand la mort du czar fut officiellement connue à Berlin, tout fut suspendu; les négociations reprirent avec la Grande-Bretagne dans les termes d'une mutuelle confiance; on secourut l'alliance trop intime de la France et de la Russie, afin de préparer les bases de la paix générale et le cabinet de Berlin resta dans sa neutralité (1).

La paix était alors le vœu et le cri de l'Allemagne comme du reste de l'Europe fatiguée de combats; tant de champs de bataille venaient d'être ensanglantés par ces grandes querelles des rois et des peuples! L'esprit de la Germanie était pacifique; il y avait partout un indicible entrainement pour le

premier consul; on se précipitait aux pieds de cette intelligence qui menait le monde, de cet homme prodigieux qui fermait les plaies de la révolution; on ne peut dire l'irrésistible tendance de toutes les âmes vers ce génie protecteur étendant ses ailes sur les premières années du XIX^e siècle. D'époque en époque il surgit une de ces puissances morales à qui rien ne résiste; elle entraîne tout sous son prestige; elle brille au ciel comme l'étoile du vieil-Orient qui annonça la naissance d'une foi nouvelle, et d'une régénération sociale. L'enthousiasme pour Bonaparte s'étendait de la France à l'Allemagne; on ne parlait que de lui, de Saint-Petersbourg à Lisbonne et à Madrid; on se faisait gloire de se rapprocher de cet homme qui dominait la génération de toute la hauteur de son génie!

CHAPITRE XLI.

PUISSANCES MÉRIDIONALES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LE CONSULAT.

Espagne. — Le prince de la Paix. — Urquijo. — Ambassade de Lucien à Madrid. — Traité spécial. — Cession du royaume d'Émirie. — La Louisiane. — Guerre contre le Portugal. — Traité de paix de Badajoz. — Négociations spéciales entre la France et le Portugal. — Naples. — Restauration de la royauté. — Occupation militaire. — Traité de cession. — L'île d'Elbe. — L'île Salate-Helme. — Formation du royaume d'Émirie. — Organisation des républiques italiennes. — La Piémont à la Sardaigne. — La Suisse.

Février à juin 1801.

Tandis que les grandes puissances du continent se levaient contre la France dans la dernière coali-

tiée, et la communication des plénipotentiaires à celles des puissances belligérantes qui ont eu l'équité et la pitié de s'y arrêter au moment leur attention, va le démontrer sans délai.

Lorsque, dans les premiers jours de janvier, le ministre de S. M. et sa sous-secrétaire le demandant si les cours du Nord valaient effectivement conclure la confédération dont le bruit se répandait, et si la Prusse y avait accédé, le roi, qui respecte les égards mutuels que les souverains se doivent entre eux et la liberté qui appartient à tout État indépendant de consulter ses propres intérêts sans en rendre compte à personne, crut devoir alors suspendre les communications qui intéressaient ses allies aussi bien que lui, et il se contenta de répondre que, puisque Sa Majesté avait vu, sans en témoigner d'inquiétude, les liens que l'Angleterre avait précédemment formés à son insu, elle se croyait en droit d'exiger la même confiance à son tour; et que, si le roi de la Grande-Bretagne se croyait appelé à soutenir les droits et les intérêts de ses États, Sa Majesté n'était pas moins obligée envers tout son peuple, de prendre tous les moyens propres à assurer ses intérêts et ses droits.

(1) Les accroissements successifs de la Prusse par son système

politique étaient immenses depuis son début. En 1701, le grand électeur, devenu roi par sa volonté, possédait des États dont la superficie était estimée 2,613 milles carrés d'Allemagne, de quinze en degré. Ces États se composaient de la marche de Brandebourg, du duché d'Ansbach-Poméranie, du duché de Magdebourg, d'Altenbourg et de Barchin, de la principauté de Bielefeld, du comté de Ravensberg, du comté de la Harde, du duché de Clèves et d'une partie du Massfeld. La population de ces divers pays s'élevait à 3,775,000 âmes. Depuis cette acquisition, savoir : en 1702, le comté de Lingen et la principauté de Neumünster; en 1707, Rensbourg et Valengin; en 1734, le duché de Gueldre; en 1729, Stettin et la Poméranie; en 1713, la Silésie et la Galicie; en 1743, l'Alsace; en 1773, la Prusse occidentale et le district de Neustadt; en 1791, Bareuth et Anspach; en 1793, la Prusse méridionale; en 1796, la nouvelle Prusse orientale. La superficie de ces nouvelles acquisitions est de 5,688 milles carrés, et leur population de 6,070,000 âmes.

Le roi Frédéric I^{er} passa en mourant, en 1713, 36,000 hommes sur pied; Frédéric-Guillaume I^{er}, en 1740, 77,000 hommes; Frédéric le Grand, en 1786, 300,000 hommes; et Frédéric-Guillaume II, en 1792, 550,000 hommes.

(Note de l'éditeur.)

tion, l'Espagne avait maintenu son alliance la plus intime, contractée sous le Directoire. Le système du ministre Urquijo, ce don Mariano poursuivi d'abord par l'inquisition, puis, conduit à la fortune par le comte d'Aranda, homme habile et national mais trop favorable à l'Angleterre, n'avait duré qu'un moment (1), et le prince de la Paix, Godoy, couvert de toutes les dignités de Castille, gouvernait toujours d'une manière absolue les résolutions politiques du cabinet de Madrid. Charles IV s'absorbait dans la solitude du *Buen-Retiro*, on dans les chasses sanglantes aux parcs qui bordent le Tage. Quelques heures de musique, des solos que le roi exécutait parfaitement sur le violon, faisaient la seule distraction du petit-fils de Louis XIV et du successeur de Charles-Quint. Le prince de la Paix, principal ministre, *prirado*, comme le disent les coutumes du palais en Espagne, gouvernait les affaires du royaume sans obstacle et sans contrôle; la reine Maria-Luiza obéissait aux moindres volontés de don Manuel Godoy, duc de la Alcudia, Altesse d'Espagne, et le temps marchait ainsi partagé entre l'Escurial, le *Buen-Retiro*, et ce beau palais d'Aranjuez où le fleuve coule sous les arbres, sorte d'oasis dans le désert, pour vous tous qui avez parcouru la route de la *Castilla Nueva*, en venant de Tolède à Madrid.

Ce fut au milieu de cette cour que Lucien arriva comme ambassadeur extraordinaire. Charles IV, Bourbon d'Espagne, avait parfaitement accueilli les envoyés de la convention et du Directoire; il dut se montrer plus empressé encore pour le propre frère du consul dont le nom jetait un si vif éclat, ce Bonaparte dont Maria-Luiza parlait avec tant d'enthousiasme. Lucien arrivait avec toutes les formes

des gentilshommes de la vieille monarchie; jeune homme aux belles manières, il copiait les ambassadeurs de la vieille cour, les Grammont, les Fronsac, et son voyage de Bayonne à Aranjuez, il l'avait accompli sur de beaux chevaux andalous que la cour d'Espagne lui avait fait préparer.

Lucien arrivait à Madrid, dans cette ville de processions et de fêtes, au milieu de ces enivrements du soleil de Castille, si puissant sur l'imagination et le cœur; Charles IV et son ministre, le prince de la Paix, la reine Maria-Luiza, le comblèrent de prévenances; la cour si monotone se para pour lui; il vit des courses de taureaux à la *Plaza Mayor*, il assista à ces pompes des grandes fonctions du taureau, au milieu de ces festons et de ces draperies de soie verte et jaune, de ces illuminations à cierges d'église, qui font de Madrid, dans les soirées de fête, comme une chapelle ardente (2). Il fut de toutes les parties royales, de toutes ces chasses où tombaient en si grand nombre le chevreuil agile, le faisan doré, la perdrix du Tage, qui se perd dans les bosquets de genêts et de lauriers-roses. Le roi ne lui parla que du premier consul et des admirations qu'il inspirait; le jeune frère de Bonaparte ne put discuter les affaires publiques que quelques jours après son arrivée à Madrid; ce fut au prince de la Paix qu'il s'ouvrit spécialement, parce que Manuel Godoy, le seul qui s'occupât de la monarchie, de son administration et de ses alliances, avait le gouvernement politique des royaumes d'Espagne et d'Amérique. Lucien déclara d'abord que la volonté de son frère était de consolider plus fortement que jamais l'alliance intime de la monarchie espagnole et de la France; le pacte de famille serait

(1) Le chevalier de Urquijo (Bartolome-Louis) naquit dans la vieille-Castille en 1708, et reçut une éducation soignée. Après avoir passé quelques années en Angleterre, il revint dans sa patrie, où il se fit connaître par une traduction de la *Mort de César*, tragédie de Voltaire, précédée d'un discours préliminaire sur l'origine et la situation présente du théâtre espagnol, et sa réformation indispensable. Cette traduction attira les regards du saint office : Urquijo aurait été emprisonné si le comte d'Aranda, premier secrétaire d'État, ayant remarqué son nom sur la liste des jeunes gentilshommes que le comte de Florida-Blanca, son prédécesseur, destinait à la diplomatie, n'eût persuadé à Charles IV de le nommer officier de la première secrétairerie d'État. Urquijo était parvenu sous le ministère de Manuel Godoy, alors duc de la Alcudia, à la place de premier commis de la première secrétairerie d'État et des dépêches, lorsque le portefeuille lui en fut confié provisoirement, au mois d'août 1798, après la démission de Hazzerda, qui conserva celui des finances; mais bientôt les infirmités de ce ministre l'ayant obligé de demander sa retraite, Urquijo le remplaça définitivement au ministère des affaires étrangères, par la protection de la reine. Fils du comte d'Aranda, d'un caractère ferme, actif et d'une pénétration impossible, Urquijo mit tous ses soins à réformer les abus, à encourager l'industrie et les arts. Il réalisa le premier en Europe l'abolition de l'esclavage, ouvrit l'Amérique méridionale aux savantes explorations de Humboldt, et seconda l'amiral Hazzerda, son ami, pour relever le marine.

(2) On parle beaucoup de la présentation de Lucien Bonaparte : tant ce que la rigueur de l'étiquette pouvait permettre de lui offrir en regards, et même en situations affectueuses, lui a été prodigué par le roi et la reine. Il a pu remarquer partout que, si son gouvernement a voulu, en le choisissant, donner un grand éclat à ses opérations politiques en Espagne, le nôtre ne se montre pas moins jaloux de lui en rendre le séjour agréable. Il n'y a qu'une voix sur la grâce et la convenance de sa manière de s'exprimer. Il n'a pas fait de discours à LL. MM., comme on s'y attendait; il n'a dit que quelques phrases, mais on aime à les répéter ainsi que les réponses qu'il a obtenues. Le roi lui a dit : Le premier consul peut compter sur ma loyauté, comme je compte sur la sienne, et chaque jour vous prouvera davantage avec quel plaisir je vous vois ici.

« Sur son voyage franc étranger, le roi a remarqué que l'hôte ne choisit qu'un seul ambassadeur français, le chevalier de Grammont, qui eût voyagé avec cette rapidité en Espagne. L'ambassadeur a répondu à ce sujet Sa Majesté de la réception ordonnée par lui sur la route. Il a ajouté que : « s'il avait été tous ces honneurs, c'était pour obtenir plus tôt le plus grand de tous, celui de sa présentation. »

« On cite aussi cette réponse de la reine : « Je vous vois avec plaisir. Nous savons que le premier consul a de l'amitié pour nous, et nous lui rendons bien : il peut compter sur notre bienveillance; puisqu'il nous a donné tant de preuves de la sienne. » Extrait d'une dépêche de l'envoyé prussien, en date de Madrid, 28 décembre.)

reconstitué sur d'autres éléments ; le premier consul, en témoignage de sa bonne et loyale amitié, créait pour le duc de Parme le royaume d'Étrurie, et, en souvenir de Charles-Quint, le pavillon espagnol flotterait sur les plaines de la Toscane.

Bonaparte ne s'arrêtait pas dans les expressions de sa confiance, il voulait assurer une récompense aux bons services de Manuel Godot ; il insinua qu'on pouvait donner à Charles IV, sous le titre d'empereur, la souveraineté réunie de toute la Péninsule avec ses deux capitales : Madrid et Lisbonne. Le Portugal était une dépendance naturelle de l'Espagne ; une mauvaise politique l'en avait séparé ; n'était-il pas contraire à tous les principes, à l'organisation naturelle du sol, que l'Angleterre fût maîtresse à Lisbonne, tandis que le roi d'Espagne n'avait aucune influence sur ce cabinet ? Pourquoi le prince de la Paix ne chercherait-il pas à se créer une grande souveraineté indépendante dans les Algarves ? L'armée espagnole pouvait marcher sur la frontière, s'emparer de Porto et de Lisbonne. Si un secours paraissait nécessaire, le premier consul fournirait une armée de 25 à 30,000 hommes, s'avancant des Pyrénées sur le Portugal, pour seconder l'expédition espagnole. En échange, le premier consul ne demandait que la restitution de la Louisiane, cédée à l'Espagne sous Louis XV par la faiblesse du ministère. La Louisiane pouvait préparer la conquête du Canada, cette colonie si française ; l'Espagne avait assez de riches possessions en Amérique ; il lui était même utile d'avoir sur la vaste ligne du Mexique, le vieil empire du Soleil, un auxiliaire aussi formidable que la France, pour la défendre contre les Américains et les Anglais ;

les intérêts seraient ainsi communs dans les deux mondes. Le premier consul demandait au cabinet de Madrid un concours actif et loyal contre l'Angleterre, l'ennemi des deux souverainetés ; il fallait déployer toutes les ressources de l'Espagne dans des armements maritimes, renouveler les vastes expéditions de la Manche, comme à l'époque de Philippe V contre les Anglais et la maison d'Autriche (1).

Le langage de Lucien battait singulièrement l'ambition du prince de la Paix et de Charles IV lui-même. Il n'y a rien qui caresse plus un roi faible que de lui parler d'accroître sa puissance, sans danger et sans dérangement ; l'idée d'une principauté indépendante était devenue la préoccupation absolue de Manuel Godot, car il y voyait un moyen d'échapper aux fatales conséquences d'une disgrâce. Charles IV, souvent malade, pouvait aller rejoindre, sous les voûtes froides de *San-Lorenzo*, le tombeau des rois de Castille, et son successeur Ferdinand avait eue une haine profonde contre le *précado* de sa mère, qui le tenait dans une sorte de captivité. Si donc Manuel Godot pouvait avoir une souveraineté sous la protection de la France, il sauvait sa fortune du naufrage politique. Rien d'étonnant que Godot écoutât avec un certain enthousiasme castillan les propositions militaires de Lucien ; il éprouvait un sentiment de fierté à commander les armées espagnoles dans une campagne contre le Portugal ; les poètes et les romanciers, toujours si pompeux dans leurs relations de batailles, n'allaient-ils pas le comparer au Cid, le héros du moyen âge, en célébrant ses prouesses chevaleresques ? Le favori voulait se donner de l'éclat ; il espérait y parvenir à la tête des troupes espagnoles.

(1) Traité secret signé à Madrid, le 21 mars 1801, par le prince de la Paix et le citoyen Lucien Bonaparte.

« Le premier consul de la république française et S. M. C. désirent bae d'une manière stable les Etats que le fils de l'Infant de Parme doit recevoir en équivalent du duché de Parme, sont convenus des articles suivants, et ont nommé pour plénipotentiaires, savoir : le premier consul, le citoyen Lucien Bonaparte, ambassadeur ordinaire de la république française, et S. M. C., le prince de la Paix, lesquels ont arrêté les articles suivants :

« Art. I^{er}. Le duc régnant de Parme renonce à perpétuité, pour lui et ses héritiers, au duché de Parme avec toutes ses dépendances, en faveur de la république française, et S. M. C. garantit cette renonciation. Le grand-duché de Toscane, auquel le grand-duc renonce également, et dont la cession est garantie par l'empereur d'Allemagne, sera donné au fils du duc de Parme, en indemnisation pour les pays cédés par l'Infant son père, et en conséquence d'un traité qui a été conclu antérieurement entre S. M. C. et la république française.

« 2. Le prince de Parme se rendra à Florence, où il sera reconnu souverain de toutes les possessions qui appartiennent au grand-duc, en recevant des autorités constituées du pays les clefs des forts, et le serment de fidélité qu'on doit lui prêter en qualité de souverain. Le premier consul contribuera de son autorité à ce que ces actes s'accomplissent paisiblement.

« 3. Le prince de Parme sera reconnu roi de Toscane, avec tous les honneurs qui y appartiennent à son rang. Le premier consul le

reconnaitra et le fera traiter comme tel par les autres puissances ; les démarches nécessaires à cet effet devront avoir lieu avant la prise de possession.

« 4. La partie de l'île d'Elbe qui appartient à la Toscane et dépend de cet Etat, restera au pouvoir de la république française, et le premier consul donnera en indemnité au roi de Toscane le pays de Piombino, qui appartient au roi de Naples.

« 5. Comme ce traité tire son origine de celui qui a été conclu par le premier consul avec S. M. C., et par lequel le roi cède à la France la possession de la Louisiane, les parties contractantes conviennent de mettre à exécution les articles du ce traité antérieur, et d'user de leurs droits respectifs jusqu'à l'apaisement des différends dont il est fait mention.

« 6. Comme la nouvelle maison qui s'établit en Toscane est de la famille d'Espagne, ces Etats seront à perpétuité une propriété de l'Espagne, et il sera appelé au trône ou l'un de la famille, si le roi actuel ou ses enfants n'avaient point de postérité ; dans ce cas, les fils de la famille régnante en Espagne succéderont à ses Etats.

« 7. Le premier consul et S. M. C. conviennent de procurer au duc régnant de Parme, en considération de sa renonciation en faveur de son fils, des indemnités proportionnelles, soit en possessions, soit en revenus.

« 8. Le présent traité sera ratifié et échangé dans trois semaines.

« Signé : Lucien Bonaparte.

« Le prince de la Paix. »

Dès que les promesses furent échangées et le traité d'alliance signé, la cour de Madrid se hâta de publier un manifeste pour dire les motifs de sa prise d'armes contre le Portugal. Les termes en étaient ambigus, obscurs; on voyait bien qu'il n'y avait en réalité aucun prétexte plausible pour expliquer cette guerre de famille, car plus d'un lien unissait les couronnes de Portugal et d'Espagne. Comme il fallait néanmoins des motifs de guerre (1), le manifeste, en célébrant la bonne amitié de la France et de l'Espagne, déclamaient contre la condescendance qu'avait eue le cabinet de Lisbonne, d'ouvrir ses ports aux Anglais, les ennemis de la paix maritime, lesquels exerçaient toute la puissance militaire et commerciale dans les cités portugaises. C'était pour les expulser qu'on prenait les

armes; depuis un siècle, le Portugal insultait la frontière d'Espagne; les querelles de bergers qui menaient leurs troupeaux sur les frontières des deux royaumes avaient amené des invasions à main armée; il fallait y mettre un terme.

Le manifeste que publiait en réponse la cour de Lisbonne, était plus modéré; il y respirait un sentiment de justice et d'équité; si, dans un style un peu emphatique, le prince régent invoquait le souvenir des Romains pour rappeler l'énergie des Lusitaniens, c'était là un reste de cette manière fanfaronne qui se rencontre sur le Tage, comme aux provinces de Castille. Le régent appelait tous les Portugais aux armes, pour repousser l'injuste agression de l'Espagne, annonçait des victoires pour la cause nationale (2).

(1) *Déclaration de guerre de S. M. le roi d'Espagne à S. M. T. F. la reine de Portugal.*

« Donné à Aranjuez, le 27 février 1801.

« Lorsque j'ai heureusement conclu la paix avec la république française, mon premier soin fut de procurer le même avantage aux autres puissances, particulièrement à celles dont les princes me sont attachés par les liens du sang. La république a bien voulu recevoir mes bons offices pour les uns et ma médiation pour les autres. Depuis cette époque j'ai fait plusieurs tentatives pour procurer au Portugal une paix avantageuse, qui y aurait ramené la sécurité. Dans ce but, que j'envieais uniquement pour le bonheur du Portugal, mon intention était de le séparer de l'Angleterre, à laquelle il procurait de grands avantages par sa situation maritime, et de le contrôler par ce moyen. S'il était possible, à une paix désirée de toute l'Europe et qu'elle seule s'oblige à troubler; mes emplacements semblaient vainement la répugnance que le cabinet portugais, influencé par celui de Londres, montra toujours pour entrer en négociation avec la république. Son pénultième signal à Paris, en 1797, un traité plus avantageux pour elle que la situation respective des deux puissances n'aurait pu le faire espérer.

« Cependant l'Angleterre, voyant qu'on arrachait de ses mains l'instrument si utile à ses vues ambitieuses, redoubla d'efforts, et trompant la crédulité de ce cabinet par des idées chimériques d'agrandissement, lui fit prendre l'étrange résolution de se refuser à la médiation, frustrant ainsi toutes mes espérances, se masquant à lui-même, et à ce qu'il devait à ma puissante intervention.

« Depuis ce temps la conduite de ce gouvernement a pris un caractère plus odieux, et mon content d'offrir à l'Angleterre, mon ennemi, tous les moyens qui ont été en son pouvoir pour me nuire, ainsi qu'à la république française mon allié, elle a porté l'extravagance jusqu'à oser ouvertement à mes sujets.

« Ainsi l'Europe l'a vu avec scandale offrir dans ses ports un asile assuré aux escadres ennemies et des croisières avantageuses d'où ses corsaires exerçaient utilement leurs hostilités contre mes vaisseaux et ceux de mon allié la république française. Ou a vu les navires portugais mêlés avec ceux des ennemis, laissant partir de leurs escadres, faciliter leurs approvisionnements et leurs transports, et prendre part à tous les actes d'hostilité que les Anglais commettaient contre moi; on a vu leurs équipages de guerre et les officiers de leur marine laisser les Français jusque dans le port de Carthagène; le Portugal les y a autorisés par le refus de donner une satisfaction convenable, et en commettant au Pérol de semblables excès contre mes sujets. Les ports du Portugal se sont marchés public des prises espagnoles et françaises faites sur leurs côtes mêmes à la vue de leurs forts, par les corsaires ennemis, tandis que leur armée condamnait les prises que mes sujets font en pleine mer. »

(2) *Déclaration du gouvernement portugais.*

« Clergé, noblesse et peuple !

« Vous savez tous que le prince qui vous gouverne, et dont nous sommes redevables à la Providence, cherché sans cesse à procurer par tous les moyens de justice et de loyauté, à ses vassaux, qu'il hérité comme ses propres enfants, le calme et la tranquillité nécessaires à leur bonheur, au milieu de toutes les agitations dont l'Europe a été la proie. Une vigilance active, une justice aussi ferme qu'impassible ont assuré au Portugal le repos qu'ils goûtaient depuis 1780 cet état, demeuré libre lorsque tant de contrées étaient subjuguées, offert à l'Europe l'exemple d'une fidélité scrupuleuse dans l'accomplissement de toutes ses promesses envers les nations étrangères; il a donné à l'Espagne un exemple plus récent de sa bonne foi dans l'observation des traités; une armée portugaise marche, en 1793, pour le secourir, et l'appui qu'elle reçoit de notre auguste souverain fut plutôt déterminé par les besoins de cette puissance que par les autres circonstances. Quelque chose qu'il en ait dû, n'a rien à craindre, et ne fonde que sur une justice rigoureuse ses droits à la reconnaissance; cependant, quoiqu'il s'agisse d'être, dans tous les cas, le premier puissance qui se montre sensible aux sentiments et à la conduite généreuse du Portugal, c'est elle qui, en terminant sa guerre contre la France, non seulement l'a compromise la nation qui l'avait secourue, mais lui déclara la guerre pour être restée fidèle à ses traités; elle prétend que ceux qui furent jurés en présence de Dieu et des hommes soient rompus tout à coup et que l'auguste prince et la nation deviennent parjure; cela suffirait pour exciter votre patriotisme; mais d'autres plus saints motifs doivent encore vous animer. Ou veut vous dégrader, vous avilir en vous réduisant à ne plus être que les simples courtiers de votre commerce; l'Espagne exige que nos ports soient gardés par ses troupes, pour une garantie de notre fidélité. Une nation qui sut résister aux Romains, conquérir l'Asie, enseigner une route sur les mers; secourir, lorsqu'elle était encore affaiblie, le jong héréditaire d'un sceptre étranger, recouvrer et maintenir son indépendance, cette nation, dis-je, doit naturellement rappeler les faits honorables de son histoire... Portugal! vos ennemis ont encore le courage et les sentiments d'honneur que nous ont transmis nos ancêtres:

« La justice est de notre côté: ainsi le vrai Dieu favorable à notre cause, punira par ses bras les injures de nos ennemis; il comblera de gloire notre glorieux et légitime souverain; notre dévouement, l'équité de notre cause, le souvenir de nos exploits nous garantissent la victoire: après cela, comment donner de l'empressement des troupes, milices, corps francs, etc. à se rassembler sous leurs chefs, et que leur attachement au prince qui nous gouverne, animé par l'honneur national, le dèle et l'ardeur qu'inspire une défense légitime, n'oppose à nos ennemis un rempart invincible? »

28 avril 1801. »

Le prince de la Paix, fier et glorieux de mener les bandes espagnoles au combat, s'était mis immédiatement en campagne; avec quelques vieux régiments il marcha vers l'Estramadure. En même temps, une armée d'observation, formée à Bayonne, sous les ordres du général Leclerc, pénétrait en Espagne, comme auxiliaire, afin de secourir le prince de la Paix dans son expédition lusitanienne. Le premier consul s'essayait à l'invasion de la Péninsule; le général Leclerc étudiait le pays; il voulait habituer les peuples à voir ses troupes et ses drapeaux. L'armée espagnole fit la conquête de quelques villes sur le territoire portugais; il y eut plus de démonstrations que de combats; le Portugal n'était pas une nation militairement organisée; la mollesse du climat avait enervé les populations des provinces au delà des monts; elles opposèrent peu de résistance. Le prince de la Paix, déployant une certaine activité dans sa bruyante invasion en Portugal, fit le siège d'Olivenza, et quelques jours de tranchée suffirent pour livrer la place; aucun obstacle ne se présentait pour arrêter la marche des Espagnols, et ce fut alors que, pour conjurer l'orage, le cabinet de Lisbonne se hâta de conclure un traité qui fut signé à Badajoz: les Portugais cédaient quelques conquêtes à l'Espagne pour lui tenir lieu d'indemnité de guerre, Olivenza spécialement, qui était la place de guerre des frontières (1).

Cette convention inopinément arrêtée ne remplis-

sait pas les vues du premier consul; et lorsque Lucien écrivit à son frère le résultat de la campagne du prince de la Paix, il fut fortement réprimandé, pour ne pas s'être opposé à une conclusion si peu favorable aux intérêts et aux plans politiques de la France? Le premier consul déclara: « Qu'un tel traité ne pouvait obliger la république, laquelle n'avait pas été partie contractante, et qu'en conséquence, le général Leclerc continuerait les hostilités contre le Portugal. » L'armée d'observation fut augmentée; des régiments durent se porter sur Bayonne; tout faisait présumer un mouvement militaire sérieux pour arriver à la pensée du premier consul, qui était d'arracher le Portugal à l'influence anglaise; rien ne serait définitif tant qu'on ne fermerait pas les ports de Lisbonne et de Porto aux Anglais. Les notes de Bonaparte sont pleines de fermeté et de colère; il pose le véritable état de la question: l'Espagne, c'est la France; le Portugal, l'Angleterre; toutes ces îles sont corrélatives; ces intérêts inséparables; le traité de Badajoz ne pouvait convenir au cabinet de Paris; il n'en tiendrait aucun compte.

L'Espagne et le Portugal furent également inquiets de la tournure que prenait une négociation qui soulevait des griefs si actifs dans l'âme du consul; aucun de ces cabinets n'avait la force et la volonté de blesser la France et d'irriter Bonaparte. On s'adressa de part et d'autre à Lucien, pour qu'il intervi-

(1) *Traité conclu entre l'Espagne et le Portugal.*

« Article 1^{er}. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre S. M. C. le roi d'Espagne, et S. A. R. le prince régent de Portugal et des Algarves, par mer ainsi que par terre, dans toute l'étendue de leurs royaumes et de leurs possessions; et toutes prises, qui auraient été faites sur mer, après la ratification du présent traité, seront fidèlement restituées avec tout ce qui leur appartient, ou la valeur respective en sera payée.

« Art. 2. S. A. R. fermera tous les ports de sa domination aux vaisseaux anglais en général.

« Art. 3. S. M. C. rendra à S. A. R. les fortifications et les places de Garumena, Arronches, Portalegre, Castel Davide, Barmar, Campo-Mayer et Ongueis, avec tous les territoires qui ont été conquis jusqu'ici, ou qui pourraient l'être dorénavant par ses armes, avec toute leur artillerie, leurs armes à feu, et autres magasins militaires, dans la même condition où ils étaient à l'époque de leur reddition; et S. M. C. conservera à titre de conquête la forteresse d'Olivenza avec son territoire et les habitants depuis les bords de la Guadiana, et les incorporera pour toujours avec ses propres États et sujets, la saidite rivière formant la limite respective entre les deux royaumes.

« Art. 4. S. A. R. le prince régent du Portugal et des Algarves ne permettra point de former sur les frontières aucun dépôt de contrebande et de marchandises prohibées, qui pût être préjudiciable aux intérêts de l'Espagne.

« Art. 5. S. A. R. bonifiera et réparera de suite tous les torts et dommages que les sujets de S. M. C. peuvent avoir éprouvés pendant la présente guerre, de la part des vaisseaux de la Grande-Bretagne, ou des sujets de la couronne de Portugal, et pour lesquels ils pourront légitimement réclamer des indemnités. De même S. M. C. s'engage à faire une satisfaction convenable pour toutes prises qui pourraient avoir été faites par les Espagnols en violation ou à la violation de son territoire portugais.

« Art. 5. Dans l'espace de trois mois à compter de la ratification du présent traité, S. A. R. fera payer au trésor de S. M. C. le montant des dépenses qui n'auraient pas été acquittées lorsque la guerre avec la France a cessé, et qui ont été le résultat de ladite guerre, suivant l'état que l'ambassadeur de S. M. C. en a déjà fourni, ou bien suivant l'état qu'il pourra en fournir de nouveau, sauf les erreurs qui s'y seraient glissées.

« Art. 7. Après la signature du présent traité, toutes les hostilités cesseront des deux côtés dans l'espace de vingt-quatre heures.

« Art. 8. Des deux côtés, tous les prisonniers qui pourront avoir été pris sur mer ou sur terre, seront mis en liberté et rendus dans l'espace de quinze jours après la publication du présent traité; au même temps les lettres qu'ils pourraient avoir contractées pendant le temps de leur prison, seront acquittées. Les malades et blessés resteront dans les hôpitaux respectifs où ils se trouvent, pour y être soignés, et ils seront pareillement rendus quand ils pourront se mettre en marche.

« Art. 9. S. M. C. s'engage à garantir à S. A. R. le prince régent du Portugal et des Algarves, l'indépendance de tous ses États et possessions, sous la plus stricte exception ni réserve.

« Art. 10. Les deux hautes parties contractantes s'engagent à renouveler le traité d'alliance défensive, qui existait entre les deux monarchies, mais avec les clauses et additions que pourraient exiger les rapports établis entre l'Espagne et la France; et les secours que les deux puissances devront se fournir mutuellement en cas de nécessité, seront stipulés par le même traité.

« Art. 11. Le présent traité sera ratifié dans l'espace de dix jours après sa signature, ou plus tôt, si faire se peut.

« Signé: Le prince de la paix.

« Louis Pinte de Souza.

« Fait à Badajoz, le 8 juin 1801. »

comme médiateur : le Portugal offrait de fermer immédiatement ses ports aux Anglais, et d'interdire toute communication au commerce et à l'industrie de la Grande-Bretagne. Le cabinet de Lisbonne déclarait entrer sans arrière-pensée dans la ligne des neutres, et par conséquent il mettait à la disposition de la France ses vaisseaux et sa marine; par un article secret, il ajoutait un subside de vingt millions, payables à Paris, et tout entiers à la disposition du premier consul, sans qu'il en fût fait compte à la trésorerie.

Avec ce subside, on ne comprenait pas ces gratifications intimes, presque toujours stipulées à la suite des négociations. Lucien reçut personnellement plus de cinq millions, réalisés en diamants pour que l'indemnité fût plus portative et plus secrète; on fit des dons à tout le monde, et M. de Talleyrand en eut sa part comme madame Bonaparte elle-même qui seconda la négociation par ses paroles auprès du premier consul. Depuis le Directoire, le Portugal avait toujours ainsi traité; on le considérait comme une sorte de vassalité dorée, la royauté de Golconde pour la diplomatie française, le pays des diamants, des rubis, des perles et des émeraudes, les *Mille* et une *Nuits* des négociateurs. Le premier consul s'apaisa; il avait besoin de tant de ressources pour organiser son pouvoir; aux uns il devait jeter des grades, aux autres des honneurs, et à tous de l'argent; quand il avait à faire la fortune d'un homme il lui confiait une ambassade à Madrid, à Lisbonne, dans ces pays enfin, qui n'avaient pas souffert de l'invasion française, et où un envoyé était assuré de faire fortune, parce qu'on s'intéressait à lui les mains pleines de richesses du Brésil et des mines du Mexique (1).

Tandis que le Portugal et l'Espagne rentraient en grâce auprès du premier consul, une émotion populaire, née dans la Calabre, àpre pays de montagnes, avait rétabli Ferdinand et la fière reine Caroline sur le trône; il s'était fait à Naples des exécutions sanglantes, parce que le mouvement qui plaça la couronne sur la tête des Bourbons était purement démocratique. On n'a pas assez étudié le véritable caractère des révolutions qui, à cette époque, s'opérèrent dans le midi de l'Europe; ce

n'était pas le bas peuple, les prolétaires, la démocratie en un mot, qui renversait les trônes en proclamant les républiques, c'étaient les classes nobles et bourgeoises, les professions scientifiques et industrielles; la multitude, sous l'action catholique et religieuse, habituée à la molle paresse des *lazzaroni*, ou à la vie active des montagnes, ne comprenait pas ces sortes de révolutions qui n'améliorent pas ses destinées, et se font tout entières au profit des vanités bourgeoises.

Presque partout dans l'Italie, le mouvement qui renversa les républiques éphémères fut entraîné par la démocratie; les paysans, les *lazzaroni*, réédifièrent les couronnes brisées; à Naples, comme dans le Piémont, les montagnards ou les dernières populations des villes furent les instruments les plus efficaces pour combattre le système français. La reine Caroline et le ministre Acton ne firent que la pensée de cette entreprise. S'ils devinrent cruels, c'est que la démocratie qu'ils représentaient est toujours implacable. Ainsi les choses se passèrent à Naples; le mouvement qui rétablit Ferdinand et Caroline se fit complètement par la multitude; elle s'agitait comme une mer soulevée, et nul pouvoir humain n'eût la force de la comprimer; la restauration fut sanglante, comme tout ce qui vient des masses. L'enthousiasme fut général parmi les *lazzaroni*; la démocratie, femme aux membres puissants, mit la couronne à son front, et ses bras ensanglantés montrèrent plus d'une tête sur l'échafaud; il y eut des exils, des exécutions meurtrières; époque de réaction contre la classe noble et bourgeoise, qui avait heurté les habitudes du peuple.

Cependant cette restauration de Ferdinand IV et de Caroline ne pouvait être qu'éphémère si la France se prononçait contre elle; quelques corps d'armée fortement dirigés par des généraux d'une si brillante valeur pouvaient soumettre Naples en une marche militaire et renverser le trône de Ferdinand. La rapide campagne de Macdonald dans la Pouille était au souvenir de tous. Le jour où le premier consul l'aurait commandé, 10,000 hommes devaient suffire pour accomplir l'œuvre; et après la paix de Lunéville (2), les forces considérables, choisies dans

(1) Je donnerai plus tard le texte de l'arrêt dénuilié qui n'est que du mois de septembre.

(2) J. Murat, général en chef, aux troupes envoyées dans les États napoléoniens.

Au quartier général de Florence, le 11 germinal an IX (30 avril 1801).

« Robdais,

« Vous vous avancez pour combattre les Napoléoniens; ils ont posé les armes devant vous; votre présence a suffi pour obtenir ce que votre valeur allait commander. Un tel trop long-temps abusé sur ses propres intérêts, a conclu la paix avec la république française, et chassé de ses ports l'ennemi de la

France, l'ennemi de l'Europe, l'insatiable et perfide Anglais.

« Vous allez entrer paisiblement sur le territoire que vous voulez envahir; vous allez occuper des cités napoléoniennes; la concorde, la confiance, l'amitié vous en ouvrent les portes, vous les malicieuses à l'abri de l'influence et des dards du cabinet de Saint-James; vous y montrerez dans votre conduite la modération, la noblesse, la générosité qui conviennent au caractère national.

« Numéros au gouvernement devenu l'ami du gouvernement français; respectez la religion, les mœurs, les préjugés même, s'il le faut, du peuple parmi lequel vous allez vivre; songez toujours qu'il est digne de vous d'être l'exemple du monde,

l'armée d'Italie et d'Allemagne, furent dirigées vers Naples, sous le général Murat, afin de maintenir le peuple dans le respect et l'obéissance. Nul ne pouvait braver l'immense puissance de la république française. La reine Caroline, toujours si active, parcourut le monde comme les princesses de la vieille chevalerie, pour implorer secours et appui; unie par les liens du sang à la famille impériale d'Autriche, la reine dut trouver à Vienne un vif et puissant intérêt; on fit des vers sur son infortune; fille de l'illustre Marie-Thérèse, elle montra une pieuse vénération pour sa mère, si grande dans les annales de l'Empire. On pleura, dans les cercles, sur les persécutions qu'elle avait éprouvées; on exalta son mâle courage; mais l'Autriche était tellement abaisée après Lunéville, qu'elle put à peine songer à ses alliés.

La seule et forte protection pour préserver la couronne de Naples, fut celle de Paul I^{er}. Ici Bonaparte avait tout à ménager; il cherchait à s'attirer l'alliance intime de la Russie; le premier consul agissait politiquement avec le czar; il céda à toutes ses demandes, à ses plus intimes desirs, caressant même ses fantaisies; et quand, touché des pleurs

mais que vous n'êtes pas chargés d'en être les réformateurs.

« Soldats, c'est vous qui, depuis dix ans, soutenez, les armes à la main, la gloire du nom français; il vous appartient encore de la soutenir, de l'augmenter s'il est possible, après la victoire: l'Europe apprendra à vous redouter, qu'elle apprenne maintenant à vous chérir, faites que bientôt on dise: ils sont grands par leurs vertus sociales, sages que par leurs vertus guerrières. Le gouvernement vous regarde, il distinguera les corps qui, durant la paix, auront su conquérir chez l'étranger le plus de respect et d'amour, comme il a distingué pendant la guerre ceux qui se sont montrés les plus terribles dans les combats.

« Vous devez trouver à venir tout, chez les Napolitains, tous les sentiments et tous les bons offices de l'amitié. Effaçons tous les anciens souvenirs... Mais malheur à la nation entière, si le perfide faisait couler une seule goutte de sang français!

« Signé: J. Murat. »

(1) Armistice entre le roi de Naples et la république française.

Pécédés des acclamations de générosité et de modération qui saluèrent le gouvernement français, et des témoignages de bienveillance que S. M. l'empereur de toutes les Russies a constamment manifestés envers la cour de Naples; voulant enfin mettre un terme aux maux de la guerre entre la France et S. M. Sicilienne, et contribuer de concert à la paix générale; le général Murat, commandant en chef l'armée d'observation, et M. le comte de Damas, commandant en chef celle de S. M. le roi des Deux-Siciles, sont convenus d'un armistice aux conditions suivantes.

Art. 1^{er}. L'armistice aura lieu entre les armées de S. M. Sicilienne et celles de la république française par terre et par mer. Toutes les prises faites dix jours après la signature des présentes seront réduites réciproquement.

2. L'armée napolitaine évacuera les États de l'Église et se mettra au marche deux jours après la signature de l'armistice. Six jours après, au plus tard, l'évacuation devra être effectuée.

3. L'armée française conservera ses positions, occupant Terzi et suivant la Vero jusqu'à son embouchure dans le Tibre, sans avoir à passer ces limites.

4. Tous les ports de Naples et du Sicile seront fermés à tous les vaisseaux de guerre ou de commerce anglais ou turcs jusqu'à

de la reine Caroline, Paul demanda le rétablissement de la famille de Ferdinand à Naples. Bonaparte y consentit et ne fit aucune difficulté de traiter à des conditions raisonnables; le mouvement de Murat, si prompt et si décidé, fut arrêté par ordre du premier consul; il ne put voir ni Portici ni le Vésuve sur lequel, plus tard, il devait régner. Un traité fut signé à Florence; Ferdinand, reconnu de nouveau par la république française, céda en compensation l'île d'Elbe, la principauté de Piombino et les présides de Toscane: on renouvelait la même stipulation que pour le traité conclu avec le Portugal, en déclarant que les ports des Deux-Siciles seraient fermés aux Anglais. C'était le système commercial et politique du consulat; Bonaparte, en privant les États maritimes du moyen unique qui les faisait vivre, plaçait l'Europe sous la nécessité de la contrebande (1).

A Naples alors commença ce gouvernement démocratique, sous le ministre Acton, qui fit tomber tant de têtes nobles trop dévouées à la révolution française; les lazzaroni et les paysans des Abruzzes furent maîtres du pouvoir et punirent ceux qui avaient livré leur patrie à la France: souvent les

la paix définitive entre la France et ces deux puissances. Les vaisseaux qui se trouveraient dans lesdits ports après la signature de l'armistice, devront en sortir dans les vingt-quatre heures qui suivront la notification qui en sera faite. Les bâtiments de guerre et de commerce de la république française et de ses alliés jouiront dans les ports des Deux-Siciles de tous les privilèges accordés aux nations les plus favorisées.

5. Toute communication entre Porto-Ferrajo et Longone cessera pendant que les Anglais occuperont le port.

6. Tous les ports de la république française seront ouverts durant l'armistice à tous les bâtiments napolitains.

7. Il ne sera donné aux bâtiments turcs ou anglais qui pourront se trouver dans les ports de Naples et de Sicile, aucunes munitions de guerre ni de bouche, si ce n'est ce qui pourra être nécessaire à leur subsistance pour se rendre à leur destination ou dans les ports les plus voisins.

8. Le citoyen Bontempio, le général Damas et le général Menecours, ainsi que tous les Français faits prisonniers à leur retour d'Égypte, devront être rendus au moment même. Immédiatement après, on rendra les prisonniers napolitains.

9. Tout tribunal de rigueur étant aboli dans le royaume des Deux-Siciles, S. M. Sicilienne s'engage à faire droit aux réclamations du gouvernement français, dans les négociations qui auront lieu pour la paix définitive, en ce qui pourra concerner les intérêts des personnes détenues en émigrés pour cause d'opinions.

10. L'armistice sera de trente jours, en s'entendant réciproquement dix jours avant le reprise des hostilités.

11. Le gouvernement français nommera un plénipotentiaire pour traiter de la paix. La cour de Naples a déjà expédié au quartier général de l'armée d'observation le chevalier Richeroux, avec des pleins pouvoirs et cet effet.

12. Il sera nommé par les généraux commandant en chef, des officiers d'état-major respectifs, chargés de veiller à l'exécution des articles ci-dessus.

Vaut et conclut par nous, généraux en chef de l'armée d'observation et de l'armée napolitaine, au quartier général du Volturne le 27 pluviose an IX (12 février 1801).

Signé: Pour le général Damas, le chevalier Richeroux.

Joséph Murat, général en chef.

restauration des monarchies ne sont que des mouvements populaires au nom d'un roi. Ferdinand ne quitta point Palerme, laissant le soin de ses vengeances aux masses agitées. On écarta par centaines; il y eut des tribunaux révolutionnaires et des massacres ordonnés par le peuple; Acton en fut l'organe et le ministre salué par les montagnards qui se répondirent dans la rue de Tolède, toujours si animée comme au temps de Mazaniello. Rien ne se fait en Italie comme dans les pays du Nord; la plupart des révolutions y sont des vèpres siciliennes.

Dans le traité avec la cour de Naples, le premier consul avait insisté spécialement sur la cession de l'île d'Elbe; les notes du cabinet en font une condition impérative; l'île d'Elbe, par une cruelle fatalité, semble plaire au premier consul; située vis-à-vis de la Toscane, elle lui rappelle des souvenirs de famille: « Il nous faut l'île d'Elbe, » écrit-il à son ministre à Florence. Rapprochement singulier! A ce moment Bonaparte souhaite comme station maritime et militaire l'île d'Elbe dans la Méditerranée, et l'île Sainte-Hélène dans l'Océan; jeu cruel de la fortune, triste moquerie de la destinée, sourire du malheur qui vous apparaît dans les plus grandes joies de la vie, comme l'on voit dans les tableaux de Holbein, au milieu des danses les plus gracieuses, sous les feux scintillants de lumière, la Mort qui se dessine au fond du tableau, souriant d'une manière étrange! Et ce qu'il y a de plus remarquable encore c'est que, dans les descriptions que le premier consul fit faire de Sainte-Hélène, dans celles même qui furent publiées par les journaux, sous la censure, cette île qui lui paraissait à lui, l'empereur captif, un séjour de désolation, un tombeau vivant, prenait un aspect des plus poétiques alors qu'il en désirait la possession.

Dans un rapport, publié par un capitaine de la

(1) Le rapport du capitaine conclut en style de pastorale la description de Sainte-Hélène :

« Le mélange confiné des deux races adoucit chaque jour cette île que nous apportent les nègres de la côte d'Afrique. Les enfants qui naissent de ces alliances sont remarquables, non-seulement par l'élégance de leur taille et la régularité de leurs traits, mais encore par cette fraîcheur de carnation que n'avait eue nulle part au sein des noirs, et qui perce à travers la couleur encore foncée de leur teint. Les jeunes maîtres seraient véritablement de charmantes créatures, si on ne les voyait à côté des filles des colons.

« En quelle circonstance de sa vie ne se trouverait-on pas heureux d'arriver dans un tel pays! Mais songez-vous à tout ce qu'on doit éprouver, après une traversée d'au moins deux mille lieues, en sortant du bruit, de la confusion et de la malpropreté d'un vaisseau? Aussi ne manque-t-on jamais d'y relâcher, soit en allant d'Angleterre ou des Indes d'Amérique aux Indes orientales, soit lorsqu'on en revient. Les vaisseaux s'y fournissent de légumes frais, ainsi que de bétail, qu'ils enlèvent quelquefois en si grande quantité, que les habitants de l'île, savoir, 3 ou 400 familles qui y sont établies à demeure, et 400 hommes de garnison anglaise,

marine de France, on trouve la plus suave description de l'île où l'empereur, avancé déjà dans la vie, devait finir sa carrière. « C'est de Sainte-Hélène, dit le rapport, qu'on nous avons relâché, que je vous écris, ou plutôt du paradis terrestre. Figurez-vous, entre l'Afrique et l'Amérique, au milieu de l'Océan, à six cents lieues au moins de toutes côtes, un jardin de six lieues de tour, formé, dans le creux d'un rocher, inaccessible d'aucun côté si ce n'est par un seul endroit. Sur ce rocher, le temps a amassé une couche d'un pied et demi d'une terre végétale très-fertile, et là croissent les orangers, les figuiers, les grenadiers au milieu du froment, à côté de l'arbre à café, parmi les légumes et les fruits d'Amérique et la plupart de ceux du nord de l'Europe. Auprès d'un arbre chargé de fleurs, on aperçoit un arbré de même espèce portant déjà des fruits verts, tandis que, sur un autre, on en peut cueillir de mûrs, et au milieu de tout cela des montagnes qu'on aperçoit de vingt-cinq lieues en mer, s'élevant couvertes et couronnées d'arbres d'une éternelle verdure. De loin on s'imagine voir l'île de Calypso; arrivé, on se croit transporté dans le séjour du bonheur; l'air y est pur, le ciel serein, et tout semble calme autour de vous: la santé brille sur les visages de tous les habitants, soit que le pays les ait vus naître, ou qu'ils y aient même apporté un tempérament épuisé par un trop long séjour dans les Indes orientales. » Ainsi parlait alors un capitaine de la marine de France. Quinze ans après, le climat n'avait point changé; le sol n'avait point un aspect différent; quand l'empereur, le cœur brisé par l'infortune, fut jeté sur cette terre lointaine, les roses avaient toujours leur parfum, les lilas de la tropique pendaient sur les torrents, et leurs grappes d'or, suspendues aux lianes, n'avaient pas cessé de servir de nids aux colibris, à l'oiseau moqueur ou au perroquet babillard (1). Hélas! que ne change la

on trouvait réduits pendant des mois entiers à la viande salée. Mais cela se réparait promptement, vu l'excellence des pilgrages: les bœufs par exemple, y peuvent être tés à trois ans; on ne les tue qu'à cinq en Angleterre. Quelquefois aussi, dans les grandes sécheresses, on a été obligé de les tuer faute de fourrage; mais les sécheresses sont si très-rare, on n'a pas non plus à Sainte-Hélène ces longues saisons de pluies qui rendent nos colonies si malsaines; la sécheresse du ciel n'y est interrompue de temps en temps que par de douces ondées. Au dixième degré de latitude, Sainte-Hélène he connaît ni reptiles, ni insectes venimeux. Le seul danger qu'aurait à redouter les habitants, c'est une nuée de sauterelles qui dévorent leurs moissons; alors il faut faire venir des provisions d'Angleterre, et le trajet est bien long. Mais qu'en ne croie pas qu'ils soient jamais exposés à une disette que leur position rendrait effroyable. Outre les légumes et les fruits qui ne leur manquent jamais, la nature, qui semble avoir tout fait pour cette île heureuse, a rassemblé tout autour les meilleurs poissons en abondance. On en compte jusqu'à soixante et dix espèces dans les mers qui l'environnent. » (Rapport sur la situation de Sainte-Hélène.)

captivité? Lorsque les bras ne sont plus libres, lorsque la pensée se comprime dans le crâne brisé, lorsque la fierté déchue voit sa destinée finie, tout se flétrit devant les yeux; dans une prison le soleil n'a plus son éclat, l'eau de la source est empoisonnée: sous la corolle de la fleur, aux couleurs suaves, le basilic se cache et vous darde ses regards méchants. Le supplice de l'empereur ne vint pas du climat qui brûle, du vent de mer qui soufflait aux vitres dans les échasses, mais de cette contrainte d'une âme fatalement comprimée qui avait rêvé l'empire du monde et s'éteignait sur un rocher.

Si la France se faisait céder l'île d'Elbe, elle constituait la Toscane en royaume d'Étrurie; création singulière que celle de ce royaume stipulé dans un traité avec l'Espagne au profit d'un infant; Bonaparte n'y croyait pas plus que l'Europe; c'était un jeu, une ruse vis-à-vis du roi Charles IV pour l'engager plus immédiatement dans ses desseins. La Toscane, magnifiquement cultivée sous le ciel d'Italie, avait vécu paisible pendant l'administration des grands-ducs de la maison d'Autriche; sa population heureuse n'avait aucune tendance vers les révolts et les agitations populaires; elle ne repugnait point à une royauté; cette forme convenait au pays des monuments et des artistes si noblement protégés. Mais la Toscane, placée au milieu de toutes les républiques italiennes, la Transalpine, la Cisalpine, la Ligurienne même, ferait contraste avec toutes les autres formes sociales, comme un pays isolé sans relations avec ses voisins. La Toscane, environnée de républiques, serait toujours à la veille d'être englobée par la violence; il fallait se résigner à subir tous les complots, toutes les agitations de sa noblesse, très-avancée dans les idées d'émancipation et de liberté; la couronne de l'infant serait emportée par la tempête.

L'organisation du royaume d'Étrurie, je le répète, n'était point un acte sincère de la part de Bonaparte; il n'avait aucune probabilité de durée, et lorsqu'il l'avait conféré à l'infant don Louis de Parme, il s'y était décidé par deux motifs : 1° donner à l'Espagne un gage, afin qu'elle accédât à son système; 2° abaisser les Bourbons en les au mônant d'une

(1) J'ai trouvé à Florence un autographe de ce jeune roi, le voici : *Louis XVIII, par la grâce de Dieu, l'infant d'Espagne, roi d'Étrurie.*

« En conséquence du traité solennel conclu et signé à Lunéville le 8 février dernier, et des conventions qui en ont été la suite : nous, apôtre au trône auguste de Toscane, chargeons le marquis de Gallinella, comte César Ventura, grand-croix de l'ordre royal de Charles III, gentilhomme de la chambre en exercice, et conseiller du conseil privé de S. A. R. l'infant de Parme, de prendre en notre nom royal et en qualité de notre plénipotentiaire, possession du royaume de Toscane; de recevoir à cet effet les hommages et serments d'inséparation dans la forme accoutumée, et de veiller à la solennité jusqu'à lui faite dans de pareilles occasions.

couronne de second ordre, affront babile jeté à Louis XVIII. Il y avait orgueil dans le chef de la république française quand il créait ainsi un monarque; le consul élevait un trône et ne voulait point s'y asseoir. Ainsi les Romains faisaient des rois et les envoyaient régner en Asie, dans l'Afrique, sur quelques provinces éloignées, et le tribut qu'ils payaient à Rome était un hommage de plus à sa gloire et à la force de sa république. Bonaparte, rappelant ses souvenirs d'antiquité, faisait appel à ses grandes idées historiques (1).

Si la Toscane était organisée en monarchie, quelques concessions étaient également faites au nouveau pape élu sous le nom de Pie VII; le premier consul consentit à lui rendre Rome, mais sans les légations, et comme il sentait la nécessité de se concilier le clergé pour gouverner l'Italie, il rétablit la papauté dans la ville sainte, projet vaste qui se rattachait aux idées de concordat, mesure arrêtée déjà dans sa tête puissante. Par les articles secrets du traité de Lunéville, l'indépendance de la ville de Rome était reconnue sous le gouvernement spirituel et temporel du pape; l'Autriche n'avait mis aucun intérêt à restituer les légations, parce qu'elle les considérait toujours comme une annexe probable de ses propres domaines en Italie; tôt ou tard elles viendraient se confondre avec les possessions des empereurs. La cour de Vienne voyait sans aucune inquiétude les établissements éphémères qui, sous le titre de républiques, embrassaient une grande partie des provinces d'Italie, après la conquête des Français; comme l'Autriche savait que ces établissements n'avaient rien de stable, et qu'ils tomberaient à la première guerre heureuse, elle pensait que dans l'avenir tous ces territoires lui écherraient en héritage, et, dans ce but, elle s'opposait souvent au rétablissement des souverainetés légitimes en Italie, parce que ces restaurations portaient un principe de stabilité.

Quelle pouvait être la valeur réelle ou historique de ces gouvernements de la Cisalpine et de la Transalpine? Quel avenir serait réservé à ces démocraties improvisées par des constitutions sans racines dans le sol, dans le peuple et dans la religion, et qui ne

« Nous ordonnons de reconnaître ledit marquis César Ventura en qualité de notre plénipotentiaire, comme ci-dessus, jusqu'à notre arrivée.

« Nous confirmons, jusqu'à nouvel ordre contraire, toutes les lois, décrets et coutumes aujourd'hui en vigueur, comme aussi le gouvernement actuel provisoire, les individus qui le composent, ainsi que les gouverneurs, commissaires provinciaux, juges et tribunaux de justice, et tous les autres employés aujourd'hui dans les départements civils, militaires et de finances. Nous chargeons ledit gouvernement provisoire de donner à qui il appartient les ordres et communications nécessaires pour que notre présente disposition ait son effet.

« Donné à Parme, ce jour d'hui, 25 juillet 1800.

« Signé : Louis. »

vivaient que par la France, dont les ordres étaient exécutés à Milan, à Gènes ? On échangeait les formes des magistratures sur les premières invitations des envoyés français ; Paris adoptait-il un type de gouvernement, le directoire ou le consulat, tout aussitôt la même pensée se reproduisait à Milan, à Gènes, à Turin ; les revenus de ces républiques venaient s'engloutir dans les caisses publiques de France, ou dans la spéculation de ses agents. A la cour du consulat, les diamants de la Cisalpine ou de la Transalpine se tressaient en torsade sur la tête des jeunes femmes ; les armées des républiques d'Italie se formaient en légions pour suivre le drapeau tricolore ; leur indépendance était un vain mot, et la diplomatie de l'Europe les considérait comme des annexes de la France, sans existence à part dans le mouvement politique ou militaire.

Le gouvernement du consul s'était montré plus sincère en réunissant franchement le Piémont à son territoire, par un système de division militaire ; un arrêté, sans déclarer précisément que le Piémont faisait partie de la France, l'avait organisé sous un gouverneur spécial ; Bonaparte ne tenait plus compte de ses promesses vis-à-vis de la Russie (1). Dans toutes ses négociations avec l'empereur Paul, le premier consul était convenu de deux bases principales : 1° le rétablissement de la royauté à Naples ; 2° l'indépendance du Piémont sous la maison de Savoie. Bonaparte avait tenu exactement sa parole pour Naples ; les Bourbons y étaient rétablis sous Ferdinand et Caroline ; allait-il s'affranchir de ses engagements à l'égard du Piémont ? Si Paul avait vécu, monarque impérieux, il aurait fait une condition expresse de la restauration des Carignan, comme il l'avait imposée dans sa primitive alliance. Mais, depuis sa mort, le consul n'avait pas tant de ménagements à garder envers la Russie ; les dispositions d'Alexandre à l'égard du premier consul n'étaient plus les mêmes ; un autre système politique commençait. Le Piémont était une annexe considérable, un beau pays sur les frontières de France ; sa population était brave, industrieuse ; terre de culture et de montagnes, le Piémont se distinguait des autres portions de l'Italie, lieux de délices et de mollesse. En prenant la résolution d'établir une division militaire au delà des Alpes, Bonaparte ne décidait pas définitivement la question territoriale ; ce n'était pour ainsi dire qu'un provisoire d'administration, sur lequel on prononcerait dans la paix générale ; le Piémont n'était ni république indépendante, ni France, il formait un gouvernement à part, une pierre d'attente pour un traité.

Au reste, tel était le caractère des rapports du

premier consul avec ses alliés, qu'il ne laissait à aucun gouvernement son indépendance ; pour lui, les alliés n'étaient que des tributaires, des peuples qui devaient le sacrifice de toutes les conditions d'un état libre ; ainsi agissait-on à l'égard de l'Espagne et du Portugal, pays écrasés déjà sous les contributions de guerre, les levées d'hommes et de chevaux. Il n'y avait là nulle opposition à faire, nulle remontrance à formuler ; toute la politique de ces cabinets secondaires était d'obéir. Bonaparte avait ainsi traité la Hollande ; ses envoyés commandaient la politique à suivre, et les principes d'après lesquels on devait agir ; le consul gouvernait à La Haye et à Amsterdam aussi fièrement qu'à Paris ; ici il imposait la suppression d'un journal injurieux à sa personne, comme condition de bons rapports et de bonne alliance ; là il levait des impôts, ou demandait des emprunts avec toutes les formes de commandement ; la Hollande formant une puissance maritime redoutable, Bonaparte y tenait plus qu'à toute autre, parce qu'elle pouvait fournir des vaisseaux contre le système dominateur de l'Angleterre. La police du consul allait à ce point, que, lorsqu'il y avait sur le territoire neutre et allié, des hommes qui déplaisaient à sa police ombrageuse, il faisait proclamer leur expulsion par un système d'influence blessant pour l'Europe. Il n'y avait pas moyen de traiter d'une manière sûre et régulière avec un pouvoir qui ne laissait aucune liberté aux États intermédiaires (2).

Ce système d'oppression à l'égard des faibles, Bonaparte l'avait suivi spécialement vis-à-vis de la Suisse, confédération qui s'agitait depuis huit années dans des troubles incessants ; l'influence française se faisait sentir sur les cantons ; le grand conseil n'avait pas encore secoué la conquête de la Suisse par Brune ; Berne se ressentait de cette invasion subite, et du pillage de son trésor, qui avait servi à la campagne d'Égypte ; la révolution française avait divisé les cantons entre eux, excité les prolétaires contre la classe bourgeoise, les paysans contre les patriciens, les jeunes familles contre les anciennes. Il y avait tant d'éléments de discorde parmi les cantons suisses, tant de principes hostiles ! la ville contre la campagne, le riche contre le pauvre, le démocrate contre l'aristocrate, les cantons protestants à côté des cantons catholiques, et puis trois langues différentes, l'allemand, le français et l'italien ! C'est dans ce heurtement de toutes choses que le Directoire, et le consulat après lui, essayaient de dominer la Suisse, sous le semblant d'une médiation.

On ne peut dire toutes les intrigues, toutes les

(1) Ceci fut l'objet de longues négociations entre M. de Kalitachef, et le premier consul. J'en parlerai plus tard.

(2) Dépêche du ministre prussien sur la situation de la Hollande.

menées secrètes qui préparèrent la puissance absolue de la France sur les cantons helvétiques. L'Autriche s'en inquiétait vivement, car Bonaparte ne dominait pas la Suisse pour en faire seulement les limites d'un système définitif, mais encore comme un poste militaire d'où l'on pouvait pénétrer jusque dans l'Italie et le Tyrol. Maître de la Suisse et du Piémont, la clef du passage des Alpes, Bonaparte put à son gré envahir l'Allemagne méridionale et toute la péninsule italique. Il n'y eut plus de sécurité pour l'Autriche, dès que la Suisse cessa d'être indépendante; et voilà ce qui explique comment le cabinet de Vienne prit les armes et repartit incessamment dans la lie des batailles. Toute paix n'était désormais qu'une trêve pour le centre de l'Europe; Bonaparte, du haut des Alpes, disposait de son champ d'invasion; et son aigle pouvait s'élancer sur Munich, Vienne ou Rome, selon le caprice de ses ailes!

CHAPITRE XLII.

SITUATION DES IDÉES RELIGIEUSES, LE CONCORDAT.

Les trois Églises de France. — 1° Les évêques constitutionnels. — Leur concile. — 2° Les orthodoxes assermentés. — 3° Les réfractaires. — Vaste projet de Bonaparte pour la reconstitution religieuse de la France. — Ses premiers rapports avec les papes. — Esprit de sa campagne de Merengh. — Ses correspondances avec Pie VII. — Mission du ministre Canclaux. — Voyages du cardinal Gonsalvi à Paris. — Instructions du pape. — Les conférences avec Bonaparte. — Nomination des plénipotentiaires. — Influence de l'abbé Bernier. — Question des démissions. — Église exilée. — Bref aux évêques démissionnaires. — Réponse des évêques en Angleterre. — Concordat. — Les évêchés. — Les cures. — Les biens du clergé. — Promesse d'une dotacion fixe. — Les légats. — Le cardinal Caprara. — Rétablissement du culte. — Force de vénération du premier consul. — Opposition du conseil d'État et de l'armée. — Dernier cri du XVIII^e siècle.

Avril à septembre 1801.

L'acte le plus ferme, le plus haut, le plus puissant du premier consul, fut le rétablissement du

culte en France, par la signature d'un concordat. L'histoire de cette négociation est si vaste, elle se rattache à des considérations d'une nature si élevée, qu'on ne saurait trop s'enquérir des causes premières qui portèrent irrésistiblement Bonaparte vers cette pensée de reconstitution sociale : relever les autels sous la croix brillante, faire sortir le catholicisme de l'état d'abjection résignée sous lequel il gémissait, telle fut la portée du concordat. Comment se fit-il que le consul, bravant tous les obstacles, réalisant cet acte de volonté et de force avec une si grande persévérance? D'où lui vint la mission subite et la ferreux soudaine pour obtenir un résultat qui, au premier coup d'œil, paraissait étranger à la pensée gouvernementale du consulat? Comment put-il braver en face l'esprit du XVIII^e siècle? Ceci tient à des causes d'une nature exceptionnelle, que l'histoire doit recueillir avec une attention scrupuleuse.

Bonaparte, reconstituant l'Église de France, suivit une double impulsion; il écouta d'abord la voix intime de son éducation première; il obéit à sa nature enthousiaste, à son imagination méridionale. Né au sein d'une famille pieuse, il avait vu son enfance entourée des témoignages catholiques; son oncle était archidiacre d'Ajaccio; il avait souvenir de cette bénédiction d'un vieillard donnée au pied du lit de mort. L'abbé Fesch, quoiqu'il eût secoué un instant la robe de prêtre, n'en conservait pas moins les habitudes croyantes, et un besoin de revenir à sa vie de séminaire et d'église. Lui-même avait été élevé dans les idées religieuses; les minimes avaient soigné sa première éducation. Un évêque, M. de Marbœuf, prit soin de son adolescence, prépara sa première fortune, et lui en ouvrit les voies avec sa croix pastorale. Ces impressions laissèrent une empreinte indécible en son âme mélancolique; Bonaparte avait toujours éprouvé une sympathie mystérieuse pour le catholicisme; le son des cloches, le chant des morts, les *Te Deum* de la victoire, la Fête-Dieu (1), toute pleine de parfums et de fleurs, de roses et de genêts odorants sur les montagnes de la Corse, les pompes touchantes de l'Église chrétienne versaient mille pensées douces et fécondes sur son âme, comme la tiède rosée sur les rochers de Corte et d'Ajaccio.

Puis, dans sa destinée de fondateur d'un grand empire, Bonaparte contemplait les physiognomies historiques de Constantin et de Charlemagne, les

(1) — Tenez, dit le premier consul, j'étais ici dimanche dernier, me promenant dans cette solitude, dans ce silence de la nature. Le son de la cloche de Buzi vint tout à coup frapper mon oreille. Je fus ému; tout est forte la puissance des premières habitudes et de l'éducation! Je me disais alors : que vos dévotions répondent à cela! Il faut une religion au peuple. Il faut que cette religion soit dans la main du gouvernement. Cinq cents évêques

émigrés et soldats par l'Angleterre conduisent aujourd'hui le clergé français. Il faut détruire leur influence, l'incertitude du pape est nécessaire pour cela. Il les destitue, ou leur fait donner leur démission. On déclare que, la religion catholique étant celle de la majorité des Français, on doit en erguer l'exercice. » (Souvenirs d'un conseiller d'État.)

protecteurs de l'Église; esprit de création et d'avenir, il voyait plus loin que les philosophes de son conseil; il savait qu'on ne remue les peuples qu'avec les croyances. En Orient, il avait étudié les prodiges opérés par les masses qui ont de la foi! Son imagination rêveuse se complaisait à suivre la marche et les progrès du pouvoir et de la civilisation humaine aidés par la force de la religion. Il y avait en lui la pensée politique d'une organisation pontificale qui mettrait sous sa main toute la hiérarchie et la force de l'Église; n'était-ce pas une puissance que le catholicisme? Le consul l'avait senti; or, la jeter en dehors de l'État, c'était laisser à cette force un caractère d'indépendance et d'hostilité qui ne pouvait convenir à l'unité rêvée par Bonaparte. Le concordat plaçait cette hiérarchie, jusqu'alors insubordonnée, sous la main du pouvoir; toute l'Église allait se rattacher au restaurateur de la religion; un concordat faisait rentrer toutes ces forces éparées sous une commune impulsion; l'État, dominant les évêques, pouvait donner une direction uniforme à l'établissement ecclésiastique, et une police à l'Église nationale.

Le concordat dont le consul va s'occuper, ne constituait pas le catholicisme en France; il existait avant cet acte une Église tolérée, ou soumise à la persécution truelle, selon le caprice ou la volonté de ceux qui gouvernaient l'État. Au milieu des orages que l'assemblée constituante avait soulevés au sein des croyances par l'obligation des serments, trois sortes de clergés avaient surgi, qui tous néanmoins professaient publiquement le catholicisme. Le premier formait ce qu'on appelait l'Église constitutionnelle, dont l'abbé Grégoire, évêque de Blois, était le plus ferme appui et le protecteur assuré; cette petite Église n'avait rien de commun avec les orthodoxes et se bornait à se manifester seule dans sa réunion dominicale, avec ses évêques élus en

dehors de la communion du pape; les assemblées primaires nommaient les curés, les évêques de cette Église constitutionnelle; quelques-uns de ces prêtres gardaient le célibat, d'autres se mariaient publiquement.

Aussi l'Église constitutionnelle avait-elle peu de crédit sur les masses; sa doctrine hérétique la plaçait tout à fait en dehors de Rome; le pape n'était pour ces évêques que l'unité avec laquelle il fallait se mettre en communion; et, sur son refus, l'Église agissait d'elle-même. A ce moment même, un concile d'évêques constitutionnels s'était réuni sous la présidence de Lecoz, évêque métropolitain de Rennes et sous l'influence de l'abbé Grégoire, promu, depuis 1798, à l'évêché de Blois; ce concile, prenant le titre de national, s'était rassemblé à la métropole de Notre-Dame, et là, il avait délibéré pendant plusieurs séances sur les constitutions indépendantes qu'il fallait donner au catholicisme(1). Le nombre des évêques présents fut de 40, presque tous inconnus et sans considération religieuse parmi les fidèles; on doit ajouter, pour être juste, qu'un esprit de paix et de conciliation domina les délibérations de ce concile, et le ministre de l'intérieur, M. Chaptal (2), crut de son devoir d'en féliciter les évêques présents à ce synode. Fouché, favorable au schisme des constitutionnels, voyait avec une secrète douleur le retour de l'Église orthodoxe; il avait appartenu au clergé régulier, aux oratoriens, et Rome le traitait en relais. Les prêtres assermentés avaient si peu de crédit sur la masse catholique, que le premier consul dédaigna cette Église sans force dans l'État. En vain, quelques journaux démocratiques célébraient les vertus épiscopales, les intentions patriotiques de ce concile d'évêques, Bonaparte soupçonnait que l'esprit républicain se glissait sous la robe de prêtres dirigés par un régeide; l'abbé Grégoire, à l'imitation du pontife

(1) Ouverture du concile des évêques et prêtres intrus, assemblée à Notre-Dame, le 10 messidor (26 juin).

« L'ouverture du concile s'est faite à la cathédrale de Paris de la manière la plus solennelle. Le clergé était composé d'environ quarante évêques et autant de prêtres, chacun dans le costume de son ordre, la plupart blancs par l'âge et surtout par les persécutions dont ils ont été l'objet. Une foule immense d'assistants remplissait la basilique, et cependant il y régnait un silence religieux.

« Le citoyen Lecoz, évêque métropolitain de Rennes, président; celui de Paris, assisté de ceux de Tours et de Toulon, a célébré la messe; le citoyen Grégoire, connu par ses lumières, ses vertus et surtout sa tolérance, a prononcé le discours d'ouverture. Il jette d'abord un coup d'œil sur l'état politique et religieux de l'Europe, dans le siècle qui vient de finir. Il annonce que l'histoire s'arrêtera avec complaisance sur les hommes célèbres qui ont agrandi le domaine des sciences, sur les loudateurs de la liberté dans des contrées où depuis longtemps la caducité des trônes préageait que les peuples seraient les maîtres pour successeurs. Il passe de là au tableau des événements religieux dans

le dix-huitième siècle. La religion ne doit s'interposer dans les choses humaines, que pour y placer des vertus et des bienfaits. On l'a attaquée sur les abus que l'ignorance et l'hypocrisie vaudraient lui associer, » comme aujourd'hui les hypocrisies allaient, dit-il, la philosophie, sur les faits de certains hommes qui se sont parés de sa livrée; comme si les abus étaient la religion et la philosophie. Nous n'imiterons pas les pharisiens modernes qui jurent à celle-ci des vices qu'elle déteste; mais nous aurons-ils jamais la loyauté de ne pas imposer à la religion des forfaits qu'elle condamne et qu'elle abhorre? »

(2) Le ministre de l'intérieur au citoyen Lecoz, évêque métropolitain de Rennes, président du concile.

« Le premier consul m'a transmis, citoyen, la lettre que vous lui avez adressée pour lui annoncer le terme de votre session et les motifs qui en ont suspendu les travaux. Le gouvernement a vu avec satisfaction, citoyen, que, ministre d'un culte de paix, vous n'avez pas démenti le caractère, et a vu avec intérêt que vos vœux et tous vos efforts ne tendent qu'à secourir ses intentions bienfaisantes, et que d'un commun accord vous travaillez à étendre les hautes, à rétablir partout l'harmonie et à assurer le bonheur de tous.

Chaptal.

Samuel, n'avait-il pas proféré d'étranges malédictions contre les têtes couronnées? Bonaparte, ne l'oubliait pas, confondait politiquement les prêtres assermentés avec les théophilanthropes qu'il avait proscrits.

La seconde fraction de l'Église se composait de prêtres qui, sans jurer la constitution civile du clergé, avaient donné leur obéissance au gouvernement établi. Au milieu de toutes les tourmentes, ils étaient demeurés orthodoxes, fidèles à la grande foi catholique, c'est-à-dire en rapport direct et immédiat avec Rome; prêts à soumettre leurs doctrines, leur foi au jugement du saint-siège, ils ne se séparaient en aucun cas du pape, la base de toute Église. C'est vers ces prêtres que la population se portait en France; généralement sages, soumis aux lois, jamais nulle plainte n'était parvenue aux ministres de la police et de l'intérieur sur la majorité de ces ecclésiastiques; ils distribuaient les sacrements aux fidèles, célébraient en secret les pompes catholiques; longtemps persécutés, ils commençaient à respirer à l'aise sous la protection nouvelle du gouvernement. A l'aide de ces bons prêtres, le premier consul voulut essayer le rétablissement de l'Église; il la trouvait chez eux confiance et appui; ils appelaient de tous leurs vœux une organisation monarchique, même sans la famille des Bourbons; on ne devait pas craindre non plus de leur part la tendance républicaine des prêtres constitutionnels de l'abbé Grégoire; ils servaient d'instruments dociles à la volonté d'un gouvernement sage et professant la foi catholique, ennemi de l'esprit de persécution.

Enfin un troisième ordre de prêtres s'était complètement refusé au serment à la république et au consul lui-même; les uns cachaient leurs têtes sous la proscription, les autres étaient déportés et punis par les lois. Un grand nombre de ces prêtres du Seigneur résidaient à l'étranger; on comptait quatorze évêques catholiques dans la seule Angleterre; tous portaient des noms respectés dans les annales de l'Église de France: les Périgord, les Boisgölin, les Osmond, les Noé, Colbert, Grimaldi (1). Ces évêques ne reconnaissaient pas le gouvernement établi en France; attachés à l'ancienne famille des Bourbons, dont ils croyaient la restauration nécessaire pour assurer le triomphe des principes catholiques, ils mettaient obstacle au rétablissement

d'une Église régulière en France. D'après le droit canon, les évêchés étant inaliénables appartenaient à perpétuité aux titulaires; or, deux prélats pour un même siège, c'était un véritable conflit, un schisme plus grand que celui auquel on voulait mettre un terme. Une des fortes œuvres du premier consul fut de rapprocher des idées et des hommes aussi disparates, et c'est pourquoi, dans ce chaos de volontés et de prétentions, il recourut à Rome et au pape, le souverain juge des matières ecclésiastiques, tribunal supérieur qu'il fallait se rendre favorable.

Depuis ses premières campagnes d'Italie, le général Bonaparte avait conservé des rapports avec les papes; il n'avait point agi brutalement, comme la plupart des généraux, contre Rome et les pontifes. Tandis qu'il laissait aux agents subalternes du Directoire la mission de proclamer des républiques moqueuses sur le sommet du Capitole, ou de manifester leur impiété par des mascarades insultantes, lui, le général en chef, correspondait avec le pape d'un ton grave et sérieux, et ses lettres se ressentaient de son respect pour le chef de l'Église; son génie était trop élevé pour dédaigner ce vénérable et magnifique établissement de la papauté qui avait traversé les siècles et guidé les générations. Papes, empereurs, tiare, pourpre, tous ces souvenirs retentissaient dans sa mémoire historique. Bonaparte n'avait pas écrit une seule lettre sans donner le titre de très-saint père (*Santo Padre*) au pape, et il avait signé *son humble fils*, car il rêvait déjà peut-être cette couronne qui le ferait le fils aîné de l'Église. Toutes les fois qu'il s'était trouvé en rapport avec le pontife et les cardinaux, le général, qui parlait purement la langue italienne, s'était entretenu avec eux sur ses émotions religieuses et les espérances d'une vaste reconstitution du culte; il avait adouci la captivité de Pie VI, et, consul, il lui fit rendre les honneurs funèbres à Valence. Lorsque l'élection de Pie VII fut connue, il se hâta de lui laisser la souveraineté de Rome, et d'accréditer auprès de lui un ministre plénipotentiaire.

Ce sentiment de respect pour le catholicisme, Bonaparte le manifesta plus fortement encore dans sa seconde campagne d'Italie, couronnée par la victoire de Marengo. L'esprit si vaste du consul avait parfaitement compris le caractère italien; ce qui avait heurté le plus fatalement la masse du peuple au delà des Alpes (2), c'était le peu de consi-

(1) En voici la liste exacte :

Evêques les archevêques de Narbonne, Bâle — d'Albi, de Bourges — de Bordeaux, de Clermont.

Les évêques d'Angoulême, d'Albi, d'Arras, de Combray, d'Avanches, de Belbeuf, de Combray, d'Orléans, de Laon, de Metz, de Nancy, de Nîmes, de Montpellier, de Rodez, de Saint-Denis, de la Laurencie, de Noyon, de Grimaldi, de Périgueux, de Vannes, de Saint-Foi de Léon,

Lamarche — de Rhodéz, de Colbert — de Fannes, à Metz — puis l'évêque de Moulins, de la Vierge, et l'évêque de Troyes, de Barrai.

Nommé à l'évêché de Moulins, en 1791, M. de la Vierge n'est point appelé à donner sa démission, n'ayant point été sacré. M. de Barrai, arrivé le 28 septembre de Nulles, a jusqu'en 10 octobre pour faire connaître sa réponse.

(2) Le pape commence à pressentir le véritable esprit du con-

dération que les armées avaient manifesté pour le culte à Milan, à Florence, à Rome, cités si vives, si pleines d'imagination. On avait insulté les églises, les vierges et les saints, et cette conduite avait soulevé la plus profonde indignation. Si les Français ne s'étaient pas mieux établis en Italie, la cause en était à cette impitoyable moqueuse qui dominait les généraux et les soldats; les peuples n'avaient cessé de les considérer comme ces barbares de la Germanie, durs de corps et d'armures, qui passaient les Alpes ou le Tyrol, pour détruire les monuments des arts et de la croyance. Le Directoire avait insulté les prêtres au milieu de Rome, et le bel hymne de Chénier lançait des imprécations contre la cohorte des prêtres impurs : « Camille n'était plus dans leurs murs, et les Gaulois étaient à leur porte (1). » Bonaparte suivit une politique différente. A peine arrivé à Milan, le général avait assisté à un *Te Deum* dans l'église Ambrosienne, ce beau monument qu'on dirait s'effondrer; et l'on vit pour la première fois les soldats républicains abaisser leurs fronts superbes, et saluer ce Dieu devant lequel s'agenouillait leur général en chef. C'est d'après ce mobile intime et religieux que Bonaparte engagea sa négociation pour le concordat; il connaissait l'esprit éclairé et libéral de la cour de Rome, et il n'hésita point à s'adresser directement à Pie VII qui venait d'être élevé au pontificat.

L'histoire de la papauté ne présente jamais peut-être un pontife d'une douceur aussi inaltérable et d'un esprit plus apte à comprendre les besoins de son temps. Pie VII était un saint évêque d'Imola, si chrétien, si résigné; on le disait ami des idées républicaines qu'il avait hautement célébrées par ses discours, à ce point d'obtenir sympathie par l'âme mâle et démocratique du général Lannes. Pie VII n'avait pas posé l'Église indéfiniment sur la royauté; il croyait que le catholicisme, indépendant des formes de gouvernement, pouvait toujours vivre puissant en traversant les expressions les plus diverses des révolutions sociales. Selon lui, l'Église de France, dans sa force, ne tenait pas essentiellement à la restauration des Bourbons; il pensait que toute formule gouvernementale était indifférente à la durée des idées religieuses; république, empire ou monarchie, c'était une grande conquête que de rattacher la France à la chaire de Rome; les cloches

de Notre-Dame allaient enfin recevoir à pleine volée les chants de joie et les júbils des tours de Saint-Jean-de-Latran ou du dôme magnifique de Saint-Pierre de Rome. N'était-ce pas un progrès, une conquête?

Auprès du pape Pie VII était le cardinal secrétaire d'État Gonzalvi, ardent catholique, mais d'une modération de mœurs, d'une douceur de caractère remarquables, à ce point de comprendre toutes les idées, toutes les faiblesses, même les plus opposées à la sévérité des règles rigides de la morale ascétique; esprits admirables et assouplis qu'on ne trouve qu'à Rome. Le cardinal Gonzalvi, prêtre fait exprès pour une négociation entamée à la face d'une génération de philosophes et d'encyclopédistes, était assez spirituel pour répondre aux moqueries, assez résigné pour subir les brutalités militaires; on avait bien craché sur le Christ! Monseigneur Spina avait été adjoint au cardinal Gonzalvi dans cette mission. Comme il était important de ne point hasarder de démarche intempestive, le pape Pie VII attendit les ouvertures du consul, et M. de Canclaux fut chargé, dans son passage à Rome, d'une mission spéciale auprès de Pie VII. Le mot de concordat se rattachait à l'époque de François I^{er} et de Léon X, à ce temps de haute science et de littérature élevée, d'arts et de merveilles qui marquèrent le xv^e siècle. Pie VII n'hésita plus alors; et de graves conférences furent engagées.

Plusieurs questions de discipline ecclésiastique étaient fort difficiles quand on les touchait avec les idées et les principes inflexibles du catholicisme : 1^o Le mariage des prêtres était la première difficulté, parce qu'elle se trouvait mêlée à l'état civil. Tant d'ecclésiastiques s'étaient affranchis de la loi du célibat, comme trop dure pour la faiblesse humaine! Le premier consul aurait désiré que le pape autorisât le mariage des prêtres en France. Par cette tolérance, on répondait à l'objection des philosophes qui déclaraient le catholicisme en dehors des instincts sociaux et du besoin de la nature et de la morale. C'était toucher la discipline de l'Église, cette admirable organisation qui veut que, chaste et pur, le prêtre se consacre exclusivement à l'autel, et le pape ne se croyait pas les pouvoirs suffisants pour briser les primitives lois des conciles (2). Pie VII repoussa avec fermeté toute conces-

sul, voici ce qu'écrivit le cardinal Gonzalvi au général Burt après Barrago :

« En rendant à Votre Excellence, dit le cardinal Gonzalvi au général Burt, les actions de grâces qui lui sont dues pour les ordres qu'elle vient de donner, Sa Sainteté a reconnu dans cet acte une nouvelle preuve des dispositions favorables du gouvernement français pour sa personne, et elle en sent tout le prix. Le saint-père s'empresse, de son côté, d'y répondre avec tout l'intérêt que lui inspire le vif sentiment dont il est pénétré pour le pre-

mier consul, auquel est attachée la tranquillité de la religion ainsi que le bonheur de l'Europe. »

- (1) Dispersées, prêtres impurs,
Fuyez, impies, cohortes,
Camille s'est plus dans vos murs,
Et les Gaulois sont à vos portes.

(2) S. Arius, dans sa Vie de Pie VII, a parfaitement traité toutes les questions du concordat.

sion sur ce point, et le cardinal Gonzalvi déclara : « Qu'on pourrait absoudre ceux qui avaient manqué aux conciles, mais qu'on ne pourrait, en aucun cas, proclamer l'infraction comme un principe. »

La vente des biens du clergé était une question toute matérielle, se rattachant aux richesses et aux biens de l'Église, et le pape était décidé à faire toute espèce de concessions; il consentait à tout ratifier, car rien ne se lit ici au dogme ou à la discipline. Les possessions du clergé n'étaient qu'une forme de dotation, qu'un fonds de terre pour assurer la subsistance de ses ministres, et pourvu que le consul prit un mode d'indemnité, soit en assignant d'autres propriétés foncières, des forêts, des domaines, soit en donnant un traitement fixe et annuel aux évêques et aux prêtres, quelles que fussent ces deux hypothèses, le pape admettait la ratification de toutes les ventes de domaines nationaux. La destinee du prêtre n'était pas la fortune; qu'il n'eût qu'une seule pierre pour reposer sa tête, cela suffisait; l'Église d'ailleurs n'avait qu'à gagner dans sa pauvreté : elle serait plus respectée et plus sainte.

Enfin une dernière question tenait aux droits et aux pouvoirs du pape et à sa tutelle sur l'épiscopat français : il s'agissait de savoir comment serait admise la démission des évêques; s'il y avait refus de la part des anciens possesseurs du siège, comment procéderaient-ils pour préparer leur remplacement? Tiendraient-ils leurs droits pour non avenues? Le pape avait-il la faculté de supposer des démissions et de nommer des successeurs aux évêchés récalcitraux? En droit canon, ce point

était délicat; il tenait aux libertés antiques de l'Église gallicane; ce n'était pas à Rome que les difficultés devaient s'élever, car on ne lui demandait qu'un acte de suprématie catholique auquel elle aspire toujours; or, toutes les fois qu'il s'agit d'une lutte entre les droits du pape et ceux des évêques, on est bien accueilli à Rome quand on reconnaît la puissance supérieure du père commun des fidèles. Le sacré collège n'hésita point; il admit le principe des démissions forcées pour le cas où elles ne seraient pas données volontairement, et ce fut plus tard l'objet d'une bulle spéciale.

Afin de conduire le concordat à des résultats efficaces, le souverain pontife députa, pour discuter en France toutes les questions ecclésiastiques, ce même cardinal Gonzalvi, le secrétaire d'État qui avait suivi la négociation à Rome, caractère facile et conciliateur; il y adjoignit le prêtre Spina, membre de la rote, d'une érudition remarquable, et le père Casali, un de ses comériers, esprit pénétrant et bien fait pour s'entendre avec les hommes de politique et d'administration que le premier consul indiquerait (1). Le cardinal Gonzalvi et ses collègues se rendirent immédiatement à Paris; gracieusement accueillis par le premier consul, ils se mirent à l'œuvre avec un grand zèle, au milieu des difficultés de toute espèce que le caractère du temps soulevait. La vie du cardinal aux Tuileries fut plus d'une humiliation; l'esprit irréligieux entourait Bonaparte; on se complaisait à jeter les sarcasmes et la moquerie sur ces prêtres, à les abaisser tristement jusqu'au point de les insulter à la face. La fermeté du premier consul ne les préservait pas toujours contre ces philosophes qui

(1) Voici la traduction de quelques fragments de la bulle de Pie VII.

« Nous ne vous parlerons pas, vénérables frères, des sentiments particuliers d'attachement et de bienveillance dont nous sommes pénétrés pour vous. Nous aimons à penser que vous êtes bien convaincus de l'idée que nous avons toujours eue, du jugement que nous avons toujours porté de votre vertu, de votre dignité et de vos mérites. Il serait donc superflu de vous prouver avec détail que nous n'avons rien négligé pour vous épargner une aussi grande anxiété; il faut néanmoins vous l'avouer avec douleur. Tous nos soins, toutes nos peines ont échoué contre l'inflexible nécessité des temps; nous avons été absolument forcés d'y céder nous-mêmes, en vous demandant ce sacrifice pour le bien de l'Église catholique. Nous y avons réfléchi avec impartialité, et nous nous sommes dit que nous ne pouvions, sans faire injure à votre religion, vous croire capables et de préférer vos intérêts aux intérêts et à la conservation de la religion, et d'oublier ce que saint Augustin écrivait, au nom des évêques d'Afrique, au tribun Marcellin, en lui annonçant leur détermination d'abdiquer l'épiscopat. « Quel donc ? hésiterions-nous à offrir à notre Rédempteur ce sacrifice d'humanité : Dieu est descendu d'en haut dans un corps mortel, pour que nous devenions ses membres. Nous pouvons les garantir, ces membres, d'un déchirement cruel, et nous craignons de descendre de nos chaires à ce prix ! Que sommes-nous pour nous-mêmes, que des fidèles, chrétiens et soumis ? Mais c'est pour les peuples

que nous avons été institués. Faisons donc de notre épiscopat tout ce qui peut arriver à donner la paix chrétienne à des chrétiens. Si nous sommes des serviteurs utiles, pouvons-nous balancer entre nos grandeurs temporelles, et les éternelles grandeurs de Dieu ? Préfèrent-ils nos dignités, et en voulant les retenir, elles dispersent les ouailles de J.-C. : gloire à notre dévouement ! s'il en rassemble un plus grand nombre. Eh ! de quel front préférerions-nous aux honneurs de l'autre vie, si dans celle-ci notre bonheur est un obstacle à l'unité de l'Église ?

« Comme nous ne doutons point, d'après votre religion et votre sagesse éprouvées, que vous ne consultiez les intérêts des fidèles, et le bien de l'Église, nous supplions le Vostre-Puissant qu'il daigne soutenir votre courage, et que vous consentiez, comme il conviendrait, de bon cœur et de bon gré, à ce que vous sacrifiez ce que nous vous demandons. Nous vous promettons d'employer tous nos soins, de faire tout ce qui dépendra de nous pour qu'il soit pourvu le plus avantageusement possible à votre sort, et nous vous donnons avec tendresse notre bénédiction apostolique, comme un gage de notre amour paternel.

« Bonné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, sous l'anneau du pêcheur, le 15 du mois d'août de l'année 1801, et de notre pontificat la deuxième.

« Plus, PP. VII. »

« Pour copie conforme à l'original.

« Michel,

« Patriarche de Jérusalem. »

n'apportaient même pas dans leurs rapports cet esprit de bonne compagnie et d'urbanité qui distingue la nation française. Le cardinal était plein de condescendance, et rien ne ressentait en lui le prêtre austère et inflexible; il voyait beaucoup de monde; fort assidu auprès de Bonaparte, les salons lui étaient ouverts; mais le manque de convenances était tellement grand, qu'on le laissait sur la même ligne avec des comédiens, des chanteurs et des artistes; le cardinal supportait tout parce qu'il avait une mission; il voulait la remplir, dût-il subir mille martyres de résignation, au milieu de cette société toute matérielle.

Dans le but de décider les questions du concordat, le premier consul désigna des commissaires spéciaux chargés de discuter ces points, ces controverses. Joseph Bonaparte, le diplomate de la famille, avait habité Rome dans les jours difficiles (1); il fut le négociateur en nom à qui l'on confia toutes les affaires se rattachant au culte; on lui adjoignit le conseiller d'État Crétet, plein de sens et de discrétion, et habile dans la conduite des affaires, et en troisième ordre l'abbé Bernier doué d'une finesse et d'une activité si éminentes; Bernier avait déployé de remarquables qualités dans la pacification de la Vendée; il fallait un ecclésiastique pour suivre les questions délicates du concordat, et le gouvernement avait besoin d'un homme influent dans les matières sacerdotales. Joseph Bonaparte traitait directement avec le cardinal Gonzalvi; et cette négociation, bien qu'elle dépendît des relations extérieures, restait, par convenance, tout à fait en dehors de M. de Talleyrand; la vieille qualité épiscopale dont le ministre était revêtu ne lui permettait pas de paraître en présence d'un cardinal et des délégués de la cour de Rome dont il avait bravé les excommunications. M. de Talleyrand s'était marié après avoir secoué la robe épiscopale, et

cette renégation était aux yeux de l'Église un des crimes irrémissibles punis par les conciles d'une pénitence éternelle. Le cardinal Gonzalvi arrangeait tout; il jugea l'esprit de M. de Talleyrand et ne voulut point le laisser en dehors. Le pape conféra à l'ancien évêque d'Autun des bulles de sécularisation le rendant à tous les droits des laïques, en vertu de cette même diclature que la cour de Rome allait exercer par rapport à l'épiscopat. Les bulles furent remises à M. de Talleyrand comme un témoignage de la grande pacification de l'Église; dès lors il fut en tout favorable au concordat (2).

Le cardinal Gonzalvi demeurait ferme sur la question du mariage des prêtres, parce qu'elle se rattachait à la discipline antique de l'Église; selon lui, on pouvait rendre à la sécularisation les prêtres qui malheureusement avaient enfreint la loi du célibat, mais il était impossible d'établir dans la constitution de l'Église le mariage des clercs, irrévocablement interdit par les conciles. Joseph Bonaparte et l'abbé Bernier comprirent parfaitement cette distinction qui se rattachait à la vie du catholicisme, à sa force, à sa durée, à son unité. Le cardinal Gonzalvi souleva immédiatement, dans cette discussion, l'examen des bulles adressées aux évêques alors en Angleterre en leur demandant une démission immédiate. Il fut convenu que Pie VII ferait auprès d'eux une démarche paternelle et intime.

Dans ces bulles, écrites en style touchant et pleines d'onction évangélique, le pape ne parlait pas de son droit, mais des nécessités impératives où se trouvait le catholicisme; il implorait la religion de ses vénérables frères pour rétablir le culte au sein d'un grand royaume; il démontrait surtout la nécessité de sa diclature pour travailler avec sécurité au bien futur de l'Église; or, le pape exigeait une démission absolue et sans condition (3). Il

(1) Les ennemis du concordat ne manquaient pas de rappeler la conduite de Bonaparte à Rome :

« En opposant Joseph Bonaparte aux représentations du saint-père, on leur rappelle sans cesse qu'ils sont en présence de l'homme qui alluma et protégea l'insurrection de 1793, à la suite de laquelle Bernier, aujourd'hui l'un des ministres favoris de conseil, s'empara de Rome, dressa un autel à Brutus et Capitol, précéda Pie VI de la chaire de saint-Pierre, et commença ses glorieux martyres. Ce seul souvenir doit les frapper d'épouvante. On lui a adjoint le conseiller d'État Crétet, ancien homme d'affaires de grands seigneurs dérangés, personnage adroit, fort instruit en finances, et très-épris dans l'art de rédiger toute sorte d'actes, mais pérorer de clubs, agiter, révolutionnaire, homme oulier et opulente, et par-dessus tout, possesseur de grands domaines nationaux. Enfin, comme il fallait au moins un ecclésiastique, on a complété le comité par l'abbé Bernier, négociateur de toutes les pacifications de la Vendée, grand ordonnateur de soumissions dans huit ou dix départements, intriguant habile, agissant au nom de roi en vertu d'anciennes pouvoirs qui sont nuls dans ces nouvelles circonstances, s'étant institué de son chef grand vicaire de douze évêchés, qu'il administre en

vertu de son ancienne réputation, en un mot le séide le plus déterminé du premier consul. » (Note secrète adressée de Londres, juin 1801.)

(2) « A notre très-cher fils Charles Maurice Talleyrand... Nous avons été touché de joie quand nous avons appris l'ardent désir que vous avez de vous réconcilier avec nous et avec l'Église catholique. Niant donc, à votre égard, les entraves de notre charité paternelle... nous vous déguisons, par la plénitude de notre puissance, de lieu de toutes les excommunications... Nous vous imposons, par suite de votre réconciliation avec nous et avec l'Église, des distributions d'aumônes pour le soulagement, surtout, des pauvres de l'Église d'Autun, que vous avez gouvernée... Nous vous accordons le pouvoir de porter l'habit séculier et de gérer toutes les affaires civiles, soit qu'il vous plaise demeurer dans la charge que vous exercez maintenant, soit que vous passiez à d'autres auxquelles votre gouvernement pourrait vous appeler... »

(3) En voici les termes : « Cogitem, urgente temporum necessitate, quod in hoc etiam la Nos vni sum exerceat, significare Vobis omnino necesse esse Nobis saltem intra dies illa responsum et scriptum dari à Vobis, lique responsum et illud, à quo

y avait en Angleterre trois métropolitains : les archevêques d'Aix, de Bordeaux et de Narbonne, et quinze suffragants évêques des principales, des plus antiques cités de France. Leurs démissions étaient sollicitées avec d'autant plus de persévérance et d'énergie qu'il n'y avait pas possibilité de rétablir l'Église sans le concours de quelques-uns de ces noms vénéralés.

Le pape adressa ses bulles à son nonce en Angleterre qui portait le vieux nom catholique d'Erskine, pour qu'il eût immédiatement à les communiquer aux prélats possesseurs des sièges de la Gaule. Le nonce écrivit à tous les évêques, au nom du pape, pour implorer ce sacrifice (1), et ce fut alors que s'éleva une discussion vive et profonde entre les évêques exilés et les prêtres plus habiles qui voulaient rétablir la religion en France. La

re littera nostra vobis redduntur, quas ipsas accepisse Vos authenticè de summis certum non fore debetis. Illud etiam, si idem argueret, vobis significandum est, omnium responsorum quod ad litteras nostras daturis eritis absolutum esse omnino debere, non tantum distoritur, ita ut nisi lotra decem dies absolutum responsum dederitis (cujusmodi ut mittatur à Vobis etiam acque etiam postulationes), etiam ad litteras distoritur Nobis responditur, perinde coqueur habere Vos ac si obsequi postulationibus nostris recusaretis. »

(1) Copie de la lettre dont Mgr. Erskine a accompagné l'envoi du bref de Sa Sainteté.

« Perseguire on espère l'ordine della Santità di nostro Signore Papa Pio VII trasmette à V. S. I. e S. II Pontificio Breve, ch' ella troverà qui compilato, delle cui ricevuta la prego riscontrarmi senza minimo indugio, conforme la prego farli tenere senza ritardo la conveniente risposta.

« Non ha lasciato Sua Santità di metter in pratica ogni possibile tentativo onde restare conservata à V. S. I. la propria sua sede, ma ha dovuto sperimentare il gravissimo rammarico di vedere indispensabile, nella urgenza delle circostanze, la dissoluzione del Vescovo, così volgendo il bene della città, della pace e del ristabilimento in Francia della cattolica religione; Sua Santità ben si giunge di assicurare V. S. I. di avere nel miglior modo, che ha potuto, raccomandata al primo Comito la di lei persona, o per averla in vista nella nomina alle sedi della nuova circoscrizione, o per provvedere almeno alla sua assistenza. E tanta è la premura del S. Padre di concorrere a sollevare V. S. I. nella miglior maniera che possa, che non trascurerà qualunque favorevole congiuntura d'alleggerirle il peso della sua situazione, e di accorrere al di lei personale bisogno.

« Adempito in tal guisa l'adossamento incarico Pontificio, passo nel più particolare ad offrire à V. S. I. la mia qual si sia opera in di lei servizio e rassegnarmi V. S. I. n. S.

« Bmo. obito. Ser.

« Sottoacritto

« Carlo Erskine.

« Londra, 42, great Bury-le-Bone-St. 18 sett. 1801. »

Seconde lettre de Mgr. Erskine.

« Nella mia lettera in data del 16 corrente, colla quale ebbi l'onore di accompagnare il Breve Pontificio, che d'ordine espresso della Santità di nostro Signore Papa Pio VII trasmettevo così à V. S. I. e S. II, come a ciascuno in particolare degli Illmi e Rmi suoi colleghi residenti in questo regno, pregai al tempo stesso simultaneamente, così ciascuno altro in particolare come V. S. I. di farmi tenere la conveniente risposta. Ciò però non potendo farlo vociferare, in seguito della avanzata tenore presso di V. S. I. essere in contemplazione di rispondere al paterno invito di Sua

majorité des évêques en Angleterre, mêlant des questions politiques à leur situation religieuse, se refusèrent à une démission pour demeurer dans leur inflexibilité; dévoués à la famille des Bourbons, ils ne voulurent point accéder à un concordat qui rétablissait la religion sans le trône, faute d'autant moins réfléchi le leur part qu'Erskine avait mission expresse d'assurer à tous les démissionnaires, « que le premier consul les désignerait pour de nouveaux sièges, sans les astreindre à d'autre serment qu'à celui d'obéissance envers le gouvernement établi. » Cette conduite dra prélats en Angleterre fut un sujet de controverse et d'opposition dans quelques églises de Paris; enfin la majorité élu élargi vit bien qu'il s'agissait de la force et de la durée des institutions religieuses, et qu'il fallait concéder quelque chose pour beaucoup obtenir (2).

Santità con una lettera in nome comune; e perciò mi trovo nell'obbligo preciso di rendere avvertita V. S. I. (pragmatica di passare la prevenzione al suo collegio) che non una si fatta maniera di risposta non verrà punto a soddisfarli all'aspettativa di Sua Santità, la quale per ciò appunto nel ha ordito di trasmettere il suo Breve a ciascuno in particolare, perché da ciascuno in particolare, ed in proprio singolar nome gli venga resa quella risposta, che nel raccogliimento, e nella preghiera verrà alla sua coscienza ispirata dal padre delle misericordie, supremo dator de' lumi.

« Sono persuaso che V. S. I. ed i suoi colleghi avrebbero sperimentato un dolore troppo sensibile, se nel rispondere a Sua Santità avessero anche involontariamente adottato un metodo non corrispondente al desiderio del S. Padre, e non totalmente d'accordo col filiale rispetto da loro costantemente manifestato verso del medesimo; e perciò mi lusingo che avranno a grado la presente prevenzione.

« Colla più perfetta considerazione ho l'onore di rassegnarmi di V. S. I. e S. II.

« Bmo. obito. Ser.

« Carlo Erskine.

« Londra, 42, great Bury-le-Bone-St. 18 sett. 1801. »

(2) Voulait-on qu'on écrivait en Angleterre sur ces négociations: « La réponse de treize prélats sur les dix-sept premiers que nous à vous cités, a été ou refus absolu de donner leur démission. Une chose assez remarquable, c'est que les quatre qui ont fait adhérer avec leurs collègues, avaient été indiqués par la voix publique comme devant obéir au mandat du premier consul, dès le premier moment où l'on fut informé de l'arrivée du bref du pape. Les quatre ci-dessus prélatés sont les évêques Botteggi, de Cice, de Noé et d'Osmond. Leurs amis disent qu'ils n'ont suivi cette affaire que l'impulsion de leur conscience. Nous voulons bien les en croire. Nous serons fort aises de pouvoir informer incessamment nos lecteurs de leur début à Frascati ou à l'Institut national; car nous apprenons que ces nouveaux citoyens ont résolu de suivre de près leur réponse (qui, comme on le peut bien, doit s'arrêter à Paris, et cela afin de jouer plus promptement des éloges et des récompenses qu'ils méritent); et le lundi 25 septembre, jour qui suivit immédiatement la décision accordée par Bonaparte, ils sont allés à la même heure chez M. Olin, pour faire leur protestation de civisme et solliciter les bons offices du ministre de leur nouveau souverain. On ajoute même, mais nous ne le garantissons pas, que M. Olin a reçu avec obligeance ces importantes recrues, et leur a fait espérer qu'ils recevraient dans la nuit du 5 au 6 octobre l'acceptation de leur démission, et que, dans la séance suivante, son gouvernement religieux enverrait sur les côtes d'Angleterre, le brigantin *Le Désiré* et le lougre *l'Ingrat*, pour les ramener en France, eux et les prêtres qu'ils pourraient racoler. »

(Correspondence secrète.)

Au milieu de ces résistances politiques, la négociation aboutit à des résultats efficaces, et les bases du concordat furent jetées dans des conditions de prévoyance et de durée. D'après la convention signée par le cardinal Gonzalvi et Joseph Bonaparte, la France devait se diviser en dix archidiocèses et cinquante évêchés; la circonscription nouvelle aurait lieu de concert entre le consul et le pape, jûge compétent et supérieur pour décider la géographie ecclésiastique de l'épiscopat; le consul nommait à tous ces sièges, et le pape instituait les titulaires. Huit mille cures étaient établies à la nomination des évêques et avec un traitement. Il était dit, par un article à part, que la dotation serait prise sur les biens ecclésiastiques jusqu'à concurrence de neuf millions de revenu. Cette dotation territoriale du clergé paraissait être une condition essentielle des dispositions primitives du concordat; le pape y trouvait un moyen d'expliquer sa sanction donnée aux ventes des biens du clergé, condition qui ne fut point observée. Puis, par une déclaration expresse, les trois consuls faisaient une profession spéciale de la religion catholique, en déclarant qu'ils assisteraient publiquement aux offices dans les grandes solennités des églises, encore une fois ouvertes à la piété des fidèles.

A peine le concordat était-il signé; que le cardinal Gonzalvi quitta Paris pour se rendre en hâte à Rome afin d'obtenir du saint collège toutes les bulles de ratification et les moyens d'exécution nécessaires. Le premier consul exigea que tout se fit promptement; le délai inflexible des ratifications fut limité à quarante jours; pour faire cesser les tiraillements qui de toutes parts venaient arrêter le marche du pouvoir dans les affaires de religion et de con-

science. Toute question suspendue paraissait malvalso au premier consul, surtout quand elle pouvait inspirer une certaine inquiétude au public.

Comment serait reçu le concordat parmi le clergé et quelle résistance allait-on rencontrer? On s'attendait à celle des évêques et des prêtres qui avaient suivi l'émigration; elle s'expliquait même avant les négociations engagées. Mais le clergé de France resterait-il soumis au concordat conclu entre le pape et le premier consul? Déjà une opposition sourde se faisait sentir spécialement au séminaire de Saint-Sulpice, sous l'abbé Empery et l'abbé Fournier. Le concordat, comme toutes les transactions politiques, avait motivé la publicité d'une multitude de brochures et d'écrits exprimant les plaintes du clergé et les griefs des hommes religieux ou de ceux qui ne l'étaient pas assez (1). Le premier consul, dans l'objet d'éviter toute discussion, car la liberté de la presse lui faisait peur, commanda des mesures de vigueur à sa police contre tous les ecclésiastiques récalcitrants. Dans le mois qui suivit le concordat, il y eut cent cinquante arrestations au seul diocèse de Paris. Sur le moindre prétexte de résistances, on renfermait les abbés, les curés, les vicaires, au Temple ou même à Vincennes. L'abbé Fournier fut jeté parmi les fous de Bicêtre. Bonaparte agissait toujours par des moyens violents; comme les barons féodaux du moyen âge, il brisait sous sa volonté de fer les évêques ou les clercs qui osaient lui résister; rien ne change dans le monde, et les temps ne modifient que les costumes. Si le premier consul voulait rétablir le culte, c'était à condition d'en faire un moyen de gouvernement et non point un obstacle à sa marche; la politique se servait d'une idée morale (2).

à celui de la république, et qui se essent aujourd'hui de prêcher l'amour et le respect au gouvernement par leurs discours et leurs exemples.

« Je vous charge donc, citoyens préfets :

« 1^o De faire rechercher les prêtres séditieux qui ont jusqu'ici refusé la promesse d'obéissance à la constitution, et de les faire sortir du territoire de la république dans le plus court délai.

« 2^o D'ordonner provisoirement, et par mesure de police, à tout prêtre rentré dans une commune où il exerçait, avant sa déportation, les fonctions d'évêque, de curé ou vicaire, et où sa présence nuirait à la tranquillité publique, de s'en éloigner sans le champ à une distance telle que son influence ne puisse plus le troubler.

« 3^o D'envoyer aux maires des communes où il s'exerce qu'un seul édifice consacré à l'exercice du culte, de n'en permettre l'usage qu'au prêtre qui y exerçait à l'époque du 18 brumaire, et, dans le cas où l'église aurait été vacante, d'y maintenir exclusivement le prêtre appelé le premier par le vœu de la majorité des habitants.

« Si vous croyez, citoyens préfets, que ces dispositions soient susceptibles de quelques exceptions, vous me les soumettez, et vous me rendrez compte des délais provisoires que vous croirez devoir prendre, pour que je les confirme ou que je les annule.

« Signé : Bonaparte »

(1) « Les évêques résidant en France au nombre de 8, ont donné la démission de leurs sièges, entre les mains de monseigneur Spina. On devait s'attendre à cette docilité. Ces prélats avaient déjà fait leur soumission, et puis ils n'avaient que l'alternative ou de quitter leurs églises, ou d'entrer au Temple. Ce sont les évêques de Marseille, de Sens, de Saint-Claude, de Saint-Papoul, d'Alais, de Nîmes, de Saint-Malo et d'Angers. La promptitude qu'ils m'ont mise le Monsieur à informer le public de cet événement, prouve que ce n'est point au pape mais à Bonaparte que l'on répond, car ces lettres des évêques et dessous n'ont pas eu le temps de faire le voyage de Paris à Rome et de Rome à Paris. »

[Voix secrète de M. ^{XXXX}, membre du clergé opposant.]

(2) Fouché agissait les jours révolutionnaires envers les prêtres.

(Circulaire.)

« Veillez, citoyens préfets, à ce que la liberté des cultes cesse d'être, pour quelques individus, la licence et la domination du leur : il faut établir une barrière entre les hommes qu'il est impossible de rapprocher sans danger; les dispositions que je vais vous prescrire me semblent indiquer ce but : si, dans quelques circonstances, elles paraissent nuire à une sorte de prédominance aux prêtres soumis aux lois, cette préférence est due sans doute à des hommes qui, dès du la révolution, ont été demeurés fidèles, qui n'ont eu besoin d'aucun pardon, qui ont été leur sort

Le concordat signé, il dut être soumis à l'examen du conseil d'État; Bonaparte dominait souvent la discussion par la hauteur de son génie. Il y avait dans ce conseil d'État des hommes entièrement dévoués aux idées du XVIII^e siècle, antireligieux par ton, indifférents par éducation vieillie. La révolution française était le résultat des principes développés à cette époque de philosophie et de hardiesse dans les doctrines. Il était difficile de présenter un concordat fait avec le pape à la discussion d'un conseil d'hommes qui avaient eux-mêmes brisé les autels. Sur quelle base le ferait-on reposer et quels en seraient les éléments? Le conseil d'État comptait à peine quelques hommes religieux; la grande majorité était encore empreinte de l'idée railleuse du siècle qui finissait. En face de cette situation, Bonaparte aborda néanmoins la difficulté d'une manière nette, hardie, en brusquant toutes les formes; il le fallait pour éviter les obstacles. Au milieu d'une discussion sur les collèges et l'Institut, le premier consul dit : « J'ai besoin de vous parler du concordat. Tout est fini. Il y aura 80 évêques; on leur donnera 5 à 6,000 francs, et environ 6,000 curés; un par canton. On payera les évêques sur les dépenses secrètes, et les curés sur des centimes additionnels. J'ai réglé ce qui concerne les protestants. Les calvinistes ont leur métropole à Genève; il n'y a pas de difficultés. Les luthériens reçoivent leurs ministres des princes d'Allemagne; on leur envoyait les plus mauvais sujets. A l'avenir, ils nommeront eux-mêmes leurs ministres. Les luthériens de Strasbourg l'ont demandé. Quant aux juifs, c'est une nation à part; elle ne se mêle avec aucune autre secte. Elle est d'ailleurs en trop petit nombre pour s'en occuper. » Puis levant tout à coup la séance, il se retira sans donner le temps

au conseil de délibérer (1). C'était dire toute sa volonté pour éviter un débat trop prolongé dont il craignait le rejetissement au dehors; le conseil d'État ne fut que le rédacteur de quelques articles organiques. Bonaparte annonça que la section de législation devait vérifier les bulles selon la vieille formule des parlements. Le premier usage de ce pouvoir fut l'enregistrement du bref de Pie VII qui sécularisait M.^{re} de Talleyrand; le ministre insista pour cette vérification immédiate; il profitait de toutes les circonstances pour se poser d'une manière convenable en Europe.

Pendant ce temps, le cardinal Gonzalvi avait soumis au pape les articles du concordat (2). La sagacité du pontife, sa tolérance extrême, lui avaient fait apercevoir tout ce qu'il y avait d'utile et de fort dans le rétablissement du catholicisme en France; le plus bel acte de son pontificat. Désormais il fallait honorer le consul comme un principe de conciliation entre l'Église de France et le saint-siège; la résistance des évêques en Angleterre fut immédiatement brisée par des bulles d'institutions nouvelles; on ne tint aucun compte des réclamations respectueuses des anciens titulaires qui refusaient la démission; les quatre prélats qui l'avaient envoyée furent nommés à des sièges principaux dans les vieilles cités des Gaules. Le pape désigna le cardinal Caprara comme légat pour l'exécution du concordat dans la métropole et les églises de Paris; homme d'esprit et de modération, le cardinal Caprara était un de ces prélats que la cour de Rome désignait dans les circonstances difficiles et mondaines. Le même jour que le légat fut nommé, Bonaparte choisit un conseiller à l'État spécialement chargé de la direction des cultes, et ce choix tomba sur M. Portalis (3), l'un des hommes les plus éminents

(1) Discussion et registre du conseil d'État, juin 1801.

(2) « Le cardinal Gonzalvi est parti dans la nuit de 13 juillet, emportant avec lui le concordat pour la nouvelle organisation du clergé; dont voici les bases. — Les démissions des anciens évêques, données au pape en 1791, et alors refusées, sont maintenant admises, au moyen de quoi tous les sièges épiscopaux sont vacants. — Il y aura une nouvelle circonscription de territoire, qui comprendra dix archevêchés et cinquante évêchés; les premiers à 25,000 livres, les seconds à 15,000 livres de traitement. — Les trois conseils déclareront d'ici de la religion catholique, apostolique et romaine. — Bonaparte présentera aux nouvelles nominations, et le pape nommera et installera. Les anciens évêques seront rétablis de préférence. On se réserve les évêques suivants. La nomination des curés appartiendra aux évêques. Il n'y aura plus que huit mille curés. Le clergé aura des propriétés nationales. Ces arrangements pourront être changés dans le cas où le gouvernement en jugerait à propos. »

Maintenant voici ce qu'écrivaient les ennemis du concordat : « Tandis que toutes ces manœuvres avaient lieu à Paris et à Londres, on apprenait de Rome que le cardinal Gonzalvi venait d'y arriver, n'ayant mis que dix jours à faire le voyage, et ne s'étant arrêté que neuf heures en route; que S. E. avait été obligé de postillonner comme un jockey, parce que le maître n'aurait donné au serviteur des serviteurs que quarante jours

pour la réalisation du concordat, à partir de sa date, et le ben cardinal avait considéré que chaque jour de délai qu'il mettait dans son voyage, serait un jour perdu pour l'examen de cette épouvantable affaire; qu'ensuite qu'on avait été informé à Rome de l'arrivée de ce concordat, la joie s'y était répandue, mais que ce court moment de satisfaction avait bientôt été remplacé par le morne silence de l'inquiétude; que des lettres du chevalier d'Azara à ses amis de Rome, annonçaient formellement que toute cette transaction était une trahison, une emprise pour faire entrer la malice encore quelques temps; que le lendemain de l'arrivée du cardinal Gonzalvi, le cardinal d'York avait été remarqué et dispensé de se trouver à la congrégation des cardinaux de France; que le cardinal Giraudin, oncle de monseigneur Gonzalvi, lui avait été substitué; que tout Rome avait murmuré de cette injure faite au chef du sacré collège; que le pape, instruit du scandale public que cela occasionnait, avait fait prier instantanément le cardinal d'York de rentrer dans la congrégation; que ce respectable vieillard s'y était rendu par zèle pour le bien, mais que le cardinal Giraudin était déjà et qu'il y était resté. »

(3) Arrêté du 15 vendémiaire, an X.

Les conseils de la république, le conseil d'État entendu, arrêtent ce qui suit :

Article IV. Il y aura auprès du gouvernement un con-

du conseil d'État, d'une vaste érudition religieuse unie aux habitudes de résistance des parlements, caractère de la vieille magistrature; peu de capacités étaient plus aptes que lui à remplir la tâche difficile de concilier les deux puissances civile et ecclésiastique, les deux gloires, comme le disaient les formules des ours conversains.

Jean-Étienne Portalis était né au Beausset, petite ville que l'on voit resplendissant sous le soleil de Provence, à quelques lieues de Toulon. Il avait étudié à Aix, la cité sérieuse, alors riche de son parlement et des souvenirs du roi René. Portalis, jeune avocat, avait obtenu une grande célébrité en plaidant contre Beaumarchais et contre Mirabeau, deux esprits éminents et d'une nature si différente. A vingt-cinq ans, notable de son ordre, il défendit les privilèges de la Provence. Obligé de fuir au commencement des troubles de la révolution française, il vint à Paris, fut nommé au conseil des Anciens lors de la constitution de l'an III. Portalis, en opposition au Directoire, défendit les prêtres, le culte catholique jusqu'à ce qu'inscrit sur la liste de proscription au 18 fructidor, il se réfugia en Allemagne. Le 18 brumaire avait fait cesser son exil et le porta au conseil des Prises, puis au conseil d'État. L'un des rédacteurs du code civil, il s'occupait alors à résumer tous les principes du droit des gens et du droit politique dans son discours préliminaire. Portalis, avancé déjà en âge, fut chargé de la direction des cultes, position qui allait à son caractère.

Le 15 du mois d'août, les cloches retentirent dans Paris à pleine volée; une proclamation des consuls annonça que le culte allait naître en France. C'était le jour de l'Assomption, fête solennelle du catholicisme, et qui, plus tard, devait devenir l'anniversaire de la saint Napoléon, car il y avait au calendrier un saint Charlemagne. Les églises de Paris furent remplies d'une multitude pieusement recueillie; et dans les villes de province l'enthousiasme fut plus vrai encore, que dans cette

capitale distraite par les dissipations et les plaisirs. Les vieux et saints édifices, qu'on avait transformés naguère en temples de Mars ou de la Victoire, et qui depuis étaient devenus les lieux de réunion des théophilanthropes, les églises gothiques, telles que Notre-Dame, ou bien encore les magnifiques monuments élevés par la piété des rois, comme Saint-Sulpice, s'ornèrent de festons, de guirlandes parfumées d'encens. On y célébra tout à la fois le Te Deum d'actions de grâces pour la restauration de l'Église, et la messe, qui était comme la célébration du sacrifice, qui réconciliait la république et le catholicisme, véritable religion du peuple. Bonaparte vint en pompe à Notre-Dame, et depuis la fête de la Fédération de 1789, on vit pour la première fois le gouvernement de l'État faire un acte de religion publique et solennel. Le clergé entonna le *Domine salvos fac rempublicam et consules* au bruit de cent un coups de canon (1).

Ainsi s'affaiblissait l'esprit philosophique du XVIII^e siècle. Bonaparte avait droit à la reconstruction de la société; il avait dit que le XIX^e siècle ne ressemblerait en rien à ceux qui le précédaient, et il avait raison. La révolution avait soumis les idées philosophiques à de rudes épreuves; la constitution, ce résumé des doctrines encyclopédiques, n'était elle pas le principe et la base première de toutes les agitations publiques? Bonaparte avait su que, pour être fort, il devait s'adresser aux instincts et aux souvenirs de la France. La philosophie n'avait rien de national; c'était un emprunt à l'étranger; le XVIII^e siècle avait plus vanté Frédéric de Prusse et Catherine II que les gloires de la patrie. Le consul fut plus noblement inspiré; il réchauffa tout ce qui était français, le catholicisme, l'histoire, les vieilles traditions. La tâche était rude de reconstruire les idées religieuses; au moment du concordat, toute la société révolutionnaire protestait; on ne restait pas souffrir ce rétablissement des idées catholiques; une ligue se forme entre l'armée et les philosophes; la force glorieuse, mais toute matérielle des camps,

sceller d'État chargé de toutes les affaires concernait les cultes.

Art. 1. Ce conseil d'État travaillera directement avec les consuls.

Art. 2. Ses attributions seront :

1^o De présenter les projets de lois, règlements, arrêtés et décisions touchant la matière des cultes.

2^o De proposer à l'administration du premier consul les sujets propres à remplir les places de ministres des différents cultes.

3^o De examiner, avant leur publication en France, tous les règlements, bulles et brefs de la cour de Rome.

4^o De entretenir toute correspondance indirecte relative à ces objets.

Art. 3. Les ministres des relations extérieures, de l'intérieur, de la justice, de la guerre, de la marine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Bulletin des lois.

(1) Voir ce qu'on écrit sur l'esprit religieux des Français.

Le cardinal secrétaire d'État à Rome a écrit à Rome la proclamation de loi par écrit du premier consul et de Cambacérès. Lebrun, un tel philosophe, n'a pas voulu, à quelques jours que la loi fût jointe à cette cérémonie. Cette belle pièce de garantie, que ce cardinal a été obligé de réquérir des deux démagogues, fournit une ample matière à la raillerie. On trouve surtout fort plaisant que Cambacérès se soit avisé d'accorder sa phéonaxie à celle de Bonaparte.

Le premier consul a pris avec le pape l'engagement solennel de professer publiquement la religion catholique. Les philosophes s'opposaient beaucoup à cela de la voix et de la main. Le directeur d'État a eu d'abord beaucoup de peine à vaincre la discussion sur le traité conclu avec le pape; il a fini par le chasser de sa présence. Volney, qui avait ses entrées chez le consul, en a été exclu pour la même cause.

(Correspondance secrète.)

et l'incrédulité des bons esprits se coalisent contre la pensée chrétienne. Singulier phénomène dont il faut maintenant pénétrer l'esprit et la portée !

CHAPITRE XLII.

L'ARMÉE SOUS LA PREMIÈRE PÉRIODE DU CONSULAT.

Armée opposée. — Moreau. — Buge. — Masséna. — Lannes. — Bernadotte. — Jourdan. — Angereau. — Gourlon Saint-Cyr. — Desdilles. — Lecourbe. — Dogbadieu. — Jourdan. — Armée dépeuplée. — Alcega de camp. — Davoust. — Junot. — Influence du premier consul. — Police militaire.

1801 — 1802.

Une période difficile à traverser pour les gouvernements militaires, c'est l'état de paix qui succède aux hostilités et après les grandes émotions des batailles, lorsqu'une génération ardente vient à subir les lois pacifiques de la société. Il reste toujours chez elle une fermentation qui ne s'apaise que difficilement ; ces hommes ont contracté dans de longues campagnes une habitude de dangers et d'émotions ; la vie habituelle leur déplaît. Prodiges de leurs jours hâtivement dévorés, ils le sont aussi de leurs moyens d'existence ; ils jettent dans les hasards leur or, comme ils ont jeté leur tête dans les combats ; de là résultent des difficultés inouïes pour le pouvoir qui veut les contenir ; ils sont mécontents par nature, conspirateurs par tempérament ; rarement ils laissent le gouvernement paisible, car ils le considèrent comme une gêne importune dont ils veulent secouer le frein et comme un obstacle à leur fortune.

(1) Voici une lettre originale de Moreau qui constate le véritable esprit de l'armée d'Allemagne et l'insécurité de ses officiers.

Le général est au ministre de la guerre de la république française.

« Au quartier général à Strasbourg,
le 29 Brumaire an 10 (10 mai 1802).

Mon cher ministre,

L'ordonnance en cas et le payeur général étaient chargés de vous rendre, ainsi que le trésor public, le compte le plus détaillé de l'administration de l'armée. Mais l'administration avec laquelle le journal officiel, dans ses numéros du 15 et du 17 germinal, avouait que l'Allemagne n'avait pas été imposée, et que tous les fonds de la solde de l'armée du Rhin avaient été tirés par le trésor public, m'a permis de dire de vous donner un aperçu des sommes reçues à l'armée et de leur emploi.

Lorsque le prix de la contribution de l'armée du Rhin, en

Ainsi furent les troupes de la république après la conclusion de la paix de Lunéville. La liee des combats était fermée ; la paix avec l'Autriche rappelait sur les frontières ou à Paris surtout, les forces considérables dirigées vers les camps que l'on essayait déjà de Boulogne jusqu'à Anvers ; l'armée d'Allemagne comptait à son retour un effectif de plus de 80.000 hommes ; celle d'Italie, quoique considérablement diminuée par l'expédition de Toscane et de Rome, avait 60.000 hommes sous les drapeaux ; à l'intérieur se déployaient de nombreuses demi-brigades, fières de leurs souvenirs et de leurs succès. Tous ces drapeaux étaient bien glorieux ; les uns avaient reçu leur baptême à Marengo, à travers les feux de la mitraille, sous les yeux du premier consul ; les autres arrivaient des champs de Hohenlinden, sous les ordres de Moreau. La victoire, fidèle compagne, n'avait déserté aucun drapeau ; toutes ces légions pouvaient se disputer le prix du dévouement pour la patrie, et des succès militaires dignes des temps antiques.

Mais toutes avaient des titres égaux et des hauts faits à écrire dans les fastes de l'histoire, les deux armées étaient marquées d'un esprit particulier que j'ai déjà signalé ; les demi-brigades qui marchaient en Allemagne appartenaient presque toutes à ces austères et braves soldats qui formaient, à l'origine de la révolution, l'armée de *Sambre-et-Meuse*, immense souvenir des premiers triomphes, la brillèrent l'esprit antique, la rigidité de Laodémone ; les généraux portaient à peine quelques signes distinctifs ; on faisait la guerre par le seul amour de la patrie ; les vertus républicaines étaient dans la plus puissante exaltation ; le soldat était sobre, l'officier simple, à ce point, que la paye d'un chef d'escadron, en campagne, était de douze francs par mois ; on passait à travers les rilles, on nobles conquérants, sans les dépouiller, L'point d'ornements dorés sur le drapeau, point de chevrons de luxe, point d'épée brillante ; c'étaient les hommes de Plutarque (1).

mois de solde au soldat, il était de l'armée 1000 mois de solde ; les distributions de vivres étaient très-irrégulières, pour ne pas dire nulles, et l'habillement était dans un état affreux.

« Je demandai au gouvernement de régulariser les distributions, et de me donner seulement deux mois de solde ; je comptais sur l'effet du trésor public, et je dis bonjour aux commandants.

« Je reçus, avant d'être en campagne, environ dix-huit millions, qui purent au plus servir.

« Six ou sept décades de solde furent acquittées ; les fonds qu'on avait pour les vivres donnèrent du crédit ; et au moyen de huit ou neuf millions de rilles, les distributions se firent régulièrement ; l'habillement fut réparé, et l'armée se sentit bien ; j'ai, depuis de bonne volonté et de courage, commencé la campagne de l'an viii.

« Il ne fut possible d'obtenir quelque régularité dans la perception des contributions qu'après les armées. L'Allemagne malheureusement, on ne pouvait espérer de réceptions régulières qu'

Courageuse comme les demi-brigades du Rhin, l'armée d'Italie s'était animée d'un esprit plus léger, plus-aventuré et moins austère, surtout dans le grand devoir de la vie militaire; toutes les fois qu'elle se précipitait des Alpes, elle passait comme un torrent dévastateur dans les riches cités du Milanais et de la Toscane; et les dépouilles des églises avaient servi le luxe et l'amour désordonné de l'argent chez quelques-uns de ses chefs les plus glorieux. Là, on s'était enrichi par le pillage; on portait dans les régiments les signes non équivoques d'une opulence conquise par l'épée; généraux, officiers et soldats avaient des fourgons, des sacs tout pleins encore de riches dépouilles; tous portaient les souvenirs des trésors de Milan, de Venise et de Notre-Dame de Lorette, dont les reliques d'art devaient enrichir ces nouveaux Gaulois descendus des Alpes.

Cette distinction entre les deux armées, s'était manifestée d'une manière saillante en plus d'une occasion; lorsque Moreau, conduit son expédition à travers le Saint-Gothard, on put aisément faire la différence des soldats d'Italie et de ce corps détaché de l'armée de Moreau; les vieilles demi-

brigades murmuraient en voyant les ornements d'or, les scintillantes aigrettes des soldats d'Italie qui tremblaient au vent, sur les champs de manœuvres ou de combats. Cette distinction, j'oserais presque dire cette répugnance, subsista encore après la paix; les soldats de l'armée d'Allemagne se connaissaient tous; c'était la vieille armée disciplinée, la seule qui se proclamait telle, dans la paix comme dans la guerre. Quand vint l'oisiveté, les deux camps se séparèrent, et à Paris, déjà l'armée d'Allemagne se manifestait par ses plaintes et ses mécontentements sous ses généraux rentrés aux foyers.

Le premier conseil se trouva donc après le traité de Lunéville en face de véritables difficultés. J'ai besoin de parler d'abord de la plus grande et de la plus redoutable des rivalités, celle du général Moreau qui venait d'accomplir une campagne germanique, jusqu'aux portes de Vienne, et de gagner la belle bataille de Hohenlinden. Moreau avait pris part au 18 brumaire loyalement, et en croyant secondier un mouvement qui placerait le pouvoir dans l'armée; ainsi lié à la fortune de Bonaparte, il avait reçu le commandement en chef de l'armée

pour des opérations de banque. Pour faire face à cette dépense et à toutes les dépenses irrégulières que nécessitait une armée entière, je décidai que le payeur ne se chargerait ni recette, vis-à-vis du trésor public, que de quatre cinquièmes des contributions, me réservant de déterminer, sur des bases particulières, l'emploi du dernier cinquième, dont j'ordonnai le versement dans une caisse particulière.

« On m'a vu envoyer copie de tous les procès-verbaux de versements; le payeur général en a également fait l'envoi à la trésorerie.

« La totalité de la recette se monte entre un quarante-quatre millions.

« Le payeur a été chargé vis-à-vis du trésor public d'environ treize millions.

« Les fonds dont je me suis réservé l'emploi, sont d'environ sept millions.

« La dépense des trente-six millions se compose d'environ deux millions pour les différents services et autres dépenses régulières, créanciers par l'ordonnement en chef.

« La dépense des sept millions dont je m'étais réservé l'emploi, se compose des frais de négociations d'environ vingt-cinq à vingt-six millions, qui ne sont rentrés que par des opérations de banque.

« Des gratifications données à toute l'armée.

« Des frais de quelques monuments que j'ai fait élever à des officiers généraux recommandés, morts sur le champ de bataille.

« Des secours à donner à quelques corps qui avaient plus souffert que les autres.

« Les vivats de chevaux de prise, incorporés dans les corps de cavalerie de l'armée, et du paiement d'une foule de créances qui étaient propres des militaires; ces créances bien constatées, mais que quelques délais de formalités ne permettaient pas de régulariser.

« Lorsque j'aurai reçu toute partie de comptabilité ouverte avec moi, je vous donnerai les explications que vous pourrez désirer.

« Quant à la comptabilité régulière, le payeur général en rendra compte à la trésorerie, et l'ordonnateur en vous donnera le double de toutes ses ordonnances.

« Au résumé, les contributions ont payé environ treize mois de soldes. Ainsi, dans la supposition que l'armée n'ait été renvoyée au courant, il ne lui est pas été dû une seule décade au courant en France.

« Je n'ai pu donner que de très-forts à-compte à tous les services, puisque les liquidations ne sont pas faites; mais ces services ont pu payer la presque totalité de leurs dettes, et je présume que le restant en escompte, sera probablement d'environ 7 à 800,000 francs, et que l'on versera chez le payeur de la guerre de la somme de millions; fera face à ce qui leur sera dû.

« L'armée est rentrée aussi bien équipée qu'on peut le désirer pour des troupes qui viennent de faire une campagne d'hiver très-pénible.

« Les corps d'infanterie sont en même complet qu'en entrant en campagne; plusieurs sont à 8 ou 900 hommes par bataillon; il n'y en a pas un au-dessous de 700.

« Les corps de cavalerie sont beaucoup plus nombreux qu'en entrant en campagne; les ressources des pays conquis ont fourni à leurs dépens les moyens d'équiper ces douilles inéquivalent. Plusieurs régiments de cavalerie légère excèdent sept cents chevaux.

« L'artillerie est rentrée très-bien équipée, ramenant près de deux cents bœches à feu de bataille, pièces à l'ennemi, et environ trois mille chevaux de plus qu'en entrant en campagne; les arénas de Strasbourg et de Metz sont approvisionnés de bois, fers, sciens, etc.

« Enfin, il est rentré dans les magasins des hôpitaux militaires du mobilier d'environ 200,000 francs.

« Croyez, citoyen ministre, que j'ai mis dans la levée des contributions le plus d'ordre possible, et que je n'ai point sacrifié les intérêts de la république, les pays conquis ayant été imposés avant qu'ils pussent être sans blâme les lois de l'humanité.

« Le général en chef, Moreau.

« J. S. La liste des états-majors et officiers sans troupes a été acquittée jusqu'au milieu de l'année, c'est en effet de plus de deux millions.

« Pour copie conforme :

« Le général en chef, Moreau. »

d'Allemagne. Moreau n'avait jamais salué le premier consul que comme un magistrat temporaire; il ne s'en était pas caché, et toutes les fois qu'il avait eu occasion de parler à ses soldats du premier consul, il avait dit : « Quand Bonaparte aura fait son temps, nous en choisirons un autre. » C'était mal connaître le caractère du consul; il n'était pas de ces esprits à quitter le pouvoir quand il l'avait en mains. Moreau, déçu de toute pensée, de toute résolution politique, n'avait jamais compris la portée du 18 brumaire; il jugeait le caractère de Bonaparte d'après le sien. Si la pourpre du consulat, au lieu de tomber sur le général en chef d'Italie, avait été acceptée par Moreau, celui-ci, après le temps de sa magistrature, l'aurait abdiquée. Mais Bonaparte ne connaissait pas de limites et de distinction dans le pouvoir; il l'avait conquis et le gardait; tout ce qui s'opposait à lui, il avait la force et le courage de le briser. Déjà, lors de son voyage à Paris, avant la bataille de Hohenlinden, Moreau s'était expliqué avec Bonaparte sur la durée de son pouvoir, et le consul avait joué la modestie en offrant d'abdiquer sa magistrature, après le terme fixé par la constitution.

A ce moment, d'autres causes de rivalité plus petites et plus étroites s'étaient élevées entre ces deux remarquables capacités militaires. Après son entrevue avec le premier consul, le général Moreau s'était uni à une jeune fille, mademoiselle Hulot, riche héritière, qui déjà était remarquée dans les cercles de Paris. Moreau, comme Joubert, était resté deux jours à peine près de sa femme; puis s'élançant de nouveau dans les hasards de la guerre, il avait laissé sous la conduite de sa mère la gracieuse compagne de sa vie. Madame Moreau, fière du nom qu'elle portait, s'était consacrée à la gloire et à l'émulation de son mari; on faisait cercle autour d'elle. Appartenant à une famille riche, elle pouvait eclipser beaucoup de ces femmes d'aides de camp et de généraux qui se groupaient auprès de Josephine.

La Malmaison ou des Tuileries voyaient rarement madame Moreau et sa mère; Josephine en avait conçu quelque jalousie. La femme du premier consul, déjà avancée dans la vie, éprouvait une sorte de douleur des comparaisons que l'on pouvait faire entre elle et madame Moreau, alors âgée de dix-sept ans. Bonaparte lui-même, en voyant son

rival de gloire heureux d'une jeune et chaste femme, pouvait se demander pourquoi la destinée lui faisait subir la condition plus triste et plus monotone d'une femme déjà presque vieillie dans les salons du Directoire.

On ne peut dire combien la société de madame Moreau faisait hantement d'opposition au premier consul. Le vainqueur de Hohenlinden valait bien celui de Marengo; on le disait partout. C'était jalousie de capapé, caquetage de salons, et Moreau, d'une facilité d'esprit extrême, se laissait aller à tous ces propos et à ces sourdes influences. On lui rapportait les mots des Tuileries, et aux Tuileries on disait les médisances de Moreau. Rarement les deux généraux se voyaient à Paris. Moreau vivait somptueusement à la belle terre de Grosbois; son cercle valait celui de la Malmaison (1). Ainsi, il arrive souvent que deux hommes supérieurs sont entraînés, par de petites causes, à des inimitiés jalouses et fatales, et cet entre-choquement de paroles aigres pouvait faire mettre l'épée au poing à Bonaparte et à Moreau. Le caractère du général en chef de l'armée d'Allemagne, avec une supériorité militaire incontestable, tenait un peu de l'arocat; il était étroit et tracassier; il avait beaucoup de mots et peu d'énergie, des paroles insultantes, et pas assez de force pour mettre ses menaces à exécution, triste caractère qui compromet les causes sans jamais amener un résultat. Bonaparte, au contraire, était très adroit à ses fins; il s'exprimait quelquefois sur Moreau, mais il agissait plus qu'il ne parlait. Habile à saisir les côtés faibles des caractères, il profitait de tous les accidents pour élever son pouvoir; de temps à autre, il frappait ses adversaires par une parole moqueuse ou fondroyante. Un jour il dit, avec cette concision antique qui était comme un reflet de son profil : « Eh bien! Moreau veut-il renouveler le spectacle de Pompée et de César? Le champ de bataille est libre; qu'il commence; au vainqueur, l'empire. » Une autre fois il dit encore, à l'occasion de quelques hanters de Moreau : « Tout ceci m'ennuie; s'il veut en finir, il faut que ce soit vite et l'épée à la main; qu'il choisisse un matin au bois de Boulogne, d'homme à homme de soldat à soldat. » Ces paroles étaient rapportées et convenimées par de faux amis ou par des délateurs de police.

Il y avait cette différence entre Bonaparte et

(1) Moreau ne faisait pas publiquement Bonaparte, mais il se tenait loin de la cour des Tuileries, et jouissait de sa gloire dans une sorte d'obscurité. Bonaparte comptait autour de lui les généraux des armées d'Italie; ceux des armées d'Allemagne se réunissaient auprès du général Moreau. Il était difficile pour ce dernier d'obtenir pas une rupture. Bonaparte avait en lui Moreau se plaignait de son indifférence. « Vous devez, répondit-il, que nous renouveller les paroles de César et de Pompée. » Bonaparte, pour récompenser les services militaires, distinguait

des tuiles, des arbres, des grenades d'orange, distinctions plus conformes à l'esprit des monarchies qu'à celui de la république. Dans la société d'un repas, Moreau se permit d'en plaisanter. Son ennemi se fâcha surpassé, les convives vantaient son talent. « Il le faut, dit Moreau, que je décerne à ce général-là une couronne d'annonceur. » Ces mots ne manquèrent pas d'être répétés et rapportés à Bonaparte, qui en gardait un souvenir amer.

(Empire contemporain.)

Moreau, que l'un était homme de raisonnement, l'autre d'action; l'un était de cire, l'autre était de fer; quand ils étaient en face de l'armée, ces caractères agissaient sur le soldat d'une manière différente : Moreau, froid et méthodique, raisonnait avec ses généraux ses plans de campagne; il ne disait rien à l'enthousiasme des masses, mais il avait soin d'elles; il veillait avec sollicitude aux plus petits détails de l'armée. Il marchait au combat avec un courage calme et composé à un devoir; il arrachait à la Victoire ses ailes dorées pour n'en faire plus qu'une divinité froide et mathématique. Moreau était franchement républicain par goût, par principes, par étude. Le caractère de Bonaparte était tout différent; lui, prenait le soldat par les fibres intimes; il remuait ces masses de granit avec une parole; il entraînait ses vieux grenadiers comme des enfants, sous les prestiges de son imagination; il les menait dans les régions mystérieuses et inconnues de sa vaste pensée. Moreau faisait marcher l'armée par devoir, Bonaparte par entraînement; et cet entraînement était si fort, qu'il lui faisait sauter les Alpes à pieds joints, braver les sables brûlants de l'Égypte, les glaces du Saint-Bernard ou le soleil brûlant des pyramides, et tout cela avec le même enthousiasme.

Cette différence de caractère et de destinée se manifestait encore après la campagne dans la vie politique de Paris; on avait de l'estime pour Moreau, du respect pour son caractère; on avait de l'admiration frénétique pour le premier consul. Le soldat saluait gravement le général en chef de l'armée d'Allemagne, mais son œil brillait et s'efforçait quand il se portait sur le premier consul. L'audace de Bonaparte le rendait maître de l'opinion publique, tandis que Moreau ne pouvait faire que de

l'opposition et des bouderies. L'action, c'est le génie; l'opposition, c'est le froid examen, lien matériel qui arrête l'homme des grandes œuvres entraîné vers les destinées infinies. Une telle situation ne pouvait se prolonger; ces deux fronts devaient se heurter dans la lutte. Un mouvement républicain emporterait Bonaparte, où le premier consul devait briser Moreau : c'était ici une des fatalités de leur situation.

A côté de Moreau se dessinait une physionomie un peu plus ardente, mais d'un mérite plus limité; c'était Brune (1), général en chef d'abord en Hollande, puis en Italie. Brune, franchement républicain, avait commencé sa vie avec le drapeau sur lequel s'élevait la devise de la souveraineté du peuple, ainsi qu'au temps de Rome, la Louve et le S. P. Q. R., et il n'avait point oublié cette origine première de la révolution française. Brune ne suivait pas précisément de conspiration contre Bonaparte, mais il faisait partie de cette armée frontoise assistant à la chute de la république avec douleur. Il avait pleuré la mère aux puissantes mamelles qui les avait nourris, eux tous enfants du peuple. Brune, au reste, parfaitement élevé, avait comme Moreau, une certaine instruction qui le plaçait dans une position exceptionnelle au milieu de cette tourbe de généraux que le mouvement de 1789 avait inscrits dans les fastes de gloire. Cette éducation malle et romaine des coléges influait sur sa vie entière.

Dans cette catégorie des généraux mécontents, il fallait placer aussi Masséna et Lannes (2), tous deux nés soldats; l'un, possédant le génie inné du champ de bataille; l'autre, ce feu de gloire qui le faisait accourir au bruit du canon. Masséna n'était beau que lorsqu'il se trouvait à la face de l'ennemi; alors de vastes conceptions venaient à son cerveau méri-

(1) Guillaume-Marie Brune était né le 11 mai 1763, à Brives-la-Gaillarde. Après avoir fait de bonnes études chez les doctrinaires, Brune se décida pour la carrière du droit, et se rendit à Paris. Étant placé dans la garde nationale, il s'y fit remarquer par sa haute taille, son air martial et l'ardeur de son patriotisme. Après la journée du 10 août, il quitta le second bataillon des volontaires de la Seine, dont il était adjudant; il fut créé adjoint aux adjudants-général de l'intérieur, le 5 septembre 1790, puis élevé, le 12 octobre de la même année, au grade de colonel-adjudant-général, et ce fut en cette qualité qu'il suivit Bumeouriez en Belgique. Devenu général de brigade, il retourna à l'armée du Nord dont il s'était éloigné pendant quelque temps. Après le 18 thermidor, il suivit Fréron dans les départements du Nord. Il ne fit partie de l'armée d'Italie qu'après le 10 septembre 1798, où il commanda une brigade de la division Masséna. Brune remplaça ce général lorsqu'il fut chargé par Bonaparte de porter à Paris le traité de Léoben; il avait été peu de temps auparavant nommé général de division; on lui confia bientôt la deuxième division devenue vacante par le départ d'Augereau. Brune, à la formation de l'armée d'Égypte, en fut nommé général en chef, puis il remplaça en Italie Berthier qui allait partir pour l'Égypte. Lorsqu'une escadre anglaise débarqua sur les côtes de Hollande le 24 de York et 45,000 hommes, Brune fut chargé du commandement en chef de l'armée franco-hollande. Bonaparte, devenu con-

sul, envoya Brune dans la Vendée, et le nomma président au conseil d'État, section de la guerre.

(2) André Masséna était né à Nice, le 8 mai 1758; il s'enrôla fort jeune dans un régiment piémontais, puis dans le régiment Royal-italien au service de France, où il parvint au grade de sous-officier. Retiré à Antibes, il embrassa les principes de la révolution, devint le chef du troisième bataillon des volontaires nationaux du Var, fit partie, en 1792, de l'armée du Nord, commandée par Anselme, et fut élevé rapidement au grade de général de brigade. Devenu général de division, il commanda, en 1795, l'armée droite de l'armée d'Italie dans le pays des Génois. Bonaparte le dépêcha successivement à Vienne et auprès de l'archiduc Charles, avec une mission relative à la paix; il l'envoya ensuite à Paris porter les préliminaires de Léoben, et présenter au Directoire les drapeaux enlevés aux Autrichiens. En février 1798, ce lui délégué le commandement du corps d'armée chargé de républicaniser Rome et l'Égypte; il fut bientôt obligé de quitter ce commandement. Une révolte s'étant élevée contre lui parmi les soldats qui l'accusaient d'avarice, il se retira, et ce fut alors qu'il resta plus d'un an sans emploi. La guerre d'Égypte ralluma en 1799, le Directoire lui confia le commandement en chef de l'armée d'Égypte. Depuis, on sait sa gloire acquise et sa mortelle fortune.

dional; il improvisait la victoire dont il était le fils-chéri. Masséna était un des généraux de l'armée d'Italie, et par conséquent lié personnellement avec Bonaparte, par les souvenirs d'une confraternité d'armes et de gloire. Jamais Masséna ne se serait soulevé contre le chef qui les avait conduits à Lodi, à Castiglione, à Rivoli. D'ailleurs, cet homme si fier, si hautain à la face de l'ennemi, n'avait aucun caractère dans la vie privée, et ses ailes de camp disaient de lui, qu'il était tout tremblotant devant un gendarme, lâches, énergique républicain, enfant des sans-culottes, s'exprimait avec une franchise si brutale, avec un ton de camaraderie et d'égalité si démocratique, que nul n'eût osé penser de lui qu'un jour il serait l'appui d'une monarchie naissante sous un empereur. Lannes était l'ami de Bonaparte, mais l'ami inégal, boudeur et ne reconnaissant de supériorité que celle du génie incontestable de ce vainqueur d'Italie qui foulait aux pieds les rois et les peuples. Bonaparte le souffrait avec impatience. Il n'y a pas d'armes plus incommodes que ceux qui, vous ayant vu très-bas, se font un plaisir de vous le rappeler quand ils vous voient bien haut; la voix intime de la conscience est assez forte pour cela, et toute autre parole est importune.

Parmi ces généraux ennemis de l'ordre monarchique fondé par le consul, on pouvait compter Bernadotte (1), intelligence militaire de premier ordre. Il avait l'esprit hardi, fin et subtil qui distingue la famille méridionale uni au courage de la race gas-

conne. On se rappelle la conduite de Bernadotte au 18 brumaire, tout hostile à Bonaparte, sans dénigrement et sans contrainte. Le premier consul ne l'avait pas heurté dans ces premiers moments de son pouvoir; il avait besoin de tous et par conséquent il les ménageait tous; Bernadotte reçut le commandement de l'armée des côtes d'Angleterre, et une place au conseil d'État. Tout en l'apaisant, le consul n'en conservait pas moins pour Bernadotte un de ces ressentiments profonds que la Corse laisse si vivaces dans l'âme de ses enfants. Bonaparte n'ignorait pas les rapports de Bernadotte avec Fouché et Moreau, esprits qui s'entendaient ensemble. Fouché considérait Bernadotte comme l'épée du gouvernement qu'il rêvait, et Bernadotte regardait Fouché comme l'auxiliaire de ses projets d'ambition dans les corps politiques. Ces deux hommes ne se perdirent jamais de vue; ils voulaient se créer un parti dans le sénat contre le pouvoir de Bonaparte et ils y parvinrent.

Parlerai-je maintenant de Jourdan (2), d'Angereau, enthousiastes des premiers temps de la république? Jourdan n'était plus à Paris; le consul avait envoyé le franc-jacobin, l'homme des clubs, en mission près de la république cisalpine, et il le comblait de pensions secrètes et de moyens de fortune afin d'abaisser la fierté de ce caractère. Jourdan, loin des casernes, n'était plus à craindre. Bonaparte pouvait redouter davantage Angereau, brave soldat, mais incapable de concevoir une idée ferme et suivie (3). Angereau avait conservé un

(1) Jean-Baptiste-Jules Bernadotte était né à Pau en Béarn, le 26 janvier 1764, d'une famille de bourgeois. Il s'engagea dans le régiment Royal-Marine, où il était sergent au moment de la révolution. Il avança rapidement, et était déjà colonel à l'armée de Custine, en 1793; il commandait une demi-brigade en 1793, lorsque Kitcher se distingua, et le fit nommer général de brigade; ce général obtint même bientôt pour Bernadotte le commandement d'une division de l'armée de Sambre-et-Meuse. À la tête de laquelle il se trouva à la bataille de Fleurus, en 1794. En 1797, il passa à l'armée d'Italie. À l'époque qui précéda la 15 fructidor (4 septembre 1797), Bernadotte signa une adresse au nom de sa division, contre le parti qui succomba. Bonaparte l'envoya à Paris, pour présenter au Directoire les drapeaux pris à Peschiera, après la bataille de Rivoli. Appelé au commandement de Basseville, il préféra retourner à la tête de sa division. Le 18 janvier 1798, il fut nommé ambassadeur à la cour de Vienne. À son retour à Paris, il reçut le commandement de la cinquième division militaire, et donna sa démission de l'ambassade de la Haye qu'on lui avait confiée. En 1799, Bernadotte commanda en chef une armée d'observation. Après la révolution du 30 prairial, il fut nommé ministre de la guerre, et après le 18 brumaire, conseiller d'État et commandant en chef de l'armée de l'Ouest; le 6 mai 1800, il empêcha un débarquement d'Anglais à Quiberon. Il remplit l'année suivante le commandement du général Laborde, mais à ce moment il était à Paris, siége de tous les mécontentements.

(2) Jean-Baptiste Jourdan, fils d'un euhurgien de Limoges, était né dans cette ville, le 29 avril 1762. Il s'engagea en 1778, dans le régiment d'Anvers, et partit pour la guerre d'Amérique. Après la paix, il revint en France. En 1790, il rejoignit son service

dans la garde nationale et fut nommé, en 1791, commandant du deuxième bataillon des volontaires de la Haute-Vienne, qu'il conduisit à l'armée du Nord. Le 27 mai 1793, il fut élevé au grade de général de brigade, et à celui de général divisionnaire, le 30 juillet suivant. Le 9 septembre de la même année, il remplaça les généraux Lannache et Beuchard, dans le commandement de l'armée; peu après, Fichetru ayant été nommé pour le remplacer. Il resta quelques temps dans l'inaction, puis obtint le commandement de l'armée de Roelle qu'on avait retiré à Rocho. Après la victoire de Fleurus, les différents corps réunis sous ses ordres prirent le nom d'armée de Sambre-et-Meuse. Jourdan était retenu à Limoges, fut nommé, en mars 1797, au conseil des Cinq-Cents, par le département de la Haute-Vienne. Le 23 septembre de la même année, il fut nommé président; le 21 mai 1798, il fut élu secrétaire, et nommé de nouveau président, le 24 septembre; le 14 octobre, il donna sa démission, et eut le commandement de l'armée du Rhin. Le 10 avril 1799, il fut remplacé par Masséna et nommé inspecteur général d'artillerie. Nommé au conseil des Cinq-Cents, il y entra en mai 1799. Le 26 juillet 1800, il fut nommé ministre extraordinaire, puis administrateur en Picquenois.

(3) Pierre-François-Charles Angereau était né dans l'un des faubourgs de Paris, le 11 novembre 1757. Après avoir servi en France dans les carabiniers, il s'engagea dans les troupes napoléonnes, et il y resta comme soldat, jusqu'en 1787; à cette époque, il s'établit maître d'armes à Naples, donna des leçons au prince royal, et fut renvoyé comme tous ses compatriotes en 1793. Il entra alors, en qualité de volontaire, dans l'armée française; son audace le fit avancer rapidement, il fut employé en 1794, comme général de brigade à l'armée des Pyrénées. Devenu général de

certain respect et une soumission absolue pour le général en chef qui l'avait conduit en Italie; entre eux survivait encore quelques débris de cette hiérarchie qui se maintient longtemps entre l'inférieur et le supérieur; et les opinions républicaines d'Augereau ne l'avaient pas empêché de soutenir et de suivre le général Bonaparte dans la journée du 18 brumaire. Augereau, comme Lannes et Masséna, était entraîné par le tourbillon de gloire qui entourait le premier consul; il en était de même des généraux Victor, Oudinot, Macdonald, Soult, remarquables capacités élevés sous la tente, et qui tous déjà avaient commandé en chef les armées de la république.

Telle était l'armée opposante dans ses rangs supérieurs; mais il y avait ensuite une multitude de généraux de division, officiers d'une moins grande importance qui faisaient aussi une opposition contre le gouvernement consulaire et la tyrannie qu'il semblait préparer. Bonaparte n'aimait point ces âmes mâles et austères, soumises à une discipline antique, telles que Gouvion-Saint-Cyr, Dessolles, Lecourbe, têtes graves et fortes (1). Ces hommes-là, dessinés à la manière de Plutarque, voyaient tous avec douleur la marche ascendante du pouvoir absolu, mais ils s'y résignaient par devoir militaire; ils auraient

été incapables de saisir l'épée pour tenter la guerre civile et servir Pompée contre César. La France était pour eux une grande idole, le rêve de leur devoir; ils lui sacrifieraient leurs dépits, leurs opinions, leurs répugnances; ils n'auraient jamais tourné leurs armes que contre les ennemis de la patrie. Tous refoulaient dans leur cœur les sentiments fierement conçus, depuis ces jeunes années où ils avaient volé à la frontière pour la défendre contre la première invasion de l'étranger.

A côté de ces énergiques caractères, il y avait des imaginations plus ardentes, de jeunes officiers exaltés, qui ne tenaient compte ni de la police ombrageuse du conseil, ni de son implacable justice; ils aimaient la république, avec l'ardeur d'un jeune fiancé pour son amante, et ils le disaient haut. Bonaparte n'était pour eux qu'un tyran; comme ils avaient commencé avec l'égalité, ils ne voulaient ni César, ni dictateur; ils avaient haine d'une cour, se montraient hautains, dignes, et quelquefois insolents. Tandis qu'un grand nombre s'abaissaient jusqu'à la domesticité auprès du premier consul, eux protestaient jusqu'à la bravade. Ainsi, par exemple, à la Malmaison, on avait vu le chef d'escadron Donnadieu (2) laisser tomber l'épée du consul

division, il servit avec la même activité en Italie. Bonaparte le choisit pour porter au Directoire les drapeaux des Autrichiens, enlevés dans les batailles qui précéderent la prise de Bonaparte. Il se présenta le 26 février 1797. Le 9 août suivant, il fut nommé commandant de la 12^e division militaire (Paris). Ce fut lui qui exécuta le 18 fructidor. Après la mort de Boche, vers le 8 de septembre 1799, on le nomma général en chef de l'armée de Rhin-et-Meuse et de Sambre-et-Meuse. Il fut bientôt arraché des bords du Rhin, et nommé commandant de la 18^e division militaire (Perpignan). En 1799, député de la Haute-Garonne au conseil des Cinq-Cents, il fut élu secrétaire à la séance du 29 juin. Bonaparte, consul, l'envoya commander l'armée de Hollande. Augereau arriva à la Haye, le 28 janvier 1800. Il se rendit dans la même année sur le bas Rhin, à la tête de l'armée galo-batave, destinée à secourir les opérations de Moreau. Après la bataille de Hohenlinden, il retourna en Bavière, où il fut remplacé par le général Victor, en octobre 1801. Il demeura sans emploi jusqu'en 1803.

(1) Gouvion-Saint-Cyr était né à Toul, vers 1760. Il entra dans la carrière militaire avant la révolution. D'abord simple volontaire, il devint bientôt officier et fit les premières campagnes de la république avec la plus haute distinction. En 1793, il fut nommé général de brigade dans l'armée des Alpes. Promu au grade de général de division, il servit en 1797 à l'armée de Rhin-et-Meuse sous Moreau, et en 1798, sous Masséna en Italie. Il fut destitué, en 1799, par le Directoire, avec plusieurs autres généraux, mais cette disgrâce ne fut que momentanée. Vers la fin de 1801, il fut appelé au conseil d'État, section de la guerre.

Jean-Joseph-Paul-Augustin Dessolles était né à Auch, le 3 octobre 1767, d'une famille noble, et reçut une éducation très-soignée. Il entra de bonne heure dans la carrière militaire. En 1793, il servait comme capitaine au premier bataillon de la légion des montagnards. Après avoir été successivement aide de camp du général Anguilhem et adjoint à l'état-major, il fut destitué, comme noble, mais presque aussitôt réintégré, puis nommé adjoint général le 11 vendémiaire an II (1793). Il passa avec ce dernier grade à l'armée d'Italie, sous Bonaparte, et se distingua

dans toutes les occasions, jusqu'aux préliminaires de Léoben, en 1797. Le 12 prairial an V (1797), il fut promu au grade de général de brigade, et chargé, quelque temps après, du commandement d'une partie de l'armée destinée à pénétrer dans la Valteline; il fut fait général de division après la victoire qu'il remporta en avril 1799 sur les Autrichiens à Salis-Marie. Bessolles obtint, sur la fin de 1798, le commandement de toutes les troupes en Ligurie, puis fut nommé chef d'état-major général de l'armée du Rhin, sous Moreau. Revenu à Paris après le traité de Lunéville, il fut appelé par le premier consul au conseil d'État (section de la guerre), et fut nommé chef de l'administration de la guerre sous Berthier; il refusa ce poste.

Claude-Joseph Lecourbe était né à Lens-le-Sautinier en 1776. Entraîné par son penchant pour l'état militaire, il abandonna ses études, et alla s'engager dans le régiment d'Aquitaine. Son congé expiré, il revint au sein de sa famille, et fut nommé, au commencement de la révolution, commandant de la garde nationale du canton de Buzey. Il joignit ensuite l'armée du Nord-Rhin à la tête du septième bataillon du Jura, puis l'armée du Nord. Nommé chef de brigade, il se trouva à la bataille de Fleurus, où il se distingua pendant sept heures l'attaque d'une colonne de 10,000 Autrichiens. Il passa successivement, avec le grade d'officier général, dans les armées de Sambre-et-Meuse, de Rhin-et-Meuse, du Danube et de Bavière. Elevé au grade de lieutenant général, il prit, en 1799, le commandement de l'aile droite de l'armée française en Suisse. Lecourbe eut quelque temps le commandement de l'aile droite de l'armée du Danube, où il coopéra au succès de Moreau contre les Russes. Le général Moreau l'ayant enlevé pour un de ses lieutenants généraux, Lecourbe prit, à l'ouverture de la campagne, le commandement de l'aile droite. La paix de Lunéville l'ayant renvoyé au repos, il vécut dans une maison de campagne aux environs de Paris, sans être employé.

(2) Donnadieu était né le 11 novembre 1777, dans une ville du Midi, capitaine de dragons en 1793, il présenta, le 7 février, à la convention nationale un drapeau qu'il avait enlevé aux Prussiens. Il servit, en 1796, à l'armée du Rhin, sous Moreau. Lieutenant-colonel sous le gouvernement consulaire, il fut élevé à son régi-

qui, la détachant de son ceinturon, la lui présentait pour danser librement la *Monaco*, cette danse de prédilection pour Bonaparte dans ses moments d'abandon et d'écolier. D'autres fois les jeunes officiers allaient plus loin. Dans un banquet où le vin de Champagne avait conlé à pleins bords, ces ardents jeunes hommes, à la tête tout exaltée, rappelaient avec enthousiasme, dans des toasts arrosés d'ai, les souvenirs de la république, et l'un d'eux, le chef d'escadron Fournier (1), habile tirur au pistolet, s'engagea à atteindre Bonaparte à trente pas, su front, entre les deux tempes. Tous ces propos étaient rapportés sur-le-champ au consul (car il avait une police d'armée tristement et largement faite). Il faut le dire, des généraux, des aides de camp, soit par enthousiasme, soit par d'autres motifs que l'histoire doit oublier, s'étaient faits comme les agents de la surveillance consulaire. On a recueilli les noms des généraux Davoust (2) et Savary comme ceux des officiers les plus dévoués à Bonaparte. Parlerai-je de Junot (3), à la tête brûlante, qui n'eut d'autre culte que celui de son général? Àme toujours émue par un noble fanatisme! La femme spirituelle et sème qui nous a fait pénétrer dans toute cette vie, nous a expliqué ces dévouements aveugles de toute une génération de jeunes officiers. Rien ne se passait sous leurs yeux qu'ils ne fussent prompts à en instruire le héros qu'ils plaçaient dans leur cœur comme la première et la plus haute pensée. Il y a de ces immenses renommées qui aveuglent, et il faut alors voir une âme exceptionnelle pour s'en séparer quand elles veulent vous imposer des actions qui réprouvent les nobles sentiments. Malheureusement tel ne fut pas toujours le caractère des généraux qui entourèrent Bonaparte. Ils oublièrent, par un

dévouement exalté, les lois d'une fière indépendance.

Ce fut surtout à l'occasion du concordat que cette opposition d'armée devint violente; tous ces hommes, qui avaient suivi les camps, s'étaient accoutumés depuis les premiers jours de la révolution française à mépriser le culte et à ne voir dans le catholicisme qu'un préjugé et une superstition; ceux qui étaient bien élevés, comme Dessolles, Gouvion-Saint-Cyr, Sainte-Suzanne, avaient sucé les idées voltairiennes et railleuses du XVIII^e siècle sur la religion. Les autres, soldats de fortune, sortis de la tente, comme Delmas, Lannes ou Augereau, avaient les préjugés des clubs contre les prêtres, soldatesquement insultés pendant le cours de la révolution sous le nom de *calotins* (4). Quand ils virent donc Bonaparte rétablir la religion et son culte proscrire, quand ils furent forcés d'aller à Notre-Dame, pour assister à la messe, quand Bonaparte obligea ses compagnons d'armes à s'agenouiller devant une divinité qui n'était pas la Victoire ou la Liberté, alors les murmures éclatèrent; l'armée ne se contenta plus, il y eut un échange de paroles grossières contre l'Église; les généraux de la république dirent les blasphèmes contre le catholicisme comme les féodaux du moyen âge insultaient les clercs et les moines; il fallait un ordre du jour, et presque de la violence pour faire assister les vieux soldats au *Te Deum*; ces hommes, d'une nature fière et matérielle, ne comprenaient pas comment le nouveau Charlemagne songerait à rétablir les églises; Bonaparte voulait mêler Dieu à l'origine de son pouvoir, afin de lui imprimer une solennelle destinée. Dans la reconstruction de l'ordre, il appelait quelque chose de plus durable que l'épée (5).

ment, conduisit au Temple et mit sa secret sous de vains prétextes. Après quelques mois de détention, il fut transféré au château de Lourde, dans le département des Hautes-Pyrénées, où il resta plusieurs années.

(1) Fournier-Sariorbe était né dans le Périgord, en 1773; destiné au barreau, il quitta l'école du droit en 1782, pour entrer au service comme sous-lieutenant de dragons. A la bataille de Fleurus il était chef d'escadron, puis, en 1799, il fut fait colonel de hussards. Il assista à la bataille de Marengo, où il commandait le 12^e régiment de hussards.

(2) Louis-Nicolas Davoust était né à Amboin en Bourgogne, le 10 mai 1770, d'une famille noble; il fit ses études au collège de Sézanne avec Bonaparte. Il entra dans la carrière militaire, en 1785, avec le grade de sous-lieutenant au régiment de Royal-Champagne, cavalerie. Il fit partie de l'expédition d'Égypte, et fut destiné avec Desaix à agir dans la haute Égypte. Il se revint en Europe qu'avait ce général, dans le mois de mars 1800. Bonaparte, à son arrivée, l'éleva au grade de général de division, puis le combla, en 1802, commandant en chef de la garde consulaire.

(3) Andoche Junot était né en 1771, à Suzy-le-Grand près de Sézanne; il s'engagea, en 1791, comme simple volontaire dans la première bataillon de la Côte-d'Or, et s'y fit bientôt distinguer par un courage extraordinaire. Parvenu au grade de lieutenant, il fut remarqué par Bonaparte, qui le fit entrer dans son état-major; il

l'accompagna en Égypte en qualité de premier aide de camp. A son retour, il s'attacha avec un noble dévouement à sa personne.

(4) On écrivait à Londres toute espèce de nouvelles sur l'état du mécontentement de l'armée.

« On a beaucoup parlé, pendant tout le mois qui vient de s'écouler, de conspirations de généraux mécontents, contre la personne et le gouvernement de Bonaparte. En pareil cas, la vérité est fort difficile à connaître, et quand on la connaît, il n'est pas toujours sûr de la dire. Cependant tous les avis s'accordent à annoncer que Lannes, Masséna, Augereau et Bernadotte, ont eu des conversations extrêmement vives avec le premier consul sur l'insurrection républicaine, sur l'abandon des patriotes et des principes de la révolution, et surtout sur sa partialité pour sa famille et pour l'armée d'Égypte. Bonaparte a voulu essayer de calmer et de neutraliser ces dissensions en donnant aux principaux des milices locales, mais éloignées. On assure que ces généraux se sont engagés entre eux par serment à accepter aucune place quelconque de Bonaparte, et qu'en conséquence Masséna a refusé l'ambassade de Constantinople.

« Le général Lannes est en disgrâce complète. Il est exilé en ambassade en Portugal. Il y arrivera malheureusement après Lucien. Il aura trop tard pour y faire fortune.

(5) « Cinq cents officiers réformés sont allés ce mois-ci (novembre) à la Malmaison, pour porter des plaintes de l'abandon dans

Il y eut des explications flûtes et colères entre Bonaparte, le général Delmas et Lannes même, son ami (1); on frondaït partout les actes du gouvernement, dont le consul comprenait seul la portée dans le présent et l'avenir. Envers quelques-uns, les plus embarrassants, Bonaparte prit des mesures de rigueur; des exils et des arrestations vinrent venger le dictateur impérial. Donnadieu et Fournier furent jetés au Temple; le général Delmas fut obligé de quitter Paris; Mallet partagea ces disgrâces. Bonaparte était-il assez fort pour agir de cette manière envers ses autres compagnons d'armes? Pouvait-il attaquer de face des hommes tels que Lannes, Masséna et Bernadotte? Entre lui et Moreau, la querelle était plus haute; il n'y avait plus moyen de raccommodement. Bernadotte, plus fin, plus habile, se soumettait avec résignation aux circonstances; il attendait une crise, et Bonaparte lui offrit l'ambassade de Naples. Quant à Lannes, le consul le prit par son côté faible; il était dépensier, aventureux, presque toujours sans argent, avec un besoin incessant de le jeter profusément à tous; il avait cette imprévoyance militaire qui n'a ni présent ni avenir. Bonaparte lui proposa l'ambassade de Lisbonne, ce pays si brillant d'où chacun rapportait des trésors de pierres, les rubis et les diamants du Brésil. Bonaparte dit donc à Lannes: « Tu as besoin d'argent, tu en trouveras à Lisbonne; » et, par ce moyen, il put éloigner un ami importun, trop familier déjà dans ses exigences auprès de l'homme qu'il tutoyait à l'armée d'Italie. Le caractère de Masséna était plus facile à maintenir et à dompter; je l'ai déjà dit, cet homme si fier sur un champ de bataille, offrant sa tête inconsidérément à la bouche du canon, n'avait pas le courage civil; il tremblait devant un ordre du palais; Bonaparte lui donna de l'argent à pleines mains; Masséna en était avide.

Les légations devenaient les clefs d'or. Le consul éparpillait tous ceux qui pouvaient se mettre à la tête d'un mouvement de soldats, le seul alors à

redouter dans l'affaissement des esprits, depuis le 18 brumaire (2). On avait déporté les principaux d'entre les jacobins; le peuple avait abdiqué; il ne restait plus à craindre que l'armée. Or le consul s'efforçait d'en briser les mâles caractères; les plus fiers, il les jetait en prison; le Temple devenait leur palais; aux autres, il prodiguait des trésors, des dignités; par ce moyen, il tua l'esprit patriotique dans l'armée. Bonaparte, le premier, introduisit la police de surveillance entre des camarades qui ne devaient avoir au cœur que la gloire du drapeau; on s'épia de tente à tente; il n'y eut plus d'épanchement parmi les soldats; on craignait les rapports secrets; on soupçonnait son ami, son frère d'armes. Il se fit un espionnage organisé qui, du bas officier, s'éleva jusqu'au général; triste dégénération de l'armée, qui la transforma en une masse inerte et dévouée sous les aigles victorieuses du consul et de l'empereur.

CHAPITRE XLIV.

LES DEUX ÉCOLES DE RELIGION ET DE PHILOSOPHIE.

Publication du *Génie du Christianisme*. — Vives critiques sur l'auteur et sur l'œuvre. — L'abbé Morellet. — La langue et l'art. — Daillie. — *Les Jardins*. — *La Pitié*. — La Harpe. — *Guerre littéraire*. — Geoffroy. — Fontanes. — Roderer. — Publications philosophiques. — *Les Nouveaux Saints* de Chénier. — *De la Férité*, par Gély. — Tendance monarchique des théâtres. — *Édouard en Écosse*. — Domination de la censure. — Action du vaudeville sur les salons. — Les journaux. — Le *Mercur*. — Les *Débats*.

1801 — 1802.

Une des causes qui contribuèrent le plus fortement à la marche des idées catholiques vers leur triomphe moral sur la société, fut la publication

sequet on les laissait. Le consul eut une frayeur terrible. Il leur ordonna d'aller qu'on ne venait pas ainsi au nombre de cinquante à la fois, que cela ressemblait à un attroupement séditieux. Il fut convenu qu'il ne serait reçu qu'une députation de deux d'entre eux. Ils exigèrent et obtinrent du premier consul qu'à mesure qu'il y aurait des vacances, on prendrait des remplaçants parmi eux; cette scène a fait beaucoup de bruit. On a beaucoup ri de la peur qu'elle avait occasionnée au grand homme. » (Journal à la main.)

(1) Jean Lannes était né à Lectoure, le 11 avril 1769: il s'engagea en 1792 dans un bataillon de volontaires et fit sa première campagne à l'armée des Pyrénées-Orientales, en qualité de sergent-major. En 1793, il fut nommé colonel; mais destitué après le 9 thermidor, il vint à Paris et se lia avec Bonaparte qu'il suivit en Italie à la tête d'un régiment; il fut fait général de brigade à la prise de Tivoli; il l'accompagna aussi en Égypte

où il fut nommé par lui général de division, en mai 1799. (2) On raconte mille traits d'opposition à l'occasion du concordat. On rapportait que Bonaparte, s'adressant à Delmas au sortant de Notre-Dame, lui dit :

« Eh bien ! général, nous venons de faire une cérémonie bien imposante; j'espère que vous êtes content ! — Oui, répondit Delmas, vous m'avez fait une belle capucine; il ne manque plus que de nous faire mettre des chapeliers en guise de dragées à nos épées. »

« Lannes et Augereau voulurent descendre du voiture quand ils virent qu'on les conduisait à la messe, et il fallut un ordre du premier consul pour les empêcher de le faire. Ils allèrent donc à Notre-Dame, et le lendemain Bonaparte demanda à Augereau comment il avait trouvé la cérémonie. « Très-bien, répondit le général; il n'y avait qu'un million d'hommes qui se sont fait tuer pour détruire ce que nous rétablissions. »

de quelques grandes œuvres ramenant au cœur de la génération les principes du christianisme; le peuple avait le secret instinct du sentiment religieux. Il arrive des époques où une mélancolique puissance pousse les âmes vers les autels; la société ne se rend pas compte des mobiles qui agissent mystérieusement sur elle, mais elle marche toujours sous l'empire de certaines émotions vers la croyance; quand les esprits sont ainsi disposés, un livre, un accident, suffisent pour les jeter dans les régions immenses de la foi et de l'exaltation religieuse.

A cette époque il parut une œuvre littéraire qui agit plus profondément sur les esprits que la signature matérielle du concordat, acte purement administratif; je veux parler du *Génie du Christianisme*, par M. de Chateaubriand; ce livre révéla à une génération élevée dans l'indifférence profonde, les grandeurs populaires de la religion, les pompes de ses fêtes, la poésie de ses croyances (1). Depuis une année, la France connaissait déjà l'épisode d'*Atala* et le drame de *Réné*. C'était au commencement du consulat; on se réunissait le soir dans les cercles brillants; et là, le jeune Breton, du même âge que le consul, lisait quelques-unes de ses pages qui promenaient les imaginations au milieu des torrents et des forêts vierges de l'Amérique. Secouant la philosophie froide et moqueuse, le scepticisme railleur de l'école du XVIII^e siècle, M. de Chateaubriand invoquait toutes les idées qui attachent l'homme à la vie morale; le tombeau du père, le berceau de l'enfant, le souvenir du clocher, du château et de la vieille paroisse bretonne, patriotique mémoire des temps qui ne sont plus. Dans *Atala*, le tableau du nouveau monde, l'éloge des prêtres et des missionnaires au pied de la croix, symbole de douceur et de consolation; les idées et les images étaient toutes si opposées à ce qui s'écrivait depuis un demi-siècle, que la société dut en être saisie d'étonnement, semblable à l'homme inquiet et malade dont une heureuse nouvelle vient soulager la tête abîmée par le doute et la tristesse.

L'épisode d'*Atala* était détaché d'un livre tout entier écrit sur les beautés du christianisme et qui parut précisément à l'époque où le concordat occupait tous les esprits. Au milieu du scepticisme général et du sensualisme le plus grossier, voilà qu'une brillante voix remue par l'histoire chaque pierre de l'édifice catholique; rien n'échappe à cette belle imagination nourrie de fortes études; elle prend l'homme au baptême, avec ses cérémonies si sim-

ples, si belles; l'eau lustrale, symbole de la pureté de la vie; le sel, qui exprime l'amertume des jours de douleur; l'étoffe blanche, comme la candeur et la vertu; le mariage, qui unit les âmes; l'anneau, symbole de la fidélité et de cette chaîne qui doit unir deux êtres en face de Dieu et des hommes; l'extrême-onction qui oint le corps; l'ensevelissement des chrétiens, au milieu des chants et des prières qui s'élèvent au ciel, sous le double parfum de l'encens et des psaumes, quand le *Dies iræ* retentit au son grave de l'orgue. Ces tableaux empreints de couleurs si vives et si pénétrantes, parlaient à toutes les imaginations, et l'on ne peut dire le magique effet que produisit le *Génie du Christianisme* sur la société si longtemps agitée par les mauvais jours. Il fut comme la poésie du concordat, la légende du rétablissement du culte dans l'Eglise de France; il nous apprit le mystère de la Fête-Dieu, le mérite des saints, leurs légendes d'ahné-gation et de force d'âme. Œuvre immense que le livre de M. de Chateaubriand! Il parlait à la génération nouvelle; à la jeune fille comme au jeune homme qui ne s'étaient point abreuvés des préjugés hantais et matériels du XVIII^e siècle.

En face de cette attaque profonde jetée contre ses doctrines, l'école philosophique ne pouvait rester silencieuse. Allait-elle se laisser entraîner sous les roues de ce char de triomphe qui brisait ses monuments, ses théories, ses systèmes? Il lui fallait renoncer à son doux sensualisme, à cette vie de délices que Chapelain, Voltaire et Parny avaient chantée en sahlant le vin d'AI sur les genoux de leurs maîtresses dans des bosquets de lilas et de roses. Elle avait aussi dans son sein des hommes de talent, des critiques profonds, des esprits élevés ou caustiques qui feraient justice enfin de ce novateur hardi qui s'agenouillait devant le Christ et ne dédaignait pas Voltaire. Quel était ce livre dont on faisait tant de bruit? Où était son mérite réel? C'était une production plus extraordinaire que remarquable, une de ces œuvres qu'un caprice de mode soutenait, et que la postérité foulerait aux pieds (2): M. de Chateaubriand n'avait respecté ni la langue, ni les idées du siècle, et l'on ne pouvait parler non à l'ave de demence d'une littérature bizarre qui cherchait le faux pour secouer les lois éternelles de la philosophie.

Ce livre fut donc attaqué sous deux rapports: 1^o les grammairiens se réunirent pour dénoncer, avec leurs dissertations aigres, étroites, les fautes de la langue française (3); 2^o les philosophes le dé-

(1) Le *Génie du Christianisme* parut dans les premiers mois de 1802.

(2) Voyez la violente déclamation de Cérignies de toute l'école dans la *Décade philosophique*.

(3) Voici l'étrange critique de l'abbé Morellet sur le *Génie du Christianisme*.

« Dès les premières pages, l'auteur nous dit qu'au sortir de l'hiver, les arbres déracinés, abattus et assemblés vers les sources

noncèrent au monde entier, parce qu'ils ne comprenaient pas qu'on pût préférer les légendes morales et résignées de la foi chrétienne aux mythes ingénieux et aux fables d'amour et de grâces du paganisme sensuel. A la tête des grammairiens se trouvait l'abbé Morellet, dissertateur intrépide, expression de la virille académie; lui, l'abbé Morellet, dont le nom est effacé déjà du livre de la vie, reprochait à M. de Chateaubriand de ne pas savoir sa langue, d'être un petit écolier qu'il fallait renvoyer sur les bancs, pour apprendre ce qu'était une intrjection, un pronom, un verbe, ou un temps; et tout cela, l'académicien l'accompagnait d'une diatribe verbale sur les gens qui ne sauraient pas écrire. L'abbé Morellet n'était pas capable de suivre la pensée dans les hautes régions, de saisir les images colorées, le drame et l'expression poétiques; sa tête s'appesantit sur un adjectif, tout son art est dans un subjonctif; il confond la langue française et l'italienne vulgaire. L'écrivain hardi doit respect à cette belle et noble langue, mais il la voit dans la pompe éclatante de ses trésors; l'intelligence supérieure assouplit la grammaire, l'élève et l'agrandit; l'imagination a besoin d'être restreinte, comprimée; les règles sont un frein sans doute, mais rien n'arrête le coursier quand la trompette sonne et que le feu sacré de la gloire agite son noble poitrail.

La seconde classe des critiques s'attacha surtout

à l'idée qu'exprimait le *Génie du Christianisme*, c'est-à-dire à la reconstruction des croyances religieuses, si fausement confondues avec le fanatisme, par toute une école de philosophie. Que signifiait ce livre dont on faisait quelque bruit? Quels en étaient le principe et le but? N'était-il pas périlleux de vouloir rétablir le calendrier des saints, de lomer la messe et de restaurer ce culte des pareseux sous la hure, et de diviniser encore les moines et les nonnains? Tout cela se disait avec ce gros rire sensuel des hommes enivrés de la vie philosophique: le christianisme avait rempli le monde de tourmentes et d'agitations; c'était la boîte de Pandore, d'où le mal devait s'échapper; le livre de M. de Chateaubriand voulait restaurer un édifice vermoulu; tout ascétique, il ne parlait nullement aux besoins et aux idées de la génération pensante; c'était une homélie pour les gens du monde, une réaction d'esprits dévots; quelle audace de vouloir attaquer l'école encyclopédiste, magnifique association d'esprits si élevés! et l'on énumérait avec une complaisante abondance toutes les expressions ambitieuses ou ridicules du nouvel ouvrage; on calculait les mots étranges; on accouplait des phrases disparates, d'où l'on se hâtait de conclure qu'il n'y avait rien de plus contraire à la langue et au goût que le *Génie du Christianisme*, monstruosité sortie d'un cerveau malade (1).

des *Œuvres* qui se jettent dans le *Mississippi*, forment des cascades qui descendent de toutes parts. « Le vif fleuve, ajoint-il, s'en empare et les pousse à son embouchure; par intervalles, il élève sa grande voix en passant sous les monts, etc. »

« On ne sait pas ce que signifie l'épithète de *deux fleuves* donnée au *Mississippi*, qui n'est pas plus vif que ceux qui lui fournissent leurs eaux, sans lesquelles lui-même ne coulerait pas. Je n'entends pas non plus ce que c'est que la *grande voix du fleuve*, ou du moins, je ne vois pas quel mérite il a à appeler la *grande voix* du *Mississippi*, le bruit qu'il fait, lorsqu'il est débordé et entraînant tout ce qui se trouve sur son passage.

« Chacot prisonnier dit aux femmes qui le gardent: « Vous êtes les grâces du jour et la nuit vous êtes comme la rosée. »

« Pourquoi les grâces du jour? Qu'est-ce que les grâces du jour? et qu'est-ce que l'amour de la nuit pour la rosée? La terre attend le jour par la chaleur, aime la rosée et la fraîcheur des nuits; mais le nuit n'aime pas plus la rosée que toute autre disposition de l'atmosphère. Enfin je ne puis m'empêcher de voir là le style précieux dont Rollin s'est si bien moqué.

« Chacot, se trouvant seul avec Atala, éprouve le premier embarras, comme tous ceux qui ont aimé. « Étrange contradiction! l'un du cœur de l'homme! s'écrie-t-il; moi qui avais tant désiré de dire les choses du mystère à celle que j'aimais déjà comme la soleil; maintenant, interdît et confus, je crois que j'eusse préféré d'être jeté aux crocodiles de la fousine que de me trouver seul avec Atala. »

« Je n'ai pas besoin d'observer que le phrase n'est point française, faute de l'imprimeur sans doute; mais, c'en est une de l'aveur bien plus grave de mettre cette étrange exagération dans la bouche de son jeune sauvage; c'est un parti bien violent qu'on lui fait prendre; se donner en pâture aux crocodiles plutôt que d'éprouver l'embarras de dire *Je vous aime*, est une hyperbole amoureuse, dont on ne trouverait pas le pendant dans tous les romans de la Calprenède et de Scudéry.

« Atala est plus belle que le premier songe de l'époux. »

« Il est fâcheux qu'on soit toujours obligé de demander une explication. Que veut dire cela? Est-ce qu'Atala est plus belle que l'objet que le nouvel époux embrasse dans son premier songe? Mais, si le premier songe de l'époux n'est pas le *Mississippi*, c'est l'image de son épouse qu'il embrasse, et cette image n'est pas plus belle que l'épouse elle-même: ainsi, Atala est belle comme la nouvelle épouse aux yeux de son jeune époux: ce qui peut se dire, quoique l'éloge ne soit ni neuf, ni piquant; mais ce qu'il ne faut pas dire d'une manière si détournée.

« Atala dit à son amant, qu'il est beau comme le désert. Or, veut-on se faire une idée de la beauté de ce désert, en le trouvant décrit quelques pages après.

« Accablé, dit Chacot, de sauts et de craintes; exposé à tomber des bras des Indiens ennemis, à être englouti dans les eaux, piqué des serpents, dévoré des bêtes sauvages; trouvant difficilement une chétive nourriture; perdu dans des montagnes inhabitées, et ne sachant plus où porter ses pas, les maux d'Atala et les miens ne pouvaient plus s'accroître, etc. »

Et c'est dans une pareille situation que l'auteur fait dire à Chacot, par son amant, qu'il est beau comme le désert.

« Chacot, assis dans l'eau, contre un tronc d'arbre, le vent Atala ses genoux, au bruit d'une horrible tempête et le bruit des torrens de pluie, sent tomber sur son sein une lame d'Atala (qu'il distingue sans doute de la pluie, parce que la lame était chaude). Orage du cœur, s'écrie-t-il, est-ce une goutte de votre pluie? Cette épithète à l'orage du cœur, mise en contraste avec l'orage du ciel, est une pensée bien étrange, et tout le monde sent que le situation de Chacot ne peut lui permettre de faire un tel rapprochement. »

(1) La haine de Barletti contre M. de Chateaubriand alla bien loin: le grand écrivain publiait des articles dans le *Mercurio* sur l'Angleterre; il avait fait la phrase suivante:

« Les Anglais estiment peu l'étude des mathématiques, qu'ils

Il fallut une certaine force d'âme à l'homme supérieur qui avait conçu cet ouvrage pour surmonter tous ces obstacles. On ne sait pas tout ce qu'il faut d'efforts dans le cœur et l'esprit de ceux qui osent une innovation. Le vulgaire a sa route frayée devant lui ; il y marche soutenu par la masse d'intelligences médiocres qui l'entourent et l'applaudissent, parce qu'ils trouvent un esprit fait à leur image. Quand on est poussé par la multitude, qui ne marcherait pas ? Quand le vent souffle, le vaisseau enfle ses voiles. M. de Chateaubriand peut dire quelles furent les amertumes de cette époque de sa vie ; heureusement le grand écrivain trouva des intelligences qui le comprirent, et un public qui le récompensa. M. de Fontanes protégea les premiers pas du jeune Breton ; il avait le cœur religieux, et surtout cet instinct d'un goût élevé qui le faisait aller au-devant du beau et du grandiose ; saluant une œuvre qui se produisait si magnifique, il la défendait dans les journaux, dans le *Mercur* surtout ; il la protégeait dans le monde supérieur, auprès de Bonaparte même. M. de Fontanes avait alors inspiré une tendre passion à Éliane, la sœur du consul. Comme toutes les femmes qui aiment, Éliane protégeait les sentiments exaltés et les livres ardemment écrits. Lucien avait pris goût pour M. de Chateaubriand, et Lucien était alors le protecteur des lettres, le Mécène du nouvel Auguste. M. de Chateaubriand, admis dans ses intimités, y lisait ses fragments, et la douce mélancolie de ses œuvres correspondait aux élans passionnés d'une petite cour, où se renouvelait la galanterie du vieux régime, auprès d'Éliane et de la duchesse de Santa-Croce, la bien-aimée de Lucien. Si les soldats et les officiers généraux, élevés dans le culte des camps, conservaient la religion du dieu Mars et les hymnes de la victoire ; si des philosophes, avancés déjà dans l'âge, vieillissant dans les émotions, ne voyaient dans cette littérature qu'un sujet de raillerie et de mépris, les femmes, les jeunes filles, les

jeunes hommes aux passions vives, aux émotions tristes et rêveuses, aimaient à suivre ces épisodes d'amour, ces tableaux pleins de sensibilité, qui promenaient l'âme et le cœur dans les abîmes de la souffrance, cri déchirant du héros à la tombe. C'était, je le répète, chez Lucien Bonaparte que M. de Chateaubriand venait écouter les avis et les conseils de Fontanes, et déposer aux pieds d'Éliane les premiers essais de sa belle poésie.

Dans ces réunions intellectuelles, on se faisait gloire de protéger la belle littérature ; les vers de Delille en faisaient les délices ; alors exilé de la terre de France, ses œuvres y retentissaient comme un événement. Le poète restait dans les conditions classiques de la littérature de Louis XIV ; son style didactique décrivait alors l'art des jardins, la manière de cultiver les fruits, les serres chaudes de Kiew (1), les parcs anglais, les fantaisies chinoises, et tout ce qui pouvait servir à façonner son rythme, à briller son expression. Le poème des *Jardins* faisait fureur ; on aurait voulu entendre de la bouche même de Delille ces strophes si travaillées, et ces vers de la *Pitié*, allusion à de grandes et profondes infortunes. Delille avait pris texte de ce noble sentiment, la pitié, pour raconter les malheurs d'une race tombée, les douleurs d'un roi captif, s'élevant par le martyre sur l'échafaud ; il avait parlé de la reine, fille de Marie-Thérèse, et de cet enfant royal que la misère dévora dans le Temple. Le poème de la *Pitié* fut un véritable manifeste des sentiments du vieux royalisme, le cri du cœur des émigrés. Les éditions de Delille apparaissaient à Londres, à Vienne, à Amsterdam, et celles qui arrivaient à Paris, étaient soumises à la plus sévère censure ; des lambeaux en étaient arrachés, pour ne pas laisser dominer l'expression royaliste dans des livres qui avaient un si grand retentissement. Souvent même la police imposait des intercalations ; elle demandait que l'éloge du

« croit très-dangereuse aux bonnes mœurs, quand elle est « poétisée trop loin. Ils pensent que les sciences dessèchent « le cœur, détachent de la vie, même les esprits sages à « l'athéisme et de l'athéisme à tous les crimes. Les belles-lettres, « au contraire, remuent nos jours merveilleux, attendrissent nos « âmes, nous font pleins de foi envers la Divinité, et conduisent « ainsi par la religion à toutes les vertus. »

L'abbé Morellet soulève que M. de Chateaubriand n'écrit pas français.

« Fubac, dit-il, dans ce passage plusieurs fautes de langage, quelques erreurs de fait et des opinions que ne peut avouer une saine philosophie. »

« On ne dit point une étude dangereuse à quelqu'un ou à quelque chose. »

« On n'entend pas ce que n'est que rendre nos jours merveilleux. »

« Cette expression : Les belles-lettres nous font pleins de foi n'est pas française. »

« On est plein de foi en la Divinité ou à la Divinité, et non pas enquer la Divinité. »

Il était donc constaté que M. de Chateaubriand n'écrivait pas français ! Quel caprice ! celui de l'abbé Morellet !

(1) On citait partout alors ces vers de Delille, sur Kiew ; c'était fureur :

Mais l'âme à voir ces toits, ces obus transposés
Recueil des climats les tribus différentes,
Cet air encharmé le jardin d'Éden,
La province féconde au sein de son pays,
Et le jeune amour, par ces chaleurs trompées,
Vient l'âme de son fruit le tendre amour.

Tel sous plaid Trienne ; tel Paris nous étale
Des deux mondes nouveaux la pompe régala.
Tel formant son cœur à l'époque du veau,
Kien des plants étranges a rassemblé le choix,
A ces myrtes nouveaux leur raipe vient s'offrir ;
Chacun, comme Athènes, bûit son doux empire,
Et, retrouvant ici son climat, sa maison,
Félicite son air et chérit son pays.

consul vint se mêler aux chants libres du poète, et que l'on parlât d'Auguste et de César à l'occasion des émotions religieuses, et de quelques descriptions de palais somptueux ou des campagnes magnifiques (1).

Delille chantait dans ses loongs poèmes, et La Harpe, vieilli, achevait son *Cours de Littérature*. L'élève chéri de Voltaire, l'admirateur passionné de la philosophie du XVIII^e siècle, par un retour inouï d'idées, déclamaient violemment contre la révolution et les impies qui ne fléchissaient pas le genou devant les autels catholiques, qu'autrefois il avait si vivement attaqués. La guerre de La Harpe contre les philosophes fut tellement violente, ses paroles blessèrent si souvent la révolution, que le consul, quelque indulgent qu'il pût être pour les hommes qui célébraient la vieille monarchie, fut obligé d'exiler La Harpe avec ces termes de mépris que Fouché savait inventer toutes les fois qu'il fallait proscrire un homme, ou le jeter dans une prison d'État (2). Cette persécution n'empêcha pas le *Cours de Littérature* de La Harpe de faire une certaine impression dans le monde; pour la première fois on voyait un vaste tableau de critique se dérouler depuis les anciens jusqu'à la littérature moderne, y compris même Voltaire et Beaumarchais. Le travail de La Harpe était à sa fin; il avait tout comparé et son dernier volume était moins une critique qu'une longue déclamation contre le XVIII^e siècle; la vieillesse avait irrité sa haine en exaltant sa foi, et d'ailleurs est-il un esprit plus ardent qu'un converti ou qu'un transfuge? Il se passionne contre les dieux qu'il a servis, contre les idées qu'il a favorisées. La Harpe en était là, il se couait toutes convenances; il ne savait plus rendre justice à la supériorité du

génie, et aux talents qui ne sont pas les siens; il avait tout brisé dans le vaste Parnasse du XVIII^e siècle, hormis Voltaire; irrité contre les philosophes, ses anciens amis, il respecte à peine les lois de la reconnaissance; Voltaire l'a dirigé dans ses essais, La Harpe ne formait-il pas avec Chabanon « ce couple d'agréables fripons », que le philosophe de Ferney célèbre dans ses inimitables poésies légères; ils étaient ses élèves chéris, ceux-là qu'il plaçait dans sa familiarité la plus intime, jusqu'à leur communiquer ses haines contre le Christ et les apôtres, à qui le poète gentilhomme de la chambre ne pardonnait pas d'être des artisans de bas lieu, des pécheurs et des gens de rien (3).

La Harpe resta reconnaissant envers Voltaire, et cet hommage honora la dignité de son cœur, au milieu des écarts de sa plume, qui ne respectait plus rien dans sa verve irritée.

A l'occasion du *Cours* de La Harpe, et sur son apologie de Voltaire, il s'engagea une polémique élevée et sérieuse entre trois critiques éminents: Geoffroy, Fontanes et Baderer; Geoffroy attaqua vivement Voltaire, et soutint l'admirable prééminence de Racine; qu'avait fait Voltaire, par exemple, dans l'art dramatique? Il débute par *OEdipe*, puis il marche toujours en déclinant, semant, de temps à autre, quelques pièces un peu remarquables; *Mérope*, froide imitation italienne; *Zaïre*, fausse peinture des mœurs musulmanes; *Brutus* et la *Mort de César*, fruit du séjour de Voltaire dans la Grande-Bretagne et des études de Shakespeare; et enfin, viennent toujours en déclinant les derniers et malheureux essais de la muse tragique de Voltaire. Ainsi parlait Geoffroy, dans de longues déclamations du *Journal des Débats* (4). Fontanes

(1) Les frères Richard, ayant préparé huit éditions du poème de la *Pitié*, dans lequel se trouvait un passage plein de douteux sentiments sur les touchantes infirmités des Bourbons, les huit éditions furent saisies à la fois; et lorsque après tous les retards exigés par la police, elles obtinrent la permission de revoir le jour, la même police s'était attaqué le poème par un pamphlet virtuel sous le titre de: *Point de pitié pour la Pitié*. Le *Génie du Christianisme* ne put paraître en France qu'après de nombreuses mutilations.

(2) Madame la comtesse de Bama et madame de Champenetz, ayant donné quelque embrasse au gouvernement, recurent l'ordre de quitter la France, et furent conduites à la frontière par le gendarmier français gentilhomme français, retirés depuis peu de temps, éprouvèrent le même traitement. A. de La Harpe, qui n'avait d'autre tort que de déclamer habituellement contre les excès de la révolution, et d'avoir refusé de se trouver à une fête donnée par la nouvelle cour, fut exilé à vingt-cinq lieues de la capitale; et pour ajouter l'insulte à la punition, on fit dire dans les papiers publics que cet homme, âgé de 75 ans, était tombé dans l'enfance; qu'il était au près d'une espèce de délire réacteur, nourri et entretenu chez lui par le coquetage de quelques coleries. (Mémoires contemporains.)

(3) C'est un reproche que Voltaire, seigneur de Ferney, fit le plus souvent à Simon Bayle, à Joseph-Mennier de Gallée, et à Jean le père.

(4) « Voltaire, dans son château de Ferney, dit Geoffroy, était une espèce de patriarche de la philosophie, un pontife de la loi nouvelle qui devait régénérer le genre humain, extirper tous les abus, et surtout écraser la superstition; jamais le culte de Bagdad, le grand commandant des croyants, ne reçut plus de respects et d'hommages: chaque auteur qui imprimait un livre, en devait à Voltaire un exemplaire avec une épître flatteuse: le souverain, de son côté, lui envoyait dans une lettre très-poëte, un brevet d'esprit et même de génie, que l'auteur plaçait dans ses archives, et qu'il faisait le reste de sa vie, à tous ceux qui voulaient l'entendre. Il semble qu'on s'égarait dans des routes imaginaires, quand on rapporte les traits de Baïazet, de Soliman et de Hussein, qui ont illustré cette époque de philosophie et d'humanité. Que serait-ce, si je décrivais, avec toute l'exactitude d'un historien, la scène scandaleuse du couronnement de ce vieillard affaibli par les ans, et qui n'avait plus d'autre sentiment que celui de l'orgueil? Le plan de la cérémonie avait été dressé par les chefs du parti; c'était moins l'apothéose de Voltaire que celle de la secte: le bonhomme allait mourir, les honneurs divins dont on l'accablait rejoignaient sur la philosophie. Il ne faut pas croire cependant que les honnêtes gens et l'immense majorité du public aient pris aucune part à cette bouffée de ferveur. Tel est le privilège de la grandeur de Paris, qu'on caquait un homme dans un quartier, tandis qu'on le méprisait dans un autre: tous les poètes, tous les auteurs, tous les

soutient la thèse opposée; il se prononce contre les sentiments irréligieux de Voltaire, sa nature sceptique, et sa tendance malheureusement antichrétienne; mais, ami du beau langage, il se passionne pour cette faculté éminente que Voltaire possédait au-dessus de toute autre : l'esprit le plus brillant, la facilité la plus merveilleuse, la pureté la plus élégante. Fontanes soutient le caractère profondément dramatique des productions de Voltaire; il s'prend de *Zaïre*, il est fou d'amour, comme La Harpe pour cette jeune esclave, la fille de Lusignan, qui sacrifie tout à sa foi; cette lutte de la religion contre le cœur lui paraît un des plus beaux effets de la scène tragique. Fontanes et La Harpe, jeunes hommes lorsque *Zaïre* parut, se souvenaient de cette gracieuse maîtresse Goussin, que Voltaire chanta, et qui fit les délices de leur première adolescence.

Il faut voir comme Geoffroy se moque d'eux, comme il tourne en ridicule Orosmane : « Ce jaloux qui n'a pas le sens commun, puisqu'il tue sa maîtresse, plutôt que de lire une lettre qui lui est adressée, c'est un Otello qui parle en marquis, » s'écrie le critique! Dans ce débat animé Roderer intervient, pour se moquer tout à tour de Fontanes et de Geoffroy; de Fontanes, parce que, esprit timide, il demande bien pardon à la société religieuse de faire l'éloge de Voltaire, le plus méchant génie du siècle; il se rit de Geoffroy, qu'il appelle un cuitre de collège et un pédant à robe courte; c'est une querelle de journaux qui occupe le public, et que la police favorise, parce qu'elle détourne les esprits de toute préoccupation politique. Bonaparte tue la république française, mais il veut laisser subsister debout la république des lettres. La tribune expire, mais la littérature grandit; il aime à voir ces querelles qui préoccupent les salons; et ces guerres de plume sur des sujets futiles laissent en paix l'action de son gouverne-

ment. La critique d'alors révèle une intelligence et des formes d'esprit, qui sont presque aujourd'hui effacées; on trouve une tribune, on la saisit, on n'éparpille pas son talent en petites pièces de monnaie; la presse ne groupe pas autour d'elle des écrivains besogneux, au jour le jour; on travaille sur un vaste plan, et sur de plus larges proportions. On se donne une mission et l'on y marche (1).

Le parti philosophique s'agitait aussi fortement que la critique grammaticale contre les premières productions de cette littérature nouvelle, qui relevait le vieil édifice chrétien. Chénier, l'homme éminent parmi les débris du XVIII^e siècle, se posa comme l'adversaire le plus fort, le plus acharné de la nouvelle école; enthousiaste des études classiques, il trouvait dans les idées et les formes des novateurs, d'étranges hardiesses que son esprit confondait avec le bizarre, l'inconnu, l'inouï; élevé dans des habitudes classiques, Chénier envisageait le *Génie du Christianisme* comme un cri important qui troublait la souveraineté des idées voltairiennes; les encyclopédistes classaient, comme dans un échiquier, les faits et les systèmes, et tout ce qui n'avait pas pour but d'absorber le sentiment chrétien, leur paraissait sans avenir, comme un mauvais roman à la mode.

Nul ne pouvait nier la prééminence des facultés intellectuelles de Chénier; supérieur à tout ce qui l'environnait, sa verve n'était pas étendue, mais la langue qu'il parlait était pure, ses idées précises, sa poésie spirituelle. Alors il publia une satire ingénieuse sous le titre des *Nouveaux Saints*; sorte de manifeste contre le concordat et la littérature dévote qui soutenait l'organisation du christianisme. Dans cette remarquable production, Chénier se moquait avec un esprit tout attique de la nouvelle école : « Gloire à Dieu, disait-il, allons réciter nos prières; le successeur du prince des apôtres

harbouilleurs de papier, tous les académiciens, à l'exception d'un très-petit nombre, une foule d'étrangers, de vagabonds, un tas de jeunes sélés enivres de la débâcle et de la licence qu'ils avaient puisées dans les écrits de Voltaire; des compagnons de filles, des clercs de procureur, des commis, des courtisans de boutique, lui offraient le cortège qui donnait une solennité à la béatification de ce saint homme saint. »

(1) Roderer défend surtout la perpétuité de Voltaire contre l'esprit futile des journalistes.

« Quand je jette les yeux, dit-il, sur ma bibliothèque, et que, je suis dans toute la longueur d'un rayon, entre Rousseau, Fontenelle, Bachelin et Robertson, 70 volumes in-8^e de Voltaire, au caractère de Bachelin, en papier vélin, reliés en maroquin, et dorés sur tranchi; et que j'ai laissé couler tomber ma vue sur mon bureau en sur ma cheminée, j'y vois le *Mercury* de la quinzaine, et le *Journal des Débats* de la semaine; je me dis : Voltaire est là pour mille ans, le *Mercury* et le *Journal des Débats* ne seront ici que jusqu'à demain, que je prenne au hasard un volume de Voltaire, que je le prenne un jour ou l'autre, le matin ou le soir, j'y trouve du plaisir et de l'instruction, et j'y reviens.

Mais je demande qui prend la peine de faire collection des feuilles d'un journal, ou qui prend la peine d'ouvrir jamais la collection qu'il en a faite ?

« Ne nous trompons pas, pauvres journalistes, qui, avec nos petites articles, voudrions lutter contre de grands ouvrages et contre de grands écrivains : nous pouvons nuire ou servir à l'ouvrage qui vient d'être mis au jour; nous pouvons interrompre les rayons de sa gloire naissante, ou faire ressortir tous ses titres, soit à l'improbation, soit au succès. Mais, que nous sommes impuissants contre des renommées qui calculent avant nous, et qui placent au haut par-dessus nos têtes : Locke a pu renverser les idées fautes de Descartes; mais, ce n'est pas par un journal qu'il y a réussi, c'est par un livre fort de raison, de discussions, de développements. De même que ce n'est pas par des articles et du *Mercury*, ni des *Débats*, ni du *Journal de Paris*, que nous renverserons le système de l'enseignement humain de Locke; de même, ce n'est ni par le *Journal de Paris*, ni par le *Journal des Débats*, ni par le *Mercury*, que nous détruirons l'autorité de Voltaire. »

venait repêcher les princes et les rois ; il avait créé de nouveaux saints : courage, marguilliers ; ne les entendez-vous pas braver ? ces nouveaux saints étaient gais, buvaient frais, disaient la messe après boire ; ne voulaient-ils pas renverser Voltaire ? Ils dissertaient sur *Alzire*, *Mérope* et *Oévide*. Le premier entre tous était l'ingénieux Groffroy, le critique mûri dans l'art de nuire, le continuateur de Martio Fréron, fêtré par Voltaire ; puis madame Honesta Genlis ; or chacun savait combien elle avait combattu vingt ans pour la religion, les mœurs et la vertu (1). Madeleine fut imprudente, mais elle aima Dieu et ne fut point pédante ; que dire du chantre du désert et de Chactas, le sauvage érotique ? Que dire de ce bon M. Aubry et de la sensible Atala, qui venait goûter les plaisirs de la messe, et préférait le *Pange lingua* à Horace, et le *Dies iræ* à Ovide ?

Cette satire hardie, aussi caustique qu'ingénieuse, se ressentait des souvenirs de Voltaire. Le XVIII^e siècle avait épuisé les impiétés spirituelles ; c'était le même ton, les mêmes manières de sarcasme gracieux, cette forme de raillerie qui brille dans tous les ouvrages du philosophe de Ferney, quand il s'attache à la religion, aux moines et aux prêtres. Chénier était un des imitateurs les plus ingénieux et les plus remarquables de l'école voltairienne ; il avait les bonnes traditions du seigneur de Ferney, comme Andrieux, le spirituel et caustique couteur (2).

A côté de cette satire de Chénier, parut un autre

(1) Voici quelques fragments de cette satire si ingénieuse de Chénier :

Gloire à Dieu dans les hautes. Dieu est un potentat ;
C'est peu qu'en successeur du prince des apôtres
Prétende répéter les prières et les vœux
Dans ses bière « mille et romps quelques-uns
Un culte dominant se répète la France :
Telle est des nouveaux saints la dévotion espérance.
Ils sont nombreux, sales ; ils prêchent des sermons
Des journaux, des romans, des drames, des chansons
Nous entendons encore disputer sur la grâce,
Non celle de Paray, de Tibulle et d'Horace,
Mais celle d'Augustin, la grâce des élus,
Qui veut bien mieux que l'autre, et qui rapportait plus.
Courage ! marguilliers ! n'entendez-vous pas braver
Les fils, les compagnons de l'ère littéraire ?
« Ohi, par Martio Fréron, le triomphe est certain,
Dit Groffroy, vous tous, bêtards de Martio,
Et vous scribes, Clément, ses écoliers latins,
Philistins nouveaux de ce nouvel Alcide.
Soyez gais, buvez frais, humez à tout chrétien !
D'un grand coup de la rigole, et les Dieux vont bien.
La digne retardez ; nous en serons la gloire :
Vivront les enfans et la messe après boire !
Pour le philosophe, ah ! c'est la trop grande peur ;
Grâce à Clément et moi, Voltaire ne renverser
Nous avons longuement disserté sur *Alzire*,
Sur *Tancrède* et *Gengis*, sur *Mérope* et *Zéire* :

CAPIEFIGUR. — L'EUROPE.

livre de l'école philosophique, plus remarquable par le nom de l'auteur que par la valeur même de l'œuvre. Cet auteur était Grétry, le musicien si spirituel, dont nous avons tous, enfans, entendus les derniers refrains auprès de nos berceaux. Grétry, qui avait commencé sa vie sous Louis XV, et passé les jours les plus délicieux dans les salons de Louis XVI, Grétry vieillard s'était fait philosophe ; le chantre de *Zémire et Azor*, l'opéra aux grandes roulades, du *Tableau Parlant*, avec ses notes imitatives ; le gracieux compositeur, qui met si longtems le couplet d'ariette dans la bouche des Colins, des priocesses et des jeunes bergères, des Lindors et des Annettes, s'était occupé à écrire un livre en trois volumes, son point sur cet art qu'il possédait si bien, sur cet admirable mécanisme de la musique qu'il portait au dernier degré de charme et d'esprit ; mais sur la morale, sur la politique, sur la philosophie. Le vieillard revenait à ses premières années, il peignait le siècle avec une certaine habitude de déclamation et de sarcasmes usés contre la noblesse, le clergé et les idées religieuses. L'œuvre de Grétry établit une sorte de théorie morale par l'harmonie de l'âme, de l'imitation de la musique qui est l'harmonie des sons. Grétry resta médiocre de pensée et de style, et on ne remarqua son livre oublié que par cette barbarie d'un musicien qui abandonne les lois riches et brillantes de son art, la merveille de son clavier bruyamment agité, pour se livrer au pédotisme d'une philosophie vile et sans couleur (3).

On se débâta de ces méchants dévins,
Si bien que nos entrailles font blâmer tout Paris.
Rousseau, Buffon, Raynal, vrais fous, prétendus sages,
Que du siècle d'après captivaient les hommages,
Aujourd'hui après épousé vous les voyez tristes,
Reinsimmes, vendus, les, relus, tourmentés ;
Dans la bibliothèque, au camp, sur la toilette,
Partout vous les trouvez ; tous passent les siècles.
On en tourmente pas Gogon, frère Barthelemy,
Chamisso et Patachiot, Nolette et Sabotier.
Ils sont, les des luteurs, à l'abri des critiques,
Gardés avec respect, dans le fond des boutiques,
Ainsi que des talismans, des joyaux précieux,
Qu'en puissance jalous dérobe à tous les yeux. »

(2) La guerre entre Groffroy et Chénier devint de plus en plus vive ; elle petite de verre et d'esprit.

Epigramme sur Groffroy par Chénier.

Quel est donc ce Groffroy qui veut parler au malin,
Et qui de ses Frérons se croit le maître ?
C'est Groffroy-Lazare-le-pauvre-là ?
Oh ! qui non ; c'est Groffroy-Lazare.

Reponse de Groffroy.

Où, je suis en amour sans doute,
Témoin les regards sous le front
Dont j'affable chaque haubert
Que je rencontre sur ma route.

(3) Cet ouvrage portait le titre : *De la vérité. Ce que nous sommes*.

Les idées ne revenaient plus vers le XVIII^e siècle; on renonçait à toutes ces théories de perfection sociale; il y avait de l'esprit dans les productions railleuses de Chénier, d'Andrieux, de Parny, débris encore debout de l'école voltairienne; on lisait *la Guerre des Dieux*, *les Ruines* de Volney, où le génie du vieux monde évoque les générations dans la tombe; il s'y trouvait de hautes pensées et de brillantes expressions; tandis que Lalande, le grand astronome, persévérait dans son athéisme raisonné, avec la ténacité d'un mathématicien engagé dans un théorème. On suivait le spirituel et doux Cabanis, développant ses thèses sur le système nerveux, pour expliquer l'action continue et réciproque de l'esprit et de la matière. Mais le temps et la génération n'étaient plus pour ces hommes éminents; le siècle était fini; ils étaient comme ces philosophes de l'école d'Alexandrie ou de Rome, qui défendaient, avec une chaleur si mélancolique, leur doctrine tombant en ruines devant la loi nouvelle du Christ; ils invoquaient, comme Symmaque, les grandes idées du Portique; ils opposaient la poésie de Virgile et d'Horace aux légendes mystiques des moines chrétiens. Le cœur se serre quand on voit les opinions d'un siècle s'engloutir dans un siècle nouveau; triste destinée que nous réserve la vieillesse, qui est la mort lente, le martyre de nos idées. Alors l'époque s'en va, la génération s'affaiblit et tombe pour faire place à d'autres générations; fatalité marquée sur tous les frères ouvrages de l'homme et sur ces systèmes élevés avec tant de peines et de soucis.

On marchait surtout aux idées monarchiques; cette tendance des esprits se révèle partout dans la poésie, la pensée de l'art, et au théâtre spécialement; les succès de la scène constataient l'esprit d'un

peuple; or il n'y avait d'applaudissements que pour les allusions et les drames qui rappelaient les souvenirs royalistes; l'ère républicaine s'affaiblissait: comédies, vaudevilles, tout était empreint de la verve et des opinions du vieux régime; c'était la mode; on revoyait la poudre, les manchettes et les habits habillés, même au comédien Camboçérés. Les types de la bonne compagnie n'étaient plus odieux; on osait présenter sur la scène des sujets qui se rattachaient aux sympathies de la cour et des rois; les marquis n'étaient plus des fripons; les Brutus et les Cassius se trouvaient au rabais. On remplaçait ces vertus sauvages par des habitudes plus douces.

Un des plus beaux succès du théâtre, à cette époque, fut *l'Édouard en Écosse*, de M. Duval. L'aspect de ce prince romanesque, de cet Édouard qui parcourt de ses pieds meurtris les bruyères, la montagne et la plaine; de ce Stuart dont la tête blonde et bouclée fut tant de fois mise à prix par un parlement implacable; tout cela plaisait à la grande compagnie; on applaudissait Édouard, entouré de ses Écossais, fidèles, amoureux et braves, marchant contre les whigs austères et les Hanovriens, au son de la cornemuse, pour faire triompher la nationalité d'Écosse. Quel intérêt ne se rattachait-il pas à ces tristes infortunes! Toutes ces émotions rappelaient l'histoire contemporaine, les Bourbons exilés de France, les émigrés proscrits, la fidélité au malheur, et la érudite implacable des révolutions. *Édouard en Écosse* eut un succès d'enthousiasme; la société s'y rendait en foule. Les royalistes, qui aiment toujours à mêler au devoir des idées de futilité et de plaisir, accouraient tous à ce drame pour en saisir les allusions, et applaudir aux rapprochements que leur esprit devait faire (1).

ce que nous sommes, ce que nous désirons être; 3 vol. in-8, 1801. Il s'y peu de sensation. Les idées n'étaient pas à la philosophie.

(1) Voici l'article que publièrent les journaux du poëte à la suite de cette suppression; il est l'œuvre de Lucien Benard.

« Les aventures d'un prince que les historiens anglais appellent *romantic prince*, sont très-propres sans doute à jeu de la scène, mais les allusions et les maximes qu'entraîne le développement d'une telle action, sont contraires aux principes conservateurs d'un gouvernement établi. L'indécrotte qu'attire le personnage principal fait trop oublier la leçon qu'il laisse après lui.

« Qu'est-ce en effet qu'Édouard? Un aventurier coupable qui, profitant de son influence sur quelques provinces limitées, s'agit avec les ennemis de la patrie pour la répandre dans toutes les horreurs d'une guerre civile et étrangère.

« Édouard, ligé avec la France contre l'Angleterre, méritait le sort qui l'attendait dans les champs de Culloden. La vengeance nationale doit tomber sur ses partisans. On ne connaît point de prince qui, chassé de son trône, fait recourir par la force des armes étrangères. Les changements des empires, la chute ou l'élévation de leurs premiers magistrats, ressortissent à un tribunal supérieur qui décide par les événements. De là vient que la

suite d'un souverain dans une terre étrangère, et que sa venue abaisse, il la prolonge contre le vœu de ses concitoyens, est une abdication de sa part.

« Lorsque Hugues Capet monta sur le trône, Charles de Lorraine subissait encore; mais, dit M. de Lamoignon, ce pauvre prince s'était destiné lui-même en se rendant étranger, et la France ne pouvait souffrir un chef qui fût vassal d'un autre roi. Le meilleur droit de Hugues fut le consentement général du peuple français.

« Si un prince, indépendamment de l'asile qu'il va demander chez une nation ennemie, la soulevait contre son pays, il attirerait une malédiction éternelle sur lui et ses descendants. Faut-il dire les Stuarts seraient-ils remontés sur le trône de Charles II, s'ils n'eussent marché à la tête des troupes françaises; et n'est-ce pas suite du même crime politique que les princes français de la maison de Bourbon sont à jamais exilés du territoire français. En soulevant la Vendée, en excitant cette révolte de Toulon, qui livra aux Anglais une partie de la marine française, en attisant cette affreuse guerre qui nous a coûté le sang de 2,000,000 d'hommes, il se sont rendus les plus grands ennemis de la patrie. Ce mépris égale l'indignation, quand on songe que ceux qui ont constamment payé les crimes de la guerre civile, n'en ont jamais partagé les péris.

« Si quelques-uns de leurs adhérents sont restés en France, ils

Le drame n'eut que deux représentations; à la seconde le consul s'aperçut facilement de la portée d'une pièce qui réveillait tant d'émotions; elle fut défendue le lendemain impérativement.

Bonaparte n'hésita point à s'exprimer d'une manière dure et personnelle sur la cause des Bourbons en plein conseil d'État; il avait à dire toute sa pensée, à recommander la vigilance aux siens, la surveillance à la censure et à sa police; rouge de colère, il s'écria : « Voilà ce que c'est que les ministres qui font représenter des pièces politiques, sans prendre l'avis du gouvernement. Cela ne s'est jamais fait nulle part, même dans les temps les plus calmes. On dit ensuite que c'est moi qui fais jouer ces pièces pour sonder l'opinion, et cependant je n'ai pas laissé donner la *Partie de chasse de Henri IV*, quoiqu'il y ait une grande différence; car Henri IV a sauvé son pays de la domination de l'Espagne, qui était alors puissance prépondérante, et sans le secours des étrangers. Mais tout cela est sans but. C'est même tendre un piège aux royalistes; car à la fin s'ils se montraient trop à découvert, il faudrait bien frapper dessus... Aucune puissance ne veut garder le prétendant. Ce n'est qu'à ma considération qu'on ne le renvoie pas de Prusse. Le prince de Condé n'a pu avoir une audience du gouvernement anglais; il est à vingt lieues de Londres. La raison en est que tous ces princes coûtent de l'argent, et offrent sans cesse aux peuples l'exemple de rois détrônés par les principes de la philosophie. » Et Bonaparte, sans laisser à un seul membre du conseil d'État le temps de répondre, leva la séance.

Le consul affectait de mépriser la cause des Bourbons; il les frappait d'impuissance, feignant de croire qu'ils ne seraient jamais à redouter; il les voyait comme une race finie, comme celle des Mérovingiens et des Carolingiens. Cependant ce n'était ici qu'une affectation d'homme politique; la pensée des Bourbons n'était point éteinte. Le consul avait cette crainte au cœur plus que ses généraux, ses compagnons de fortune; comme il avait de la portée dans l'esprit, il savait toute la force d'un pouvoir antique et héréditaire. Les Bourbons ne lui paraissaient plus que comme des ombres, mais de ces ombres qui poursuivent dans les rêves et dans les insomnies des longues nuits. La censure, comme tous les examens par les bureaux, s'arrêtait aux petites choses, aux mots, et ne voyait point les grands mouvements d'opinion; elle n'avait pas

aperçu que dans le drame d'*Édouard en Écosse*, toute la vie poétique d'un parti était mise en action, et qu'on jetait le royalisme dans le cœur de toutes les femmes qui aimaient, et dans tous les jeunes hommes qui savaient braver les grandes épreuves de la vie. Bonaparte agit vigoureusement contre l'auteur; il avait peu de goût pour les gens de lettres, lorsqu'ils attaquaient son gouvernement; il n'aimait pas la littérature qui se faisait politique, et M. Duval, le dramatique auteur du peux *Édouard*, fut condamné à l'exil. Il dut voyager en Allemagne, en Russie; partout il y fut accueilli par la société élégante avec un véritable enthousiasme; l'opposition se manifestait déjà en Europe contre Bonaparte. On recevait bien ses ennemis en étudiant toutes les haines, en profitant de toutes les chances.

Les mesures du gouvernement contre les théâtres ne s'arrêtèrent point là; un opéra comique fut joué à Feydeau, qui portait le titre de *l'Antichambre, ou les Valets devenus maîtres*. La pièce dénoncée à la police, on accusa M. Emmanuel Dupaty d'avoir mis en scène les consuls en livrée, d'avoir insulté les fonctionnaires publics; et sur un simple rapport, sans aucune explication, Bonaparte incorpora M. Emmanuel Dupaty comme réquisitionnaire dans les compagnies de discipline qui, plus tard, devaient aller à Saint-Domingue. Ainsi procédait le gouvernement consulaire; c'est de cette manière qu'il comprenait l'indépendance des lettres; il ne les protégeait qu'à la condition expresse qu'elles resteraient dans les conditions de sa police et de son gouvernement. Il ne voyait rien en elles qu'un moyen de dominer les hommes. Bonaparte n'eut jamais le sentiment élevé des lettres; il ne comprenait ni l'histoire, ni la pensée, ni les sentiments exaltés; homme de conquête et de pouvoir, il sacrifiait tout à ces deux idées, à ces deux grandes passions de sa vie. Ces allusions continuelles dont le consul se plaignait, et qu'il punissait hautement, étaient plutôt dans les opinions qu'elles n'étaient dans les paroles des drames représentés sur la scène; quand un sentiment est au fond de la société, quand l'opposition apparaît et se montre partout, un mot, tout indifférent d'abord, devient le sujet d'applications incessantes; il est piquant et significatif par les circonstances dans lesquelles on se trouve; il faut bien que l'esprit de résistance trouve son issue, qu'il se manifeste ou par les mots ou par les choses; les rigueurs d'un gouver-

n'y sent que par ferme d'armistice et par l'indulgence de la nation, qui, parvenue au point d'offrir sur le sort des rois étrangers, n'a pas voulu être inflexible pour ses enfants égarés. Mais la tranquillité est la borne de l'indulgence; et si les partisans d'une cause déshonorée par tant de crimes, oublient la recon-

naissance qu'ils doivent à la patrie réconciliée, le devoir du gouvernement serait alors d'être inflexible. On pourrait les plaindre de leur nouveau délire, mais il faudrait les frapper, et rejeter loin de nous des ingrats couverts, aux yeux de toutes les nations d'un second opprobre, et devenus parjures une seconde fois. »

nement n'ont jamais empêché cette irruption soudaine et irrésistible de l'opposition d'un pays; c'est la transpiration du corps social (1).

Ce caractère de piquante opposition se faisait jouer jusque dans les vaudevilles, et des vaudevilles il descendait aux salons. Partout la chanson devenait ennemie des formes austères et républicaines; MM. de Ségur, aimables faiseurs de madrigaux, excellaient dans la poésie gracieuse et légère; le suprême esprit était de faire des chansons sur un mot, et de rimer vingt ou trente couplets sur le *petit ou le grand, sur la rose, sur la paille, sur la chaumière et l'humble toit*; puérilités que ne comprenait plus notre époque sérieuse. MM. Piss, Barré, Desfontaines, les chansonniers à la mode, dinaient au *Careau*; ils se noyaient dans des flots de vin de Pomard, clos de Bourgogne alors à la mode parmi cette génération à la tête chaude, à l'estomac homérique. Le *Careau* formait une institution gastronomique où il fallait chanter de toute nécessité le vin, les femmes et l'amour (2), alors même que les déceptions de la vie arrivaient avec leur triste cortège. MM. Armand Gouffé et Chazet apparaissaient sur cette scène du Vaudeville; on répétait leurs jolies romances dans les salons, et leurs petits drames sur les théâtres. M. Bouilly se chargeait de la partie sentimentale du vaudeville; il pleurait sans cesse, et dans ses lamentables couplets il exprimait la sensibilité la plus tendre, la plus expansive; il préparait alors cette *Fanchon la Vieilleuse*, drame tout d'égalité, où un marquis épouse une petite Savoyarde, « qui n'apporte en France que l'espérance et sa vieille, » vieux refrain qui faisait fondre en larmes les jeunes femmes du consulat; hélas! la plupart, n'avaient aussi apporté

à leurs glorieux mariages que leurs quinze ans et l'espérance.

Le vaudeville faisait fureur au milieu même des graves événements qui présidaient à la reconstruction sociale. La censure laissait quelque liberté aux discussions littéraires des journaux, sur un drame, un acte, une pièce à la mode ou une œuvre de plus grande portée; les journaux ne pouvaient toucher aucune question de politique, mais libre à eux de se jeter hautement dans le domaine de la philosophie et des lettres. La police, toujours mal éclairée sur les questions générales, s'imaginait que la politique seule blesse les gouvernements, tandis qu'une discussion de littérature exerce quelquefois une immense influence sur la marche des esprits, car elle prépare l'avenir des générations; il n'y a que les grandes questions philosophiques qui remuent les sociétés; la marche des idées ne vient pas de quelques sarcasmes jetés à la face du pouvoir; elle naît surtout d'un ensemble de principes qui dominent les faits.

Ainsi cette liberté de discussion, même restreinte dans les matières philosophiques, agissait sur les opinions. Est-ce que le livre de M. de Chateaubriand n'était pas plus puissant qu'une déclamation politique? Trois ou quatre journaux entraînaient l'esprit de ce même pouvoir, qui prétendait s'en affranchir. Le *Mercur*, recueil de littérature remarquable sous l'influence de M. de Fontanes, avait pour tête de colonnes MM. de Chateaubriand, de Bonald, l'éminent penseur, madame de Genlis, Esménard, gracieux poète, alors dans son époque brillante. Dans le *Mercur* étaient vivement énumérées toutes les questions littéraires du temps. Qu'on se reproduise la pensée de M. de Bonald,

(1) « Un jeune poète, M. Emmanuel Dupaty, ayant fait jouer au théâtre de l'Opéra-Comique une petite pièce intitulée *L'Autichambre, ou les Fauts devenus maîtres*, la police de Bonaparte, excitée par quelques hommes auxquels ce titre pouvait s'appliquer, crut y apercevoir une allusion au nouvel ordre de choses; sur son rapport, l'autheur, que recommandaient son nom, sa popularité et son esprit, fut enlevé à sa famille, et conduit pieds et poings liés à Brest, pour y être enrobé comme conscrit dans un régiment destiné pour les colonies. On recoutait alors que, dans le délire de sa colère et de son orgueil, le premier consul avait parlé de faire dépouiller de ses habits, et frapper de verges sur le place du Carrousel, un acteur qu'on accusait d'avoir joué son rôle de roi avec un habit de la forme et de la couleur de celui que portaient les consuls; heureusement cette parole du rapport se trouve fautive. » (Mémoires du temps.)

(2) Voici quelques échantillons de ces traits d'esprit :

Ainsi, d'être sage, en beau joser,
Je conçois la folie;
Le prude Minerve en ce cœur
Aussitôt me coëte;
Venez, dit-elle avec bonté,
Mortel digne d'être,
Sans ennuie, sans vin, sans gaieté,
Qu'puissiez la vie.

Conservons par ce bon discours

De la doctrine déesse,
Je lui jure de faire toujours
Tous les profanes leverons;
Et près d'elle je répéterai,
H'en veux-je arguer les uns;
Sans vie, sans amour, sans gaieté,
Que la vie est bienvenue! (Par M. de Ségur aliné)

Ainsi que la gaieté comble
Pour chanter et danser ensemble,
Prit-on l'air l'écouter un instant,
Sur un sujet intéressant!
On chante, du siècle où nous sommes,
Et les grands et les petits hommes;
Mais, sans prendre de si beaux tons,
Je prétends chanter les diables.

S'il faut en croire le chronique,
Les diables virent d'Amérique;
C'est sans doute de Leryla
Que nous devons ce présent-ci.
Mais, cette bienheureuse espérance
Fut naturalisée en France,
Et dans nos cours, dans nos maisons,
Nous aurons toujours des diables. (Par Rader.)

l'élégance de M. de Fontanes et le coloris de M. de Chateaubriand fondus dans une même œuvre, et l'on pourra s'en faire une juste idée.

La *Décade philosophique* fut opposée au *Mercur*; elle défendait, avec l'esprit voltairien, les idées du XVIII^e siècle, à l'aide de plumes également éminentes : Chénier, pour la poésie; Ginguené, pour l'érudition; Andrieux, pour la grâce; Garat, pour l'élégance, et d'autres noms encore rutilants; tous pouvaient lutter avec les littérateurs monarchiques et religieux; ils avaient du sarcasme, de la philosophie et de l'esprit. Brille lutte alors que cette lice de la presse! On s'occupait de ces articles comme d'un événement; les salons mêmes en étaient curieux comme d'un bulletin de campagne; l'armée de l'esprit avait ses grandes journées comme l'armée du consul; c'était l'époque des feuilletons sérieux et des articles littéraires d'une grande portée : on y soustrait de vastes thèses de grammaire, de goût et de philosophie; Geoffroy, Rœderer, n'étaient pas les seuls athlètes dans cette vaste lice du journalisme; on y voyait encore Dussault, l'abbé Grozier et M. Feletz, critique éminent.

Le *Journal des Débats* fut la vaste renommée du temps; on le lisait sur toute la surface de la république et de l'Europe. Le feuilleton de Geoffroy lui valait son retentissement. Ce journal publiait de remarquables articles sur les sciences positives, sur l'érudition et sur les ouvrages qui apparaissaient avec éclat, de telle sorte que l'histoire de l'esprit humain se retrouve dans cette presse si éminente; il y a peu de traces de politique, excepté les articles qu'imposait le consul ou que dictait sa parole saccadée, sur un homme, sur une rhose, sur un fait. La gloire du feuilleton de Geoffroy, c'est qu'il peut se relire encore; il peint son époque, ses émotions; rien n'échappait à sa critique; une représentation scénique lui sert de texte et d'occasion pour la revue littéraire d'un temps; son feuilleton a quelque chose de grave, de spirituel, de mordant et de réfléchi. Pour lui ce n'est pas un métier, mais une mission, ou si l'on veut une passion. Lorsqu'il soutient une thèse, on la discute, on s'y attache; il y a des partis dans la littérature comme dans l'État. On est pour Geoffroy, pour Rœderer, ou pour Chénier. Le matin, on ouvre avec émotion son journal, comme s'il s'agissait d'une grande affaire publique; on se demande : Y a-t-il une représentation aux Français? Talma crée-t-il un rôle? Mademoiselle Bourgoing, mademoiselle Volney apparaissent-elles sur la scène dans leurs brillants débuts?

C'est une lutte, un pugilat que ces feuilletons; on s'en occupe comme de l'affaire du jour; on

s'inquiète du jugement de Geoffroy; que pensera le critique mordant? Quel coup de foudre va-t-il distribuer? Appuyra-t-il la jeune débutante qui tremble sur la scène, et que la protection de Chaptal ne peut préserver? L'attaquera-t-il avec sa verve accoutumée? Telles sont les questions que l'on se fait partout; le matin, Paris est palpitant sur quelques lignes écrites par les critiques de journaux. S'il apparaît une tragédie, un opéra, on consulte également l'oracle; on cherche même à l'apaiser par ces sacrifices que les anciens offraient sur les autels des dieux : Geoffroy, disait-on, n'était point insensible à cette espèce d'offrande, venant même de mains blanches et chéries. En le séparant de ses tristes infirmités, son talent restera supérieur à tous ceux des critiques de cette époque; ses feuilletons sont les seuls peut-être qui puissent se réunir comme un cours de littérature, plus fin, plus spirituel et aussi éminent que celui de La Harpe l'Philosophie, histoire, romans, tout s'empreint de l'esprit des deux écoles qui se disputent la société; le XVIII^e siècle a ses organes, ses travaux d'érudition, ses écrivains sensuels, ses historiens sceptiques; l'école religieuse se lève dans sa robe de jeunesse et de poésie; la guerre qu'elle déclare à l'école voltairienne est vigoureuse, continue, implacable, et les encyclopédistes ne se relèveront jamais de cette critique que leur firent avec une supériorité remarquable le *Mercur* et le *Journal des Débats*.

CHAPITRE XLV.

PRÉPARATION DU CODE CIVIL.

Idees d'un code civil. — Uniformité des lois. — Les deux écoles du droit romain et du droit coutumier. — Portalis. — Cambacérès. — Tranchesi. — Trochet. — Boussard. — 1^o État des personnes. — Naissances. — Familles. — Mariages. — Divorces. — Adoption. — Enfants naturels. — 2^o État des propriétés. — Le propriétaire. — L'héritage. — La succession. — 3^o Le louage. — La corporation. — La société. — 4^o Législation sur le prêt et l'hypothèque. — L'expropriation. — Esprit général du code civil. — Exposé des motifs de M. Portalis.

1801 — 1802.

Les écoles de philosophie et de sociabilité telles que je viens de les suivre dans l'époque du consulat, se formulaient encore pour les études du droit

et de la législation comparée; l'idée d'un code civil, vieille de date, se rattachait au berceau de la révolution française; l'assemblée constituante avait proclamé la nécessité d'un code uniforme embrassant les grands principes du droit général. Les constitutions politiques d'un État (1) passent et se modifient avec les passions du moment et les besoins des générations; les lois qui régissent la famille et les propriétés demeurent debout dans le cours des âges. Les antiques usages du foyer domestique se rattachent aux temps primitifs; la propriété a son origine dans la longue possession de la terre; la société vit par elle. Ces principes étaient d'autant plus urgents à proclamer sous le consulat, que des bouleversements inouïs venaient d'éclater dans les personnes et les propriétés foncières, depuis l'époque de 1789; les lois de la constituante et de la convention avaient porté un coup fatal aux institutions de la famille; on avait confisqué la terre, détruit l'autorité paternelle, émancipé le fils dès l'adolescence; si l'on voulait réorganiser la société sur de fortes bases, il fallait d'abord restaurer les lois intérieures du foyer. De quelque manière qu'on pût expliquer la double confiscation des biens de l'Église et de l'émigration, ces deux mesures avaient produit un ébranlement soudain et profond du sol, ce fondement de toute institution civile.

Une première pensée semblait dominer les esprits depuis 1789, c'était l'uniformité de la législation. Comme tous les réformateurs, les constituants étaient partis d'une idée fixe *à priori*; ils y avaient plié les intérêts, les faits: l'uniformité séduisit (2); les pouvoirs ont toujours tendance à placer l'unité dans les formes sociales, parce qu'elle facilite l'action et les ressorts de l'autorité. La vieille France se divisait par coutumes; chaque province avait la sienne inhérente à son histoire; plusieurs avaient stipulé ces privilèges en se réunissant à la France; la coutume, née avec le berceau, venait souvent de la famille primitive. Toutefois, la grande division se résumait dans le droit romain et le droit coutumier; le premier dominant le midi des Gaules, la Provence, le Languedoc, antique souvenir des municipes et des colonies de Rome; on y trouvait en vigueur les Institutes, les codes Théodosien et Justinien; le *Corpus juris* réglait les parlements depuis le Rhône jusqu'à la Loire. La coutume, au

contraire, mobile, variée, différait de province à province, de cité à cité, comme la constitution de chaque race; la coutume était l'expression des mœurs et des habitudes de toutes les nationalités; combien n'était-il pas difficile d'établir l'uniformité dans cette masse de lois spéciales (3)? On devait craindre que, pour répondre à une vaste pensée d'unité, on ne bouleversât les habitudes transmises de génération en génération avec le manoir, l'église et la croix du hameau; l'unité est plutôt une idée mathématique que praticable; elle est plus commode pour les gouvernements que pour le peuple, qui voit moins la nation que son clocher, sa famille et la terre dans laquelle il naît, existe et meurt.

Cette division entre le *Corpus juris* et le droit coutumier existait puissante au sein du conseil d'État; le droit romain avait ses représentants comme la coutume parmi les juriconsultes (4) les plus forts et les plus éminents; Cambacérès, par exemple, né à Montpellier, appartenait aux idées parlementaires du droit romain qui dominaient dans toutes les villes du midi de la France; il se prononçait donc pour l'extension de l'autorité paternelle, le système dotal, le testament dans sa plus large étendue, ainsi que le comprend la loi des douze tables. Ce même droit romain trouvait son plus ferme appui et son plus éloquent interprète dans M. Portalis, avocat du parlement de Provence, très-attaché aux vieux principes des Pandectes, au système dotal, en souvenir d'une province qui avait dans son territoire Marseille, la sœur de Rome, et Aix, la ville des thermes de Sextius sous les Césars. Treillard, Tronchet, au contraire, nés au centre de la France, dans les provinces coutumières, exaltaient toute la prééminence de la coutume: les bons us de Normandie, Anjou, Paris et Champagne. Là, par tradition de la puissance des femmes chez les Gaulois, on adoptait la communauté égale entre les époux; l'autorité paternelle avait moins de liens, la famille n'était pas organisée comme la *familia* romaine telle que la définît le code Justinien avec le servage de tous sous le père commun. Le droit coutumier était empreint de coutume féodale, alors proscrite comme le souvenir de la vieille monarchie. De plus, le conseil d'État se divisait en deux partis: les monarchistes et les républicains, les partisans de l'ancien régime

(1) On peut voir le procès-verbal de l'assemblée constituante (année 1790).

(2) Discours préliminaire de M. Portalis, p. 6.

(3) Voir mon travail sur l'histoire de France au moyen âge.

(4) Voici comment Bonaparte jugeait les auteurs du code civil.

« Tronchet est un homme qui a de grandes lumières et une tête très-saine pour son âge.

« Je trouve Barbier faible.

« Portalis serait l'oracle le plus sûr et le plus éloquent, s'il avait l'arrêter.

« Thibaudon, ce n'est pas le genre de discussion qui lui convient, il est souvent trop froid. Il lui faut une tribune; c'est comme Leclerc, il a trop de fougue.

« Cambacérès fait l'avocat général, il parle tantôt pour, tantôt contre.

« Le plus difficile, c'est la rédaction, mais nous avons le meilleur de nos rédacteurs, Labrousse.

et les révolutionnaires : de quel côté pencherait la balance ? De cette lutte devait résulter un peu de confusion , et le code civil s'en ressent (1).

Au milieu de ces opinions diverses , disparates , dominaient la volonté ferme et les sentiments élevés du premier consul ; Bonaparte , abandonné à ses grands instincts , voyait droit et haut toutes les lois de la famille et de la société , tant qu'elles lui restaient étrangères ; il suivait avec sa vive et puissante imagination les points les plus divers de morale politique ; mais dès qu'une question de droit se présentait mêlée à une de ses pensées , à un de ses desseins , à un de ses préjugés ou à une de ses souffrances domestiques , il se laissait aller à des idées qui lui étaient toutes personnelles , et son esprit perdait son caractère de justesse et de pénétration. Ces préjugés , ces faiblesses , se révèlent surtout dans les questions du mariage , du divorce et de l'adoption ; c'est le mari de Joséphine soumis à toutes les impressions , et qui parle du divorce comme d'une nécessité et d'une espérance ; Joséphine dut trembler plus d'une fois au récit de ces discussions chaudes et ardentes dans le conseil d'État. L'adoption doit aussi couvrir le vide que la paternité naturelle n'a pas comblé. Sur tous ces points Bonaparte se passionne , s'anime et se laisse aller à la déclamation , lui qui est habituellement si concis , si positif dans les matières sérieuses et législatives (2). Sa nature est sociale et conservatrice , et la pensée de l'avenir le pousse à des principes désorganisateur.

Les auteurs du code civil avaient fini leur œuvre , et Cambacérès , dans une séance solennelle du conseil , annonça que la discussion allait s'ouvrir sur ces graves matières (3). Tout code s'occupe d'abord des personnes , et le premier titre soumis à la délibération fut tout entier relatif à l'état civil de l'homme , aux actes qui conservent sa vie et proté-

gent la famille ; grave intérêt qui forme la base du code pour toute nation civilisée.

L'état civil appartenait , sous le vieux régime , au clergé , la portion alors ébriée de la société ; lui seul , au milieu des ténèbres de la barbarie , avait consacré l'état de l'homme , dans les trois grandes époques de la vie : la naissance , le mariage et la mort. Les lumières s'étant répandues , les maires prirent la place des curés : la commune domina l'Eglise ; nul ne pouvait toucher à cette révolution ; il fallait la respecter comme un fait accompli. Or , voici quels furent les principes du code : l'enfant naît Français , avec la jouissance des droits civils , restés indépendants des privilèges politiques. Ces droits civils , comment les perd-on ? Qui peut en priver l'individu ? Telles furent les questions d'abord discutées dans les séances solennelles du conseil d'État. A quel âge permettra-t-on le mariage ? Quelles seront les conditions du contrat et les conséquences qu'il pourra produire. La discussion se prolongeait vive ; chaque membre émettait son opinion , et Bonaparte écoutait. Tout à coup le consul prend la parole et il s'écrie de sa voix mordante et saccadée :

« On n'a pas d'idée de l'institution du mariage ni des lumières du siècle ; à présent qu'il n'y a plus de castes , c'est la plus imposante devant la nature. Le mariage prend sa forme des mœurs , des usages , de la religion de chaque peuple. C'est par cette raison qu'il n'est pas le même partout ; il est des contrées où les femmes et les concubines vivent sous le même toit , où les esclaves sont traités comme les enfants. La considération de l'alliance n'influe plus maintenant que sur un petit nombre de mariages ; c'est la considération de l'individu qui en détermine le plus grand nombre. Est-il à désirer que l'on puisse se marier à treize et à quinze ans ? On répond : Non , et l'on propose dix-huit ans pour

(1) Voici le texte d'un des arrêtés des consuls sur les auteurs du code civil.

« Les consuls de la république , après s'être fait rendre compte du projet de code civil , rédigé en conséquence de leur arrêté du 24 thermidor (14 août) , par les citoyens Tranchet , Portalis , Bigot de Préameneu et Ralleville , ont arrêté , le 3 mars , « que le ministre de la justice feroit connaître aux citoyens Tranchet , Portalis , Bigot de Préameneu et Ralleville la satisfaction du gouvernement ; » que les tribunaux de cassation seroient invités par le ministre , à nommer une commission de cinq membres qui discuteroient ce projet de code , et feroient leurs observations sur chacun des articles qu'il renferme. Dans la première séance de travail , le travail de cette commission sera remis au ministre pour être présenté au gouvernement. »

(2) M. Lacépède rédigeait les procès-verbaux des séances , et envoyait sa rédaction imprimée à mi-marge , aux membres du conseil , afin qu'ils pussent la rectifier s'il y avait lieu. Il ne se permettait pas d'autre licence que celle de mettre en état de supporter l'impression quelques phrases qui avoient paru le négiger de la conversation. C'était sans doute ce qu'il faisoit aussi pour les opinions du premier consul.

(3) Voici ce que pensait Bonaparte des discussions au conseil d'État.

« Les conférences des anciennes ordonnances ne ressembloient nullement aux nôtres : alors c'étoient des savants qui discutoient sur le droit ; ici c'est un corps législatif au petit pied. J'ai pu en pas parler comme le citoyen Tranchet , mais en qui a été dit par lui , par les citoyens Portalis et Cambacérès , ils étoient dignes. Si le procès-verbal est bien rédigé , il offrira un monument digne de la postérité. Il sera dans les procès-verbaux de temps de Louis XIV , nous y verrons du bavardage. Il ne faut pas que dans la rédaction du nôtre , les jurisconsultes du conseil fussent échappés des erreurs , ou des choses qui se seraient pu conformer à leurs opinions ; car , dans la longueur des séances , on peut avoir eu des absences. Il faut y apporter d'autant plus d'attention que le nom du citoyen Tranchet fera autorité. Quant à nous , hommes d'épée ou de finances , qui ne sommes pas de la jurisprudence , mais de la législation , peu importent nos opinions. J'ai pu dire , dans la discussion , des choses que j'ai trouvées mauvaises au quart d'heure après ; mais je ne veux pas passer pour valoir mieux que je ne suis. » [Procès-verbal du code civil.]

les hommes et quatorze pour les femmes. Pourquoi mettre une aussi grande différence entre les hommes et les femmes? Est-ce pour remédier à quelques accidents? Mais l'intérêt de l'État est bien plus important. Je verrais moins d'inconvénients à fixer l'âge à quinze ans pour les hommes qu'à treize pour les femmes, car qui peut-il soier d'une fille de cet âge qui a neuf mois de grossesse à supporter? On cite les Juifs à Jérusalem : une fille est nubile à dix ans, vieille à seize, et non touchable à vingt. Vous ne donnez pas à des enfants de quinze ans la capacité de faire des contrats ordinaires; comment leur permettre de faire, à cet âge, le contrat le plus solennel? Il est à désirer que les hommes ne puissent se marier avant vingt ans, ni les filles avant dix-huit, sans cela nous aurons pas une bonne race. On ne devrait pas permettre le mariage à des individus qui ne se connaîtraient pas depuis six mois. Si l'erreur ne porte que sur les qualités, et qu'il n'y ait pas de fraude de la part de l'individu sur lequel elle porte, le temps et la survenance d'enfants doivent couvrir le vice originnaire du mariage, parce que les circonstances indiquent qu'il a été effacé par un consentement postérieur. J'ai épousé une femme brune qui m'était bien connue depuis six mois, et je reconnais ensuite qu'elle n'est pas fille de celui que j'avais cru son père : il n'y a point erreur de personne, il y a mariage, autrement ce serait un jeu. Il y a eu échange d'âme, de transpiration..., tant pis pour l'homme... Vous ne pouvez plus permettre la fille dans l'état où elle était... On sifflerait un drame qui serait contraire à mon système. La moralité pourrait défendre la solution du mariage contracté par erreur avec une aventurière, si, par une bonne conduite longtemps soutenue, elle avait fait le bonheur de son mari (1). »

L'époux de Joséphine se manifeste encore; Bonaparte sent sa position bien profondément; chef de l'État, il veut relever l'institution du mariage, mais sa situation l'embarrasse. Le caractère du premier consul se montre sous des formes plus saillantes quand il s'agit de divorce; c'est pour lui une espérance, une pensée politique, un soulagement. Bonaparte est ici le mari, l'homme de ménage

plutôt que l'esprit social qui veut fonder des institutions politiques; il appelle le divorce comme un remède à une situation qui limite l'avenir de sa race.

« La question est de savoir s'il y aura ou s'il n'y aura pas de divorce. Que l'on consulte donc les mœurs de la nation! Tout ce que l'on a dit est en opposition avec elles : on cède à des préjugés religieux, et non aux lumières de la raison... Les femmes ont besoin d'être contenues dans ce temps-ci, et cela les contiendra; elles vont où elles veulent; elles font ce qu'elles veulent. C'est comme cela dans toute la république; elles ont trop d'autorité. Il y a plus de femmes qui outragent leurs maris, que de maris qui outragent leurs femmes. Il faut un frein aux femmes qui sont adultères pour des éloquentes, des vers, Apollon, les Muses. On oppose les bonnes mœurs; il n'y a rien qui les blesse davantage qu'une loi qui rend le divorce impossible; les avocats de l'indissolubilité marchent toujours à leur but sans considérer les besoins de la société. Mais l'indissolubilité n'est que dans l'intention, au moment du contrat; elle n'existe pas malgré les événements imprévus, tels que la disparité de caractère, de tempérament et les autres causes de dénuio. Le mariage ne dérive point de la nature, mais de la société et des mœurs. La famille orientale est entièrement différente de la famille occidentale. La première est composée de plusieurs épouses et de concubines; cela paraît immoral, mais cela marche; les lois y ont pourvu. Je n'adopte point l'opinion que la famille vient du droit civil, et le droit civil du droit naturel. Les Romains avaient d'autres idées de la famille; son organisation vient des mœurs. Le citoyen Portalis n'a point répondu à l'objection résultant de l'âge fixé pour le mariage. La plupart des unions sont faites par convenance; il n'y a que le temps qui puisse les sanctifier. Proscrivez le divorce après un certain temps, quand on s'est connu, quand il y a eu échange d'amour et de sang, comme après dix ans de mariage, à la bonne heure : j'en conçois la raison. On ne doit pas chasser une femme dont on a eu des enfants, à moins que ce ne soit pour cause d'adultère; alors c'est une affaire

(1) Bonaparte revint à plusieurs reprises sur l'institution du mariage :

« Le premier consul : « Est-ce que vous ne feriez pas promettre l'obéissance par la femme? Il faudrait une formule pour l'officier de l'état civil, et qu'elle contiendrait la promesse d'obéissance et de fidélité par la femme. Il faut qu'elle donne qu'en sortant de la tutelle de sa famille, elle passe sous celle de son mari. L'officier civil marie sans aucune solennité (Cela est trop sec) il faut quelque chose de moral. Voyez les prêtres. Il y avait un péché. Si cela ne servait pas ses devoirs, qui pourraient être occupés d'autre chose, cela était entendu par les assistants. »

« On lit l'article suivant : « Le mari doit protection à sa femme, la femme obéissance à son mari. »

Sur le mot obéissance :

« Créet : « Les lois l'ont-elles imposée? »

Le premier consul : « L'ange Pa dit à Adam et Ève. On le proscrivait en latin lors de la célébration du mariage, et le femme ne l'entendait pas. Ce mot-là est bon pour Paris surtout où les femmes se croient en droit de faire ce qu'elles veulent. Je ne dis pas que cela produise de l'effet sur toutes; mais enfin cela en produira sur quelques-unes. Les femmes ne s'occupent que de plaisir et de toilette. Si l'on ne vieillissait pas, je ne voudrais pas de femme. Ne devrait-on pas ajouter que la femme n'est pas maîtresse de refuser quelqu'un qui ne plaît pas à son mari? Les femmes ont toujours ces mots à la bouche. Vous voulez m'empêcher de voir qui me plaît? » (Procès-verbaux de conseil d'État.

criminelle. Mais avant les dix ans, il faut que l'incompatibilité suffise, que l'affaire se traite devant un conseil de famille, présidé par un magistrat, et que l'on ne puisse pas divorcer deux fois, car cela serait absurde et avilirait le mariage. Il faut que les individus divorcés ne puissent se marier qu'après un délai de cinq ans, afin que ce ne soit pas la perspective d'un autre mariage qui les porte au divorce. Alors vous aurez fait tout ce qu'exige la morale, mais vous n'aurez pas sciemment fermé les yeux sur les inconvénients de votre système. Chaque individu a une grande liberté dans sa famille, même sous le despotisme oriental. Il faut aussi considérer le bonheur des individus. Que direz-vous à une femme qui, se fondant sur le code romain, demandera le divorce pour impuissance de son mari? Vous n'en parlez pas. Cela arrivera cependant; en vain criez-vous alors au scandale. Plusieurs membres du conseil allèguent les bonnes mœurs pour rejeter le divorce pour cause d'incompatibilité : cela n'est pas exact. Un mari sait que sa femme est adultère : s'il a des mœurs, elle lui sera insupportable, il ne pourra pas vivre avec elle. Il ne veut pas, par pitié pour elle, demander le divorce pour cause d'adultère; il ne le veut pas pour lui, à cause du ridicule qui, dans nos mœurs, rejait sur le mari; il ne le veut pas pour les enfants qui seraient déshonorés par la mauvaise conduite de leur mère (1). »

Le consul revient sans cesse sur l'adultère; il en plaisante avec un sourire amer (2). « L'adultère, qui, dans un code civil est un mot immense, n'est dans le fait qu'une galanterie, une affaire de bal masqué. L'adultère n'est pas un phénomène, c'est une affaire de canapé; il est très-commun. » L'adultère

fait frissonner le consul; heureusement le divorce est là; il le défend et veut le faire proclamer comme une institution.

Le mariage est la source de la paternité et de la filiation. C'est ici que le consul a l'émertisme dans l'âme; il n'a pas de postérité; Joséphine est devenue stérile; elle ne pourra pas lui donner un enfant, un Marcellus, le fils chéri d'Auguste; les poètes ne pourront pas célébrer ses yeux noirs et sa chevelure d'ébène, flottante sur son beau cou. Les Romains avaient une institution politique pour remplacer la stérilité de la femme, et remplir le vœu de la nature (3); bientôt ses idées s'agrandissent; il contemple sa destinée; l'adoption viendra combler le vide. Ne faudra-t-il pas qu'il puisse diriger celui qui héritera de son nom et de son pouvoir? Une séance tout entière du conseil d'État est consacrée à l'adoption; Bonaparte y développa ses larges pensées, son enthousiasme antique, son étude d'histoire. « L'effet le plus heureux de l'adoption sera de donner des enfants à celui qui en est privé, de donner un père à des enfants devenus orphelins, de lier enfin à l'enfant la vieillesse et l'âge viril. La transmission du nom est le lien le plus naturel, en même temps qu'il est le plus fort, pour former cette alliance. L'adoption est si peu une conséquence du régime nobiliaire que c'est dans les républiques qu'elle a été principalement en usage. D'ailleurs, les modifications proposées la mettent en harmonie avec l'ordre de choses depuis longtemps reçu en France; elle devient une simple transmission de noms et de biens, transmission dont l'usage a toujours été fréquent, et qui n'a jamais été accusée de faire de l'adopté un être monstrueux

(1) Le premier consul : « Votre projet est plus sévère, et il décourage le divorce. Il est impossible de dire que dans un individu n'en fût qu'un pendant toute sa vie. Je vais bien qu'on respecte la sainteté du mariage, excepté dans le cas de nécessité. Je ne fais rien contre les époux, puisque je veux le consentement mutuel; je ne fais rien contre la sainteté du mariage, puisque j'exige le consentement des parents. Je considère les époux qui veulent divorcer comme en état de passion et ayant besoin de tutelle. VII y a une époque où le mariage ait été absolument indissoluble, je serai de l'avis de citoyens Tronchet. Il n'y a plus de famille ni de mariage, quand il y a séparation de corps. Je me souviens assez de l'histoire ecclésiastique pour savoir qu'il y a eu des cas où les papes ont autorisé le divorce; l'union que forme le mariage ne peut être comparée à une grille enfoncée sur un pommier qui ne fuit réellement qu'un nom. La nature humaine est différente. Quand je propose le consentement des pères se divorcer, en oppose que cette précaution sera illusoire, qu'ils seront trop sensibles, trop indigents; et quand il est question d'adopter le divorce, on oppose l'intérêt des enfants qui seront sacrifiés par leurs pères, on leur fait alors des entrailles de plomb. Les Romains épousaient des femmes grossières, on les nomme les. Il faut approprier les lois à nos mœurs. On a des femmes jovissantes, débauchées, il faudra-t-il aller plaider pour les chasser de la maison? »

(2) Voici comment M. Thibaudet et F. de la Loëte jugent la part de Bonaparte dans la discussion du code civil :

CAPIEUX. — L'EUROPE.

« Le premier consul présida la plupart des séances du conseil d'État où le projet du code fut discuté, et prit une part très-active à sa discussion. Il la provoquait, la soutenait, la dirigeait, la ramenait comme certains orateurs de son conseil; il ne cherchait point à briller par la profondeur de ses périodes, les enlaidies ses expressions, et le solo de son débit. Il parlait sans apprêt, sans embarras, sans prétention, avec la liberté et sur le ton d'une conversation qui s'animait naturellement suivant que l'exigeait la matière, la complexité des questions et le point de maturité où la discussion était parvenue. Il n'y fit jamais intervenir à aucun membre du conseil; il égailla quelquefois les plus habiles d'entre eux par sa facilité à saisir le noyau des questions, par la justesse de ses idées et la force de ses raisonnements. Il les surpasa souvent par le tour de ses phrases et l'originalité de ses expressions. »

(3) « D'après les procès-verbaux imprimés, on ne voit la discussion s'ouvrir au conseil d'État sur l'adoption que dans la séance du 27 brumaire an XI. Cependant elle avait déjà commencé dans les séances des 8, 14 et 16 frimaire an X, dont les procès-verbaux n'ont point été imprimés. Le premier consul prit une grande part à la discussion. Il envisagea alors la question sous un rapport beaucoup plus élevé qu'elle ne le fut dans la suite. En voyant l'importance qu'il paraissait mettre à cette institution qui avait peu de partisans, et la solennité dont il voulait en moment l'introduction, on serait tenté de penser qu'il y rattachait des lacs des vues de haute politique. » (M. Locré, procès-verbaux du conseil d'État.)

dans l'ordre social. Toujours aussi l'adoption a existé dans les campagnes, avec cette différence cependant que, quant au droit, elle n'y transmet pas à l'adopté le nom de l'adoptant, mais que, dans le fait, le nom demeure à l'adopté, parce que personne ne le lui conteste. L'adoption, a-t-on dû, ne sert que la vanité. Elle a des avantages plus réels; elle sert à se préparer pour sa vieillesse un appui et des consolations plus sûres que ceux qu'on attendrait de collatéraux; elle sert au commerçant, au manufacturier privé d'enfants, à se créer un aide et un successeur. La faculté de disposer ne forme pas les mêmes liens pendant la vie du testateur; après sa mort, elle ne transmet pas son nom. Cependant des motifs plus nobles que la vanité, l'affection, l'estime, le sentiment, peuvent lui faire désirer de contracter cette sorte d'alliance avec celui qu'il en a jugé digne. Elle ne change rien à nos mœurs, puisqu'elle se borne à régulariser le droit, déjà existant, de faire porter son nom; elle intéresse la vieillesse à élever la jeunesse, qu'en même temps elle encourage; elle prépare de bons citoyens à l'État; elle est un besoin pour toutes les professions (1). « Bonaparte ne dit pas qu'elle est aussi une nécessité pour lui-même, mais le conseil d'État l'a deviné.

Tout ce qui tient à la famille éveille au plus haut

(1) Voici la discussion telle que la rapportent les procès-verbaux :

Le premier consul : « Il s'agit maintenant de savoir si l'adoption sera permise au collatéral? Qui veut parler pour les collatéraux? A vous, citoyens Cambacérès. »

Cambacérès : « Je vous remercie. » (Rires.)

Il jura pour les collatéraux. Plusieurs membres parlèrent pour et contre. Talleyrand couvrit, d'après cette considération déveillé par lui, que l'adoption est un supplément aux effets du mariage, une fiction.

Cambacérès : « Puisse-on donner tant de gravité à la discussion, je répondrai. Chacun a sa réputation à défendre. Ce qui m'afflige, c'est qu'en veuille adopter au principe de la convention nationale qui distinguait les collatéraux des hommes mariés, et en même temps les imposer les trois quarts plus... La crainte d'empêcher les mariages est chimérique. Le mariage est assez en vogue à cause de ses avantages. »

« Le citoyen Tronchet, dit Bonaparte, en rejetant l'adoption, a été le Romain. Cependant chez eux, elle avait lieu dans les comices, devant le peuple lui-même. Le citoyen Portalis vient de dire que les testaments se faisaient aussi devant le peuple romain. La raison en est que ces actes étaient des dérogations à l'ordre des familles et les suspensions. L'objection tirée de notre constitution n'est pas fondée. Tout ce qui n'est pas formellement défendu par la constitution est permis. L'adoption n'est ni un contrat civil, ni un acte judiciaire. Qu'est-ce donc? Une institution par laquelle la société veut sages la nature. C'est une espèce de nouveau sacrement, car je ne peux pas trouver dans la langue de moi qui puisse bien définir cet acte. Le fils des es et de saog passe, par la volonté de la société, dans les es et le saog d'un autre. C'est le plus grand acte que l'en puisse imaginer, il donne des sentiments de fils à celui qui ne les a pas, et réciproquement ceux de père. Voilà donc partir cet acte? Bien haut, comme la foudre. Tu n'es pas le fils d'un tel, dit le corps législatif; cependant tu en auras les sentiments. On ne peut donc trop s'élever. »

point les sollicitudes du consul; comment organisera-t-on l'autorité paternelle? Quel sera le pouvoir du père sur le foyer domestique? Bonaparte veut cette autorité bien grande, toutfois dans des limites qui jamais ne blessent la liberté et la souveraineté de l'État : « Il est difficile, dit-il, de concevoir que la puissance paternelle, qui n'est instituée que pour l'intérêt des enfants, pût tourner contre eux. C'est un principe constant que le père doit des aliments à tous ses enfants. Cette obligation va jusqu'à marier sa fille, car elle ne peut former d'établissement que par le mariage, tandis que les garçons s'établissent de beaucoup d'autres manières; et c'est sans doute cette différence qui a porté la loi Julia à accorder aux filles une action qu'elle refuse aux autres. Le père et la mère ont naturellement un grand pouvoir sur l'enfant qui est leur ouvrage; il est juste cependant que la société à laquelle l'enfant appartiendra un jour exclusivement, prenne garde comment le père en dispose (2). » Voici donc la pensée de Bonaparte; la famille doit être subordonnée à l'État, comme tous les intérêts privés aux intérêts généraux sous l'action souveraine du gouvernement; maître de la famille, le consul ne veut pas que le foyer domestique lui échappe; il y classe tous les droits, il en pénètre tous les besoins et les misères; il demeure

(2) Voici quelle était l'opinion du premier consul sur la légalité de l'enfant.

A quel terme doit naître l'enfant pour être légitime?

Le premier consul : « Un enfant né à six mois six jours peut-il vivre? »

Fouché : « Il est reçu que non. »

Le premier consul : « On part de données très-vagues. On n'a aucun intérêt à briser une créature innocente. Comment sait-on quand un enfant est conçu? Quand les théologiens croient-ils que l'âme entre dans le corps? »

Fouché : « Les uns à six semaines, d'autres à... »

Le premier consul : « Cette matière donne lieu à des observations de deux sortes : 1° le terme auquel naît l'enfant; 2° l'état dans lequel il se trouve en naissant. On dit que le fœtus est formé à six semaines; il peut donc naître à cette époque. Il naîtra mort, mais il sera né; ne est donc une mauvaise expression de ce qui se sert dans le projet. Il faudrait dire né vivant. Il peut aussi naître mort à neuf mois. Qu'est-ce qui constate que l'enfant est né vivant ou non? Quand a-t-il vie dans le ventre de sa mère? »

Tronchet : « On pourrait dire l'enfant né à terme avant cent quatre-vingt-six jours. »

Le premier consul : « Qu'est-ce que terme? »

Fouché : « Se sept à neuf mois. »

Le premier consul : « Les gens de l'art peuvent-ils connaître si un enfant est né à neuf mois? »

Fouché : « Non. »

Le premier consul : « Un enfant peut-il naître vivant à six mois? »

Fouché : « Oui, mais il ne vit pas. »

Le premier consul : « L'adoptant qui le père pourra désavouer l'enfant est avant cent quatre-vingt-six jours et qui survit en certains temps. Mais quand l'enfant est né mort, il doit toujours appartenir au mariage quand les engins viennent-ils aux enfants? »

Fouché : « Avant six mois. »

Le premier consul : « Si un enfant me naissait à cinq mois, je le prendrais pour être de moi et je le croirais malgré les médecins. »

dans une région fort élevée quand les souffrances et les préjugés de sa position personnelle ne l'avaient pas sur la force et la grandeur des principes.

Maintenant le consul touche la propriété, le fondement de tout ordre politique ; elle a éprouvé de si grands bouleversements ! Que fera-t-on pour ramener les principes si étrangement méconnus depuis les lois de l'Assemblée constituante ? Comment proclamer le respect de la propriété en face d'une révolution qui, pour des nécessités politiques, a confisqué la moitié des biens aux classes élevées en France ?

« Je reconnais, dit le consul, la nécessité de multiplier les propriétaires, qui sont les plus fermes appuis de la sûreté et de la tranquillité des États. La législation doit être toujours en faveur du propriétaire. Il faut qu'il ait du bénéfice dans ses exploitations, parce que, sans cela, il abandonner ses entreprises. Il faut lui laisser une grande liberté, parce que tout ce qui gêne l'usage de la propriété déplaît aux citoyens. En entendant discuter le code civil, je me suis souvent aperçu que la trop grande simplicité dans la législation est l'ennemie de la propriété ! On ne peut rendre les lois entièrement simples sans couper le nœud au lieu de le délier, et sans livrer beaucoup de choses à l'incertitude de l'arbitraire. Et, cependant, si la justice civile est la base de la loi, chaque loi est frappée du sentiment que les droits des hommes reposent sur des principes immuables ; il est de ces règles générales qui sont établies pour l'intérêt de la société, et qu'aucun propriétaire ne peut enfreindre sous le prétexte qu'il a le droit d'user et d'abuser de la chose. Par exemple, je ne souffrirais pas qu'un particulier frappé de stérilité vingt lieues de terrain dans un département frumenteux, pour s'en former un parc. Le droit d'abuser ne va pas jusqu'à priver le peuple de subsistance. L'abus de la propriété doit être réprimé toutes les fois qu'il nuit à la société ; c'est ainsi qu'on empêche de seier les blés verts, d'arracher les vignes renommées. On perd le respect pour la propriété, lorsqu'on la regarde comme soumise à des chances qui peuvent facilement et sans raison la porter d'une main dans une autre. La première et la plus anciennement reconnue est celle des maisons, des arbres, des vignes, des biens situés sur les montagnes, et, en général, des choses qui demandent un certain temps et une certaine éducation pour donner des produits. La seconde est celle des pays de plaine, où l'on récolte dans la même année, et presque sans peine, les blés qu'on a semés. Et la troisième est celle des mines. »

Les droits doivent s'abaisser devant l'utilité générale. Telle est la maxime du consul ; il reconnaît que la terre est la base de tout pouvoir ; comment

cette propriété pourra-t-elle être transmise ? Qu'est-ce que la vente, la succession ? Faudra-t-il admettre les doctrines du droit coutumier ou du droit romain ? Qu'est-ce que le testament ? Le père aura-t-il le droit de briser les lois inflexibles de la succession ? Bonaparte ne professe pas les opinions de pleine égalité proclamées par la constituante ; grandissant la faculté de tester, il marche droit aux majorats et justifie les substitutions ; il ne heurte pas les préjugés ; mais il arrive aux résultats d'une hiérarchie dans la famille et dans la société.

« Il ne s'agit pas, dit-il, de rétablir les substitutions telles qu'elles existaient dans l'ancien droit ; alors elles n'étaient destinées qu'à maintenir ce qu'on appelait les grandes familles et à perpétuer dans les aînés l'éclat d'un grand nom. Les substitutions étaient contraires à l'intérêt de l'agriculture, aux bonnes mœurs, à la raison ; personne ne pense à les rétablir. On propose seulement la substitution du premier degré, c'est-à-dire l'appel d'un individu après la mort de l'autre. Il est certain que si cette sorte de substitution peut être admise en ligne collatérale, on ne peut l'interdire en ligne directe, mais aussi, si elle est permise en ligne directe, il n'y a pas de motif pour l'exclure en collatérale. Il y a même entre la disposition officieuse et la substitution telle qu'elle est proposée, une différence qui rend cette dernière préférable, sous le rapport de la morale. C'est que les tribunaux peuvent quelquefois intervenir dans la disposition officieuse pour en apprécier les motifs, et avoir ainsi à prononcer entre le père et le fils ; tandis que la substitution n'est qu'une institution au second degré qui n'a rien d'offensant pour le grevé, et qui ne peut donner lieu à aucune discussion personnelle. Il faut pourvoir à ce que le mécontentement du père ne dépouille pas toute la postérité du fils. C'est ce qui arriverait infailliblement si la disposition ne pouvait être étendue aux enfants à naître. L'aïeul mécontent de son fils lui préfère ses petits-enfants. Un seul de ces derniers existe alors : l'aïeul l'appelle, non parce qu'il l'eût préféré à ses frères, mais parce qu'il ne lui est permis de éboisir qu'entre ce petit-fils unique et son fils. L'aïeul meurt ; des frères surviennent à l'appelé ; et ces frères qui eussent été également appelés s'ils eussent vécu lors du testament, se trouvent, contre le vœu du testateur, déshérités sans retour. Il y aurait là une injustice civile. »

En étendant un peu cette manière de penser du premier consul sur le droit de substituer, on arrive à l'aristocratie réglée qui est son dernier but ; Bonaparte ne craint pas les idées monarchiques ; d'après lui, le partage incessant des terres, l'affaiblissement des castes, l'inflexible loi du partage égal dans la succession des pères, sont des idées

purement démocratiques; le code civil va préparer un morcellement continu, un gaspillage de fortune; il est impossible d'établir un édifice durable sur la poussière, et le premier vent disperse le sable. Dans le code civil, Bonaparte aperçoit facilement que l'idée de démocratie domine absolument; il ne peut encore la combattre de face, comme il le fera plus tard, armé du sceptre de Charlemagne et couvert de la pourpre des Césars. Ce code lui fait peur, mais comment lutter contre toute une révolution qui s'est posée dans chaque forme sociale? Il n'est pas assez fort pour marcher droit à ce luit; il a détreint la liberté politique, œuvre plus facile que de toucher à l'égalité du foyer domestique; il ne marche à ce résultat que sous l'empire, époque où Bonaparte brise pièce à pièce le code civil par la création des fiefs et des majorats.

La troisième classification, présentée par les auteurs du code civil, embrassait le contrat de louage pour les hommes et les choses, question complexe de la liberté d'industrie et de la corporation. Le conseil d'État resta dans les limites posées par le livre du contrat de louage de Pothier, le grand et sage jurisconsulte d'Orléans, le véritable auteur du code civil, car on lui emprunta des chapitres tout entiers de son livre des *Obligations*. La corporation paraissait au consul le premier principe et la base essentielle de toute organisation de l'industrie: point de scrupule sur l'esclavage et les louages de l'homme; quand le travail simultané est essentiel, corvée, servage, tout cela peut se légitimer, pourvu que le résultat soit social par une amélioration de culture, un meilleur entretien des routes, un grand développement de canaux. Bonaparte admit le système colonial dans toute son extension, il voulut l'appliquer comme Louis XIV l'avait conçu; car le premier consul n'aimait pas la déclamation philanthropique. Le louage des propriétés était une conséquence même de la possession, le louage des hommes et des services résultait des liaisons de l'industrie et du développement du commerce. Bonaparte admettait hautement le principe de la corporation, en rétablissant les charges et les jurandes: les agents de change, avocats, notaires formaient des corporations; on avait essayé les admirables résultats de l'aggrégation et les garanties qu'elle offrait à tous par la surveillance et la responsabilité simultanées de la corporation; on n'osa point encore l'appliquer à l'ouvrier. Un grand vœu resta dans le système.

La propriété s'affaiblit par la vente, suite d'un consentement mutuel, ou par expropriation; l'expropriation était de deux natures: ou elle était nécessitée pour cause d'utilité publique, ou, par suite d'une créance non acquittée. Bonaparte avait

deux idées opposées sur la propriété: il envisageait l'expropriation pour cause d'utilité publique comme chef de pouvoir, et par conséquent, à la tête des grands projets d'administration, il devait désirer que l'expropriation fût facile, parce que les intérêts particuliers doivent toujours céder devant l'intérêt général, sauf la préalable indemnité qui paraît indispensable; il ne s'arrêta que sur le moyen de la fixer: « D'après le code civil, dit le consul, nulle expropriation pour cause d'utilité publique ne peut avoir lieu sans une juste et préalable indemnité; ce qui ne veut pas dire que le paiement réel et entier sera effectué avant la dépossession; on ne doit donc entendre cet article que par le règlement de l'indemnité, ce qui est une partie du paiement ou du moins le préliminaire indispensable. L'article proposé dans la première rédaction ne blesse donc pas les principes du code; il est avantageux aux citoyens, parce qu'il ordonne le paiement des intérêts, ce qui déintéresse le propriétaire ou l'indemnité de sa dépossession. Dans un contrat de gré à gré on pourrait stipuler que le prix ne serait payé qu'en partie, à des termes convenus. Ce qu'il faut faire une convention, une sentence peut le faire, parce que, lorsque l'intérêt privé est en opposition avec l'intérêt général, il faut que l'autorité publique intervienne et stipule pour suppléer au consentement de la partie qui, par sa volonté isolée, voudrait arrêter la volonté générale; on confie cette intervention à une autorité neutre dans le débat, plus portée même à protéger l'individu que la masse des citoyens, qui n'étant qu'un corps moral, n'inspire pas la même pitié, la même affection. Si donc on reconnaît que, traité de gré à gré, le citoyen dépossédé aurait pu accorder des délais, il faut dans le cas d'urgence, lorsque la convention ne peut se former parce qu'on n'a pas le temps de s'entendre, de débattre les propositions, il faut que le tribunal fasse ce qu'il est à présumer que le citoyen bien intentionné aurait fait. Il faudrait aussi décider par quelle autorité sera déclarée l'urgence. On peut retroceder la disposition portant qu'il sera payé le cinquième de l'indemnité présumée, et y substituer la disposition précise du paiement des intérêts de la totalité du capital, à compter du jour de l'expropriation. Lorsque les arrérages seront régulièrement payés, aucune plainte ne sera véritablement fondée. Le propriétaire d'une terre qui ne produit que deux ou trois pour cent par an, ne pourra venir importuner de ses réclamations, ni prétendre qu'on le ruine, puisqu'il recerra cinq pour cent d'un capital qui ne lui en rendait que trois au plus. Après avoir envisagé, examiné les besoins du citoyen, il faut aussi envisager les moyens de l'administration; or, tout le monde convient qu'il est impossible de payer

la totalité des capitaux avant de commencer les travaux, surtout dans les cas d'urgence; la loi serait donc violée journellement, si l'on n'accordait pas les délais nécessaires pour effectuer ce paiement.

Toute expropriation résulte de l'intérêt de l'État ou d'une hypothèque privée; le système hypothécaire se rattache à la possession de la terre; c'est de l'hypothèque facile que vient la circulation plus libre de la propriété foncière. Bonaparte se montre ici conservateur; il prend surtout l'intérêt de la femme et du mineur pour l'hypothèque légale; il ne veut pas que le code civil soit un système de spoliation, et qu'on se joue du sol ou de la famille; consul, il a fait trop de concessions aux idées révolutionnaires; il les craint et s'arrête; ses principes sont clairs, précis. « En établissant la nécessité de l'inscription pour toutes les hypothèques, il faut excepter les hypothèques légales; car la loi doit défendre celui qui ne peut se défendre lui-même. Or, la femme, le mineur sont incapables de se défendre. Ce n'est pas cependant qu'on ne rencontre quelques légères embarras en donnant aux hypothèques légales leur effet par la seule force de la loi. Mais cet inconvénient n'est rien au prix de celui de porter des lois contradictoires, et d'imprimer à la législation tout entière le cachet de l'instabilité. D'ailleurs, on a déjà indiqué des moyens de concilier le système des hypothèques légales avec celui de la publicité et de la spécialité. Les hypothèques de la femme seront bien plus certaines, si, pour les conserver, il lui suffit de ne pas y renoncer, que s'il lui fallait, pour en obtenir l'effet, agir et prendre des inscriptions. On sait qu'en général les femmes refusent avec beaucoup de fermeté de signer tout acte qui peut compromettre leur dot; qu'au contraire elles sont peu capables de faire des démarches et de conduire des affaires. Je désire que les hypothèques légales des femmes et des mineurs aient leur effet par la seule force de la loi. J'admets la publicité et la spécialité pour toutes les autres hypothèques; mais je pense que celles de la femme et du mineur ne doivent pas dépendre de la formalité de l'inscription. Je voudrais cependant que l'acquéreur fût averti à les purger par une procédure particulière qui garantît également ses droits et ceux de la femme, et que cette procédure ne pût avoir lieu qu'après que le contrat serait demeuré exposé penant deux ou trois mois au bureau des hypothèques. » Ainsi, publicité pour toute inscription, excepté pour l'hypothèque légale, telle est l'opinion du consul; il aime à suivre le mineur et la femme, à les protéger dans leur infirmité; pour lui, la famille et le sol sont les conditions de toute société. Ces opinions sont remarquables de justesse; Bonaparte se montre ici plus qu'un juriconsulte, il est

homme d'État défendant les intérêts qui ont besoin de l'être, tout ce qui est faible et souffrant! Autant le consul se montre inflexible pour l'adultère, autant il protège la femme qui reste dans son devoir; il fait de la chevalerie légale dans le code civil (1).

Ce code ne fut présenté que l'année suivante aux corps politiques, et il devint la grande base de toutes les lois civiles de la France. Les constitutions politiques passent, parce qu'elles sont mobiles; les lois civiles demeurent en présence des âges; l'esprit du code se ressent de l'époque où il fut rédigé, et des juriconsultes qui prirent part à sa conception première. Il y avait deux écoles en présence dans la politique comme dans la législation: 1^{re} les hommes qui, nés avec le principe révolutionnaire, étaient par conséquent tout dévoués aux utopies de la constituante; 2^e les juriconsultes qui portaient d'une éducation du vieux régime et pleinement monarchique; le code civil a gardé l'impression de cette double influence.

Toutefois l'école révolutionnaire domine, parce qu'elle était en majorité dans le conseil d'État, et Bonaparte n'osa pas toujours la hanter. D'après le code, la famille est constituée éparse; le fils est émancipé de trop bonne heure; l'autorité paternelle, gardienne des mœurs, n'est pas assez étendue; la corporation est trop surveillée, et la minorité trop coûteuse, trop procédurière. Deux systèmes se heurtent dans le mariage: la dot et la communauté; le droit romain et le droit coutumier. L'État a trop de pouvoir, le père de famille doit trop baisser la tête; il y a partout des unités là où il faudrait des groupes. La donation est entourée de fiscalités; le droit testamentaire a des limites trop étroites; la succession est trop égale, trop inflexible entre les enfants, et l'incessante égalité de partage morcelle la grande culture. Le droit d'ainesse, aboli par l'Assemblée constituante, est trop inflexiblement prosaïque; il fallait lui enlever ce qu'il avait d'odieux en lui laissant ce qu'il pouvait avoir de protecteur. Il semble qu'on craigne deux idées dans le code civil: la famille groupée sous le chef, et la propriété transmissible et héréditaire dans toute la race. Il y a une trop grande circulation de la terre, devenue une sorte de papier monnaie. De toutes les œuvres de la révolution, le code civil en a le mieux maintenu l'esprit, et l'on peut dire que c'est lui qui achève de révolutionner le sol et la famille. A mesure que Bonaparte s'éloigne de l'origine républicaine, il fait la guerre au code civil par l'extension des majorats, la création des grands fiefs, et d'autres dispositions encore qui en détruisent successivement l'esprit; les décrets annulèrent, en grande partie, le travail du conseil d'État. Chose curieuse

(1) Procès-verbaux du conseil d'État, an xi.

à dire, l'empire fut une hostilité permanente au code qui porta néanmoins le nom de Napoléon.

M. Portalis fut chargé d'exposer les motifs et de développer les principales bases de ce code qui dut servir à la reconstruction de la société en France (1); son discours fut un des plus remarquables travaux de législation comparée et d'éloquence politique. M. Portalis avait profondément étudié Montesquieu; il en garde mémoire dans son exposé, au point d'en emprunter les phrases brillantes et saccadées; toutes les questions y sont débattues avec une dialectique qui va puiser ses ressources dans les travaux de Breccia, de d'Aguesseau et de Cochin. M. Portalis n'est pas seulement un juriconsulte, c'est un écrivain d'intelligence et d'une certaine hauteur. Comme il a beaucoup lu, il imite beaucoup; son esprit n'a rien d'inventeur, mais il a ce sens intime qui lui fait choisir ce qui est beau et élevé dans les œuvres d'autrui; il expose les motifs du code civil en général; mais ce code est l'œuvre simultanée de six juriconsultes d'un mérite éminent: Treilhard, Malleville, Tronchet, Bigot de Préameneu, Portalis et Cambacérès, sous l'influence des écrits de l'homme plus remarquable qu'eux tous, de Pothier, le modeste juriconsulte d'Orléans. Dans son humble chaire du droit romain, maître Robert Pothier ne s'imaginait pas que le premier consul tracerait de son épée le titre de CODE NAPOLÉON sur ses livres, et que l'aigle brillerait, au milieu de la foudre, sur son œuvre à lui, pauvre juriconsulte de bailliage, enseignant le *Corpus juris* et la coutume en l'Orléannais!

CHAPITRE XLVI.

LA FAMILLE ET LA COUR DU PREMIER CONSUL.

La double résidence. — La Malmaison. — Les Tuileries. — Prédilection pour Saint-Cloud. — Le premier consul à trente-trois ans. — Joséphine. — Joseph. — Lucien. — Louis. — Jérôme. — Les sœurs du consul. — Madame Bonaparte mère. — Les aides de camp. — Duroc. — Rapp. — Savary. — Les fêtes. — Arrivée du roi d'Étrurie à Paris. — Sa réception. — Les ministres. — M. de Talleyrand. — Fouché. — Chaptal. — Berthier. — Caractère de cette cour.

1801 — 1802.

Le palais des Tuileries avait été assigné pour résidence au gouvernement consulaire par la con-

stitution de l'an VIII; les trois consuls devaient y placer le siège de leur administration. Dès les premiers jours de l'installation solennelle, ils s'étaient partagé entre eux les beaux pavillons qui décoraient l'antique château des rois de France. Bientôt, la prééminence de Bonaparte se fit tellement sentir, que lui seul fut véritablement aux Tuileries; ses deux collègues prirent rang dans le cortège qui suivait l'homme de la fortune; ils grossirent cette foule de courtisans qui entourait le consul. Bientôt Cambacérès et Lebrun durent prendre des habitations à part; on leur assigna les hôtels d'Elbeuf et de Noailles (2). Les Tuileries ne furent plus la résidence du gouvernement, mais bien le château de Bonaparte, qui marchait si hardiment à la succession de la monarchie.

A la fin du XVIII^e siècle, ce vaste château aux trois pavillons, si magnifique quand il se dessine comme une ombre sur l'horizon du soir, n'était point environné de tous les embellissements de l'art; on n'y voyait pas ces grilles de bronze et d'or qui décoraient ses jardins; de vieux bâtiments étaient placés sur les siles; la foule traversait à toute heure les cours intérieures; le premier consul ne pouvait apparaître pour respirer l'air, sans être aussitôt aperçu et entouré; le public pénétrait par toutes les issues; il n'y avait point de parc réservé; et Bonaparte avait besoin, pour ses vastes méditations, de cette solitude inspiratrice, de cet écho des anciens, qui seul prépare les grands choses. Le consul aimait donc avec une prédilection vive sa résidence d'été à la Malmaison; on ne trouvait pas là des arbres séculaires, d'immenses parcs; la Malmaison n'avait rien d'un château princier: sa simplicité était remarquable; le parc n'avait pas un quart de lieue carré, avec quelques arpents fortement boisés, et le reste offrait des taillis vagues entourés d'un fossé et d'une baie d'aubépines (3).

Là pourtant Bonaparte aimait à résider; le caractère romantique de la Malmaison lui plaisait; le château n'était pas loin de Bougival, vieille résidence des rois et des abbés sous la première race; la rivière coulait à ses pieds, et quelques îles couvertes de belles prairies formaient un horizon lointain; la Malmaison était entre Versailles et Saint-Germain, près de Luciennes, la plus gracieuse maison de la favorite de Louis XV, et près de Marly, ce beau château du grand roi; car tous ces bords de la Seine étaient peuplés de résidences embellies par les princes de la maison de Bourbon. Chaque pierre

(1) Il ne fut discuté que l'année suivante.

(2) Chaque consul prit son jour de réception. Bonaparte sentit des audiences.

(3) On ne peut aujourd'hui que se faire des idées imparfaites

sur la Malmaison. Le parc a été détruit. La bande noire n'a pas plus respecté les monuments de la gloire moderne, que les souvenirs des gloires antiques.

avait son souvenir, chaque bosquet reproduisait l'idée des magiques créations de Louis XIV. Melame de Genlis venait de publier son joli roman de *Mademoiselle de la Vallière*, et plus d'une dame de la cour du consul rêvait, dans ces bois de Saint-Germain ou de Versailles, au roi si jeune et si beau, à Louis XIV, si élégant, alors qu'il présidait aux premières fêtes de son avènement.

Cependant on parlait déjà de donner Saint-Cloud comme domaine national au consul pour sa demeure d'été (1); ce château était mieux en rapport avec le rang qu'il tenait dans la république. Était-il convenable de voir le premier magistrat resserré dans un manoir des champs à peine digne de la banque et de la finance? Rien ne pouvait se comparer à Saint-Cloud, avec son parc si richement dessiné, ses hauteurs, ses cotreaux tout de verdure, ses cascades, ses eaux qui se précipitent murmurantes de ses collines boisées dans la rivière qui coule au pied du parc? Les munificences de Louis XIV avaient sèlé Monsieur à construire Saint-Cloud, le château des ducs d'Orléans (2). A Saint-Cloud, le pouvoir consulaire s'était fondé par un grand coup d'État; c'était dans l'Oraogerie que la force militaire en avait fini avec les conseils des Anciens et des Cinq-Cents. Là, le pas de charge s'était fait entendre entre les partisans de la constitution de l'an III, et, le 19 brumaire, lorsque le consulat fut établi dans une délibération de nuit, Bonaparte aimait Saint-Cloud, parce que tout y était royal, mais il n'osait point encore accepter ce don que le sénat lui proposait dans sa libéralité flatteuse; son plan était tracé, il voulait marcher lentement; tout viendrait à point avec le développement des faits: trop brusquer, c'était tout perdre; pour s'assurer les voies du pouvoir absolu, il avait besoin de manifester une grande simplicité de mœurs et d'habitudes; rien ne séduisit les esprits comme cette affectation de la puissance qui se fait modeste. Si le consul avait tout d'abord montré son ambition avec maladresse, il eût favorisé le parti de l'opposition militaire, si nombreux dans l'armée et tout prêt à dénoncer ses intentions de tyrannie et de royauté.

(1) Il eût été désastreux un journal à la main, qui lui distribué à Paris, pendant toute l'époque du consulat. Un des auteurs me l'a communiqué.

« Le conseil d'État a pris un arrêté qui doit être soumis au Tribunal, à l'ouverture de ses séances. Cet arrêté donne le château de Saint-Cloud à Bonaparte. La manufacture des Gobelins et les différents Musées doivent se fournir les décorations. Le trésor public fournira en outre 100 mille livres pour les meubles ordinaires, 100,000 écus sont alloués pour la réparation du palais, et 200,000 francs pour celle du parc et des eaux. *Quand on demeurait à Paris, on se considérait comme digne.* » (Journal à la main)

(2) Voyez mon *Louis XIV et Philippe d'Orléans*, t. I.

(3) Voyez comment la police annonça la maladie du premier consul.

« Le premier consul souffrait depuis longtemps d'un rhuma-

Bonaparte demeurait comme un simple particulier à la Malmaison. Moreau et Bernadotte avaient bien leurs résidences aux champs. Plus le consul marchait au pouvoir absolu, plus il se montrait simple et sans faste; il ne disait à personne son dernier mot.

Bonaparte avait trente-trois ans alors, à temps de la maturité réfléchie et des grandes choses, époque où l'on réussit ou bien l'on meurt, âge mystique de la vie du Christ. En pleine possession du pouvoir, que devait-il désirer de plus lorsque l'obéissance absolue venait à lui? Son tempérament robuste était altéré par les méditations et le travail; il portait dans son sein le germe d'une maladie de peau contractée au siège de Toulon. Il s'était adressé à l'habile et hardi médecin Corvisart, qui l'avait soumis à un traitement vigoureux (3). L'opinion publique s'inquiétait sur la vie du consul; que deviendrait-on si l'homme qui menait la France lui était enlevé? Toute la diplomatie l'observait, car en lui était la force du pouvoir.

Depuis ce moment l'opinion, comme une mère inquiète, suit Bonaparte dans toute son existence si laborieuse, si occupée! Debout avec le soleil, il dictait à Bourrienne, son secrétaire, avec une ténacité remarquable; six heures de sommeil lui suffisaient, mais il n'est point vrai qu'il passât habituellement des nuits à des travaux secrets, ou qu'il appelât ses ministres avant l'aurore. Quelquefois une lampe allumée lorsque tout était plongé dans les ténèbres, annonçait que Bonaparte prolongeait sa veille jusqu'à une heure du matin, jamais au delà, et c'était ici une exception. Mais comme le peuple aime le merveilleux, la police répandait les bruits que son consul chéri n'avait rien de l'humanité faible et fatiguée; il travaillait, disait-on, jusqu'à vingt heures par jour; il ne donnait au sommeil que quelques instants, lui pourtant qui tout bourgeois ne quittait le lit de Joséphine qu'avec un sentiment pénible, après avoir été une ou deux fois éveillé (4).

Les traits de Bonaparte prenaient un caractère plus dur et plus prononcé, à mesure qu'il avançait dans la vie; ses joues creusées s'empressaient devant lui, et depuis le traitement que Corvisart lui

l'insigne gagné à l'armée; le citoyen Corvisart, son médecin, a cru la saignée favorable pour tenter de l'en débarrasser. Il lui a mis successivement des vésicatoires sur la poitrine et sur le bras. Ce traitement, dont l'effet a été très-favorable, a empêché le premier consul de venir à la dernière parade, et de donner, le 16 messidor (7 juillet), aux ambassadeurs, l'audience accoutumée. Il n'a pas cessé un seul jour de travailler avec les consuls et les ministres, et il a tenu hier matin le conseil général des finances, qui a lieu le 17 de chaque mois, et auquel se trouvent tous les ministres et le directeur général du trésor public. Le citoyen Corvisart pense que le premier consul pourra, sans inconvénient pour sa santé, assister, quelques jours prochains, à la fête du 14 juillet.

(4) Voyez sur ce point le témoignage de M. de Bourrienne.

(5) Cette translation se réalisait déjà sur les monnaies. « Cette

avait fait subir, Bonaparte paraissait enclin à Fembonpoint ; infatigable, il visitait tout et voyait tout ; on pouvait le suivre tout à l'heure à cheval dans une revue, ou bien examinant les travaux dans les chantiers, sans revenir à son travail de gouvernement et de conseil d'État, toujours pensif et préoccupé de ses destinées. A la Malmaison, sa vie était plus facile et plus abandonnée ; après dîner il parcourait le parc rapidement en s'éparpillant dans quelques causeries intimes ; il prenait part aux jeux de ses aides de camp et de ses dames ; aux barres, au cheval fondu : il avait une prédilection pour la danse, quoique inattentif il brouillait souvent les figures et rompait la sécurité d'une danseuse.

Je ne puis me faire à l'idée de Bonaparte dansant la *Monaco* ; il me semble voir les statues de bronze antiques, ces chevaliers de fer des vieux manoirs, s'agiter et se presser dans des figures de bas. Et pourtant il dansait. L'homme n'était extraordinaire que sur un champ de bataille et dans le travail gouvernemental du cabinet ; alors seulement sa puissante intelligence éclatait dans ses travaux, marqués d'une vaste supériorité ; caractère privé, il était brusque, impétueux, d'une humeur saoudée ; rarement une parole aimable effleurait ses lèvres : aux femmes, il leur disait des phrases presque sauvages, quelquefois impertinentes ; il les accablait de questions sur leur âge, sur leurs défauts. « Vous êtes une petite sottie ! Vous ne savez pas vous habiller ! Vous êtes vieille déjà ! Vous voilà donc toujours avec la même robe ! Que vous avez les cheveux rouges ! Que votre peau est noire ! » Tels étaient les propos sans convenance que le consul distribuait çà et là aux dames de sa cour, bien résignées à tout subir, excepté quelques-unes d'elles qui, à l'imitation de madame de Chevreuse, surent redresser plus tard, en termes polis et spirituels, l'homme puissant et fort qui abusait de sa position pour tout dire à de faibles femmes (1).

Madame Bonaparte, placée dans un rang si beau, souffrait plus que toute autre de sa situation avec le consul ; à mesure que Bonaparte s'élevait dans les faveurs de la fortune, elle éprouvait un chagrin profond, sortie de presentiment d'une séparation inévitable. Les femmes ont l'instinct de leur position et la prévoyance de leur destinée quand celle-ci tient au cœur d'un homme. Madame Bonaparte avait les affections et surtout les habitudes du consul ; mais pouvait-elle se dissimuler son âge, son im-

puissance de concevoir désormais, et l'entraînante ambition de Bonaparte, qui devait lui faire désirer une compagne plus jeune et plus hautement placée en Europe ? Qui peut dire les douleurs intimes de Joséphine ? Bonaparte lui échappait : insouciant pour tout le reste, elle n'avait ni pleurs que pour les secrètes infidélités du consul, et plus il redoublait de soins auprès d'elle, plus la plaie était profonde. Rien ne fait plus de mal à une pauvre femme que ces politesses et ces soins qui, n'étant plus de l'amour, cachent comme d'un voile transparent les nouvelles émotions qui arrivent. Madame Bonaparte éprouvait tout cela ; elle avait beau se distraire par la toilette, par les plaisirs ; le divorce était devant ses yeux, comme un gouffre où rien n'aurait s'engloutir les sentiments de Bonaparte. Cet avenir pouvait se retarder ; mais il était inévitable comme une de ces fatalités de la vie, plus imminentes alors même qu'on cherche à les éviter (2).

La famille Bonaparte se faisait un cruel plaisir de tourmenter Joséphine et de lui faire entrevoir le divorce comme une nécessité. Ainsi agissait Lucien ; sa belle-sœur avait pour lui une vive répugnance ; elle le détestait comme celui qui pouvait jeter le premier consul dans des voies plus ambitieuses. Au milieu de ses douleurs, madame Bonaparte, toujours légère comme une créole, se laissait aller à toutes les nonchalance, à toutes les contradictions de son caractère, elle pleurait, riait comme une enfant, et les moindres émotions se peignaient sur sa physiologie mobile ; les larmes y laissaient des traces, elle portait un de ces visages où se dessinent les longues douleurs de la vie dans des rides ineffaçables. Devenue superstitieuse par peur, dans cette époque où l'on croyait peu aux idées religieuses, où la foi était perdue, madame Bonaparte s'attachait au mysticisme, aux cartes, au sort ; et telle est la puissance du monde imaginaire sur les merveilleuses destinées, qu'un des liens qui retinrent plus fortement Bonaparte auprès de Joséphine, fut précisément la crainte de la fatalité jetée sur la séparation d'une vie commune. Bonaparte voyait son étoile dans Joséphine. Plus tard, orgueilleux souverain, ébloui de sa toute-puissance, il cessa d'étudier la destinée écrite au front de madame Bonaparte (3) ; la fortune rayonnait trop pour qu'il pût voir une cause en dehors de sa propre force.

Joseph, le frère aîné, fut appelé par le consul

mutilité d'effigies du premier eueat a donné naissance à Paris à un caducée très-impudent, dont l'auteur s'en vante de ne pas se faire connaître. « Nous l'avons en bronze, disait cet locataire, nous l'avons en talie-douce, nous l'avons en plâtre, nous l'avons en marbre, quand donc l'avons-nous en terre ? » (Journal à la main.)

(1) Les administrateurs les plus passionnés de Bonaparte ne dégu-

sent pas son peu de tact, son manque d'habileté et d'adresse avec les femmes.

(2) Fouché, qui se jeta de tout, avait pris soin en plus d'une circonstance, de prévenir madame Bonaparte, et déjà il la préparait au divorce (1800 et 1810).

(3) La correspondance de madame Bonaparte, reproduit exactement son caractère, ses douleurs, ses impatiences :

aux négociations diplomatiques ; le but de Bonaparte était de rendre Joseph important en le présentant aux yeux de l'Europe comme l'image et la représentation de la famille et plus tard de la dynastie des Bonaparte. Joseph, esprit médiocre, était parfait de manières, convenable dans ses formes ; sa raison était droite, et nommé au conseil d'État il y avait montré une certaine sagacité native. Bonaparte, en le désignant pour le congrès de Lunéville, avait compris la portée de cette nomination ; il savait qu'aucune affaire importante ne s'y traiterait et que tout serait décidé à Paris et à Vienne (1). Joseph n'était pas un homme embarrassant, ce qu'il était modeste et résigné ; il n'était pas, comme son frère Lucien, l'expression d'un système avec la volonté de le mettre en action ; il ne voulait pas dominer Napoléon, trop haut déjà pour que nul pût s'élever jusqu'à lui (2).

Lucien, exilé un moment dans son ambassade d'Espagne, poussait trop visiblement son frère au pouvoir héréditaire ; il avait fallu l'écartier pour ne pas compromettre les pensées d'avenir du premier consul. Lucien, naguère républicain de club, allait alors ouvertement dans les voies d'une monarchie ; ce n'était plus l'homme des Jacobins ou de la *société du Manège* ; il semblait dire : « Puisque le Rubicon est passé au 18 brumaire, il faut aller jusqu'au bout ; » c'était le plus fort des frères de Bonaparte dans les matières de gouvernement et d'administration. J'ai raconté déjà quels avaient été les résultats de la légation de Lucien en Espagne, et la splendide réception que lui avait faite Charles IV ; frère du premier consul, il réussit aisément à préparer l'alliance intime des cabinets de Paris et de Madrid contre l'Angleterre. Une telle ambassade fut richement récompensée ; on évaluait à cinq millions les dons secrets que lui avaient procurés les traités intimes avec le Portugal et l'Espagne (3). A son retour à Paris, Lucien dépensa noblement la

fortune qu'il avait acquise ; passionné pour les lettres, il accueillait avec une distinction honorable les hommes qui marquaient dans la réaction littéraire, tels que MM. de Chateaubriand, de Fontanes, Esménard, de Bonald, Rœderer ; tous, sous la douce influence d'Élisa et de la marquise de Santa-Croce, préparaient les idées monarchiques. Lucien était devenu le partisan le plus vif d'un gouvernement héréditaire ; l'amour qu'il portait à la marquise de Santa-Croce, ses mœurs aristocratiques, l'entraînaient à assurer la perpétuité d'un pouvoir dont il entrevoyait peut-être la fragile origine (4).

Le troisième des frères de Bonaparte, le jeune Louis, était entré à dix-sept ans au service militaire ; le consul l'avait élevé au grade de colonel d'un régiment de dragons au retour du voyage qu'il avait fait à Berlin où il était resté plus d'un an. M. de Talleyrand le destinait à une mission secrète à Saint-Petersbourg auprès de Duroc quand la mort rapide, inattendue de Paul I^{er}, ne lui permit pas de réaliser cette carrière diplomatique. Louis revint à Paris, et ce fut sur ce jeune frère que madame Bonaparte jeta les yeux pour sa fille Hortense de Beauharnais, alors tout éprise de Duroc (5). Il n'y eut jamais aucune sympathie entre Hortense et Louis Bonaparte ; la calomnie allait bien loin dans les causes imprévues de ces froids rapports ; on fouillait les annales dissolues de la vieille Rome, sous les empereurs, pour expliquer l'histoire intime de la famille du consul. La haine et la jalousie contre Bonaparte avaient enfanté plus d'un Suétone.

Il restait Jérôme, dès son enfance destiné à la marine ; il fut fait lieutenant de vaisseau au sortir du collège de Juilly où il avait fait ses études, et à dix-huit ans il commandait la frégate *l'Épervier*, comme autrefois les cadets nobles, chevaliers de Malte, dans les annales de la vieille marine, quittaient à peine leur berceau pour la mer, leur

(1) Voir le congrès de Lunéville, dans ce travail, ch. 6.

(2) « La famille régnante paraît divisée en deux partis : d'un côté, on voit Lucien, sa mère, la famille Baciotti, et un grand nombre de comtes et de colonels qui sont sortis de tous les trous de la Corse, pour venir réclamer, mais en vain, du grand cousin, de bonnes places dépendantes du gouvernement de l'autre, le grand homme, sa femme, mademoiselle Hortense, son futur Louis, la maison Murat et la maison Leclerc. Le sage Joseph est neutre et tient la balance entre les deux partis. » (Journal à la main.)

(3) Voir l'ambassade de Lucien à Madrid, ch. 2.

(4) Si je rapporte souvent dans mes notes les expressions du Journal à la main, ce n'est pas pour en approuver l'esprit, mais pour faire connaître jusqu'à quel point les passions des partis égarent sur l'appréciation des choses et des hommes. Or, voici ce que je lis encore dans ce journal :

« Lucien Bonaparte est en froid avec la cour des Tuileries. Il s'est retiré au château du Plessis, près Senlis, où il dépense une fortune de prince avec quelques beaux esprits très-gourmands,

qui lui tiennent compagnie. Il a déclaré à son frère qu'il ne voulait rien être dans une république où il serait tout. Il a consulté sur la tête de madame Bonaparte la mère, une reine vagabonde de 24,000 francs, ce qui lui donne une très-grande faveur auprès du peuple parisien. On lui trouve un beaucoup meilleur cœur qu'à ses frères, qui jusqu'à présent s'est contenté de faire remettre à sa mère des secours momentanés.

« Lucien reste toujours au château du Plessis. Il y joue la comédie avec madame la marquise de Santa-Croce ; avec Lafont le comédien, avec Arnault et Fontanes. On y mange les doubons du roi d'Espagne et les cruzades de Lisbonne ; on y boit le vin de Champagne et le tokai, on y rit, on y braille des vers, on y fait des épigrammes sur les Ministres d'État de ce bas monde ; c'est une bénédiction. Madame la marquise de Santa-Croce n'a point été reçue chez madame Bonaparte, quoiqu'elle s'y soit présentée plusieurs fois. La femme de César ne doit pas être soupçonnée. » (Journal à la main.)

(5) C'était M. de Bourricque qui servait de dévoué à la correspondance de Duroc et d'Hortense.

grande nourrice, comme le disait le bailli de Suffren. Les renommées de cour n'avaient de voix que pour les sœurs de Bonaparte, si gracieuses femmes : Marianne Elisa avait épousé M. Boeiochi, simple officier et alors colonel du 26^e régiment d'infanterie légère. Elisa, comme son frère Lucien, avait un goût très-élevé pour les lettres, et sa noble émulation était encouragée par M. de Fontanes qu'on lui disait uni d'un tendre lien, comme Ovide à une des sœurs d'Auguste. Le mariage de Pauline, la seconde sœur de Napoléon, venait de s'accomplir avec le général Leclerc; belle, impérative et insouciant, Pauline Bonaparte exerçait sur son frère une plus haute influence qu'Elisa, car Bonaparte aimait son caractère ardent; tandis qu'on parlait à peine de la plus jeune, Caroline, qui tout éprise des beaux et nobles uniformes, épousait le général Murat à la suite du 18 brumaire. C'était ainsi parmi ses proches, parmi ses compagnons d'armes, que le premier consul choisissait alors les maris de ses sœurs. La fortune les éleva plus haut.

Toute cette famille corse, si resplendissante par Napoléon, demeurait, selon les mœurs romaines, respectueusement soumise à la mère commune, Lætitia Ramolini, qui commençait la seconde période de sa vie; la grandeur de ses fils ne l'éblouissait point; elle partageait sa sollicitude pour tous, mais elle aimait Lucien de prédilection, et il faut dire que celui-ci avait pour sa mère un plus tendre dévouement; le premier usage qu'il fit de sa fortune à son retour d'Espagne, fut d'assurer à madame Lætitia une pension viagère de 24,000 fr., circonstance de sa vie que madame Lætitia n'oublia jamais; comme elle était fort prévoyante, elle préférait les résultats lents et successifs d'une fortune acquise par les voies ordinaires, à tous les grands coups de destinée qui vous prennent un homme, l'élèvent ou l'abaissent tout à tour. Le frère de madame Lætitia, l'abbé Fesch, rentrait dans les ordres religieux sur l'invitation du consul même; car Bonaparte avait le dessein de dominer par sa famille toutes les différentes branches de l'administration publique, et le clergé lui était nécessaire dans l'action de son pouvoir. L'abbé Fesch simple, modeste, reçu à la suite du concordat l'archevêché de Lyon, comme l'abbé Cambacérès obtint celui de Rouen, parce qu'il fallait accomplir envers les consuls les mêmes conditions que le pape remplissait autrefois envers les princes du sang et les hautes familles de gentilshommes, où le cardinalat était une dignité vivement sollicitée.

Dans la marche si ferme, si active de ce gouvernement consulaire, il y avait ceci de remarquable qu'on parlait à peine des autres collègues de Bonaparte, Cambacérès et Lebrun, élevés pourtant à côté de lui par la constitution de l'an VIII. Telle est la puissance d'un caractère ferme et résolu, d'une intelligence supérieure, que, partout où se rencontrent ces conditions dans un homme, tout vient à lui. Bonaparte était le gouvernement véritable; Cambacérès et Lebrun formulaient les conseils; le premier consul s'était réservé toute l'action politique, laissant à ses collègues les branches diverses de l'administration et les détails; à Cambacérès (1) la justice, à Lebrun les finances; il les traînait à sa suite comme les satellites obligés de sa pensée, comme les mains de son autorité; il écoutait leurs avis comme ceux d'hommes sages et réfléchis qui avaient la longue expérience des affaires; mais dans les questions de gouvernement, il ne suivait que ses propres inspirations et sa volonté inflexible, il agissait avec tenue et fermeté; à la seule parole de Bonaparte toutes les consciences indépendantes s'effaçaient, et nul n'osait résister à son désir une fois exprimé avec ses paroles vives, paccallées, impérieuses.

Il y avait autour de Bonaparte des aides de camp épiant ses moindres volontés pour en préparer l'exécution immédiate. Le consul exigeait l'obéissance la plus profonde et le dévouement le plus absolu; personne n'aurait osé résister alors même qu'il eût senti dans son cœur des bouillonnements de liberté et d'indépendance; c'étaient les rapports du maître avec l'esclave, ennoblis par l'enthousiasme. Sa parole était la foudre, elle frappait; il inspirait une admiration si grande, qu'on étudiait jusqu'à son regard; sa gaieté faisait la joie de tous; sa tristesse était un deuil. On a beaucoup parlé de l'opposition de quelques aides de camp, des brusqueries du général Rapp, des sages conseils de Duroc; toutes ces petites oppositions bien faibles, si jamais elles ont existé, n'allaient pas jusqu'à la résistance. La supériorité était si bien admise qu'il fallait obéir à la manière orientale, exécuter sans réflexion un ordre, une volonté; on n'acquiesçait d'importance que par la soumission la plus prompte, la plus rapide; les bonheurs venaient aux officiers qui, à la façon du général Savary, s'inclinaient devant la première parole de l'homme extraordinaire, en qui la génération croyait comme à la Providence. Bonaparte ne permettait pas qu'on raisonnât l'obéissance (2); il avait rapporté ces mœurs d'Égypte; sa

(1) Le premier consul disait même souvent des choses fort dures à ses collègues.

(2) C'est occasionnellement de grands malheurs. On obéissait,

trop rigoureusement les ordres; on se soumettait en aveugle; témoin la catastrophe du duc d'Angoulême, une des grandes fatalités de la vie de Bonaparte.

parole était comme le cimetière des pachas, brillant sur le front des mameluks; il pouvait être familier avec ses aides de camp, sourire à quelques-uns, distribuer des paroles d'encouragement recueillies comme la voix de Dieu par ses serviteurs; mais jamais Bonaparte ne permit à ses aides de camp la moindre résistance contre une mesure qu'il avait prise. Si l'homme de la destinée se trompait dans ses vastes desseins, il se croyait assez fort devant les contemporains et l'histoire pour en supporter la responsabilité à lui seul et tout entière. C'était l'orgueil de sa propre création.

Les ministres étaient vis-à-vis du consul dans la même situation d'obéissance passive, sorte d'aides de camp civils dans un gouvernement tout militaire; ils étudiaient la pensée du maître, et l'exécutaient fidèlement; leur rôle était de bien traduire. Deux hommes seuls avaient de l'importance politique : M. de Talleyrand et Fouché; Bonaparte avait personnifié en eux l'ancienne société aristocratique et la révolution avec ses conditions de force et de police, telle que l'entendaient les jacobins. Quand il parlait à ces deux ministres, le consul semblait avoir à sa face cette double société qu'il faisait servir de fondement à son pouvoir. L'autorité de M. de Talleyrand sur Bonaparte ne résultait pas d'une résistance brusque, soudaine; jamais il ne blessait le chef du gouvernement à la face; quand il recevait un ordre impératif, colère, de nature à compromettre les relations à l'extérieur, M. de Talleyrand ne l'exécutait point sur l'heure, il savait que la réflexion viendrait plus tard au premier consul, et que l'ardeur du soleil de la Corse entraînerait pour beaucoup dans les résolutions de cet esprit méridional. Le lendemain portait conseil, et Bonaparte se trouvait charmé quelquefois de n'avoir point suivi les mouvements de son irritation nerveuse (1); l'incessante maxime de M. de Talleyrand, en diplomatie, était de n'arriver jamais trop tôt, et de ne rien faire jamais trop vite; il savait que tels étaient la qualité et le défaut de Bonaparte, il lui opposait donc la qualité et le défaut contraires, et par ce moyen, souvent il empêchait le mal et préparait de bons résultats aux plus difficiles négociations. M. de Talleyrand aimait l'argent; la partie corruptive dominait son caractère; il croyait une grande fortune indispensable pour assurer un grand crédit; peut-être voyait-il bien la société telle qu'elle était alors organisée avec ses passions, ses faiblesses, et cet irrésistible mobile que l'Écriture avait personnifié dans le

Veau d'or. M. de Talleyrand avait encore la dignité de l'évêque, l'étiquette de son nom et le cérémonial de sa race. Il ne les oublia jamais, même dans les situations les plus diverses et les plus abaissées de sa vie.

Fouché, qui représentait le parti républicain auprès du consul, avait aussi étudié profondément le caractère de Bonaparte; interprète des intérêts révolutionnaires, il les défendait chaudement contre les tendances de l'ancien régime. Fouché, sans illusions et sans entraînement pour la personne de Bonaparte, grand moqueur de la destinée, n'avait aucune répugnance pour un pouvoir fort; au contraire, il le secondait par cette tendance d'ancien jacobinisme, la plus énergique personification de la dictature démocratique, mais ce pouvoir, il désirait qu'il fût déposé dans les mains des hommes de la révolution. Fouché raisonnait froidement avec Bonaparte, d'homme à homme, je dirai presque d'égal à égal; il lui résistait quelquefois; son habileté consistait à se grandir auprès du consul, comme l'organe de la révolution la mère commune, tandis qu'auprès des révolutionnaires, le ministre se posait comme un protecteur chaud, et l'ancien frère et ami des clubs, empêchant les réactions contre les jacobins; tout ce qu'il y avait de rigoureux dans les mesures politiques, il le rejetait sur le consul; tout ce qui était au contraire indulgence, pardon, il se l'attribuait à lui-même.

Après M. de Talleyrand, Fouché était le seul homme d'État qu'on pût compter, depuis le 18 brumaire, parmi les ministres qui entouraient Bonaparte. Tous deux avaient un système, tous les autres n'étaient que des commis. Que pouvait être, en effet, Berthier à la guerre, si ce n'est l'aide de camp de Bonaparte, et l'exécuteur le plus intime de ses volontés sur l'armée? Decrès, à la marine, tremblait devant le consul. À l'intérieur, Lucien Bonaparte avait cédé la place à M. Chaptal, chimiste remarquable, avec cette imagination méridionale qui lui faisait beaucoup entreprendre et jamais achever dans les œuvres d'administration. Chaptal était tout occupé d'arts, de théâtres, et vieillit déjà, il avait des passions de foyer et d'actrices, comme un surintendant des menus plaisirs sous la vieille monarchie, comme un Richelieu. Tout se faisant par Bonaparte, et pourvu que ce que le consul ordonnait s'exécutât sur l'heure, qu'importait l'habileté des conceptions d'un ministre? Aux finances, c'était toujours M. Gandin, esprit exact, mais sans hardiesse en ce qui touche le crédit public, organisant l'impôt comme l'unique ressource du trésor, sans s'inquiéter d'autres résultats que d'équilibrer matériellement les recettes et

(1) J'ai entendu plusieurs fois M. de Talleyrand indiquer la méthode de résistance qu'il employait avec Bonaparte comme souveraine et tout efficace.

les dépenses, comme un commerçant ou un bon bourgeois (1). Une pareille administration, je le répète, n'avait d'action, de vie, de respiration, que par Bonaparte; sa volonté puissante était partout exécutée; les seuls ministres importants, M.M. de Talleyrand et Fouché, s'effaçaient presque toujours, et l'on pouvait même voir que le premier consul avait le désir de se débarrasser du ministre de la police, pour confier ce département à une intelligence plus dévouée, telle que Réal, ou bien même à un de ses aides de camp, Savary ou Junot. Toutes les têtes politiques l'importunaient; sa pensée recherchait plutôt une obéissance passive qu'une inspiration raisonnée.

Dans cet abaissement de tous, la société prenait autour du consul l'aspect du système monarchique; les fêtes, les bals se succédaient avec une hiérarchie qui se formulait aux Tuileries comme à la Malmaison par des aides de camp et des conseillers d'Etat, et un peu plus tard par les préfets du palais. Bonaparte avait sa livrée verte, sa voiture à huit chevaux, ses gens. Joséphine avait ses dames pour l'accompagner comme les reines de France. Le consul aimait à se montrer au corps diplomatique, à l'Institut, aux gens de lettres, au peuple, comme les anciens rois; l'égalité était bannie, et Bonaparte commençait à déployer le luxe du pouvoir sous prétexte de grandir les manufactures de l'intérieur. Bientôt une circonstance d'orgueil et d'hommage, l'arrivée du roi et de la reine d'Etrurie à Paris, donna une nouvelle impulsion à ce faste, à cette ostentation qui avait son origine dans la fortune inouïe de tant de glorieux souverains (2).

Par les deux traités de Lunéville et de Madrid, il était convenu entre l'Autriche et la France que la Toscane, Parme et Gualstria seraient érigées en royaume qui prendrait le nom d'Etrurie, souvenir encore de la république de Rome et du vieux Latium.

Cette royauté établie par les actes du congrès fut conférée au prince Louis de Parme et à l'infante d'Espagne dona Maria-Luïsa, tous deux issus de la maison de Bourbon. Il fut convenu dans les négociations que les deux frères époux viendraient au printemps à Paris pour recevoir l'investiture des mains du premier consul, comme les rois lombards la recevaient de Charlemagne. Bonaparte se proposait deux résultats dans ce pèlerinage d'un roi et d'une reine aux Tuileries habitées par la nouvelle dynastie qu'il voulait fonder. En comblant de fêtes l'infant et l'infante, il donnait un gage à l'Espagne et fortifiait son alliance avec le cabinet de Madrid, dans un moment où il fallait vigoureusement agir contre l'Angleterre. N'y avait-il pas aussi quelque orgueil à voir des têtes couronnées s'abaisser devant lui, simple fils de la fortune, et que la destinée avait élevé si haut?

Voilà deux Bourbons, jeunes, timides, jetés au milieu de cette cour brillante et moqueuse que la victoire grandit. N'est-il pas mélancolique de les suivre, pauvres infants, loin de la patrie? On les donna en spectacle; les fêtes furent splendides; M. de Talleyrand accueillit les Bourbons dans sa maison de campagne, à Neuilly; il y mit ce bon goût, cette distinction, cette coquetterie qu'il savait apporter à toutes choses; on y dit des vers, des bergeries, comme Louis XIV savait en commander à l'époque de sa jeunesse et de sa gloire; on récita des odes en l'honneur de ces princes tout à coup transportés sous une région si éloignée de l'Espagne, inquiets, fatigués, en vue de toute cette génération trop heureuse pour eux! La critique s'en prit à leur vie et à leur santé frêle, à la pâleur de leurs fronts, à la timidité de leur démarche; on ne tint aucun compte des ennuis, des humiliations que les infants durent éprouver au milieu d'une patrie qui n'était plus la leur, de ces abaissements qu'on leur couvrait d'or. L'Espagne avait fui loin d'eux

(1) J'ai lu à plusieurs reprises le livre que M. Gaudin a publié sur son administration du trésor; je n'ai rien trouvé de hardi et d'avancé dans ses théories de finances.

(2) Le ministre des relations extérieures a donné le 8 juin, à Neuilly, une fête au comte et à la comtesse de Livourne. Cette fête a commencé à neuf heures du soir. L'avenue du château et la cour étaient illuminées. Le château d'été, en verres colorés, et avec autour de goût que d'éclat. Un très-beau concert a ouvert cette soirée. Madame de la Roche et madame Groussin y ont chanté. Après le concert, les portes qui donnaient sur le jardin ont été ouvertes. La lumière y était partout répandue comme ce plein jour. Des décorations représentaient la place de Florence où se trouve le palais Pitti. Ce palais illuminé occupait le fond; sur un des côtés coulait une fontaine en cascade d'eau; sur l'autre, s'élevait une colonne illuminée. Un grand nombre d'habitants du pays étaient dans la place, s'entretenant de la prochaine arrivée du roi d'Etrurie, s'en réjouissant et la célébrant par des jeux et des danses. On courrait leur annonce son arrivée; on se rassemblait en un même groupe et l'on chanta des couplets en l'honneur

du prince, et à la gloire du héros qui lui a ouvert le chemin de Florence. Des danses de paysans, agréablement distribuées sur différents points de la scène, ont rempli les plus jolis tableaux de Teniers. Au moment que le comte et la comtesse de Livourne sont descendus dans le jardin, les groupes de Florentins les ont précédés en chantant et en dansant comme pour les conduire à leur palais. Une fête champêtre a attiré l'attention dans un bosquet voisin, où tout le monde s'est rendu. Là encore, de jolis couplets ont été chantés. Toutes les personnes de la fête, après avoir fait le tour du jardin, partout décoré et illuminé, sont rentrées au château. A ce moment, des fusées et des bombes d'artifice ont éclaté sur l'île qui est située derrière le château. Elle était illuminée. De grands feux allumés derrière les massifs d'arbres, éclairaient le pays, d'autres allumés par une multitude de villageois attirés des environs. Un souper a été servi dans cinq salles, et trois fois renouvelé dans la nuit. Vers minuit, bal. Plus de 1,500 personnes ont assisté à cette fête, et l'ordre le plus admirable y a constamment régné.

avec ses douces habitudes, la sieste de midi, les courses de taureaux, les danses de Madrid, de Cadix, de Barcelonne. Pauvres fleurs d'Andalousie jetées sous le ciel brumeux du Nord, quoi d'étonnant qu'elles n'aient plus leur éclat ni leur parfum ?

Après les fêtes de M. de Talleyrand, ce fut le tour de M. Chaptal, qui montra au roi d'Étrurie la Toscane, en carton, le beau palais Pitti, avec ses orangers, ses grenadiers, et l'Arno, qui coule ses flots jaunâtres à travers les cités merveilleuses (1). La fête donnée par Berthier fut toute militaire, et une sorte de commémoration de Marengo ; ce noble souvenir parut sous les globes de feu et au milieu des feux redoublés de l'artillerie ; des festins militaires eurent lieu sous la tente, en présence de ces deux jeunes princes, comme pour leur rappeler « que c'était à la victoire de Marengo qu'ils devaient leur couronne. » Les révolutionnaires virent avec joie, au milieu de ces pompes étincelantes, le front des rois abaissé devant les faisceaux de la république ; ils furent satisfaits. Les monarchistes le furent également, car ils voyaient un pas de plus vers la stabilité. Ce retour aux mœurs du vieux régime, ces fêtes à la Louis XIV, ramenaient successivement les Parisiens vers une époque brillante qui n'était pas sortie de leur mémoire. Si les habitudes d'égalité étaient populaires, les formes monarchiques ne l'étaient pas moins ; la France venait s'offrir d'elle-même au pouvoir du consul.

Bonaparte, en comblant de fêtes les princes, se donna le triste plaisir de les abaisser en les traînant en public derrière son char ; il semblait dire : « Voilà les Bourbons ! » Il personnifiait en eux toute la race qu'il voulait rendre méprisable ; politique habile, mais sans générosité. Bonaparte se montra au spectacle à côté des infants ; lui avec sa belle tête de camée antique, les princes avec leur frêle existence de monastère et des jardins d'Aranjuez et de Saint-Ildefonso. Dans une représentation aux Français, il se fit jeter à la face ces beaux vers de louange : « Qu'il avait fait des rois et n'avait pas voulu l'être. » Il abassa les princes de

Parme tant qu'il put dans ses conversations intimes, en plein conseil d'État ; il raconta toutes leurs faiblesses, toutes leurs infirmités ; le roi avait défailli en plein repas, n'était-ce pas un crime de timidité pour des soldats heureux enivrés de vin d'Ai et de Clos-Vougeot ? Il y a des cœurs qui ne comprennent pas le mal que fait une situation humiliée ! Dans une séance solennelle du conseil d'État, Bonaparte s'exprima haut sur le roi et la reine d'Étrurie ; quand tout était silencieux, lui s'écria d'une voix dure et sonore :

« C'est encore un pauvre roi. On n'a pas d'idée de son insouciance. Je n'ai pas pu obtenir de lui, depuis qu'il est ici, qu'il s'occupât de ses affaires, ni qu'il prit une plume. Il ne pense qu'à ses plaisirs, au spectacle, au bal. Ce pauvre M. d'Azzara (ambassadeur d'Espagne), qui est un homme de mérite, s'est mis en quatre, et y perdit ses peines. Le prince le traite avec fierté. Tous ces princes se ressemblent bien. Celui-ci se croit vraiment fait pour régner. Il est très-mauvais pour ses gens. Ils l'avaient déjà signalé au général Leclerc, à Bordeaux, comme faux et avare. En venant dîner hier ici, il tomba du haut mal. Il était très-pâle quand il entra ; je lui demandai ce qu'il avait, il me répondit que c'était un mal d'estomac : Ce sont ses gens qui disent qu'il tombait du haut mal, et que cela lui arrivait assez souvent. Enfin, il va partir sans savoir seulement ce qu'il va faire ; c'est d'ailleurs un homme aussi présomptueux que médiocre. Je lui ai donné une série de questions, il n'a pu y répondre. Sa femme a du tact et de la finesse, elle est aimée de ses gens. Quelquefois, ayant l'air occupé d'autre chose, j'observe et j'écoute le mari et la femme ; elle lui dit, ou lui fait signe des yeux, comment il doit agir. Il était assez politique, au surplus, d'amener un prince dans les antichambres du gouvernement républicain, et de faire voir aux jeunes gens qui n'en avaient pas vu, comment était fait un roi. Il y en a assez pour dégoûter de la royauté. » Il y avait dans ces dernières paroles une profonde dissimulation. Auguste, à la veille de saisir les faisceaux de l'empire, parlait encore de la république, du sénat, des tribuns et de la liberté.

(1) Voici le programme de la fête donnée par M. Chaptal :

« Rien n'était plus magnifique ni mieux ordonné que la fête donnée le 12, au comte de Livourne, par le ministre de l'intérieur.

« Une société nombreuse commença, vers les neuf heures, à se réunir. Tout était allumé dans la cour, les salons, les jardins ; et cet ensemble formait un tableau qui n'eût pu se réaliser ailleurs. Les principaux employés du ministère reçurent les dames ; à mesure qu'elles se présentaient ; et après avoir offert à chacune d'elles un bouquet, les conduisirent en traversant toutes les pièces, au milieu d'une longue file de sénateurs, de législateurs, de tribuns, de conseillers d'État, de ministres, d'ambassadeurs, de magistrats, de généraux, en un mot, dans

une salle magnifique, où elles furent placées sur des banquettes élevées en amphithéâtre, sous des brisants de fleurs, ornées de mille feux. Cette foule de femmes charmantes, les masses de fleurs dont la salle était remplie, ces feux de bougie se mêlant aux éclairs des diamants ; tout ce brillant appareil offrit le spectacle le plus ravissant. Le comte de Livourne, deux des consuls, les membres du corps diplomatique et les ministres étaient assis à un bout de la galerie.

« Dans le cours d'un quadrille, une danseuse a présenté au comte de Livourne un bouquet disposé de manière que, quand le prince l'eût reçu, il s'en détachât et a pris dans sa main la forme d'une couronne. Sur un papier caché parmi les fleurs étaient des vers faits par le poète Lamartine. »

CHAPITRE XLVII.

INSTRUCTION PUBLIQUE, PROGRÈS DE LA SCIENCE ET DES ARTS.

Système de Chaptal. — Rapport de Fourcroy. — Idées de Bonaparte sur l'éducation publique. — Les écoles primaires. — Les écoles centrales ou lycées. — Les bourses. — Discours de Chénier sur l'instruction publique. — Esprit tout militaire de l'éducation. — Retour vers l'antiquité. — Organisation de l'Institut. — Les classes. — Tentatives pour les académies. — Suppression des sciences morales et politiques. — Statistique de la science. — Première classe, mathématiques. — Chimie. — Astronomie. — Physique. — Deuxième classe, langue et littérature. — Troisième classe, histoire et érudition. — Quatrième classe, beaux-arts.

1801 — 1803.

Une administration active, énergique, telle que le premier consul l'avait préparée, devait invariablement s'occuper des premiers éléments de l'éducation publique, source de toute puissance sociale; Bonaparte avait trop étudié les institutions antiques de la Grèce et de Rome, pour ne pas comprendre que le grand mobile de toute société est l'instruction de l'enfance et le développement de l'intelligence des jeunes hommes; un gouvernement fort ne devait pas laisser l'éducation des masses en dehors de lui; elle était un devoir et une garantie pour l'État. La convention nationale avait créé un grand programme d'instruction publique. En détruisant toutes les corporations enseignantes, il fallait donner au peuple les premiers principes de la morale, et lui ouvrir les larges voies de la vie intellectuelle, les trésors infinis de la science. Il faut rendre justice au comité de l'instruction publique, formé au sein de la convention, il remplit sa tâche avec un instinct admirable des sentiments et des besoins démocratiques. On ne doit jamais juger les institutions d'une manière absolue, mais seule-

ment dans leurs rapports avec la pensée qu'elles veulent faire triompher : la convention organisa des écoles primaires et des écoles spéciales, toutes avec la mission de former des hommes utiles au développement des principes et des idées de la révolution française (1).

Le résultat de cette éducation démocratique ne pouvait correspondre aux besoins d'un gouvernement régulier et conservateur; quand le consulat s'établit, Bonaparte dut s'occuper du mécanisme et de l'organisation d'un système complet. Deux pensées semblent dominer la conduite du consul dans la direction des études scolastiques : 1^o donner une grande influence au gouvernement pour la direction de tout ce qui tient à l'intelligence des enfants, et aux premières tendances des jeunes hommes; 2^o faire partout dominer l'idée militaire dans l'instruction des masses, de telle sorte qu'on pût former des soldats en même temps que des citoyens; les collèges neurent être qu'un préliminaire de la grande étude des camps (2).

L'esprit de Bonaparte conçu dès lors une vaste création, qui sans être encore l'université, devait embrasser toute la hiérarchie de l'éducation publique, depuis l'école primaire, la base de l'édifice, jusqu'à l'Institut qui en formait le sommet. Chaptal fut d'abord désigné pour préparer le programme compliqué de l'organisation scientifique, et il en développa les principes devant le conseil d'État chargé d'en juger les pensées et d'en apprécier les éléments. Les études furent organisées en général; puis on revint les branches spéciales, les écoles d'application. M. Chaptal, homme d'érudition et de science, fit de grandes recherches dans un discours d'apparat; mais en arrivant aux faits, on put voir qu'il s'était laissé dominer par une idée incompatible avec le vaste plan du premier consul, car le grand corps enseignant que Chaptal organisait dans le projet de loi, n'était pas sous la main du gouvernement; les écoles et les collèges dépendaient trop de la commune et du département, et pas assez du pouvoir qui, selon Bonaparte, devait être le maître unique de toutes les forces de la société; il voulait moins un corps enseignant, qu'une administration tout entière à la volonté du consul (3).

(1) La loi de l'instruction publique est de l'an III.

(2) La discussion sur les écoles au conseil d'État est du mois d'août 1801, la loi ne fut proposée au Tribunal que dans la session suivante.

(3) Projet du premier consul.

1^o Établir six mille bourses payées par le gouvernement, et dont la rétribution annuelle sera destinée à entretenir les lycées, les professeurs et les élèves.

2^o Vouloir les bourses servir à la nomination du premier consul.

3^o Des écoles secondaires seront jointes aux lycées.

4^o Le premier consul trouve que ce qui concerne l'administration est incomplet.

5^o Le premier consul veut renvoyer à un règlement pénal des dispositions du projet de loi.

Observations de la section de l'intérieur.

1^o Ce système fait des professeurs de véritables entrepreneurs; il avilit leurs fonctions; il compromet le sort de l'instruction, en donnant lieu à des spéculations d'intérêt.

2^o Il est impossible que le premier consul puisse nommer avec discernement; il sera trompé; il mécontera; cette prérogative lui sera plus nuisible qu'utile; il sera plus convenable de

M. Chaptal ayant été appelé au ministère de l'intérieur, le conseiller d'État Fourcroy, dont la renommée scientifique était européenne, reprit le travail de son collègue, en le modifiant un peu plus dans les idées gouvernementales, le seul but vers lequel on devait tendre. On portait enfin de la base d'une surveillance attentive, déposée dans les mains du chef de l'État, duquel dérivait toute impulsion et toute intelligence; l'enseignement descendait du centre sur les masses (1).

Bonaparte s'exprime plus clairement encore dans le conseil d'État, quand il s'agit du projet définitif qu'on devait soumettre au tribunal à la session suivante. Les écoles primaires lui paraissent essentielles pour le peuple, car il fallait l'éclairer; mais cette institution devait se circonscrire dans des limites telles, qu'on ne pût pas égarer la raison des masses par de fausses théories. Il fallait surtout enseigner les arts, les éléments primitifs, tout ce qui pouvait développer les moyens de travail; et c'était sous ce point de vue que les corporations enseignantes étaient bonnes. Les écoles primaires devaient être nombreuses, quarante mille, s'il le fallait, une pour chaque commune de France; dans chaque chef-lieu de département on placerait une école centrale ou lycée dans lequel un enseignement supérieur serait donné aux classes un peu plus élevées, mais toujours dans le même esprit d'humilité au gouvernement établi. Il était bien entendu que dans ces lycées tout devait essentiellement dépendre du gouvernement; par exemple, dans le système de Chaptal, les bourses devaient être données au concours pour exciter l'émulation de jeunes gens qui se distingueraient par de fortes études. Bonaparte soutint hautement l'opinion opposée à ces choix libres et spon-

tanés; les bourses instituées devaient dépendre du premier consul; c'était à lui qu'il appartenait de les distribuer, de les répartir, parce que rien de ce qui touchait à l'homme ne devait échapper à l'ardente vigilance du pouvoir chargé de gouverner la société; les écoles primaires devaient dépendre de la commune et du maire, les écoles centrales du préfet; les bourses ne devaient être données que par le gouvernement. N'y avait-il pas mille récompenses à distribuer et des dons à répartir? Lorsque la patrie devait tant à ses défenseurs, il fallait que le premier consul pût élever le fils d'un soldat, récompenser les services d'un fonctionnaire public, dévoué et vaillant, il fallait donc la liberté absolue et formelle dans le choix des boursiers; puisqu'on ne pouvait pas rétablir les corporations enseignantes et religieuses, il fallait au moins que la grande corporation, qui est l'État, pût exercer sa surveillance sur tout ce qui tenait à l'enseignement; on devait au pays la liberté sans doute; mais le pouvoir avait des droits avant la liberté, dans une société surtout si vivement agitée (2)!

A cette époque le parti philosophique voulut préparer son manifeste et sa protestation contre le système d'éducation publique soutenu par le consul Bonaparte; Chénier, le poète et le prosateur, saisit l'occasion du concours des écoles centrales de la Seine, pour développer les services que la philosophie du XVIII^e siècle avait rendus aux lettres et aux arts; il prononça et fit résonner, avec une indicible activité, un exposé parfaitement écrit sur les progrès des sciences et des arts en Occident, depuis l'origine de la monarchie; l'érudition en était légère, mais élégante et soignée, avec ce ton souvent déclamatoire que l'école encyclopédique avait jeté dans

le plus possible, ces bourses à l'examen, afin d'engager les citoyens et les capitalistes à favoriser l'établissement d'écoles secondaires, pour lesquelles le gouvernement ne veut faire que de légers sacrifices.

1^o Mauvaise institution, elles seront privilégiées; des particuliers n'ont plus l'intérêt à en établir.

2^o La section croit avoir prévu tout ce qui est nécessaire.

3^o La section n'a pas cru devoir en rien retrancher.

(1) Voici le projet de Fourcroy.

1^o Des écoles municipales ou primaires au nombre

de 22,000 coûtant : 5,000,000

2^o Ecoles communales ou collèges, 250. 5,000,000

3^o Ecoles spéciales. 1,300,000

Enfin l'Institut national. 200,000

Dans chaque école communale un pensionnat et huit bourses gratuites. Liberté aux particuliers d'enririr des écoles.

(2.) Voici comment s'exprime le conseil devant le conseil d'État.

« La section n'a considéré le nombre donné aux bourses que sous un seul point de vue. Il y a d'autres rapports plus essentiels. Il s'agit moins de savoir s'il convient que le premier consul donne aux bourses, que de mettre les bourses à la disposition de l'État. On verra après, qui devra y nommer. Il n'y a pas de doute qu'il vaudrait mieux que l'État ait dans ses mains le moyen de récompenser la famille d'un militaire, d'un fonctionnaire public qui aurait

bien servi leur patrie ou qui la servent encore; car il n'est pas nécessaire que le père soit mort pour que la patrie témoigne sa reconnaissance; c'est, pour lui, une sorte d'augmentation de traitement. Au-delà de ce grand intérêt, qu'est-ce que le mérite d'un jeune homme qui prouvera à l'examen qu'il sait un peu de latin et ses quatre règles? Il ne lui faut pas compter sur les capitalistes pour l'établissement d'écoles; c'est une illusion. C'est, pour les particuliers, plus une affaire de sentiment que d'intérêt. D'ailleurs, en laissant 1,500 bourses à l'examen, c'est un encouragement suffisant pour les écoles secondaires, en les supposant au nombre de deux cents. On méconnaît entièrement le but politique qu'on doit se proposer; ainsi la section veut admettre de plein droit, à l'école militaire, trois cents élèves libres des lycées, et leur donner des places d'officier à leur sortie; c'est déraisonnable. C'est introduire dans l'armée de plein pied et sans l'assentiment du gouvernement, les fils de l'armée de Condé! Ceci est plus sérieux qu'une affaire de collège. Il est impossible d'introduire dans l'armée des jeunes gens dont les pères auront combattu contre la patrie. Il n'y aurait entre ces officiers-là et les soldats aucune harmonie; ce serait compromettre la sûreté publique; je n'ai pas nommé un seul sous-lieutenant, à moins qu'en ne s'en soit trompé, que je ne l'aie pris parmi les soldats, ou les fils d'hommes attachés à la révolution... Le bon de la révolution dort; mais si ces messieurs s'éveillent, ils feront bien vite à toutes brèches. »

le monde (1). Chénier avait beaucoup consulté l'*Essai sur les mœurs des nations*, de Voltaire, son idole. Lorsqu'on lit avec quelque attention ce discours solennel du chef de l'instruction publique dans un grand État, on est frappé des préjugés historiques, et surtout de cette affectation académique qui dénonce les idées, les coutumes des siècles passés qui eurent leur grandeur et leur puissance. Chénier juge tout avec les idées de son temps, comme si rien ne pouvait s'expliquer que par les lumières de son époque; comme si tout devait se modeler sur certaines formules proclamées invariables à travers les siècles par Voltaire, Diderot, d'Alembert, les trois têtes philosophiques dont Chénier est vivement épris. L'orateur déclame contre les superstitions et les ténèbres, comme si tous les siècles n'avaient pas leurs préjugés plus ou moins nobles, leurs idoles plus ou moins élevées; la forme se renouvelle, les passions seules restent et se perpétuent. Saint Bernard lui paraît un pygmée, le grand Albert un barbare. À peine le x^e et le xii^e siècle doivent-ils tenir une place dans l'histoire. Ainsi cette école éminente du xviii^e siècle enlevait le passé de la France; elle semblait proclamer qu'il n'y avait rien avant l'Encyclopédie; elle brisait la statue des ancêtres.

Ce manifeste de Chénier, remarquable d'ailleurs, tendait à prouver que les écoles centrales et révolutionnaires avaient rendu des services plus éminents que ceux de l'université, et que, par conséquent, tout retour vers les anciennes formules serait non-seulement un attentat contre la liberté primitive de l'enseignement, mais encore un pas vers les ténèbres et la barbarie dont le xviii^e siècle nous avait délivrés. Dans cette harangue, Chénier se trouvait un peu embarrassé, car il était aussi admirateur de Racine et de Corneille. Comment pourrait-il placer dans une catégorie sans intelligence le siècle qui les avait produits?

Le premier consul devait voir avec une impatience secrète ce manifeste du parti philosophique qui contrariait ouvertement ses vues et ses projets sur l'éducation publique, administrativement organisée. Bonaparte voulait avoir toutes les écoles sous sa main pour les dépouiller de ce caractère de démocratie que la convention s'était imprimé aux institu-

tions politiques qui se rattachaient au gouvernement. Il visait au développement de la pensée militaire, comme à la reconstitution de l'idée monarchique, si fortement opposée à Chénier et aux partisans de la liberté absolue de l'enseignement. Dans le but de tout ramener à son pouvoir, Bonaparte favorisait le système des études, tel que le comprenait l'ancienne université, avec ses longues veilles sur le grec, le latin, et ceci moins dans l'intérêt des études elles-mêmes, que parce que ce travail assidu assouplissait les jeunes hommes à une sorte de discipline collégiale qui préparait la discipline militaire, son dernier vœu de gouvernement. Les lycées ne furent plus qu'une pépinière de soldats élevés au son bruyant du tambour des batailles.

À côté et au-dessus furent également organisées les écoles spéciales, modelées sur la vieille institution universitaire des facultés: les arts et métiers eurent leurs écoles où les ouvriers purent se familiariser à toutes les inventions par le travail et la comparaison des modèles. La médecine eut son institution, son enseignement à part: la théorie fut annoncée dans les chaires, et la pratique dans les écoles cliniques où les étudiants purent pénétrer tous les mystères de l'organisation humaine; l'école normale fut au centre où l'éducation trouva des maîtres habiles et d'une expérience consommée par l'étude; l'école polytechnique fut le complément de l'éducation lycéenne, et comme le centre des études mathématiques, pour être ensuite appliquées à l'art de la guerre ou aux grands travaux d'utilité publique, tels que le génie de Bonaparte pouvait les concevoir.

Un travail plus vaste et plus complet fut adopté à l'égard de l'institut, une des créations encyclopédiques de la convention nationale; depuis longtemps l'institut était vivement attaqué par deux écoles: les novateurs à grandes intelligences comme M. de Chateaubriand, et les anciens membres de l'Académie française, amis de la belle littérature. Toute la rédaction du *Mercur de France*, M. Suard, l'abbé Morellet, les académiciens, débris des quarante, qui restaient debout comme des souverains, célébraient simultanément les grandeurs de l'ancien Parnasse et l'éclat qu'il avait jeté sur la littérature et la langue. Tous placés sous le patronage de

(1) Voici quelques fragments du discours de Chénier.

« La théologie composait la partie la plus considérable des études. Elle seule donnait l'influence et la renommée; elle gouvernait le monde du fond des chaires et des collèges. C'est elle qui faisait régner tour à tour sur l'opinion des papes, un Bernard, alors puissants par l'influence, mais que l'histoire ne cite plus que pour lui reprocher une croisade malheureuse, et le divorce impolitique de Louis le Jeune; un Abelard, plus cher à la postérité par ses erreurs que par sa doctrine, un Scot, un Bonaventura, un Thomas d'Aquin, un oracule de l'école, un Pierre Lombard, surnommé le Maître des sentences; un Albert qui

serait encore appelé Grand, si la multitude et le poids des volumes suffisaient pour assurer son pareil titre.

« Soit qu'on veuille placer l'origine de l'université de Paris sous Philippe-Auguste, ou sous la fin du règne de Louis le Jeune; soit que, remontant plusieurs siècles, on lui donne Charlemagne pour fondateur, ce n'est pas à une époque si lointaine, ce n'est pas même dans le cours des âges qui l'ont immédiatement suivie, que l'on peut raisonnablement chercher parmi nous les progrès de l'enseignement public. Quel pouvait être en effet l'enseignement dans un pays où aucune science n'existait encore? Ce qu'il était dans l'Europe entière, en ces temps de barbarie universelle »

Lucien, ils le considéraient comme un nouveau Richelieu, le fondateur de l'Académie française; les hommes d'intelligence n'ont pas toujours ce caractère indépendant et fier qui fait les grandes choses; les littérateurs aiment malheureusement la protection et les Mécènes; tous n'ont pas cette fierté du talent qui repousse l'aumône d'un esprit moins haut que le leur; ils avaient entouré Lucien pour se créer un patronage dans le but exclusif de rétablir l'Académie française avec ses prérogatives et ses privilèges. Ils prenaient le premier conseil par son faible. Bonaparte aimait tout ce qui vivait dans les souvenirs de la monarchie; le nom de Louis XIV, Richelieu, Corneille, Racine, parlaient vivement à son imagination, et il suffisait de les invoquer pour répondre à ses sentiments arriérés; puis l'Institut était une création républicaine; cet esprit le dominait. Il y avait parmi les membres une indépendance inquiète qui se ressentait des souvenirs de 1789 et des derniers débris de l'école de démocratie; Chénier était une des lumières de cet Institut, moitié athée, moitié jacobin, dans lequel rien ne faisait pressentir la tendance monarchique que le premier consul voulait imprimer à son gouvernement.

La tâche était difficile, c'était avouer complètement ses haines contre la révolution; ne suffisait-il pas de détruire la république gouvernementale? Fallait-il encore toucher d'une main profane la république des lettres? C'est ce qui fit hésiter le premier consul dans un remaniement monarchique de l'Institut (1). Toutefois, comme il ne voulait point laisser à la science une constitution absolument indépendante, il prit une résolution en harmonie avec l'esprit et la tendance de son pouvoir. L'Institut à son origine comptait cinq classes: les sciences, les lettres, l'érudition, la morale et la politique, et les beaux-arts; en examinant avec attention chacune de ces branches de l'arbre scientifique, le consul se demanda ce que pouvait être une classe de morale dans l'Institut? La morale est un sentiment élevé, une puissance de l'âme et du cœur; elle n'est pas une science; sa force est dans la croyance religieuse; jamais elle ne peut former une théorie à part, un ensemble de règles positives qui puissent être l'objet de dissertations dans un corps occupé de travaux d'histoire ou de science exacte; que pouvait être

également la politique dans un Institut? Est-ce que les idées de gouvernement peuvent former des théories spéculatives? Peut-il y avoir des axiomes invariables, que l'on discute comme dans une école? La science du pouvoir c'est l'action, son expérience l'histoire, sa règle la loi, toutes choses positives. Une classe morale et politique n'était-elle pas l'expression tout entière de l'école de Sieyès et des faiseurs de constitutions? Renversée au 18 brumaire, allait-on maintenir l'organisation des rêveurs de philanthropie? La science de l'économie politique n'était-elle pas essentiellement vague et plus retentissante que positive? La statistique réelle se rattachait à la action des mathématiques. L'esprit de Bonaparte était trop art pour s'abandonner à des idées en dehors des réalités; il supprima donc d'un seul trait de plume la classe des sciences morales et politiques; le consul entra dans le domaine des forces gouvernementales, et c'est ce qui explique sa prédilection pour la action physique et mathématique, classe si élevée de l'Institut, car elle embrassait la connaissance de l'univers et de ses mystères.

De grandes découvertes venaient de s'accomplir dans la chimie; on réalisait la théorie de la cristallisation (2), un des beaux résultats de la science. M. Berthollet avait exposé la nomenclature des affinités (3), et analysé la lumière, cette flamme qui brûle sur nos têtes dans les mondes; brisant la vieille théorie des quatre éléments primitifs, il pénétrait les phénomènes de la chaleur, en la détachant de la lumière dont elle semble l'agent inséparable. Quelles étaient les lois du rayonnement, les facultés de dilater les corps par la chaleur (4)? Quelles étaient les lois mystérieuses de la vaporisation? Où venait l'électricité? Quelle était la théorie du galvanisme produit par le contact des corps? On expliquait l'art métallurgique et excitateur du galvanisme, les merveilles de la pile de Volta, qui faisait grimacer les morts, rendait quelque vie au tombeau, et la chaleur aux membres glacés (5). La chimie définissait la théorie de la combustion; les découvertes sur l'air s'étaient agrandies par les travaux de Lavoisier, de Monge et de Berthollet. L'analyse de l'air avait alors une telle précision, qu'on pourrait reconnaître d'avance tous les éléments qui le composaient.

(1) La grande et dédaignée réorganisation de l'Institut est du 22 janvier 1805.

(2) Depuis 50 ans, les progrès de la chimie étaient immenses. Voyez *Essai de cristallographie*, par René de l'Isle — *De la forme des cristaux*; mémoire d'Épéris, 1755 — *Essai d'une théorie de la structure des cristaux*, par M. Brilley, Paris, 1784. — *Traité de Minéralogie*, par M. Brilley, Paris 1804, 4 vol. in-8 et in-4. — *Essai sur quelques phénomènes relatifs à la cristallisation des sels*; *Journal de physique*, t. 28.

(3) Voy. *Mémoires de l'Académie des sciences*, pour 1789 — *Essai*

de statistique chimique, par C. L. Berthollet, Paris, 1803, 2 vol. in-8.

(4) *Essai de physique*, par Benoît-Auguste Vieillot, Genève, 1790, 1 vol. in-8. — *Traité chimique de l'air et du feu*, par Scheele, traduction française, 1777, 1 vol. in-12.

(5) *Essai sur le galvanisme*, par J. Aldini, Paris 1804, 1 vol. in-4. — *Essai sur l'irritation musculaire*, par M. de Humboldt, ou Nouveau, Berlin, 1797, 1 vol. in-8. — *Nouvelles expériences galvaniques*, par P.-B. A. L. Lavoisier, Paris, an 6. — *Traduction philosophique*, 1799. — *Bibliothèque Britannique*, t. 12. — *Journal de Physique*, insérée au 12.

On avait découvert de nouveaux acides, mobiles si puissants en chimie; on décomposait le sel marin pour en extraire la soude; on avait produit les poudres fulminantes qui éclatent comme le tonnerre, préparé le phosphore, cet agent de la lumière. La science avait combiné les gaz de manière à remplacer toutes les eaux minérales; la fermentation des liquides et des éthers avait été poussée jusqu'à ses dernières limites (1).

L'atmosphère était aussi tombée au pouvoir de l'analyse; on savait maintenant en mesurer toutes les variations, décomposer les aérolithes. Des plumes exercées avaient écrit l'histoire naturelle des eaux et celle des minéraux qui s'agitent bruyamment dans les entrailles de la terre; la géologie avait grandi la science; on avait pénétré dans les terrains primitifs pour découvrir des mondes inconnus et des races éteintes dans le grand remuement de la terre, par les volcans et le déluge; on avait analysé les gouffres de feu (2), et déjà Cuvier, jeune homme alors, commençait son admirable théorie des fossiles et des pétrifications; génie qui reconstituait le monde antérieur dans cette sombre nuit qui précède le chaos (3).

A ces systèmes du monde, venaient se rattacher les expériences positives sur les corps vivants; quels n'étaient pas les progrès de l'anatomie, non-seulement dans les animaux, mais encore dans les végétaux (4)? La science expliquait la respiration qui est la vie, la digestion, la grande faculté du corps, la circulation du sang, la première base de toute expérience médicale; la vue, l'ouïe, les fonctions mobiles et variées du cerveau, la génération des corps, la fécondation de toutes les natures, phénomènes écrits, analysés par les études d'application. La nomenclature et le catalogue des êtres s'étaient agrandis de plus de cinq cents noms; on avait entrepris de lointains voyages, préparé d'immenses collections; le domaine des plantes comptait alors des produits arrachés aux contrées les plus inconnues; les merveilles du tropique, fleurs si fragiles que le soleil brûlant anéantit et carresse, depuis l'arbre à thé de la Chine, jusqu'à la vanille de Ceylan et la fleur rare des Cordillères, que

M. de Humboldt avait rapportée de son beau pèlerinage (5).

Tous ces éléments de botanique avaient servi les sciences d'application, et particulièrement la chimie et l'art de guérir; la vaccine venait de paraître, et de sauver une génération au berceau, si faible alors, et que la mort moissonnait. On reconnaissait l'action préservatrice des acides minéraux contre les contagions; on combinait les vinaigres et les sels afin de sauver du contact des corps pestiférés, et ici le consul apporta plus d'une fois, dans la section des sciences, les lumières de son expérience pour constater la puissance des préservatifs en Orient, et les effets fatals de la réinfection dans l'islamisme. La médecine s'appliquait à tout, non-seulement à l'art vétérinaire pour guérir les animaux qui souffrent, mais encore on préparait l'ingénieuse médecine des végétaux et des plantes, qui, malades, haïssent tristement la tête sur leurs tiges flétries. Toutes ces vastes connaissances dans le domaine de la nature servaient les arts et métiers qui n'étaient en quelque sorte que l'application matérielle des théories chimiques; la manufacture trouvait ici la source infinie de ses produits si variés (6).

Les sciences mathématiques, objet des préférences du premier consul, avaient une magnifique représentation à l'Institut; que de vastes progrès depuis vingt ans! On avait pris la mesure exacte de la méridienne, dressé des tables d'équation, les principes de l'algèbre; la théorie des nombres, la mécanique se développaient sous les veilles scientifiques de MM. de Prony, Delambre et Bougainville, intelligences si remarquables; on avait grandi l'astronomie, et l'étude de cette vaste armée des ciels qui brille au firmament. Les comètes n'étaient plus un mystère. M. Laplace avait déterminé la perturbation réciproque de tous ces corps enflammés qui paraissent à des époques invariables, M. Lagrange suivait tous les satellites de Jupiter, et M. Delambre rédigeait ses tables astronomiques, que le monde entier adopta comme une règle d'application; elles permirent de dresser de meilleures cartes géographiques, et d'en faire vérifier

(1) *Statistique des végétaux et Analyse de l'air*, par M. Bâillon, traduit de l'anglais, par M. de Buffon, Paris, 1780, 1 vol. in-4. — *Expériences et observations sur différentes espèces d'air*, traduit de l'anglais, Berlin, 1779, 1 vol. in-8. — *Bulletin des sciences*, trimestre 20 XLI. — *Annales de Chimie*, t. 15.

(2) *Annales du Muséum d'Histoire naturelle*, t. 2. — *Journal de Physique*, t. 28. — *Annales de Chimie*, t. 12.

(3) Les mémoires de M. Cuvier sur la réintégration des espèces perdues de quadrupèdes, se trouvent dans les *Annales du Muséum d'Histoire naturelle*.

(4) *Anatomie et Physiologie comparées des organes de la digestion, dans les quadrupèdes et les oiseaux*, par M. Neugasselt, en allemand, Berlin, 1800, in-8. — *Mémoires d'Anatomie et de Phy-*

siologie humaines et comparées, en allemand, Halle, 1806, in-8.

(5) Consultez, sur les plantes nouvelles, les divers recueils périodiques de botanique, tels que le *Journal de botanique d'Estert*, celui de Schrader, le *Botanist Repository* d'Andrews, les *Annales du Muséum d'Histoire naturelle* de Paris, etc.

(6) Consultez le *Rapport du comité central de vaccine*, Paris, 1802, 1 vol. in-8; le *Rapport fait à l'Institut*, par M. Ballé, et les *Recherches historiques et médicales sur la vaccine*, par M. Buisson, Paris, 1803, in-8, troisième édition. — Voyez la *Relation chirurgicale de l'expédition d'Égypte et de Syrie*, par M. Larrey; Paris, 1803, 1 vol. in-8, et l'*Histoire médicale de l'armée d'Orient*, par M. Desgenettes, Ibid. Consultez aussi les ouvrages de M. Pagnel et Pouqueville.

l'exactitude dans les longs voyages entrepris par le capitaine Baudin; M. de Humboldt, l'intrépide voyageur, s'en était aidé dans les Amériques. Qui n'aime à suivre le jeune Allemand au front large, à la tête blonde, seul avec son ami Bonpland, s'élevant jusqu'à la cime du Chimborazo, dont il mesurait la hauteur, créant la géographie des plantes, assignant les limites de la végétation et des neiges éternelles, travail immense qui préparait de si grandes voies pour l'étude du nouveau monde?

Ici vient se grouper la géométrie qui avait fait de si vastes progrès dans ce mouvement simultané de la science humaine. On avait mesuré les degrés de la sphère avec une exactitude telle que les tables de M. de Prony étaient préférées même à celles de Taylor. Dans l'algèbre, M. Gauss avait découvert l'équation à deux termes, l'analyse, le calcul différentiel et intégral; dans la mécanique, on avait perfectionné le niveau. M. Biot appliqua le cercle pour déterminer les hauteurs du pôle; M. Delambre avait avancé jusqu'à la perfection exacte les appareils pour la méridienne (1). L'horlogerie scientifique apprenait à mesurer le temps, et on donnait aux montres à longitude une telle fixité mathématique, que la marine pouvait calculer jusqu'au quart de seconde pour ses appréciations. Dans ces actifs progrès, on remarquait la pendule de l'horloger Antide Janvier, qui marquait l'inclinaison de la terre à la face du soleil (2). Alors se développaient aussi le système des télégraphes, devenus les bras du gouvernement, moyen terrible sous la convention et qu'on pouvait appliquer à toutes les transactions de commerce (3); le bélier hydraulique dont la force motrice était si puissante; on perfectionnait les pompes à feu et tous les moteurs qui agissent dans les manufactures. L'imprimerie elle-même profitait de ce progrès de la science par les clichés et les presses; puis les ébarbures, les roues de voiture, tout recevait une impulsion, et c'est par le développement du système métrique qu'on arrivait à de tels résultats dans la mécanique, car elle n'est que la main de la pensée, et cette pensée se concentrait entière dans la première classe de l'Institut.

La seconde classe, qui prenait le titre de *la langue et de la littérature*, remplaçait l'ancienne Académie française. J'ai dit la tentative essayée par les débris des quarante, pour faire restituer le titre d'Académie à la classe de littérature, et la protection que Lucien accordait à M. Suard, à l'abbé Morellet, soutiens

de l'ancienne institution. Le premier conseil n'osa point briser d'abord l'organisation forte et puissante de l'Institut; il prit un terme moyen; le nombre des membres fut fixé à quarante, comme celui de l'Académie française fondée par Richelieu, et il y fit entrer de plein droit les littérateurs qui avaient appartenu à la primitive fondation. De là résulta un double esprit dans cette classe littéraire; il y eut des membres, tels que Chénier, Andrieux, qui persistèrent dans la tendance républicaine et philosophique; d'autres qui apportèrent les traditions de l'ancienne société, et une littérature moins austère, moins démocratique.

La seconde classe ne fit point de grands travaux comme celle des sciences mathématiques et physiques; sa destination fut de conserver la pureté du langage, ce qui offrait un sens vague et une destination mal définie; qu'est-ce que cette immobilité d'une langue, quand tout marche et se meut? L'Académie devait préciser et résumer les règles du langage dans un dictionnaire, sorte de tonneau des Danaïdes où roulaient incessamment les mots nouveaux et anciens. On ne put donc citer un travail intellectuel largement combiné par l'Académie française; si elle fut un empêchement, une digue à quelques innovations plus ou moins intelligentes, jamais elle ne se posa comme un mobile d'activité et de progrès. Chaque membre pouvait avoir individuellement sa valeur, chacun pouvait invoquer sa tragédie classique, le poème épique de ses journées tranquilles et compassées, quelques drames sur Hector ou Priam, ou sur la malheureuse famille des Atrides livrée à la famille des poètes; les imitations d'Homère et de Virgile pouvaient y avoir leur représentation, mais il n'y avait rien de plus dans ce corps librement réuni sous une élection souvent motivée par l'esprit de coterie. Tandis que la brillante intelligence de M. de Chateaubriand attendait douze années de poétiques et beaux travaux pour forcer le seuil de l'Académie, une multitude de médiocrités pénétraient dans cette cour littéraire pour quelques pièces de vers, ou pour une tragédie tombée depuis dans le plus profond oubli.

La troisième classe, toute d'érudits, s'occupait d'histoire, de recherches dans les inscriptions et dans les antiquités nationales; ce but, moins vague, pouvait considérablement grandir la science; la classe d'histoire se donnait une mission en remuant le passé des générations éteintes; les savants allaient fouiller les débris de l'antiquité, rechercher les médailles, expliquer les légendes, remplacer

(1) Voyez son Mémoire intitulé : *Méthodes analytiques pour la détermination d'un arc du méridien*.

(2) *Traité des montres à longitude*, par M. Ferdinand Berthoud, 1799. — En 1799, parut à Londres la description du

garde-temps ou montre à longitude, construite par Thomas Mudge.

(3) Voyez dans les Mémoires de l'Institut le rapport des commissaires chargés d'examiner l'invention des télégraphes.

enfin dans cette œuvre les corporations religieuses qui avaient rendu tant de services à l'histoire nationale. On entreprit de continuer les travaux qui avaient marqué l'existence de l'ancienne Académie des inscriptions; non-seulement les mémoires qui traitaient des points d'érudition spéciale, mais encore le recueil des ordonnances des rois de France, l'œuvre des Laurières et des Secousses, la collection du Louvre, comme on l'appelait sous la vieille monarchie, le recueil des chartes et diplômes de Brequigny, que la révolution avait délaissée comme un monument féodal, car son objet était de réunir les feuillets éparses des cartulaires et les archives des châteaux brûlés dans les jours de délire, comme des témoignages de servitude. Enfin on continuait à compiler les *Historiens des Gaules*, œuvre des bénédictins de la congrégation de Saint-Maur. De tels travaux rentrant ainsi dans le domaine positif des faits, rendaient d'incontestables services à la science. Il y avait bien quelque teinte encore de scepticisme du XVIII^e siècle, dont Ginguéné était l'expression, mais l'esprit bénédictin devait bientôt le dominer.

La quatrième classe, les beaux-arts, restait toujours pour la peinture, sous l'influence de David, le grand élève de Vien, vieillard qui, alors, siégeait dans le sénat conservateur, comme le vétéran des arts. Les formes monarchiques du consulat n'avaient point changé la tendance des artistes; ils restaient Grecs et Romains dans leurs conceptions et leurs modèles; on délaissait l'histoire nationale, la toile ne recueillait jamais les souvenirs de la France ou les traditions de ses rois et de ses guerriers; Athènes, Sparte et Rome, telles étaient les seules scènes que reproduisaient les peintres de l'école française. Au premier salon sous le consulat, on vit à côté de quelques portraits de madame Bonaparte, par Gérard, ou du premier consul, par David, les souvenirs de bataille, où dominaient les formes austères et grandioses de l'antiquité.

Tout ce qui sortait de ces proportions conventionnelles dans les arts, se mêlait aux vagues imaginations d'Ossian. L'esprit courtois des artistes avait progressé avec les goûts du premier consul; déjà se manifestait une tendance mystique vers la mythologie des peuples du Nord. Si Girodet et Gérard suivaient avec respect les leçons, l'école de David, leur maître, s'ils en conservaient les formes pures et académiques, ils apportaient plus d'imagination et de couleur dans les œuvres de l'art; ils ne se bornaient pas à l'anatomie que Michel-Ange a portée si loin dans ces corps d'hommes qui s'entreteignent et se replient si admirablement dans son Jugement dernier; Gérard et Girodet n'étaient point de l'institut encore, qui ne comptait que les

peintres vieillies, les vétérans d'un autre siècle; jaloux des imaginations jeunes et ardentes, gardant les places conquises comme le vieillard du Déluge de Girodet protégé par sa bourse d'or. Peintres, architectes, sculpteurs jeunes et forts, tendaient à une émancipation de l'art, mais ils ne l'osaient point, car ils étaient retenus par Vien. Guérin et par Regnaud aux formes classiques dans sa *Mort de Cléopâtre*. Il faut savoir gré à Girodet surtout d'avoir tenté une hardie modification de l'école de David; le *Bélisaire* de Gérard, tout en conservant les formes antiques, offrait un mélancolique esprit dans cette poésie d'histoire qui peuple le désert où l'on ne voit qu'un vieillard aveugle et un enfant agonisant; l'aspect en est triste comme celui de toutes les grandes scènes de la vie où l'homme souffre. Dans *L'Amour et Psyché* de Gérard qui parut au salon, on retrouvait la chasteté dans le nu, et cette mystérieuse et antique figure de l'amour, l'âme du monde, grave pensée comme on la retrouve encore sur les bas-reliefs et les cippes. Madame Lebrun exposait alors ses beaux portraits et Isabry ses inimitables miniatures.

La même lutte se trouvait à l'institut entre les diverses écoles de musique; Méhul, Gossec dominaient avec leurs méthodes graves et savantes; Grétry s'illustrait par l'originalité de ses chants harmonieux. Les plus jeunes osaient quelques innovations heureuses; Boïeldieu par le genre gracieux, Spontini par de plus vastes et de plus solennelles partitions; M. Berton conservait dans la musique les formes de l'Opéra français, et de l'ariette chérie des vieillards, aux jours de leur gaieté; *Aline, reine de Golconde*, pourrait rivaliser avec la *Belle Arsène* et *Zémire et Azor*, que nos pères se plaisaient à chanter, tandis que leur voix n'osait entreprendre le récitatif d'*Iphigénie en Aulide* du chevalier Gluck, qu'ils avaient vu de leurs yeux, aux belles représentations de Versailles, en présence de la cour où brillait Marie-Antoinette. La musique française subit une véritable transformation par la double influence des écoles allemande et italienne; elle fut toute d'emprunt.

Bonaparte avait un goût prononcé pour l'art dramatique; s'il l'eût osé, la déclamation, sous Talma, aurait trouvé sa représentation à l'institut. A côté de ces admirations de génie et d'artiste, le premier consul avait surtout sa pensée dominante et monarchique; appelé à préserver la société, à fixer la hiérarchie des rangs et des conditions, il hésitait à placer un *Aistrion* dans un corps scientifique; l'acteur qu'un caprice du peuple pouvait fêter le soir sous les lustres, devait-il jamais se poser dans une corporation illustre? Bonaparte avait étudié profondément l'histoire de Rome, et ces temps de

décadence qui placèrent si haut les acteurs et les mimes dans les cirques et sur la scène ; il comblait de biens Talma, il lui donnait sa familiarité souveraine ; jamais il ne l'aurait admis au sénat ou à l'Institut.

Dans le but spécial de récompenser les artistes, Bonaparte agrandit le conservatoire, car c'était une école d'art, et non point une institution de science ou de politique. L'Institut devait se lier au vaste mouvement intellectuel ; il avait un costume, des attributions, une place réservée dans les cérémonies publiques. Le premier consul, placé si haut lui-même, avait une grande admiration pour la science, quand elle se renfermait dans les conditions de son pouvoir ; l'Institut était l'organisation administrative de l'intelligence, et Bonaparte se réservait d'approuver l'élection de ses membres : les sciences physiques et mathématiques prétaient aide à son pouvoir, et illustraient son gouvernement : l'Académie française avait ses poètes et ses lauréats pour chanter ses grandes œuvres ; la section d'histoire frapperait des médailles, ferait des inscriptions qui perpétueraient son règne ; les beaux-arts reproduiraient son image, soit que consul il passât le Saint-Bernard sur son cheval fongueux, le corps enveloppé de son poétique manteau, au milieu des neiges éternelles, soit qu'empereur, il se fit sacrer à Notre-Dame : la sculpture reproduirait ses traits antiques et fortement marqués ; on coulerait en bronze ses colonnes commémoratives, tandis que la musique célébrerait les triomphes de Trajan, et chanterait des hymnes de gloire pour l'armée et son empereur. L'Institut devenait pour lui, non-seulement un moyen d'action sur l'intelligence contemporaine, mais un des grands mobiles pour préparer l'histoire et la postérité !

CHAPITRE XLVIII.

DIRECTION POLITIQUE DU CONSULAT.

Le sénat. — Ses assemblées. — Préparatifs du sénatus-consulte sur les émigrés. — Le conseil d'État. — Discussion

sur la Légion d'honneur. — Sur la conscription. — Sur les émigrés. — Contributions et cadastre. — Le tribunal, Parti de l'opposition. — Du gouvernement. — Débat. — Majorité et minorité. — Irritation du premier consul contre le tribunal. — Le corps législatif. — Son esprit. — Sa tendance. — Quelques votes de projets de loi.

1801 — 1802.

Toute l'action du gouvernement reposait dans les mains du premier consul ; les institutions créées par l'acte constitutionnel de l'an VIII n'étaient que des formes et des moyens pour secourir sa vaste pensée. Bonaparte voulait avoir derrière lui des corps qui, agissant de concert, pussent donner quelques allures populaires à son administration sociale. S'il n'avait aucun penchant pour la délibération publique qui gênait son œuvre, il reconnaissait néanmoins que les résolutions d'un pouvoir devaient fortement s'éclairer par les discussions antérieures à toute mesure gouvernementale. L'institution du conseil d'État n'avait que cet objet.

Le sénat conservateur n'avait encore rien de redoutable pour l'autorité du premier consul : ce corps, habilement choisi, se composait presque en majorité d'hommes très-avancés dans la vie, des vétérans de la science et de la guerre ; il absorbait tout ce qui avait laissé quelque trace de célébrité dans les fastes de la révolution française, esprits fatigués des agitations publiques : tous jouissaient d'un traitement considérable, et nul ne l'eût sacrifié pour une vaine opposition et quelques paroles déclamatoires. On faisait bien un peu de bruit ; il existait une sourde résistance dans le sénat, mais tellement insignifiante, tellement timide dans les jours heureux, que Bonaparte prêtait une bien faible attention à ce qui était plutôt un souvenir de mauvaise humeur qu'une opposition réelle ; le sénat gardait quelques phrases de république ; on avait créé des commissions pour protéger la liberté individuelle et la liberté de la presse, formules sans réalité. Jamais le sénat ne se fût opposé à une volonté fermement développée par le premier consul, qui lui envoyait le *sénatus-consulte* tout rédigé, et presque toujours il était adopté sans discussion (1).

(1) Bonaparte jugeait le sénat avec sévérité.

« Le sénat a été manqué : il n'a pas assez d'occupation. On n'aime pas en France à voir des gens bien payés pour ne faire que quelques mauvais choix. La garantie de la nation est dans le sénat ; mais pour cela il aurait fallu lui donner d'autres attributions. »

Plus tard Bonaparte disait du sénat :

« Le sénat veut être législateur, décideur et juge ; une telle réunion de pouvoirs serait monstrueuse. Il affecte de se regar-

der comme le gardien des libertés du pays, mais quel meilleur gardien peuvent-elles avoir que le gouvernement ? Et s'il venait les attaquer, qui est-ce qui pourrait prévaloir contre lui ? »

« Le sénat se trompe s'il croit avoir un caractère national et représentatif ; ce n'est qu'une autorité constituée qui émane du gouvernement comme les autres. On lui a attribué, comme corps, une certaine puissance ; mais ses membres, individuellement, ne sont rien. »

« Les prétentions du sénat sont des rêveries de la con-

D'après la constitution, le sénat devait s'occuper des actes du gouvernement qui se rattachaient au principe et au fondement de l'ordre politique. Dans cette vue, Bonaparte lui avait confié l'examen secret d'une vaste mesure relative aux émigrés, et qu'il préparait alors silencieusement pour ne la publier que dans la session suivante. Au temps où la république proclamait la liste de l'émigration, le Directoire n'avait consenti à des radiations partielles qu'avec des difficultés inouïes, et en imposant encore aux émigrés des conditions pour la plupart inexécutables; quelques protégés de Barras en avaient été seuls exemptés, et sous la convention on citait l'exemple de M. de Talleyrand. Bonaparte se crut assez fort pour travailler en grand cette question de l'émigration; il alla droit à une amnistie, oubli absolu du passé, et ce qui était plus avancé encore, il voulut compléter la mesure par la restitution des biens confisqués. Ce projet d'amnistie opérerait un remaniement complet dans les revenus publics et les propriétés nationales; un certain nombre de catégories était indiqué dans le projet du premier consul, et, particulièrement, on déclarait indignes de toute amnistie, ceux qui persistaient à prendre du service hors de France.

Un tel acte de puissance politique avait fait l'objet d'une communication confidentielle au sénat; toute idée d'amnistie devait convenir à une réunion d'hommes qui avaient passé à travers tant de secousses, la plupart exilés ou proscrits dans ce jeu des factions qui s'étaient disputé la France. La présence des émigrés dans la patrie était nécessaire pour fermer les plaies des révolutions; il y avait assez de malheurs publics, pourquoi ne point clore la liste des émigrés et réunir tous les Français dans une commune famille? Le travail du sénat n'était point complet encore, quelque opposition s'élevait parmi les débris du parti jacobin, implacable pour ceux qu'il regardait comme les ennemis de la révolution française.

Bonaparte insistait pour que cette amnistie parût en même temps qu'un autre projet susceptible de

donner plus de stabilité au gouvernement; déjà ses amis avaient jeté dans le sénat la pensée du consulat à vie, et une commission secrète s'occupait de la grave question de savoir s'il ne falloit pas au moins donner à la magistrature du consul une plus longue durée (1). On trouvait parmi les sénateurs influents ces pressentiments et ces confidences qui préparent les résolutions constitutionnelles; on se demandait même dans la société de Sieyès, s'il ne serait pas urgent de prolonger le consulat de dix années encore, afin d'empêcher Bonaparte de prendre le consulat à vie. Les républicains même les plus exigeants ne s'opposaient pas à une prolongation de la suprême magistrature; ils voulaient par là, je le répète, empêcher la réalisation d'un projet de consulat à vie et de magistrature héréditaire qui, disait-on, s'était discuté dans les intimités de la famille Bonaparte; le consulat décennal était opposé au consulat perpétuel. Ces mesures s'étaient point essayées, on les renvoyait toutes à la session suivante (2).

Le conseil d'État, la partie forte et active de la constitution, voyait toujours Bonaparte déposer dans son sein les hautes pensées du gouvernement; là se poursuivaient, en sa présence, ces belles discussions auxquelles il prenait part avec une supériorité admirable. Selon lui, toute la force politique était dans l'action; la résistance se formulait en obstacle, et jamais en une puissance conservatrice. Le sénat ne pouvait être compté dans la partie agissante de la constitution; il ne préparait rien de son propre chef; machine vieillie déjà, il pouvait empêcher l'action du pouvoir, mais en aucun cas il ne pouvait arrêter le développement de la pensée du consul. Le conseil d'État éclairait la raison de Bonaparte; là, il disait tout sans légèreté, comme on peut le faire en présence d'hommes forts; il se laissait aller à ses destinées, à ses desirs d'ambition. Les séances étaient sans publicité, et puis le gouvernement restait maître de décider ce qu'il voulait, et d'accomplir, plus ou moins hâtivement, ce qu'on avait décidé (3).

situation anglaise, mais rien n'est plus différent que la France et l'Angleterre. Le Français habite sous un beau ciel, boit un vin ardent et spiritueux, et se nourrit d'aliments qui excitent l'activité de ses sens; l'Anglais, se contraindre, vit sur un sol humide, sous un soleil presque froid, boit de la bière et du porter, et consume beaucoup de laitage. Le sang des deux peuples n'est pas composé des mêmes éléments, leur caractère n'est pas non plus le même. L'un est vain, léger, audacieux, amoureux pures de tout de l'égalité; on l'a vu à toutes les époques de l'histoire faire la guerre aux supériorités de rang et de fortune; l'autre a de l'orgueil plutôt que de la vanité; il est naturellement grave, et ne s'attaque pas à des distinctions frivoles, mais aux abus criants; il est plus jaloux de conserver ses droits que d'usurper ceux des autres; l'Anglais est à la fois fier et humble, indépendant et soumis. Comment songer à donner les mêmes institutions à deux peuples si différents? Qui protégerait en

France les pouvoirs des chambres contre le prince qui disposait d'une armée de 400,000 hommes, dont la situation géographique de sa capitale ferait toujours une nécessité.

(Bonaparte au conseil d'État.)

(1) Voir ch. LVIII.

(2) Voir ch. LVIII.

(3) Voyez le *Résumé des discussions du conseil d'État* par M. Lacré; voyez comment Bonaparte le jugeait ce conseil :

« J'ai besoin d'un tribunal spécial pour le jugement des fonctionnaires publics, pour les appels des conseils de préfecture, pour les questions relatives à la fourniture des subsistances, pour certaines violations des lois de l'État, pour les grandes affaires de commerce que peut avoir l'État, en sa qualité de propriétaire du domaine et d'administrateur.

« Il y a dans tout cela un arbitraire inévitable. Je veux instituer un corps demi-judiciaire, demi-administratif, qui réglera

Le plan de Bonaparte se développait d'ailleurs avec une invariable unité; il voulait reconstituer les formes monarchiques, poser son pouvoir sur des bases solides, et pour cela il avait besoin de s'appuyer sur une aristocratie militaire et civile. Les anciens éléments de la société n'existaient plus, il fallait créer de nouvelles luses; la révolution avait tout réduit en poussière, et on devait néanmoins construire avec ce sable comme si l'on eût remué des blocs de granit. Ceux qui suivaient la marche et le développement du consulat, n'avaient cessé de remarquer Bonaparte contemplant avec envie les orfres, les plaques, les dignités qui ornaient la poitrine des ambassadeurs, des étrangers de distinction, nobles visiteurs de sa cour. Il s'en était plusieurs fois exprimé d'une manière claire, précise, et nul ne pouvait douter que sa volonté ne fût de mettre son gouvernement en rapport avec les dignités de l'Europe.

Les sabres, fusils, épées ou pistolets d'honneur, restaient dans des conditions purement militaires et solistesques; l'esprit de la nation appelait quelque chose de plus large, de plus actif, de plus puissant sur les yeux; on ne voulait pas prononcer encore les noms d'ordre, dans la crainte de soulever trop d'opposition. Or tout à coup le consul jeta dans le conseil d'État (1) la première idée d'une institution à la fois militaire et civile, destinée à récompenser les belles actions, sans blesser les susceptibilités de la révolution française. Tout ruban distinctif était en opposition avec l'esprit de liberté et d'égalité, patrimoine des nouvelles générations; ce que le concordat avait fait en matière de religion, allait-on le tenter sous le point de vue monarchique, en faisant remonter le fleuve à sa source? Était-ce une réaction contre l'idée de 1789? Il y avait des esprits entiers qui croyaient impossible d'organiser sur de telles bases la société révolutionnaire; Bonaparte, lui, se plaçant au-dessus de ces préjugés, savait que le peuple et l'armée ne se menent que par des distinctions; l'expérience lui avait fait connaître la puissance de l'uniforme et de ces insignes brillants qui fascinent les yeux; il ne croyait pas à cette austérité de mœurs qui n'admettait ni distinction, ni hiérarchie; plus l'autorité avait été méconnue pendant quinze ans, plus on devait témoigner de sa reconstitution par des signes visibles.

L'emploi de cette portion d'arbitraire nécessaire dans l'administration de l'État. On ne peut laisser cet arbitraire dans les mains de prince, parce qu'il exercera mal ou négligera de l'exercer. Dans le premier cas, il y aura tyrannie, le pire des maux pour un peuple civilisé; dans le second cas, le gouvernement tombera dans le mépris.

« Je veux que l'on gouverne par des moyens légaux, et qu'on légalise par l'intervention d'un corps constitué ce qu'on peut être obligé de faire hors de la loi.

« Ce tribunal administratif pourra être appelé conseil des parties, ou conseil des dépêches, ou conseil des contentieux. »

Tous ces motifs le déterminèrent à jeter dans la discussion secrète du conseil d'État l'institution de la Légion d'honneur. Le projet primitif fut l'œuvre de Lucien Bonaparte et de Rœderer; le consul en harmonisa toutes les dispositions, pour le présenter ensuite au conseil en homme ferme et de gouvernement, résolu d'en finir avec toute opposition. M. Rœderer se chargea d'en développer les motifs dans des conférences intimes, et avant qu'il en fût question au dehors. Son exposé établit que c'était pour se conformer à l'esprit de la constitution de l'an VIII, et consolider la république que ces innovations étaient faites; l'institution de la Légion d'honneur devait avant tout défendre la liberté et l'égalité (2). Le serment imposé garantissait l'intégralité des territoires et la possession des domaines nationaux. Le conseil d'État, attentif et suspensif, attendait l'opinion personnelle du premier consul; elle ne se fit point attendre: Bonaparte résuma en peu de mots les motifs qui l'avaient déterminé à ériger l'institution. « Le système actuel des récompenses militaires n'est point régularisé. L'article 87 de la constitution assure des récompenses nationales aux militaires; mais il n'y a rien d'organisé. Un arrêté a bien établi une distribution d'armes d'honneur, ce qui emporte double paye et occasionne une dépense considérable. Il y a des armes d'honneur avec augmentation de paye, d'autres sans rétribution. C'est une confusion, on ne sait ce que c'est; d'ailleurs, il faut donner une direction à l'esprit de l'armée, et surtout le soutenir. Ce qui le soutient actuellement, c'est cette idée qu'ont les militaires qu'ils occupent la place des civils nobles. Le projet donne plus de consistance au système des récompenses, il forme un ensemble; c'est un commencement d'organisation de la nation. »

La pensée absorbante du consulat, c'est l'organisation forte du pays; Bonaparte s'impose cette tâche impérative; son système est une érection contre les rapides et folles démonstrations de l'assemblée nationale. La constituante avait démolé tout le passé de la France; l'idée du XVIII^e siècle se formulait par la désorganisation. Bonaparte allait droit à la reconstruction, et c'est le type des esprits supérieurs. Rien de plus facile que d'abattre (3); il suffit

(1) Voyez les discussions du conseil d'État dans BB. Locré, Pelet de la Lozère et Thibaudens.

(2) Cette institution ne fut présentée au tribunal et au corps législatif qu'à la session suivante, l'année 1801.

(3) « Je dis, dit Bonaparte aux républicains, qu'on me montre une république ancienne ou moderne dans laquelle il n'y ait pas de distinctions. On appelle cela des *arches*; et bien! c'est avec des *arches* que l'on mène les hommes. Je ne dirai pas cela à une tribune, mais dans un conseil de sages et d'hommes d'État, on doit tout dire. Je ne crois pas que le peuple français aime la liberté, l'égalité; les Français ne sont point changés par

pour cela de cette audacieuse confiance qui amoncelle des ruines sans savoir ce qu'elle substituerait aux débris éparés. Les théoriciens avaient détruit les corporations, les ordres, les distinctions marquées dans le pouvoir; ils avaient formulé des institutions qui n'avaient aucune racine dans les habitudes. Bonaparte connaissait l'esprit de la France, il caressait ses mœurs de distinction et de monarchie.

La manière dont il aborda la question dans le conseil d'État, était brusque, incisive; elle laissait peu de place à la réflexion: « Je ne désapprouve pas le projet, dit Mathieu Dumas, mais pourquoi admettez-vous les simples citoyens dans la Légion d'honneur? Si vous voulez que l'institution soit profitable et qu'elle atteigne son but, il faut la rendre postérieure aux militaires, à ceux qui se destinent exclusivement aux armes; il faut prendre garde, continua le vieux général, que l'esprit belliqueux ne s'éteigne parmi nous, au profit de l'esprit bourgeois. »

Cette opinion, peu soutenue dans le conseil d'État en majorité composé d'hommes de science, mérita néanmoins d'être réfutée; Bonaparte accomplit cette tâche avec ce magnifique instinct d'historien, cette empreinte des souvenirs antiques; révélation simultanée de toute la grandeur de son imagination et de sa volonté puissante: « Vos idées, général, dit-il à Dumas, pouvaient être bonnes au temps du régime féodal et de la chevalerie, on lorsque les Gaulois furent conquis par les Francs. La nation était esclave, les vainqueurs seuls étaient libres, ils étaient tout, ils l'étaient comme militaires. Alors, la première qualité d'un général ou d'un chef, était la force corporelle. Ainsi, Clovis, Charlemagne, étaient les hommes les plus forts, les plus adroits de leur armée; ils valaient, à eux seuls, plusieurs soldats, un bataillon; c'est ce qui leur conseillait l'obéissance et le respect. C'était conforme au système militaire du temps. Les chevaliers se battaient corps à corps, la force et l'adresse décidaient de la victoire. Mais quand le système militaire changea, quand on substitua les corps organisés, les phalanges macédoniennes, les masses, au

système militaire des chevaliers, il en fut autrement; ce ne fut plus la force individuelle qui décida du sort des batailles, mais le coup d'œil, la science. On peut en voir la preuve dans ce qui se passa aux batailles d'Azincourt, de Crécy, de Poitiers. Le roi Jean et ses chevaliers succombèrent devant les phalanges gasconnes, comme les troupes de Marius devant les phalanges macédoniennes. Voilà pourquoi toute puissance ne put arrêter la marche victorieuse des légions romaines. Le changement de système militaire, et non l'abolition du régime féodal, dut donc modifier les qualités nécessaires au général. D'ailleurs, le régime féodal fut aboli par les rois eux-mêmes, pour se soustraire au joug d'une noblesse boudeuse et turbulente. Ils affranchirent les communes et eurent des bataillons formés de la nation. L'esprit militaire, au lieu d'être resserré dans quelques milliers de Francs, s'étendit à tous les Gaulois, il ne s'affaiblit point par là; au contraire, il acquit de plus grandes forces. Il ne fut plus exclusif, foulé seulement sur la force individuelle et la violence, mais sur des qualités civiles. La découverte de la poudre à canon eut aussi une influence prodigieuse sur le changement du système militaire, et sur toutes les conséquences qu'il entraîna. Depuis cette révolution, qu'est-ce qui a fait la force d'un général? Ses qualités civiles, le coup d'œil, le calcul, l'esprit, les connaissances administratives, l'éloquence, non pas celle du jurisconsulte, mais celle qui convient à la tête des armées, et enfin la connaissance des hommes; tout cela est civil. Ce n'est pas maintenant un homme de cinq pieds dix pouces qui fera de grandes choses. S'il suffisait, pour être général, d'avoir de la force et de la bravoure, chaque soldat pourrait prétendre au commandement. Le général qui fait de grandes choses est celui qui réunit les qualités civiles. C'est parce qu'il faut pour avoir le plus d'esprit, que le soldat lui obéit et le respecte. Il faut l'entendre raisonner au bivouac; il estime plus le général qui sait calculer que celui qui a le plus de bravoure. Ce n'est pas que le soldat n'estime la bravoure, car il méprisait le général

dix ans de révolution; ils sentent qu'ils étaient les Gaulois, fiers et légers. Ils n'ont qu'un sentiment, l'oubli. Il lui faut donc donner de l'ailant à ce sentiment-là; il leur faut des distinctions. Voyez comme le peuple se prosternait devant les évêques des étrangers; ils en ont été étonnés, aussi ne manquent-ils pas de les porter.

« Veillez à appeler les soldats des *Alexandres* à cinq sous par jour; il avait raison, ce n'est pas autre chose. Croyez-vous que vous les les bruta des hommes par l'usage? Jamais. Elle n'est bonne que pour le soldat dans son cabinet. Il sent le soldat de la gloire, des distinctions, des récompenses. Les armées de la république ont fait de grandes choses parce qu'elles étaient composées de fils de laboureurs et de bons frères, et non de la casuelle, parce que les officiers avaient pris la place de ceux de l'ancien régime, mais aussi par sentiment d'honneur. C'est par le même principe que les armées de Louis XIV ont aussi fait

de grandes choses. On peut appeler, si l'on veut, le projet un ordre, les lois ne sont rien à la guerre; mais c'est, pendant dix ans, en a parlé d'institutions; qu'a-t-on fait? Rien; le temps n'était pas arrivé. On avait imaginé de réunir les citoyens dans les églises pour aller de la messe à entendre la lecture des lois, les lire et les étudier. Ce n'est déjà pas trop amusant pour ceux qui doivent les exécuter; comment pouvait-on espérer d'attacher le peuple par une semblable institution de lois bien que si, pour apprécier le projet, on se place dans la cabote qui renferme les dix années de la révolution, on trouvera qu'il ne vaut rien; mais si l'on se place après une révolution, et dans la nécessité où l'on est d'organiser la nation, on pensera différemment. On a tout détruit, il s'agit de recréer. Il y a un gouvernement, des pouvoirs, mais tout le reste de la nation, qu'est-ce? Des grains de sable. » (Bonaparte au conseil d'État, année 1802.)

Quelle admirable appréciation!

qui n'en aurait pas. Mourad-Bey était l'homme le plus fort et le plus adroit parmi les mameluks ; sans cela , il n'aurait pas été bey. Quand il me vit , il ne concevait pas comment je pouvais commander à mes troupes ; il ne le comprit que lorsqu'il connut notre système de guerre. Les mameluks se battaient comme les chevaliers , corps à corps et sans ordre , c'est ce qui nous les a fait vaincre. Si l'on eût détruit les mameluks , affranchi l'Égypte , et formé des bataillons dans la nation , l'esprit militaire n'eût point été anéanti ; sa force , au contraire , eût été plus considérable. Dans tous les pays , la force cède aux qualités civiles. Les baïonnettes se baissent devant le prêtre qui parle au nom du ciel , et devant l'homme qui impose par sa science. J'ai prédit à des militaires qui avaient quelques scrupules , que jamais le gouvernement militaire ne prendrait en France , à moins que la nation ne fût abreuvée par cinquante ans d'ignorance. Toutes les tentatives échoueraient , et leurs auteurs en seraient victimes. Ce n'est pas comme général que je gouverne , mais parce que la nation croit que j'ai les qualités civiles propres au gouvernement ; si elle n'avait pas cette opinion , le gouvernement ne se soutiendrait pas. Je savais bien ce que je faisais , lorsque , général d'armée , je prenais la qualité de *membre de l'Institut* ; j'étais sûr d'être compris même par le dernier tambour. Il ne faut pas raisonner des siècles de barbarie aux temps actuels. Nous sommes trente millions d'hommes réunis par les lumières , la propriété et le commerce : 5 ou 400,000 militaires ne sont rien auprès de cette masse. Outre que le général ne commande que par les qualités civiles , dès qu'il n'est plus en fonctions il rentre dans l'ordre civil. Les soldats eux-mêmes ne sont que les enfants des citoyens. L'armée c'est la nation ; si l'on considérait le militaire , abstraction faite de tous ses rapports , on se convaincrait qu'il ne connaît point d'autre loi que la force , qu'il rapporte tout à lui , qu'il ne voit que lui ; l'homme civil , au contraire , ne voit que le bien général. Le propre du militaire est de tout vouloir despotiquement ; celui de l'homme civil est de tout soumettre à la discussion , à la vérité , à la raison. Elles ont leurs principes divers , ils sont souvent trompeurs ; cependant la discussion produit la lumière. Je n'hésite donc pas à penser , en fait de prééminence , qu'elle appartient incontestablement au civil. Si l'on distinguait les honneurs en militaires et en civils , on établirait deux ordres , tandis qu'il n'y a qu'une nation. Si l'on ne décorait des honneurs qu'aux militaires , cette préférence serait encore pire , car , dès lors , la nation ne serait plus rien. »

Dans toutes ces paroles se révélait la pensée d'un homme d'état profond et le plus habile des chefs

d'un gouvernement. Il s'agissait de fonder un ordre. Et qui le proposait cet ordre ? Bonaparte , général d'une capacité si éminente ; le vainqueur de l'Italie , l'esprit militaire le plus fort , le plus élevé. Eh bien ! ce chef du gouvernement , Bonaparte venait , de sa propre volonté , appeler à la Légion d'honneur , à la glorieuse participation de son éclat , les citoyens , les hommes civils à côté des soldats ; idée belle et vaste , fusion de tous les services dans la société ; Bonaparte grandissait l'esprit du 18 brumaire ; chef de l'armée , il aimait encore à se proclamer le magistrat de la nation ; il avait à se défendre contre ses propres tendances , contre ses entraînements soldatesques ; cherchant ainsi à effacer l'origine de son pouvoir à Saint-Cloud , cette ovation de grenadiers qui l'avait élevé sur le pavois : son principe militaire ne pouvait être nié ; nul n'était assez audacieux pour lui contester la gloire. Il aimait aussi à constater le caractère civil de son gouvernement.

Quand Bonaparte prépare cette organisation de la Légion d'honneur , il veut en faire une force , un instrument dans sa main , une armée d'élite toute à lui , un ordre de chevalerie qui désormais lui sera dévoué par serment ; c'est le commencement de la monarchie , la base de sa noblesse ; et voilà pourquoi il lui donne le caractère civil et militaire. Enfin , pour éviter tous les scrupules , pour endormir la république expirante , Bonaparte conserve dans son projet toute la phraséologie républicaine ; l'ordre est institué au profit des citoyens , le serment que l'on prête proscriit le vieux régime , la féodalité , et tout ce qui rappellerait un temps qui a fui loin de la génération ; le consul sait qu'avec les mots on vient à bout des choses ; il cache ses projets sous des formes démocratiques ; il parle de liberté et d'égalité , alors même qu'il en détruit le principe dans ses dernières bases ; il déclame contre la féodalité , quand il la rétablit sous de nouveaux noms , avec ses formes militaires ; il dénonce la noblesse , et il sème le germe d'une nouvelle aristocratie ; il n'hésite devant aucune concession de mots , parce qu'il va droit à son but qui est de changer les choses , et la forme lutine de son gouvernement.

C'est dans ce conseil d'état que Bonaparte aborde aussi franchement la question de la conscription militaire , la création la plus énergique , la plus étendue qu'un pouvoir militaire puisse préparer. La conscription n'était pas l'œuvre du consulat , c'était celle du Directoire ; son premier auteur , le général Jourdan , l'appliqua aux besoins et aux dangers de la patrie , en face de l'invasion menaçante. La conscription bien ordonnée dans des limites régulières , était un mode de recrutement admirable , et , sous plus d'un rapport , il favorisait le développement de la civilisation , de l'obéissance

et de la hiérarchie dans les classes inférieures de la société. Cette forme régulière qui appelait annuellement un certain nombre de conscrits sous les drapeaux, avait pour effet de tenir le système militaire toujours en harmonie avec les besoins de la défense territoriale : toutes les classes de citoyens concouraient au recrutement par l'égalité inflexible du tirage, et d'une série de numéros communs à tous. L'appel annuel d'une grande masse de prolétaires sans travaux, arrachait à la société une partie flottante ou trop nombreuse ; la discipline militaire lui donnait le sentiment du devoir, en la faisant passer par de rudes épreuves ; il se développait une émulation pour les grandes choses, sur le champ de bataille ; l'avancement n'était-il pas égal pour tous ? La guerre semblait une grande loterie jetée par la fortune.

L'excès de la conscription seul fut un mal ; limitée, elle devenait un moyen civilisateur, une certaine manière légale de faire entrer successivement le pays dans l'armée, et l'armée dans le pays ; elle formait la base d'un grand État militaire. Le premier consul n'avait point manqué de voir l'immense ressort que la loi mettait dans ses mains ; voulant donc organiser dans des proportions régulières les lois de la conscription, il avait demandé à la section de la guerre un projet sur cette matière. Bernadotte, nommé rapporteur, établit un système qui formait des catégories dans la conscription : l'une pour la paix, l'autre pour le cas d'invasion ; l'une pour défendre les frontières envahies, l'autre pour porter les drapeaux de France au dehors : la conscription était entière, absolue, lorsqu'il s'agissait de protéger le territoire ; elle se transformait, au besoin, en levées en masses illimitées, tandis qu'elle devait être restreinte, exceptionnelle, toutes les fois qu'il s'agissait de la conquête. Ici la section avait voulu arrêter l'ambition du chef de l'État, en comprimant cette imagination ardente qui le portait à conquérir le monde.

Bonaparte, d'un trait de plume, raya tout ce que ce projet avait de restrictif pour son pouvoir ; il s'emporta même contre Bernadotte, accusé de jalousie : « Que veulent dire ces méfiances ? De quoi s'agit-il ? Veut-on dire que je vais sacrifier le sang de la nation ? Est-ce qu'on pense me dépopulariser ? Le gouvernement doit être libre et maître de juger l'étendue de la conscription ; n'est-ce pas assez de la garantie du sénat qui seul appréciera la nécessité d'une conscription et l'étendue de chaque levée d'hommes ? » Bernadotte s'expliqua sur la nécessité de donner des garanties à la république ; le consul n'écouta rien, détruisit la base du projet, et voulut avoir sa liberté absolue dans le jugement de ses moyens militaires ; il réduisit toute la discussion au

mode régulier d'appel, à la répartition des contingents, c'est-à-dire à l'exécution matérielle du système de recrutement sous la main du pouvoir.

Qui fixerait le contingent de chaque localité ? Comment serait-il mis en mouvement ? Et sur tous ces points Bonaparte s'exprima avec une remarquable netteté d'idées et d'expérience que lui avaient donnée ses grandes guerres. « Je laisserais aux autorités civiles la désignation des hommes qui devront partir pour l'armée, c'est une affaire municipale. Le militaire doit les recevoir du civil, et examiner seulement s'ils sont propres au service. Les autorités civiles sont moins capables d'injustice et moins susceptibles de corruption que des militaires qui ne font que passer, et qui s'inquiètent fort peu de ce qu'on dira d'eux après leur départ. L'organisation des bataillons auxiliaires ne va point au but ; au contraire, elle donnerait aux conscrits plutôt l'esprit de localité que celui de l'armée. D'ailleurs, que voulez-vous que nous fassions de tant d'hommes en temps de paix ? Il ne faut lever que le nombre nécessaire pour compléter l'armée, et laisser tout le reste libre. J'ai bien besoin d'aller vexer, mécontenter... il faut songer aux arts, aux sciences, aux métiers... Nous ne sommes pas des Spartiates. On peut organiser seulement une réserve pour le cas de guerre : 25 ou 50,000 hommes par an suffisent. Quant au remplacement, il faut l'admettre : chez une nation où les fortunes seraient égales, il faudrait que chacun s'arrangeât de sa personne ; mais chez un peuple dont l'existence repose sur l'inégalité des fortunes, il faut laisser aux riches la faculté de se faire remplacer. On doit seulement avoir soin que les remplaçants soient bons, et tirer quelque argent qui serve à la dépense d'une partie de l'équipement de l'armée de réserve des conscrits. Tous les autres détails sur le mode de recruter la cavalerie et l'artillerie sont inutiles. Tous les Français sont également propres à ces sortes d'armes. La cavalerie aura plus d'hommes de bonne volonté qu'il n'en faudra. On doit seulement avoir soin de placer dans l'infanterie légère les hommes des pays de montagnes. Voilà comment je conçois le système (1). »

Une autre fois, en plein conseil d'État, Bonaparte fit l'éloge de la vieille armée de la monarchie ; il déclara hautement que c'était elle et non pas les volontaires qui avait gagné les grandes victoires de l'origine de la révolution. A Jemmapes, il y avait 50,000 Français contre 9,000 Autrichiens. On a fait la guerre pendant les quatre premières années d'une manière ridicule. Ce ne sont pas les recrues qui ont remporté les succès. Ce sont 180,000 hommes

(1) Bonaparte au conseil d'État (1802.)

de vieilles troupes et tous les militaires retirés que la révolution a lancés aux frontières. Parmi les recrues, les uns ont déserté ; les autres sont morts. Il en reste un certain nombre qui ont fait de bons soldats avec le temps. Pourquoi les Romains ont-ils fait de si grandes éboses ? C'est qu'il leur fallait six ans d'éducation pour faire un soldat. Une légion de 5,000 hommes en valait 50,000. Avec 15,000 hommes comme la garde, j'en battrais 40,000. »

Toutes ces opinions étaient pleines de hardiesse dans la bouche du premier consul ; il n'aimait pas la révolution et ses généraux ; prévenu contre le passé, il dépréciait la république, il en attaquait même les victoires, tout en se servant des forces qu'elle avait laissées à sa disposition pour l'agrandissement de son pouvoir. Il osait dire que les levées en masses des époques révolutionnaires avaient plus nui au développement des forces militaires qu'elles ne lui avaient servi. Cette haine des temps et des hommes révolutionnaires éclate spécialement à l'occasion du projet de loi sur les émigrés. Bonaparte avait conçu sur des proportions larges et profondes le sénatus-consulte qu'il avait formulé au conseil d'État. Selon lui, une mesure, en pareil cas, ne pouvait être limitée : un gouvernement fort peut être indulgent ; puisque le rappel des émigrés était une grande réconciliation, il fallait qu'il fût absolu et qu'on donnât à ces débris de la vieille société une existence dans la nouvelle, laquelle pût compenser les spoliations ; s'il n'en était pas ainsi, autant valait les laisser dans l'exil (1). Des pensées si fortes, si généreuses, devaient trouver obstacle au sein du conseil d'État, où dominaient les éléments révolutionnaires. D'après l'avis de la majorité du conseil, les émigrés étaient de véritables ennemis de l'État, on les avait traités ainsi par la force des choses ; l'amnistie pouvait les rendre à leurs familles, au toit domestique qu'ils n'auraient jamais dû abandonner ; mais en aucun cas, elle ne leur devait leurs biens, légitimement confisqués par les lois. Bonaparte soutint son avis avec opiniâtreté contre les forces entières de la révolution, bien aise de perpétuer les bases de son œuvre. La résistance fut si grande, que Bonaparte n'osa pas la heurter de face, et le projet sortit incomplet du conseil d'État, pour n'être ensuite re-produit que dans des temps plus favorables. Le

consul redoutait encore les opinions, les principes et les hommes nés du mouvement patriotique ; il leur résistait bien individuellement, mais lorsque tant de voix se faisaient entendre dans le conseil, il avait peur, il était forcé de reculer, sa volonté de fer faiblissait dans l'examen des questions les plus graves, les plus essentielles : souvent il les retardait afin de se donner le temps d'assouplir les résistances.

Avec quel instinct de gouvernement Bonaparte discute encore les questions de contributions et de castres ; toutes les fois qu'il s'agit de l'administration générale, le génie du consul en embrasse tous les éléments d'un seul coup d'œil ; ses habitudes précises, sa volonté d'aller droit au but se manifestent ; il n'aime pas les restrictions. Mais dès que le principe est admis et sa force gouvernementale incontestée, alors il n'hésite pas à associer tous ceux que la mesure intéresse à l'action même du pouvoir ; il veut être éclairé et jamais arrêté ; on l'a vu en matière de conscription militaire ; il appelle les conseils généraux à répartir les contingents. Ce même principe, il l'applique aux levées de contributions publiques ; répartir les contributions est une mesure qui se rattache spécialement au pouvoir des conseils généraux ; il veut tempérer incessamment la force militaire, le despotisme par l'intervention du pouvoir civil et protecteur ; c'est en quoi l'administration du consul est habile, il veut confier à des corps sages et modérés l'action de son gouvernement, pourvu qu'ils l'aident et ne l'embarrassent jamais.

Si Bonaparte aime cette association publique et avoue de toutes les forces de l'État dans le système administratif, il se montre jaloux de toute résistance qui se place sur son chemin avec la volonté et le droit d'arrêter son action politique. L'opposition du tribunal le blesse à ce point qu'il ne veut plus user de ménagement avec lui ; c'est une guerre de vie et de mort ; chaque fois qu'il est appelé à s'en expliquer, il traite le tribunal avec mépris ; ce corps de bavards et de tribuns sans Forum, est, selon lui, un empêchement à tout ; tant qu'il existera, le gouvernement ne pourra rien faire, rien ordonner de solide et de consensuel. « Tout périsse par ces derniers éclats de la tribune ; c'est un mauvais ressort dans la machine constitutionnelle. » *Tribunat !* qu'est-ce que cela signifie ? C'est seulement une

(1) Le consul parla très-hardiment en faveur des émigrés :

« Il n'y a personne qui n'ait sur les îles un parent ou un ami. D'ailleurs, il n'y a jamais eu de îles d'émigrés, il n'y a que des îles d'absents. La preuve c'est qu'on a toujours rayé. J'ai vu, sur les îles, des membres de la convention même et des généraux. Le citoyen Monge y était inscrit. Ce sont des figures de rhétorique que vous nous faites là. Si vous êtes ministre du gouvernement, vous ferez tout comme nous. Avant de crier

contre le gouvernement, il faudrait se mettre à sa place.

« Que m'importe l'opinion des sages et des caillottes ? Je ne l'écoutai pas. Je m'en connais qu'une, c'est celle des gros payzans ; tout le reste n'est rien. Il ne faut pas considérer cette question sous le rapport du droit civil, elle est toute politique. Quand je suis arrivé au gouvernement, je ne connaissais pas la législation contre les émigrés. Voyez ce maquis de moi. C'est une chose faite, on pourra pourvoir par chaque arrêté à l'intérêt des familles. » (Discussion au conseil d'État.)

tribune, une tribune sage qu'il nous faut. Le gouvernement en a besoin. Il n'est pas nécessaire d'avoir cent hommes pour discuter les lois faites par trente. Ils bavardent sans rien faire. Au corps législatif trois cents hommes qui ne parlent jamais prêtent au ridicule. Il eût suffi qu'il eût nommé au commencement de chaque session trente orateurs pour discuter et examiner les lois. Il faut enfin organiser la constitution de manière à ce que le gouvernement marche. On n'est pas assez convaincu de la nécessité de l'unité entre les grandes autorités; sans cela rien ne peut aller; alors il y a une inquiétude générale; toutes les spéculations sont arrêtées. Chez une aussi grande nation, le plus grand nombre est hors d'état de juger sagement les choses. On parle souvent d'un événement possible: la mort du premier consul. Dans ce cas, si les autorités n'étaient pas unies, tout serait perdu. Au contraire, si elles étaient animées du même esprit, l'État ne serait point ébranlé, le peuple serait tranquille, il aurait une garantie. La France n'a point encore la république; la question de savoir si elle en aura une est encore très-problématique. Ce sont ces cinq ou six premières années qui en décideront: si les autorités sont en harmonie, nous l'aurons; sinon, nous irons dix ou vingt ans, et les privilèges l'emporteront. C'est la marche naturelle des choses; les hommes ont une tendance à cela. Encore une fois, il ne faut point d'opposition. Que voulez-vous faire avec des hommes comme Gauthier et Garat-Mailla (1). »

Cette manière méprisante de parler du tribunal est surtout motivée par la résistance que trouvent les mesures d'administration et de gouvernement; on ne peut rien faire de grand avec un tel veto. Il craint que dans la session suivante tous ses projets soient rejetés. Si le consul veut instituer la Légion d'honneur, c'est dans le tribunal que l'opposition se formulera avec violence; l'institution de ces croix qui vont briller sur de glorieuses poitrines sera attaquée, démolie par une opposition vive et sournoise; on retrouvera Chénier, Chazal, Benjamin

Constant, tous les éléments de la société de madame de Staël, moqueuse et ardente contre le consul. En vain Roderer, Lucien Bonaparte, développeront la pensée de récompenser hautement les services par une institution toute nationale; l'opposition gronde et murmure; on attaque, on déprécie la Légion d'honneur comme contraire à l'égalité. Quand il s'agit à la fin de se résumer dans un vote, on verra une masse de boules noires protester contre les projets rédigés par le conseil d'État. On la retrouvera cette opposition sur le projet des notabilités nationales et sur les contributions de l'an x; le tribunal rejette le projet sur la dette publique et les domaines nationaux, il repousse l'inscription des émigrés sur les émigrés, il ne veut pas du mode d'organisation appliqué aux archives nationales (2), des restrictions apportées au pourvoi en cassation; et l'on a vu une majorité de huit voix voter à peine le projet sur les tribunaux spéciaux; un moment il a été sur le point d'être repoussé. Dans la session suivante, cet esprit se formule d'une manière vive et saillante contre les projets du conseil d'État.

Tous les résultats du scrutin constatent qu'une résistance régulière, fondamentale, se prépare dans le tribunal, et cette voix peut retentir: le premier consul s'en inquiète, non pas qu'il craigne que jamais le tribunal puisse devenir une menace absolue, matérielle à sa volonté de gouvernement; nul ne peut avoir la force et le courage de lutter contre lui qui tient en mains l'épée du gouvernement. Mais il a l'instinct du mal que cette résistance fait au pouvoir dans le pays; elle démoralise l'autorité, elle est publique et retentit partout. Comme l'opposition enlève à chaque mesure sa force et sa puissance morale, elle tue l'autorité politique; cela ne peut être dans un État. Quel appui le tribunal ne donne-t-il pas aux nombreux ennemis du gouvernement? Et s'il prêtait la main au parti de Moreau et de Bernadotte, qu'en résulterait-il? Ainsi raisonnait Bonaparte; en vain lui opposaient les formes anglaises et l'opposition d'examen

(1) Procès-verbal du conseil d'État (1802):

« Ils sont là douze ou quinze nobles physiciens bons à jeter à l'eau. C'est une vermine que j'ai sur mes habits... il ne faut pas croire que je m'insulserai attaquer comme Louis XVI; je ne le souffrirai pas. »

« On ne peut pas marcher avec une institution aussi désoignée. Là où il n'y a pas de patriote, il ne doit pas y avoir de tribunal. A Rome c'était autre chose, encore les tribuns y ont-ils fait plus de mal que de bien. Dans le tribunal les plus honnêtes gens courent après les succès, sans s'inquiéter s'ils ébranlent l'édifice. »

(2) Voici le détail des votes sur le projet de loi dans la deuxième session du corps législatif et du tribunal.

Sur la notabilité nationale; au tribunal 46 pour, 36 contre; au corps législatif 239 pour, 51 contre.

Sur les demandes en concession de mines; au tribunal 87 pour, 21 contre; au corps législatif 243 pour, 7 contre.

Sur les contributions de l'an x; au tribunal 56 pour, 30 contre; au corps législatif 220 pour, 26 contre.

Sur la dette publique et les domaines nationaux; au tribunal 30 pour, 36 contre; au corps législatif 227 pour, 56 contre.

Sur un nouveau décret pour l'inscription des émigrés sur les émigrés; au tribunal 87 pour, 20 contre; au corps législatif 220 pour, 51 contre.

Pour réduire le nombre des moyens de cassation en matière criminelle; au tribunal 15 pour, 71 contre; au corps législatif 51 pour, 195 contre.

Sur l'établissement de tribunaux spéciaux; au tribunal 49 pour, 41 contre; au corps législatif 192 pour, 66 contre.

Sur la réduction des juges de paix, au tribunal 20 pour, 22 contre; au corps législatif 218 pour, 41 contre.

Pour ôter au juge de paix et donner à un agent spécial du gouvernement la poursuite des crimes; au tribunal 85 pour, 25 contre; au corps législatif 225 pour, 14 contre.

Sur les archives nationales; au tribunal 5 pour, 85 contre; au corps législatif 58 pour, 200 contre.

telle qu'elle existe dans le parlement et dans la presse. Le premier consul distingue habilement les deux situations ; avec son tact il fait la part de l'esprit anglais, grave et arrêté sur toutes choses. En France, l'opposition n'est pas seulement un examen, mais encore un moyen de renversement ; on ne s'occupe pas à contrôler le pouvoir pour l'éclairer, ce n'est point de l'opposition sérieuse, puissante, réfléchie, mais une résistance de renversement aussi fatale qu'elle peut l'être pour un État. Un gouvernement nouveau et réparateur peut-il supporter un régime dévorant ?

Dans cette perplexité, Bonaparte songe déjà sérieusement à heiser le tribunal par une mesure énérgique qui puisse être approuvée par l'opinion. Qu'est-ce que cent tribuns qui coûtent annuellement un million à l'État ? A quoi servent-ils ? Ne faut-il pas avoir hâte de les réformer en soulageant le budget ? Le corps législatif suffit comme puissance politique à l'examen. Les journaux du consul développent ce thème ; M. Roderer surtout attaque le tribunal avec violence comme une réunion de bavards insensés (1) qui arrêtent le développement des grandes pensées de réparation. Le peuple n'a-t-il pas assez de garanties dans le sénat, gardien sévère de la constitution, et dans le corps législatif qui vote l'impôt après un scrupuleux examen ? A quoi bon ce troisième pouvoir, c'est un embarras dans un royaume déjà si embarrassé.

Ce que semble craindre encore le premier consul, c'est que le mauvais esprit du tribunal ne gagne et ne gangrène les autres parties du corps politique. Il a déjà remarqué que le corps législatif, si timide, si modéré, a hautement manifesté une velléité de résistance (2) ; il a suivi les voix du tribunal presque proportionnellement dans ses votes ; il est muet sans doute, mais il a des boules ; il peut, en définitive, arrêter la marche du gouvernement, le priver de

son action. Ainsi dans le projet sur les tribunaux spéciaux, le corps législatif s'est manifesté par une opposition de plus d'un tiers le boules ; il a rejeté les lois sur les restrictions des moyens de cassation en matière criminelle et le projet sur les archives nationales, qui plus tard, néanmoins, furent confiés à M. Daunou. Sur toutes les questions de gouvernement, il y eut des minorités qui correspondaient aux votes et aux actes du tribunal.

Ainsi, l'esprit de résistance se propage, il passe d'un corps à un autre ; si cette tendance se développe, qui sait ? Le conseil d'État même s'emprendra d'opposition aux actes réparateurs du gouvernement, et alors, tout est dit pour la dictature morale et consulaire. Que deviendra la force gouvernementale que Bonaparte a demandée pour restaurer la société dans des proportions larges et réparatrices. Le consul ne trouve-t-il pas assez d'obstacles ? N'a-t-il pas en face les intérêts révolutionnaires ameutés, l'armée mécontente, les dernières passions des parties toujours prêts à ressaisir les affaires, les royalistes qui partout conspirent à l'étranger ? S'il laisse la presse libre, la tribune ouverte, une opposition retentissante, en un mot, que restera-t-il pour le pouvoir, comme force et moyen de gouvernement ?

La pensée profonde, absorbante de Bonaparte, c'est que rien ne peut s'organiser que par la dictature ; il la comprend éclairée, nationale, mais il la veut sans aucune résistance ; l'institution du sénat lui paraît bonne et parfaitement réglée pour secondar l'action d'un pouvoir fort en lui donnant la sanction d'un corps de vieillards sages et réfléchis. Le conseil d'État excite en lui le même sentiment de considération. Les conseillers ne sont pas des hommes qui éclatent en opposition violente et s'expriment en discussions retentissantes ; ils éclairaient le consul, l'arrêtaient quelquefois, toujours par le

(1) « Également étouffés d'une pusillanimité meurtrière et d'une agression inconsidérée, les tribuns se rappelleront que, si par la peur ou l'inutilité ses forces, ou les us par la témérité, et que la sagesse consiste à bien connaître ses moyens et à en faire un judicieux emploi. Instruits par une fatale expérience du danger qu'il y a de déconsidérer l'autorité, ils ne seront pas les premiers à l'insulter. Respectueux pour le guerrier qui a servi son pays, ils ne condamneront point Coriolan ou Camille à être précipités de la roche Tarpeienne. » (Article de M. Roderer.)

(2) Bonaparte sur le corps législatif :

« Je ne vois pas d'inconvénient à ce que les fonctions de législateur soient déclarées compatibles avec celles de juge et d'administrateur. Il est même utile que beaucoup de membres du corps judiciaire siègent au corps législatif, parce que le gouvernement osera leur proposer des lois contraires à la jurisprudence établie ; et la jurisprudence se variera pas.

« Je veux qu'on me fasse un corps législatif qui n'ait rien de mort ; il ne faut pas le laisser rendre plus faible qu'il l'est maintenant, car il ne pourrait se servir.

« Le corps législatif doit être composé d'individus qui, après leur temps expiré, puissent vivre de leur fortune, sans qu'on

leur donne une place. Il y a maintenant, chaque année, soixante législateurs sortants dont on ne sait que faire ; ceux qui ne sont point pincés vont porter leur boulerie dans leurs départements.

« Je voudrais des propriétaires âgés, mariés en quelque sorte à l'État, par leur famille ou leur profession, attachés par quelque lien à la chose publique. Ces hommes viendraient toutes les années à Paris, parleraient au consul dans son cercle, et seraient entrecoupés de cette petite portion de gloire jetée dans la monotomie de leur vie.

« Il convient que les fonctionnaires publics, autres que les comptables, puissent être membres du corps législatif ; on ne saurait, pour le bien d'une nation, rendre le corps législatif trop amical, parce que, s'il était assez fort pour vouloir dominer, il serait détruit par le gouvernement, ou le détruirait.

« On ne peut permettre cependant que les secrétaires généraux de préfecture soient en même temps députés ; leur position est trop subordonnée, ils ne tiennent d'aucune loi leurs attributions. Il y aurait anarchie à déplacer les secrétaires généraux avec les sous-préfets. Un secrétaire général doit rester éternellement dans sa préfecture, comme un chef de division dans un ministère, pour y conserver les traditions. »

raisonnement et les considérations d'une nature élevée. Le corps législatif, maintenu dans ses limites, ne peut pas être un violent obstacle, parce qu'il est silencieux, et qu'il n'y a de puissance d'opinion que pour les corps qui parlent; une assemblée inuette est bientôt oubliée.

Il ne restait d'opposition que dans le tribunal, et c'est contre cette fraction représentative que s'agite toute la puissance active de Bonaparte; ses écrivains l'attaquent chaque jour; lui-même s'explique très-nettement sur sa résolution de le supprimer ou de le réduire dans des proportions tellement étroites, qu'il ne sera plus à redouter. Sa phrase habituelle est celle-ci : « Qu'est-ce qu'un tribunal, qu'est-ce qu'une tribune ? Il faut faire cesser ce bavardage qui compromet la popularité du pouvoir. » Pour cela deux modes se présentent : ou il faut abolir le tribunal, ou en éliminer les membres les plus hardis; le supprimer, c'est marcher trop ouvertement contre la constitution; on songe donc à une élimination, et déjà l'on prépare ce travail dans les conseils secrets des Tuileries. Il est constaté aux yeux de Bonaparte que le tribunal est un obstacle, et l'on sait que le consul ne les aime pas.

CHAPITRE XLIX.

ADMINISTRATION PUBLIQUE DE PARIS ET DES DÉPARTEMENTS SOUS LE CONSULAT.

Organisation de Paris municipal. — La préfecture de police. — M. Dubois. — Subsistances. — Halles et marchés. — Travaux publics. — Surveillance. — Voitures. — Jeux. — Mœurs. — Préfecture de la Seine. — M. Frochet. — Administration générale. — Revenu de la ville. — Octroi. — Budget de Paris. — Mairies. — État civil. — Départements. — Nouvelle action des préfets. — Vœux des conseils généraux. — Esprit public.

1801 — 1802.

Le consulat de Bonaparte, centre et foyer du gouvernement politique, avait préparé une vaste et

forte organisation administrative, objet spécial de la loi du 28 pluviôse an VIII (1). Cette loi institua les préfetures en fondant la hiérarchie administrative la plus complète, la plus absolue, depuis le maire de la dernière commune jusqu'au premier consul, le magistrat suprême. Les préfetures fonctionnaient avec régularité et énergie; on avait essayé de ce ressort puissant pour gouverner le pays, et les résultats avaient pleinement rempli les conditions d'une bonne gestion sociale; l'unité placée dans l'action, était une force incontestée aux mains du préfet, et elle servait à rétablir l'ordre et la tranquillité dans les provinces; les conseils généraux secondaient la marche du gouvernement, et l'administration formait ainsi un tout homogène, dont les actes rassuraient pleinement les intérêts des administrés; la liberté s'était exilée, mais l'ordre était revenu comme une des garanties dont la société avait tant besoin !

Paris formait toujours une exception dans l'organisation administrative; cette ville ne pouvait être gouvernée comme un simple chef-lieu de département; indépendamment de son immense population, de ses douze quartiers, étés dans la grande cité, avec leurs passions qui s'agitent bruyantes, Paris était encore le siège du gouvernement; la tranquillité n'y pouvait être troublée sans menacer le pouvoir tout entier. Paris avait fait une exception dans toutes les lois de hiérarchie administrative, depuis la constituante; aussi un des premiers actes du consulat fut de diviser en plusieurs branches l'exercice de l'autorité municipale; on avait établi divers magistrats chargés de maintenir l'ordre dans le chef-lieu du gouvernement, la vaste capitale de la France (2). Les auteurs de la loi du 28 pluviôse rappelleront la création des deux antiques prévôts avec une division complète des pouvoirs, telle qu'elle existait sous l'ancien régime; si, dans les autres départements, il n'y eut qu'un préfet chargé de surveiller l'ensemble de la police et de l'administration, à Paris on en institua deux, chacun avec des fonctions spéciales, et à l'imitation de l'ancienne prévôté des marchands et de la lieutenance générale de police; on créa d'abord un préfet exclusivement chargé de la surveillance et de la sûreté de tous. Les fonctions du préfet de

(1) Voyez ci-dessus, chap. XXIX, page 235.

(2) Napoléon voyait Paris sous mille faces diverses et avec des expressions différentes :

« La population de Paris, disait-il, est un ramas de badauds qui ajoutent loi ses bruits les plus ridicules. »

(B. Pelet de la Lozère, discours au conseil d'État.)

« Les salons de Paris sont terribles avec leurs querelles; et c'est parce que la plupart, il faut en convenir, sont pleins de sel et d'esprit. Avec eux on est toujours battu en brèche; et il est bien rare qu'on n'y succombe pas. »

Une autre fois Bonaparte disait :

« Ma confiance particulière dans toutes les classes du peuple de la capitale n'a point de bornes. Si j'étais absent, si j'éprouvais le besoin d'un aide, c'est au milieu de Paris que je viendrais le chercher. Je me suis fait mettre sous les yeux tout ce qu'on a pu trouver sur les événements les plus désastreux qui ont eu lieu à Paris dans ces dix dernières années; je dois déclarer pour la décharge de ce peuple de cette ville, aux yeux des nations et des siècles à venir, que le nombre des méchants citoyens a toujours été extrêmement petit. Sur quatre cents, je me suis assuré que plus des deux tiers étaient étrangers à la capitale; seulement au quatorze-vingt ont seuls survécu à la révolution. »

police étaient indépendantes de la préfecture de la Seine, elles embrassaient l'examen attentif et la prévoyance de tout ce qui tenait à la sûreté générale des habitants; il devait veiller à ce que, dans la grande cité, nul accident ne vint troubler la paix des citoyens, si facilement émus par les factions politiques et les passions mauvaises; il surveillait l'approvisionnement des balles et des mèches, l'éclairage, la salubrité publique, la sûreté des communications, la petite et grande voiries. Les lois romaines avaient institué une magistrature semblable, un préteur, destiné à protéger l'ordre de la ville éternelle; une multitude de préteurs secondaires venaient aider aussi l'action de ce pouvoir; magistrats de police pour les tavernes, les nautoniers, et toutes les autres corporations instituées par les codes. Bonaparte voulut encore imiter la cité des Césars (1).

Dans l'administration de Paris, la police fut séparée de la municipalité proprement dite. Un fonctionnaire d'un rang égal au préfet de police, était aussi désigné pour résumer en lui les fonctions municipales, sous le titre de préfet de la Seine, véritable maire de Paris, présidant à toutes les affaires de la ville, à son budget, à la gestion de son revenu, à ses dépenses, et au vote des grands embellissements de la cité. Le préfet de la Seine avait donc la belle part des attributions; il devait représenter Paris et ses habitants, ses corporations, son commerce, sa richesse, sorte de reproduction absolue de l'ancien prévôt des marchands, à côté de la lieutenance de police confiée à un autre préfet. Peu de choses changent dans la marche des âges; les mots seuls sont nouveaux; ce qui était vieux ressaisit une robe de jeunesse et de force.

Le préfet de la Seine présidait le conseil général et donnait l'impulsion administrative aux douze

maires de Paris, débris morcelés de l'ancienne et redoutable commune. Autant Bonaparte était porté pour l'unité administrative lorsqu'elle s'appliquait à un fonctionnaire dépendant du pouvoir, autant il redoutait l'unité communale dans les mains des administrés. Paris, en une seule commune, lui faisait peur. Les douze mairies sans pouvoirs étaient seulement organisées comme les dépôts précieux des actes d'état civil; les maires n'exerçaient que les plus indifférentes prérogatives d'administration; la police de la ville et même la gestion des revenus ne leur appartenaient pas; les maires de Paris n'étaient que de simples adjoints du préfet, le seul véritable magistrat municipal (2). Tout cet ordre manifestait une certaine méfiance contre l'intervention des masses; le consulat était une réaction contre toute expression populaire des passions ou des intérêts. Bonaparte avait souvenir des excès de la commune de Paris, et de cette sanglante histoire qui remuait si profondément les tristes époques; il avait brisé le pouvoir municipal pour lui substituer deux préfets sous l'action immédiate de son gouvernement.

La préfecture de police fut confiée à un ancien avocat au Châtelet, au nom de Dubois, homme d'ordre et d'une certaine habitude d'affaires avec l'esprit de procédure et d'inquisition de toute magistrature subalterne. M. Dubois n'avait aucune idée de police générale, comme un homme d'État peut l'entendre; il ne voyait et ne comparait jamais deux idées; esprit sans portée, il marchait au jour le jour, d'après les notes et les indications données par les bureaux, et ces rapports de police si étroits, qu'il faut une tête vaste et forte pour s'en préserver et s'en défendre. Son dévouement au premier consul était absolu, ou pouvait compter sur lui, mais il n'était ni assez éclairé, ni assez haut. M. Dubois voyait mal, parce

(1) Voyez le code Théodosien de *Nauale et Causpoulois*.

(2) Bonaparte s'exprima plus d'une fois au conseil d'État sur le pouvoir qu'on doit donner aux municipalités.

« Il est indispensable de donner aux maires le pouvoir de réprimer les petits délits, tels, par exemple, que les délits champêtres, et de ne pas envoyer la partie lésée chercher au loin un juge de paix. Quand des événements imprévus obligent le maire à faire un règlement, il faut qu'il puisse en punir les infractions.

« Cette police est tellement nécessaire au soutien de la loi, qu'elle s'exercera toujours; mais elle s'exercera arbitrairement si le code ne l'exerce point.

« Au reste, il ne s'agit de faire jouer par la municipalité que les petits délits qui troublent la tranquillité des citoyens; les affaires graves doivent être portées devant les tribunaux.

« Ce système n'est pas nouveau; c'était celui de la constituante.

« S'il se commit des vols de fruits, quelques délits sur les terres, un ou deux, de ces délits qui troublent les campagnes et en empêchent l'agriculture, il faut que la municipalité ait le pouvoir de les punir aussitôt. De cette façon, ce qui existe aujourd'hui en fait sera converti en droit. A la vérité, il peut sembler fâcheux de donner le droit de juger à des maires ignorants; mais ici tout est relatif; dans les lieux où les maires seraient

moins instruits, ils n'auraient à prononcer que sur des faits très-simples, et desquels tout le monde peut juger; dans les petites villes, dans les bourgs considérables, où les délits sont plus compliqués, les maires sont aussi plus instruits.

« Quand il y a un acte délictueux ou des obligations civiles importantes, nuls doit regarder les tribunaux; mais, pour le courant et les choses du bon ordre au jour le jour, il faut les attribuer aux maires, c'est une affaire de police; les juges de paix ne sont pas assés à la portée des parties ni assez expéditifs. Je ne connais pas de bonne police là où le maire n'a pas le droit de condamner à la prison pour trois jours et à une amende de 12 ou 15 francs. Il y a des cas de nécessité où cela se fait, mais c'est illégal; il faut mieux que la loi l'autorise. Le préfet de police fait tous les jours des choses arbitraires. Cela ne peut être autrement. Comment l'un père qui a le droit de punir de son fils, âgé de 15 ou 16 ans, ne peut pas le faire détenir pendant douze heures, sans recourir aux tribunaux? Eh bien, si l'on ne croit pas devoir donner une attribution générale aux maires, il faut au moins leur en donner une spéciale pour les arts et métiers.

« Le préfet est un magistrat populaire, mais le maire est plus particulièrement le magistrat de la ville. »

[Bonaparte au conseil d'État, dans Locré, *Recueil des discussions*.]

que, ne comprenant ni la pensée ni l'action des partis, il s'absorbait dans les petits chosers : ce qui ressortait du terre à terre d'une surveillance mesquine, était à prime aperçu par M. Dubois. Tout pouvait se faire à Paris, sans qu'il en comprît la portée; mauvais choix que celui-là; le consul l'avait corrigé par la surveillance plus attentive de M. Réal, spirituel débris du comité de sûreté générale (1).

M. Frochot fut appelé à la préfecture de la Seine; esprit plus distingué et plus élégant, on ne pouvait lui reprocher qu'une certaine faiblesse de caractère; il était si doux, si inoffensif, si en dehors de toute action forte et de toute impulsion énergique, qu'il fut exposé à beaucoup de méprises. Il était dévoué à Bonaparte, mais avec un mélange d'idées républicaines et de sentiments patriotiques qui souvent le firent mal juger par les ardents du régime consulaire; il n'avait rien de ce fanatisme de quelques fonctionnaires publics qui croyaient à Bonaparte comme à la Divinité. M. Frochot appartenant de cœur et de souvenir au parti républicain, aimait la liberté; admirateur de Mirabeau, il conservait sa mémoire comme une tradition des époques de la constituante; aussi s'était-il absorbé dans l'administration, à proprement parler, sans se mêler de politique. Les préfets de police et de la Seine n'avaient entre eux que des rapports généraux, et leurs attributions étaient tellement définies, qu'il ne pouvait naître aucun conflit sur leur manière d'agir et d'administrer; l'un était l'expression du gouvernement, l'autre de la cité (2). En dehors du préfet de police, et pour compléter cette série de fonctionnaires civils, le gouvernement avait désigné des maires, tous pris dans l'ordre bourgeois et marchant, sauf le noble duc de Bethune-Charost, qui occupa avant sa mort la mairie du 10^e arrondisse-

ment de Paris (3); il n'y avait pas ainsi à craindre la moindre résistance parmi les maires, fonctionnaires passifs et obéissants, simples officiers de l'état civil pour réunir les actes de la vie : la naissance, le mariage et la mort. Les maires de Paris étaient des administrations locales sans conséquence; le pouvoir n'avait pas à les redouter.

La vaste administration de la ville de Paris embrassait tous les éléments de subsistance, d'ordre et de sûreté publique; la préfecture de police formait un grand ministère aussi actif que celui de l'intérieur. Les anciennes traditions de la lieutenance de police, telles que nous les a laissées le savant commissaire Delamarre, nous donnent déjà une idée des besoins et des moyens, en ce qui touche l'approvisionnement des marchés, en viande, pain, légumes, pour nourrir une population alors de 380,000 âmes (en 1718). Plus d'une fois cette immense population de Paris avait éprouvé, pendant la révolution française, les angoisses de la faim, et on avait vu des rations à peine suffisantes distribuées au peuple sur les portes des boulangers envahis. Le pain avait manqué; la famine résultait plus du défaut de circulation et de répartition des produits que de mauvaise récolte; il ne pouvait y avoir d'ordre à Paris qu'avec le bon marché des subsistances; le peuple qui meurt de faim est toujours prêt à la révolte. Les subsistances furent donc l'objet de la vive et profonde sollicitude du consul; tout ce qui était une cause d'émouvement inquiétait vivement. Il fallait imposer un approvisionnement de farine aux boulangers, établir un syndicat, une responsabilité morale, tenir chaque jour les entrées de grains en rapport avec les sorties, balancer les approvisionnements avec la consommation, et dans le cas où la cherté de la farine serait hors de proportion avec l'état du pauvre et ses moyens, le

(1) Pierre-Joseph Dubois était né à Paris le 20 janvier 1758. D'abord avocat au parlement de cette ville, il fut successivement prévôt des justices seigneuriales de Roncignon-Villeneuve et Passy, et d'abord procureur au Châtelet au commencement de la révolution, dont il se montra le partisan; il fut alors nommé juge dans les tribunaux civils de Paris, président du tribunal criminel, commissaire du Directoire près de la municipalité du 10^e arrondissement, et enfin membre du bureau central.

(2) Nicolas-Benoît Frochot était coiffeur et prévôt royal d'Arnauld-le-Duc, lorsqu'il fut élu député de Chaillon-sur-Seine aux états généraux. A cette époque, il s'alliait particulièrement à Mirabeau et fut nommé juge de paix à Paris en 1792, et après le 18 brumaire élu député au corps législatif, puis appelé à la préfecture de la Seine.

(3) Armand-Joseph de Bethune, duc de Charost, était né à Versailles le 1^{er} juillet 1728. A seize ans il entra dans la carrière militaire, et obtint un régiment de cavalerie. L'armée française étant ravagée par une maladie épidémique, il fut établi à ses frais un hôpital militaire près de Francfort. La peste de 1793 l'ayant rendu à une vie plus tranquille, il s'occupa avec une tendre sollicitude de tous ses soldats qu'il avait commandés, et en pécha un grand nombre dans ses terres. Il fonda toutes sortes d'institutions de

bienfaisance, telles que des hôpitaux, des secours annuels pour les pauvres, des ateliers de charité servant à l'entretien et à l'instruction des enfants abandonnés, établit à Mareuil et à Charenton-le-Rhône des secours extraordinaires contre les grêles, les inondations et les incursions. Bas ne ouïe de diette, il encouragea de ses propres fonds l'importation des grains dans le port de Calais. Il fonda dans la Picardie, dont il était lieutenant général, des prix pour la culture du colza, sur l'initiative des douaniers, sur les moyens de prévenir qu'on n'arrêtât les épidémies. La révolution arriva; il fut un des vainqueurs de 100,000 francs avant le décret sur la contribution patriotique. Arrêté à Meulan, où il s'était retiré pendant le règne de la terreur, il passa six mois à la Force et se recouvra sa liberté qu'après le 9 thermidor. Il fut à Paris un des fondateurs de la société philanthropique, de l'institution des aveugles travailleurs, de l'association de bienfaisance judiciaire et du lycée des Arts. Il était président de l'administration des sœurs dites de la Réunion. Aucun sacrifice ne lui coûtait, et sa fortune immense semblait à peine suffire à ses bienfaits. Après le 18 brumaire, nommé maire du 10^e arrondissement, il fut atteint de la petite vérole et se vit visiter l'insalubrité des Sourd-muets, dont il était un des administrateurs; il en mourut le 27 octobre 1803.

gouvernement devait faire des sacrifices pour maintenir le bas prix du pain.

Bonaparte sentait la nécessité impérieuse de laisser le peuple de Paris dans des conditions de bien-être en lui assurant des subsistances; il conçut le premier projet d'un vaste grenier d'abondance, qui déverserait une masse de farine dans la consommation, de manière à maintenir les prix en rapport avec les facultés de l'ouvrier. L'idée d'un grenier était antique et égyptienne, comme les traditions hébraïques; Bonaparte, tout oriental, aimait ses prévoyances, telles que les comprenaient les peuples de la vieille civilisation. Sans doute, il était absurde de penser qu'en cas de disette réelle, un grenier d'abondance serait suffisant pour nourrir des myriades d'hommes affamés, dans une ville comme Paris; mais une certaine quantité de farine ou de blé, jetée sur le marché à un prix modéré, lorsqu'il y a une tendance excessive à la hausse devait amener de la modération dans les prix, et tel était le but d'équilibre que se proposait Bonaparte par l'établissement d'un grenier. Cette question paraissait au consul si importante, qu'il se la réservait entière (1), et le préfet n'exécutait que ses ordres impératifs. Sans doute Bonaparte ne reconnaissait pas le gouvernement du peuple, mais il craignait de mécontenter ce terrible souverain.

La sûreté de la ville, confiée au préfet de police, embrassait plusieurs branches de service public; par exemple : l'éclairage, la police de surveillance : la création des lanternes, ancienne dans Paris, datait de Louis XIV; quand le premier lieutenant de police fut substitué à la municipalité orageuse de la Fronde, les lanternes remplacèrent ces petits oratoires, éclairés à chaque coin de rue, où la Vierge et le saint étaient honorés par un pleur lumineux; là se donnaient les rendez-vous d'amour et d'honneur, et plus d'une fois les cliquetis d'épée s'y étaient fait entendre. Paris comptait deux mille lanternes sous MM. de Sartine et Lenoir; un grand nombre furent détruites pendant la révolution, à ces tristes époques où la lanterne fut un instrument de mort. On améliora le régime d'éclairage, sous le consulat, à ce point de multiplier les bees jusqu'à dix mille; mais quoique le système eût été perfectionné, on était bien loin encore de ces brillants effets de lumière que donnent les beaux éclairages au gaz; la lanterne suspendue au gré des vents ne jetait qu'une lumière pâle et douteuse.

Le plan du premier consul sur le percement de

Paris fut conçu comme toutes ses pensées, dans des proportions qui embrassaient un avenir indéfini; Bonaparte n'aimait pas les petites idées et les projets écourtés; il marchait à pas de géant; Paris devenant la capitale de l'Europe, Bonaparte voulut lui imprimer quelques-uns de ces caractères de grandeur de Rome, la ville éternelle, et des vieux monuments égyptiens, dont il avait admiré les débris. Il prit un plan de Paris, le découpa comme si c'eût été un terrain déblayé; puis traçant de sa main de nouvelles rues et de grandes lignes, il érigea dans son imagination un Paris admirable, avec des rues larges, aboutissant à un centre commun, les Tuileries. Ce plan demandait toute la vie d'un homme s'absorbant dans les travaux de la paix, sans que le monde remuât; pour aller trop en gigantesque (2), l'esprit de Bonaparte n'achevait rien; c'était le défaut saillant de son caractère que cette poésie dans la guerre, dans le gouvernement, dans l'administration; or l'absence de proportions ne produit rien et n'aboutit qu'au vide; on trouve partout des obstacles, parce que la majorité des esprits ne s'élève pas au-dessus des conditions de l'humanité; l'homme qui surgit géant n'est entouré que de pygmées.

La révolution avait fatalement remué les masses; comment rétablir l'ordre public dans cette mer de passions et d'intérêts; ne fallait-il pas veiller avant tout sur Paris et sa sûreté intérieure? Ici la police s'organisa sur des proportions satisfaisantes et actives par un système répressif qui veillait sur la sûreté des citoyens. Si la police ne put pas toujours empêcher le crime, elle sut, à peu d'exceptions près, arrêter la main des malfaiteurs ou punir les coupables; la proportion des délits s'amoindrit d'un huitième; la loi de la conscription donna des issues à toutes les passions ardentes. La préfecture de police réunit les anciens éléments de la prévôté et du Châtelet; elle fut en rapport avec toutes ces maisons de débauche et de corruption, où les malfaiteurs viennent dépenser dans la fange l'argent recueilli dans le sang; on suivit cette surveillance d'espionnage et de vol, on épia la jalousie, passion d'amour du bague, qui prépare les dénonciations. Paris avait alors peu de mœurs; la prostitution était hideuse; elle compromettait non seulement la morale, mais encore la santé publique; des femmes demi-nues provoquaient de leurs regards impurs les étrangers et les militaires qui abondaient dans la capitale; il fallait des moyens extrêmes, et la préfecture de police déporta en

(1) Les grands travaux sur la subsistance de la ville furent faits surtout pendant l'administration de M. Pasquier. Ils sont aux archives de la préfecture.

(2) « Il entraînait dans mes rêves perpétuels de faire de Paris la véritable capitale de l'Europe. J'aurais dû vouloir qu'il devint une

ville de deux, trois, quatre millions d'habitants, par exemple, en un mot quelque chose de fabuleux, de colossal, d'inconnu jusqu'à nos jours, et dont les établissements publiquement répondraient à la population »

(Mémoire attribué à Napoléon.)

Égypte ou dans les colonies, les plus immorales de ces filles; quant aux autres, elle les soumit à une inscription avouée, à ce qu'on appela hideusement la patente; puis on les astreignit à une rétribution appliquée aux visites médicales dans l'intérêt de la santé des hommes; les courtisanes de Paris eurent une organisation; elles n'offrirent plus l'aspect effronté des jours du Directoire, lorsque, sous les galeries du Palais-Royal, elles se confondaient avec les jeunes filles timides et la femme aux mœurs douces et honnêtes dans le foyer domestique.

Tout cela était bien hileux, comme la boue de Paris (1). Le bureau qu'on appela *des mœurs*, fut institué comme une des attributions essentielles de la police; la corruption des grandes villes avait nécessité cette déplorable administration qui pénétra dans une des tristes plaies de la société. La surveillance fut un mélange de prostitution, de jeux de police; on n'approcha plus de la préfecture qu'avec un sentiment de répugnance et d'effroi.

Les jeux furent non-seulement permis, mais encore publiquement autorisés par la police elle-même; il y eut des maisons ouvertes, où l'or roula sur les tapis, à l'éclat des lustres brillants et des feux de mille bougies; on ouvrit Frascati, Tivoli, à l'imitation des soirées d'Italie à Naples et au pied du Vésuve; les femmes y donnèrent leurs corps en échange de quelques piécés d'or qu'elles venaient hasarder ensuite sur le tapis vert, avec cette passion effrénée qui fait vibrer tous les membres. Il y eut aussi des tripots pour la classe moyenne et prolétaire; Bonaparte jugeait que les passions de hasard étaient inhérentes au cœur de l'homme, lui le grand joueur de batailles et de guerres! Que pouvait faire un gouvernement? Il devait régulariser par la police, surveiller attentivement pour empêcher le désordre; n'était-il pas préférable aussi que le pouvoir partageât les bénéfices, plutôt que de les abandonner à la spéculation particulière? Les jeux, une des grandes ressources de la police, furent donnés à des privilégiés qui payèrent un

large prix, sans les gratifications particulières que jetaient à tous les employés les opulents fermiers, dépensant ensuite leurs fortunes colossales dans un luxe de parvenus; de beaux domaines furent acquis avec cet argent et ces pleurs de désespérés; on construisit des hôtels et des serres merveilleuses, où les ananas et les fraises vinrent fléchir la vue sur des tables d'or; contraste fatal entre la misère et la fortune, comme dans les tableaux de Pise et de Florence, où le paradis des bienheureux se montre à côté de l'enfer des réprouvés. On remua les millions à pelletées, à ce moment surtout, où l'armée, revenue de grandes campagnes, apportait à Paris les contributions levées à l'étranger: tout cela passait dans les maisons de jeux. Les bénéfices des fermiers après Morengo furent évalués à dix mille louis par semaine.

Ce mélange de surveillance pour les jeux, la prostitution et la police de sûreté, donnait à la préfecture un triste caractère de moralité publique; qui peut guérir les infirmités dans le cœur du peuple? Il faut prendre la société avec ses plaies, le monde avec ses passions; nul ne peut exiger dans ces fonctions qui s'appliquent aux mauvais côtés des hommes, ce caractère de pureté, symbole de la grande magistrature civile. Il y avait deux parts à faire dans la police: le côté utile, surveillant et protecteur; quant aux mauvaises passions, parties basses et viles du corps social, on employait des agents en rapport avec la triste mission qui leur était confiée. La préfecture de police pouvait s'élever à une haute dignité, dans les mains d'un homme d'État; on le vit bien lorsque M. Dubois fut remplacé.

La préfecture de la Seine, sous M. Froehot, se détachait de toute surveillance de police; le préfet était le premier maire de Paris, le véritable chef de la prévôté, le président du conseil général de la Seine, l'expression de la municipalité, exerçant plusieurs fonctions essentielles: avec l'avis de son conseil il décidait toutes les améliorations à faire

(1) Voici le tableau qu'un journal anglais fait de Paris en 1801:

« Un grand mouvement, beaucoup de voitures, de chevaux et de jockeys; des milliers de mendians, un grand nombre d'étrangers, et par conséquent des femmes enlaidies; des jeunes gens qui se ruinent et des vieillards ruinés; des maisons de jeu qui prospèrent, des maisons de commerce qui tombent; peu d'argent, beaucoup de dépense; gens heureux qui se plaignent, gens malheureux qui ne se plaignent pas; des femmes qui se noient, des hommes qui se tuent, des fous qui rient, des sages qui gémissent.

« Les spectacles continuent à être plus fréquentés que les églises, et les maisons d'éducation sont plus vides que les tripots. On ne fait rien, et l'on ne paraît pas trop s'en soucier. Les marchandes de modes se sont emparées de tout le commerce de la capitale.

« Le nombre des gens d'esprit diminue, et, par une consé-

quence nécessaire, celui des ouvrages augmente. Les mœurs publiques ne changent pas vite, et n'auraient cependant rien à perdre au change. La religion essaye quelquefois de relever sa tête abattue; mais ceux qui la respectent sont timides, et ceux qui la méprisent sont hardis.

« Le luxe débordé comme un torrent qui menace d'inonder la capitale. La seule manière de saloir les nuages qui distinguent les diverses classes est de faire parler les gens qui l'un rencontrent. Quant aux anciens et aux nouveaux riches, ils sont faibles à reconnaître sans le secours de la conversation.

« Ceux qui ont saisi l'a-propos pour faire fortune, ont eu raison, car la réclame paraît faite; et les gens qui ont pauvreté cette année ne seront pas probablement riches l'année prochaine. La mauvaise foi fait des progrès et triomphe souvent; la probité seuilente une guerre inégale; les procès se multiplient, les procureurs s'enrichissent, et les plaideurs ne se ruinent pas tous. »

dans le système administratif; fallait-il bâtir une fontaine, réparer les aqueducs, les ponts, les quais, le préfet proposait ces dépenses au conseil municipal, qui les acceptait ou les rejetait, et l'exécution de tous les travaux était confiée au préfet pour en surveiller l'accomplissement; il présidait au cadastre, à la répartition de l'impôt, aux listes des conscrits, au tirage; il nommait tous les fonctionnaires du département, et les maires étaient choisis sur sa présentation. Pour l'octroi, l'immense revenu de la commune de Paris, le préfet en réglait encore la perception d'après le vote du conseil général. Sans se mêler de police, ni de sûreté pour les habitants, le préfet de la Seine devait veiller à l'embellissement et à la majesté de la grande capitale.

M. Frochot, distingué comme administrateur, ne connaissait pas assez peut-être le caractère d'économie et de bonne répartition indispensable dans l'administration municipale. Ici, comme pour tous les grands actes de l'administration, le préfet recevait l'impulsion du premier consul. Bonaparte considérait Paris comme sa ville, la capitale de son choix, et son génie s'appliquait aux vastes plans d'améliorations et d'assainissement; il rêvait d'en faire la Rome du nouvel empire. Déjà il avait tracé son premier dessein des rues de Rivoli et Castiglione: le Louvre devait se réunir aux Tuileries par la continuation de galeries somptueuses; le Carrousel formerait la plus noble place du monde, entre deux palais se joignant par le musée et la bibliothèque, temple des sciences et des arts. Au lieu des bâtiments en ruine qui entouraient les Tuileries, une grille de fer couronnée d'or devait en former l'enceinte, finissant à la place Louis XV, ornée et embellie. Le consul traçait déjà cette large rue, qui, de la façade du Louvre, devait s'ouvrir magnifiquement jusqu'à la barrière du Trône, et rendre ainsi à la vie tout le vieux Paris, en le faisant traverser par une voie monumentale.

Les idées romaines, les grands travaux dominaient toujours Bonaparte; à côté du grenier d'abondance devait s'élever le marché aux vins, rattaché au Jardin des Plantes par un beau quai. Tout se prêtait la main dans ce long tracé de monuments, des Champs-Élysées aux Tuileries, des Tuileries au Louvre; un pont était jeté sur la rivière à la face de l'Institut, et unissait les deux rives de la Seine comme une chaîne suspendue entre le Louvre et l'Institut. Derrière le vieux palais de Mazarin, à la forme toscane, la rue de Seine se prolongeait par la rue de Tournon, nouvellement ouverte jusqu'au Luxembourg; d'autres avenues devaient joindre le Luxembourg à l'Odéon, puis de l'Odéon au Panthéon restauré, et là une nouvelle

voie encore liait la vieille église Sainte-Genève, vénérée des Parisiens, au Jardin des Plantes, à ces bosquets, ces labyrinthes sous le cadre du Liban. Un autre pont était jeté pour joindre le grenier d'abondance, la place de la Bastille déblayée de ses décombres avec son éléphant de pierre, jusqu'à la barrière du Trône. L'étranger émerveillé qui arriverait à Paris, pourrait alors se promener l'espace de quatre lieues entre les monuments magnifiques, comme au Campo-Vaccino de Rome, lorsqu'on passe du cirque à l'arc de triomphe de Constantin, et de l'arc de triomphe jusqu'au temple de Vesta, et à ces débris de ruines qui s'étendent vers le Capitole, où descendent le soir les bergers de la campagne de Rome (1).

Paris, la ville du consul, prenait un aspect de grandeur; la nouvelle institution des préfetures, par divisions départementales, avait des résultats non moins efficaces; innovation ferme et heureuse que la substitution de l'unité administrative au système de la pluralité des fonctionnaires, telle que la constituante l'avait conçu dans ses rêveries de gouvernement; la force éclairée remplaçait l'anarchie. Les préfets portèrent partout une certaine énergie dans l'administration de leurs départements; l'admirable instinct de Bonaparte l'avait servi à merveille dans ses choix politiques; jamais peut-être on ne vit une collection de fonctionnaires plus remarquables; le consul avait comme deviné les hommes d'activité et de prévoyance. J'ai dit que la plupart de ces préfets sortaient de la société des Jacobins et leur avaient emprunté cette puissance de volonté, caractère inhérent aux hommes de la convention nationale. Ces traditions vivaient, et les départements ne résistaient pas à ces administrateurs qui avaient pour instruction première d'imprimer partout le respect et l'obéissance au gouvernement.

Ensuite, représentants d'un pouvoir fort, libres dans leur impulsion, les préfets purent agir avec une grande énergie; ils étaient affranchis de toute responsabilité, si ce n'est envers le gouvernement; ils exécutaient tous les ordres avec intelligence, sauf l'appel au conseil d'État, leur seul juge. Les préfets avaient les pleins pouvoirs, et afin qu'ils ne pussent point en abuser, on plaça auprès de chacun d'eux un secrétaire général tout à la fois leur subordonné et leur surveillant. Un peu plus tard, des commissaires généraux de police furent également attachés à l'administration des départements, pour rendre compte de l'esprit public, et de toutes les trames qui se préparaient contre le gouverne-

(1) Le plan des embellissements de Paris, tel que l'avait compris Bonaparte, existe encore au tracé.

ment. Comme les commissaires généraux dépendaient spécialement du ministère de la police, ils durent contrôler les préfets en même temps que la police militaire pénétrait dans l'administration des préfetures (1); il résultait de là un pouvoir central immense parfaitement éclairé sur l'esprit et la tendance du pays, et le dominant par sa volonté. Rien ne donne plus de force aux autorités locales que le sentiment intime d'être soutenues par le gouvernement qu'elles représentent; quand tous les fonctionnaires savent qu'ils seront appuyés dans leurs actes, la soumission devient la règle commune, et le représentant de l'autorité se place fermement en face de ses ennemis; avec un pouvoir faible il n'y a pas d'autorité respectée. Comment le préfet n'aurait-il pas été aussi puissant qu'un consul de Rome, quand on voyait dans chaque dernier anneau de la chaîne politique la puissance image du premier consul?

La partie populaire du gouvernement local se trouvait dans les conseils généraux des départements; ils devaient répartir l'impôt, et comme attributions politiques, faire connaître au pouvoir les vœux des localités. Pour la première fois, cette

(1) Il faut suivre Bonaparte au conseil d'État dans la discussion sur les préfets: libéral de paroles, le consul est de fait très-despote.

« Une loule de lois ont donné aux administrations de département la police: les préfets ayant succédé aux pouvoirs de ces administrations, leur autorité est certainement déterminée par la loi.

« Cependant il faut convenir que, depuis l'assemblée constituante, on n'a eu sur la police que des idées flottantes et incertaines; on l'a successivement attribuée aux maires, aux juges de paix, puis à d'autres officiers. L'objet principal que l'on se proposait, c'était de dessaisir les tribunaux; ce but atteint, on donnait moins d'attention au reste.

« Le temps de se hâter est arrivé.

« Ce serait une législation barbare que celle qui, dans chaque département, accorderait une autorité absolue à un seul homme: les préfets deviendraient des pechans. Le moyen de l'empêcher est de donner plus d'autorité à l'ordre judiciaire. Avec un ordre judiciaire faible et mal conçu, on est bien obligé de tout ramener au centre, et l'on force le gouvernement à intervenir dans les affaires dont il devrait s'abstenir.

« Le préfet, comme chargé de la police administrative, veille sur les malheureux, écarte leurs projets, fait saisir les peccés de conviction et s'empare des coupables; il semblerait donc utile qu'il pût aussi interroger sur-le-champ et constater les traces de tout crime quelconque. Il tient le fil dans sa main, et dès lors il peut aisément que personne atteigne et suivre les ramifications de l'affaire, découvrir et atteindre tous les coupables. En beaucoup de circonstances, on ne trouverait que de l'inanité à laisser instruire le préfet, par exemple, sur les vols de diligences, sur les crimes d'incendie, sur celui de faux, d'autant qu'on recoult que les instructions des préfets sont généralement bien faites. » (Locré. — Procès-verbal du conseil d'État.)

(2) Voici l'ordre et le mode dans lequel les vœux des conseils généraux étaient transmis par les préfets:

Recapitulation générale des principales demandes et observations contenues dans les procès-verbaux des conseils généraux de départements, session de l'an 13.

78 départements demandent un dégrèvement de la contribu-

tion foncière, comme indispensable à la prospérité de l'agriculture.

60 — Une meilleure répartition des contributions.

27 — Une perception moins abusive.

24 — La suppression de la direction des contributions.

17 — Un cadastre.

10 trouvent vicieux le mode de répartition des rôles, prescrit par le ministère des finances.

17 demandent la réduction de la contribution mobilière.

1 — Sa suppression.

2 — Une meilleure répartition de cette contribution.

4 — La modification de la contribution somptuaire.

3 — La suppression de la subvention de guerre, l'impôt de circonscription.

12 déclarent que le taux actuel de la contribution foncière est nuisible à l'agriculture.

2 trouvent que la contribution somptuaire est nuisible à l'industrie.

10 demandent la suppression des patentes comme nuisibles à l'industrie et au commerce.

28 — Leur modification, surtout relativement au droit proportionnel.

13 — L'exemption du droit d'enregistrement et de timbre dans certains cas.

27 — Sa réduction, surtout pour les échanges et les baux à longs termes.

3 déclarent que le demi-droit en sus pour décal expiré n'a lieu qu'après avertissement.

3 demandent des bureaux de timbre.

17 — La suppression de l'impôt sur les portes et fenêtres.

6 — Sa modification.

4 — L'exception du droit de denier dans certains cas.

13 — La révision des règlements et la réduction du tarif.

2 se plaignent des vexations de la régie.

28 demandent la suppression du droit de passe, destructif du commerce et de l'industrie.

27 — Sa modification.

31 — La suppression de l'octroi, ou déclarent qu'il ne peut être établi.

des encouragements à l'agriculture, d'autres des suppressions d'impôts, la diminution des contributions foncières, le rétablissement des haras, le perfectionnement des bêtes à laine; la majorité se plaint de la dévastation des forêts : tous unanimement demandaient l'encouragement du commerce, le rétablissement des foires et des marchés, la protection des mines; tous se lamentent sur l'état misérable des hospices, tous demandent aussi l'amélioration des établissements de bienfaisance, et se plaignent du mauvais état des prisons, combien l'entretien des routes est misérable; pour les restaurer on appelle le rétablissement de la corvée, car les chemins vicinaux sont impraticables; les rivières, les ponts ont besoin de surveillance et d'améliorations. On sollicite que l'instruction publique soit moralisée; partout on manque d'écoles primaires et secondaires, les lois sont mal exécutées, les registres de l'état civil en désordre, les biens communaux malheureusement partagés; vingt-deux départements protestent contre l'organisation administrative; pourquoi ne laisse-t-on pas les cultes entièrement libres? Il faut créer des fêtes nationales, fonder des ateliers de charité, améliorer le sort des prisonniers, rappeler les anciennes religieuses hospitalières, pour le soin des malades. Il est curieux de voir la société ainsi consultée, répondre avec un remarquable esprit public aux interrogatoires que le consul leur adresse sur les besoins généraux, tant il y avait besoin d'ordre et d'unité politique!

A mesure que l'organisation des conseils généraux devint plus forte, mieux ordonnée, ces vœux prirent une allure plus monarchique encore. La société n'était pas républicaine; l'esprit français

dominait toujours; dès l'instant que les vœux réels du peuple trouvaient une issue dans les classes un peu élevées, ils se manifestèrent hautement par un retour vers les idées gouvernementales; partout où cette expression se rencontre, elle se montre avec le même éclat et la même unanimité. Les conseils généraux devinrent les représentants des localités, dans un moment où l'autorité politique se concentrait tout entière dans les mains du premier consul; Bonaparte en étudia le développement, il en suivit les tendances, comme la véritable boussole qui devait le guider en matière de gouvernement; la plupart de ses mesures d'administration furent prises à la suite de vœux exprimés par les conseils généraux.

Le système administratif et départemental marchait régulièrement depuis le consulat; en était-il de même des mairies et des conseils municipaux? Le consul s'était réservé de choisir les maires des grandes villes; comme pour les conseils généraux, il l'avait fait avec une haute intelligence parmi les notabilités provinciales, autant que la révolution le permettait. Beaucoup de jacobins ralliés furent nommés aux grandes mairies, par le même motif qui les avait fait préférer dans les préfectures, et ils apportèrent au gouvernement leur obéissance et leur force; il n'y eut pas la moindre hésitation dans le pouvoir fut obéi. Dans la campagne, les maires furent choisis parmi les anciens militaires, les notaires, les médecins, professions qui pouvaient assurer un ascendant au pouvoir sur l'opinion; les conseils municipaux n'eurent auprès des maires qu'une influence secondaire, ne gênant jamais l'action administrative.

- 16 — Sa modification.
- 8 — Son maintien ou son établissement.
- 9 — Que son produit soit entièrement affecté au soulagement des hospices.
- 2 — Le retour à l'ancien régime hypothécaire.
- 2 — La modification du droit d'hypothèque.
- 1 s'occupe de l'arrondissement des bureaux destinés à sa perception.
- 5 présentent des vœux sur les domaines nationaux.
- 56 réclament le paiement de diverses créances sur l'État.
- 2 demandent la suppression des loteries.
- 1 — La réduction du nombre des tirages.
- 3 demandent des stellers monétaires.
- 5 présentent des vœux sur la réforme ou la circulation des monnaies.
- 6 départements croient l'agriculture améliorée.
- 10 l'assurent détériorée.
- 70 demandent qu'elle soit encouragée en général.
- 28 — Qu'elle soit encouragée par la diminution de la contribution foncière.
- 7 désirent des fermes expérimentales.
- 12 — Des encouragements pour les défrichements.
- 32 se plaignent de la multiplicité des défrichements, surtout de ceux des forêts.

- 25 demandent qu'on favorise les dessèchements.
- 4 y trouvent des inconvénients.
- 14 désirent l'exécution des anciens règlements sur les arrosements.
- 2 voudraient qu'on encouragât la culture des vignes.
- 3 — Qu'on la restreignit.
- 22 demandent des encouragements pour la culture des prairies artificielles.
- 1 — Qu'on la restreigne.
- 5 proposent d'encourager des cultures particulières.
- 8 s'occupent des engrais.
- 74 demandent le rétablissement des haras.
- 27 — Des étalons ou des primes pour ceux qui en tiennent.
- 12 — Des bœufs.
- 16 — L'amélioration des bêtes à cornes.
- 18 — Des lauriers de belle race.
- 54 — Le perfectionnement des bêtes à laine.
- 26 se plaignent des dégâts des chèvres.
- 5 demandent le rétablissement des colombiers.
- 5 — Des arènes vétérinaires.
- 4 — Des écoles vétérinaires.
- 18 — Des places dans ces écoles.
- 74 se plaignent de la dégradation des forêts.
- 39 demandent des encouragements pour les pépinières, les plantations.

A aucune époque l'unité du gouvernement ne fut moins contestée, et pourtant les temps étaient difficiles, et l'administration devait trouver partout des résistances; il fallait délivrer plusieurs provinces du fléau de la guerre civile; les grandes routes étaient couvertes de voleurs, les diligences ne pouvaient circuler sans être aussitôt arrêtées; on était obligé de les faire escorter par des soldats placés sur l'impériale, comme sur les routes d'Espagne où l'on a toujours crainte de voir surgir une bande armée d'escopettes du milieu des touffes de lauriers-roses. La vigueur des préfets et des maires se déploya dans cette circonstance; l'administration montra habileté et dévouement, elle fut le bras qui seconda la pensée. Rien de comparable aux services alors rendus pour la paix du pays: il y eut des actes arbitraires exercés par les préfets; la justice n'eut pas son cours; on s'affranchit souvent des lois, mais la dictature morale était la condition nécessaire à ce grand exercice du pouvoir (1).

Il se forma bientôt un esprit public favorable à Bonaparte pour toutes les entreprises qui pourraient développer son autorité; partout éclata pour lui un concert d'éloges; se ferait-il magistrat à vie ou héréditaire, président ou empereur? Peu importe! l'opinion était à lui, et à ces époques de faveur, un génie hardi peut tout oser; la société assoupie se place sous sa main.

CHAPITRE L.

ÉCONOMIE POLITIQUE, ADMINISTRATION, COMMERCE, INDUSTRIE.

Fausse idée du premier consul sur le crédit public.

Agiotage. — Banque. — Service du trésor. — Institution d'un ministre spécial, M. Barbé-Marbois. — Système de M. Gaudin. — Création des directions principales. — Enregistrement et douanes, M. Duchâtel. — Forêts, M. Bergon. — Douanes, Colin de Sacy. — Contributions indirectes. — Situation du commerce. — Intérieur et extérieur.

(1) Les départements n'étaient pas encore pacifiés, tin voici les preuves :

« Les consuls, en vertu de la nouvelle loi du 18 pluviôse (7 février), avaient arrêté qu'il serait établi des tribunaux spéciaux dans les départements du Nord, des Côtes-du-Nord, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, de l'Orne, de la Manche, du Calvados, de la Seine-inférieure, de l'Eure, de Maine-et-Loire, d'Indre-et-Loire, de la Sarthe, de la Mayenne, des Bouches-du-Rhône, du Var, des Alpes-Maritimes, du Vaucluse, des Basses-Alpes, de la Drôme, du Gard, de l'Ardèche, du Tarn, de

— Les manufactures. — Produits indigènes. — Les propriétés. — La sol. — La grande culture. — Commerce maritime. — La navigation. — Théorie d'économie politique du premier consul.

1802.

Si les idées de Bonaparte sur la guerre et sur les forces de son gouvernement protecteur étaient éminentes, s'il avait une supériorité incontestable pour tout ce qui tenait à l'administration politique de l'État, il n'en était pas de même pour les théories de banque, de commerce et d'industrie; soldat dès l'adolescence, le premier consul était toute sa vie resté étranger aux moyens actifs et variés qui servent de mobiles aux transactions industrielles, et forment la richesse des nations. Il savait la guerre et l'histoire; aucune notion exacte ne venait illuminer son génie sur les merveilles du commerce; despote par caractère, il n'aimait pas la liberté dans les transactions, pas plus que dans le gouvernement politique des États (2); il avait répugnance pour ces fortunes du négoce s'élevant sans lui, fières et libres, et tout à fait en dehors de son influence. Ainsi, tandis que l'Angleterre grandissait par les idées de crédit public, de banque et d'industrie, le premier consul portait un profond mépris aux spéculations d'argent, qu'il confondait avec l'agiotage, la grande haine de sa vie. La protection que Bonaparte accordait au commerce était despotique: comme il n'aimait rien de ce qui vivait en dehors de lui, il ne souffrait pas que le commerce s'affranchît des prescriptions de sa volonté; il aurait voulu l'assouplir comme sa garde; il ne laissa jamais le mouvement industriel dans ses proportions naturelles; il voulut opérer des phénomènes par les moyens qu'il avait en son pouvoir, et les résultats furent en complète opposition avec cette prospérité du commerçant, la première base de toute fortune générale dans l'État.

Le premier consul ne comprenait rien aux revirements de fonds, aux miracles du change et de la banque qui grandissent les ressources d'un pays; les banquiers lui parurent toujours à lui, homme de guerre, comme les juifs du moyen âge à l'homme

l'aveyron, de la Lozère, de l'Ardèche et de la Haute-Garonne. Total vingt-sept départements. Les commissions militaires instituées pour agir à la suite des colonnes d'éclaircisseurs, dans les départements du Var et des Bouches-du-Rhône, continuèrent de suivre le mouvement de ces colonnes d'éclaircisseurs, mais ne jugèrent que les individus pris les armes à la main. »

(Arrêtés des consuls.)

(2) On a prêté depuis à Napoléon à Sainte-Hélène des paroles de liberté pour le commerce; elles n'étaient ni dans son caractère ni dans ses études.

féodal qui les dépouillait en les insultant. Il ne respectait pas la fortune acquise; sans doute il y avait eu des traits inouïs d'usure durant le Directoire, et des traités scandaleux; les fournisseurs avaient osé des rapines odieuses (1), des vols qui avaient retenti; mais était-ce là un motif de proscrire les légitimes spéculations d'argent qui grandissent le crédit public? Était-ce un motif pour dépouiller les loyales acquisitions du commerce et de l'industrie (2)? Tout système financier doit reposer sur la liberté absolue des transactions; autrement, il n'y a que des ressources précaires et des moyens qui affaiblissent les ressorts mêmes du crédit public. Bonaparte n'eut jamais aucun respect pour les dépôts d'argent; comme les châtelaains de la féodalité ou comme les pachas d'Égypte, il procédait par avance; tantôt il dépouillait la banque de Hambourg, tantôt il imposait arbitrairement un fournisseur; il comprenait mal les opérations financières; s'exprimait sur les banquiers en termes de mépris, il ne les signalait jamais que comme des agitateurs; il aurait voulu que le crédit fût sous sa main comme le gouvernement tout entier; le commerce, hardi spéculateur, aurait dû rentrer dans des proportions administratives.

Cependant, les premières années du consulat

(1) « En l'absence de tout crédit et de perceptions régulières, le service du trésor dut ne marcher en partie, pendant les premiers mois de l'an VIII, que par ce qu'on appelle des affaires; c'est les transactions qui se faisaient journellement avec les délégués, et aussi avec des porteurs d'anciens décomptes arrêtés par les ministres, n'étant pas autre chose. » (Travaux de M. Gaudin, ministre des finances.)

(2) Toutes les fois que Bonaparte recevait des dépositions de commerçants, il leur jetait des épithètes peu en rapport avec les services que le commerçant rend à l'État. C'était l'homme de guerre qui méprisait l'esprit du négoce.

(3) Bonaparte raisonnait souvent bien sur l'utilité de la banque; mais il agissait mal et l'opprimait dans ses opérations.

« Je veux que la banque soit assez dans la main du gouvernement et s'y soit pas trop. Je ne demande pas qu'elle lui prête de l'argent, mais qu'elle lui procure des facilités pour rétablir, à bon marché, ses revenus aux époques et dans les lieux convenables. Je ne demande en cela rien d'onéreux à la banque, puisque les obligations du trésor sont le meilleur papier qu'elle puisse avoir.

« Il n'y a pas en ce moment de banque en France; il s'y en aura pas de quelques années, parce que la France manque d'hommes qui sachent ce que c'est qu'une banque, c'est-à-dire une race d'hommes à créer. Il faut mettre dans l'administration de cet établissement une classe d'hommes étrangère à la banque. » (Bonaparte au conseil d'État.)

(4) Michel-Charles Gaudin était né à Saint-Denis en 1756. À 17 ans il fut admis dans les bureaux des contributions publiques par M. d'Armeson, intendant des finances sous le premier ministre de M. Necker, en 1777. Il fut mis à la tête d'une des divisions de la direction générale des contributions. En 1794, il fut nommé l'un des dix commissaires de la trésorerie nationale, qui venait d'être créée; ainsi que ses collègues, il donna sa démission le lendemain du 10 août 1795; elle leur fut refusée. Il résista sa demande en 1795, mais ce ne fut qu'en 1794 qu'elle fut acceptée. Au mois d'octobre 1795, le Directoire le nomma ministre des finances, il refusa, et le ministère fut confié à Faypoult.

virent l'institution de la banque de France (5), établie sur les statuts arrêtés par quelques grandes maisons; la banque adopta un système d'escompte pour faciliter les opérations du commerce et du trésor. Il fallut un long temps pour faire comprendre au premier consul les avantages d'un nouveau papier-monnaie qui circulerait, selon la méthode anglaise, signe représentatif de l'argent; on dut lui prouver que la banque serait une succursale excellente pour beaucoup d'opérations difficiles du trésor, et surtout pour l'escompte des traites souscrites par les receveurs généraux et les divers agents financiers, en avance de leurs recettes, moyen de crédit inventé par M. Gaudin (4). Sur le dépôt de ces obligations garanties par l'État, ou de rentes inscrites au grand-livre, la banque prêta de fortes sommes d'argent qui servirent à régulariser les services et à acquitter en numéraire les semestres de la rente échue. Les ministres des finances fut obligé de combattre plus d'une fois les préjugés du premier consul sur les escomptes; Bonaparte eût préféré peut-être s'emparer de l'argent des caisses; c'était plus simple, plus oriental (5).

Ces mesures de prévoyance et d'organisation des banques firent hausser le taux de la rente pendant

Béguin, au commencement de 1797, commissaire de la trésorerie nationale par le conseil des Cinq-Cents. M. Gaudin refusa encore. Retiré dans les environs de Tolouse, le président du Directoire l'invita à se rendre à Paris pour conférer avec lui sur les finances; il quitta enfin sa retraite et accepta la place de commissaire général des postes. Nommé ministre des finances après le 18 brumaire, il accepta ce ministère.

(5) Voici, au reste, quelles furent les opérations du trésor : « Les revenus ordinaires de l'an 18 produisirent à peu près 451 millions.

« La dépense, y compris 38,731,800 fr. pour la dette perpétuelle, s'éleva à 100 millions au delà des revenus ordinaires. Il y fut pourvu, en partie, par des ressources tirées du prix des domaines vendus, du produit des rachats de rentes foncières, etc., et en partie par une opération de crédit qui fut arrêtée plus tard.

« Ainsi un déficit de 56 millions avait été la cause ou le prétexte de la révolution.

« Et ce déficit se trouvait porté à 100 millions en l'an 18 !

« Il est vrai que, dès l'an 8, les revenus favorisés par le rétablissement de la paix maritime et par une administration plus soignée dans les détails, s'accroissent de près de 40 millions et que les dépenses diminuent d'environ 50 millions; ce qui rétablissait à peu près l'équilibre.

« Les recettes ordinaires, qui s'élevaient antérieurement à environ 451 millions en l'an 18, s'élevèrent en l'an 9 à 488,500,000 fr.

« La dépense se réduisit à peu près à 500 millions.

« Ainsi une faible amélioration dans le produit des contributions ordinaires, ou bien une légère diminution dans les dépenses générales aurait suffi seule, à cette époque, pour rétablir l'équilibre entre les dépenses et les revenus.

« La dette perpétuelle ne montait alors qu'à 42,600,000 francs et elle s'était arrêtée depuis à 53,300,000 francs, après la clôture de la liquidation générale dont les opérations étaient confiées à un conseil particulier entièrement indépendant du ministère des finances. » (Travaux de M. Gaudin, ministre des finances.)

les deux premières années du consulat : elle se tint à 40 et 50 pour cent, bien qu'il régnât encore une grande méfiance dans les opérations financières ; ces craintes provenaient de ce que le budget offrait un énorme déficit ; en 1801, il s'éleva à 100 millions. Le compte des recettes et des dépenses ne put s'équilibrer que par des moyens extraordinaires, et le corps législatif, spécialement occupé d'impôt, s'en plaignit. Au simple aspect d'une telle situation, le crédit ne pouvait venir à un état normal. Que fallait-il faire pour mettre en rapport les voies et moyens, les recettes et les dépenses ? Comment arriver à cette juste égalité entre les diverses branches de service ? Il restait deux ressources : 1° l'emprunt, 2° l'augmentation de l'impôt ; le premier mode était largement pratiqué en Angleterre, qui, dans les crises les plus difficiles, trouvait la négociation de ses rentes cinq pour cent au pair, merveille aussi grande que les miracles des victoires et de l'administration du consulat. Mais en France, le trésor n'eût pas couvert un dixième de son déficit par le moyen du crédit (1) ; il y avait eu tant de banqueroutes déguisées ! Les seuls emprunts possibles s'étaient faits sur obligations de receveurs généraux à courte échéance. Comme tout gouvernement qui n'a pas de crédit, le consulat eut besoin de recourir à l'agrandissement de l'impôt sur les contribuables et à la vente des domaines nationaux, la fortune immobilière de l'État. Enfin, le rétablissement des contributions indirectes parut indispensable ; le sol ne pouvait pas être seul appelé à supporter le faix des charges publiques, alors très-exagérées. Les contributions indirectes ne furent que le système de la gabelle, agrandi par mille vexations plus odieuses, mieux en rapport avec les moyens nouveaux du gouvernement.

(1) « Dans cette année de l'an X, le ministère des Finances n'eut point secouru d'indemnité, eut une embarras. La tâche personnelle du ministre se trouvait sensiblement élevée par la création d'un ministère particulier pour la direction du service de trésor. L'intention que le premier consul avait annoncée, l'année précédente, d'en suivre désormais de plus près et d'en diriger, sous son œil, les opérations, avait rendu cette création indispensable. Un homme tel entier devenait nécessaire pour suffire à la multitude de rapports qu'il exigeait journellement sur les plus petits détails ».

« L'opération la plus importante de l'an IX fut le paiement qui eut été ordonné, pour le second semestre de l'an VIII, par une loi de 23 thermidor, des rentes et des pensions ou annuités effectives. Elles avaient été payées jusque-là d'abord en assignats dont la valeur successivement réduite avait fini par tomber à rien ; ensuite il depuis le retour du numéraire, avec des bons que les rentiers et pensionnaires pouvaient donner en paiement de leurs contributions ou négocier sur la place à une perte plus ou moins forte, suivant le cours que l'agio leur assignait. » (Travaux de M. Gaudin, ministre des Finances.)

(2) François Barbé-Marbois, né à Metz le 31 janvier 1763, fut chargé par M. de Castries, ministre de la marine, d'élever ses

Le service du trésor exigeant une attention plus spéciale dans la crise, le consul institua un ministre particulier pour en diriger les opérations ; cette charge fut confiée à M. Barbé-Marbois (2), homme de maturité et de réflexion, ancien intendant de Saint-Domingue, administrateur intègre, mais qui n'avait ni assez de dextérité, ni assez de ressources dans l'esprit pour répondre à tous les besoins d'une crise financière ; un administrateur du trésor ne doit pas seulement avoir de la probité, il lui faut encore un esprit à mille ressources, une tête d'action, hardie souvent, aventureuse quelquefois, toujours prête à remplir les obligations du trésor, et tel n'était pas M. Barbé-Marbois ; il avait plus d'élévation dans les idées que M. Gaudin, une expérience plus étendue ; mais celui-ci avait une faculté précieuse pour un ministre des finances, c'était de chercher et d'inventer les impôts, il en avait étudié l'histoire dans le vieux régime ; fiscal de sa nature, son habileté laborieuse organisait incessamment les ressources, pour tirer d'une branche de revenus tout ce qu'elle peut produire. M. Gaudin fut le grand organisateur de l'impôt ; sur ses propositions, furent instituées les trois directions générales : l'enregistrement, les douanes et les forêts, comme une hiérarchie dans les services publics. Enfin, une caisse d'amortissement fut créée avec des revenus invariables, chargée d'acquitter les traites des receveurs et les engagements du trésor (3).

L'administration de l'enregistrement et des domaines s'était toujours maintenue intacte pendant le règne de la terreur ; sous le régime du Directoire, ses produits étaient considérables et formaient une des branches les plus essentielles des recettes publiques. La loi fondamentale de la régie avait recherché toutes les actions de la vie pour les im-

ceux. Il devint consul général aux États-Unis de l'Amérique, et ensuite intendant de Saint-Domingue. Revenu à Metz, il fut nommé maire de cette ville dans les premières années de la révolution. En décembre 1791, il fut envoyé par le roi à la diète de Rastatt. En 1792, il se rendit à Vienne en qualité d'adjoint à l'ambassadeur ; il revint en France au bout d'un mois et resta ignoré jusqu'en septembre 1795, époque à laquelle il fut nommé député de la Moselle au conseil des Anciens ; il se fut élu secrétaire, en septembre 1795. Le 18 fructidor il fut condamné à la déportation et transporté à la Guyane. Rappelé en France après le 18 brumaire, il fut nommé conseiller d'État et remplaça, en 1801, M. Dufrenoy à la direction du trésor public.

(3) « Il fut ordonné par la loi du 5 frimaire an VII, que le produit des cautionnements en numéraire à fournir par les receveurs généraux, serait versé à une caisse d'amortissement entièrement séparée du trésor public, pour être appliquée au remboursement des obligations qui pourraient être protestées à leur échéance ».

« Cette disposition eut une grande influence sur la négociation de ces valeurs, qui finirent par joindre la même faveur que les meilleurs effets de commerce. » (Travaux de M. Gaudin, ministre des Finances.)

poser ; elle préparait l'homme au berceau et taxait le cercueil du père. Les conseils compiaient à cette époque dans leur sein un grand nombre de vieux procureurs au Châtelet, de procureurs qui connaissaient tous les replis des instances, et ils s'unirent pour saisir avec habileté tous les accidents des procédures, afin d'en tirer de l'argent. Il en résulta un système régulier sans doute, mais dur, implacable, qui fit de toutes les familles une sorte de matière à droits d'enregistrement en exploitant tous leurs accidents, tous leurs malheurs, toutes leurs ruines.

La perception fut rigoureuse, mais parfaitement établie. L'un des auteurs les plus habiles de la loi d'enregistrement avait été M. Duchâtel, député de la Gironde, esprit d'une lucidité remarquable, partisan actif du 18 brumaire, et M. Duchâtel fut désigné par le premier consul comme directeur général, rapporteur de la loi au conseil, appelé à en faire l'application comme chef d'administration. Il n'eut besoin que de donner l'impulsion à une machine déjà tout entière organisée, pour centraliser les branches éparses des directions et des vérifications départementales. Des améliorations furent ainsi accomplies, les recettes furent mieux ordonnées, et on mit le personnel de l'enregistrement en rapport avec les besoins du service et les devoirs invariables des localités. M. Duchâtel établit la régularité dans la hiérarchie, caractère aujourd'hui reconnu de l'administration des domaines; le personnel ne varia jamais. Vaste travail surtout que la gestion alors du domaine national, avec l'application des décomptes où tant d'abus s'étaient glissés aux jours désordonnés du Directoire !

En même temps, Bonaparte créa une direction spéciale pour les forêts; les vastes bois dont la France est couverte se trouvaient négligemment

emmenagés depuis les confiscations prononcées par les assemblées nationales : ici on ne coupait plus les futails, là on défrichait sans ordre; partout les bœufs paissaient librement et détruisaient les communaux; les usagers, suivant les vieilles coutumes de la monarchie, ravageaient les vastes propriétés nationales. Quelle n'était pas la nécessité de la surveillance des forêts, pleines de ressources pour les constructions maritimes ? Il fallait empêcher le défrichement qui devenait régulier; si l'on abattait les hautes futails, qu'allaient devenir les usines et les établissements d'industrie ? La plupart des forêts (1) confisquées sur l'émigration formaient un des revenus de l'État. Le gouvernement organisa un service de gardes qui durent empêcher dans chaque localité qu'on ne dépouillât ces beaux arbres, vieux patrimoine de la couronne de France. Le directeur général travailla avec le ministre des finances, il fut pris comme M. Duchâtel au sein du conseil d'État : on désigna M. Bergon, ancien administrateur des domaines, esprit exact et d'application, le créateur du système des gardes généraux et des gardes particuliers, tous choisis parmi les vieux militaires, débris glorieux des armées.

Une troisième direction, celle des douanes, fut confiée à M. Collin de Sussy. A travers les crises publiques, les douanes avaient été le seul impôt indirect maintenu par l'assemblée constituante, mais sans ordre, sans pensée, sans ensemble. L'administration avait deux buts : 1° procurer un revenu à l'État par une perception sur les marchandises étrangères; 2° protéger le commerce national en établissant des prohibitions favorables aux industries faibles et naissantes. La pensée du système prohibitif commence à se développer dans l'esprit de Bonaparte, elle lui paraît comme un héritage des idées de Colbert (2), qui voulut surtout protéger

(1) Voici un échantillon remarquable de Bonaparte sur la conservation des forêts.

« On se plaint que les particuliers coupent leurs bois trop jeunes; on pourrait-on pas, pour faciliter cette disposition, s'abstenir de demander aux propriétaires de bois une contribution annuelle, et percevoir toute la contribution au moment de la coupe, ou se réserver la contribution annuelle sur les bois que jusqu'à ce qu'ils soient arrivés à un certain âge, à quinze ans, par exemple, et les exempter ensuite de l'impôt annuel jusqu'à la coupe ?

« Deux circonstances ont pu faire couper les bois trop jeunes et en faire même détruire quelques-uns. Beaucoup de bois ne payaient pas d'impôt avant la révolution, parce qu'ils étaient dans des mains privilégiées, et ceux même qui appartenaient à des particuliers, payaient moins de contributions qu'aujourd'hui.

« Il faut ouvrir des routes pour le transport des bois dans la Nièvre et dans le Berry; j'en ai reconnu l'utilité dans mes voyages. Il sera facile de pourvoir à cette dépense par des centimes additionnels. On devra faire supporter surtout cette imposition aux propriétaires de bois. »

EXTRAIT. — L'EUROPE.

(2) Bonaparte expliquait un peu hardiment son système de douanes.

« La combinaison politique des divers États rendait les principes flous; les localités particulières demandaient à chaque instant des déviations de leur grande uniformité. Les douanes que les économistes blâment, ne devaient point être au sujet de l'État, il est vrai, mais elles devaient être la garantie et les soutiens d'un peuple; elles devaient suivre la nature et l'objet du commerce. La Hollande, sans productions, sans manufactures, n'ayant qu'un commerce d'entrepôt et de commission, ne devait connaître ni entrave, ni barrière. La France, au contraire, riche en productions, en industrie de toute sorte, devait sans cesse être en garde contre les importations d'un rival qui lui demeurait encore supérieure; elle devait l'être contre l'avidité, l'égoïsme, l'indifférence des purs commissionnaires.

« Je n'ai garde de tomber dans la suite des hommes à système moderne, de me croire par moi seul et par mes idées le sagesse des nations. La vraie sagesse des nations, c'est l'expérience. Et voyez comme raisonnent les économistes. Ils nous vantent sans cesse la prospérité de l'Angleterre et nous la montrent constamment pour modèle. Mais c'est elle dont le système des douanes

les intérêts nationaux à l'exclusion de l'étranger. La liberté du commerce paraît au consul un mot vide de sens, mal en harmonie avec la situation respective des peuples, car il en est des nations comme des individus, chacune a ses forces et ses faiblesses inégalement réparties. Dans l'état de nature il y a des faibles et des forts, et le système prohibitif est précisément la protection accordée aux faibles, aux industries naissantes, aux intérêts qui ne sont pas suffisamment développés dans leur propre énergie; situation admirable pour les États nouveaux, oppressée pour les peuples, qui, vieillissant, ont besoin de largement échanger pour largement jouir de tous les produits du globe.

Le déficit si considérable au budget de 1801 avait exigé, ainsi qu'on l'a vu, le rétablissement d'un système de contributions indirectes, moyen d'alléger la propriété foncière; on recourut d'abord à un meilleur mode de perception; le paiement des contributions fut ordonné par douzièmes; les états en furent régulièrement dressés, et les percepteurs souscrivirent des traites à échéances fixes (1). On résolut de mettre en régie le sel, le tabac, les boissons, les trois objets qui se consomment par la classe ouvrière, sur la surface de la France: innovation à la théorie de l'assemblée constituante, qui avait affranchi les pauvres aux dépens de la propriété; on passait de la contribution sur le luxe et la fortune, à l'impôt plus facile sur les masses; la convention, cette assemblée si en avant dans les idées démocratiques, avait solennellement déclaré que le pauvre ne devait rien. Tout était changé par le consul; l'impôt de consommation se trouvait rétabli; or, pour arriver à cette perception régulière, il fallait un gouvernement fort, car rien ne blesse plus le peuple que la perception de ces droits qui pénètrent dans sa vie intime, dans ses plaisirs, dans ses distractions bruyantes; les droits réunis devinrent une inquisition financière, jusqu'à ce point

de surveiller la quantité d'objets de consommation nécessaire à chaque individu.

Cette théorie des contributions indirectes, longtemps discutée au conseil d'État, ne fut qu'un retour vers les idées de la gabelle, si odieuse sous l'ancien régime; on reconstitua ainsi peu à peu l'ancien système d'impôts tels qu'ils étaient perçus par les fermes; on échangeait les noms, et le fisc, toujours le même depuis le moyen âge, ne renonçait à aucun de ses privilèges, à aucun de ses droits. La perception des droits réunis ne fut pas d'abord absolue et régulière, on marcha lentement; la régie ne se forma que successivement et avec des précautions; à chaque budget, on se montra fort ingénieux pour faire rentrer toutes les marchandises de consommation sous l'empire des droits réunis, et des légions d'employés répandus sur la surface de la France, s'abattirent, comme une nuée d'oiseaux de proie, sur les maisons du laboureur et du vigneron; ils pénétrèrent dans les caves, ils eurent les clefs des maisons des champs; ils furent les odieux visiteurs du pauvre dans la campagne (2).

Le premier consul, si peu avancé sur les questions d'industrie et de libres relations de peuple à peuple, avait néanmoins à cœur la protection du commerce; son instinct lui disait que là étaient les richesses, ses idées, bien qu'absolues, se maintenaient bienveillantes. A l'intérieur, il construisait des routes, des canaux; continuant ainsi les œuvres de l'ancien gouvernement, il jetait dans le commerce, dans le crédit, des idées de probité; la confiance naissait dans les rapports de places à places. Le territoire s'était agrandi par la conquête, il y eut par suite un accroissement naturel des transactions commerciales: les expéditions purent se faire de Hambourg à Rome et à Milan, avec une grande sécurité par la voie de terre seulement; tant que la guerre se continuait avec la Grande-Bretagne, la mer était fermée; la France, n'ayant plus de colo-

est le plus lourd, le plus absolu, et ils déclament sans cesse contre les douanes, ils voudraient nous les interdire. Ils prescrivent aussi les prohibitions, et elles sont en effet nécessaires pour certains objets, elles ne sauraient être supprimées par la force des droits; la contrebande et la fraude feraient manquer le but du législateur. »

(1) « Après avoir pourvu à l'instrument de la perception, il fallait assurer la perception elle-même. Une loi ordonna que le paiement des contributions directes se ferait par douzièmes et par avance, chaque mois, et je préparai dès lors le remplacement, qui s'opéra plus tard, des collecteurs, à la moins dite, dont les exactions ruinaient les contribuables, par des percepteurs à vie, nommés sur une liste de trois candidats présentés par les préfets, et cautionnés en numéraire. »

« Il fut aussi prescrit par une loi du 8 frimaire an VIII, aux receveurs généraux nouvellement établis, de souscrire, pour le montant des contributions directes, des obligations payables par mois, à jour fixe, en espèces métalliques. »

« Les receveurs d'arrondissement furent tenus, de leur côté, de

de s'obliger envers les receveurs généraux par des traites dont les termes devaient correspondre à ceux des souscriptions des premiers, à la seule différence de quinze jours d'avance. »

« Ces receveurs se trouvaient ainsi intéressés à surveiller les percepteurs (dont ils devinrent ultérieurement gérants) et les receveurs généraux avaient un titre contre les receveurs particuliers pour assurer l'exécution de leurs engagements. » (Travaux de M. Gaudin, ministre des Finances.)

(2) « Les droits sur les boissons et sur le sel n'avaient point encore été établis et, dès la deuxième année de leur établissement, ils produisirent près de 100 millions. Si donc la paix s'était consolidée en l'an X, l'établissement de ces droits aurait donné les moyens de réduire les contributions directes d'une somme importante, en consacrant encore pour des événements imprévus, une marge qui aurait pu être prochainement employée à des améliorations indérieures, sans rien ôter aux moyens puissants déjà donés à la marine, qu'il importait de rétablir sur un pied respectable. » (Travaux de M. Gaudin, ministre des Finances.)

nies, ne pouvait prétendre à des retours lucratifs. Les Anglais, par le déploiement merveilleux des machines, par le bas prix des matières premières et la facilité des transports sur les grandes mers de l'Inde et de l'Amérique, pouvaient donner à trente pour cent au-dessous des produits français, et tel est l'esprit persévérant et hardi du commerce, que lorsqu'il y a des bénéfices à faire, le système prohibitif n'empêche rien. Les marchandises anglaises inondaient le continent; ici par la contrebande, là par la connivence des gouvernements eux-mêmes qui favorisaient ces produits par leur protection, le plus souvent par les neutres qui servaient de transports aux puissances en guerre.

La sollicitude du premier consul se portait sur les manufactures nationales, la chimie avait fait des merveilles pour remplacer les matières premières que la mer nous refusait; on avait tout créé : la soude, l'indigo, la garance; l'industrie française s'était repliée sur elle-même, et avec cette puissance que le génie emprunte à la nécessité, elle avait enfanté des miracles; la force morale avait agi sur la puissance matérielle. On produisait par des moyens extraordinaires ce que la nature refusait; comme tout ce travail était dans l'enfance, les résultats en étaient à des prix élevés, et, je le répète, on ne pouvait lutter sur aucun marché avec l'Angleterre : la Grande-Bretagne avait les laines à meilleur marché par ses propres produits, et ceux de l'Espagne et du Portugal; elle avait la brillante

cochenille de l'Inde, aux couleurs de feu, l'indigo au bleu céleste de ses colonies, et puis ses actives machines produisaient rapidement et à bon compte des draps, des tissus pour le monde entier. En France, la grande culture avait presque entièrement disparu; les troupeaux de mérinos étaient comme un essai emprunté aux belles fermes modèles de Ségovie; les tissus de coton ne pouvaient rivaliser avec les madras des côtes du Bengale, le nankin de la Chine, les toiles peintes et ces châles de l'Inde, alors l'admiration et le rêve de toutes les femmes du consulat.

Bonaparte protégeait les manufactures, mais il les secondait sans leur donner la vie qu'elles empruntent aux grandes relations (1); il ne suffit pas de faire au commerce des prêts d'argent ou de lui donner des secours matériels, il faut encore lui assurer des ressources en multipliant les débouchés, et presque tous étaient fermés à la France qui produisait trop cher; nulle part elle ne pouvait entrer en concurrence avec l'Angleterre, si ce n'est pour les objets de mode et de fantaisie; sur ce point Paris restait toujours le maître de la consommation en Europe. En matière de commerce, les gouvernements n'ont jamais la puissance de faire ce que la liberté fait plus sûrement et plus largement.

Dans ce but d'aider les manufactures, on devait surtout protéger les grandes exploitations de terre, les bois touffus, les forêts qui servent au chauffage des usines et les herbages qui nourrissent les

(1) Bonaparte a depuis justifié le mouvement agricole et commercial du consulat et de l'empire :

« Quel pas n'avions-nous pas fait, dit-il, quelle rectitude d'idées n'avait pas répandue la seule classification graduelle que j'avais consacrée de l'agriculture, de l'industrie et du commerce! objets si distincts et d'une gradation si réelle et si grande! »

« 1^o L'agriculture, l'âme, la première base de la république ;

« 2^o L'industrie, l'aisance, le bonheur de la population ;

« 3^o Le commerce extérieur, la surabondance, le bon emploi des deux autres.

« L'agriculture n'a cessé de gagner durant tout le cours de la révolution. Les étrangers la croyaient perdue chez nous. Les Anglais ont été pourtant contraints de confesser qu'ils avaient peu ou point à nous montrer.

« L'industrie ou les manufactures et le commerce ont fait sous moi des progrès immenses. L'application de la chimie aux manufactures les a fait avancer à pas de géant. J'ai imprimé un élan qui sera partagé de toute l'Europe.

« Le commerce extérieur, infiniment au-dessous des deux autres dans ses résultats, leur a été aussi constamment subordonné dans ma pensée. Celui-ci est fait pour les deux autres; les deux autres ne sont pas faits pour lui. Les intérêts de ces trois bases essentielles sont divergents, souvent opposés. Je les ai constamment servis dans leur rang naturel, mais j'ai jamais pu et dû les satisfaire à la fois. Le temps fera connaître ce qu'on me doitait tous, les ressources nationales que je leur ai créées, l'affranchissement des Anglais que j'avais ménagé. Nous avons à présent le secret du traité de commerce de 1783. La France erle encore contre son auteur, mais les Anglais l'auraient-ils agé sous peine de recommencer la guerre. Ils voulaient m'en faire autant après le traité d'Amiens; mais j'étais puissant et haut de cent

condées. Je répondais qu'ils seraient maîtres des hauteurs de Montmartre, que je m'y refusais encore; et ces paroles remplirent l'Europe. »

Bonaparte oubliait ici les grandes souffrances de l'agriculture et du commerce pendant la révolution française; la guerre seule fut la ressource de la nation; la conquête seule put remplir le vide que laissent le désordre et la guerre; c'est donc une contre-vérité que soutenir ici le conseil; cependant il continue :

« Quand je pris le gouvernement, les Américains qui venaient chez nous à l'aide de leur neutralité, nous apportaient les matières brutes, et avaient l'impertinence de répartir à vide pour aller se remplir à Londres de manufactures anglaises. Ils avaient la seconde impertinence de nous faire leurs paiements, s'ils en avaient à faire, sur Londres; de là les grands profits des manufacturiers et des commissionnaires anglais, entièrement à notre détriment. L'anglais qui m'envoya Américain ne pût importer aucune valeur sans capoter aussitôt son caet équivalent; on jeta les hauteurs parmi nous, j'avais tout perdu, disaient-ils. Qu'arrivait-il, néanmoins? C'est que mes ports fermés, en dépit même des Anglais qui donnaient la loi sur les mers, les Américains revinrent se soumettre à mes ordonnances. Que n'aurais-je donc pas obtenu dans une meilleure situation ?

« C'est ainsi que j'avais naturalisé au milieu de nous les manufactures de coton, qui comportent :

« 1^o Du coton filé. Nous ne le filons pas; les Anglais le fournissent mieux comme une espèce de faveur.

« 2^o Le linceul. Nous ne le faisons point encore; il nous venait de l'étranger.

« 3^o Enfin l'impression. C'était notre seul travail.

ici Bonaparte a raison; il est dans le vrai.

bestiaux. Il n'y a pas de commerce sans agriculture ; la manufacture y cherche ses éléments, la navigation les objets d'échange. Si les céréales se consommaient en France, les vins avaient besoin d'une exportation incessante, les crus exquis de Champagne, de Bordeaux, de Bourgogne, ne trouvaient pas assez de débouchés sur le territoire même agrandi de la république ; il fallait la mer ouverte, des colonies, les pays étrangers où l'aristocratie opulente sablait les vins de France dans de somptueux banquets. La trop grande répartition des richesses nuisait aux produits du luxe. Sous l'ancienne monarchie, la majorité des vins de Bordeaux se consommait en Angleterre ; les États-Unis d'Amérique en faisaient aussi une vaste exploitation ; or, depuis la guerre, la Grande Bretagne s'était jetée sur les vins de Madère et du Portugal ; la majorité des vignobles étant mal cultivée, les revenus n'étaient pas en rapport avec les dépenses.

L'agriculture essayait comme compensation de cultiver partout des produits exotiques. Les départements du Nord s'étaient adonnés au tabac et des terres immenses en étaient couvertes. Au midi, quelques départements faisaient l'essai de la garance comme culture facile et productive : ici c'était le pastel et l'indigo, là le chanvre perfectionné ; la chimie cherchait à cristalliser le jus de raisin pour remplacer le sucre, ou bien la betterave dont Chaptal avait indiqué les propriétés intimes. Tous ces moyens faciles ne produisaient rien encore ; grossiers et sans perfection, ils semblaient arrachés comme une création monstrueuse en dehors des saisons et du sol, fruits venus en serre chaude, pâles et malades. Le système de Bonaparte était de faire violence à tout, aux productions naturelles, aux habitudes essentielles de la vie ; il voulait pour toutes choses des existences exceptionnelles comme la sienne ; les obstacles n'étaient rien pour lui, il se disait assez fort pour les vaincre, assez puissant pour dompter la nature ; il voulait avoir un commerce sans exportation, sans mer, sans échange, comme s'il était possible d'établir des transactions purement intérieures, et de renfermer une nation dans des barrières.

La France produisait trop pour ne pas exporter, et ses produits indigènes ne pouvaient tous servir d'éléments primitifs aux travaux de ses manufactures ; la navigation était pour elle une nécessité impérative, les transports par terre étaient trop coûteux. A combien ne s'élevait pas le prix d'une marchandise charriée de Paris à Cadix, Lisbonne ou Venise ? Un État aussi vaste que la France, avec les côtes si étendues, ne pouvait se passer de navigation ; elle possédait dix ports marchands sur

l'Océan, six sur la Méditerranée ; à quoi servaient les vastes et belles rades ? Les Anglais bloquaient tous les ports ; à peine de temps à autre quelques convois, sous l'escorte de bâtiments de guerre, allaient porter les produits d'un point rapproché à une cité voisine, sans s'éloigner jamais des côtes. Le cabotage même était restreint ; les assurances s'élevaient de dix à soixante pour cent ; le commerce était réellement aux mains des neutres par une fraude continue ; les Américains, les Danois et les Suédois, intermédiaires pour le transport des marchandises, fournissaient la matière première de la consommation et des échanges ; ils apportaient à nos manufactures l'indigo, la cochenille que la chimie avait remplacés si imparfaitement ; ils fournissaient le café et le sucre pour les besoins de la population.

Cette situation des neutres explique tout l'intérêt que mettaient les puissances en guerre à faire dévaler la question des pavillons. Bonaparte soutenait l'indépendance des neutres et la liberté des mers, parce qu'il voyait dans cette indépendance un moyen de favoriser le commerce des nationaux, et des débouchés pour le trop plein de ses manufactures et des produits agricoles. Le frêt des Américains, des Danois et des Suédois était toujours à bas prix, on simulait les connaissances ; si le pavillon couvrait la marchandise, le commerce français pouvait se faire à très-bon compte, et les transports s'opéraient librement à la face des escadres anglaises. Le cabinet britannique, blessé par les avantages qu'obtenait la France au moyen de la liberté des neutres, proclamait le droit de visite en s'emparant des cargaisons quand le connaissement signalait une propriété ennemi. L'Angleterre espérait, par la perte du commerce français, réduire son gouvernement à une grande pénurie financière ; elle faisait bonne guerre à sa navigation ; elle surveillait ses flottes et ses ports par de grandes escadres ; vains efforts s'il eût été permis au pavillon neutre d'obtenir toute franchise dans le transport des marchandises françaises. Ce cabinet alla si loin contre le petit et le grand cabotage, qu'il prohiba même la pêche sur les côtes, sous prétexte qu'elle servait à transporter les marchandises et à espionner les évolutions de ses escadres. La guerre entre les deux puissances n'était pas seulement militaire, mais encore commerciale ; les Anglais poursuivaient à outrance toutes nos petites barques pour arrêter la navigation de nos marins et les débouchés de nos produits.

Le système prohibitif que le consul opposait aux rigueurs des principes posés par l'Angleterre contre les neutres, reposait sur des moyens extraordinaires susceptibles de préparer la ruine des intérêts

parce qu'ils faisaient violence à la nature même des choses. Bonaparte, acceptant une situation de guerre dans toutes ses conséquences, voulait concentrer le commerce dans l'intérieur des États soumis à l'influence de la France; de là cette nécessité triste et impérative de substituer des produits factices aux produits réels. Comme sa volonté ne trouvait aucun obstacle en matière de gouvernement, il voulait restreindre maître des transactions mercantiles, dans la croyance que le commerce s'assouplirait sous sa main, et qu'on pouvait conduire les intérêts ainsi que les soldats, les partis et les batailles; or les bases de l'économie politique bien entendue consistent dans la balance des produits, dans la libre circulation du numéraire; tout ce qui est naturel est préférable à ce qui est le résultat de la violence. Bonaparte ne comprenait pas cette maxime : Laissez faire, laissez passer; l'effort extraordinaire que firent les manufactures en France, put sans doute briller dans de riches et magnifiques expositions; la chimie, comme une grande fée, transforma les éléments primitifs, et l'on obtint des combinaisons savantes et hardies : des eaux factices, des soudes, des alcalis, des couleurs, le vermillon et le bleu céleste, le filage mécanique des tissus; mais il en est de ces produits que la science crée comme de ces fleurs artificielles brillantes et sans vie, comme de ces automates qui se remuent roides et monotones, comme de ces cristaux qui veulent imiter les diamants, comme de ces grains de Venise qu'on place vainement à côté des rubis d'Orient. Les créations hors de nature qui peuvent servir une époque de crise, ne sont jamais les éléments ordinaires d'une situation commerciale; on ne gouverne pas les écus, ils échappent à toutes les combinaisons; les juifs du moyen âge inventèrent la lettre de change, pour éviter les pillages féodaux. Ainsi est toujours le commerce, il va droit devant lui vers le seul mobile de l'intérêt; nul ne peut lui imposer des limites; l'industrie est—comme ces fleuves qu'on ne peut détourner de leur cours; elle suit la pente naturelle que les besoins lui ont faite; on ne conduit pas les éléments des grandes transactions industrielles, comme les armées; Bonaparte pouvait glorieusement conquérir les victoires sur le champ de bataille, mais il ne fut point en son pouvoir de dominer les transactions de peuple à peuple pour l'échange de leurs besoins et de leurs intérêts.

De là vinrent les erreurs du consul sur la banque et sur le commerce en général, et sur la puissance d'un peuple qui en reste maître. La lutte de Rome et de Carthage l'avait encore trompé; il n'avait pas vu que dans le vieux monde le système militaire dominait le mouvement commercial et qu'une

civilisation nouvelle avait changé la face des intérêts et des idées. Dans ses fausses données sur l'économie politique, Bonaparte annonçait sans cesse la ruine de l'Angleterre (1); son imminente banqueroute, parce qu'elle faisait des emprunts et accordait des subsides à tout le continent; mais les emprunts étaient basés sur les moyens de crédit, les subsides qu'elle accordait neutralisaient dans ses manufactures le commerce du monde, et la balance du change en définitive restait toute en son pouvoir. Si elle envoyait des lettres de change ou de l'or à la banque de Hambourg, avec la destination de Berlin, de Vienne ou de Saint-Petersbourg, afin de payer les subsides; par un seul revirement de banque, ces mêmes fonds lui arrivaient en achat de ses marchandises manufacturées. Elle faisait des bénéfices même sur ses avances.

Au contraire, la France avait besoin d'envoyer de l'argent monnayé sur tous les points du monde pour se procurer les ressources; son commerce étant éteint, elle n'avait aucun échange à fournir, et il arrivait que sans dette publique, pour ainsi dire, la France était plus pauvre que l'Angleterre obérée de 120 millions de livres sterling; à Paris, le gouvernement consulaire n'eût pas trouvé à emprunter au double taux de l'argent à Londres. Le système continental fut une grande erreur; il s'agissait de faire violence à toutes les habitudes, à toutes les nécessités, et il n'y a pas de puissance, même despotique, qui résiste aux besoins d'un peuple; la Grande-Bretagne le savait bien, et c'est ce qui faisait sa force; le premier consul cherchait à dominer la nature des choses, il accomplissait de glorieuses campagnes pour fermer les ports aux Anglais, et il stipulait cette obligation dans tous les traités. Pour certains États c'était les empêcher de vivre; tous brisaient aussitôt cette chaîne, préférant la guerre à cette situation violente avec laquelle ils ne pouvaient plus respirer; l'Angleterre était commercialement forte, parce qu'elle disait aux nations : « Voici une libre issue pour vos produits, et, en échange, je vous donne les objets qui vous manquent. » La France, au contraire, était commercialement faible, parce qu'elle disait partout : « Vos produits je ne puis les échanger, les mers me sont fermées; vivez avec les résultats factices et coûteux de votre industrie. »

Le premier consul bouleversait les transactions naturelles. Bien d'étonnant que le cabinet britannique soit demeuré maître du commerce à cette époque : sa force résultait précisément de la liberté des

(1) Tel était le sens de tous les articles que publiait Barrère dans le *Moniteur*, contre la perfide *Anglais*.

transactions; la France ne pouvait être riche et heureuse que par la paix qui lui rendait ses colonies et sa navigation; ce sentiment domina avec une grande puissance l'époque qui précède le traité d'Amiens et où vont se déployer les négociations diplomatiques d'une importance décisive. Bonaparte va tenter un système de paix et de commerce avec l'Angleterre; la France étouffe; il faut lui donner une issue; la trêve ne sera pas longue, mais elle montrera dans toute leur énergie les tendances commerciales et industrielles de la France!

CHAPITRE LI.

RELATIONS DIPLOMATIQUES AVANT LA PAIX EUROPÉENNE.

Premiers actes du ministère Addington. — Question des oeuvres au parlement. — Attitude du parti Pitt. — Résolution vigoureuse de l'Angleterre. — Rapprochement avec la Russie. — Premiers actes de l'avènement d'Alexandre. — Ambassade de Duroc. — Dépêche à son gouvernement. — Affaiblissement du système français à Saint-Petersbourg. — Note de M. Kalitschew à M. de Talleyrand. — Correspondance. — Attitude de l'Autriche. — Système du nouveau ministère. — M. Philippe de Cobentel à Paris. — Négociations de la Prusse avec l'Angleterre. — Ambassade de M. de Beurnoville à Berlin. — Situation de la Suède et du Danemark en face de l'Angleterre. — Première tentative d'un rapprochement avec la Porte Ottomane.

1801 — 1802.

Le ministère Addington avait été formé dans le but d'un rapprochement possible et désiré avec la France et son consul; Pitt s'était retiré des affaires pour laisser une plus forte, une plus grande liberté à toutes les transactions que son gouvernement pouvait essayer avec Bonaparte; désormais un obstacle aux intérêts de son pays, Pitt se sacrifiait momentanément à l'opinion publique; il renonçait aux affaires, mais avec l'espérance de les ressaisir plus tard, car c'était sa noble passion. Le ministère Addington lui paraissait une œuvre provisoire dont il attendrait les actes; le système de guerre avait besoin de se reposer; le peuple d'Angleterre, avide de la paix, devait avoir le temps d'en éprouver le résultat et même, comme le disait Pitt, d'en passer le caprice. En homme d'État consommé, il avait su se retirer à temps, et c'est une grande habileté en politique; combattre dans une position perdue est

une faute (1); il faut en conquérir une nouvelle.

Dès que M. Addington et lord Hawkesbury eurent pris possession du gouvernement, ils aperçurent d'un coup d'œil les dangers auxquels l'Angleterre était exposée. C'eût été folle, au moment de l'alliance de Bonaparte et de Paul I^{er}, quand la ligue des neutres venait de se former, d'ouvrir avec la France des négociations sérieuses pour la paix; les conditions que le cabinet de Paris eût imposées alors, auraient été trop dures; Bonaparte, si habile à saisir les avantages de sa position, n'aurait pas hésité à exploiter les périls de la Grande-Bretagne. Il fallait donc, avant toute chose, frapper un coup vigoureux, immense, décisif, qui pût permettre à l'Angleterre de négocier avec de plus forts avantages, et dans ce but l'expédition de Nelson fut concertée contre Copenhague. Ce coup de main de la marine avait dissous la ligue du Nord; la mort de Paul I^{er} bouleversait les plans gigantesques que l'empereur et le consul avaient rêvés contre les établissements de l'Inde; on avait de bonnes nouvelles d'Abercrombie en Égypte. Ainsi, la situation continentale de l'Angleterre était moins mauvaise, et l'on pouvait songer à une meilleure transaction avec la France. Dans ces circonstances, le ministère Addington eut à soutenir les premières discussions du parlement.

On était curieux en Angleterre de savoir quelle serait l'attitude du nouveau cabinet, et comment M. Pitt appuierait l'administration de son successeur. La position de M. Addington n'était pas mauvaise aux lords et aux communes: les whigs devaient le ménager et cela se conçoit; ils espéraient avec son secours rester définitivement maîtres des affaires. M. Addington, pour soutenir un système de paix, devait marcher vers les whigs, et Fox obtiendrait tôt ou tard le département des affaires étrangères, son plus vif souhait. Si d'une part les whigs n'attaquaient pas trop vigoureusement le ministère Addington, M. Pitt se trouvait dans une position aussi bienveillante; il avait poussé et favorisé le nouveau cabinet, considéré comme son ouvrage; l'attaquer eût été perdre sa position; Pitt aimait mieux le protéger; cette attitude de supériorité allait parfaitement à ses intérêts et ménageait son retour aux affaires. Tandis que Dundas et quelques troupes légères de Grenville blessaient, par le mépris et le sarcasme, les faiblesses du ministère Addington, Pitt leur maître se posait en véritable supérieur qui guide et conduit un élève; Addington n'était que cela. Tout ce que voulait Pitt c'était d'empêcher le ministère nouveau de se jeter aux bras des whigs; qu'il fit la paix ou la guerre, le cabinet avait besoin de son appui, et cette situation

(1) *Annals Register*, 1801.

est toujours bonne dans les affaires publiques. M. Addington, placé entre deux partis, manœuvrait ainsi en face de l'un et de l'autre, en donnant des espérances à chacun (1).

A cette époque, en plein parlement, s'éleva la question du privilège des neutres. Le ministère, comme on l'a vu, venait d'accomplir de formidables armements contre Copenhague, et à l'occasion des subsides on souleva, aux lords et aux communes, la question de savoir si la Grande-Bretagne agissait dans ses intérêts en suivant cette ligne de conduite. Pitt et les torys se placèrent sur un bon terrain de nationalité; ils soutinrent le ministère et les principes de l'expédition de Nelson; tous hardiment défendirent la supériorité du pavillon anglais; moyen de plaire à l'orgueil britannique que de proclamer la grandeur de sa marine. Les torys se montrèrent ainsi le parti national, tandis que Fox et Grey invoquaient les principes du droit des gens en faveur des neutres, et l'on sait que l'Angleterre ne les a jamais admis. La position de Fox et de Grey fut difficile, embarrassée, on le voit, dans tout le cours de ce débat. Leur argumentation est timide; ils parlent contre la prééminence de leur pays dans un vain amour des principes du genre humain. Voyez au contraire toute l'habileté de Pitt: il sort du ministère pour une question populaire, l'émancipation des catholiques; il se pose comme le protecteur du nouveau cabinet, et immédiatement une question nationale se présente et il s'en fait le défenseur le plus chaud, le plus ardent; M. Addington n'est plus que son protégé; lui seul le mènera dans les voies qu'il lui a ouvertes jusqu'à ce que le temps soit venu de son triomphe (2).

Le résultat de l'expédition de Copenhague, la mort de Paul I^{er} et l'expédition d'Égypte firent à la Grande-Bretagne une bonne position sur le continent. Sous le règne de Paul toutes relations étaient interrompues, un embargo général était mis sur les marchandises et les navires de la Grande-Bretagne;

le czar se montrait exigeant, impératif; en se proclamant le chef de la ligue des neutres il avait renvoyé lord Whitworth avec mépris; toute tentative de négociation était hautement repoussée. Depuis la tragédie de Michaeloff, les transactions se renouvellent; on ne négocie pas d'abord par des ambassadeurs avoués; des agents secrets parcourent la Russie, le parti anglais s'y fortifie, les besoins impérieux du commerce appellent une multitude d'intérêts qui tous font irruption. On a moins besoin d'un rapprochement avec la France, on peut désirer la paix, mais elle n'est pas une condition impérative; si cette idée de paix prévaut parmi le peuple et dans le parlement même, l'on se prépare à toutes les chances d'une guerre vigoureuse; on ne la craint plus. Un traité avec la France n'est en ce moment et ne peut être qu'une trêve; l'énergie du consul est trop forte dans son œuvre de conquête, la constitution de son pouvoir militaire est trop vigoureuse pour que la paix puisse se maintenir longtemps sur des bases indépendantes. Si donc les hommes d'État du cabinet britannique, M. Addington ou lord Hawkesbury ne repoussent pas toutes les ouvertures qu'on peut leur faire au nom de Bonaparte pour une négociation; c'est qu'ils sentent la nécessité d'un moment de répit pour préparer le continent à une nouvelle guerre. L'Angleterre veut étudier les premiers pas du règne d'Alexandre, le czar de toutes les Russies, et attendre l'attitude diplomatique qu'il prendra en Europe; elle veut voir si on peut compter sur cet auxiliaire dans les hostilités contre la France; et l'Angleterre attend qu'à Saint-Petersbourg et à Vienne tout soit prêt pour une prise d'armes.

C'était en effet un événement immense: en Europe, que la mort de Paul I^{er} et l'élévation d'Alexandre sur le trône de toutes les Russies. Je reviens sur les temps: le czarowitz qui prenait le sceptre d'empereur avait alors vingt-quatre ans; fils de Marie Fédorovna, la deuxième femme de Paul I^{er}, Alexan-

(1) *Annual Register*, 1801.

(2) J'ai résumé les séances du parlement sur les neutres:

« S'opposer au droit de visite, s'écria Pitt, c'est introduire en Angleterre les principes de Jacobinisme; c'est livrer à la cupidité des spéculateurs, les intérêts des nations belligérantes; c'est assurer au commerce des neutres plus d'avantages dans la guerre que dans la paix; c'est recevoir à toutes les garanties qui nous ont si longtemps, et avec tant de succès, assuré cette haute prééminence qui élève l'Angleterre au-dessus des autres nations. »

M. Fox et Grey soutenaient de leur côté, « que le fondement le plus glorieux et le plus durable de la prospérité des empires, était la justice. Est-ce la justice, demandaient-ils, qui nous a dicté la conduite que nous avons tenue avec les neutres? N'est-ce pas au contraire par une longue série de vexations et de violences, que nous avons provoqué le rassemblement des puissances du Nord? N'aurait-elles les cabinets de l'Europe recherché les

notre alliance contre la France: aujourd'hui ils se liguent pour être contre nous, tant notre orgueil les a irrités. Encore quelques jours, et toutes les communications avec le continent vont nous être interdites. Si nous reconnaissons à notre droit, dit-on, nous n'avons plus qu'à brûler nos vaisseaux et licencier nos marins; eh! que nous importent des vaisseaux et des marins, si, désormais, ils ne peuvent aborder nulle part? Nous n'avons ni brêlé nos vaisseaux, ni congédié nos marins en 1796, et cependant nous avons abandonné ce droit en faveur des Français eux-mêmes: ce n'était pas par faiblesse, sans doute, car alors la Grande-Bretagne était florissante et honorée. »

« Ainsi, nous aurons mieux entretenir la misère et les souffrances dans notre intérieur, pousser sans terme une guerre désastreuse, que de céder aux plus justes réclamations. Nous aurons mieux consacré l'orgueil que l'honneur, et quand la lutte n'est plus engagée qu'entre la France et l'Angleterre, nous aurons à des nations pacifiques le repos dont elles pourraient jouir. »

dre était né à Saint-Petersbourg, on aurait dit sous une triste étoile, car la nuit qu'il naquit, le 13 décembre, fut marquée par une inondation subite; la Néva, soulevée par une tempête, envahit les cachots de la forteresse de Saint-Petersbourg, et là périt la princesse Tarrakanoff, noble fille que l'impératrice Elisabeth avait eue, dit-on, de ses amours secrètes avec le comte Rasmowski. Alexandre enfant était d'une constitution faible, sa taille était élevée, sa figure belle, mais un peu réveuse et malade; de beaux cheveux blonds cendrés ornaient son front large et haut; ses yeux bleus, son nez bien fait, quoique révélant l'origine tartare, accomplissaient une physionomie douce et gracieuse, mais sans grande expression. Tout enfant, Alexandre fut l'objet d'une prédilection de Catherine II, l'impératrice qui remplit de son nom le XVIII^e siècle. Les annales secrètes de la Russie disent même qu'il entra dans les idées de la souveraine, d'exclure Paul I^{er} du trône, et d'y placer Alexandre dont l'esprit paraissait plus propre au gouvernement et à l'avenir de la civilisation russe, et c'était cette idée, ajoutait-on, que le complot de Michaeloff avait réalisée. Le czarowitz fut donc tout entier sous la domination de sa grand' mère, femme intelligente, à l'éducation si mâle et si parfaite. Son gouverneur fut le comte Nicolas Soltykoff, et le colonel Laharpe son précepteur. Laharpe, Suisse d'origine, tout imbu des idées du XVIII^e siècle et de république fédérative, exerça une grande influence sur le règne d'Alexandre et prépara ce mystérieux mélange de liberté et de pouvoir qui semble dominer la vie entière du czar et se combattre dans sa tête affaiblie. Alexandre aimait son précepteur; il eut toujours ce respect filial d'un élève pour celui qui lui apprit la science; aucun art d'agrément ne lui fut enseigné; Alexandre n'avait jamais étudié ni la musique qui distrait l'imagination, ni la peinture qui parle aux yeux, il avait lu à peine quelques beaux vers dans son enfance; par contre, il étudia fortement les mathématiques, les sciences physiques; toute sa distraction fut la botanique, sous le professeur Kraft, un des hommes les plus illustres dans l'étude des sciences modernes, et le czarowitz passait sa vie dans les beaux jardins aux fleurs odorantes. Les mœurs d'Alexandre adolescent furent pures et

chastes; la grande Catherine le sépara de toutes les émotions de plaisir qui pouvaient entraîner un jeune prince dans la mollesse et les excès. A seize ans, déjà il était marié avec une petite-fille du grand-duc de Bade, gracieuse enfant, si douce, si simple, comme toutes les nobles demoiselles d'Allemagne. Louise-Marie, entrant dans la famille russe, prit le nom grec d'Elisabeth Alexiewna, et bientôt la femme d'Alexandre exerça une grande influence sur l'âme candide de son fiancé. Puis l'avènement de Paul, la méfiance du czar écarta son fils de toutes les affaires: qui sait? peut-être le père se souvenait-il des desseins de Catherine sur Alexandre, qui le préférait pour la couronne, et cette pensée jetait une sombre méfiance dans l'âme de Paul I^{er}.

En lisant la triste conjuration qui en finit avec le czar, on a pu voir quelle fut la fatale résignation d'Alexandre, initié aux secrets des conjurés. Ces fiers conspirateurs n'avaient peut-être que la volonté énergique de renouveler l'exécution du plan de Catherine, c'est-à-dire, d'amener l'abdication de Paul I^{er}, en élevant le czarowitz sur le trône impérial, ainsi que le voulait son aïeule. On se rappelle que, lorsque Paul I^{er} poussait ses derniers gémissements de mort, son rôle d'agonie, Alexandre seul dans une pièce reculée du palais de Michaeloff, plein de douloureuses inquiétudes, fut salué du titre d'empereur d'une manière sinistre (1); lorsqu'il vit entrer les conjurés, Palien à leur tête, il interrogea leur regard, puis il s'évanouit, quand, avec un signe significatif, Bennigsen lui annonça que son père avait cessé de vivre, et qu'il avait péri en se débattant comme un fou et en se jetant sur son épée.

Pour ceux qui connaissent l'âme jeune et prédestinée d'Alexandre à vingt-quatre ans, qu'elle dut être cruelle et lugubre cette nouvelle jetée tout à coup à son cœur par les conjurés! Son éducation avait été si douce, sa vie si en dehors de toutes les agitations de palais! Alexandre pouvait désirer le trône, accomplir le plan de Catherine pour éviter l'exil et la mort, mais il ne l'eût jamais fait sur le cadavre de son père. Il y a de ces fatalités qui viennent sur des têtes funestement designées comme les familles de rois de la vieille Grèce; elles les poursuivent, les écrasent sous les événements sans leur

(1) Etape, on proclamait rendre par le nouvel empereur de Russie, à son avènement au trône.

« Nous, par la grâce de Dieu, Alexandre I^{er}, empereur et autocrate de toutes les Russies, déclarons à nos fidèles sujets :

« Il a plu à la Providence dans ses décrets d'abréger la vie de notre bien-aimé père et souverain, l'empereur Paul Petrowitch, qui est mort subitement d'une attaque d'apoplexie dans la nuit du 11 au 12 de ce mois. En montant sur le trône impérial héréditaire de toutes les Russies, nous contrainsons l'obligation de gouverner les peuples qui nous sont confiés par le Tout-Puissant, selon les lois et le cœur de celui qui repose au sein de Dieu, notre

très-aimée grand'mère et souveraine, l'impératrice Catherine la Grande dont la mémoire nous sera toujours chère et à tout le pays. Marchant sur ses pas et suivant ses sages intentions, nous espérons parvenir à porter la Russie au faîte de la gloire, et à procurer un bonheur sans interruption à tous nos fidèles sujets que nous invitons, par la présente, à sceller leur fidélité envers nous, par un serment juré à la face de celui qui voit tout, et dont nous implorons le secours pour nous donner la force de soutenir le fardeau qui nous est échu.

« Donné à Saint-Petersbourg, le 12 mars (V. S.) 1801.

« Signé : Alexandre. »

permettre de respirer; que pouvait faire Alexandre? Avait-il la force et le pouvoir de punir les meurtriers de son père? Qui conduisait cette conspiration? Les hommes qui avaient présidé à l'exécution terrible de cette nuit fatale étaient les chefs de la noblesse, fils des vieux boyards, disposant de toutes les forces militaires de l'empire : Palhen, Bennigsen, Zoubow pouvaient, d'un mot, soulever les gardes, et la guerre civile éclatait dans Saint-Petersbourg et la vieille Russie.

Tandis qu'Alexandre pleurait douloureusement sur sa destinée, et que frappé de sa fatalité il tenait son front dans sa main, les acclamations des multitudes sous les fenêtres du palais annonçaient son avènement. Les conjurés, impatients de son approbation, étaient maîtres de sa vie, et chacun savait comment ils pouvaient en finir. Palhen réunis les gardes; tous firent reconnaître et saluer le nouvel empereur Alexandre, et les grandes cloches de Saint-Petersbourg, de Moscou, de Smolensk, sonnèrent les glas de la mort de Paul I^{er}, et les actions de grâces pour l'avènement de son successeur Alexandre I^{er} sur le trône de toutes les Russies. On annonça que Paul I^{er} était mort d'apoplexie foudroyante; des proclamations furent faites pour appeler sur la tête du nouveau souverain toutes les bénédictions du ciel; Alexandre promit à son tour le maintien des privilèges du vieux et fidèle peuple russe.

Les premiers actes de son gouvernement furent marqués d'un caractère libéral (1) et généreux, comme pour faire oublier le fatal événement de la nuit; le czar quittait à peine la forteresse de Michaeloff pour habiter le palais d'hiver, que le sénat et le gouverneur vinrent le complimenter, et Alexandre, les larmes aux yeux, dit au comte Palhen : « Hélas ! quelle page dans l'histoire ! » Palhen, sans se decon-

certier, répondit : « Sire, les autres la feront oublier. » Ce fut en effet toute la sollicitude du nouvel empereur; par un ukase, il révoqua tous les actes bizarres ou despotiques que l'empereur Paul avait imposés à la Russie; une véritable réaction s'opéra; Alexandre disgracia les favoris de Paul, son valet de chambre Koutaïzoff; tous ceux enfin qui avaient exercé une influence dans le triste palais de Michaeloff; il délivra les prisonniers qui gémissaient dans les forteresses; un ukase de rappel fut envoyé en Sibérie pour faire cesser ces peines implacables que le dernier czar imposait aux plus grandes familles de la Russie; les déserteurs ne furent plus poursuivis par la peine de mort; comme le recrutement est une charge pesante pour la noblesse, elle en fut dispensée pendant un an; les amendes du fisc furent remises; les impôts réduits d'un tiers. Sous l'impression de ces idées libérales et philosophiques, Alexandre permit l'entrée des livres étrangers, et le commerce reçut une nouvelle impulsion de la générosité impériale.

Un échange complet de système s'opéra aussi sur toute la surface de la Russie; il n'y eut plus momentanément d'inquisition d'État et de police politique, et sous prétexte qu'il fallait tout oublier par une amnistie générale, les meurtriers de l'empereur Paul furent non-seulement pardonnés, mais ils reçurent encore des missions extraordinaires et le confier, impérative nécessité de la conspiration. Le comte Palhen resta gouverneur de Saint-Petersbourg, Bennigsen eut l'assurance d'un grand commandement dans les gardes, et le comte Zoubow fut envoyé en ambassade extraordinaire à Berlin pour amener la cour de Prusse dans l'alliance d'Alexandre I^{er}.

Les rapports diplomatiques du nouvel empereur Alexandre devaient naturellement s'éloigner des

(1) Les changements, les améliorations et les amnisties se succédèrent en Russie avec une grande rapidité, et l'on en forme les préjugés les plus heureux pour le règne futur d'Alexandre I^{er}. Selon les derniers avis de Saint-Petersbourg, il paraît que la fameuse actrice française, madame Chevalier, ex-devant-maitresse du Turc, vint de chambre favori de Paul I^{er}, a dû quitter brusquement cette capitale pour revenir à Hambourg. On attribue à l'influence de cette jeune et jolie femme, les dispositions favorables que Paul I^{er} témoignait depuis un an à la France. Nous croyons qu'en effet on lui fait beaucoup plus d'honneur qu'il ne lui en est dû. Koutaïzoff, son valet de chambre favori, a vu lui-même l'ordre de quitter la Russie.

« Par un des ukases rendus dernièrement, il a été ordonné que tous les marins et matelots arrêtés sur les vaisseaux anglais qui avaient été séquestrés, seraient remis en liberté et reconduits dans les ports d'où ils avaient été enlevés. (Il n'est pas encore question de la levée du séquestre sur les propriétés anglaises, ni de leur restitution aux propriétaires, non plus que de la levée de l'embargo sur les bâtiments britanniques.) Les terres conquises au comte Worontzoff, ancien ministre de Russie auprès de N. A., en vertu d'un ukase du 19 février dernier, lui seront restituées. Plusieurs des impôts, récemment établis,

ont été abolis, les fonctions rendues aux magistrats qui en avaient été dépossédés, et tout a été égaré sur l'ancien pied; toutes les défenses d'exportation qui avaient existé jusqu'à présent sur diverses espèces de grains et sur les eaux-de-vie, sont supprimées, et l'exportation permise conformément aux anciens règlements. La liberté, en rang et les privilèges de quelques officiers et fonctionnaires qui avaient été destitués sous l'ancien régime, leur ont été rendus. Un assesseur de collège, nommé Barnatchewski, avait été, pendant son séjour à Pise, dépossédé de son rang et de sa noblesse, et son nom affiché à une potence, sur une fautive accusation de trahison. Au retour en Russie, il s'était plaint de l'injustice du crime qu'on lui avait imputé, et malgré son innocence prouvée, le précédent empereur l'avait condamné à l'exil en Sibérie. Sa liberté lui a été rendue, il lui a été permis de s'établir où il voudrait, son rang et sa noblesse lui ont été restitués, son nom rayé de la liste ignominieuse des criminels, et pour l'indemniser des maux qu'il a soufferts, il lui a été accordé 5000 roubles, les 400 roubles qu'on lui avait donnés pour sa subsistance. Le comte Zoubow, précédemment disgracié, a été lui-même grand duc de la prince de Radzivil, maître des cérémonies, est rentré dans cette place qu'il venait de perdre. » (Dépêche de l'ambassadeur prussien au comte de Bernadotte.)

idées de Paul I^{er}; il fallait prendre une place dans le système général de l'Europe. Le czar suivait-il la politique antinationale de son prédécesseur, si favorable à la France, chose impossible, car la conspiration s'était spécialement basée sur les mauvais rapports diplomatiques de l'empereur? Une des grandes causes qui avaient contribué à la chute de Paul I^{er}, était précisément la rupture de toutes relations commerciales avec l'Angleterre; cette hostilité blessait au cœur les intérêts russes; la noblesse voyait ses propriétés profondément atteintes par le système prohibitif. De nouvelles et favorables relations avec la Grande-Bretagne durent naître comme la conséquence de l'avènement de l'empereur, et les ports de Riga et de Cronstadt recevaient habituellement 50,000,000 de roubles. Alexandre ne s'exprima plus avec le langage irrité de Paul I^{er} sur le gouvernement britannique; plus habile et moins chevaleresque, le nouveau czar renonça au protectorat du pavillon neutre, cause première de la rupture, et accéda, pour des motifs politiques, à la convention passée entre le Danemark, l'Angleterre et la Suède (1), à la suite de l'expédition de Copenhague. En même temps qu'il réunissait la Géorgie à son empire, Alexandre renonça au vain titre de grand maître de l'ordre de Malte que son père avait pris à l'instigation de la noblesse exilée et des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, laissés désormais sans appui. Des idées plus positives entraînèrent dans le mouvement des États et le gouvernement de la société russe; l'embargo était levé sur les

marchandises anglaises, et le libre commerce encore une fois ouvert au pavillon britannique, source de fortune pour la Russie.

Tels étaient les nouveaux rapports de l'empereur Alexandre avec le gouvernement anglais; sa diplomatie allait éprouver d'autres modifications vis-à-vis de la France et de son glorieux consul. L'empereur Paul se trouvait, à l'égard de Bonaparte, dans une situation de bienveillance et d'intimité, sous l'empire des traités positifs d'alliance dont les stipulations expresses étaient résumées dans un plan de campagne contre l'Inde; le premier consul avait fondé de grandes espérances sur Paul I^{er}. Ces traités ne pouvaient être pris comme bases de la situation nouvelle de la Russie et de la France; le système du gouvernement d'Alexandre était né d'une pensée antifrançaise; le parti anglais des vieux Moseovites avait dominé les premiers actes de l'avènement; la Russie était anglaise d'intérêt et de commerce; Alexandre s'en faisait le représentant. La noblesse russe sans doute ne voulait pas soutenir une nouvelle guerre et renouveler la campagne de 1799; mais, sans se déclarer immédiatement hostile, l'empereur devait renoncer sur rapports trop intimes entre les deux gouvernements de Saint-Petersbourg et de Paris, pour s'en tenir aux conventions sérieuses et importantes. L'idée française n'était pas nationale en Russie.

Dès ce moment, le langage de M. de Kalitcheff change à Paris; d'abord doux, conciliant avec le consul (2), il prend une fermeté qui ne laisse plus

(1) Voici la convention signée entre la Russie et l'Angleterre.

Article 1^{er}. Il y aura paix et amitié entre les deux puissances et leurs sujets.

Art. 2. Les deux hautes parties contractantes s'engagent à faire observer leurs ordonnances, prohibant le commerce de marchandises qui sont contrebande de guerre, avec l'ennemi auquel l'une des deux puissances ferait la guerre.

Art. 3. Les vaisseaux des puissances neutres pourront, sans être molestés, naviguer sur les côtes et toucher aux ports des puissances belligérantes. À l'exception des marchandises qui sont contrebande de guerre, et de ce qui pourra appartenir à l'ennemi, les effets trouvés à bord des vaisseaux neutres, seront libérés. Les productions brutes ou manufacturées des pays belligérants que les sujets des puissances neutres auraient schisées et transporteront pour leur propre compte, seront également libérés. Les marchandises considérées comme contrebande de guerre, seront saisies sans qu'il soit porté atteinte aux stipulations particulières des traités conclus avec d'autres puissances. Les parties contractantes s'engagent à donner aux capitaines de leurs vaisseaux, les ordres les plus stricts de ne céder aucune marchandise de contrebande.

Art. 4. Le droit de visite n'appartient qu'aux vaisseaux de guerre et non aux armateurs.

(2) Notes de l'ambassadeur de Russie à Paris. Première note remise au ministre Talleyrand par M. le comte de Kalitcheff, ambassadeur de Russie.

« Le soussigné saisi la première occasion de communiquer au citoyen Talleyrand les ordres qu'il vient de recevoir de sa cour. S. M. l'empereur du toutes les Russes, dans la bonne opinion

qu'il se forme des dispositions équitables, pour lesquelles le premier consul a acquis une si grande et une si juste célébrité, espère qu'il remplira les engagements qu'il avait contractés avec S. M. le dernier empereur, notamment, de ne plus insister sur les dures conditions imposées au roi de Naples. Le citoyen Talleyrand doit se rappeler que les cinq articles proposés au gouvernement français, en réponse à ses vives représentations lorsqu'il négociait l'ouverture, furent les seuls motifs qui déterminèrent l'envoi du soussigné à Paris. Les nouvelles instructions qu'il a reçues lui prescrivent d'insister sur le prompt accomplissement de ces cinq articles, qui d'ont été devenus la base des négociations. Par ces articles, les deux puissances s'étaient convenues que le roi des Bona-partes et le roi de Sardaigne seraient remis en possession des États dont ils jouissaient avant l'entrée des troupes françaises en Italie. Le citoyen Talleyrand était encore muni de pleins pouvoirs à l'effet de déclarer que les cinq articles avaient été acceptés et mis à exécution.

« Mais comme il paraît aujourd'hui que certaines conditions ont été imposées au roi de Naples par la force des armes; et que, nonobstant la promesse formelle d'accorder au roi de Sardaigne une paix au moyen de laquelle le souverain aurait été rétabli dans ses États, il en a eu contraire été exclu, il y a lieu de croire que les circonstances inséparables ont échangé les serments du gouvernement français, et lui ont fait adopter des vices hostiles aux articles susdits, et aux règlements qui étaient été arrêtés avec S. M. I.

« Le soussigné s'ordonne de signifier au citoyen Talleyrand, que, s'il ne reçoit pas l'assurance positive de l'accomplissement des cinq articles que le gouvernement français avait acceptés comme préliminaires, le rétablissement de l'harmonie entre les

de doute sur les froideurs du nouveau gouvernement russe. Bonaparte avait fait des promesses à Paul I^{er}, engagements que le cabinet de Saint-Petersbourg considérait comme sacrés : 1^o le rétablissement de la royauté des Bourbons à Naples ; 2^o la reconnaissance de Rome indépendante sous les papes ; 3^o la reconstruction d'un royaume de Piémont en faveur des Carignan. Les deux premiers points, imparfaitement réalisés, étaient néanmoins accomplis diplomatiquement. Quant à la restauration de la maison de Carignan, Bonaparte avait méconnu les conditions inscrites par son traité secret avec Paul I^{er} ; le Piémont formait une division militaire sous un gouvernement particulier, attendant la première circonstance pour se réunir à la république ; les conditions avaient donc été ainsi violées ; la France n'avait pas tenu ses promesses, et M. de Kalitschew le rappela dans des notes successives à M. de Talleyrand.

À mesure que le premier consul hésite sur le texte de ses engagements, M. de Kalitschew prend un langage plus haut, plus impératif ; il n'y a plus aucune intimité, ce sont les rapports d'un cabinet fier à un consul plus fier encore ; si ce n'est point une rupture ouverte et militaire, l'événement du czar la prépare ; elle arrivera quand les armées seront suffisamment organisées, et qu'on pourra marcher l'un contre l'autre. Tout se lie et se rat-

teux pays se pourra subsister plus longtemps ; en conséquence, il déclare que si l'armistice de Feitsch, ni les conditions qui avaient été proposées au marquis de Gallo, pour conclure une paix avec le roi de Naples, et qui, d'après le refus du marquis, furent renvoyées au général Burat, pour les faire signer par le chevalier de Richeroux, ne pourront jamais être reconus par S. M. I., et qu'elles seront toujours considérées comme une violation directe de la promesse formelle que le premier consul avait faite.

« Voilà quels sont en substance les ordres que le souverain a reçus, et dont il est obligé d'instruire le gouvernement français. Il doit ajouter de lui-même, que les vœux du premier consul, et ses rapports qui circulent sur sa modération, ainsi que sur son désir de faire conclure une paix générale n'étaient pas égarés, et que le système de pillage suivi par le Directoire n'existait pas. C'était l'unique excuse qui avait engagé S. M. I. à envoyer à Paris un ministre plénipotentiaire, par l'entremise de qui l'on croyait que les relations amicales pourraient se rétablir entre les deux nations.

« Le souverain se flatte que le premier consul, dans sa sagesse, sentira combien il importe à sa propre réputation de tenir ses promesses, et de remplir les espérances qu'il avait fait naître, car il dépend de lui de rendre la tranquillité à toute l'Europe par le rétablissement d'une paix générale. Il prie donc le citoyen Talleyrand de remettre sous les yeux du premier consul la présente note, et de communiquer la plus tôt possible au souverain la résolution que le gouvernement français adoptera.

« Signé : Kalitschew. »

Seconde note du même au même.

« Le souverain rappelle au citoyen Talleyrand qu'il n'a encore reçu aucune réponse relativement aux objets sur lesquels il avait eu l'honneur de s'adresser à lui, par ordre de l'empereur son maître ; et en conséquence, il le prie de vouloir bien lui

faire dans la diplomatie ; va-t-on recourir une fois encore à la guerre ? Afin de savoir bien précisément ce qui se passait à Saint-Petersbourg, le premier consul chargea le général Duroc de s'y rendre pour saluer le nouvel empereur. Duroc était depuis un mois à Berlin, où il avait conduit Louis Bonaparte ; tous deux arrivaient à Postdam au moment même de la mort de Paul I^{er}, et ce sinistre événement avait retenu les deux jeunes officiers. Bonaparte sollicita de nouveaux passe-ports, et après quelques difficultés on les accorda au général Duroc seulement. L'envoyé du consul put seul se rendre ainsi librement à Saint-Petersbourg ; Louis ne put l'y suivre. Duroc fut reçu avec convenance, mais sans intimité. La cour lui fit des politesses froides ; on l'entoura, comme par curiosité, afin de chercher dans le jeune général quelques faits nouveaux, ou des anecdotes railleuses, qui circulaient ensuite dans les cercles choisis de Saint-Petersbourg. Alexandre l'interrogea plusieurs fois avec bienveillance sur le premier consul, mais il n'y eut ni enthousiasme, ni entraînement ; l'Angleterre, qui inondait l'Europe de ses pamphlets, avait envoyé une notice sur Duroc, fautive et mensongère, et l'aristocratie russe souriait de mépris à l'aspect d'un aile de camp qui n'avait pas de plus grande illustration de race que ses services auprès de Bonaparte (1).

notifier, et, conformément à l'admission des cinq articles préliminaires, le gouvernement français compte remplir les promesses au sujet de l'intégrité du royaume des Deux-Siciles, et de rétablissement du roi de Sardaigne dans ses États, tels qu'ils étoient avant l'arrivée des troupes françaises en Italie. Le souverain croit inutile de faire d'autres observations sur cette affaire, qui a déjà été suffisamment discutée ; il espère que le citoyen Talleyrand remettra sous les yeux du premier consul la présente note, et qu'il lui communiquera les résolutions qui pourront y être relatives.

« Signé : Kalitschew. »

(1) Sans le récit officiel cette mauvaise réception de Duroc est déguisée :

« Le citoyen Leclerc, officier de la garde des consuls, est arrivé le 27 à midi de Saint-Petersbourg, avec des dépêches en date du 10 prairial. L'abbé de camp Borso était arrivé à Petersbourg dans la nuit du 4 au 5 prairial. Il fut présenté dans la matinée du 5 chez M. le comte de Paléin, qui l'a présenté le 6 à S. M. I., qui l'a reçu seul dans son cabinet, et lui a fait l'accueil le plus favorable. Il s'est ensuite rendu chez S. de Fassin, conseiller privé, et a eu plusieurs conférences avec lui.

« Le 7, à la parade, il présenta lui-même à S. M. I. les officiers qui l'avaient accompagné. Dans l'après-midi du même jour, ayant été se promener dans le jardin du palais, il rencontra l'empereur ; S. M. I. le fit appeler, le conduisit dans une allée écartée, et causa longtemps avec lui.

« Le citoyen Duroc parle de la garde de l'empereur avec les plus grands éloges ; elle est de la plus belle tenue, et manœuvre avec une précision d'ouvriers.

« Alexandre I^{er} est d'une figure qui imprime le respect et inspire la confiance. Les étrangers accourent à Saint-Petersbourg pour voir le nouvel empereur : il est également cher aux soldats et au peuple.

« Dernièrement il était allé visiter la Delta à Cronstadt. Il se revint très-valet dans la nuit ; une inquiétude générale s'empara

Duroc, lui-même, il faut le dire, s'exprimait avec une sorte de légèreté et de franchise ignorante sur tout ce qu'il voyait à Saint-Petersbourg; non-seulement il le faisait dans des canaeries intimes immédiatement rapportées à l'empereur par sa police, mais encore il l'écrivait dans ses dépêches; or, selon l'habitude des cabinets un peu habiles, on avait copié de ces lettres presque aussitôt qu'elles étaient écrites; on les mettait sous les yeux du czar, afin d'exalter sa haine et ses dédains contre le premier consul et la France. Une des dépêches de Duroc fit une grande impression à Saint-Petersbourg, car elle donnait une singulière idée des nouveaux ministres de l'empereur Alexandre; elle les traitait tous avec un mépris batin qui ne convenait pas à Duroc. Le général, confidant de Bonaparte, diplomate sans expérience, avait écrit avec tout l'abandon d'un aide de camp de bataillon, imprudent à l'excès dans les négociations, sur le caractère douteux et le peu de capacité de toutes les personnes politiques qui entouraient Alexandre (1); et ceci était de nature à jeter une grande froideur entre les deux cabinets; l'aide de camp du premier consul quitta donc Saint-Petersbourg, après avoir complètement échoué dans sa mission; il

laissa des impressions fâcheuses, et en rapporta de plus tristes encore auprès de Bonaparte, qui put voir que le continent n'était pas disposé pour lui.

Les paroles s'agrippèrent à mesure qu'on avançait dans les premiers actes du gouvernement d'Alexandre; la police russe ouvrait toutes les dépêches; on ne pouvait rien confier qui ne fût pénétré et connu par le cabinet de Saint-Petersbourg. Le gouvernement directorial et consulaire avait pris l'habitude d'employer des artistes et des négociants pour pénétrer les secrets des cabinets; c'est par le théâtre surtout qu'on avait su la vie intime de Paul I^{er}; l'actrice, madame Chevalier, avait été un des agents les plus habiles et les mieux informés des mystères du palais de Michaeloff; elle fut renvoyée de Russie après la mort de Paul I^{er}. D'autres agents lui succédèrent, aussi légers, aussi gracieux que madame Chevalier; on distinguait parmi eux une femme spirituelle, toujours mêlée à la police diplomatique depuis le Directoire, madame de Bonneuil, l'amie d'abord de M. Perregaux, puis dépechée à Saint-Petersbourg pour captiver par ses charmes le cœur de Paul I^{er}. Madame de Bonneuil bien recommandée suivit Alexandre au couronnement de Moscou (2), c'é-

de tous les esprits. Les régiments, d'eux-mêmes, coururent aux armes, et redemandaient à grands cris leur empereur.

« La plus grande union régna dans la famille impériale. Lord saint-Belens s'était arrivé à saint-Petersbourg que le 9 prairial.

« M. de Narcoff, qui est nommé ministre à Paris, était parti pour sa destination. »

(1) Voici la dépêche textuelle de Duroc :

« Je vais maintenant, citoyen ministre, vous présenter mes observations et les portraits des individus avec lesquels je suis obligé de vivre et de traiter. Je vous les présente plutôt comme objet de récréation que de méditation et de travail.

« La cour, le cabinet et les ministres de Pétersbourg sont tous connus, tous prisés facilement, et malheur à qui ne les a pas mis à leur juste valeur, au bout de quinze jours d'existence parmi eux.

« Bien de plus singulier aux yeux d'un observateur actif par devoir, attaché en bien public par sa place, désirant avec passion jouer un honorable rôle, que de rencontrer partout et dans chaque personne marquante, des lenteurs sans fin et des phrases sans idées comme sans résultats. Je pris d'abord pour mesure de prudence ce qui m'était qu'imprudence et incapacité ! Je croyais que je n'obtiens que par bêtise à pénétrer les plans les mieux conçus et les projets les plus sages. Cela n'était pourtant que simple égocisme d'une part, et pour le reste que profonde apathie; les ministres se détestent, se méprisent et se méprisent; trop insignifiants... trop bornés, trop peu maîtres de l'empire du souverain qui s'en mêle, ils ne peuvent se cultiver, mais ils se haïssent... Les voilà en masse, voyons-les en détail.

« Woronzoff est celui qu'on fait semblant de consulter et qu'on écoute le moins; il répond parfaitement aux notions que vous m'avez données... Le cabinet de Pétersbourg sera au plus offrant tant qu'il en aura la direction. Katchoubey a du mérite, précieusement autant qu'il en faut pour figurer dans une cour de Kadrid, de Labonne ou de Breda... Il n'a aucune notion sur sa place et ses devoirs... sa canche à des commis, et tout est livré au pillage. Berjwin, ministre de la justice, ne sera jamais un fully ni un Chaplani. Swadowski, ministre des lumières, est lui-

même plongé dans les ténèbres, aussi n'est-il chargé que de la parole qu'un croit le moins essentielle. Romanoff, ministre du commerce, n'a jamais eu l'idée de ce que c'est que le commerce; souvent en raison avec lui, je ne saurais s'emparer les preuves de son insupportable ineptie. Wasilief, ministre des finances, fait bien mieux ses affaires que celles de l'empire. Wasililoff, ministre de la guerre, est nul par la constitution même. Il n'y a pas un vieux officier qui ne craigne la guerre; il n'y a pas un jeune favori qui ne la déteste. Les premiers observent avec égarer les changements survenus, les seconds en sont étonnés. L'un verra peut-être à l'ennemi s'ils sont à l'avantage de pays ou de l'ennemi.

« Le ministre de la marine, l'honnête Mordvinoff, a été renvoyé parce que sa place était nécessaire à un jeune contre-amiral nommé Tchitchakoff, anglais dans l'âme, anglais d'alliance et dévoué aux Anglais; souple et intrigant, il a de l'esprit; est méprisé, ou peut-être simplement haté de ses camarades, sujourné d'un an au moins.

« Les ministres que M. le duc de Leuchtenberg veut remplacer les vices... et qu'elle estime, parce qu'elle ne les connaît pas bien, sont : Strogonoff, qui dirige le département de l'intérieur. C'est peut-être ce qu'il y a de mieux. Il adore le premier consul... et il dit cent fois qu'il aimerait mieux être son aide de camp que le premier ministre d'Alexandre. Crasnowski, Potoski, sa naissance aurait porté sa famille au trône de Pologne sans l'impératrice Catherine. Il ne l'a pas oublié, il a vu son haine éternelle aux Russes qu'il exalte, l'empereur qui le trompe, à ses ministres qu'il méprise; mais, renfermé en lui-même, lui seul sait ce qu'il sera et ce qu'il fera. Le reste se compose d'intrigues, de valets, de fripons, gens sans idées, sans cœur, sans âme, sans talents, qui ne font que ramper pour conserver leurs places. » (Dépêche du général Du Roc, adressée à M. de Talleyrand.) Quelle légèreté et quel langage d'aide de camp !

(2) La disgrâce de Duroc est imminente; voici comment on s'exprime à son sujet :

« On assure que le citoyen Duroc n'est point dans l'intention de suivre l'empereur à son couronnement à Moscou, comme la bruit s'en est répandu; il a même déjà sollicité son audience de

monie magnifique dans laquelle l'archevêque Platon, au milieu de l'encens et des prières, des chappes d'or et des triples croix de l'Eglise grecque, proclamait, comme autocrate et empereur de toutes les Russies, Alexandre I^{er}, le fils du défunt empereur Paul (1). Madame de Bonneuil vit ces pompes, et, femme d'un esprit éminent, elle écrivit ces phrases cruelles, mais façonnées à la Taïeie : « Devant lui marchaient les assassins de son grand-père, à côté de lui ceux de son père, et derrière lui les siens. » Madame de Bonneuil eut la légèreté de confier cette dépêche adressée à Fouché, sous le couvert de la banque de M. Perregaux ; décachée par la police, on en envoya copie à l'empereur, et un ordre fut dès lors donné à madame de Bonneuil pour qu'elle eût à quitter sur-le-champ Saint-Petersbourg. Combien d'aigreur et de ressentiment devaient rester au sein d'une noblesse fière et hautaine, contre un gouvernement qui la laissait juger avec des expressions si dures et si implacables ! Dès lors, le premier consul ne put compter l'alliance russe dans les combinaisons de sa politique générale ; elle était un fait du passé, un événement fini ; on entraînait vis-à-vis de la Russie dans un état d'observation froide et d'examen réciproque. Le général Daroo quitta Saint-Petersbourg sans obtenir d'autres résultats que la promesse formelle de s'en tenir à l'observation textuelle des traités.

A Berlin, la France conservait une position meilleure ; le cabinet prussien donnait de nouveaux gages de son désir d'une paix générale et absolue. M. de Beurnonville y était accrédité depuis un an comme ambassadeur extraordinaire ; esprit sans

portée politique, il s'était néanmoins très-répondu dans les salons de Berlin, pour y fortifier la tendance du cabinet vers la France. Il y était secondé par M. Bignon, depuis chargé d'affaires. M. de Beurnonville venait d'épouser mademoiselle de Durfort, et cette alliance avec une fille d'illustre maison favorisait la position de l'ambassadeur français pour étendre ses relations sociales et grandir son importance ; on ne sait pas assez ce que produit de facile en diplomatie, une bonne naissance ou une illustration de génie ; M. de Beurnonville, mari de mademoiselle de Durfort, put mieux se poser. Le roi Frédéric-Guillaume III entraînait alors dans sa trente-cinquième année ; prince d'une prolixité sévère et d'une politique avancée, il avait manifesté, dès son adolescence, quelque préférence pour le système français, et une sorte de prédilection pour le 18 brumaire, époque où le pouvoir s'était reconstitué.

Si l'on étudie la situation de la Prusse à cette époque, on comprend très-bien l'intérêt qui déterminait ce cabinet à préférer l'alliance française. Dans ses nouvelles démarcations de l'Europe, le premier consul proposait à la Prusse la prise de possession du Hanovre, qui agrandissait considérablement le territoire de la monarchie. La Prusse manquait de commerce ; eh bien, elle pouvait s'emparer des villes hanséatiques ; le Danemark avait Hambourg à sa convenance ; la Prusse aurait Lübeck, Brême ; on détruirait les républiques commerciales, on ferait contre les villes libres du Nord ce que le traité de Campo-Formio avait fait contre Venise (2). Ces propositions étaient vraiment

heureux ! Eh ! que faisons-nous donc ? Ont-ils rempli ces devoirs avec le zèle inviolable de sujets fidèles, ceux les remplissons à la fois du ciel et de la terre, en présence de cet autel sacré des anges et de Dieu même.

« Nous le jurons, amour, fidélité éternelle même devenir l'unique, puisse-t-il éclairer la raison, partager tes vœux, cultiver ton âme de son souffle divin ! Tels sont nos vœux, et plus l'unique qui en l'honneur jamais de contraires se glissent, se dissolvent le bras qui s'élève vers jamais vers le ciel et les implorer des précieuses faveurs ! »

(2) M. de Sautzky continue à développer sa vaine diplomatie contre l'Angleterre ; il adresse une nouvelle note pour justifier l'attitude de la Prusse dans son invasion du Hanovre.

« S. M. Prussienne est comblée, envers son peuple, de tous les moyens que la Providence a mis entre ses mains pour soutenir des dispositions qui se contentent rien d'hostile, et qui lui prescrivent l'indulgence et la sagesse de ses sujets.

« Quelques licieuses que soient les extrémités auxquelles l'Angleterre s'est portée, le roi ne désespère pas encore de la possibilité d'un prompt retour à des dispositions conciliantes et pacifiques, et il doit, par cette raison, s'abstenir de tout acte de justice qu'il a eu dans d'autres occasions l'avantage de lui faire agréer à S. M. R.

« Ce n'est que par la réconciliation et la levée pleine et entière de l'embargo, que les choses peuvent être ramenées en place, et c'est à l'Angleterre à juger le parti qu'elle doit prendre pour offrir aux puissances neutres les moyens de passer aux opérations qu'elles avaient dessein de lui faire. Mais aussi longtemps

compagnie de S. M. I., et compte ensuite partir pour Stockholm, Copenhague et Paris. On pense ici assez généralement que le général Rosenfeldt viendra réclamer notre cour, comme ambassadeur de la république française.

« M. le comte de Naroff, qui remplira M. le comte de Kalitsch, comme ministre géopolitique près la république française, a quitté cette ville le 23 de ce mois ; il doit passer quelques semaines dans ses terres avant de se mettre en route pour sa destination. » (Du Petersbourg, le 28 juillet 1801.

(1) Voici le discours que Pélou, archevêque métropolitain de Moscou, adressa à S. M. l'empereur Alexandre I^{er}, le jour de son couronnement :

« Le Tout-Puissant a daigné permettre que nous viassions nous emparer couronné et divin sur son trône.

« O enfants heureux de cet empire, que direz-vous ? Que ferons-nous dans nos transports ? Reconnaissons-nous grâce au roi des rois de cette faveur accordée à notre souverain et à son peuple ? L'inviterons-nous pour qu'il daigne nous exposer la durée de ce bien-être ? Oserons-nous porter quelque offrande à l'Eternel, à celui qui s'en exige aucune de nous ? Oui, sans doute. Mais nous le reverrons avec l'enthousiasme de la reconnaissance, nous le prions avec sèle et ferveur, nous mettons à ses pieds cette même couronne, ce sceptre, cet empire, nous lui offrons, nous lui abandonnons nos cœurs, nos âmes, nos destinées et nous-mêmes.

« Et toi, notre maître bien-aimé ! feras-tu le féliciter d'avoir obtenu cette gloire étendue de gloire et de gloire ? Est-il l'assurance de notre destinée ? Faut-il te soulever un règne long et

avantageuses, et l'on se rappelle que le gouvernement de Berlin avait déjà commencé un mouvement sur le Hanovre; l'influence anglaise seule, et la crainte d'un embargo ou d'une guerre maritime, semblaient arrêter les déterminations une fois prises par Frédéric-Guillaume. Tout en occupant le Hanovre, le cabinet prussien s'était hâté de déclarer à l'Angleterre qu'il n'en prenait possession que temporairement et comme un dépôt, pour le rendre à la paix générale. A cette époque, Berlin suivit une diplomatie réelle et effective avec l'Angleterre, et une diplomatie qui ménageait la France sans la servir. Le comte de Haugwitz publia des manifestes contre l'Angleterre; les troupes prussiennes envahissaient publiquement le Hanovre, et, en même temps le cabinet de Berlin, je le répète, déclarait à l'Angleterre que la force des choses seule l'obligerait à cette détermination, nul acte, à l'avenir, ne pourrait altérer la bonne harmonie existant entre la maison de Brunswick et la famille régnante d'Angleterre. Une autre politique eût été trop dangereuse.

Les principes de l'alliance anglaise étaient particulièrement soutenus, à Berlin, par la reine de Prusse, Louise-Auguste-Wilhelmine-Amélie (1), alors dans toute la force de la vie. Issue du duc de Mecklembourg-Strelitz, une des races les plus rapprochées des électeurs du Hanovre, la reine Amélie exerçait, sur l'âme de Frédéric-Guillaume, une puissance d'esprit, de jeunesse et de beauté; rien ne pouvait se comparer surtout aux grâces élégantes de sa personne; faible femme, elle montait avec intrépidité les chevaux fougueux, et caracolait, revêtue d'une belliqueuse amazone, dans les revues des gardes à Potsdam; enthousiaste comme les jeunes filles allemandes de Schiller, elle parlait vivement à l'imagination ardente de cette noblesse militaire qui n'aspirait, en Prusse, qu'aux jours d'une guerre, où se montreraient encore une fois les drapeaux du grand Frédéric, pour assurer l'indépendance de la patrie allemande. Le système anglais et russe trouvait, dans la reine de Prusse, une protectrice ardente; elle avait eu d'abord quelque enthousiasme pour le premier consul; mais bien-

tôt, ce feu de gloire s'était éteint, et l'arrivée à Berlin du comte Zoubow, détermina un rapprochement secret entre la Russie et la Prusse, dans un intérêt commun de surveillance à l'égard de la révolution de France.

Le comte Zoubow, de race slave, excitait peu d'intérêt de sa personne; chacun savait sa lamentable histoire, et la conduite qu'il avait tenue dans les mystères du palais de Michaeloff. Zoubow s'était vengé sur la personne du czar des vieux outrages faits à sa race et de ses exils en Sibérie; mais il apportait à Berlin les promesses de l'avènement d'Alexandre; des propositions larges et complètes d'une alliance qui donnerait à la Prusse une meilleure part dans le partage de la Pologne, et une position commerciale sur la Baltique. Zoubow fut accueilli avec distinction, et la secrète terreur qu'inspirait sa personne n'empêcha pas le développement des relations intimes et naturelles entre la Prusse et la Russie. Ce n'étaient plus des ordres impératifs comme ceux que l'empereur Paul envoyait à Berlin par le prince Repnin, pendant l'ambassade de l'abbé Siryes, mais des propositions réelles, effectives, caressantes, de nature enfin à donner une plus grande importance à la monarchie de Frédéric-Guillaume III.

L'alliance française n'était plus représentée à Berlin que par le comte de Haugwitz, tout à fait dévoué au premier consul. Le cabinet de Paris mettait une certaine attention à se poser parfaitement en Allemagne; les petites et grandes principautés de l'ancienne confédération germanique étaient couvertes d'agents secrets qui cherchaient à gagner des intérêts et des sympathies favorables au gouvernement consulaire. Il existe encore différentes instructions confiées à ces agents secrets, pour qu'ils eussent à voir et à pénétrer les hommes d'état de la Prusse et des électors d'Allemagne; un de ces diplomates secrets devait se rendre d'abord à Berlin, afin de s'aboucher directement avec le comte de Haugwitz, et lui dire qu'il n'avait pas de meilleur ami que le premier consul; quelques propositions d'argent devaient lui être faites, afin de se le rendre favorable. Après M. de Haugwitz (2), il devait également

qu'on laisse subsister cette monnaie, prise en haine d'un principe général et d'un traité désormais insupportable, la conséquence hostile qui en résulte, amène nécessairement le cas du traité, et le sousigné a ordre de déclarer au ministre de S. M. B. que le roi, en lui témoignant tous ses regrets sur des événements dont il s'est accusé dans la cause, remplira avec la plus religieuse exactitude les engagements que lui impose le traité.

« Le sousigné, en remplissant cet ordre, a l'honneur d'assurer *intuitu cordis* de la haute considération, » Haugwitz.

(1) Elle était née le 10 mars 1778.

(2) Je donne le texte de ces instructions; l'agent secret parcourent l'Allemagne en 1802.

« Vous pourrez, en qualité d'homme de lettres, vous faire invi-

ter aux assemblées particulières chez la reine. Cette femme a été admiratrice dévouée du premier consul; mais depuis deux ans elle a changé de loi; elle s'exprime souvent sur son compte avec amertume; on ne sait à quel attribuer ce changement.

« Consultez le comte de Haugwitz sur ce point. Bientôt qu'il n'a pas de meilleur ami que le premier consul, qui a acquiescé à sa demande. Vous pouvez lui donner un mandat sur votre banquier pour 10,000 ducats; ayez le soin de le faire au porteur et de l'envoyer sur une feuille de papier blanc. Comme la somme est un peu forte à tirer à la fois, vous devez au banquier que s'est pour payer des feuilles de blé qu'une maison de commerce de France vous a chargé d'acheter. Si cependant le comte de Haugwitz préfère que vous lui remettiez vous-même l'argent, vous

visiter les deux frères Lombard, d'origine française, secrétaires attachés au cabinet du roi de Prusse; on devait flatter leur vanité; offrir à l'uné une place à l'Institut, car il avait des prétentions littéraires; il fallait aussi voir M. Behmer, le républicain de l'Allemagne du Nord, l'un des illuminés les plus ardens; il fallait enaiser Kotzebue, qui avait pris tout à coup haine pour la France, et se disposait à publier un ouvrage contre le consul; Kotzebue, le poète dramatique de l'Allemagne, y exerçait une grande influence; on devait laisser la direction de tout ce qui tenait à l'observation secondaire à M. Bignon, alors chargé d'affaires à Berlin; l'agent devait examiner la capacité de M. Bignon, et avoir s'il était écouté à la cour, s'il pouvait remplir son poste de chargé d'affaires. A ce moment M. de Brunnowille quittait Berlin; on devait également s'enquérir auprès des hommes de cour, quel serait le nom de l'ambassadeur le plus agréable à la Prusse. Cette diplomatie secrète était pour la France un grand-instrument: si elle ne préparait pas toujours les traités d'alliance, elle empêchait au moins l'effet de ces coalitions générales si menaçantes pour le territoire (1).

L'Autriche, depuis le traité de Lunéville, s'était momentanément résignée à l'état de paix; elle avait subi les longues épreuves de la guerre, et le repos était indispensable au développement de ses finances

le lui remettez. Le mieux serait d'avoir une lettre de change sur Hambourg ou sur Pétersbourg payable à l'ordre d'un homme de paille; cela écarterait tout soupçon. Ceci vous donne l'idée des précautions qu'il faut prendre, surtout quand cela regarde le comte de Hanguitz. Promettez-lui les 10,000 autres ducats dans six semaines, et dites-lui que le premier conseil est bien disposé en sa faveur. Il est nécessaire de vous observer que M. de Hanguitz passe pour louche et très-faux. M. Lombard qui est dans ses bureaux est très-attaché à la France; il est d'extrême franchise. Il vous dira tout ce qui se passe dans le département de M. de Hanguitz et jusqu'à quel point on peut se fier à lui. Quand vous aurez été quelque temps en rapport avec ce Lombard, vous lui donnerez 1,000 ou 2,000 ducats. (Instruction secrète donnée à un agent spécial de la France.)

(1) Un frère de M. Lombard possédait toute la confiance du roi; il aime passionnément la France et la littérature française. Conseillez-lui d'écrire quelque chose pour l'Institut, et dites-lui qu'il aura le prix. A tout événement, il sera nommé correspondant, dès que la place vacquera, et par la suite, membre de la seconde classe (littéraire). Biles-lui que s'il obtient un congé pour venir à Paris, il y recevra l'accueil dû à son mérite. Il n'est pas fâché parce qu'il est disparu, sachant dans la conversation s'il a besoin d'argent, et dans ce cas laissez-lui parvenir 5,000 ducats; s'il n'a pas besoin d'argent, faites-lui des présents, pour une somme équivalente, en somme peu considérable.

M. Behmer, son collègue, est un chaud républicain de 1793; il était protégé du ministre W... et, comme lui, républicain tanaïque, et tous deux *maîtres*. Vous pouvez causer librement avec lui. C'est un de ses proches parents qui est président à Varsovie; il est aussi attaché à notre cause. M. Behmer est besogneux, vous pouvez lui donner 3,000 ducats.

Vous aurez soin de voir des gens de lettres: M. Lombard et M. B... le maître de langue française, peuvent vous en faire connaître beaucoup. Kotzebue a été bien reçu à Paris, mais il écrit dans ce moment un ouvrage dans lequel il parle mal du

et à la reconstitution de son état militaire; le système de paix ou de trêve instantanée prévalait à Vienne; l'Autriche avait envoyé à Paris M. Philippe de Cobentzel, cousin du comte de Cobentzel premier ministre, homme d'esprit, mais d'une modération extrême et d'une prévoyance peu étendue. Le premier conseil offrit l'ambassade de Vienne à quelques-uns des généraux distingués qu'il voulait éloigner de sa personne et des intrigues militaires. Sur leur refus, cette ambassade fut confiée à M. de Champagny, qui depuis fit une si rapide fortune diplomatique. L'Autriche était en repos, mais dans un de ces repos armés, précurseurs des graves événements militaires; elle faisait incessamment des levées, achetait des chevaux; ses régiments étaient exercés le plus secrètement possible, et de manière à se tenir prêts à toute éventualité; son système organisateur s'étendait déjà aux provinces nouvellement réunies à la monarchie, telles que l'Italie, la Dalmatie et Venise; une administration prévoyante tendait à les rendre désormais inséparables des États héréditaires; le gouvernement de l'Autriche mettait du prix à se faire partout des partisans, et comptait déjà sur ces provinces comme sur les vieux États de sa maison, ou bien sur les fidèles et belliqueuses populations des montagnes du Tyrol, si dévouées à l'Autriche (2). Le cabinet de Vienne s'occupait également à faire oublier

gouvernement français; nous nous en sommes déjà procuré quelques tessins. Il faut tâcher qu'il ne paraisse pas son ouvrage; son opéra a beaucoup de poëtes dans le nord de l'Europe. Il y a plusieurs coteries littéraires, faites-vous-y présenter, cela est nécessaire. Il y a celle d'avec juive, gouvernante des enfants du prince...; il y a une assemblée toutes les semaines; la première société de Berlin s'y trouve, et on traite des questions de politique.

« Vous verrez notre chargé d'affaires, M. Bignon: en loi a recommandé d'avoir dans les cabarets des hommes qui se mélangent avec les soldats pour leur parler de la bonté extraordinaire des Français, et de la lâcheté des Autrichiens. Tout ce que vous avez à faire est de savoir de M. Bignon ce qu'il a fait, s'il connaît la distribution des troupes prussiennes, le nombre des coqs donnés. Voyez les familles françaises qui sont à Berlin; un grand nombre de réfugiés sont allés s'établir en Prusse après la révocation de l'édit de Nantes; il y en a beaucoup d'employés dans les douanes. (Instruction secrète donnée à un agent spécial de la France.)

(2) Voici quels étaient les changements diplomatiques à Vienne. « Depuis la démission de M. Thugut, le système d'administration ou de politique est entièrement changé. M. de Stadion, autrefois ministre à Stockholm et à Londres, était inactif depuis longtemps, et c'est un des hommes les plus capables que l'Autriche puisse employer. M. de Ludolph, qui quitte Copenhague pour travailler au département des affaires étrangères, a aussi des moyens. Les deux cotes de Metternich et de Kaunitz sont des jeunes gens à qui l'on se donne ces missions insignifiantes; mais le seul qu'a eu M. de Trauttmansdorff de remplir sans délai la mission de Berlin que M. de Thugut avait, ce me soit pourquoi, laissé depuis longtemps vacante, et la manière dont le premier s'écoula dans ce département où l'autre voulait tout faire par lui-même, prouverait que l'un des s'attendait à de grands changements dans la marche du cabinet. » (Brische de M. de Champagny, Vienne, décembre 1801.)

l'abandon qu'elle avait consenti des intérêts allemands dans le traité de Lancéville; la diète avait ratifié les stipulations de ce traité; les questions d'indemnités étaient difficiles à résoudre, parce que les princes dépossédés étaient nombreux, et que, pour être juste, il fallait que l'indemnité s'appliquât à tous, et fût exactement répartie.

Dans le mouvement de la nation allemande, la position prise par le Danemark et la Suède, deux États neutres et maritimes, n'avait plus d'importance; ces deux cours avaient armé pour faire proclamer l'indépendance de leurs pavillons; après l'expédition de Copenhague, il n'était plus possible au Danemark et à la Suède de soutenir leurs principes; la victoire avait décelé la question; Nelson en finit avec la liberté des neutres; la Russie se séparait du protectorat par l'avènement d'Alexandre; la Prusse reculait elle-même devant une ligue qui l'exposait aux hostilités de la marine anglaise. Dès ce moment la Suède et le Danemark reviennent à une politique plus timide, à une neutralité soumise au droit de visite; il n'est plus question de la ligue entre le czar et Bonaparte. Les cabinets de Copenhague et de Stockholm se trouvent pressés entre deux nations hostiles, l'Angleterre et la France; ils cherchent en vain à se maintenir dans une impartiale neutralité, sans se prononcer pour aucune puissance; la rivalité est trop profonde pour que les neutres n'en éprouvent pas le contre-coup. Le Danemark, depuis la folie de son roi, faiblement préoccupé de la cruelle exécution de Struensee, est gouverné par le prince royal, d'un caractère d'énergie et de résolution; ses tendances sont pour la France; le prince royal redoute que la puissance qui déjà s'étend en Hollande, ne vienne jusqu'à lui pour le dominer; et c'est ce qui explique ses condescendances pour la république française; il la craint et lui obéit.

La Suède a cessé d'être sous l'influence du duc de Södermanie, régent du royaume. Ce prince dissimulé visant à la couronne ne se sépare pas même de la convention et reçoit des subsides de Robespierre. Le sceptre est passé à Gustave-Adolphe IV, prince chevaleresque, et dont la destinée semblait

déjà se jouer avec les coups de fortune. Gustave IV, uni à la princesse de Bide, se trouvait rapproché de la Russie par une alliance de famille; toujours l'épée à la main il avait protégé, comme Paul I^{er}, la cause de la noblesse et de la chevalerie en Europe, et cela le jetait dans des sentiments hostiles que la révolution française devait lui faire payer cher. Gustave IV était allemand de principes, et dans toutes les circonstances il se fût précipité à la défense des intérêts germaniques, en souvenir de Gislekrus-Adolphe dans les champs de Lutzen. Aux époques d'abaissement et d'égoïsme, les dévouements sont confondus avec les actes de folie; ils fatiguent la société indifférente parce qu'ils troublent la sécurité générale et la monotonie d'une situation que nul n'ose agiter; quand on s'abreuve au banquet de la vie sensuelle, toute pensée morale vous importune; la protestation du droit contre le fait est punie comme une rébellion. Gustave IV devint ainsi l'objet de l'inquiétude des cabinets, car il pouvait se jeter sur un champ de bataille avant que l'Europe n'eût donné le signal du combat; il ferait feu avant le temps (1).

Depuis la coalition de 1799, la Turquie avait pris une grande part aux événements européens; car l'expédition d'Égypte l'avait profondément irritée. Dès ce moment elle se place dans l'alliance anglaise, et on la voit lors de la campagne de Suwarow envoyer elle-même une armée sous le pavillon ottoman en Italie; les vieilles répugnances de la Porte pour la Russie s'étaient apaisées à ce point que Séïm III avait permis qu'une flotte au pavillon impérial se déployât dans le Bosphore en face des Sept-Tours. Les Anglais payaient des subsides à la Porte, et deux expéditions étaient parties pour la Syrie et l'Égypte sous Abercromby; la campagne de Bonaparte contre cette antique terre de la civilisation avait ainsi brisé les capitulations diplomatiques qui unissaient le commerce avec les échelles du Levant. Quand les formes de gouvernement furent un peu régularisées en France sous le consulat, on songea de nouveau à rattacher la Porte par les liens politiques qui l'unissaient au gouvernement français. Bonaparte se disposant à céder l'Égypte prévoyait la

(1) On fit un grand bruit du discours de M. Bourgoing au roi de Suède; amerc censure de la révolution française. En voici un extrait :

« Et quelles causes auraient pu retarder encore un rapprochement réciproquement désiré? Elle est passée cette époque redoutable pour tous les gouvernements et pour la majorité des Français eux-mêmes, où la menace de tout détruire et de tout envahir, où tout ce qui n'était pas sauveur paraissait légitime.

« Ces Français en sont venus à respecter ce qui est sanctionné par les siècles et consacré par le consentement formel ou tacite des peuples.

« Asset longtemps ils ont effrayé l'Europe par leurs maximes, assez longtemps ils ont attiré la plupart des puissances par les

succès de leurs armes; leur lâche est à présent de conquérir la confiance et l'affection des souverains aussi bien que des peuples. »

Il y eut sur ce discours un désaveu au Moniteur.

« Nous lisons dans plusieurs journaux un discours qu'on prétend avoir été tenu par le citoyen Bourgoing, ministre de la république à Stockholm. Ce discours paraît tiré dans plusieurs de ses passages. Le citoyen Bourgoing, qui est depuis longtemps dans la carrière diplomatique, sait trop bien qu'un ambassadeur français ne doit pas, de propos délibéré, dans un discours à une puissance étrangère, injurier une portion du peuple français; mais les journalistes qui ont allégué ces discours ne sont pas obligés de le savoir comme lui. »

possibilité d'une capitulation de son armée, et, dans ses instructions à Kléber, il indique les clauses spéciales pour que cet acte profite aux bons rapports de la France et de la Turquie.

C'est auprès de Sélim III que Bonaparte fait négocier; ce que veut le premier consul, c'est surtout d'empêcher que les Anglais ne restent maîtres en définitive de l'Égypte. Si donc les événements obligent l'armée française à capituler, le gouvernement de Bonaparte ne s'en dépouillera qu'au profit de la Porte Ottomane. Le but de cette négociation à Constantinople est de séparer les intérêts russes, turcs et anglais, de rendre à la Porte son indépendance dans ses relations d'État à État. La possession de l'Égypte n'est plus, pour Bonaparte, qu'une question diplomatique; ses agents secrets ont ordre de caresser Sélim III : on lui propose déjà un traité séparé qui lui rend l'Égypte, et, en échange, on ne stipule rien que le renouvellement des anciennes capitulations avec la Porte. Alexandrie, le Caire, les embouchures du Nil, tout lui sera restitué par les généraux français, avec les droits d'une souveraineté plus grande; car l'armée de France a détruit les mameluks, établi un système régulier d'impôts, une administration forte, et la Porte peut en hériter. Si elle hésite encore, on abandonnera l'Égypte à l'Angleterre, car les armées au pavillon britannique saluent déjà les pyramides. Une fois maîtresse de ce pays, la Grande-Bretagne en gardera la possession, parce qu'il peut devenir un entrepôt et un passage pour ses immenses domaines dans l'Inde. Quel intérêt n'avait donc pas la Porte d'accéder aux propositions de la France, et comment pourrait-elle repousser un traité spécial et séparé qui lui rendrait une riche province?

Ainsi négociait le premier consul avec le divan; ses émissaires à Constantinople voulaient écarter toute action simultanée de l'Angleterre et de la Russie sur le sultan, et l'on parvint à ce résultat avant l'époque même où les grandes puissances se rapprochèrent dans le congrès d'Amiens.

CHAPITRE LII.

DERNIÈRES HOSTILITÉS DE TERRE ET DE MER.

Retour des armées. — Le camp de Boulogne. — Idée romaine. — Projet de descente en Angleterre. — Étude sur César et Guillaume le Conquérant. — Recherches des familles normandes. — Le dernier des Stuarts. — Flottille de Boulogne. — Attaque de Nelson. — Campagne navale.

CAPÉFUGES. — L'EUROPE.

— Succès de la marine française. — Les amiraux Lincolns et Gantheaume. — Retour de la garnison de Malte. — Situation de l'armée d'Égypte. — La mort de Kléber. — Menou, — Régier, — Belliard.

1801.

Le retour des grandes armées est une époque de crise pour les gouvernements; que faire de cette énergie qui déborde dans ces hommes de fer? La guerre est une source d'honneurs et de fortune; au milieu des hasards, quand on joue sa vie, on n'a pas le loisir de préparer les révolutions; la gloire est la meilleure protection de l'ordre; on marche sans réfléchir; le drapeau c'est la hiérarchie, la dépouille de l'ennemi la récompense; la victoire avec ses ailes éployées vole sur vos têtes pour vous conduire et vous éblouir. Mais quand les hostilités cessent, les dangers surgissent pour les pouvoirs. Il est si difficile de distraire ces âmes mâles et inquiètes, ces esprits entreprenants, prodigieux, qui jettent leur or comme leur existence, leur fortune comme leur vie. Quel est le système militaire assez riche, assez fort pour soutenir la présence des grandes armées en temps de paix. A Rome ce fut l'imminent danger de la république; les légions se heurtèrent dans les guerres civiles quand elles eurent conquis le monde connu.

Telle était la position du consulat après le traité de Lunéville : de toutes parts, les armées reentraient sur les frontières; les soldats d'Allemagne, les vétérans de Sambre-et-Meuse conduits par Moreau, Dessolles, Lecourbe, Gouvion-Saint-Cyr, repassaient le Rhin se dispersant partout dans les garnisons que le consul leur désignait. Moreau avait pris soin de ses légions avec une vive sollicitude; elles avaient reçu leurs prêts et leurs soldes; leur uniforme était simple, sévère, mais propre; la cavalerie était remontée, l'artillerie comptait deux cents bouches à feu attelées (1). On n'avait rien à craindre de leur discipline, car les armées d'Allemagne avaient conservé ce caractère grave que Dessolles, le chef d'état-major, imprimait à l'organisation des camps; l'exaltation du culte républicain seule dominait : on n'y parlait que de l'égalité et de la liberté. Un grand nombre d'officiers n'avaient pas cessé de servir depuis quinze ans : la plupart sortaient des régiments de Champagne, Bourgogne, de Maîtres-de-camp cavalerie, ou même des gardes françaises, souvenir qu'ils portaient dans leur uniforme, dans leurs vieux tricorns, et dans leurs

(1) Voyez le rapport de Moreau, déjà cité, chapitre XLIII, p. 264.

chevelures blanches et poudrées, comme on les voit encore dans les tableaux de l'école républicaine que saluent nos sympathies nationales.

L'armée d'Helvétie prenait ses cantonnements sur le territoire, repassant les Alpes en même temps que les soldats d'Italie, aussi braves mais plus riches et plus indisciplinés, avec un culte moins sévère pour les grandes idées; ceux-ci rapportaient les trésors et les chasses des villes et des communautés catholiques de Rome, de Naples et des Abruzzes, dépouilles opimes de la victoire. Tous ces régiments magnifiques respiraient un air militaire, une énergie de volonté, une insouciance de la vie, un laisser aller pour le lendemain qui rendait leur repos difficile. 150,000 hommes allaient vivre dans les garnisons; on ne rencontrait dans les cités que les vieux soldats avec leurs habits à basques pendantes, leurs chapeaux à trois cornes sous le court plumet tricolore, leurs moustaches peignées, leurs cheveux longs et tressés avec autant de soin que ceux d'une jeune fille, leurs sacs arrondis et lourds, leurs guêtres noires, leurs buffleries incultes; tous enfants du peuple, parlant sa langue avec cet esprit soldatesque toujours si fécond et si caustique.

Il fallait employer ces masses d'hommes sous les drapeaux. Les uns gardaient souvenir des représentants du peuple aux armées; la république était leur idole; les autres, réquisitionnaires pour la patrie, avaient fait de si grandes choses pour elle! tous étaient dévoués aux idées démocratiques, la force primitive de leur institution. Quelle destination donner à tant d'énergie, et quelle issue préparer à tant de noble sang? Dans la prévoyance de cette inquiétude militaire, Bonaparte résolut, pour la première fois, le camp de Boulogne; il aurait pu licencier une partie de cette armée, mais elle faisait sa force vis-à-vis de l'étranger pour le maintien de la paix et surtout pour le cas d'une guerre d'avenir. Quelle troupe aurait pu remplacer jamais

les demi-brigades si glorieuses sur tant de champs de bataille? Où trouver des généraux plus dignes et plus capables, et des officiers plus expérimentés? Il fallait donc maintenir de nombreuses armées en pleine paix, et ce fut le motif de la création d'un camp en face des côtes de l'Angleterre et destiné à menacer sa puissance (1). Ainsi, à mesure que les régiments reentraient en France, salués d'abord par le premier consul dans les revues du Carrousel, ils étaient dirigés à petites journées vers l'Océan, depuis Abbeville jusqu'à Anvers. On les campait sous la tente comme à la guerre; ils avaient tous les devoirs du champ de bataille et la haute paye de la campagne. Là, dans mille exercices sous le soleil, au froit et sous le vent de mer, ils n'avaient pas le temps de se laisser aller au repos; chaque jour de grandes manœuvres, des évolutions comme en présence de l'ennemi; tout, en un mot, ce qui constituait les éléments de la guerre sur le littoral de cette Angleterre dont ils pouvaient apercevoir les brouillards à travers le détroit et les flots soulevés.

Le motif qui déterminait la formation d'un camp de Boulogne, était puisé dans la situation encore hostile du gouvernement français envers l'Angleterre. La paix n'était jusqu'ici que continentale, sans s'étendre au delà des conditions de Lunéville; à Londres on continuait d'armer; il y avait bien quelques symptômes de rapprochement pacifique; mais pour arriver au résultat d'une paix maritime il fallait frapper de grands coups; un traité devait être conquis par des préparatifs vigoureux; on inspirerait une grande terreur à Londres par l'aspect de 150,000 soldats qui avaient vaincu les meilleures troupes de l'Europe; la France n'arriverait à la signature d'un traité que par le déploiement de tous les moyens militaires en son pouvoir; il fallait forcer la main au ministère Addington, et entraîner, par la peur, le parlement à un vote pacifique. Tel fut le but du camp de Boulogne et

(1) Dans sa vie politique, Bonaparte est revenu à plusieurs reprises sur ces projets du camp de Boulogne.

« Quel a été mon but dans la création de la flottille de Boulogne? Je voulais réunir quarante ou cinquante vaisseaux de guerre dans le port de la Martinique, par des opérations combinées de Toulon, de Cadix, du Ferrol et de Brest, les faire revenir tout d'un coup sur Boulogne, me trouver pendant quinze jours maître de la mer, avoir 150,000 hommes et 10,000 chevaux campés sur cette côte. Trois ou quatre mille bâtiments de flottille, et aussitôt le signal de l'arrivée de mon escadre, débarquer en Angleterre, m'emparer de Londres et de la Tamise. Ce projet a manqué de succès. Si l'amiral Villeneuve, au lieu d'entrer au Ferrol, se fût contenté de rallier l'escadre espagnole, et eût fait voile sur Brest pour s'y réunir avec l'amiral Gantheleme, mon armée débarquait et c'en était fait de l'Angleterre.

« Pour faire réussir ce projet, il fallait réunir 150,000 hommes à Boulogne, y avoir quatre mille bâtiments de flottille, un immense matériel, embarquer tout cela, et pour ainsi empêcher

l'ennemi de se douter de mon projet; cela paraissant impossible si j'y ai réussi, c'est en faisant l'inverse de ce qu'il semblait qu'il fallait faire; si cinquante vaisseaux de ligne devaient venir protéger le passage de l'armée en Angleterre, il n'y avait besoin d'avoir à Boulogne que des bâtiments de transport, et ce luxe de proues, de chaloupes canonnières, de bateaux plats, de péniches, etc., tous bâtiments armés, était parfaitement inutile. Si j'eusse ainsi réuni quatre mille bâtiments de transport, moi seul que l'ennemi eût vu que j'attendais la présence de mon escadre pour tenter le passage. Mais, en construisant des proues et des bateaux canonnières, en armant tous ces bâtiments, c'étaient des canons opposés à des bâtiments de guerre, et l'ennemi a été dupé. Il a cru que je me proposais de passer de vive force, par la seule force militaire de la flottille. L'idée de mon véritable projet ne lui est point venue; et lorsque les mouvements de mes escadres ayant manqué, il s'est aperçu du danger qu'il avait couru, l'effroi a été dans les conseils de Londres, et tous les gens sensés ont avoué que jamais l'Angleterre n'aurait été si près de sa perte. »

de la formation rapide de cette armée de la Manche et de l'Océan, s'exerçant déjà sur la flottille d'invasion que la marine de France avait hâtivement préparée.

Cette idée d'un campement sur les rivages de l'Océan pour débarquer dans la Grande-Bretagne, était encore romaine, car le consul était le grand imitateur de l'antiquité. Bonaparte avait profondément étudié l'histoire du peuple-roi ; il se souvenait de ces camps dont on retrouve encore les débris sur toute la surface de l'Europe et de l'Asie, de ces villes militaires entourées de murailles, où les légions inscrivaient les noms de leurs tribuns et de leurs Césars ; il se souvenait de ces magnifiques arcs de triomphe élevés aux empereurs par les armées reconnaissantes, de ces voies ouvertes sous leurs pas, ruines majestueuses qui restent debout avec le nom de la dixième ou de la onzième cohorte ; il se rappelait ces cités, ces municipalités que les vétérans construisaient çà et là comme un témoignage de leur colonisation sur la terre ennemie, et de ces sursauts érigés aux empereurs et aux dieux immortels. Plein de ces grands souvenirs, Bonaparte eut également l'idée de faire travailler ses régiments ; ces nobles mains usées par la victoire creuseraient des ports, ouvriraient des canaux, préparant ainsi les chemins des cités placées sur cette longue côte. Rome ! Rome ! tu vivais encore bien grande dans la pensée du nouveau consul.

Le plan de Bonaparte était d'essayer une invasion en Angleterre ; croyait-il de bonne foi au succès, ou bien était-ce seulement une de ces idées hardies et menaçantes qu'il jeta plus d'une fois pour effrayer ses ennemis ? S'il y avait de la sincérité dans la croyance de Bonaparte sur la possibilité d'une descente, elle venait encore de sa foi antique, de ses fortes études et de ses souvenirs de Rome et du moyen âge (1). César, après la conquête des Gaules, avait bien passé l'Océan pour atteindre les Bretons indomptables et ces Calédoniens qui menaçaient les possessions romaines. Sur les frontières d'Écosse, étaient les débris d'ouvrages militaires, de ces murailles et de ces camps que les Romains jetèrent là comme dans les Gaules ; ce que

César avait accompli, pourquoi Bonaparte ne l'entreprendrait-il pas ? Ce rapprochement ébranlait son âme ; ses régiments étaient aussi braves, aussi disciplinés que les légions sous l'aigle romaine. Quatre heures de navigation séparaient à peine Calais de Douvres. Au moyen âge, Guillaume le Conquérant avait bien atteint aussi la rive opposée. Ce Guillaume, duc de Normandie, n'avait pour lui que son bras fort, sa lourde épée et son cheval de bataille caparaçonné de fer. Bonaparte était plus grand ; les moyens que la civilisation moderne mettait dans ses mains n'étaient-ils pas plus efficaces ? Les soldats des vieilles demi-brigades débarqués en Angleterre vaudraient mieux que les chevaliers normands, hommes de haute stature, mais qui ne pouvaient se mouvoir qu'à l'aide de leurs nobles coursiers, aux échantons du tronçonneur Taillefer : « remuant sa lance comme un bastonnet, » ainsi que le dit la chanson de Geste (2).

Bonaparte fit faire de longs travaux sur les lignes normandes qui avaient assisté à la conquête ; l'expédition se porta tout entière sur ce point de l'histoire ; on chercha l'origine de la race de Normandie, dans les quelques familles qui vivaient encore sous les noms de Tarquenville, de Carnouville, de Catteville, de Barneville, dignes races de la conquête, quand Guillaume manda son ban et arrière-ban de barons, vassaux et vassaleurs. Le consul se complaisait dans l'idée d'imiter Guillaume le Normand, tel qu'on le voit sur la grande tapisserie de Bayeux ; il voulait tout suivre, tout étudier sur ce tissu grossier, attribué à la reine Mathilde ; et le rassemblement des féodaux aux rivages, et les préparatifs des navires, et l'embarquement des barons avec leurs chevaux et leurs lévriers en laisse.

Dans cette étude profonde des vieux temps, la famille des Stuarts ne fut point oubliée ; il fit demander quels en étaient les débris dispersés. Y avait-il encore sur un coin du monde quelques descendants de ces princes, une de ces belles têtes, comme Charles-Édouard, réveillant les fidèles Écossais des montagnes, jusqu'à la bataille de Culloden ? Il n'existait plus que deux souvenirs des Stuarts : le premier était la comtesse d'Albany, veuve du noble Édouard, endormant sa douleur au son de la

(1) Voici ce que disait Bonaparte sur ses projets :

« La descente en Angleterre a toujours été regardée comme possible, et la prise de Londres inévitable. Maître de Londres, il se fit élevé au point très-peu de temps. Est-ce qu'Annibal en passant les Alpes, César en débarquant en Épire ou en Afrique, regardaient en arrière ? Londres n'est située qu'à peu de marche de Calais ; et l'armée anglaise, dissimulée pour la défense des côtes, ne se fit pas réunir à temps, une fois la descente opérée. Nous doutons cette expédition ne pouvait pas être faite avec un corps d'armée ; mais elle était certaine avec 100,000 hommes, qui se fussent présentés devant Londres cinq jours après leur débarquement. Les flottilles n'étaient que le moyen de débarquer

les 100,000 hommes en peu d'heures, et de s'emparer de tous les bas-fonds. C'est sous la protection d'une escadre réduite à la Martinique, et venue de là à toutes voiles sur Boulogne, que devait s'opérer le passage ; si le combatoir de cette réunion de l'escadre ne réussissait pas une année, elle réussirait une autre fois. Cinquante vaisseaux portant de Toulon, de Brest, de Rochefort, de Lorient, de Cadix, réunis à la Martinique, arriveraient par devant Boulogne, et assureraient un débarquement en Angleterre, dans le temps que les escadres anglaises seraient à courir les mers pour couvrir les deux Indes. »

(2) Voyez mon travail sur Eugène Capet, édition Hauman et Co. Illustration de la conquête de l'Angleterre, par Guillaume le Normand.

harpe d'Alfieri, le poète enthousiaste de l'Italie (1). Le second était un pauvre prêtre qui portait le titre de cardinal d'York, comme souvenir de sa race, vieillard octogénaire qui avait subi à Rome l'aspect de toutes les révolutions. Ainsi, les Stuarts finissaient leur tige royale en conservant les deux empreintes de leur caractère : le catholicisme et l'amour. Le duc d'York, ardent catholique, symbole de la foi dont la conservation avait perdu ses ancêtres; la comtesse d'Albany, dernière lueur de l'esprit chevaleresque et enthousiaste qui marqua la jeunesse de Charles II, le héros des ballades écossaises. Bonaparte exprima le vif regret qu'il n'y eût plus un Stuart à mettre à la tête de ses troupes, car il espérait, à l'aide de ce nom, remuer une fois encore l'Angleterre, comme il avait soulevé l'Irlande avec les grands et pieux souvenirs catholiques.

Bel aspect que celui du camp de Boulogne à cette époque ! Les vieilles troupes étaient groupées, chacune autour de son général de division, comme s'il s'agissait d'entrée en campagne. Le consul avait fait réunir une flottille de petits bâtiments d'une construction agile qui, de tous les ports de l'Océan, étaient venus se réunir à Boulogne, à Calais, à Étapes, à Saint-Valéry (sur Somme), la ville de Guillaume quand il partit avec ses Normands pour la conquête. Cette flottille s'exerçait dans les évolutions tandis que l'armée campée sur le rivage s'embarquait et débarquait alternativement, afin de s'habituer au roulis de la mer et aux manœuvres de l'Océan. La flotte était montée par les marins de la Manche, depuis Saint-Malo jusqu'à Calais; loupes de mer habiles aux manœuvres, habitués à braver les flots qui battent les immenses dunes de sable. L'organisation de la flottille fut admirable d'ordre et de régularité : autant les marins étaient peu habitués aux grands combats par escadres rangées depuis la guerre de 1793, autant ils étaient espables pour ces petites évolutions d'escadrilles qui ne quittaient pas les côtes. Les journaux retentissaient de l'énumération des troupes au camp de Boulogne, et ils multipliaient les myriades de navires réunis sous le drapeau tricolore, tandis que, dans leur style moqueur, les feuilles d'Angleterre répétaient que, dans ces rapports des amiraux, on oubliait de compter parmi les flottes, les cochés sur la Seine et sur le Rhône, car ils faisaient partie de l'escadre (2).

L'Angleterre pouvait-elle craindre une invasion ? Avait-elle à redouter ces armements sur les côtes

de France ? La vérité est que l'opinion publique était alarmée, et peut-être les hommes d'État exagéraient-ils le péril pour appeler un mouvement de coésistance plus vaste, plus national. Les esprits sérieux, les hommes accoutumés aux simples combinaisons de la guerre, ne devaient pas beaucoup redouter les tentatives d'une flottille française qu'en aucun cas le succès ne pouvait couronner. L'Angleterre comptait 180,000 hommes de troupes régulières sous les armes, et une milice qui s'élevait à plus de 200,000 hommes exercés sous des officiers à demi-solde. L'escadre britannique dans la Manche déployait trente-sept vaisseaux de ligne et d'autres bâtiments de guerre de toutes forces dont le nombre s'élevait à plus de cent. Cette escadre surveillait la flottille, elle l'eût saisie à son passage, pour la disperser et la détruire jusqu'à son dernier bâtiment sous ses huit mille pièces de canon.

Supposez le débarquement effectué, la flottille au plus grand complet ne pouvait jeter plus de 80,000 hommes en Angleterre; or, avec l'esprit public et national de la Grande-Bretagne, avec ses milices, ses armées de terre, était-il probable que ces 80,000 hommes éloignés de leurs renforts, coupés par les escadres, auraient pu conquérir l'Angleterre ? En d'autres temps le Directoire en avait fait l'épreuve en Irlande; on n'était fait des illusions sur les secours qu'on pourrait trouver dans les partis; le jour où les Français auraient paru à Douvres, toutes les opinions se seraient réunies pour combattre le drapeau tricolore : whigs et torys auraient fait cause commune; une armée régulière aurait trouvé une armée régulière; et quelque braves que fussent les vieilles demi-brigades, on avait peu d'espérance de dompter la race bretonne également courageuse, et de conquérir l'Angleterre. On n'était plus à l'époque de César. Il ne s'agissait plus de quelques troupes de Catédoniens cherchant refuge dans les montagnes, mais de régiments fiers et décidés, résistant pour défendre la patrie; il n'y avait pas non plus d'heptarchie saxonne, de jalousie de peuple pour favoriser les conquêtes d'un nouveau Guillaume le Normand.

Cependant, on prit en Angleterre des précautions d'une nature sérieuse; les armements s'agrandirent, et Nelson, dans sa baine contre la France, proposa hardiment au conseil de l'amirauté, d'aller brûler la flottille réunie à Boulogne, cette masse de coquilles de noix, ainsi qu'on la représentait en Angleterre, dans les caricatures. « Il fallait pour

(1) Alfieri a dit d'elle : « Un dolce fuoco con candidissima pelle e biondo capelli. »

(2) « Les papiers anglais se livraient à la dérision en faisant l'énumération des forces navales de la France, et ne manquaient pas d'y comprendre les cochés d'eau qui remontaient

et descendaient la Seine. Mille caricatures bienfaisantes conviaient les murs de Londres. On représentait les charpentiers français occupés à scier des noisettes pour en faire des chapeaux. »

[Résumés d'un contemporain.]

cela, disait-il, se servir de grands moyens, déployer une ligne de défense et d'attaque vaste et complète comme à Copenhague (1). Puisqu'on avait brûlé la flotte danoise, au milieu des écueils et des batteries flottantes, pourquoi n'arriverait-on pas au même résultat, à l'égard d'une flottille moins bien défendue ? Le drapeau tricolore n'avait-il pas été assez souvent humilié sur les mers ? Nelson, comme le héros des romans de chevalerie, tira son épée et promit aux dames dans le banquet de la Cité qu'il viendrait à bout de la Bottille de Boulogne ; et bientôt son escadre parut devant la ligne, précédée de brûlots et de machines incendiaires qui devaient s'avancer comme de vastes dragons de feu, pour lézarder les navires de France. La manœuvre était belle, sans doute, mais Nelson trouva une résistance formidable, à laquelle il ne s'attendait pas ; une noble émulation s'était partout manifestée ; les loups de mer de l'Océan, les braves marins de Saint-Malo, de Dunkerque, d'Abbeville rappelaient toute leur haine, toute leur énergie contre l'Anglais, avec leur vieille antipathie bretonne ! La marine de France pressa ses rangs avec tant d'ordre, avec tant de méthode, qu'on eût dit que tous ces petits bateaux étaient tenus les uns aux autres par des chaînes de fer ; tous étaient montés par des hommes intrépides et déterminés qui ne craignaient ni le canon, ni le feu des Anglais. Devant cette longue chaîne de navires, la grande escadre de Nelson se déploya ; ses vaisseaux aux vastes flancs, étalés

immenses, vinrent se placer au milieu de ces voiles blanches de la flottille comme des baleines qu'en-tourent des alypms de mer, quand le flot de la tempête se soulève en écume. Le feu commença vif, Nelson fit des prodiges, mais il avait aussi devant lui des hommes prodigieux.

Attaquée à deux reprises, la flottille de France ne put être entamée, les navires se pressaient comme un seul vaisseau et c'était en vain que les brûlots venaient larder les flammes, ils furent presque tous coulés bas. Dans son rapport à l'amiral, Nelson ne peut désavouer la résistance qu'il a trouvée devant Boulogne, il fait l'éloge des hommes qui l'ont combattu ; cet éloge est pénible dans la bouche de l'amiral, mais il est arraché par cette belle résistance. Il fut alors constaté que si la flottille de Boulogne ne pouvait être resaluable pour la Grande-Bretagne, elle était au moins garillée dans ses ports, par des batteries formidables et par l'intrépidité des marins de l'escadre ; on pouvait s'observer, mais les deux côtes étaient également préservées.

A ce moment où le canon grondait sur le rivage, les escadres françaises obtenaient quelque succès contre le pavillon britannique, aux acclamations enthousiastes de tous ; ils étaient peu considérables sans doute, mais de nature à relever le courage moral des marins ; les amiraux Ganteaume et Linois sur deux points différents faisaient baisser pavillon à des vaisseaux de haut bord (2) ; succès exception-

(1) Voici les deux rapports originaux de Nelson :

A bord du bâtiment du Sa Rajeté la *Medusa*, devant Boulogne, le 4 août 1801.

« Monsieur,

« Les bâtiments de l'ennemi, brigantins et bateaux plats grésés en lugres, et une goélette, au nombre de vingt-quatre, étaient mouillés ce matin, à la pointe du jour, en ligne devant la ville de Boulogne ; le vent étant favorable pour les bombarder, je leur ai fait le signal de lever l'ancre, et de jeter des bombes sur cette flottille, mais de manière à ce que la ville ne fût endommagée que le moins possible. Les capitaines ont placé à cet effet leurs bâtiments dans la meilleure position possible, et quelques heures après trois des bateaux plats ont un brick ont été coulés bas ; dans le courant de la matinée, il y en a eu six d'échoués, et évidemment fort endommagés. A six heures du soir, la marée était pleine, cinq des bâtiments qui avaient échoué, ont été balayés avec difficulté dans le môle, les autres sont restés sous l'eau ; je pense que l'un aurait dû rentrer en dedans de la jetée la totalité de ces bâtiments sans le défaut d'eau. Il est impossible de savoir sur la perte de l'ennemi plus que ce que nous déduisons à la vue. Cette affaire n'a d'autre importance que de faire voir que l'ennemi ne peut pas sortir de ses ports avec impunité.

« Les officiers d'artillerie ont jeté les bombes avec beaucoup d'adresse, mais je suis lâché d'avoir à vous apprendre que le capitaine Fyfe, de l'artillerie royale, est blessé légèrement à la cuisse, et que deux matelots ont été également blessés.

« En ce moment un bateau plat vient d'être coulé bas.

« Nelson et Bronte. »

A bord de la *Medusa* devant Boulogne, le 16 août 1801.

« Monsieur,

« Ayant jugé à propos d'essayer d'enlever la flottille ennemie,

mouillée devant Boulogne, j'ai ordonné que l'attaque se fit par quatre divisions de bateaux pour aller à l'abordage, sous les ordres des capitaines Bonnaville, Colgrave, Jones et Parker ; et par une division de bateaux à bras sous les ordres du capitaine Coma. Aller au soir à onze heures et demie, les bateaux réunis autour de la *Medusa* se mirent en mouvement dans le meilleur ordre possible, et avant une heure du matin l'attaque commença. L'intelligence des officiers, le zèle et le courage des hommes me faisaient espérer un succès complet ; mais l'obscurité de la nuit, jointe à la marée et à la demi-marée, fut cause que les divisions se séparèrent et qu'elles ne purent malheureusement arriver au même temps que le capitaine Parker, et c'est à cela que je manque de succès doit être attribué. Cependant je dois positivement déclarer qu'il n'y a pas eu le plus léger reproche à faire à quel que ce soit ; quoiqu'en les divisions n'aient pu arriver ensemble, chacune s'est tenue à la quatrième qui ne fut ni d'at de jolodm qu'au jour, à l'attaque avec succès les vaisseaux ennemis avec lesquels il fut possible de s'engager, prit possession de divers bricks et bateaux plats.

« Nelson et Bronte. »

(2) Le rapport officiel est au dépôt de la marine :

« Le contre-amiral Linois, avec trois vaisseaux, le *Formidable* et l'*Indomptable*, de quatre-vingt canons, capitaines Lindet, Laboude et Moncaussu ; le *Désiré*, de soixante-quatre, capitaine Christol-Poliet ; et la frégate la *Neuron*, de dix-huit canons, capitaine Karling, après avoir donné la chasse aux vaisseaux ennemis qui croisaient sur les côtes de France, s'est présenté devant Gibraltar, au moment où une escadre anglaise de six vaisseaux de guerre sous les ordres de sir James Saumarez y arrivait. La 15 mai-dit (15 juillet), le contre-amiral Linois était mouillé dans la baie d'Algeiras, attendant à être attaqué le lendemain matin. Dans la nuit, il a débarqué le général de bri-

nels, car la marine française n'était pas heureuse depuis dix ans, elle semblait avoir jeté son dernier éclat sous Louis XVI. L'amiral Linois, digne marin breton, avait commencé ses campagnes sous le bailli de Suffren dans l'Inde; déjà lieutenant de vaisseau sous la monarchie, l'amiral Villaret lui confia le commandement d'une petite division, lorsque la guerre éclata violente; le contre-amiral Linois fut pris par un vaisseau anglais de 74, après un combat sanglant de bord à bord au pistolet; brave officier, fidèle à sa parole, il resta dans les prisons d'Angleterre, quoiqu'en violant son serment il pût rentrer dans sa patrie. Cette loyauté lui porta bonheur, il fut depuis heureux en attaquant la marine britannique; contre-amiral en 1800, il était parti de Toulon avec une division de trois vaisseaux, et dans sa courte campagne il s'empara d'une corvette anglaise; puis cinglant à toutes voiles, il se trouva mouillé à Alger en face de six vaisseaux anglais et d'une frégate sous l'amiral Saumarez; l'engagement fut vif et sanglant, Linois s'empara de l'*Annibal*, vaisseau de 74, et sa campagne fut si belle que le premier consul lui décerna un sabre d'honneur (1).

La dépêche qui annonça la prise de l'*Annibal* sur l'escadre britannique, donna plus de joie à Bonaparte qu'une bataille gagnée; c'était comme la première victoire maritime de Rome sur Carthage. Une nouvelle dépêche apprit encore un beau succès de l'amiral Gantheume dans la Méditerranée: si Linois était un brave Breton, Gantheume appartene-

naît à la race méridionale, à ces Provençaux babil-lards, hardis, haineux contre les Anglais. Né à La-Ciotat, petit port de la Méditerranée, au pied des monts, il était officier bleu déjà sur l'escadre du comte d'Estaing; lorsque le bailli de Suffren remplit l'Inde de sa gloire, Gantheume reçut les épaulettes de lieutenant de vaisseau; les deux meilleurs marins de l'escadre de France, Linois et Gantheume, sortaient ainsi de l'école du bailli de Suffren, qui les avait entretenus de sa haine contre les Anglais. La Grande-Bretagne brisa la belle marine de Louis XVI, sous les discordes politiques; Gantheume n'avait jamais quitté la mer, il accompagna Bonaparte en Égypte; chef d'état-major à Aboukir, il se défendit vaillamment au milieu de ce désastre, et en sortit sans baisser la tête, puis il eut la mission de ramener Bonaparte avant le 18 brumaire, à travers les croisières anglaises. Commandant d'une petite escadre sortie de Brest, on apprit que Gantheume s'était emparé, comme Linois, d'un vaisseau anglais de 74 (2). Ces deux succès si rapprochés étaient inouïs dans les annales de la marine de la république, vaillante, hardie, mais malheureuse. La capture de deux vaisseaux anglais releva le moral des escadres; célébrée avec pompe à Boulogne, elle devint l'occasion de grandes fêtes, et les marins parlèrent déjà des succès d'avenir sur les grandes flottes qui manœuvraient devant eux. Les Anglais opposèrent à ces fêtes des salves d'artillerie, pour annoncer la destruction d'une escadre espagnole et quelques échecs de l'amiral Linois dans le

gde Brevets, avec une partie de troupes pour armer les batteries de la rade. Le 15 à huit heures du matin, le canonnade a commencé, contre les six vaisseaux anglais, qui n'ont pas tardé à venir s'embosser à portée de fusil des vaisseaux français. Le combat s'est alors chaudement engagé; les deux escadres paraissent également animées de la résolution de vaincre. Si l'escadre française avait quelque avantage, l'escadre anglaise était d'une force double et avait plusieurs vaisseaux de 10. Le 16 le vaisseau anglais l'*Annibal*, de 74, était parvenu à se placer entre l'escadre française et la terre, il était en un instant et demie. C'était le moment décisif; depuis deux heures, le *Formidable*, qui menait le contre-amiral Linois, tenait tête à trois vaisseaux anglais. Un des vaisseaux de l'escadre anglaise, qui était embosqué vis-à-vis d'un des vaisseaux français, amena son pavillon à onze heures trois quarts. Ce instant après l'*Annibal*, exposé au feu des batteries des trois vaisseaux français qui tiraient des deux bords, amena aussi le sien à midi et demi, l'escadre anglaise coupe ses câbles et gagne la large. Le vaisseau l'*Annibal* a été emporté par le *Formidable*; sur 600 hommes d'équipage, 300 ont été tués.

(1) Bonaparte était fort dur ce s'exprimant sur le marin.

(2) La république n'aura jamais de marine tant que l'on ne retravaillera toutes les lois maritimes. Un homme mal placé, une garnison négligée, perdent toute une escadre. Il faut prescrire les juries, les conseils, les assemblées à bord d'un vaisseau; il ne doit y avoir qu'une autorité, celle du capitaine, qui doit être plus absolue que celle des conseils dans les armées romaines. Si nous n'avons pas en ce succès sur mer, ce n'est ni tant d'hommes capables, ni de matériel, ni d'argent, mais toute de

bonnes lois. Si l'on continue à laisser subsister la même organisation maritime, mieux vaut-il fermer nos ports; c'est à jeter notre argent.

(2) Je donne aussi le rapport officiel adressé au ministre de la marine.

« Le 5 mensidor (24 juin), l'amiral Gantheume se trouvant dans le canal entre Candie et l'Égypte, découvrit à la pointe du jour un vaisseau de guerre, qui (si bientôt reconnu pour être anglais et de soixante et quatorze canons), l'amiral Gantheume fit aussitôt le signal de chasse générale; ce vaisseau ne put tenir à la supériorité de la marche de l'escadre française. A cinq heures du soir, il désespéra de se sauver, et il essaya de se porter sous le vent; il choisit le moment où, par les dispositions de la chasse, les vaisseaux de l'escadre française se trouvaient éloignés les uns des autres; il balisa toutes ses voiles et courut vent arrière pour tenter de se frayer, en combattant, le passage à travers l'escadre française; mais les vaisseaux français l'indivisible et le *Dix-Août* se portèrent sur ses devants, et engagèrent le combat à la portée de 600 toises; on lui bientôt à la portée de fusil, et après une heure de combat assez vif, le vaisseau anglais fut obligé d'amener; c'est le vaisseau le *Swiftsure*, un des plus beaux de l'escadre de l'amiral Keith. L'*Indivisible* et le *Dix-Août* n'éprouvèrent que peu de dommages; l'*Indivisible* n'a eu que 4 hommes hors de combat; le *Dix-Août* a eu 8 hommes tués et 23 blessés. L'amiral Gantheume a pris dans son escadre des débris de vaisseaux de guerre et a formé l'équipage du *Swiftsure*, qu'il est parvenu à mettre en état de naviguer. Le 15 du même mois (4 juillet), une corvette anglaise, partie de Bristol, et chargée de provisions pour l'armée anglaise en Égypte, a aussi été prise par l'amiral Gantheume.

détroit de Gibraltar; lutte qui se continuait haineuse depuis des siècles! Toutefois il était constant pour les Bretons et les Provençaux, que les Anglais n'étaient pas invincibles; ils leur portaient une inimitié de si longue date que ce fut une bruyante joie parmi eux de leur voir baisser pavillon.

Toutes ces expéditions des escadres dans la Méditerranée avaient surtout pour but Malte et l'Égypte; quant à Malte, tout était dit; la garnison française s'était déjà rendue; pressé de toutes parts, le général Vaubois avait dû capituler; ses valeureuses troupes étaient réduites à dévorer des animaux immondes; comme à Gènes, les généraux mangèrent de la chair de cheval pour prolonger la résistance. Le général Vaubois attendait des secours; de nombreux vaisseaux anglais l'environnaient de leurs batteries flottantes, et les efforts de Linois, de Gantheaume et de Villaret-Joyeuse restèrent impuissants; nul navire ne put atteindre le rocher; la faim obligea donc à une capitulation prévue. On vit la garnison de Malte, composée de vieux soldats d'Italie, s'embarquer sur des navires de guerre et cingler vers les ports de France où elle arriva exténuée de besoins, et réduite à 1.800 hommes; les Anglais restèrent maîtres de l'île des antiques chevaliers. Ce point leur parut si formidable, qu'ils ne voulurent plus désormais le réder que pour la forme; maîtres de Malte et de Gibraltar, ils commandèrent sur la Méditerranée (1).

Les glorieux soldats d'Égypte, naguère délaissés par leur général en chef Bonaparte, étaient environnés d'une triple expédition d'ennemis: les Turcs, avec une grande masse d'Albanais, de Syriens et de janissaires, s'avancèrent sur le Caire; les Anglais restaient maîtres de l'embouchure du Nil; puis l'expédition fabuleuse des cipayes, partie de l'Inde, arrivait à Suez. Quelles nobles annales que celles de la petite armée de France campée sous les Pyramides! Elle avait obtenu bien des gloires, elle avait subi bien des malheurs depuis le fatal abandon de Bonaparte (2). Le déplorable état de l'armée d'Égypte au départ du général en chef est constaté par la

dépêche secrète que Kléber avait adressée au Directoire. La situation était si périlleuse, que Bonaparte autorisa son successeur à proposer une capitulation, mais seulement à la Porte Ottomane. Depuis, le gouvernement anglais ayant rejeté la capitulation signée par sir Sidney Smith, Kléber dut retrouver son énergie et déployer son active capacité.

Succès inouïs que Kléber remporta encore sur le sol de l'Égypte, au pied d'Héliopolis! Habile et fort administrateur, le rude Alsacien organisa toutes les ressources du pays, et il lui fallait alors d'autant plus d'énergie que la plupart des généraux quittaient l'armée; une sorte de découragement s'était emparée des esprits; le sable mouvant de l'Égypte brûlait sous le pied des soldats et des officiers; Kléber maintint la discipline par des lois sévères. L'histoire a dit comment il fut frappé au cœur dans une fête orientale, quand les esclaves lui présentaient des parfums; un fidèle de la mosquée voulut délivrer l'islamisme du plus fier de ses ennemis. Le commandement en chef fut alors déferé au général Menou: bizarre destinée de gentilhomme; Menou était d'une vieille et bonne famille qui comptait des chevaliers et des châtellains au XI^e siècle déjà; son père, le comte de Menou, servait comme capitaine dans le corps des grenadiers de France; le fils était maréchal de camp en 1780. Ainsi que la plupart des nobles des provinces bretonnes et angevines, Menou se prononça pour le tiers état, et à l'assemblée constituante il vota avec le comte de Mirabeau, car les gentilshommes n'étaient pas alors en arrière pour détruire le vieil édifice. Le comte de Menou conquit le grade de général de division dans les premiers temps de la république; Barras, de vieille souche aussi, le chargea de comprimer l'insurrection des faubourgs, et il fut nommé général de l'armée d'intérieur.

Le comte de Menou, lié avec Bonaparte, le suivit en Égypte; il y combattit avec bravoure, et, par une bizarrerie que l'on s'explique très-bien en étudiant l'esprit des calets de race, si aventureux dans les

(1) Il fut publié un journal des souffrances et des privations de la garnison de Malte.

(2) Les Anglais s'occupaient aussi vivement de leur expédition d'Égypte.

Downing-street, 28 avril 1801.

* Suivant des dépêches reçues ce matin de lord Elgin, datées de Constantinople, le 31 mars, il paraît que S. M. avait reçu des lettres de lord Keith, portant que l'armée aux ordres de sir Ralph Abercrombie avait effectué un débarquement le 5 de ce mois sur la presqu'île d'Aboukir, malgré un feu très-vif de canons, de mousqueterie, et de mousqueterie, l'ennemi ayant posté sur ce point toute la garnison d'Alexandrie et plusieurs des détachements des environs, pour s'y opposer; qu'après avoir fait les préparatifs nécessaires les 9, 10 et 11, l'armée s'était avancée le 12, jusqu'à cinq milles d'Alexandrie, où elle avait pris position,

sa droite à la mer, et sa gauche au lac Mariout, où sir Sidney Smith qui y était posté avec sa flottille de bateaux, entretenait la communication avec les habitans, et fournissait l'armée d'eau et de provisions fraîches; que le 12, à sept heures du matin, l'ennemi avait fait une attaque et avait été repoussé avec perte sur les onze heures; qu'en même temps les soldats de marine avaient été débarqués, et avaient attaqué par terre le château d'Aboukir, le seul poste de la presqu'île qui fût occupé par l'ennemi; que le 14, au coucher du soleil, lorsque le bâtiment qui avait apporté ces nouvelles levait l'ancre, les troupes débarquées et les chaloupes canonnières firent des bombes et des boulets dans Aboukir, et qu'au moment même on entendait un grand feu du côté d'Alexandrie, qui paraissait, à bord du *Foudroyant*, être une attaque générale. Le grand vizir s'était mis en marche de Jaffa, le 25 février, ayant selon les lettres du major Bellvoxy à lord Elgin, reçu des renforts considérables.

régions du Midi, Menou adopta l'islamisme pour épouser la fille du maître des bains de Rosette; l'histoire de la noblesse de France avait plus d'un exemple de ces caprices, et depuis le comte de Bonneval, l'on comptait des pachas originaires des châteaux de Bretagne, de Normandie ou de Provence : « Cadet de race devait faire fortune avec sa cape et son épée, » disait coutume de Gascogne.

Après la mort de Kléber, le commandement fut donc déferé au comte de Menou; on a trop attaqué cette administration d'un général délaissé sur une terre lointaine; Bonaparte lui rendit plus de justice. Menou se défendit avec vigueur contre l'attaque simultanée des Anglais et des Turcs, et à la bataille d'Alexandrie, si malheureuse pour la France, où Abercrombie néanmoins perdit la vie, la résistance fut belle, mais l'harmonie n'existait plus parmi les officiers; Menou avait trouvé un adversaire dans le général Rénier, qui partout dépréciait les actes de son administration; la plupart de ses généraux divisionnaires l'abandonnaient, sauf Belliard, le digne soklat se défendant au Caire avec la même valeur que dans la haute Égypte. Rénier était parti pour la France; Desaix, Junot l'avaient précédé; puis vint le tour du général Dumuy, noble comme Menou, neveu et héritier du comte Dumuy, mort ministre de la guerre sous Louis XV. Une sorte de nostalgie semblait s'emparer de tous les officiers qui restaient en Égypte (1), triste infirmité de l'âme

(1) Bonaparte conservait toujours des rapports avec les vieux soldats de l'armée d'Égypte. Voici deux documents curieux :

« Les sous-officiers composant la garnison du fort d'Aboukir, au nom de la garnison, au citoyen premier consul.

« Citoyen consul, des braves que vous avez déjà commandés ont élevé la voix jusqu'à vous. Leur honneur vient d'être attaqué; l'en dit qu'après une faible résistance de trois jours, le fort d'Aboukir s'est rendu aux Anglais avant l'arrivée des Turcs. Nous jurons qu'il ne peut dépendre de qui que ce soit de nous arracher les palmes d'honneur que nous avons cueillies sous vos ordres; mais nous ne devons pas souffrir qu'elles soient flétries. Nous nous sommes défendus faiblement, dit-on; vous, qui nous avez tant fois courus les dangers, les débris, nous perdrons ce qui nous a coûté la vie et la santé. Les soldats, qui, depuis la guerre, ont affronté tous les périls pour mériter l'honneur d'être comptés parmi les défenseurs de leur patrie, se verraient en un moment confondus parmi les lâches et les trahisseurs. Nous, citoyen consul, vous n'avez pu ajouter foi à ce tel rapport; nos officiers eux-mêmes, s'ils avaient agité la question de se rendre quand on eût pu tenir encore, nous eussent, pour la première fois, trouvés rebelles à vos ordres, et nous en eussions ensuite appelé à votre jugement.

« Vous excuser sans doute, citoyen consul, la franchise avec laquelle nous déposons dans votre sein l'expression de notre

sur la terre étrangère! Il fallait une force d'esprit remarquable pour résister au triple fléau de la peste, de l'ennemi et d'un soleil qui embrase.

La pensée commune fut encore la capitulation; le courage moral abandonnait le soldat; il n'avait plus l'espoir d'un secours; on voyait à peine de temps à autre quelques avisos aborder aux rives du Nil, après avoir furtivement échappé aux croisières anglaises : comme la colombe de l'arche apportaient-ils un peu d'espoir et serait-on secouru? L'armée française en Égypte, sous Kléber et Menou, eut longtemps le courage du malheur. Des nouvelles de la patrie n'arrivaient qu'à de longs intervalles : on avait tout supporté, le soleil brûlant, la peste et le sable qui roulait du feu sous les pieds; l'armée avait en face d'elle une vaste mer, sans retour possible vers la patrie, et sur le rivage une armée ottomane (2); prise en flanc par les Anglais, les cipayes de l'Inde se déployaient depuis Suez pour la combattre. L'armée lutta longtemps contre mille difficultés; Menou se rapprocha de Mourad-Bey par un traité habile, et sa qualité de musulman inspira confiance aux populations égyptiennes. La défense d'Alexandrie fut belle, le brave Lamisse fut tué et Rose y reçut une balle au cœur; Menou seul resta dans Alexandrie, et sa défense vigoureuse, sa résistance prolongée, ainsi que celle de Belliard, permirent à la France de meilleures conditions lors des préliminaires de la paix d'Amiens.

douleur : vous êtes le père du soldat, vous connaissez son esprit, vous ne lui faites pas un crime de porter jusqu'à vous ses réclamations »

Voici la réponse de Bonaparte :

« Soldats, j'ai lu votre lettre : je me suis fait rendre compte de votre souffrance. Je vous reconnais pour de dignes enfants de la loi. J'ai donné ordre que l'on vous rendît vos armes : je considérais la première occasion pour vous mettre à même de vous venger. Vous n'avez jamais été vaincus, vous ne mourrez pas sans être encore vainqueurs.

« Je vous salue.

« Bonaparte. »

(2) Voici les articles principaux de la capitulation signée par le général Belliard :

Art. 1^{er}. — « Les troupes françaises de toutes armes et les troupes auxiliaires sous le commandement du général de division Belliard, évacuèrent la ville du Caire, la citadelle, et les forts Boulac, Giza, et toute la partie de l'Égypte occupée par elles.

Art. 2. — « Les troupes françaises et auxiliaires se retirèrent par terre à Rosette, en longeant le côté gauche du Nil, avec armes, bagages, artillerie de campagne et munitions. Elles seront embarquées et transportées dans les ports de France de la Méditerranée, aux frais des puissances alliées, avec leurs armes, artillerie, bagages et effets. »

CHAPITRE LIII.

PRÉLIMINAIRES DE LA PAIX AVEC L'ANGLETERRE.
PACIFICATION GÉNÉRALE.

M. Otto à Londres. — Échange de notes entre M. de Talleyrand et lord Hawkesbury. — Discussion des préliminaires. — 1^{re} Bases de l'*uti possidetis ante bellum*. — 2^{de} Bases des restitutions réciproques. — Europe. — Colonies. — Inde. — Égypte. — Malte. — État de l'opinion publique. — Signature des préliminaires. — Négociation avec la Russie. — Traité de paix. — Transaction avec la Porte Ottomane. — Publication officielle du traité avec le Portugal. — Naples. — La Sardaigne. — Question des neutres. — États-Unis d'Amérique. — Traité.

Juillet à octobre 1801.

À l'époque de la plus vive irritation de la guerre, M. Otto était resté à Londres sous prétexte de continuer l'échange des prisonniers. Cette position de haut commissaire donnait à M. Otto une certaine facilité dans les négociations diplomatiques en lui permettant de voir les hommes d'État, whigs et torys ; le commissaire devait régler les sommes allouées à chaque prisonnier, les moyens de subsistance, le mode d'envoi pour le solde de tous, et enfin l'échange d'officiers à officiers, comme cela se pratiquait à certains intervalles et pour beaucoup de prisonniers de rang et d'importance militaire (1). M. Otto était merveilleusement propre à de telles négociations ; esprit doux et pacificateur, il avait conçu l'espoir d'amener la paix entre les deux peuples, ou de réaliser au moins une de ces trêves momentanées dont chacun d'eux avait besoin (2).

Telles étaient également les dispositions de lord Hawkesbury, ministre des affaires étrangères depuis la retraite de lord Grenville. L'opinion à Londres était pour la paix ; il y a des époques ainsi faites où certaines idées dominent irrésistiblement, et la paix était alors le cri de toutes les âmes : les manufacturiers en exprimaient le vif désir, les ouvriers l'appelaient dans les émeutes, l'opposition la demandait avec instance ; une sorte d'entraînement était partout pour la France et pour le pre-

mier consul. On plaçait haut Bonaparte à Londres comme génie militaire et pacificateur ; des statues, ses bustes se vendaient publiquement. Les dernières expéditions de Nelson sur les côtes n'avaient point réussi ; le ministère Addington s'était formé dans un but pacifique ; M. Pitt n'avait donné sa démission que pour arriver à un traité de paix. Rien ne pouvait l'empêcher ou la retarder ; tel était le sentiment général en Angleterre (3).

M. Otto et lord Hawkesbury, rapprochés à plusieurs reprises dans des conférences intimes, avaient parlé de la paix dans des termes positifs. Le vœu de la France et de l'Angleterre était pour une pacification générale. M. Otto en avait écrit à Paris et le premier consul n'hésita pas à signer des pleins pouvoirs que le négociateur devait échanger contre ceux de lord Hawkesbury. Le cabinet anglais conçut les siens dans des termes absolus ; le ministre eut mission d'arrêter les bases des préliminaires préalablement discutés, sous sa propre responsabilité. M. de Talleyrand avait limité les pleins pouvoirs de M. Otto, car le premier consul ne voulait traiter que sur de certaines bases sans lesquelles il ne croyait pas possible un rapprochement avec l'Angleterre. Rien de plus vaste que les questions qui allaient s'agiter entre les plénipotentiaires ; elles embrassaient tous les principes du droit des gens, et les points les plus difficiles de la politique générale.

Deux bases dans la forme des négociations se présentaient pour la signature des préliminaires : la première était l'*uti possidetis*, c'est-à-dire le maintien réciproque des possessions acquises par la conquête ou par les réunions successives. Avec ce système la France aurait gardé tout ce qu'elle avait acquis depuis 1789 sans rien abiquer ou de ses possessions ou de son influence (4). Or son système fédératif, comme celui de Louis XIV, s'étendait en Espagne, en Italie, en Belgique et en Hollande ; l'Angleterre admettait tout cela comme base du traité, mais en même temps elle devait garder pour elle-même les conquêtes acquises dans les colonies ou en terre ferme, soit que le pavillon britannique les eût accomplies contre la France, ou bien encore contre l'Espagne, la Hollande, la Suède ou le Danemark, alliés plus ou moins indirects du gouvernement français (5).

Un tel traité n'eût été sous ce point de vue que la réalisation d'un fait matériel, de l'*uti possidetis*,

(1) Dans les jours les plus violents de la guerre (même en 1797), un commissaire pour l'échange des prisonniers n'avait pas cessé de résider à Londres.

(2) Dépêche de M. Otto à M. de Talleyrand.

(3) *Annuaire* 1801.

(4) After nine years effusion of blood ; after an increase of debt to the amount of nearly 200 millions ; after the uninterrupted

exertions of the country, and, at the same time, the most splendid and signal successes, there was no man who could deny but that peace was a most desirable object. (Explication de lord Hawkesbury).

(4) Instruction de M. de Talleyrand à M. Otto. Août 1801.

(5) Réponse de lord Hawkesbury. Août 1801.

comme on l'a dit déjà. Une seconde base était celle des restitutions réiproques pour arriver à un équilibre général : le *status ante bellum*, et celle-ci, plus équitable et plus juste, devait donner lieu à de plus grandes difficultés : quelles seraient les limites dans lesquelles se renfermeraient les restitutions, ou bien seraient-elles absolues ? L'Angleterre et la France allaient-elles se placer dans la même position qu'en 1789, sans tenir aucun compte des acquisitions faites et des changements arrivés ? La France insistait beaucoup sur la restitution de ses colonies et sur un vaste plan de compensation ayant pour théâtre l'Inde et l'Europe également. Après de longs débats, ce mode fut préféré ; seulement on dut examiner l'étendue qu'il fallait lui donner.

Les conquêtes de l'Angleterre sur le continent européen étaient nulles ; sa puissance avait échoué sur tous les points ; à Copenhague elle n'avait paru qu'un moment et ses troupes de mer avaient seules agi ; l'Angleterre n'avait rien acquis en Europe, depuis l'origine de la guerre. Au contraire, le gouvernement français avait largement étendu sa domination et son influence. La république avait conquis d'abord les limites du Rhin ; la rive gauche formait des départements. La Belgique était réunie par les traités de Campo-Formio et de Lunéville ; Anvers saluait le drapeau français. Ces territoires avaient agrandi considérablement la puissance matérielle de la république (1). Mais ce qu'il y avait de plus redoutable alors, c'était l'influence diplomatique de Bonaparte, s'étendant sur tous ses alliés. L'Espagne, placée sous sa main, avait augmenté son territoire par la conquête d'Olivénza enlevé au Portugal ; un ordre du premier consul était exécuté à Madrid, avec l'obéissance la plus absolue ; des flottes, sous les deux pavillons d'Espagne et de la république, paraissaient sur toutes les mers ; l'alliance la plus intime existait ; le pacte de famille était reconstitué sur de plus larges bases.

Au nord, la France maîtresse d'Anvers, avec ses magnifiques arsenaux, exerçait également une influence absolue sur la république batave ; ce gouvernement n'était qu'un mode, qu'une forme d'administration sous la haute domination du pre-

mier consul ; il pouvait s'y former une ligne d'armement depuis Amsterdam jusqu'à Cadix. Une telle sujétion serait-elle maintenue à l'égard de l'Italie et du Piémont ? Par un traité spécial, la France avait imposé comme condition à l'armement des Bourbons de Naples, de ne pas recevoir les Anglais, le Piémont ne formait plus qu'une division militaire, sous le général Jourdan. Toutes ces républiques éphémères attendaient respectueusement les ordres du gouvernement français, et la Suisse même était sous son influence décisive. La république paraissait plus puissante que la monarchie de Louis XIV, dans les jours de gloire et la plus grande faveur de sa fortune (2). En vain M. de Talleyrand répétait-il, dans ses notes, que ces gouvernements restaient libres et indépendants en dehors de toute domination étrangère, lord Hawkesbury, habitué aux négociations, savait assez l'état du continent pour répondre à M. de Talleyrand « que tous ces vastes territoires obéissaient à l'idée et au système français (3). »

La question continentale était ainsi tout avantageuse à la France, car elle y avait la haute main. L'Angleterre avait une situation au moins aussi vaste, aussi bonne par rapport aux colonies ; lorsque la France faisait des conquêtes successives sur le continent, l'Angleterre en accomplissait d'autres aussi étendues et prenait sur l'Espagne la Trioité et Minorque ; sur la France les îles sous le Vent, la Martinique, Miquelon, les établissements de l'Inde. Sur la Hollande, la Grande-Bretagne avait conquis le cap de Bonne-Espérance et l'île de Ceylan ; or Bonaparte sentait qu'une paix sans colonies serait un véritable traité sans issues, une pacification sans richesses, un commerce sans débouchés. Dans sa correspondance avec lord Hawkesbury, M. de Talleyrand insistait pour la restitution absolue de toutes les colonies conquises pendant les dernières quarante années (4).

Que déciderait-on pour l'Inde, ce point du monde sur lequel l'Angleterre avait si considérablement acquis ? L'Inde était le plus bel empire cocon ; Bonaparte avait mille fois rêvé sa conquête (5) ; le cabinet britannique obtenait dans la presqu'île du Gange plus de cinq cents lieues carrées de riches

(1) Note de lord Hawkesbury. Août 1801. — (2) Idem.

(3) Rapport de M. Otto. Août 1801.

(4) Note de M. de Talleyrand. 21 août.

(5) Bonaparte n'avait jamais renoncé à son projet sur l'Inde : c'était puérilité sans une marine victorieuse.

« Longtemps j'ai rêvé une expédition décisive sur l'Inde, mais j'ai été constamment déjoué. J'envoyais 16,000 soldats, insus sur des vaisseaux de ligne, chaque soixante-quatorze on eût porté 800, ce qui eût demandé treize-ou-quinze vaisseaux. Je leur faisais prendre de l'eau pour quatre mois ; on feût renouvelée à l'île de France ou dans tout autre endroit habité du détroit de l'Afri-

que, du Brésil ou de la mer des Indes ; on eût, au besoin, fait la conquête de cette eau par où on eût voulu rétrograder. Arrivés sur les lieux, les vaisseaux jetaient les soldats à terre, et repartaient aussitôt, complétant leurs équipages par le sacrifice de sept ou huit de ces vaisseaux, dont la vitesse avait déjà marqué la condamnation ; si bien qu'une escadre anglaise, arrivant d'Europe à la suite de la nôtre, n'eût plus rien trouvé. Quant à l'armée abandonnée à elle-même, mise aux mains d'un chef sûr et capable, elle eût renouvelé les prodiges qui nous étaient familiers, et l'Europe eût appris la conquête de l'Inde comme elle avait appris celle de l'Égypte.

possessions, et dix millions de sujets, après avoir détruit la puissance de l'empire de Mysore et de son sultan Tippoo-Saeb. Les comptoirs de France n'étaient plus rien que de vieilles ruines de cités et quelques côtes sans populations; une ou deux bourgades telles que Pondichéry s'éclipsaient devant Madras, la cité de Bengale avec son beau sol, sa population immense, et Calcutta, la ville du gouvernement de l'Inde, aux rues larges, aux riches monuments, la capitale du gouvernement. Les acquisitions de l'Angleterre dans l'Inde étaient tellement immenses qu'elles pouvaient compenser les sacrifices faits par le cabinet britannique pendant tout le courant de la guerre; et c'est ce que ne manquaient pas de faire remarquer les notes successivement envoyées par M. de Talleyrand pour justifier les acquisitions faites par la France sur le continent (1). « A nous l'Europe, semblait-il dire; à vous l'Inde et l'Asie. Le lot est encore beau pour l'Angleterre. »

Mais les difficultés des préliminaires portaient spécialement sur la possession de l'Égypte et de Malte. Malte, comme on l'a vu, était définitivement perdue pour la France; une capitulation avait fait tomber l'île au pouvoir des Anglais, et leur pavillon y flottait depuis six mois. À l'égard de l'Égypte, toutes les nouvelles disaient la mauvaise situation des Français cernés dans Alexandrie et le Caire et demandant capitulation; les armées ottomanes, les troupes britanniques faisaient d'incessants progrès au milieu de ces terres, et l'on ne doutait pas que, dans un délai très-rapproché, les cités de la haute et basse Égypte ne fussent les possessions du gouvernement anglais (2). La domination française arrivait à sa fin. M. Otto insista pour une restitution absolue aux anciens possesseurs de l'Égypte et de Malte. L'ordre de Saint-Jean de Jérusalem devait être reconstitué. On pourrait rendre l'île aux che-

valiers sous un grand maître. En attendant ce résultat, on en remettait la garde à une puissance neutre, secondaire et désintéressée. Pour l'Égypte, rien n'était plus simple; la Porte Ottomane avait aidé les Anglais dans leur expédition au pied des pyramides; à toutes les époques l'Égypte était demeurée sous sa domination; on devait lui restituer les vastes terres du Nil confiées à un pacha; le croissant se montrerait encore sur les minarets du Caire et d'Alexandrie avec le drapeau des Osmanlis; aucune difficulté sur ce point: l'Angleterre se disait l'alliée de la Porte Ottomane plus que la France elle-même; tout s'arrangerait pour les détails à la suite d'un congrès solennel (3).

Ainsi se poursuivait secrètement les négociations entre lord Hawkesbury et M. de Talleyrand, représenté par M. Otto, défendant avec habileté les instructions de son gouvernement. Les hostilités étaient vives encore; les coups de guerre rapides, et, un échange de notes se continuait à Londres et à Paris, dans le plus profond mystère entre les deux cabinets; on discutait les bases des préliminaires; l'*uti possidetis* étant rejeté de part et d'autre (4), on prit pour point de départ les restitutions réciproques dans des conditions arrêtées; il fut convenu comme bases premières: « Que la France traiterait conjointement avec l'Espagne et la république batave, tandis que l'Angleterre stipulerait au nom du Portugal, pour bien constater l'esprit des alliances. »

La clause des restitutions une fois admise, on dut examiner la question des limites dans lesquelles on se renfermerait. Quelles colonies garderait la Grande-Bretagne et quels seraient les établissements dont elle ferait la restitution? L'Angleterre fit peu de difficulté pour rendre la Martinique, Tabago, Sainte-Lucie, Saint-Pierre de Miquelon, Pondichéry; la France obtint toutes ses stations mari-

(1) Notes de M. Otto. Août 1801.

(2) On n'avait plus aucune nouvelle d'Égypte et des généraux qui commandaient l'expédition française. Les opinions de Bonaparte sur l'Égypte étaient invariables; c'est toujours l'Indo qu'il entrevoit.

« Les Anglais ont frémi de nous voir occuper l'Égypte. Nous mentionnons à l'Europe les vrais moyens de les priver de l'Inde. Ils ne sont pas encore bien rassurés et ils ont raison. Si quarante ou cinquante mille familles européennes faisaient leur industrie, leurs loix et leur administration en Égypte, l'Inde sera aussitôt perdue pour les Anglais, bien plus encore par la force des choses que par celle des armes. »

« Vous savez apprécier aussi bien que moi combien la possession de l'Égypte est importante à la France: cet empire turc, qui menace ruine de tous côtés, s'écroule aujourd'hui, et l'évacuation de l'Égypte serait un malheur d'autant plus grand, que nous verrions de nos jours cette belle province passer en des mains européennes. L'intérêt de ce qui se passe ici est vif, et les résultats en seront immenses pour le commerce, pour la civilisation; ce sera l'époque d'où dateront les grandes révolutions. »
(C. I. Lettre à Riber, du 21 août 1799.)

(3) Note de M. Otto. Août 1801.

(4) J'ai trouvé la petite note suivante écrite de la main du consul :

« Toutes les conquêtes faites par la France lui seront restituées: la Martinique, Sainte-Lucie, Tabago, Saint-Pierre de Miquelon, Pondichéry, etc. »

« Les conquêtes faites sur les Hollandais dans les deux Indes leur seront restituées. »

« Minorque sera rendue à l'Espagne. »

« L'île de Malte sera rendue aux chevaliers de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, sous la protection d'une puissance tierce. Porto-Ferrajo sera évacué par les Français et les Anglais, et réintégré à la Toscane. »

« Les territoires du roi de Naples, de la reine du Portugal et du Grand-Seigneur, seront garantis dans leur intégrité. Les troupes françaises et espagnoles devront évacuer ces pays sans délai. »

« Les prisonniers seront rendus des deux côtés. »

« Les hostilités cesseront dans trois mois en Europe, et dans six dans les autres parties du monde. »

Cet ultimatum fut ensuite modifié.

times, et lord Hawkesbury se montra fort large sur ce point, parce qu'il savait bien qu'en aucun cas, Pondichéry ne pourrait être un obstacle au développement de la puissance britannique dans l'Inde. Les colonies d'Amérique n'étaient que des postes militaires, et la Martinique devenait plutôt une charge qu'un bénéfice pour la métropole; supposez d'ailleurs une guerre, ces cessions ne pouvaient être en tous les cas qu'éventuelles; une seule campagne maritime pouvait rendre l'Angleterre maîtresse encore de toutes les îles cédées. Le gouvernement britannique obtenait la Trinidad à perpétuité; de ce port, elle pouvait dominer par ses intrigues le continent d'Amérique, que déjà elle voulait enlever à la suzeraineté de l'Espagne, en favorisant les idées d'indépendance dans ces riches contrées. L'acquisition de l'île de Ceylan était précieuse pour la Grande-Bretagne; station nécessaire devant la côte du Bengale, elle protégeait la navigation si difficile de ces parages; riche territoire, terre magnifique, Ceylan produisait le poivre, les épices les plus variées, les parfums les plus doux, sous le plus beau ciel; l'Angleterre convoitait cette admirable possession sur la Hollande, depuis cinquante ans (1).

La question de l'île de Malte résolue favorablement pour l'ordre, on dut la restituer aux chevaliers, sous la protection d'une puissance tierce, comme pour réaliser l'idée chevaleresque de Paul I^{er}; les deux puissances battaient ainsi la Russie: l'intégrité des territoires était assurée à Naples, au Portugal et au Grand-Seigneur; les troupes des puissances belligérantes devaient immédiatement évacuer le pays de Toscane. Les préliminaires laissaient l'espérance d'un traité de commerce sur des bases équitables, lequel pourrait devenir commun à la république batave; promesse vague, car un traité de commerce était difficile entre deux peuples rivaux, également

producteurs, se jetant dans de communes voies de l'industrie et des manufactures; et pour réaliser déjà cette pensée d'un commerce commun, on déclarait le cap de Bonne-Espérance port franc ouvert à toutes les nations. Depuis longtemps l'Angleterre convoitait le cap de Bonne-Espérance, station nécessaire pour appuyer son empire dans l'Inde. La maison d'Orange avait promis le Cap comme un gage de sa restauration; en déclarant la franchise de son port, l'Angleterre voulait s'en assurer plus tard la possession pour elle-même. Quant à la question des prisonniers, sur laquelle M. Otto avait des pleins pouvoirs, on devait les rendre immédiatement après la signature des préliminaires: les hostilités étaient également suspendues, et pour des cas éventuels de combats et de prises, on fixait trois mois pour l'Europe, et six mois pour les autres parties du monde.

Ces préliminaires, longtemps discutés, furent envoyés par duplicata à M. de Talleyrand et au consul Bonaparte (2); dans une dépêche que M. Otto joignit à cet envoi, il explique avec netteté les motifs qui devaient en hâter la signature: « L'opinion publique en Angleterre visait favorable à la cessation immédiate des hostilités; il paraissait incontestable à M. Otto que toute ratification serait donnée par le ministère Addington. Comme chaque partie contractante avait besoin de la paix, tout faisait croire qu'elle serait durable. Si le premier consul étudiait la position respective, de grands motifs devaient hâter cette conclusion. Pouvait-on garder l'Égypte? Non. Était-il possible de reconquérir Malte? Pas davantage. La France, sans rien céder, revenait *au statu quo ante bellum*; toutes ses colonies lui étaient rendues, et par le fait, elle se trouvait placée dans une position aussi belle que dans les grands jours de Louis XIV; elle entraînait, sous une immédiate influence, l'Espagne et la Hollande; l'Italie et

(1) C'était pour empêcher l'occupation de Ceylan et du cap de Bonne-Espérance par les Anglais sur les Hollandais que l'admirable campagne du balli de Suïren s'était accomplie dans l'Inde. Je dirai un jour tout ce que fit le règne de Louis XVI pour la diplomatie, et la habile préface du monarque pour l'Angleterre.

(2) Les préliminaires arrêtés portent comme disposition principale: « Art. 2. S. M. S. restitue à la république française et à ses alliés, et notamment à S. M. C. et à la république batave, toutes les possessions et colonies occupées ou conquises par les forces anglaises dans le cours de la guerre actuelle, à l'exception de l'île de la Trinidad et des possessions hollandaises dans l'île de Ceylan, desquelles îles et possessions S. M. S. se réserve la pleine et entière souveraineté.

« Art. 3. Le port du cap de Bonne-Espérance sera ouvert au commerce et à la navigation des deux parties contractantes, qui y jouiront des mêmes avantages.

« Art. 4. L'île de Malte avec ses dépendances sera évacuée par les troupes anglaises, et elle sera rendue à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem; pour assurer l'indépendance absolue de cette île de l'usur ou de l'usur des deux parties contractantes, elle sera

mise sous la garantie d'une puissance tierce, qui sera désignée par le traité définitif.

« Art. 5. L'Égypte sera restituée à la Sublime Porte, dont les territoires et possessions seront maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étaient avant la guerre actuelle.

« Art. 6. Les territoires et possessions de S. M. Très-Fidèle seront aussi maintenus dans leur intégrité.

« Art. 7. Les troupes françaises évacueront le royaume de Naples et l'État-Romain. Les forces anglaises évacueront pareillement Porto-Ferrajo, et généralement tous les ports et îles qu'elles occupaient dans la Méditerranée ou dans l'Adriatique.

« Art. 8. La république des Sept-Îles sera reconnue par la république française.

« Les évacuations, cessations et restitutions stipulées par les présents articles préliminaires, seront exécutées, pour l'Europe, dans le mois; pour le continent et les mers d'Afrique, dans les trois mois; pour le continent et les mers d'Asie, dans les six mois qui suivront la ratification du traité définitif.

(Ces préliminaires sont du 1^{er} octobre 1801 et signés Otto et Hawkesbury.)

la Suisse étaient sous sa domination morale; sa marine pourrait conquérir Saint-Domingue, l'Espagne lui donnait la Louisiane; le Portugal, une meilleure frontière dans la Guyane; les deux seules conquêtes que se réservait l'Angleterre, l'île de Ceylan et la Trinidad, n'étaient point arrachées à la domination de la France.

Tel était le sens de la dépêche de M. Otto, pressant la signature des préliminaires (1). M. de Talleyrand répondit par courrier: « Qu'il avait pris en effet les ordres du premier consul: que rien ne s'opposait à la signature d'un traité dont tout le monde avait besoin; dans les préliminaires on établirait les bases générales; les points de détail pourraient s'examiner dans un congrès, sur lesquels plus tard les plénipotentiaires sauraient à s'expliquer; on verrait alors à vider les questions d'Égypte et de Malte, les plus essentielles selon M. de Talleyrand. » A cette dépêche, le ministre joignait le projet des préliminaires corrigé sur deux ou trois points avec ordre de le signer sur-le-champ et d'en finir au plus vite avec cette négociation, dont le résultat était attendu avec impatience à Paris (2).

Tout était tenu dans le plus profond secret, par plusieurs motifs; on disait même que des spéculations de bourse étaient faites déjà, dans une pensée de hausse. Enfin, M. Otto et lord Hawkesbury se virent dans des conférences intimes et répétées;

comme le premier consul avait reçu de mauvaises nouvelles d'Égypte, il écrivit en toute hâte à M. Otto, de signer le projet primitif des préliminaires, tels qu'ils étaient arrêtés. La signature fut donnée par les plénipotentiaires, le 30 septembre à onze heures du soir, avec solennité, au *Foreign office*. Aussitôt un courrier fut dirigé vers Calais; le 3 octobre, une dépêche télégraphique annonça l'heureux événement qui suspendait les hostilités entre deux peuples engagés, depuis dix ans, dans les batailles les plus acharnées. La joie fut grande de part et d'autre (3); quand il y a fatigue de guerre dans les esprits, le besoin de la paix est insatiable; c'est un entraînement que nul ne peut rendre. En Angleterre, la joie fut bruyante parmi le bas peuple; les whigs croyaient au prochain avènement de Fox au ministère. En France, un enthousiasme universel entourait le premier consul, magnifique intelligence qui avait fait ce noble repos; la tranquillité dont on allait jouir était son ouvrage; les mers allaient revoir nos beaux navires de commerce! On avait la paix continentale par le traité de Lunéville, et la paix maritime, par les préliminaires; les cabinets de Londres et de Paris échangeaient les notes les plus amicales, les plus intimes, comme si la paix allait se perpétuer dans l'harmonie universelle.

Ces voies de pacification grandirent encore; les idées n'étaient plus à la guerre; partout on appelait

(1) Dépêches de M. Otto, septembre 1801.

(2) Instructions de M. de Talleyrand, septembre 1801.

(3) Hier, 3 octobre, à sept heures du soir, le caisson renfermant la foie sur le quel des Tailleurs et sur l'esplanade de l'hôtel des Anstades, a donné subitement le signal d'allégresse publique. Les citoyens s'arrêtent, s'interrogent mutuellement au milieu des rues et des places publiques, sur l'événement que le gouvernement proclamait, se portaient en foule vers les spectacles pour y prendre connaissance de la nouvelle qu'en y notifierait sans doute officiellement. Sur tous les théâtres, en effet, une note du ministre de l'intérieur annonçant la signature des préliminaires avec l'Angleterre, a été lue et répétée sur milieu des plus vives acclamations. L'enthousiasme était à son comble à la Comédie-Française, au théâtre de Picard, et au Vaudeville. A ce dernier théâtre, l'esprit est habillé à servir d'interprète au acclamation: des couplets improvisés ont été couverts d'applaudissements. En sortant des spectacles, les citoyens ont trouvé les façades des théâtres, des établissements publics, et d'un grand nombre de maisons de citoyens, illuminées comme aux jours de nos fêtes nationales.

Les consuls de la république aux Français :

« Français! vous l'avez enfin tout entière cette paix que vous avez méritée par de si longs et de si généreux efforts.

« Le monde ne nous offre plus que des nations amies, et sur toutes les mers, s'ouvrent pour vos vaisseaux des ports hospitaliers.

« Fidèle à vos vœux et à ses promesses, le gouvernement s'est dévoué à l'ambition des conquêtes, et à l'attrait des entreprises hardies et extraordinaires. Son devoir était de rendre le repos à l'humanité et de rapprocher par des liens solides et durables, cette grande famille européenne dont la destinée est de faire les destins de l'univers.

« Sa première tâche est remplie, une autre commence pour

vous et pour lui. A la gloire des combats faisons succéder une gloire plus douce pour les citoyens, une redoutable pour nos voisins.

« Perfectionnons, mais surtout apprenons aux générations naissantes à chérir nos institutions et nos lois. Qu'elles croissent pour l'égalité civile, pour la liberté publique, pour la prospérité nationale. Portons dans les ateliers de l'agriculture et des arts, cette constance, cette patience qui ont étonné l'Europe dans toutes les circonstances difficiles. Unissons nos efforts du gouvernement les efforts des citoyens pour enrichir, pour féconder toutes les parties de notre vaste territoire.

« Soyons le lien et l'exemple des peuples qui nous environnent. Que l'étranger, qu'un intérêt de curiosité attirera parmi nous, s'y arrête, attaché par le charme de nos mœurs, par le spectacle de notre union, de notre industrie, et par l'attrait de nos jouissances; qu'il s'en retourne dans sa patrie plus ami du nom français, plus instruit et meilleur.

« Si l'écueil encore des hommes que tourmente le besoin de leur leurs concitoyens, ou qu'aggrave le souvenir de leurs pertes, d'immenses contrées les attendent; qu'ils aient aller et chercher des richesses et l'oubli de leurs infortunes et de leurs pertes. Les regards de la patrie les y suivront; elle secondera leur courage; un jour, heureux de leurs travaux, ils reviendront dans son sein, dignes d'être citoyens d'un État libre, et corrigés du délire des persécutions.

« Français! il y a deux ans, ce même jour s'il se terminait vos dissensions civiles, s'odonit toutes les factions! des lars vous pûtes concentrer toute votre énergie, embrasser tout ce qui est grand aux yeux de l'humanité, tout ce qui est utile aux intérêts de la patrie; parlez le gouvernement fut votre guide et votre appui. Sa conduite sera constamment la même. Votre grandeur fait la sienne, et votre bonheur est la seule récompense à laquelle il aspire.

le repos. L'exemple de l'Angleterre avait été contagieux ; de Londres même partirent des conseils à la Russie, pour finir par un traité toutes les questions accessoires qui restaient indécises entre la république française et Alexandre. M. de Kalitscheff fut rappelé par les ordres exprès du czar ; sa position à Paris n'était pas bonne ; expression de la politique de Paul I^{er}, il s'était lié trop intimement avec la cour du premier consul, et la Russie avait besoin d'un observateur hostile, afin de connaître profondément la pensée du cabinet. Elle désigna le comte de Marcoff, un des esprits les plus fermes, les plus fins et les plus déliés de sa diplomatie. M. de Marcoff se hâta d'arriver à Paris, chargé de pleins pouvoirs pour négocier sur les points qui faisaient difficulté entre la Russie et la France. Nul n'était alors disposé à faire la guerre ; le premier consul avait seul une belle armée toute prête, et l'état de paix devait la dissoudre.

Dans cette situation, il fut facile de s'entendre ; le comte de Marcoff eut une longue suite de conférences avec M. de Talleyrand ; on y régla en termes généraux les relations de la France et de la Russie : les deux États ne se touchaient par aucun point, et c'est ce qui rendit presque insignifiant le traité intervenu entre ces deux puissances. Il ne contenait aucune cession de territoire, aucune stipulation matérielle ; seulement (1) on se promettait de bons offices respectifs pour empêcher toute conspiration contre les deux gouvernements établis, soit en fomentant des troubles, soit en fournissant des subsides aux mécontents. On jetait vaguement des espérances pour un traité de commerce qui pourrait lier les deux pays dans leurs rapports de produits et de manufactures. Le comte de Marcoff, après la signature de ce traité, dut résider à Paris comme ambassadeur ; il y devint un des appréciateurs les

plus fins, les plus habiles des faits politiques, et en même temps le diplomate le plus déterminé à résister au premier consul au nom de la Russie.

Ce traité public, à bien l'examiner, ne signifiait rien, si ce n'est le rétablissement momentané des rapports diplomatiques. Comme les préliminaires signés à Londres, il n'était qu'une trêve préparée pour satisfaire l'opinion générale de la paix qui dominait toutes les âmes, sorte de point d'arrêt dans la guerre si pesante pour les peuples. La Russie et la France avaient d'autres griefs importants, qui devaient être plus tard l'objet ou au moins le prétexte de nouvelles hostilités. La France et la Russie s'étaient liées secrètement sur plusieurs points ; Paul I^{er} et le consul, à leur époque d'intimité, avaient signé plusieurs articles importants sur la circonscription de l'Europe. En Allemagne, on devait faire assurer des indemnités à tous les princes dépossédés sur la rive gauche du Rhin. En Italie, il fallait donner une existence indépendante à Naples et au Piémont. Un premier engagement avait été exécuté, le royaume de Naples était évanoui par les Français. Mais ce qu'il faut bien remarquer pour l'explication des événements postérieurs, c'est que, par un traité secret renouvelé entre M. de Talleyrand et M. de Marcoff, il était spécialement convenu que la maison de Carignan recevrait une indemnité équivalente au Piémont, si le premier consul ne lui restituait pas ce territoire, afin d'assurer l'équilibre général. Il fut également entendu avec l'Angleterre, que la maison d'Orange serait indemnisée pour la Hollande qu'elle avait perdue.

Il semblait que toutes les parties intervenues dans la grande coalition de 1799 devaient successivement traiter avec le premier consul, chef suprême de l'État. M. de Talleyrand avait toujours mis un grand prix à obtenir un traité séparé avec la Porte,

(1) *Traité avec la Russie.*

Art. 1^{er}. — Il y aura doré avant paix, amitié et bonne intelligence entre la république française, et S. M. l'empereur de toutes les Russies.

Art. 2. — En conséquence, il ne sera commis aucune hostilité entre les deux États, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité ; et aucune des parties contractantes ne pourra fournir aux ennemis de l'autre, tant extérieurs qu'intérieurs, aucun secours, ou contingent, en hommes, ni en argent, sous quelque dénomination que ce soit.

Art. 3. — Les deux parties contractantes, voulant autant qu'il est en leur pouvoir contribuer à la tranquillité des gouvernements respectifs, se promettent mutuellement d'empêcher qu'aucun de leurs sujets puisse entretenir une correspondance quelconque, soit directe, soit indirecte, avec les ennemis intérieurs du gouvernement actuel des deux États, d'y propager des principes contraires à leurs constitutions respectives, ou d'y fomentier des troubles, et par une suite de ce concert, tout sujet de l'une des deux puissances qui, en séjourant dans les États de l'autre, s'écarterait à sa discrétion, sera de suite éloigné dudit pays et transporté hors des frontières, sans pouvoir en aucun cas se réclamer de la protection de son gouvernement.

Art. 4. — Il est convenu de s'en tenir, quant au rétablissement des légations respectives et au cérémonial à suivre entre les deux gouvernements, à ce qui était d'usage avant la présente guerre.

Art. 5. — Les deux parties contractantes conviennent, en attendant la confection d'un nouveau traité de commerce, de rétablir les relations commerciales entre les deux pays, sur le pied où elles étaient avant la guerre, en tant qu'il leur sera possible, avec les modifications que le temps et les circonstances peuvent avoir amenées, et qui ont donné lieu à de nouveaux règlements.

Art. 6. — Le présent traité est déclaré commun à la république batave.

Art. 7. — Le présent traité sera ratifié, et les ratifications échangées dans l'espace de quelques jours, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous avons, en vertu de nos pleins pouvoirs, avons signé ledit traité et y avons apposé nos cachets.

Fait à Paris le 19 vendémiaire an X de la république française (8 octobre 1801).

*Mme. Ch.-Maur. Talleyrand.
Le comte de Marcoff.*

et bien des démarches avaient été faites dans ce but. Les préliminaires signés à Londres portaient une clause qui assurait l'intégrité de l'empire ottoman. Dès lors le gouvernement turc se rapprocha de celui de la république. La Porte avait envoyé à Paris un plénipotentiaire spécial, Esseyd-Aly-Effendi, très-capable de comprendre et de préciser les rapports naturellement établis entre les deux nations si intimes depuis des siècles. Les clauses de ce nouveau traité ne s'appliquaient pas seulement à des principes vagues, à des stipulations générales comme dans les articles arrêtés avec la Russie; l'évacuation de l'Égypte promise par la France à la Porte, devait s'accomplir sur-le-champ, parce qu'elle était la conséquence naturelle de l'intégrité territoriale. De plus, la France reconnaissait la constitution des Sept-Iles sous la protection de la Turquie.

Enfin, comme couronnement du traité, on renouvellait les conventions commerciales conclues depuis François I^{er}; vieux souvenir historique qui avait donné une si grande existence aux consuls français dans les échelles du Levant. Tous ces traités étaient négociés directement par M. de Talleyrand; le ministre se donnait la mission d'un retour presque absolu aux principes de l'ancienne diplomatie à l'égard des États européens; les relations s'ouvraient sur le même pied que pendant le régime antérieur à la révolution. On rappela à la Porte Ottomane les capitulations qui faisaient la force et la prospérité du commerce; les termes du traité étaient copiés sur les plus antiques traditions, avec leur formule, leur étiquette, leur règlement diplomatique (1).

Ces tendances vers l'ancien code diplomatique s'étendaient même aux puissances secondaires. Si M. de Talleyrand s'occupait des négociations avec les grands cabinets, les diplomates du second ordre accomplissaient l'œuvre des traités partiels. L'électeur de Bavière, Maximilien, ayant pris une part active à la guerre d'Allemagne, brutalement finie par le traité de Lunéville, désigna comme plé-

nipotentiaire spécial pour finir les hostilités avec la France, M. de Cetto, qui depuis eut un rôle plus éminent dans la diplomatie européenne. Ce plénipotentiaire fut parfaitement accueilli par le premier consul; car les traditions historiques disaient le rôle que l'électeur de Bavière avait toujours joué dans les guerres d'Allemagne, en prêtant aide et appui aux intérêts français; les Bourbons s'étaient souvent alliés avec eux par des mariages de famille. Bonaparte, comme la vieille monarchie, voulut attirer la Bavière à prendre parti contre la maison d'Autriche; il désigna pour s'entendre avec M. de Cetto le propre garde des archives aux affaires étrangères, M. Caillard, qui put invoquer auprès du ministre bavarois les traditions des deux gouvernements depuis le cardinal de Richelieu. Le traité de Lunéville cédait à la France les provinces bavarolaises de la rive gauche du Rhin; le premier consul garantissait à l'électeur toutes ses possessions héréditaires de la rive droite; et une stipulation secrète promettait même des indemnités à la Bavière, en échange des pertes qu'elle avait faites dans la dernière guerre, premier pas vers une alliance intime qui plus tard se développa par les actes de la confédération du Rhin, avec tous les princes de l'Allemagne. Cette question des indemnités paraissait interminable, parce qu'enfin il fallait trouver des territoires à répartir et qu'il n'y en avait pas (2).

Au même moment, arrivait à Paris le chevalier Nieheroux, l'un des officiers de l'émigration qui s'étaient le plus distingués auprès de M. de Damas, dans la guerre de Naples; il était porteur de pleins pouvoirs pour arrêter définitivement les stipulations consenties entre les Bourbons de Naples et le premier consul, sous l'influence de la Russie et de l'Autriche. On devait convertir les articles préliminaires conclus par le général Murat, en traité définitif. Le premier consul désigna, pour s'entendre avec le plénipotentiaire napolitain, M. Alquier, con-

biens et effets des citoyens et sujets respectifs, condamnés ou séquestrés pendant la guerre. Les agents politiques et commerciaux et les prisonniers de guerre de tout grade, seront mis en liberté, immédiatement après la ratification des présents articles préliminaires.

Art. 4. — Les traités qui existaient avant la présente guerre entre la France et la Sublime Porte Ottomane sont renouvelés en entier. En conséquence de ce renouvellement, la république française jouira, dans toute l'étendue des États de Sa Hauteuse, des droits de commerce et de navigation dont elle jouissait antérieurement, et de ceux dont pourroit jouir à l'avenir, les nations les plus favorisées.

Les ratifications seront échangées à Paris, dans l'espace de quatre-vingt-jours.

Fait à Paris le 17 vendémiaire an 12 de la république française, en la première du mois germanique-ul-air 136 de l'égire.

Signé : Ch.-Maur. Talleyrand,
Esseyd-Aly-Effendi.

(2) Le traité avec la Bavière est du 24 août 1801.

(1) Art. 1^{er}. — Il y aura paix et amitié entre la république française et la Sublime Porte Ottomane; en conséquence de quoi les hostilités cesseront entre les deux puissances, à dater de l'échange des ratifications des présents articles préliminaires. Immédiatement après lequel échange, le province enlève de l'Égypte sera évacuée par l'armée française, et restituée à la Sublime Porte Ottomane, dans le territoire et les possessions seront maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étaient avant la guerre actuelle. Il est entendu qu'après l'évacuation, les concessions qui pourraient être faites en Égypte aux autres puissances, de la part de la Sublime Porte, seront communes aux Français.

Art. 2. — La république française reconnaît la constitution de la république des Sept-Iles unies et des pays ex-vendéens, situés sur le continent. Elle garantit le maintien de cette constitution. La Sublime Porte Ottomane reconnaît et accepte cet effet le sort de la république française ainsi que celle de la Bosnie.

Art. 3. — Il sera pris des arrangements définitifs entre la république française et la Sublime Porte Ottomane, relativement aux

ventionnel d'une certaine ténacité de caractère, qui avait pris part à toutes les négociations des guerres d'Allemagne et d'Italie; il y avait peu de convenances à placer un régicide en face d'un Bourbon et d'un émigré; M. Alquier, longtemps habitué à suivre, sous M. de Tayllerand, les intérêts diplomatiques, n'avait dans cette nouvelle mission qu'un but à remplir, c'était de faire confirmer les dispositions de paix et de police que les préliminaires avaient déjà stipulées, et, par exemple, l'oubli du passé pour tous les délits politiques commis à Naples et dans les Abruzzes : on accordait 500,000 francs d'indemnités aux citoyens français qui avaient éprouvé des dommages; l'intégrité du royaume de Naples était maintenue dans les limites stipulées par le général Murat, qui, du haut des Abruzzes, pouvait déjà considérer son royaume futur; on promettait, à ces conditions, d'évacuer la Pouille. Ces articles étaient le complément de la convention primitive faite à Naples, sous l'influence du général en chef Murat; et le chevalier Micheroux n'eut plus à Paris qu'à satisfaire quelques exigences d'argent, alors indispensables dans les négociations.

Une convention secrète avait aussi réglé, à Madrid, les rapports du Portugal et de la France, source de fortune pour Lucien Bonaparte. Dans les articles qui se discutaient à Londres, on stipulait l'intégrité de toutes les possessions du Portugal et des Algarves; sous ce rapport, le traité signé à Madrid, par Lucien Bonaparte, avait besoin de développements et d'explications : quelles seraient les exactions coloniales faites par le Portugal à la république française, et les indemnités convenues? Toutes les clauses arrêtées furent relatives à la limitation de la Guyane; Bonaparte songait à un vaste système d'organisation coloniale, pour avoir pied partout dans l'Amérique. Lucien Bonaparte continua de suivre à Paris les négociations commencées à Madrid avec le plénipotentiaire portugais, Cyprino Freyre, le seul ministre de la cour de Lisbonne favorable à la France; ce traité tout provisoire rentra dans les clauses générales des préliminaires avec la Grande-

Bretagne. Le prince régent dut se présenter comme partie stipulante dans le congrès d'Amiens (1); les deux cours de Portugal et de Londres se montrèrent inséparables pour la paix comme pour la guerre.

On commençait à remarquer dans tout le cours de ces négociations la tendance du premier consul à se donner une grande position dans les Amériques. Il se manifesta dans son esprit quelques vagues idées du système colonial; il se proposa des bases d'opérations militaires et coloniales, et suit avec beaucoup d'attention les rapports qui viennent de s'engager avec les Anglo-Américains. Des plénipotentiaires arrivaient à Paris pour solliciter un traité de commerce et des indemnités à l'occasion des faits accomplis pendant les dix dernières années. Un des phénomènes les plus curieux de la république française fut que, presque à son début, elle se déclara hostile aux États-Unis d'Amérique, sous Washington. Les rois de France avaient favorisé le développement de cette jeune république; Louis XVI était mort sur l'échafaud, par suite de la terrible application des maximes de bouleversement que les rois de France avaient fait triompher en Amérique. La rupture entre les États-Unis et la république française datait précisément de l'époque de 1793; la cause en était dans les intérêts hostiles, puis dans la différence des principes qui dominaient les gouvernements. Les Américains du Nord étaient soumis sans doute à un régime démocratique, mais il y avait partout une régularité de formes, un ordre parfait dans le gouvernement (2), véritable république sans anarchie et sans violence; or ce n'était pas ainsi que les démocrates de la convention entendaient le gouvernement. Les États-Unis vivaient par un commerce grand, étendu, vivace; ils ne considéraient pas la nature du pouvoir avec lequel ils traitaient; dans leur égoïsme marchand, ils spéculaient sur tout et pour tout.

Les premiers troubles de la révolution française avaient été favorables au développement du système maritime des Américains; comme ils étaient

(1) *Traité de paix entre la république française et le royaume de Portugal* (le 29 septembre 1801).

Art. 1^{er}. — Il y aura à l'avenir, et pour toujours, paix, amitié et bonne intelligence entre la république française et le royaume de Portugal.

• Toutes les hostilités cessent, tant sur terre que sur mer, à compter de l'échange des ratifications du présent traité; savoir, dans quinze jours pour l'Europe, et les mers qui baignent ses côtes et celles d'Afrique en dedans de l'équateur; quarante jours après ledit échange pour les pays et mers d'Amérique et d'Afrique au delà de l'équateur, et trois mois après pour les pays et mers situés à l'ouest du cap Boçu et à l'est du cap de Bonne-Espérance. Toutes les prises faites après chacune de ces époques dans les parages auxquels elle s'applique, seront respectivement restituées. Les prisonniers de guerre seront rendus de part et d'autre, et les rapports politiques entre les deux pou-

voirs seront rétablis sur le même pied qu'avant la guerre.

Art. 2. — Les limites entre les deux Guyanes française et portugaise, seront déterminées à l'avenir par la rivière Carapantan, qui se jette dans l'Amazonne à environ un tiers de degré de l'équateur, latitude septentrionale, au-dessous du fort Macapá. Ses limites suivront le cours de la rivière jusqu'à sa source, d'où elles se porteront vers la grande chaîne de montagnes qui fait le partage des eaux; elles suivront les indications de cette chaîne jusqu'au point où elle se rapproche le plus du Rio-Branco vers le deuxième degré; et un tiers nord de l'équateur.

• Les Indiens des deux Guyanes qui, sous le cours de la guerre, auraient été enlevés de leurs habitations, seront respectivement rendus.

(2) L'histoire des différends de la France avec les États-Unis a été plusieurs fois écrite. L'en ai publié une notice exacte dans la *Revue des Deux Mondes*.

neutres, leur pavillon parcourait toutes les mers et transportait les marchandises dont la France avait alors besoin. L'Angleterre comprit combien cette situation était fatale pour elle dans la guerre maritime contre la France; elle ne pouvait admettre, pas plus pour les États-Unis que pour le Danemark et la Suède, la maxime si longtemps disputée, que « le pavillon couvre la marchandise; » l'Angleterre avait donc déclaré « qu'elle visiterait leurs navires, même sous pavillon de guerre, pour voir s'ils n'avaient aucune contrebande à bord, ni objets appartenant aux ennemis. » Les États de l'Amérique résistèrent un moment, puis ils avaient accédé à cette disposition, parce qu'avant tout ils voulaient continuer paisiblement leur commerce, accomplir leurs spéculations, sans se jeter dans les périls de la guerre, pour une vaine question d'honneur et de pavillon national.

Dès que cette résolution pacifique fut connue en France, le Directoire prit des mesures pour rappeler violemment les Américains au respect de leur pavillon; la convention et le Directoire déclarèrent dénationalisé tout navire américain qui subissait l'humiliation d'une visite sans résistance, et le gouvernement déclara de bonne prise tous les bâtiments neutres qui, sous le drapeau de l'Union, souffriraient qu'on les humiliât ainsi; il s'ensuivit une sorte de pillage organisé; on prit, on confisqua les cargaisons américaines. Comme il y a toujours un peu de fraude dans les connaissements des capitaines neutres, elle servit de prétexte aux actes les plus arbitraires, et plus de 10 millions de dollars furent confisqués sur le commerce de New-York, de Boston et de Philadelphie. Quand le gouvernement s'organisa sur des bases plus solides, pendant le consulat, de nouvelles négociations s'ouvrirent; le président des États-Unis envoya des plénipotentiaires à Paris pour régler les principes qui désormais seraient admis dans les rapports des neutres, et surtout les indemnités des sujets américains. Les plénipotentiaires ne voulurent point traiter directement avec M. de Talleyrand; ils avaient des souvenirs de corruption, restés dans la mémoire du président et du sénat; que n'avait pas exigé M. de Talleyrand à une autre époque comme gratification secrète, afin d'appuyer certaines réclamations?

Le premier consul désigna pour représenter la France dans la négociation américaine, son frère Joseph Bonaparte, M. de Flurieu, qui tenait un rang distingué dans les sciences et dans les souvenirs de la marine, et enfin M. Roderer, dont le nom plaisait aux États-Unis, parce qu'il en avait soutenu les principes, à l'origine des mouvements de 1789; tous trois étaient conseillers d'État. Le premier consul accueillit parfaitement les envoyés américains, et c'est afin de préparer un traité, qu'il avait, par une flatterie délicate, rendu de nouveaux honneurs à Washington, le fondateur de la liberté américaine. Les négociations durèrent plus de six mois, parce qu'elles se rattachaient à des intérêts privés, et à des confiscations de guerre qui intéressaient tout le commerce.

Puis les bases suivantes furent arrêtées : 1° renouvellement du traité d'alliance de 1778, un des monuments de la sagesse de Louis XVI; 2° restitution des navires et des propriétés capturées, payement respectif des dettes de l'une et de l'autre nation; 3° abolition du droit d'aubaine à l'égard des Américains; 4° stipulation d'un délai de six mois pour la reprise des hostilités au cas où elles éclateraient entre les deux nations. Toutes les autres clauses étaient relatives au droit des neutres, au règlement de contrebande; et les Américains admettaient les principes de la neutralité proclamée par la France, dans sa contestation armée contre l'Angleterre. Cette convention soumise à la ratification du président John Adams, et au vote du sénat, reçut une modification importante en ce qui touche les indemnités réclamées par les Américains. Le sénat supprimait l'article parce qu'il ne satisfaisait pas assez le droit de réclamation, et il voulut ajouter la clause essentielle : « Que le traité n'aurait pas une durée plus étendue que huit années, » et tout cela, afin d'obliger le gouvernement de la France à une indemnité complète, immédiate, pour les propriétés confisquées, but essentiel et fondamental de la négociation entre la France et l'Amérique. Le président John Adams insista pour faire insérer ses protestations dans le traité définitif. En Amérique, le gouvernement se compose d'un vaste groupe d'intérêts privés, qui sont aussi puissants que l'intérêt public (1).

Ainsi la paix était rétablie sur des bases géné-

(1) Voici le texte même de la ratification :

« And whereas the senate of the United States did, by their resolution, on the 3d day of this present month of February (two thirds of the senators then present concurring) consent to and advise the ratification of the said convention, provided the second article be expunged, and that the following article be added or inserted : « It is agreed that the present convention « shall be in force for the term of eight years from the exchange « of the ratifications; » now therefore, I, John Adams, presi-

dent of the United States of America, having seen and considered the convention and additional article above cited, do, in pursuance of the aforesaid advice and consent of the senate of the said United States, by these presents, accept, ratify and confirm the said convention and additional article, and every clause and article thereof as the same are herein before set forth, saving and excepting the second article of the said convention, which I hereby declare to be expunged and of no force or validity. »

rales dans les deux mondes; autant, il y avait dix ans, on s'était jeté dans les hasards de la guerre, avec toutes les violences d'un état d'hostilité universelle, autant, après cette période d'agitation, on arrivait à une situation pacifique : on aurait dit que tous les gouvernements avaient besoin de repos; assez de sang avait été versé, on voulait jouir des avantages conquis par l'ordre, et la paix était le vœu de tous; le commerce souriait à chaque État et semblait promettre des fleuves d'or. Ces périodes se produisent souvent dans l'histoire; il y a des époques d'effervescence et des temps de lassitude; quand le repos a été trop long, les nations se précipitent les unes sur les autres sans motifs, sans causes. La lassitude vient plus tard, et tout retourne à la pacification; qui n'aime la fin de longues fatigues et ne soupire après le repos quand une vaste route est parcourue? La paix développe les moyens intelligents des peuples. Sous le consulat, gouvernements et nations veulent cesser les hostilités, et telle est la cause des traités qui marquent cette époque du ministère de M. de Talleyrand. On négociait poussé par la tendance générale des esprits; les bureaux des affaires étrangères étaient remplis de ministres plénipotentiaires qui venaient terminer les débats du monde; on soldait les comptes de tous les temps, les discussions anciennes et les nouvelles (1).

Ce fut la belle période du consulat : on avait pacifié les partis, on apaisait l'Europe, et la France sortait de la crise, plus puissante que ne l'était la monarchie de Louis XIV dans ses années de gloire, car on gardait la frontière du Rhin, on obtenait toute influence sur la Hollande, la Suisse et l'Italie; l'Espagne restait tellement liée à la république, qu'elle intervenait comme puissance parallèle, dans les préliminaires signés avec l'Angleterre. En outre, on obtenait la restitution des colonies; à l'égard de la Porte, les anciennes capitulations étaient fermement renouées; la Russie renonçait à toute hostilité directe; l'Autriche avait subi le traité de Lunéville; le Portugal et Naples payaient tribut, et enfin comme complément à ce beau succès du consulat, on faisait reconnaître et proclamer par les États-Unis le système de neutralité maritime, tel que la France l'avait toujours soutenu dans ses longues querelles avec l'Angleterre.

Cependant, pour les esprits élevés, cette situation était-elle autre chose qu'une trêve? Y avait-il dans les éléments de la paix universelle un principe de durée? Les intérêts n'étaient-ils pas disparates; le caractère violent et impératif de Bonaparte se

plaoierait-il aux ménagements et aux exigences de la diplomatie, et ne briserait-il pas le nœud gordien avec son épée? L'Angleterre allait-elle s'exposer au développement d'un système colonial qui avait pour base Saint-Domingue, la Louisiane, et s'appuierait sur l'énergie du premier consul? Il s'agissait pour elle de sa vie politique. Ne valait-il pas mieux combattre à outrance, que de subir une paix si désastreuse, par l'énergie qu'elle pouvait partout imprimer au commerce et à la marine de la France? Pour les hommes sérieux, de tels traités n'étaient qu'un provisoire; l'idée de pacification européenne ne portait pas en elle-même le principe d'une grande durée. La France et l'Angleterre à la face l'une de l'autre, étaient comme ces héros d'Homère, ruisselants de sueur, qui, reposés un moment sur leur armure, se précipitaient plus violemment encore l'un sur l'autre, lorsqu'ils avaient essayé la poussière de leur front, et éteint le sang de leurs plaies!

CHAPITRE LIV.

SYSTÈME COLONIAL DU CONSULAT.

Idées de Bonaparte sur les colonies. — La Louisiane. — La Guyane. — Les Antilles. — Possessions d'outre-mer. — Idée du consul sur l'esclavage des nègres. — Situation de Saint-Domingue. — Consulat de Toussaint Louverture. — Expédition projetée. — Chefs et armée. — Escadre. — Madame Leclerc. — Les colons et madame de Beauharnais. — Dernier plan de l'expédition de Saint-Domingue.

Décembre 1801 à mai 1802.

Le premier consul, en signant les préliminaires de la paix d'Amiens, avait parfaitement compris que le commerce de France ne pourrait se relever de ses ruines, et lutter vigoureusement avec l'Angleterre, que par un vaste système de colonisation, tel que la vieille monarchie l'avait établi depuis les ordonnances de Louis XIV. Lorsqu'on fouillait un peu les archives des affaires étrangères et de la marine, on trouvait les plus utiles documents pour une riche et vaste colonisation; Louis XVI fut le prince de la maison de Bourbon qui s'occupa le plus activement, peut-être, de la marine (2) et des

(1) M. de Talleyrand aimait, dans sa conversation privée, à rappeler les événements de cette époque, la plus belle de la vie politique de Bonaparte.

(2) Après Louis XIV; j'aurai plus tard à venger la remarquable diplomatie de Louis XVI.

colonies. Ce roi portait loin la haine contre l'Angleterre ; il voulait relever l'éclat du pavillon blanc au grand mât, et c'est à son impulsion royale que les escadres durent cet immense accroissement et ces éclatants succès sous le bailli de Suffren, le comte d'Estaing et Lamotte-Piquet. Dans ses investigations patientes et scrupuleuses, Louis XVI traça sur la sphère la plupart des voyages de découvertes, et les instructions de M. de La Peyrouse érites de sa main demeurent encore comme nn des documents de la spécialité du malheureux roi pour le progrès de la marine et des colonies (1).

Durant les troubles de la révolution française, de grands agitations tourmentèrent les colonies : on remua les masses avec les principes, on bouleversa les États avec quelques mots ; l'assemblée constituante servit admirablement les intérêts de la Grande-Bretagne par toutes ses idées philanthropiques sur la liberté des noirs et l'émancipation bruyante des esclaves. Les esprits marchaient alors rapidement ; de toutes parts on prêchait l'affranchissement, comme si la liberté pouvait venir tout à coup dans ces intelligences d'Afrique, qui brûlent et ne raisonnent pas. Des malheurs inouïs éclatèrent à Saint-Domingue ; quelques îles se préservèrent de l'incendie en se jetant dans les bras des Anglais, d'autres furent agitées comme les volcans que recèle cette terre de feu ; le Directoire envoya partout des commissaires selon sa coutume, et ces hommes, au lieu de calmer les esprits, les agitèrent plus encore ; ils ne pensaient qu'à leur fortune dans ces contrées pleines d'or, et l'on cite un agent du Directoire à la Guadeloupe, qui se faisait payer jusqu'à 30,000 francs chaque mois pour les frais de table (2).

Le premier consul envisageait les colonies sous deux points de vue : 1° comme stations militaires ; 2° comme sources de prospérités commerciales pour la France. En les jugeant comme stations militaires, le plan de Bonaparte était vaste, et il embrassait un système menaçant pour la Grande-Bretagne ; quand il se fit céder la Louisiane, belle terre qu'arrosent de grands fleuves, Bonaparte avait en vue de s'emparer du Canada, où tout est français, depuis le fort Saint-Louis jusqu'à ce nom de Vincennes, doux souvenir de la patrie, et la Nouvelle-Orléans, ainsi nommée en mémoire du régent de France. La Louisiane, bonne position dans le golfe du Mexique, commandait aux possessions espagnoles du continent américain et aux États-Unis, poste admirable pour surveiller le nord

de l'Amérique. Au midi, le consul se faisait agrandir les limites de la Guyane jusqu'au fleuve des Amazones, jetant de là son influence sur le Brésil, la Colombie ; et par la rivière des Amazones il pouvait pénétrer jusque dans le Pérou (3). Saint-Domingue, depuis la cession de la partie espagnole, était sa position du centre, entouré de toutes les Antilles, qui formaient comme l'avant-garde de la grande île ; la Guadeloupe, la Martinique, offraient d'admirables stations nautiques.

Dans l'Inde, aucun plan n'était formé encore ; Bonaparte gardait des projets de conquête sur la presqu'île de l'Indoustan, Bombay, Madras et Calcutta ; il en avait jeté les plans dans la gigantesque conception de cette campagne qu'il devait accomplir en Asie, avec le concours de l'empereur Paul, renverser l'absolu de la puissance anglaise ; il n'avait pas besoin de s'occuper de quelques îles dans le vaste Océan indien, si l'on pouvait toucher par la voie de terre à ces pays fabuleux qu'Alexandre de Macédoine avait visités avant lui, avec ses phalanges au large bouclier. Bonaparte se réservait donc l'accomplissement de ce projet ; rien de vaste ne l'arrêterait ; ce que Gengiskan le Tartare avait fait, lui, héros de trente-cinq ans, grand par le génie, pouvait l'accomplir à l'aide de la civilisation ; il y avait dans le Mysore tant de souvenirs de la France ! Le bailli de Suffren avait visité tous les ports du Bengale, les enfants de Tippoo-Saïb, les Indiens, les Birmans, la population belliqueuse des montagnes : tous pouvaient servir les desseins du consul pour l'affranchissement de l'Inde britannique.

Le but commercial n'était ni moins grandiose ni moins bien combiné ; il y avait dans les colonies marquées du doigt par le premier consul sur la mappemonde, un luxe de produits, une abondance de richesses indicibles ; la Louisiane (4), activement cultivée, offrait mille ressources par ses mines, par ses bois de teinture, par sa flore si variée ; le Canada comptait plus de soixante villes ou bourgades françaises qui cultivaient les champs ; on y faisait le commerce des belles pelletteries, et le pastel y bâtissait sa modeste habitation sur le bord des grands fleuves. La Guyane était plus stérile, mais elle ouvrait le commerce du Brésil et du Pérou ; sorte de poste intermédiaire pour préparer un débouché aux produits de ces terres vierges et fécondes.

Mais les plus riches de ces colonies, sous le point de vue commercial, étaient les îles à sucre ; Saint-

(1) La partie haute et grande du règne de Louis XVI n'a point encore été écrite.

(2) *Mémoires sur Saint-Domingue* (ministère de la marine).

(3) Voyez le traité avec la cour de Lisbonne, chapitre LIII, page 456.

(4) M. de Barbé-Marbois a écrit un livre fort remarquable sur l'histoire de la Guyane.

Domingue surtout, la reine des Antilles, l'Haiti de Christophe Colomb, où l'or coulait avec tant d'abondance que les premiers Espagnols croyaient avoir trouvé l'Ophir du grand Salomon. Cet or s'était ensuite transformé en bonnes et vastes cultures ; la valeur de Saint-Domingue, de ses riches habitations, de ses champs si vastes, de ses nègres innombrables, était portée à plus d'un milliard : qu'on s'imagine donc toutes ces riches contrées subitement ouvertes à l'industrie de la France ! Les manufactures allaient trouver de vastes débouchés, des sources de fortune allaient s'ouvrir pour elles comme par miracle ; l'ouvrier retrouverait un salaire plus élevé ; l'artisan, cette aisance des jours de la paix, malheureusement exilée depuis dix ans. La société entrerait dans une ère nouvelle de prospérité s'accroissant par tant de causes différentes. Rien ne pouvait être égalé à ce beau système colonial préparé pour la France, et sa double marine militaire et marchande.

Bonaparte n'avait aucune des idées philanthropiques que l'assemblée constituante avait jetées au monde ; tête positive, il avait compris que l'esclavage et la colonisation étaient deux idées corrélatives et peut-être inséparables ; la métropole ne pouvait avoir d'établissements lointains sans une administration forte et pour ainsi dire despotique. L'esclavage était une idée antique et romaine qui ne heurtait point l'esprit et les études du premier consul ; il l'admettait comme une nécessité ; on pouvait en améliorer les conditions lentement et progressivement. Affranchir les noirs c'était une folie. Exempt de préjugés (1), Bonaparte avait bientôt vu que dans une foule de provinces de France le paysan était plus serf, plus malheureux que l'esclave des colonies, et qu'en définitive la différence ne consistait que dans les mots. L'ouvrier de la manufacture était-il autre chose qu'un serf rongé de malaise et de souffrance ? Le paysan qui traînait sa charrue dans les champs aux ardeurs du soleil, à la pluie battante d'automne, sans asile pour la vieillesse,

sans secours pour l'enfance, n'était-il pas plus délaissé que le nègre qui retrouvait son soleil du tropique pour travailler douze heures par jour ? Enfant, il était soigné par son maître ; la jeune fille entourait sa tête du madras de couleur ; vieillard, il était nourri dans le petit jardin de légumes assigné à ses mains débiles. Le consul avait donc posé comme principe de toute colonisation l'esclavage, la base de toute culture dans les Antilles ; et d'ailleurs conquérant par la force militaire, Bonaparte n'avait une immense foi que dans ce qui était obéissance et commandement. Les soldats étaient-ils autre chose que de glorieux serfs de la renommée, de la victoire et du général qui les conduisait ? Dans la pensée du premier consul, les hommes comme les masses n'étaient que des moyens pour arriver à des résultats, des instruments pour réaliser une idée ; chacun traînait sa chaîne dans le passage de la vie pour arriver au grand but marqué par la Providence.

Dès lors on ne doit plus s'étonner des idées que s'était faites Bonaparte sur le régime et l'organisation des colonies ; les Tuileries et la Malmaison étaient remplies de créoles. Madame Bonaparte était issue des La Pagerie et des Tascher qui possédaient de riches habitations aux Antilles. Enfant, elle avait été bercée sous les grands bananiers, et les lianes s'étaient croisées sur sa petite tête de créole, tête admirable de blancheur au milieu de ces négresses qui semblent être jetées tout exprès dans ces paysages du nouveau monde pour faire ressortir le privilège des castes. Madame Bonaparte, avec toutes les idées et les vanités des colons les plus fiers, les plus hautains, partageait le désir de retrouver ces terres que la tourmente des révolutions lui avait arrachées ; les colonies étaient pour elle un souvenir d'enfance, un de ces rêves chauds et colorés qui bercent l'imagination dans ces longues nuits sous le tropique. Les colons, comme tous les émigrés désireux de revoir la patrie, se faisaient des illusions, en parlant de la facilité de s'emparer de Saint-Domingue, de soumettre les nègres

(1) En plein conseil d'État, Bonaparte s'exprime très-vivement sur les colonies et l'esclavage des noirs.

« Voilà comme on rend les choses : On ne veut voir que des portraits des Anglais dans nos colonies, pour avoir le prétexte de les opprimer. Eh bien ! M. Truguet, si vous étiez venu en Égypte nous prêcher la liberté des noirs et des Arabes, nous vous enissions perdus au bout d'un mois. On a livré tous les blancs à la férocity des noirs, et en ne veut pas même que les victimes soient mécontentes ! Eh bien ! si j'eusse été à la Martinique, j'aurais été pour les Anglais, parce qu'avant tout il faut sauver sa vie. Je sais pour les blancs, parce que je suis blanc ; je n'en ai pas d'autre raison, et celle-là est la bonne. Comment a-t-on pu accorder la liberté à des Africains, à des hommes qui n'avaient aucune civilisation, qui se servaient seulement pas ce que c'était que colonie, ce que c'était que la France ? Il est tout simple que ceux qui ont voulu la liberté des noirs recueillent l'esclavage des blancs ; mais encore croyez-vous que si la majorité de la con-

vention avait su ce qu'elle faisait, et connu les colonies, elle eût donné la liberté aux noirs ? Non, sans doute ; mais peu de personnes étaient en état d'en prévoir les résultats, et un sentiment d'humanité se trouvait toujours pulsant sur l'imagination. Mais il prévalut, leur encore à ces principes ! Il n'y a pas de bonne foi ! Il n'y a que de l'amour-propre et de l'hypocrisie. Sans aller si loin, suriez-vous venir, suriez-vous souffrir qu'on mit les Français dans la dépendance des Italiens, des Piémontais ? Nous aurions été bien traités ; ils auraient fait de nous ce que les noirs ont fait des blancs. Il nous a fait, au contraire, prendre de grandes précautions et les tenir dans la dépendance ; et s'il eût fallu faire périr toute l'Italie ou sacrifier deux soldats de mon armée, j'aurais fait périr toute l'Italie ; parce qu'avant tout je suis de mon armée et pour mon armée. Aujourd'hui même, il faut encore avoir l'œil sur ce pays-là ; cependant ce sont des blancs comme nous, des peuples civilisés, nos voisins. » (Bonaparte au conseil d'État.)

rebelles, et d'abaisser ces mulâtres flétris par les lois éternelles et les statuts de toutes les époques, caste méchante, selon les créoles, parce qu'elle porte au cœur la jalousie des blancs et la domination sauvage des noirs.

Que fallait-il, disait-on, pour soumettre la colonie? Une faible escadre, quelques mille hommes de troupe déterminés; le nègre timide fuirait à la moindre démonstration, comme l'esclave marron qui court les pieds déchirés dans la savane; le noir était sans énergie, mollement étendu sur son hamac; le mulâtre était cruel, mais peu courageux. Avec quelques efforts on rendrait aux colons leurs possessions anciennes, et la France retrouverait cette magnifique colonie qui faisait l'orgueil de la métropole et le désespoir de l'Angleterre. Saint-Domingue formait presque en longueur les deux tiers de la France, elle pouvait lui fournir ses produits en sucre ou café, et acheter chaque année à ses manufactures pour plus de deux cents millions.

Ces résultats parlaient vivement à la pensée prévoyante du premier consul; il voyait déjà se reconstruire depuis le traité d'Amiens toutes les forces de l'ancienne monarchie, il voulait conquérir Saint-Domingue par les armes; homme positif et de gouvernement avant tout, Bonaparte ne se déterminait pas dans les affaires publiques par les déclamations de *Paul et Virginie*, ou de l'abbé Raynal, ou de *la Chaumière indienne*; il allait droit à son but. L'expédition de Saint-Domingue, d'ailleurs, permettait la réalisation d'un plan politique conçu depuis une année. Le voici : Que fallait-il faire de tant de soldats revenus dans la patrie en temps de paix? À quoi les occuperait-il après avoir levé le camp de Boulogne? L'esprit de l'armée était en général ardent et républicain; dans son travail avec Berthier, Bonaparte en avait fait le triage (1), et au retour de l'armée d'Égypte ils s'étaient aperçus que des soldats, des officiers et des généraux pourraient bien ébranler son pouvoir en invoquant les idées de liberté. Il fallait imprimer une direction à ces têtes brûlantes et à ces bras oisifs. Quelle grande œuvre restait à accomplir? Quelle conquête leur donner? Le continent était pacifié; les préliminaires d'Amiens avaient pour le moment fait cesser la grande querelle de l'Angleterre et de la France.

C'était donc une pensée politique que de jeter généraux et soldats mécontents dans une expédition lointaine. Saint-Domingue était un pays riche dont les dépouilles d'or viendraient rappeler les beaux

jours de conquête et de domination en Italie. Il y avait de la gloire à acquérir, des périls à éprouver pour les âmes fortement trempées. On verrait des contrées magnifiques; aux républicains il pourrait opposer l'exemple de la ville éternelle; les Romains avaient passé les mers pour dompter des populations africaines. Saint-Domingue offrait au soldat des moyens de colonisation, et plus d'un vétéran trouverait là de riches terres à cultiver pour son temps de repos et sa noble vieillesse. On faisait de belles descriptions de cette île. Chacun allait trouver la récompense de ses travaux : les vieux soldats qui revenaient d'Égypte n'avaient rien à craindre pour le climat; un même soleil reluirait sur leur tête, moins le sable brûlant, le mirage, la soif ardente et le vent du désert; d'autres avaient vu l'Italie et baigné leurs pieds dans la baie si chaude de Naples ou subi les feux ardents de Malte ou des Sept-Îles. L'esprit aventureux des Français devait être pleinement satisfait : généraux et soldats trouvaient des moyens de fortune et de conquête au delà des mers, quand ils n'auraient plus rien en Europe qu'un repos oisif, indigne de leur fortune et de leur gloire. Le consul oubliait d'ajouter qu'il y avait là un terrible fléau, messenger de la mort, et que le ravalier de feu traverserait les airs, comme dans l'Écriture, pour atteindre de ses flèches empoisonnées plus d'une bellueuse poitrine.

Cette expédition de Saint-Domingue fut donc, pour la police militaire du consul, l'occasion d'un grand triage dont les éléments existent encore; on choisit de préférence les demi-brigades dont on était le moins sûr, les plus ardentes, les plus républicaines; on y jeta les amis de Moreau, de Saint-Cyr, les bras qui auraient pu aider un jour la conspiration contre le despotisme de Bonaparte, décidé dès lors à marcher au pouvoir absolu. Toutes les demi-brigades furent ainsi classées : soldats d'Allemagne, d'Égypte et d'Italie; et pour réprimer que cette masse de soldats, partant pour les pays lointains, ne se déclarerait pas indépendante, Bonaparte en donna le commandement au général Leclerc (2), son propre beau-frère, officier plus brave qu'expérimenté, homme de cœur plutôt que de tête, qui avait sa fortune à faire. Lucien avait des jaloux à la Malmaison; les cinq millions qu'il avait rapportés d'Espagne, excitaient l'envie de tous les membres de la famille. Pauline, cette sœur tant aimée de Bonaparte, n'avait rien encore à elle, aucun de ces patrimoines de la conquête et de la

(1) Ce travail de triage existe encore au ministère de la guerre.

(2) « Bonaparte rappelle son beau-frère Leclerc de l'armée de Portugal, pour lui donner le commandement de l'armée expéditionnaire (c'est ainsi qu'il appelle celle de Saint-Domingue). Le

général Rochambeau, déjà éprouvé dans la guerre contre les nègres, qu'il le commande une division. Le général Besoumes, de retour de la Guadeloupe, reçoit l'ordre de s'embarquer pour Saint-Domingue. »

(Mémoires contemporains.)

diplomatie ; on lui donnait Saint-Domingue à gouverner ; les descriptions magiques qu'on lui avait faites de cette belle terre avaient vaincu les répugnances et les craintes de la femme jeune et exaltée. Pauline avait beaucoup pluré d'abord ; elle quittait difficilement la France, le consul menaçait de la faire embarquer de force ; puis elle se consola en pensant qu'elle y retrouverait le climat si chaud de la Corse, ce pays du soleil qu'elle aimait tant ; et femme pleine de mollesse, elle souriait comme une jeune fille en pensant qu'elle serait portée en palanquin par des esclaves sous des fruits d'ananas, d'orangers et de citronniers, de la cassie et du jasmin odorant ; qu'elle entendrait le perroquet babillard, quand des myriades de colibris, aux ailes d'azur et d'or, sautilleraient de branche en branche pour égayer ses yeux fatigués. Qui ne sait la puissance des souvenirs des tièdes climats sur les femmes méridionales que la destinée a transportées comme des fleurs étioilées sous les brouillards et l'horizon de neige et de glace ? Quoique peu liée avec madame Bonaparte, Pauline, la sœur du consul, avait écouté les récits gracieux que mademoiselle de La Pagerie faisait des colonies ; elle pouvait rêver une sorte de royaume à Saint-Domingue, à côté du général Leclerc, capitaine général de l'île ; elle voyait déjà des richesses immenses, de grosses pierreries, des diamants du Brésil ; elle pourrait déployer ses grâces sous des robes de mousseline dans les belles nuits du tropique.

(1) L'escadre de Brest, que l'on préparait depuis la signature des préliminaires de paix, se composait de cette rade, le 14 décembre, en nombre de dix vaisseaux de ligne français, sept vaisseaux espagnols, quatre frégates, deux corvettes et une flûte. Voici la liste :

FRANÇAIS.	
<i>L'Océan.</i>	100 canons.
<i>Le Jemmapes.</i>	80
<i>Le Cuatpin.</i>	80
<i>Le Patriote.</i>	74
<i>Le Mont-Bianc.</i>	74
<i>Le Wallignies.</i>	74
<i>Le 1^{er} Rousselin.</i>	74
<i>Le Gaviote.</i>	74
<i>Le Révolution.</i>	74
<i>Le Duquesne.</i>	74
ESPAGNOLS.	
<i>Le Neptune.</i>	80
<i>Le Saint-François de Paul.</i>	74
<i>Le Saint-François d'Assise.</i>	74
<i>Le San-Pablo.</i>	70
<i>Le Soledad.</i>	70
<i>Le Guerrero.</i>	70
<i>Le Fligianle.</i>	40
Frégates.	
<i>La Furieuse.</i>	
<i>La Sirène.</i>	
<i>La Fraternelle.</i>	
<i>La Précluse.</i>	

Pour donner plus de grandeur à cette expédition, le premier consul avait préparé un vaste développement de la marine ; des escadres étaient parties de tous les ports (1). Les états secrets de la marine donnent le dénombrement exact des forces qui furent alors destinées pour l'expédition de Saint-Domingue. Une première escadre devait se réunir à Brest, vaste et principal port d'embarquement, sous le commandement du vice-amiral Villaret-Joyeuse ; composée de dix vaisseaux de haut bord, elle devait former le corps d'armée, ralliant dans la rade sept vaisseaux espagnols sous les ordres de l'amiral Gravina ; 7,000 hommes de bonnes troupes étaient destinés au débarquement. A Lorient, une autre escadrille se réunissait sous l'escorte d'un vaisseau et de deux frégates destinés à porter 1,200 hommes. A Rochefort, le contre-amiral Latouche-Tréville, vieil et brave marin, devait conduire six vaisseaux et douze frégates avec 3,000 hommes. Une autre expédition partait de Toulon, sous l'amiral Gantheaume, avec 2,300 hommes. Linois devait également partir de Brest, à la tête d'une seconde division de trois vaisseaux et trois frégates, sans compter la division hollandaise appuyant le grand convoi maritime.

Ainsi, la paix à peine signée, la marine française déployait déjà son pavillon ; de nombreuses escadres auxiliaires lui prêtaient appui. D'après les états secrets de la guerre, les troupes de débarquement s'élevaient au delà de 21,000 hommes, sous les

Corvettes et flûte.

La Cligogne.

La Découverte.

La Nécessité.

L'amiral espagnol Gravina est de l'expédition ; en saure qu'il est nommé gouverneur général de la Havane.

L'escadre de Rochefort était sous les ordres du contre-amiral Latouche-Tréville ; elle était forte d'un vaisseau de quatre-vingt, de cinq soixante et quatorze, de huit frégates de quarante-quatre, de trente-six et de vingt-six ; elle portait 3,000 hommes. Mais ces forces n'étaient en quelque sorte que l'avant-garde de celles que le premier consul destinait à l'expédition de Saint-Domingue. L'amiral Gantheaume sortit de Toulon avec quatre vaisseaux de soixante et quatorze, une frégate, une corvette et une flûte, conduisant à sa suite 2,300 hommes ; l'amiral Linois, 1,500 sur trois bâtiments de ligne de soixante et quatorze et trois frégates. La seconde escadre de Brest et celle du Havre, fortes de trois vaisseaux de soixante et quatorze et de quatre frégates de quarante-quatre, devaient débarquer 3,000 hommes. La division hollandaise, avec trois bâtiments de soixante et quatorze et plusieurs autres voiles, portait 2,300 hommes ; en sorte que la totalité des forces employées à l'occupation de Saint-Domingue, était non de 40,000 hommes, comme on le croit communément, mais d'environ 21,500 hommes ; car quelques-uns des bâtiments n'arrivèrent point à leur destination. Ces troupes étaient sous les ordres du général de division Leclerc, capitaine général, de quatre autres généraux de division, MM. de Rochambeau, Bonaparte, Desbarras et Quentin. Les généraux de brigade étaient : MM. Kervervieu, Lamarque, Salin, Aréat, Brault et Humbert. On comptait parmi les adjoints commodores : MM. Achille de Bompierre, Boyer, Pamphile-Lacroix, Claparède, Bullin, Espérel, etc.

ordres du général Leclerc, répartis en quatre divisions conduites par les généraux de Rochambeau, Boulet, Desfourneaux et Quentin. L'ancien ministre Benezecq était placé à la tête de l'administration sous le titre de préfet colonial; enfin, une position était faite au conventionnel Fréron, nommé préfet du Sud dans la colonie. Bonaparte l'éloignait ainsi du théâtre des intrigues, il craignait qu'il ne vît Barras; en même temps il acquittait quelques souvenirs de reconnaissance du chef de bataillon Bonaparte, si vivement protégé par les représentants du peuple. Jamais, depuis l'expédition d'Égypte, aucune flotte ne s'était montrée dans les mers avec un aussi vaste déploiement de forces. L'armée de terre, parfaitement composée, avait traversé les plus dures campagnes; la marine comptait ses meilleurs amiraux: Villaret-Joyeuse plus brave qu'heureux, Linois et Gantheaume dont j'ai parlé, Latouche-Tréville qui inspirait une indélébile confiance aux marins. L'amiral Gravina, alors le seul homme de mer que l'Espagne pût compter, devait joindre l'esclandre en mer, et la flotte du Texel appareillait sous les ordres du contre-amiral Verhuël, qui, depuis, devint un des fermes officiers de la marine hollandaise sous l'empire.

Les vaisseaux étaient parfaitement tenus, les matelots d'une instruction complète; les Anglais durent voir avec une crainte secrète plus de trente vaisseaux de haut bord se dirigeant vers les Antilles et réunis pour une commune expédition. La paix étaitignée, les mers libres, et ces escadres, en s'instruisant par la pratique, pouvaient devenir formidables dans le cas de guerre; leur union sous un pavillon commun, français, espagnol ou hollandais, ce déploiement de trois escadres, souvenir de la politique de Louis XIV, devait faire comprendre à l'Angleterre que toutes ces forces marcheraient dans une guerre (1) contre la Grande-Bretagne, désormais enlaçée par cette vaste étendue de côtes de Cadix au Texel.

(1) « Une flotte de S. M. B. réunie à la hâte de Bantay, sous les ordres de l'amiral Bitchel, a reçu ordre de se rendre dans les mers des Antilles, et d'y surveiller les mouvements des Français; sept vaisseaux de ligne sont sortis de Turbay pour établir une croisière; trente voiles se réunissent à Portsmouth, et toutes les administrations dépendant du ministère de la marine sont dans une extrême activité. Ces précautions ne laissent rien à la fortune; car si les négociations étaient rompues, les forces de l'Angleterre pourraient porter un coup foudroyant à la marine française et espagnole. »

(2) Le premier conseil fait allusion à ces longues discordes civiles, dans la proclamation qu'il adresse aux habitants de Saint-Domingue; Bonaparte n'aurait pas les idées d'indépendance et de révolte.

« Habitants de Saint-Domingue :

« Quelles que soient votre origine et votre couleur, vous êtes tous Français, vous êtes tous libres et tous égaux devant Dieu et la république.

« La France a été, comme Saint-Domingue, en proie aux factions et déchirée par la guerre civile et par la guerre étrangère. Mais

Le but de l'expédition était, comme on l'a dit, Saint-Domingue, île magnifique qui, depuis dix ans, avait subi tant d'agitations. Ainsi que dans toutes les colonies, la population de l'île se divisait en trois classes : 1° les blancs, possesseurs des habitations, maîtres privilégiés des terres, du sol; sorte d'aristocratie et de noblesse au milieu des autres races; 2° les mulâtres, qui formaient comme le milieu, sorte de bourgeoisie naturellement jalouse de l'aristocratie; les mulâtres portaient aussi une haine non moins vive aux noirs, et les mulâtres les plus durs sortaient de cette classe d'hommes; 3° les esclaves étaient soumis à une discipline forte et sévère; cela devait être dans des établissements éloignés de la mère patrie; lorsque la main d'un seul homme en conduisit des milliers, le pouvoir absolu est une nécessité, la servitude est un élément indispensable. Ainsi, dans Rome même, la longue famille des esclaves remplissait les palais des sénateurs, des patriciens et des tribuns. Cet état de servage, inhérent aux colonies, avait soulevé les plaintes des écrivains du XVIII^e siècle qui voulaient affranchir subitement les peuples et les races, sans remarquer que la loi éternelle du progrès suit lentement ses voies aidée de l'action ébriétaire qui affranchit l'intelligence avant de libérer le corps.

Ces idées de liberté avaient envahi même les colonies, et, à l'exemple des classes nobles de la mère patrie, l'assemblée de Saint-Domingue commit, en 1789, de grandes imprudences. Dès que les premières idées de la révolution française eurent germé dans les têtes du tropique, il y eut des colons qui songèrent à séparer Saint-Domingue de la France; l'indépendance des États-Unis avait agité les esprits ardents : pourquoi dépendre exclusivement d'un pays (2) et reconnaître une souveraineté quand on pouvait ouvrir ses ports à tous les pavillons ? On trouverait un immense avantage à obtenir des assemblées, des chambres de représentants :

tout échangé; tous les peuples ont embrassé les Français, et leur ont juré la paix et l'amitié. Tous les Français se sont embrassés aussi et ont juré d'être tous des amis et des frères. Venez aussi embrasser les Français et vous jouirez de revoir vos amis et vos frères d'Europe.

« Le gouvernement vous envoie le capitaine général Leclerc; il vient avec lui de grandes forces pour vous protéger contre vos ennemis et contre les ennemis de la république. Si on vous dit : Ces forces ont dessein de vous ravir votre liberté, répondez : La république ne souffrira pas qu'elle nous soit enlevée.

« Habitants-vous autour du capitaine général. Il vous apportera l'abondance et la paix; rassemblez-vous autour de lui. Ici sera le séjour du capitaine général sera un traitre à la patrie, et la colère de la république le dévorera comme le feu dévore les caisses des esclaves.

« Bonné à Paris, au palais du gouvernement, le 17 brumaire an X de la république française.

« Le premier consul, Bonaparte.

« Par le premier consul, le secrétaire d'État.

— B. Maret. »

on n'aurait plus ni gouverneur, ni intendant; on ne serait plus colonie, mais souveraineté, république avec un poète général et commun.

Ces premières tentatives des colons ne pouvaient s'arrêter aux blancs. Les idées de liberté n'étaient pas seulement pour eux; ils ne pouvaient pas en disposer comme d'un patrimoine. Quand une pensée d'émancipation est jetée au monde, chacun en profite. La classe mulâtre, jalouse de l'aristocratie des blancs, voulut s'affranchir elle-même de toutes lois de subordination; riche et conservant un mélange de sang africain, elle avait plus d'énergie que les colons, et dès que l'assemblée constituante l'eut appelée au libre exercice des droits, il se fit une véritable révolution dans les colonies. La convention, la seule assemblée inflexible dans le principe d'une rigoureuse émancipation démocratique, appela les noirs au bienfait de la liberté; tous les hommes furent égaux: il y eut à Paris des sociétés négrophiles sous la présidence de l'abbé Grégoire; des commissaires partirent pour faire exécuter ce terrible décret qui devait coûter tant de sang: fatale égalité qui jetait 30,000 blancs, faibles femmes, enfants au berceau, à la paille douce et satinée, dans les mains esclaves de ces 300,000 Africains. L'effet de la parole sous le ciel brûlant du tropique fut affreux; une phrase de tribune s'y traduisait en massacres et en incendies, et les noirs promènèrent les torches sur ces riches habitations qui avaient fait la prospérité du commerce en France. Chaque phase de ce drame fut marquée par une catastrophe; il y eut prodigalité de sang humain; les blancs disparurent presque entièrement de l'île. Comme il faut que toutes choses deviennent régulières, la lutte se continua entre les mulâtres et les noirs. Ainsi se formule l'éternel combat entre les classes diverses de la société; quand l'aristocratie a disparu, la classe moyenne se trouve en présence des multitudes; qu'elle s'appelle bourgeoise ou que son nom tienne à la couleur de sa peau, peu importe! le combat est toujours le même; il faut que la lutte

fatale s'accomplisse, car la lice est ouverte par la jalousie et la faim. Dans l'île de Saint-Domingue, le mulâtre Rigaud se trouva en présence de Toussaint Louverture, qu'une fortune inouïe élevait alors au gouvernement de Saint-Domingue.

Toute intelligence n'est point éteinte dans l'esclave d'Afrique; le nègre est imitateur; quand il se livre à un art, à une étude, il le fait avec une aptitude remarquable; or, dans cette fermentation des esprits que la révolution avait jetée aux colonies, il était né parmi les noirs quelques chefs d'une grande capacité et d'un courage remarquable; les uns cruels par caractère, les autres terribles par leurs ressentiments, fatalement préoccupés de venger des outrages qu'ils avaient reçus, et suivant en cela leur naturelle impulsion: il y eut d'affreuses exécutions; l'incendie parcourut Saint-Domingue; la révolution de France tout entière se produisit en sanglantes images dans les colonies. Il avait paru, au sein de cette race d'Afrique, une tête ardente et sérieuse, un homme de pouvoir et d'organisation, j'entends parler de Toussaint Louverture, qui va jouer un si grand rôle dans les événements de Saint-Domingue. Toussaint était un simple esclave d'origine africaine; on le disait de la rivière du Sénégal; son père et sa mère, également esclaves, vivaient sur l'habitation du comte de Noé, un des riches planteurs de Saint-Domingue, à quelques lieues de la ville du Cap. Toussaint prit le nom de l'habitation où il travaillait aux devoirs les plus durs, gardant les bestiaux sur les pointes élevées de la montagne et sur les mornes; il apprit à lire et à signer son nom; sa physionomie était marquée des traits indélébiles de l'Afrique et sa taille était élevée. Dès qu'il fut un peu instruit, il devint cocher de l'habitation, puis surveillant des autres noirs; ardent catholique, probe dans sa gestion, Toussaint méritait toute la confiance de son maître; dans les premiers troubles, il resta fidèle aux blancs, et ne se jeta dans l'insurrection que lorsqu'elle revêtit un caractère politique (1). A ce moment des esclaves étaient

(1) Toussaint Louverture était né en 1733. On lui a fait, du temps de sa toute-puissance, une généalogie comble à Bonaparte, on le faisait descendre de Gou-Soulo, roi de la tribu des Arrudas. Au reste, voici ce que le premier consul dans sa dissimulation lui écrivait. Ou sait comment il lit ses paroles :

« Citoyen général,

« La paix avec l'Angleterre et toutes les puissances de l'Europe, qui vient d'asseoir la république au premier degré de puissance et de grandeur, met à même le gouvernement de s'occuper de la colonie de Saint-Domingue. Nous y envoyons le citoyen Lecière, notre beau-frère, en qualité de capitaine général, comme premier magistrat de la colonie. Il est accompagné de forces convenables pour faire respecter la souveraineté du peuple français. C'est dans ces circonstances que nous nous plaisons à espérer que vous ayez nous prouver, et à la France entière, la sincérité des sentiments que nous avez constamment exprimés dans les différentes lettres que vous nous avez écrites. Nous avons conçu

pour vous de l'estime, et nous nous plaisons à reconnaître, à proclamer les grands services que vous avez rendus au peuple français. Si son pavillon flotte sur Saint-Domingue, c'est à vous et aux braves noirs qu'il le doit. Appelé par vos talents et la force des circonstances au premier commandement, vous avez détruit la guerre civile, mis un frein à la persécution de quelques hommes féroces, remis en honneur la religion et le culte de Dieu de qui tout émane. La constitution que vous avez faite, en renforçant beaucoup de bonnes choses, en évitant qu'il soit contraire à la dignité et à la souveraineté du peuple français, dans Saint-Domingue ne force qu'à nous porter.

« Les circonstances où vous vous êtes trouvé, environné de tous côtés d'ennemis, sans que la métropole pût ni vous secourir, ni vous alimenter, ont rendu légitimes les articles de cette constitution qui pourraient ne pas l'être. Mais aujourd'hui que les circonstances sont si heureusement changées, vous serez le premier à rendre hommage à la souveraineté de la nation qui

en armes, cette révolte terrible prenait un aspect singulier; les nègres révoltés s'étaient séparés des colons, parce que, dissient-ils, ce n'était pas à la nation qu'ils devaient obéir, mais à un roi, et ce roi Louis XVI, les blancs l'avaient fait périr sur l'échafaud, expression touchante d'une fidélité sauvage.

Au milieu de tant de désordres, Toussaint s'était élevé au rang de colonel; les noirs le suivaient avec confiance; ils aimaient les riches ornements, les épaulettes, les chapeaux galonnés, et Toussaint ne paraissait jamais qu'avec tous ces insignes : ses portraits nous restent encore de cette étrange physiognomie qui ne tient de l'homme que par le vêtement; le type africain s'y révèle tout entier. Toussaint conduisait les esclaves à la victoire, et au retour d'une de ses expéditions, le commissaire Polverel, dit en parlant de lui, et pour exprimer sa honte : « Cet homme fait *ouverture* partout; » de là vint ce surnom de *Louverture*, qui lui resta invariablement. Toussaint protégea les blancs, les Français surtout; et dans le conseil des Cinq-Cents, on entendit des orateurs, séduits par les maximes de Raynal, dire de lui : « Que c'était le Spartacus, destiné à venger sa race. » Ses services furent d'abord immenses; la république le reconnut comme général de division et le proclama le souverain de la colonie; bientôt il fut maître de Saint-Domingue;

vous compte un nombre de ses plus illustres citoyens, par les services que vous lui avez rendus par les talents et la force du caractère dont le nature vous a doué. Une conduite contraire serait incompatible avec l'idée que vous vous concevez de vous. Elle vous ferait perdre vos droits nombreux à la reconnaissance et aux bienfaits de la république, et écarterait tous vos pas en préjudice qui, en vous engloberaient, pourrait contribuer aux malheurs d'un grand nombre de nos frères et de nos amis, dont nous nous verrions avec peine obligés de pour la rébellion.

« Vous avez fait connaître à vos enfants et à leur précepteur les sentiments qui nous animent. Nous vous les renvoyons.

« Assurez de vos conseils, de votre influence et de vos talents le capitaine général. Que pouvez-vous désirer? La liberté des noirs? Vous savez que dans tous les pays où nous avons été, nous l'avons donnée aux peuples qui ne l'avaient pas. De la considération, des honneurs, de la fortune? Ce n'est pas après les services que vous avez rendus, que vous pouvez rendre encore dans cette circonstance, avec les sentiments particuliers que nous avons pour vous, que vous devez être incertain sur votre considération, votre fortune ni les honneurs qui vous attendent.

« Faites connaître aux peuples de Saint-Domingue que la sollicitude que la France a toujours portée à leur bonheur a été souvent l'opprobre par les circonstances impérieuses de la guerre; que les hommes vus du ciel sont pour l'ignorance et le mépris les factions, étaient le produit des factions qui elles-mêmes déchiraient la patrie; que désormais, la paix et la force du gouvernement assurent leur prospérité et leur liberté. Rites-leur que si la liberté est pour eux le dernier des biens, ils ne peuvent en jouir qu'avec le titre de citoyens français, et que tout acte contraire aux intérêts de la patrie, à l'obéissance qu'ils doivent au gouvernement, et au capitaine général qui en est le délégué, serait un acte contre le souverain national, qui déshonorerait les services et rendrait Saint-Domingue le théâtre d'une guerre

ou l'honneur comme le dictateur de ce nouvel État; les Anglais le poussaient déjà à proclamer l'île indépendante, sous le nom d'Haïti; en échange, ils ne lui demandaient que le commerce exclusif de l'île; ces propositions furent repoussées. Toussaint ne voulait point briser avec la France; il aimait ses anciens maîtres, et pour consolider son pouvoir, il fit proclamer une constitution qui produisit un effet étrange sur l'âme fière et hautaine du premier consul.

Le caractère de la race nègre, je le répète, est l'imitation, il n'y a rien chez eux de spontané, tout est calque et copie; la révolution du 18 brumaire avait mis le pouvoir aux mains de Bonaparte, et institué le consulat; Toussaint Louverture, qui avait suivi avec attention toutes les phases de ce mouvement politique, voulait aussi l'imiter, et trois mois étaient à peine écoulés depuis l'élévation de Bonaparte, qu'une constitution semblable parut à Saint-Domingue (1); Toussaint Louverture se fit proclamer président à vie de la république d'Haïti, avec tous les pouvoirs, copiés, pour ainsi dire, sur ceux que Bonaparte avait obtenus par l'acte constitutionnel de l'an VIII : le commandement des troupes de terre et de mer, la proposition des lois, et un simulacre dans la pondération des pouvoirs. Enfin, le nègre Louverture, poussant l'imitation jusqu'à

malheureuse, où des pères et des enfants s'entre-gorgeraient.

« Et vous, général, songez que si vous êtes le premier de votre nation qui soit arrivé à une si grande puissance, et qui se soit distingué par ses braves et ses talents militaires, vous êtes aussi, devant Dieu et nous, le principal responsable de leur conduite.

« Si l'on était des malveillants qui diraient aux individus qui ont joué le principal rôle dans les troubles de Saint-Domingue, que nous venons pour rechercher ce qu'ils ont fait pendant les temps d'anarchie, assurez-les que nous ne nous informerons que de leur conduite dans cette dernière circonstance, et que nous ne chercherons pas, pour connaître les traits qui les caractérisent dans la guerre qu'ils ont soutenue contre les Espagnols et les Anglais qui ont été nos ennemis.

« Comptez sans réserve sur notre estime, et confiez-vous comme doit la faire un des principaux citoyens de la plus grande nation du monde. »

Le premier consul, Bonaparte.

Paris, le 17 brumaire an X.

(1) Voici quelle était la formule qui faisait cette constitution :

Vault au Port-Républicain, le 15 brumaire an X de la république française un an et individuellement (6 juin).

Signé : Borgella, président; Naimson, Collet, Gaston, Negere, Lacour, Nexas, Zuzoz, Zancho.

Vault, secrétaire.

« Après avoir examiné la constitution, je lui donne mon approbation; l'invitation de l'assemblée centrale est à mes yeux un ordre de conséquence duquel je la transmettrai au gouvernement français pour obtenir sa sanction; quant à son adoption dans toute la colonie, le vœu exprimé par l'assemblée centrale sera rempli et exécuté. »

Bonaparte au Cap-François, le 13 novembre, an IX de la république française un an et individuellement (4 juillet).

Le général en chef. Signé : Toussaint Louverture.

bout, déclara : « Qu'il était le Bonaparte de Saint-Domingue. Pour ceux qui connaissent le caractère du premier consul, on doit comprendre s'il fut profondément blessé de cette prétention de Toussaint Louverture; quoi! un africain s'élevait jusqu'à lui! un esclave cherchait à rivaliser avec le consul de la république! un Toussaint Louverture s'égalait à Bonaparte! C'était pourtant une intelligence remarquable que celle de ce noir; mais la fierté de Bonaparte dut s'offenser de la comparaison (1); ce qu'il craignait avant tout, c'était le ridicule, les sarcasmes, les plaisanteries que ce parallèle pouvait inspirer, et les partisans des Bourbons avaient ici beau jeu en comparant les deux fortunes également hautes. Joséphine avait de triestes frères sur la classe esclave; elle ne la considérait pas comme une des familles de l'humanité; n'avait-elle pas vu sur les terres de La Pagerie et de Tascher, les nègres des sucreries, les planteurs et les esclaves, qui s'agenouillaient devant *bonne maîtresse*, et aujourd'hui un esclave des savanes osait s'élever jusqu'au premier consul!

Si Bonaparte avait vu de plus haut la question de Saint-Domingue, s'il n'avait pas suivi ses passions irascibles, il aurait ménagé Toussaint Louverture, pour amener une réconciliation entre la mère patrie et sa riche dépendance. Toussaint pouvait être un merveilleux instrument dans la main du consul; chef des noirs, il les avait soumis à une discipline sévère, seul il pouvait restaurer les colons, et les rendre à leurs anciennes propriétés, par une transaction commerciale et politique; Toussaint devait être ménagé, mais comment faire comprendre de telles pensées à Bonaparte? Ces conseils n'allaient pas à sa volonté, toujours violente, toujours impérieuse; il crut qu'au lieu de ménager les noirs, il valait mieux les dompter. La souveraineté de Toussaint Louverture était un outrage à la mère patrie; on devait le vaincre, ou bien lui tendre des pièges, après que l'armée se serait déployée sur les rivages de Saint-Domingue.

Toutes les places étaient prises dans les dispositions de Bonaparte, il était inutile d'en réserver à Toussaint Louverture; le général Leclerc, capitaine général de la colonie, recevait les pleins pouvoirs pour gouverner, de concert avec Pauline, la sœur bien-aimée, qui s'embarquait (nouvelle Cléopâtre)

(1) « Le citoyen Vincent est arrivé à Paris dans les premiers jours du mois d'octobre, apportant au premier consul, de la part du gouverneur Toussaint, la nouvelle constitution de Saint-Domingue. »

(Poursuivre.)

(2) Voici comment s'exprime le journal à la suite :

« Les expéditions pour Saint-Domingue et l'île de France devaient avoir apparemment de 20 au 25 novembre si les vents ont été favorables. Le général Leclerc, embarqué à bord du vaisseau amiral, commandé par Villaret-Joyeuse, est nommé capitaine

sur la grande flotte. Les deux préfets coloniaux étaient Bénézet et Fréron; les nègres feraient-ils résistance? On avait là 21,000 hommes de troupes qui avaient fait des guerres plus glorieuses, plus formidables depuis dix ans. Ceux qui avaient vaincu les mamelouks d'Égypte, devaient être habitués aux guerres du désert, aux campagnes arides et au soleil brûlant. Les généraux qui avaient battu les Autrichiens et les Russes, souriraient de pitié à l'aspect de ces nègres marrons se dissipant dans les savanes aux premières manœuvres des Français; l'escadre était pourvue d'une formidable artillerie; plus de 30 vaisseaux de haut bord cinglaient vers Saint-Domingue; les braves marins secondaient la plus belle armée du monde; il suffisait de paraître pour qu'aussitôt la colonie fit sa soumission; on promettrait aux généraux noirs ou de couleur, la conservation de leur rang dans l'armée réfugiée en Europe; on diviserait les uns et les autres au moyen de petites jalousies pour profiter de la défection de tous; dans une campagne de trois mois, toute l'île serait soumise (3).

N'avait-on pas là des officiers d'expérience, qui avaient plus d'une fois bravé les feux du tropique; le général Rochambeau promettait une soumission complète; les nègres seraient dispersés comme le sable par l'ouragan des Antilles. Aussi le premier consul n'eussit-il d'aucun ménagement; il marchait droit vers l'ancien gouvernement de l'île. Comme il voulait la colonisation réelle, un arrêté maintenait l'esclavage dans toutes ses conséquences; l'esclave rentrait dans le pouvoir de son maître, on rendait aux colons leurs anciennes terres sans restriction; toutes les veilles faites postérieurement à la révolte étaient nulles; on ne tenait compte d'aucun des faits accomplis; les ordonnances de Louis XIV étaient appliquées comme discipline. Tous les actes de la constituante et du Directoire étaient abolis; on rétablissait le système colonial sur l'ancien pied.

Les instructions secrètes données par le premier consul au général Leclerc, sont rédigées avec une finesse et une astuce qui révèlent la volonté de marcher droit à son dessin, d'une soumission absolue; Bonaparte veut qu'on dissimule avec les hommes redoutables, qu'on promette tout à Toussaint Louverture, et qu'on cherche à s'emparer de

général de la partie française de Saint-Domingue, 200,000 fr. d'appoinlements. Il emmena avec lui son épouse, la sœur de Bonaparte, celle qu'on appelait en Italie la *princesse follette*. Jérôme Bonaparte l'accompagnait aussi. Il s'est embarqué à Rochefort avec le général Rochambeau sur le vaisseau de l'amiral Latouche-Tréville.

« Cette matinée du premier consul de se couler les grandes opérations politiques qu'il avait faites ou devait faire, a fait dire que la république était vraiment aujourd'hui une république de frères. »

sa personne (1). Publiquement, on fera le semblant de reconnaître son pouvoir, et, en secret, on l'attaquera par tous les moyens de police et de violence; le but est d'enlever de vive force les chefs de la race nègre, afin de la dompter plus facilement. Là est toute la pensée du premier consul; désorganiser la résistance des esclaves par la capture de leurs chefs, les diviser les uns les autres, afin d'arriver à la conquête entière de l'île et à sa soumission définitive devant la métropole (2). Toutes les constitutions improvisées devaient être frappées d'une égale nullité; les esclaves, au lieu d'être citoyens, devaient travailler aux sucres et se rattacher aux grandes cultures; plus de discussions politiques dans les colonies; il fallait faire craser la comédie gouvernementale de Toussaint Louverture, car elle blessait l'orgueil de la France; il ne fallait pas, disait Bonaparte, que des insignes militaires fussent placés sur des têtes de siéges. Le ridicule tuait le pouvoir que le consul avait mission de grandir.

CHAPITRE LV.

SITUATION DU POUVOIR ET DES PARTIS A LA PAIX GÉNÉRALE.

Nature du pouvoir consulaire. — Marche à la dictature. — Opposition. — Sénat. — Tribunal. — Armée. — État des partis. — Les Jacobins. — Les ennemis de Bonaparte. — Barras. — Sieyès. — Les nouveaux amis. — Les royalistes. — Les espérances. — Les déceptious. — Agence à Paris. — Situation du pouvoir.

1801 — 1802.

La tendance naturelle du pouvoir, c'est la perpétuité; les vieux temps offrent peu d'exemples de

soldats, de chefs de peuples qui n'aient marché vers la dictature (3). Et une fois qu'on a le suprême pouvoir dans la main, on cherche à l'affermir pour toujours. L'ambition suppose un découragement de l'âme en face des événements humains, ou bien un retour sur soi-même qui révèle que le temps est fini pour vous; il y a moins de grandeur et de générosité qu'on ne croit dans ceux qui abdiquent; et si on fouillait Washington au cœur, on trouverait les causes secrètes de son renoncement au pouvoir moins dans son respect pour la loi, que dans des oppositions mystérieuses et dans un sentiment intime de sa faiblesse. On sent souvent que la société vous échappe, que le pouvoir s'en va, que d'autres temps viennent, que d'autres générations vous poussent; et alors on jette son manteau comme Sylla; vieux dictateur, on se retire avec les vieux prétoriens. Les âmes tenaces et fortes ne renoncent pas à l'autorité dans la jeunesse de la vie; leur but, comme je l'ai dit, c'est de la rendre perpétuelle, et ce sentiment explique la seconde période du consulat de Bonaparte.

Lorsque l'on suivait avec la moindre attention les actes du premier consul, on devait facilement s'apercevoir que toute sa pensée se portait vers une grande dictature: conservant encore les formes républicaines, de temps à autre il jetait quelques paroles de liberté; il aimait à se dire le représentant du peuple, le magistrat qui ne vivait et n'agissait que par lui et pour lui. Dans la vérité, l'ambition de Bonaparte n'avait pour but que le maintien de son pouvoir; la constitution de l'an VIII donnait dix ans à sa magistrature, longue période à remplir pour les actes d'un gouvernement; mais son activité impatiente traversait déjà cet espace étroit pour se faire secourir le consulat à vie, clé à laquelle il murebait hautement; il avait étudié César et Auguste (4) à la face du sénat et des der-

(1) Bonaparte justifia sa conduite à l'égard de Toussaint Louverture :

« Le général Vincent était porteur de la constitution qu'avait adoptée de sa pleine autorité Toussaint Louverture qui l'avait fait imprimer et mise à exécution, et qu'il adressait à la France. Non-seulement l'autorité, mais même l'honneur et la dignité de la république étaient entravés: de toutes les ministères de proclamer son indépendance et d'arborer le drapeau de la rébellion, Toussaint Louverture avait ébauché la plus ouragée, celle que la métropole pouvait le moins tolérer. Ce moment, il n'y eut plus à délibérer; les chefs des noirs furent des Africains ingrats et rebelles, avec lesquels il était impossible d'établir aucun système. L'honneur, comme l'intérêt de la France, voulait qu'on les lui renvoya dans le néant. Ainsi la ruine de Toussaint Louverture, les membres qui posaient sur les noirs, furent l'effet de cette démarche insensée inspirée sans doute par les agents de l'Angleterre, qui déjà avait pressenti tout le mal qu'éprouverait sa puissance, si les noirs se contentaient dans la ligne de la modération et de la soumission, et s'attachaient à la mère patrie; il suffit, pour se faire une idée de l'indignation que doit éprouver le premier consul, de dire que Toussaint non-seulement s'acti-

visait l'autorité sur la colonie pendant sa vie, mais qu'il s'investissait du droit de nommer son successeur, et voulait tenir son autorité, non de la métropole, mais de lui-même, et d'une soldatesque assemblée coloniale qu'il avait créée. Comme Toussaint Louverture était le plus modéré des généraux noirs; que Desaulaines, Christophe, Clervault, etc., étaient plus exagérés, plus désaffectionnés et plus opposés encore à l'autorité de la métropole, il n'y eut plus à délibérer. (Mémoire attribué à Bonaparte.)

(2) Plus tard on verra comment ce plan se développa avec l'impudence jusqu'à la malheureuse captivité de Toussaint Louverture au fort de Joux.

(3) Bonaparte a depuis avoué son désir de dictature. « Le système du gouvernement, disait Bonaparte, doit être adapté à l'esprit de la nation et aux circonstances. Lorsque je me mis à la tête des affaires, la France se trouvait dans le même état que Rome, lorsqu'on déclarait qu'un dictateur était nécessaire pour sauver la république. Tous les peuples les plus puissants de l'Europe s'élevaient coalisés contre elle; pour résister avec succès il fallait que le chef de l'État prit le dessus de toute la force et de toutes les ressources de la nation. »

(4) Bonaparte fut toute sa vie préoccupé de la justification

niers débris de la république. Le caractère de César surtout avait fait l'objet des études sérieuses de Bonaparte; il fouillait les pages de la grande histoire pour réaliser les grandes choses.

Depuis longtemps, ainsi que je l'ai dit, les deux consuls Cambacérès et Lebrun n'étaient plus que les simples commis de Bonaparte; ils exécutaient ses ordres, et devant sa pensée, ils accomplissaient ses desseins; mais ni l'un ni l'autre ne pouvait entrer en communauté de gouvernement avec le premier consul, la seule tête puissante et résolue. Bonaparte ne reconnaissait à personne le droit de contrôler ses actes et d'arrêter ses volontés; Cambacérès était absolu dans la confection du code civil et sa présidence du Sénat. Lebrun s'occupait d'élections, de finances et de quelques négociations de parti; au-dessus de tous il n'y avait qu'un seul et magnifique couronnement de l'édifice.

Et comment après la paix avec l'Angleterre, dans cet enivrement de tout le peuple, un homme ou un pouvoir dans l'État aurait-il résisté au consul Bonaparte, celui que l'enthousiasme public saluait du double titre de vainqueur et de pacificateur. Que de travaux accomplis depuis le 18 brumaire! A Marengo, on avait vu le jeune héros en face des régiments autrichiens, délivrant l'Italie; puis il avait préparé la paix continentale; l'Autriche, la Russie, la Prusse étaient accourues à lui pour solliciter des conventions qui pacifiaient l'Europe. Bonaparte avait partout rétabli l'ordre et la paix publique; et les Français, toujours si ardents, si chauds, si mobiles, s'étaient epris d'enthousiasme pour le héros qui avait tant fait pour la patrie.

L'éloge fut alors prodigué à Bonaparte; on vit dans les solennités publiques, comme sous les anciens rois, le conseil de ville solliciter l'honneur de déposer aux pieds du premier consul les témoignages d'une reconnaissance sans bornes; le sénat, le tribunat, le corps législatif (1), les chambres de commerce, tous accoururent pour offrir, dans une expression adhésive, les témoignages de la reconnaissance publique pour la grande œuvre accomplie de la victoire et de la paix. Il fut dit là de ces paroles abaisées que Tacite a flétries lorsqu'il a peint le sénat, les patriciens accourant autour de Tibère. Le conseil municipal vota pour Bonaparte un de ces monuments de pierre qui devaient perpétuer, jusqu'à la postérité la plus reculée, la gratitude de la nation pour celui qui avait accompli tant de merveilles. Le consul, toujours antique, mais profondément dissimulé quand il voyait que ses desseins pouvaient être devinés par le peuple, répondit avec modestie et dignité: « Il déclara que les monuments publics, pour être durables, devaient surtout avoir la sanction des siècles, et qu'il fallait laisser s'accomplir sa vie pour voir s'il avait fait assez pour la postérité, seule digne et compétente pour ratifier les jugements des contemporains. »

Cette réponse cachait de graves desseins; Bonaparte visait à quelque chose de plus positif que ces témoignages de la reconnaissance publique, car le caprice les élève et le caprice les détruit; sa pensée

de César. Il y travailla idéalement entre les deux existences: « Si César eût trouvé quelque avantage pour son autorité à s'asseoir sur le trône, il y fût arrivé par les acclamations de son armée et du sénat, avant d'y avoir introduit la faction de Pompée. Ce n'était pas en se faisant saluer dans une promenade par un homme libre du nom de roi, en faisant dire aux sibilles qu'un roi pouvait seul vaincre les Partes, en se faisant présenter au diadème dans les lycées, qu'il pouvait espérer d'arriver à son but. Il fût parvenu à ses légions que leur gloire, leur richesse dépendaient d'une nouvelle forme de gouvernement qui mit sa famille à l'abri des factions de la toge; c'eût été en faisant dire au sénat qu'il fallait mettre les lois à l'abri de la victoire et de la soldatesque, et les propriétés à l'abri des vétérans, en élevant un monarque sur le trône; mais il prit une voie contraire; il ne gouverna que comme consul, dictateur ou tribun; il confirma donc, en lieu de les détruire, les formes anciennes de la république. Après les succès qui lui suivirent le passage du Rubicon, César n'a rien fait pour changer les formes de la république. Auguste même longtemps après, et lorsque les générations républicaines tout entières étaient détruites par les proscriptions et la guerre des triumvirs, n'eut jamais l'idée d'élever au trône; Tibère, Néron, après lui, n'eurent jamais eu la pensée, parce qu'il ne pouvait pas entrer dans la tête d'un maître d'un grand État de se revêtir d'une dignité odieuse et méprisée. Si la couronne royale eût été utile à Auguste et à ses successeurs, ils l'eussent portée sur leurs têtes; mais César, qui était essentiellement romain, populaire, et qui dans ses harangues et ses écrits, employait toujours la langue du peuple romain avec tant d'exactitude, ne l'eût fait qu'à regret. »

(1) Les vers ne manquaient pas à la louange du consul, les poètes les louèrent.

Bonaparte et la Paix, pour embellir la France,

Semblent s'être donné le main.

Quel progrès! Bientôt par leur double influence,

L'avenir se voit plus incertain.

Quand l'âme rend la vie au monde

Exient fertiliser nos champs,

L'esprit est un pègre qui féconde

L'État, les honneurs, les talents.

O mon pays! vois la victoire,

Qui l'efface d'un moment le bienfait!

Peuple, avec des brèves de gloire,

Reçois le présent de la paix!

Voici le discours du président du corps législatif.

« Nos vœux adressés, au nom du corps législatif, les félicitations qu'il a votées sur la communication que vous lui avez faite de traité qui assure la paix à la république.

« Nos ennemis l'ont eue reconnue, cette république dont ils avaient osé douter, et vaincus par la puissance de ses armes, ils vont recevoir le gage de la paix que leur donne un peuple libre, comme un témoignage de sa magnanimité, le premier objet et le premier fruit des conquêtes.

« Si les victoires qui l'ont préparée ont retenti avec éclat dans l'univers, le traité qui la consolide doit être aussi une grande époque dans les annales des peuples, par l'importance qu'il doit avoir sur leurs intérêts et sur les nôtres; il va faire renaitre toutes les idées de prospérité générale, et déjà le sentiment de la félicité publique pénètre à l'avance dans toutes les âmes. »

fixe était le pouvoir réel, il essayait les opinions et les partis, pour deviner si son ambition, incessamment réveillée, trouverait une opposition trop vive, trop profonde dans les divers pouvoirs de la société. Préparant le passage d'une magistrature décennale à un consulat à vie, transition difficile, il craignait de se laisser deviner. Ce plan n'était connu que de quelques amis et de la société de Lucien surtout, et on était convenu de n'avancer qu'un peu lentement et progressivement; il fallait étudier les divers pouvoirs de l'État, balancer les partis, les hommes, et ne se décider qu'après un long examen. C'est été tout compromettre que de hasarder une fausse démarche à la face de tant de jalousies éveillées et de sollicitudes profondes; les partis étaient vains un moment, mais ils faisaient entendre encore de temps à autre les mâles accents de la vieille liberté.

Il appartenait au sénat conservateur, la première autorité d'après la constitution de l'an VIII, de modifier les institutions et de régler l'action des pouvoirs entre eux. La majorité des sénateurs, débris de tous les régimes, était pour l'autorité consulaire forte et dessinée; la plupart admirateurs du 18 brumaire, ils avaient élevé l'édifice, et nul ne voulait le détruire. S'il existait quelques hommes mécontents, tels que Lambrécht, Calanis, Garat, douloureusement affectés de voir le premier consul dans les voies du pouvoir absolu, cette opposition ne pouvait être à craindre pour les temps ordinaires. Tant que Bonaparte serait heureux, on se bornerait à quelques murmures, on n'oserait jamais tenter une résistance sérieuse; ces hommes étaient vieux, usés, et il est rare d'attendre quelque résolution généreuse des âmes qui ont déjà tant vécu et subi tant de déceptions. Toutefois, le cas échéant d'une crise contraire à Bonaparte, ces sénateurs mécontents n'auraient pas manqué de faire une vive opposition et de préparer même le renversement de son œuvre ambitieuse. C'est ce que savaient très-bien Fouché, Bernadotte, Moreau, qui tous

pouvaient compter sur un parti dans le sénat, si jamais ils attaquaient de face, à l'aide de l'armée, l'autorité despotique de Bonaparte. Il n'y a pas de corps plus dangereux que ceux qui ont trop longtemps subi le joug; ils se vengent dans un seul jour et cherchent à se populariser en renversant l'idole.

Au tribunal, l'opposition était plus vive, plus violente, quoique moins redoutable. Bonaparte ne pouvait briser le sénat sans bouleverser la constitution, car les sénatus-consultes en étaient le fondement; son but était de l'assouplir, sans jamais l'attaquer en face, comme un ennemi. Avec le tribunal, c'était différent; ce corps n'avait pas une grande consistance dans le pays, fatigué d'opposition et de partage; le tribunal, aux yeux de tous, n'était qu'une sorte de superfétation facilement détruite sans blesser le moins du monde les opinions et les intérêts. Que faisaient à la France quelques discours de Benjamin Constant, Chénier, Ginguené ou Daunou? A quelle sympathie pouvait-il répondre? La société avait un besoin impérieux d'ordre et de repos après tant d'épreuves dangereuses et d'irritations terribles, et si l'on avait des ménagements encore pour le tribunal, c'est qu'il fallait laisser debout quelques souvenirs de la république. On le faisait attaquer dans les journaux; sur le théâtre on le livrait à la risée publique; les lazzi des mimes poursuivaient ce débris des institutions et des garanties; nul ne défendait la liberté de la presse, ni la liberté des tribunaux; la dictature était saluée par l'enthousiasme du pays. Le conseil d'État, le corps législatif n'offraient pas une puissance plus grande pour se mettre en opposition avec le consul; il est des temps où nulle force ne peut lutter contre l'autorité qui s'élève; il faut alors se résigner à subir le joug; l'opposition importune, l'affaissement général s'étend à tous les esprits; Tacite nous a peint quelque chose de semblable, lorsque Auguste prit le pouvoir pour commencer l'ère nouvelle (1).

(1) Une correspondance privée, écrite en Angleterre, donne de curieux détails sur l'opposition dans les salons de Paris et dans l'armée. En voici quelques fragments :

« Voyez-vous un trait qui prouve combien la plupart des membres de l'opposition sont lâches et méprisables, Bonaparte se plaignait au général Kellermann de ce qu'on avait écarté le candidat qu'il avait nommé, le général La Martinière. Kellermann s'est excusé sur François de Neufchâteau, qui, dit-il, l'avait induit en erreur. Bonaparte se mit à boxer François de Neufchâteau qui se trouvait alors à l'audience. Celui-ci fut consterné et pâlit. Bonaparte serra de toutes ses forces; le séducteur de trembler de vaillance. Les laquais arrivèrent précipitamment; Bonaparte d'un grand saut-trois : « Bonnet un verre d'eau au sénateur François de Neufchâteau, il va tomber en déshonneur. » Le trait fait voir de quels véritables éléments est composée cette opposition. On ne regarde dans Paris les tribunaux et les législateurs que comme des laquais insolents : en effet, ils sont aux gages de Bonaparte

et depuis longtemps revêtus de sa livrée. Cette opposition ne pourrait faire quelque-chose que lorsqu'elle serait unie à un grand nombre de militaires mécontents dirigés par un chef énergique; car toute l'éloquence de Cagliari et celle même de Bénédictines, ne passent pas une once de poudre à canon, et l'on ne peut opposer que des balonnets à des balonnets.

« Mais où trouveront-ils ce chef? Seront-ils restés pacifique et isolé. Aussi les Jacobins lui ont-ils donné le dénomination de douloureux. Les Jacobins ont offert le marquis de Sévigné; ils l'ont offert une citrouille africaine. Quant au général Lannes, il s'est décidément accommodé avec la cour des Tuileries. Cette réconciliation était appelée à Paris la paix de Montmarbre. Madame Bonaparte a fait, à ce sujet, un cadeau de 50,000 fr. Lannes est parti pour Lisbonne. Afin de remplir le déficit de la caisse de la garde, Augereau a avancé une somme considérable, et pour faciliter à Lannes les moyens de rembourser Augereau, on lui a accordé permission d'user d'une manière limitée de sa lan-

Ainsi la seule résistance que pouvait trouver Bonaparte à ses projets ambitieux, se concentrait dans l'armée et dans les partis; j'ai dit déjà quel était l'enthousiasme du soldat lorsque les drapeaux de Sambre-et-Meuse, d'Italie et d'Allemagne se déployaient à ses yeux; les souvenirs de la république étaient partout dans leur histoire militaire, dans les services rendus. On s'était accoutumé à cette idée de vivre et de mourir pour la patrie; l'éducation était mâle; on y suçait la haine de la tyrannie: quel travail pour accomplir de telles âmes! La plupart des chefs des demi-brigades avaient commencé leur vie au bercail de la révolution, leur mère à tous; pouvaient-ils la trahir pour un homme quelque grand qu'il fût, quelque merveilleux que pussent être ses destinées? Bonaparte vainqueur et pacificateur, consul même, n'était pour eux que l'expression de la patrie; voulait-il se proclamer tyran insatiable de pouvoir? En vain on invoquait l'obéissance militaire, avec elle on pouvait marcher à l'ennemi, jamais on n'aurait servi un roi; on lui aurait arraché la pourpre et le sceptre. Ainsi parlaient les républicains de l'armée!

Bonaparte chercha dès lors à rompre l'esprit d'égalité des camps en y jetant la distinction d'un ordre militaire; il devait agir avec prudence pour ne point heurter les vieilles habitudes; quand il parlait aux soldats, il le faisait avec la parole grave, imposante d'un chef qui les avait conduits à la victoire; le consulat à vie n'était pas encore compris par les âmes attentives devant l'ambition de la puissance absolue. Bonaparte répandait de l'or et des dignités partout, afin de préparer cette transition du pouvoir temporaire à l'autorité définitive: la plupart des généraux opposants recevaient des missions, des

ambassades, et le consul cherchait toujours à disperser la vieille armée pour s'entourer de jeunes aides de camp, plus dévoués, auxquels il pourrait donner des commandements de confiance; il agrandissait la garde consulaire, la plaçant partout pour veiller à sa personne, sous le commandement d'officiers de distinction, tous attachés à sa fortune, tels que Bessières, Duroc, Brauharnais, Murat; sa police militaire était aux mains de Savary; Paris était sous le gouvernement de Junot, et la division sous Lefebvre, véritable soldat des gardes françaises, sergent sous Bonaparte, comme il l'était sous l'ancien régime. Si vous avez vu quelquefois les portraits contemporains de tous ces généraux, vous avez dû reconnaître à leurs traits, les différents caractères de leur origine et de leurs opinions: l'armée jacobine de 1794, au ton mâle et inculte, se peint en Masséna, Brune, Jourdan et Augereau; la république aux formes antiques, aux idées nobles, se révèle sur le beau et large front de Lecourbe, Desaix, Gouvion Saint-Cyr, Sainte-Suzanne; l'esprit avocat, disertateur, simple et tacticien est dans la physionomie impassible et froide de Moreau; la finesse du regard, l'œil d'aigle, le nez long et crochu, dit assez l'origine de Bernadotte. Les officiers dévoués à Bonaparte, âmes jeunes et nobles, ont presque tous l'air candide et généreux du dévouement: Duroc et Junot portent les cheveux longs et flottants comme de jeunes filles; la face mélancolique de Marmont est empreinte d'une vie fatale et prédestinée, et Bessières (1), qui commande la garde des consuls, a l'aspect d'un gentilhomme qui s'arrête devant les carrosses du roi.

Le premier consul marchant avec quelque timidité à la destruction de la république, mettait plus

de soin d'ambassadeur pour importer et exporter toutes sortes de marchandises. Il était en Italie, à ce sujet, avec plusieurs maisons de banque de Paris, de Bordeaux et de Brive se commençant de l'hiver. Il avait déjà païé pour 400,000 francs de pot-de-vin, sur ces costumes de privilège. L'homme se rassura devant les reproches anglais que lui firent ses camarades, en disant qu'il avait à son ressentiment d'avoir fait capituler le despotisme. Cet insatiable conquérant ajoutait que n'ayant pas, comme Masséna, cent millions d'armées, il avait besoin de faire une campagne en Portugal pour pouvoir marcher de front avec l'ennemi glorieux de la Victoire.

Quant à Masséna, il persiste toujours à refuser l'ambassade de Constantinople. On est en négociation avec lui pour l'engager à aller passer quelques mois en Angleterre. La faiblesse avec laquelle le consul assouplit toutes ces querelles de ménage, donne la plus triste idée de son caractère, en même temps qu'elle rendrait singulièrement insolente et l'audace de tous ses ennemis. Ses portiers mêmes disent déjà de lui que, depuis qu'il s'est avisé de se substituer l'administration et le politique au général d'armée, l'âme audacieuse du héros s'est pleinement fondue dans le cœur lâche, timide et dissimulé d'un Mazarin. Ses amis attribuent sa mollesse, son irrésolution au mauvais état de sa santé. Les gens de l'art prétendent qu'il est poitrineux. Corvisart n'a pu le guérir de la maladie qu'il avait prise à Toulon que par des

remèdes qu'on affecta de lui attribuer. Voilà cependant l'homme qui règle les destinées de l'Europe. Madame Bonaparte, qui connaît mieux que personne la valeur de cette petite croûte, doit parfois bien rire dans sa vieille peau de puissance, hors de sa chambre à coucher.

(1) Voici comment Bonaparte s'exprime sur Bessières et Duroc dans les Mémoires qu'il lui attribue :

« Bessières, né en Languedoc, commença à servir dans le 12^e de chasseurs, à l'armée des Pyrénées-Orientales. Il était d'une bravoure froide, calme au milieu du feu, il avait de très-beaux yeux; il était fort habile aux manœuvres de cavalerie, et propre surtout à commander une réserve. On le verra, dans toutes les plus grandes batailles, rendre les plus grands services. Lui et Murat étaient les premiers officiers de cavalerie de l'armée, mais de qualités bien opposées: Murat était un officier d'avant-garde, aventureux et bouillant; Bessières était un officier de réserve, plein de vigueur, mais prudent et circonspect. Il fut, dès le moment de la création des gendarmes, chargé exclusivement de la garde du général en chef et de celle du quartier général.

« Bonaparte, au siège de Toulon, distingua et s'attacha un jeune officier de train, qu'il est d'abord beaucoup de peine à former, mais dont il a tiré depuis les plus grands services: c'était Duroc, qui sous un extérieur peu brillant, possédait les qualités les plus solides et les plus utiles. »

de précautions encore dans ses attaques répétées contre l'esprit de la révolution française. Beau-coup de jacobins avaient pris part au mouvement du 18 brumaire et secondé de leurs efforts le triomphe du consul sur le Directoire; le conseil d'État et les préfetures étaient remplis de patriotes. Si ces hommes aimaient à donner une grande force à l'autorité de Bonaparte, s'ils voulaient en finir avec l'anarchie et les oppositions trop violentes pour consacrer la dictature; si, en un mot, ils étaient les hommes d'un gouvernement énergique, c'était à condition que ce pouvoir servirait les principes et les intérêts de la révolution française; ce n'était pas la dictature qui leur répugnait, mais l'esprit de l'ancien régime. Que Bonaparte fit fusiller ou emprisonner les émigrés par un coup d'État, ils ne s'en inquiétaient guère, pourvu que ce fût dans l'intérêt de la révolution. Ce qui les blessait plus vivement, c'était que le premier consul proclamât un principe de l'ancien régime, ou appellât auprès de lui un homme du vieux temps, un noble, un gentilhomme, un prêtre surtout: alors les jacobins, tels que Merlin (de Douai), Bertier, Boulay (de la Meurthe), Réal, s'irritaient profondément; ils faisaient des remontrances, attaquaient vivement les actes qui avaient cette pensée et cette destination; ils ne faisaient pas de l'opposition à Bonaparte, parce qu'il marchait à la tyrannie, mais parce qu'ils craignaient qu'il ne courût à l'antique monarchie; ils aimaient le pouvoir pourvu qu'il fût à eux et en eux.

En dehors de ces jacobins ralliés, il s'en trouvait d'autres proscrits, et depuis la sanglante affaire d'Arènes et de la machine infernale, ces débris du jacobinisme étaient tellement dispersés par la force du gouvernement qu'il était difficile de croire à un mouvement armé; il y avait encore quelque levain dans les faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, mais la police et la conscription, deux puissants auxiliaires, ne permettaient pas à la génération de

se jeter une fois encore dans les révoltes; Fouché ménageait les jacobins, les conseillait et les surveillait surtout; quelques-uns étaient dans ses bureaux, d'autres vivaient au milieu des faubourgs. A leur énergie habituelle, on opposait une autre énergie menaçante; Bonaparte, par exemple, faisait dire au brasseur Santerre que s'il osait le moindre mouvement il le ferait fusiller, et, en même temps, Fouché l'inscrivait pour une pension de retraite et une gratification mensuelle qui équivalait au traitement d'un général de division (1); Bonaparte, n'usant jamais d'autres moyens envers les jacobins, il les considérait comme très-forts, très-dévotés, quand ils se consacraient à une œuvre, et il se fût difficilement passé de leur concours; s'en servir et les contenir, telle était sa maxime.

D'ailleurs autour de quel chef les patriotes se seraient-ils ralliés? Leurs généraux avaient fait presque tous leur soumission; Jourdan était ambassadeur, Angereau offrait ses services à Bonaparte; les jacobins n'avaient pas grande confiance en Moreau, républicain modéré, aussi haineux contre eux que contre le consul; Moreau parlait plus qu'il n'agissait; Bernadotte, trop fin pour agir ouvertement quand le vent soufflait si favorablement pour Bonaparte, attendait de meilleures circonstances. Il n'y avait plus qu'un homme autour duquel un grand parti pouvait se former, c'était Barras; et ici j'ai besoin de revenir sur ce vieux protecteur de Bonaparte. Qu'était-il devenu depuis la journée décisive où le pouvoir fut arsahe au Directoire? Après le 18 brumaire, Barras s'était retiré à Grosbois (2) pour y mener la vie de gentilhomme avec sa meute, ses maîtresses et ses plaisirs de grande maison; délaissé pendant quelques jours, comme tous les pouvoirs qui tombent, l'opposition se réunissait plus tard autour de lui, comme l'homme qui savait le mieux la vie première de Bonaparte (3), celui qui portait en son cœur le plus de ressentiment. A Grosbois, on ne se gênait pas; Barras avait de l'esprit, une manière de

(1) Jourdan recevait même Santerre à déjeuner comme gouverneur de Paris. C'était un souvenir de la république qui dépeut plus d'une fois à sa femme spirituelle.

(2) Il vendit cette terre à Moreau.

(3) Obligé de juger historiquement Barras, Bonaparte l'a fait avec un certain caractère d'impartialité.

« Au moment de la crise, la convention comme Barras pour marcher contre la commune qui s'était insurgée pour Robespierre; il réussit, cet événement lui donna une grande célébrité. Les thermidorien, après la chute de Robespierre, devinrent les hommes de la France. Le 12 vendémiaire, lors de l'arrestation de Renou, les comités imaginèrent, pour se débarrasser des trois commissaires près l'armée de l'intérieur, de réunir dans sa personne les pouvoirs des commissaires et ceux de commandant de cette armée. Mais les circonstances étaient trop graves pour lui; il n'avait point fait la guerre. Les événements de thermidor et de vendémiaire le perirent au Directoire. Il avait peu l'habitude du travail, cependant il fit mieux que l'on ne s'y était

attendu. On lui reprocha sa dépense, ses liaisons avec des hommes d'affaires, la fortune qu'il fit pendant les quatre ans qu'il fut en place, l'injure qu'il ne prenait pas la peine de dissimuler, ce qui contribua à la corruption de l'administration de cette époque. Barras était d'une haute stature, il eut quelques fois dans des moments d'orage, et sa voix couvrait alors toute la salle; ses facultés morales ne lui permettaient pas d'aller au delà de quelques phrases, sa passion avec laquelle il parlait l'aurait fait prendre pour un homme de résolution. En fin de compte, il forma avec Rewbell et La Révellère la majorité contre Carnot et Barthélemy. Après cette journée, il fut en apparence l'homme le plus considérable du Directoire; mais en réalité c'était Rewbell qui faisait les affaires. Il soutint toujours depuis le 13 vendémiaire, en public, le rôle d'un ami chaud de Bonaparte, quoiqu'ils fussent brouillés. Bonaparte ayant auparavant critiqué les hommes qui suivirent le 18 brumaire, et spécialement la loi du 19. Il montra de la dévotion au 30 prairial au vif, et ne partagea pas la disgrâce de ces collègues. » (Mémoire attribué à Bonaparte.)

causer sans contrainte, un laisser aller plaisant et cynique; il s'exprimait comme les marquis de bonnes maisons, comme les nobles blâmes du XVIII^e siècle, disant de gros mots, appelant les choses par leur nom, donnant aux femmes devenues bien grandes des épithètes grossières, naturelles peut-être quand elles étaient bien petites; il avait connu Bonaparte si pauvre, si délaissé, venant tendre la main dans son antichambre; pouvait-il l'oublier? Il fallait entendre Barras dans ses colères et ses dépités de la disgrâce; il ne ménageait rien, il aimait à conter comment Bonaparte ou bien le *petit Corse* (c'est ainsi qu'il le nommait) venait dîner chez lui tous les jours dans son appartement au-dessus du théâtre de la Montansier; comment là il l'avait secouru de quelques écus de six livres; alors Bonaparte avait voulu épouser la Montansier, de trente ans plus âgée que lui, parce qu'elle était riche de quelques cent mille francs, et tous deux devaient aller planter des oliviers et défricher la terre en Corse. Barras, plus cynique encore sur madame Bonaparte, la femme que l'Europe saluait déjà comme une souveraine, tenait de tristes propos, se plaisait à raconter, avec une grande licence d'expressions, la manière dont sollicitait Joséphine auprès de lui, et la patience de Bonaparte à attendre dans l'antichambre que madame de Beauharnais lui apportât le brevet de commandant de l'armée d'Italie; mais quelle vengeance contre une si merveilleuse destinée (1)!

Sans prendre une part directe à aucune conspiration, Barras s'était mêlé à toutes, il avait des ramifications avec les mécontents de toutes les bandières; il voyait secrètement Moreau, Bernadotte et quelques sénateurs de ses anciens amis, et ne se gênait pas avec eux. Bonaparte, à qui tous ces propos étaient rapportés, plein de colère, se vengea de son ancien protecteur par une mesure de sûreté; d'abord il voulut l'enfermer au Temple, l'exiler de France; mais Fouché, protecteur des patriotes, n'aimait pas à se compromettre avec eux; il fit observer au consul: « Qu'une telle rigueur produirait un mauvais effet parmi les débris de la

révolution; il n'y avait aucunes preuves contre Barras; quelques mauvais propos sur madame Bonaparte ne devaient pas servir de texte à une accusation politique. » On se contenta d'exiler Barras à Bruxelles; le directeur s'y rendit, mais seulement sur l'ordre des gendarmes; une fois à Bruxelles il ne se gêna pas plus qu'à Paris; il s'exprima avec la même énergie sur toute la cour du premier consul; vieux marin tête du bailli de Suffren, il aurait fallu le briser, le piler en morceaux, plutôt que le faire renoncer à ses mépris sur Bonaparte et les siens; il ne voulait jamais rien de lui, et demoura en conspiration permanente pendant toute l'époque impériale, et cela sans aucun ménagement.

Barras était en exil, et l'abbé Sieyès, qui avait si puissamment aidé le résultat du 18 brumaire (2), s'absorbait dans le sénat; Bonaparte lui fit même alors une part fort large, car Sieyès composa la première liste des sénateurs et se fit beaucoup d'amis dans cette assemblée; le consul lui avait fait entendre que son meilleur rôle politique était de conduire, par ses idées et sous son influence, les sénateurs vétérans de la science, de l'armée et de l'administration. L'abbé Sieyès, après avoir conçu le 18 brumaire à son profit, éprouva un sentiment de dépit profond quand il vit Bonaparte prendre pour lui la dictature qu'il voulait au moins partager. Sieyès n'avait pas assez de courage pour jouer un rôle dessiné dans le sénat; mais sans faire de l'opposition publique, il était aisé de préparer dans l'avenir un mouvement qui partirait du sénat pour renverser Bonaparte au milieu d'une crise, et pour cela il s'entendrait parfaitement avec Fouché, Bernadotte et Moreau; Sieyès était au repentir sur le 18 brumaire sans avoir néanmoins l'énergie suffisante pour tenter une autre révolution. L'opinion publique était tout entière pour Bonaparte, et nul n'était assez hardi pour tenter alors une résistance directe. L'abbé Sieyès se réduisit à son fameux silence.

Le pouvoir consulaire voyait ainsi s'atténuer pour lui dans le parti jacobin presque tous les amis qui l'avaient secondé en vertu des principes de la révo-

(1) Dans les Mémoires de Barras aux maîtres de M. Soliel-Albin, les plus vives imputations sont adressées à Bonaparte; il lui fait le procès d'un étranger révolutionnaire sur Joséphine et les causes de la fortune du premier consul.

(2) Le jugement que porte Bonaparte sur Sieyès a de même caractères de modération que celui déjà écrit sur Barras: « Sieyès était depuis longtemps connu de Bonaparte. Né à Tréguier, en Provence, il avait commencé sa réputation avant la révolution; il avait été nommé à l'assemblée constituante par les électeurs du tiers état de Paris, après avoir été repoussé par l'assemblée du clergé, qui ne luit à Chartres. C'est lui qui fit la brochure: *Qu'est-ce que le tiers état?* qui eut une si grande vogue! Il n'est pas homme d'édification; connaissant peu les hommes, il ne sut pas les faire agir. Ses études s'y ont toutes été dirigées vers la métaphysique, à ses défauts des métaphysiciens,

et dédaigne trop souvent les notions positives; mais il est capable de donner des avis utiles et lumineux dans les circonstances et dans les crises les plus sérieuses. C'est à lui que l'on doit la division de la France en départements, qui a défrayé l'esprit de province. Quelqu'un n'ait jamais occupé la tribune avec éclat, n'a été utile au succès de la révolution par ses conseils dans le conseil. Sieyès est pu, il n'a voulu, obtenir la place de deuxième consul; mais il désira se retirer. Sieyès était l'homme du monde le moins propre au gouvernement, mais excusé, à consulter, car quelquefois il avait des aperçus lumineux et d'une grande importance. Il aimait l'argent, mais il était d'une probité sévère; ce qui plaisait fort à Bonaparte; c'était la qualité première qu'il estimait dans un homme public.

[Mémoire attribué à Bonaparte.]

lution. Mais Bonaparte acquiesçait de nouveaux appuis parmi les hommes monarchiques, la plupart proscrits au 18 fructidor : tels étaient MM. Portalis, Siméon, Barthélemy, Mounier, Malouet, Tronchet qui tous portaient sur la révolution des jugements sévères. Franchement ralliés à Bonaparte, ils le poussaient au gouvernement avec sincérité, ils le poussaient aux idées de l'ancien régime, et surtout à s'éloigner des noms trop compromis dans les jours néfastes de la révolution française. Bonaparte avait du penchant pour eux ; esprits souples et modérés, ils correspondaient plus à ses desseins monarchiques qu'à ses idées d'avenir ; il voyait en eux les appuis de sa dynastie naissante. A mesure qu'il se séparait de la révolution, le consul allait plus directement vers les esprits de la virile société ; tandis qu'il employait tous les jacobins d'application, au succès et à la force de son gouvernement, il cherchait à donner à son pouvoir les impressions de la royauté antique.

Les monarchistes ralliés au consul dont je viens de parler, avaient eu des rapports plus ou moins intimes avec Louis XVIII et le parti royaliste ; ce fut même au 18 fructidor une des causes de leur proscription. Le roi avait fermement compté sur les éliens, et il est aujourd'hui incontesté que le Directoire eut des preuves en mains des relations intimes des deux conseils avec le prétendant. La journée du 18 fructidor frappa ceux qui menaçaient la république. Barthélemy, Portalis, comme un grand nombre de membres du conseil des Anciens ou des Cinq-Cents, s'étaient jetés avec un dévouement plus ou moins absolu dans les voies d'une restauration constitutionnelle. Dès qu'ils eurent pris du service sous le consulat, prêt serment ou siége au conseil d'Etat d'une manière directe, ils se détachèrent presque tous du parti royaliste pour servir loyalement le pouvoir à qui ils devaient le retour dans la patrie. Quelques-uns même des anciens fonctionnaires s'adressèrent officiellement à Louis XVIII (1) pour prendre ses ordres, et le prince, avec son indulgence habituelle et ses prévoyances d'avenir, leur permit de seconder le nouveau pouvoir, et de donner la main à ses tendances pour l'ordre ; ils y furent même invités, parce que dans cette position nouvelle on croyait qu'ils pourraient rendre des

services encore à la monarchie, en déterminant le premier consul à rappeler les Bourbons.

C'était là une des grandes illusions du parti royaliste, et plusieurs croyaient que le premier consul, après avoir tant fait pour sa gloire, accomplirait son œuvre en jouant le rôle de Monek. Les *Adieux à Bonaparte*, une des spirituelles productions de M. Michaud, n'avait convaincu personne encore, et bien des royalistes étaient sous le prestige d'une brochure de l'abbé Sabatier qui annonçait, avec un ton d'oracle, les desseins de Bonaparte pour restaurer la maison de Bourbon. Le parti royaliste conservant son caractère habituel de légèreté érudite, prenait ses illusions pour des réalités, et il ne croyait même qu'à ses illusions ; toute pensée raisonnable, il la repoussait. La vérité pour les partis n'est pas ce qui est, mais ce qui leur plaît ; ils ne caressent pas l'idée positive, mais le songe qui berce leurs opinions et leurs sentiments ; les royalistes furent toujours plus honorables qu'habiles ; comme tous les partis aristocratiques, cette opinion est pleine de ressources et d'esprit sans qu'elle sache jamais en profiter ; elle convertit ses pièces d'or en petite monnaie.

Le parti royaliste avait une agence à Paris ; mais trop sage, trop circonspecte pour être redoutable au premier consul, elle était tout à la fois un moyen de police et une issue donnée aux principes de la vieille monarchie ; on pouvait la surveiller et la tromper, car elle était crédule. Cette agence avait pour chefs MM. Royer-Collard, Becquey, sous le titre de correspondants de Louis XVIII ; le gouvernement la tolérait, parce qu'il pouvait, par la plus simple surveillance, connaître ainsi les desseins du prétendant et les tenir tous sous sa main. Les opinions de M. Becquey et de M. Royer-Collard, pleines de circonspection et de sagesse, appelaient la restauration de Louis XVIII (2), mais avec une charte ; et il faut dire que telle fut toujours la pensée du roi qui, à l'époque du consulat, résumait déjà ses idées politiques à peu près dans les termes de la charte de 1814.

Dans cette tendance générale des esprits, Bonaparte profitait de tout pour arriver à ses fins ; ce qu'il voulait, il faut le répéter, c'était la perpétuité de son pouvoir, le consulat à vie, but inflexible

(1) M. Bertrand-Buflère, conseiller d'Etat avant la révolution, avait occupé les premières places de la haute administration des finances, il fut vivement sollicité d'y rentrer par le troisième consul Lebrun, il s'en défendit, alléguant des motifs spécieux, mais, en réalité, à cause de son attachement à son monarque légitime. Ses amis lui firent observer qu'on n'était pas absolument sans espoir que Bonaparte ne rendit un jour le trône aux Bourbons. L'un d'eux, M. Bocheron-Desportes alla même jusqu'à l'assurer que Louis XVIII approuverait sa condescendance. Entraîné, il accepta la place de conseiller d'Etat et de directeur du trésor public, mais il refusa le titre de ministre. Il aspirait

à recevoir au moins un témoignage glorieux de la part de ses contemporains ; il le méritait et il l'obtint. M. Bocheron-Desportes lui remit la lettre suivante du roi. « Je vous salue, monsieur, j'avais accepté une place dans le conseil. Celui de vos amis qui vous y a décidé m'a sûrement pas entendu séparer les intérêts de la France de son légitime souverain. Votre résistance en cette occasion commandait mon estime ; votre dévouement vous assure toute ma reconnaissance. »

« Louis »

(2) Un rapport très-étendu sur le comité royaliste de Paris fut présenté au conseil d'Etat, en 1801.

de sa volonté : il se servait de tous les instruments, empruntant aux jacobins cette énergie qui ne s'arrêtait devant aucune considération, en matière de gouvernement, et aux hommes modérés le caractère digne et convenable, la considération qu'ils inspiraient et le principe conservateur des monarchies ; Bonaparte avait quelque tendance pour les royalistes, afin de s'éterniser par la stabilité de leurs principes et la force du sol. Tous ces moyens, le consul les employait indistinctement : les hommes et les choses n'étaient pour lui, comme en mathématiques, que des unités qu'il faisait converger vers un même but, la grandeur et la consolidation de son pouvoir.

CHAPITRE LVI.

DOMINATION DU CONSUL SUR LES GOUVERNEMENTS ALLIÉS DE LA RÉPUBLIQUE.

Plan diplomatique du premier consul. — 1^o L'Italie. — Le Piémont. — Réunion définitive. — Consulte à Lyon. — Institution de la république italienne. — Présidence de Bonaparte. — 2^o Hollande. — Modification dans la république batave. — Armements. — Occupation militaire. — 3^o La Suisse. — Action secrète du gouvernement français. — Troubles publics. — Acceptation de la médiation. — 4^o L'Allemagne. — Intervention de la France dans la confédération germanique. — Protection accordée à la Ravière. — Médiation commune de la France et de la Russie. — Négociation de M. de Laforest à Ratisbonne. — Marche vers un *conclusum*. — Inquiétudes de l'Europe.

1801 — 1802.

Les transactions diplomatiques peuvent être méconnues de deux manières : ou par la violation expresse de leurs clauses et des articles formellement stipulés entre les parties contractantes, ou par l'extension de ces articles, de manière à grandir démesurément l'influence d'un des gouvernements intervenus dans les traités, au préjudice de l'autre. Dans ces deux hypothèses, le droit public européen établit la possibilité d'une rupture et d'une guerre ; car il ne faut pas toujours s'en tenir aux textes, ils ne sont qu'une feuille morte et l'interprétation de leur esprit fait tout. Si l'une des puissances prend des

mesures qui compromettent le repos et la sécurité des nations, les autres cabinets s'en émeuvent et préparent les moyens d'arrêter la marche du peuple ou du chef trop ambitieux ; c'est ce qui arriva lorsque l'on vit le premier consul conquérir moralement, en pleine paix, plus de puissance diplomatique que la guerre ne lui en avait donné.

Pour s'expliquer toute la diplomatie du consulat, il faut revenir au manifeste que publia M. d'Autriche (1), M. de Talleyrand, sous l'inspiration duquel il avait été écrit, y posait les principes du droit fédératif en Europe, en faisant parfaitement comprendre : « Que la France devait exercer sur ses voisins une influence décisive, parce que telles étaient les traditions de l'ancienne monarchie. » On rappelait que le traité d'Utrecht, base de la diplomatie de Louis XIV, devait servir de point de départ à tout l'ensemble de la politique d'un gouvernement fort et national en France ; or cette influence se résuait : 1^o pour l'Espagne, aux conséquences du pacte de famille ; ce pacte n'existant plus matériellement, il fallait rétablir l'autorité morale sur de nouvelles bases, et nulle cour ne pouvait se plaindre de la prépondérance qu'avait acquise le premier consul à Madrid. 2^o La Hollande, après ses premières tentatives contre Louis XIV, avait également subi l'action absolue du cabinet de Versailles ; la diplomatie de l'Europe n'avait donc pas à murmurer si la France, sous le premier consul, renouait une telle alliance sur des bases rajeunies. 3^o Il en était de même de la Suisse ; en capitulant ses régiments au service des Bourbons, elle servait de frontière à leur monarchie. 4^o Le Piémont s'appuyait aussi sur la France, et la maison de Savoie-Carignan donnait, aux dernières époques de Louis XV, des femmes aux cadets de la maison de Bourbon. 5^o Au centre de l'Italie, la vieille monarchie s'était constamment posée comme l'alliée de tous les petits princes : Naples comptait des Bourbons de la branche cadette ; Gènes et Venise étaient ses alliés, et souvent l'influence de l'ambassadeur de France avait été décisive dans le conclave pour l'élection d'un pape. 6^o Enfin l'Allemagne, depuis Richelieu, formait un des théâtres balutuels de la politique du cabinet de Versailles ; les princes et les électeurs étaient en rapports incessants avec le roi de France ; toujours la diplomatie française avait cherché à dominer les diètes et à faire un contre-poids à la maison d'Autriche (2). D'où le premier consul concluait que tous les actes faits en vertu de ces principes, étaient légitimes et conformes au droit public de l'Europe (3).

(1) Voyez le ch. XXVIII de cet ouvrage, p. 206.

(2) *Voyez mon Louis XIV*, édition in-8°, Beaume et Co.

(3) *Manifeste de M. d'Autriche*, ch. 4.

C'était donc en vertu de ces maximes, que la diplomatie de Bonaparte avait agi dans ses rapports avec ses voisins. L'Italie d'abord appelait vivement l'attention du cabinet des Tuileries. Premier théâtre de la gloire du consul, c'est là qu'il avait achevé tant de merveilleuses conquêtes, tant de victoires si facilement accomplies; son influence était grande parmi les peuples d'Italie, se glorifiant de le compter parmi ses enfants les plus illustres; il en parlait facilement la belle langue, il aimait à s'entretenir avec les hommes de science et d'art qui avaient pris naissance sous ce ciel magnifique, Alfieri et Canova. Le Directoire avait organisé une multitude de républiques reconnues par le traité de Lunéville; homme d'expérience et d'avenir, Bonaparte n'avait pas une confiance extrême dans toutes ces créations éphémères, quoique l'Autriche même eût reçu les envoyés de ces démocraties. Tout esprit d'une certaine portée voyait bien que ce n'étaient là que des établissements passagers, sur lesquels on ne pouvait compter (1).

Le consul avait d'autres desseins sur l'Italie; et comment aurait-il pu se confier en la durée de ces institutions qui n'avaient aucune racine, ni dans les mœurs, ni dans les habitudes des peuples. Si ces formes étaient utiles pour des situations improvisées; à mesure qu'on marchait vers un gouvernement régulier, elles ne pouvaient servir de bases à l'établissement d'un régime fort et durable. Bonaparte avait déjà manifesté sa volonté; le Piémont qu'il tenait en réserve sous le nom de division militaire, fut définitivement réuni à la France, comme les cinq départements de la rive gauche du Rhin. Cet acte hardi blessait directement les engagements pris envers la Russie, pour la restauration des Corignans, et les clauses secrètes arrêtées avec Paul I^{er}; on avait bien conservé les formes d'un gouvernement général sous la main de Jourdan (2); mais les circonscriptons françaises étaient déjà organisées, et l'on préparait à Paris un système de préfecture, qui aurait réduit le Piémont aux dimensions d'un simple département.

Des notes parties du secrétariat intime du premier consul, avaient insinué l'idée d'une consulte à Lyon,

afin de régler en commun les intérêts italiens. La note conservait encore par ménagement, au gouvernement de Milan, le titre de *république Cisalpine*; la volonté de Bonaparte était d'y constituer une nationalité plus large, de former un tout de ces peuples divisés, d'organiser enfin une république Italique, à l'imitation des Romains, tout en s'en réservant la présidence. Idée hardie et féconde, mais menaçante pour l'Autriche, et qui bouleversait toutes les conventions diplomatiques. Si l'on constituait la république Italique, que devenaient Naples, les États pontificaux, le royaume d'Étrurie, récemment organisé? Ne tendait-elle pas à tout englober: le duché de Parme et les dernières possessions autrichiennes dans la Péninsule? Une république Italienne sous la présidence de Bonaparte, n'était et ne pouvait être qu'une annexe de la France, et cet accroissement immense devait effrayer la politique des cabinets.

Cependant le consul n'hésita pas un moment; tout ce qu'il avait conçu, il voulait l'exécuter avec énergie et persévérance; il n'aimait pas les États sans force, les titres sans effet; or (3) que pouvait être la Cisalpine ou la Transalpine? Des mots vides de sens, et Bonaparte, pour faire cesser un état de choses mol et sans vie, convoqua immédiatement à Lyon une consulte de tous les députés de ces républiques créées par la conquête et le caprice. Ces députés étaient nombreux; on en compta au palais de l'archevêché de Lyon, quatre cent cinquante, tous choisis avec soin parmi la noblesse et la bourgeoisie, les deux classes qui, en Italie, s'étaient le plus spécialement dévouées aux intérêts de la France. Presque tous les nobles compromis dans le mouvement révolutionnaire, avaient donné des gages aux troubles publics, et ils cherchaient, sous la protection de Bonaparte, une garantie contre le retour possible des anciens gouvernements; en Italie, comme en Espagne, le bas peuple seul avait conservé le sentiment de sa nationalité; il n'était point représenté dans la consulte.

À Lyon, on vit se manifester le caractère italien: la souplesse des manières, l'adulation des formes; Bonaparte avait tout préparé dans son conseil

(1) Discussion au conseil d'État, au X.

(2) Jourdan avait le titre d'administrateur général.

(3) « La consulte de Lyon, composée de quatre cent cinquante-deux députés, se réunit le 31 décembre. Elle ne lui fut utile pour donner de l'écclé à cette grande solennité. La salle d'assemblée était ornée avec toute la richesse et le goût d'une nation amie des arts et de l'industrie; une tribune couverte de trophées qui rappelaient les victoires d'Italie et d'Égypte, était réservée au premier consul. Le plus grand représentant au ciel de l'azur le plus pur sans aucuns nuages; divers emblèmes exprimaient l'amitié de la France et de l'Italie, et le dessein de s'unir encore plus intimement. L'assemblée était présidée par le comte Narbonne. Mais, avant de s'ouvrir, le premier consul avait envoyé à

Lyon le ministre des relations extérieures, M. de Talleyrand, et le ministre de l'intérieur, M. Chaptal, l'un habile à espérer les hommes par la science et la séduction de son éloquence; l'autre par son savoir et ses profondes connaissances dans les arts d'industrie propres à les éblouir. La magnificence des ouvrages français, leur politesse, leurs prévenances gagnèrent tous les cœurs. Ils étaient déjà préparés par le ministre plénipotentiaire de France, le conseiller d'État Feltet, qui, placé auprès de la république Cisalpine plutôt comme intendant que comme ambassadeur, avait su par sa sagesse et les charmes d'un caractère doux et conciliant, conquérir tous les suffrages. La consulte ouvrit ses séances le 4 janvier, et composa ses bureaux. Le premier consul ne s'y rendit que le 11. » (Cahier de la consulte.)

secret : les institutions, les articles mêmes qu'il voulait imposer à l'Italie. Les députés n'eurent plus qu'à sanctionner la volonté d'un maître absolu (1) ; on effaçait d'un seul trait de plume les souvenirs des républiques primitives, on faisait une sorte de 18 brumaire moral, sans violence, parce que la timidité du caractère italien se plie à toutes les concessions ; on formulait une grande institution, telle que le consulat en France, par l'acte du sénat. Bonaparte se rendit de sa personne à Lyon, il avait foi dans la puissance de sa parole ; l'Italie tout entière lui obéissait avec enthousiasme, et depuis la signature des préliminaires de paix, tous les cœurs volaient au-devant de lui. Magnifique cortège que la pompe de sa marche rapide sur Lyon ; il entrait dans cette ville laborieuse au bruit des mêmes éclats d'amour qui saluèrent son retour de Marengo ; il visita tout : les manufactures, les monuments, la place de Bellecour, dont il avait posé la première-pierre ; les façades des grands hôtels entourant naguère la statue de Louis XIV, se relevaient de leur ruine ; il se manifestait une attraction telle vers sa personne, que tous accouraient pour le voir et le saluer comme un roi dans ses jours de gloire et de fêtes (2). La consulte entraînée sous ce charme, ne délibéra pas ; elle accepta le décret tel qu'il avait été préparé par le conseil secret de Bonaparte. On avait proclamé une constitution pour la Cisalpine ; un trait de plume suffit pour rayer ces mots, on y substitua une république italienne, dont on offrit unanimement la présidence au premier consul, en attendant la couronne de fer, déposée pour lui dans la Monza. Le consul s'exprima avec cette grandeur de paroles antiques, qu'il savait déployer quand il avait un dessein vaste à accomplir et une séduction à exercer ; il dit aux députés : « La république Cisalpine

doit son existence au traité de Campo-Formio. Depuis ce temps, elle a subi de nombreuses vicissitudes ; les efforts qu'on a faits pour la constituer ont mal réussi. Envahie récemment par des armées ennemies, elle paraissait perdue, lorsque, pour la seconde fois, le peuple français est venu vous venger, et vous rendre votre indépendance. Depuis cette époque, que n'a-t-on pas tenté pour vous démembrer ? Mais la protection de la France l'a emporté. Vous avez été reconnus de nouveau à Lunéville ; votre territoire s'est accru d'un cinquième ; votre existence s'est affirmée ; vous existez plus puissants et avec plus d'espérance. Vous m'avez fait connaître ce qu'il m'importait de savoir pour remplir la tâche auguste que m'imposait mon devoir, comme premier magistrat du peuple français, et comme créateur de votre république. En vous donnant des magistrats, je n'ai obéi à aucun esprit de parti, à aucune prévention de localité ; je n'ai consulté que vos intérêts. Quant aux fonctions éminentes de président, je n'ai trouvé personne parmi vous qui eût assez de droits sur l'opinion publique, qui fût assez libre de préjugés, qui eût rendu d'assez grands services à son pays, pour les lui confier. J'ai lu avec attention les observations que m'a présentées votre comité des Trente ; les circonstances intérieures et extérieures où vous vous trouvez, y sont analysées avec autant de précision que de vérité. J'en ai été pénétré. J'adhère au vœu que vous m'avez exprimé. Je conserverai encore, pendant tout le temps que les circonstances l'exigeront, la grande pensée de vos affaires (3). » Déjà le consul, s'exprimant presque en souverain, décidait les destinées de la patrie italienne, dont il parlait si dignement la langue. Comme pour la France, il n'avait plus qu'à ceindre la couronne.

(1) « La république Cisalpine, disaient les membres de la consulte, chercherait en vain dans ses propres ressources les moyens d'assurer son indépendance et son bonheur. Quelque solennellement reconnue par les traités de Tolentino et de Lunéville, elle ne saurait prétendre, dès sa naissance, à cette indépendance que le temps peut seul donner aux États.

« Elle a besoin d'un appui dont elle est dépourvue sous les obstacles ; elle a besoin d'un chef qui, par l'ascendant de son nom, de sa puissance et de son génie, élève et la soutienne au rang qu'elle doit occuper parmi les nations ; mais cet appui, où le trouverons-nous ? Nos regards se sont inutilement arrêtés sur tout ce que la république renferme de plus digne de notre confiance ; personne de nous n'offre encore la garantie qui nous est nécessaire.

« Ce n'est pas assez de donner une constitution, il faut savoir la maintenir. Dans notre situation présente, un seul homme est capable de faire de nous un peuple indépendant et respecté ; et le seul que que nous ayons à braver, c'est que le général Bonaparte veuille honorer la république en continuant de la gouverner, en associant à la direction des affaires de France, le soin de nous diriger en même temps, jusqu'à ce que nos lois soient faites, que toutes les parties de notre territoire soient soumises aux mêmes lois et que l'indépendance de la république

Cisalpine soit reconnue par toutes les puissances de l'Europe. »

(2) Voici ce qu'on écrivait de Lyon sur l'entrée du consul.

« Le 21 nivôse, toutes les autorités constituées et les fonctionnaires publics se sont réunis chez le ministre de l'intérieur : le cortège s'est mis en marche à deux heures après midi, dans l'ordre indiqué par l'arrêté du conseiller d'État préfet, et celui du général Buisson : il est venu jusqu'à la montée de Balmont, où le premier consul est arrivé à huit heures : précédant tout le trajet, une foule immense, sortait de toutes les places, bravaient le froid et les frimas pour prodigier au héros français ses vœux, ses acclamations, ses cris de : Vive Bonaparte ! Une entourage brillante, nombreuse, et parant la joie commune, saluait en avant et à la suite de la voiture du premier consul, sans désordre, sans écart, sans laire éprouver à personne le moindre accident. »

(3) « Le premier consul a reçu les membres de la consulte extraordinaire, au nombre de 450, et c'est sous leur propre langue qu'il les a écoutés des changements dont ils s'occupaient dans l'organisation de leur république, du respect qu'ils devaient rendre pour eux-mêmes en devenant une nation libre, et des devoirs qui en résulteraient pour eux ; les exhortant à mettre au premier rang le maintien des propriétés et le respect pour la religion. » (Dépêche du lieutenant général de police à Fouché.)

Cet établissement d'une république nationale menaçait, je l'ai dit, Rome, Naples et la Toscane, et nulle réclamation ne fut encore faite; la tendance était si généralement à la paix, que les hostilités auraient été mal accueillies par les populations; avec des griefs réels, on savait néanmoins attendre pour manifester un ressentiment. L'Autriche surtout dut se préparer de longue main à faire la guerre; elle ne pouvait pas se dispenser de repaître sur un champ de bataille, pour empêcher l'enivressement de sa puissance. En vain la diplomatie des Tuileries insinuait que la présidence de Bonaparte était une garantie pour la stabilité des rapports en Italie, et qu'elle n'avait rien de commun avec la magistrature du consulat en France; en vain des notes diplomatiques expliquèrent: « Qu'on éviterait par là les troubles et les menaces propagandistes des révolutionnaires »; le cabinet de Vienne vit bien que c'en était fait de l'indépendance du peuple d'Italie, et que Bonaparte visait à mettre plus tard cette couronne sur sa tête, dans la cathédrale de Milan. La police, pour atténuer l'effet politique d'un tel progrès dans la carrière de l'ambition, répandit au dehors une multitude de bruits; on annonça même, pour plaire aux royalistes, que Bonaparte ne se préparait un établissement en Italie, que pour assurer son sort et la destinée des siens; on ajoutait, que son but définitif était de restaurer les Bourbons sur le trône de France, en se créant, lui, roi des Lombards. Ce bruit était absurde; mais

(1) Voici le texte de la protestation :

Note du prince d'Orange au quartier l'Angleterre, à lord Hawkesbury.

« Le prince d'Orange, informé que les ratifications des articles préliminaires de paix entre S. M. B. et la république française, signées le 1^{er} de ce mois, ont été dérangées le 10, et ayant pris connaissance de ces articles, tels que le gouvernement les a fait publier, ne croit pas pouvoir différer plus longtemps, dans une conjoncture aussi importante pour ses intérêts et ceux de sa maison, d'exposer sous réserve ses sentiments et ses vœux à S. M.

« Les circonstances malheureuses qui ont obligé le prince d'Orange, ainsi que sa famille, à se rendre en Angleterre dans l'année 1795, sont trop connues pour qu'il soit nécessaire de les rappeler ici. Accessible par S. M. avec la bonté la plus touchante, empli de ses bienfaits, le prince d'Orange n'a cessé d'éprouver dans ce pays l'hospitalité la plus généreuse et de recevoir dans toutes les occasions les assurances des preuves les moins équivoques de l'intérêt constant que S. M. et son gouvernement continuent de prendre non-seulement à sa personne et à sa famille, mais aussi aux nombreux et fidèles adhérents de la maison d'Orange, et de l'ancienne constitution dans la république des Provinces-Unies. Ces preuves d'intérêt ont été si multipliées, que le prince d'Orange ne s'est pas même cru dans la nécessité de réclamer formellement les engagements solennels, par lesquels l'Angleterre s'est obligée, en 1796, le stadthoudérat et les autres dignités héréditaires dans sa maison. Le prince d'Orange a vu avec douleur le cours des événements mener insensiblement un état de choses bien différent de celui dans lequel ces engage-

mentelles nouvelles ne croit pas un parti, lorsqu'elles flattent ses goûts, ses espérances et ses émotions ?

Les actes de la consulte de Lyon et la création de la présidence italienne au profit de Bonaparte occupaient vivement l'Autriche; et les journaux anglais n'étaient pas moins inquiets de la tendance des affaires de la Hollande qui passait encore sous l'influence absolue de Bonaparte. Lors de la signature des préliminaires d'Amiens, les princes de la maison d'Orange, si intimement liés à l'Angleterre, avaient publiquement réclamé en faveur de leur stadthoudérat (1); vieux alliés de la maison de Hanovre, les princes d'Orange ne comprenaient pas que le cabinet britannique eût ainsi abandonné leurs droits sans les défendre à fond; ils protestaient en conséquence contre tout ce qui s'était fait depuis la révolution française dans la Hollande leur patrimoine: princes réformés, ils avaient assuré à ce peuple commerçant d'immenses avantages coloniaux; tout cela était-il oublié? La protestation authentique fut adressée directement à lord Hawkesbury par le prince d'Orange. Dès que les préliminaires eurent été signés, Bonaparte résolut de répondre à cette demande de Guillaume en rattachant de plus en plus la Hollande aux intérêts français; et, pour cela, il crut nécessaire de briser ce simulacre des états généraux, avec ce bavardage d'assemblées qui avait tourmenté la politique et les intérêts des Pays-Bas. Il suivit à La Haye la même politique qu'au 18 bru-

menis furent contractés, et diminuer de jour en jour la probabilité qu'ils pussent sortir leur plein effet. Néanmoins, tant que la guerre a duré, il n'a jamais dû renoncer entièrement à cet espoir, et il a attendu en silence l'issue des événements.

« Maintenant que les préliminaires de la paix sont conclus aux conditions connues du public, sans que le prince d'Orange ait informé qu'il ait été rien stipulé à son sujet, il se croit dans l'obligation de rompre ce silence, et regardé comme un devoir indispensable de recommander, de la manière la plus forte et la plus instante, à la sollicitude et à la plus puissante protection du roi, à l'occasion des conférences qui vont avoir lieu pour la rédaction d'un traité définitif, ses propres intérêts, ceux de sa maison et d'un grand nombre de ses compatriotes, devenus les victimes infortunées de leur zèle intéméraire pour sa personne et pour sa cause, de leur fidélité à toute épreuve à l'ancien gouvernement de leur patrie, et de leur attachement au système qui a si longtemps et si douloureusement tenu la république des Provinces-Unies à la Grande-Bretagne.

« Le prince d'Orange croit faire tort aux sentiments généraux du roi et de son gouvernement, s'il alléguait les motifs sur lesquels il fonde cette réclamation. Il n'a aucun doute que S. M. ne les trouve dans son propre cœur, et il sème à se flatter que les dispositions qu'il rencontrera à cet égard, ajoutent encore aux obligations de tout genre qu'il lui a, et dont le souvenir reconnaissant ne s'effacera jamais de sa mémoire.

« Le prince d'Orange prie lord Hawkesbury de mettre la présente note sous les yeux du roi, et de lui faire connaître les intentions de S. M. sur son contenu. Il saisit cette occasion, pour assurer lord Hawkesbury de sa parfaite considération.

« Signé : Guillaume, prince d'Orange. »

Hampton-Court, 12 octobre 1801.

maire à Saint-Cloud, avec cette différence néanmoins que les Hollandais avaient un caractère plus calme, moins disposé à ces résistances bruyantes qui menaçaient les mouvements politiques en France.

Les trois idées que Bonaparte voulait réaliser sur la république batave furent celles-ci : centraliser le pouvoir dans les mains d'un conseil d'État sous un président, ce conseil serait le gouvernement réel du pays. Toutes les assemblées devaient être secondaires et obéissantes ; tout symptôme de liberté étant complètement éboli, la dictature morale resterait aux mains du conseil d'État et du président élu. Cette organisation gouvernementale devait être garantie non-seulement par le vote du peuple, mais encore par une occupation militaire des Français de 15 à 20,000 hommes, dans des postes, à cet effet désignés, situation qui permettait à une armée de prendre possession de la Hollande dans une ou deux semaines. Enfin, on pulvérisait une amnistie, les proscriptions cesseraient, les biens seraient rendus à leurs anciens possesseurs, et on reconnaîtrait un pouvoir aussi fort que celui du stathouderat, mais sans les princes d'Orange. Ainsi se formulait partout l'œuvre du premier consul pour la restauration de l'autorité (1). A Paris, depuis le 18 brumaire, Bonaparte marchait à la monarchie sans les Bourbons ; à La Haye on réorganisait la virille Hollande moins les princes d'Orange, ses véritables fondateurs et ses chefs héréditaires.

Cette révolution inquiéta vivement le cabinet de Londres. Cependant il ne pouvait se plaindre ; engagé déjà par les préliminaires signés et ratifiés, il essaya de simples réclamations en demandant ce que voulaient dire les événements accomplis en Hollande : « Espérait-on en faire une annexe à la France avec la Belgique et donner au consul dans le Nord ce qu'il avait déjà obtenu au Midi par l'Italie ? » Il fut répondu : « Que chaque État avait le droit et le pouvoir de s'organiser pour le mieux de ses intérêts ; la Hollande libre, parfaitement libre, avait son représentant à Paris comme toute puissance

indépendante. Ce qui se passait à La Haye ne s'opposait en aucune façon aux arrangements ultérieurs, et tout ce qui marchait alors vers la reconstitution de la société devait être accueilli par l'Europe comme un témoignage de l'esprit d'ordre et de justice qui animait le premier consul. » Sans parler du rétablissement de la maison d'Orange, on faisait entrevoir que les événements accomplis à La Haye préparaient évidemment une restauration orangiste ; elle pouvait même surgir dans un remaniement général des intérêts européens.

Ces explications devaient être facilement réfutées par la connaissance intime de tous les faits ; la cour de Londres était assez éclairée pour savoir que la révolution de La Haye avait été préparée d'avance par le premier consul, de concert avec M. Schimmelpenninck, ambassadeur de la république batave à Paris, homme d'esprit et de tact et complètement dévoué aux intérêts de la France. Le parti orangiste en Hollande informait exactement ses princes de toutes les manœuvres des agents français ; de sorte que rien n'était ignoré à Londres ; les griefs s'accumulaient sans qu'on pût contrarier la tendance des esprits, tellement à la paix que les motifs les plus puissants n'auraient été accueillis ni par le peuple anglais ni par la bourgeoisie. Il arrive des temps ainsi où un homme hardi et fort peut tout oser en diplomatie ; ne trouvant point d'obstacle devant lui, il peut marcher sans crainte ; mais les mécontentements s'accumulent, on en garde mémoire, et lorsque le temps est venu, la guerre éclate avec d'autant plus d'énergie qu'elle a été longue à se préparer. Telle fut la situation réelle des rapports entre la France et l'Angleterre pendant cet intervalle ; la guerre acharnée suivit les concessions ; dès la signature des préliminaires de paix les griefs existaient violents de part et d'autre.

Si l'Italie et la Hollande étaient placées sous l'influence absorbante de Bonaparte, la Suisse n'était pas plus indépendante ; le gouvernement consulaire continuait la politique peu loyale du Directoire exécutif (2). En étudiant un peu la situation fédéra-

(1) La constitution nouvelle de la Hollande est du 17 octobre 1801.

(2) Voici comment Bonaparte s'adressait aux cantons suisses :

Bonaparte, premier consul de la république française, président de la république italienne, aux dix-huit cantons de la république helvétique. — A Saint-Cloud, le 8 vendémiaire an XI.

« Habitants de l'Helvétie,

« Vous offrez depuis deux ans un spectacle affligeant ; des factions opposées se sont successivement emparées du pouvoir ; elles ont signalé leur empire par un système de partialité qui accusait leur faiblesse et leur incohérence.

« Mais le courant de l'an X, votre gouvernement a désiré que l'on retirât le petit nombre de troupes françaises qui étaient en Helvétie. Le gouvernement français a bien voulu cette occa-

sion d'honorer votre indépendance ; mais bientôt après, vos différents partis se sont agités avec une nouvelle fureur, le sang des Suisses a coulé par la main des Suisses.

« Vous vous êtes disputés trois ans sans vous entendre : si l'un vous abandonne plus longtemps à vous-mêmes, vous vous tuerez trois ans sans vous entendre davantage. Votre biserre prouve d'ailleurs que vos guerres intestines s'ont jamais pu se terminer que par l'intercession efficace de la France.

« Il est vrai que j'avais pris le parti de ne me mêler en rien de vos affaires ; j'avais vu constamment vos différents gouvernements se demander des conseils, et se pas les suivre, et quelquefois abuser de mon nom, selon leurs intérêts et leurs passions.

« Mais je ne puis ni ne dois rester insensible aux malheurs auxquels vous êtes en proie ; je reviens sur ma résolution : je serai le médiateur de vos différends ; mais ma médiation sera

tive de ces montagnes et de ces vallées, de ces beaux lacs et de ces glaciers, de ces peuples si diversement répartis, on pouvait facilement apprécier les articles faibles et irritables de cette constitution : des populations si diverses, des intérêts si hostiles, avaient naturellement une tendance vers l'anarchie; rien n'était plus facile à une volonté forte que de dominer ce pays pour construire un pouvoir passif sous la médiation de la France. La question suisse n'avait pas qu'une seule face, elle était allemande, italienne et française tout à la fois; ces trois esprits s'en disputaient la prééminence comme les trois langues; or, depuis la cossulte de Lyon, les éléments italiens étaient complètement absorbés par Bonaparte; il y avait confusion absolue entre l'action française et l'action italique; on ne devait plus lutter que contre l'influence autrichienne, et le premier consul devait la combattre franchement. Dans le mouvement anarchique qui se prononçait en Suisse, Bonaparte avait espoir que les cantons viendraient se placer sous sa médiation absolue; or, médiation dans le sens du gouvernement français, c'était la domination complète, incontestée; la Suisse, cessant d'être indépendante, ne conserverait plus même, à l'égard de l'Allemagne, aucune intimité de confédération, capable de balancer l'influence absorbante du premier consul; la médiation devenait le triomphe de la prépondérance française.

Pour l'Autriche c'était une question peut-être plus grave que celle de la possession de l'Italie, car

effluence, telle qu'il conviendrait aux grands peuples au nom desquels je parle.

« Cinq jours après la notification de la présente proclamation, le sénat se réunira à Berne. »

« Toute magistrature qui se serait formée à Berne depuis la capitulation, sera dissoute, et cessera de se réunir et d'exercer aucune autorité.

« Les préfets se rendront à leur poste.

« Toutes les autorités qui auront été formées, cesseront de se réunir.

« Les rassemblements armés se dissolvent.

« Les 1^{re} et 2^e demi-brigades helvétiques formeront la garnison de Berne.

« Les troupes qui étaient sur pied depuis plus de six mois, pourront seules rester en corps de troupes.

« Tous les individus licenciés des armées belligérantes, et qui sont aujourd'hui armés, déposeront leurs armes à la municipalité de la commune de leur naissance.

« Le sénat enverra trois députés à Paris: chaque canton pourra également en envoyer.

« Tous les citoyens, quel, depuis trois ans, ont été landammans, sénateurs, et ont successivement occupé des places dans l'ordre, cité contraire, pourront se rendre à Paris pour faire connaître les moyens de ramener l'union et la tranquillité, et de concilier tous les partis.

« De mon côté, j'ai le droit d'attendre qu'aucune ville, aucune commune, aucun corps ne voudra rien faire qui contrarie les dispositions que je vous fais connaître.

« Habitants de l'Helvétie, revivrez à l'espérance!!!

« Votre patrie est sur le bord de précipices: elle en sera immédiatement tirée; tous les hommes de bien secondèrent ce généreux projet.

la Suisse offrait les passages militaires; les montagnards gardaient la clef de l'Allemagne; il n'y avait plus de sûreté pour l'Empire si une armée française pouvait se précipiter du haut des Alpes au cœur des États héréditaires. La Suisse, dans sa neutralité, était une barrière pour tous; soumise à Bonaparte, elle devenait une route militaire pour Augsbourg, Munich et Vienne. Pourrait-on se dissimuler la nature de la médiation offerte, quels étaient sa portée et son esprit? L'Europe connaissait le premier consul; partout où se posait sa main, elle appelait l'obéissance; jamais il ne se mêlait d'un gouvernement sans le dominer dans toutes les formes du pouvoir; le protectorat offert aux cantons, l'intervention de sa diplomatie se transformait en une occupation armée, pour la Suisse comme pour l'Italie; déjà des capitulations assuraient à la France huit régiments complets, recrutés dans les montagnes, renouvellement des capitulations conclues sous la vieille monarchie. Les députés des cantons se disposaient à se rendre à Paris pour y discuter le pacte médiateur, et, sous prétexte de réprimer les troubles qui agitaient la Suisse, plusieurs régiments français étaient dirigés sur Berne et les villes principales des cantons; on disait bien que c'était pour prêter main-forte à un gouvernement ami; mais le premier consul n'inspirait aucune confiance, quand il parlait de sa modération dans la victoire; l'Europe savait à quoi s'en tenir (1).

« Mais si, ce que je ne puis penser, il était parmi vous un grand nombre d'individus qui eussent assez peu de vertus pour ne pas sacrifier leurs passions et leurs préjugés à l'amour de la patrie, peuple de l'Helvétie, vous serez dégoûtés de vos pères!!!

« Il n'est aucun homme sensé qui ne voie que la médiation dont je me charge, est pour l'Helvétie un bienfait de cette Providence qui, au milieu de tant de bouleversements et de chutes, se toujours tenue à l'existence et à l'indépendance de votre nation, et que cette médiation est le seul moyen qui vous reste pour sauver l'une et l'autre.

« Car il est temps enfin que vous songiez que si le patriarisme et l'union de vos sectes fondèrent votre république, le mauvais esprit de vos factions, s'il continue, la perdra immédiatement; et il serait pénible de penser qu'à une époque où plusieurs nouvelles républiques se sont élevées, le destin éblouissant marqué la fin d'une des plus anciennes. Signé: Bonaparte.

(1) Une note adressée par S. de Talleyrand à S. de Cello, ministre de Bavière, donne la mesure de la politique de Bonaparte à l'égard de la Suisse:

Paris, le 23 vendémiaire an XI.

« Semblez, les rapports du voisinage qui existent entre la Bavière et la Suisse, et que doivent resserrer encore les nouvelles acquisitions que S. A. S. E. va faire en Allemagne, ont dû lui faire porter une attention toute particulière sur les derniers événements dont l'Helvétie a été le théâtre. Ce pays est depuis longtemps divisé. Une influence d'intrigue et d'argent y a empêché jusqu'à ce jour que le gouvernement établi par les suffrages du plus grand nombre pût y prendre le pouvoir nécessaire à sa conservation.

« Tant que l'opposition s'est bornée à des mesures insidieuses et obscures, le premier consul n'a pas cru devoir intervenir dans des discussions auxquelles le temps et l'influence de repos

Cette intervention diplomatique si active et si envahissante, Bonaparte la reportait même sur le centre de l'Allemagne. La diète réunie à Ratisbonne avait sanctionné le traité de Lunéville, quoique fort onéreux pour les princes allemands ; les électeurs princes, évêques du Saint-Empire, accueillirent avec une triste sollicitude le rescrit que l'Empereur leur adressait pour les engager à ratifier les stipulations arrêtées entre les plénipotentiaires de France et d'Autriche à Lunéville ; fatale nécessité pour l'Allemagne, après la victoire que le général Moreau avait remportée à Hohenlinden, et Bonaparte à Marengo. Mais ce traité de Lunéville supposait un vaste système d'indemnités accordées aux princes sacrifiés par les stipulations diplomatiques ; et, par exemple, le grand-duc de Toscane, quelle compensation devait-il recevoir pour les États qu'il avait perdus ? La cession de plusieurs départements de la rive gauche de la France exigeait aussi des indemnités par suite de la dépossession de plusieurs princes souverains et des évêques qui y exerçaient leur puissance. Quelle compensation devait-on donner ? Dans ces stipulations on ferait aussi la part de la Bavière ; cet électorat, sans doute, avait ravy la guerre contre la république ; mais, suivant les anciennes traditions, la France devait la protéger contre les envahissements de la maison d'Autriche. Toutes ces questions devaient donc être traitées à la diète alors réunie à Ratisbonne.

Dans les délibérations d'une assemblée des princes

général de l'Europe promettoient toujours de mettre un terme. Mais enfin les ennemis du peuple helvétique ont tenté une opposition d'état ; le sang a coulé, et l'Helvétie a été menacée d'un bouleversement. Dans cette conjoncture effrayante, tous les vœux ont demandé la médiation du premier consul. Le parti même qui s'était armé contre le gouvernement, entraîné par l'opinion des hommes qu'il avait dû égarer pour les attacher à lui, se vit forcé de réclamer solennellement la médiation de la France.

« Les puissances continentales, voisines de l'Helvétie, n'ont pu envahir sans éveiller les suites extérieures d'un désordre dont le lien était établi dans ce pays, et dans cet état de choses, l'humanité, l'intérêt de la France et de l'Europe, demandaient que le premier consul se déstât de la détermination qu'il avait prise de ne pas se mêler des affaires de la Suisse, et à partir comme médiateur, comme ami, et l'Helvétie a été poignée. Le peuple est resté dans ses foyers. Ces hommes simples et droits, voyant qu'ils avaient été abusés, ont monné de leurs ames les chefs qui avaient cherché à diffamer la France dans leur esprit, et qui, dans leurs actes publics, s'étaient permis de l'outrager. Le supérieur général fait aujourd'hui justice de leurs crimes.

« Tels sont, monsieur, les faits que j'ai cru devoir vous communiquer. Le premier consul n'a pas dû, n'a pas voulu abandonner un pays qui a besoin de l'amitié de la France, et qui, sans le bienfait de son influence, eût passé en peu de temps par toutes les horreurs de l'anarchie sous l'ancien joug qu'il se sent heureux d'avoir brisé. Mais au même temps qu'il a reconnu la nécessité d'aider la nation helvétique à fixer enfin elle-même, et d'une manière irrévocable, sa destinée constitutionnelle, il n'a pas cessé un moment d'observer que la plus parfaite indépendance devait être la base de sa constitution. Le droit de s'orga-

niser, lequel a l'Helvétie, est en des résultats glorieux de la guerre que la France a soutenue contre les plus fortes armées de l'Europe, et des traités qui l'ont terminée.

« C'est parce que l'Helvétie tient de droits des victoires et de la politique bienveillante de la France, que le premier consul veut aujourd'hui protéger l'exercice, et s'assurer qu'une poignée d'émigrés turbulents, déserteurs des armées étrangères, et qui viennent de porter le fer et le sang dans leurs pays, se résoudent pas à priver de leurs droits la presque totalité de leurs concitoyens. Ce n'est point par de tels hommes que le traité de Lunéville peut être invoqué en ce qui regarde l'Helvétie, mais bien par le grand parti du peuple qu'ils auraient voulu opprimer, et dont le traité garantit l'indépendance. Ces hommes sent-ils une parole aussi estimable, aussi importante de l'Helvétie que l'Argovie, le pays de Vaud et les bailliages suédois sujets, dont la France a garanti les droits politiques, non seulement au traité de Lunéville, mais dans tous ceux qui depuis la guerre ont resserré les anciens liens de la France et de l'Helvétie ?

« De ceux qui se sont eux-mêmes cherchés à répondre que la république helvétique pourrait être amenée par esprit d'imitation à avoir avec le premier consul les rapports qui existent à la république italienne. Mais cette pensée est aussi loin de la prévoyance du premier consul, qu'elle est à toutes les déterminations ; et son intention formelle est de se concourir à l'organisation d'un Suisse, que pour lui assurer une indépendance. Je ne persuade, monsieur, que vous voudrez bien transmettre à S. A. E. les communications que j'ai l'honneur de vous faire, et dont elle se chargera point d'apprécier l'importance.

« Recevez l'assurance de ma haute considération.

« Ch. Barr, Tuileries.

exercer une action prépondérante sur la diète, on fit des ouvertures à la Russie. Si les liens intimes qui unissaient Bonaparte et l'empereur Paul avaient cessé d'exister; si le nouvel empereur ne se rapprochait du premier consul qu'avec méfiance, ces préventions n'allaient pas jusqu'à faire méconnaître à la Russie ses propres intérêts: quand donc le consul fit proposer à Alexandre une intervention commune dans les affaires d'Allemagne, il le trouva très-disposé à agir de concert. C'était une des plus anciennes prétentions de la Russie, que d'intervenir au centre de l'Allemagne; comme la France, la Russie y cherchait ses alliances de famille; plusieurs grandes-duchesses russes étaient nées au sein de l'empire germanique, et y possédaient des fiefs et des apanages.

Dès lors, Alexandre dut saisir avec empressement la proposition que lui faisait la France d'une intervention commune, d'un protectorat simultané; tout ce qui faisait marcher le pouvoir de la Russie vers les grandes destinées était un mobile pour le cabinet de Saint-Petersbourg: il le prenait de quelque main que cette offre lui vint. Le premier consul accrédita près de la diète de Ratis-

(1) Toute la correspondance de M. de Laforest à la diète de Ratisbonne est parfaitement conduite; en voici quelques pièces importantes:

« Le sous-général, ministre extraordinaire de la république française près de l'empire germanique, s'est expressément déclaré à son gouvernement le respect communiqué par M. le subdélégué de Bâle à la députation extraordinaire de l'empire, dans la séance du 24 août 1802, et par le même communiqué au sous-général, le 28 du dit mois. Il est chargé de faire parvenir à la députation les observations suivantes: Le premier consul a été vivement affecté de voir que ses intentions pour l'affermissement de la paix et la prospérité du corps germanique aient été méconnées. Puisqu'en lui reproche de s'avoir point répondu aux ouvertures faites par S. M. I. et R., depuis la conclusion du traité de Lunéville, et d'avoir ainsi retardé, pour l'Allemagne, cette intéressante portion de l'Europe, les avantages de la paix, il doit déclarer que les ouvertures, quelque considérables et secrètes, sont aujourd'hui répandues publiquement par la cour de Vienne, bien loin d'être propres à procurer l'extinction de l'art. 5 du traité de Lunéville, et ne pouvaient tendre qu'à l'éloigner, en cela qu'au lieu d'indiquer les moyens de pourvoir à l'indemnisation de tant de princes séculiers, qui avaient fait des pertes si considérables, elles s'en venaient tout bon que de régler le déménagement de l'archiduc Ferdinand, en y employant des domaines impériaux et héréditaires. Les projets de la cour de Vienne tendaient à porter son territoire jusqu'à Loch et auraient eu par conséquent pour effet de rayer la Bavière du nombre des puissances.

« La justice et la généralité, qui sont toujours les premières écoutées dans le cœur du premier consul, lui ont donc fait une loi d'oublier ce que l'électeur pouvait avoir eu de loia envers la république, et de ne pas laisser périr un état affaibli, menacé, mais garanti cependant jusqu'ici par la politique des gouvernements libéraux au maintien d'un juste équilibre en Allemagne; car si l'équilibre de l'Europe vint que l'Autriche soit grande et puissante, celui de l'Allemagne exige que la Bavière soit conservée intègre et mise à couvert de tout envahissement ultérieur. Que de viciend le corps germanique, si les principales états qui le composent voyaient leur indépendance à tout moment compromise? Et l'honneur même de cette antique fédération

bonne ou plénipotentiaire habile et habitude aux négociations diplomatiques: M. de Laforest, le premier secrétaire de Joseph au congrès de Lunéville. M. de Laforest appartenait à la vieille diplomatie, car il était déjà chevalier d'ambassade sous M. de Luzerne, ministre aux États-Unis: esprit d'expérience et d'habitude diplomatique, M. de Talleyrand lui avait donné sa confiance, et après la paix de Lunéville, il fut envoyé comme ministre à Munich. De là, M. de Laforest vint à Ratisbonne (1) pour s'entendre avec M. de Baïer, envoyé russe; tous deux agissaient comme médiateurs; dès ce moment ils intervinrent de concert. Les notes furent signées simultanément pour donner plus de poids à l'intervention des puissances médiatrices, qui toutes deux prirent la défense de la Bavière dans la diète germanique; l'intérêt des médiateurs était d'établir en Allemagne des États de second ordre capables de comprimer la maison d'Autriche. Cette influence avait été exercée par la France à toutes les époques, et la Russie voulut également se l'assurer.

Les notes des deux ministres insistent spécialement pour que la Bavière possède une barrière

ration ne souffrirait-il pas de l'affaiblissement d'un prince, dont la maison a si honorablement concouru à l'établissement et au maintien de la constitution germanique? Ce n'est donc pas à Paris que les instructions de la cour de Vienne, sur les affaires d'Allemagne, ont pu être accueillies; et lorsqu'elle les a renouvelées depuis à Saint-Petersbourg, elles s'en sont pas à avoir un meilleur succès. L'âme grande et généreuse de l'empereur Alexandre ne pouvait lui permettre de négocier les intérêts de la Bavière qui lui étaient également recommandés par les liens du sang et par tous les calculs d'une sage politique. N'ayant pu réussir ni à Saint-Petersbourg, ni à Paris, la cour de Vienne s'en poursuivait pas moins à Munich l'extinction de ses projets, et ce fut la commémoration que fit l'électeur de ses inquiétudes sous gouvernement de France et de Bavière, qui contribua surtout à leur faire sentir la nécessité de réunir leur influence pour protéger les princes héréditaires, garantir l'extinction de l'article 7 du traité de Lunéville, et ne pas laisser tomber au dernier rang une maison des plus anciennes et naguère des plus puissantes de l'Allemagne. Le sous-général est donc chargé de déclarer à la députation que les États héréditaires de S. A. S. l'électeur palatin de Bavière, ainsi que les possessions qui lui sont destinées comme dédommagement et comme nécessaires au rétablissement de l'équilibre en Allemagne, se trouvent naturellement et indépendamment placés sous la protection des puissances médiatrices; que le premier consul, personnellement, ne souffrira pas que la place importante de Passau demeure aux mains de l'Autriche, et qu'elle obtienne aucune partie du territoire que la Bavière possède à la droite de l'Inn; car il regarde qu'il n'y aurait point d'indépendance pour la Bavière, du moment où les troupes de l'Autriche seraient si voisines de sa capitale. Il reste encore au sous-général à exprimer à la députation le regret qu'éprouve le premier consul, de distinguer des négociations qui n'ont eu lieu que sous le sens de la confiance, et dont le secret, par conséquent, aurait dû demeurer secret; mais il y a été contraint par une juste reconnaissance et par le prix qu'il attache à l'opinion et à l'estime du brave et loyal peuple germanique.

« A Ratisbonne, le 26 fructidor an x (13 septembre 1802.)

« Signé: Laforest. »

redoutable du côté de l'Autriche, et l'Inn doit être dominé par la place et la forteresse de Passau ; Passau, position militaire admirable, qu'entourent les ravins, et les grandes rivières qui se confondent dans le Danube, le fleuve majestueux. Dans cette diète de Ratisbonne, commence l'influence directe de la France sur les affaires de l'Allemagne, domination qui plus tard se développa dans des proportions exorbitantes. La ruse italienne était domptée, Bonaparte pouvait l'absorber ; la Suisse n'était qu'une annexe de montagnes aux frontières de la république ; la Hollande recevait respectueusement les ordres du cabinet des Tuileries. Il ne restait donc plus que l'Allemagne, et l'influence française commence à s'y faire sentir ; successivement elle se développe pour arriver à son dernier terme, la confédération du Rhin.

Une des fautes immenses de Bonaparte fut de ne point savoir s'arrêter, de marcher toujours en avant, jusqu'à ce que son pouvoir se montrât aux peuples comme une odieuse tyrannie. Le cardinal de Richelieu avait exercé une influence diplomatique sur l'Allemagne, sans bouleverser les intérêts, sans blesser l'orgueil des nationalistes ; et il trouva partout des auxiliaires, braves champions contre la maison d'Autriche. Bonaparte, à la face de la race germanique, s'exprima comme un maître dur et hautain ; il ne lui laissa aucune liberté, il commanda impérieusement, ne demandant pas des alliés, mais des sujets. Ici se révèle la tendance de son pouvoir en Allemagne, et comment il se fit plus tard une réaction contre sa domination politique. Les Allemands étaient un peuple brave, avec autrement d'énergie que les Italiens ; bons et doux quand on savait les protéger, ils s'indignèrent quand la France prétendit aller au delà ; chaque race voulait rester marquée de son caractère. Bonaparte, en marchant droit à l'oppression des peuples, ne voyait pas cette résistance. Qui se lèverait au nom de la liberté contre son pouvoir sur plus d'un champ de bataille. L'origine de la grande lutte pour la diète de Ratisbonne, premier acte d'envahissement de la diplomatie française dans le mouvement purement germanique ; la race allemande ne repoussait pas un allié, mais elle était

humiliée du pouvoir impérial d'un maître étranger (1). Bonaparte commençait son œuvre, et l'Allemagne contribua puissamment à le renverser : action et réaction mystérieuses et terribles, une des causes de la chute de l'empire. On n'avait pas compris le caractère éminemment patriotique de cette jeunesse fervente, qui s'allumait d'un grand amour pour la vieille Germanie ; elle lisait Goethe, Schiller, et l'idée de liberté fermentait dans toutes ces jeunes têtes.

Ces envahissements des pouvoirs et des nations en pleine paix, devaient soulever les vives inquiétudes de l'Angleterre et des puissances les plus intéressées aux destinées du continent ; la Russie seule pouvait marcher actuellement avec la France, parce qu'elle était éloignée de tout contact ; mais combien la Grande-Bretagne n'avait-elle pas de motifs de communiquer ses craintes aux autres puissances continentales ? La Prusse devait voir avec une secrète inquiétude l'influence directe que prenait Bonaparte à la diète de Ratisbonne ; ce n'était pas assez que par la possession de la Belgique et la domination morale de la Hollande, la France enlaçât la monarchie prussienne, il fallait encore que son cabinet se mêlât des affaires purement domestiques de la Germanie. L'Autriche avait aussi tout à craindre lorsque le consul, ne dissimulant plus ses desseins, se précipitait sur l'Italie, la Suisse, et ne respectait pas même les États qui restaient debout : Rome, Naples, la Toscane, le grand-duché de Parme, pouvaient, d'un jour à l'autre, subir sa domination ; quelle garantie restait-elle à l'Autriche ? Comme complément de ce système, le cabinet des Tuileries prenait en main la cause de la Bavière, et cherchait à dominer la diète de Ratisbonne.

Au milieu de tous ces griefs jetés aux cabinets du continent, les plaintes de l'Angleterre furent plus favorablement écoutées ; elle cessait d'être la seule à deviner et à suivre l'ambition de Bonaparte ; ses ambassadeurs semblaient partout la défiance ; il n'y avait pas encore de coalition formulée ; les esprits étaient à la paix ; on avait besoin d'une trêve, la suspension d'armes était indispensable au repos général des peuples. Telle était la puissance de ce sentiment de la paix générale, que l'Angleterre elle-

(1) Voici les questions principales qu'on demandait à l'Autriche.

« L'Autriche cédera l'archevêché au duc de Modène, et recevra en échange les évêchés de Trente et de Brixen, pour être incorporés à la monarchie autrichienne. Le grand-duc de Toscane, invité de résider à Trente et à Brixen, obtiendra l'évêché d'Elchevitz, à l'exception cependant des six bailliages supérieurs de ce pays qui seront réunis à la principauté de Wurtemberg, et de plus une partie du Haut-Palatinat ; mais il s'engagera formellement à ne pas féliciter la place d'Elchevitz. La Bavière, devant conserver les six bailliages supérieurs de cet évêché, dédommagera le grand-duc pour les revenus annuels qu'il en pourrait

tirer, par une quantité considérable de biens-fonds que l'électeur, en son ancienne qualité de duc des Deux-Ponts, possédait dans la Bohême. L'électeur gardera toutes ses possessions sur l'Inn ; la ville de Passau lui sera cédée par l'Autriche, et il sera dégagé de l'obligation, qui lui avait été imposée d'abord, de payer 250,000 florins qui manquent encore pour compléter les revenus annexés au l'électorat archiducal. Ce dernier prince obtiendra tous les péages du Rhin, sur la rive droite de ce fleuve. Brandebourg gardera la partie de territoire de Norimberg qu'elle a occupée dans le cours de la dernière guerre, mais le roi de Prusse sera tenu de payer les dettes de cette ville impériale. »

même ne fit que des représentations vagues, dans l'intervalle qui s'écoula depuis la signature des préliminaires jusqu'au traité d'Amiens. Le gouvernement français marcha librement à ses desseins sur le continent, et l'Angleterre se plaignait à peine; c'est qu'elle considérait tout cela comme du provisoire : pour ressaisir son influence sur le continent, Pitt avait besoin de prouver l'ambition effrénée de Bonaparte; il fallait un temps de repos pour entraîner l'Autriche, la Russie et la Prusse même dans une coalition. Pitt voulait faire une grande expérience; et c'est dans ce but qu'il s'était retiré du gouvernement de son pays : les torys devaient prouver qu'avec le système de Bonaparte, la paix était pour l'Europe plus onéreuse que la guerre!

CHAPITRE LVII.

CONGRÈS ET TRAITÉ D'AMIENS, RÉSULTATS COMMERCIAUX.

Lord Cornwallis. — Arrivée de l'ambassadeur à Paris. — Joie publique. — Fixation d'Amiens pour le congrès. — Joseph Bonaparte. — Véritable caractère du congrès d'Amiens. — Discussion. — Signature des articles. — Résultat du traité. — Le général Andréossy à Londres. — Lord Whitworth à Paris. — Mouvement commercial. — Le Havre. — Lorient. — Bordeaux. — Cette. — Marseille. — Balance des exportations et des importations. — Sécurité générale.

1802.

Les clauses principales de la paix avec le gouvernement britannique avaient été fixées dans des

articles préliminaires signés à Londres par M. Otto et lord Hawkesbury (1); cette convention publiée en France était devenue obligatoire, à la suite des ratifications des deux cabinets; néanmoins, quelques articles paraissant susceptibles d'interprétations diplomatiques, un congrès définitif avait été fixé à Amiens. Ces solennités plaisaient à Bonaparte, elles rappelaient les anciennes traditions des grandes époques de la monarchie; depuis le ^{xvii}^e siècle, toutes les négociations s'étaient terminées dans des congrès, à Munster, à Aix-la-Chapelle, à Nimègue, à Riswick, et tout récemment encore à Lunéville; les assemblées de diplomatie n'étaient souvent que de grandes formes pour sanctionner des arrangements déjà pris (2). Tout semblait réglé entre la France et l'Angleterre dans les préliminaires de Londres; cependant Bonaparte voulait que son plénipotentiaire parût à Amiens, accompagné de ses auxiliaires et de ses alliés, la Hollande et l'Espagne; il tenait à ce témoignage publiquement donné de la triple alliance, afin de constater sa bonne situation diplomatique aux yeux de l'Europe.

Dès la signature des préliminaires, les deux gouvernements avaient désigné les plénipotentiaires officiels qui devaient les représenter au prochain congrès; tous deux y mettaient de l'importance pour donner un certain poids à leur parole, car tous les griefs depuis dix ans allaient se réveiller dans les discussions sérieuses. A cet effet, le cabinet britannique fit choix de lord Cornwallis (3), un des plus remarquables généraux de la Grande-Bretagne. Charles, marquis de Cornwallis, avait déjà soixante-quatre ans à l'époque du congrès d'Amiens, et il en avait passé près de quarante au service de son pays; officier de distinction dans les guerres d'Amérique, Cornwallis, après l'acte d'indépendance, fut nommé gouverneur général du Bengale; il conduisit en chef la guerre du Mysore contre Tippoo-Saïb, campagne vigoureuse qui s'accomplit par le siège de

(1) Voyez, plus haut, chap. LIII, p. 449.

(2) Voyez *ou Louis XIV*, 10-6^e, édition Bauman et C.

(3) Voici dans quels termes ambassadeur au parti de l'arrivée de lord Cornwallis à Calais :

« Le marquis de Cornwallis est parti pour la capitale de la république, le 2 novembre (jour des Noirs), par un orage effroyable de vent et de pluie qui ne l'a pas quitté jusqu'à son arrivée à Douvres. Le noble lord était accompagné du vicomte de Brouse, son fils; de M. Singleton, son gendre; du colonel Littlehale, du colonel Nightingale et de M. Moore, du bureau des affaires étrangères, frère du brave général de ce nom. Leur suite était fort nombreuse, huit domestiques couraient à cheval à côté des voitures.

« L'ambassadeur et son cortège s'embarquèrent le 3, 3 huit heures du matin, sur trois bâtimens de passage. La traversée fut longue et dangereuse. Ils n'arrivèrent à Calais que le 4 dans la nuit, après dix-huit heures de mer. Il pleuvait à verse. Malgré la nuit et le mauvais temps, toutes les honneurs militaires et civils furent rendus au ministre britannique à son débarquement. Les autorités constituées de Calais, suivies de la moitié des habi-

lants, conduisirent à pied le noble lord à l'hôtel du Lion d'argent et non point à l'hôtel du Dauphine, où on lui avait préparé des appartemens, mais où sa seigneurie refusa d'aller.

« Le même jour trois heures du soir, on partit pour Paris : une escorte de vingt dragons ou chevau-légers, et dix relais de trente chevaux avaient été préparés et disposés sur la route de Calais à Paris. En un mot, la réception a été digne de l'ambassadeur et des magnifiques cadeaux qu'il apportait avec lui dans son portefeuille le ministre de la paix, le restaurateur du commerce français.

« Sa seigneurie arriva le 7 à Paris, escortée par un détachement de 150 des plus beaux soldats de la garde des comités, et descendit à l'hôtel de la Grange-Batelière, près le boulevard de la Comédie-Italienne. Le lendemain il eut une audience du ministre des relations extérieures, Talleyrand, chez lequel il dîna avec les principales personnes de sa suite. Un temps, continuellement pluvieux jusque-là, était du plus mauvais augure pour le spectacle du lendemain. On craignait beaucoup de ne pouvoir jour du spectacle de l'illumination et du feu d'artifice; il fit un brouillard très-épais pendant toute la matinée du 9; mais, à

Séringapatam ; Cornwallis resta dans l'Inde jusqu'à l'année 1797 ; il fut remplacé par lord Wellesley ; son administration avait été sage, ferme, et le cabinet Pitt l'appela au grade de grand maître de l'artillerie, belle retraite pour un vieux soldat. Cornwallis fut successivement vice-roi d'Irlande et général en chef des troupes britanniques qui s'y déployèrent avec vigueur ; le cabinet désigna Cornwallis tout exprès, lui, une des gloires militaires de la Grande-Bretagne, afin de produire quelque impression sur l'esprit du premier consul ; on envoyait près de la puissante tête militaire, qui avait rêvé la conquête de l'Inde, le plus habile et le plus courageux gouverneur de ces pays, le général qui avait habité dix ans les vastes palais de Calcutta. Lord Cornwallis était haut de taille ; sa physionomie avait quelque chose de vénérable comme celles de ces vieux généraux qui ont passé à travers toutes les vicissitudes de la guerre ; son port était grave, sa démarche lente, et il portait au dernier point la loyauté de caractère. On considérait la parole de Cornwallis comme un engagement d'honneur ; il partit de Londres avec une suite magnifique, et ce luxe que l'Angleterre déploie partout où elle veut frapper les yeux par l'éclat de sa riche aristocratie.

Le plénipotentiaire dut se rendre d'abord à Paris, pour présenter ses hommages au premier consul ; il y frappa tous les yeux par sa tenue sévère, et sa physionomie à grands traits, telle qu'on la voit encore pâle et majestueuse, sur les tableaux des guerres de l'Inde sous Tippoo-Saïb. Après de si longues haines, le peuple de Paris accourait autour de l'ambassadeur anglais, comme pour saluer la paix ; sa présence fit une vive impression aux Tuileries ; cet air de distinction n'y était pas commun. Cornwallis, revêtu des ordres brillants d'Angleterre, portait l'uniforme écarlate, qui sied admirablement dans les masses d'hommes réunis sous des lustres brillants. Il n'y eut d'hommages que pour lui ; le premier consul, qui tenait essentiellement à faire une vive impression sur lord Cornwallis, l'accueillit avec une prédilection marquée, l'accompagnant partout, marchant son égal, et comme son compagnon de gloire ; sa réputation de candeur lui plaisait et il s'en exprima depuis avec une sympathie marquée.

Un journal, Bonaparte s'est pas seulement le favori de la fortune, il en est le maître ; les vœux lui obéissent ; il le veut, et les nuages se sont dissipés, et la soleil a paru pour éclairer sa tête. En effet, pendant toute la matinée du 15 brumaire, un brouillard épais obscurcissait l'atmosphère ; on ne devait attendre qu'une journée triste et nébuleuse. Tout à coup, à l'heure où les spectateurs de la fête devaient commencer, le ciel s'est éclairci comme par un effet magique ; on eût dit que la tente se levait pour laisser voir une magnifique scène, et que le canon de la république dissipait les nuages avec autant d'activité qu'il dissipait les ennemis.

« Cornwallis est un homme probe, généreux et sincère, un très-brave homme. C'est le premier qui m'ait donné une bonne opinion des Anglais. Son intégrité, sa fidélité, sa franchise et la noblesse de ses sentiments me firent concevoir une opinion très-favorable des Anglais. Je me rappelle que Cornwallis me dit un jour : « Il y a certaines qualités qu'on peut acquérir ; mais un bon caractère, la sincérité, un noble orgueil et le calme dans le danger, ne peuvent s'acquérir. » Ces paroles me firent impression... Je lui donnai à Amiens, pour lui servir de récréation, un régiment de cavalerie qui avait coutume de manœuvrer devant lui ; les officiers de ce régiment l'aimaient beaucoup. Je ne crois pas qu'il soit un homme de premier mérite, mais il a du talent et une grande probité. Il n'a jamais manqué à sa parole. A Amiens, le traité était prêt, et il devait le signer à neuf heures à l'hôtel de ville. Quelque chose survint qui l'empêcha d'y aller ; mais il fit dire aux ministres français qu'ils pouvaient considérer le traité comme signé, et qu'il donnerait le lendemain sa signature. Il arriva le soir un courrier d'Angleterre qui lui portait l'ordre de refuser son consentement à certains articles, et de ne pas signer le traité. Quoique Cornwallis ne l'eût pas signé et eût pu facilement se prévaloir de cet ordre, il eut assez de loyauté pour dire qu'il considérait sa promesse comme équivalente à sa signature, et il écrivit à son gouvernement qu'il avait promis et qu'il tiendrait sa parole ; que si l'on n'était pas content, on pouvait refuser de ratifier le traité. Voilà un homme d'honneur (!) »

Lord Cornwallis passa près d'un mois à Paris, avant que les conférences fussent ouvertes à Amiens ; on avait choisi cette ville, pour la même raison que Lunéville avait été désignée pour terminer les différends avec l'Autriche. Amiens sur la Somme, était presque un point intermédiaire, où l'on pouvait savoir tout à la fois les nouvelles de Londres et de Paris ; les dépêches arrivaient en quatorze heures (2). Des ordres furent donnés pour que la préfecture fût préparée, comme le palais des ducs de Lorraine à Lunéville, et afin de donner plus d'éclat encore à ces grandes pompes, le consul ordonna que toutes les voitures de la cour fussent mises à la disposition de Joseph Bonaparte, le

« Ce jour-là, à onze heures du matin, lord Cornwallis eut une audience privée du premier consul ; il alla ensuite visiter les galeries du musée national, les ministres, le général du 12^e division militaire dans laquelle Paris se trouve, et le commandant de la place. Après avoir dîné à la hâte à son hôtel, il se rendit au château des Tuilleries, où l'on avait préparé des appartements au pavillon de Flore chez le troisième consul pour faire voir à l'ambassade anglaise le spectacle de l'illumination des ponts et des Champs-Élysées, et le feu d'artifice tiré sur la rivière. »

(1) Bonaparte au conseil d'État.

(2) Correspondance de B. de Talleyrand, 1802.

plénipotentiaire qu'il désigna pour le congrès.

Joseph Bonaparte n'était qu'un nom propre comme à Luneville, pour relever les transactions diplomatiques; on opposait un Bonaparte à lord Cornwallis, c'était de rang à rang. En réalité, tout se décidait à Paris et à Londres, par un échange de courriers; la correspondance avait lieu directement de lord Hawkesbury à M. de Talleyrand: les préliminaires avaient presque tout réglé, il n'y avait plus qu'à discuter quelques points de détail, et surtout l'exécution des clauses préliminaires. De vives plaintes éclataient déjà dans les journaux anglais, contre les usurpations de Bonaparte sur le continent de l'Europe (1). Les soins les plus délicats, les plus empressés, entouraient lord Cornwallis; ils allèrent jusqu'à ce point, que le premier consul lui donna, comme il le dit lui-même, un régiment de cavalerie à faire manœuvrer, passe-temps honorable du vieux général; il lui rappelait les guerres de l'Inde et les évolutions de ces escadrons qu'il conduisait sous le brûlant soleil du Bengale. Cornwallis et Joseph Bonaparte se visitèrent cordialement durant le congrès; les séances commencèrent sans beaucoup d'éclat par des discussions de détail, sur une question fondamentale: « Entre quelles puissances les négociations allaient-elles se poursuivre? Auraient-elles lieu simultanément ou séparément? »

Cornwallis insistait pour que tout se passât exclusivement entre la France et la Grande-Bretagne, sans faire intervenir l'Espagne et la Hollande. Ces deux puissances traiteraient à part avec la Grande-Bretagne; si on les faisait paraître de concert au

congrès d'Amiens, on ne manquerait pas de dire qu'elles étaient entièrement soumises à l'influence française (2), et cela ferait un mauvais effet. A ces raisons, le cabinet de Paris répondait: « Que l'Espagne et la Hollande étaient parties intégrantes d'un traité dans lequel on stipulait pour elles-mêmes; car la Hollande était Ceylan; l'Espagne, la Trinidad; or, dans cette hypothèse d'une cession, il fallait que les deux parties, si profondément intéressées, fussent accueillies comme intervenantes (3). » Lord Cornwallis fit peu d'opposition, et on admit pour ministre M. d'Azara, représentant l'Espagne, et M. Schimmelpenninck représentant la Hollande, plénipotentiaires qui n'exprimaient au reste que le système français; le chevalier d'Azara avait des instructions communes avec le conseiller d'État Joseph Bonaparte, et l'envoyé de Hollande ne devait pas s'écarter d'une ligne des ordres donnés par le cabinet de Paris. Il n'y avait réellement que la France et l'Angleterre qui fussent parties intervenantes dans les stipulations du traité.

Les bases principales réglées par les préliminaires de Londres, durent être de nouveau soumises à un examen général: 1° Dans quel terme l'Égypte serait-elle évacuée par les troupes anglaises? 2° Comment serait réglée la franchise du port du cap de Bonne-Espérance? 3° Quel mode serait adopté pour le gouvernement de Malte (4), en attendant que l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem fût rétabli? 4° Quelle serait la puissance intermédiaire que l'on rendrait dépositaire de ce point important de la Méditerranée? 5° Serait-il nécessaire de stipuler un traité de commerce et de navi-

(1) Bonaparte se plaignait vivement de la guerre qui lui en fait dans les journaux anglais sur son empire.

(2) Depuis dix jours, tous les journaux anglais ont comme des forçats à la guerre... Quelques orateurs du parlement ne se déguisent pas davantage. Leur cœur se distille que le fiel.

(3) Le premier consul ne veut pas la paix! Les ministres réparateurs, auxquels l'Europe et l'humanité entière doivent tant, M. Adlington, lord Hawkesbury, etc., sont joués!

(4) Cependant il y a plus de quinze jours, si l'on en croit des personnages dignes de foi, que l'on est à Amiens d'accord sur tous les articles, que même les discussions de rédaction sont terminées, et que, si l'on ne signe pas, c'est que l'on attend toujours de Londres un dernier courrier.

(5) Que signifie donc le langage de ces imbéciles écrivains? Les avantages que ces préliminaires donnent à la Grande-Bretagne ne sont-ils donc pas assez grands? Il fallait restreindre la puissance continentale de la France! Pourquoi donc le roi et le roi ennemi de la nation ont-ils ratifié les préliminaires? et s'il fallait imposer à la France des sacrifices continus, pourquoi, M. Grenville, s'avez-vous pas traité, lorsque vous aviez des alliés, que leur armée campait sur les Alpes, que les armées russes étaient intermédiaires sur leur marche rétrograde et que la Vendée, fumante, occupait une portion de l'armée française? Et puis-je vous en penser pas alors que la France fût encore assez sagesse pour arriver à votre but, et que vous croyiez devoir continuer la guerre, il fallait, M. Windham, le silence, diriger; il fallait que ces 25,000 hommes qui se prome-

naient inutilement, et à tant de frais, sur les côtes de l'océan, et devant Cadix, entrassent dans les mers le même jour que Nelson; il fallait ne pas donner au monde le spectacle hideux, et presque sans exemple, de bombarder les sujets d'un roi votre allié, jusque dans sa capitale, sans déclaration de guerre, et sans même avoir renvoyé son ambassadeur.

(6) Qu'espérez-vous aujourd'hui? Renouveler une coalition? Le caupon de Copenhague les a tués pour cinquante ans.

(7) Qu'en voulez-vous donc? Cuibater le ministère dont la main sage a se guérir une partie des plaies qui vous avez faites? Mais non, si, pour assouvir votre ambition, vous parvenez à entraîner votre patrie dans un gouffre de malheur, votre nation ne tarderait pas à regretter les préliminaires de Londres, comme elle a regretté l'armistice d'Al-Arish.

(8) Les décrets du congrès d'Amiens mis au grand jour, la nation anglaise qui tient un rang si distingué dans le monde, par ses sens droit et profond, et la liberté de ses idées, aurait-elle le premier conseil de France, un mouvement d'indigne et de bienveillance, parce qu'elle verrait qu'il n'aurait pas dépendu de tel que la paix se fût prompte, honorable et éternelle. Vos passions basses et haineuses seraient à découvert, et vous ne pourriez pas longtemps gouverner une nation qui spontanément unissant sa voix à celle du monde entier vous déclarerait les ennemis des hommes.

(9) Note de lord Cornwallis, mars 1802.

(10) Note de Joseph Bonaparte, mars 1802.

(11) Acte du congrès d'Amiens, mars 1802. Correspondance de Joseph Bonaparte.

gation, ou bien, fallait-il le renvoyer à d'autres temps moins agités ?

Toutes ces questions furent débattues au congrès. Il y avait de l'aise dans les rapports de gouvernement à gouvernement ; une polémique de journaux commençait à s'établir, et il fallut le calme sage et la modération de lord Cornwallis pour amener la signature du traité définitif, exécution pure et simple des préliminaires. Lord Cornwallis, éclatant avec déférence, n'opposa que peu de résistance, et le ministère anglais ratifia sans faire trop de difficultés ; avait-il le sentiment du peu de durée de toutes les stipulations du traité d'Amiens ? Ce traité n'était pas avantageux à l'Angleterre, qui cédait presque toutes ses conquêtes, tandis que la France ne donnait rien. Il devait résulter de là un sentiment d'humiliation pour le peuple anglais ; on avait besoin de repos en ce moment, mais on reprendrait bientôt les armes. En diplomatie on n'exécute sincèrement que les traités en harmonie avec la justice impartiale ; toute convention imposée par la violence et la victoire est bientôt secouée comme un joug (1). L'animosité était déjà grande entre la France et l'Angleterre pendant le congrès d'Amiens ; la presse s'agitait ; les deux gouvernements en étaient aux explications. A la première chance on reprendrait les armes.

(1) Les clauses du traité qui donnaient lieu à des discussions sérieuses sont celles-ci :

Art. 9. La république des Sept-Îles est reconnue.

Art. 10. Les îles de Malte, de Goze et Comino, seront rendues à l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, pour être par lui livrées aux mêmes conditions auxquelles il les possédait avant la guerre, et sous les stipulations suivantes :

« Les chevaliers de l'Ordre, dont les langues confieront à subsister, après l'échange des ratifications du présent traité, sont invités à retourner à Malte, aussitôt que l'échange aura lieu : ils y formeront un chapitre général et procéderont à l'élection d'un grand maître choisi parmi les nobles des nations qui couvrent les langues ; à moins qu'elle n'ait été déjà faite après l'échange des préliminaires.

Art. 11. La branche de la maison de Nassau qui était établie dans la ci-devant république des Provinces-Unies, actuellement la république batave, y ayant fait des pertes, tant en propriétés particulières que par le changement de la constitution adoptée dans ce pays, il lui sera procuré une compensation équivalente pour toutes les pertes.

(2) Le traité de paix est rédigé avec la formule suivante :

« Le premier consul de la république française au nom du peuple français, et S. M. le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, également animés du désir de faire cesser les calamités de la guerre, ont posé les fondements de la paix par les articles préliminaires signés à Londres le 9 vendémiaire, an V (1^{er} octobre 1801).

« Et comme par l'article 15 desdits préliminaires, il a été convenu : « qu'il serait nommé de part et d'autre des plénipotentiaires qui se rendraient à Amiens pour y procéder à la rédaction du traité définitif, de concert avec les alliés des puissances contractantes.

« Le premier consul de la république française au nom du peuple français, a nommé le citoyen Joseph Bonaparte, conseiller d'Etat.

« Et S. M. le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Ir-

lande, ont conservé le cérémonial des vieux congrès. Tous les acteurs furent revêtus du sol, on garda les plumes qui avaient servi à signer le traité (2) ; des coups de canon furent tirés en réjouissance, et pourtant le traité d'Amiens était un pas de plus vers le système de guerre : chaque partie contractante allait l'invoquer pour demander des concessions ; l'Angleterre n'exécuterait pas ce qu'elle avait promis, la France grandirait son influence, étendant ses bras de droite et de gauche pour tout envahir. L'exécution impossible du traité amènerait la guerre, ne serait-ce que pour l'exécution des indemnités stipulées spécialement en faveur de la maison d'Orange ; et c'est ce que Pitt avait prévu avec un admirable instinct ; l'habile ministre voulait préparer une mauvaise paix, afin d'amener une guerre vigoureuse et violente ; on devait beaucoup céder à Amiens pour se précipiter avec plus de force dans une lutte nouvelle, en déployant les ressources de la Grande-Bretagne (3).

Toutes les questions antérieures à la signature des préliminaires avaient été débattues à Londres par M. Otto, dont l'incontestable habileté était reconnue ; ce plénipotentiaire suivait les négociations qui depuis deux ans s'étaient continuées à Londres après l'échange des prisonniers jusqu'à la signature des préliminaires. Homme de science diplomatique

isside, le marquis de Cornwallis, chevalier de l'Ordre très-illustre de la Jarretière, conseiller privé de S. M., général de ses armées, etc.

« S. M. le roi d'Espagne et des Indes, et le gouvernement de la république batave, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : à S. M. Catholique, don Joseph-Nicolas d'Azara, son conseiller d'Etat, chevalier grand-croix de l'Ordre de Charles III, ambassadeur extraordinaire de S. M. près la république française, etc.

« Et le gouvernement de la république batave, Roger-Jean Schimmelpenninck, son ambassadeur extraordinaire près la république française, »

(3) Lord Grenville dénonça le traité d'Amiens comme une trahison.

Les agents étrangers considéraient l'aveir de la paix comme très-fragile.

« La paix est, non pas faite, mais signée ; elle est confirmée aux préliminaires ; elle a été conclue précipitamment, sans prévoyance et sans but. Et ce que l'on dit de la guerre est anglais ? Est-ce, comme beaucoup d'Anglais le disent, une expérience politique ? Le temps seul donnera le mot de cette énigme. Au reste, de combien de nouvelles épreuves n'allons-nous pas être assaillis ! Que penser William Pitt de la remission des conquêtes faites sous son ministère, sans que l'Angleterre y ait gagné même de la sécurité dans un état de paix qui va rendre à son commerce des vases dont l'affaiblissement la guerre ? Puis, quelle perte pour elle que Mahon, vendue sur les côtes méridionales de France et d'Espagne ; que Malte surtout, cette magnifique station maritime qui lui faisait régner dans la Méditerranée ! Cette stipulation, qu'elle soit ou non réalisée, sera l'arrêt de mort du ministère Addington et la résurrection du ministère Pitt (du moins est-ce la opinion de tous les anglais que je rencontre ici.)

(Néanmoins d'un agent prussien résidant à Londres à M. de Haugwitz.)

et de tenue parfaite, ses relations avec le cabinet anglais le rendaient éminemment propre à étudier la marche des circonstances, afin de prévoir et d'éviter les hostilités (1). M. Otto, observateur fin, délié, de l'école diplomatique de M. de Tayllerand, aurait fort bien réussi à Londres; mais par un préjugé d'étiquette dont le premier consul était déjà tout engoué, M. Otto ne fut pas jugé d'un grade assez élevé, d'une position assez éminente pour représenter la France, et Bonaparte préféra conférer l'ambassade de Londres au général Andréossi. L'habitude commençait alors à s'introduire à la cour des Tuileries, de confier les missions importantes à des aides de camp, méthode russe que le premier consul avait adoptée. Presque tous les généraux recevaient des positions diplomatiques : Brune à Constantinople, Lannes en Portugal, Duroc avait été plusieurs fois envoyé à Saint-Petersbourg et à Berlin, M. de Beurnonville représentait la France en Prusse, le colonel Sebastiani recevait une mission pour les échelles du Levant. Les militaires paraissaient seuls capables de donner une juste idée de la grandeur du gouvernement français; pour Bonaparte, les missions de paix n'étaient souvent que des moyens de préparer la guerre, et il confiait ainsi aux hommes de bataille la surveillance et la direction des affaires diplomatiques; il y trouvait plus de docilité, une obéissance plus aveugle; tous avaient des missions secrètes plutôt que des ambassades régulières (2).

Le général Andréossi, auquel le consul donnait l'ambassade d'Angleterre, appartenait à cette famille des Andréossi qui concourut avec Riquet à la confection du canal du Languedoc. Soldat depuis l'âge de dix-huit ans, Andréossi, lieutenant déjà sous l'ancien régime, y était resté attaché en 1789; et, comme Bonaparte, il hésita un moment pour savoir s'il émigrerait. Plus tard, il se prononça chaudement pour la révolution; consacré aux études d'artillerie et de génie, il dirigeait cette branche intellectuelle de la guerre dans la campagne d'Italie, puis il suivit Bonaparte en Égypte, et, à la face de ces merveilles d'une civilisation morte, Andréossi accomplit non-

seulement la guerre, mais il prépara des observations savantes; associé à l'institut du Caire, il dessina la rade de Damiette où les croisés avaient débarqué sous saint Louis. Andréossi calma tous les plus petits recoins de l'embouchure du Nil avec une précision remarquable, et les travaux de la commission d'Égypte révélèrent dans ce général une science profonde et une critique éclairée; il concourut au 18 brumaire et devint le chef spécial de l'artillerie et du génie dans l'administration de la guerre. Aïde de camp du premier consul, on fut obligé de l'arracher à ses études fortes et chéries, pour l'envoyer ambassadeur en Angleterre; il avait un esprit fin comme la race méridionale; capable d'observer les faits généraux de la situation, mais étranger à la haute société de Londres, il ne pouvait en savoir les usages et en dominer l'esprit. Andréossi ne connaissait pas l'atmosphère dans laquelle il allait vivre; il était moins propre que personne à empêcher la guerre d'éclater, car sa tête de soldat, impatiente de toute contrainte, n'envisageait de solution possible aux événements que par les grands coups qui n'arrivent en diplomatie qu'à la dernière extrémité (3).

Le ministère Hawkesbury ne laissa pas Cornwallis à Paris pour représenter les intérêts de l'Angleterre dans la lutte diplomatique fort importante qui allait s'engager; nul n'était moins propre à représenter les idées et les intérêts britanniques au milieu d'une situation aussi délicate; Cornwallis était trop simple, trop naïf; sans expérience diplomatique, il était bon pour tenir une plume dans un congrès, mais toutes les fois qu'il s'agissait d'affaires réelles, on devait appeler une autre capacité. Dans cette préoccupation, lord Hawkesbury désigna lord Whitworth, le remarquable diplomate qui avait représenté l'Angleterre à Saint-Petersbourg, près de Paul I^{er} (4). L'ambassadeur appartenait aux premières familles de l'Angleterre; sa femme était une Dorset; lord Whitworth, calme comme l'aristocratie britannique, de race normande, possédait un sang-froid imperturbable avec l'art de répondre convenablement à toutes les questions les plus hardies, les plus fié-

(1) Voir sa correspondance dans le chap. LII, p. 449.

M. Otto resta à Londres quelque temps. Voici ce qu'en écrivait lui :

« Le 19 du mois de décembre, M. Otto, nommé provisoirement ministre extraordinaire de la république française auprès de la cour de Londres, a été présenté au roi en cette qualité. M. Otto est nommé ministre de France près des États-Unis d'Amérique, et se rendra à son poste immédiatement après la signature du traité de paix définitif. On continue d'assurer que Joseph Bonaparte est désigné pour être ici, à la paix, le représentant du gouvernement consulaire. »

« Le marquis de Cornwallis vient de passer tout le mois de décembre à Amiens, en conférences et en diners avec Joseph Bonaparte, et M. de Schlumpegenloch, ministre de la répu-

blique batave. Il paraît que, le 26, le ministre d'Espagne nommé pour assister à ce congrès, M. le marquis d'El-Campo, n'y était point encore arrivé. Des voyageurs dignes de foi nous ont assuré que, le 25, lord Cornwallis était encore logé à l'hôtel de la Poste à Amiens, que l'hôtel qui lui avait été destiné n'était pas encore prêt à le recevoir, et que les habitants d'Amiens s'occupaient fort peu de ce congrès. »

(2) On lui adjoint M. Forlatis fils, comme son secrétaire d'ambassade. M. de Rayneval avait été nommé, en même temps, secrétaire d'ambassade en Russie.

(3) Sa correspondance, telle que je la donnerai plus tard, en dénote pas un esprit instruit des mœurs, des habitudes et des lois des Anglais; ses dépêches sont médiocres.

(4) Voyez ch. XXIX, p. 171, et ch. XXXIV, p. 261.

ment improvisées ; de longues habitudes diplomatiques lui avaient ouvert les secrets de l'Europe ; il ne s'effrayait de rien et ne reculait jamais, très-propre ainsi à représenter le cabinet britannique à la face d'un homme comme Bonaparte. Le premier consul s'emparaît facilement, son caractère impétueux ne connaissait aucune limite, et alors, il se livrait avec un abandon de vivacité dont la diplomatie pouvait profiter avantageusement. Une des habiletés des cabinets, fut d'entourer ainsi Bonaparte de caractères observateurs et de sang-froid, qui ne se laissaient pas déconcerter quand le consul s'abandonnait à l'impétuosité de ses colères. Les diplomates notaient tout ; on les choisissait de manière à voir ces orages sans sourciller ; ils devaient ramener le premier consul, en termes polis, à une conversation sérieuse ; tel était surtout l'esprit de lord Whitworth, gentilhomme tout à fait du sang anglais, riche, prodigieux, vaniteux, mais observateur avant tout, et capable d'apprécier la marche et le développement des faits politiques.

Le général Andréossy fut accueilli à Londres avec moins d'enthousiasme que ne l'avait été l'aide de camp Lauriston, étouffé par le peuple, lors de la ratification des préliminaires. L'engourdissement s'affaiblit ; s'il y eut encore quelques illuminations spontanées pour la signature du traité d'Amiens, le peuple anglais n'avait plus une si profonde admiration pour le premier consul ; la révolution s'opérait dans les esprits, la presse commençait l'attaque contre la France et Bonaparte (1). Le général Andréossy vit beaucoup les whigs, le comte Grry, lord Holland, Fox, tous les partisans de l'alliance française, qui appuyaient encore le ministère Addington, pour l'empêcher d'avoir recours à Grenville et à Pitt ; mais les torys évitèrent d'accueillir le général Andréossy, qu'on abandonna aux fêtes publiques de la corporation de Londres ; le parti Pitt craignait de s'engager et de se compromettre vis-à-vis de l'ambassadeur d'une nation qu'il devait plus tard si vigoureusement attaquer. Le maire et les aldermen fêtèrent le général Andréossy, et le

sainèrent comme le symbole de la paix et du commerce ; presque tous ces magistrats appartenaient à l'opinion whig ; ils suivaient en cela leurs principes, ils voulaient préparer l'avènement de Fox. Le général avait les formes polies et parfaitement convenables ; dans ces grands dîners de la Cité, à ces banquets que se donnaient réciproquement l'ambassadeur et les whigs de la chambre des lords et des communes, il se manifestait ce caractère des fêtes et des joies anglaises, se résumant en toasts et en libations copieuses ; on échangeait l'enthousiasme au porter et au vin de Bordeaux ; les whigs ne pouvaient arriver que par la paix avec la France ; Andréossy n'avait de force en Angleterre que par eux ; cette situation réciproque créait instantanément une sorte d'importance à l'ambassadeur de France ; toutefois, il ne put observer la société de Londres, il ne vit que le mouvement d'un seul parti. Les dépêches constataient qu'il avait mal aperçu les progrès du torysme et les habiles manœuvres de Pitt et de ses amis pour ressaisir les affaires. M. de Talleyrand dut plus profondément saisir le sens des lettres par la lecture des journaux, que par les dépêches généralement médiocres du général Andréossy.

Lord Whitworth s'était fait une position meilleure à Paris ; le premier consul l'accueillait avec une distinction marquée, et comme il n'y avait pas dans la société deux camps, deux idées en présence, tous les salons se groupèrent autour de l'ambassadeur ; le premier consul voyait avec orgueil un seigneur de distinction résider auprès de sa personne ; Whitworth avait visité toutes les cours de l'Europe ; Bonaparte aimait à causer avec le noble lord, lui adressant des questions sur l'état des partis en Angleterre, et sur le système de son gouvernement ; lady Whitworth-Dorset fréquentait assidûment les salons de madame Bonaparte (2) tandis que l'ambassadeur avait goûté pour ces belles conversations des Tuileries qui, élevant haut l'esprit et l'imagination, les entraînaient dans les rêveries infinies d'une ambition sans limite. Lord Whitworth observait froide-

(1) Le parti Pitt et Grenville avait alors une grande importance dans la presse anglaise.

Les trois journaux qui attaquaient vivement le congrès d'Amiens furent : le *Porcupine*, journal extrêmement royaliste, et sous l'influence de lord Spencer, de lord Fitz-William, de M. Windham, et conséquemment très-enennemi de la paix ; le *Times*, ministériel, attaquait faiblement le traité ; enfin le *Morning-Post* examina la question sous le plus grand nombre de faces.

(2) Ces cercles d'étrangers de madame Bonaparte étaient fort considérables. Voici dans quelles formes se tenaient ses grandes réunions :

« La présentation des dames étrangères à madame Bonaparte, qui a lieu le 15 de chaque mois, s'est faite hier à Saint-Cloud. M. le comte de Gebelin, ambassadeur de S. M. l'empereur, a présenté madame la comtesse de Lamotta, née princesse Serio-

ritsky, et madame la comtesse Vincent Potolska. — M. le chevalier d'Azara, ambassadeur d'Espagne, a présenté madame Ocaris. — Madame la marquise de Gallo a présenté madame la princesse de Castellforte. — Lord Whitworth, ambassadeur d'Angleterre, a présenté madame la duchesse de Dorset, son épouse ; madame la duchesse de Gordon, et lady Georgina Gordon ; madame la duchesse de Newcastle, lady Chalmersley, lady Canningham, madame Orby Hunter. — M. le comte de Narcoff, ambassadeur de Russie, a présenté madame la princesse Dolgorouk, née princesse Eralinskai ; madame la princesse Michel Galitzin, née comtesse Schouvaloff. — Madame la marquise de Luichinski a présenté madame la comtesse Murrel, madame la comtesse Mikoltska, madame la baronne de Feil, madame la comtesse Mikoltska. — M. de Breyer, ministre plénipotentiaire de Danemark, a présenté madame Vondermasser et madame la comtesse de Potik. »

ment la marche des faits, il ne dissimulait pas dans ses dépêches, « que le caractère du premier consul portait à des invasions incessantes, exécuter les clauses du traité d'Amiens, c'était donner à la France une position meilleure dans une guerre inévitable (1) » Lord Whitworth ne croyait pas à la durée de la paix; pour lui le traité n'était qu'une suspension d'armes, dont il fallait profiter pour préparer une guerre nouvelle: comme il portait l'observation fort loin, il s'était aperçu que le caractère fier de Bonaparte heurterait bientôt le caractère non moins fier de la nation anglaise, et que de là surgiraient de nouvelles hostilités.

Cependant une multitude de familles anglaises, aux premiers symptômes de la paix, s'étaient jetées sur le continent (2); l'aristocratie britannique avait repris ses habitudes voyageuses; comme les oiseaux de passage, longtemps privés de leurs ailes, elle s'était précipitée sur la France, l'Italie, la Suisse, pour revoir le ciel par qu'elle aimait tant, les plaisirs dont elle était avide. Les routes étaient couvertes de chaises de poste aux armoiries anglo-normandes; les Anglais venaient à Paris pleins de joie, puis passant les Alpes ils allaient visiter Florence, la ville des arts, Rome avec ses ruines, Naples avec sa mer et son soleil; la bonne compagnie faisait son pèlerinage comme les chevaliers de Normandie au moyen âge, et dans son passage à Paris, chaque famille de distinction sollicitait l'honneur d'être présentée au premier consul. Lord Whitworth les amenait au cercle des Tuileries; la curiosité dominait les opinions; avides de tout ce qui remue, les Anglais recherchaient la personne de Bonaparte; ils se précipitaient en foule aux Tuileries, recueillant une parole, un geste, parce que tout homme extraordinaire faisait sur eux une vive impression, et c'est ainsi qu'ils considéraient Bonaparte; ami ou ennemi

peu leur importait; ils voulaient contempler ses yeux, sa physionomie, la couleur de sa peau, ses mains, ses habits, afin de mettre sur leurs tablettes qu'ils avaient vu Bonaparte, tandis que les jeunes miss allaient le dessinant sur leur album, comme une statue du palais Pitti, ou une antiquité de Portici on de la villa Adriana.

Paris était devenu le centre des arts, son musée offrait les dépouilles de l'Italie et de l'Allemagne, ses théâtres et ses acteurs attiraient la multitude des étrangers accourant en foule pour assister à ce spectacle merveilleux d'un grand peuple qui se reconstituait après les tourmentes d'une révolution si grandiose et si puissante. Parmi les membres du parlement qui virent alors à Paris, un surtout excita la vive sympathie du premier consul; c'était M. Fox. Le traité d'Amiens était à peine signé, que l'orateur des whigs quitta l'Angleterre, il avait grande envie de voir cette France qu'il avait défendue dans plusieurs discours aux communes, comme un partisan sincère de la paix. Bonaparte accueillit M. Fox avec ce charme aimable qu'il savait apporter lorsqu'il voulait attirer un homme à lui; M. Fox n'avait aucune forme de distinction ni d'aristocratie; homme gros, petit, à la face peu spirituelle, à l'habit carré, lourd, il s'animait admirablement dans une conversation; Fox vint presque tous les jours aux Tuileries, et Bonaparte aimait à engager de ces causeries générales sur les formes et les conditions du système parlementaire, ou bien sur quelque point de haines nationales (3). Fox travaillait alors à son histoire des Stuarts; whig prononcé, partisan de la famille de Hanovre, il voulait raconter, avec sa raison froide, didactique, ennemi une race chevaleresque s'était éteinte; Fox avait peu d'imagination; matériel et positif, il était propre à dire par quelle cause un siècle positif avait secoué

(1) Je publie ces curieuses dépêches dans ce chapitre.

(2) En 1802 il fut compté en France plus de 5,000 familles anglaises.

(3) Bonaparte a jugé M. Fox très-favorablement et vota ce qu'il en dit plus tard :

« M. Fox est en modèle pour les hommes d'État, et son cœur l'est de tard doit régir le monde; la mort de M. Fox est une des fautes de son caractère. S'il eût continué de vivre, les affaires seraient pris une tout autre tournure; la cause des peuples l'eût emporté, et nous eussions fixé un nouvel ordre de choses en Europe.

« Fox vint en France immédiatement après le traité d'Amiens. Il s'occupait d'une histoire des Stuarts, et me fit demander à fouiller dans nos archives diplomatiques; j'ordonnai que tout fût mis à sa disposition. Je le recevais souvent : je reconnus m'avait entrepris de ses talents; je reconnus bientôt en lui une belle âme, un bon cœur, des vues larges, généreuses, libérales, un ornement de l'humanité : je l'aimais. Nous causions souvent, et sans nul préjugé, sur toute d'objets. Quand je voulais l'alloquer, je le ramenaient sur le machinisme infernal; je lui disais que ses ministres avaient voulu m'assassiner; il me combattait alors avec chaleur, et finissait toujours en me disant dans son langage fran-

çais : *Premier consul, ôtez-vous donc cela de votre tête.* Mais il n'était pas contrainct sous doute de la bonté de sa cause, et il ne se croit qu'il s'occupait bien plus en défense de l'honneur de son pays qu'en défense de la moralité des ministres.

« Fox était sincère, avait de la droiture, et voyait juste : s'il ne fût pas mort, la paix se serait effectuée, et l'Angleterre serait actuellement contente et satisfaite. Fox connaissait les vrais intérêts de son pays. Il fut reçu comme un triomphateur dans toutes les villes de France où il passa. On lui offrit spontanément des fêtes, et on lui rendit les plus grands honneurs dans tous les lieux où il fut reconnu. Il doit avoir été véritablement flatté d'une telle réception, d'autant plus honorable pour lui, qu'elle lui était faite dans un pays qui avait été longtemps l'ennemi du sien, et qu'il ne le devait qu'à la haute estime que le peuple français portait à son noble caractère. Il est probable que si Pitt fût venu à la place de Fox, en l'eût assassiné. J'aimais Fox et j'aimais à converser avec lui.

« Il aurait dû d'une demi-douzaine de Fox pour faire la fortune morale d'une nation. Avec de telles gens, je me accrais toujours entendu, nous eussions été bien d'accord. Non-seulement nous aurions en la paix avec une action sincèrement très-estimable, mais encore nous aurions fait ensemble de très-bonne besogne.

les Stuarts, la poétique famille d'Écosse; il avait besoin de justifier l'impitoyable duc de Cumberland, à la tête de ses bandes allemandes, parcourant les montagnes fidèles aux Stuarts, avec une fureur implacable; nulle pitié pour le prince Édonard, noble jeune homme dont le caractère aventureux avait vivement excité l'enthousiasme des femmes du consulat, quand M. Duval l'avait mis sur la scène. Le consul permit à Fox de pénétrer aux affaires étrangères, afin de lire toute la correspondance des Stuarts avec les Bourbons; ces dépêches considérables formaient un précieux recueil, et Bonaparte l'abandonna aux recherches de Fox. Ainsi le whig froid et raisonneur put faire le parallèle entre les Stuarts et les Bourbons; cela pouvait servir les desseins du consul pour fonder une nouvelle dynastie. Fox partit enchanté de Bonaparte et de la France, mais était-ce là un mobile de nationalité et de popularité en Angleterre? Le parti whig, trop français, oubliait que la condition essentielle pour une opinion, est de rester nationale; le patriotisme, pour être pur, doit surtout se manifester dans ses répugnances envers l'étranger; il faut qu'on soit exclusif, passionné, afin de combattre tout ce qui n'est pas son propre pays. Les torys étaient mieux posés en Angleterre, car eux au moins avaient des haines contre la France.

Cependant la sécurité la plus complète semblait dominer la partie commerciale de la nation; la paix était un si grand besoin, qu'on se précipita d'enthousiasme vers la navigation lointaine; on ne réfléchit pas quand on spécula sur une opinion qui est dans la tête, ou un sentiment qui domine le cœur; on avait besoin de la paix, on y croyait. Les capitaux s'étaient retrouvés, les vieux trésors inutiles avaient reparu en circulation, la confiance était rétablie; les maisons commerciales reprenaient leurs affaires; depuis si longtemps les ports étaient fermés (1)! et le commerce se résumait en une banque usuraire ou dans la fourniture des armées.

Le traité d'Amiens ouvrant l'Inde et l'Amérique aux spéculations, on pourrait revoir ces riches cargaisons qui, sous le vieux régime, venaient rejouer les vastes ports de France; on suivait ces larges vaisseaux aux flancs remplis d'épices, de la cannelle odorante, du gingembre, du poivre, produits de la Chine, de Java et de l'Indoustan. Le consul venait de rétablir les compagnies d'Afrique, de l'Inde sur de nouveaux éléments; entouré de toutes les lumières, il avait consulté surtout ces commerçants vieux et

expérimentés qui présidaient à la pêche du corail dans la Méditerranée, ou bien à l'exploitation des mines d'or de la Guinée; ces administrateurs, débris de la compagnie des Indes, instruits des moyens de succès pour le haut commerce, le consul s'enquit des ressources employées pour réarmer ces larges bâtiments qui avaient cinglé sur toutes les mers, sous le pavillon blanc; la préoccupation de Bonaparte était de rivaliser avec le commerce de l'Angleterre; l'expédition de Saint-Domingue avait montré ce que pouvait la marine militaire de France réunie en escadres sous des amiraux expérimentés. Maintenant, sa vive imagination rétablissait avec autant d'ardeur le mouvement commercial qu'elle en mettait à diriger les expéditions de guerre (2).

Au nord, le Havre prenait un développement considérable par le commerce de l'Amérique; la situation de ce port, merveilleusement placé, servait d'entrepôt à Rouen et à Paris. Là devaient venir les marchandises coloniales pour se répandre ensuite en Flandre, en Normandie, au centre de la France, à Paris sa capitale. Le Havre, port presque neuf, reçut néanmoins, dans la seule année 1802, plus de cent quatre-vingts navires de l'Inde et de l'Amérique, avec de riches cargaisons qui grandirent l'importance de ses relations et la fortune de ses armateurs. La balance fut, en importations, de plus de 32 millions, et en exportations de 27. Cette différence venait du besoin des denrées coloniales dans toutes les cités de France et de l'état de stagnation trop longtemps prolongé dans lequel se trouvaient les manufactures; les débouchés n'étaient pas suffisants pour les produits; il en résulta même une pénurie de numéraire qui se fit sentir sur les fonds publics; depuis le traité d'Amiens, ils baissèrent de près de 3 francs, on voulut faire passer l'argent dans les spéculations commerciales, afin d'y trouver un plus grand bénéfice (3).

Le consul voulut relever le port de Lorient de ses ruines; depuis l'établissement du Havre, ce port marchait rapidement vers sa décadence. Sous l'ancien régime, Lorient vivait par la compagnie des Indes; elle y avait établi le siège de ses affaires, avec ses magasins riches des produits de l'Inde; de la Chine et du Japon; les vastes entrepôts de Lorient faisaient envie à la Cité de Londres pour le thé, les porcelaines, les épices de Ceylan et les nankins de Canton. Bonaparte, pour réveiller cette grande cité morte, lui rendit le commerce des noirs et le privilège de la compagnie de l'Inde, en même

(1) Le gouvernement consulaire s'occupait avec une grande activité de tout ce qui touche aux rapports commerciaux et aux institutions de consuls et tribunaux de commerce. Le bulletin des lois est rempli de ces créations.

(2) *Discours au conseil d'État* (1802). Le bulletin des lois est tout rempli de décrets qui portent institution de bourse de

commerce, de conseil, agent de change, banque, grande compagnie (1802-1803).

(3) La cour du conseil fit alors des pertes considérables sur le jeu des rentes; elle avait fait des spéculations à la hausse sur la souveraine, secrètement répandue, de la paix d'Amiens.

temps qu'il ouvrait les pêcheries de Terre-Neuve aux braves loupes de mer de Saint-Malo. Le consul avait tout dire que là se trouvaient les éléments d'une marine militaire. Sur ces côtes de la Manche, on trouvait les matelots expérimentés luttant vigoureusement contre la tempête, braves enfants de Normandie, Bretagne et Gennée, si redoutés des Anglais.

Bordeaux ressaisit un moment son opulence et sa splendeur avec une rapidité si merveilleuse, qu'on aurait dit une érection de féc. Six cents gros navires quittèrent la rivière pour les destinations de l'Inde, de l'Amérique et du Sénégal, dans l'espace de huit mois. Dès que les préliminaires furent signés, les trois mâts se pavoyaient dans la Gironde pour engager vers les Antilles et Saint-Domingue; il y eut cinquante-deux expéditions pour l'Inde, et les cargaisons de retour furent évaluées à plus de 50 millions. Tout cela se fit si rapidement que l'argent devenant plus rare, on empruntait follement au taux de 12 ou 15 pour cent afin de spéculer sur les marchandises coloniales; les prêts à la grosse se multiplièrent; ils se firent jusqu'à 50 pour cent, et devinrent l'objet des spéculations les plus usurières. On eut alors la folie de la paix, et comment empêcher l'engouement des masses? Comment prouver à des commerçants enthousiastes qu'ils se trompaient dans leurs calculs? On s'illait devant soi poussé par une main invisible; l'esprit du pays était au commerce (1).

Sur la Méditerranée, le port de Cette fit des transactions meilleures et plus profitables; il devint l'entrepôt des vins du Languedoc, un des riches produits d'exportation pour la France. Sur ces côtes aborderent de toutes parts des navires pour charger des esprits et des eaux-de-vie : les Américains, les Anglais, les Danois et les Suédois, débarrassés de leurs chargements dans les ports de Bordeaux et du Havre, chargeaient pour leur retour les produits spiritueux des vignes du Midi. Il s'y fit des fortunes colossales parce qu'on ne risquait rien et qu'on donnait plus de marchandises qu'on n'en recevait en retour; Cette fut le dépôt du Languedoc, comme le Havre l'était de Paris et d'une grande partie des provinces du Nord.

A ses côtes, Marseille reprit instantanément sa prospérité commerciale. Depuis si longtemps les transactions étaient suspendues et on n'avait pu lancer un seul navire à la mer (2)! Après les préliminaires d'Amiens, le pavillon marseillais put flotter sûrement dans le Bosphore et sur les côtes de Tunis et d'Alger; les escadres firent respecter ce pavillon, même par les Barbaresques; Tunis et Alger en-

voyaient des députations au consul. A l'imitation de Louis XIV, Bonaparte avait ordonné que le drey lui fit satisfaction, et une note adressée par M. de Talleyrand à la Porte, déclarait « que le consul était décidé à débarquer sur la côte d'Alger, afin d'en finir avec la régence (3). » L'esprit provençal si actif, si ardent, se précipitait sans réflexion dans toutes les spéculations mercantiles; des bénéfices vinrent enrichir quelques-uns, mais une masse de pertes énormes se répartirent dans des proportions considérables sur la généralité des commerçants; on voulut trop embrasser; on spécula sans ordre comme si la paix d'Amiens devait être éternelle; le repos avait été si long! L'activité des armements fut poussée trop loin; Marseille jeta ses navires sur toutes les mers; petites et grandes maisons armèrent non-seulement pour les échelles du Levant, mais encore pour Bourbon, les Antilles; on voulut reconstituer Marseille port franc comme à l'époque antérieure à la révolution. Le commerce fut aveugle; il ne vit point les causes qui pouvaient briser tout à coup la paix d'Amiens; pour lui, l'horizon fut toujours bleu et tranquille; il n'étudiait pas les causes de rupture, il ne pénétrait pas dans les accidents qui pouvaient précipiter les hostilités; le commerce fut confiant à ce point que, lorsque la guerre éclata, la Grande-Bretagne put trouver plus de quinze cents navires en mer, riche proie pour ses corsaires et pour ses escadres. Quelles prises pour les marins anglais que les navires marchands de la Hollande, de la France et de l'Espagne!

CHAPITRE LVIII.

RUINE DE L'OPPOSITION POLITIQUE. — CONSULAT À VIE DE BONAPARTE.

Opposition du tribunaux. — Sur les traités de paix. — La Légion d'honneur. — Instruction publique. — Concordat. — Codes. — Le code civil. — Finances. — Nécessité de briser l'opposition. — Agrandissement du pouvoir du sénat. — Offre d'un consulat décennal. — Refus de Bonaparte. — Idée du consulat à vie. — Constitution nouvelle. — Ruine et élimination du tribunaux. — Création des séquestres. — Absorption de tous les pouvoirs par le sénat et du sénat dans les mains du consul.

1802 — 1803.

La troisième session du corps législatif s'ouvrit cette année; le conseil d'État, institution laborieuse,

paria des richesses de ce port, et particulièrement de MM. Rabaut frères.

(3) Note de M. de Talleyrand. Paris, 10 thermidor (29 juillet 1802).

(1) Balance du commerce (1802-1803).

(2) Le premier consul avait conservé de grands souvenirs du commerce de Marseille, et dans les discussions plus d'une fois il

avait préparé une masse de projets régulièrement soumis à la sanction du tribunal et des législateurs; cet ensemble de résolutions se rattachait aux pensées gouvernementales du premier consul, se groupant comme un faisceau dont nulle partie ne pouvait se séparer. Bonaparte avait fait sonder les dispositions du tribunal par les préfets; il savait que l'opposition y était considérable, et que si jamais elle parvenait à assurer l'opinion publique, elle pouvait servir les mécontentements secrets de l'armée et des partis. A plusieurs reprises déjà, un travail avait été commandé à la police de Fouché, pour examiner les nuances diverses qui se formulaient dans les grands corps de l'État, et Fouché, avec sa pénétration accoutumée, avait déclaré « qu'il était impossible d'éviter l'opposition inhérente à tout système représentatif. » Pour la justifier, le ministre citait le parlement anglais, où la résistance se manifestait dans des proportions bien plus formidables qu'au sein du tribunal et du corps législatif en France. Le ministre espérait sauver les dernières formules de liberté (1).

Ces observations n'étaient pas de nature à convaincre le premier consul, hostile aux idées de pondération des pouvoirs, et d'équilibre dans les parties du corps social : la seule résistance simple et corrélatrice qui se présentait à lui, était le rapport de l'autorité et de l'obéissance. A peine les tribuns et les membres du corps législatif étaient-ils réunis à Paris, que les communications s'engagèrent entre

(1) Secrétairerie d'État, septembre 1802.

(2) Voici comment en annonçait le programme de la session :

Le 2^e trimestre (25 novembre). Trois conseillers d'État donneront communication au corps législatif de l'état de la situation de la république, sous le point de vue des affaires intérieures.

Le 3^e trim., les conseillers d'État Portalis, Boulay et Bérlier présenteront la première loi du code civil; le citoyen Portalis est chargé du discours d'explication de la division des lois, et de la disposition de tout le code civil.

Le 4^e trim., le citoyen Bugeault de Saint-Jean d'Angely doit présenter dix projets de lois sur des échanges de biens entre les hospices et les communes.

Le 5^e trim., le citoyen Baudouin, conseiller d'État, doit faire connaître les différentes raisons qui avaient brouillé la France et les États-Unis, et présenter la convention qui a réconcilié ces deux États, pour qu'elle soit publiée comme loi de la république.

Le 6^e trim., le citoyen Brune doit exposer la pétition du gouvernement napoléonien au roi de Naples, et proposer de convertir en loi de la république le traité de paix conclu entre la France et Naples.

Le 7^e trim., le citoyen Boulay doit exposer la politique des relations nouvelles entre la France et la Sardaigne, et proposer de convertir en loi le traité conclu avec cette puissance.

Le 8^e trim., le citoyen Florimond doit exposer la situation actuelle des relations qui existent entre la France et la Russie, et proposer de convertir en loi le traité conclu avec cette puissance.

Le 9^e trim., le citoyen Defermon doit faire la même chose pour le traité conclu avec le Portugal.

Le 11^e trim., les citoyens Emery, Boulay et Réal doivent présenter le second projet de loi du code civil.

Les neuf projets de loi qui composent le premier livre du

le conseil d'État, le consul et les législateurs; elles furent toutes extérieurement de confiance, par un échange de discours d'apparat, de félicitations, présage d'une harmonie sincère entre les diverses branches de la constitution (2). Mais quand on arriva aux discussions d'affaires, l'esprit d'opposition se manifesta, et le salon de madame de Staël parut tout entier dans les débats des corps politiques; on retrouva Chénier, Benjamin Constant, Daunou, Chazal, Ganilh, Mailla-Garat, Andrieux, presque toujours opposés aux propositions du gouvernement; eux aussi avaient rêvé une opposition anglaise, une formule de résistance, lorsque tout tendait à la grande et forte reconstitution de l'autorité. En Angleterre, le ministère n'est qu'une certaine forme, qu'une organisation des partis; la chute d'un cabinet n'entraîne pas l'affaiblissement du pouvoir; un parti vient aux affaires, un autre les abandonne, bascule simple et naturelle. Sous le régime du 18 brumaire, une opposition telle que la comprenait le tribunal allait droit au premier consul; la dictature militaire est frappée de mort, le jour qu'on peut la discuter; lorsque l'obéissance est incertaine, le pouvoir absolu cesse d'exister (3).

Bonaparte tirait sa force de la paix qu'il avait donnée à la France et de l'ordre restauré; bientôt le gouvernement eut l'occasion d'essayer une petite opposition du tribunal; la constitution exigeait que les traités de paix lui fussent soumis, comme une des conditions du système politique emprunté

code civil, intitulé : *Des personnes*, seront successivement présentés.

Le projet de loi sur l'organisation de l'instruction publique suivra immédiatement.

(3) L'adresse du corps législatif révélait même un certain sentiment de républicanisme et de souveraineté du peuple :

« Le corps législatif, pénétré de la dignité et de l'importance des fonctions dont il est investi, s'empresse de secourir les vues du gouvernement pour combler, par des lois sages, la république au plus haut degré de félicité; ainsi, les autorités premières de la république, toutes animées des mêmes sentiments et toujours unies, serviront de modèle aux autorités inférieures et à tous les citoyens; et tandis que la souveraineté nationale plane sur tous, les dépositaires de l'autorité, qui existent par le peuple et pour le peuple, trouveront dans sa confiance et son amour, la douce récompense de leurs travaux pour opérer son bonheur. »

Extrait de la réponse du premier consul.

« Le gouvernement apprécie la démarche du corps législatif.

« Il est sensible à ce que vous venez de lui dire de sa part.

« Les actes du corps législatif pendant la dernière session ont contribué à alimenter la marche de l'administration, et à nous faire arriver à l'état où nous sommes.

« Il portera les mêmes sentiments dans les travaux de la session qui commence. C'est un moyen sûr de faire le bien-être et la prospérité du peuple français, notre souverain à tous.

« Il juge tous nos travaux. Ceux qui le serviront avec pureté et zèle seront accompagnés dans leur retraite par la considération et l'estime de leurs concitoyens. »

à l'Angleterre, sorte de garantie pour le droit de paix ou de guerre, qui, selon les idées alors dominantes, appartenait exclusivement au peuple. Les traités conclus avec le Portugal, l'Angleterre et l'Espagne, étaient trop favorables à l'industrie, à la politique prépondérante de la France, pour que leurs dispositions pussent trouver des obstacles et des boules noires dans l'examen que devaient en faire le tribunal et le corps législatif; ils furent donc tous votés à une immense majorité, excepté un seul pourtant, et à l'occasion d'un mot. En général un peuple ne s'aperçoit pas que la liberté s'éteint, surtout lorsqu'une main forte et glorieuse conduit ses destinées, comme on le vit à Rome sous Auguste. Mais dans cet éblouissement de la victoire, souvent un mot, une phrase, lui révèle qu'il y a servitude autour de lui, et c'est seulement alors qu'il murmure. Le tribunal, en discutant le droit de paix et de guerre, put lire le mot *sujets* inséré dans le traité de paix conclu entre le consul et l'empereur de Russie: l'opposition eut hâte de se rattacher à cette formule, jetée peut-être sans intention; car, dans les traités de puissance à puissance, le mot *sujets* se trouve avec le sens de *nationaux*, comme on dirait *sujets d'un territoire*; c'est moins une qualification politique, qu'une expression de nationalité.

Sur cet incident, l'opposition du tribunal éclate; Chazal demande des explications. « Quoi ! on avait combattu dix ans pour conquérir le titre de citoyens, et l'on faisait resnaître le mot *sujets*, odieusement prosaïque par les assemblées ? » Cette opposition qui eut son retentissement au dehors, aboutit néanmoins à un vote favorable; le traité fut approuvé, mais le gouvernement se vit forcé de donner des explications, afin de rétablir le sens du mot *sujets*, inséré dans une pièce diploma-

tique (1). Le premier consul dut être vivement irrité de cette opposition qui démoralisait ses actes, et révélait ses desseins d'avenir; quel parti n'allaient pas tirer les républicains, des paroles retentissantes de la tribune? L'armée allait comprendre les menaces de Cbénier, qui avait dit : « Le vœu de la coalition va donc se réaliser, nous sommes des *sujets* ? »

Cette opposition se montra plus systématique encore à l'occasion du code civil; quand il s'agit de lois qui se rattachent à la famille, à la possession des biens, l'examen peut facilement se formuler; il y a tant d'aspects divers pour voir et toucher une question ! Ainsi, le mariage, les actes d'état civil, le divorce, la puissance paternelle, toutes ces idées qui touchent au foyer domestique, à la société, s'offrent à l'esprit sous mille expressions, sous mille faces variées. Dès que les conseillers d'État Portalis, Berlier, Boulay, Emery, Réal, eurent porté au tribunal les différents titres du code civil, il s'éleva dans le sein de cette assemblée des résistances étranges sur toutes les pensées du gouvernement; on combattit à outrance, et rien ne fut épargné : des prosateurs, des poètes, se présentèrent comme des champions pour dénoncer l'absurdité des dispositions du code civil. M. Andrieux fut l'un des adversaires les plus redoutables du grand code, et lui, l'auteur du *Mémorial sans soucis*, et de spirituelles comédies, vint combattre à la tribune des jurisconsultes expérimentés, tels que MM. Portalis, Tronchet, Treillard, véritables lumières de la législation et des questions de droit. Les premiers titres du code ainsi rejetés à une immense majorité (2), le tribunal sembla protester contre la pensée de ces lois et leur système de promulgation; il s'attachait à tout, à la rédaction obscure, à la mauvaise construction des phrases, à l'absur-

(1) Au tribunal :

« Costas dit dans son rapport que l'emploi du mot *sujet*, qui ne s'accordait point avec la dignité du citoyen français, avait excité une forte attention. Il établit que ce mot n'avait été employé que par rapport aux émigrés qu'on n'avait pas eu de voir désigner annuellement. »

« Le tribunal se mit en conférence particulière pour discuter cette question. La discussion y fut violente. Cbénier y dit : « Nos armées ont combattu pendant dix ans pour que nous fusions citoyens, et nous sommes devenus des sujets ! Ainsi s'est accompli le vœu de la double coalition ! »

(2) Voici le relevé des votes des corps politiques pendant cette période du comat :

Première session.

Sur la première loi du code civil : au tribunal 13 pour, 65 contre; au corps législatif 129 pour, 162 contre.

Sur la deuxième loi du code civil : au tribunal 31 pour, 61 contre.

Sur la troisième loi du code civil : au tribunal 54 pour, 36 contre.

Sur la continuation de la peine de mort : au tribunal

71 pour, 80 contre; au corps législatif 234 pour, 80 contre.

Sur les droits des marchandises importées du duché de Berg : au tribunal 22 pour, 52 contre; au corps législatif 217 pour, 25 contre.

Sur le traité de paix avec la Russie : au tribunal 77 pour, 14 contre; au corps législatif 229 pour, 21 contre.

Deuxième session.

Sur la loi sur le concordat et les articles organiques : au tribunal 78 pour, 7 contre; au corps législatif 228 pour, 31 contre.

Sur l'insurrection publique : au tribunal 50 pour, 8 contre; au corps législatif 251 pour, 27 contre.

Sur la marque des condamnés : au corps législatif 241 pour, 23 contre.

Sur la conscription : au tribunal 58 pour, 11 contre; au corps législatif 245 pour, 28 contre.

Sur les douanes : au corps législatif 242 pour, 20 contre.

Sur la Légion d'honneur : au tribunal 56 pour, 38 contre; au corps législatif 166 pour, 119 contre.

Sur le régime des colonies : au tribunal 54 pour, 27 contre; au corps législatif 211 pour, 63 contre.

Sur huit lois concernant les finances, à la presque unanimité.

dité des dispositions. Aucun titre du code ne trouvait grâce devant les tribuns.

Il ne s'agissait ici sans doute que des lois particulières à la famille, ne touchant le gouvernement que d'une manière très-indirecte; néanmoins Bonaparte s'aperçut que le tribunal se posait comme un obstacle au développement de ses volontés, à l'accomplissement de son œuvre; cette conviction grandit en lui, quand il vit l'opposition se formuler sur les questions mêmes du gouvernement. La première loi présentée dans cette session se rattachait au concordat et aux articles organiques qu'on avait préparés pour les cultes, déjà discutés depuis longtemps devant le conseil d'État. La restauration des idées religieuses devait soulever les antipathies de tout le parti philosophique; le tribunal avait dans son sein les débris de l'école du XVIII^e siècle, expression d'impiété ou au moins d'indifférence pour les cultes: « Que signifiait le concordat? On voulait-on en venir? N'était-ce pas reconnaître la suprématie du pape, pourvoir de l'ignorance et que les lumières soient renversé? Le concordat renouvellait les superstitions du moyen âge: on aurait encore une hiérarchie de prêtres, des refus de sacrements, des querelles de ascétiques; la grande nation allait être rapetissée à ce point de rétrograder à l'époque de François I^{er}! Cela ne pouvait être; un siècle avancé n'était pas une époque de ténèbres; entreprise folle qu'un concordat: qu'on admit la liberté des cultes, la tolérance du catholicisme, sous la surveillance de l'État, rien de plus simple; mais salarier le clergé, rétablir les évêchés et les églises, c'était le vieux régime; on n'ait donc la liberté des consciences? Un culte privilégié ne pouvait être admis sans tout bouleverser dans l'État. » Ainsi parlaient au Palais-Royal les tribuns les plus ardents, et si la loi du concordat fut votée à une majorité, elle ne devint pas moins l'occasion d'un long débat qui frappait d'avance la mesure d'impopularité.

Cet esprit du XVIII^e siècle se formula plus vif encore dans la loi sur l'instruction publique, qui paraissait au tribunal un retour direct et complet au monopole. « Après avoir rétabli l'Église, on cherchait à restaurer l'université, car ce n'était qu'elle qu'on instituit sous un nom plus ou moins déguisé. Les lois existantes étaient suffisantes; fallait-il recourir à une institution surannée, rétablir

les corporations religieuses, leur remettre une fois encore l'éducation des enfants et le développement de l'intelligence? Il n'y aurait plus désormais de liberté dans l'enseignement, pas plus que dans l'exercice des cultes; on appelait une reconstitution de la société, la ruine de la république, un retour au delà de 1789; on démolissait l'œuvre de l'assemblée constituante (1). »

Dans le projet de loi sur la conscription, le tribunal attaqua le système militaire du consul, et celui-ci ne pouvait le pardonner. Les tribuns étaient d'avis qu'il fallait tout accorder au service de la patrie, quand elle était menacée, mais en temps de paix, on devait se circonscrire dans les limites que l'ambition ne devait jamais franchir, et adopter le système de Bernadotte, séparer la conscription pour la défense du territoire, et la conscription pour la conquête: l'une illimitée comme une levée en masse, l'autre restreinte afin de ne pas donner au dictateur des moyens de guerres incessantes pour servir une ambition personnelle. De telles restrictions ne pouvaient convenir à Bonaparte; il avait déchiré le projet de la section rédigé sous l'influence de Bernadotte, parce qu'il posait des limites; à plus forte raison devait-il s'irriter des paroles aigres, des dénonciations qui de la tribune retentissaient dans les entrailles du pays; comme il avait le sentiment de son ambition, le consul ne voulait pas qu'on le lui jetât sans cesse à la face. Jamais il n'aurait osé de grandes choses avec des moyens restreints; comment rendre la prépondérance à la nation française avec les idées limitées et les moyens étroits que le tribunal voulait lui imposer (2)?

Le projet de la Légion d'honneur, depuis si longtemps préparé au conseil d'État, ne fut pas considéré par l'opposition seulement sous le point de vue militaire; au tribunal, on y aperçut un moyen de reconstituer les ordres, les distinctions, en hostilité flagrante avec les principes et les institutions républicaines (3). On avait rétabli le culte, restauré l'université, maintenant le système était complet; on allait plus loin, on brisait l'œuvre de la constituante, on renversait les sacrifices de cette nuit de 1789, où les gentilshommes de France, les Montmorency, les La Rochefoucauld, vinrent déposer leurs titres sur la tribune. D'un ordre militaire à une noblesse, il n'y avait qu'un pas; en vain entourait-on cette institution de paroles libérales,

(1) Procès-verbal de discussion au tribunal, session de 1802.

(2) Procès-verbaux du tribunal, 1802, 1803.

(3) M. Benjamin Constant, voulant justifier cette attitude hostile du tribunal, disait à la tribune :

« L'opposition est votre droit, l'émulation votre nature. Or l'un n'est pas toujours de ses droits, et l'on fait toujours ce qui est inhérent à sa nature. Consultez-vous donc ce que vous devez

être, ou pas chambre d'opposition permanente, ce qui serait absurde, et dans quelques circonstances, coupable; non pas chambre d'approbation éternelle, ce qui serait servile et coupable dans certains cas; mais chambre d'approbation ou d'opposition suivant les mesures proposées, et chambre d'amélioration toujours. Rassurez sur ce qu'on redoute de votre action judiciaire et législative, en vous donnant une action durable et tranquille de bienfaisance et de méditation. »

on n'en rétablissait pas moins d'odieuses distinctions; tous les citoyens étaient égaux devant la loi, les membres de la Légion d'honneur seraient bientôt des chevaliers, des comtes et des marquis. Était-ce pour arriver là que le peuple avait répandu tant de sang et souffert de si glorieuses privations? L'armée ne serait plus nationale, elle se composerait de privilégiés et de nobles de nouvelle espèce; on n'avait même pas déguisé la pensée du projet. »

Cette opposition vigoureuse, et systématique, ne s'arrêta devant aucune mesure; elle devenait une passion, et au sujet de la loi sur les colonies on la vit se montrer dans des conditions plus dessinées encore. Quand Bonaparte eut à s'occuper de l'organisation des établissements français dans l'Inde ou dans l'Amérique, allant droit et fortement à son but, il posa l'esclavage des noirs comme la condition première de toute constitution des colonies; dans ses vues d'un gouvernement fort, la philanthropie tenait peu de place, le nègre lui paraissait indispensable pour la culture des terres, il ne pouvait y avoir de produits sans sa servitude absolue; Bonaparte la rétablit donc sans s'inquiéter des déclamations (1). Ce projet dut être présenté au tribunal, et ici allaient se présenter les questions d'humanité; les amis des rêveries de Bernardin de Saint-Pierre, les lecteurs assidus de l'abbé Raynal, ne pouvaient laisser passer une telle occasion sans protester contre le retour de l'esclavage des noirs. « On allait rétablir la traite, cet achat et cette vente d'hommes! N'avait-on pas l'exemple de l'Angleterre? L'abolition de la traite n'y était-elle pas une des préoccupations des hommes d'État qui dirigeaient les affaires? Quel outrage pour l'humanité! On réduisait l'esclave au métier de bête de somme, au profit de quelques colons cruels! » L'opposition prit ce thème populaire; des hommes tels que Chénier, Audrieux, Dauou (2), tribuns à la parole retentissante, avaient secondé le 18 brumaire sans en comprendre la portée; ils voulaient arrêter Bonaparte dans ses dessein, et après avoir créé une dictature, enchaîner par de petites restrictions le dictateur qui disposait de l'épée.

Le caractère de Bonaparte doit expliquer les sentiments impétueux de son âme à l'aspect de ces

résistances qui n'avaient pas pour excuse le courage de l'épée; on lui disait qu'en définitive toutes les lois étaient votées et qu'il avait pour lui l'épreuve des scrutins; ce n'était pas ces résultats que le consul examinait, mais l'effet moral produit par de telles discussions. Les hommes supérieurs ne voient pas seulement le sens matériel d'une discussion, ils envisagent les conséquences et le mal produit par la parole; or Bonaparte savait que cette opposition avait du retentissement: expression de toute une école philosophique, elle trouvait son écho dans l'armée, dans les débris du XVIII^e siècle, dans cet esprit d'égalité enfin que la république avait voulu consolider. Souvent une parole prononcée à la tribune pénétrait jusqu'au fond du pays, et comme la goutte d'eau, elle brise le rocher par la persévérance. La tribune importunait donc Bonaparte, et dépopularisait d'avance ses résolutions; quand une loi était votée, elle n'avait plus cet ascendant qui commande l'obéissance; on avait combattu, discuté, et la dictature de Bonaparte ne pouvait souffrir une telle résistance, qui aurait à la fin tué son pouvoir; c'était la paille dans le bronze d'une statue antique; elle la brise (3).

On a vu qu'il s'était exprimé déjà sur le tribunal avec colère, et appelant une forme de discussion moins retentissante, moins opposée à ses dessein; plus l'œuvre était laborieuse, plus il fallait réfléchir, et bientôt une circonstance se présente où l'on put reconstituer le plan d'une nouvelle organisation législative. Le sénat avait grandi; Bonaparte affectait de placer haut une institution dont il ne redoutait pas l'action politique, il ne nommait un sénateur qu'avec une sorte de respect. Appelé à désigner des candidats, Bonaparte en choisit trois sur sa liste: le général Jourdan, le vétéran de Sambre-et-Meuse, les généraux Lamorelière, et Berruyer commandant des Invalides, respectant ainsi les vieux services rendus à la république. Le sénat, composé d'esprits fatigués, s'assoupissait facilement sous sa main, son opposition était silencieuse et sans appui dans l'opinion active. Le premier consul avait cette pensée contradictoire dont Tacite parle à l'occasion de Tibère: il voulait un sénat honoré, respecté de tous, grandi par ses lumières et par son caractère,

leur. Ce qu'il y a de sûr, c'est que je le fis pour le bien, j'eusse dû le créer au contraire, si j'eusse été hypocrite ou mal intentionné; car, qui doute qu'il s'en soit adopté, sanctionné, au besoin, mes vues et mes intentions? Mais c'est ce que je n'ai jamais recherché dans tout le cours de mon administration; jamais on ne m'a vu acheter aucune voix, ni aucun parti par des promesses, de l'argent ou des places; non, jamais et si j'en ai donné à des ministres, à des conseillers d'État, à des législateurs, c'est que ces choses étaient à donner, et qu'il était tout naturel et même juste qu'elles fussent distribuées à ceux qui travaillaient près de moi. »

(Mémoire attribué à Bonaparte.)

(1) On a fait tenir à Bonaparte d'autres discours à Salète-Méténos sur les noirs; on le dirait alors un doux philanthrope. Mais que n'est pas fait dire à Bonaparte les auteurs de *Mémorial*? Si Bonaparte se levait de son cercueil il se révolterait de toutes les préférences qu'on a mises dans sa bouche; il voudrait être un peu plus haut que l'abbé Grégoire.

(2) Procès-verbaux du tribunal, session de 1802 à 1803.

(3) Bonaparte a depuis justifié ses répugnances pour le tribunal: « Il est certain dit-il, que le tribunal était absolument inutile, et coûtait près d'un demi-million; je le supprimai. Je savais bien que l'un criait à la violation de la loi; mais j'étais fort, j'avais la confiance entière du peuple, je me considérais comme réforma-

et en même temps il voulait un sénat obéissant comme le désirait la tyrannie des empereurs; il créait des institutions respectables, mais sans liberté.

Bonaparte avait foi dans le sénat, seul pouvoir auquel il reconnaissait la faculté de modifier l'acte constitutionnel; or les hommes qui lui étaient dévoués avaient déjà pressenti quelques sénateurs sur la question de savoir s'il ne faudrait pas décerner à Bonaparte le consulat à vie. Les services rendus à la patrie étaient si beaux! Bonaparte était le pacificateur de l'Europe, et la paix lui avait donné une si grande force d'opinion publique! Ainsi le disaient les médailles frappées, les monuments élevés par la reconnaissance du peuple (1). Le sénat, quelque dévoué qu'il pût être, s'était un peu alarmé d'une résolution trop ambitieuse, et ce fut pour déjouer la marche absorbante vers la dictature, que cette assemblée prépara un projet dont les idées étaient plus restreintes et mieux en harmonie avec les institutions républicaines. La constitution de l'an VIII fixait à dix années la durée de la magistrature consulaire; Bonaparte avait été élu pour cette période; trois ans seulement expiraient; en la prolongeant de dix années encore, ne ferait-on pas tout ce que la gloire du consul pouvait exiger? Puis on pouvait régler les rapports des conseils électoraux avec le peuple, du sénat avec le conseil d'État, des consuls entre eux, ce mécanisme de la constitution n'était pas suffisamment régularisé; beaucoup de ces questions étaient agitées dans les réunions intimes et les conseils privés que Bonaparte tenait déjà à la Malmaison ou aux Tuileries, afin de préparer l'avénir de son pouvoir.

Pour s'expliquer les actes politiques et la constitution nouvelle qui vont surgir, il faut bien distinguer les diverses opinions qui entouraient alors Bonaparte. La pensée du consul était fixe: constituer le pouvoir d'une manière vigoureuse, lui donner une impulsion ferme, unique, telle était sa volonté dominante; seulement on différait sur les moyens. Plusieurs opinions étaient discutées en présence du premier consul; une certaine coterie d'hommes, marchant vers les idées monarchiques, comptait dans le conseil d'État et dans le sénat des esprits

entièrement dévoués, sous la direction de Lucien: tels étaient MM. Rœderer, Jacqueminot, Régnier, Lebrun, Regnault de Saint-Jean-d'Angely, Cambacérès lui-même; tous pensaient que sous une forme quelconque, il fallait rendre le pouvoir du consul à vie; puis, afin de consolider l'œuvre, on devait préparer un système d'hérédité. Ces esprits, très-habilement exercés, ne croyaient pas possible l'affermissement de l'ordre, la sécurité des intérêts, sans la constitution d'un pouvoir héréditaire: l'appellerait-on consulat, empire? Peu importait le titre, pourvu que le pouvoir de fait trouvât une garantie permanente. Le développement de cette pensée avait été essayé dans la fameuse brochure sur le parallèle entre César, Cromwell, Monck et Bonaparte; à l'époque où elle fut publiée, on la désavoua parce qu'on craignait encore les derniers débris de la république expirante; mais alors les esprits étaient plus préparés, plus assouplis aux institutions monarchiques. Depuis deux ans les idées progressaient; la paix avait donné une immense puissance d'opinion à Bonaparte; on n'avait plus à prendre les mêmes ménagements, à manifester les mêmes incertitudes; les services rendus par le premier consul étaient si magnifiques alors: il avait préparé la pacification générale; des traités étaient signés, même avec l'implacable Angleterre; quelle récompense serait assez brillante pour reconnaître un tel dévouement à la patrie?

M. de Talleyrand, le plus dévoué à cette idée d'un pouvoir fort, centralisé, héréditaire, invoquait à cet effet toutes ses correspondances avec les cabinets de l'Europe; ministre des relations extérieures, M. de Talleyrand démontrait qu'il n'y aurait pas de sécurité possible pour le développement d'un système diplomatique, sans l'affermissement d'un pouvoir régulier et héréditaire en France, sur lequel on pût s'appuyer; il mit sous les yeux du conseil privé les dépêches des ambassadeurs, constatant le vœu général de l'Europe pour que la France entrât dans des voies monarchiques sous un système d'unité, afin de briser les derniers éléments de la révolution. La Prusse, en tête de ces puissances, avait secondé le mouvement du 18 brumaire (2), le

(1) Le président du tribunal, Chabot de l'Allier, s'écrie:

« Chez tous les peuples on décerna des honneurs publics et des récompenses nationales aux hommes, qui, par des actions d'estime, avaient honoré leur pays, ou l'avaient sauvé de grands périls.

« Quel homme eut jamais, plus que le général Bonaparte, des droits à la reconnaissance nationale?

« Quel homme eut à la tête des armées, soit à la tête du gouvernement, honora davantage sa patrie, et lui rendit des services plus signalés?

« Sa valeur et son génie ont sauvé le peuple français des angoisses de l'anarchie, des fureurs de la guerre, et ce peuple est trop

grand, trop magnanime pour laisser sans une grande récompense tant de gloire et tant de bienfaits. »

« Tant de hauts faits, dit le président du corps législatif, tant de traits d'héroïsme et du plus sublime dévouement dans tous les genres, consignés dans les fastes de l'immortalité, feront l'étonnement des siècles à venir, comme ils excitent l'admiration des temps présents; ils donneront un air de vérité aux merveilles que la Fable raconte des temps héroïques. »

(2) Note communiquée. Résumé de ces dépêches (1802).

« A l'époque dont il s'agit, on ne parait pas que d'hérédité et de dynastie, de fortifier le gouvernement et de diminuer l'influence des autres corps de l'État, surtout du tribunal, et d'or-

triomphe de Bonaparte dans la révolution de Saint-Cloud ; le comte de Haugwitz écrivait d'une manière plus explicite encore : « L'œuvre que l'on a commencée, il faut l'accomplir ; il est réservé au consul Bonaparte de mettre un terme aux agitations qui ébranlent l'Europe depuis quinze ans. » La Prusse indiquait une magistrature à vie, ou même une monarchie héréditaire qu'elle reconnaissait immédiatement ; les Bonaparte n'étaient pas la seule famille élevée sur le trône par les grands services rendus à la patrie ; les rois viendraient à elle. J'ai besoin de dire que c'était ici plutôt l'opinion personnelle d'un ministre que le sentiment général de la cour de Berlin.

Ces idées plaisaient à Bonaparte, à ses frères, à tous les membres de sa famille. Le premier consul, aussi habile que fort, aussi rusé que prévoyant et déterminé, savait qu'il ne faut rien brusquer en politique ; les pas les plus lents sont les plus sûrs ; on devait encore ménager la révolution et les susceptibilités républicaines ; aujourd'hui s'avancer d'une ligne, demain d'une autre : marcher à pas précipités vers l'empire, cût été un danger ; qui pouvait répondre de l'armée, des populations, et des esprits agités par l'aspect d'une ambition si active, si insatiable ? Selon Bonaparte, il fallait s'arrêter dans une voie progressive, par la crainte de trouver une opposition trop formidable, et quand il s'agit de la dictature, le premier acte qui vous fait reculer vous entraîne à une perte inévitable. Bonaparte avait plus d'intelligence que ses flatteurs ; la ruse du Corse et de l'Italien se révélait en lui ; son origine était marquée d'une manière indélébile dans son caractère ; comme le père de Corté sur la crête de la montagne, il ne voulait s'élever plus haut que lorsque son pied serait sûr ; il savait que le précipice était à côté du sommet, et que la roche Tarpeienne touche au Capitole.

Une seconde fraction dans le Sénat et dans le conseil d'État hésitait à pousser Bonaparte dans des voies aussi ambitieuses ; les hommes tels que Thi-

ganier dédaignaient les nettes. Lucien était un des plus ardents propagateurs de ces idées ; Sonderer les épouvait de toute la puissance de sa métaphysique, et Talleyrand de suffrage de tous les cabinets. Parmi les hommes de la révolution, les uns voyaient qu'ils ne pouvaient plus errer ce mouvement, se salaient, les autres le favorisèrent, se coulaient de la ruine de la république par les avantages personnels que leur offrait la nouvelle monarchie. On ne pouvait plus parler de liberté sans être signalé comme un idéologue, en jacobin ou un terroriste.

(Souvenirs d'un conseiller d'État.)

[1] Voici une note précise sur les douleurs de madame Bonaparte.

« Madame Bonaparte dit à un conseiller d'État : Je n'approuve point tous les projets que l'on médite, je lui dis à Bonaparte ; il m'écoute avec assez d'attention, mais les flatteurs le font bientôt changer d'opinion. Les nouvelles concessions que l'on lui fera augmentent le nombre de ses ennemis. Les généraux craignent qu'ils ne se voient pas baltus contre les Bonaparte pour leur substituer la famille Bonaparte. Je ne regrette point de n'avoir pas

bouleau, Réal, Truguet, Fouché, républicains rattachés à son pouvoir, voulaient bien un gouvernement fort, une autorité centralisée ; mais ils n'étaient point amis de ces formes monarchiques et héréditaires que le consul voulait établir comme complément de sa pensée. Tous rattachés au 18 brumaire, terme posé à l'anarchie du directoire, ils conservaient néanmoins un caractère démocratique très-prononcé ; ils ne comptaient pas sacrifier la révolution tout entière à Bonaparte, et surtout à sa famille, à Joseph, à Lucien, à Louis ou à Jérôme, que la loi héréditaire appellerait à la succession. Les derniers débris de la révolution, les vrais patriotes, ne pouvaient pas se mettre sous la dépendance d'une famille, faire une dynastie nouvelle, lorsqu'on avait abattu l'ancienne ! Ils trouvaient sympathie et appui dans madame Bonaparte, non pas que cette femme triste et légère ne saluât avec plaisir les bonheurs qui viendraient se tresser en couronne sur sa tête ; mais Joséphine avait un fatal pressentiment que les grandeurs de Bonaparte l'éloigneraient de sa personne (1) ; autour d'elle on prenait plaisir à la martyriser ; stérile pour le consul, Lucien lui disait sans cesse : « Pourquoi n'avez-vous pas d'enfants ? » On avait noirci sa conduite dans l'esprit de son mari, et maintenant on l'abîmait par de cruelles et froides paroles ; superstitieuse comme toutes les femmes qui souffrent, cette pourpre qu'on voulait jeter sur Bonaparte lui apparaissait comme le linceul qui devait couvrir le cerceuil de son existence et de son pouvoir ; vivement opposée à tous ces projets d'ambition, elle cherchait à détourner et à prévenir le consul, tandis qu'il se laissait emporter sur le char de la destinée !

Un troisième parti enfin se composait de ce qu'on appelait les constitutionnels, hommes qui rêvaient les idées de 1789, tels que MM. Lafayette, Lanjuinais ; mais qui empêchaient tout, parce qu'ils mettaient des idées impossibles à côté des principes positifs d'un gouvernement fort et applicable (2).

« Enfants de mon mari, ce je tremblais sur leur sort. Je restai étonnée de la destitution de Bonaparte, quelque précieuse qu'elle soit, et tant qu'il aura pour moi l'amitié et les égards qu'il m'a toujours témoignés... Mais le jour où il changera, je me retirerai des Tuileries. Je n'ignore pas qu'on le pousse à s'élever de moi. Lucien donne les plus mauvais conseils à son frère. Cependant Bonaparte sait l'apprécier. Voyez-vous que je vous donne une idée des préventions de ces messieurs ? J'ai demandé à Jérôme pourquoi il n'était pas venu dîner le 15 ; il m'a répondu : Je n'y viendrais pas tant qu'il n'y aura pas de place marquée pour moi ; les frères de Bonaparte doivent avoir les premières places après lui. Je lui ai répondu : Appelez-vous donc ce que vous étiez. Allez, vous n'êtes qu'un esclave, toutes les places sont égales chez moi. »

[2] Voici comment s'exprime Bonaparte sur cette opposition constitutionnelle :

« Lafayette, Lamoignon, et bien d'autres-là m'ont écrit, en sujet du consulat à vie, qu'ils désiraient voir à condition que le libéralisme de la presse serait rotatable. Jugez maintenant ce

Ces hommes ne voulaient pas, comme les jacobins, la démocratie pure et forte, le gouvernement par les masses, un changement radical, ils en avaient peur; ils craignaient une administration vigoureuse, et sous prétexte d'établir des garanties ils empêchaient l'action du gouvernement, en proclamant l'insurrection le plus haut des droits, sans jamais reconnaître la légitime mission du pouvoir. Bonaparte ne les aimait pas; il les appelait des *niais*, des cerveaux creux, parce qu'avec leurs principes d'honnêteté constitutionnelle, ils jetaient le désordre partout. Les jacobins, Bonaparte les expliquait parfaitement: ils avaient réalisé un commencement absolu de la société, le triomphe de la démocratie; il avait même de l'estime pour eux, parce qu'ils savaient gouverner par des moyens violents d'unité politique. Que faire avec les hommes de théorie qui n'aboutissaient à rien et restaient dans le vide? Cependant les constitutionnels comptaient quelques partisans dans le conseil d'État, le sénat, et il fallait savoir les ménager au milieu d'un mouvement politique; les blesser, c'était atténuer la masse des patriotes de 1789.

Telles étaient les différentes nuances dans les conseils, et l'on devait maintenant agir pour arriver aux desseins du consulat à vie. Avec son instinct accoutumé, Bonaparte voyait que le moment favorable était arrivé pour oser quelque coup de hardiesse; l'enthousiasme était vif et profond; le traité d'Amiens pacifiait l'Europe, et le tribunal lui-même venait déposer à ses pieds l'expression du vœu public; son adresse enthousiaste demandait une récompense pour tant de services rendus par Bonaparte; le consul répondit avec modestie et une certaine grandeur antique, comme Auguste au sénat: « Le gouvernement est touché des sentiments que vous manifestez au nom du tribunal. Cette justice

que vous rendez à ses opérations est le prix le plus doux de ses efforts. Il y reconnaît le résultat de ces communications plus intimes qui vous mettent en état de mieux apprécier la pureté de ses vues et de ses pensées. Pour moi, je reçois avec la plus vive reconnaissance le vœu émis par le tribunal. Je ne désire d'autre gloire que celle d'avoir rempli tout entière la tâche qui m'est imposée. Je n'ambitionne d'autre récompense que l'affection de mes concitoyens; heureux s'ils sont bien convaincus que les maux qu'ils pourraient éprouver seront toujours pour moi les maux les plus sensibles; que la vie ne m'est chère que par les services que je puis rendre à la patrie; que la mort même n'aura point d'amertume pour moi, si mes derniers regards peuvent voir le bonheur de la république aussi assuré que sa gloire. » Le consul, s'effaçant avec modestie devant l'idée du gouvernement, attribuait au peuple le mérite du bien réalisé, lui n'était qu'une partie du grand tout: cette expression était transparente; à travers cette magnanimité, tous voyaient le glorieux consul qui avait réalisé de si grandes choses pour la patrie. Bonaparte mettait beaucoup de prix à l'expression populaire du tribunal considérée comme le vœu des masses; avec un tel témoignage, il pouvait aller en avant, ménager un peu les susceptibilités et aborder franchement la perpétuité du pouvoir; il y avait en lui d'ailleurs un besoin profond de compromettre l'autorité démocratique du tribunal.

Quand cette expression du vœu public fut bien connue, il fallut faire agir le sénat; resterait-il en arrière du mouvement tribunicien? Les principaux sénateurs n'étaient point aussi servilement dévoués qu'ils le firent depuis; ils croyaient à leur souveraineté, à leur force dans la constitution. Sicyes exerçait encore une certaine puissance sur

qu'on peut espérer de ces hommes-là qui sont toujours à cheval sur leur métaphysique de 89. La liberté de la presse? Je n'aurais qu'à la rétablir, j'aurais de suite treize journaux royalistes et quelques journaux jacobins. Il me faudrait gouverner encore avec une minorité. »

M. de Lafayette avait écrit au premier consul la lettre suivante :

Lagrange, 1er prairial, an X.

Général,

« Lorsque vous m'avez pénétré de la reconnaissance qu'il vous doit, et trop sensible à la gloire pour ne pas aimer la vôtre, et mis des restrictions à son suffrage, elles sont d'autant moins suspectes, que personne ne jouira plus que lui de vous voir premier magistrat à vie d'une république libre. Le 18 brumaire a sauvé la France, et je me souviens par les professions libérales auxquelles vous avez attaché votre honneur; on vit depuis dans le pouvoir consulaire cette dictature réparatrice qui, sous les auspices de votre génie, a fait de si grandes choses, moins grandes cependant que ne le sera la restauration de la liberté. Il est impossible que vous, général, le premier dans cet ordre d'hommes, qui, pour se comparer et se placer, embrassez tous les siècles, vouliez qu'une telle révolution, l'isol de vicieuses et de sang, de douleurs et de prodiges, n'ait pour le monde et

pour vous d'autre résultat qu'un régime arbitraire. Le peuple français a trop connu ses droits pour les avoir oubliés sans retour; mais peut-être est-il plus en état aujourd'hui que dans son effervescence de les recourir utilement; et vous, par la force de votre caractère et de la confiance publique, la supériorité de vos talents, de votre existence, de votre fortune, pouvez, en établissant la liberté, maîtriser tous les dangers, rassurer toutes les inquiétudes. Je n'aurais donc que des motifs patriotiques et personnels pour vous souhaiter, dans ce complément, de faire établir à votre gloire une magistrature perpétuelle. Mais il convient aux principes, aux engagements, aux actions de ma vie enliers, d'attendre, pour lui donner ma voix, qu'elle ait été fondée sur des bases dignes de l'étalon et de vous.

« J'espère que vous reconnaîtrez ici, général, comme vous l'avez déjà fait, qu'à la persévérance de mes opinions politiques se joignent des vœux sincères pour votre personne, et un sentiment profond de mes obligations envers vous.

« Seul et respect. » Signé : Lafayette. »

À cette lettre était joint le vote suivant :

Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie?

« Je ne puis voter une telle magistrature, jusqu'à ce que la liberté politique soit suffisamment garantie; alors je donne ma voix pour Napoléon Bonaparte. »

les esprits, et le parti constitutionnel comptait quelques débris au milieu de cette assemblée. Si d'abord on avait jeté la magistrature à vie ou héréditaire à Bonaparte, que serait-il resté à lui donner par la suite ? Le sénat aurait, pour ainsi dire, abdiqué ses droits, et offert aux pieds des Césars la pourpre et l'épée dictatoriales. Il fallait donner une récompense à Bonaparte ; les services étaient assez grands, le dévouement assez beau ; consul pour dix ans, n'était-ce pas lui jeter une couronne civique que de prolonger sa magistrature pour dix années encore ? Bonaparte avait trente-quatre ans, il en aurait vingt de plus lorsque sa magistrature expirerait, et c'est l'âge où la vie de l'homme a besoin de repos. C'était donc par le fait une magistrature à vie ; tout le sénat se rattacha promptement à cette idée, et la prolongation fut votée par un sénatus-consulte dont les motifs étaient tout éclatants pour la gloire du premier consul (1).

« Le sénat, réuni au nombre de membres prescrit par l'article 90 de l'acte constitutionnel, vu le message des consuls de la république, transmis par trois orateurs du gouvernement, et relatif à la paix de la France avec l'Angleterre. Après avoir entendu la commission spéciale, chargée, par son arrêté du 16 de ce mois, de lui présenter ses vues sur le témoignage de reconnaissance nationale que le sénat est d'avis de donner au premier consul de la république ; considérant que, dans les circonstances où se trouve la république, il est du devoir du sénat conservateur d'employer tous les moyens que la constitution s'est mis en son pouvoir pour donner au gouvernement la stabilité qui seule multiplie les ressources, inspire la confiance au dehors, établit le crédit au dedans, rassure les alliés, décourage les ennemis secrets, écarte les fléaux de la guerre, permet de jouir des fruits de la paix, et laisse à la sagesse le temps d'exécuter tout ce qu'elle peut concevoir pour le bonheur d'un peuple libre ; considérant de plus que le magistrat suprême qui, après avoir conduit tant de fois les légions républicaines à la victoire, délivré l'Italie, triomphé en Europe, en Afrique, en Asie, et rempli le monde de sa renommée, a préservé la France des horreurs de l'anarchie qui la menaçait, brisé la faux révolutionnaire, dissipé les factions, éteint les discordes civiles et les troubles religieux, ajouté aux bienfaits de la liberté ceux de l'ordre et de la

sécurité, hâté le progrès des lumières, consolé l'humanité et pacifié le continent et les mers, a les plus grands droits à la reconnaissance de ses concitoyens ainsi qu'à l'admiration de la postérité ; que le vœu du tribunat, parvenu au sénat dans la séance de ce jour, peut, dans cette circonstance, être considéré comme celui de la nation française ; que le sénat ne peut pas exprimer plus solennellement au premier consul la reconnaissance de la nation, qu'en lui donnant une preuve éclatante de la confiance qu'il s'inspire au peuple français ; considérant, enfin, que le second et le troisième consuls ont dignement secondé les glorieux travaux du premier consul de la république, d'après tous ces motifs, et les suffrages ayant été recueillis au scrutin secret ; le sénat décrète ce qui suit : Le sénat conservateur, au nom du peuple français, témoigne de sa reconnaissance aux consuls de la république ; le sénat conservateur réélit le citoyen Napoléon Bonaparte premier consul de la république française, pour les dix années qui suivront immédiatement les dix ans pour lesquels il a été nommé par l'article 59 de la constitution. »

Ce sénatus-consulte aigné de Tronchet, comme président, et du général Serrurier, comme secrétaire, était rempli des témoignages de la reconnaissance nationale ; sa formule était antique et sévère, et, comme à Rome, on décernait les honneurs au consul qui avait conduit les armées en Italie, en Afrique, en Asie. Le sénat tout entier porta cet acte aux Tuileries, et Bonaparte en comprit la portée politique ; on lui jetait dix ans de magistrature pour éviter le consulat à vie, tel était le but de ceux qui ne lui offraient qu'une magistrature temporaire. Comme Tibère, il était frappé au cœur ; il avait compris le sens de cet acte, manifestation opposée à ses desseins ; or ce n'était pas une magistrature à temps qu'il voulait, mais l'autorité à vie pour la rendre plus tard héréditaire ; il aurait désiré que le sénat prit l'initiative et il ne l'avait pas fait. Le consul répondit encore avec une feinte modestie qu'il n'était pas digne de l'honneur qu'on lui faisait ; plus il marchait en avant, plus ses paroles se ressentaient d'une dissimulation profonde.

« Sénateurs, la preuve honorable d'estime consignée dans votre délibération du 18, sera toujours gravée dans mon cœur. Le suffrage du peuple m'a

(1) Cf. M. Lacépède qui fit son rapport au sénat pour la prorogation temporaire. Le général Desmazes proposa de solliciter la nomination à vie. Gual, Lamoignon et quelques autres combattirent tous ces projets. Fargues, que le consul Cambacérès mettait en avant, demanda en vain que l'on délibérât sur l'alternance de la prorogation pour dix ans ou de la nomination à vie. Le président Tronchet fit bon et posa la question de priorité ; elle fut accordée à la prorogation, qui fut ensuite adoptée à la ma-

jorité de soixante voix contre une, c'était celle de Lamoignon. Tronchet n'était ni républicain, ni courtisan. Il prétendait la monarchie ; mais tout en admirant Bonaparte il le redoutait. Il avait dit dans des réunions de sénateurs : « C'est un jeune homme, il commence comme César et finira comme lui. Je lui entends dire trop souvent qu'il montera à cheval et qu'il urera l'épée. »

(Mémoires d'un conseiller d'État.)

investi de la suprême magistrature. Je ne me croirais pas assuré de sa confiance, si l'acte qui n'y retiendrait n'était encore sanctionné par son suffrage. Dans les trois années qui viennent de s'écouler, la fortune a souri à la république; mais la fortune est inconstante, et combien d'hommes qu'elle avait comblés de ses faveurs, ont vécu trop de quelques années. L'intérêt de ma gloire et celui de mon bonheur sembleraient avoir marqué le temps de ma vie publique, au moment où la paix du monde est proclamée. Mais la gloire et le bonheur du citoyen doivent se taire, quand l'intérêt de l'État et la bienveillance publique l'appellent. Vous jugez que je dois au peuple un nouveau sacrifice; je le ferai si le vœu du peuple me commande ce que votre suffrage autorise (1). »

Le peuple, toujours le peuple! c'était l'expression de Bonaparte, lorsqu'il était en colère contre les corps de l'État se refusant à ses desseins; il en appelait aux masses des résistances que lui opposait l'esprit méticuleux des assemblées. Si son plan avait échoué dans le sénat, s'il n'avait trouvé qu'un concours modéré à ses projets d'ambition, il savait bien qu'il avait un moyen d'arriver à son but, celui de recourir au mode facile d'un vote national par la signature sur les registres, dont le dépouillement serait dans ses mains. C'est de cette manière qu'on avait agi après le 18 brumaire pour faire adopter la constitution de l'an VIII; les votes recueillis pêle-mêle sans nul moyen de vérification, on avait pu ajouter quelques milliers de voix à chaque scrutin, sans que personne s'en aperçût; pourquoi ne profiterait-on pas de l'enthousiasme public afin d'aller droit à un vote qui pût établir le consul à vie? et ce que le sénat n'avait pas fait, le peuple, autorité souveraine, le ferait tout seul. Le conseil privé qui entourait le premier consul, Lucien, Rogerer, M. de Talleyrand, silencieusement réunis, avaient arrêté, de concert avec le chef militaire de la république, une nouvelle constitution qui brisait une fois encore les bases premières

du pacte de l'an VIII, œuvre conçue de longue date et préparée comme le complément indispensable du 18 brumaire.

On arrêta d'abord que le peuple, par la voie des registres dans chaque municipalité, serait consulté sur la question de savoir si Bonaparte serait consul à vie; sorte de déboire jeté au sénat, car lui n'avait voulu qu'une prolongation décennale de la magistrature, et Bonaparte consultait les masses sur le consulat perpétuel, moquerie de la souveraineté, mais qui n'avait alors rien de grave, l'opinion étant pour le consul, nul n'eût osé lui résister. Quand ce premier point eut été arrêté, il fut généralement reconnu par le conseil privé que la constitution de l'an VIII était imparfaite parce qu'elle ne donnait pas assez de garantie au pouvoir (2); il fallait placer toutes les parties du gouvernement, les assemblées, les corps judiciaires, les élections sous l'épée du consul, le rendre maître du sénat, en déclarant que seul il pouvait le convoquer et qu'il le présiderait à sa convenance; puis il fallait conférer à cette assemblée obéissante, le droit de dissoudre et de dominer toutes les autorités constituées; le sénat pourrait suspendre la constitution, casser les jugements, briser le tribunal et le corps législatif; il devenait la seule, l'unique autorité de la constitution.

L'élément démocratique importunait; réfugié dans les collèges électoraux et dans le tribunal, on résolut d'en modifier le sens; les collèges électoraux seraient formés de membres à vie; il n'y aurait plus de choix, plus d'élections, afin de rendre immobile le mouvement populaire. Le tribunal qui se composait de cent membres, réduit à cinquante, le sénat éliminerait les principaux orateurs de l'opposition, et on agirait sur ce point sans ménagement contre les turbulents et les agitateurs; le consul désignerait de son épée, comme l'avait fait Cromwell au parlement, les brouillons et les parleurs qu'il faudrait expulser des assemblées. Tout serait désormais muet dans la représentation natio-

(1) Les registres secrets du sénat doivent être consultés par tous les historiens qui veulent traiter l'époque du consulat et de l'empire. A la suite de cette réponse, Bonaparte, de sa propre autorité, proclama l'arrêté suivant :

« Les consuls de la république, sur les rapports des ministres, le conseil d'État entendu,

« Vu l'acte du sénat conservateur du 15 de ce mois,

« Le message du premier consul, au sénat conservateur, en date de lendemain 19;

« Considérant que la réinjection du premier consul est un hommage éclatant rendu à la souveraineté du peuple; que le peuple, consulté sur ses plus chers intérêts, se doit connaître d'autres limites que ses intérêts mêmes, arrête ce qui suit :

Article I^{er}. Le peuple français sera consulté sur cette question :

Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie?

Art. 2. Il sera ouvert dans chaque commune des registres, où les

citoyens seront invités à consigner leur vote sur cette question.

Art. 3. Ces registres seront ouverts au secrétariat de toutes les administrations, aux greffes de tous les tribunaux, chez tous les maires et chez tous les notaires.

Art. 4. Le délai pour voter dans chaque département, sera de trois semaines, à compter du jour où cet arrêté sera parvenu à la préfecture, et de sept jours, à compter de celui où l'opposition sera parvenue à chaque commune.

Art. 5. Les ministres sont chargés de l'exécution du présent arrêté, lequel sera inséré au bulletin des lois.

Par le second consul, signé : Cambacérès.

Le secrétaire d'État, signé : H. R. Maret.

(2) Bonaparte disait tout haut :

« C'est bête de nous à fait tout cela, un rêve creux, un homme médiocre. J'ous la fantaisie de vouloir lui laisser organiser le corps législatif; heureusement, je n'occupai davantage du gouvernement. »

nale; les autorités constituées auraient des rapports entre elles, dans les délibérations secrètes, sans qu'il leur fût possible d'agir sur l'opinion publique.

Dans la situation qu'on avait faite au sénat en le plaçant sous la main du premier consul, on pouvait grandir son importance, et comme le conseil privé se rattachait à des idées d'aristocratie, pour que l'établissement monarchique y trouvât appui, après avoir créé la Légion d'honneur, on voulut établir un patriciat fort et indépendant. L'idée d'un puissant sénat à côté de César, devait plaire à Bonaparte, caractère marqué à l'antique. Cet aéropage de vieillards, de patriciens choisis dans l'armée, dans la science, dans le service, répondait encore à tous ceux qui, comme lui, étaient remplis des souvenirs de Rome. Le conseil privé résolut la formation d'un système de sénatoreries et de dotations territoriales, assignées à chacun des membres du sénat; il ne suffisait pas de réunir et de grouper des hommes de célébrité, de science ou de service, le consul pensait qu'il fallait rendre les sénateurs grands propriétaires. Une sénaterie était créée par chaque arrondissement de cour d'appel avec les biens nationaux, d'un revenu de 20,000 francs jusqu'à 25,000; là, le sénateur résiderait au moins trois mois de l'année comme un seigneur dans l'ordre féodal. Avec la marche du temps, ce sénateur serait le véritable lord d'Angleterre, exerçant une puissance morale sur la localité, désignant les membres du corps législatif, le tribunal, les autorités de tout un district comme une grande noblesse reconstituée. Ainsi le monde, depuis l'origine des âges, roule sur les mêmes idées de pouvoir et d'aristocratie; elles n'éprouvent que des transformations (1).

Tous ces projets conçus par Lucien Bonaparte et M. Roderer, se rattachaient essentiellement à la question posée pour la forme devant le peuple : « Bonaparte sera-t-il consul à vie ? » L'édifice avait besoin de cette base, et l'on ne pouvait procéder en grand qu'après avoir fait consacrer cette présidence de la république pour toute l'existence du consul. On faisait partout de la monarchie, le monarque serait bientôt trouvé; ce fut vers ce but que toute l'action du gouvernement se porta; il fallait provoquer des votes spontanés et nombreux dans l'armée, l'administration et les municipalités. Sans doute le mode était facile pour tromper sur les résultats : on pouvait ajouter des chiffres aux cal-

euls, des nombres aux votes réellement donnés; seulement il fallait des formes pour caacher le véritable résultat et accomplir une grande raillerie de la souveraineté du peuple.

L'enthousiasme pour le consul depuis la pacification de l'Europe par la paix d'Amiens devait se développer par une initiative de l'administration, et le conseil privé jugea que, sur ce point, on ne pouvait se fier ni à M. Chaptal, ni à Fouché. M. Chaptal n'était ni assez souple ni assez habile dans l'art d'exciter les entraînements politiques; il s'occupait de l'administration sans avoir jamais la pensée de préparer ces populaires éruptions qui conduisent la marche d'un gouvernement; il administrerait en savant comme dans son cabinet de chambre. Fouché avait de plus actifs moyens dans les mains, disposant de tous les ressorts de la police, vaste réseau qui embrassait la république entière; mais Fouché n'était pas absolument dévoué aux projets de Bonaparte appelant la perpétuité de sa magistrature. L'un des auteurs du 18 brumaire, Fouché, avait voulu néanmoins restreindre ce mouvement dans ses conséquences révolutionnaires de cœur, il n'était point ennemi d'une dictature à la façon des Jacobins; mais il voyait avec inquiétude la tendance du consul vers le vieux régime; selon lui, on traitait la république avec trop de mépris; comme il était instruit de tout, il n'ignorait pas qu'on cherchait même à le remplacer au ministère de la police, parce qu'il était trop jacobin. Roderer s'était déclaré son ennemi.

Or, un des résultats du sénatus-consulte était la création d'un grand juge, ministre de la justice, auquel on devait plus tard attribuer la police. Ce grand juge fut Régnier, avocat, qu'un dévouement aveugle au consul avait placé haut. Un des défauts saillants de Bonaparte était de préférer le dévouement médiocre aux intelligences indépendantes. Fouché se moquait avec mépris de l'incapacité du nouvel élu qu'on allait placer à la police, et dans cette situation d'un esprit opposant, il ne pouvait devenir l'instrument actif d'un enthousiasme saluant le consulat à vie. On dut dès lors concentrer parmi les intimes l'action qui devait agir sur les départements et provoquer les votes des administrés. Berthier, si dévoué au ministère de la guerre, préparerait l'assentiment de l'armée; il en était de même de Decrès pour la marine; les matelots salueraient Bonaparte consul à vie, avec le même entraînement

(1) Le sénat adopté hier 14 nivôse (4 janvier 1803), le sénatus-consulte qui lui a été présenté le 9 nivôse au nom du gouvernement, par les conseillers d'Etat Regnaud de Saint-Jean d'Angely et Portalis. Il y aura par tribunal d'appel une sénaterie dotée d'une maison et d'un revenu annuel de 20 à 25,000 fr. Les sénateries seront possédées à vie, et les sénateurs qui en auront obtenu, y résideront au moins trois mois par an. Elles

seront conférées par le consul sur une triple présentation du conseil. Il sera affecté au sénat, pour son traitement, quatre millions à prendre sur le produit des forêts, et en outre un million de biens nationaux dans les départements réunis du Rhin et du Piémont. Le sénat aura un chancelier, un trésorier et deux préteurs, chargés de l'administration de ses biens, et de toutes les affaires de sa police. Une garde d'honneur lui sera spécialement attachée.

qu'ils mirent plus tard à le proclamer empereur.

Il ne restait donc plus que les préfetures dont on devait stimuler le zèle; ce fut l'œuvre de Lucien et de Roderer (1). Des circulaires partirent à l'insu du ministre Chaptal; M. Roderer, en sa qualité de président de la section de l'intérieur au conseil d'État, s'adressa directement aux préfets dans des lettres confidentielles rédigées sous l'impression de certaines idées d'hérédité, progrès naturel dans le système des amis du premier consul. Les préfets habituellement en correspondance avec M. Chaptal, fort surpris de ces circulaires, demandèrent des explications au ministre comme lors de la publication du livre de Lucien sur le parallèle entre Cromwell, Monk et Bonaparte : ces circulaires étaient-elles des consultations pour essayer la monarchie? Quelques-uns s'adressèrent également à Fouché, car les préfetures avaient été confiées, en majorité, aux Jacobins ralliés. Fouché et Chaptal portèrent, pour la forme, des plaintes au consul sur les envahissements du conseil intime, et sur la domination des hommes du palais; Bonaparte dit tout d'abord, accusa l'esprit d'un faux zèle, puis ses amis insinuèrent que, comme il s'agissait d'une question de gouvernement, on avait pu faire rédiger par le cabinet intime des actes qui se rattachaient essentiellement à la force du pouvoir. On se contenta de rassurer les deux ministres sur leur position; tout ce qui était dans l'ordre administratif leur serait soumis; seulement le consul voulait se réserver ce qui se rattachait à la sanction de son autorité par le peuple; quant aux brochures et aux pamphlets

pour l'hérédité, Bonaparte répétait : « Ce sont des sottises. »

En conséquence de cette initiative, le consul fit rédiger définitivement d'une manière nette et précise le sénatus-consulte dont on s'est déjà les bases. Après les présentations prises on était sûr d'avoir un certain assentiment par des votes qui ne seraient ni comptés, ni vérifiés; on n'avait qu'à donner, au dépouillement du scrutin, l'impulsion convenue, et partir de cette base pour agir fortement auprès du conseil d'État et du sénat : l'un chargé de la rédaction officielle de tous les actes du gouvernement, l'autre appelé à sanctionner par son vote la nouvelle constitution. Pour le conseil d'État, Bonaparte agit presque sans façon; il ne présents pas le nouveau projet article par article; il fut lu en masse et imprimé déjà comme s'il ne s'agissait que d'une affaire de forme et de quelques discussions de mots : aucun des principes ne fut mis en question; les conseillers d'État, sans exprimer leurs idées politiques, durent prendre le projet comme une chose arrêtée, qu'il ne fallait plus que corriger comme rédaction. Ainsi le consul, tranchant sur toute chose, sembla dire : « Voilà mon œuvre, que nul n'y touche, la pointe de mon épée l'a tracée, j'ai besoin de bras pour l'exécution, mais je repousse toutes ces discussions inutiles qui en détruiraient la pensée intime. » Le conseil privé agit de même à l'égard du sénat; le projet y fut porté tout rédigé, et les patriciens n'eurent qu'à recevoir de leurs signatures, et à sanctionner, par un scrutin, l'acte que le consul leur proposait (2).

(1) Roderer, conseiller d'État, chargé de l'instruction publique, écrivait aux préfets, en apparence de son chef, mais probablement d'après l'avis du premier consul, des circulaires qui donnaient lieu à toutes sortes de commentaires et qui répandaient l'inquiétude dans les départements. On disait à Paris qu'il provoquait des votes pour l'hérédité. Dans le fait, par une circulaire du 24 Brumaire, il avait excité simplement le zèle des préfets pour recueillir le plus grand nombre de suffrages possible sur le consulat à vie. La reconnaissance et l'attachement au gouvernement, le désir de sa stabilité, sont, disait-il, les sentiments que se partagent les cœurs français.

« Plus de vingt préfets écrivirent au ministre de l'intérieur, Chaptal, en le priant de ce qu'il en avait pensé, de ces circulaires dans le public, malgré le secret recommandé, causant beaucoup d'inquiétudes et faisant craindre de grands changements. Chaptal, qui regardait les circulaires comme un empiétement sur son ministère, et qui paraissait être contre les projets de stabilité, même du consulat à vie, s'en plaignit au premier consul qui soutint n'avoir point autorisé Roderer à écrire, et en joint la démission. Chaptal dit à ses amis : Ces gens-là ne savent ce qu'ils veulent, ils vont toujours de l'avant pour rétablir l'ancien régime, sans se préoccuper des conséquences. Malheureusement ils nous entraînent avec eux dans leur perte. » Il désignait aussi, avec Roderer, Bessol, préfet de Douai, qui poussait aussi à l'hérédité et que Lucien poussait au ministère de l'intérieur. Outre les adresses sur le consulat à vie dans lesquelles on réclamait des mesures encore plus décisives, la France était inondée de pamphlets où l'on émettait hautement

le même vœu. Quand on en parlait au premier consul, il répondait que c'était des sottises.

« On avait à cœur de savoir positivement ce que pensaient les lettres de Roderer » on ne demandait confidentiellement des copies à Laperon, gendre de la Vienne, et à Boulet-Pontécoulant, préfet de la Dyle. Ces deux préfets envoyèrent copie des circulaires. Boulet-Pontécoulant madré : « Que sans le sénateur Lecoulange, qui avait passé vingt-quatre heures à Bruxelles, il n'aurait pas su ce qu'on voulait dire la circulaire du 15 prairial, et qu'en outre très-certainement il ne savait pas tout; qu'il détestait les ambitieux et qu'il n'aimait pas les novateurs. » Laperon écrivait : « Qu'on avait reçu récemment de détails à l'hérédité, excepté sous enveloppe plusieurs imprimés où on la demandait probablement en valant sur le consulat à vie. »

(Sous-entendu d'un conseiller d'État.)

(2) Bonaparte cherchait à gagner un à un tous les conseillers d'État; voici une conversation authentique avec l'un d'eux.

« Eh bien! qu'est-ce qu'il y a de nouveau à Paris? — Rien que vous ne sachiez. — Qu'est-ce qu'en dit? — On parle beaucoup du sénatus-consulte. — Ah! ah!... Eh bien? — Chacun en parle suivant qu'il est affecté, les uns pour, les autres contre. — Et vous, qu'en pensez-vous? — Mais tout est dit, c'est un procès jugé. — Et perds, c'est-ce pas? — Il se voit est pas difficile de me deviner. — Je ne vous en veux pas pour cela, je sais que vous êtes un bonhomme honnête. Mais, mon cher, vous vous gaudirez de vos rêves. — Nous ne pouvons pas aller comme cela. La France n'en sera pas moins libre. Elle sera la première puis-

Cet acte, changement éternel dans la constitution du 18 brumaire, en modifiait toutes les parties. C'était une œuvre nouvelle. A côté du consulat à vie reconnu et sanctionné par un simulacre de votes populaires, et une souveraineté idéale, il y eut un sénat qui désormais ne pouvait se mouvoir que sur la convocation du premier consul. Ce sénat, composé d'esprits fatigués, de vétérans de toutes les branches d'administration, réunissait tous les pouvoirs afin de dominer toutes les institutions; il changeait et modifiait à son gré la constitution politique sans qu'il fût besoin de recourir aux assemblées primaires. Toute la justice était dans les mains d'un grand juge, l'homme du gouvernement; l'opposition s'éteignait avec l'élimination du tribunal (1); le corps législatif était réduit aux votes financiers; le conseil d'État, aussi fortement retenu sous la main du consul que le sénat, ne devenait plus qu'une assemblée de rédaction. Enfin les collèges électoraux immobiles, présentaient les candidats à un sénat immobile aussi, que l'on grandissait par l'établissement des sénatoreries (2) offertes comme récompense aux membres les plus zélés du patriciat.

Qui ne voyait à travers tous ces actes l'établissement d'un système monarchique complet? Que fallait-il pour achever l'édifice? Quelle pierre manquait à la base de ce vaste ensemble de pouvoir absolu et d'aristocratie essayée, et quel emblème, si ce n'est la pourpre impériale, devait couronner ce blason? Bonaparte prépare de longue main les choses avant d'employer les mots; il restaure le système monarchique avant de se poser comme un monarque; il devient le chef inamovible de l'État avant d'en être le prince; il s'empare de tous les pouvoirs avant de faire rayonner son front le titre d'empereur que le sénat lui donne, et que plus tard le sénat brisera dans les jours de mal-

heur. Ce fut une faute que de placer tous les pouvoirs dans cette assemblée; et puis, quand on l'eut bien grandi, ce fut une faute encore de la traîner en esclave derrière le char impérial. Les corps qu'on a ainsi abaissés s'en vengent tôt ou tard; ils se souviennent des humiliations reçues, de la popularité qu'on leur a enlevée; alors ils courent en fous, pour la reconquérir, et ils se vengent en débaillant la main qui les a trop méconnus. Après avoir subi des abaissements, ils font de l'ingratitude! Celui qu'ils exaltaient comme un Dieu, ils le renversent comme un tyran!

CHAPITRE LIX.

LES BOURBONS EN EXIL.

Louis XVIII à Mittau. — Madame Royale. — Son mariage avec le duc d'Angoulême. — Brusque changement de Paul I^{er}. — Exil du roi prussien. — Arrivée à Yarusvie. — Opinion de Louis XVIII sur Bonaparte. — Négociations du conseil auprès du prétendant pour l'abdication. — Intermédiaire de la Prusse. — Destruction du cabinet de Berlin au président de Meyer. — Réponse de Louis XVIII. — Premiers effets de l'arrestation d'Alexandre. — Le comte d'Artois à Londres. — Le duc de Berry. — Les aides de camp émigrés. — La branche d'Orléans. — Protestation commune. — Le prince de Condé. — Le duc d'Enghien. — Dissolution des corps émigrés.

1800 — 1803.

Le premier consul reconstituait la société par une volonté forte et des services éminents; la fortune

sance. — Croyez-vous que le sénatus-consulte et un vote du peuple soient de bien fortes garanties, et que vous n'ayez pas cessé de le consulter sans cela? — Je sais bien que c'est une faible garantie dans l'intérieur, mais c'est une bonne chose pour l'extérieur. Je suis sûr que moi-même au niveau des autres souverains; car, au bout du compte, ils ne sont aussi que quelque chose à vie. Nos et leurs ministres ne respectent davantage. Il ne faut pas que l'autorité d'un homme qui mène toutes les affaires de l'Europe soit précaire, ou du moins le paraître. — L'opinion de l'étranger est bien moins importante que celle de la France. — Excepté quelques insensés qui ne veulent que le désordre, et quelques honnêtes gens qui rêvent la république de Sparte, la France veut de la stabilité et de la force dans le gouvernement.

(1) Les principaux membres éliminés par renouvellement du cinquième du tribunal furent : Chéver, Oudon, Benjamin Constant, Thibaut, Delfaut, Isnard, Chazai, Gouth et Mullin-Gard, etc. On remarquait, parmi les nouveaux élus, Lucien Bonaparte et Baro.

Le tribunal décimé n'en fit pas moins son adresse de félicitations à Bonaparte :

Le 17 Brumaire, M. Siméon, à la tête de la députations du tribunal, s'exprima en ces termes :

« J'ai vu les félicitations du tribunal s'adresser à vous, et j'ai vu les félicitations du tribunal s'adresser à vous. Ce n'est pas une victoire brillante, mais sanglante et sanglante de laurier : ce sont les fruits d'une guerre glorieuse, admettez et mérités par la paix. A côté du magnétique tableau que les événements du gouvernement nous présentent hier de la situation où cette paix met l'Europe, nous pouvons placer celui de l'intérieur de la France, et nous pouvons la comparer au passé, si riche des méditations du présent, si heureux des espérances et des sages de l'avenir. »

(2) En même temps la hiérarchie se formule, car on trouve la note suivante dans l'*Annuaire national de la France* de l'an XI. « En écrivant au premier consul, président de la république Italienne, on dit : *Citoyen premier consul président*. En lui adressant la parole on dit : *Citoyen premier consul*; c'est là son seul titre. On écrit et on dit au second ou au troisième consul : *Citoyen consul*. En adressant la parole au sénat, au corps législatif, au tribunal, aux conseillers d'État, on s'adresse au gouvernement, en se sert de ces mots : *Citoyens sénateurs, citoyens*

souriait à tous ses desseins, les cœurs et les volontés venaient à lui pour le seconder dans ses œuvres. Tout s'épanouissait sur son front radieux ; son ambition satisfaite avait voulu le pouvoir large et fort, elle l'obtenait ; Bonaparte avait fixé la victoire capricieuse sous ses drapeaux, les partis frémuaient encore, mais ils étaient vains ; la société reconnaissante saluait le pacificateur du monde. A ce moment où sa fortune était si haute, quand la destinée du consul entraînait à l'empire, me sera-t-il permis de suivre les traces d'une famille infortunée qui comptait pour son chef Henri IV, et pour son aïeul Louis XIV ? Quand il y a tant de joie aux Tuileries, tant de fêtes, tant de jeunesse et de vie, pourquoi ne chercherions-nous pas à nous retremper à ce spectacle de décadence ? A côté des temples grandioses où brillent le marbre et l'or, qui n'aime aussi les vieilles ruines ? Quand la fortune prend un homme et le pousse devant elle, il y a peut-être une forte étude à voir comment le malheur vient donner des leçons à des races entières. La grande épopée de l'empire eut aussi ses périodes de douleurs ; Bonaparte eut ses jours d'exil et les émotions poignantes de la terre étrangère : loi fatale du talion que Dieu jette souvent aux puissants de la terre ! Il faut donc visiter d'autres exils et d'autres malheurs ; je vais dire une

histoire triste mais grandiose encore ; et quand une dynastie s'élève, je ne puis me défendre de raconter les infortunes de la dynastie qui tombe.

Le chef de la famille des Bourbons, Louis XVIII, après des épreuves infinies, put reposer sa tête à Mittau, dans la Courlande, sous la protection généreuse de Paul I^{er} ; tout était à la guerre alors, et une coalition formidable se formait contre la France (1). Dans ce mouvement européen, Louis XVIII fut reconnu roi, Paul reçut ses ambassadeurs, et Suwarow, à son passage à Mittau, allant rendre hommage au roi de France, dans l'exil, lui offrit son épée pour le service de sa couronne. Louis XVIII, prince si réfléchi, accueillit en monarque grave et sérieux ce dévouement chevaleresque ; il réunissait alors autour de lui sa petite cour, car il vivait en roi ; nul ne portait plus haut le sentiment de la royauté. Parmi les gentilshommes fidèles aux jours de malheur, étaient le duc d'Avargny, dont l'amitié était si vive, si profonde, le compagnon de sa fuite, celui auquel Louis XVIII adressa son journal de confiance ; les ducs d'Aumont et de Fleury, le duc de Guiche, de la famille de Noailles, capitaine des gardes ; le comte de Cossé, de la maison des Brissac, commandant les cent-suisses (2) ; le marquis de Jaucourt, caractère sérieux, alors en rapport avec M. de Talleyrand lui-même (3). Louis XVIII (4),

législateurs, citoyens tribuns, citoyens conseillers d'Etat. Lorsqu'on parle à un sénateur, conseiller d'Etat, tribun, législateur, on se sert indifféremment du mot de citoyen ou de monsieur. On donne aux ministres, dans les lettres et notes officielles, le titre de citoyens. On écrit aussi dans les états des notes et lettres : Citoyen, votre excellence. Dans les relations privées on se sert indifféremment à leur égard des mots citoyen ou monsieur. On emploie indifféremment dans la société, à l'égard de tous les citoyens, la qualification de citoyen ou celle de monsieur.

(1) Voir chap. 14 de cet ouvrage, p. 96.

(2) C'est comme héritier des Cossé que le duc de Nemours possédait cette charge sous la restauration.

(3) M. de Jaucourt joua un grand rôle dans la restauration de 1814.

(4) Aucun document ne montre mieux que la lettre suivante de Louis XVIII ses idées sur la révolution française.

Lettre de Louis XVIII adressée à M. le duc d'Harcourt, son ambassadeur à Londres, en date du 27 juin 1790.

« Vous êtes, M. le duc, au milieu d'une nation hospitalière, qui s'accroît avec humanité tous les malheureux Français que le crime avait bannis de leur patrie. Le nombre en est si grand ! mais, parmi ces fugitifs intéressants, il peut s'en trouver qui ne soient pas sans reproches par leurs projets de vengeance. La persécution et les malheurs ont aigri leurs esprits, mais l'espérance, au les rassurant, a dû les calmer, et celui qui avait abandonné sa patrie pour le rétablissement du parti social et pour éviter la mort doit s'efforcer, se taire, et pardonner en prenant pour modèle son roi, et pour exemple, les princes de son sang qui ont éprouvé les mêmes irritations. Vous devez connaître mes intentions aux Français de toutes les classes, qui habitent le même royaume et la même ville que vous. Je saurai récompenser ceux d'entre eux qui auront mérité un mépris ou un mépris, et ma confiance par leur conduite altérée, dégarée de toute espèce de vengeance ou de vocation ; mais je saurai également distinguer les ambitieux, les turbulents,

apprécier leur valeur et les contenir par la loi dans les bornes du devoir et de la nécessité. Je vous pardonne. Vous êtes du dehors et du dedans suront une égale part à mon affection paternelle ; et certes, il en est dans cette dernière classe dont j'aimerais à faire un des appuis de mon trône. Leur valeur guerrière... ah ! elle m'a fait verser bien des larmes de douleur et d'admiration ! Toutes mes pensées se fixaient alors sur l'équilibre de mon peuple, sur l'audace et les crimes des corrupteurs et des tyrans. Je finissais par comprendre, ou plutôt par espérer que les effets et l'empire du crime auraient leur terme, puisque les grands criminels éprouvaient chaque jour la juste punition de leurs forfaits.

« Un objet intéressant anime mes sollicitudes et afflige ma sensibilité ; c'est celui des sécurités pécuniaires que je commettent dans les provinces de l'Ouest et du Midi. Non-seulement je désapprouve tous ceux qui ne s'occupent pas dans l'armée royale, pour y combattre sous les drapeaux de l'honneur, et qui osent commettre des brigandages en mon nom ; mais je ne puis voir dans ces attentats trop multipliés qu'une manœuvre odieuse de quelques scélérats, pour fournir aux usurpateurs de mes droits un prétexte toujours renouvelé de commettre mes intentions et mes projets de clémence. Grand Dieu ! qui puis-je espérer de mes vœux paternels et bienfaisants pour tous, à quelques bords de brigandage se permettent de commettre le crime, et de le faire commettre au nom de roi légitime ? Vous savez, M. le duc, quels sont mes projets pour les provinces où j'ai reconnu mes plus fidèles sujets. Vous savez que j'ai cherché à y former une armée redoutable qui recouvrât bientôt de palissades accours ; c'est moins pour les conquérir que pour y éviter de nouvelles effusions de sang, et mettre de toute part la faction de la France hors d'état de nuire à la masse de mes sujets, soit dans leurs personnes, soit dans leurs propriétés. Ainsi donc, je vous ordonne de faire prévenir les chefs qui peuvent être à leurs postes, que chacun, dans sa division, demeure responsable du crime d'assassinat qui pourrait être commis dans la suite.

« Obligé de recréer la grande machine du gouvernement

pauvre prince sans armée, avait néanmoins un ministre de la guerre, le comte de La Chapelle; le duc de Villequier était son premier gentilhomme de la chambre; autour du roi se groupaient les Sourdis, les d'Agoult, les Montagne, de grande noblesse; puis deux maîtres des requêtes pour l'expédition des affaires, MM. de Guillemi et Courvoisier, esprits calmes et sérieux qui voyaient la fin de la grande ère européenne dans une transaction constitutionnelle, comme l'agence royaliste de Paris, sous la présidence de MM. Royer-Collard et Becquey.

Ainsi vivait à Mittau la petite cour exilée, correspondant avec les royalistes par des agents sûrs et dévoués. Louis XVIII avait un indicible entraînement pour diriger le mouvement à l'intérieur; il voulait finir la révolution française par une transaction d'intérêt et de droits, différant en cela de M. le comte d'Artois, qui penchait pour un soulèvement de guerre civile dans la Bretagne et dans la Vendée. On se rappelle que Louis XVIII avait négocié avec tous les pouvoirs qui s'étaient succédé en France, sans se faire de petits scrupules, sans se créer des répugnances. Paul I^{er}, dans ses moments d'enthousiasme et de restauration, accordait à Louis XVIII une annuité de 100,000 roubles, et Charles IV, roi d'Espagne, ajoutait quelques dons pour la branche aînée de sa maison à qui son aïeul devait le trône; mais Charles IV, alors, s'abaissait devant le Directoire et Bonaparte.

La petite cour, heureuse à Mittau, venait d'accueillir la fille de Louis XVI (1), Madame Royale qui, après un long séjour à Vienne, était venue se réunir à son oncle. Jeune femme forte, fière, elle avait résisté à tous les projets de l'Autriche pour son union avec le prince Charles; on la vit

français, auquel ma croûte destinée m'appelle, dans quelles circonstances je mets la main à cet ouvrage! Un peuple épuisé, fatigué, abîmé de tous les forfaits des vils usurpateurs qui se sont succédé avec la rapidité du vautour, aura besoin de recevoir à l'instant des soulagements; et c'est sur ce point que toutes mes affections me fixent.

« Je suis le premier et presque le seul auteur de la proclamation qui va être adressée aux Français au moment de ma rentrée dans mon royaume; c'est mon cœur qui l'a dictée; mon conseil, d'ailleurs tout à moi, n'a fait qu'écarter sa marche. Une amnistie générale et sans restriction en fera le premier article, et tous les autres seront exclusivement rapprochés des désirs du peuple, du soulagement de ses maux, de leur terme, de ses droits civils et politiques; en un mot, leur roi ne négliera rien pour convaincre les Français, que, s'il désire d'arracher le trône de ses pères à ses cruels tyrans, il veut plus encore reconquérir leur affection et régner sur leurs cœurs.

« Signé : Louis. »

(1) Les voitures étant près de se rencontrer, Madame commande d'arrêter, et descend rapidement. On essaye de la soutenir; mais, d'échappant avec une vitesse lacryable, elle s'élance vers le roi, qui les bras étendus, accourait de son côté pour la serrer contre son cœur. Le monarque ne put empêcher la princesse de se jeter à ses pieds : « Je vous revoie enfin ! s'écria-t-elle,

repousser une pensée d'alliance de famille qui aurait préparé le démembrement de la France par la cession de l'Alsace et de la Lorraine, que la race des Bourbons considérait comme le patrimoine national; Madame insista pour rejoindre Louis XVIII, et invoquant les dernières volontés de son père, elle déclara que sa main était promise au duc d'Angoulême son cousin, comme un vœu du mourant sur l'échafaud. Madame Royale, alors à 21 ans, portait sur sa physionomie les traits fortement empreints de Bourbon et Lorraine, mélange des deux blasons réunis par le mariage de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Le malheur, en secouant bien jeune cette existence, lui avait imprimé quelque chose de mâle, de vigoureux; on ne trouvait rien de la jeune fille dans cette âme ulcérée. Elle accomplit le vœu de son père en pressant la main du jeune duc d'Angoulême; et, suivant la méthode naïve de l'Allemagne, le mariage d'un petit-fils de Louis XIV et de la petite-fille de Marie-Thérèse se fit sous un bosquet de lis, de roses et de lilas, dans la campagne de Mittau, en Courlande, avec plus de bonheur peut-être que dans la chapelle de Versailles. Le cardinal de Montmorency, grand aumônier de la cour exilée, bénit cette union, et l'acte en fut déposé aux archives du sénat à Saint-Petersbourg (2).

Paul I^{er} s'engageait chaque jour dans les voies d'une restauration, et la campagne de Sarawow, en Italie, avait pour base surtout le rétablissement de l'ancien ordre de choses en Europe : on devait restaurer les Bourbons de Naples, les Carignan du Piémont et l'antique maison de France; Paul alla jusqu'à se déclarer lui-même grand maître de l'ordre de Malte; on s'explique donc comment tout le parti des Bourbons s'était mis en mouvement au bruit de

Je suis heureuse... voilà votre enfant... veillez sur moi... soignez mon père » (Journal de Louis XVIII.)

(2) Voici comment Louis XVIII annonçait le mariage de sa fille au prince de Condé :

« Enfin, mon cher cousin, un de mes vœux les plus ardents est accompli, mes enfants sont unis. Je retrouve dans ma fille, avec ce attendrissant plus facile à sentir qu'à exprimer, les traits réunis des infortunés auteurs de ses jours. Cette ressemblance si douce et si déchirante à la fois, me la rend plus chère, et doit redoubler l'intérêt qu'elle mérite si bien par elle-même d'inspirer à tout bon Français. Le mariage a été célébré ce matin; je m'empresse de vous l'apprendre, bien sûr que vous partagerez ma joie... »

Le prince de Condé repart, sous les murs de Prague et pendant sa longue route à travers la Moravie et la Bohême, cette lettre du roi. Il fit mettre à l'ordre du jour le passage suivant :

« Annoncez cette heureuse nouvelle à l'armée; elle ne peut paraître que de bon augure à vos braves compagnons, au moment où ils vont rentrer sur vos traces dans la carrière qu'ils ont si glorieusement parcourue. Ajoutez-leur de ma part que j'ai commencé à retrouver le bonheur, mais qu'il ne sera complet pour moi que le jour où je pourrai me trouver parmi eux au poste où l'honneur m'appelle. Signé : Louis. »

cette campagne; la Vendée, la Bretagne, le Midi tout entier; on comptait sur un plein succès pour préparer le retour de la vieille dynastie. La fortune en décida autrement; le 18 brumaire changea les destinées de la France, et à plusieurs reprises Louis XVIII voulut négocier, par ses agences, avec le général Bonaparte qu'il n'avait jamais confondu avec les gouvernements républicains.

Ainsi se passèrent deux ans à Mittau, lorsqu'un changement brusque, inexplicable, se manifestant dans l'esprit de Paul I^{er}, bouleversa toute la situation des royalistes. Les relations du czar avec Bonaparte devinrent ardentes et passionnées jusqu'à Penthouseisme; Paul I^{er} s'était épris du consul à ce point que, passant rapidement pour lui complotaire de la protection généreuse qu'il accordait aux Bourbons à une persécution odieuse, il força sur-le-champ Louis XVIII à quitter Mittau (1), avec la même brutalité que s'il imposait à un boyard l'exil en Sibérie. Des rapports venus de la police de Paris avaient signalé à Paul I^{er} les intimités des royalistes avec le czarowitz Alexandre, et cette circonstance déterminait l'ordre d'exil donné en termes colères et irrités. L'ukase arriva au milieu de l'hiver, le 21 janvier, date funèbre pour la maison de Bourbon, jour de sanglante mémoire! Il fallut donc que la cour exilée quittât Mittau sur des routes couvertes de glaces, par un froil de dix-

huit degrés; le roi de France dut chercher un asile pour garantir sa tête déjà blanchie avant l'âge. L'ordre bizarre de Paul I^{er} était précis; nul ne devait donner asile à Louis XVIII; le roi subit tout avec une résignation stoïque; nulle plainte ne sortit de sa bouche. Le cortège de deux voitures roulait silencieusement; on se dirigea vers la frontière de Prusse; de droite et de gauche étaient les vastes marais glacés de la Courlande; des forêts de sapins violemment agités par les vents du nord et la neige battante. Là, voyez-vous un vieillard et une jeune femme sur ces routes sauvages et sans asile, avec quelques vieux serviteurs qui suivaient la triste destinée d'un roi de France (2)? Le soir on couchait dans de mauvaises auberges, car le séjour des villes était interdit par les ukases; quand on eut fait quelques lieues dans les terres, des gentilshommes courlandais bravaient la défense de Paul, et la famille des Bourbons, ce type de la gentilhommerie d'Europe, fut accueillie avec une hospitalité chevaleresque dans les vieilles châtellenies, devoir du foyer dans la féodalité; le vin devait pétiller dans les coupes quand un seigneur proscrit cherchait asile de manoirs en manoirs.

On atteignit la frontière prussienne, et avant de la franchir, la duchesse d'Angoulême qui venait d'engager ses diamants à Mémel (3), écrivit à la reine

(1) « Les précédents de czar étaient si étranges envers le roi et sa fille adoptive, que les illustres voyageurs s'attendaient à quelque nouvelle entreprise, à quelque scène fâcheuse à la frontière. Par précaution, Madame cassa sous ses vêtements les poignards du roi les plus précieuses. Mais rien ne fut tenté au contraire, la garde russe prit les armes, et rendit à Louis XVIII, errant et fugitif, les honneurs dus à la majesté royale. Après cinq journées de fatigues, de privations et de souffrances, le roi arriva, le 27 janvier, à Mémel dans les États prussiens, et prit aussitôt l'innocence la plus sévère, sous le nom de comte de Lillie, et Madame, sous celui de la marquise de la Kellerny.»

Voici la lettre que le roi écrivit à ses gardes du corps en quittant Mittau: « Une des peines les plus sensibles que j'éprouve au moment de mon départ, c'est de me séparer de mes chers et respectables gardes du corps. Je n'ai pas besoin de leur recommander de conserver une fidélité gravée dans leurs cœurs, et si bien prouvée par toute leur conduite. Mais que la juste douleur dont nous sommes pénétrés ne leur fasse jamais oublier ce qu'ils doivent au monarque qui me donna en salut, qui forma l'union de mes enfants et dont les bienfaits assurent mon existence et celle de mes fidèles serviteurs.

« Signé : Louis. »

(2) « La troisième journée fut désolante. Une horrible tempête s'éleva pendant laquelle était en route; des tourbillons de neige aveuglaient les conducteurs des équipages, et effrayaient les chevaux. Le roi de France et son auguste épouse se virent forcés de faire une partie de la route à pied, avec les personnes de leur suite, par le froid le plus âpre, se frayant un chemin dans dix pouces de neige. Louis XVIII et Madame, dans cette rude épreuve, ne perdirent rien de leur sérénité; ni la rigueur de la saison, ni les glaces les plus affreuses, ni l'ignorance du lieu où ils pourraient reposer leur tête, rien n'altéra leur douceur et leur confiance héroïques. » (Journal de la marche de Louis XVIII.)

(3) « Madame mit ses propres diamants en gage. Ils furent dé-

posés chez M. Lonran Lorek, consul de Danemark à Mémel, qui fit prêter dessus la somme de 2,000 ducats. Madame la duchesse de Saxe fit cette opération par ordre de S. A. R. sans l'autorisation qu'elle en reçut, Madame s'exprimait en ces termes: « Pour, dans notre extrême détresse, servir à mon mari, à ses fidèles serviteurs et à moi-même. » Ce fut à cette occasion que le comte d'Artois, l'un du roi, dit au vicomte d'Ardenne: « Voilà la quatrième fois que nous sommes à n'avoir pas de quoi vivre pour deux mois; la Providence est venue à notre secours, et j'y ai la même confiance pour l'avenir; elle nous abandonnera pas notre maître et son admirable épouse. » (Journal du voyage de Louis XVIII.)

J'aimé à suivre les débris de l'armée de Condé; il y a ici de la chevalerie :

Extrait d'une lettre d'un officier du corps de Condé.

« J'en ai avec moi sans doute l'espionnage de Mittau du roi et de tout ce qui l'entourait. Il y avait alors deux mois d'attente de ses gardes du corps arrivés. Madame la duchesse fut réduite à mettre ses bijoux en gage pour les faire partir. Nous apprîmes cette nouvelle au moment où, par les bontés de M. le duc de Berry, on venait d'accorder aux individus le prix de la vente de nos chevaux. Chacun des escadrons se offrit aussitôt le montant pour aller au secours des malheureux. Le prince n'en a voulu prendre qu'une partie, et l'a fait partir pour Hambourg. Voici l'arrêté du conseil d'administration et la réponse du prince :

Du 24 mars.

« Le régiment noble à cheval d'Angoulême, ayant appelé Fernand dans lequel se trouvent à Hambourg MM. les gardes du corps qui ont servi en Russie auprès de S. M. T. C., réclame en sa faveur les droits de l'impôt pour les prier d'accepter une somme que LL. AA. RR. ont daigné laisser à leur disposition.

« Sans cette confiance, le conseil d'administration supplie monseigneur le duc de Berry, qui commande seul le corps en ce

de Prusse pour solliciter un asile. La fille de Marie-Antoinette, mécontente du cabinet de Vienne, implorait la pitié d'une femme généreuse plutôt que de s'adresser à une cour qui voulait réparer les pertes de la paix de Lunéville en reprenant les anciennes conquêtes faites par la monarchie des Bourbons sur la maison de Lorraine. Ce fut une sérieuse délibération à Berlin que de savoir si Louis XVIII serait accueilli sur le territoire; les rapports entre la cour de Prusse et le premier consul étaient si intimes, on avait tant de motifs pour ménager Bonaparte! L'arrivée de Louis XVIII fut considérée comme un embarras pour le cabinet; qu'allait-on faire de ce prince? Si on refusait de l'accueillir, on se donnait une situation odieuse en Europe aux yeux de la noblesse; on ne respectait ni le malheur, ni le caractère royal dont la famille des Bourbons était revêtue; si on l'accueillait avec empressement, n'avait-on pas à craindre de blesser profondément un esprit irascible, impétueux comme celui du premier consul?

On prit donc une double mesure; la reine de Prusse écrivit directement à la duchesse d'Angoulême : « Qu'elle pouvait, elle et son oncle, habiter librement Varsovie, alors dépendant de la Prusse. En lui offrant cet asile de l'hospitalité allemande, les circonstances diplomatiques ne permettaient pas que Louis XVIII y fût reçu en roi, ou même qu'il y montrât un appareil de monarque; le prétendant serait accueilli à Varsovie dans le plus strict incognito, sous un nom et un titre qui pussent déguiser son origine royale : le comte de Lille, par exemple; la duchesse d'Angoulême prendrait elle-même un titre : la comtesse de la Meilleraye (1); aucun honneur ne leur serait rendu; on ne leur accorderait que les égards dus au malheur. » Le même jour le comte de Haugwitz se hâta d'écrire à M. de Talleyrand pour justifier la position de la Prusse : « Les circonstances avaient forcé son gouvernement d'accueillir le comte de Lille, afin de ne pas trop aigrir la noblesse prussienne, toujours disposée à soutenir les princes malheureux. Il demandait les volontés de Bonaparte et les instructions du ministre pour savoir quelle conduite il fallait tenir à l'égard de la

maison de Bourbon. M. de Talleyrand répondit : « Pourvu que le cabinet de Berlin empêche toute intrigue se liant à l'état des partis en France, on n'a point à s'opposer au séjour du comte de Lille à Varsovie; on s'abandonnait d'ailleurs aux bons rapports de la Prusse pour empêcher tout ce qui pourrait nuire à la paix et à l'ordre dans la république. »

Bonaparte n'était point fâché de l'arrivée du prétendant à Varsovie; en Prusse il était sous sa main; on pouvait négocier avec le comte de Haugwitz certains arrangements nécessaires à l'affermissement de son pouvoir; le consul préférait voir les Bourbons en Allemagne qu'en Angleterre; si le comte de Lille fixait sa résidence à Varsovie, on essaierait des négociations avec lui, pour obtenir une abdication de la couronne de France, et une renonciation complète au trône de la maison de Bourbon. Bonaparte, aspirant à la fondation d'une nouvelle monarchie, voulait prendre le rôle de Charlemagne vis-à-vis des nouveaux Mérovingiens; dès lors il n'était pas inutile que Louis XVIII habitât Varsovie. Le comte de Haugwitz se chargeait d'une mission intime, afin de préparer un résultat favorable aux prétentions du premier consul; Louis XVIII était dans les mains du cabinet prussien, et le cabinet prussien était dans celles de la France, d'où il résultait un enchaînement d'influences susceptibles de préparer les voies à l'abdication; Bonaparte aimait déjà les rois moralement captifs. Le comte de Lille arrivait à propos.

A cet effet, M. de Talleyrand n'hésita pas à ouvrir une négociation directe avec le comte de Haugwitz, si dévoué à la France; il fit prendre des informations à Varsovie, sur l'homme qui serait le plus propre à ménager un résultat si important; on sut que le président de Meyer, gouverneur civil de la province, avait pleinement conquis la confiance et l'estime des exilés, par l'accueil empressé qu'il leur avait offert. Louis XVIII l'admettait dans son intimité, lui communiquant ses propres affaires; et M. de Meyer, parent du comte de Haugwitz, avait l'honneur de faire la partie du roi, le soir aux réceptions de famille. Dès ce moment on vit que c'était l'homme peut-être le plus propre à mener une né-

meuse, de permettre qu'il leur soit fait envoi de la somme de 25.000 livres de France, couvrant les frais de change, afin que cette somme parvienne complète. »

Ordre du 25 mars 1801.

« Monsieur l'empereur s'empresse de témoigner à son régiment la sensibilité avec laquelle il a reçu l'expression qui vient de lui être présentée par M. le colonel à la tête des députations de chaque escadron, relative au sacrifice de la gratification en faveur des camarades malheureux qui sont privés du moment de la satisfaction de continuer leurs services auprès du roi. Cet état de délicatesse et de générosité, bien digne d'un corps composé comme celui à la tête duquel Monsieur l'empereur se trouve, est bien apprécié et vivement senti. Mais à 2 heures cependant

mettre des bornes à un dévouement aussi louable, s'accepte que 600 louis aillent va employer tous les moyens de faire parvenir cette somme à Hambourg pour y être distribuée selon le vœu du régiment. Signé : Charles Ferdinand. »

(1) « Le roi quitta Königsberg dès qu'il eut l'assurance qu'il serait toléré à Varsovie par le gouvernement prussien, et se dirigea sur Pultusk, puis sur le faubourg de Prag; le 8 mars, le roi passa heureusement à Vienne, couvert d'écarts de gâteaux, et fit son entrée à Varsovie. Le général Keller, qui en était gouverneur, attendait la Rapetée dans la maison Wasilowitch, située au faubourg de Cracovie; maison assez belle, mais point assez vaste. Le roi y établit sa résidence avec une partie des personnes de sa suite. »

gociation à bonne fin, et M. de Talleyrand pressa le cabinet prussien; on devait charger M. de Meyer de certaines ouvertures, pour une abdication de tous les membres de la famille exilée, en commençant par Louis XVIII et M. le duc d'Angoulême. Bonaparte avait le sentiment de la force historique des dynasties; elles ne s'éteignent pas tout d'un coup, leur influence domine souvent un pays. Fouillez l'histoire: les Carolingiens ne tombèrent qu'après une lutte rude et soutenue; le midi même de la Gaule les salua longtemps comme les suzerains légitimes; les Stuarts luttèrent avec la maison régnante pendant un siècle, avant de s'éteindre sous la pourpre romaine; l'Angleterre fut soumise à un régime d'exception pendant tout le XVIII^e siècle, à cause des Stuarts; le sol trembla plus d'une fois sous l'empreinte de leur souvenir.

Le premier consul avait donc compris toute l'utilité d'une renonciation émanée des membres de la vieille dynastie; un pouvait leur offrir de riches indemnités; le royaume d'Étrurie venait d'être fondé en Italie; à Naples on avait restauré les Bourbons; eh bien! une partie du Milanais serait érigée en monarchie au profit des Bourbons de la branche aînée et de leurs descendants; l'Italie et l'Espagne seraient désormais l'apanage de cette race; le ciel doux de l'Italie serait en rapport avec la mollesse de leur caractère; le sentiment religieux et catholique, l'aspect des ruines, le rapprochement de Rome, la capitale des grandes croyances, tout cela restait en harmonie avec l'esprit et la situation de la maison de Bourbon. La république française ou toute autre forme de gouvernement s'établirait

entre le Rhin, les Alpes et les Pyrénées; les Bourbons auraient pour dot l'Espagne et l'Italie; il leur restait encore un assez beau domaine.

Tel était le plan de Bonaparte, et pour le mettre à exécution il accepta avec empressement l'intervention de la Prusse, dont les États servaient de refuge au chef de la maison de Bourbon; cette communication faite au comte de Haugwitz, fut officiellement accueillie avec une bonne volonté marquée de la part du ministre; puis adressée au roi de Prusse, elle dut jeter Frédéric-Guillaume dans une perplexité extrême; la maison de Brandebourg n'aimait pas la maison de Bourbon; il y avait diversité de croyances, et depuis l'alliance de Louis XV et de Marie-Thérèse contre Frédéric, la Prusse avait conservé un certain ressentiment contre les Bourbons. Mais le roi Frédéric-Guillaume avait, par-dessus tout, un esprit de dignité personnelle qui ne lui permettait pas d'abuser des lois de l'hospitalité pour arracher à une famille malheureuse une abdication violente; chef de la noblesse, il ne voulait pas trop profondément blesser la reine Louise, et cette fière baronne allemande, qui déjà prenait en haine le système français. M. de Haugwitz remonta au roi qu'il ne pouvait refuser ses bons offices dans cette question si grave: M. de Talleyrand insista pour qu'une démarche immédiate fût faite auprès de Louis XVIII, et sur ses instances pressantes, M. de Haugwitz rédigea une instruction pour le président de Meyer, document curieux et inédit, qui constate toute l'habileté déployée dans cette affaire, et combien il fallut de dignité personnelle au prétendant pour résister à des tentatives adroitement conduites (1). Ces instructions écrites de la

(1) Copie de cette instruction si curieuse fut envoyée par le cabinet prussien au premier consul, à Paris, afin de constater la bonne harmonie et le dévouement du cabinet prussien. En même temps que le cabinet prussien faisait cette démarche auprès de Louis XVIII, le conseil royal de France, sous M. Boyer-Colliard, le félicitait de sa belle et digne conduite. Voici ce document curieux:

« Sir, votre conseil a reçu la communication qui lui a été faite par ses ordres, des ouvertures du premier consul, et il éprouve le besoin d'exprimer à V. M. l'admiration dont le pèbre une réponse si digne du petit-fils de saint Louis et de Henri IV. Si d'un côté, les serviteurs de V. M. déploient cette faiblesse qui la pousse jusqu'à des retranchements de l'honneur, et qui semble la menacer jusque dans l'indolence de la vie privée, d'un autre côté, leur courage et leurs espérances s'exaltent, lorsqu'ils voient V. M. fidèle à tout de rois ses vœux, fidèle à la France qui redemande en leur à son auguste maison le repos et le bonheur, triompher de la séduction et de la force par l'ascendant de cette magnanimité dont la Providence a doué les cœurs des princes qui sont son ouvrage. C'est cette Providence qui, dans un contraste de situations telles que l'histoire n'en offre pas de semblables, s'est plu à abaisser la toute-puissance devant la vraie grandeur dénuée d'appui; et elle annonce par là que les destinées de V. M. et de sa race ne sont pas encore accomplies; que les vœux qui ont courbé ce héros antique, n'ont point ébranlé ses racines; que le fer qui a mutilé ses rameaux, n'a fait qu'ajou-

ter à la vigueur de sa tige. Ce n'est pas nous qui offrons à V. M. de vaines espérances, fondées sur les troubles du dedans ou du dehors et sur les moyens de les calmer. V. M. sait assez, puisque c'est notre premier titre à sa confiance, que nos vœux ne s'unissent point à l'intervention de la politique étrangère, et que notre caractère, les principes et les devoirs qu'elle-même nous impose, nous désignent également de l'esprit de compassion et de fiction. Mais nous dirons à V. M. que les conseils de la raison s'accordent avec les inspirations de l'honneur; que la prévoyance commande la résolution qu'elle lui est dictée, et que le salut de la France sera le prix de la fermeté avec laquelle V. M. y persévérera. De quels motifs en effet s'a-t-on pu écarter la proposition adressée à V. M.? A-t-on voulu indiquer sa généralité et l'amour qu'elle porte à son peuple, en lui montrant le repos de la France allié au sacrifice de ses droits légitimes? Mais, sire, où sont les armées qui ravagent notre territoire? Où sont les partis qui invoquent le nom de V. M.? Où sont les intrigues qui s'ourdissent à l'ombre de ce nom sacré? Le sang coule-t-il encore? S'agit-il de l'arbitrage? Non; la France repose dans une paix profonde, depuis qu'un homme aussi extraordinaire que sa fortune a saisi les rênes du gouvernement. Les uns jouissent du calme sans sevrer et sans prévoyance; les autres qui gardent à V. M. leur foi dans les tribunaux, dans les camps, dans les conseils, croient lui obéir en se soumettant à cette autorité providentielle, dont ils reconnaissent la nécessité, et que la main de Dieu même paraît avoir élevée pour confondre et les principes et les

main de M. Lombard, le secrétaire du cabinet, sont adressées au nom du roi de Prusse qui s'exprime en ces termes en s'adressant au président de M. yer :

« Quoique vous soyez déjà instruit par moi et par mon ministère de l'objet qui vous a fait appeler à Berlin, et de la manière dont je l'envisage, je vais vous rappeler ici, avec le fait, quelques observations essentielles, qui devront surtout vous guider. Le premier consul de la république française m'a fait une ouverture aussi intéressante que délicate. Tant qu'il a pu croire encore la nouvelle autorité exposée aux chances de la fortune, tant que la guerre a entretenu les souvenirs et les haines, il n'a pu s'occuper qu'avec beaucoup de réserve des victimes

de la révolution. On ne peut disconvenir cependant que, même dans des temps moins calmes, il n'ait fait pour les émigrés et le clergé tout ce que la prudence ne défendait pas; mais qu'est-ce que les pertes de quelques particuliers, emparées au sort de cette illustre maison, qui, tant de siècles, avait occupé le trône de France, et qu'une destinée inouïe en avait précipitée? Les Français devraient sans doute ne pas oublier jusqu'au bout ce qu'elle leur fut, et quoique entraînés d'événements en événements vers un ordre de choses qui ne se détruirait pas sans ramener les mêmes horreurs tôt ou tard, ils ont dû croire leur honneur intéressé à ne pas abandonner toujours à des mains étrangères le

que la révolution était consacrée. Loin de là, chaque jour, depuis qu'elle a été consommée, a été marqué par le rûle de quelques-uns de ses principes. Vaincue et déarmée au 18 brumaire, elle n'est plus, puisqu'on a cessé d'y croire. Les opinions qu'elle avait mises en honneur sont ridicules parmi les doctrines séduisantes, les institutions auxquelles elle avait le plus insulté, repaissent avec éclat la nature des choses qui ne périrent pas dans les bouleversements politiques, les ramènent successivement, et les replacent sans trouble. Elle ramène donc la monarchie héréditaire, qui est le complément, la garantie et le lien de toutes les autres. Dira-t-on que la France l'a prosaïque? Mais elle avait prosaïque le culte et la religion elle-même; elle avait prosaïque l'ordre du pouvoir, et dévoué aux peuples républicains quelconque oserait ce que le général Bonaparte a exécuté. Cependant, elle oserait sans murmure à une autorité mille fois plus absolue que ne la lui jetaient celle de ses rois. Le besoin de l'hérédité se fait sentir; ce mot est dans presque toutes les bouches. Le pas qui reste à faire pour la chercher dans la seule famille qui en possède les vrais attributs, est-il donc aussi difficile, aussi prodigieux que ceux dont nous avons été les témoins; et les obstacles sont-ils à l'œuvre du temps, de ce temps qui se repose jamais? N'est-il pas commun les érudits; chaque jour il consume les intérêts, les préjugés, les erreurs qui élèvent encore les barrières. La dictature même, loin d'être une barrière entre eux et le trône de leurs pères, en fraye la route. Par elle, le peuple rentre dans les habitudes de la soumission, l'armée reprend le joug de la discipline; les partis, réduits à l'impuissance, oublient jusqu'à leurs noms, et vont croire peine à se reconnaître. Si, après avoir vaincu toutes les résistances, elle se va déposer elle-même entre les mains du roi légitime, elle aura tout fait pour le bonheur de la France et pour sa propre gloire. Que si la Providence a marqué son terme, l'ambition vaudra en vain la sécher; ses efforts méprisés atterriront seulement qu'il n'y a point de autre Bonaparte, et qu'un semblable pouvoir ne survit pas aux besoins et aux circonstances dont il fut l'ouvrage. A cette époque décisive, le France aura un roi ou sera dissoute, et toutes les monarchies après elle. C'est là qu'il faut se placer pour évaluer toutes les considérations du moment. Qui se portera roi de France? Quelle famille viendra disputer à la race de Bugies Capet le respect et l'obéissance héréditaire de la nation? Quelle qu'elle soit, comme famille, elle a une part des droits de sa naissance, et c'est aux droits des descendants de l'ancien monarque qu'il lui faudra les opposer. Lui-même la France peut, quand il en sera temps, les opposer et les autres; il nous suffit d'observer que dès aujourd'hui le démocratisme du premier consul et la réponse de V. M. sont un poids de plus dans la balance.

« Que V. M. daigne recevoir avec bonté ses félicitations et ses hommages. Nous aimons à croire que la démocratie dont il s'agit en présence de plus importantes. Quel que soit l'intervalle qui les sépare, continuons, sire, à régner par les lois, jusqu'à ce que les lois et la force réunissent leur empire; et après avoir donné aux chefs des nations de si nobles leçons, puisse V. M. être appelée à leur donner d'illustres exemples! »

exemples de la révolution. C'est donc à l'avantage qu'appartiennent toutes les sollicitudes. Quel mot à promettre, quelle autorité à alléguer à la vue de cette succession locale d'hommes et d'événements; et lorsque déjà les débris de la république, appelée impérieusement, gisent épars avec ceux de la monarchie? Quel est-il cet avenir dont les millions ne se réalisent que par la réconciliation expresse de V. M. et des princes de sa maison? Nous ne pouvons le chercher que dans ce qui est; car on n'aligne pas de V. M. qu'elle se compose d'éléments légitimes. A partir de l'époque du 18 brumaire, sur ce même sol qui jusqu'à-là avait dévoré les ouvriers et leurs constructions, deux constitutions se sont élevées en moins de trois ans: c'est la dernière, sans doute, qui est douée du privilège de contenir l'avenir, et puisque le premier consul y a déposé, sans contradiction, toutes ses pensées, nous devons croire qu'on offre à V. M. comme un gage de tranquillité et de bonheur, les règles sur lesquelles elle établit la transmission du pouvoir: c'est à-dire qu'on propose à V. M. d'assurer à la France, aussi qu'il est en elle, à la place du gouvernement monarchique héréditaire, tempéré par des lois fondamentales, le gouvernement militaire électif, sans limites et sans barrières. Avoir réduit la question à ces termes, c'est l'avoir résolue. Il s'agit en effet de prononcer entre le plus paisible et le plus des gouvernements; entre celui qui est fait le gloire de la France, et celui qui est le fléau et le honte de Rome; entre celui qui a donné à l'une soixante et dix monarchies en treize siècles, et celui qui a donné à l'autre le même nombre de despotes en un siècle et demi; entre celui qui confond les intérêts de l'État et de son chef, et celui qui les sépare; entre celui qui étouffe les ambitions criminelles, et celui qui les allume dans le cœur des plus indigents; entre celui pour qui la guerre est presque toujours une calamité, et celui pour qui elle est toujours une nécessité. Et que serait-ce, si nous appliquons ce parallèle à l'État de l'Europe, et si nous montrions tous les trônes affermis par le rétablissement de la monarchie en France, et continuellement affaiblis et menacés, quand ils ne seraient pas attaqués par le spectateur du gouvernement électif établi sur ses ruines? Non, sire, il ne serait pas de la bonté de votre gouvernement et de l'attachement qu'elle nous conserve, de s'abandonner un ordre de choses si funeste à son peuple, et s'il ne devait rencontrer d'obstacles que dans les droits de V. M. et de son auguste race, y renoncer sans un acte de renoncement et de vengeance contre la nation française. Mais, sire, l'avenir sur lequel nous venons de faire nos regards, n'est-il pas heureusement que dans une constitution aussi fragile et plus vaine que celle qui l'est précédée, et si nous nous sommes arrêtés à cette hypothèse illusoire, c'est parce qu'elle est la seule avancée, la seule au nom de laquelle on puisse s'adresser au patriotisme et à la raison de V. M. L'examen attentif des résultats de la révolution conduit à d'autres probabilités; nous aimons les mettre sous les yeux de V. M.

« Comme la révolution s'avait pour but que de détruire l'édifice social, et qu'elle l'a détruit en effet dans toutes ses parties, on peut dire que la révolution est consommée. Mais puisque la France n'a pas péri, il n'y a pas d'époque où l'on ait pu dire

sort de leurs anciens maîtres.... Le premier consul ne demande pas mieux aujourd'hui que de payer la dette de la nation. S'il n'est plus en son pouvoir de revenir sur le passé; il peut offrir aux princes l'indépendance et des moyens de splendeur. Il peut leur assurer des apanages brillants, et en les sanctionnant par des traités et des garanties solennelles, mettre du moins cette famille infortunée à l'abri de nouveaux revers. Voilà ce que veut Bonaparte; sans doute, ces intentions qui honorent son caractère ne lui seraient pas pardonnées s'il voulait gratuitement s'y livrer, si les sacrifices auxquels il est prêt à consentir n'avaient pour but et pour prix de mettre le sceau au nouvel ordre de choses. La condition de ses offres, serait donc la renonciation libre, entière et absolue de tous les princes de la maison de Bourbon à leurs prétentions au trône, ainsi qu'à toutes les charges, dignités, domaines, apanages, qui seraient fondés sur ce premier titre. Plus la commission était délicate, plus le premier consul a dû l'être sur le choix des moyens. La conscience et la loyauté finissent toujours par commander la confiance: il n'a pas craint que je compromisse la sienne, et comme c'est dans mes États que le chef de la maison de Bourbon se trouve dans ce moment-ci, il m'a invité à lui transmettre ses intentions. Je puis juger la question sous quelques rapports, elle m'est étrangère sous d'autres; mais quel qu'en soit le résultat, je n'ai pas dû me refuser à la communication que l'on me demande. S'il était dans la façon de penser des princes de tirer avantage des offres qu'on leur adresse, eux-mêmes auraient pu me faire un reproche de n'en avoir pas été l'organe, et quelque éloignés que soient les intérêts des deux parties, ce n'est pas moi qui les éloignerais davantage. Pour m'acquitter de l'office en question, j'avais besoin d'un homme qui fût sur les lieux, afin que les observateurs ne pussent pas de soupçons précoces; d'un homme qui déjà connu du chef de la maison de Bourbon, inspirât la confiance par sa place, par son caractère; j'ai fait choix de vous, sûr que vous sentiriez tout ce que votre commission a de délicat en elle-même et d'intéressant même pour moi, qui, inébranlable sur les principes dès que la force des choses et mes devoirs de souverain les ont une fois déterminés, ai toujours voué aux Bourbons le sentiment d'intérêt qui leur est dû. »

On sent toute l'habileté de cette première instruction adressée au président de Meyer, et signé du roi Frédéric-Guillaume. Le lendemain, le gouverneur reçut une nouvelle dépêche sur le moyen qu'il devrait employer pour convaincre Louis XVIII de la nécessité d'une abdication. « La première proposition du général Bonaparte, continue le roi de

Prusse, est très-générale; il devait d'abord s'assurer de l'accueil que rencontreraient des ouvertures plus précises; il ne s'agit donc aujourd'hui que de constater la façon de penser des princes sur la question même. S'il est des offres qui puissent obtenir d'eux les sacrifices des espérances qu'ils nourrissent peut-être encore, s'ils ne rejettent pas tout à fait les avantages réels qu'il s'agit de mettre à la place, j'en instruirai sur-le-champ le premier consul; alors, je ne tarderai pas à avoir des données plus précises sur les intentions de celui-ci. Je vous les transmettrai successivement, et vous, à votre tour, vous poursuivrez les communications commencées. Rendu à Varsovie, vous laisserez passer quelques jours sans voir ni leurs altesses royales, ni aucuns de leurs entours. Quelque peu vraisemblable qu'il soit qu'aucune personne au monde suppose à votre royaume un objet qui les regarde, vous en serez plus sûr de dérouter les curieux. D'abord après, vous vous occuperez de faire parvenir, au comte de Provence, l'avis important que je vous confie; j'abandonne absolument à votre discernement le choix des formes dont vous voudrez vous servir, ou celui de l'organe que vous préférerez, car ici encore on doit aux princes de justes ménagements: l'infortune est prompte à s'effaroucher, et il s'agit ici d'un objet qui tient à leurs affections les plus chères. Peut-être vaudra-t-il mieux préparer insensiblement le comte; vous connaissez ceux qui possèdent sa confiance; vous jugerez de ce qu'il sera possible d'obtenir par eux; car ce que je crains surtout, c'est que les calculs les plus justes, les intérêts les mieux prouvés n'aient point d'accès dans un cœur que les malheurs ont aigri, et il importe avant tout, que la première réponse ne porte pas un caractère fait pour rendre à jamais ineffaçables les ressentiments et impossibles des tentatives nouvelles. Les motifs dont vous pourrez faire usage pour appuyer les offres du premier consul sont si évidents et si forts qu'il semble à peine nécessaire de vous les tracer. Le premier point de vue je dois l'abandonner aux princes. Il est un sentiment d'honneur, qui dans toutes les situations conserve son empire, on lui même s'exalte dans l'adversité. Il sera de tous le plus difficile à vaincre, mais une réflexion essentielle le combattra. Le gouvernement qui vent traiter avec les Bourbons n'est point celui qui le dépouilla. Bonaparte est l'ouvrage de la révolution, mais il en était l'ouvrage nécessaire, mais il ne se range point parmi ses auteurs. Loin d'avoir renversé le trône, il l'a vengé, et tous les partis qui ont désolé la France ont disparu devant sa fortune. Ses plus grands ennemis, s'ils portent, pour le juger, de l'époque où il a saisi les rênes de l'État,

conviendront qu'alors il fut le bienhôteur de la France; il y aurait, ou je me trompe, il y aurait de l'exaltation à n'écouter qu'un ressentiment aveugle quand l'objet n'en existe plus, à vivre dans le passé, quand il s'agit de fixer enfin l'avenir. Et cet avenir, quel est-il pour les princes? J'honore la fidélité qui ne transige point avec ses devoirs, et s'il est quelques Français encore qui, dévoués à leurs anciens maîtres, se roidissent contre les événements, se refusent aux calculs de la raison et préfèrent à une résignation qui les désespère des illusions qui les flattent, je les plains, mais je les juge. Mais les princes n'ont de devoirs qu'envers eux-mêmes, ou, s'ils s'en croient envers la nation française, après que celle-ci a rompu tous les liens avec eux, c'est une raison de plus pour voir les choses telles qu'elles sont. *La révolution qui les a exclus du trône, est dans les calculs humains consolidée sans retour.* Un gouvernement ferme a pris en France la place des factions éphémères entre lesquelles le pouvoir avait flotté. La paix règne dans l'intérieur et règne au dehors, toutes les classes, fatiguées de dix ans de secousses et instruites des maux qui accompagnaient les révolutions, ont avant tout un besoin, le repos; toutes tiennent à l'ordre actuel des choses; les uns par des espérances qui n'étaient autrefois pas les leurs; les autres par la crainte de perdre ce qui leur reste. Le système entier des propriétés, tel qu'il existe aujourd'hui, est le résultat successif des différentes époques de cette période orageuse, et un nouveau bouleversement effrayerait ceux mêmes qui dans le secret de leurs cœurs pourraient former des vœux différents. Une main halée tient les rênes, une force armée immense les maintient, la religion a repris tout son éclat, ou n'ayant du moins subi dans son appareil extérieur que des modifications sanctionnées par le saint-siège, elle a calmé les consciences alarmées, elle les a intéressées elle-même au nouvel ordre de choses, elle a ôté aux ennemis du gouvernement le dernier moyen de travailler contre lui dans l'ombre. Mais si dans l'intérieur rien n'annonce aux Bourbons qu'il leur reste un parti et des espérances, la voix des puissances de l'Europe s'est plus fortement prononcée; toutes l'ont élevée pour cette famille illustre, tant que l'empire irrésistible des choses ne les a pas ramenées à d'autres devoirs. Toutes aujourd'hui ont reconnu la république; ce ne sont plus des relations passagères dictées par le besoin du moment, ce n'est plus l'espérance ni la crainte qui transige avec l'ambition ou le danger, c'est un système nouveau, lié dans toutes ses parties, fondé sur les traités les plus solennels. Si ces derniers ne sont pas éternellement au jeu, l'honneur des souverains qui s'armaient il y a dix ans pour la cause des

Bourbons, est lui-même engagé contre elle. Dans cet état de choses, se flatter d'un événement qui les rappellerait sur le trône, ce serait pour eux une funeste illusion; s'ils s'obstinent à la caresser, ils se privent d'avantages précieux dans leur abandon; et qui peut calculer encore jusqu'où cet abandon peut aller? La Providence a mis sur le trône de Russie un homme rare, qui, avec les moyens que donne un empire immense, possède le cœur le plus noble; mais les descendants de Louis trouveront-ils toujours un Alexandre? et cette existence précaire ne doit-elle pas effrayer pour eux le chef de leur illustre maison? Aujourd'hui que ses résolutions sont encore de quelque prix aux yeux du gouvernement français; aujourd'hui que les années n'ont point encore frappé de proscription les titres de sa famille, il peut obtenir de grands avantages, il peut se faire mettre sous des garanties respectables, il peut laisser à ses enfants un autre héritage que des espérances et des persécutions; et le devoir lui-même, si les adhérents qui lui restent en France ont de justes titres sur son cœur, le devoir lui-même ne semble-t-il pas d'accord avec l'intérêt? Alors seulement, quand les Bourbons auront prononcé sur les devoirs de ceux des Français qui payent leur fidélité, soit de l'exil, s'ils ont émigré; soit d'une existence pénible et dangereuse, s'ils sont restés dans leur patrie; ce dernier prétexte de trouble aura disparu, ces menées obscures d'un zèle aveugle, toujours nulles dans le résultat, mais successivement funestes à tant d'individus, cesseront. Maint bon catholique ne toutmentera plus sa conscience de scrupules inutiles, la paix intérieure ne craindra plus ces atteintes vaines, et pour prix des longs outrages dont on accable la faiblesse des Bourbons, c'est elle qui aura sacrifié de justes ressentiments à ces respectables motifs, c'est elle qui aura consolidé le repos de sa patrie. Tels sont en partie les arguments que vous ferez valoir sur l'esprit du comte. J'attendrai avec impatience que vous m'en appreniez l'effet. S'il laisse la porte ouverte aux négociations, vous ne serez plus le seul qui y serez initié; d'un côté le premier consul n'attend sans doute que ce moment là pour y intéresser l'empereur de Russie; de l'autre ce serait au comte de Provence à moyenner l'adhésion des autres princes. Je me réserve de vous adresser dès lors des instructions plus étendues, et en attendant je prie Dieu qu'il vous soit en sa sainte et digne garde.

« Berlin, le 10 février 1803. Frédéric-Guillaume. »

Dans cette instruction remarquablement écrite, tout est ménagé avec un tact admirable, et un sentiment parfait des convenances; on ne beurte rien; on veut que la dignité de Louis XVIII soit respec-

tée, on s'adresse à toutes les parties du cœur humain, à toutes les fibres de la sensibilité; si le roi de Prusse ne veut point se compromettre à l'égard du premier consul, il craint aussi l'histoire qui punit les actes de faiblesse, les concessions trop grandes à la nécessité. Ici se révèle le combat de deux sentiments opposés au cœur de Frédéric-Guillaume; il craint de déplaire à Bonaparte si impérieux, et de compromettre la Prusse vis-à-vis de la diplomatie française; mais en même temps il éprouve tout ce qu'il y a de fatal dans sa situation en présence de la noblesse de l'Europe et en face de la postérité; il donne l'hospitalité d'une main et il se sert de l'autre pour abuser un roi captif : Frédéric-Guillaume recommande de ne pas heurter le malheur qui a l'âme si fière, si susceptible.

Louis XVIII vivait à Varsovie dans la simplicité la plus extrême, voyant peu de monde, parce qu'il tenait à sa propre dignité, et que, profondément malheureux, il voulait être traité en roi. Comme les nobles existences, plus la fortune l'abaissait, plus il relevait la tête; lisant beaucoup, il s'instruisait de tous les événements; sa correspondance active embrassait les grandes et les petites choses, les petites surtout : à huit heures le roi était debout, il se faisait lire les journaux de France, parcourait les gazettes allemandes; sa cour, qui ne se composait plus que de huit personnes, avait toujours la même étiquette, les mêmes devoirs envers Louis XVIII, que si l'on eût habité les Versaillais de son aïeul; le comte de Lille était partout le roi de France, négociant avec les partis, et voulant se faire une position comme celle de Henri IV vis-à-vis de la Ligue. Mais le chef de sa race avait le teint bruni au soleil de Navarre, la moustache grisonnante de soucis et de poudre d'arquebuses, il avait le bras fort et l'épée haute.

C'était pourtant auprès de ce prince si plein de sa dignité, si fier de sa naissance, que M. le président de Meyer devait agir; il remplissait ici une des missions de sa cour avec une bien faible espérance de réussir; sa position de président du cercle de Varsovie l'appelait chaque soir auprès de Louis XVIII; il y voyait le comte d'Arvay, le duc de Guiche, tous ceux enfin que leur situation personnelle plaçait auprès du roi; il ne leur dissimula pas la mission dont il était chargé; les dignes gentilshommes l'en-

dissuadèrent comme d'une démarche inutile. Avant tout le président devait remplir les ordres de sa cour; il demanda donc une audience particulière au prétendant pour lui faire part des instructions qu'il avait reçues et des offres qu'il devait lui communiquer. Le président de Meyer ajouta quelques paroles de regrets, et il ne put achever, tant il était ému en exposant la nécessité où était le roi de Prusse de commander une pareille négociation. Louis XVIII le rassura, et le président dut être frappé du ton ferme de toutes les réponses royales; le monarque déclara : « Que s'il fallait s'exiler encore, il se soumettrait à la Providence; que si la Prusse refusait un asile, il le trouverait partout où il y aurait un roi et un peuple se souvenant des Bourbons. » Il lui expliqua comment la démarche de M. de Bonaparte confirmait les droits de sa race s'ils étaient contestés, plutôt que de les atteindre; il remerciait le roi de Prusse de l'intérêt qu'il lui portait et de l'asile qu'on voulait bien lui offrir; mais quant à sa couronne, nul n'y renoncera, ni lui, ni les princes de sa maison (1).

En vain M. de Meyer lui fit observer qu'on serait obligé peut-être de prendre des mesures rigoureuses, et que le système d'alliance du roi de Prusse et du premier consul imposait au cabinet de Berlin des devoirs tristes et impérieux; alors Louis XVIII se levant déclara : « Qu'il préférerait partir un lion blanc à la main, comme les vieillards de l'antiquité condamnés à l'exil, plutôt que de signer une abdication déshonorante. » Cette fière réponse mit fin à la communication, et M. de Meyer, pénétré de douleur, écrivit à sa cour une dépêche remarquable dans laquelle il ne dissimulait pas le mauvais résultat de ses démarches près de Louis XVIII; il déplora la triste nécessité où il se trouvait, en suppliant le comte de Haugwitz de lui retirer le gouvernement de Varsovie qui plaçait un gentilhomme dans une position si délicate vis-à-vis d'un roi malheureux.

Comme les communications avaient été faites à Louis XVIII officiellement, et par lettres autographes, ce prince crut convenable de répondre tout à la fois au roi de Prusse et au premier consul, de qui émanaient les propositions qui lui étaient adressées. Quant au roi de Prusse (2), la lettre était facile,

(1) « Je ne crains pas la pauvreté, répondit le roi; s'il le fallait je mangerais du pain noir avec ma famille et mes fidèles serviteurs, mais ne vous y trompez pas, je n'en serai jamais réduit là; j'ai une autre ressource dont je ne crois pas devoir user tant que j'aurai des amis polonais; c'est de leur connaître mon état en France, et de tendre la main, non au gouvernement usurpateur, mais à mes fidèles sujets, et croyez-moi, je serais bientôt plus riche que je ne le suis. » A ces mots l'envoyé laissa entrevoir qu'il serait possible qu'on fût contraint de priver le roi d'un asile dans les États soumis à l'influence du conquérant,

qui avait résolu de régner à sa place. « Je plains le souverain, dit le roi, qui se croira forcé de prendre un parti de ce genre, je m'en lève. » (Journal de Louis XVIII.)

(2) « Monseigneur mon frère et cousin, j'ai cru devoir mettre par écrit ma réponse aux offres qu'il a plu à V. M. de me transmettre, et je prie M. le président de Meyer de la lui faire parvenir, mais je ne puis me refuser à y joindre cette lettre, d'abord pour le rémercier des expressions pleines d'amitié pour moi qu'elle a ordonné à M. de Meyer d'employer en s'acquittant de sa commission, ensuite pour déposer dans le sein de V. M. quelques

il ne s'agissait que de le remercier de l'asile offert généreusement et de la protection accordée aux gentilshommes de sa suite, en s'abstenant de toute récrimination sur la démarche commandée au cabinet prussien. Quant à Bonaparte, Louis XVIII voulut d'abord exprimer son indignation; nul ne savait mieux que lui s'irriter froidement et jeter à la face des heureux, des paroles fières et chevaleresques : le malheur s'exalte si facilement; c'était le tournoi du proscrit. Louis XVIII n'avait rien dans sa personne de poétique et de romanesque; il y suppléait par une certaine ostentation de sentiments exaltés, une colère de dignité; il fit plusieurs brouillons de réponse qu'on trouva trop vifs, trop insultants, dictés, comme on aimait à le lui dire, sur le pommeau de l'épée de Henri IV. Enfin, il écrivit à Bonaparte quelques phrases concises, qui sans rompre définitivement, disaient assez que désormais toute démarche pour l'abdication serait inutile; il déclara : « Qu'il ne confondait pas M. de Bonaparte avec les hommes que la révolution avait produits; il lui tenait même compte du bien qu'il avait fait à ses sujets, mais que si par là il s'imaginait de le faire renoncer à son droit, c'était une étrange illusion; enfin, que la démarche que faisait en ce moment le premier consul, était encore une manière de constater ce droit, s'il pouvait être mis en doute (1). »

À la lecture de cette réponse, M. de Myrer manifesta quelque inquiétude; il déclara avec émotion : « Qu'il ne répondait de rien; sa cour serait peut-être poussée à des mesures rigoureuses, en refusant un asile qu'elle ne donnait qu'en exposant sa monarchie. » Louis XVIII persista dans sa volonté la plus ferme; rien ne put la changer, et sa mémoire classique lui fournit quelques vers d'Horace qu'il récita,

réflexions que je n'ai pas cru devoir placer dans ma lettre.

« Non-seulement la démarche actuelle de M. de Bonaparte établirait mes droits, s'il était nécessaire, mais elle dévoilerait encore ses anxiétés, et je me félicite du les voir en des mains aussi augustes. Je sais tout le parti que je pourrais tirer de cet aveu, mais j'en ai gardé le silence, si l'en ne me forçait pas à le rompre. C'est en égard que je crois devoir à son versé généreux qui m'accorde un asile dans ses États. La grande âme de V. M. est trop connue pour ne pas séparer ses pensées des mesures que ses relations semblent lui dicter.

« Les rois, pour épargner à leurs sujets les horreurs de la guerre, ont pu céder à des circonstances impérieuses; le malheur me prête son appui. Je suis seul, c'est à moi de maintenir les droits de tous, en ne sanctionnant jamais une révolution qui finirait par renverser tous les trônes.

« M. de Bonaparte pouvait marcher à la gloire, il a préféré la route qui conduit à la célébrité; mais à jamais, écoutant la voix du devoir et son véritable intérêt, il n'aurait cependant s'en fier à ma seule parole, ce serait alors que je verrais avec joie V. M. devenir médiateur entre nous, et donner sa loyauté pour garantie de nos engagements réciproques. Je vais transmettre (ainsi que je l'ai déjà fait à l'égard de mon neveu) à mon frère et aux autres membres de ma famille l'ouverture que vient de m'être faite.

sur la fermeté de l'homme battu par la tempête dans les orages de la vie : « *L'âme est au-dessus des tyrans de la terre*, » ont dit les stoïciens; telles furent les paroles du roi. Sa protestation fut revêtue de la signature du duc d'Angoulême qui, résidant auprès de Louis XVIII, protesta avec fermeté contre le triomphe du soldat heureux. La démarche de Bonaparte échoua complètement.

Toute la famille des Bourbons n'était pas à Varsovie, où se trouvaient seulement la petite cour de Louis XVIII, le jeune duc et la jeune duchesse d'Angoulême. Le comte d'Artois avait pris Londres pour résidence; esprit plus remuant que son frère, le prince avait placé le siège de ses démarches les plus actives dans cette Angleterre, ardente ennemie du consul. De là, le comte d'Artois pouvait agir à l'aide du gouvernement britannique sur la Vendée et la Bretagne. Autant Louis XVIII aimait les négociations avec les personnages même les plus compromis dans la révolution française, autant M. le comte d'Artois avait pour eux une haine instinctive qui ne permettait qu'une attaque de vive force sans transaction; un rôle actif était le vœu de sa vie. Le comte d'Artois était entouré de chefs vendéens et de chouans; la pacification de l'Ouest n'était pour lui qu'une trêve, la paix d'Amiens même n'avait pas apaisé son désir d'entreprendre une lutte de force à force contre le premier consul. S. A. R. avait auprès d'elle de jeunes aides de camp, ses amis, car il y avait un charme indicible attaché à la personne de M. le comte d'Artois, gracieux par éducation, excellent de manières, plein de cœur et d'esprit. Ces jeunes hommes, les Rivière, les Polignac, auraient échangé vingt existences contre un doux sourire du prince, si expansif dans ses intimités. Le comte d'Artois n'était pas toujours en bonne harmonie avec

« V. M. voit la réponse de mon neveu. Je mettrai les autres sous ses yeux aussitôt qu'elles me seront parvenues.

« Je prie V. M., etc.

« Signé : Louis. »

(1) Voici le texte de la réponse de Louis XVIII à Bonaparte sur les ouvertures qui lui ont été faites par le président de la Mayeur de la part de S. M. le roi de Prusse, le lundi 25 février 1803.

« Je ne confonds pas M. de Bonaparte avec ceux qui l'ont précédé; j'estime sa valeur, ses talents militaires, je lui suis gré de plusieurs actes d'administration, car le bien que l'on fera à mon peuple me sera toujours cher; mais il se trompe s'il croit m'engager à transiger sur mes droits; loin de là, il les établirait lui-même, s'il pouvait être utile, par la démarche qu'il fait en ce moment.

« J'ignore quels sont les desseins de Dieu sur ma race et sur moi, mais je connais les obligations qu'il m'a imposées, par le rang où il m'a mis de me faire valoir. Carélie, je remplirai ces obligations jusqu'à mon dernier soupir; fils de saint Louis, je saurai à son exemple me respecter jusque dans les fers; successeur de François I^{er}, je veux du moins pouvoir dire comme lui : *Tout est perdu hors l'honneur*. » Signé : Louis.

« Avec la permission du roi, mon oncle, j'adhère de cœur et d'âme au contenu de cette note.

« Signé : Louis-Antoine. »

Louis XVIII : comme il ne ménageait rien dans la révolution française, ni les principes, ni les hommes, le comte ne pouvait partager les sentiments de pacification et de tolérance que Louis XVIII poussait jusqu'aux dernières limites de l'indulgence et de l'oubli.

Après du comte d'Artois se trouvait le duc de Berry, alors si dissipé en ses plaisirs, prince insouciant d'avenir, qui remplissait Londres du bruit de ses distractions un peu trop publiques après la dislocation de l'armée de Condé; le duc de Berry se laissait entraîner sous l'éblouissement des passions humaines, sorte d'ivresse que l'on s'impose souvent pour échapper à une fatale destinée et à une oisiveté plus triste encore; le malheur entraîne les âmes profondément remuées à l'oubli de leur infortune dans les plaisirs bruyants; on fait beaucoup de bruit pour chasser la douleur de l'âme. Divisés d'opinion avec Louis XVIII sur les éléments d'une restauration, le comte d'Artois et le duc de Berry n'hésiteront pas néanmoins à signer la protestation contre les tentatives de Bonaparte pour fonder une nouvelle dynastie; il s'agissait de défendre le droit commun de la famille.

A Londres alors vivait une autre branche des Bourbons, plus intimement liée au mouvement révolutionnaire; je veux parler des princes d'Orléans qui, après avoir traversé une vie studieuse et agitée, s'étaient rattachés, par une réconciliation solennelle, à la branche aînée de leur maison. Louis-Philippe d'Orléans avait vu Louis XVIII à Mittau, et, s'exprimant avec dignité sur les torts de sa famille, il offrit sa fidélité au roi, tout empressé d'annoncer cette bonne nouvelle à ses amis à Londres (1). Le duc d'Orléans trouva grâce dans le cœur si confiant de M. le comte d'Artois; ils se virent beaucoup en Angleterre. M. le duc d'Orléans

témoignait une amitié expansive dans ses discours à M. le comte d'Artois. On aurait dit qu'il avait besoin d'effacer son passé, d'éteindre les torts que l'on pouvait reprocher à sa maison. L'existence de ce prince était déjà si remplie, et il avait trente ans à peine! Le duc d'Orléans déclara : « Qu'il ne se séparerait plus désormais de la branche aînée de sa famille, dans la bonne et la mauvaise fortune; l'ordre et la hiérarchie serait pour lui le plus saint des devoirs. » Le prince inspirait une haute estime en Angleterre, son père y avait laissé de longs souvenirs parmi les whigs, tels que les lords Holland, le duc de Bedford, Grey et les pairs de l'opposition. La vie de S. A. S. était régulière; il avait appris par tant de malheurs à être économe; un caractère sérieux s'était empreint sur son existence, et quand si jeune on a eu de si grands devoirs à remplir, il en résulte quelque chose de grave, de solennel dans la vie de l'homme; on ne la gaspille plus, on la mène devant soi avec toute la maturité d'une longue expérience. Le duc d'Orléans n'hésita point à se joindre aux aînés de sa famille pour protester contre la démarche de Bonaparte, car il poussait loin le sentiment des droits de sa maison et de la grandeur de sa race; issu de Henri IV, il portait haut le blason de son origine; nul ne jugeait plus sévèrement Bonaparte; il manifestait en toute circonstance son désir de se montrer sur un champ de bataille pour lutter contre l'homme de la gloire et de la fortune, qui brisait les droits antiques de sa lignée (2).

Le vieux prince de Condé arrivait alors en Angleterre avec son fils, le duc de Bourbon; son petit-fils, le duc d'Enghien, était resté sur les bords du Rhin, parce qu'il aimait ces vieux châteaux, ces roches romantiques, ces noires forêts où vivait sa jenne et brillante châtelaine, Charlotte de Rohan-Roch-

(1) Cette curieuse lettre du roi Louis XVIII sur le duc d'Orléans, est datée de Mittau, 27 juin 1790, et adressée au duc d'Artois, son ambassadeur à Londres.

« Je m'empresse de vous faire part, monsieur le duc, dit le roi, de la satisfaction que j'éprouve d'avoir pu exercer ma clemence en faveur de M. le duc d'Orléans, mon cousin. Sa respectable mère, cette princesse vertueuse, a été trop grande dans ses malheurs pour recevoir de ma part une nouvelle atteinte qui aurait porté le désespoir et la mort dans son cœur ! Elle a été l'intermédiaire entre son roi et son fils. J'ai accueilli avec sensibilité les larmes de la mère, les vœux et la soumission du jeune prince, que son peu d'expérience avait livré aux suggestions coupables d'un prince méconnaissant son crime. Cette détermination a été prise de l'aveu de mon conseil, et j'ai le bien doux satisfaction de vous annoncer que tous les membres ont prononcé d'une voix unanime les mots de clemence et de pardon. »

« Signé : Louis. »

(2) Voici la protestation de toute la famille de Bourbon.

De Warendorff, 23 avril 1803.

« Nous princes, sous-aînés, frères, neveux et cousins de S. M. Louis XVIII, roi de France et de Navarre :

« Fendons des mêmes sentiments dont notre souverain a-

gneur et roi se montre si glorieusement enflammé dans sa noble réponse à la proposition qui lui a été faite de renoncer au trône de France, et d'exiger, de tous les princes de sa maison, une renonciation à leurs droits imprescriptibles de succession à ce même trône, déclarons :

« Que notre attachement à nos devoirs et à notre honneur ne pouvant jamais nous permettre de transiger sur nos droits, nous adhérons de cœur et d'âme à la réponse de notre roi :

« Qu'à son illustre exemple, nous ne nous prêterons jamais à aucune démarche qui puisse avilir la maison de Bourbon, et lui faire manquer à ce qu'elle se doit à elle-même, à ses ancêtres, à ses descendants ;

« Et que si l'Europe emploie d'une force majeure parvenant (ce qu'à Dieu ne plaise !) à placer de fait, et jamais de droit, sur le trône de France, tout autre que notre roi légitime, nous suivrons, avec autant de confiance que de fidélité, la voix de l'honneur qui nous prescrit d'en appeler, jusqu'à notre dernier soupir, à Dieu, aux Français et à notre épée :

« Charles-Philippe d'Artois, »

« Ferdinand de Berry, »

« Louis-Philippe d'Orléans, etc. »

fort. La triple génération des Condé formait comme la partie militaire de l'émigration ; le corps des gentilshommes venait d'être dissous à la suite de la paix de Lunéville, après avoir rendu des services remarquables dans la dernière campagne, à ce point que Jourdan, Pichegru et Moreau lui-même en avaient fait témoignage dans leurs rapports. Le vieux prince de Condé n'avait plus ces feux de gloire, apanage de la jeunesse dans sa race, depuis Rocroy ; il n'avait pas une science militaire assez étendue pour se faire remarquer vieillard ; mais il était brave, et tenait de ses faibles mains l'épée au poing, à la face de l'ennemi, par habitude de courage ou par tradition de gloire. Comme tous les hommes avancés dans la vie, le prince de Condé était resté tenace dans ses principes, sans faire un pas en avant ; en vain on lui demandait quelques concessions pour le parti révolutionnaire, il ne pouvait les comprendre, et son entêtement fit échouer bien des négociations ; boudeur, mécontent, l'orgueil de ses cheveux blancs était de se proclamer le chef de la noblesse française ; il considérait la révolution comme les troubles de Paris après la Fronde, où le grand Condé, son aïeul, avait joué un rôle si actif. On ne peut s'empêcher de quelque respect pour ces caractères persévérants, debout à la face du monde, comme les ruines des temps passés ; s'ils ne témoignent pas toujours de l'intelligence de l'homme, ils manifestent au moins la noblesse et la fermeté de son cœur.

Le duc de Bourbon n'était qu'un brave officier d'infanterie, capable de se montrer au milieu du feu des batailles ; sa capacité essentiellement limitée n'avait emprunté aux Condé que ce courage chaud se précipitant sans balancer la tête sur les lignes bordées de canons, comme à Weissenbourg ; son caractère n'avait rien de gracieux ; l'oisiveté le rendait aux habitudes de la chasse, une des grandes distractions des Condé, dans les vastes forêts de Montmorency, de l'Île-Adam, de Chantilly, les belles résidences des aïeux de sa race. Puis venait le dernier rejeton, le duc d'Enghien, mélancolique figure qui se montre déjà dans ce tableau, comme une de ces pâles ombres qui jettent une vague tristesse dans les scènes de la vie ; quand une existence doit s'éteindre si jeune, tout même jusqu'à son image s'imprime d'une indicible douleur, et voilà pourquoi on se surprend une larme lorsqu'à Chantilly ou à Versailles resplendissant, on contemple les portraits du duc d'Enghien à l'œil si beau, au front large sous ses cheveux cendrés. Le jeune prince partageait sa vie entre la chasse dans les forêts qui dominent la Souabe, et son amour che-

valeresque pour une Rohan, digne d'une si noble passion ; il errait en proscrit sur les rives du fleuve que le grand Condé avait passé dans plus d'une bataille ; on accueillait le duc d'Enghien avec une indicible bienveillance ; son nom était comme le symbole de la chevalerie, le dernier débris de l'Europe gentilhomme ; une loyale amitié l'unissait au roi de Suède, jeune homme comme lui, et qui faisait alors un pèlerinage en Allemagne. Le malheur ne les épargna ni l'un ni l'autre : le cœur du duc d'Enghien fut atteint par les balles dans les fossés de Vineennes ; le sceptre du roi de Suède lui fut arraché par une révolution (1).

Depuis la dissolution du corps de Condé, l'émigration n'avait plus d'organisation hiérarchique ; la plupart des gentilshommes s'étaient dispersés pour chercher fortune. Dès qu'ils n'eurent plus à combattre, ils se crurent inutiles, car ils n'avaient pas d'autre métier que la guerre ; les plus fidèles passèrent dans la Grande-Bretagne pour offrir leurs services à M. le comte d'Artois dans l'expédition qu'il pouvait tenter sur la Bretagne et la Vendée ; quelques-uns prirent du service dans l'armée anglaise pour la guerre de l'Inde, comme les émigrés protestants en avaient pris dans les armées prussiennes après la révocation de l'édit de Nantes ; les autres offrirent leur bras à l'empereur de Russie, et servirent comme les Damas, les Richelleu, les Laferronnays, les Langeron, les Saint-Priest, dans les armées qu'Alexandre destinait à une expédition contre les Turcs. Enfin, depuis la promulgation du décret sur les émigrés, plusieurs rentrèrent en France avec la permission de Louis XVIII ; l'amnistie était une mesure qui avait pour but de réunir tous les Français sous le même drapeau ; Bonaparte tendait la main à tous ceux qui préféraient la patrie au sentiment exalté d'une fidélité chevaleresque envers une race malheureuse. Beaucoup d'émigrés déposèrent leurs épées, et firent leur soumission pour revoir le vieux château de la famille ; ils ne furent pas les plus mauvais Français ; ceux qui se rattachèrent à Bonaparte restèrent les derniers fidèles à sa fortune (2). Le dévouement pur et noble est une digne garantie pour l'avenir ; quand on a tenu fermement sa foi, le pouvoir est sûr que celui qui s'engage a le cœur haut et la main ferme.

Qu'on me pardonne cette digression sur les débris d'une monarchie de quatorze siècles ; j'aime à suivre une cause malheureuse dans ses dernières épreuves d'infortune, de fidélité et de grandeur ! Je ne suis pas de ceux qui disent : « Malheur aux vaincus ! »

(1) Voyez sur la catastrophe du duc d'Enghien, le ch. LXVIII.

(2) M. de Las Cases n'était rentré en France qu'en 1802 ; M. de

Caulaincourt, de Ségur, de Montholon, de Narbonne, revinrent les derniers fidèles à la fortune de l'empereur.

CHAPITRE LX.

ORGANISATION DU PALAIS. — FÊTES. — ESPRIT DE LA SOCIÉTÉ.

Ordre des Tuileries. — Les préfets du palais. — Les dames pour accompagner. — Étiquette. — Réceptions. — Le corps diplomatique. — Costumes. — Dîners d'apparat. — Ordre de travail. — Déjeuner et fêtes. — Mœurs de cette société. — Les théâtres. — Les acteurs. — Opéra. — Bouffes. — Français. — Vaudeville. — Montecarlo. — La série des Jocrisse. — Romans à la mode. — Romans anglais. — Anne Radcliff. — Romans français. — *Mademoiselle de La Follie*. — *Adèle de Sénange*. — Livres orduriers. — Pigault-Lebrun.

1802—1803.

Les larmes des proscrits, la tristesse de l'exil occupaient à peine la société du consulat, distraite par la gloire et tout enivrée de jeunesse et de plaisirs ! Et cependant en face d'elle, des captifs dans une prison, au Temple ou à Vincennes, pour des opinions ardentes ; républicains à l'âme généreuse, ébroués pleins d'énergie comme les derniers clans d'Écosse sous les Stuarts ; plus loin, une dynastie poussée par la tempête sur une terre étrangère ; puis, confondus, les chefs du mouvement démocratique jetés dans les déserts du nouveau monde ou dans les forêts de l'île d'Oléron. Ces infortunes des âmes fortes et mâles importaient peu à une génération que berçaient la fortune, les ris, les folles danses, toutes les joies enfin d'une société nouvelle qui prend en moquerie les convictions et les vieilles douleurs.

Ainsi étaient les Tuileries depuis les grands services rendus à la paix et à l'ordre par le premier consul ; c'étaient les pompes incessantes des fêtes publiques, une succession d'habitudes distraites ; la génération nouvelle passait de l'inquiétude à la sécurité. La cour était jeune, les femmes commençant la vie à peine, ne comprenant pas ces âmes qui se sacrifiaient à la république ou aux Bourbons, et, comme les chrétiens du cirque, tombaient pour leur foi en souriant. Tant de brillants officiers entouraient la personne de Bona-

parte ! La plupart étaient mariés ; le consul exigeait que tous ses généraux, ses compagnons d'armes prissent une dame pour la vie de leur manoir quand ils partaient pour le champ de guerre, comme les nobles féodaux ; il le commandait même impérativement ; homme de ménage, il aurait voulu pénétrer dans les secrets intimes de chacun ; on aurait dit que par les petites choses Bonaparte voulait arriver aux grandes.

L'esprit éminemment organisateur du consul désirait régler son palais comme ses armées ; dans les premiers temps du 18 brumaire tout s'était fait confusément aux Tuileries, sans autre organisation qu'une hiérarchie d'aides de camp. Le général avait placé sa tente sous le pavillon du centre ; il était là comme dans ses campagnes sans autres distinctions que les services (1). A mesure que le pouvoir de Bonaparte s'agrandit, quand il eut dans ses mains le consulat décennal, et plus tard la magistrature à vie, il trouva que ce service d'aides de camp n'établissait pas une suffisante distinction dans un palais qu'on voulait rendre royal. On n'osait ériger ni chambellans, ni gentilshommes de la chambre, ni grands aumôniers, ni capitaines des gardes ; le consul savait que ces mots heurtaient les habitudes et les préjugés de la révolution, en annonçant un retour trop marqué vers le vieux régime ; homme habile, il voulait aller droit aux choses sans blesser les susceptibilités trop grandes des opinions.

Il arrêta donc un ordre de service partagé en plusieurs divisions (2) : 1° la hiérarchie militaire fut placée sous la responsabilité d'un gouverneur, avec toutes les attributions du palais, chef des aides de camp avec la police du château et la surveillance des gardes. Duroc, appelé à cette dignité, dut prendre les ordres de Bonaparte, fixer les audiences, signer les invitations pour les dîners d'apparat ; le général étudia les fonctions de gouverneur de la résidence royale dans l'ancien cérémonial de France, avec une scrupuleuse exactitude, afin de ne manquer en rien à la vieille étiquette ; 2° le commandant de la garde consulaire faisait au palais les fonctions des capitaines des gardes du corps ; il prenait l'ordre directement de Bonaparte ; on érigea quatre commandants, comme sous l'ancien régime les quatre capitaines par quartier ; 3° les fonctions des chambellans furent remplies par des préfets du palais (3) ; ces mots de préfecture, expressions empruntées aux temps de Rome et à

(1) L'organisation du palais n'est que de 1802. Les aides de camp du premier consul étaient Caffarelli, Lauriston, Caulaincourt, Lemarais, Savary, Rapp, Lebrun et Fontanelli. Le nombre en fut depuis agrandi.

(2) J'ai trouvé en original à la bibliothèque de roi un livre fort

curieux, sur lequel les préfets du palais inscrivaient toutes les invitations ; il est coté n° 20308 du supplément.

(3) Les quatre préfets du palais étaient : MM. de Crommyel, de Ligny, Milet et de Récamier.

l'époque de Charlemagne, ne pouvaient effaroucher le parti républicain. Rome avait des préfets pour diriger l'administration de la cité: ceux des Tuileries étaient chargés de régler la partie d'étiquette pour les fêtes, les réceptions; sorte de surintendance des menus plaisirs auprès du premier consul de la république. Bonaparte organisa le service des dames du palais pour accompagner sa femme (1) dans les cérémonies d'apparat, comme les princesses de la maison de Bourbon, en signe de leur grande naissance et de leur dignité; on élevait bien haut Joséphine; ce qui prêtait plus d'un souvenir moqueur à Barras, le gentilhomme épiqueur, dans sa retraite de Bruxelles.

Avec cette forme et cette hiérarchie du palais, le cérémonial était rétabli sur des bases positives. Le consul avait déjà son petit lever, ses grandes réceptions à jours fixes et pour chaque ordre de la société. La cour était brillante, quoique compassée et loin encore des airs de bonne compagnie; comme les parvenus souvent, les nouveaux fonctionnaires prenaient la roideur pour de la dignité, et

l'inconvenance pour l'abandon; le souvenir des camps dominait encore dans les salons dorés des Tuileries. On y trouvait des femmes jeunes et belles (2), de brillants officiers pleins de glorieux services; mais cela ne suffisait pas pour constituer un salon d'aristocratie; on y était gauche, gêné ou trop hardi. La conversation était un mélange de propos militaires et d'obsequiosités envers Bonaparte, qui ne ressemblait en rien à l'obéissance respectueuse et fière que les gentilshommes portaient aux rois; les Tuileries étaient comme une grande tente, sous laquelle s'étaient remis des braves soldats élevés par la fortune, des femmes de toute naissance, recueillies pêle-mêle dans le chaos que la révolution avait fait. Il y avait un grand nombre de gens, qui, selon le dire de M. de Talleyrand, ne savaient pas marcher sur le parquet, des femmes qui, toutes couvertes de pierres, ne savaient pas s'asseoir, guindées dans leur toilette et dans leur ajustement, avec ces modes disgracieuses que le consulat voyait briller alors dans les salons les plus précieux (3); ces

(1) Les dames du palais étaient M^{me} Lauriston, de Luçay, de Rémusat et Talhouët.

(2) On voulait prendre les mesures de l'ancien régime, faire de l'esprit et écrire des lettres à la manière du R^{me} de Sévigné; mais le ton en était masqué; voici une œuvre de cette société qui en constate le ton et la forme :

Billet du voyage de Pombrières aux habitants de la Malmaison.

« En partant de Malmaison, la société avait les larmes aux yeux, ce qui leur a occasionné un si grand mal de tête, que la journée réellement fut acablante pour ces aimables personnes. Madame Bonaparte mène à son tour cette journée mémorable avec le plus grand courage. Madame Bonaparte consueuse n'en a pas du tout montré; les deux jeunes dames de la demeure, mademoiselle Montoso et madame Lavalette se disputaient le flacon d'eau de Cologne, et l'aimable M. Rapp faisait arrêter la voiture à chaque instant pour soulager son petit cœur malade, qui était chargé de bile. Aussi, a-t-il été obligé d'aller se coucher en arrivant à Epervier, pendant que l'aimable société cherchait à oublier ses maux dans le vin de Champagne. La seconde journée a été plus heureuse sous le rapport de la santé, mais les vœux manquaient et l'estomac s'en trouvait mal. L'espérance de trouver un bon souper à Toul les soutenait; mais le désespoir fut à son comble quand, arrivés à Toul, on trouva mauvais submerge et rien à manger. On vit des gens à mines risibles, qui dédommagèrent un peu des épisodes incommodés à l'huile de lampe, et des asperges rouges, frites et au lait caillé. On aurait voulu voir les gourmés de la Malmaison assés à cette table si désagréablement servie.

« On n'a jamais vu dans l'histoire une journée passée dans des antres si terribles que celle où nous arrivâmes à Pombrières, Palais de Toul pour aller déjeuner à Nancy, car tous les salons étaient vides depuis deux jours, les autorités civiles et militaires en venant au-devant de nous, nous empêchèrent de réaliser notre projet. Nous continuâmes donc notre route malgrément à vue d'œil; la demeure, pour comble de malheur, a pensé s'embraser sur la bécotte pour aller à Metz, par une chute qu'elle a manqué de faire. Nous avons été bien dédommagés, en arrivant à Pombrières, d'un voyage aussi malheureux, car à notre arrivée un ou deux accueillis avec toutes sortes de réjouissances. La ville illuminée, le canon tiré, et la figure des jolies femmes qui

étaient à toutes les fenêtres, nous font espérer de supporter avec moins de regrets notre absence de la Malmaison.

« Voilà le récit exact de notre voyage, à quelques anecdotes près que nous nous réservons de raconter à notre retour, que nous soussignons certifiées véritables.

« Joséphine Bonaparte,
« Deschamps-I avanteite,
« Hortense Beauharnais,
« Rapp,
« Bonaparte mère.

« La société demande pardon pour les pâtes.

« Le 21 messidor.

« P. S. On prie la personne qui recevra ce journal, d'en faire part à tous ceux qui s'intéressent aux voyageurs.

(3) Les modes sont toujours l'expression d'un temps, et voient un petit croquis des costumes du consulat :

« Nos jeunes élégantes, dans leur costume de française, portaient comme dans le costume d'étriquette le chapeau français; c'est-à-dire moins grand de bord et à cornes moins inégales que le chapeau russe. Leurs habits sont en bruns ou noirs; leurs redingotes de couleurs claires, tirant sur le chambré ou le gris cendré.

« Les turbans de femmes sont si écartés du front, si embragés de crochets de cheveux, qu'on a peine à reconnaître cette coiffure. Quelquefois entre les plis du turban est ménagé un espace pour enfoncer un peigne riche. Les dernières formes des chapeaux des modistes sont très-élongées. La garçonne presque exclusivement en vogue, est une ruche de crêpe noir ou blanc; de loin, en crêpe découpé à l'air d'une plume ronde frisée. La couleur nouvelle est bleu barbes, on l'emploie en crêpe plutôt qu'en satin. Les crêpes soufflés dans le mode n'est pas encore passé, sont un amant, ou jockey, en lisse, à petite pile, ou étoile blanche. On commence à mettre sur les chapeaux des paquets de violettes. Dans plusieurs magasins de modes, on garnit les bonnets du maille en coques de rubans blancs. Les broderies en jamales sont toujours en vogue pour les costumes de grande parure. Les canotiques ou favoris sont le lait rose et le vin rouge. Le bulle antique a été remplacée par les pomades romaines.

« Les trains de voitures sont vermillon avec filets d'or. Les ciuses sont servies au radeau de bulle. Les voitures légères sont la plupart à fond brun avec filets d'or.

« Tant de femmes sont louches, la mode leur presse si rigou-

jeunes femmes avaient souvent de l'esprit, de la grâce, mais peu avaient l'usage d'un monde comme il faut; les saluts théâtraux, les révérences de madame Campan ou les gavottes de Vestris ne pouvaient rien ébanger à ces façons-là.

Les préférences du premier consul pour le faubourg Saint-Germain grandirent alors; homme de compagnie excellente avec l'instinct de ce qui était bien, Bonaparte aimait les manières d'aristocratie et les formes de ce monde inimitable, dont MM. de Talleyrand, de Ségur, de Narbonne, étaient le symbole. Les phrases des gentilshommes étaient polies, ubéissantes, mais jamais abaissées; ils parlaient aux princesses, un genou en terre, mais la main sur la garde de leur épée, le front prêt à rougir à la moindre insulte. Leurs femmes surtout avaient la juste appréciation de ce qu'il fallait pour être polies sans abaissement, dignes sans être guindées, spirituelles sans pédantisme, gracieuses sans être minaudières, affables sans familiarité; puis elles avaient cette habitude de courir sur les tapis soyeux avec leurs petits souliers de satin comme la Camille de Virgile sur les épis sans en abaisser la tige; elles ne connaissaient d'autres parés que le velours blanc qui doublait leurs voitures, ou les tapis de Perse sous les lustres; elles ne respiraient l'air que dans ces belles allées sablées, que l'on parcourt sur un cheval alézan, à la poursuite d'un cerf où d'un daim dans les parcs séculaires.

Quoi d'étonnant dès lors que Bonaparte, avec ses idées monarchiques, préférât cette société si choisie (1) à madame Lefebvre, bonne et excellente femme. J'ai pourtant toujours aimé ce caractère de madame Lefebvre, naïve, glorieuse de son mari, restée l'épouse du sergent des gardes françaises,

renouement de le prouver, qu'après les cornettes transparentes et les voiles qui prennent la rondeur de la tête, le nombre des couleurs nouvelles est très-borné. Pour les chapeaux de paille, le mode paraît fixé; ceux de paille jaune ont obtenu la préférence sur les blancs. Ils ont la coiffe haute, un petit fond presque également retroussé, et sont surmontés d'un demi-fichu de Florence; en marmotte ce fichu est ordinairement illus : c'est la couleur dominante. Excepté dans la grande parure on ne voit que des tailles basses et des robes sans queue. Le percale se parait d'une bande étroite dentelée et frisée, qui imite les taches de crème.

« Les habits noirs de nos élégantes sont à l'ordinaire très-larges des épaules, et très-étroits de la taille. Le collet monte si haut qu'il cache la moitié de la tête. Les cheveux, excepté autour du visage, sont coupés ras. Quelques jeunes gens portent des bas de soie blancs, avec une ceinture de nankin et des guêtres de nankin. Les habits sont gros bleu, brun foncé ou noirs. »

(1) Ce goût de Bonaparte pour les grands noms avait été même remarqué par les émigrés et la pièce suivante le constate :
Requête des émigrés vaincus au tout-puissant premier consul.

« Signe transitoire, seigneur, avec Montemayor.

Duval, Chénod, Tarente et l'adroit Caucasy.

Quand nous leur pardonnez, pardonnez-moi aussi.

« Les pauvres diables d'émigrés qui sont trop obscurs pour

sans prétendre singer les grandes manières qui n'étaient pas en elle. Madame Lefebvre était là sans rougir de son origine; elle ne se fardait pas jusque sous les yeux pour échapper à ce naturel qui se révélait partout; elle ne paraît pas sa figure commune et soldatesque d'ornements sans grâce; elle ne plaçait pas des gerbes de diamants sur des fronts bas et ramassés; elle n'avait pas cessé d'être la bonne ménagère du brave soldat que la fortune avait élevé; elle restait glorieuse de son héros!

La cour consulaire était alors en face de tout ce que l'Europe avait de plus élégant et de plus fin dans le corps diplomatique. En tête on peut placer lord Whitworth, le plus remarquable des ambassadeurs; il avait vu les principales cours de l'Europe; nul ne possédait à un plus haut degré les habitudes de finesse et d'ostentation, avec cette richesse de costumes, d'ordres, de cordons qui éblouissaient tous les yeux. La physionomie de lord Whitworth était froide, mais distinguée au plus haut point; il parlait bien le français, lentement, mais avec une expression toujours choisie. Le comte de Marcoff, représentant la Russie, déployait non moins de faste que lord Whitworth; il y avait rivalité de luxe dans les équipages, dans les livrées; l'une écarlate, l'autre de ce beau vert russe éclatant sous le soleil des Tuileries. Si lord Whitworth portait l'ordre de la jarretière fixée à son genou couvert d'un pantalon de soie, le comte de Marcoff étalait l'ordre de Saint-André de Russie, qui est comme le cordon bleu ecclésiastique du Saint-Esprit, décoration si magnifique!

Le comte Philippe de Cobenzl, représentant l'Autriche, n'avait rien de remarquable dans son esprit et sa figure un peu maussade; cousin du

qu'un grand souverain digne d'intéresser à eux; qui ne s'était pas fait croquer à la tête des cheneaux, n'ont pu capituler avec le premier consul; qui n'ayant jamais vu Paris ne connaissent pas les puanteurs de l'ancien et du nouveau régime; qui ne sont pas assez riches pour obtenir la faveur des belles dames en crédit, ou des comités aux radicales, et qui, par conséquent, n'ont aucun moyen de parvenir à se faire rayez de la liste des proscrits, supplient le tout-puissant premier consul de ne les pas traiter plus d'avantageusement que les ducs et pairs, généraux et grands officiers de la ci-devant couronne de France, que de sa grâce il videra d'effacer de la fatale liste. Les suppliants sont si impérieux, qu'ils pensent que c'est par oubli qu'on ne s'est pas encore occupé d'eux. Mais comme les lois et le gouvernement du premier consul sont fondés sur l'égalité, et qu'il se professe dans toutes ses proclamations, ils oseraient espérer qu'il vaudra bien les mettre cette fois en pratique, et qu'il ne dira pas: *De misérables non curat consul*. Il est vrai que les suppliants n'auront pas l'ambition d'aller grossir la cour du premier consul, mais ils se retireront patiblement dans leurs provinces qu'ils n'ont quittées que parce qu'on y assassinait. Ils y donneront l'exemple de la patience, et ils se résoudront sous le gouvernement actuel, si ils ne cessent pas de bénir la justice du premier consul, de crier comme le bon docteur Pangloss chez les Bulgares: « Le gouvernement de Bonaparte est le meilleur des gouvernements possibles. »

comte Louis, le spirituel plénipotentiaire à Lunéville, Philippe de Cobentzel fort bien vu à la cour du consul, recevait partout l'accueil le plus empressé; car le comte Louis avait laissé de bons souvenirs à Paris, comme un des conteurs les plus à la mode, sur la cour de Catherine II. Le marquis de Lucchesini, ambassadeur de Prusse, faisait tout le tapage d'un grand seigneur avec ces clinquants de mauvais goût qui appartiennent à l'école italienne; on ne pouvait contester au marquis de Lucchesini beaucoup d'esprit, mais il était d'une flatterie trop soumise. On comptait encore, parmi le corps diplomatique, le ministre de Bavière, le comte de Cetto, le ministre de Saxe, puis encore les plénipotentiaires des États-Unis, de Suède, du Danemark, de Bade, de Hesse-Cassel: le chevalier d'Azara, ambassadeur d'Espagne, si exquis de manières, si remarquable d'intelligence; le marquis de Gallo, représentant du roi de Naples, royauté à peine restaurée; enfin M. de Souza, envoyé extraordinaire du prince régent de Portugal; ce nom se mêla bientôt en France à celui d'une femme éminemment distinguée.

A cette cour si brillante comme à celle de Louis XIV, il y avait aussi un envoyé de la Porte, et un ambassadeur persan, pour compléter le brillant appareil des salons aux Tuileries, où l'on voyait accourir tous les étrangers de dignité ou de renommée qui passaient à Paris: aujourd'hui le comte de Tolstoy, le prince Dolgorouki, le duc de Saxe-Weimar, le prince de Salm; le lendemain le jeune prince de Castel-Franco, les lords Holland, Erskine, Fox, Spencer; le prince de Galitzin, les

duchesses de Dorset, de Gordon, le prince Borghèse, lord Cholmondeley, le comte de Zamotsky, Demidoff, Kourakin, tout ce que l'Europe, en un mot, présentait d'aristocratie et de supériorité sociale. Sous de tels regards, la cour du consul dut s'occuper essentiellement d'éclat.

Ce fut une grande affaire que celle des costumes; les costumes ne sont jamais des puérilités, car ils forment, par des caractères extérieurs, la marque de l'autorité publique; plus un pouvoir a été secoué, plus il est essentiel de restaurer les marques qui désignent matériellement le rang de chacun. Il faut frapper les yeux quand on veut ramener l'obéissance; si les classes éclairées marchent d'après le principe instinctif et moral, le peuple ne se meut que par les sens saisissants (1). Il y eut donc beaucoup de pompe au palais des Tuileries; nulle cour de l'Europe ne présentait un appareil aussi riche: les consuls avec leur uniforme de fantaisie si brillant, les sénateurs et les conseillers d'État en broderies d'or et d'argent, les ministres, les députés, les tribuns, tous avec leurs costumes d'apparat; puis ce qui allait mieux à cette génération, l'habit militaire dans lequel elle était née pour ainsi dire. Tous ces jeunes généraux aux scintillants uniformes de hussards, de guides de la garde, de dragons austères, de grenadiers à cheval, offraient un merveilleux ensemble, lorsque, dans un bal ou sous les lustres d'un dîner, on s'entretenait des grandes choses faites dans une carrière si merveilleusement remplie.

Il y avait deux espèces de réceptions: les dîners et les cercles (2); un dîner solennel avait lieu deux

(1) Plusieurs décrets règlèrent le costume de toutes les autorités de l'État:

Art. 13. Le costume des membres du corps législatif consistait en un habit fermé bien national, doublure de même couleur, collet et parements brodés en or, ceinture tricolore avec des franges en or; chapeau français avec des glands en or.

Art. 14. Le costume des tribuns consistait en un habit fermé, bien clair, doublure de même couleur, collet et parements brodés en argent, ceinture tricolore avec des franges en argent, chapeau français avec des glands en argent.

Art. 15. Les habits du corps législatif et du tribunal seront en velours pendant l'hiver et en soie pendant l'été.

(Loi du 24 décembre 1799.)

Art. 16. Le préfet de police de Paris, et les commissaires généraux de police, seront vêtus, dans l'exercice de leurs fonctions, comme il suit: Habit bleu, veste, culotte en pantalon rouges, poches et parements de l'habit brodés en argent, suivant les dessins déterminés pour les habits du gouvernement, écharpe blanche, franges d'argent, chapeau français bordé en argent; une arme.

Art. 14. Les préfets seront vêtus comme il suit: Habit bleu, veste, culotte ou pantalon blancs; collet, poches et parements de l'habit brodés en argent; écharpe rouge, franges d'argent; chapeau français bordé en argent; une arme.

(Arrêté du 8 mars 1800.)

Art. 10. Les sous-préfets seront pour costume l'habit bleu, la veste, la culotte ou le pantalon blancs, collet et parement de l'habit soielement bordés en argent. Les secrétaires généraux

de préfecture de département auront le même costume que les sous-préfets, avec ceinture bleu de ciel à franges d'or.

Art. 2. Les maires auront un habit bleu, et une ceinture rouge à franges tricolores.

Art. 3. Les adjoints à la mairie auront le même habit, et une ceinture rouge à franges blanches.

Art. 4. Les commissaires de police porteront l'habit noir complet, et une ceinture tricolore à franges noires.

Art. 5. Les fonctionnaires ci-dessus désignés porteront un chapeau français, uni. (Arrêté du 7 mai 1800.)

(1) Voici ce que j'ai recueilli dans le registre déjà cité: on voit que Bonaparte s'occupait de petites et grandes choses.

Du 1^{er} ventôse an X (16 février 1802).

Le premier conseil a fait passer aux préfets du pôle la note suivante:

« Il y a le 8 de chaque mois un dîner où sont invités:

Les deux consuls,

Les huit ministres et leurs femmes,

Le ministre des relations extérieures de la république italienne,

Les conseillers d'État étrangers

Des ecclésiastiques,

Des ponts et chaussées,

Des domaines nationaux,

Des prires,

De l'enregistrement,

Les présidents des cinq sections du conseil d'État,

Le secrétaire d'État,

fois par mois, l'un destiné aux autorités de l'intérieur, l'autre aux ministres et ambassadeurs étrangers. Ces dîners considérables comptaient 200 à 250 personnes, 30 dames environ, et tout le reste se composait de ce que la société avait de plus choisi. Les hommes étaient désignés personnellement par le consul, et les femmes prises parmi les plus élégantes et les plus jolies : les sœurs de Bona-

Le conseiller d'État en service extraordinaire près le premier consul,

Le premier inspecteur général de la gendarmerie,

Le préfet du palais de service,

Le gouverneur du palais,

Le général commandant la garde, qui est de décade, L'aide de camp du service.

Le premier consul désigne les autres personnes qu'il desire inviter à ce dîner. Le préfet du palais prend ses ordres à ce sujet. Le dîner se donne dans les appartements de madame Bonaparte.

« Signé : Bonaparte. »

(1) Il publie lui le personnel d'un de ces dîners d'après le registre du palais :

DINER DU 15 FLOREAL AN X.

Ambassadeurs.

M. le comte de Cobent, ambassadeur de S. M. l'Empereur, roi de Bohême et de Hongrie,

Le chevalier d'Asara, ambassadeur de S. M. le roi d'Espagne, Le marquis de Gallo, ambassadeur de S. M. le roi de Naples.

Le citoyen Schumacher, ambassadeur de la république batave.

Envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires.

M. le baron de Breyer, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi de Danemark,

Le baron d'Brumard, envoyé extraordinaire de S. M. le roi de Suède,

Le chancelier Lewington, ministre plénipotentiaire des États-Unis,

Merry, ministre plénipotentiaire d'Angleterre,

Le comte de Cotte, ministre plénipotentiaire de l'électeur palatin, duc de Bavière,

Le baron de Reinsch, ministre plénipotentiaire de S. A. N. le margrave de Bade,

Le baron de Heube, ministre plénipotentiaire de S. A. N. le landgrave de Hesse-Cassel,

Le baron de Pappenheim, ministre plénipotentiaire de S. A. N. le landgrave de Hesse-Barmstadt,

Slupier, ministre plénipotentiaire de la république néerlandaise, Le comte de Karcov, ministre plénipotentiaire de S. M. l'empereur de toutes les Russies,

Le comte de Buzau, ministre plénipotentiaire de l'électeur de Bavière,

Le chevalier de Serristori, ministre de S. M. le roi d'Étrurie, Les comtes de

Serra, envoyé extraordinaire de la république ligurienne, Fraveja, ministre plénipotentiaire de la république ligurienne,

M. de Souza, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. A. N. le prince régent de Portugal.

Étrangers de marque.

M. le comte de Dietz, Le comte de Stakelberg, conseiller privé de S. M. l'empereur de Russie,

Le comte d'Alstedt, Le prince de Gallatin, chambellan de S. M. l'empereur de Russie,

Le baron de Neilsen, grand maître de la cour de Saxe-Weimar, De Batca, chambellan de S. M. l'empereur de toutes les Russies,

Le comte de Necham, Le comte de Bessières, Junot, Soult, Mortier, les femmes des ministres et des conseillers d'État, enfin les dames étrangères de distinction qui venaient à Paris. Les réceptions plus nombreuses encore, se faisaient dans le salon de madame Bonaparte, rempli d'une foule accourant pour admirer le premier consul (1). Comment la tête n'aurait-elle

Le marquis de Bessières, Anglès, Le comte de Cowper, Anglès, Sir Charles Weyles, Anglès, Seymour, Anglès, Coliberti, Anglès, Monsignor Krilke, Anglès, Le prince de Saxe-Weimar,

Gouvernement français.

Les deux consuls,

Les ministres,

Abrisi, de la Justice,

Talleyrand, des relations extérieures,

Chapuis, de l'intérieur,

Berthier, de la guerre,

Gandin, des finances,

Decrès, de la marine,

Fouché, de la police générale,

Barbès-Barbès, du trésor public,

Dejean, directeur de l'administration générale de la guerre,

Le comte de Narbonne, ministre des relations extérieures de la république italienne.

Conseillers d'État.

Les citoyens :

Portails, chargé des cultes,

Crétet, des ponts et chaussées,

Régnier, des domaines nationaux,

Duchatel, de l'enregistrement,

Berlier, des finances,

Rodière, de l'instruction publique,

François, des dépenses des communes,

Desmottes, de la 1^{re} section de l'administration de la guerre,

Edranger, de la 3^{me} section.

Gau, de la 3^{me},

Belinmon, de celle des finances,

Boulay, de celle de législation,

Bruno, de celle de la guerre,

Fleurbaey, de celle de la marine,

Thibaudou,

Le citoyen Louis Bonaparte,

De Lucsy, préfet du palais,

Hidolat, préfet du palais.

État conservateur.

Tranchet, président,

Chassat, secrétaire,

Serrurier, secrétaire,

Laplace, membre,

Legrand, membre,

Vaubois, membre.

Le cercle habituel des dîners était ainsi réglé :

AN X.

Dîner du 15 nivôse.	34 personnes.
— du 15 pluviose,	65 —
— du 2 ventôse,	39 —
— du 15 ventôse,	124 —
— du 2 germinal,	91 —
— du 15 germinal,	110 —

pas tourné à l'homme que les contemporains plaçaient si haut? Cette aristocratie entourant Bonaparte lui inspirait des idées monarchiques; il éprouvait une joie d'enfant à opposer des institutions aussi brillantes, des ordres de chevalerie, à tout ce luxe étranger qu'il voyait autour de lui; il ne s'arrêtait pas dans son œuvre de reconstitution qu'il voulait complète et absolue.

Pour imiter l'esprit de la vieille société, le consul devait promener incessamment ce monde dans les délabrements et les fêtes, et l'entraîner des pompes de la cour aux distractions les plus attrayantes. Si Bonaparte se réservait pour lui le travail sérieux, les occupations graves, il devait comme Louis XIV laisser à une cour jeune et avide d'émotions, les plaisirs incessants qu'offrait Paris, la capitale des arts et de la civilisation. Les musées s'étaient enrichis de magnifiques conquêtes : les chefs-d'œuvre de Florence et de Rome, la Vénus de Médicis aux formes suaves, l'Apollon du Belvédère, le Laocoon gémissant sous les serpents qui l'enlacent, les chefs-d'œuvre de Raphaël, du Titien et du Corrège dont les merveilles enrichissent Rome et les cités de Toscane, les marbres de la Grèce, les hiéroglyphes d'Égypte; on y voyait les tableaux des écoles si gracieuses de Louis XV, les bergeries toutes rosées de Boucher et de Vanloo à côté des études solennelles et graves de David, ou des tableaux pleins de vie de Girodet, de Gérard ou de Guérin; la Psyché si timide sous les baisers de l'Amour; le Bélisaire mélancolique dans ce désert sans limites, et les dessins si fins d'Isabey, reproduisant les traits de madame Bonaparte et des femmes jeunes et gracieuses sous leur voile de mousseline. Toutes ces œuvres d'art, réunies dans des musées, attiraient à Paris les étrangers, avides de contempler les expositions d'industrie, les premiers essais des manufactures; l'Institut, le Jardin des Plantes, les écoles d'arts, la littérature, amenaient l'Europe parmi nous. Tout était mis à contribution pour distraire les nobles visiteurs, et leur donner une juste idée de notre grandeur et de nos ressources nationales.

Les théâtres appelaient particulièrement les étrangers; alors à son apogée, la scène voyait des acteurs de l'ordre le plus éminent; on commençait à

prendre goût pour les Bouffes, depuis que le consul y avait assisté avec prédilection; l'Italien était sa langue naturelle, il l'aimait comme une pensée de son enfance. Les Bouffes se partageaient en deux écoles : les partisans de Cimarosa, génie mélancolique, esprit suave qui renouait tous les sentiments tendres; les sectateurs de Paisiello, aux partitions plus gaies et plus retentissantes; on allait aux Bouffes pour s'arracher à la musique empressée, solennelle du théâtre de la République et des Arts, cet Opéra, où se déployaient les pompes des déclamations musicales de la vieille école, les grandes partitions du chevalier Gluck ou les oratorios de Haydn. À l'Opéra, on représentait *Sémiramis* dans ses pompes antiques; *Tamérhan*, opéra tombé presque aussitôt que paru; la *Caravane* de Grétry, avec ses chants de victoire; la tendre *Didon*, ou *Panurgo* dans *l'île des Lanternes*; théâtre des grandes manières, des danses compassées, où paraissaient Vestris, Saint-Amand, Branchu, avec mesdemoiselles Clotilde, Dupont, Taglioni première, Bigottini, Conlon; sorte de dynasties perpétuelles de la scène. Lorsque tant de rois étaient détronés, la dynastie des Vestris et des Gardel se maintenait puissante; il fallait voir l'importance de tous ces artistes, la solennité qu'ils prenaient dans le monde, comme au temps de la décadence de la vieille Rome, et des mimes qui paraissaient dans les cirques de la ville éternelle.

Le Théâtre-Français, sous la protection spéciale du premier consul, réunissait une troupe d'acteurs du premier mérite : Talma, héritier de Bonaparte, parce qu'il avait les traditions historiques de Rome et les études profondes des époques impériales; les Dumas, les Baptiste, les Monvel, les Armand, qui reproduisaient les souvenirs de l'ancienne et bonne comédie avec ses manières froides, son beau dire. Une foule de débutants se disputait la scène du Théâtre-Français, et préoccupaient les cœurs et les esprits : Mademoiselle Duchesnois, l'élève de Legouvé, arrachait des larmes dans *Phédre*; mademoiselle George, mademoiselle Mars l'ainée, talents remarquables, qui se déployèrent plus tard avec un instinct si éminent. Le Théâtre-Français avait été dédoublé, et Louvois, sous la direction de

Dîner du 15 Borsal,	136 personnes.
— du 15 prairial,	127 —
— du 25 messidor,	172 —
— du 15 thermidor,	46 —
— du 15 fructidor,	166 —

AN XI.

— du 15 vendémiaire,	146 —
— du 14 brimaire,	133 —
— du 15 nivôse,	198 —
— du 17 pluviose,	201 —
— du 15 ventôse,	200 —

CAFÉRIQUE. — L'EUROPE.

Dîner du 11 Borsal,	138 personnes.
— du 15 prairial,	126 —

AN XII.

— du 3 vendémiaire,	205 —
— du 30 vendémiaire,	195 —
Cercle du 3 brimaire aux Tuilleries,	250 —
— du 3 nivôse aux Tuilleries,	415 —
— du 1 ^{er} pluviose aux Tuilleries,	482 —
— du 5 ventôse aux Tuilleries,	346 —
— du 15 germinal aux Tuilleries,	341 —
— du 9 ger. au palais de Saint-Cloud,	343 —

66

Picard, offrait des pièces d'un répertoire plus neuf et plus spirituel : *le Pacha de Suresne*, *le Portrait de Michel Cerrantes*, *les Deux Mères*; Picard, remarquable acteur, conservait une verve hardie et piquante dans toutes ses productions de théâtre, depuis *les Visitandines*, fausse et spirituelle critique des monastères du vieux régime, asiles de paix, institution admirable, que l'on ne comprenait plus dans une époque de sensualisme et d'indifférence. Picard rajeunit le répertoire de Louvois; il donna à la comédie une empreinte plus contemporaine; il la fit jeune, mordante, et merveilleusement en harmonie avec le temps dans lequel il vivait; talent tout de son époque, il devait mourir avec elle.

Le véritable triomphe était en ce temps pour l'Opéra-Comique, où se jouait le genre qu'on disait tout français, avec sa musique gaie, scintillante. Se séparant des Bouffes, sans s'élever à la gravité du théâtre des Arts, l'Opéra-Comique était comme l'invasion de l'esprit provincial dans la musique, la bourgeoisie dans les notes, sorte de classe moyenne entre l'Opéra et le Vaudeville. Là se voyaient les acteurs de fatuité, se posant en face du public comme des modèles de grâce et des mangeurs de cœur : Elleviou, le bel acteur de la rampe, si admiré des dames du consulat; Martin, nom si provincial, qu'il est resté comme une dénomination du répertoire sur toutes les scènes; Gavaudan, plus grave éboueur, et mademoiselle Saint-Aubin, si gracieuse, demeurée comme type, aux beaux jours mêmes de l'empire, quand le goût éprouvait une plus sérieuse réforme. Femmes au gosier de rossignol, à la chair blanche et rose, et à la pantomime aérienne dont le front flechit aujourd'hui sous les pluies de fleurs, voyez ce que sont devenues toutes ces célébrités d'un jour, tous ces enivrements de la scène; que reste-t-il de ces grandeurs?

(1) Pour donner une idée de la variété des spectacles et des plaisirs donnés aux étrangers, je prends au hasard ce programme; il est daté du 29 mai 1803.

Théâtre de la République et des Arts.

Soir, oratorio.

Théâtre-Français de la République.

Herman et Ferner, ou les Militaires, Chêne, dans *Les Militaires*; Caumont, Baptiste cadet, Samas, Baptiste aîné, Armand, Lécroix, Rublin, Marchand. Mesdemoiselles Lacaze, saigne, Mars.

Basse Chêne : Talma, Monvel, Damas, Lacaze, Desprez. Mesdemoiselles Pulrai, George Weimer.

Au premier jour *Iphigénie en Aulide*.

Se attendant à *Gouverneur*, comédie de Lachausée, remise au théâtre; la deuxième représentation de la reprise des *Ritoux amis*, et la cinquième du *Muet*.

Incessamment à la salle de l'Opéra, en vertu du règlement du

Le Vaudeville faisait toujours d'immenses recettes avec *Fanchon la Vieilleuse*, bon succès de l'époque, scène adaptée à la fortune féérique de toute cette génération : Fanchon, pauvre fille, ressemblait à tant de femmes du consulat; elle était partie de la montagne pour passer au salon, comme tant d'autres venaient de la tente dans le palais! Une vogue non moins grande s'attachait au *Mur mitoyen*, folie spirituelle qui mettait en joie tous les grands dignitaires du consulat, les généraux, les officiers qui avaient besoin de distraire leur vie. Le théâtre joyeux, la salle Montansier, jouait la série de ses *Jocrisses*, et des *Cadet Roussel*, types de l'époque; chaque temps a ainsi son caractère de ridicule, sa caricature de prédilection qu'il met en avant pour formuler une idée contemporaine; ces types survivent, parce qu'ils peignent une société. Les *Jocrisses* reproduisent la grande mystification de l'époque révolutionnaire; *Cadet Roussel* fut un peu le peuple, bafoué par tous, livré aux risées comme les masses que les prestigitateurs avaient conduites. Brunet fut admirable, parce qu'il était vrai à la salle Montansier; les grands seigneurs du nouveau régime allaient se délasser de leurs fatigues et rire de l'œuvre qu'ils avaient accomplie, en s'élevant si haut et en plaçant le peuple si bas. La convention seule avait pris le peuple au sérieux, en faisant tout pour lui; elle l'avait préparé aux grandes choses; depuis le Directoire, il ne fut plus que mystifié. Le théâtre Montansier fit une fortune colossale avec les *Jocrisses*, et plus d'une fois Bonaparte dut se souvenir qu'il avait voulu engager sa main et son cœur à cette femme plus vieille que lui de vingt ans; alors 25,000 livres de rente semblaient l'ambition et le but de celui qui devait gouverner le monde; tant la destinée remue les existences, prend un homme, l'élève ou l'abaisse capricieusement (1)!

Des mystifications de *Jocrisse*, un étranger pou-

Théâtre-Français, pour la retraite de madame Vestris, sociétaire de ce théâtre, la première représentation d'*Esther*, tragédie de Racine, avec les chœurs;

Et la première représentation de *Lucas et Laurette*, ballet pantomime en un acte, dans lequel danseront les premiers sujets du théâtre des Arts.

Opéra-Comique, rue Feytaud.

Le Locataire, le Concert, les Confidences.

Dans les *Confidences* : Elleviou, Martin, Gavaudan, Chénard. Mesdemoiselles Saint-Aubin, Pingetot aînée.

Dans le *Locataire* : Gavaudan, Solié, Dominville, Lesage. Mesdemoiselles Gavaudan.

Dans le *Concert* : Elleviou, Martin, Chénard, d'Arcoeur, Baptiste. Mesdemoiselles Pingetot, Gavaudan.

Théâtre Italien.

Ritche.

Mercredi, pour les débuts des signori Cruciani, Alliprandi, et

vait passer aux théâtres des boulevards; tout y était marqué d'un caractère sombre et fantastique. Le temps était venu du mélodrame le plus noir, le plus complet. D'abord le *Souterrain mystérieux* exhibait mille crimes à l'Ambigu-Comique; il paraissait à côté de *Victor* ou l'*Enfant de la Forêt*, existence problématique, pauvre enfant qui devient si puissant; puis *Pizarro*, avec les malheureux fous et les crimes de la conquête espagnole. Voyez venir le *Chevalier noir*, et l'intéressante *Catrina*, la fille du mystère, pièce si retentissante à une époque de sensibilité; il y avait alors du mystère à tout, et la plus grande énigme n'était-elle pas la fortune merveilleuse de tant d'existences nouvelles? Qui nous rendra jamais les pompes de l'*Homme à trois visages*, *Tekeli*, avec ses Hongrois, ses batailles, son courage indomptable? Puis *Raymond de Toulouse*, les Albigeois et l'inquisition; quoi de plus terrible que *la Vengeance*; ou bien encore *la Forêt périlleuse*, et ces *Pauvres orphelins du hameau*, ou le *Pèlerin blanc*, comme couronnement de l'œuvre? Qu'on se console pourtant, le public était ramené à la sagesse et à la vertu par le Jugement de Salomon, ou la Clémence de Woltemar et l'*Héroïse anglaise*, et tant d'autres belles pièces, foyers éteints des fortunes du boulevard.

Que de distractions au milieu de ce Paris si brillant avec ses théâtres, ses musées, ses expositions d'arts! Le goût dominant du premier consul était pour les représentations scéniques; il ne se bornait pas seulement à les voir, à suivre pas à pas les développements de la scène, par les acteurs de profession; il exigea même impérieusement que ses amis, ses courtisans, ses officiers et ses proches

fussent astreints aussi à se poser en mimes, et à jouer la comédie; de ces théâtres s'élevèrent à la Malmaison, aux Tuileries. Des femmes aujourd'hui virilles, physionomies mélancoliques où se lisent de longues traces de larmes, les passions usées, et les malheurs des âges, ont rapporté les joies d'enfant qu'elles éprouvaient à l'époque où chacune d'elles remplissait un rôle dans la pièce du jour; souvenir de folie et de jeunesse, réminiscence des temps qui ne sont plus! On jouait la comédie à la Malmaison, on se grimaît; Lucien, Marmont, Junot, mesdames Hortense et Murat, s'essayaient dans les pièces de Molière et de Corneille; étrange confusion de mimes et d'acteurs plus ou moins réels sur la grande scène de la vie. Tous ne jouaient-ils pas leurs rôles, les uns sous la pourpre des consuls, des sénateurs, des tribuns, les autres sous le manteau théâtral? Quand de grands bouleversements ont remué le sol, poussé les générations les unes sur les autres, nous ne sommes alors que des acteurs sur une scène plus ou moins étendue. Les étrangers durent faire plus d'une fois cette comparaison; mais le XVIII^e siècle avait opéré une étonnante transformation dans les mœurs; on avait partout joué la comédie, à Berlin, à Saint-Petersbourg, sous Catherine II. Le premier consul voulut singer ce faste et ces grandeurs; sa vie fut une continuelle imitation de ces façons souveraines qui semblaient justifier sa puissance, à lui le fils de ses œuvres, l'enfant enrichi de la fortune et de la victoire (1).

Indépendamment de ces distractions du théâtre, la littérature française conservait encore un charme inouï pour les braux esprits de l'Europe; on s'occupait beaucoup de romans, lecture des femmes, à

de la signora Casloni, la première représentation d'un *Cavaleiro* (le Banquet) opéra en deux actes, musique de Cimarosa.

Théâtre Leveau.

La suite du Menteur, les Bourgeois à la mode.

Théâtre du Vaudeville.

Despina, une Soirée de deux prisonniers, la Danse.

Théâtre Montansier.

Le Tableau de Raphaël, Finot, On fait ce qu'on peut, les Aveugles mendians, Cadei Roussel mélanthrope.

Théâtre de la Cité.

Les Mineurs subdits, la Soirée orageuse.

Théâtre du Narais.

La Barbe bleue, l'Épreuve villageoise.

Théâtre de la porte Saint-Martin
(ci-devant salle de l'Opéra).

Clodomir, j'ai perdu mon procès.

Théâtre Moiré.

Le Duc du Northmouth.

Ambigu-Comique.

La Femme à deux maris, les Amants avoués.

Théâtre de la Gaîté.

Amour et Cruauté, l'Enfant de l'amour et du mystère.

Théâtre sans prétention.

L'Ange et le Diable, le Marchand de ridicules.

Théâtre des Jeunes Artistes.

L'Oiseau bleu, le Petit Poucet.

Théâtre des Jeunes Elèves.

Fantôme, Claudine de Floriss.

Théâtre des Variétés amusantes.

Le Prologue d'ouverture, les deux Scars, Jérôme porteur de chaise, Dretindindin.

Bonnet de Chantilly.

Fils et feu d'artifice sur l'eau.

Tivoli.

Fête champêtre et feu d'artifice.

(1) Tous les Mémoires sur ce temps, qui parlent de la Malmaison, racontent les distractions du comédien et l'animation qu'il mettait à faire jouer la comédie.

cette époque de désenchantement pour elles, quand leurs époux allaient en guerre, comme au vieux temps de la croisade. Ces romans n'appartenaient pas tous à une même classe d'idées; quelques-uns étaient des traductions faites des auteurs anglais, et ces traductions avaient alors une véritable vogue. Si les théâtres des boulevards reproduisaient les scènes lugubres et atroces de quelques drames, la mode des romans anglais jetait encore une teinte plus noire sur les émotions de l'âme. Voici d'abord Anne Radcliff, magicienne échevelée au vêtement noir, à la baguette d'ivoire : apparaissez à nos yeux, *Mystères d'Udolphe*, où se reproduisent si parfaitement les souvenirs de ces familles anglaises, voyageuses sur le continent, à Naples, au pied du Vésuve, à Venise, dans les palais abandonnés; que de pompe, que de vie dans les romans d'Anne Radcliff! Ils atteignent profondément, au milieu de ces descriptions magiques des vieilles tourelles des bords du Rhin, des ruines de Naples ou de Rome, des convents espagnols, ou des mœurs agrestes des habitants des Pyrénées. Combien ne sommes-nous pas remués par toutes ces scènes de nuit, ces souterrains que l'on parcourt une lampe sépulcrale à la main, ces voûtes sombres où bruisent les squelettes, ces panneaux de mur qui s'ébranlent pour laisser pénétrer jusqu'à vous les apparitions les plus fantastiques; ces statues des vieux chevaliers avec leurs armures qui apparaissent sous les grandes voûtes, quand minuit sonne à la tour du Nord, ou au pavillon du centre? Tout cela vous agite encore, lorsque vous y reportez le souvenir de votre jeunesse. Anne Radcliff, poète descriptif et dramatique, pèse sur votre poitrine comme un cauchemar jusqu'au moment où elle vous explique les causes physiques des événements les plus surnaturels.

Qui nous reproduira le *Moine* de Lewis, couvert de taches de sang sur ses vêtements blancs, mélange de crimes et de passions mauvaises? Il y a dans tout cela une odeur de mort, une fantasmagorie de pâles ombres, capables d'agiter les âmes les plus paisibles et les esprits les plus calmes. Cet engouement pour ces tableaux si sombres, s'explique peut-être par les tristes scènes auxquelles la génération venait d'assister; on avait vu naguère les échafauds, les prisons ténébreuses, les persécutions implacables, les souterrains de la Conciergerie ou du Temple, et quoi d'étonnant dès lors que l'on se portât avec un entraînement indicible vers d'autres scènes qui ne paraissaient point extraordinaires à une génération tant éprouvée? Ces hommes qui ne croyaient plus en la foi chrétienne, avaient besoin de se faire une autre croyance, et les mêmes femmes qui étudiaient le sort par les cartes, suivaient aussi ces drames

d'enfer et d'apparitions surnaturelles que les romanciers prodiguaient à peines mains.

Dependant des œuvres plus douces, plus élégantes, venaient reposer les esprits dans une époque de régénération sociale; les femmes laissaient à madame de Staël le domaine de la philosophie transcendante, et la politique ambitieuse. Études du spiritualisme allemand qui s'élevait dans des théories nuageuses. Madame de Genlis écrivait cette touchante histoire de mademoiselle de La Vallière, qui devait arracher tant de larmes aux jeunes filles. Après tant de pamphlets écrits contre les rois et les habitudes des cours, c'était une œuvre de restauration, que de placer la grande physionomie de Louis XIV et ce caractère de roi qui ne perdit jamais sa majesté au milieu même de ses faiblesses. Cette jeune fille arrachée du pied des autels, embrassant la croix de ses mains suppliantes, cette séduction qui finit par la retraite au monastère, ce passage de la vie sensuelle au repentir, de la joie au cilice, cette cour peuplée des illustrations de la France, tout cela était inconnu à la génération militaire qui s'élevait par la force et le courage, aussi étrangère à la vieille société que les Germains envahisseurs, l'étaient à la civilisation gauloise et romaine. Rien ne fut désormais plus populaire que l'histoire de mademoiselle de La Vallière; on la reproduisait partout; mille tableaux furent faits pour retracer les grâces touchantes de la jeune fille, et les premières émotions de Louis XIV : le drame était complet, depuis l'amour jusqu'au tombeau, mythe de la souffrance pour une seule faute commise, martyre de toute une vie pour un moment d'oubli, et il le fut pour le roi comme pour mademoiselle de La Vallière, car, vieillard, la tête abaissée sur la poitrine, Louis XIV se rappelait cette histoire touchante comme un remords, pendant les longues journées de Versailles, sur le grand fauteuil à bras, tout à côté de la vieille madame de Maintenon.

Il y a quelque chose marqué sur son bon goût dans les œuvres des femmes du monde; elles savent mieux peindre et mieux comprendre; *Simple histoire*, cette facile composition, l'œuvre d'une jeune lady anglaise, devint le calque d'autres productions. *Adèle de Senanges* de madame de Flahaut, fut la peinture d'un petit drame de famille, qui n'emprunta rien aux horreurs des romanciers anglais; ce livre, simplement écrit, faisait contraste avec les pages de sang d'Anne Radcliff, et surtout avec les romans orduriers qui semblaient exprimer l'épuisement d'une société abîmée d'égoïsme et de passions terrestres. Alors parut aussi une femme de délicatesse et de goût, qui remua l'imagination et les nobles sentiments. Madame Cottin publiait *Martina*, prélude à son succès populaire de *Mathilde*,

où se déploie le caractère chevaleresque de Malek-Ahbel au milieu des prouesses de la croisade.

La France était inondée de livres cyniques qui fatiguaient plus encore l'imagination qu'ils n'exaltaient les sens. Ce n'était pas la peinture du XVIII^e siècle avec ses débauches, ses orgies, gracieuses même dans leurs excès, comme les femmes au petit pied de satin de la régence; celles-là conservaient encore le type de la bonne compagnie dans les soupers resplendissants au milieu des bougies; mais les romans orduriers du Directoire et du consulat s'adressaient aux basses classes; sorte de corruption jetée en pièces de deux sous; vous pouviez lire alors la peinture d'amours étranges, héritage des temps antiques à l'époque des courtisanes de la Grèce. Là les mœurs du sérail; plus loin le sensualisme criminel et sanglant de M. de Sade; tout cela exposé en plein vent sur des échoppes; des gravures immondes, des impiétés qui opposaient la Vierge à Vénus, et les Grâces aux chastes femmes que le christianisme jeta comme un reproche à la débauche de l'ancien monde.

Et pour couronnement à ces productions licencieuses, je citerai les romans de Pigault-Lebrun. Je ne confonds pas pourtant ces œuvres d'imagination déréglée, souvent spirituelle, avec les saletés dont je viens de parler; M. Pigault-Lebrun avait de la verve. Quand le théâtre jonnait les *Jocrisses*, le romancier retraçait certains caractères d'une grande popularité parmi les classes inférieures; son roman des *Barons de Felsheim* avait produit un certain effet de gaieté; il y avait un rôle de Brandt parfaitement conçu; le vieux baron allemand, son domestique fidèle, l'épisode de Tekely, offraient de l'intérêt, de l'action, du mouvement; on trouvait du comique dans *M. Botte*, une intention amusante et philosophique dans la *Folie espagnole*; tout cela un peu confus, négligemment écrit, avec une pensée dominante et de mauvaise haine contre le christianisme. Le XVIII^e siècle était nuis à l'usage des classes inférieures. On prit plaisir à les corrompre par la licence.

Triste condition de ces œuvres qui s'adressent au vulgaire, de passer avec l'esprit d'un temps. Pigault-Lebrun parlait à une société soldatesque; il fallait des romans à gros mots, des ordures de corps de garde, et le romancier avait assez d'esprit pour se faire lire par tous les rangs de la société. La curiosité porte souvent les classes élevées à pénétrer dans ces mœurs qu'elles ne comprennent pas; elles s'enquiraient de ce monde inconnu; elles veulent voyager dans ces régions qui sont pour elles si éloignées. Pendant le consulat, toute la génération cherchait à se distraire; le monde était sous le charme d'une grande ivresse sans penser

aux choses sérieuses; on commençait une ère nouvelle. Toutes ces jeunes têtes n'étaient point abaissées encore sous l'infortune; la destinée ne les avait point courbées.

Quand plus tard elles auront subi les malheurs, vous verrez les bacchantes disparaître et des pensées plus sérieuses arriver à ces âmes de guerriers, de femmes, de littérateurs et de philosophes.

CHAPITRE LXI.

ORDRE ET HIÉRARCHIE ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE.

La secrétairerie d'État. — M. Maret. — Le cabinet particulier. — Disgrâce de M. de Bourienne. — M. Meneval. — Création du grand juge. — Ses fonctions. — Justice. — La cour de cassation. — La cour des comptes. — La cour d'appel. — Tribunaux de première instance. — Tribunaux spéciaux. — Conseil des prises. — Suppression du ministère de la police. — Conseiller d'État chargé de sa direction. — Ministres à départements. — Directeurs généraux. — Les colles. — Ponts et chaussées. — Domaines nationaux. — Enregistrement. — Instruction publique. — Communes. — Régularité de tous les services publics.

1802—1805.

La pensée de centraliser le pouvoir sous sa main était ancienne dans la tête de Bonaparte; les ministres, sauf MM. de Talleyrand et Fouché, obéissaient sans résistance aux ordres absolus du premier consul; la soumission la plus immédiate était la condition de leur pouvoir, ils n'avaient pas de pensée à eux, de conception et de plan politique; leur mission était d'obéir aux inspirations généralement si grandes, si hautes du premier magistrat de la république. Cette ponctualité générale dans le travail des départements ne suffisait pas cependant; Bonaparte avait des affaires personnelles qu'il ne pouvait confier à des ministres secrétaires d'État; il forma donc dès l'origine même du consulat un cabinet plus intime qui dut recevoir les communications secrètes du premier consul.

L'organisation gouvernementale telle que l'avait proclamée la constitution de l'an VIII, établissait auprès des consuls un secrétaire d'État avec le contre seing général de tous les actes politiques. Ce fonctionnaire n'était pas un ministre à département; ses fonctions ne s'appliquaient pas spécialement à telle branche particulière de l'administration publique; il assistait aux délibérations des consuls,

prenant note de tout ce qui pouvait s'y dire, comme M. Locré le faisait au conseil d'État. Le choix était tombé, comme je l'ai dit, sur M. Maret (1), habile sténographe sous la constituante, qui, doué du talent spécial des abréviations, recueillait avec une errante promptitude toutes les paroles si rapides de Bonaparte; M. Maret n'avait pas de volonté personnelle, de théorie indépendante, s'élevant à un système ou à une idée large et féconde; sa plume était prompte, obéissante. Plein d'une juste admiration pour Bonaparte, M. Maret s'était tellement attaché à lui, qu'il semblait que cette main puissante lui eût enlevé toute pensée propre, toute volonté personnelle, de manière à ne plus penser que par le consul, et c'était là une de ces résignations que Bonaparte aimait à trouver. A mesure que le pouvoir consulaire s'était agrandi, les fonctions de M. Maret étaient devenues plus importantes; Bonaparte aimait à dicter, il le faisait laconiquement, lançant ses idées comme la flèche rapide : sa parole saccadée, pleine d'images, de phrases pittoresques, de réflexions justes, fécondes, ne pouvait être recueillie que par un homme essentiellement habitué à ce genre de travail, et M. Maret était éminemment propre à cette sténographie intelligente. Puis il arrangeait, comme un bon journaliste, les phrases du premier consul; il les soudait dans les articles du *Moniteur* ou bien dans les notes mêmes adressées aux ministres à départements. M. Maret était ainsi un secrétaire très-capable sous la direction de Bonaparte; il avait le bon esprit de le reconnaître; sorte d'aide de camp de plume, il apportait un dévouement à la manière orientale, comme l'entendait Bonaparte. On s'explique dès lors toutes les faveurs dont il put jouir; rien ne pouvait se comparer à la satisfaction du premier consul quand il trouvait dans quelques heures sa pensée bien rendue, bien moulée, bien accentuée, avec points et virgules, et écrite d'une main fidèle, propre et parfaitement lisible.

(1) Voir la notice sur M. Maret, chapitre 34, p. 178.

(2) Quand on lit les Mémoires de M. de Bourrienne, il faut distinguer deux parties : celle qui a été écrite par lui; celle qui n'a été qu'une œuvre de libraire; quand on a comme M. de Bourrienne la distinction est facile à faire.

Louis-Antoine Fauvellet de Bourrienne était né à Sena le 2 juillet 1769, comme Bonaparte, et entra aussi la même année que lui (1788) à l'école militaire de Brienne. Ils passèrent ensemble environ six années dans cette maison, pendant lesquelles ils se lièrent intimement. Destiné comme Bonaparte à l'artillerie, il suivit cependant une autre carrière, celle de la diplomatie. S'étant rendu à Vienne avec des recommandations pour M. de Noailles, il passa plusieurs mois à travailler dans les bureaux de l'ambassade. Il alla ensuite à Leipzig pour y étudier le droit et les langues étrangères, puis à Vienne, d'où il revint à Vienne, et enfin à Paris où il retrouva Bonaparte après huit ans de séparation. M. de Bourrienne fut alors nommé secrétaire d'ambassade à Stuttgart; mais à peine arrivé dans cette ville, le renversement du trône de Louis XVI lui fit perdre cette place. N'ayant

À côté du secrétaire d'État, le cabinet intime du premier consul était confié à M. de Bourrienne, condisciple de Bonaparte à l'école de Brienne (2); tous deux avaient vécu jeunes hommes avec trop d'égalité et de confiance pour que des rapports plus sérieux pussent s'établir entre eux. Il y avait trop de distance par le génie et pas assez par les habitudes; plus d'une fois M. de Bourrienne avait obligé le jeune officier d'artillerie; son esprit était remarquable, son activité intelligente, son éducation soignée, avec une manière de saisir les choses d'un instinct parfait. Malheureusement la tendance de son caractère se mêlait à un besoin d'intrigues, de négociations intéressées, qui le plaçait incessamment entre le consul, Fouché et madame Bonaparte. Fouché avait besoin d'informations et madame Bonaparte d'argent; la position de M. de Bourrienne le mettait à même de pouvoir satisfaire l'un et l'autre, il y trouvait tout à la fois de l'influence et des bénéfices. Bonaparte n'aimait pas les faiseurs d'affaires quand il n'en distribuait pas lui-même les profits; ce qu'il pardonnait le moins à M. de Bourrienne, c'était une sorte d'indépendance de caractère qui le heurtait souvent dans sa volonté. M. de Bourrienne n'abaissait pas son esprit jusqu'à une abnégation passive. C'était une position bien pénible souvent que de demeurer auprès de Bonaparte colère, vindicatif, esprit de ménage, de petites choses, quand il ne s'absorbait pas dans les grandes; c'était un travail laborieux et pénible que celui du cabinet du consul; il fallait être toujours aux ordres, aux caprices de Bonaparte. Tout se concentrait dans les mains du secrétaire et il fallait répondre de tout et à tout; là se faisaient la correspondance secrète et le dépouillement des lettres; là se préparaient les travaux pour le conseil d'État, les dépêches particulières. Il fallait une âme résignée dans un corps de fer, et avec cela une certaine étendue d'esprit pour préparer les affaires, de telle sorte que le premier consul pût les connaître et les classer en quel-

pas été revenu en France, il fut inscrit dans son département sur la liste des émigrés, et s'étant rendu en Saxe, il y fut arrêté comme paria du la révolution. Après trois mois d'une dure captivité, il recouvra sa liberté, retourna à Leipzig et s'y maria en 1794. L'année suivante, il vint à Paris avec sa femme, mais après le 13 vendémiaire il fut arrêté comme émigré; il s'adressa à Bonaparte pour se faire rayé de la fatale liste, mais celui-ci montra peu de zèle en cette circonstance. La commission d'un juge de paix nomma seule Bourrienne. Bonaparte, devenu général en chef de l'armée d'Italie, invita Bourrienne à se rendre à l'état-major; mais ce ne fut que quelques mois plus tard, à la fin de la campagne de 1797, qu'il arriva au quartier général de Graz. Dès ce moment, il devint le secrétaire intime du général Bonaparte, qui le fit rayé de la liste des émigrés; M. de Bourrienne le suivit à Bavière, à Paris, puis en Egypte, et l'accompagna à son retour en France. Après le 18 brumaire, il continua d'être son secrétaire intime et fut logé aux Tuileries; en 1801, il fut nommé conseiller d'État.

ques minutes. Le travail du chef de cabinet pouvait se comparer à celui d'un porte-notes embrassant le souvenir de toute l'action gouvernementale.

M. de Bourrienne fut remplacé vers l'époque du consulat à vie, au moment où le principe monarchique devint la loi fondamentale (1). Le travail de M. de Bourrienne ne convenait plus, on appréciait son aptitude, on repoussait ses observations; il avait trop connu Bonaparte pour demeurer dans une position toujours abaissée, en face d'une si grande fortune; il fallait un caractère neuf, candide et qui admirât avec enthousiasme, et l'on fit choix de M. Meneval (2), honnête et probe jeune homme, élevé dans l'enivrement pour la gloire et le génie du consul, auprès de Joseph son frère. Il ne fallait pas chercher dans cet esprit des idées étendues, une capacité éminente; M. Meneval savait écrire aussi vite que M. Maret : d'une fidélité à toute épreuve, il se fut gardé d'avoir un système intellectuel en dehors du premier consul; il avait peur d'une résistance à l'esprit puissant qui se l'était attaché. Comme tous les génies d'un ordre élevé, Bonaparte n'était pas facile à vivre; maussade, colère, il se livrait à des accès de fureur; lorsque sa pensée était comprimée par une résistance, elle éclatait avec plus d'impétuosité. Le beau caractère de Meneval fut de ne voir en tout cela que la majesté de l'homme qui créa des merveilles; noble martyr d'abnégation, il se dévoua corps et âme au premier consul : quoi d'étonnant qu'on se fit bien petit en présence de ce qui était si grand ?

Le cabinet de Bonaparte s'accrut ensuite ; il eut des départements comme un ministère, des commis qui devinrent tous des hommes considérables (3). M. Fain joua plus tard un rôle d'importance dans les derniers événements de l'empire. M. Mounier, esprit éminent, fut depuis chargé de la correspondance et de la traduction des journaux étrangers.

(1) Voici la lettre de remplacement :

« Citoyen Bourrienne, ministre d'État, je suis satisfait des services que vous m'avez rendus depuis que vous êtes près de ma personne. Mais désormais, il ne me reste plus rien. Mon intention est que vous cessiez dès cette époque les fonctions de mon secrétaire intime, ainsi que d'en porter le titre. Du reste, je suis disposé à saisir promptement l'occasion, dès qu'elle pourra se présenter, de vous placer d'une manière convenable à votre activité et à vos talents, et la plus convenable au service public.

« Signé : Bonaparte. »

(2) Claude-François Meneval, né à Paris en 1778, était attaché à Joseph Bonaparte pendant les négociations de Lunéville et d'Amiens; il était employé au cabinet du premier consul, lorsque Bonaparte le choisit pour remplacer M. de Bourrienne.

(3) Le cabinet du premier consul, et depuis celui de l'empereur, fut divisé en plusieurs divisions comme le ministère.

(4) Il trouva, chez le prince de Metternich, la même curiosité des journaux de toute l'Europe. M. de Metternich en fit sa lecture habituelle; après l'avoir lue, il avait compris que les journaux donnaient la meilleure idée du mouvement et du progrès des opinions.

Au reste, ce cabinet, tout composé de jeunes hommes, recevait comme un reflet de l'immense activité du premier consul; Bonaparte exigeait un travail assidu, continu; sa passion était de tout connaître, et principalement les faits et les événements de l'Europe; de là sa passion pour les traductions des gazettes anglaises et allemandes; il trouvait qu'on n'en traduisait jamais assez; il se les faisait lire, commenter; la liberté de la presse n'existait pas en France, le consul cherchait l'expression de l'opinion publique à l'étranger (4).

Le sénatus-consulte qui avait organisé le consulat à vie, institua un grand juge, ministre de la justice, chef des tribunaux, premier magistrat dans la hiérarchie; en réunissant les anciennes fonctions du chancelier et du garde des sceaux, on en avait fait un ministère pour le confier à un seul fonctionnaire qui prendrait la simarre. On désigna pour cette dignité M. Régnier, esprit très-dévoué. Le grand juge dut avoir une double attribution (5), la direction suprême des tribunaux et la police, pensée libérale, fusion de la police dans la justice, qui n'eut pas de longs résultats. Chef des tribunaux, M. Régnier dut veiller à leur organisation, et déjà un certain ordre s'introduisait dans cette hiérarchie de justice. Tous les choix dépendant du premier consul, il les faisait avec une certaine régularité; il voulait reconstituer sur de larges bases la magistrature, et lui imprimer quelque chose de son caractère antique.

D'après la constitution, la hiérarchie des tribunaux s'étendait depuis la cour de cassation jusqu'à la justice de paix. La cour de cassation, juridiction supérieure, n'était plus à l'élection du peuple; Bonaparte avait jeté dans ses sections réunies tout ce que la magistrature avait de plus fort et de plus élevé, sous la présidence de M. Muraire (6). M. Merlin

(5) Claude-Anthoine Régnier était né à Blamont en Lorraine, le 5 avril 1738; avocat à Nancy, lorsque les premiers symptômes de la révolution se manifestèrent, il se embrassa les principes avec réserve. Nommé député aux états généraux sous le nom de Lamoignon, il ou s'occupa que de questions judiciaires. Les vintances qui agitaient l'assemblée l'effrayèrent; il se tint à l'écart, et ne parut à la tribune que lorsqu'il fut question du rétablissement des nouvelles autorités judiciaires. Lors du départ du roi, en 1791, il fut envoyé, en qualité de commissaire, dans les départements de la Lorraine et de l'Alsace, pour y prévenir et faire cesser les désordres qu'un tel événement aurait pu faire naître. Régnier ne parut plus sur la scène politique qu'après le thermidor. La constitution de l'an III rétablit, et Régnier fut nommé député au conseil des Anciens par le département de la Meurthe; il en fut tour à tour président et secrétaire; il ne prit point part aux événements du 18 fructidor. Régnier, dont les pouvoirs étaient caprés, fut réélu en 1799, par son département. Il prit une part active au 18 brumaire; après l'établissement du consulat, il devint membre du conseil d'État, section des finances; puis, le 14 septembre 1802, il fut nommé grand juge.

(6) Bonaparte Muraire était né à Bragny-sur-le 5 novembre 1730;

(de Douai), le jurisculte profond et subtil, le procureur fiscal du duc d'Orléans, l'auteur de la loi des suspects, fut promu au grade de commissaire du gouvernement près la cour suprême, dont les attributions furent fixées par les lois successives du consulat. La cour se trouva plus d'une fois en conflit avec le conseil d'État dans l'interprétation des lois, et Bonaparte déclara que ses attributions étant pleinement judiciaires, la cour ne pouvait se mêler en rien à tout ce qui était administratif : elle interprétait les lois, mais dans le sens purement judiciaire. Le tribunal suprême, présidé par M. Murair, et dirigé par M. Merlin, eut bientôt une grande importance dans la constitution de l'État ; il fit jurisprudence par ses arrêts (1).

À côté de cette haute institution, Bonaparte avait organisé la cour des comptes sur le modèle de l'ancienne magistrature qui réglait les finances. La cour des comptes était égale à la cour de cassation en dignités et en prérogatives : l'une régulatrice pour les comptables, l'autre pour la hiérarchie des tribunaux ; on adopta l'ancienne division des maîtres des comptes et référendaires en plusieurs classes ; tous durent examiner et travailler pour l'épuration des caisses et de la comptabilité, contrôle appliqué au trésor, juridiction spéciale des comptables, insitution laborieuse où chacun fut récompensé selon son travail, par des gratifications et des épices, comme sous l'ancienne magistrature.

Dans la réorganisation de la cour d'appel, Bonaparte s'occupa avec un même zèle à rétablir quelques souvenirs de l'ancien parlement ; il rechercha les d'Aguesseau (2), les Séguier (3), afin de réunir les débris des cours souveraines siégeant sur la fau-

teuil de velours au vieux palais de justice : noms célèbres qui avaient jeté tant d'éclat sous la pourpre de la vieille magistrature. Le consul avait le fanatisme des noms propres, le culte des antiques renommées ; voulant établir quelque chose de durable, il ne séparait pas le présent du passé, la meilleure garantie de l'avenir. Quand on établit un système, il faut se garder de l'improviser ; un esprit supérieur comme le sien savait que, pour bâtir en granit, il faut que le roc s'attache à la terre ; il avait vu tant de choses dites éternelles renversées au premier souffle des passions ou des événements, qu'il pouvait bien ne plus croire aux conceptions de ces hommes qui s'absorbent exclusivement dans l'actualité ; sorte d'existence sensuelle qui ne sort pas du cercle étroit du présent.

Telle fut la pensée du consul par rapport à la cour d'appel et au tribunal de première instance ; il réalisait une fusion entre l'aristocratie des services et celle des noms propres ; il voulait jeter sur la science l'éclat des souvenirs, et sur les souvenirs la protection de la science. On épura les tribunaux de première instance de toutes les nullités que le Directoire y avait jetées ; on créa autour d'eux des corporations d'avoués, d'huissiers, de notaires, avec une mutuelle responsabilité. Partout cette organisation s'étendit ; les tribunaux spéciaux eux-mêmes prirent une certaine tenue ; ils ne furent plus composés arbitrairement ; une pensée présida à la formation de leur personnel ; ils ne durent plus être seulement des commissions temporaires, mais une magistrature sévère, inflexible ; on forma le conseil des prises, imitation encore du vieux régime. Là furent portées les causes de capture de navires, questions

avancé avant la révolution, il en embrassa, comme Réguler, les principes avec modération, et devint président du tribunal du district de Draguignan, lors de l'établissement des premières autorités judiciaires, en 1791 ; il fut député, la même année, à l'assemblée législative par le département du Var. M. Murair siégea au côté droit de cette assemblée, c'est-à-dire parmi les royalistes constitutionnels. Attaché au comité de législation, il eut plusieurs fois le rapporteur sur des questions importantes. M. Murair ne fut point réélu à la convention ; mais il fut nommé, en 1795, au conseil des Anciens par le département de la Seine. Compris dans la déportation du 18 fructidor, il évita par la fuite, et se rendit volontairement dans l'île d'Orléans désignée pour retraite aux proscrits. Après le 18 brumaire, il fut rappelé et nommé commissaire du gouvernement près le tribunal d'appel, puis président de la cour de cassation.

(1) Bonaparte reconnaissait des fonctions judiciaires au conseil d'État :

« Si le conseil d'État doit être organisé, pour certains cas, en tribunal de haute administration, il vaudra mieux qu'il prenne alors la qualification de *conseil administratif*, ou *cour administrative*, que celle de *conseil de haute police* ; je n'aime pas le mot de *police*.

« Je ne devrai pas, en me semblant, présider le conseil d'État quand il aura à prononcer comme tribunal sur des individus, puisque ne sera pas moi qu'ils auront été traduits devant lui. Je pense aussi, que ce serait à moi et non au conseil d'État, à ren-

voyer dans certains cas les prévenus devant les tribunaux ordinaires ; car le conseil d'État préjugerait en quelque sorte la culpabilité en prononçant ce renvoi après sa délibération, tandis que moi je ne ferais que renvoyer devant ceux qui jugent en mon nom, sans délibération, et par conséquent sans rien préjuger.

« Il y a en ce moment un grand vice dans le jugement des affaires contentieuses au conseil d'État, puisque elles sont jugées sans entendre les parties.

« Je trouverais très-commode de pouvoir renvoyer au conseil les abus commis par les préfets ; cela croirait comblerait le petit nombre de ceux qui me donnent des sujets de plainte. »

(2) Henri-Jean-Baptiste de Fresnes d'Aguesseau, descendant de célèbre chancelier, était, avant la révolution conseiller d'État, avocat général au parlement de Paris, prévôt, maître des cérémonies, et en 1783 grand officier commandeur. Il fut, en 1790, député de la noblesse du bailliage de Meaux aux états généraux. Il donna sa démission au mois de juin 1790. Chabot l'accusa, le 4 juin 1792, de leur être lui des couillabins secrets, et de prendre part aux manœuvres du parti royaliste pour dissoudre l'assemblée. Après le 18 brumaire, il fut nommé aux fonctions de président du tribunal d'appel de Paris.

(3) M. de Lamoignon ne revint que plus tard dans le gouvernement impérial. Il est le beau-frère de M. Noël qui, trop jeune alors, ne fut appelé au conseil d'État comme maître des requêtes qu'en 1806.

qui se rattachaient au droit public de l'Europe (1); le tribunal des prises fut comme une section du conseil d'État, parce que dans ses jugements il s'agit de l'examen des principes du droit maritime qui se rattachent à la paix ou à la guerre. Il y avait autant de politique que de justice dans les décisions du conseil des prises, tribunal spécial sous l'autorité du premier consul. Les justices de paix reçurent aussi leur organisation spéciale; on apporta la plus vive sollicitude à faire de bons choix pour cette juridiction du pauvre, ce premier degré populaire de toute justice; dans les justices de paix, il se fit une émigration comme pour toutes les autres parties de l'ordre judiciaire; on ne voulut pas laisser à des mains indignes le soin de rendre le droit à chacun. La justice de paix spéciale aux petites causes n'en dut pas moins tenir sa balance égale pour tous.

L'agrandissement de l'ordre judiciaire rendait problématique pour quelques esprits la nécessité d'un ministère spécial pour la police; depuis longtemps Bonaparte songait à se débarrasser de Fouché, esprit trop clairvoyant, trop habile pour lui, trop importun à ses desseins. Comme le premier consul avait son plan de gouvernement arrêté, il ne voulait point d'obstacles, mais des caractères dociles qui pussent lui prêter aide; il avait répu-gnance pour ces esprits d'observation qui, substituant l'obéissance un système de réflexions, arrêtent le bras et compriment la pensée; Fouché voyait les partis en grand (1); il ne se laissait pas éblouir par la puissance et le prestige de l'autorité, il en avait tant vu croner! Il dénonçait les grands de leur manteau de pourpre pour voir l'homme à nu;

les principes n'étaient pour lui qu'une grande querre, la gloire un caprice; il ménaçait les masses, la susceptibilité des partis, sachant qu'il ne fallait qu'un seul jour pour renverser l'édifice du pouvoir consulaire. Dans cette situation, Fouché devenait importun; ses observations étaient semblables à ces sons de cloches à grande volée qui viennent fatiguer le cerveau d'un mathématicien préoccupé d'un problème. Ce problème, Bonaparte voulait le résoudre en maître du gouvernement avec la pensée d'un système monarchique, s'élevant sur les ruines de la république; il se trouvait fatigué du ministre qui opposait à tout des résistances au nom du vieux parti jacobin; à plusieurs reprises il avait cherché à le secouer; la coterie de ses frères et de Roderer l'y portait; la révolution lui paraissait incarnée en Fouché; par lui le jacobinisme s'était fait homme; c'était une rude tâche pourtant que de le heurter de front.

Le consul attendit une circonstance, et n'osant point renvoyer l'homme, il songea, par une manœuvre habile, à supprimer la place; il posa dans son conseil privé la question de savoir si, avec un système de paix, lorsque tous les partis entraient dans une réconciliation générale, le ministère de la police ne devenait pas tout à fait inutile et une fonction sans but, puisqu'il n'y avait plus d'éléments de force dans les factions opposées au pouvoir. Le premier consul prenait ainsi un moyen détourné pour se débarrasser de Fouché, et il eut peur de lui parler face à face; pouvait-il croire que le ministre de la police se tromperait un moment sur le véritable motif de sa disgrâce? Fouché connaissait l'in-

(1) M. Portalis en avait été le premier président, il fut remplacé par B. Berlier.

(2) Bonaparte avait remarqué que toutes les fois que l'on supposait une acte d'opposition ou des symptômes du renversement on le mettait sur le compte de Fouché. Un pamphlet curieux faisait pour le premier consul par le ministre comme traître à la république.

« Au nom de la république française. Arrêté du ministre de la police générale, contre le premier consul Bonaparte, accusé d'avoir violé la constitution de l'an VIII, le déclarant avoir l'esprit aliéné, et le condamnant, pour ces faits, à Bicêtre;

« L'acte constitutionnel déclare, article XCIII, que nul Français ne peut rappeler la royauté en France, soit par des écrits, soit par des menées; que les vrais républicains doivent, de tout leur pouvoir, veiller au maintien de cet article, et prévenir soit le retour des émigrés en France, ou toutes autres démarches des autorités, qui auraient pour but d'y ramener la royauté;

« Considérant que le premier consul a non-seulement enfreint cet article de la constitution, en favorisant le retour des émigrés en France; mais encore en y permettant ceux qui sont les plus convulsifs du crime d'émigration;

« Considérant qu'il vient de nous ramener aux principes de l'ancien régime, dans toutes ses formes, soit militaires, soit civiles, en usant du plus grand despotisme envers tous les égaux, en détruisant l'égalité, base d'un gouvernement républicain qui ne peut recevoir de pouvoir que du peuple et pour son bonheur;

« Considérant que non-seulement il a employé tous les moyens

les plus astucieux et les plus perfides pour nous rappeler l'ancien ordre des choses, mais qu'il veut encore accoutumer les Français à prononcer le nom de roi;

« Considérant que, de sa propre tyrannique autorité, il vient de reconnaître un nouveau souverain, en lui donnant la qualité de roi;

« Considérant, enfin qu'un pareil attentat est, de la part d'un républicain, un crime irrémissible, qu'il devient plus grave de la part du chef du gouvernement, et que le premier consul est atteint et convaincu d'avoir violé la constitution à cet égard;

Arrête: Que dans un gouvernement républicain, une pareille violation doit être punie d'une peine capitale.

« Mais que le citoyen Bonaparte, premier consul de la république française, ne l'a commise que par l'aliénation de sa raison et non à dessein de nuire;

« En conséquence, et pour le maintien du bon ordre, nous, ministre de la police générale, condamnons ledit citoyen Bonaparte, premier consul, à être renfermé à Bicêtre, pour y être traité avec tous les égards dus à sa personne, et enjoignons à tous les officiers de santé des hospices, de se rendre et consulter, pour administrer audit premier consul tous les secours qu'ils jugeront nécessaires et convenables pour le ramener à sa raison. Le présent arrêté sera mis à exécution par les membres du comité de surveillance des thermidoraires. »

Ce pamphlet était signé de Fouché, type de l'opposition jacobine.

trigue et dans quel dessein on voulait lui enlever le pouvoir; il n'était pas homme à se tromper sur la tendance des choses, et lorsque Cambacérès lui fit l'ouverture des projets du premier consul, il n'en témoigna aucun étonnement; il dit même « que depuis longtemps il comprenait la nécessité de supprimer un ministère désormais inutile, quand on contemplant l'état de repos que le génie de Bonaparte avait fait; bientôt lui-même aurait proposé sa propre suppression. »

L'instinct de Fouché sur sa destinée était comme l'expression véritable de la situation politique. Depuis un an, Roderer exposait au premier consul la nécessité d'organiser la police sur des bases plus simples et dépendantes d'une capacité moins absolue que celle de Fouché; au lieu d'un ministre à département, on devait attribuer au grand juge le soin de diriger l'esprit public et le mouvement des opinions. Sous ce grand juge, quatre directions étaient confiées à des conseillers d'État chargés de grands arrondissements : l'est, l'ouest, le nord et le midi de la France. Des lieutenants généraux de police, établis dans chaque ville principale, correspondant avec l'un des quatre conseillers d'État, selon les divisions des départements, formaient un ensemble remarquable d'organisation; rien dès lors ne pouvait échapper à ce système qui enlaçait toute la surface du territoire. Le vœu de tout le parti monarchique ainsi réalisé, il n'y aurait plus de ministre spécial pour la police.

Fontanes, Lucien, Éliça, toute la portion du conseil dévouée à l'établissement de l'empire, attendaient cet événement; Fouché, lui, était soutenu par Joséphine, qui malheureusement alors voyait s'en aller son influence. Le pouvoir du ministre était profondément attaqué dans des mémoires secrets mis incessamment sous les yeux du premier consul; Roderer, un des plus expressés et des plus ardents, démontrait l'impossibilité de former un établissement monarchique tant que l'on aurait en tête de l'esprit public, le chef du parti jacobin en France : « Cet homme, corrompant l'opinion nationale, devrait la pousser vers les idées révolutionnaires; et puisque le consul voulait affermir les bases de son pouvoir héréditaire, il fallait profiter de cette circonstance pour éloigner Fouché. » Ces notes secrètes étaient incessamment envoyées au cabinet du premier consul, et M. Fiévée, ami de M. de Fontanes, commençait sa correspondance

privée, vague et un peu prétentieuse qui envisageait toutes les questions sous un point de vue moitié philosophique et moitié monarchique, de nature à plaire essentiellement au premier consul par sa tendance vers l'unité du pouvoir (1). En politique, les esprits adoptent moins les choses qui sont justes que les choses qui leur plaisent : infirmité de tous les pouvoirs ! Ils aiment que l'on caresse leur idée chérie : parler à Bonaparte de fonder une autorité forte et héréditaire, c'était remuer ses fibres les plus intimes et atteindre le but désiré avec impatience par le parti monarchique. Bonaparte annonçait qu'il comptait présider le sénat en personne, comme les empereurs dans les jours de solennité; le premier consul allait faire un essai sur l'opinion publique; devait-il s'arrêter, quand tout le poussait à pleines voiles (2) ?

La nouvelle constitution portait qu'il présiderait à sa volonté le sénat ou par lui-même, ou par le second consul. Déclarant qu'il userait de cette faculté le jour même de sa fête, Bonaparte voulut se revêtir publiquement de la pourpre; tout fut commandé comme s'il s'agissait de la majesté d'un roi; la garde forma la haie; le corps des guides l'accompagna, en souvenir du cérémonial de France, quand les gardes du corps caracolent autour du carrosse royal. La voiture consulaire était attelée de huit chevaux blancs; des piqueurs et des domestiques suivaient en grande livrée; l'empereur se révélait déjà : on voyait la pourpre à travers les faiseaux consulaires; la couronne de lauriers brillait sur ce vaste front. Dix sénateurs vinrent au-devant de Bonaparte pour l'accueillir; il les reçut en souverain; ils suivirent le consul sous les péristyles du Luxembourg, comme pour lui faire cortège; assis sur une chaise curule, élevée de plusieurs gradins, il parut là comme sur un trône. Le nouvel Auguste eut des paroles graves et des discours adressés avec la voix du commandement impératif à tout le sénat; on présenta devant lui (3) des *sénatus-consultes*, et on les adopta sous sa présidence. Le front de Bonaparte ne se voila pas un seul moment; il observa tout, domina tout avec un haut sentiment de dignité; un caractère de commandement se révéla dans toutes ses manières, dans toutes ses formes.

Pendant les pompes de ce cortège, Bonaparte fut vivement frappé du silence qui régnait autour de lui; sur son passage à travers les haies de troupes,

(1) J'ai lu avec une grande attention la correspondance de M. Fiévée avec le premier consul. Elle est empreinte du caractère propre au talent de M. Fiévée, ce vague qui n'explose rien, et cet amour de sa propre capacité.

(2) Les consuls venaient alors de renvoyer au sénat, par un message signé Cambacérès, les requêtes des votes sur le consen-

lat à vie pour en faire le dépoñttement et proclamer le vœu du peuple. Il se trouva 2,577,585 votants, et, pour le consulat à vie 2,308,210 : on voit comment se donnaient ces votes.

(3) C'est dans cette assemblée solennelle du sénat que fut promulgué le décret de réunion de l'île d'Elbe à la France (15 août 1802).

la multitude resta calme; le consul jetait ses regards de droite et de gauche, et au delà des battonnettes de la garde, il vit des masses de têtes, mais il n'y eut pas pour lui ces cris d'enthousiasme qui le saluaient naguère; le calme froid du peuple semblait dire qu'il apercevait l'ambition du dictateur et sa marche vers le pouvoir absolu. On était habitué encore aux formes républicaines : pour un grand nombre la démocratie était un culte; Bonaparte marchait à l'autorité absolue, son ambition faisait peur. Si la bourgeoisie aimait l'ordre et la paix que le consul venait de rétablir, les classes inférieures s'étaient habitués aux coutumes et même aux désordres de la république; les faubourgs restaient jacobins (1), et les brillantes victoires de l'empire ne les avaient pas encore séduits en les traînant derrière le char de Napoléon (2).

Ce morne silence, cette attitude du peuple, blessèrent profondément le premier consul, comme le premier échec qu'il éprouvait. N'en jugeant pas la cause générale, il l'attribua à la police; selon lui c'était cette police, faite avec intelligence, qui devait travailler l'esprit public, et réveiller toutes les sympathies; comment se faisait-il qu'on n'avait pas préparé les ovations pour César au sénat? On accusa le mauvais vouloir de Fouché. Les conseils intimes répétèrent à Bonaparte que le ministre faisait de l'opposition à ses desseins; s'il restait

influent à la police, on ne répondait de rien : comme il avait en malus les moyens de travailler les faubourgs, il les entraînerait dans une opinion contraire à la destinée du consul; il fallait confier à un dévouement plus sûr une puissance aussi grande; Cambacérès fut chargé une seconde fois de demander le portefeuille de la police. Fouché réclama une audience du premier consul; là, s'exprimant avec lui sur la situation des esprits, il lui donna quelques bons conseils. Bonaparte l'interrompit : « Citoyen, je vous ai nommé sénateur (3). » Le ministre lui rendit des actions de grâces pour un aussi beau témoignage d'estime; il savait la portée de sa nomination au patriciat : jeter Fouché dans le sénat (4), c'était grandir le parti de l'opposition et mettre une force hostile dans le corps suprême qui dominait la constitution consulaire. Plus tard, cette assemblée, si longtemps inerte, devint le point de mire de tous les mécontents; le sénat était certes bien obéissant, bien soumis; mais c'est quelquefois dans les corps les plus abaissés que se rencontre un mouvement d'énergie qui en finit avec un pouvoir oppresseur. Bernadotte, Moreau, Fouché, Siéyès, eurent un parti dans le sénat; il ne se fit pas une conspiration qu'on n'y fit entrer cette puissante autorité; c'était tout à la fois un corps fatigué et un pouvoir prêt à saisir le premier élan d'opposition, pour le proclamer et le

(1) En rentrant aux Tuileries, le premier consul jeta violemment son chapeau sur la terre et s'écria : « Fouché a trahi l'esprit public contre moi. »

(2) Bonaparte se plaignit à Fouché de cette indifférence du peuple; le ministre eut alors la conversation suivante avec le consul :

« GÉNÉRAL, malgré la fusion des Gaules et des Francs, nous sommes toujours le même peuple; nous sommes toujours ces anciens Gaulois qu'on représentait comme ne pouvant supporter ni la liberté ni l'oppression ! — Que voulez-vous dire? répondit Bonaparte vivement. — Que les Parisiens ont eu voir, dans les dernières dispositions du gouvernement, la perte totale de la liberté et une tendance trop visible au pouvoir absolu. — Je ne gouvernerais pas six semaines, ceprit-il, dans ce vide de la paix, si au lieu d'être le maître je n'étais qu'un simple exécutif. — Mais, soyez à la fois puissant, stable, fort et juste, et vous reconquerez aisément ce que vous semblez avoir perdu. — Il y a de la bizarrerie dans ce qu'on appelle l'opinion publique; je saurai la rendre meilleure, dit-il en me tournant le dos. »

Toutes sortes de bruits couraient alors à Paris. Voici ce qu'on lit dans le journal à la suite :

« On s'attendait à de très-grands événements politiques pour le 18 brumaire. Le concordat devait être connu rendu public ce jour-là. Bonaparte devait renverser sénat et tribunaux, et prendre en la couronne, ou le bandeau impérial sous la dénomination d'empereur des Gaules; Fouché, la partie boueuse du gouvernement, devait être disgracié ou envoyé ambassadeur à Constantinople, ce qui était déjà dire aux mauvais plaisants qu'il était en sa vie mis à la porte; le nouveau souverain devait proclamer qu'il ne veuglerait aucune des injures faites au consul; l'annuaire républicain devait être détruit et remplacé par le calendrier grégorien; la proclamation de la religion catholique comme religion de l'État devait être faite avec la plus grande solennité; monseigneur le vicaire Capraz devait célébrer la grande messe aux

Tuileries; douze maréchaux de France devaient être créés, pour honorer on apaiser les Moreau, les Masséna, les Bernadotte, les MacDonald, les Jourdan, les Grenier, les Berthier, les Desaix, les Augereau, enfin tous ces généraux, etc.

(3) Les paroles que Bonaparte adressa à Fouché furent bienveillantes; il le traitait comme l'expression du parti jacobin.

« M. Fouché, vous avez très-bien servi le gouvernement, qui ne se doute point que récompenses qu'il vient de vous décerner, car des sujets d'humanité vous laites partie du premier corps de l'État. C'est avec regret que je me sépare d'un homme de votre mérite; mais il a bien fallu prouver à l'Europe que je m'enfonçais franchement dans le système pacifique, et que je me reposais sur l'amour des Français. Dans les conversations arrangeantes que je viens d'arrêter, la police n'est plus qu'une branche de ministère de la justice, et vous se pouvez y figurer convenablement. Mais soyez sûr que je ne renonce ni à vos conseils, ni à vos services; si on s'agit pas du tout ici d'une disgrâce, et s'il ne se prête l'oreille aux bavardages du faubourg Saint-Germain, ni à ceux des tabagies où se rassemblent les vieux couteurs des clubs dont vous vous êtes si souvent moqué avec moi. »

(4) Dans la lettre de Bonaparte au sénat pour annoncer la nomination de Fouché, Bonaparte dit :

« Ministre de la police dans des circonstances difficiles, le citoyen Fouché a répondu par ses talents, par son activité, par son attachement au gouvernement, à tout ce que les circonstances exigeaient de lui. Placé dans le sein du sénat, si d'autres circonstances le requerraient un ministre de la police, le gouvernement n'en trouverait point un qui fût plus digne de sa confiance. »

M. Abrial, ministre de la justice, fut appelé au sénat ce même temps que Fouché. Le premier consul, comprenant que cette nomination était plus une disgrâce que la perte du ministère, dit à M. Abrial : « Tu résumais la police à la justice, je n'ai pu vous consacrer au ministère; vous êtes trop bon homme pour faire la police. »

jeter à la face de celui devant lequel il s'abaissait. Il arrive des époques, je le répète, où une assemblée fait payer en un seul jour les humiliations qu'elle a subies pendant longues années, et on le vit dans le sénat en 1814.

Rien n'était plus régulier que l'administration consulaire; en dehors de ces mouvements politiques qui touchaient aux personnes et aux institutions, tout se classait dans une organisation parfaite: les ministres travaillaient directement avec le consul; tous leurs actes étaient contrôlés par la section du conseil d'État correspondant avec leurs bureaux; et bientôt même, il se forma une rivalité laborieuse entre les ministres et les sections de ce conseil. Plus d'une lutte s'établit sur les discussions des projets de loi; le ministre, rédacteur d'un acte politique ou administratif, l'envoyait à la section de son département; celle-ci l'examinait, admettait ou rejetait le projet, soumis ensuite au premier consul. Les conseillers d'État recevaient des missions spéciales et des directions de services publics; hiérarchiquement ils dépendaient des ministres; mais comme le premier consul était tout, il réunissait chaque jour de la semaine aux Tuileries des conseils spéciaux dans lesquels le projet était discuté et les opinions balancées.

La première direction, celle des cultes, confiée, comme on l'a dit, au conseiller d'État Portalis, était vaste et délicate; il fallait en reconstituer les éléments épars. Le concordat, suivi bientôt des articles organiques, réglait le service du culte; mais il fallait établir des paroisses, des presbytères, les rapports de la fabrique et de l'église, poser les

hases de la juridiction ecclésiastique. Le clergé était généralement bon, sauf quelques élans d'un faux zèle, quelques éclats de vieille opposition, qui pouvaient déranger l'ordre établi par le consul (1), et troubler la paix des consciences. On avait déjà des exemples dans la résistance de la petite Église. Le but de Bonaparte était d'assouplir le clergé, pour en faire un instrument d'ordre et d'organisation. La sévérité du gouvernement contre le curé de Saint-Roch, à l'occasion des obsèques de mademoiselle Chameroi, prouvait que la police ne tenait compte ni des canons de l'Église, ni de la conscience de ses ministres (2). M. Portalis montra une grande habileté, un tact infini dans l'organisation matérielle de l'Église, il régla tout: la hiérarchie des pontifes, les évêchés; œuvre entièrement neuve à réaliser, il y parvint sans refus de titulaires et sans mauvais choix. Le ministre travaillait de concert avec l'abbé Bernier, l'ecclésiastique qui savait le mieux le personnel de tout l'épiscopat de France; peu d'évêques firent de la résistance, tous s'associèrent franchement au gouvernement du consul pour favoriser le développement de son pouvoir; l'Église comprit qu'elle formait un corps plus élevé que les formes matérielles du gouvernement, et que si tout change, si tout se modifie, elle seule reste debout en traversant les âges et qu'elle n'a pas à s'inquiéter de la politique des États.

La seconde direction générale était celle des ponts et chaussées, donnée au conseiller d'État Crétet qu'on a vu également associé à l'œuvre du concordat (3). Le premier consul avait trop étudié la grande Rome pour ne pas se jeter avec enthousiasme

(1) Voici comment le parti était à la main rapporte la disgrâce de M. Fournier dont j'ai parlé chap. XII.

(2) L'abbé Fournier prêchait à Saint-Germain-l'Auxerrois la passion de Jésus-Christ. Dans le cours de son sermon, il s'étendit sur les consolations qu'offrirait ses laborieux le spectacle d'un Dieu mourant sur la croix; et pour en donner un exemple, il rappela le courage du roi-martyr dans ses derniers moments, et fit par son éloquence une vive impression sur son auditoire.

(3) Bonaparte, en apprenant cet acte de courage et de dévouement, se livra à un accès de colère qui parut troubler sa raison.

(4) L'abbé Fournier fut exilé de sa retraite par des gendarmes, traîné à Bicêtre, jeté dans le cour des fous, tout comme eux, revêtu de leur habit et livré aux mêmes traitements. Jamais les lois civiles, religieuses, morales, n'avaient été violées d'une manière plus odieuse; mais les lois résistèrent muettes. Les parents et les amis de la victime n'osèrent pas même réclamer en sa faveur, et peut-être le supplice du courageux orateur se serait-il prolongé, si le rumeur qu'éleva à Paris cet acte d'une caécieuse tyrannie n'eût fait naître quelque inquiétude dans le cour du tyran. Après plusieurs jours de cette indigne détention, l'abbé Fournier fut transféré à la citadelle de Turin, d'où il fut libéré trois ans après, à la sollicitation du cardinal Fesch, et rendu au clergé, qu'il continua d'honorer par ses talents. Il fut depuis élevé sur le siège épiscopal de Montpellier.

(5) Le *Moniteur* publia à ce sujet l'article suivant:

« Le curé de Saint-Roch, dans un moment de dérèglement, a refusé de prier pour mademoiselle Chameroi et de l'admettre dans

l'église. En de ses collègues, homme raisonnable, instruit de la véritable morale de l'Évangile, a reçu le corps dans l'église des Filles-Saint-Thomas, où le service s'est fait avec toutes les solennités ordinaires.

« L'archevêque de Paris a ordonné trois mois de retraite au curé de Saint-Roch, afin qu'il puisse se souvenir que Jésus-Christ commande de prier même pour ses ennemis, et que, rappelé à ses devoirs par la méditation, il apprenne que toutes les pratiques superstitieuses, conservées par quelques rituels, et qui, nées dans des temps d'ignorance ou créées par des erreurs échauffées, dégradent la religion par leurs naïvetés, ont été prosrites par le concordat et par la loi du 18 germinal.

(3) Emmanuel Crétet était né au Pont-de-Beauvoisin, en Dauphiné, le 10 février 1747; il fit ses études chez les Oratoriens à Grenoble, et se rendit à Bordeaux, puis en Amérique, pour y suivre la carrière du commerce. Revenu en France, il fut pendant quelque temps directeur de la caisse d'assurances contre l'incendie à Paris. Il se montra, dès le commencement, partisan de la révolution, mais sans exagération. Nommé, en 1795, député au conseil des Anciens par le département de la Côte-d'Or, où il avait acquis beaucoup de biens nationaux, entre autres la magnifique chapelle de Dijon, il se vota toujours avec la majorité constitutionnelle. Il se prononça, en 1799, contre l'emprunt forcé de 100,000,000 que demandait le directoire. Il concourut de toute sa puissance au 18 brumaire, et Bonaparte le nomma aussitôt après conseiller d'État; en a vu qu'il avait été délaissé avec Joseph Bonaparte pour suivre les négociations relatives au concordat, puis il fut appelé à la direction des ponts et chaussées.

siasme dans cette admiration des monuments publics, des grandes voies, des aqueducs, des cirques, des temples, des colonnes immenses qui perpétuaient la majesté des souvenirs dans la ville éternelle. Bonaparte prit un soin attentif de tout ce qui se rattachait aux routes, aux canaux, aux monuments, à la libre circulation des produits de la France et aux souvenirs de sa gloire. Bonaparte rêvait déjà des chemins magnifiques s'élançant dans les airs, un passage sur les Alpes qui unirait à jamais la France et l'Italie; il voulait couvrir le territoire de canaux, unir les mers à la manière de Louis XIV, faire de la Belgique et de la Hollande un vaste système de transport et de navigation pour joindre le Rhin au Rhône, la Loire à la Seine, l'Océan à l'Adriatique. Un seul défaut domina les conceptions de Bonaparte : elles furent trop vastes; en matière d'administration il vaut mieux l'utilité que le gigantesque; il se réalisa plus tôt et plus sûrement.

Une direction générale des domaines nationaux fut aussi créée en la séparant de l'enregistrement qui en était chargé aux époques antérieures. Depuis le sénatus-consulte amonçant les émigrés, d'immenses questions s'agitaient au sujet des restitutions auxquelles les anciens propriétaires pouvaient prétendre; une certaine confusion régnait dans les domaines nationaux, si mal administrés depuis 1794: les forêts arbitrairement coupées ne produisaient rien; les ventes de bois profitaient le plus souvent à des spéculateurs, et les fonds n'en rentraient point dans la caisse de l'État. La tâche du directeur général fut de régulariser d'abord la gestion de cette vaste branche de la fortune publique; plus tard, les domaines se réunirent encore à l'enregistrement; sous M. Duchâtel, ils furent confondus dans les mêmes mains; cette administration déploya de l'habileté, une longue persévérance dans l'organisation du service public; l'enregistrement eut ses receveurs, ses inspecteurs, ses employés aux recettes et aux vérifications sous chaque directeur départemental, avec un ordre si complet que cette administration marcha toujours sous l'impulsion d'une même pensée (1).

Le système de direction générale s'étendit au

jugement des prises, à l'instruction publique, aux dépenses communales, au matériel de la guerre, à la perception des contributions indirectes, aux douanes; on donna des chefs spéciaux à toutes les parties du service, afin de leur imprimer une plus puissante activité. Cette manière de centraliser l'administration, eut pour effet de rendre le gouvernement plus uni, plus ferme, plus intelligent; un ministère des finances et de l'intérieur sans chefs de service, était un chaos; il était impossible qu'un ministère, quelque habile qu'il fût, réalisât la science générale de toutes les branches du revenu public. Les directeurs généraux, préposés à chaque service, en firent une étude profonde; elle devint la préoccupation de leur vie; on y atteignait sa gloire; chacun d'eux résumait ensuite les questions, afin de les soumettre au ministre. Par ce moyen, il y avait pour chaque département tout à la fois la spécialité du directeur général, l'examen gouvernemental par le ministre, la discussion sérieuse et raisonnée dans la section du conseil d'État correspondant à chaque service administratif.

L'instruction publique, confiée à M. Rœderer, fut par suite enlevée à l'action républicaine de Chénier; Rœderer, admirateur du parti philosophique, et néanmoins l'homme des idées de monarchie et de reconstruction sociale, forma le milieu entre Fontanes et Chénier. M. de Fontanes (2), choix trop significatif, effrayait encore Bonaparte. Chénier donnait un mauvais mouvement à la génération nouvelle; Rœderer remplissait la double garantie de la révolution et de la monarchie. Enfin, l'administration publique voulut être à ce point régulière, qu'il fut créé une direction communale pour la gestion de toutes les municipalités. Un conseiller d'État dut surveiller l'emploi des fonds des communes, la perception de leurs revenus, le partage des usagers, les rapports des conseils municipaux avec le préfet.

L'action administrative releva tout entière du gouvernement; il y eut une centralisation qui, embrassant tout, surveilla tout, sous la main dominante du premier consul, qui put vérifier désormais, par un simple examen, toutes les ressources de la France. Ce fut la dictature la plus énergiquement organisée, et cette vaste unité, créée par le consulat, achève

(1) Voyez ce que j'ai dit eh. XII.

(2) M. de Fontanes se maintenait jouer un assez grand rôle pour que je m'occupe de sa notice; la voici :

Louis de Fontanes était né à Nîmes en 1737, d'une famille noble et protestante. Il s'était déjà fait une brillante réputation par d'heureux essais, tels que sa traduction en vers de l'*Épique sur l'homme*, de Pope; sa *Journal des morts*, quelques fragments de *Lucrèce*, son poème du *Vergil*, enfin des poésies fugitives insérées dans les *Annales des Muses*, lorsque la révolution éclata. Il s'attacha à la rédaction du journal intitulé *le Modérateur*, et donna un poème *écrit pour le 14 juillet 1790*. Après le 8 thermidor, il fut nommé membre de l'Institut, et professa

aux écoles centrales. Il concourut à cette époque à la rédaction du *Mémorial* avec La Harpe et l'abbé Bourlet de Vauxelles; les principes de morale que ces hommes profondèrent dans ce journal, les firent comprendre dans la proscription du 18 fructidor. M. de Fontanes se réfugia en Angleterre, et ce fut alors qu'il se fit d'une étroite alliance avec M. de Chateaubriand. Après le 18 brumaire, il revint à Paris et travailla au *Mercure*, avec La Harpe, Eschénard et M. de Chateaubriand. Lorsqu'en avril 1802, la France la mort de Washington, M. de Fontanes fut chargé de faire son oraison funèbre, qu'il prononça dans la chapelle des Invalides, le 8 pluviose an VIII (1800).

de détruire le décaeu du Directoire. A partir du 18 brumaire, un seul homme put disposer de toutes les forces de la patrie; il le fit avec un instinct des grandes choses. En comparant l'administration, telle qu'elle fut organisée en France, et celle qui existait en Europe, on put reconnaître que le consulat était parvenu à une régularité d'action infiniment supérieure à tout ce qui existait avant lui et autour de lui. L'unité présidait au sommet de la hiérarchie, chaque service était réglé avec un ordre parfait, chaque idée trouvait sa réalisation, chaque branche du grand arbre gouvernemental correspondait à son tronc puissant et fort, quoique jeune dans sa sève. Le consul put disposer de tout, s'éclairer sur tout et commander à tout.

CHAPITRE LXU.

SITUATION DE L'ANGLETERRE, NÉGOCIATIONS A LA SUITE DU TRAITE D'AMIEUS.

Premiers débats du parlement. — Attitude politique du parti Pitt et Grenville. — Chambre des lords. — Communes. — Adresse. — Dissolution du parlement. — Négociations avec la France pour l'exécution du traité d'Amiens. — Etat de l'opinion publique. — La presse à Paris, à Londres. — Questions de Malte, d'Egypte. — Note de Bonaparte contre les journalistes et les émigrés. — *L'Ambigu*. — Procès de Peltier. — Esprit public.

1802.

La signature des préliminaires de paix avec la France avait produit à Londres une vive et profonde satisfaction; l'histoire ne présentait pas un second exemple d'une approbation aussi unanime; le besoin de la paix était général, et l'opinion publique fortement prononcée pour une suspension d'hostilités. Dans cette tendance des esprits il était impossible à un ministère de se poser hostile à la France; l'enthousiasme qu'inspirait le premier consul était unanime, et en Angleterre les masses sont toujours passionnées et se remuent en bruyants éclats comme les flots de l'Océan qui battent ses rochers. Dans ce sentiment universel de bienveillance, le parlement se réunit pour délibérer sur les affaires publiques. La retraite de M. Pitt paraissait définitive, son système de guerre succombait; il n'eut d'autre parti à prendre que de s'asseoir sur les bancs ministériels pour soutenir M. Addington. Profondément instruit de l'esprit de son pays, M. Pitt

se garda de se séparer en ce moment des partisans de la paix, idée dominante alors en Angleterre; il eût perdu toute son importance en se mettant en hostilité avec l'opinion publique; il fallait laisser passer ce que les torys appelaient un *caprice* avant de se prononcer; la paix devait être essayée et usée; le premier consul, jusqu'alors si bien placé dans l'opinion de l'Angleterre, devait tôt ou tard, par sa conduite conquérante, blesser l'amour-propre national; alors seulement le parti de la guerre pourrait se manifester. Un homme d'Etat comme M. Pitt ne devait arriver que par un mouvement d'opinion et s'appuyer sur elle pour accomplir la tâche d'une guerre européenne, but auquel l'Angleterre devait tôt ou tard atteindre.

M. Pitt avait ainsi bien compris sa haute situation d'avenir, mais il avait laissé toute liberté d'opposition à ses amis moins en vue dans le parlement; comme ils n'étaient pas aussi importants que lui, ils pouvaient, en troupe légère, attaquer incessamment l'administration de M. Addington et la dépopulariser par une petite guerre. Ainsi, MM. Windham, Dundas, lord Grenville devaient se placer dans le parlement sur les bancs de l'opposition, ou bien, s'ils soutenaient le ministère, remplir cette tâche avec des restrictions telles que la protection serait plus nuisible à la considération et à la marche du cabinet que les hostilités directes et avouées. Dans les clubs, dans les réunions publiques, les membres de l'ancien ministère n'épargnaient pas l'administration Addington; ils attaquaient hautement les préliminaires comme une humiliation pour l'Angleterre: « On n'obtenait rien de la France et l'on céda tout; on s'agenouillait humblement devant le premier consul: la fierté du peuple anglais n'était-elle donc pas cruellement blessée par de telles concessions; le lion était-il donc vaincu? Comment le cabinet avait-il consenti à la signature de tels articles qui enlevaient à l'Angleterre ses conquêtes acquises au prix du sang national? »

Dans cet intervalle le parlement se réunit avec les solennités d'usage; le message du roi aux lords et aux communes avait parlé des rapports de la France et de l'Angleterre en bons termes; le roi s'était félicité de la signature des préliminaires et de la paix conclue avec la république française, indispensable dans la situation des esprits. Le message abordait ainsi franchement la question des articles arrêtés avec la France, déclarant que c'était là tout ce qu'on pouvait attendre dans les circonstances périlleuses où s'était trouvée la puissance britannique: « Milords et messieurs, disait le roi, j'ai la satisfaction de vous faire part que les négociations importantes dans lesquelles j'étais engagé à la clôture de la dernière session du parlement,

sont parvenues à une conclusion favorable. Les différends avec les puissances du Nord sont terminés par une convention avec l'empereur de Russie, à laquelle les rois de Danemark et de Suède sont disposés à accéder. Cette convention assure les droits essentiels que nous défendons; elle en maintient l'exercice de la manière la moins onéreuse pour les sujets des parties contractantes (1). Les préliminaires de paix ont été ratifiés entre moi et la république française, et je me flatte que leurs dispositions importantes s'accorderont avec l'intérêt et l'honneur de la nation anglaise; ils doivent vous être incesamment soumis; j'espère qu'ils obtiendront l'approbation de mon parlement. — Messieurs de la chambre des communes, j'ai fait préparer l'aperçu des dépenses qu'exige le service public, de la manière qui m'a paru la plus convenable à notre situation actuelle; il m'est pénible de réfléchir que de forts subsides sont nécessaires pour fournir aux dépenses qui deviennent encore indispensables, pendant un certain temps, dans les différentes parties du monde, et pour soutenir les établissements convenables en temps de paix. Vous pouvez cependant être persuadés qu'on emploie tous les moyens économiques, qui ne nuiront pas au grand objet de mes vœux, la sûreté de tous mes États. »

Lord Bolton proposa l'adresse approbative, comme le veut la coutume constitutionnelle d'Angleterre; son discours se ressentit de l'état des opinions portées à la paix : il félicita l'Angleterre de ses succès; son pavillon flottait depuis les colonnes d'Hercule jusqu'au fond de l'Asie et de l'Amérique; il appelait les remerciements de la chambre des lords sur le général qui avait si fièrement combattu en Égypte et expulsé les Français de cette contrée (2). Lord Bolton fut soutenu par lord Litford qui approuva également l'adresse. Quelle différence n'existait-il pas entre l'état de détresse où se trou-

vait la Grande-Bretagne à l'ouverture du dernier parlement, et la situation prospère et glorieuse dans laquelle elle était aujourd'hui! Les bénédictions de Dieu avaient ainsi préparé les destinées de la patrie (3). Les whigs donnèrent tous leur assentiment et se félicitèrent de la paix; le duc de Bedford se fit leur organe dans la chambre des lords.

Aux communes, la discussion sur l'adresse fut non moins importante; M. Fox, l'organe de la vieille opposition, exprima le plus vivement son approbation sur les préliminaires de paix, et il en témoigna toute sa joie : « Le peuple anglais devait se féliciter de mettre ainsi un terme à tous les sacrifices; que pouvait-il désirer de plus que de voir la lice des combats se fermer après dix ans d'efforts (4)? » M. Pitt se fit entendre après son plus ancien et son plus formidable adversaire. L'comment allait-il envisager les préliminaires de paix, et leur donnerait-il son assentiment? « Je me lève, monsieur, dit M. Pitt avec gravité, pour exprimer la satisfaction que je ressens de concourir, pour la première fois peut-être, avec des membres de l'autre côté de la chambre, à un vœu qui promet, selon toutes les apparences, de réinnier en sa faveur l'unanimité. Je ne m'étendrais point en ce moment sur la pacification avec les puissances du Nord, ni sur les préliminaires (5) de paix conclus avec la France; mais lorsque je viendrai à expliquer mon opinion sur l'un et l'autre de ces points, on trouvera peut-être que je les approuverai par des considérations d'une nature bien différente de celles qui dirigent le vote et l'opinion de l'honorable membre auquel je succède. Monsieur (6), cette double pacification me cause la plus vive et la plus haute satisfaction. Je crois que, malgré toutes les petites critiques auxquelles certains points peuvent être exposés, elle présente de grands sujets de joie à ce pays-ci, et qu'elle mérite au gouvernement l'ap-

(1) « The King: He announced in his parliament that the differences with the northern Powers had been adjusted by a convention with the emperor of Russia: to which the kings of Denmark and Sweden had expressed their readiness to accede. He stated, that, in this convention, the essential rights for which this country contended, were secured, and provision made that the exercise of them, should be attended with as little molestation as possible, to the subjects of the contracting parties. He next informed them that preliminaries of peace had been signed between him and the French republic, in which he trusted that this important arrangement would be found to be conducive to the substantial interests of this country, and honourable to the British character.

(2) « As for peace itself, it had been so strongly felt to be desirable, that men did not allow themselves time to doubt of its being advantageous, but gave free and unbounded indulgence to their joy: the leading articles of the peace were universally known and approved of, but no circumstance attending it appeared to him more worthy of consideration than the fitness of the time at which His Majesty's ministers had concluded the preliminaries of the peace. » (Discours de lord Bolton)

(3) « When the war assumed a new terror from the menaced interference of the Northern powers; while we had the gigantic force of France to contend with nearer home, and the fate of Egypt still hung in suspense. »

(Discours de lord Litford.)

(4) M. Fox then rose to express his most sincere and cordial concurrence in the address, and his approbation of the peace which had been at length obtained. This was an event in which he could not suppress his joy and exultation: an event in which the people of England had the greatest cause to rejoice and exult.

(5) « For the present, he should forbear any observations upon the subject of the preliminaries, but when he came to express his motives for rejoicing in the attainment of peace; possibly they would be found very different from those of the right honourable gentleman (M. Fox) who spoke last. Whatever opinion he might entertain as to certain of the preliminary articles he approved generally of the outline. »

(6) On sait qu'en Angleterre, l'orateur adresse toujours la parole au président: Speaker.

probation et la reconnaissance publiques. La conclusion de la guerre a été signalée par des preuves plus éclatantes, s'il est possible, que toutes celles qui ont eu lieu précédemment, de la valeur invincible, de l'habileté extraordinaire de nos armées et de nos flottes, ainsi que de la résignation sans exemple, de la persévérance calme et de la constance inébranlable du peuple, dans des circonstances difficiles et non moins pénibles que celles qui sont les conséquences immédiates de la guerre. La manière dont il a supporté ces difficultés, quoiqu'elles ne fussent point engendrées par la guerre, lui donnait le droit d'en attendre une fin heureuse, le retour de la paix y a mis un terme; cette paix doit répandre partout la plus haute satisfaction; et si nous voulons assurer notre bonheur et la gloire de notre constitution, nous n'avons qu'à demeurer fidèles à nous-mêmes. »

Ce discours, vivement applaudi, parlait aux sympathies nationales; M. Pitt célébrait l'honneur du peuple et approuvait la paix. On vit aussitôt M. Windham se lever pour protester contre les préliminaires. « Monsieur, c'est un devoir bien pénible pour moi que d'avoir à déclarer aujourd'hui que mes sentiments sont en opposition avec ceux des personnes avec lesquelles j'ai eu si longtemps le plaisir d'agir de concert (1). Comme les expressions de l'adresse qui est proposée à la chambre ne portent pas une approbation spéciale de la mesure de la paix, mon intention n'est point d'examiner aujourd'hui les conditions de cette paix, d'autant plus que j'aurai incessamment l'occasion d'exposer à la chambre les motifs qui me la font désapprouver. Je ne donnerai donc point aujourd'hui ma négative à l'adresse proposée, j'attendrai le jour de la discussion pour traiter cette matière en détail, mais je désire en même temps qu'il soit bien entendu, qu'en accédant à la motion présente, je ne m'engage à appuyer aucune motion future sur le même sujet. Ce point étant bien expliqué, monsieur, j'aurais attendu, pour développer mes motifs, le jour du débat qui doit avoir lieu incessamment, si quelques-unes des personnes qui ont parlé avant moi, n'avaient pas déclaré leur opinion en faveur de la paix, ce qui me semble exiger au moins des déclarations semblables de la part de ceux qui, comme moi, ne peuvent se dispenser de la condamner. Il est encore d'autres raisons qui me déterminent à dire dès à présent un mot ou deux à ce sujet. Lorsque l'on combat une opinion qui prévaut géné-

ralement, lorsque l'on est seul en dentel au milieu de l'allégresse publique, lorsqu'on a seul l'attitude de la tristesse au milieu de physionomies rayonnantes de joie; quand on est absorbé par le chagrin et le découragement, pendant que les autres sont animés des plus brillantes espérances, on est dans un état dont on doit désirer d'expliquer la cause. On doit être jaloux de faire connaître les raisons d'une différence de sentiments aussi extraordinaire. La chambre a déjà vu, et elle comprend parfaitement que des membres qui, certes, ne pensent pas de même, éprouvent aujourd'hui les mêmes sensations. Un honorable membre (M. Fox), et mon très-honorable ami (M. Pitt), se réjouissent et semblent triompher d'accord de la paix actuelle; cependant ils la voient l'un et l'autre sous un point de vue bien différent. Je pense en cette occasion, ainsi que M. Fox, que cette paix est très-glorieuse pour la France; mais c'est pour cela même que je suis loin d'éprouver le plaisir qu'il en ressent; et c'est pour cela aussi que je ne puis partager la vive satisfaction de M. Pitt. »

Windham disait ici tous les sentiments des ennemis de la paix, en déclarant que ces préliminaires n'étaient utiles et glorieux que pour la France; comment dès lors un digne Anglais pouvait-il s'associer à la joie d'un tel pacification? M. Addington crut indispensable de répondre, au nom de son cabinet, aux vives attaques de M. Windham, l'ami zélé de M. Pitt: « Il ne comprenait pas comment des conditions aussi larges, aussi justes, pouvaient être l'objet des amères censures de M. Windham; la nécessité de traiter était reconnue partout, et l'état du pays en faisait une condition au gouvernement; la paix demandée par les trois royaumes ne faisait aucun sacrifice de l'honneur national. Au reste, qu'on fût très-tranquille, en supposant que l'Angleterre dût rentrer dans la lice; elle le ferait avec toute l'énergie de son caractère et le déploiement de ses forces. » Ainsi la voix de M. Windham se perdit dans l'unanimité des suffrages sur l'adresse, et Shéridan lui-même appuya la conduite de M. Addington dans la question de la paix; l'ardent poète s'étonna pour ainsi dire de se trouver sur les bancs ministériels; mais le sentiment de la paix était alors comme une voix mystérieuse qui remuait toutes les consciences. Le vote du parlement fut une sorte de pélemêle, fusion momentanée de toutes les couleurs dans le besoin généralement senti d'une pacification européenne (2).

(1) « He could not avoid differing, on this occasion, from his right honorable friend (M. Pitt), from whom he differs he always considered a minister. »

(2) L'état de la dette publique faisait une nécessité de la paix pour l'Angleterre. Voici la situation de son budget :

Recettes et dépenses de la Grande-Bretagne pour l'année échue le 5 janvier 1802.

Recettes. — Produits net de la douane, 7,726,107 liv. sterl. (182,298,515 fr., au change de 25 fr. 50 c. la liv. sterl.).

Produit de l'accise, ou imposition sur la bière et autres

La couronne saisi cette circonstance favorable d'une opinion unanime, pour dissoudre les communes; le dernier parlement n'était pas à son terme encore, mais, formé dans les circonstances d'une guerre générale, il s'était usé par les votes et les sacrifices faits à la cause publique; il fallait un parlement nouveau décidé à soutenir le ministère Addington et la paix européenne. Les élections bruyamment faites, le parlement fut réuni à quelques noms près; le ministère Addington put compter sur le loyal assentiment des communes pour des questions nationales; le peuple anglais, avec cet instinct qui le caractérise, choisit des hommes de dévouement et d'énergie, la plupart liés au système de paix, mais en aucun cas ils n'auraient servi les idées et les intérêts de la France. Le premier consul avait envoyé des agents en Angleterre pour assister à ce spectacle des élections; M. Fiévée fut chargé d'examiner l'esprit public, et il écrivit dans le *Mercur* des lettres sur les élections anglaises, dans le but de dégoûter la France à l'aspect de ce désordre et de ces agitations de hustings (1). Le nouveau parlement manifesta une plus ardente sollicitude et un loyal concours pour l'exécution exacte du traité; l'état des esprits en Angleterre en faisait alors un devoir impératif. Le congrès d'Amiens éveilla une vive controverse, et dès ce moment l'opposition politique devint plus sérieuse.

L'état des négociations avec la France appelait en effet un examen attentif; le traité d'Amiens, définitif dans la plupart des clauses, en ce qui touchait surtout les cessions territoriales, laissait néanmoins plusieurs questions en suspens. D'après les préliminaires, la France ne cédait rien, tandis que l'Angleterre devait abandonner la plupart de ses conquêtes dans les colonies, évacuer l'Égypte en faveur de la Porte, céder Malte pour ne plus obtenir que Ceylan et la Trinité, seuls résultats restés

debout des succès obtenus pendant une si longue guerre. Le cabinet de M. Addington hésitait devant la responsabilité d'une exécution pleine et entière du traité d'Amiens; nul n'ignorait en Angleterre les tentatives du premier consul sur le continent, et l'agrandissement démesuré de son pouvoir, soit en Italie, soit en Suisse; sur tous les points, enfin, où l'influence française avait pu s'étendre, l'équilibre était brisé. Quelles indemnités accorderait-on au prince d'Orange et au roi de Sardaigne, réfugié à Rome? Qu'allait devenir l'indépendance de la Suisse? L'Italie n'était-elle pas désormais une annexe de la république française? Quand le premier consul était prêt à reconquérir Saint-Domingue, et à réaliser un vaste système colonial; lorsque l'Espagne lui cédait la Louisiane, le Portugal une frontière très-étendue sur la rivière des Amazones, fallait-il que l'Angleterre se dépouillât de ses colonies pour enrichir encore la domination envahissante de Bonaparte? Ainsi raisonnaient les torys.

Dès la signature des préliminaires, on voit une inquiétude se manifester à Londres, à travers le mouvement de l'opinion publique: une flotte française a cinglé vers Saint-Domingue, une autre escadre se dirige vers la Guadeloupe; le cabinet anglais fait surveiller ces expéditions par des divisions de force égale qui les suivent afin de se tenir prêtes à tout événement. Dans Saint-Domingue, même envahi, l'influence anglaise se fait sentir; c'est elle qui inspire la résistance aux noirs, et qui les arme; elle est l'âme de tout ce qui peut s'opposer au développement de la marine et du système colonial de la France; elle en a peur; la rivalité, toujours profonde, n'est que suspendue. Dans cette situation des esprits s'ouvre la négociation spéciale pour la cession de Malte, et l'exécution pleine et entière des préliminaires.

Cette négociation portait sur plusieurs points

Objets en ou objets de consommation, 11,493,410 liv. sterl. (270,142,840 fr.)

Timbre, 3,036,856 liv. sterl. (71,306,116 francs).

Impôt territorial et taxes coliales, 4,715,305 liv. sterl. (110,811,725 fr.).

Poies aux lettres, 952,850 liv. sterl. (23,096,375 fr.).

Objets divers, comme loteries, intérêts de prêts faits par l'État, 1,569,546 liv. sterl. (38,086,581 fr.).

Taxe de guerre sur les terres, 5,505,782 liv. sterl. (127,660,642 fr.).

Emprunt public, 28,000,000 liv. sterl. (658,000,000 fr.).

Total de la recette, 62,425,084 liv. sterl. (1,499,354,474 fr.).

Dépenses. — Intérêt de la dette publique, son rachat, y compris les 400,546 liv. sterl. pour l'emprunt, 17,136,720 livres sterling (402,782,420 fr.).

Frais de gestion de la dette publique, 236,772 liv. sterling (5,564,162 fr.).

Fonds pour le rachat de la dette publique, 3,315,511 liv. sterl. (74,297,000 fr.).

Montant des intérêts sur diverses anticipations du revenu public par billets de l'échiquier, etc., 1,121,961 st. (26,361,415 fr.).

Idem de la dette civile, 800,000 liv. sterl.; idem supplémentaire de la dette, 222,731 liv. sterl.; ces deux articles font ensemble 1,220,731 liv. sterl. (28,667,645 fr.).

Total du gouvernement civil de l'Écosse, 60,354 liv. sterling (1,500,280 fr.).

Primes d'encouragement pour la pêche, et autres primes pour les grains, etc., 1,740,733 liv. sterl. (43,200,173 fr.).

Dépenses de la marine, 17,303,371 liv. sterl. (396,865,216 fr.).

Artillerie, 2,165,911 liv. sterl. (50,008,905 fr.).

Armée, 14,185,582 liv. sterl. (333,250,177 fr.).

Subside accordé au Portugal, 200,133 liv. sterl. (4,702,636 fr.).

Services divers, 2,395,423 liv. sterl. (54,177,034 fr.).

Total des dépenses, 62,054,974 liv. sterl. (1,481,791,800 fr.).

(1) — M. Fiévée fut envoyé pour embrasser les journalistes anglais en service de Bonaparte. M. Fiévée n'était jamais venu en Angleterre, n'entendait pas un mot de la langue anglaise; il a écrit huit lettres sur l'Angleterre, pour prouver que la constitution anglaise était bien inférieure à celle de France, et que l'Angleterre touchait à l'anarchie. »

(Journal de la main)

essentiels (1) : il avait été stipulé que Malte serait restituée à l'ordre, et qu'en attendant l'île serait placée sous la domination d'une puissance intermédiaire; or, comment l'ordre serait-il reconstitué, et quel cabinet intermédiaire choisirait-on pour occuper Malte provisoirement, en attendant ce résultat? L'examen de ces deux questions importantes entraînait des délais, but auquel tendait l'Angleterre; comme elle voyait que le premier consul s'en donnait au large sur le continent et dans les

colonies, comme le système français prenait un développement considérable en Italie, en Hollande, en Suisse, les hommes d'État de l'Angleterre apercevant la guerre imminente dans un terme plus ou moins rapproché, se gardaient bien d'exécuter le système de cession arrêté dans le congrès d'Amiens. Malte, l'Égypte et le cap de Bonne-Espérance paraissaient des points militaires admirables à garder, et le ministère anglais aurait été accusé de trahison s'il eût abandonné tant de positions maritimes.

(1) Les pièces de cette négociation offrent une grande curiosité.

N° 1.

Letter from M. Otto to lord Hawkesbury, dated London, may 23, 1802.

« My lord, the 10th article of the treaty of Amiens, which fixes the new organisation of the order of Malta, having prescribed various measures, to the execution of which it is necessary that the two principal contracting powers should concur, the first consul has named general Vial as minister plenipotentiary to the order and island of Malta, for the purpose of concerting with the person whom his Britannic Majesty shall appoint for that purpose respecting the execution of the arrangements agreed upon in the late treaty. General Vial will set out on his destination as soon as your excellency shall have informed me of his Majesty's intentions, and of the choice he may make.

« I have the honour to be, etc.

« Otto. »

N° 2.

Letter from lord Hawkesbury to M. Otto, dated may 24, 1802.

« Sir, in answer to your letter of yesterday, in which you communicate to me the nomination, by the first consul, of general Vial to be minister plenipotentiary of the french republic, to the order of Saint-John of Jerusalem, I have the honour to inform you, that the King has been pleased to appoint sir Alexander Ball to be his Majesty's minister to the order. Sir Alexander Ball will shortly proceed to Malta, and will be instructed to concert with general Vial, the necessary measures for carrying into effect the arrangements relative to that island, which are stipulated in the 10th article of the definitive treaty of peace.

« I have the honour to be, etc.

« Hawkesbury. »

N° 3.

Extract of a dispatch from lord Saint-Melens to lord Hawkesbury, dated Saint-Petersburgh, april 23, 1802.

« I hope very soon to be enabled to redispach your lordship's last messenger with the answer of this government to the communications which I have made in them, in obedience to his Majesty's commands, respecting the 10th article of the treaty of Amiens. In the mean time, I must not conceal from your lordship that there is great reason to fear that his imperial Majesty will decline taking part in the proposed joint guarantee of the possessions and new constitution of the order of Malta. »

N° 4.

Extract of a dispatch from lord Saint-Melens to lord Hawkesbury, dated Saint-Petersburgh, may 7, 1802.

« I have reason to hope that the first impressions that had been produced here by certain parts of the arrangement relative to Malta have been removed, and that his imperial Majesty may even be ultimately induced to guarantee the whole of that arrangement, provided that the steps which have been taken towards the election of a new grand master, according to the mode suggested by this court, be considered as fulfilling what is required on that head by the letter part of the paragraph of the 10th article

of the treaty of Amiens, and consequently that no new election will take place in the manner pointed out by the former part of the same stipulation. »

N° 5.

Dispatch from lord Hawkesbury to M. Merry, dated June 5, 1802.

« Sir, I informed you, in my dispatch N° 10, that M. Otto had made no official communication to me that general Vial was appointed by the first consul, minister plenipotentiary to the order of Saint-John of Jerusalem. Sir Alexander Ball has been in consequence invested with the same character by his Majesty. He will proceed immediately to Malta, and he will receive instructions to concert with general Vial the best means of carrying into complete effect the stipulations contained in the 10th article of the definitive treaty. By the paragraph marked a° in that article, it is stipulated :

« The knights of the order, whose languages shall continue to subsist after the exchange of the ratifications of the present treaty, are invited to return to Malta as soon as that exchange shall have taken place : they shall there form a general chapter, and shall proceed to the election of a grand master, to be chosen from amongst the natives of those nations which preserve languages, if no such election shall have been already made since the exchange of the ratifications of the preliminary articles of peace.

« The effect of this paragraph was, that, in the event of an election having taken place subsequent to the exchange of the ratifications of the preliminary articles of peace, and antecedent to the conclusion of the definitive treaty, that election should be considered as valid ; and though no mention is made in the article of the proclamation of the emperor of Russia, soon after his accession to the throne, by which the knights of the order were invited to assemble, and to proceed to the election of a grand master, the stipulation in question evidently referred to the contingency of an election taking place in the interval in consequence of that proclamation.

« You will inform the french government, that his Majesty is ready to consider the election which has lately taken place at Saint-Petersburgh, under the auspices of the emperor of Russia, to be valid, according to the stipulation of the 10th article.

« His Majesty has no other object in the whole of this transaction, than that the 10th article of the treaty may be fairly executed, and that the arrangement may be carried into complete execution with as little difficulty as possible.

« As the 10th paragraph in the 10th article stipulates that the governments of Austria, Russia, and Prussia, should be invited to accede to the arrangements respecting Malta, it is desirable that the french government should instruct, without delay, their ambassadors or ministers at Vienna, Petersburgh, and Berlin, to make, conjointly with his Majesty's ministers at those courts, an official communication, desiring the accession of those powers to the arrangements relative to Malta in the definitive treaty, by which it is provided, that the independence of the island and the other stipulations shall be under the guarantee of those powers ; in conjunction with his Majesty, the french government, and the king of Spain.

« I have the honour to be, etc.

« Hawkesbury. »

Tout en parlant de paix on refusait de se dessaisir des moyens qui pouvaient rendre la guerre plus favorable.

L'objet des premières notes entre l'Angleterre et la France porte précisément sur la constitution de l'ordre de Malte; M. Otto était encore à Londres que déjà une négociation s'engageait activement entre lui et lord Hawkesbury; les plénipotentiaires respectifs sont désignés. « L'ordre n'était déjà plus qu'un souvenir, et on devait en réunir les débris épars; est-il possible de rassembler les commandeurs et les chevaliers dont les biens ont été confisqués en France, dans le Piémont et dans toute l'Italie, excepté à Naples? La France ne proposait pas de les indemniser des confiscations, mais consentait-elle à leur restituer les commanderies? S'il n'y a pas d'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, s'il ne peut désormais exister, comment peut-on imposer à l'Angleterre la cession de Malte? n'est-ce pas illusoire? A cela M. Otto répond : « Que le cas était précisément prévu, et qu'en attendant la reconstitution de l'ordre on devait déposer la souveraineté de l'île aux mains d'une puissance intermédiaire et neutre; et à cet effet il propose la Russie, puis Naples et l'Autriche.

La médiation du cabinet de Saint-Petersbourg est acceptée par lord Hawkesbury; il se rappelle que Paul I^{er} s'est un moment déclaré grand maître de Malte. Mais en acceptant cette médiation, le ministre anglais a compris que l'affaire va traîner en longueur et qu'une négociation se poursuivait sur des points aussi éloignés, aucun résultat ne sera obtenu; une transaction diplomatique qui a pour chef-lieu Paris, Londres et Saint-Petersbourg étant de sa nature interminable; pendant ce temps la Grande-Bretagne restera en possession paisible de l'île de Malte, son but unique.

Ainsi, aucune des deux puissances ne demeure dans les conditions et les termes du traité d'Amiens; Bonaparte étend indéfiniment sa puissance continentale, qui n'a désormais plus de limites; il élude les indemnités pour le prince d'Orange et le roi de Sardaigne, il domine la Hollande, la Suisse, l'Italie, l'Espagne, et occupe même le Valais; le consul ne comprend pas une paix impartiale. De son côté, la Grande-Bretagne retient la plupart des possessions qu'elle a promises de céder, et cela parce qu'entre

elle et la république française il n'y a réellement qu'une trêve; aucune des deux puissances ne peut y compter; la paix commence à devenir une déception.

Tandis que ces négociations se poursuivent, l'opinion publique des deux pays est prête à s'irriter sur plus haut point; une révolution morale s'opère dans les masses; le peuple mobile s'agite dans un sens ou dans un autre, avec une même énergie. A peine six mois se sont écoulés, et déjà la paix ne semble qu'une trêve; on se prépare; les deux adversaires se mesurent, se tâtent; on est avide de se jeter encore dans les tristes et sanglantes voies de la guerre. La polémique la plus violente commence dans les journaux; la presse en Angleterre a la plus active influence; comme le parlement ne fait pas encore entendre sa grande voix, les journalistes entrent dans la lice avec cet esprit mordant, satirique, qui distingue les partis; ils deviennent de plus en plus offensifs. Si quelques feuilles prennent la défense du traité, et osent faire encore l'éloge du premier consul, la plupart s'expriment avec une vivacité étrange sur sa personne, sur ses habitudes, sa famille et les mauvaises intentions de la France. Chaque matin, les torys parlent à l'orgueil britannique, et le stimulent sans cesse; on jette au cœur du peuple anglais tous les feux de gloire, et tous les souvenirs d'irritation qui peuvent le tirer de son sommeil; le traité d'Amiens leur paraît un outrage; un peuple ne peut pas se laisser braver; les dignes enfants de la Grande-Bretagne, les marins de Nelson, doivent-ils souffrir que le pavillon de l'antique rivale se déploie dans les grandes mers? Le *Rule Britannia*, ce chant national est partout entonné dans les tavernes, comme le signal précurseur de la bataille; il prépare la prise d'armes de tout un peuple.

En France, le premier consul fait répondre avec vivacité aux moindres paroles que contiennent les journaux de Londres; il crée un bureau d'esprit public pour répondre au *Times*, au *Courier*, à cette multitude de pamphlets qui inondent déjà la Grande-Bretagne. L'*Argus* est fondé à Paris; écrit en anglais par un réfugié, M. Goldsmith, il est destiné, sous l'influence de M. de Talleyrand, à exprimer les griefs de la nation française contre le gouvernement britannique (1), et à soulever l'Irlande contre l'An-

et porte une main d'acier sur la balance du commerce, afin de la faire pencher en faveur de l'industrie française.

« Quel est l'intérêt de la France? C'est de s'avoir que de bons voisins et des amis sûrs. Au midi, le roi d'Espagne, allié de la France par inclination comme par intérêt, et les républiques italienne et ligurienne, qui entrent dans son système fédératif, la Suisse, le duc de Bavière, l'électeur de Bode, le roi de Prusse, la Hollande, au nord et à l'est.

« La faction ennemie de l'Europe et qui veut agiter le continent, ne trouvant dans ces États ni complices, ni tolérance. Ce-

(1) Voici la forme de quelques-uns de ces articles écrits par Bonaparte contre l'Angleterre :

« Quel est l'intérêt que la faction ennemie de l'Europe prend aux tourments subites? Il est facile de voir quelle voudrait faire de la Suisse un nouveau Jersey pour y traîner des complots, séduire des traitres, répandre des libelles, accueillir tous les criminels, tous les ennemis de la France, et faire, sur l'Est, tout ce qu'elle fait confiantement, au moyen de la position de Jersey, sur l'Ouest. Elle aurait pu la cet avantage tout particulier d'attaquer cette belle manufacture de Lyon, qui rend de ses ruines,

gletterre. M. de Montlosier, le rédacteur du *Courrier de Londres*, est appelé à Paris pour continuer cette œuvre, en censurant les institutions du gouvernement et du peuple anglais. Le conventionnel Barrère, sous la direction du cabinet consulaire, est aussi chargé de rédiger les articles du *Moniteur* qui expriment les colères, les défits, les desseins de Bonaparte, le tout terminé par la vieille phraséologie contre la perfide Albion. Le premier consul, qui n'a aucune idée de la presse libre, et de l'effet puissant de ce levier en Angleterre, s'irrite des moindres paroles jetées contre lui dans les journaux ; il y voit l'expression du ministère Addington, et s' imagine qu'on peut empêcher l'impression de telles paroles, comme il le fait en France.

Il y a ici une lutte curieuse qui révèle parfaitement l'esprit des deux constitutions ; entre Pitt et Bonaparte, comme on l'a dit, se manifeste d'abord la lutte du crédit public et de la force militaire ; entre le ministère Addington et le premier consul pendant la paix, se poursuit un combat non moins vigoureux entre la puissance de la libre pensée, et la force d'un pouvoir centralisé et d'une censure attentive. Il devait être douloureux pour Bonaparte de ne pouvoir exercer sa surveillance intellectuelle en Angleterre, comme il le faisait sur le continent ; ses résistances le fatiguaient ; il ne concevait pas la parole libre, indépendante ; quand un journal l'importunait en Hollande et en Germanie, à Leyde ou à Hambourg, il en faisait impérativement demander la suppression, ou bien, s'il croyait utile de le maintenir, il imposait à cette feuille des articles à sa convenance. Bonaparte déposait les manifestes de son ambition dans les organes placés sur tous les points de l'Europe.

Or, cette action absorbante, le consul voulait l'exercer en Angleterre, échappant à sa volonté suprême ; ses notes diplomatiques sont remplies de plaintes et de griefs exprimés contre les journaux ; il voudrait que le cabinet britannique lui donnât sur

ce point satisfaction, et chaque fois qu'il adresse une réclamation officielle, M. Addington s'empresse de lui répondre : « Que la législation britannique ne permet pas les mesures de police qui peuvent supprimer un journal sur un simple arrêté ; si Bonaparte a des plaintes à porter contre un journal, l'action devant les assises lui appartient comme à tout particulier, et le jury anglais examinera s'il y a calomnies, injures privées par libelles ; un verdict de condamnation, témoignera de toute la justice du peuple dans l'examen de toutes les questions de la libre parole. »

Ces réclamations deviennent plus vives, car la presse ne ménage rien ; l'Angleterre était depuis longtemps le refuge de tous les débris de l'émigration ; parmi ces hommes dévoués à la cause des Bourbons, se trouvaient des gens d'esprit, des littérateurs distingués ; le caractère même de cette génération exilée, était précisément une certaine manière caustique de s'exprimer sur les fortunes inouïes de la révolution française, sur les familles qu'elle avait élevées, sur les antécédents de ses héros. Durant la guerre acharnée de dix ans, il avait paru plusieurs journaux en français ; M. de Montlosier avait écrit le *Courrier de Londres*, avec une verve soutenue et une certaine manière philosophique d'examiner les événements ; depuis la paix, M. de Montlosier s'était rallié au premier consul, et après un voyage sur le continent, il dut continuer en France un journal, sous le titre de *Courrier de Paris et de Londres*, tout entier dévoué à la politique de M. de Talleyrand.

Pendant cette même période de guerre, avait paru à Londres une gazette spirituellement rédigée, sous la direction de M. Peltier, l'auteur si remarquable des *Actes des Apôtres*, recueil où travaillait alors toute l'aristocratie française ; les *Actes des Apôtres* étaient une mordante satire sous la plume de Rivarol et du marquis de Champcenetz, critiques si spirituels et de si bon goût. Peltier

pendant ces agitateurs ne dorment jamais ; ils se sont exilés à la fois à Gènes, en Suisse, en Hollande. Leurs troupes présentaient la constance en Suisse, lorsque la proclamation du 8 vendémiaire a tout esaimé. Tout est resté dans son état naturel, dans cet état qui de tous côtés présente le beau vœu d'être de la France environnée de peuples amis. Cet état est le résultat de dix ans de triomphes, de hasards, de travaux et d'immenses sacrifices. La paix de Lunéville, les préliminaires de Londres et la paix d'Amiens, bien loin d'y rien changer, l'ont consolidé.

« Aujourd'hui pourquoi tenter ce que l'on n'a pu faire réussir jusqu'à ce jour ? Nous croit-on devenus lâches ; nous croit-on moins forts que nous ne l'avons jamais été ? Il est plus facile aux vagues de l'Océan de désestimer le rocher qui en brève la fureur depuis quarante siècles, qu'à la faction ennemie de l'Europe et des hommes de rallumer la guerre et toutes ses fureurs au sein de l'Occident, ni seront de faire pâlir un instant l'air de peuple français.

« Le *Times*, que l'on dit être sous la surveillance ministérielle,

se répand en invectives perpétuelles contre la France. Deux de ses quatre mille pages sont tous les jours employées à accabler de plates eximies. Tout ce que l'imagination peut peindre de bas, de vil, de méchant, le misérable attribue au gouvernement français. Quel est son but ? Qui le pousse ? Sur qui veut-on agir ?

« Un journal français rédigé par de misérables émigrés, le reste le plus impur, vil rebul, sans patrie, sans honneur, souillé de tous les crimes, qu'il n'est au pouvoir d'aucune amitié de laver, encheîné encore sur le *Times*.

« Onze évêques présidents par l'ancien évêque d'Arras, rebelles à la patrie et à l'Église, se réunissent à Londres. Ils impriment des libelles contre les évêques du clergé français, ils injurient le gouvernement et le pape, parce qu'ils ont rétabli la paix de l'Évangile parmi 40 000 000 de chrétiens.

« L'île de Jersey est pleine de brigands ennoblis à mort par les tribunaux ; pour des crimes commis postérieurement à la paix, pour des assassinats, des vols, des incendies. »

réédigeait d'abord un recueil écrit en français, sur tous les événements qui se passaient à Paris, pendant le directoire et le consulat; il l'avait poussé jusqu'au trente-cinquième volume avec une verve intarissable de sarcasmes contre Bonaparte, sa famille et ses généraux. Ce recueil fut un moment suspendu à la paix d'Amiens; l'enthousiasme pour Bonaparte était alors trop grand pour qu'on pût espérer le succès d'une critique implacable; lorsque l'opinion publique accueillit une fois encore l'opposition contre le premier consul, Peltier reprit sa plume acérée, dans un recueil auquel il donna le titre de *l'Ambigu* (1). Ce n'était plus seulement un feu roulant d'épigrammes, de satires contre Bonaparte et sa cour; Peltier révéla d'affreuses calomnies sur le consul; il mit en jeu les partis avec leurs espérances, leurs mauvais desseins, leurs passions irritantes; il supposa des vers qui n'avaient pas été faits, des conspirations qui n'existaient point. Le frontispice de ce journal représentait tout un symbolisme contre la personne et la famille de Bonaparte; il engagea la plus vive polémique contre le gouvernement consulaire, lui jetant les insinuations capables de soulever les esprits et les cœurs. Tout semblait permis au pamphlétaire Peltier, l'ennemi avoué de la révolution et de son consul, et pour cela il trouvait sympathie non-seulement dans l'aristocratie anglaise, mais encore dans cette portion de l'émigration qui se vengeait de son exil par la moquerie et le sarcasme.

l'Ambigu de Peltier obtint un grand succès; trois numéros avaient paru sans réclamations, lorsqu'il en fut publié un quatrième dans lequel se trouvaient des pièces susceptibles d'exciter la plus vive colère de Bonaparte: la première était une ode

sur le 18 brumaire, qu'on attribuait à Chénier (2), expression d'une vive indignation républicaine; on y parlait de César, qui avait passé le Rubicon; on invoquait les ombres de Pompée et de Brutus; si la fortune dans les plaines de Pharsale avait paru contraire à la république, s'il fallait venger les destins de Rome, le poignard restait au dernier des Romains. Les soldats ressentiraient-ils l'injure qu'un Corse faisait à leur drapeau? Et s'il osait s'élever au Capitole, il fallait l'écraser sous ses débris. La seconde pièce, sous le titre de *l'aveu d'un patriote hollandais* (3), dénonçait par une violente satire l'ambition de Bonaparte qui faisait et défaisait les rois: le voilà proclamé consul pour la vie, et si le sénat lui permettait de choisir un successeur, alors le patriote hollandais ne faisait plus qu'un vœu; l'héritage serait ouvert; le consul devait disparaître comme Romulus, dans cette apothéose mystérieuse qui marqua les premiers temps de Rome. Dans la troisième pièce, attribuée à Camille Jordan, on faisait un appel à l'honneur du peuple contre le despote qui absorbait la liberté publique (4); tous les patriotes devaient consacrer leur vie au triomphe de la liberté; laisseraient-ils la nation sous le sceptre du despote qui se disait le fondateur et le régénérateur de la France?

De tels articles étaient de véritables provocations à l'assassinat du premier consul et au renversement de son pouvoir; dans l'exaltation des idées, hélas! c'était peut-être un langage de convention; que ne dit-on pas aux époques d'effervescence? Les patriotes avaient plus d'une fois invoqué le souvenir de Rome et le poignard de Brutus; quand les passions des partis sont étrangement remuées, la plume se trempe dans le sang. Le premier consul

(1) Le recueil de *l'Ambigu* est devenu fort rare; il n'est pas même à la Bibliothèque du roi.

(2) Voici les pièces publiées par Peltier :

De la France, à l'ombre d'ennemi?
César, au bord du Rubicon,
A contes lui, dans sa querelle,
Le sang, Pompe et César;
Et dans les plaines de Pharsale,
Si la fortune est volage,
S'il se fait céder aux destins,
Rome, dans sa ruine éternelle,
Pour le venger, au milieu, le ceste,
Un poignard aux derniers Romains.
.....
Guerriers, venez-vous l'entraîner
Qui, par un Corse vous est fait?
Guerriers, que le trépas sublime
De Tarquin l'affreux supplice!
Pour ces biens qu'il vous a ravés,
Pour ces lieux, sa dernière idole
Il a livré le Capitole
Et vous l'avez vu se débris.

(3) *Le vœu d'un patriote hollandais* se terminait par ces vœux :

Le vœu donc amis où s'élèverait le trône!
Consul, il règle tout; il fait, défait les rois;
Peu m'importe d'être aimé, le terreur fait ses devoirs!
Il est grand chef et consul pour la vie!
Pour moi, lorsqu'on s'est vu parer quelques vœux,
Qu'il m'en nomme, l'y m'en nomme, son digne successeur:
Sur la grande porte qu'on l'élève empereur
Eux (et Romulus nous rappelle la chose),
Je fais vœu, dès demain, qu'il ait l'apothéose.

(4) « Français, c'est en ce moment qu'il faut se résoudre à servir en commandant, à recevoir la terreur ou à l'inspirer. Le libre qui ose se dire le fondateur ou le régénérateur de la France jouit du fruit de vos travaux comme d'une dépouille enlevée aux ennemis. Il n'est pas rassuré de la destruction du roi, de celle de tant de braves, de tant de princes que la guerre a moissonnés; il devient et plus vif et plus cruel dans les circonstances où la prospérité change chez la plupart des hommes la fureur en pitié. Reste-t-il à des hommes qui veulent être dignes de ce nom autre chose à faire qu'à venger leur injure ou à périr avec gloire? La nature a marqué le terme de notre vie à tous, même aux plus puissants; nul ne doit attendre la dernière extrémité sans avoir tenté quelque chose pour la liberté, s'il ne veut passer pour une femmelette timide et pusillanime. »

avait donc quelque droit de s'irriter (1) ; nul tribunal ne pouvait lui refuser une action contre des libelles qui sortaient si fatalement des limites prescrites par la dignité et la liberté publiques ; l'ambassadeur se plaignit encore, et lord Hawkesbury répondit encore avec froileur : « Qu'il ne doutait point qu'une action de libelle ne fût admise par un jury anglais, et que la loi ne donnât satisfaction. » Bonaparte, ne se tenant pas de colère, demanda la suppression de l'*Ambigu* et la déportation de Peltier ; il écrivit directement à M. Addington, et il ordonna à son ambassadeur de poursuivre le pamphlétaire devant le jury ; les injures faisaient sur son âme l'effet de la piqure du moucheiron sur le flon de la fable ; lui, le consul, qui remuait le monde, ne pouvait pas faire cesser les calomnies d'un libelle, et on lui opposait l'obstacle de la loi, inflexible comme la barrière la plus ferme et la plus forte !

Indépendamment de la communication officielle par les ambassadeurs, M. Addington répondit au premier consul, de sa main, une longue lettre dans laquelle il rétorquait avec force tous les arguments de Bonaparte contre la presse. Il convenait

« que l'abus que l'on pouvait en faire était quelquefois un fléau, mais la constitution laisse à chacun l'usage de sa plume, à ses risques et périls. L'on est puni pour un délit ou pour un crime commis par un libelle, comme pour tout délit ou crime commis par une autre voie. » M. Addington avouait que ces délits échappaient quelquefois à la sévérité des lois ; « mais il n'y a pas de remède, continuait-il, et il est difficile d'en trouver, sans toucher à la liberté de la presse qui est dans nos mœurs. » M. Addington déclarait que le peuple anglais devait beaucoup à cette liberté, et qu'un ministre ne serait pas assez hardi pour aborder une telle question au parlement ; personne ne s'en croirait la force, parce que cette liberté était trop chère aux Anglais. Il faisait observer ensuite au premier consul que, bien qu'étranger, il avait le droit de porter plainte devant les tribunaux, mais qu'il devait s'attendre à voir réprimer, comme pièces au procès, toutes les choses scandaleuses dont il se plaignait. Il l'engageait à couvrir de son plus profond mépris toutes ces ordures, et à faire comme lui et tant d'autres, qui n'y attachaient pas la moindre importance (2).

(1) Voici la note de M. Otte, réclamaire au nom de Bonaparte contre les journaux :

« Le sousigné, ministre plénipotentiaire de la république française, ayant soumis à son gouvernement la lettre que S. M. lord Hawkesbury, ministre et principal secrétaire d'Etat de S. B. Britannique, lui a fait l'honneur de lui adresser, le 27 juillet, se voit chargé de présenter les observations suivantes.

« Si le gouvernement britannique tolère la censure des actes de son administration, et des personnes liées étroitement contre les hommes les plus respectables, il ne permet pas de même la plus légère atteinte portée à la tranquillité publique, aux lois fondamentales de l'Empire, et à l'autorité suprême qui en émane. Chaque nation est d'ailleurs libre de sacrifier chez elle un avantage quelconque pour en obtenir un autre auquel elle attache plus de prix ; mais le gouvernement qui se réprime pas les excès de la presse, lorsqu'il peut blesser les puissances étrangères dans leurs intérêts et dans leur honneur, laisserait à quelques libellistes la facilité de compromettre la république, ou du moins la bonne intelligence qui en fait la base ; et dans le cas où des offenses aussi graves prendraient une marche régulière et systématique, il ferait naître des doutes sur ses propres dispositions.

« Les lois et la constitution particulière de la Grande-Bretagne sont subordonnées aux principes généraux du droit des gens, devant qui se traitent les lois de l'Etat. S'il est de droit, en Angleterre, de laisser à la presse la liberté la plus étendue, il est de droit public des nations voisines, et d'une obligation rigoureuse pour le gouvernement, de prévenir, de réprimer et de punir toutes les atteintes qui pourraient être portées par cette voie, au droit, aux intérêts et à l'honneur des puissances étrangères. Cette maxime générale du droit des gens n'a jamais été méconnue sans préjudice aux plus grands débâtements, et a fourni, même en Angleterre, un prétexte plausible à ceux qui ont soutenu la dernière guerre contre la France. Les mêmes hommes voudraient-ils aujourd'hui présenter au gouvernement consulaire une arme dont il se soit servi avec tant d'adresse ? Et pourrions-nous ne flatter que l'autorité qui a signé la paix ou pas la force de la maintenir ?

« Par l'article premier du traité d'Amiens, les deux puissances sont convenues de s'accorder aucune protection, soit directe-

ment, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter préjudice à aucune d'elles. Or le plus grand de tous les préjudices est sans doute celui qui tend à avilir un gouvernement étranger, ou à exciter sur son territoire des commotions civiles et religieuses ; et la plus éclatante de toutes les protections est celle qui met sous l'égide des lois les hommes qui cherchent non-seulement à troubler la tranquillité politique de l'Europe, mais à dissoudre même les premiers liens de la société.

« Le ministre sousigné doit observer encore qu'il ne s'agit pas ici de quelques paragraphes que l'insouciance d'un gazetier aurait insérés dans une feuille publique ; mais il s'agit d'un système profond et suivi de diffamation, non-seulement contre le chef de la république française, mais encore contre toutes les autorités constituées de la république, mais contre la nation entière, caractérisée par les libellistes dans les termes les plus odieux, les plus avilissants.

« En conséquence, le sousigné a reçu l'ordre spécial de demander : 1° que le gouvernement de S. M. B. emploie les moyens les plus efficaces pour arrêter le cours des publications indécentes et séditieuses dont sont remplis les journaux et d'autres écrits imprimés en Angleterre ; 2° que les individus mentionnés dans la lettre du ministre sousigné, en date du 27 juillet dernier, soient éloignés de l'île de Jersey ; 3° que les évêques d'Arras, de Saint-Paul-Léon, et tous ceux, qui comme eux, sous prétexte de religion, cherchent à jeter le trouble dans l'indépendance de la France, soient également éloignés ; 4° que le nommé George et ses adhérents soient déportés au Canada, ainsi que le sousigné a été chargé d'en transmettre l'intention à son gouvernement, sur la demande de lord Hawkesbury ; 5° que les princes de la maison de Bourbon, actuellement dans la Grande-Bretagne, soient requis de se rendre à Varsovie, près du chef de leur famille ; 6° que ceux des émigrés français qui se permettent encore de porter des ordres et des déclarations appartenant à l'ancien gouvernement de France soient tenus de quitter le territoire de l'Empire britannique.

« Londres, le 28 thermidor an X. 16 août 1802.

« Signé : Otte. »

(2) Letter from lord Hawkesbury to B. Otte, dated July 28, 1802. « I have the honour to acknowledge the receipt of your letter on the last number of Peltier. It is impossible that his Majesty's

La poursuite eut lieu; Peltier traduit devant les assises, le jury anglais fut appelé à juger le cas de libelle, et le célèbre avocat Mackintosh porta la parole pour défendre l'accusé, en invoquant les droits de la liberté de la presse. C'était plus qu'une cause privée et qu'une instance particulière; il y avait au fond quelque chose de plus sérieux; le ministère anglais et Bonaparte allaient se placer en face de l'opinion en Angleterre, afin de pénétrer jusqu'au fond du pays, et de connaître le sentiment de tous sur la question de la paix ou de la guerre; dans un procès privé, il y avait une grande cause publique; on rehaussait Peltier au lieu de l'abaisser. Mackintosh déploya un remarquable talent, en proclamant la libre pensée de tout citoyen s'exprimant sur les affaires de son pays; s'il y avait quelque aigreur, des expressions impropres dans l'écrit de Peltier, est-ce que les journaux français, le *Moniteur*, sous la direction personnelle du consul, n'avaient pas employé des mots plus irritants, des expressions plus vives encore? Le cabinet anglais allait-il pour cela faire un procès aux auteurs des libelles qui partout s'écrivaient en France contre le roi d'Angleterre sous la direction même de la police consulaire? Mackintosh fut applaudi par toute l'aristocratie d'Angleterre qui entourait le barreau (1). Le solliciteur général soutint gravement l'accusation, et Peltier fut condamné, pour cas de libelle, à une amende, sorte de dérision appliquée surtout au chef d'un gouvernement puissant et riche. Il n'y eut pas de prison pour le libelliste; les torys s'empressèrent de souscrire pour couvrir l'ardent journaliste du subsile qu'on lui imposait. N'était-ce pas déjà de la guerre?

A cette occasion il se manifesta un mouvement très-significatif contre le premier consul; la faveur qui l'entourait diminua singulièrement; ce procès de libelles rapetissait sa taille: il fut très-mahdroit de s'exposer, en face d'un jury d'Angleterre, à de telles humiliations; le droit commun ne pouvait

lui aller; il était trop haut pour cela. La caricature s'empara dès lors de Bonaparte, et, en Angleterre, quand on devient la proie des moqueries publiques, elles vont jusqu'au dernier terme. En vain, l'ambassadeur protestait par des notes successives contre cette tendance railleuse, le ministre se couvrait toujours par cette réponse habile: « Que la presse était libre et qu'on n'avait aucune action sur elle. » Les partisans de la guerre voyaient cette agitation avec plaisir; maîtres de l'esprit public, ils avaient besoin de le jeter encore une fois hostile à la face de la France: journaux, pamphlets, tout était destiné à remonter les sentiments du peuple dans les idées de guerre. Pitt se plaçait derrière tout ce mouvement qui devait le ramener une fois encore à la tête du ministère.

Impuissant devant les journaux, Bonaparte voulut au moins avoir raison des intrigues; l'Angleterre était pleine d'émigrés et des chefs intrépides de la chouannerie, tous hommes dangereux pour son gouvernement: Picbegrue était en Angleterre, Willot même commandait un régiment à l'île de Guernesey; George et ses lieutenants vivaient à Londres ou dans les environs, et tous ces hommes s'agitaient sur les côtes de Bretagne, conspirant avec énergie contre le gouvernement du premier consul. L'ambassadeur demanda l'expulsion des princes français: le comte d'Artois, le duc de Berry, le prince de Condé et des hommes les plus dévoués qui entouraient leurs personnes; les Bourbons devaient être contrainsts de se rendre à Versovie près du chef de leur maison. M. Otto, et le général Andréossy après lui, envoyèrent note sur note à cet effet, se fondant sur ce que le ministère anglais étant maître de l'*alien bill*, les étrangers étaient par cela même placés sous une juridiction spéciale; un simple writ suffisait pour que les princes et leurs agents fussent forcés de quitter l'Angleterre. Le consul Bonaparte le demandait avec instance comme un gage de bon rapport; lord Hawkesbury

government could peruse the article in question, without the greatest displeasure, and without an anxious desire that the person who published it should suffer the punishment he so justly deserves. »

(1) M. Mackintosh défendit son client avec chaleur. Il établit qu'il était impossible de prouver que Peltier fût auteur des pièces citées dans son journal, qu'elles ne représentaient nullement ses sentiments, qu'il était évident qu'elles étaient l'ouvrage de quelques Jacobins forcés, et que jamais il n'avait été défendu de citer et de faire connaître les déclamations d'un parti contre le parti opposé; qu'un Français loyal n'aurait point été repris, sans s'enivrer, pour avoir reproduit les provocations faugonaises, les déclamations académiques des ligueurs. Il montra qu'on ne pouvait nullement percevoir dans ces libelles la main d'un royaliste aussi ardent que M. Peltier; et produisit habilement de cette idée pour exprimer ses propres sentiments sur Bonaparte, il dit :

« Si M. Peltier avait fait un appel aux Français, en invoquant

la mémoire de saint Louis et de Henri le Grand, en leur rappelant le souvenir de cette illustre famille qui a régné sur eux pendant six siècles, avec laquelle toute leur renommée maritale et toute leur gloire militaire est si étroitement liée; s'il les avait adjurés, au nom sans tâche de Louis XVI le Martyr, de son amour pour son peuple, de cet amour même qui le fit mourir, et de la vénération...; s'il les avait excités à convertir leurs tristes regrets et leur aigreur pitié en une active et généreuse indignation; s'il avait représenté à leur imagination l'humble et contrasté qui existe entre leur patrie sous ses anciens monarques, la source et le modèle du raffinement dans les arts et le goût, et depuis leur expulsion, l'opprobre et le déshonneur de l'humanité; s'il les avait exhortés à chasser leurs ignobles tyrans et à remettre leur souverain naturel sur son trône, j'eusse alors reconnu la voix d'un royaliste... j'eusse reconnu le langage qui doit avoir écho du cœur de M. Peltier, et j'eusse été forcé de convenir qu'il était dirigé contre Bonaparte. »

répondit à ces communications avec dignité, en appelant l'exemple des Stuarts et de Jacques II spécialement. Louis XIV n'avait jamais voulu céder sur l'exil de Jacques II, mort à Saint-Germain où un asile honorable lui avait été offert (1); les Stuarts cependant n'avaient cessé de conspirer contre le gouvernement établi en Angleterre; et pourquoi en serait-il autrement dans les circonstances actuelles? Quelle différence y avait-il entre les Bourbons et les Stuarts? L'Angleterre servait d'asile comme la France avait donné hospitalité. Cependant pour complaire au premier consul, lord Hawkesbury promettait que les agents les plus actifs des Bourbons et les chouans surtout seraient rappelés de l'île de Guernesey; le ministère les réunirait dans une cité d'Angleterre afin de les avoir sous sa main et de les surveiller pendant la paix ou de les diriger pendant la guerre.

Cette concession était faite difficilement, car le ministère anglais venait d'être informé d'une irruption soudaine d'agents secrets de la France, soit en Angleterre, soit en Irlande; le voyage de M. Fiévée, à Londres, avait eu pour objet la surveillance des journaux, l'action de la presse et l'examen attentif de la situation des esprits, afin de les rendre favorables au premier consul. La police de France voulait aussi intervenir dans les élections générales, et il fut constaté que de l'argent avait été envoyé

par le gouvernement consulaire, afin d'influencer certains choix, en Irlande particulièrement (2). Cette action d'un pouvoir étranger sur les élections anglaises, était une sorte d'attentat contre le droit des gens; Bonaparte ne se borna point là, et, soit pour recueillir de meilleures informations, soit pour préparer un mouvement insurrectionnel, des agents français se répandirent sur tous les points des trois royaumes unis : les uns avec le titre de consuls commerciaux, les autres comme simples négociants déguisant, sous le manteau des opérations mercantiles, des missions secrètes de la police ou du cabinet consulaire (3); les ingénieurs sondaient les rades, visitaient les arsenaux; en Irlande, ils se mettaient en rapport avec les chefs des mécontents et préparaient sous main des insurrections. Le cabinet anglais dut faire connaître au parlement ces démarches hostiles de la part de la France, afin d'irriter la nation et de la préparer à la guerre. Il n'y avait pas un événement qui ne fût expliqué dans ce dessein; à Londres, on voulait en finir avec la paix.

Sur ces entrefaites les jours du roi d'Angleterre furent exposés; un assassinat fut tenté par le colonel Despard (4); et les esprits étaient tellement exaltés, qu'on en accusa la main secrète de la France. Les voyages de l'agent Mchée de la Touche, les missions de Montgaillard, toutes ces menées, moitié de police et moitié de politique, irritaient au

(1) « When James the second abdicated the throne, and left this country, he retired with his adherents to France; and though, in the war which immediately succeeded that event, the french government adopted his cause as their own, no stipulation was made at the treaty of Bywick, that he should be sent from that country, nor was any subsequent demand ever made to the french government to this effect. (Extract of a dispatch from lord Hawkesbury to M. Berry, dated August 28, 1803.) »

(2) « Le grand objet de Bonaparte était de soulever l'Irlande. Il employa le général Russell et S. Emmett, frère de l'avocat. M. Emmett l'a nié au procès; mais il est vrai que Russell, son neveu, et Emmett étaient payés par la France. Pour encourager les rebelles, on créa une légion irlandaise, dont l'avocat Emmett, le docteur Mac-Newie, le révérend M. Burke, M. Lawrie (chirurgien), les deux Cobbett, Sweeny, et O'Meara, qui avait servi dans l'armée anglaise, étaient les officiers. O'Meara était chargé de surveiller ses camarades. Le commandement de ce corps bété-régime fut donné à M. Mac-Sheeh, qui était en France depuis son enlèvement et qui avait été aide de camp des généraux Horne, Kieber et Mousin. »

(Journal à la main.)

(3) « Vous êtes chargé de vous procurer un plan du port de votre résidence, on doit être pénétrés de sa profondeur et la possibilité d'y faire entrer ou non des vaisseaux de guerre. Outre le plan du port vous devez vous informer par quel vent des vaisseaux de guerre y peuvent entrer, quelle est la plus grande profondeur de l'eau dans la rade, et si des bâtiments de transport lourdement chargés pourraient en non y aborder. » (Lettre de M. de Talleyrand du 27 novembre 1802 adressée à M. Fauvellet, agent commercial à Dublin.)

(4) Voici ce que raconte l'éditeur de l'Argus lui-même; j'en donne la version sans en exagérer l'authenticité :

« Je crus devoir faire connaître ce qui se passa entre M. Tal-

leyrand et l'éditeur de l'Argus, quand la nouvelle de l'arrestation de Despard arriva à Paris.

« On vint, fort tard dans la soirée, chercher l'éditeur de la part du ministre; c'était la veille d'un jour de publication de l'Argus, qui ne publiait que trois numéros par semaine. M. de Talleyrand paraissait fort agité, et demanda à l'éditeur s'il avait appris quelque nouvelle. « Non, répondit-il. » M. Talleyrand passa dans un cabinet, et on rapporta un paquet de papiers-nouvelles anglaises, les remit à l'éditeur en lui montrant l'article contenant les détails de l'arrestation de Despard.

« L'agitation de M. de Talleyrand était visible; il demanda à l'éditeur s'il connaissait Despard; M. d'était un homme sûr, et s'il était fort lié avec... (Je ne dois en ce point nommer des personnes.) « Je ne sais que peu de chose sur Despard, répondit l'éditeur, et, loin d'être un homme sûr, les gens qui le connaissent le regardent comme un fou.

« Eh bien! dit Talleyrand, prenez ces papiers; il faut démentir toute l'affaire.

« Et comment veniez-vous démentir toute l'affaire, reprit l'éditeur, quand on a dit qu'il a été interrogé, et qu'il existe une accusation positive contre lui?

« En ce cas suspendez le tirage de votre feuille; vous en serez des nouvelles dans quelques heures. »

« Il était minuit. A cinq heures du matin, Talleyrand envoya un carrosse à l'éditeur, qui apprit par les gens du ministre que leur maître arrivait de Saint-Cloud.

« Le citoyen ministre remit à l'éditeur un article tout fait, dans lequel il était dit : « Tout Paris, et le premier consul en particulier, a appris avec horreur et indignation l'arrestation tentée contre la vie de S. M. le roi par un Jacobin furcené, nommé Despard. Les sentiments que le premier consul a manifestés dans cette occasion sont bien différents de ceux qu'on exprime si le roi d'Angleterre quand le bruit courut que le général Bonaparte avait été assassiné en Egypte, etc. »

dernier point les ministres anglais qui jetaient au public ces confidences, pour exciter une fermentation favorable aux hostilités.

Le parti Pitt exploitait tout, les journaux français et la diplomatie; et une des circonstances qui frappa le plus vivement l'esprit du peuple britannique, ce fut le rapport du colonel Sébastiani sur sa mission dans le Levant. Au mois d'octobre 1802, le colonel Sébastiani visita la Syrie et l'Égypte, afin de voir si les Anglais évacuaient ces provinces, et de rappeler à l'Égypte le souvenir de la France. Parti de Tripoli, le colonel était arrivé le 24 à Alexandrie, et s'était hâté d'écrire son voyage au premier consul. Cette dépêche était de nature à irriter vivement l'orgueil britannique. « En arrivant à Alexandrie, écrivait le colonel Sébastiani, je me suis rendu chez le général Stuart, commandant les forces anglaises de terre et de mer; je lui ai communiqué l'ordre du ministre des relations extérieures, qui m'enjoignait de me rendre à Alexandrie, et, si les Anglais occupaient encore la place, de demander une prompt évacuation et l'exécution du traité d'Amiens. D'abord le général Stuart me dit que l'évacuation de la place aurait lieu sous peu; mais voyant que j'insistais et que je désirais une réponse moins vague, il me déclara qu'il n'avait aucun ordre de sa cour de quitter Alexandrie, et qu'il croyait même y passer l'hiver. Le général est un homme d'un esprit médiocre. Il a pour aide de camp un émigré français, appelé le chevalier de Saules, spirituel mais ennemi de la France; il a beaucoup d'influence sur le général. »

Cette manière tranchée et peu polie de parler d'un général anglais n'était pas propre à concilier les deux nations; le colonel continuait : « Je fus le même jour voir Khourchid-Ahmed, pacha d'Alexandrie, et le capitain-bey, commandant les forces de mer ottomanes. Après les compliments d'usage et quelques mots agréables pour la Sublime Porte, je leur annonçai que les agents du commerce français allaient se rendre en Égypte. Cette communication leur fit le plus grand plaisir, et ils ne me cachèrent point qu'ils voyaient avec peine le séjour des Anglais dans ce pays. Je leur dis que ce séjour ne pouvait se prolonger encore longtemps, et que la paix générale ne laissait aucun doute sur leur prochain départ... Le 28, je partis pour me rendre au Caire, escorté par deux officiers turcs, et par six soldats français que j'avais pris à bord de la frégate. Les vents contraires me forcèrent à rentrer dans le port. Le lendemain je fus à Aboukir, où je passai la nuit. Je profitai de cette occasion pour visiter en détail le fort, qui est dans le plus grand délabrement. Le 30, j'arrivai à Rosette, après avoir visité, en montant, le fort Julien, où je vis, ce jour-là

même, Osman, aga et douanier de la ville, ainsi que tous les chrétiens qui s'y trouvent. Le 1^{er} brumaire, je fus à Fonné, où je vis le commandant de la place, le cadi et les cheiks : je reçus de ces derniers et de tous ceux que j'ai entretenus, des protestations d'attachement pour le premier consul. Je passai le lendemain à Rahmanic, où je vis le cheik Muhammed Abou-Aly. Le fort de cette ville est presque entièrement détruit. Je vis, le 3, à Menouf, le cheik Abdin, que le premier consul avait nommé cadi. Les autres cheiks qui vinrent me voir chez lui, me tinrent les mêmes discours que les cheiks de Faoué. Je leur dis : « Le premier consul aime beaucoup votre pays; il en parle souvent, il s'intéresse à votre bonheur; il ne vous oubliera point, et vous recommandera à la Porte. Il a fait la paix avec l'Europe, et ce pays se ressentira de l'intérêt qu'il y prend et du souvenir qu'il conserve aux pauvres cheiks d'Égypte. » Les deux ports de Menouf sont détruits. J'arrivai le même jour à Boulak. J'envoyai immédiatement le colonel Joubert, prévenir le pacha du Caire de mon arrivée. Le lendemain 4, le pacha m'envoya 500 hommes de cavalerie et 200 hommes d'infanterie, commandés par les principaux officiers de sa maison, pour m'accompagner chez lui au bruit d'un grand nombre de salves d'artillerie. Rendu chez le pacha, je lui dis : « La paix vient de se conclure entre la république française et la Sublime Porte : les anciennes relations d'amitié et de commerce vont être rétablies, et je suis chargé par le grand consul Bonaparte, de vous assurer de sa bienveillance, et de vous annoncer l'arrivée des commissaires français en Égypte. » Le pacha me répondit : « La bienveillance dont le premier consul m'honore, me pénétre de reconnaissance, et ses agents commerciaux recevront ici l'accueil le plus amical. » Je me rendis ensuite dans la maison que le pacha m'avait fait préparer; je reçus, le même jour, la visite de tous les principaux du pays, et celle des intendans egyptes. »

Indépendamment de la phrase un peu soldatesque de ce rapport, on pouvait y voir un dessein d'invasion et de conquête sur l'Égypte au milieu des attaques jetées au peuple anglais. Un long murmure éclata. Le cabinet Adlington pouvait-il souffrir longtemps une paix achetée par des conditions si déplorables? Ainsi parlaient les amis de Pitt; il leur semblait que le temps était venu pour eux de se prononcer hautement pour une guerre violente; l'honneur britannique la commandait. Jamais peut-être l'histoire n'a présenté un travail plus habile dans les deux gouvernements de France et d'Angleterre pour préparer les esprits aux hostilités : on est en pleine paix; les navires déploient

leurs voiles pour le commerce de l'Inde, du Levant, de l'Amérique; la manufacture reprend sa puissante activité; des expéditions colossales sont exposées à tous ces jeux de fortune; eh bien! dans cette situation pacifique pour les intérêts, une guerre morale se poursuit et s'accomplit avec une ténacité qui n'a pas d'exemple; le *Moniteur* (1) est rempli d'invectives, de paroles aigres et fatales; les écrits de M. de Montlosier attaquent l'Angleterre, l'*Argus*, rédigé en anglais par Goldsmith à Paris, poursuit les ministres et l'Angleterre; des agents continuent de parcourir l'Irlande et l'Écosse, pour préparer des soulèvements; on a stipulé des arrangements et on ne les accomplit pas. Le cabinet anglais est de mauvaise foi dans ses concessions; la diplomatie de la France a promis d'être modérée, et Bonaparte étend partout son pouvoir: sur l'Italie, pour en former une annexe de la France, une souveraineté dépendante; sur la Hollande, l'Espagne, la Suisse, pour dominer l'esprit des gouvernements; enfin, comme on l'a vu, le colonel Sebastiani parcourt la Syrie, l'Égypte, et sonde la mer Rouge, pour une expédition contre l'Inde.

De son côté, l'Angleterre ne néglige rien; en vertu de la liberté de la presse, elle laisse attaquer le premier consul avec une aigreur et une énergie qui préparent les hostilités; si elle peut se plaindre des menées de la France en Irlande et en Écosse, elle aussi entretient les émigrés, les chouans, tous les mécontents soulevés contre le gouvernement consulaire. Le ministre Drake les envoie en Allemagne; Hambourg est le foyer de grandes intrigues; on s'inquiète des moindres succès, des moindres actes de la France; on surveille attentivement ses expéditions; quand une flotte cingle vers Saint-Domingue, une escadre anglaise la suit d'un œil vigilant et attentif. Dès qu'il y a un soulèvement contre le pavillon tricolore dans les colonies, l'Angleterre s'y place et le soutient; elle a

promis de céder Malte, le cap de Bonne-Espérance, elle les garde sous prétexte d'un dépôt, et n'exécute qu'à demi le traité d'Amiens.

Situation singulière de deux gouvernements en pleine paix, et qui sont plus hostiles que si une déclaration de guerre était venue ouvrir une fois encore la lice des combats! Ces hostilités devaient à la fin devenir publiques (2); les esprits se préparaient successivement à la guerre; le commerce seul restait aveugle, et cette fausse sécurité était favorisée par la Grande-Bretagne, car elle voulait en éclatant s'emparer de la riche proie qui sillonnait les mers, sous le triple pavillon de France, de Hollande et d'Espagne.

CHAPITRE LXIII.

SITUATION DE L'EUROPE. RUPTURE DU TRAITÉ D'AMIENS.

Influence du parti Pitt sur les cabinets européens. — La Russie. — L'Autriche. — La Prusse. — Notes sur les envahissements de Bonaparte. — Préparatifs militaires. — Esprit public à Londres. — Ouverture du parlement. — Message du roi sur la France. — Discussion et vote d'enthousiasme. — Situation de lord Withworth à Paris. — Audience des Tuileries. — Nouveau message du roi d'Angleterre. — La Prusse. — Corps diplomatique. — Conférence entre M. de Talleyrand et lord Withworth. — Demande des passe-ports. — Rupture. — Enthousiasme et inimitié des deux nations. — Mesures de représailles.

Novembre 1802 à mai 1803.

La dernière session du parlement avait accru l'influence personnelle de M. Pitt; à mesure que s'effaçait en Angleterre la popularité d'un système

(1) Voyez le *Publiciste* pour le mois de thermidor (soit); et dans le *Moniteur* du 4 thermidor, on trouve les passages suivants, relatifs aux élections :

« Jean-Jacques a écrit que les Anglais n'étaient libres qu'une fois en sept ans, lorsqu'ils choisissent leurs représentants au parlement. Il n'avait considéré cette liberté, comme beaucoup d'autres choses, qu'à travers le prisme de son imagination; s'il avait pu être témoin de ce grand acte de liberté, il n'y aurait vu que des scènes de corruption, de fléecce et d'ivrognerie.

« Les trois royaumes sont en ce moment livrés à toutes les agitations qu'exclent, dans toutes les classes, les élections générales. Ce sont à peu près les saturnales des anciens romains. Les luttes des élections donnent lieu à des scènes assez amusantes; le peuple y porte en général plus de gaieté que son caractère naturel n'en promet; mais toutes les passions y sont en activité, même la plaisanterie. Un Anglais à jeun est d'ordinaire pesant et triste; il a besoin de prendre sa tasse de thé le matin, pour se charger la tête des bromillards qu'y a laissés le mauvais vin qu'il

a bu la veille; mais il lui faut un verre de gin ou une bouteille de Porto pour se mettre en gaieté.

(2) Bonaparte dictait le passage suivant contre la presse anglaise :

« Tous les jours ce sont, à en croire les journaux anglais, des insurrections et des complots; cinquante généraux ont été enfermés à la fois dans le Temple. L'auteur de la machine infernale n'a pas honte de faire paraître à Londres de son rohan ensanguiné. La Grande-Bretagne nourrit des serpents dans son sein par sa générosité sans bornes envers une foule d'énragés qui font les plus grands efforts pour ressusciter les animosités entre les deux nations, à dessein de réplonger le monde dans les horreurs de la guerre.

« C'est un fait notoire que les plus odieuses calomnies, les plus coupables insinuations répandues dans les papiers anglais contre le premier consul, ne sont que des traductions de papiers envoyés par des émigrés, et spécialement des prêtres réfractaires. »

de paix avec la France, les chances d'une administration énergique grandissaient. Assis derrière M. Addington, M. Pitt paraissait dominer en maître les résolutions du cabinet, et l'entraîner dans sa destinée; le traité d'Amiens n'était pas son ouvrage, et il l'avait approuvé comme une concession malheureuse faite au besoin de la paix. Dans ses causeries intimes, M. Pitt ne considérait jamais les conventions conclues avec la France que comme une trêve dont les termes étaient naturellement

fixés; et dès qu'on put entrevoir le moment de la rupture, le parti Pitt se réveilla dans ses conditions fortes et puissantes pour commencer les hostilités dans le parlement.

Le ministre si éminent qui avait longtemps dirigé des coalitions européennes, M. Pitt conservait de nombreuses relations sur le continent (1); les secrets des cabinets lui étaient connus; il savait le personnel des hommes d'État, les chances de paix ou de guerre à Saint-Petersbourg, à Vienne ou à

(1) Bonaparte suit avec inquiétude les correspondances du parti Pitt avec le continent; il les dénonce lui-même à l'Europe :

« Lord Pelham, dit-il, ministre du roi d'Angleterre, a proféré dans la chambre des pairs ces propres paroles :

« Lord Grenville a tort de dire que nous voulons nous en rapporter au temps seulement. Notre attention n'est de profiter de toutes les occasions favorables qui pourraient survenir sur le continent, pour contribuer à la sûreté de notre pays. »

« Ceci nous donne le secret de ce que nous avons déjà vu, et il sera bon de s'en souvenir dans les événements qui pourront succéder. Quand on apprendra qu'une nuée d'agents secrets sous les ordres de Drake, Wickham, etc., inondent l'Allemagne et l'Italie, on pourra présager que la prospérité de lord Pelham se réalise, et que l'on menace le continent d'une crise. On nous a dit que, si la guerre est un état plus terrible pour les peuples que la famine, la peste et la sécheresse, quelle perversité doit avoir rendu insensibles à nos sentiments de la nature, les Grenville, les Windham, les Minto ! »

« On a essayé depuis plusieurs mois de troubler la Hollande, la Suisse, l'Allemagne; on essaya en ce moment de troubler la tranquillité de Naples, et c'est là l'objet des fréquents voyages de la frégate *le Méduse*. On a essayé de faire une révolution à Naples. Malheureusement, l'insurrection est allée à Naples au moment où les s'embarquaient pour aller s'aboucher à Londres avec les agents de la faction qui les dirigeait. Ils sont arrêtés, et l'on instruit leur procès. Le conseiller d'État Thibaudoux les a déjà plusieurs fois interrogés; leurs papiers sont nombreux et des plus intéressants. C'est ainsi que l'on cherche à troubler également la tranquillité du pape; et deux agents, tous deux ayant joué un rôle dans les troubles civils de Rome, viennent de se rencontrer à Paris, l'un venant de Londres, l'autre d'Italie. Par le même système, M. Moore se trouve sur le continent, environné des agents de Buitell, misérables soutiens de tous les crimes. C'est encore pour exciter ces orages sur le continent, que plus de cent brigands à Jersey, condamnés par les tribunaux pour crimes de vol, d'assassinats et d'incendies, ont cherché à un refuge d'où ils s'embarquent sur des bateaux pêcheurs, et viennent sur nos côtes assassiner de malheureuses femmes et de malheureux propriétaires. »

« Mais ces menées sont vaines; espérons qu'elles le seront constamment. Le gouvernement français franchira toujours ces noués d'intrigues, lorsqu'il lui aura ordonné avec beaucoup de peine, comme le nous gardien, le continent restera en paix, mais la gloire en sera toute au peuple français, et les remords aux amis de la guerre et de la guerre à la génération à venir. Est-il aujourd'hui une mère en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France, qui ne doive regarder avec horreur les Grenville, les Windham, les Minto? Ces hommes qui provoquent la guerre, ils ne l'ont jamais faite !!! Au sein d'une riche et somptueuse ville, enveloppés de tous les agréments et de toutes les commodités de la vie, ils provoquent le massacre du reste du notre génération. »

« Est-il un souverain sur le continent, dont l'état d'essentielle ne soit pas de lire aujourd'hui avec attention, et de méditer profondément sur les discours, les pensées qui décèlent cette politique infernale, avouée aujourd'hui avec une impudence sans exemple dans l'histoire des nations, ce ne peut être que l'écrit

du délire, première punition du crime? M. Windham accuse les ministres de n'avoir pas d'alliés, et au même moment il déclare et appelle *franco, barbare, la nation russe*. L'empereur Alexandre méprisait sans doute de pareilles provocations; mais à encourager les annales de tous les peuples et de tous les temps, la nation russe n'a-t-elle pas le droit de demander une réparation délicate? Dans le même temps on donne 300 liv. st. à un misérable émigré pour imprimer un libelle contre le petit-fils de Frédéric II, contre ce prince si sage, si modeste de ses peuples, auquel l'Europe doit en partie la tranquillité et le repos dont elle commence à jouir. »

« Et si l'on ne se fût pas exposé à une punition d'une conduite aussi étrange de la part d'une nation avec laquelle il est en paix, de la part d'un gouvernement auquel il a conservé l'état de Hanovre !!! Pour insulter tous les gouvernements de l'Europe, on s'appuie du même principe que les Tunisiens et les Algériens, qui, lorsqu'ils en ont, insultent le pavillon de toutes les nations, mais on doit réfléchir qu'ils ne s'attaquent qu'à des puissances faibles; et certes la France, la Russie et la Prusse peuvent en être fatigués par ces actes de licence, et dire que cela ne soit plus. »

« On se plaint de n'avoir pas d'alliés, et toutes les distorsions de la faction tendent à prouver que l'empereur d'Allemagne a trahi, lorsque l'empereur, conseillé par un ministre perfide, a sacrifié deux fois l'élite de ses peuples, pour soutenir cette cause et non la sienne. On peut appliquer à ces erreurs ce qui a été dit du conseil des rois de Babylone : ils donnaient tous les conseils qu'il ne faut pas donner, et ils négligeaient les seuls bons à suivre. »

« Ces hommes ne font ni l'épilogue, ni la volonté du peuple anglais. Cette nation si éclairée, si méditative, si sage, si modeste et si sage, elle n'aurait pas choisi lord Grenville, Windham, Minto. Mais que veulent-ils donc? Ils ont ruiné les finances de leur patrie pour des entreprises folles; ils l'ont déconsidérée en Europe par leur arrogance. Le prince, lorsqu'il s'en est aperçu, les a chassés. Ils sont restés avec leurs remords, qui les poursuivront, les tourmentent, et descendent à toutes leurs actions, à tous leurs discours, ce ton furibond qui dénote l'état de leur âme. Le trouble, le désordre et le sang peuvent seuls les distraire; ils veulent du trouble, du désordre et du sang. Leurs discours sont ceux que le célèbre Milton met dans la bouche de Satan. Mais méprisants ces auteurs tombés, et répétés, disons-nous le dire jusqu'à l'ennui : La paix, rien que la paix, peut consolider l'Europe, et l'Angleterre la première. Une loi paternelle, sage, serait celle qui ordonnerait que les ministres sortants se pourraient séjourner pendant les sept premières années de leur sortie, au parlement d'Angleterre. Une autre loi, non moins sage, serait que tout membre qui insulterait à un peuple et à une puissance amie, fût condamné au silence pendant deux ans. Lorsque la langue peche, il faut punir la langue. En conclusion, il résulte de nos leurs discours, qu'ils veulent la guerre; mais ils sont sans allés, sans crédit sur le continent. Nous serons donc la paix, grâce à leur discrédit. »

« Tandis que, bons citoyens, philanthropes éclairés, bénissons le ciel du discrédit de cette faction : car son crédit sur le continent serait la mort de vos enfants, la dévastation de vos provinces, le deuil de la nature entière !!! »

Berlin. Pitt, placé momentanément en dehors des affaires, avait constamment les yeux fixés sur l'état de l'opinion publique en Angleterre, et sur les tendances d'hostilités qui pouvaient naître en Europe. Le gouvernement britannique ne voulait se décider à une guerre considérable, violente, qu'avec l'espérance plus ou moins prochaine de préparer une nouvelle coalition contre la France et son consul; pour cela l'appui énergique du parlement et de la nation lui était indispensable. Avant d'éclater, il était important que les intérêts de l'Europe fussent engagés à la guerre, qu'après un terme très-prochain l'Autriche, la Prusse et la Russie fussent en mesure d'intervenir dans les débats et d'envahir les frontières de France, ou d'appeler au moins ses vaillantes légions sur de nouveaux champs de bataille.

Cette étude formait la sérieuse préoccupation de M. Pitt; les torys conservaient de nombreuses relations avec les principaux ministres des cabinets; leurs agents, répandus sur toute l'Europe, pouvaient juger les intérêts, les caprices, les passions secrètes qui faisaient agir chacune des puissances. Les notes reçues depuis le commencement de l'année 1805 à Vienne, à Berlin, à Saint-Petersbourg, indiquaient qu'un mécontentement indicible se manifestait partout, à cause des envahissements hardis du premier consul en Allemagne, en Suisse, en Hollande et en Italie; on n'était pas prêt encore à saisir les armes; mais si l'Angleterre se décidait à prendre l'initiative, à couvrir les mers de son pavillon, le continent tout entier la seconderait, parce que l'influence croissante de la France menaçait la sécurité des grands et des petits États. Ces renseignements obtenus donnèrent une certaine force au parti Pitt dans le parlement.

En Russie, Alexandre réparait, par les premiers actes d'un règne bienfaisant, les fatales tentatives de l'époque de Paul I^{er}; le nouveau czar n'avait point pour la France et son consul les mêmes sentiments qui avaient animé son prédécesseur. A sa cour, profondément russe, l'aristocratie des boyards

se trouvait entièrement liée aux intérêts britanniques; il n'y avait plus aucune intimité entre Paris et Saint-Petersbourg; loin de là, l'empereur Alexandre voyait avec inquiétude l'exécution des traités secrets conclus entre les deux gouvernements; que devenaient, par exemple, depuis l'élevation de Bonaparte à la présidence de la république italienne, les indemnités promises au roi de Sardaigne (1)? La France s'était engagée non-seulement à la restauration des Bourbons de Naples, mais encore au rétablissement de la maison de Carignan, et si ce résultat ne pouvait pas être obtenu pour des causes de politique ou de guerre, le premier consul s'était engagé à indemniser la maison de Carignan d'une manière large et complète en Italie. On n'en parlait plus cependant; loin de là, Bonaparte centralisait l'Italie sous sa main, en même temps que son intervention en Allemagne, quoique se résumant en une commune médiation de la Russie et de la France, devenait de plus en plus envahissante.

Dès lors on ne pouvait avoir de sérénité avec un système marchant audacieusement à des desseins d'envahissement si complets, si absolus; la Russie ne se jetterait pas immédiatement dans une guerre; elle avait besoin de réparer ses forces, de rétablir son état militaire d'après des conditions plus vastes et plus solides; l'activité jeune et enthousiaste de l'empereur Alexandre, la haine que toute la famille impériale portait au système français, les antipathies des vieux boyards pour le consul et sa cour, toutes ces causes devaient nécessairement amener une situation hostile entre la France et la Russie, et ses armements éclateraient plus tard dans une guerre sérieuse. C'est ce que les agents de M. Pitt avaient parfaitement compris; ils préparaient les esprits en Angleterre à une prise d'armes secondée par les puissances auxiliaires (2).

L'Autriche se trouvait dans les mêmes dispositions vis-à-vis du gouvernement consulaire; fatalement abaissée par le traité de Lunéville, et les malheurs de la dernière guerre, quelles pertes n'avait-elle pas éprouvées en Italie, en Allemagne?

(1) On écrivait de Berlin, 3 octobre 1802, qu'un engagement absolu venait de s'accomplir dans la politique russe :

« Je coursier bayariste, venant de Petersbourg, et passant hier dans votre ville, nous a apporté la nouvelle, que, le 21 septembre, il s'était fait un changement important dans le ministère russe. Le comte Alexandre de Woronzow, frère de l'ambassadeur de Russie près la cour de Londres, a été créé grand chancelier et directeur suprême des affaires étrangères; le comte de Kotchoubey, qui a été jusqu'ici à la tête de ce département, a été fait ministre de l'intérieur, et le comte de Wassilief, ministre des finances. Le prince de Gortchakof remplace le comte de Kotchoubey aux affaires étrangères. Le prince Kourshin, à sa demande rélégué, a obtenu sa démission de ce département. C'était un ministère menaçant pour la France. »

(2) La Russie suit également avec attention ce qui se passe à Paris entre l'Angleterre et la France.

« Il s'est établi depuis quelque temps à Paris, entre lord Wellesworth et le ministre Talleyrand, des négociations fort importantes. Elles sont relatives en partie à l'évacuation de Malte et de l'Égypte, et aux affaires de Rome et de l'Étrurie. L'Angleterre exige de la France une promesse que, dans aucun cas, elle n'ouvrira des troupes à Malte ni en Égypte, mais le gouvernement français a rejeté une telle proposition, par le motif qu'il n'en est point parti dans le traité d'Amiens. Quant aux affaires d'Italie, lord Wellesworth a reçu également une réponse négative et d'autant plus précise, que l'on ne s'est jamais cru dans le cas de traiter avec la cour de Londres les affaires du continent, puisque cette cour, dans les négociations de paix qui ont eu lieu avec l'Autriche, n'a pris aucun part aux affaires de l'empire germanique ni de l'Italie. »

(Bépêche de M. Narcoff.)

L'Autriche avait vu les drapeaux français vainqueurs à Marengo, et le glorieux succès de la bataille de Hohenlinden avait ouvert à Moreau le chemin de Vienne; la paix de Lunéville fut une nécessité impérieuse à laquelle on s'était résigné, parce que les forces de la monarchie, épuisées par des sacrifices immenses, devaient être avant tout rétablies; il fallait se donner le temps de déployer les moyens militaires que de nouvelles hostilités pouvaient exiger.

La situation que les envahissements de Bonaparte avaient faite à l'Autriche depuis deux ans, était intolérable (1); le consul n'avait pas créé seulement la république italienne, idée d'unité menaçante pour tous les États secondaires, la Toscane, Naples, le Tyrol, et les autres possessions que l'Autriche dominait sous l'ancien système; mais encore il avait proclamé à son profit la médiation

(1) Note secrète adressée par l'Angleterre à l'Autriche (Janvier 1803).

(2) Les agents anglais dérivèrent de Berne, 9 janvier 1803 :

« Le corps d'armée française qui se trouve en Suisse vient de recevoir des renforts, surtout en cavalerie. Le 6^e de chasseurs à cheval, venant de Genève, est arrivé à Berne; il y restera en garnison, deux escadrons du 12^e régiment de hussards ont reçu la même destination.

« On apprend de source qu'il est question de réunir à la France le canton du Léman et une partie de celui de Bâle, et l'on croit donner quelque fondement à ce bruit, en faisant remarquer que l'ancien comte, malgré les réclamations du gouvernement helvétique, a vidé tous les arsenaux, même celui de Berne, et à transporter toutes les munitions de guerre à Lausanne, cette mesure ne s'est point encore étendue à la ville de Bâle. Le gouvernement avait aussi réclamé contre l'établissement, aux frais de la république helvétique, des cales pour canonniers sur le lac des quatre cantons. Un tel établissement lui paraissait en contradiction avec le désarmement général et l'évacuation des arsenaux, mais le général Serres a confirmé les premiers ordres.

(3) M. de Laforest prend la haute main à Bâlebonne et celle déplaît à l'Autriche :

« Le sous-général renouvelle à la députation, l'instance levitilée de fermer un relevé du pils général d'indemnités, et des règlements déjà adoptés, sauf à s'occuper ensuite des autres règlements qui seraient jugés nécessaires. Il a pris d'ailleurs de s'en rapporter avec confiance aux soins des puissances médiatrices, pour amener à une heureuse issue les dispositions manifestées par S. M. I. et R. »

A Bâlebonne le 15 novembre 1802. « Signé : Laforest.

(4) Mission de M. de Laforest à Bâlebonne, (pièces).

(5) Bonaparte cherchait de toutes les manières à justifier ses accroissements de pouvoir. Voici comment il explique sa présence de la république italienne :

« Le traité de Lunéville a consacré l'indépendance de la république italienne; au moment où le traité se signait, ce pays, encore pays de conquête, vivait sous un régime provisoire, tout à fait à la disposition du général commandant l'armée française.

« Il eût fallu procéder à l'organisation de ce pays; cela s'est l'objet de la consigne à Lyon.

« Il y avait deux espèces d'organisation à lui donner.

« Une dans le genre de celle qu'elle avait eue en 1796. On pouvait l'imposer par la force, mais elle n'aurait jamais été accueillie par les habitants. Elle aurait produit désordre et dissensions civiles; elle aurait été pour les voisins de la Cisalpine un objet d'épouvante, parce qu'elle aurait été un centre d'insurrection.

« La seconde était une organisation à peu près due le genre

de la Suisse, bien autrement importante pour la sûreté militaire du gouvernement autrichien (2). Bonaparte, maître du Valais, des Alpes allemandes, avait la clef des États héréditaires par Munich et Laybach; il pourrait, à son désir, faire invasion sur tous les points de l'Autriche méridionale; position trop exposée pour un État indépendant; la guerre valait mieux que le maintien d'une telle situation. En outre, nul n'ignorait les démarches de Bonaparte pour s'assurer toute influence sur les États secondaires de l'Allemagne (3); il y était parvenu dans la question des indemnités, de manière à blesser la prépondérance de la cour de Vienne (4). Le plan de Bonaparte semblait être déjà de réduire l'Autriche à ses propres États héréditaires; il voulait lui enlever par la victoire et les traités, son influence allemande et italique (5). Si donc on ne pouvait pas encore se déclarer en hostilité, il fallait

de celle que les habitants ont proposée, avec un gouvernement central et fort.

« Toutes les places ont été facilement remplies, car peu de pays abondent en citoyens sans distingués par les lumières que par leur probité.

« Mais la première place, dans ces circonstances, n'était pas facile à remplir. On a pris à cet égard le parti que dictait l'intérêt du pays, et, nous osons le dire, l'intérêt bien entendu de ses voisins.

« Le gouvernement est installé à Milan.

« Les principales lois qui doivent mettre en mouvement la constitution vont se faire sans effort; et, dans peu de temps, le pays se trouvera entièrement organisé.

« Ceux qui croient que les nations peuvent s'organiser dans un jour, dans une heure, par la seule rédaction d'une chartre, doivent trouver dans cette marche quelque chose d'extraordinaire.

« Mais ceux qui sont convaincus qu'un peuple n'a eue constitution que lorsqu'elle marche, et que chez toutes les nations, les moments d'organisation sont des crises terribles, qui produisent les plus grands maux, seront bien convaincus que le parti qu'on a pris la consulte, à Lyon, est à la fois sage et naturel; et alors tout ce que l'on peut débiter pour chercher dans son résultat, ce qui s'y est pas, n'est que du bavardage.

« Mais la France va donc réduire à ses 30,000,000 d'habitants l'accroissement d'influence attaché aux 4,000,000 qui habitent la république italienne. Ne la en feint de s'alarmer, et l'on se récrie sur la puissance et l'ambition de la France.

« Comparons cependant l'influence de la France dans l'ère d'indépendances parties de l'Europe, depuis le traité de Lunéville, à celle qu'elle avait en 1798.

« En 1798, la France exerçait en Italie une espèce de patronage bien déterminé sur le roi de Sardaigne, sur le roi de Naples, et sur la république de Venise.

« Sur la république de Venise, parce qu'elle était géographiquement l'ennemie de l'Autriche.

« Sur le roi de Naples, par le pôle de famille.

« Sur le roi de Sardaigne; il était lié à la France par l'impossibilité de défendre la Savoie et le comté de Nice, par des doubles alliances, et plus encore par les prétentions de la maison d'Autriche sur le Montferrat; ainsi donc dans le système de l'Europe, la France avait une influence marquée eu Italie, par trois grands États ayant 12,000,000 de population.

« Aujourd'hui Venise est à l'empereur.

« Naples... Ce pôle de famille n'existe plus.

« La république italienne doit donc compenser l'une et l'autre de ces pertes.

« Ainsi la France n'a pas accru son influence »

réunir tous les éléments d'une guerre formidable et prochaine; l'Autriche, patiente, armait vigoureusement; avec la ténacité qui lui est propre, elle multipliait ses levées; son cabinet, rapproché plus intimement de la Russie et de l'Angleterre, agissait avec lenteur selon son usage; mais tous les esprits habitués à l'examen des faits et des situations, ne pouvaient douter que l'Autriche ne tentât bientôt le sort des armes, pour tâcher une fois encore de ressaisir la prépondérance que la dernière guerre lui avait enlevée; l'artillerie était mise sur un pied formidable, les corps d'infanterie presque complets, la cavalerie toute remontée, avec ces beaux chevaux au large poitrail, qui brisèrent plus d'une fois au moyen âge les corps de lances et de chevalerie des peuples méridionaux jusqu'à la bataille de Bovines. Cette situation de l'Autriche, les amis de M. Pitt la connaissaient aussi bien que celle du cabinet de Saint-Petersbourg; dans un temps donné tout se presserait sur un vaste champ de bataille.

Restait la Prusse; quelle attitude allait-elle prendre, et pouvait-on compter sur elle au cas d'une nouvelle coalition? Ses griefs contre le cabinet du consul étaient-ils suffisants pour la déterminer à secourir les principes de la neutralité bienveillante, base de sa politique depuis le traité de Bâle? Le cabinet de Berlin voudrait-il entrer dans une coalition continentale? En pénétrant à fond la politique de la cour de Prusse, on pouvait reconnaître sa situation presque dépendante de la France; les ordres des Tuileries étaient exécutés à Berlin avec une complaisance extrême, et la mission du président de Meyer indiquait la volonté de servir les intérêts du premier consul, même pour la fondation d'une nouvelle dynastie contre les droits de la maison de Bourbon (1). L'opinion de M. de Haugwitz et de la cour en général, n'était pas pour la guerre, il y avait une noblesse ardente sous la main d'une reine fière et chevaleresque, qu'on ne pouvait pas toujours retenir dans les liens d'une paix soumise; cette noblesse militaire avait des injures à venger, la cause de l'Allemagne lui était commune. Déjà des griefs s'élevaient contre l'influence française en Germanie; les Allemands voyaient avec jalousie que sur de simples ordres du consul (2), on essayait de changer la constitution antique de leur pays.

En vain le cabinet de Berlin cherchait à retenir le peuple : à un terme prochain, on verrait une

réaction belliqueuse contre la France, résultat inévitable de la situation des esprits; tout s'ébranlerait, parce qu'il y avait des questions complexes, des intérêts méconnus, des principes fatalement agités? Tout devait donc aboutir à une prise d'armes; les agents anglais à Munich, à Stuttgart, à Berlin, indiquaient dans leurs dépêches la possibilité nouvelle d'une coalition (3), pourvu que l'Angleterre prît l'initiative en donnant un de ces grands exemples de courage et d'énergie capables d'ébranler l'opinion du monde : quelque hésitation se montrerait d'abord; au premier succès, la réaction contre Bonaparte éclaterait sur tous les points. « Ce parvenu hautain, disait-on, blessait trop vivement les intérêts de chaque puissance; si on le laissait aller, il foulerait aux pieds toutes les dynasties et les princes anciens qui régissaient l'Europe (4). »

Telle était l'opinion générale même parmi les ambassadeurs à Paris; le comte Philippe de Cobentzi, le comte de Marcoff, lord Withworth, le marquis de Lucchesini, représentant les quatre puissances, vivaient en parfaite intelligence, et se communiquaient souvent leurs dépêches et leurs instructions dans une cause qui leur paraissait déjà commune; ils se consultaient sur leurs démarches, sur les prérogatives, sur les réponses qu'ils devaient préparer à la suite de ces sorties vives, impérieuses, que faisait souvent le premier consul dans les audiences d'apparat données au corps diplomatique (5). Cet accord des ambassadeurs leur était imposé par leurs cours; tout faisait donc pressentir d'avance qu'elles se rapprocheraient pour des intérêts d'une nature plus élevée, alors que s'ouvrirait la lice des combats, au signal donné par l'Angleterre sous son vieux pavillon.

Toutes les dépêches des agents de M. Pitt, unanimes sur ce point, indiquant ce mouvement d'opinion, avaient une grande importance sur l'état des esprits à Londres. Le sentiment de la guerre devenait de plus en plus fort; le général Andréossy pouvait apercevoir que tout changeait autour de lui; les mêmes masses ne s'agitaient plus enthousiastes pour le premier consul; le peuple ne traînait plus les entraves; la paix commençait à fatiguer. Et d'ailleurs quelle plus belle circonstance pouvait-on choisir! Presque toute la marine de France était dehors; le commerce de la Hollande, de l'Espagne, de la France, avait exposé sur les mers plus de 800 millions, capture inévitable des

(1) Voir chap. IX, p. 518.

(2) Dépêche d'un agent secret à M. Pitt. (Janvier 1803.)

(3) Les deux ministres à Munich et à Stuttgart, M. Brako et M. Spencer Smith, étaient fort prévenus contre la France et le premier consul.

(4) La cour de Saint-Petersbourg surtout était dans ces idées.

(5) Ces sorties impérieuses du premier consul sont l'objet de plaintes répétées de lord Withworth à M. de Talleyrand. (Dépêche de mars 1803.)

corsaires et de la marine royale anglaise. L'escadre de Saint-Domingue serait facilement la proie de Nelson, de Parker ou de lord Keith, comme lors des victoires d'Aboukir et de Copenhague; les partisans de M. Pitt embrassent l'esprit national, réveillaient cet orgueil qui domine la Grande-Bretagne; il fallait prêter aide aux alliés et abaisser la France (1), but constant des efforts du peuple britannique.

Sur ces entrefaites, le parlement s'ouvrit; on attendait avec impatience le message royal; le bruit courait depuis quelque temps dans la Cité que des mesures énergiques avaient été résolues pour surveiller les démarches de la France: on disait que le roi recommanderait au parlement de prendre en considération l'état du pays et la situation de l'Europe, afin de demander un vaste armement et les subsides en rapport avec la situation difficile où se trouvait le continent.

C'était le 16 de novembre; le parlement était plus nombreux que dans les réunions habituelles; les lords se groupaient sur leurs sièges avec une solennité inaccoutumée, et l'on voyait briller sur les bords de la chambre haute, Nelson, le brave amiral que des dettes patentes avaient récemment éléré à la pairie. Nelson, impatient d'exprimer son opinion, préférait la guerre à un état de paix aussi blessant pour la Grande-Bretagne. George III, vieillard fatigué par l'âge, vint de sa personne à la chambre des lords où les communes étaient mandées; il avait repris quelque force à travers de longues et fatales secousses, et ce fut lui qui prononça le discours d'ouverture de son parlement pour recommander de grands devoirs à la vigilance de la nation. « Milords et messieurs, dit-il d'une voix forte et accentuée, dans mes rapports avec les États étrangers, je me suis assuré d'une disposition sincère

pour le maintien de la paix: il m'a été impossible néanmoins de rester indifférent à la politique des États dont les intérêts ont toujours été en rapport avec les nôtres, et c'est pourquoi j'ai dû m'occuper aussi de tous les changements qui tiennent à leur condition ou à leur force. Ma conduite sera invariablement réglée par la considération de l'état actuel de l'Europe et par la sollicitude vivement éveillée du bien-être permanent de notre peuple; c'est pourquoi, milords et messieurs, je suis intimement persuadé qu'il est indispensable pour nous d'adopter des mesures de sûreté les mieux calculées pour conserver à nos sujets les bienfaits de la paix (2). »

Un vif et profond enthousiasme accueillit les paroles de la couronne qui recommandait la vigilance à son parlement; la nation était impatiente d'arrêter des mesures vigoureuses parce que la France grandissait trop et que l'Angleterre ne pouvait pas subir les prospérités de la France. L'opinion souffrait vivement pour l'honneur national; tous les partis voulaient prendre une résolution de dignité et de sécurité; l'état que jetait la république sous le consul importunait une vieille rivalité; la paix d'Amiens était un véritable abaissement pour la Grande-Bretagne; la France avait déployé trop de sèr et de vie depuis deux ans; sa belle marine, son commerce, son système colonial, tout blessait l'orgueil britannique. Jamais la Grande-Bretagne n'eût souffert une telle gloire; mieux valait la guerre, qu'une paix dont le premier résultat était l'annéantissement des forces morales de l'Angleterre au profit de l'antique rivale. Lord Arden proposa donc l'adresse, en déclarant toute sa fidélité et sa loyauté pour le roi et la patrie; il demanda que les lords prissent en considération l'état de l'Europe; on ne pouvait abandonner à la merci de la France les alliés du continent, il fallait

(1) Le ministère anglais fit alors publier le tableau des guerres qui avaient eu lieu entre la France et l'Angleterre, et du temps que chacune de ces guerres avaient duré. Depuis celle qui commença

En	1116	et dura	2 ans.
—	1141	—	1 —
—	1161	—	35 —
—	1201	—	15 —
—	1234	—	5 —
—	1296	—	31 —
—	1309	—	32 —
—	1366	—	49 —
—	1422	—	1 mois.
—	1462	—	2 ans.
—	1512	—	5 —
—	1549	—	1 —
—	1557	—	2 —
—	1562	—	2 —
—	1627	—	2 —
—	1690	—	1 —
—	1690	—	10 —

En	1792	et dura	11 ans.
—	1744	—	4 —
—	1756	—	7 —
—	1778	—	5 —
—	1791	—	9 —

Il résulte de ce tableau que, dans l'espace de 677 ans, la France et l'Angleterre ont été en guerre pendant 234 ans.

(2) Le discours du roi est précis :

« In my intercourse with foreign powers, I have been actuated by a sincere disposition for the maintenance of peace. It is nevertheless impossible for me to lose sight of that established and wise system of policy, by which the interests of other states are connected with our own; and I cannot be therefore indifferent to any material change in their relative condition or strength. My conduct will be invariably regulated by a due consideration of the actual situation of Europe, and by a watchful solicitude for the permanent welfare of our people.

« You will, I am persuaded, agree with me in thinking that it is incumbent on us to adopt those means of security which are best calculated to afford the prospect of preserving to my subjects the blessings of peace. »

prendre un parti vigoureux, et seconder la vigilance du cabinet appelant l'appui de la nation (1).

Alors, Nelson, le fier marin, tout couvert de blessures, fit entendre un cri d'honneur national; sa parole retentit comme la voix de son commandement au milieu de la tempête et des boulets; Nelson, plein de ressentiment contre la France, donna son entière approbation à l'adresse : « Je sais, s'écria-t-il, mieux que personne, toutes les misères de la guerre, j'ai horreur des maux de l'humaine nature, dans mon âme je suis un homme de paix, mon cœur saigne encore des fatales impressions de ma vie, mais je ne ferai jamais le sacrifice de l'honneur anglais; pouvons-nous abandonner nos alliés sur le continent? C'est pour eux que l'Angleterre a signé le dernier traité, et s'il est vrai qu'une ambition injuste trouble aujourd'hui la sécurité de l'Europe, il est essentiel que nous prenions des mesures pour soutenir l'honneur du pays (2). »

Le marquis Abercromby soutint avec plus de vigueur encore l'adresse afin qu'Albion reprît son énergie et sa splendeur : « Milords, vous devez la voter unanimement, car il faut que l'on sache que l'Angleterre est décidée à soutenir le rang de chaque État dans l'échelle des nations. » Ainsi fut l'opinion de lord Carlisle, l'ami de Pitt : il déclara voir avec satisfaction les ministres changer de système et de langage au sujet de la France (3); attaqué des torys contre M. Addington, pour préparer l'avènement du cabinet Pitt qui seul pouvait diriger la Grande-Bretagne pendant la guerre.

Lord Grenville censura plus hardiment le ministère, pour avoir manqué de capacité et de vigilance en signant le traité d'Amiens, et dans l'exécution de ce traité : « Milords, suivez la France et l'ambition de Bonaparte; le Piémont a été envahi, le prince d'Orange n'a reçu aucune indemnité pour la Hollande qui est passée tout entière sous la domination de Bonaparte; la Suisse n'a plus de liberté. La conduite des ministres envers la France a été semblable à celle de nos ancêtres qui donnaient de l'argent aux Saxons et aux Danois pour respecter notre pays (4); cet argent leur servait à acheter des vaisseaux et des munitions pour subjuguer plus facilement l'Angle-

terre; ainsi les ministres ont cédé la Martinique, et ils étaient prêts à céder Malte, lorsque le génie de la Grande-Bretagne s'est réveillé; milords, dit Grenville en terminant, il faut placer une fois encore le gouvernement de notre pays dans les mains de l'homme habile, M. Pitt, sur lequel l'Europe a aujourd'hui les yeux; car seul, il peut la préserver d'un bouleversement général. »

Lord Grenville fut appuyé par lord Spencer. « Je me lève, dit-il, avec le regret d'être obligé de manifester une opinion contraire à la paix; mais mon caractère, mon attachement aux principes et aux mesures que j'ai soutenus pendant que j'ai occupé une place éminente, et mon devoir, comme membre de cette chambre, m'obligent à avoir de la paix une opinion diamétralement opposée à celle de ceux qui l'ont faite, et de ceux qui l'approuvent. Je la condamne en principe général; j'en désapprouve également les conditions particulières. Le grand objet de la politique britannique dans les guerres précédentes a toujours été la conservation de la balance du pouvoir, et que la force relative de la France n'excédât pas celle des autres États, afin que la sécurité de la Grande-Bretagne ne fût pas menacée. Telle a été notre politique depuis la confédération du roi Guillaume contre Louis XIV. Pour assurer cet équilibre, non-seulement il fallait que l'Angleterre ne restât jamais à la fin d'une guerre dans une situation politique pire qu'au commencement, mais il fallait encore que sa force, ses possessions et ses acquisitions restassent proportionnées à celles de la France. Dans la guerre actuelle, les acquisitions de la France ont dépassé toute idée. La voyez-vous cette France? Elle a subjugué les Pays-Bas, la Hollande, toute la rive gauche du Rhin et une grande partie de l'Italie. Tout lui est laissé sans que nous conservions d'équivalent; cette paix de la plus grande inégalité est contraire à nos intérêts politiques; elle est faite avec une république qui est encore sous l'influence du gouvernement révolutionnaire; elle est conclue avec un usurpateur, qui peut en venir à une rupture quand il le voudra, au gré de son caprice ou dans un accès de mauvaise humeur. Toutes les fois que le premier consul

(1) « We therefore thought the house must approve of the resolution of his Majesty, to keep the vigilance of the government awake to the changes in the arrangement of continental power; and that they would not refuse such supplies, as the necessary vigor of such preparation must require. His lordship concluded by moving the address, which as usual, was an echo of the speech from the throne. »

(2) « Our honor was the most valuable of our interests; it was what had always procured us the respect and regard of the nations on the continent. The nation had been satisfied with the sincere spirit of peace, in which the British government negotiated the late treaty; and if now a restless and unjust ambition in those with whom we desired a sincere amity has given a new

alarm, the country doubtless would rather press the government to assert its honor, than shrink from the supplies which a vigorous state of preparation would require. » (Discours de lord Nelson.)

(3) « On whatever grounds his Majesty's ministers had changed their opinions, he was glad to find that they were changed; and he could not help expressing his most cordial approbation of the present address. (Discours de lord Carlisle.)

(4) Their policy was something similar to that of our ancestors, who gave bribes to the Saxons and Danes, to desist from the invasion of the country. Those bribes they applied to the purchase of ships and ammunition, and subjugated the country. » (Discours de lord Grenville.)

jugera que la guerre pourra être renouvelée avec une apparence de succès en rapport avec son ambition désordonnée, il la fera ; et nous sentirons alors ce que c'est que le pouvoir gigantesque que nous avons laissé à la France. Nous n'avons sué une sécurité, du moins tant que l'usurpateur actuel tiendra les rênes du gouvernement. Nous n'avons de perspective de sûreté que dans les chances du système révolutionnaire. Aucune des conditions de la paix ne satisfait ce principe : indemnité pour le passé, et sécurité pour l'avenir. Si jamais paix n'est précaire, si jamais paix a été dangereuse, c'est celle-ci. Une paix semblable doit être rejetée avec mépris. »

L'adresse fut votée aux lords à l'unanimité ; aux communes, la discussion prit un caractère plus grave et aussi curieux. M. Fox désira le premier manifester son opinion sur le message du roi, car les whigs voulaient prendre position : partisan de la paix, M. Fox ne voyait pas pourquoi on s'empres- sait avec tant d'insistance à préparer des moyens qui étaient un manifeste de guerre : que pouvait-on craindre ? les armements de la France ? ils n'avaient pour but que le développement de son commerce. « Se plaint-on du pouvoir absolu du premier conseil qui dispose des forces d'une grande nation, pour agir sur le continent ? mais cela n'intéresse pas directement la Grande-Bretagne ; je désire, continua M. Fox, le maintien de la paix, car elle est avantageuse aux progrès intellectuels et commerciaux des deux nations. »

Écoutez, écoutez, s'écria-t-on de toutes parts, lorsque M. Canning prit la parole. M. Canning, partisan actif de M. Pitt, s'exprima déguisement sur l'état des affaires. « Nous avons fait tout ce que nous avons pu pour maintenir la paix ; toutes les concessions ont été accordées ; le gouvernement français, au contraire, n'a cessé de la violer en agrandissant son pouvoir : qu'a-t-il accompli en Suisse, dans le Piémont ? Quelle indemnité a-t-il accordée aux maisons d'Orange et de Carignan ? Je ne veux pas la guerre inconsidérée, mais je vote le

message, parce qu'il place la nation dans une attitude de force et d'énergie suffisante pour dominer les circonstances où se trouve l'Europe. »

C'est alors que lord Hawkesbury, comme expression du cabinet, prit position entre M. Fox et M. Canning. Le ministre n'appartenait ni au parti Pitt, ni au parti whig ; ses fonctions de chef des affaires étrangères lui faisaient un devoir des ménagements, il déclara donc : « Que partisen des préliminaires et du traité d'Amiens, il ne croyait pas que ses conventions eussent pour effet d'accroître démesurément le pouvoir de la France ; le ministère avait suffisamment prouvé son énergie à Copenhague, en Égypte ; il avait fait la paix, parce qu'il la croyait utile aux intérêts britanniques, et digne de cette nation ; il demandait aujourd'hui des armements, parce qu'il était nécessaire de prendre une attitude en rapport avec toutes les éventualités de la situation. »

M. Windham, l'ardent ami de M. Pitt, répéta les arguments de M. Canning sur les usurpations de la France à l'égard des États du continent ; il prit la révolution corps à corps, selon sa vieille méthode d'éloquence, en déclamant contre l'esprit jacobin, dont Bonaparte s'était fait le représentant. M. Windham ne ménageait pas le ministère Addington ; il le traitait d'incapable : la nécessité d'une administration forte lui paraissait indispensable dans la crise où se trouvait la Grande-Bretagne ; les flottes impériales ne pouvaient être ainsi humiliées : cette sortie vive et déclamatoire détermina le chancelier de l'échiquier, M. Addington, à exposer tout ce que son cabinet avait fait pour maintenir la dignité de la Grande-Bretagne : « La nation avait en ce moment deux cent sept vaisseaux de guerre armés (1) 46,000 matelots. La balance commerciale du pays était bonne, le produit des manufactures s'était accru, leur revenu avait pris de l'extension ; on pouvait désirer le maintien de la paix, mais le gouvernement était assez fort pour ne point craindre la guerre ; moins que personne, le cabinet voulait placer le pays aux genoux de la France ; mais pour

(1) « As to the influence of France upon the continent, it was nothing new, except in Holland and Portugal, the influence of France upon the continent was always greater than ours. There was no period of our history in which the government of this country ever thought it advisable to go to war with France singly for continental objects. We were surprised to hear the government accused of receding all our establishments. The fact was, that the army is now double what it was in the year 1784, 16 years after the peace. There had been no reduction, except in the cavalry and in the disembodiment of the militia, a measure which necessarily took place, at the conclusion of every war. Our naval establishment in 1795, was 115 ships of war, now it is 267, in 1795, we had 18,000 seamen employed, now we have 46,000. In the discussion upon the peace, it was insisted that our commerce and manufactures must suffer considerably ; whereas, on the contrary, our foreign export trade had increased from

twenty-three millions ; the highest which it had ever reached in any preceding year ; to twenty-seven millions, and a half, to which it arrived this year. He thought the right hon. gentleman would find it difficult to prove to the house that a state of war was the best for our internal security. He believed, to his conscience, that the disposition of the nation was the same as that of his Majesty's ministers ; that they anxiously wished for peace, but were not afraid of war. There could be no wish in any body to lay the country at the feet of France ; but he saw a wish in some people to inflame the two countries to hostility, without any definite object. He felt that war, without any definite object, was the greatest of all evils ; but still he should prefer it, at any time, to the sacrifice of our honour ; he should be ready, on any future occasion, to enter minutely into the principles of the government, both at the conclusion of the peace, and in the present moment. » (Discours de M. Addington.)

donc prier lord Whitworth de venir dans son cabinet, afin de discuter seul à seul les griefs des deux gouvernements. Allait-on se déclarer de nouveau une guerre opiniâtre ? Cette conversation, préparée par l'entrevue entre M. de Talleyrand et lord Whitworth, ne fut saillante que de la part de Bonaparte, si remarquable quand il abordait une question et l'examinait de face ; le consul se trouvait tout à fait à l'aise vis-à-vis de lord Whitworth ; son habitude était de laisser peu de place aux interlocuteurs ; il parlait avec une vivacité ardente, ce langage il le figure si expressif, laconique souvent et merveilleusement imaginé.

Lord Whitworth, habitué à l'écouter avec une attention soutenue, attendait silencieusement les paroles du premier consul, lorsque Bonaparte lui dit : « Milord, asseyez-vous. » Tous deux se placèrent alors vis-à-vis d'une table, et Bonaparte, avec un ton plein de dignité, s'exprima en ces termes : « Ce qui s'est passé entre vous et M. de Talleyrand m'a fait sentir le besoin de vous exposer mes sentiments d'une manière claire et positive, afin que vous puissiez les transmettre à votre gouvernement (1). Je ne puis vous dissimuler que j'éprouve une peine infinie de voir que le traité d'Amiens, loin d'être entre les deux nations une occasion de paix et de conciliation, soit devenu la source d'une jalousie et d'une défiance qui ne font que s'accroître tous les jours. Au mépris des conditions les plus expresses de ce traité, je vois encore Alexandrie et Malte occupées par les troupes de votre gouvernement : c'est un point sur lequel je ne transigerai jamais ; et si j'avais à choisir, j'aimerais mieux voir les Anglais maîtres du faubourg Saint-Antoine que de Malte. Les papiers anglais me traitent d'une manière atroce ; mais cela m'importe beaucoup moins que les outrages qui me sont prodigués dans les papiers français imprimés à Londres. Il est évident qu'ils ont le dessein de me rendre haïssable à l'Angleterre et peut-être à la France. On m'avait promis d'envoyer George et ses semblables au Canada : au lieu de cela, on les soufre à Londres, on les protège, on les pensionne, et cependant ces hommes ne sont occupés qu'à méditer ou commettre des crimes sur les côtes de France et dans l'intérieur. Deux d'entre eux viennent d'être arrêtés en Normandie, et sont maintenant en route pour Paris : ce sont des assassins notoires payés par l'ancien évêque d'Arras, le baron de Rolle, par George et Duthel. L'instruction de leur procès le prouvera ; j'avoue que je me sens chaque jour aigri davantage contre l'Angleterre : tout vent qui souffle de là ne

m'apporte qu'injure et inimitié. On prétend que j'ai de nouvelles vues sur l'Égypte : si j'avais eu la moindre velléité d'en renouveler la conquête, j'y aurais fait passer sans aucun obstacle 25,000 hommes qui auraient chassé vos 4,000 hommes de garnison. Cette mesquine armée ne peut que compromettre la tranquillité de ce pays, car elle me fournirait un prétexte légitime pour l'envahir. Cependant, je ne le ferai jamais, quelque désir que j'aie de fonder une colonie dans ce pays, parce que je ne veux pas courir les risques d'une guerre où j'aurais l'air d'être l'agresseur, et où j'enrais plus à perdre qu'à gagner ; car tôt ou tard l'Égypte appartiendra à la France, soit par la ruine de l'empire turc, qui tombe en lambeaux, soit par quelque accommodement avec la Porte. »

Ici l'attention de lord Whitworth devint plus vive ; Bonaparte continua : « Que gagnerais-je à faire la guerre à l'Angleterre ? Je n'ai de moyen contre elle qu'une descente, à la tête de laquelle il faudrait que je me mise. Mais au point où je suis parvenu, voudrais-je courir les risques d'une expédition dont la chance pourrait être d'aller au fond de la mer ? Je ne m'en dissimule pas les difficultés. Je la tenterais cependant si la guerre devait être la suite nécessaire de cet entretien ; et tel est l'esprit de mes soldats, que les armements se suivraient sans cesse pour le succès de l'entreprise. La France a 420,000 hommes prêts à tenter les plus périlleuses aventures ; l'Angleterre possède une marine qui lui assure l'empire des mers, et avec laquelle je ne pourrais rivaliser avant dix ans ; deux États semblables qui s'entendraient bien gouverneraient le monde, comme leurs débats le bouleverseraient. Si, depuis le traité d'Amiens, l'Angleterre n'eût pas donné mille preuves de son inimitié, il n'est rien que je n'eusse fait pour lui prouver le désir de la paix et de l'union : partage des indemnités, traité de commerce, influence sur le continent ; mais rien n'a pu vaincre la haine du cabinet britannique ; maintenant tout consiste en deux mots, *la paix ou la guerre*. Si c'est la paix, il faut exécuter le traité d'Amiens, contenir la liberté de la presse dans des bornes décentes, renoncer à protéger des misérables tels que George et ses pareils ; si c'est la guerre, il suffit d'un mot, et dites-le franchement, milord. »

Lord Whitworth écoutait ces paroles avec sang-froid, laissant se développer le système, afin de pénétrer jusqu'au fond la pensée du premier consul. Selon les habitudes respectueuses des ambassadeurs envers les souverains, lord Whitworth n'interrompit point Bonaparte, mais quand il eut fini d'exposer ses idées, lord Whitworth expliqua l'opinion du gouvernement anglais sur le traité d'Amiens. Il ré-

(1) Cette conversation qui dura deux heures est rapportée en français dans la dépêche de lord Whitworth à son gouvernement.

pondit : « Qu'il n'était pas étonnant qu'après une aussi longue guerre qui avait profondément agité les deux peuples, il restât de puissantes animosités ; il fallait se placer au-dessus des vaines attaques de la presse ; tout ne pouvait être réglé en un jour, d'autant plus que l'accroissement démesuré de l'influence du premier consul en Europe donnait de justes appréhensions à une partie du continent. » Alors Bonaparte l'interrompit : « Vous voulez parler de la Suisse et du Piémont ; ce sont des bagatelles ; vous deviez vous en plaindre pendant que la négociation se poursuivait à Amiens ; vous n'avez pas le droit d'en parler à cette heure. » L'ambassadeur répliqua : « Que jamais le roi d'Angleterre ne chercherait à grandir l'influence acquise, et que pour lui il s'agissait plutôt en ce moment de conserver que d'acquiescer. Le plus vif désir de l'Angleterre était de maintenir la paix, et d'éviter les calamités de la guerre ; en ce moment son but unique était de protéger les droits de ses alliés, en empêchant toute invasion trop menaçante. »

A ces mots, le consul se leva de son fauteuil et dit : « Milord, j'ai donné ordre au général Andréossy de conférer avec lord Hawkesbury, sur toutes ces questions ; je désire que l'on connaisse la sincérité de mes intentions et mon désir de maintenir la paix. » Puis il donna congé à l'ambassadeur. La conversation avait duré deux heures ; Bonaparte vint jusqu'à la porte, demanda des nouvelles de la duchesse de Dorset, et, souriant gracieusement, il ajouta : « N'oubliez pas de voir M. de Talleyrand ; croyez-le bien, la mission de Sébastiani est toute commerciale (1). »

Cette conversation eut un grand retentissement dans le corps diplomatique, et lord Whitworth se hâta de la transmettre textuellement à sa cour. La plus active correspondance s'était engagée entre

lord Hawkesbury et lord Whitworth ; chaque jour des messages apportaient les instructions du ministre anglais et les dépêches de l'ambassadeur. Qu'allait-on décider sur une situation si délicate dans laquelle aucun des partis ne voulait céder ? Afin de brusquer le dénouement, M. de Talleyrand crut nécessaire d'envoyer des instructions précises au général Andréossy, en forme d'*ultimatum* ; si ces instructions n'arrivaient pas à un résultat, le général Andréossy devait écrire à sa cour pour activer les armements. Dans une note formulée en termes précis, le général Andréossy exposa donc à lord Hawkesbury : « Qu'en vertu du dixième article du traité d'Amiens, Malte devait être évacuée au bout de trois mois et remise aux troupes napolitaines ; que dix mois s'étaient écoulés, et que Malte était encore entre les mains des Anglais. L'armée française devait de son côté évacuer, dans le même délai, Naples et l'État pontifical, et l'évacuation avait eu lieu avant l'expiration des trois mois ; elle avait généreusement remis Tarente, dont la France avait relevé les fortifications, et où elle avait rassemblé cent pièces de canon. Dirait-on que les troupes napolitaines ne se sont point présentées à Malte ? Ce serait manquer à la vérité ; elles sont arrivées, et l'Angleterre n'a pas voulu les admettre. Alléguera-t-on aussi que les puissances continentales n'ont point accepté les garanties dont on a désiré qu'elles se chargassent ? D'abord ce ne serait pas une raison pour violer le traité ; mais l'Autriche a envoyé son acte d'acceptation ; la Russie a demandé quelques modifications, et le premier consul y a consenti ; s'il reste des difficultés de ce côté, ce ne peut donc être que de la part du gouvernement anglais. Le général Andréossy demandait une explication positive et catégorique, déclarant que, s'il ne l'obtenait, il était impossible de compter sur la durée de la paix (2). »

y a dix mois que les ratifications sont échangées, ni les troupes anglaises sont encore à Malte. Les troupes françaises, au contraire, qui devaient évacuer les États de Naples et de Rome, n'ont pas attendu, pour se retirer, l'expiration des trois mois qui leur étaient accordés, et elles ont quitté Tarente, dont elles avaient relevé les fortifications, et où elles avaient réuni cent pièces de canon.

« Que peut-on alléguer pour justifier le retard de l'évacuation de Malte ? L'article 10 n'a-t-il pas tout prévu ? Si les troupes napolitaines étaient arrivées, sans quel prétexte celles de l'Angleterre y sont-elles demeurées ? Est-ce parce que toutes les puissances désignées dans le paragraphe 6 n'ont pas encore accepté la garantie qui leur est dévolue ? Mais cette condition n'en est pas une pour l'évacuation ; et d'ailleurs l'Autriche a déjà envoyé son acte de garantie ; la Russie elle-même n'a fait qu'une seule difficulté, qui tombe par l'adhésion du premier consul aux modifications proposées, à moins que l'Angleterre n'y mette personnellement obstacle en refusant d'adhérer aux propositions de la Russie ; ce qui, après tout, n'empêcherait pas qu'aux termes formels du traité, S. M. B. ne se soit engagée d'évacuer l'île de Malte dans le délai de trois mois, en la laissant sous la garde des

(1) Dépêche de lord Whitworth, Paris, 21 février 1803.

(2) Londres, 19 ventôse an XI.

« Le sousigné, ambassadeur et ministre plénipotentiaire de la république française près S. M. B., a reçu du premier consul l'ordre formel de demander au gouvernement britannique des éclaircissements sur l'occupation prolongée de l'île de Malte par les troupes anglaises : il avait espéré que les communications verbales qui avaient eu lieu antérieurement, suffiraient pour amener des explications satisfaisantes, en préparant le rapprochement mutuel des esprits et des intérêts ; cette conduite lui avait été dictée par son zèle ardent pour le maintien de la bonne harmonie entre les deux pays et la paix en Europe, objets de la sollicitude du gouvernement français ; mais le sousigné ne croit pas pouvoir tarder plus longtemps à se conformer aux instructions qu'il avait reçues, et il a l'honneur, en conséquence, d'adresser à S. E. lord Hawkesbury, les observations suivantes qui rappellent l'esprit et les principales dispositions des communications verbales qu'il lui avait précédemment faites. Aux termes du quatrième paragraphe de l'article 10 du traité d'Amiens, les troupes anglaises devaient évacuer l'île de Malte et ses dépendances, trois mois après l'échange des ratifications. Il

Dans cette situation presque déjà violente et hostile, le cabinet britannique se bâta de prendre l'initiative de grands armements; lord Hawkesbury, parfaitement renseigné sur tout ce qui se passait sur le continent, savait que l'Europe n'était pas sans inquiétude sur Bonaparte. Les agents intimes s'étaient dispersés en Allemagne, à Hambourg, en Hollande, pour bien connaître quelles étaient les froideurs des gouvernements, leurs plaintes et leurs rapports avec la France. Dès le mois d'octobre 1802, elle avait chargé M. Moore, secrétaire de la légation anglaise à Amiens, de se rendre secrètement en Allemagne, d'établir sa résidence, suivant les circonstances, en Suisse, ou sur les frontières, de prendre une connaissance exacte de la situation politique de ce pays, de sonder les dispositions de la nation, et d'offrir des secours en argent et en armes. On lui avait donné un chiffre pour correspondre, en cas de besoin, avec l'ambassadeur anglais à Vienne et à Munich. M. Moore s'était d'abord établi à Constance; mais sa mission n'ayant pas eu le succès qu'il en attendait, et ses liaisons l'ayant rendu suspect, il l'avait abandonnée. Lord Hawkesbury donna de semblables instructions en Hollande à M. Liston; la république batave était trop affaiblie sous le joug français pour se prêter aux intentions du gouvernement anglais.

De tous ces faits résulta la conviction profonde que les États intermédiaires du continent étant placés sous l'influence absorbante du premier consul, la paix était plus nuisible à la Grande-Bretagne qu'une guerre forte et avouée. En conséquence, M. Addington poussé par le parti Pitt, et déjà dans ses mains, n'hésita point à prendre l'initiative des mesures de guerre, afin d'arrêter Bonaparte dans ses envahissements. Le 8 mars, un message du roi déclara : « Que des préparatifs militaires considérables se faisaient dans les ports de France et de Hollande, il paraissait indispensable que le parlement prit à son tour des mesures pour la sécurité du royaume; des différends d'une grande importance s'élevaient entre le gouvernement français et Sa Majesté, le roi s'en rapportait avec confiance à son parlement, pour qu'il eût à prendre des résolutions compatibles avec l'honneur de la couronne et les intérêts essentiels du peuple. » Le lendemain, l'adresse fut présentée par lord Hobart

et soutenue avec vigueur par le comte de Spencer, alors manifestant toute sa joie de ce qu'enfin on allait dignement répondre aux menaces de la France. Le comte de Moira jeta des railleries contre les ministres et sur le changement qui venait de s'opérer dans leur opinion : « Quant à lui, son sentiment était qu'il fallait combattre à outrance contre un gouvernement qui avait juré la perte de l'Angleterre; puis, serrant la main de lord Nelson, il s'écria : « Voilà maintenant les hommes qu'il nous faut et les glorieux amis qui doivent relever le pavillon de la Grande-Bretagne. »

Aux communes, M. Addington s'efforça néanmoins de rassurer le pays sur les craintes de la guerre : « Il espérait la continuation de la paix : les précautions qu'il prenait n'étaient qu'un moyen défensif et non pas offensif. » Les esprits étaient si fortement dessinés pour le message, que M. Fox lui-même n'osa point s'opposer à la prise en considération : dans sa forte et mâle éloquence il attaqua le ministère comme le plus fatal et le plus destructeur de tous ceux qui avaient conduit les affaires publiques dans la Grande-Bretagne. « Le message, s'écria-t-il, est obscur, on doit donc voter dans les ténèbres; voulez-vous la paix ou la guerre ? » Sheridan soutint l'opinion de Fox, mais il se réunit à l'adresse parce qu'il avait le cœur britannique et qu'un outrage à son pays lui faisait rougir le front. L'adresse votée unanimement aux communes comme aux lords, on accorda 10,000 marins; la milice fut organisée sur un vaste pied de guerre; tous les comtés durent s'armer, les ordres de l'amirauté furent précis pour l'équipement immédiat de grandes escadres. Tout se disposa dès lors à la guerre (1); et cependant les négociations continuaient.

Si le premier message du parlement avait déjà jeté Bonaparte dans une situation complexe et irritée, la seconde communication faite par le ministère fit une impression plus profonde encore : c'était donc la guerre que voulait le gouvernement de la Grande-Bretagne! Bonaparte s'exprima sur la conduite de lord Hawkesbury avec beaucoup d'aigreur; il chercha l'occasion de voir lord Whitworth pour lui révéler les pensées de son gouvernement, et l'occasion s'en présenta bientôt. Selon l'usage, le corps diplomatique venait deux fois aux Tuileries

Napoléon, qui doit en former la garnison jusqu'à la conclusion des arrangements définitifs de l'ordre. Il paraît donc impossible, et il serait sans exemple dans l'histoire des nations, que S. M. B. se refusât à l'exécution d'un article fondamental de la pacification, de celui qui, lors de la rédaction des préliminaires, a été considéré comme le premier, et comme devant être arrêté préalablement à toute autre question; aussi le premier consul, qui aime à se confier aux intentions de S. M. B., et qui ne veut pas les supprimer moins facilement et moins loyalement

celles dans il est animé, n'a-t-il voulu attribuer jusqu'ici le retard de l'évacuation de Halle qu'à des circonstances de mer. Le sousigné est donc chargé de demander, à cet égard, des explications; et il est persuadé que la mission britannique sera d'autant plus empressée d'écouter de satisfaisantes, qu'il sentira combien elles sont nécessaires au maintien de la bonne harmonie, et combien elles importent à l'honneur des deux nations.

« Signé : Andréossy. »

(1) *Annuel register*, 1805.

pour présenter ses hommages au premier consul et faire cercle chez madame Bonaparte. A ces audiences, Bonaparte écoutait avec chaque ambassadeur ; il montrait là cette supériorité d'esprit, cette éminence de pensées si magnifiques, noble apanage de son génie. Lord Whitworth y vint au moment où le message du roi d'Angleterre se répandait à Paris. A peine le consul l'eut-il aperçu qu'il l'aborda avec un ton impératif, et lui jeta brusquement ces questions : « Eh bien ! vous voulez donc la guerre ? Nous l'avons déjà faite pendant quinze ans ; vous voulez la faire encore quinze années, et vous m'y forcez. » Puis se tournant vers le comte de Marcaff et le chevalier d'Azara qui étaient à quelque distance : « Les Anglois, dit-il, veulent la guerre, mais s'ils sont les premiers à tirer l'épée, je serai le dernier à la remettre. Ils ne respectent pas les traités ; il faudra dorénavant les couvrir d'un crêpe noir. » Il se rapprocha ensuite de lord Whitworth : « Pourquoi des armements ? Contre qui des mesures de précaution ? Je n'ai pas un seul vaisseau de ligne dans les ports de France. Mais si vous voulez armer, j'armerai aussi ; si vous voulez vous battre, je me battrai aussi. Vous pourrez peut-être tuer la France, mais jamais l'intimider. — On ne voudrait ni l'un ni l'autre, répondit lord Whitworth ; on voudrait vivre en bonne intelligence. — Il faut donc respecter les traités. Malheur à ceux qui ne respectent pas les traités, ils en seront responsables envers l'Europe entière !... » Il était si agité, en achevant ces mots, que lord Whitworth n'osa lui répondre ; il le laissa se retirer dans son appartement où il répéta à haute voix : « Malheur à ceux qui ne respectent pas les traités (!) ! »

Ces scènes ardentes étaient un des mauvais défauts de Bonaparte ; il jetait des paroles outrageantes

aux hommes qui avaient enconru sa colère ou sa disgrâce ; cela pouvait avoir un effet politique de terreur, vis-à-vis des fonctionnaires du gouvernement, classe résignée et obéissante ; mais cela n'était d'aucune valeur auprès des ministres étrangers libres et indépendants, avec le haut sentiment de leur dignité. Il résultait de ces scènes de graves inconvénients ; quand Bonaparte se laissait aller à ses emportements, il disait mille mots colères et étranges, immédiatement transmis par les ambassadeurs à leur cour ; il y a toujours une supériorité réelle des hommes de sang-froid sur les esprits emportés, et c'est ce qui arrivait dans ces conférences publiques.

Lord Whitworth, violemment apostrophé, se retira en sifflant avec respect, mais il alla sur-le-champ porter plainte à M. de Talleyrand : « Ambassadeur d'une grande puissance, il ne comprenait pas cette manière de traiter les affaires ; quand il allait dans les cercles aux Tuileries, ce n'était pas pour y parler de négociations, ou entendre juger la politique de l'Angleterre, mais bien pour y porter ses respects au premier consul ; qu'il voyait donc avec regret que cette manière inusitée de traiter, l'obligerait à s'abstenir désormais de visiter les Tuileries. » M. de Talleyrand s'efforça de le calmer, en lui disant : « Que le premier consul était militaire et Méridional ; que le sang bouillonnait souvent dans sa tête ; qu'au reste, il fallait abandonner toutes ces susceptibilités pour aborder les véritables questions d'affaires. »

Une nouvelle dépêche de lord Whitworth, adressée à lord Hawkesbury, indique le véritable état des négociations avec le premier consul : « En me rendant à deux heures chez M. de Talleyrand, j'ai trouvé qu'il avait déjà connaissance du message du roi ; il s'appretait à partir pour aller en donner

(1) Cette conversation est rapportée dans la dépêche suivante :

Dispatch from lord Whitworth to lord Hawkesbury, dated Paris, March 14, 1803.

« Mylord, The messenger, Masson, went on Saturday with my dispatches of that date, and, until yesterday, Monday, I saw no one, likely to give me any further information, such as I could depend upon, as to the effect which his Majesty's message had produced on the first consul. At the court which was held at the Tuileries upon that day, he accused me, evidently under very considerable agitation. He began by asking me if I had any news from England. I told him that I had received letters from your lordship two days ago. He immediately said : And so you are determined to go to war ? No ! I replied, we are too sensible of the advantages of peace. — Vous avouez, said he, déjà fait la guerre pendant quinze ans. — As he seemed to wait for an answer, I observed only : C'en est déjà trop. — Mais, said he, vous voulez la faire encore quinze années, et vous m'y forcez. — I told him, that was very far from his Majesty's intentions. — He then proceeded to count Marcaff and the chevalier Azara who were standing together, at a little distance from me, and said to them : Les Anglois veulent la guerre, mais s'ils sont les premiers à tirer

l'épée, je serai le dernier à la remettre. Ils ne respectent pas les traités, il faut dorénavant les couvrir d'un crêpe noir. — He then went his round. In a few minutes he came back to me, and resumed the conversation, if such it can be called, by something personally civil to me. He began again. — Pourquoi des armements ? Contre qui des mesures de précaution ? Je n'ai pas un seul vaisseau de ligne dans les ports de France ; si vous voulez vous battre, je me battrai aussi. Vous pourrez peut-être tuer la France, mais jamais l'intimider. — On ne voudrait, said I, ni l'un ni l'autre, on voudrait vivre en bonne intelligence avec elle. — Il faut donc respecter les traités, replied he, malheur à ceux qui ne respectent pas les traités ! Ils en seront responsables à l'Europe. — He was too much agitated to make it advisable for me to prolong the conversation ; I therefore made no answer, and he retired to his apartment, repeating the last phrase.

« It is to be remarked, that all this passed loud enough to be overheard by two hundred people who were present, and I am persuaded that there was not a single person, who did not feel the extreme impropriety of his conduct, and the total want of dignity as well as of decency on the occasion.

« I purpose taking the first opportunity of speaking to M. Talleyrand on this subject.

« I have the honour to be, etc.

« Signed : Whitworth. »

communication au premier consul, et j'ai remarqué qu'il était très-agité. Il entra avec moi dans son cabinet, et quoiqu'il m'eût dit d'abord que le temps le pressait, il me permit de l'entretenir sans interruption sur cet objet. Je tâchai de lui persuader que ce message était une simple mesure de précaution, et que l'intention de S. M. n'avait point été de faire une menace; je terminai mes observations par lui répéter que ce n'était qu'une mesure de sûreté personnelle fondée sur les armements qui se préparaient en France et en Hollande, lui faisant remarquer en même temps que lors même que ces armements n'auraient pas été aussi notoires qu'ils l'étaient, la détermination prise par le premier consul d'augmenter, d'une manière aussi considérable, son armée en temps de paix, aurait pleinement et suffisamment justifié les précautions. M. de Talleyrand me dit alors qu'il était déjà instruit de ce qui s'était passé; qu'un courrier, arrivé le matin même, lui avait apporté une copie du message. Je ne pus l'engager à faire aucune réponse à mes observations; il se borna strictement à me donner l'assurance qu'il m'avait tant de fois répétée: Que les ministres de S. M. n'avaient aucun motif quelconque de convoier des armées; que le premier consul aimait la paix; qu'il n'avait aucunement l'intention d'attaquer les possessions de S. M., à moins qu'il n'y fût contraint par un commencement d'hostilités de notre part; qu'il regarderait toujours comme tel notre refus d'évacuer Malte, et que, comme nous avions jusqu'ici hésité de le faire, il était justifié d'adopter des mesures qui pourraient devenir éventuellement nécessaires. Il assura fortement que les armements qui se préparaient dans les ports de la Hollande, n'étaient uniquement destinés que pour les colonies, et finit par dire que, quant à lui, il ne concevait pas les motifs qui avaient pu forcer les ministres de S. M. à recourir à un vote semblable. Il me pria ensuite de permettre qu'il se rendît chez le premier consul, en promettant de m'apprendre à dîner, chez le ministre de Prusse, le résultat de ce qui se serait passé. Il ne s'y rendit qu'à sept heures du soir. Au sortir de table, il me prit à part et me dit que, quoique le premier consul fût extrêmement blessé du soupçon injuste des ministres de S. M., il commanderait assez à son indignation pour ne pas perdre de vue les malheurs que cette discussion pourrait faire rejillir sur l'humanité. Il s'étendit beaucoup sur ce chapitre, et m'expliqua l'espèce de mesures auxquelles le premier consul serait

forcé de recourir; savoir: que si l'Angleterre désirait s'expliquer franchement, il le désirait également; si l'Angleterre se préparait à faire la guerre, il s'y préparerait aussi; si l'Angleterre devait se déterminer finalement à agir d'une manière hostile, il se confiait à l'appui du peuple français pour venger la cause de l'honneur et de la justice. En vain je répétais que l'Angleterre ne désirait pas faire la guerre; que la paix lui était aussi nécessaire qu'à la France; que tout ce que nous désirions, tout ce sur quoi nous insistions, était la sûreté; que tout nous prouvait que cette sûreté était menacée par les vues du premier consul sur l'Égypte et que, par conséquent, notre refus d'évacuer Malte était devenu une mesure de précaution aussi nécessaire que la défense de chacune des parties des possessions de S. M. B. M. de Talleyrand opposa à tous ces différents arguments la modération du premier consul, son abnégation personnelle et sa détermination de sacrifier, jusqu'aux choses qu'il avait le plus à cœur, à son désir sincère d'éviter une rupture. M. de Talleyrand me dit alors qu'après que je pusse communiquer plus facilement les sentiments du premier consul, il me remettrait un écrit qu'il avait rédigé avec lui le matin même; qu'il ne fallait pas le considérer comme une communication écrite ou comme une pièce absolument officielle; que cette communication ne devait être que pour m'aider, et telle que je pourrais, si je le jugeais à propos, la transmettre à votre seigneurie. Je vous l'adresse ci-incluse. »

Cet écrit de M. de Talleyrand résumait la question en peu de mots: l'Angleterre voulait-elle exécuter le traité d'Amiens? Était-il dans ses intentions d'évacuer Malte? Lord Whitworth ne répondit que par ses instructions, et il transmit à Londres le résumé de ses conférences avec le premier consul et M. de Talleyrand, en exposant à sa cour que sa position à Paris devenait de plus en plus difficile. Les conférences se prolongeaient indéfiniment toujours sur les mêmes points par des répétitions fastidieuses; il demandait donc à lord Hawkesbury un ultimatum précis sur lequel on exigerait immédiatement une réponse de M. de Talleyrand; si cette réponse n'était pas donnée dans un délai déterminé, lord Whitworth voulait être autorisé à prendre ses passe-ports, parce que les négociations seraient interminables. La dépêche à peine arrivée à Londres, lord Hawkesbury fit rédiger par son département un ultimatum destiné à la légation de Paris; il portait (1): « 1^o Qu'on céderait à la Grande-Bretagne

(1) Cette communication fut faite par la dépêche qu'on va lire.

Paris, May 10, 1803.

« Sir, In order not to lose an instant of so precious a time,

I have the honour to convey to you the project which I have received from my court, with the note which accompanies it. I shall have the honour of calling on your excellency at any hour you may appoint, in consequence of the request I made yester-

l'île de Lampedouse à titre définitif; 3^e l'Angleterre garderait Malte en sa possession pendant dix ans, comme gage et garantie; 4^e les troupes françaises évacueraient la Hollande; 5^e l'Angleterre reconnaîtrait le roi d'Étrurie et la république italienne; 6^e les Français quitteraient la Suisse; 7^e un territoire convenable serait assigné au roi de Sardaigne, en Italie, comme indemnité (1). « Cet ultimatum si précis, si impératif, fut porté par lord Whitworth aux affaires étrangères; il y chercha en vain M. de Talleyrand, qui s'était dérobé toute la journée à sa visite, sous prétexte d'un travail à Saint-Cloud avec le premier consul; le but était de retarder de quelques jours la remise des passe-ports. Lord Whitworth écrivit à trois reprises différentes à M. de Talleyrand; sa dernière lettre de Paris, 10 mai, était ainsi conçue: « Monsieur, afin de ne pas perdre un temps précieux, j'ai l'honneur de vous envoyer le projet que je reçois à l'instant de ma cour; je prie Votre Excellence de

m'indiquer un moment pour que vous puissiez répondre à la demande que je vous ai adressée. Je dois vous dire que cette note est le résumé de mes instructions; j'espère en Dieu, qu'elle sera de nature à assurer la tranquillité de l'Europe. » Lord Whitworth chercha M. de Talleyrand toute cette journée du 10 mai, il ne put le joindre. Le 12 enfin, à huit heures du matin, lord Whitworth envoya un petit billet à M. de Talleyrand, en termes laconiques et précis: « Comme il est impossible au sousigné de retarder plus longtemps les ordres de sa cour, il se voit obligé de requérir le ministre des affaires étrangères, pour qu'il ait la bonté de lui expédier les passe-ports nécessaires pour son retour en Angleterre. Signé: Whitworth (2). »

Il n'y avait plus alors à hésiter sans se mettre en opposition avec le droit des gens; les passe-ports furent expédiés (3), et lord Whitworth quitta Paris le même soir. La rupture fut profonde et irritée; à

day. But, in the mean while, you will be in possession of the contents of my instructions. I leave to God that they may be of a nature to insure the tranquillity of both countries and of Europe.

« I avail myself of this opportunity to renew to your excellency the assurance of my high consideration.

« Signé: Whitworth. »

Te his excellency M. de Talleyrand, etc.

Paris, May 10, 1805.

« Sir, Having yesterday morning received some important instructions to communicate to you, I write to you that evening to ask your excellency at what hour I could have the honour to acquit myself of this duty. That letter has not been answered. At two o'clock this afternoon I sent M. Mandeville, attached to the embassy, to the office for foreign affairs, in order to deliver to your excellency, or in your absence to your first secretary, a sealed packet, containing the papers which I had to communicate to you, and I added a second letter to your excellency. M. Mandeville delivered this packet into the hands of M. Durand, who assured him that it should be communicated to you without delay. At half past four, not having received any answer to my letters, I went to the foreign office, and I there learned that you were in the country, and that it was not known when you would return to town.

« Half an hour afterwards, having returned home, the papers which my secretary had taken and delivered to M. Durand were brought to me, with a message I must send to the minister in the country.

« In this state of things, since your excellency does not give me an opportunity of making you this communication, I have no other alternative than to give M. in charge to M. Talbot, secretary to the embassy. He will have the honour to deliver to you the project of a convention, which, I hope, will serve as the basis in an amicable arrangement between our two governments.

« I have only to add, that the term of my stay in Paris is limited, and I must set out on my journey for England on Thursday morning, if the negotiation is not favourably terminated before that time.

« I request you, sir, to accept the assurance of my high consideration.

« Signé: Whitworth. »

(1)

Project.

Art. 1^{er}. « The french government shall engage to make no

opposition to the cession of the island of Lampedosa to his Majesty by the king of the two Sicilies. »

Art. 2. « In consequence of the present state of the island of Lampedosa, his Majesty shall remain in possession of the island of Malta, until such arrangements shall be made to him, as may enable his Majesty to occupy Lampedosa as a naval station, after which period, the island of Malta shall be given up to the inhabitants, and acknowledged as an independent state.

Art. 3. « The territories of the Italian republic shall be evacuated by the French forces within one month after the conclusion of a convention, founded on the principles of this project.

Art. 4. « The king of Etruria, and the Italian and Ligurian republics, shall be acknowledged by his Majesty.

Art. 5. « Switzerland shall be evacuated by the French forces.

Art. 6. « A suitable territorial provision shall be assigned to the king of Sardinia, in Italy. »

Secret article.

« His Majesty shall not be required by the French government to evacuate the island of Malta until after the expiration of ten years.

« Article 4, 5 and 6, may be entirely omitted, or must all be inserted. »

(2)

Paris 12 May 1805.

« Sir, It being impossible for the undersigned to delay any longer executing the orders of his court, he finds himself obliged to request the minister for foreign affairs to have the goodness to expedite the necessary passports for his return to England.

« He requests his excellency to accept the assurance of his high consideration.

« Signé: Whitworth. »

(3) M. de Talleyrand avait néanmoins suivi une négociation active avec lord Whitworth. En voici la preuve :

« Le sousigné, etc., etc.

« Les intentions du premier consul étant toutes politiques, le sousigné se dispense de faire aucune observation sur une manière aussi nouvelle et aussi étrange de traiter des affaires de cette importance. Et, pour donner encore un nouveau témoignage du prix qu'il attache à la conservation de la paix, le premier consul a chargé de faire dans le style et dans les formes ordinaires la notification suivante :

« L'île de Lampedouse n'étant point à la France, il n'appartient au premier consul ni d'accéder ni de se refuser au désir que témoigne S. M. B. d'avoir cette île en sa possession. Quant à l'île de Malte, comme la demande que fait à cet égard S. M. B. changerait une disposition formelle du traité d'Amiens, le premier consul ne peut d'abord que la communiquer à la république

peine Whitworth se fut-il embarqué, que les escadres britanniques insultèrent le pavillon de la république; des prises furent annoncées, et une déclaration parut à Londres signée par le roi et adressée au peuple anglais. Conçue dans les termes habituels de ces sortes d'actes publics, et de ces manifestes solennels, tous les torts étaient jetés sur la France: l'Angleterre seule avait exécuté le traité; le premier consul l'avait méconnu; la dignité nationale, le besoin de maintenir ses droits, forçaient l'Angleterre à prendre l'initiative. Ce document était long, développé; ce qu'on y voyait de plus certain, c'était la haine que la France inspirait à la Grande-Bretagne; la vieille rivalité se réveillait. Aucun des deux peuples n'était à l'aise avec la paix; la guerre seule convenait à des races profondément ennemies, et c'est en vain que les deux gouvernements voulaient les rapprocher par des transactions.

La rupture du traité d'Amiens produisit une indélébile impression de colère sur l'esprit de Bonaparte,

batave, partie contractante audit traité, pour connaître son opinion; et de plus, comme les stipulations relatives à Malte ont été garanties par leurs Majestés l'empereur d'Allemagne, l'empereur du Russie et le roi de Prusse, les puissances contractantes au traité d'Amiens, avant d'arrêter aucun changement dans l'article de Malte, sont tenues de se concerter avec les puissances garantes. Le premier consul ne se refusa pas à ce concert; mais ce n'est point à lui à le provoquer, puisque ce n'est pas lui qui provoque aucun changement dans les stipulations garanties. Quant à l'évacuation de la Hollande par les troupes françaises, le premier consul n'a point de difficulté à faire répéter par le sous-secrétaire que les troupes françaises évacueront la Hollande dès l'instant où les stipulations du traité d'Amiens, pour chacune des parties du monde, seront exécutées.

« Le sous-secrétaire saisit cette occasion, etc.

« Ch. -Maur. Talleyrand. »

Paris, 2 mai 1803.

« Le sous-secrétaire, etc.

« Après la dernière communication qui a été adressée à S. E., on conceit moins que jamais comment une nation grande, puissante et sensée, pourrait vouloir entreprendre de déclarer une guerre dont les résultats entraîneraient des maux si grands, et dont la cause serait si petite puisqu'il s'agit d'un misérable rocher à S. E. et de comprendre que la double nécessité de s'entendre avec les puissances garantes du traité d'Amiens, et de ne pas violer un pacte dont l'exécution intéresse aussi essentiellement l'honneur de la France, la sagesse, l'avent et la loyauté des relations diplomatiques entre les nations européennes, avait fait une loi au gouvernement français d'éloigner toute proposition diamétralement contraire au traité d'Amiens.

« Cependant le premier consul, accoutumé depuis deux mois à faire des sacrifices de toute espèce pour la réalisation de la paix, se repousserait pas un terme moyen qui serait de nature à concilier les intérêts et la dignité des deux pays. S. E. a paru croire que la garnison napoléonienne, qui devait être établie à Malte, ne présenterait pas une force suffisante pour assurer véritablement l'indépendance de cette île. Ce motif étant le seul qui pût au moins excuser le refus qu'elle fait d'évacuer l'île, le premier consul est prêt à consentir que l'île de Malte soit remise aux mains d'une des trois principales puissances qui ont garanti son indépendance; soit l'Autriche, la Russie ou la Prusse; bien entendu qu'assurément que la France et l'Angleterre seront d'accord sur cet article, elles réunissent leurs demandes pour y por-

ter elle brisait son œuvre de paix; il fallait de nouveau se jeter dans la lice; le consul savait bien la situation réelle du continent; rien n'était moins pacifique que l'attitude de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse. La nouvelle guerre avec la Grande-Bretagne annonçait une prochaine coalition; Bonaparte s'exprime avec le vif et profond sentiment de ce nouveau danger: L'Europe va donc armer encore! Sa colère n'a plus de bornes; la veille il avait fait rassurer par l'*Argus* tous les voyageurs anglais répandus sur le continent, en Hollande, en France, en Italie. « Leurs personnes, disait-il, seraient garanties sous la protection d'un gouvernement qui respectait le droit des gens, alors que l'Angleterre le violait. » Le lendemain il apprend la capture de quelques navires français par les escadres britanniques; alors un ordre des consuls déclare: « Que tous les voyageurs anglais sur le continent seront arrêtés et saisis comme prisonniers de guerre. » Cet arrêté si bizarre, si contraire au droit des nations,

ter pareillement les différentes puissances, soit contractantes, soit adhérentes au traité d'Amiens. S'il était possible que cette proposition ne fût pas adoptée, il serait manifeste que non-seulement l'Angleterre n'a jamais voulu exécuter le traité d'Amiens, mais qu'elle n'a même été de bonne foi dans aucune des demandes qu'elle a faites, et qu'à mesure que la France eût cédé sur un point, les prétentions du gouvernement britannique se fussent portées sur un autre; et si une pareille démonstration devait être acquiescée, le premier consul aura du moins encore donné un gage de sa sincérité, de son application à méditer sur les moyens d'éviter la guerre, de son empressément à les saisir, et du prix qu'il mettrait à les faire prévaloir.

« Ch. -Maur. Talleyrand. »

Paris, 4 mai 1803.

Note verbale.

« 1° L'intention de S. E. est de parler dans son message de l'expédition d'*Heligoland-Sylt*: tout le monde sait qu'elle était destinée pour l'Afrique, et qu'elle était sur le point de faire voile pour sa destination; mais d'après le message du roi, l'embarcation et l'expédition seront contremandées.

« 2° Si nous eussions point d'espérations satisfaisantes relativement aux armements de l'Angleterre, et s'ils se font présentement, il est naturel que le premier consul fasse marcher 20,000 hommes en Hollande, puisqu'il est parlé de la Hollande dans le message.

« 3° Ces troupes une fois dans le pays, il est naturel qu'un camp soit établi sur les frontières du Hanovre, et, en outre, qu'un des corps se joignent aux troupes qui sont déjà embarquées pour l'Amérique, afin de former de nouvelles embarcations, et de maintenir une position offensive et défensive.

« 4° Il est naturel que le premier consul ordonne la formation de différents camps à Calais, et sur les différents points des côtes.

« 5° Il est pareillement dans la nature des choses que le premier consul, qui était sur le point d'évacuer la Suisse, soit dans la nécessité de conclure à maintenir une armée française dans ce pays.

« 6° C'est aussi la conséquence naturelle de toutes ces choses, que le premier consul envoie de nouvelles forces en Italie, afin d'occuper, si besoin est, la position de Tarente.

« 7° L'Angleterre, par ses armements multipliés et aussi nombreux, lorsqu'elle met ses armées sur le pied de guerre, mesure si importante qu'elle se peut manquer d'agiter toute l'Europe. »

était motivé sur ce que les Anglais, faisant partie de la milice de leur pays, étaient de véritables soldats; le gouvernement français pouvait donc les retenir. Ce thème de l'arrêté des consuls fut ensuite développé dans tous les journaux; on l'exécuta dans sa rigueur; des familles anglaises entières furent retenues captives. Tout cela accumulait des ressentiments entre les peuples qui allaient recommencer une guerre fatale et acharnée.

Un vaste mouvement d'opinion publique se prononça dans les deux pays; les gouvernements en favorisaient l'expression par les journaux. On rappelait de part et d'autre Crée, Azineourt, Fontenoy et la retraite du duc d'York; les mots les plus irrités, les paroles les plus acerbes furent lancés dans les journaux français et dans les feuilles anglaises; les haines nationales se réveillèrent comme aux époques les plus fameuses des guerres de Louis XIV et de la révolution. Les discours du parlement, les harangues de Windham, du duc de Clarence, du duc de Moira furent des diatribes

(1) Le premier consul avait même exigé que les journaux allemands prissent fait et cause pour lui.

Le sénat de Hambourg s'était assemblé pour délibérer sur la réclamation de M. Reinhard, ministre plénipotentiaire de France, quand on qu'on inséra dans le journal de cette ville un article contre le message du roi d'Angleterre. Le sénat n'avait point osé s'y opposer, et s'était contenté de solliciter quelques adoucissements aux passages les plus injurieux pour l'Angleterre; mais le ministre de France déclara qu'il avait des ordres pour exiger l'insertion de l'article sans aucun changement, et le sénat consentit. Cet article contribua beaucoup à la rupture de la paix :

« Depuis quelques mois il s'est élevé entre la France et l'Angleterre une guerre de journaux et de pamphlets : ce sont les dernières étincelles d'un grand incendie, la dernière étincelle d'un parti désespéré, l'aillement de quelques basses passions et de quelques écrivains fanatiques. Le gouvernement français est loin d'y attacher la moindre importance. Malgré quelques difficultés sur l'entier accomplissement du traité d'Amiens, il a toujours pensé qu'il pouvait s'en reposer sur la bonne foi du gouvernement anglais, et s'en est uniquement occupé du rétablissement de ses colonies. Plein de confiance dans la foi des traités, il n'a pas hésité à livrer à la mer et aux vents les restes de la marine française qui pouvaient devenir la proie des flottes anglaises. Au milieu de cette sécurité, il est tombé à coup sûr du cabulet de S. M. B. un message seigneurial où l'on informe l'Europe entière que la France fait d'immenses préparatifs dans ses ports et ceux de la Hollande. Ce message a été suivi d'une adresse du parlement au roi, dans laquelle on lui offre tous les moyens extraordinaires de défense et de sécurité que peut réclamer l'honneur de l'empire britannique et des trois couronnes.

« Un ne pouvait dire et on ne peut dire est l'ouvrage de la trahison, de la folie ou de la faiblesse. Qu'on jette les yeux sur les pertes de France et de Hollande, on verra que quelques préparatifs limités pour les colonies, consistant en deux vaisseaux de ligne et quelques frégates qu'on reporte ses regards sur les ports de l'Angleterre, on les trouvera occupés par les forces navales les plus formidables.

« Après cette revue, on se sent tenté de se demander si le message du roi d'Angleterre n'est pas que plaisanterie, si une pareille farce est digne de la majesté d'un gouvernement. Si l'on considère l'influence des traités dans un pays aussi libre que la Grande-Bretagne, on sera disposé à croire que le roi d'Angleterre n'est coupable que d'une faiblesse, si toutefois la faiblesse

impléable contre la France et son gouvernement.

A Paris les mêmes scènes se renouvelèrent dans les séances du sénat, du tribunal et du corps législatif. La guerre fut annoncée, il s'y fit des déclarations à la manière du Directoire contre la *perfidie Albion*. Les conseillers d'État, les sénateurs, les tribuns, tous parlèrent à l'encontre de Carthage qu'il fallait détruire, et de la perfidie de ce gouvernement qui ne respectait ni les traités, ni la parole humaine (1). Chaque corporation de l'État vota des navires de guerre; le commerce se souleva, chaque ville des départements, les agents de change, les notaires, les tribunaux et les corps politiques, depuis la cour de cassation jusqu'aux justices de paix, tous voulaient contribuer à l'invasion de l'Angleterre, sous un nouveau Guillaume le Conquérant. On prit des dispositions pour la course; on autorisa sur des bases très larges les lettres de marque; des levées de conscrits furent ordonnées pour compléter les armées, afin d'occuper tout à la fois la Hollande, la Suisse, Naples : ordre exprès

est compatible avec la dignité d'une couronne. Enfin, on ne voit aucune motif raisonnable auquel on puisse rapporter un pareil acte, si ce n'est à la mauvaise foi, à une infirmité jurée envers la France, à la perfidie et au désir de violer ouvertement un traité solennel pour les avantages qu'on pourrait s'en promettre, et que l'honneur de la France et la foi des traités ne permettent pas d'accorder.

« Quand on lit ce message, on se croit transporté dans le temps où les Vendéens traitaient avec les Néméides dégoûtés, lorsque la force n'aurait pu l'emporter, et que, par un appel subtil aux armes, on insultait à ceux qu'on avait envie d'attaquer. Dans l'état actuel de la civilisation, il est en respect que se doivent à eux-mêmes un grand monarque et un peuple policé, quand même ce respect n'aboutirait qu'à chercher un motif plausible pour une guerre injuste; mais ici on ne voit que précipitation, qu'oubli de toute décence et de toute justice. Une guerre éternelle succéderait à cette odieuse attaque, et plus le motif sera injuste, plus l'animosité sera irréconciliable.

« Les Français sont moins insultés qu'irrités par les menaces de l'Angleterre. Les revers n'ont jamais abattu, la victoire jamais enflé leur courage. Ils ont vu toute l'Europe conjurée contre eux dans une guerre dont on ne voyait pas le terme. Par leur constance, leur intimité et la promptitude des révolutions de leur gouvernement, ils l'ont terminée en peu de temps.

« La guerre qui va s'ouvrir aura un objet différent; les Français combattront pour la liberté de l'Europe et la foi des traités, et si le gouvernement anglais veut faire une guerre nationale, peut-être cette haute puissance osera, dont on lui tant de bruit, ne suffira-t-elle pas pour en déterminer l'issue et fixer la victoire.

« A la première nouvelle du message, tous les yeux se sont tournés vers le cabinet des Tuileries. On a recueilli avec empressement tout ce qui s'y est dit, tout ce qui s'y est fait. On a donné de l'importance aux moindres choses. On attendait avec impatience le jour de la présentation des étrangers à madame Bonaparte, ce qui a lieu tous les mois. On se préparait à en tirer quelques conjectures. Le cercle a été aussi brillant que de costume.

« On ajoute qu'après le cercle, le premier consul dit à l'ambassadeur anglais : « Madame la duchesse de Borset a passé ici un bien mauvais temps. Je désire de tout mon cœur qu'elle y goûte les charmes de la belle saison; et s'il arrivait que nos fusions de oeuvres en guerre, la responsabilité tomberait exclusivement sur ceux qui méconnaissent les traités »

fut envoyé pour envahir le Hanovre. L'indignation fut telle dans l'esprit du premier consul, qu'il ne remarqua pas que ce déploiement de forces continentales allait réveiller tous les cabinets de l'Europe, et qu'il servait ainsi le dessein de l'Angleterre, de former une coalition nouvelle. Les cabinets durent s'alarmer de voir l'indépendance des États intermédiaires aussi violemment menacée par des levées et des invasions. Ce n'était plus seulement une guerre maritime de nation à nation, mais la France en prenait prétexte pour menacer tous les États de second ordre. La lice des combats se préparait brillante pour les nobles armées de France, déployant encore leur gloire sur le continent; il fallait vaincre ou périr.

Le cabinet anglais, implacable contre notre existence de nation, se laissa entraîner à toutes les vieilles invectives; le parlement fut unanime comme la presse à calomnier Bonaparte et son gouvernement; il y eut un concours de haine; on n'épargna ni la marine, ni le commerce; on envoya partout des ordres cachetés aux amiraux, afin de multiplier les prises; Nelson, Sidney Smith, quittèrent Londres aux acclamations de la populace enivrée. Lord Keith eut un commandement pour surveiller les côtes de France; les ports se trouvèrent bloqués, les colonies menacées. Un sentiment d'indignation et de vengeance se manifesta quand on apprit que les Anglais voyageurs étaient arrêtés sur le continent; le cri de guerre fut jeté! La circonstance était belle; la marine française cinglait hors des rades; on pouvait s'en emparer sans coup férir; l'expédition de Saint-Domingue n'avait pas encore obtenu de résultat, et on l'attaquerait à son retour pour la détruire. Le commerce de France, d'Espagne et de Hollande avait des masses énormes de capitaux

engagés sur mer; toutes ces ressources allaient devenir la proie des escadres britanniques (1).

Telle avait été toujours dans l'histoire l'antipathie entre les deux peuples que cette situation acharnée semblait toute naturelle; l'union que la philosophie du XVIII^e siècle avait rêvée entre la France et l'Angleterre pour une même constitution était violemment rompue par une antipathie naturelle; les jacobins et Bonaparte, les deux pouvoirs qui avaient le mieux compris avec Louis XIV les forces territoriales de la France, son unité et sa nationalité, avaient voué une haine implacable à l'Angleterre, et l'on peut remarquer que la France ne se rapprocha jamais de la puissance britannique qu'aux époques de faiblesse et d'abaissement. Il semblait que ces deux grandeurs de peuples ne pussent exister simultanément; une marche commune vers la prospérité était impossible; s'il y avait suspension d'armes par lassitude, il y avait reprise immédiate d'hostilités toutes les fois que la nation française se sentait la rougeur au front. En vain les philosophes parlaient de la sympathie de la constitution politique et des progrès simultanés de l'esprit humain; il y avait quelque chose de plus puissant sur les deux peuples, c'étaient l'honneur et la fierté de nation, les intérêts, le territoire, la vie sociale. Ainsi la guerre paraissait la situation normale de la France glorieuse et de l'Angleterre forte et puissante; leur rapprochement était une décadence. La rivalité implacable de Carthage et de Rome était sans doute une idée bien vieille, une expression de pamphlets et de journalisme surannés; mais il y avait du vrai dans cette comparaison, prouvée par nos vieilles annales et par l'histoire des premières années de la république française couvrante et dominatrice!

(1) Voici l'extrait d'une dépêche de l'envoyé de Prusse à Londres :

« Les préparatifs de guerre se poursuivent avec la plus grande activité. Le roi va ordonner la convocation des milices. En cas de guerre, une partie des milices d'Irlande sera appelée en Angleterre, et un égal nombre de milices anglaises passera en Irlande. Deux proclamations royales viennent de paraître : l'une pour rappeler tous les marins et matelots qui peuvent se trouver hors du royaume; et au service d'une puissance étrangère; l'autre, pour promettre des gratifications aux matelots de bonne volonté, et des récompenses à ceux qui découvriront des matelots déerteurs. Tout est en mouvement dans les ports. Le télégraphe de l'amirauté ne cesse de transmettre et de recevoir des signaux et des dépêches, tant de Portsmouth que de Sheerness et des Buces. La presse continue d'entlever les gens de mer dans tous les ports. Elle est si active, que le nombre des matelots levés par ce moyen, ou par enrôlement volontaire, s'élève à hier,

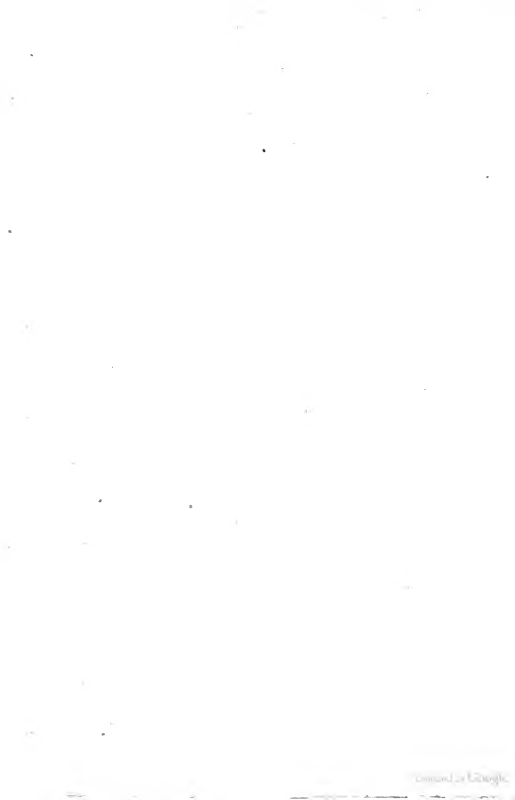
pour la seule ville de Londres, à 4,000. Le gouvernement espère se procurer 10,000 matelots en moins de quinze jours. Bis vaisseaux de ligne ont été mis sur-le-champ en commission, entre autres, le *Thunderer*, le *Dreadnought* et le *Tonnant*. On va aussi envoyer dans toutes les colonies des ordres conformes à la situation actuelle des affaires. Parmi les officiers supérieurs auxquels on destine les commandements, on cite les lords Gardner, Nelson, Keith, sir Edward Pellew, Sidney Smith. En cas d'hostilités, lord Gardner commandera, dit-on, la flotte du grand Canal; sir James Saumarez occupera la station des buces; l'amiral Thornborough, celles de Sheerness et du Nord; Sidney Smith et quelques autres officiers commanderaient de petites escadres, composées de frégates et de chaloupes canonnières, réparties sur divers points des côtes de France. Plus de 300 officiers de marine de tous grades sont venus offrir leurs services à l'amirauté. »

(Mars 1803.)

FIN DU PREMIER VOLUME.



615814



TABLE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

LETTRE SUR LA PÉRIODE DE NAPOLÉON. 4

CHAPITRE PREMIER.

GRANDES PUISSANCES DE L'EUROPE.

1794 — 1799

1^{re} L'Angleterre. — Causes de son opposition à la révolution française. — George III. — Le ministère Pitt. — Son système. — L'Ecosse et l'Irlande. — Développement de la puissance anglaise. — 2^e La Russie. — Son habileté. — Paul I^{er}. — Causes de la coalition de 1798. — 3^e L'Autriche. — Sa persévérance. — Son droit diplomatique. — Ce qu'elle gagne à Campo-Formio. — 4^e La Prusse. — Histoire secrète de sa diplomatie. — Ses rapports avec la révolution. — Motifs de sa neutralité. 7

CHAPITRE II.

PUISSANCES DU SECOND ORDRE.

1794 — 1799.

1^{re} L'Espagne. — Décadence de la monarchie de Charles-Quint. — Les Bourbons d'Espagne. — Rapports avec la France. — 2^e Le Portugal. — La maison de Bragance. — Intimités avec l'Angleterre. — Rivalité avec l'Espagne. — 3^e Naples. — La reine Caroline. — Le Directoire et Ferdinand. — 4^e Le Piémont et la Sardaigne. — Grandeur de la maison de Savoie-Carignan. — Ses disgrâces. — 5^e La Suède. — Décadence de sa monarchie. — Esprit militaire de Gustave. — Chevalerie de sa politique. — 6^e Le Danemark. — 7^e La Suisse. — Son abaissement et ses plaintes. — 8^e Rome et les papes. — Politique du Directoire envers les puissances du second ordre. 18

CHAPITRE III.

ÉTATS DU TROISIÈME ORDRE.

1794 — 1799.

Venise. — Gènes. — La Toscane. — Modène. — Malte. — La Hollande. — La Confédération germanique. —

Congrès de Rastadt. — Bavière. — Wurtemberg. — Bade. — Les évêchés du Rhin. — Les villes hanséatiques. — Hambourg. — Lubeck. — Malte. — La Turquie. — L'Égypte. — Tippoo-Saëb. — Rapports du Directoire et des États-Unis. 26

CHAPITRE IV.

ESPRIT DES POPULATIONS DE L'EUROPE A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE.

1794 — 1799.

Influence de la philosophie et de la langue française. — Études des idées républicaines. — La vieille Rome. — Action de l'esprit littéraire. — Fermentation de l'Irlande, de l'Ecosse et de l'Angleterre. — Littérature allemande. — Schiller. — Goethe. — Wieland. — Kotzebue. — Origine des sociétés secrètes. — L'Italie. — Alfieri. — Lutte de l'esprit catholique et de la philosophie. 33

CHAPITRE V.

LA PROPRIÉTÉ, LES CLASSES ET LES INTÉRÊTS EN FRANCE.

1794 — 1799.

Révolution dans la propriété. — Les biens nationaux. — Les héritages. — Confiscations. — Maximes anversives. — Situation précaire des propriétaires. — La noblesse. — Débris des gentilshommes. — Le clergé constitutionnel. — Prêtres assermentés. — Clergé insoumis. — Bourgeoisie. — Classes inférieures. — Le paysan. — L'ouvrier. — Commerce. — Industrie. 41

CHAPITRE VI.

LITTÉRATURE ET PHILOSOPHIE A LA FIN DU DIRECTOIRE.

1794 — 1799.

Écoles diverses. — 1^{re} Philosophie et littérature républicaines. — Chénier. — Lebrun. — Ginguené. — Madame de Staël. — Daunou. — Garat. — 2^e Littérature monarchique. — Deille. — Fontanes. — La

Harpe. — Esménard. — Michaud. — Suard. — Madame de Genlis. — 3^e Ecole voltairienne et imple. — Parry. — Lalande. — Dictionnaire des Athées. — 4^e Ecole religieuse. — Premier éclat de M. de Chateaubriand. — Petites réputations littéraires. — Les théâtres. — La tragédie. — La comédie. — Succès du vaudeville. 48

CHAPITRE VII.

LES SCIENCES ET LES ARTS JUSQU'AU CONSULAT.

1794 — 1799.

Débris des vieilles académies. — Tendances vers les sciences exactes. — Emploi des savants dans le mouvement révolutionnaire. — Monge. — Fourcroy. — Chaptal. — Berthollet. — Laplace. — Daubenton. — Cabanis. — Institut d'Égypte. — Nouvellement imprimé aux sciences exactes. — Les arts. — École de David. — La statuaire. — Formes antiques et romaines. — La musique. — Meul. — Gossec. — Commencement de Boieldieu. — Les théâtres lyriques. — La comédie française. 55

CHAPITRE VIII.

MOEURS ET USAGES DE LA SOCIÉTÉ À LA FIN DU DIRECTOIRE.

1794 — 1799.

Réaction vers les plaisirs. — Relâchement de l'esprit de famille. — Les divorces. — La société parisienne. — Bals. — Modes. — Coutumes. — Salons de Paris. — Femmes à la mode. — Quelques gentilshommes. — Les fournisseurs. — Les incroyables. — Ruine et décadence. — Manières. — Mœurs des campagnes. — Quelques histoires de la vie de châteaux et de proscrits. 60

CHAPITRE IX.

LES PARTIS POLITIQUES AVANT LE CONSULAT.

1794 — 1799.

Attitude des partis. — Les jacobins. — Les patriotes modérés. — Clubs et sociétés politiques. — Les constitutionnels. — Le parti orléaniste. — Les monarchistes prussiens. — Les partisans de l'unité et de la dictature. — Les royalistes bourbonniens. — Comités. — Insurrection. — La Vendée. — La chouannerie. — Les compagnes du Soleil et de Jésus. 66

CHAPITRE X.

LE GOUVERNEMENT DU DIRECTOIRE.

1795 — 1799.

Constitution de l'an III. — Cause de sa promulgation. — Progrès des idées anglaises et américaines. — Division des pouvoirs. — Conseil des Anciens. — Conseil des Cinq-Cents. — Le Directoire. — Esprit de ce gouvernement. — Influence sur l'opinion. — Attaques de la presse. — Coup d'État du 18 fructidor. — Défiance qu'inspire le gouvernement. — Discredit dans l'opinion. 72

CHAPITRE XI.

ADMINISTRATION DU DIRECTOIRE.

1795 — 1799.

La police. — Esprit général de ce ministère. — Tendance de ses agents. — Finances. — Fonds publics. — Assignats. — Mandats. — Impôts. — Lois sur l'enregistrement. — Hypothèques et timbre. — Impôt somptuaire. — Ministère de l'intérieur. — Directoires des départements et districts. — Municipalités. — Magistrature. 78

CHAPITRE XII.

L'ARMÉE, SES PARTIS, SES OPINIONS.

1794 — 1799.

Premières campagnes de la république. — Esprit général des soldats. — Officiers généraux. — Changements dans les mœurs et les habitudes. — Dévouement de l'armée à ses chefs. — Armée d'Italie. — Armée d'Allemagne. — Armée d'Égypte. — Armée de Hollande. — Rivalité. — Esprit républicain. — Conquêtes. — Ambition. — Marche vers la dictature. — Armée de mer. — Esprit de la marine. — Sa destinée. 83

CHAPITRE XIII.

CARACTÈRE DES HOMMES POLITIQUES INFLUENTS SOUS LE DIRECTOIRE.

1795 — 1799.

Barras. — Fonché (de Nantes). — Sieyès. — Merlin (de Douai). — Treillard. — Cambacérès. — Rewbell. — Larevellère-Lépeaux. — Gohier. — François de Neufchâteau. — Bontay (de la Meurthe). — Berlier. — Réal. — Roderer. — Baillet. — Société de madame de Staël. — M. de Talleyrand. — Benjamin Constant. — Carnot. — Lucien Bonaparte. 89

CHAPITRE XIV.

LA FAMILLE DES BOURBONS JUSQU'AU CONSULAT.

1795 — 1799.

Louis XVII. — Madame Royale. — Monsieur, régent du royaume. — Le comte d'Artois. — Vie des Bourbons en exil. — La branche cadette. — M. le duc d'Orléans et ses frères. — Leur éducation. — Leur parti. — Branche des Condé. — Les gentilshommes émigrés. — Plans et fautes des Bourbons. — Avènement de Louis XVIII. — Ses négociations avec les révolutionnaires. — Situation du roi et des princes avant le consulat. — Réconciliation de la branche cadette. 96

CHAPITRE XV.

ORIGINE ET DESTINÉE DE NAPOLEON BONAPARTE.

1799 — 1799.

La Corse. — Les Bonaparte. — Les Pozzo di Borgo. — Paoli. — Les Salicetti. — Les pauvres gentilshommes. — Brianne et les minimes. — La royauté et les écoles

militaires. — Fortes études. — Vendetta des Paoli et des Pozzo di Borgo contre les Bonaparte. — Décret d'infamie dans l'assemblée populaire. — Exil d'une pauvre et noble famille. — Jeune gloire de son père. — Bonaparte devine la force des Jacobins. — Sa puissance de répression. — Idées de gouvernement. — 14 vendémiaire. — Pensée diplomatique. — La campagne d'Italie. — Pensée d'antiquité et de grandeur. — Campagne d'Égypte. 104

CHAPITRE XVI.

SITUATION DIPLOMATIQUE DE LA FRANCE AU DÉBARQUEMENT DE GÉNÉRAL BONAPARTE.

1798 — 1799.

Chute des rois de Naples et de Piémont. — Rapture de la république avec l'Autriche. — Rapprochement des cabinets de Vienne et de Saint-Petersbourg. — Mission du comte de Cobentzi. — Marche et résultat du congrès de Rastadt. — Assassinat des plénipotentiaires. — La Prusse. — Mission du prince Repnin et de l'abbé Sicyes à Berlin. — Les forces de l'Angleterre. — Lutte acharnée. — Alliance de l'Espagne. — Déclaration de guerre de Paul 1^{er} contre Charles IV. 110

CHAPITRE XVII.

GOVERNEMENT DE LA FRANCE AU DÉBARQUEMENT DE GÉNÉRAL BONAPARTE.

1799.

L'abbé Sicyes. — Ses projets avec la cour de Berlin. — Ses idées politiques. — Il entre au Directoire. — Préparatifs d'un mouvement au 30 prairial. — Division dans les conseils. — Parti des Bonaparte. — Parti du Directoire. — Accusation contre les directeurs Treillard, Merlin et Larevillière-Lépeaux. — Leurs démissions. — Gohier. — Roger-Ducos. — Moulins. — Nouveau ministère. — Le général Bernadotte à la guerre. — Club des Jacobins. — Sa clôture. — Décons du gouvernement. — Fatale mesure d'administration. — Expulsion du général Bernadotte. — Situation des esprits dans les conseils. 118

CHAPITRE XVIII.

SITUATION MILITAIRE DE L'EUROPE AU DÉBARQUEMENT DE GÉNÉRAL BONAPARTE.

1799.

Plan des alliés. — Leurs généraux et leurs armées. — Russes. — Suwrow. — Korsakow. — Autrichiens. — L'archiduc Charles. — Mélas. — Kray. — Anglais. — Duc d'York. — Abercrombie. — Triple invasion. — Armées de la république. — Jourdan. — Schérer. — Moresu. — Lecourbe. — Joubert. — Opérations militaires dans la campagne d'Italie, de Suisse et de Hollande. — Guerre civile. — La Vendée. — Les chouans. — Situation maritime. — Campagne de mer. 125

CHAPITRE XIX.

PRÉPARATIFS DU 18 BRUMAIRE.

Octobre et novembre 1799.

Arrivée d'Égypte. — Avis de la Prusse et de l'Angleterre. — Bonaparte à Fréjus. — Situation du gouvernement. — Marche sur Paris. — Enthousiasme. — Irrésolution du Directoire. — L'abbé Sicyes et les Jacobins. — Bernadotte et Marbot destinés. — Bonaparte à Paris. — Sa famille. — Ses rapports. — Intrigues avec les corps constitués. — Rapprochement de Bonaparte et de Sicyes. — La décade qui précède le 18 brumaire. 133

CHAPITRE XX.

ARRIVÉE DU 18 BRUMAIRE.

18 brumaire 1799.

Le pavillon de la rue Chancery. — Conciliabule militaire. — Les généraux présents. — Moresu. — Visite de Bernadotte. — Angereau. — Ordre de la journée. — Le conseil des Anciens. — Préparatifs. — Décret pour la translation du corps législatif. — Commandement confié au général Bonaparte. — Le Luxembourg. — Les directeurs. — Barras. — Gohier. — Moulins. — La soirée du 18 brumaire. 137

CHAPITRE XXI.

PARIS ET SAINT-CLOUD.

18 et 19 brumaire 1799.

Mesures de police. — Esprit public. — Pouvoir départemental. — Nuit de Bonaparte et des conjurés. — Nuit des Jacobins. — Préparatifs. — Route de Saint-Cloud. — Départ de Bonaparte. — Le château. — Le conseil des Anciens. — Conseil des Cinq-Cents. — Tumulte. — Triomphe du parti militaire. — Dispersion des conseils. — La dictature. 150

CHAPITRE XXII.

ORGANISATION DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

Novembre 1799.

Conséquence du coup d'État du 18 brumaire. — Réunion clandestine des conseils. — Fausse délibération. — Résolution de nuit. — Formation d'un consulat provisoire. — Commission législative des Anciens et des Cinq-Cents. — Premiers actes du consulat. — Proscriptions. — Déportations. — Révocation de la loi des otages, de l'emprunt forcé. — Ordre et police de Paris. — Opinion publique. 161

CHAPITRE XXIII.

SITUATION DIPLOMATIQUE DE LA FRANCE AU 18 BRUMAIRE.

Novembre et décembre 1799.

Opinion générale de l'Europe sur le 18 brumaire. — Idée allemande sur Bonaparte. — Pamphlet de Wieland. — Le Messin. — Situation de l'Angleterre. — Premières tentatives de négociations secrètes. — La

Russie. — Paul I^{er}. — Suwarow et l'armée russe. — L'Autriche. — Le baron de Thugut. — Le comte de Saint-Julien. — La Prusse. — Agrandissement de son influence. — Origine de la question des neutres. — Etat préalable des négociations 171

CHAPITRE XXIV.

HOMMES D'ÉTAT DE L'EUROPE A L'AVÈNEMENT
DU CONSULAT.

1799.

Les quatre écoles diplomatiques. — 1^{re} L'école anglaise. — Le parti Pitt. — Dundas. — Canning. — Castlereagh. — Windham. — Granville. — Le parti Addington. — Le parti Fox. — Erskine. — Grey. — 2^e L'école allemande. — Diplomates autrichiens. — Cobentel. — Stadion. — Thugut. — Metternich père. — Saint-Julien. — Diplomates prussiens. — Haugwitz. — Hardenberg. — Lombard. — Dohm. — 3^e L'école russe. — Panin. — Stroganoff. — Repnin. — 4^e Dériva de l'école italienne. — Lucchesini attaché à la Prusse. — Premier temps du comte Pozzo di Borgo. . . 178

CHAPITRE XXV.

PRÉPARATIFS DE LA CONSTITUTION DE L'AN VIII.

Novembre et décembre 1799.

Esprit public. — Pamphlets contre le Directoire. — Dictature morale de Bonaparte. — Force de son caractère. — Abaissement de ce qui l'entoure. — Premières conférences pour la constitution. — Division entre les monarchistes et les républicains. — Système de l'abbé Sieyès. — La pondération des pouvoirs. — Séparation avec Bonaparte. — Lutte entre la dictature militaire et le gouvernement des légistes. — Retraite de Sieyès et de Roger-Ducos. — Les trois consuls, Bonaparte, Cambacérès et Lebrun. 187

CHAPITRE XXVI.

ESPRIT DE LA CONSTITUTION DE L'AN VIII.

Décembre 1799 — mars 1800.

1^{re} Idée aristocratique. — Le sénat. — Son organisation. — Ses attributions. — Son personnel. — Listes de notabilités. — 2^e Idée démocratique. — Le tribunal. — Ses membres. — Ses fonctions. — Son but. — 3^e Formation de la loi. — Le Corps législatif. — 4^e Préparations de la loi. — Le conseil d'Etat. — 5^e Le pouvoir exécutif du consulat. — 6^e Garanties politiques et civiles de la constitution de l'an VIII. 195

CHAPITRE XXVII.

ACCEPTION ET PROCLAMATION DE LA CONSTITUTION
DE L'AN VIII.

Décembre 1799 — février 1800.

Forme de l'acceptation pour l'acte constitutionnel. — Les registres. — Le peuple. — L'armée. — La marine. — Compte des voix. — Opposition. — M. de Lafayette. — Les partisans de 1789. — Le salon de M^{me} de Staël.

— Premières mesures du consulat contre les journaux. — Les déportés. — Actes d'administration. — Dissolution des commissions provisoires. — Distribution des palais royaux entre les autorités. . . 202

CHAPITRE XXVIII.

DÉMARCHES DIPLOMATIQUES DE PREMIER CONSUL.

Décembre 1799 — avril 1800.

Nécessité de la paix. — Publication du livre de M. d'Han-tarive sur l'Etat de la France à la fin de l'an VIII. — Esprit et dessein de ce livre. — Mission du général Duroc à Berlin. — Question du Hanovre et des villes hanséatiques. — Démarches officielles auprès de l'Angleterre. — Leur but. — Lettre du premier consul au roi George. — Note de lord Grenville en réponse. — Message au parlement. — Explications de lord Grenville. — Les communes. — M. Dundas. — Whitbread. — Canning. — Erskine. — Système de paix. — Tentative de négociation avec l'Autriche. — Paul I^{er} et le cabinet de Saint-Petersbourg. — Couclave de Venise pour l'élection d'un pape. — Pie VII. 208

CHAPITRE XXIX.

ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE DU
GOUVERNEMENT DES CONSULS.

Décembre 1799 — avril 1800.

Organisation départementale. — Les préfets. — Les sous-préfets. — Les conseils généraux. — Les conseils d'arrondissement. — Jurisprudence administrative. — Les conseils de préfecture. — Le conseil d'Etat. — Les mairies. — Conseils municipaux. — Organisation judiciaire. — Les justices de paix. — Tribunaux de première instance. — Cours d'appel. — Cour de cassation. — Conflit administratif. — Inviolabilité des fonctionnaires. — Résultat de la nouvelle organisation des départements. — Finances. — Nouvel ordre dans les fonctionnaires. — Les cautionnements. 225

CHAPITRE XXX.

BONAPARTE AUX TUILIERES.

Février et avril 1800.

Départ du Luxembourg. — Cortège du consulat. — Distribution des appartements aux Tuileries. — Pensées du consul dans le palais des rois. — Sa famille. — Sa mère. — Joseph. — Lucien. — Les sœurs du consul. — Madame Bonaparte. — Les aides de camp. — Réceptions. — Causeries. — Les femmes. — Costumes. — Etiquette. — Les revues aux Tuileries. 231

CHAPITRE XXXI.

SITUATION MILITAIRE DE LA FRANCE ET DE L'EUROPE.

Janvier et avril 1800.

Les Russes. — Les Autrichiens. — Le Rhin. — Les Alpes. — L'archiduc Charles. — Méias. — Kray. — L'armée de Condé. — Plan de campagne des Anglais et des Autrichiens. — Organisation consulaire de l'armée. — Choix des généraux en chef. — Moreau. — Masséna.

— Brune. — Jourdan. — Bernadotte. — institution militaire des armes d'honneur. — Idée de l'armée de réserve. — Berthier, général en chef. — Caractère de l'armée de réserve. — Nouvelles de l'armée d'Égypte. — Kléber. — Les Français sous Vanbois à Malte. 337

CHAPITRE XXXII.

SITUATION DES PARTIS APRÈS LA CONSTITUTION DE L'AN VIII.

Janvier et avril 1800.

Les jacobins. — Leur division. — Fraction qui se rallie. — Fraction qui conspire. — Leurs plaintes contre le gouvernement du consul. — Les royalistes. — Leur organisation en France. — Normandie. — Poitou. — Bretagne. — Anjou. — Vendée. — Languedoc et Guienne. — Brune et l'armée d'intérieur. — L'abbé Bernier et la pacification. — Lettres de Louis XVIII au premier consul. — Agences royalistes. — Madame de Guiche à Paris. — Lettre de Bonaparte. — George Cadoudal aux Tuileries. — Rigueurs et exécutions contre les royalistes. — Mort du comte de Froué. — Vengeance jurée par les chouans. 244

CHAPITRE XXXIII.

PRÉPARATIFS DE LA CAMPAGNE D'ITALIE SOUS LE PREMIER CONSUL.

Avril et mai 1800.

Nécessité d'un coup d'éclat militaire. — Situation de l'armée d'Italie. — Carnot et Bonaparte. — Première idée de passage à travers le mont Saint-Bernard. — Situation de l'armée de réserve à Dijon. — Départ du premier consul. — Précautions de police. — Ses craintes. — Départ pour la Suisse. — Séjour de Bonaparte à Genève et à Lausanne. — Rapport de Marescot. — L'avant-garde sous Lannes passe le mont Saint-Bernard. — Bonaparte reste à Lausanne. — Combat d'Aoste et de Châtillon sous Berthier. — Bonaparte ne passa le Saint-Bernard que le 20, quatre jours après l'armée. — Bulletin de l'armée de Moreau. — Sa lettre à Bonaparte. — Marche de Moncey à travers le Saint-Gothard. 252

CHAPITRE XXXIV.

LES FRANÇAIS DANS LE MILANAIS.

BATAILLES DE MONTEBELLO ET DE MARENGO.

Mai et juin 1800.

Situation de l'armée autrichienne. — Conjectures de M. de Méas. — Dépêche d'un agent anglais sur la position militaire de Bonaparte. — Marche en avant à travers les Alpes. — Moncey sur le Saint-Gothard. — Suchet en Var. — Masséna à Gènes. — Bonaparte dans le Milanais. — Marche de l'armée. — Bataille de Montebello. — Centralisation des forces. — Préparatifs de Marengo. — Mauvaise position de Bonaparte. — Faible composition de son armée. — Fautes. — Première partie de la journée. — Défaite de l'armée française. — Mort de Desaix. — Charge de Kellermann. —

CAPRIGLIO. — L'EUROPE.

Victoire de Marengo. — Armistice et convention militaire. 261

CHAPITRE XXXV.

RETOUR DU PREMIER CONSUL À PARIS APRÈS MARENGO.

Juin à novembre 1800.

Situation des esprits. — Agitation des républicains. — Plan de Carnot, de Bernadotte, pour renverser le consul. — Première nouvelle d'une défaite. — Contre-coup de la victoire. — Voyage de Bonaparte. — Séjour à Lyon. — Joie des Parisiens. — Esprit public. — Fêtes. — Puissance morale du premier consul. — Disgrâce de Lucien et de Carnot. 268

CHAPITRE XXXVI.

NÉGOCIATIONS APRÈS LA BATAILLE DE MARENGO.

Juin à décembre 1800.

État de l'armée autrichienne après la bataille. — Indignation des officiers. — Traités de subsides avec l'Angleterre. — Les Anglais devant Gènes. — Envoi du comte de Saint-Julien à Paris. — Négociations avec M. de Talleyrand. — Mission de Duroc pour Vienne. — Refus de l'Autriche de ratifier le traité. — Histoire des négociations de M. Otto en Angleterre. — Changement de la politique russe. — Causes réelles de la bienveillance de Paul I^{er} pour le premier consul. — Question des neutres. — Théorie de l'Angleterre. — Théorie de la Russie et de la France. — Rupture de la Russie et de l'Angleterre. — Tentatives pour un traité à part. — Envoi d'une ambassade russe à Paris. 275

CHAPITRE XXXVII.

COMPLOTS DES PARTIS.

Septembre 1800 à janvier 1801.

Attentats contre le consul. — Conciliabule des jacobins. — Les *enragés*. — Idées romaines. — La Mort de César. — Ceracchi, Diana, Aréna et Topiano-Lebrun. — Les machines infernales. — Travail d'ateliers et des faubourgs. — Tentative des chouans. — George et ses projets. — Saint-Régent, Carbon, et la machine infernale. — Origine de ce complot. — Rapport de police. — Le complot contre les jacobins. — Résolution de mesures exceptionnelles. 284

CHAPITRE XXXVIII.

PREMIÈRE DÉLIBÉRATION DES CORPS POLITIQUES

SOUS LE CONSULAT.

Décembre 1800 — avril 1801.

Le sénat réuni. — Séance du conseil d'État. — Le tribunal et le corps législatif. — Napoléon au conseil d'État. — Premières affaires discutées. — Tribunaux spéciaux. — Liste de déportation. — Mesures contre les jacobins. — Première séance du tribunal. — Discussion sur les tribunaux spéciaux. — Première opposition. — Chénier, Ginguené, Benjamin Constant, etc. — Lois et actes d'organisation. 293

CHAPITRE XXXIX.

CONGRÈS DE LUNÉVILLE. — NÉGOCIATIONS ET TRAITÉ
AVEC L'AUTRICHE.

Septembre 1800 — février 1801.

Idee du congrès. — Développement de la campagne. — Moreau en Allemagne. — Brune en Italie. — Effet à l'extérieur des attentats contre le consul. — Angleterre. — Suite de la négociation de M. Otto. — Rupture. — Théorie du droit maritime. — Préparatifs d'escadre. — Ordre du cabinet. — Russie. — Traité de garantie entre Paul I^{er}, le Daumark, la Suède. — Ligue maritime du Nord. — Négociations avec le premier consul. — Prusse. — Rapports avec le cabinet de Paris. — Autriche. — Questions de la paix. — Voyage de M. de Cobentzi à Paris. — Campagne d'hiver de Moreau. — Bataille de Hohenlinden. — Situation des armées d'Italie. — Les plénipotentiaires à Lunéville. — Conférences. — L'armistice de Steyer. — Signature des préliminaires. — La paix de Lunéville. — Ses résultats. — Coup d'œil sur l'Europe. 307

Lettre sur la dernière période du Consulat. . 319

CHAPITRE XL.

DIPLOMATIE DES GRANDS CABINETS APRÈS LA PAIX
DE LUNÉVILLE.

Février à juil. 1801.

1^{re} Angleterre. — Affaiblissement du système de Pitt. — Sa démission. — Ministère Addington. — Armements de la Grande-Bretagne. — Expédition d'Abercrombie. — Nelson dans la Baltique. — 2^e Russie. — L'empereur Paul et Bonaparte. — Plan d'une campagne dans l'Inde. — Le czar et les neutres. — Histoire secrète de la conspiration du palais. — Mort de Paul I^{er}. — Traité de l'Angleterre avec le Danemark et la Suède. — 3^e L'Autriche après Lunéville. — L'Empereur et le corps germanique. — 4^e La Prusse. — Menaces sur le Hanovre et les villes hanséatiques. — Tendance générale à la paix. 325

CHAPITRE XLI.

PUISSANCES MÉRIDIONALES DANS LEURS RAPPORTS AVEC
LE CONSULAT.

Février à juil. 1801.

Espagne. — Le prince de la Paix. — Urquijo. — Ambassade de Lucien à Madrid. — Traité spécial. — Cession du royaume d'Étrurie. — La Louisiane. — Guerre contre le Portugal. — Traité de paix de Badajoz. — Négociations spéciales entre la France et le Portugal. — Naples. — Restauration de la royauté. — Occupation militaire. — Traité de cession. — L'île d'Elbe. — L'île Sainte-Hélène. — Formation du royaume d'Étrurie. — Organisation des républiques italiennes. — Le Piémont et la Sardaigne. — La Suisse. 344

CHAPITRE XLII.

SITUATION DES IDÉES RELIGIEUSES, LE CONCORDAT.

Avril à septembre 1801.

Les trois Églises de France. — 1^{re} Les évêques constitutionnels. — Leur coécile. — 2^e Les orthodoxes assemblés. — 3^e Les réfractaires. — Vaste projet de Bonaparte pour la reconstitution religieuse de la France. — Ses premiers rapports avec les papes. — Esprit de sa campagne de Marengo. — Ses correspondances avec Pie VII. — Mission du ministre Cacciauz. — Voyage du cardinal Gonzalvi à Paris. — Instructions du pape. — Les conférences avec Bonaparte. — Nomination des plénipotentiaires. — Influence de l'abbé Bernier. — Question des démissions. — Église exilée. — Bref aux évêques démissionnaires. — Réponse des évêques en Angleterre. — Concordat. — Les évêchés. — Les cures. — Les biens du clergé. — Promesse d'une dotation fixe. — Les légats. — Le cardinal Caprara. — Rétablissement du culte. — Force de volonté du premier consul. — Opposition du conseil d'État et de l'armée. — Dernier cri du XVIII^e siècle. 354

CHAPITRE XLIII.

L'ARMÉE SOUS LA PREMIÈRE PÉRIODE DU CONSULAT.

1801 — 1802.

Armée opposante. — Moreau. — Brune. — Masséna. — Lannes. — Bernadotte. — Jourdan. — Augereau. — Gouvion Saint-Cyr. — Desolles. — Lecourbe. — Donnadieu. — Fournier. — Armée dévénue. — Aides de camp. — Davoust. — Juvot. — Influence du premier consul. — Police militaire. 364

CHAPITRE XLIV.

LES DEUX ÉCOLES DE RELIGION ET DE PHILOSOPHIE.

1801 — 1802.

Publication du *Génie du Christianisme*. — Vives critiques sur l'auteur et sur l'ouvrage. — L'abbé Maret. — La langue et l'art. — Delille. — *Les Jardins*. — *La Pitié*. — La Harpe. — Guerre littéraire. — Geoffroy. — Fontanes. — Roderer. — Publications philosophiques. — Les Nouveaux Saints de Chénier. — *De la Vérité*, par Grétry. — Tendance monarchique des théâtres. — Édouard en Écosse. — Domination de la censure. — Action du vaudeville sur les salons. — Les Journaux. — Le *Mercur*. — Les *Débats*. 374

CHAPITRE XLV.

PRÉPARATION DU CODE CIVIL.

1801 — 1802.

Idee d'un code civil. — Uniformité des lois. — Les deux écoles du droit romain et du droit coutumier. — Portalis. — Cambacérès. — Treillard. — Tronchet. — Bonaparte. — 1^{re} État des personnes. — Naissances. — Familles. — Mariage. — Divorce. — Adoption. — Enfants naturels. — 2^e État des propriétés. — Le propriétaire. — L'héritage. — La succession. — 3^e Le

louage. — La corporation. — La société. — 4^e Législation sur le prêt et l'hypothèque. — L'expropriation. — Esprit général du code civil. — Exposé des motifs de M. Portalis. 381

CHAPITRE XLVI.

LA FAMILLE ET LA COUR DU PREMIER CONSUL.

1801 — 1802.

La double résidence. — La Malmaison. — Les Tulleries. — Prédilection pour Saint-Cloud. — Le premier consul à trente-trois ans. — Joséphine. — Joseph. — Lucien. — Louisa. — Jérôme. — Les aides de camp. — Duroc. — Rapp. — Savary. — Les fêtes. — Arrivée du roi d'Etrurie à Paris. — Sa réception. — Les ministres. — M. de Talleyrand. — Fouché. — Chaptal. — Berthier. — Caractère de cette cour. 390

CHAPITRE XLVII.

INSTRUCTION PUBLIQUE, PROGRÈS DE LA SCIENCE ET DES ARTS.

1801 — 1805.

Système de Chaptal. — Rapport de Fourcroy. — Idées de Bonaparte sur l'éducation publique. — Les écoles primaires. — Les écoles centrales ou lycées. — Les humanités. — Discours de Chenier sur l'instruction publique. — Esprit tout militaire de l'éducation. — Retour vers l'antiquité. — Organisation de l'Institut. — Les classes. — Tentatives pour les académies. — Suppression des sciences morales et politiques. — Statistique de la science. — Première classe, mathématiques. — Chimie. — Astronomie. — Physique. — Deuxième classe, langue et littérature. — Troisième classe, histoire et érudition. — Quatrième classe, beaux-arts. 398

CHAPITRE XLVIII.

DIRECTION POLITIQUE DU CONSULAT.

1801 — 1802. .

Le sénat. — Ses assemblées. — Préparatifs du sénatus-consulte sur les émigrés. — Le conseil d'État. — Discussion sur la Légion d'honneur. — Sur la conscription. — Sur les émigrés. — Contributions et cadastre. — Le tribunal. — Part de l'opposition. — Du gouvernement. — Débat. — Majorité et minorité. — Irritation du premier consul contre le tribunal. — Le corps législatif. — Son esprit. — Sa tendance. — Quelques votes de projets de loi. 405

CHAPITRE XLIX.

ADMINISTRATION PUBLIQUE DE PARIS ET DES DÉPARTEMENTS SOUS LE CONSULAT.

1801 — 1802.

Organisation de Paris municipal. — La préfecture de police. — M. Dubois. — Subsistances. — Halles et marchés. — Travaux publics. — Surveillance. —

Volontés. — Jeux. — Mœurs. — Préfecture de la Seine. — M. Frochot. — Administration générale. — Revenu de la ville. — Octroi. — Budget de Paris. — Mairies. — Etat civil. — Départements. — Nouvelle action des préfets. — Vieux des conseils généraux. — Esprit public. 414

CHAPITRE L.

ÉCONOMIE POLITIQUE, ADMINISTRATION, COMMERCE, INDUSTRIE.

1802.

Fausse idée du premier consul sur le crédit public. — Agiotage. — Banque. — Service du trésor. — Institution d'un ministre spécial, M. Barbé-Marbois. — Système de M. Gaudin. — Création des directions principales. — Enregistrement et domaines, M. Duchâtel. — Forêts, M. Bergon. — Douanes, Collin de Sacy. — Contributions indirectes. — Situation du commerce. — Intérieur et extérieur. — Les manufactures. — Produits indigènes. — Les propriétaires. — Le sol. — La grande culture. — Commerce maritime. — La navigation. — Théorie d'économie politique du premier consul. 422

CHAPITRE LI.

RELATIONS DIPLOMATIQUES AVANT LA PAIX EUROPÉENNE.

1801 — 1802.

Premiers actes du ministère Addington. — Question des neutres au parlement. — Attitude du parti Pitt. — Résolution vigoureuse de l'Angleterre. — Rapprochement avec la Russie. — Premiers actes de l'avènement d'Alexandre. — Ambassade de Duroc. — Dépêche à son gouvernement. — Affaiblissement du système français à Saint-Petersbourg. — Note de M. Kalitscheff à M. de Talleyrand. — Correspondance. — Attitude de l'Autriche. — Système du nouveau ministère. — M. Philippe de Cobentel à Paris. — Négociations de la Prusse avec l'Angleterre. — Ambassade de M. de Benzonville à Berlin. — Situation de la Suède et du Danemark en face de l'Angleterre. — Première tentative d'un rapprochement avec la Porte Ottomane. 430

CHAPITRE LII.

DERNIÈRES HOSTILITÉS DE TERRE ET DE MER.

1801.

Retour des armées. — Le camp de Boulogne. — Idée romaine. — Projet de descente en Angleterre. — Étude sur César et Guillaume le conquérant. — Recherches des familles normandes. — Le dernier des Sturges. — Flottille de Boulogne. — Attaque du Nelson. — Campagne navale. — Succès de la marine française. — Les amiraux Lincol et Gantheaume. — Retour de la garnison de Malte. — Situation de l'armée d'Égypte. — La mort du Kléber. — Menon. — Régnier. — Belliard. 441

CHAPITRE LIV.

PRÉLIMINAIRES DE LA PAIX AVEC L'ANGLETERRE.
PACIFICATION GÉNÉRALE.

Juillet à octobre 1801.

M. Otto à Londres. — Echange de notes entre M. de Talleyrand et lord Hawkesbury. — Discussion des préliminaires. — 1^{re} Bases de l'uti possidetis ante bellum. — 2^{de} Bases des restitutions réciproques. — Europe. — Colonie. — Inde. — Egypte. — Malte. — État de l'opinion publique. — Signature des préliminaires. — Négociation avec la Porte Ottomane. — Publication officielle du traité avec le Portugal. — Naples. — La Bavière. — Question des neutres. — États-Unis d'Amérique. — Traité. 449

CHAPITRE LIV.

SYSTÈME COLONIAL DU CONSULAT.

Décembre 1801 à mai 1802.

Idées de Bonaparte sur les colonies. — La Louisiane. — La Guyane. — Les Antilles. — Possessions dans l'Inde. — Idée du consul sur l'esclavage des nègres. — Situation de Saint-Domingue. — Consulat de Tonsaint Louverture. — Expédition projetée. — Chefs et armée. — Escadre. — Madame Leclerc. — Les colons et madame de Beauharnais. — Dernier plan de l'expédition de Saint-Domingue. 458

CHAPITRE LV.

SITUATION DE POUVOIR ET DES PARTIS À LA PAIX GÉNÉRALE.

1801 — 1802.

Nature du pouvoir consulaire. — Marche à la dictature. — Opposition. — Sénat. — Tribunal. — Armée. — État des partis. — Les Jacobins. — Les ennemis de Bonaparte. — Barras. — Sieyès. — Les nouveaux amis. — Les royalistes. — Les espérances. — Les déceptions. — Agence à Paris. — Situation du pouvoir. 467

CHAPITRE LVI.

DOMINATION DU CONSUL SUR LES GOUVERNEMENTS ALLIÉS DE LA RÉPUBLIQUE.

1801 — 1802.

Plan diplomatique du premier consul. — 1^{re} L'Italie. — Le Piémont. — Réaction définitive. — Consulte à Lyon. — Institution de la république italienne. — Présidence de Bonaparte. — 2^{de} Hollande. — Modification dans la république batave. — Armement. — Occupation militaire. — 3^{de} La Suisse. — Action secrète du gouvernement français. — Troubles publics. — Acceptation de la médiation. — 4^{re} L'Allemagne. — Intervention de la France dans la confédération germanique. — Protection accordée à la Bavière. — Médiation commune de la France et de la Russie. — Négociation de M. de Laforest à Batisbonne. — Marche vers un concinsum. — Inquiétudes de l'Europe. 474

CHAPITRE LVII.

CONGRÈS ET TRAITÉ D'AMIENS, RÉSULTATS COMMERCIAUX.
1802.

Lord Cornwallis. — Arrivée de l'ambassadeur à Paris. — Joie publique. — Fixation d'Amiens pour le congrès. — Joseph Bonaparte. — Véritable caractère du congrès d'Amiens. — Discussion. — Signature des articles. — Résultat du traité. — Le général Andréossy à Londres. — Lord Whitworth à Paris. — Mouvement commercial. — Le Havre. — Lorient. — Bordeaux. — Cette. — Marseille. — Balance des exportations et des importations. — Sécurité générale. 483

CHAPITRE LVIII.

REINE DE L'OPPOSITION POLITIQUE. — CONSULAT À VIE DE BONAPARTE.

1802—1803.

Opposition du tribunal. — Sur les traités de paix. — La Légion d'honneur. — Instruction publique. — Concordat. — Colonies. — Le code civil. — Finances. — Nécessité de briser l'opposition. — Agrandissement du pouvoir du sénat. — Offre d'un consulat décennal. — Refus de Bonaparte. — Idée du consulat à vie. — Constitution nouvelle. — Ruine et élimination du tribunal. — Création des sénatoreries. — Absorption de tous les pouvoirs par le sénat et du sénat dans les mains du consul. 491

CHAPITRE LIX.

LES DOUBTÉS EN EXIL.

1800 — 1803.

Louis XVIII à Mittan. — Madame Royale. — Son mariage avec le duc d'Angoulême. — Brusque changement de Paul I^{er}. — Exil du roi proscrit. — Arrivée à Varsovie. — Opinion de Louis XVIII sur Bonaparte. — Négociations du consul auprès du prétendant pour l'abdication. — Intermédiaire de la Prusse. — Instructions du cabinet de Berlin au président du Meyer. — Réponse de Louis XVIII. — Premiers effets de l'avènement d'Alexandre. — Le comte d'Artois à Londres. — Le duc de Berry. — Les aides de camp émigrés. — La branche d'Orléans. — Protestation commune. — Le prince du Condé. — Le duc d'Enghien. — Dissolution des corps émigrés. 503

CHAPITRE XL.

ORGANISATION DU PALAIS. — FÊTES. — ESPRIT DE LA SOCIÉTÉ.

1802 — 1803.

Ordre des Tuileries. — Les préfets du palais. — Les dames pour accompagner. — Etiquette. — Réceptions. — Le corps diplomatique. — Costumes. — Diners d'apparat. — Ordre de travail. — Déshonnements et fêtes. — Mœurs de cette société. — Les théâtres. — Les acteurs. — Opéra. — Bouffes. — Français. — Yauville. — Montanier. — La série des noces. — Romans à la mode. — Romans anglais. — Anne Radcliff. — Romans français. — Mademoiselle de La Follie. — Adèle de Sinanges. — Livres colorés. — Figault-Lebrun. 516

CHAPITRE LXI.

ORDRE ET HIÉRARCHIE ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE.

1802 — 1803.

La secrétairerie d'État. — M. Maret. — Le cabinet particulier. — Disgrâce de M. de Bonricone. — M. Monvoisi. — Création du grand Juge. — Ses fonctions. — Justice. — La cour de cassation. — La cour des comptes. — La cour d'appel. — Tribunaux de première instance. — Tribunaux spéciaux. — Conseil des prises. — Suppression du ministère de la police. — Conseiller d'État chargé de sa direction. — Ministres à départements. — Directeurs généraux. — Les colles. — Ponts et chaussées. — Domaines nationaux. — Enregistrement. — Instruction publique. — Communes. — Régularité de tous les services publics. 525

CHAPITRE LXII.

SITUATION DE L'ANGLETERRE. NÉGOCIATIONS A LA SUITE DU TRAITÉ D'AMIEUS.

1802.

Premiers débats du parlement. — Attitude politique du parti Pitt et Grenville. — Chambre des lords. — Com-

munes. — Adresse. — Dissolution du parlement. — Négociations avec la France pour l'exécution du traité d'Amiens. — État de l'opinion publique. — La presse à Paris, à Londres. — Questions de Malte, d'Égypte. — Note de Bonaparte contre les journalistes et les émigrés. — L'Amélie. — Procès de Peltier. — Esprit public. 534

CHAPITRE LXIII.

SITUATION DE L'EUROPE. RUPTURE DU TRAITÉ D'AMIEUS.

Novembre 1802 à mai 1803.

Influence du parti Pitt sur les cabinets européens. — La Russie. — L'Autriche. — La Prusse. — Notes sur les envahissements de Bonaparte. — Préparatifs militaires. — Esprit public à Londres. — Ouverture du parlement. — Message du roi sur la France. — Discussion et vote d'enthousiasme. — Situation du lord Whitworth à Paris. — Audience des Tuileries. — Nouveau message du roi d'Angleterre. — La Prusse. — Corps diplomatique. — Conférence entre M. de Talleyrand et lord Whitworth. — Demande des passeports. — Rupture. — Enthousiasme et inimitié des deux nations. — Mesures de représailles. . . 546

615814





